ASSEMBLEE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DEBATS

TABLES DE LEGISLATURE

SIXIEME LEGISLATURE

3 avril 1978 - 22 mai 1981

TABLE DES MATIERES

TOME II

F à O

ABREVIATIONS

DENOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. . .	Groupe d'union des démocrates pour la République (1)
puis	
R.P.R. . . .	Groupe du rassemblement pour la République.
P.S.R.G. .	Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I.	Groupe des républicains indépendants (2).
puis	
R.	Groupe républicain.
R.C.D.S. .	Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
R.D.S. . . .	Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
U.C.	Groupe union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe de rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

F

FABIUS (Laurent)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

FAÇONNIERS DE L'INDRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 420.

FAC-SIMILES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

FAILLITE

Voir TRAVAIL TEMPORAIRE. 1.

FAILLITE PERSONNELLE

Voir ELECTIONS (LEGISLATION). 8.

FAILLITE (Règlement judiciaire - liquidation de biens)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 429** TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 67-563 DU 13 JUILLET 1967 SUR LE REGLEMENT JUDICIAIRE, LA LIQUIDATION DES BIENS, LA FAILLITE PERSONNELLE ET LES BANQUEROUTES ET A INSTITUER UN FONDS DE GARANTIE DES CREANCES AGRICOLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1976 par M. Loïc Bouvard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [12 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1154** REFORMANT LA LOI DU 13 JUILLET 1967 EN CE QUI CONCERNE L'ACTION EN COMBLEMENT DU PASSIF ET DE LA FAILLITE PERSONNELLE DES DIRIGEANTS DE SOCIETES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [4 octobre 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1481** TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 65 ET 66 DE LA LOI n° 67-563 DU 13 JUILLET 1967 SUR LE REGLEMENT JUDICIAIRE, LA LIQUIDATION DE BIENS, LA FAILLITE PERSONNELLE ET LES BANQUEROUTES, Sénat (première lecture) n° 407 (1977-1978). Dépôt le 13 juin 1978 par M. François Dubanchet et plusieurs de ses collègues. – Sous le titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 65 ET 66 DE LA LOI n° 67-563 DU 13 JUILLET 1967 SUR LE REGLEMENT JUDICIAIRE, LA LIQUIDATION DE BIENS ET LA FAILLITE PERSONNELLE ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 14 (1979-1980) [10 octobre 1979]. – Discussion le 11 décembre 1979. – Adoption le 11 décembre 1979. – Nouveau titre : « PROPOSI-

TION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 65 ET 66 DE LA LOI n° 67-583 DU 13 JUILLET 1967 SUR LE REGLEMENT JUDICIAIRE, LA LIQUIDATION DE BIENS, LA FAILLITE PERSONNELLE ET LES BANQUEROUTES ». – Proposition de loi n° 11 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE **n° 1481** (première lecture). Dépôt le 12 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [13 décembre 1979]. – Rapport **n° 1492** [17 décembre 1979] commun aux propositions de loi n°s 1481, 515 et 671 (FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DE BIENS,3 ; COMMERCE, 1 ; VENTES A TEMPERAMENT, 1). – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX EFFETS DES CLAUSES DE RESERVE DE PROPRIETE DANS LES CONTRATS DE VENTE ». – Proposition de loi **n° 282.**

SENAT (deuxième lecture) n° 222 (1979-1980). Dépôt le 22 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 226 1979-1980) [23 avril 1980]. – Discussion le 29 avril 1980. – Adoption définitive le 29 avril 1980. – Proposition de loi n° 57 (1979-1980).

Loi n° 80-335 du 12 mai 1980 publiée au *J.O.* du 13 mai 1980 (p. 1202).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (proposition. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **2** : Art. 1er *bis* (A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **3** : Art. 1er *ter* (A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **4** : Art. 2 (proposition. – S. 1. – A.N. 1).

Discussion générale commune en première lecture à la proposition de loi tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes n° 1481, à la proposition de loi portant modification de l'article 1583 du code civil et protection du vendeur en cas de non-paiement comptant (n° 515) et à la proposition de loi tendant à instituer la réserve de priorité au profit du vendeur jusqu'à complet paiement du prix (n° 671) [18 avril 1980] (p. 567).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 avril 1980] (p. 568)

Action en revendication : *Millon (Charles),* (p. 569).

Claude de réserve de propriété au profit du vendeur : *Millon (Charles),* (p. 568).

Comptabilité : *Millon (Charles),* (p. 569).

Créanciers (égalité des) : *Millon (Charles),* (p. 568) ; *Massot (François),* (p. 569).

Créanciers de l'acheteur (droits des) : *Millon (Charles),* (p. 568) ; *Foyer (Jean),* (p. 570).

Crédit fournisseur : *Millon (Charles),* (p. 568).

Entreprises (financement des) : *Daillet (Jean-Marie),* (p. 569).

Entreprises en difficulté : *Massot (François),* (p. 569) ; *Foyer (Jean),* (p. 570).

Impôts (recouvrement des) : *Massot (François),* (p. 569) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 571).

Jurisprudence : *Millon (Charles),* (p. 568) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 570).

Législation européenne : *Daillet (Jean-Marie),* (p. 569) ; *Foyer (Jean),* (p. 570).

Paiement comptant ; traites : *Millon (Charles),* (p. 568) ; *Longuet (Gérard),* (p. 570) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 570).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 571)

ART. 1er (revendication des marchandises) : M. Marc Lauriol inscrit sur l'article (p. 571) ; *amendement n° 1* du Gouvernement (définition de la clause de réserve-garantie des créanciers de l'acheteur déclaré en règlement judiciaire ou en liquidation de biens) : adopté (p. 571).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 571).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 2* du Gouvernement (délai d'exercice de l'action en revendication) (p. 572) ; *sous-amendement n° 5* de la commission (augmentation du délai à 4 mois) : adopté (p. 572) ; *sous-amendement n° 6* de M. Georges Tranchant (harmonisation des délais en cas de faillite) : retiré (p. 572) ; *amendement n° 2* ainsi modifié : adopté (p. 572) ; *amendement n° 3* du Gouvernement (fiscalité applicable aux biens vendus avec une clause de réserve de propriété) : adopté (p. 573).

ART. 2 (harmonisation) : adopté (p. 573).

TITRE : *amendement n° 4* du Gouvernement (modification du titre) : adopté (p. 573).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 573).

Voir ENTREPRISES. 8, 10, 11 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 280 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 61.

FAIM

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 68.

FAIM DANS LE MONDE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2233** TENDANT A COMBATTRE LA FAIM DANS LE MONDE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

FAIT PERSONNEL

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 78.

FAMAS 5,56 (Fusil)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

FAMILLE

1. – PROJET DE LOI **n° 401** PORTANT DIVERSES MESURES EN FAVEUR DE LA MATERNITE, Sénat (première lecture), n° 383 (1977-1979). Dépôt le 1er juin 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Michel Moreigne [15 juin 1978]. – Rapport n° 398 (1977-1978) [6 juin 1978]. – Discussion le 15 juin 1978. – Adoption le 15 juin 1978. – Projet de loi n° 155 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 401.** Dépôt le 20 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Hélène Missoffe. – Rapport **n° 408** [21 juin 1978]. – Discussion le 26 juin 1978. – Adoption avec modifications le 26 juin 1978. – Projet de loi **n° 42.**

SENAT (deuxième lecture), n° 472 (1978-1979). Dépôt le 29 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Michel Moreigne. – Rapport n° 467 (1977-1978) [29 juin 1978]. – Discussion le 30 juin 1978. – Adoption définitive le 30 juin 1978. – Projet de loi n° 181 (1977-1978).

Loi n° 78-730 du 12 juillet 1978 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1** : 1 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **6** : 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **7** : 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **8** : 8 (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **9** : 9 (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **10** : 10 (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [26 juin 1978] (p. 3469).

Allocation de parent isolé (application dans les D.O.M.) : *Fontaine (Jean)*, (p. 3477) ; *Veil (Simone)*, (p. 3478).

Allocations familiales : *Veil (Simone)*, (p. 3470).

Congé maternité (durée) : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3469, 3470) ; *Veil (Simone)*, (p. 3471) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3473) ; *Autain (François)*, (p. 3475).

Démographie : *Autain (François)*, (p. 3474).

Examens prénataux et périnatalité : *Veil (Simone)*, (p. 3471, 3472) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3473, 3474).

Femmes enceintes (législation du travail) : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3469) ; *Veil (Simone)*, (p. 3471) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 3473) ; *Autain (François)*, (p. 3475).

Femmes enceintes (remboursement des soins) : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3469) ; *Veil (Simone)*, (p. 3471).

Femmes enceintes non salariées : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3470) ; *Veil (Simone)*, (p. 3472, 3477) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 43474) ; *Autain (François)*, (p. 3475) ; *Couillet (Michel)*, (p. 3475, 3476) ; *de Branche (René)*, (p. 3476).

Stérilité (remboursement des traitements) : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3469) ; *Veil (Simone)*, (p. 3471).

DISCUSSION DES ARTICLES [26 juin 1978] (p. 3478).

ART. 1er (indemnisation du congé de maternité) : adopté (p. 3478).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline).

ART. 2 (champ d'application des durées d'indemnisation fixé à l'article 1er) : adopté (p. 3478).

M. Couillet (Michel).

ART. 3 (durée du maintien du contrat de travail après la naissance) : *amendement n° 17* de la commission (alignement de la durée de non-réalisation du contrat de travail par l'employeur sur la durée globale de suspension du contrat de travail) : rejeté (p. 3479) ; *amendement n° 5* de Mme Hélène Constans (durée du maintien du contrat de travail portée à vingt semaines) : rejeté (p. 3479) ; *amendement n° 6* de M. Gilbert Millet (interdiction de tout licenciement de la femme pendant la période de protection) ; rejeté au scrutin public n° 60 (p. 3480) ; liste des votants (p. 3489, 3490).

M. Brunhes, Mme Missoffe (Hélène), M. Autain (François), Mmes Chonavel (Jacqueline), Veil (Simone).

– article 3 : adopté (p. 3480).

ART. 4 (durée et modalité du congé de maternité) : *amendement n° 14* de M. Jacques-Antoine Gau (augmentation de la durée du congé de maternité) : rejeté (p. 3481) ; *amendement n° 8* de M. Joseph Legrand (augmentation du congé prénatal) : rejeté (p. 3481) ; *amendement n° 9* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et *amendement n° 15* de M. Jacques-Antoine Gau, identiques (prolongement des congés pré et postnatal sans limitation de durée en cas de grossesse pathologique) : rejetés (p. 3481) ; *amendements n° 10* de Mme Hélène Constans et *n° 16* de M. Jacques-Antoine Gau, identiques (augmentation de la durée du congé de maternité à dix-huit semaines) : rejetés (p. 3481) ; *amendement n° 11* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (augmentation du congé accordé aux parents adoptifs) : rejeté (p. 3482).

Mmes Chonavel (Jacqueline), Missoffe (Hélène), Veil (Simone), M. Ducoloné (Guy), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Autain (François).

– article 4 : adopté (p. 3482).

ART. 5 (entrée en vigueur de la loi au 1er octobre 1978) : adopté (p. 3482).

Mmes Missoffe (Hélène), Veil (Simone).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 7* de M. Georges Hage (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes avant le 15 octobre 1978) : rejeté (p. 3483) ; *amendement n° 18* de la commission (élaboration de mesures d'ordre législatif et réglementaire pour améliorer la qualité de la protection de la femme enceinte au travail) : rejeté (p. 3483).

Mmes Chonavel (Jacqueline), Missoffe (Hélène), M. Autain (François), Mme Veil (Simone), M. de Branche (René).

ART. 6 (gratuité des soins donnés aux femmes enceintes dans les quatre derniers mois de leur grossesse, gratuité de l'hospitalisation des nouveaux-nés, et des investigations nécessaires au diagnostic et traitement de la stérilité) : adopté (p. 3484).

Mmes Fraysse-Cazalis (Jacqueline), Veil (Simone).

ART. 7 (application de l'article 6 aux personnes relevant de régimes spéciaux de sécurité sociale ou du régime d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) : adopté (p. 3484).

ART. 8 (article L. 268-1 du code de la sécurité sociale : remboursement par les caisses de sécurité sociale des frais occasionnés par le prélèvement et le conditionnement des produits et organes d'origine humaine) : adopté (p. 3484).

ART. 9 (application des dispositions de l'article 8 dans tous les régimes obligatoires d'assurance maladie) : adopté (p. 3484).

APRES L'ART. 9 : *amendement n° 19* du Gouvernement (création d'un fonds spécial d'action sociale et institution d'une allocation versée aux femmes commerçants et artisans couvrant partiellement les frais qu'elles exposent pour assurer leur remplacement en cas de maternité) : adopté (p. 3485).

Mmes Veil (Simone), Missoffe (Hélène).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Hamel (Emmanuel)* : se réjouit du vote favorable de l'opposition ; intérêt du projet pour les familles ; son vote favorable (p. 3485).

Adoption de l'ensemble du projet (p. 3485).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 505** RELATIVE AUX DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX LIES A LA PRESENCE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE, Assem-

blée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par MM. Jacques-Antoine Gau, Henri Lavielle, Henri Emmanuelli. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 762** D'ORIENTATION SUR LA FAMILLE ET LA POPULATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Alain Madelin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Alain Madelin [12 avril 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-Pierre Abelin [10 avril 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 864** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 8 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE, RELATIF AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES UNIONS D'ASSOCIATIONS FAMILIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean Briane. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Briane [12 avril 1979]. – Rapport **n° 973** [17 avril 1979]. – Discussion le 13 mai 1980. – Rejet le 13 mai 1980. – Proposition de loi **n° 286.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [13 mai 1980] (p. 1003).

Démographie : *Briane (Jean),* (p. 1003).

Familles nombreuses : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 1006) ; *Lauriol (Marc),* (p. 1005) ; *Beaumont (Jean-Louis),* (p. 1004) ; *Briane (Jean),* (p. 1003).

Mouvement associatif : *Leblanc (Chantal),* (p. 1005) ; *Laurain (Jean),* (p. 1004).

Union départementale des associations familiales (UDAF) et Union nationale des associations familiales (UNAF) (administration des) : *Leblanc (Chantal),* (p. 1005) ; *Lauriol (Marc),* (p. 1005) ; *Laurain (Jean),* (p. 1004) ; *Briane (Jean),* (p. 1003).

Union nationale des associations familiales (UNAF) : *Lauriol (Marc),* (p. 1004) ; *Pelletier (Monique),* (p. 1003) ; *Briane (Jean),* (p. 1003).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1006).

ART. UNIQUE : abrogation de l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale : rejeté (p. 1006).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 870** SUR LA FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Etienne Pinte et Michel Debré. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [12 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI D'ORIENTATION FAMILIALE **n° 1415,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jean Briane et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Briane [20 décembre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI CADRE **n° 1424** POUR LA FEMME, L'ENFANT, LA FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par Mme Forence d'Harcourt et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delong [20 décembre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1461** SUR LA FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Hélène Missoffe [20 décembre 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI CADRE **n° 1527** EN FAVEUR DE LA FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Hélène Missoffe [10 avril 1980].

10. – PROJET DE LOI **n° 1608** PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS EN VUE D'AMELIORER LA SITUATION DES FAMILLES NOMBREUSES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 9 avril 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [17 avril 1980]. – Rapport **n° 1674** [30 avril 1980]. – Discussion les 6, 7, 14 et 27 mai 1980. – Adoption le 27 mai 1980. – Projet de loi **n° 301.**

SENAT (première lecture) n° 269 (1979-1980). Dépôt le 29 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Michel Labèguerie. – Rapport n° 309 (1979-1980) [12 juin 1980]. – Discussion les 18 et 19 juin 1980. – Adoption le 19 juin 1980. – Projet de loi n° 92 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1823.** Dépôt le 20 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte. – Rapport **n° 1830** [25 juin 1980]. – Discussion le 26 juin 1980. – Rejet le 26 juin 1980. – Projet de loi **n° 332.**

SENAT (deuxième lecture) n° 361 (1979-1980). Dépôt le 27 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Michel Labèguerie. – Rapport n° 362 [27 juin 1980]. – Discussion le 28 juin 1980. – Adoption avec modifications le 28 juin 1980. – Projet de loi n° 102 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (trosième lecture) **n° 1879.** Dépôt le 30 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Nomination : Bureau [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Etienne Pinte. – Rapport **n° 1895.** – Discussion le 30 juin 1980. – Projet de loi **n° 348.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Michel Labèguerie. – Rapport n° 370 (1979-1980). – Discussion le 30 juin 1980. – Adoption définitive le 30 juin 1980. – Projet de loi n° 124 (1979-1980).

Loi n° 80-545 du 17 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 18 juillet 1980 (p. 1810).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er *A* (A.N. 1. – S. 1. A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : Art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : Art. 1er *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : Art. 1er *ter* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : Art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : Art. 2 *bis* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : Art. 3 (Projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : Art. 3 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : Art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : Art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : Art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : Art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : Art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : Art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **15** : Art. 9 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **16** : Art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : Art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : Art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **19** : Art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.)
Loi, article **20** : Art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **21** : Art. 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : Art. 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **23** : Art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **24** : Art. 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **25** : Art. 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **26** : Art. 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : Art. 22 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : Art. 23 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **29** : Art. 24 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **30** : Art. 25 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : Art. 26 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [6 mai 1980] (p. 874) ; [7 mai 1980] (p. 907).

Adoption : *Couepel (Sébastien),* (p. 920) ; *Lagorce (Pierre),* (p. 908) ; *Schneiter (Jean-Louis),* (p. 884).

Allocation postnatale : *Caro (Jean-Marie),* (p. 898) ; *Beaumont (Jean-Louis),* (p. 944) ; *Gérard (Alain),* (p. 903) ; *Liogier (Albert),* (p. 944) ; *Longuet (Gérard),* (p. 938) ; *Moreau (Gisèle),* (p. 887) ; *Pelletier (Monique),* (p. 879) ; *Pinte (Etienne),* (p. 875) ; *Richomme (Jacques),* (p. 920) ; *Schneiter (Jean-Louis),* (p. 885).

Avortement : *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 944) ; *Debré (Michel)*, (p. 892) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 901) ; *Léger (Alain)*, (p. 902) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 895).

Chômage – conditions de vie des familles : *Moreau (Gisèle)*, (p. 886) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 889) ; *Avice (Edwige)*, (p. 912) ; *Debré (Michel)*, (p. 894) ; *Léger (Alain)*, (p. 902) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 895, 897).

Cinquième semaine de congés payés : *Debré (Michel)*, (p. 894).

Conditionnement des endives : *Chavatte (Angèle)*, (p. 914).

Congé de maternité : *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 944) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 937) ; *Liogier (Albert)*, (p. 944) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 938) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 887) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 946) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 875) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 919) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Congé parental : *Mermaz (Louis)*, (p. 897).

Congé prénatal : *Autain (François)*, (p. 882) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 836).

Crèches et classes maternelles : *Autain (François)*, (p. 883) ; *Avice (Edwige)*, (p. 913) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 944) ; *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 918) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 921) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 942) ; *Richard (Alain)*, (p. 915).

Démographie : *Autain (François)*, (p. 883) ; *Avice (Edwige)*, (p. 912) ; *Briane (Jean)*, (p. 943) ; *Charles (Serge)*, (p. 919) ; *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 917) ; *Léger (Alain)*, (p. 902) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 896) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 886) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 947) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 874) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 920).

Départements d'Outre-Mer : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 908, 909) ; *Moustache (José)*, (p. 923, 924) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 946) ; *Petit (Camille)*, (p. 939, 940) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 875).

Echéance électorale : *Autain (François)*, (p. 881, 883).

Education : *Autain (François)*, (p. 883) ; *Avice (Edwige)*, (p. 913) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 941).

Equipements collectifs : *Autain (François)*, (p. 882) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 910) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 944) ; *Charles (Serge)*, (p. 919) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 921) ; *Liogier (Albert)*, (p. 945) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 938) ; *Madelin (Alain)*, (p. 911) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 942) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 887) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 875) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Examen postnatal : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 937).

Excédents des caisses d'allocation familiale : *Lauriol (Marc)*, (p. 899) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 896) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 880, 946).

Femmes (travail des) : *Avice (Edwige)*, (p. 912) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 910) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 898) ; *Evin (Claude)*, (p. 935) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 937) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 923) ; *Léger (Alain)*, (p. 902, 903) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 939) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 896) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 888) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 879) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 920) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Fiscalisation des prestations familiales : *Jacq (Marie)*, (p. 901) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 899).

Handicapé : *Couepel (Sébastien)*, (p. 920).

Inflation : *Debré (Michel)*, (p. 894).

Logement : *Avice (Edwige)*, (p. 913) ; *Fost (Paulette)*, (p. 916) ; *Gérard (Alain)*, (p. 903) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 901) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 918) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 899) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 895, 897) ; Moreau (Gisèle), (p. 887) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 946) ; *Richard (Alain)*, (p. 915) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Mère au foyer : *Madelin (Alain)*, (p. 911) ; *Liogier (Albert)*, (p. 944) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 888).

Naissance biologique : *Pinte (Etienne)*, (p. 875).

Non-salariés : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 940) ; *Evin (Claude)*, (p. 936) ; *Jacq (Marie)*, (p. 900) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 908) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 899) ; *Liogier (Albert)*, (p. 945) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 938) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 880) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 876, 877).

Pas-de-Calais (situation des familles dans le) : *Chavatte (Angèle)*, (p. 914).

Politique démographique des pays de l'Est : *Debré (Michel)*, (p. 894) ; *Autain (François)*, (p. 883).

Prématurité : *Barbera (Myriam)*, (p. 910) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 936).

Prestations d'éducation parentale : *Lauriol (Marc)*, (p. 899).

Prestations familiales (système et évolution : *Autain (François)*, (p. 881, 882) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 938) ; *Jacq (Marie)*, (p. 900) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 895) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 887) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 878, 946) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Prestations sous conditions de ressources : *Autain (François)*, (p. 881) ; *Gissinger (An-*

toine), (p. 902) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 897) ; *Richard (Alain)*, (p. 915).

Prêts aux jeunes ménages : *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 878).

Proposition de loi d'orientation familiale : *Geng (Francis)*, (p. 916).

Quart-monde : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 940).

Quotient familial : *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *Evin (Claude)*, (p. 936) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 902) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 923) ; *Jacq (Marie)*, (p. 900) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 897) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 887) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 934).

Revenu minimum familial : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 940) ; *Autain (François)*, (p. 881) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 910) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 944) ; *Charles (Serge)*, (p. 919) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 920) ; *Evin (Claude)*, (p. 936) ; *Fost (Paulette)*, (p. 917) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 937) ; *Geng (Francis)*, (p. 916) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 923) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 918) ; *Jacq (Marie)*, (p. 900) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 908) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 899) ; *Liogier (Albert)*, (p. 945) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 938) ; *Madelin (Alain)*, (p. 911) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 888) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 880, 947) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 914) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 876) ; *Privat (Colette)*, (p. 922) ; *Richard (Alain)*, (p. 915) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 920) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 883) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 935).

Retraite des mères de famille : *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 901) ; *Richard (Alain)*, (p. 915).

Service civique : *Debré (Michel)*, (p. 893).

Statut social de la mère de famille : *Briane (Jean)*, (p. 943) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 898) ; *Debré (Michel)*, (p. 893) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 901) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 923) ; *Liogier (Albert)*, (p. 944) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 947) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 914) ; *Richard (Alain)*, (p. 915) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 884).

Surveillance médicale des enfants : *Moreau (Gisèle)*, (p. 888) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 879) ; *Porte (Jeannine)*, (p. 889).

Ticket modérateur d'ordre public : *Avice (Edwige)*, (p. 913).

Transports scolaires : *Gérard (Alain)*, (p. 903).

Travail posté : *Léger (Alain)*, (p. 903).

Troisième enfant : *Autain (François)*, (p. 882) ; *Avice (Edwige)*, (p. 912) ; *Evin (Claude)*, (p. 936) ; *Gérard (Alain)*, (p. 903) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 897) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 920) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 934).

Universités (accès des femmes aux) : *Pelletier (Monique)*, (p. 879).

Veuves et femmes isolées : *Moreau (Gisèle)*, (p. 888) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 947) ; *Privat (Colette)*, (p. 922).

DISCUSSION DES ARTICLES [7 mai 1980] (p. 950).

AVANT L'ART. 1er (Titre 1er : allongement du congé de maternité à partir du troisième enfant arrivant au foyer) : *amendement n° 37* de Mme Myriam Barbera (modification du titre) : devenu sans objet (p. 950) ; *amendement n° 152* rectifié de Mme Myriam Barbera (allongement du congé de maternité à six mois pour toutes les femmes, gagé par l'imposition des investissements à l'étranger des sociétés pharmaceutiques) : rejeté au scrutin public n° 379 (p. 950) ; *amendement n° 156* du gouvernement (alignement de la durée du congé d'adoption sur la durée du congé postnatal en cas d'adoptions multiples) : adopté (p. 950).

ART. 1er (article L. 298-1 du code de la sécurité sociale : allongement à 6 mois du congé de maternité pour les familles nombreuses : *amendement n° 157* du gouvernement (extension du bénéfice de l'allongement du congé de maternité en cas de troisième maternité biologique) : adopté (p. 951) ; *amendement n° 66* de M. Jean-Louis Schneiter (durée globale du congé de maternité) : retiré (p. 952) ; *amendement n° 179* du gouvernement (répartition du congé de maternité entre période pré et postnatale) : adopté (p. 952) ; *amendement n° 158* du gouvernement (amendement de conséquence) : adopté (p. 952) ; *amendement n° 2* de M. Serge Charles : non soutenu (p. 952) ; *amendement n° 78* de la commission (possibilité du report du congé en cas d'hospitalisation de l'enfant) : rejeté (p. 952) ; *amendement n° 79* de la commission (possibilité pour la mère de famille de demander le report ou le fractionnement de la période d'indemnisation excédent les dix premières semaines pendant une période de quinze mois) : rejeté (p. 953).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 953).

ART. 2 (extension aux autres régimes de salariés) : adopté (p. 953).

AVANT L'ART. 3 : *amendement n° 143* de Mme Jacqueline Chonavel (travail des femmes enceintes) : rejeté (p. 954) ; *amendement n° 144* de Mme Myriam Barbera (suppression de la condition de présence dans l'entreprise pour le maintien de la rémunération antérieure lorsque la femme a bénéficié d'un changement de poste de travail) : rejeté (p. 954) ; *amendement n° 145* de Mme Jacqueline Chonavel (travail posté) : rejeté (p. 954) ; *amendement n° 146* de Mme Myriam Barbera (réduction de

la durée du travail des femmes enceintes) : rejeté au scrutin public n° 380 (p. 956) ; mutation de poste en cours de grossesse ; rapport maternité et travail ; *amendement n° 147* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilités d'absence des femmes enceintes) rejeté (p. 956) ; *amendement n° 148* corrigé de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité d'absence du père) : rejeté (p. 956).

ART. 3 (interdiction de résilier le contrat de travail) ; sort différent fait aux enfants selon leur rang dans la famille ; discrimination à l'encontre des femmes enceintes dans le travail ; *amendement n° 43* rectifié de Mme Myriam Barbera (période durant laquelle il est interdit à l'employeur de licencier une femme enceinte) : rejeté (p. 957) ; *amendement n° 124* de M. Etienne Pinte (rétablissement des droits acquis des mères de famillle de un ou deux enfants en matière de licenciement) : adopté (p. 957).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 957).

APRES L'ART. 3 : *amendements* identiques *n° 80* de la commission et *n° 44* de Mme Myriam Barbera (allongement du délai de constestation du licenciement par la femme enceinte) : adoptés (p. 958).

ART. 4 (allongement de la période de suspension du contrat de travail pendant le congé de maternité) : *amendement n° 118* de M. Gilbert Barbier (possibilité de suspension du contrat de travail) : rejeté (p. 959) ; *amendement n° 8* de Mme Marie Jacq (de conséquence) : devenu sans objet (p. 958) ; *amendement n° 70* rectifié de M. Jean-Louis Schneiter (date et durée des congés de maternité) : adopté (p. 959) ; *amendement n° 81* de la commission (prise en compte des naissances biologiques) : retiré (p. 959) ; *amendement n° 159* du gouvernement (prise en compte des naissances biologiques) : adopté (p. 959) ; *amendement n° 180* du gouvernement (période de suspension du contrat de travail) : devenu sans objet (p. 959) ; *amendement n° 82* de la commission (prolongation du congé de maternité en cas de naissances multiples) : adopté (p. 960) ; *amendement n° 160* du gouvernement (naissances biologiques) : devenu sans objet (p. 960) ; *amendement n° 161* du gouvernement (naissances biologiques) : devenu sans objet (p. 960) ; *amendements* identiques *n° 83* de la commission, *n° 3* de M. Serge Charles et *n° 119* de M. Gilbert Barbier (naissances biologiques) : adoptés (p. 960) ; *amendement n° 9* de Mme Marie Jacq (congé d'adoption) : devenu sans objet (p. 961) ; *amendement n° 162* du gouvernement (durée du congé d'adoption) : adopté (p. 961) ; *amendement n° 84* de la commission (congé d'adoption en cas d'adoptions multiples) : devenu sans objet (p. 961) ; *amendement n° 85* de la commission (de conséquence) : devenu sans objet (p. 961).

– article 4, ainsi modifié, adopté au scrutin public n° 381 (p. 961).

AVANT L'ART. 5 : *amendement n° 45* de Mme Myriam Barbera (prise en compte de la totalité du congé parental d'éducation dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté) : rejeté (p. 961) ; *amendement n° 153* de Mme Myriam Barbera (financement de la surveillance prénatale) : rejeté (p. 962).

ART. 5 (entrée en vigueur le 1er juillet 1980) : *amendement n° 86* de la commission (formel) : adopté (p. 962).

– le texte de l'*amendement n° 86* devient l'article 5 (p. 962).

AVANT L'ART. 6 : *amendement n° 155* de Mme Myriam Barbera (augmentation des cotisations et des allocations familiales) : rejeté au scrutin public n° 382 (p. 963).

[14 mai 1980] (p. 1057).

ART. 6 : (Titre II : allocation postnatale).

Article L. 519 à L. 522 du code de la sécurité sociale : regroupement de l'allocation postnatale et majoration pour les familles nombreuses ; progression de l'allocation postnatale par référence au SMIC ; dispositions applicables aux DOM ; protection infantile ; *amendement n° 190*du gouvernement (possibilité de verser une allocation postnatale en cas d'adoption) : adopté (p. 1059) ; *amendement n° 87* de la commission (majoration de l'allocation postnatale en cas d'adoptions multiples) : adopté (p. 1059) ; *amendement n° 125* de M. Etienne Pinte (majoration de l'allocation postnatale en cas d'adoptions multiples) : adopté (p. 1059) ; *amendement n° 191* du gouvernement (conséquence de l'*amendement n° 190)* : adopté (p. 1059).

– article 6, ainsi modifié, adopté au scrutin public n° 385 (p. 1059).

ART. 7 (terminologie) : adopté (p. 1059).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 89* de la commission (possibilité de suspension des prestations familiales) ; *sous-amendement n° 177* de M. Etienne Pinte (possibilité de recours de la caisse d'allocations familiales sur le versement des prestations suivantes) : rejeté (p. 1061) ; *sous-amendement n° 178* de M. Etienne Pinte (suppression des dispositions relatives à la durée d'une éventuelle suspension des prestations familiales) : rejeté (p. 1061) ; *amendement n° 89* rejeté (p. 1061).

ART. 8 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'allocation postnatale) : *amendement n° 91* de la commission (applica-

tion de la loi aux enfants adoptés) : adopté (p. 1061).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 1061).

AVANT L'ART. 9 (Titre III : accès des enfants de familles comptant au moins trois enfants aux équipements collectifs qui leur sont destinés) : *amendement n° 69* de M. Jean-Louis Schneiter (simplification de l'intitulé du titre III) : adopté (p. 1061) ; intitulé du titre III, ainsi modifié, adopté (p. 1061) ; *amendement n° 183* de Mme Myriam Barbera (financement des crèches) : rejeté au scrutin public n° 386 (p. 1063).

ART. 9 (accès des enfants aux équipements collectifs) : *amendement* de suppression *n° 13* de Mme Marie Jacq : rejeté (p. 1063) ; *amendement n° 51* de Mme Myriam Barbera (extension de l'article 9 à toutes les familles) : rejeté (p. 1064) ; *amendement n° 92* de la commission (notion d'enfant à charge) : adopté (p. 1064) ; *amendement n° 52* de Mme Myriam Barbera (suppression de la condition relative à l'âge des enfants) : rejeté (p. 1065) ; *amendement n° 93* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1065) ; *amendement n° 94* de la commission (suppression de la condition relative à l'âge des enfants) : adopté (p. 1065) ; *amendement n° 53* de Mme Myriam Barbera (diminution de l'âge prévu à l'article 9) : devenu sans objet (p. 1065) ; *amendementsn° 4* de M. Serge Charles et *n° 121* de M. Gilbert Barbier : non soutenus (p. 1065).

– article 9 au scrutin public n° 387 (p. 1065).

AVANT L'ART. 10 : *amendement n° 163* de M. Emmanuel Aubert (modification de l'intitulé du titre IV) : réservé (p. 1065) ; *amendement n° 188* du gouvernement (nouvel intitulé) : adopté (p. 1065) ; *amendement n° 56* de Mme Myriam Barbera (montant du SMIC) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement (p. 1066) ; rappel au règlement de M. Jean Fontaine : article 98 du règlement (p. 1066) ; *amendement n° 184* de Mme Myriam Barbera (augmentation des ressources et des prestations des caisses d'allocations familiales) : rejeté au scrutin public n° 389 (p. 1067).

ART. 10 (Titre IV : institution d'un revenu minimum familial) : insuffisance du niveau du SMIC et des allocations familiales ; application du texte dans les départements d'Outre-Mer ; niveau de vie des familles.

[27 mai 1980] (p. 1282).

ART. 10 *(suite)* (Titre IV : institution d'un revenu minimum familial) : législation applicable aux départements d'Outre-Mer ; non application du revenu minimum familial dans les DOM ; conditions d'attribution de la prestation spécifique ; chômage ; institution du revenu minimum familial ; discrimination entre salariés et non salariés ; *amendement n° 14* de M. François Autain (suppression de l'article 10) : rejeté (p. 1284) ; *amendement n° 181* de M. Emmanuel Aubert (généralisation du revenu minimum familial) ; *sous-amendement n° 197* de M. Maurice Tissandier (conditions minimales de séjour applicables aux étrangers résidant en France) : adopté au scrutin public n° 397 (p. 1288) ; *amendement n° 181* rejeté au scrutin public n° 398 (p. 1288) ; *amendement n° 164* rectifié de M. Emmanuel Aubert (remplacement du revenu minimum familial par une allocation forfaitaire) : adopté au scrutin public n° 399 (p. 1291) ; *amendement n° 193* de M. Maurice Tissandier (dispositions applicables aux étrangers) : retiré (p. 1191) ; *amendements n° 96* de la commission et *n° 135* du gouvernement : devenus sans objet (p. 1191).

– le texte de l'amendement n° 164 rectifié devient l'article 10 (p. 1191).

ART. 11 (familles bénéficiaires du revenu minimum familial) : *amendements* identiques *n° 15* de Mme Marie Jacq, *n° 127* de M. Etienne Pinte et *n° 165* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 11) : adoptés (p. 1292) ; *amendements n° 98* de la commission et *n° 187* de M. Etienne Pinte : devenus sans objet (p. 1292).

– article 11 supprimé (p. 1292).

ART. 12 (montant du revenu minimum familial) : devenu sans objet (p. 1292).

ART. 13 (allocation différentielle) : devenu sans objet (p. 1292).

ART. 14 (allocation forfaitaire) : devenu sans objet (p. 1292).

ART. 15 (conditions d'attribution du supplément de revenu familial) : insuffisance des revenus des familles d'agriculteurs ; diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs français depuis 1974 ; insuffisance de la protection sociale des agriculteur ; *amendements* identiques *n° 106* de la commission et *n°19* de Mme Marie Jacq (suppression de l'article 15) : rejetés (p. 1292) ; *amendement n° 168* de M. Emmanuel Aubert (amendement de conséquence) : adopté (p. 1293).

– article 15 ainsi modifié, adopté (p. 1293).

APRES L'ART. 15 : *amendement n° 5* de M. Serge Charles (supplément de revenu familial pour les personnes non salariées non agricoles) : non soutenu (p. 1293).

ART. 16 (assimilation du supplément de revenu familial à une prestation familiale) : devenu sans objet (p. 1293).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 108* de la commission (contestation du montant des ressources déclarées) : retiré (p. 1293).

ART. 17 (application au supplément de revenu familial de certaines dispositions relatives aux prestations familiales) : *amendements* identiques *n° 21* de Mme Marie Jacq et *n° 170* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 17) : *amendement n° 170 :* retiré (p. 1293) ; *amendement n° 21 :* rejeté (p. 1294) ; *amendement n° 109* de la commission (dispositions applicables au revenu différentiel familial) : retiré (p. 1294).

– article 17 adopté (p. 1294).

ART. 18 (contentieux) : devenu sans objet (p. 1294).

ART. 19 (exonération fiscale du supplément de revenu familial) : *amendements* identiques *n° 111* de la commission, *n° 23* de Mme Marie Jacq et *n° 172* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 19) : retirés (p. 1294).

– article 19 adopté (p. 1294).

AVANT L'ART. 20 : *amendement n° 185* de Mme Myriam Barbera (non prise en compte de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement pour le calcul des ressources) : rejeté au scrutin public n° 400 (p. 1295).

ART. 20 (mesures d'application) : *amendements* identiques *n° 24* de M. François Autain et *n° 173* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 20) : *amendement n° 173* retiré (p. 1296) ; *amendement n° 24* devenu sans objet (p. 1296) ; *amendement n° 133* de M. Etienne Pinte (amendement de conséquence) : adopté (p. 1296) ; *amendement n° 136* du gouvernement (amendement de conséquence) adopté (p. 1296) ; *amendement n° 112* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1296).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 1296).

APRES L'ART. 20 : *amendement n° 150* de M. Georges Mesmin (réduction de la vignette automobile pour les familles nombreuses gagée par une augmentation du taux de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance) : retiré (p. 1297).

AVANT L'ART. 21 : *amendement n° 186* de Mme Myriam Barbera (augmentation des ressources des caisses d'allocations familiales pour accélérer l'entrée en vigueur du texte) : rejeté (p. 1297).

ART. 21 : *amendement n° 25* de Mme Marie Jacq (suppression de l'article 21) : rejeté (p. 1298) ; *amendement n° 137* du gouvernement (amendement de conséquence) : adopté (p. 1298) ; *amendement n° 116* de la commission (formel) : adopté (p. 1298).

– article 21 ainsi modifié, adopté (p. 1298).

AVANT L'ART. 10 précédemment réservé (Titre IV : institution d'un revenu minimum familial) : *amendement n° 163* de M. Emmanuel Aubert (intitulé du titre IV) : adopté (p. 1306).

APRES L'ART. 21 : *amendement n° 189* du gouvernement (nouvel intitulé) : adopté (p. 1308) ; *amendement n° 139* du gouvernement (dispositions applicables aux départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 1308) ; *amendement n° 140* du gouvernement (modalités d'application des dispositions générales introduites par l'*amendement n° 139) :* adopté (p. 1309) ; *amendement n° 141* du gouvernement (versement du supplément familial pour les organismes débiteurs des prestations familiales) : adopté (p. 1309) ; *amendement n° 142* du gouvernement (date d'entrée en vigueur du supplément de revenu familial dans les DOM) : adopté (p. 1309).

TITRE (« projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses ») : *amendement n° 65* de Mme Myriam Barbera (nouvelle rédaction du titre : projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles) : retiré (p. 1309).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI

ART. 4 : *amendements n° 1* et *n° 2* du gouvernement (répartition du congé de maternité sur la période pré et postnatale) : réservé (p. 1311) ; *amendement n° 3* du gouvernement (période de suspension du contrat de travail) : réservé (p. 1311) ; *amendement n° 4* du gouvernement (amendement de conséquence) : réservé (p. 1311).

AVANT L'ART. 10 : *amendement n° 14* du gouvernement (rétablissement de l'intitulé initial du titre IV) : réservé (p. 1311).

ART. 10 : *amendement n° 5* du gouvernement (rétablissement du dispositif initial de l'article 5) : réservé (p. 1311).

ART. 11 : *amendement n° 6* du gouvernement (rétablissement de l'article 11 dans sa réduction initiale) : réservé (p. 1312).

ART. 12 : (rétablissement de l'article 7) : *sous-amendement n° 15* de Mme Jacqueline Chonavel (détermination du montant du revenu minimum familial) : réservé (p. 1312).

ART. 13 : *amendement n° 8* du gouvernement (rétablissement de l'article 13) : réservé (p. 1312).

ART. 14 : *amendement n° 9* du gouvernement (rétablissement du texte initial de l'article 14) : réservé (p. 1313).

ART. 15 : *amendement n° 10* du gouvernement (rétablissement de la référence à l'article 14 dans l'article 15) : réservé (p. 1313).

ART. 16 : *amendement n° 11* du gouvernement (rétablissement de l'article 16 initial) : réservé (p. 1313).

ART. 18 : *amendement n° 12* du gouvernement (rétablissement de l'article 18 - contentieux) : réservé (p. 1313).

ART. 20 : *amendement n° 13* du gouvernement (rétablissement de l'article 20 dans sa rédaction initiale) : réservé (p. 1313).

Articles faisant l'objet de la seconde délibération modifiés par les *amendements 1* à *14* du gouvernement, à l'exclusion du *sous-amendement n° 15* de Mme Jacqueline Chonavel : adoptés par scrutin public n° 401 en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1314).

EXPLICATION DE VOTE [27 mai 1980]

Moyens financiers de la politique familiale : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 1314) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 1316).

Recours au vote bloqué : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 1313) ; *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 1314).

Vote favorable du groupe communiste : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 1315).

Vote favorable du groupe UDF : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 1315).

Abstention du groupe socialiste : *Autain (François)*, (p. 1315).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 402 (p. 1316).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [26 juin 1980] (p. 2309).

Allocations postnatales : *Pelletier (Monique)*, (p. 2311).

Congé de maternité : *Pelletier (Monique)*, (p. 2310).

Effets de seuil : *Pinte (Etienne)*, (p. 2310).

Equipements collectifs (accès aux) : *Pinte (Etienne)*, (p. 2310).

Non salariés : *Pinte (Etienne)*, (p. 2310).

Protection des familles contre le licenciement : *Pinte (Etienne)*, (p. 2309).

Recevabilité financière : *Pinte (Etienne)*, (p. 2309).

Revenu minimum familial : *Pelletier (Monique)*, (p. 2311).

Vote bloqué : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 2310).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2309).

ART. 1er A (congé de maternité) : adopté (p. 2311).

ART. 1er : *amendements* identiques *n° 23* de M. Jean-Louis Schneiter et *n° 25* de Mme Jacqueline Chonavel (durée du congé prénatal) : adoptés (p. 2312) ; *amendement n° 27* de M. Jean-Louis Schneiter (amendement de conséquence) : adopté (p. 2312).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2312).

ART. 1er *bis* (prolongation pour des raisons médicales de la durée du congé de maternité) : adopté (p. 2312).

ART. 1er *ter* (congé d'adoption) : adopté (p. 2312).

ART. 2 : *amendement n° 1* du gouvernement (formel) : adopté (p. 2312).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 2312).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 2* du gouvernement (formel) : adopté (p. 2312).

ART. 3 : *amendement n° 3* du gouvernement (suppression de l'allongement de la période d'interdiction de licenciement de quatre semaines au-delà du congé de maternité) : réservé (p. 2313).

– article 3 réservé (p. 2313).

ART. 4 : *amendement n° 24* de M. Jean-Louis Schneiter (amendement de conséquence) : adopté (p. 2314).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2314).

ART. 6 : *amendements* identiques *n° 4* du gouvernement et *n° 11* de la commission (versement de l'allocation postnatale) ; *amendement n° 4* : retiré (p. 2314) ; *amendement n° 11* réservé (p. 2314) ; *amendement n° 15* corrigé de M. Etienne Pinte (suspension du versement des allocations familiales et du complément familial) : réservé (p. 2316) ; familles du quart-monde ; protection maternelle et infantile (p. 2315, 2316).

ART. 9 : *amendement n° 12* de la commission (accès aux équipements collectifs destinés à la petite enfance ouverts à tous les enfants quel que soit leur âge) : adopté avec une rectification (p. 2317).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 2317).

ART. 9 *bis* (conditions d'attribution des cartes de priorité aux mères de familles nombreuses) : adopté (p. 2317).

AVANT L'ART. 10 : *amendement n° 22* de M. Emmanuel Aubert : réservé (p. 2317).

ART. 11, 11 *bis*, 12 et 13 réservés (p. 2317).

ART. 14 : *amendement n° 20* de M. Emmanuel Aubert (supplément forfaitaire de revenu familial) : réservé (p. 2319) ; *amendement n° 8* du gouvernement (supplément forfaitaire de revenu familial ; suppression de l'allocation différentielle) : réservé (p. 2319) ; financement du revenu familial garanti ; familles du quart-monde (p. 2318, 2319) ; *amendement n° 21* de M. Emmanuel Aubert (amendement de conséquence) réservé (p. 2319).

– article 14 réservé (p. 2319).

ART. 11 précédemment réservé : *amendement n° 16* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 11) : réservé (p. 2320) ; *amendement n° 5* du gouvernement (suppression de l'extension du revenu minimum garanti aux personnes indemnisées au titre de la maladie) : réservé (p. 2320).

– article 11 réservé (p. 2320).

ART. 11 *bis* précédemment réservé (extension du bénéfice de l'allocation différentielle aux chômeurs, aux invalides, aux accidentés du travail, aux handicapés et aux veufs) : *amendements* identiques *n° 6* du gouvernement et *n° 17* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 11 *bis*) : réservés (p. 2321).

– article 11 bis réservé (p. 2321).

ART. 12 précédemment réservé : *amendement n° 18* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 12) : réservé (p. 2321).

– article 12 réservé (p. 2321).

ART. 13 précédemment réservé : *amendement n° 19* de M. Emmanuel Aubert (suppression de l'article 13) : réservé (p. 2322) ; *amendement n° 7* du gouvernement (amendement de conséquence) : réservé (p. 2322).

– article 13 réservé (p. 2322).

ART. 15 : *amendement n° 29* du gouvernement (amendement de conséquence) : réservé (p. 2322).

– article 15 réservé (p. 2322).

AVANT L'ART. 16 : section III – Dispositions communes : adopté (p. 2322).

ART. 21 supprimé par le Sénat (p. 2322).

ART. 22 : *amendement n° 26* du gouvernement (amendement de précision) : réservé (p. 2322).

– article 22 réservé (p. 2322).

ART. 23 supprimé par le Sénat : *amendement n° 9* du gouvernement (rétablissement de l'article 23 ; fixation par décret des modalités d'application du revenu minimum familial dans les départements d'Outre-Mer) : réservé (p. 2322).

ART. 24 : adopté (p. 2323).

AVANT L'ART. 25 : chapitre III : date d'entrée en vigueur : adopté (p. 2323).

ART. 25 : adopté (p. 2323).

AVANT L'ART. 10 : *amendement n° 22* précédemment réservé de M. Emmanuel Aubert (nouvelle rédaction de l'intitulé du Titre IV : institution d'un supplément de revenu familial) : réservé (p. 2323).

APRES L'ART. 25 : *amendement n° 10* du gouvernement (Titre V : dispositions diverses) : adopté (p. 2323).

ART. 26 : représentation des familles nombreuses au conseil d'administration de l'UNAF et des UDAF ; proposition de loi de M. Briane rejetée par l'Assemblée (p. 2323, 2324, 2325) ; loi de 1975 sur les associations familiales (p. 2324) ; représentation des familles nombreuses dans les associations familiales (p. 2323, 2324, 2325, 2326) ; *amendement n° 28* de M. Emmanuel Hamel (composition des conseils d'administration de l'UNAF et des UDAF) : retiré (p. 2326).

– article 26 adopté par scrutin public n° 456 (p. 2327).

EXPLICATIONS DE VOTE

Difficultés des familles : *Barbera (Myriam)*, (p. 2328).

Vote bloqué : *Autain (François)*, (p. 2327) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2328) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 2328).

Vote favorable du groupe communiste : *Barbera (Myriam)*, (p. 2328).

Vote favorable du groupe UDF : *Delaneau (Jean)*, (p. 2328).

Vote hostile du groupe RPR : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2328).

Vote hostile du groupe socialiste : *Autain (François)*, (p. 2327).

Rejet par scrutin public n° 457 en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, de l'article 3 dans la rédaction de l'*amendement n° 3* du gouvernement, de l'article 6 dans la rédaction de l'*amendement n° 11* de la commission, de l'article 11 modifié par l'*amendement n° 5* du gouvernement, de l'*amendement n° 6* du gouvernement suppri-

mant l'article 11 *bis*, de l'article 13 modifié par l'*amendement n° 7* du gouvernement, de l'article 14 dans la rédaction de l'*amendement n° 8* du gouvernement, de l'article 15 modifié par l'*amendement n° 29* du gouvernement, de l'article 22 modifié par l'*amendement n° 26* du gouvernement, de l'*amendement n° 9* du gouvernement rétablissant l'article 23 et de l'ensemble du projet de loi (p. 2329).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1980] (p. 2503).

Texte de la commission mixte paritaire : *Pinte (Etienne)*, (p. 2503).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2503).

TITRE 1er : allongement du congé maternité à partir du troisième enfant arrivant au foyer.

ART. 1er A.

ART. 1er.

ART. 1er *bis*.

ART. 1er *ter*.

ART. 2.

ART. 3.

ART. 4.

TITRE II : allocation postnatale.

ART. 6.

TITRE III : accès des enfants de famille comptant au moins trois enfants aux équipements collectifs.

ART. 9.

ART. 9 *bis*.

TITRE IV : revenu familial;

Chapitre 1er : dispositions applicables en France métropolitaine.

ART. 11.

ART. 11 *bis*.

ART. 13.

ART. 14.

ART. 15.

ART. 21.

Chapitre 2 : dispositions applicables aux DOM.

ART. 22.

ART. 23.

ART. 24.

Chapitre III : date d'entrée en vigueur.

ART. 25.

TITRE V : dispositions diverses.

ART. 6.

EXPLICATIONS DE VOTE :

Attitude du R.P.R. : *Forni (Raymond)*, (p. 2505) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 2505).

Principe du revenu minimum familial : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2505).

Recours au vote bloqué : *Forni (Raymond)*, (p. 2505).

Texte de la CMP : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 2505).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)*, (p. 2505).

Vote favorable du groupe socialiste : *Autain (François)*, (p. 2506).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire au scrutin public n° 477 (p. 2506).

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1844** POUR LA FAMILLE, « BIEN-ETRE, DIGNITE, LIBERTE », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [2 octobre 1980].

Voir ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 ; ASSURANCE VIEILLESSE, 11 ; CHOMAGE, 1 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, 4 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 13 ; DECORATIONS, 6 ; ENFANTS, 1, 2, 6, 8, 9, 10 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 6 ; EPARGNE, 2 ; FEMME (condition de la), 3, 9 ; FILIATION, 2, 3 ; FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 7, 8, 9 ; IMPOT SUR LE REVENU, 2 ; INSEMINATION ARTIFICIELLE, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Education. – Travail et santé. – I. – Section commune. – II. – Travail et participation – Formation professionnelle. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES, 3, Discussion générale. – (Deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et participation ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Education. – Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 4 ; PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, 14 ; PLAN, 1, 2, 3 ; PRESTATIONS FAMILIALES, 4 ; PRIME DE TRANSPORT, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 194, 506 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 113,

247, 462 ; SERVICE NATIONAL. 6 ; SUCCESSIONS. 1 ; TRAVAIL DES FEMMES. 1 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 5.

FAMILLES RURALES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13.

FARINEZ (Auguste)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

FASCISME

Voir ORDRE PUBLIC. 4, 6, 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 216 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 184, 500, 624.

– **Réunion de l'« Internationale Fasciste » en France.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 34.

FAUCHON (Maxime)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

FAURISSON Robert (Déclarations antisémites)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

– **Enseignant à l'université de Lyon.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 406.

FAUX CONTRATS

Voir AGRICULTURE. 3.

FAUX MONNAYAGE

1. – PROJET DE LOI **n° 2018** RELATIF AUX BILLETS DE BANQUE CONTREFAITS OU FALSIFIES ET AUX MONNAIES METALLIQUES CONTREFAITES OU ALTEREES, Sénat (première lecture) n° 380 rectifié (1979-1980). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Girod. – Rapport n° 42 (1980-1981) [21 octobre 1980]. – Discussion le 29 octobre 1980. – Adoption le 29 octobre 1980. – Projet de loi n° 15 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 2018.** Dépôt le 30 octobre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About [6 novembre 1980]. – Rapport **n° 2057** [13 novembre 1980]. – Discussion le 25 novembre 1980. – Adoption le 25 novembre 1980. – Projet de loi **n° 372.**

Loi n° 80-980 du 15 décembre 1980, publiée au *J.O.* du 7 décembre 1980 (p. 2887).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : Art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : Art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 novembre 1980] (p. 4283)

Banque de France : *Lepeltier (Antoine),* (p. 4283) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4284).

Billets de banque contrefaits : *Lepeltier (Antoine),* (p. 4283) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4284).

Collectionneurs de fausse monnaie : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 4284) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4284).

Monnaies contrefaites : *Lepeltier (Antoine),* (p. 4283) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4284).

Monnaies et médailles : *Lepeltier (Antoine),* (p. 4283) ; *Mourot (Jean-Paul),* (p. 4284).

Répression du faux monnayage : *Houteer (Gérard),* (p. 4283, 4284).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4285).

ART. 1er (confiscation des matériels ayant

servi à la contrefaçon des monnaies métalliques) : adopté (p. 4285).

ART. 2 (confiscation des matériels ayant servi à la contrefaçon des monnaies métalliques étrangères) : adopté (p. 4285).

ART. 3 (confiscation des matériels ayant servi à la contrefaçon des billets) : adopté (p. 4285).

ART. 4 (interdiction de détenir des monnaies métalliques ou des billets contrefaits) : adopté (p. 4285).

ART. 5 (confiscation en cas d'escroquerie ou de recel) : adopté (p. 4285).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4285).

FAVEC (Fédération des Associations de Veuves Chefs de famille)

Voir VEUVES. 2.

FEDERAL AVIATION AGENCY (FAA)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 438.

FEDERATION DES SERVICES PUBLICS DE LA SANTE, DES PTT ET UNION GENERALE DES FONCTIONNAIRES (Revendications)

Voir PROCEDURE PENALE. 9.

FEDERATION DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUES DE FRANCE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 717.

FEDERATION NATIONALE POUR L'ANIMATION DES MONUMENTS HISTORIQUES PRIVES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

FEDERATIONS SPORTIVES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

FELLETIN (Ligne SNCF)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 402.

FELS (André de)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

FEMME (Condition de la –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 66** RECTIFIEE TENDANT A RECONNAITRE CERTAINS DROITS SUPPLEMENTAIRES A LA FEMME MERE DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Michel Debré et Claude Labbé. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Etienne Pinte [25 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 190** TENDANT A ASSURER L'EGALITE EFFECTIVE DE REMUNERATION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Myriam Barbera et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [1er juin 1978].

3. – PRPOSITION DE LOI **n° 228** TENDANT A INSTAURER POUR LA FEMME LA PROMOTION, L'EGALITE, LA LIBERTE DANS LE TRAVAIL, LA FAMILLE, LA SOCIETE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi tendant à instaurer pour la femme la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société (n° 228), de Mme Moreau (Gisèle) présentée par le président du groupe communiste [7 juin 1978] (p. 2604).

Opposition formulée par le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 juin 1978] (p. 2627).

Décision de l'Assemblée sur cette demande [8 juin 1978] (p. 2689, 2690) :

Commission spéciale (position de la commission des affaires culturelles sur la constitution de la) : *Fucchs (Jean-Paul)*, (p. 2689).

Femme (condition de la) : *Moreau (Gisèle)*, (p. 2689, 2690).

Demande rejetée par scrutin public (p. 2691).

Liste des votants (p. 2691).

La proposition de loi demeure renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 271** TENDANT A COMPLETER LE CODE PENAL ET LE CODE DE PROCEDURE PENALE AFIN DE MIEUX ASSURER LA REPRESSION DU CRIME DE VIOL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par Mme Florence d'Harcourt. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch. – Nouveau rapporteur : M. François Massot [26 octobre 1978). – Rapport **n° 1400** [14 novembre 1979], commun aux propositions de loi n° 271, 273, 441, 474, 1233 (Femme – condition de la – 4, 5, 6, 7, Attentats aux mœurs, 1). – Discussion le 11 avril 1980. – Adoption le 11 avril 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA RESPRESSION DU VIOL ET DE CERTAINS ATTENTATS AUX MŒURS ». – Voir : Femme (condition de la), 7. – Proposition de loi **n° 278.**

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 273** SUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU VIOL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. François Mitterrand. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloc. – Nouveau rapporteur : M. François Massot [26 octobre 1978]. – Rapport **n° 1400** [14 novembre 1979], commun aux propositions de loi n°s 271, 273, 441, 474, 1233 (Femme – condition de la – 4, 5, 6, 7, Attentats aux mœurs, 1). – Discussion le 11 avril 1980. – Adoption le 11 avril 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA REPRESSION DU VIOL ET DE CERTAINS ATTENTATS AUX MŒURS ». – Voir : Femme (condition de la), 7. – Proposition de loi **n° 278.**

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 441** RELATIVE A LA PROTECTION DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET NOTAMMENT DE VIOL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 1400** [14 novembre 1979], commun aux propositions de loi n°s 271, 273, 441, 474, 1233 (Femme – condition de la – 4, 5, 6, 7, Attentats aux mœurs, 1). – Discussion le 11 avril 1980. – Adoption le 11 avril 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA REPRESSION DU VIOL ET DE CERTAINS ATTENTATS AUX MŒURS ». – Voir : Femme (condition de la), 7. – Proposition de loi **n° 278.**

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 474** RELATIVE AU VIOL ET AUX ATTENTATS A LA PUDEUR, Sénat (première lecture), n° 324 (1977-1978), proposition de loi en vue de protéger les femmes contre le viol. Dépôt le 20 avril 1978 par Mme Brigitte Gros. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – n° 381 (1977-1978) : proposition de loi sur la prévention et la répression du viol. Dépôt le 1er juin 1978 par M. Robert Schwint et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – n° 445 (1977-1978) : proposition de loi relative à la protection des victimes d'agressions sexuelles et notamment de viol. Dépôt le 15 juin 1978 par Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 442 (1977-1978) [15 juin 1978] commun aux trois propositions. – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Jean Mézard. – Avis n° 467 (1977-1978) [22 juin 1978] commun aux trois propositions. – Discussion les 27 et 28 juin 1978. – Adoption le 28 juin 1978. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU VIOL ET AUX ATTENTATS A LA PUDEUR ». – Proposition de loi n° 171 (1977-1978).

ASSEMBLEE NAITONALE (première lecture), **n° 474.** Dépôt le 29 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la

législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 1400** [14 novembre 1979] commun aux propositions de loi n°s 271, 273, 441, 474, 1233 (Femme – condition de la – 4, 5, 6, 7, Attentats aux mœurs, 1). – Discussion le 11 avril 1980. – Adoption le 11 avril 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA REPRESSION DU VIOL ET DE CERTAINS ATTENTATS AUX MŒURS ». – Proposition de loi **n °278.**

SENAT (deuxième lecture), n° 208 (1979-1980). Dépôt le 15 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 242 (1979-1980) [13 mai 1980. – Discussion le 22 mai 1980. – Adoption avec modifications le 22 mai 1980. – Proposition de loi n° 62 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1732.** Dépôt le 23 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot. – Rapport **n° 1816** [19 juin 1980]. – Discussion le 24 juin 1980. – Proposition de loi **n° 321.**

SENAT (troisième lecture), n° 337 (1979-1980). Dépôt le 25 juin 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Thailhades. – Rapport n° 27 (1980-1981). – Discussion le 16 octobre 1980. – Adoption avec modifications le 16 octobre 1980. – Proposition de loi n° 2 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1992.** Dépôt le 16 octobre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. François Massot. – Rapport **n° 2029** [5 novembre 1980]. – Discussion le 19 novembre 1980. – Adoption définitive le 19 novembre 1980. – Proposition de loi **n° 361.**

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 21 novembre 1980 (Article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 19 décembre 1980 (*J.O.* du 20 décembre 1980) (p. 3006). – Conforme en totalité.

Loi n° 80-1041 du 23 décembre 1980, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1980 (p. 3028).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article 1er : Art. 1er (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – S. 3. – A.N. 3).
Loi, article **2** : Art. 3 (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : Art. 4 (S. 1. – A.N. 1, S. 2).
Loi, article **5** : Art. 5 *bis* (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 avril 1980] (p. 323).

Absence de consentement : *About (Nicolas),* (p. 329).

Accueil des victimes par la police et la justice : *Pelletier (Monique),* (p. 326) ; *Harcourt (Florence d'),* (p. 327) ; *Héraud (Robert),* (p. 332).

Associations (droit de recours) : *Massot (François),* (p. 323, 325) ; *Pelletier (Monique),* (p. 326) ; *About (Nicolas),* (p. 330) ; *Constans (Hélène),* (p. 331).

Attentat à la pudeur sans violence : *Massot (François),* (p. 324).

Cironstances aggravantes : *Massot (François),* (p. 324) ; *About (Nicolas),* (p. 329) ; *Constans (Hélène),* (p. 331) ; *Héraud (Robert),* (p. 332).

Code pénal de 1810 : *Massot (François),* (p. 323).

Compétence juridictionnelle en matière de viol : *Massot (François),* (p. 323) ; *Harcourt (Florence d'),* (p. 327) ; *Constans (Hélène),* (p. 330, 331).

Condition féminine : *Constans (Hélène),* (p. 330).

Définition du viol : *Massot (François),* (p. 324) ; *Pelletier (Monique),* (p. 326) ; *Harcourt (Florence d'),* (p. 327) ; *About (Nicolas),* (p. 328) ; *Constans (Hélène),* (p. 331).

Droit romain : *Massot (François),* (p. 323).

Echelle des peines : *Massot (François),* (p. 324) ; *About (Nicolas),* (p. 329) ; *Constans (Hélène),* (p. 331) ; *Héraud (Robert),* (p. 332).

Egalité des conjoints : *About (Nicolas),* (p. 329).

Homosexualité : *Massot (François),* (p. 324) ; *Forni (Raymond),* (p. 328) ; *About (Nicolas),* (p. 329).

Huis-clos : *Massot (François),* (p. 325) ; *Pelletier (Monique),* (p. 326) ; *Harcourt (Florence d'),* (p. 327) ; *About (Nicolas),* (p. 330) ; *Constans (Hélène,* (p. 332).

Jurisprudence sur le viol : *Massot (François),* (p. 323) ; *About (Nicolas),* (p. 328).

Ordre du jour de l'Assemblée : *d'Harcourt (Florence)*, (p. 326) ; *Forni (Raymond)*, (p. 327) ; *Constans (Hélène)*, (p. 331).

Pornographie et liberté d'expression : *Constans (Hélène)*, (p. 331).

Prévention du viol : *Pelletier (Monique)*, (p. 326) ; *Héraud (Robert)*, (p. 332).

Procédure pénale : *Massot (François)*, (p. 324, 325) ; *Constans (Hélène)*, (p. 331).

Propositions de loi sur le viol : *Massot (François)*, (p. 323).

Secret médical : *Massot (François)*, (p. 325) ; *About (Nicolas)*, (p. 329).

Viol collectif : *Massot (François)*, (p. 324) ; *Héraud (Robert)*, (p. 332).

Violence de la société : *Forni (Raymond)*, (p. 327) ; *Constans (Hélène)*, (p. 331).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 323)

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (suppression de l'intitulé « chapitre 1er », répression du viol et attentat à la pudeur) : adopté (p. 333).

ART. 1er (définition et répression du viol et des agressions sexuelles) : *amendement n° 41* de Mme Hélène Constans (définition du viol) : rejeté par scrutin public n° 355 (p. 335) ; *amendement n° 2* rectifié de la commission (définition du viol) : devient sans objet (p. 335) ; *amendement n° 28* du Gouvernement (définition du viol) : devient sans objet (p. 355) ; *amendement n° 42* de Mme Hélène Constans (punissant le viol de cinq à dix ans de réclusion criminelle) : devient sans objet (p. 336) ; *amendement n° 3* de la commission (punissant le viol de dix à vingt ans de réclusion criminelle) : adopté par scrutin public n° 356 (p. 336) ; *amendement n° 43* de Mme Hélène Constans : devient sans objet (p. 336) ; *amendement n° 4* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 336) ; *amendements n° 44 et n° 45* de M. Nicolas About (cas de la grossesse, circonstance aggravante) : *amendement n° 44 :* retiré (p. 337) ; *amendement n° 45 :* adopté (p. 338) ; *amendement n° 29* du Gouvernement (pluralité de coupables, port d'une arme, circonstance aggravante) : adopté (p. 338) ; *amendement n° 5* de la commission (formel) : retiré (p. 338) ; *amendement n° 6* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 338) ; *amendement n° 7* de la commission (attentat à la pudeur, notion de surprise) : adopté (p. 338) ; *amendement n° 30* du Gouvernement (amendement de coordination) ; sous-amendement de M. Nicolas About (cas de la grossesse, circonstance aggravante de l'attentat à la pudeur) : adopté (p. 339) ; *amendement n° 30* , ainsi modifié : adopté (p. 339) ; *amendement n° 8* de la commission (notion de contrainte ou de surprise) : retiré (p. 339), repris par le groupe socialiste (p. 340) et adopté avec une rectification (p. 340) ; *amendement n° 9* de la commission (délit d'acte impudique avec un mineur du même sexe) : adopté par scrutin public n° 357 (p. 342) ; *amendement n° 10* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 342) ; *amendement n° 11* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 342) ; *amendement n° 11* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 342) ; *amendement n° 31* du Gouvernement (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 342).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 342).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 22*, deuxième rectification, de M. Jean-Jacques Barthe (agressions sexuelles commises par des mineurs) : adopté (p. 343).

ART. 2 : supprimé par le Sénat.

AVANT L'ART. 3 : *amendement n° 12* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 343).

ART. 3 (levée du secret médical) : *amendement n° 47* de M. Nicolas About (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 343).

– article 3 adopté (p. 343).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 23* rectifié de Mme Adrienne Horvath (accueil des victimes d'agressions sexuelles et de viols) : adopté (p. 344) ; *amendement n° 24* de M. Lucien Villa (certificat médical tenant lieu de plainte) : retiré (p. 345).

ART. 4 (droit de certaines associations de se porter partie civile dans les affaires de viol) : *amendement n° 25*, deuxième rectification, de Mme Chantal Leblanc (durée d'existence des associations pouvant se porter partie civile) : rejetée par scrutin public n° 358 (p. 346) ; *amendement n° 37* de M. Philippe Marchand (durée d'existence des associations pouvant se porter partie civile) : rejeté par scrutin public n° 359 (p. 346) ; *amendement n° 38* de Mme Edwige Avice (objet des associations pouvant se porter partie civile dans les affaires de viol) : rejeté par scrutin public n° 360 (p. 347) ; *amendement n° 13* de la commission (objet des associations pouvant se porter partie civile dans les affaires de viol) : retiré (p. 347) ; *amendement n° 32* du Gouvernement (objet des associations pouvant se porter partie civile dans les affaires de viol) : adopté par scrutin

public n° 361 (p. 347) ; *amendement n° 33* du Gouvernement (limitant le droit des associations à se constituer partie civile aux seuls viols et attentats à la pudeur commis avec violence) : adopté (p. 348) ; *amendement n° 14* de la commission : retiré (p. 348) ; *amendement n° 15* de la commission (ne permettant aux associations de se constituer partie civile que si la victime elle-même s'est constituée partie civile) : rejeté (p. 348) ; *amendement n° 36* corrigé du Gouvernement (amendement de conséquence) : adopté (p. 348).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 348).

ART. 5 (régime du huis-clos à la demande de la victime) : *amendement n° 16* de la commission (rédactionnel) ; *sous-amendement n° 19* de M. Emmanuel Aubert : devenu sans objet (p. 349) ; *amendement n° 16 :* retiré (p. 349) ; *amendement n° 34* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 349).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 349).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 17* rectifié de la commission (interdisant la divulgation du nom de la victime dans une affaire de viol si celle-ci n'a pas donné son accord) ; *sous-amendement n° 46* rectifié de M. Nicolas About (interdisant à la victime d'autoriser la publication de son identité dans une affaire de viol) : retiré (p. 351) ; *amendement n° 17* rectifié : adopté (p. 351) ; *amendement n° 35* du Gouvernement (sanction de la publication d'informations sur un viol) : devient sans objet (p. 351) ; *amendement n° 27* de Mme Hélène Constans (loi mise à la disposition de tous les intéressés dans tous les centres sociaux et dans les mairies) : rejeté par scrutin public n° 362 (p. 351).

TITRE (proposition de loi relative au viol et aux attentats à la pudeur) : *amendement n° 18* de la commission (nouvelle rédaction du titre : proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs) : adopté (p. 351).

– titre, ainsi rédigé, adopté (p. 351).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Associations : *Richard (Alain),* (p. 352).

Définition du viol : *Leblanc (Chantal),* (p. 352) ; *Richard (Alain),* (p. 352).

Education sexuelle : *Leblanc (Chantal),* (p. 352).

Lutte des femmes : *Leblanc (Chantal),* (p. 352).

Vote favorable du groupe communiste : *Leblanc (Chantal),* (p. 351, 352).

Vote favorable du groupe du RPR : *Foyer (Jean),* (p. 352).

Vote favorable du groupe socialiste : *Richard (Alain),* (p. 352).

Vote favorable du groupe UDF : *Hamel (Emmanuel),* (p. 352).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi par scrutin public n° 363 (p. 353).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 juin 1980] (p. 2219).

Accueil hospitalier des victimes : *Massot (François),* (p. 2219) ; *Constans (Hélène),* (p. 2221).

Grossesse, circonstance aggravante : *Massot (François),* (p. 2219).

Homosexualité : *Massot (François),* (p. 2219, 2220) ; *Pelletier (Monique),* (p. 2220, 2221).

Mineurs : *Massot (François),* (p. 2219) ; *Pelletier (Monique),* (p. 2220) ; *Constans (Hélène),* (p. 2220).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2221).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (définition du viol, incrimination criminelle de viol) ; *sous-amendement n° 9* du Gouvernement (suppression de la référence à la notion de tentative) : adopté (p. 2222) ; *sous-amendement n° 10* du Gouvernement (suppression de l'incrimination criminelle du viol) : retiré (p. 2222) ; amendement n° 1, ainsi modifié, adopté (p. 2222) ; *amendement n° 2* de la commission (circonstances aggravantes constituées par l'Etat de grossesse) : adopté (p. 2224) ; *amendement n° 3* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2224) ; *amendement n° 4* de la commission (rétablissant le délit d'acte impudique ou contre nature commis avec un individu mineur du même sexe) : adopté (p. 2226) ; répression pénale de l'homosexualité (p. 2224, 2225, 2226).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2226).

ART. 1er *bis :* supprimé par le Sénat ; *amendements* identiques *n° 5* de la commission et *n° 7* de Mme Hélène Constans (mesures éducatives prises à l'égard des mineurs coupables de viol) : rejetés (p. 2226).

– article 1er *bis,* demeure supprimé (p. 2226).

ART. 3 *bis :* supprimé par le Sénat ; *amendements* identiques *n° 6* de la commission et *n° 8* de Mme Hélène Constans (accueil hospitalier des victimes) : rejetés par scrutin public n° 453 (p. 2227).

– article 3 *bis,* demeure supprimé (p. 2227).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2227).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 novembre 1980] (p. 4171).

Crime de viol : *Massot (François),* (p. 4171).

Homosexualité : *Massot (François),* (p. 4171).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4172).

ART. 1er : adopté (p. 4172).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Attribution du prix Goncourt à Yves Navarre : *Forni (Raymond),* (p. 4172).

Egalité des sexes : *Constans (Hélène),* (p. 4172).

Homosexualité : *Constans (Hélène),* (p. 4172) ; *Forni (Raymond),* (p. 4172).

Image de la femme dans les manuels scolaires : *Constans (Hélène),* (p. 4172).

Mesures éducatives à l'égard des mineurs coupables de viol : *Constans (Hélène),* (p. 4172).

Vote positif du groupe communiste : *Constans (Hélène),* (p. 4172).

Vote positif du groupe socialiste : Forni (Raymond), (p. 4172).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 4172).

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 620** TENDANT A ENCOURAGER ET A ACCELERER L'EVOLUTION VERS L'EGALITE DES SEXES A TRAVERS LES MANUELS SCOLAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par Mme Hélène Constans. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Chantal Leblanc [14 décembre 1978].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1953** TENDANT A AMELIORER LA CONDITION DES FEMMES SEULES CHEFS DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Loïc Bouvard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [20 novembre 1980].

Voir AGRICULTURE. 2 ; COMMERÇANTS-ARTISANS. 1, 2, 3, 4 ; EMPLOI. 2 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 1, 2, 4 ; FAMILLE. 3 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 2 ; PROFESSIONS MEDICALES. 1 ; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 23, 103 ; VEUVES. 1.

FEMMES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 500** TENDANT A FAVORISER LA REINSERTION DES VEUVES ET DES FEMMES DIVORCEES ET A LEUR ASSURER UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Jean-Pierre Chevènement et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 510** TENDANT A LA PROTECTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES OU DE SEVICES DE LA PART DE LEUR CONJOINT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par Mme Hélène Constans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [12 octobre 1978].

3. – PROJET DE LOI **n° 988** PORTANT SUPPRESSION DES LIMITES D'AGE D'ACCES AUX EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR CERTAINES CATEGORIES DE FEMMES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [26 avril 1979]. – Rapport **n° 1049** [10 mai 1979]. – Discussion le 5 juin 1979. – Adoption le 5 juin 1979. – Projet de loi **n° 177.**

SENAT (première lecture), n° 370 (1978-1979). Dépôt le 6 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Mezard. – Rapport n° 427 (1978-1979) [22 juin 1979]. – Discussion le 26 juin 1979. – Adoption avec modifications le 26 juin 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI PORTANT SUPPRESSION DES LIMITES D'AGE D'ACCES AUX EMPLOIS PUBLICS POUR CERTAINES CATEGORIES DE FEMMES ». – Projet de loi n° 113 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1194.** Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal. – Rapport **n° 1211** [28 juin 1979]. – Discussion le 29 juin 1979. – Adoption avec modifications le 29 juin 1979. – Projet de loi **n° 212.**

SENAT (deuxième lecture), n° 465 (1978-1979). Dépôt le 29 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Mezard. – Rapport n° 471 (1978-1979) [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi n° 143 (1978-1979).

Loi n° 79-569 du 7 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 8 juillet 1979 (p. 1666).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [5 juin 1979] (p. 4653) :

Créations d'emploi dans la fonction publique : *Horvath (Adrienne),* (p. 4655) ; *Derosier (Bernard),* (p. 4655).

Femme (insertion dans la vie professionnelle) : *Raynal (Pierre),* (p. 4653) ; *Pelletier (Monique),* (p. 4654).

Femmes séparées de fait : *Raynal (Pierre),* (p. 4653) ; *Pelletier (Monique),* (p. 4654) ; *Horvarth (Adrienne),* (p. 4655) ; *Derosier (Bernard),* (p. 4655).

Limites d'âge pour l'accès à la fonction publique (non opposabilité à certaines catégories de femmes) : *Raynal (Pierre),* (p. 4653) ; *Pelletier (Monique),* (p. 4654) ; *Granet (Paul),* (p. 4656).

Principe de l'égalité des citoyens devant la loi : *Raynal (Pierre),* (p. 4654) ; *Horvath (Adrienne),* (p. 4655).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [5 juin 1979] (p. 4656) :

ART. UNIQUE (non opposabilité des limites d'âges pour l'accès aux emplois publics aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge qui se trouvent dans l'obligation de travailler) : *amendement n° 2* de M. Michel Aurillac (extension du champ d'application de la loi aux mères de trois enfants) ; *sous-amendement n° 5* de la commission (extension du champ d'application de la loi aux mères de trois enfants et plus) : adopté (p. 4657) ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté (p. 4657) ; *amendement n° 1* de la commission (extension du champ d'application de la loi à toutes les femmes séparées) : rejeté (p. 4658).

MM. Aurillac (Michel), Foyer (Jean), Mme Pelletier (Monique), M. Hautecœur (Alain).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 4658).

APRES L'ART. UNIQUE : *amendement n° 3* de M. Michel Aurillac (assimilation aux emplois publics pour l'application de la présente loi des emplois offerts par les établissements publics de l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics, les organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public et les établissements placés sous le contrôle de la caisse des dépôts et consignations) ; *sous-amendement n° 4* du Gouvernement (refusant d'étendre l'application du projet aux emplois dans les organismes privés chargés de la gestion d'un service public et dans les établissements placés sous le contrôle de la caisse des dépôts et consignations) : rejeté (p. 4659) ; *amendement n° 3,* adopté avec une rectification formelle (p. 4659).

MM. Aurillac (Michel), Raynal (Pierre), Foyer (Jean), Mme Pelletier (Monique), M. Branche (René de).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4659).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 juin 1979] (p. 5881).

Caisses d'épargnes ordinaires (inclusion dans le champ d'application de la loi) : *Raynal (Pierre),* (p. 5881) ; *Pelletier (Monique),* (p. 5881).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 juin 1979] (p. 5881).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (incluant dans le champ d'application de la loi les caisses d'épargne ordinaires) : adopté (p. 5881).

MM. Raynal (Pierre), Mme Dienesch (Marie-Madeleine).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5881).

ART. 2 : supprimé par le Sénat.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5881).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1223** TENDANT A FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES FEMMES ET A LEUR ASSURER UNE GARANTIE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS SEXISTES EN MATIERE D'EMPLOI OU DE SALAIRE, ET A PERMETTRE AUX ASSOCIATIONS SE PROPOSANT PAR LEURS STATUTS LA DEFENSE DES DROITS DES FEMMES DE SE CONSTITUER PARTIE CIVILE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Marie Jacq [4 octobre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1316** TENDANT A INSTITUER L'EGALITE FISCALE DE LA FEMME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1375** TENDANT A INSTITUER UNE INDEMNITE MENSUELLE POUR LES MERES DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Henri Ginoux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Briane [22 novembre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1377** TENDANT A CREER UN SALAIRE SOCIAL EN FAVEUR DES VEUVES ET FEMMES SEULES CHARGEES DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Jean-Marie Caro et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Briane [22 novembre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1525** TENDANT A CREER UN SALAIRE PARENTAL EN FAVEUR DES VEUVES ET FEMMES SEULES CHARGEES DE FAMILLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Jean-Marie Caro. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Brocard [10 avril 190].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1528** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE L 321-2 DU CODE DU TRAVAIL AFIN DE PRECISER LES REGLES APPLICABLES AUX MERES DE FAMILLE DE TROIS ENFANTS ET PLUS EN CAS DE LICENCIEMENT COLLECTIF, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delhalle [10 avril 1980].

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1538** SUR LE RESPECT DE L'APPLICATION DU PRINCIPE DE L'EGALITE DES SEXES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Myriam Barbera [17 avril 1980].

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 2225** TENDANT A ASSURER L'EGALITE EFFECTIVE DE REMUNERATION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET A DEFINIR LES MOYENS D'Y PARVENIR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par Mme Myriam Barbera et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. – PROJET DE LOI **n° 2248** RELATIF A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1981 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Abelin [2 avril 1981].

Voir ASSURANCE VIEILLESSE. 11 ; CHOMAGE (INDEMNISATION DU). 1 ; COMMERCE ET ARTISANAT. 1 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; ELECTIONS MUNICIPALES. 2 ; EMPLOI. 10 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 6 ; ETAT-CIVIL. 5 ; FAMILLE. 1, 10 ; JEUX ET PARIS. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. –

Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Travail, article 72 ; LOIS DE FINANCES. 6, article 82 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 141 ; REGIMES MATRIMONIAUX. 2 ; VEUVES. 2.

– **Droit à pension des – divorcées.** *Voir* ADMINISTRATION. 1.

– **Egalité dans le travail.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 227.

– **Egalité des salaires entre hommes et –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 936.

– **Politique en faveur des –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 568.

– **Seules.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 440.

– **Travail des –. Voir** LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 269.

FEMMES D'AGRICULTEURS (Statut)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

FEMMES DIVORCEES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 161, 217, 292, 339.

FEMMES MARIEES (Situation fiscale)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

FER BLANC (Marché du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

FERMAGE

Voir AGRICULTURE. 3 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 1.

FERMETURES DE CLASSES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 792 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 371, 382.

FETES LEGALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 64** TENDANT A CELEBRER LE 8 MAI COMME FETE NATIONALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. André Tourné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [25 mai 1978]. – Rapport **n° 793** [14 décembre 1978], commun aux propositions de loi **n°s 64, 182, 257, 346, 458** (Fêtes légales 1, 2, 3, 4, 5).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 182** TENDANT A DECLARER L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [25 mai 1978]. – Rapport **n° 793** [14 décembre 1978], commun aux propositions de loi **n°s 64, 182, 257, 346, 458** (Fêtes légales 1, 2, 3, 4, 5).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 257** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Roger Corrèze. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [15 juin 1978]. – Rapport **n° 793** [14 décembre 1978], commun aux propositions de loi **n°s 64, 182, 257, 346, 458** (Fêtes légales 1, 2, 3, 4, 5).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 346** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par MM. Hector Rolland et Henri de Gastines. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [29 juin 1978]. – Rapport **n° 793** [14 décembre 1978], commun aux propositions de loi **n°s 64, 182, 257, 346, 458** (Fêtes légales 1, 2, 3, 4, 5).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 458** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI DE

CHAQUE ANNEE UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par MM. Guy Cabanel et Hubert Voilquin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Edmond Garcin [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 793** [14 décembre 1978], commun aux propositions de loi **n°s 64, 182, 257, 346, 458** (Fêtes légales 1, 2, 3, 4, 5).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1209** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.222-1 DU CODE DU TRAVAIL, Sénat (première lecture) n° 441 (1977-1978) : Proposition de loi tendant à déclarer le 8 mai jour férié. Dépôt le 14 juin 1978 par M. René Touzet. – N° 492 (1977-1978) : Proposition de loi tendant à déclarer l'anniversaire du 8 mai jour férié. Dépôt le 29 juin 1978 par M. Robert Schwint et plusieurs de ses collègues. N° 231 (1978-1979) : Proposition de loi tendant à célébrer le 8 mai comme fête nationale. Dépôt le 10 mars 1979, rattaché pour ordre à la séance du 5 janvier 1979 par M. Bernard Lefort et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. René Touzet. – Rapport commun à ces trois propositions : n° 313 (1978-1979) [3 mai 1979]. – Discussion les 16 mai et 17 juin 1979. – Adoption le 17 juin 1979. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 222-1 DU CODE DU TRAVAIL ». – Proposition de loi n° 134 (1978-1979)

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [4 octobre 1979]. – Rapport **n° 1391** [8 novembre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1381** RELATIVE A UNE JOURNEE NATIONALE D'EVOCATION DE LA RESISTANCE ET DE LA FRANCE LIBRE ET AUX CONDITIONS DE CELEBRATION DE L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [29 novembre 1979]. – Rapport **n° 1610** [10 avril 1980]. – Demande de vote sans débat le 11 avril 1980. – Opposition du Gouvernement à cette demande [22 avril 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1660** TENDANT A DECLARER L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [22 mai 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1661** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI DE CHAQUE ANNEE UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par MM. Guy Cabanel et Hubert Voilquin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [5 juin 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1664** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.222-1 DU CODE DU TRAVAIL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. André Tourné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [22 mai 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1665** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Roger Corrèze. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [22 mai 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

12. – PROPOSITION DE LOI **n° 1666** TENDANT A FAIRE DU 8 MAI UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par MM. Hector Rolland et Henri de Gastines. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la

République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [22 mai 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

13. – PROPOSITION DE LOI **n° 1951** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 222-1 DU CODE DU TRAVAIL EN VUE DE FAIRE DU 8 MAU UN JOUR FERIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Pierre Mauger. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Hautecœur [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2178** [18 décembre 1980], commun aux propositions de loi **n°s 1660, 1661, 1664, 1665, 1666, 1951** (Fêtes légales 8, 9, 10, 11, 12, 13).

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 1.

FEUX DE CROISEMENT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 575, 646 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 334.

– **En agglomération.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

FIDEL CASTRO (Propositions au nom du mouvement des non-alignés)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

FIEVRE APHTEUSE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 319.

FIGEAC (Suppression de la maternité)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

FILIALES (Fiscalité)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Imposition des produits encaissés par une société mère.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 3.

FILIATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 604** TENDANT A ASSURER AUX ENFANTS NES APRES INSEMINATION ARTIFICIELLE UN STATUT IRREVOCABLE D'ENFANTS LEGITIMES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Henri Ferretti. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [9 novembre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 904** TENDANT A COMPLETER LE CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE AFIN DE PERMETTRE AUX ANCIENS PUPILLES DE L'ETAT, DEVENUS MAJEURS, D'OBTENIR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LEURS ORIGINES FAMILIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Hector Rolland. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [19 avril 1979]. – Rapport **n° 1870** [26 juin 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 920** PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 76-1036 DU 15 NOVEMBRE 1976 COMPLETANT LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES DE LA LOI n° 72-3 DU 3 JANVIER 1972 SUR LA FILIATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [5 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2127** SUR LE DELAI DANS LEQUEL DOIT ETRE EXERCEE L'ACTION EN RECHERCHE DE PATERNITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Bernard Stasi et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ENFANTS. 2 ; INSEMINATION ARTIFICIELLE. 1 ; MAJORITE (AGE DE LA). 1.

FILIERE BOIS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 448, 450.

FILIERE METHANOL

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 412.

FILIERE PWR

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche.

FILMS (Titres de – incitant à la violence)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 914.

FINANCEMENT DES ETUDES UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

FINANCES LOCALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 754** PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Louis Maisonnat [5 avril 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 854** RELATIVE A L'AMELIORATION DE LA REPARTITION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [5 avril 1979].

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2, 4 ; COMMUNES. 3 ; COMMUNES RURALES. 2 ; CONSEILS REGIONAUX. 2 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. 1 ; ENSEIGNEMENT PRIVE. 1 ; ETABLISSEMENTS SCOLAIRES. 2 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, article 29 ; (deuxième partie), Intérieur ; Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables ; Territoires d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), article 20 ; (deuxième partie), Transports ; Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, article 11 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 434 ; TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA). 1.

– **Villes nouvelles.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 61.

FINANCES PUBLIQUES

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1341** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE DES DEPENSES ORDINAIRES DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 octobre 1979 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [8 novembre 1979]. – Rapport **n° 1437** [29 novembre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 2111** TENDANT A LIMITER LE ROLE DE L'ENDETTEMENT DANS LA CREATION DE LA MONNAIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 décembre 1980 par M. Vincent Ansquer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie) ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; PLAN. 3.

– **Rapport sur l'évolution des –.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 10.

FINISTERE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 126.

– **Développement agricole.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Enseignement agricole.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 947.

– **Transporteurs routiers de l'Ouest.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 266.

FISCALITE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

– **Dom-Tom.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

– **Effet sur l'environnement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

– **Régime des DOM.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

FISCALITE AGRICOLE

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

FISCALITE DE LA FAMILLE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13.

FISCALITE DES ENTREPRISES

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 16.

FISCALITE DES SOCIETES PETROLIERES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, avant l'article 1, article 1.

FISCALITE LOCALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 812, 813.

FISCALITE REGIONALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73.

FLAGRANT DELIT

Voir JEUX ET PARIS. 2 ; JUSTICE. 1 ; PROCEDURE PENALE. 5, 9, 10 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 253.

FLERS-EN-ESCREBIEUX (Etablissement de l'imprimerie nationale)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale.

FLERS-SUR-L'ORNE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 108.

FLEURANCE

Voir CHOMAGE. 3.

FLORNOY (Bertrand)

Voir ELOGES FUNEBRES.

FLOTTE DE COMMERCE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

FLOTTE DE GUERRE EUROPEENNE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 745.

FOIE GRAS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 128.

FOIRES

Voir COMMERCE. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 437.

FONCTIONNAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 11 ; PLAN. 2.

– **Affectation.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 269.

– **Dom-Tom.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

– **Inadaptation de la loi Roustan.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 864.

– **Victimes d'accidents.** *Voir* LOIS DE FINANCESRECTIFICATIVES. 4, Article 9.

FONCTIONNAIRES AYANT ACQUIS LA NATIONALITE ALGERIENNE (Gel des pensions)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 102.

FONCTIONNAIRES COMMUNAUX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 134.

FONCTIONNAIRES DE POLICE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 542.

FONCTIONNAIRES DES COURS ET TRIBUNAUX (Indemnités)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

FONCTIONNAIRES DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 69.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 203** TENDANT A FAIRE PRENDRE EN COMPTE, DANS LE CALCUL DES ANNEES DE SERVICE EFFECTIF ACCOMPLIES DANS LES ADMINISTRATIONS ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES LOCALES, TOUT OU PARTIE DE LA DUREE DES SERVICES MILITAIRES OU DE RESISTANCE ACCOMPLIS PAR LES FONCTIONNAIRES ET AGENTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par Mme Nicole de Hauteclocque. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [1er juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 357** RELATIVE A L'ORGANISATION DE L'ACTION SOCIALE AU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Emile Jourdan et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Roland Renard [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 358** TENDANT A OUVRIR LA POSSIBILITE DE LA RETRAITE A CINQUANTE-CINQ ANS A TOUTES LES CATEGORIES DES P.T.T., Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Daniel Le Meur [5 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 636** TENDANT A ASSURER LA TITULARISATION DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. Roland Renard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Louis Maisonnat [14 décembre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 1059** TENDANT A PRECISER ET COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 34 DE LA CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 RELATIVES AUX GARANTIES FONDAMENTALES DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT, EN PLAÇANT DANS LE DO-

MAINE LEGISLATIF LES REGLES CONCERNANT LES GARANTIES FONDAMENTALES DES FONCTIONNAIRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX ET INTERDEPARTEMENTAUX, REGIONAUX ET INTERREGIONAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 16 mai 1979 par M. Paul Balmigère et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Louis Maisonnat [21 juin 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1168** RELATIVE AUX RECULS DE LIMITES D'AGE POUR CHARGES DE FAMILLE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [18 octobre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1425** TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 30 DECEMBRE 1921 RAPPROCHANT LES FONCTIONNAIRES QUI, ETRANGERS AU DEPARTEMENT, SONT UNIS PAR LE MARIAGE SOIT A DES FONCTIONNAIRES DU DEPARTEMENT, SOIT A DES PERSONNES QUI Y ONT FIXE LEUR RESIDENCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [13 décembre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1447** TENDANT A MODIFIER LE NOM ET LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU CONGE POST-NATAL PREVU EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES A L'ARTICLE 47 BIS DE L'ORDONNANCE n° 59 DU 4 FEVRIER 1959 RELATIVE AU STATUT DES FONCTIONNAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Michel Aurillac. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [20 décembre 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1458** TENDANT A FACILITER L'ACCES AUX EMPLOIS PUBLICS DES PERES DE FAMILLES NOMBREUSES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [10 avril 1980].

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 1547** TENDANT A ASSURER LA TITULARISATION DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [10 avril 1980].

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 1961** TENDANT A SUPPRIMER LES LIMITES D'AGE POUR L'ACCES A LA FONCTION PUBLIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Edmond Alphandéry. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Gérard Longuet [20 novembre 1980].

12. – PROJET DE LOI **n° 2020** RELATIF AU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL DANS LA FONCTION PUBLIQUE, Sénat (première lecture) n° 5 (1980-1981). Dépôt le 7 octobre 1980 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. – Urgence déclarée. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 53 (1980-1981) [24 octobre 1980]. – Discussion le 30 octobre 1980. – Adoption le 30 octobre 1980. – Projet de loi n° 19 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE **n° 2020** (première lecture). Dépôt le 31 octobre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [6 novembre 1980]. – Rapport **n° 2106** [27 novembre 1980]. – Discussion le 3 décembre 1980. – Deuxième délibération (articles 2, 3, 4). – Rejet le 3 décembre 1980. – Projet de loi **n° 388.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

NOMINATION [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934)

Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975)

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire) :

Rapporteur : M. Michel Raynal. – Rapport **n° 2164** [16 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption avec modification le 17 décembre 1980. – Projet de loi **n° 413.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire) :

Rapporteur : M. Jean Béranger. – Rapport n° 187 (1980-1981) [16 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption définitive le 17 décembre 1980. – Projet de loi n° 43 (1980-1981).

Loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 26 décembre 1980 (p. 3045).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : art. 7 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : art. 9 (S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 décembre 1980] (p. 4586)

Calcul de la retraite : *Raynal (Pierre),* (p. 4587) ; *Avice (Edwige),* (p. 4593) ; *Pierret (Christian),* (p. 4596).

Campagne menée contre la fonction publique : *Renard (Roland),* (p. 4591).

Caractère provisoire et portée limitée du texte en discussion : *Raynal (Pierre),* (p. 4586) ; *Derosier (Bernard),* (p. 4588) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4591) ; *Pierret (Christian),* (p. 4598) ; *Dominati (Jacques),* (p. 4597).

Complément de la loi du 19 juin 1970 ayant autorisé le travail à mi-temps : *Raynal (Pierre),* (p. 4586) ; *Koehl (Emile),* (p. 4588).

Conditions de réintégration : *Hamel (Emmanuel),* (p. 4592).

Consultation des syndicats de la fonction publique : *Hamel (Emmanuel),* (p. 4592) ; *Delehedde (André),* (p. 4595).

Echec du travail à mi-temps : *Derosier (Bernard),* (p. 4588).

Expérience du « mercredi libre » : *Derosier (Bernard),* (p. 4588) ; *Avice (Edwige),* (p. 4594).

Extension de l'expérience aux personnels des collectivités locales : *Raynal (Pierre),* (p. 4587) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4591).

Maintien du bénéfice du supplément familial de traitement au taux plein : *Raynal (Pierre),* (p. 4588).

Marginalisation du travail des femmes : *Derosier (Bernard),* (p. 4588) ; *Renard (Roland),* (p. 4590) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4591) ; *Avice (Edwige),* (p. 4593) ; *Delehedde (André),* (p. 4594) ; *Pierret Christian),* (p. 4596).

Nécessité de concilier le développement du travail à temps partiel et les besoins en effectifs des services : *Derosier (Bernard),* (p. 4588).

Obligation de soumettre les textes d'application au Conseil supérieur de la fonction publique et aux comités techniques paritaires : *Raynal (Pierre),* (p. 4587) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4594).

Politique familiale de Gouvernement : *Pelletier (Monique),* (p. 4588).

Principe de la mensualisation : *Renard (Roland),* (p. 4590) ; *Pierret (Christian),* (p. 4596).

Procédure d'urgence (critique de la) : *Derosier (Bernard),* (p. 4588) ; *Delehedde (André),* (p. 4594).

Réduction générale de la durée du travail : *Richard (Alain),* (p. 4592) ; *Avice (Edwige),* (p. 4594) ; *Pierret (Christian),* (p. 4596).

Règle du « prorata temporis » : *Raynal (Pierre),* (p. 4587) ; *Derosier (Bernard),* (p. 4589) ; *Renard (Roland),* (p. 4590).

Résorption du sous-emploi : *Hamel (Emmanuel),* (p. 4592).

Retraite anticipée : *Raynal (Pierre),* (p. 4588) ; *Derosier (Bernard),* (p. 4588) ; *Dominati (Jacques),* (p. 4597) ; *Renard (Roland),* (p. 4590).

Rôle du Secrétaire d'Etat à la fonction publique : *Richard (Alain),* (p. 4593).

Statut de la fonction publique : *Derosier (Bernard)*, (p. 4589) ; *Avice (Edwige)*, (p. 4598) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4596) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 4597).

Suppression des distinctions entre titulaires et non-titulaires : *Raynal (Pierre)*, (p. 4587) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 4588).

Suppression d'emplois de fonctionnaires : *Richard (Alain)*, (p. 4592).

Suppression déguisée de postes : *Derosier (Bernard)*, (p. 4588).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4598-4606)

ART. 1er (institution du travail à temps partiel dans certaines administrations) : *amendement n° 24* de M. Bernard Derosier et *n° 1* de Mme Colette Gœuriot (consultation des comités techniques paritaires sur les décrets d'application de la loi) : réservés (p. 4598) ; *amendement n° 10* de la commission des lois (laissant au seul Gouvernement le soin de déterminer ceux de ses membres ayant à signer les décrets d'application) : adopté (p. 4599) ; le vote de l'article 1er est réservé jusqu'au vote de l'article 8 et de l'amendement n° 17 en raison de la réserve des deux amendements n° 24 et n° 1.

ART. 2 (fonctionnaires bénéficiaires de la loi et procédure de demande) : réintégration dans un emploi à plein temps en cas de décès ou de perte d'emploi du conjoint ; *amendement n° 25* de M. Bernard Derosier (tendant à supprimer la faculté d'apprécier si les besoins du service permettent d'octroyer le bénéfice du travail à temps partiel) : adopté (p. 4600) ; *amendement n° 26* de M. Bernard Derosier (consultation des comités techniques paritaires pour l'établissement d'un quota de travailleurs à temps partiel) : adopté (p. 4600) ; *amendement n° 27* de M. Bernard Derosier (réintégration dans un emploi à temps plein) : adopté (p. 4601) ; *amendement n° 11* de la commission (réintégration dans un emploi à temps plein à la fin de l'autorisation d'un an) : devient sans objet (p. 4601) ; *amendements n° 12* de la commission et *n° 28* de M. Bernard Derosier (remplacement du temps de travail perdu dans chaque service) : rejetés par scrutin public n° 543 (p. 4601).

– article 2, ainsi modifié, n'est pas adopté (p. 4601).

ART. 3 (interdiction de certains cumuls) : rejeté (p. 4601).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 6 rectifié* de Mme Colette Gœuriot (assimilation des services à temps partiel à des services à temps plein pour la détermination des droits à l'avancement et à promotion) : adopté (p. 4602) ; *amendements indentiques n° 29* de M. Bernard Derosier et *n° 38* de M. Pierre Raynal : deviennent sans objet (p. 4602) ; l'*amendement n° 13* de la commission ayant le même objet est retiré (p. 4602).

ART. 4 (ouverture du droit à pension) : rejeté (p. 4606).

ART. 5 (calcul de la pension sur la base du traitement correspondant à des services à plein temps) : adopté par scrutin public n° 544 (p. 4606).

ART. 6 (calcul de la pension des personnels de catégorie B) : obligation horaire au moins égale à 80 % d'un temps plein ; *amendements* de suppression *n° 14* de la commission, *n° 5* de Mme Colette Gœuriot et *n° 31* de M. Bernard Derosier (prise en compte des services accomplis à temps partiel au titre des services actifs ouvrant droit à la retraite anticipée) : adoptés par scrutin public n° 545 (p. 4607) ; abrogation de l'article 4 de la loi du 19 juin 1970 relative au travail à mi-temps ; les avantages de la retraite anticipée doivent rester liés à l'exercice des fonctions à plein temps.

– art. 6, rejeté (p. 4607).

ART. 7 (modalités de calcul des rémunérations des fonctionnaires à temps partiel) : *amendement n° 15* de la commission (application de la règle du prorata temporis au traitement, à l'indemnité de résidence et aux primes et indemnités de toute nature) : adopté par scrutin public n° 546 (p. 4609) ; *amendement n° 20* de Mme Colette Gœuriot (tendant à inclure les primes dans le calcul de la rémunération) : devient sans objet (p. 4609) ; *amendement n° 34* de M. Bernard Derosier (modalités de calcul de la fraction de traitement perçue et de la retenue éventuelle pour absence de service fait) ; respect du principe du trentième indivisible et du statut de la fonction publique : rejeté par scrutin public n° 547 (p. 4610) ; *amendement n° 39* de M. Pierre Raynal (perception au taux plein de la prime de transport et des indemnités des frais de déplacement) : adopté (p. 4610) ; le sous-amendement de M. André Delehedde relatif à l'indemnité forfaitaire de fonctions est déclaré irrecevable.

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 4610).

ART. 7 *bis* (priorité d'accès aux équipements collectifs) : adopté (p. 4610).

ART. 8 (décrets d'application ; consultation du Conseil supérieur de la fonction publique) : *amendements n° 17* de la commission (consultation du Conseil supérieur de la fonction

publique ou du comité technique paritaire de l'administration concernée) : adopté (p. 4611).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 4611).

ART. 1er (précédemment réservé) : *amendements n° 24* de M. Bernard Derosier et *n° 1* de Mme Colette Gœuriot (précédemment réservés) : devenus sans objet (p. 4611).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4611).

ART. 9 (extension aux personnels des collectivités locales) : *amendement n° 23* de suppression de Mme Colette Gœuriot : rejeté (p. 4612) ; réduction à 35 heures de la semaine de travail ; 13e mois ; *amendement n° 35* de M. Michel Aurillac (extension des dispositions de la présente loi aux personnels des collectivités locales après décret d'application) ; *sous-amendement n° 36* de la commission (tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement n° 35) ; principe de la libre administration des collectivités locales posé par l'article 72 de la Constitution ; sous-amendement n° 36 : adopté (p. 4613) ; amendement n° 35 modifié : adopté par scrutin public n° 549 (p. 4613).

– ce texte devient l'article9.

SECONDE DELIBERATION (p. 4613)

ART. 2 : *amendement n °1* du Gouvernement (tendant à rétablir cet article) : réservé (p. 4613) puis rejeté par scrutin public n° 550, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4615) ; *sous-amendement n° 4* de la commission (durée de l'autorisation ; conditions de réintégration) : réservé (p. 4613) puis non adopté (p. 4615) ; *sous-amendement n° 5* de la commission (remplacement des fonctionnaires ayant demandé à accomplir un service à temps partiel) : réservé (p. 4613) puis non adopté (p. 4615).

ART.3 : *amendement n° 2* du Gouvernement (tendant à rétablir cet article) : réservé (p. 4614) puis rejeté par scrutin public n° 550, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

ART.4 : *amendement n° 3* du Gouvernement (tendant à rétablir cet article) : réservé (p. 4614) puis rejeté par scrutin public n° 550, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

EXPLICATIONS DE VOTE

Abstention du groupe RPR : *Lauriol (Marc)*, (p. 4615).

Critique de la procédure du vote bloqué : *Constans (Hélène)*, (p. 4614) ; *Delehedde (André)*, (p. 4615) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 4615).

Garantie de réintégration : *Constans (Hélène)*, (p. 4614) ; *Delehedde (André)*, (p. 4615).

Refus des mesures nécessaires au développement du travail à temps partiel : *Constans (Hélène)*, (p. 4614).

Remplacement des agents occupant un emploi à temps partiel : *Constans (Hélène)*, (p. 4614) ; *Delehedde (André)*, (p. 4615).

Suppression des améliorations apportées par l'Assemblée : *Constans (Hélène)*, (p. 4614).

Vote négatif du groupe socialiste : *Delehedde (André)*, (p. 4615).

Rejet de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 550 en application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution (p. 4615).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [17 décembre 1980] (p. 4995)

Application de la loi aux collectivités locales et à leurs établissements publics : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Droit à avancement, formation ou promotion : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995).

Droit de réintégration : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Droit à une retraite anticipée : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995).

Loi de 1970 sur le travail à mi-temps : *Raynal (Pierre)*, (p. 4996).

Rejet du projet par l'Assemblée nationale en première lecture : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Remplacement du temps de travail perdu par le service : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Rémunération des fonctionnaires travaillant à temps partiel : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Rémunérations annexes de la fonction publique : *Richard (Alain)*, (p. 4996).

Supplément familial de traitement : *Raynal (Pierre)*, (p. 4995) ; *Richard (Alain)*, (p. 4996).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4997)

ART. 2 : *amendement n° 1* du Gouvernement (suppression de l'obligation de remplace-

ment du temps de travail perdu du fait des mises à temps partiel) : rejeté par scrutin public n° 570 (p. 4998).

ART. 7 : *amendement n° 2* du Gouvernement (réduisant le supplément familial de traitement dans la même proportion que la rémunération principale) : rejeté (p. 4999).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Absence de concertation lors de l'élaboration du projet : *Constans (Hélène)*, (p. 4999) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 4999).

Abstention du groupe socialiste : *Derosier (Bernard)*, (p. 5000) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5000).

Améliorations apportées par la CMP : *Constans (Hélène)*, (p. 4999) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 4999) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5000).

Marginalisation des femmes : *Derosier (Bernard)*, (p. 4999).

Vote favorable du groupe RPR : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 5000).

Vote favorable du groupe UDF : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5000).

Vote hostile du groupe communiste : *Constans (Hélène)*, (p. 4999).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire par scrutin public n° 571 (p. 5000).

Voir AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI, 2 ; AMNISTIE, 2, 5, 8 ; CHOMAGE, 3 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE, 1 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3 ; FEMME (CONDITION DE LA), 1 ; FEMMES, 3 ; LIBERTES PUBLIQUES, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1, 3, 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; Départements d'Outre-mer ; Territoires d'Outre-mer ; Postes et télécommunications ; LOIS DE FINANCES, 6 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 4, Article 9 ; PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, 14 ; PENSIONS DE REVERSION, 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 386, 387, 630 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 196, 209, 294, 296 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 6.

FONCTIONNAIRES LOCAUX

Voir AGENTS COMMUNAUX, 7 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 434.

– **A La Réunion.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 515.

FONCTION PUBLIQUE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL, 2 ; ARMEE, 9 ; COLLECTIVITES LOCALES, 5 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 1 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, 1 ; HANDICAPES, 7 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1 ; SYNDICATS PROFESSIONNELS, 1.

– **Rémunérations.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5.

– **Statut de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications.

FONDATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 951** TENDANT A PERMETTRE LA REVISION DES CONDITIONS ET CHARGES APPOSEES A CERTAINES LIBERALITES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Jean Foyer. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législature et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [3 mai 1979]. – Rapport **n° 1938** [2 octobre 1980]. – Discussion le 8 octobre 1980. – Adoption le 8 octobre 1980. – Proposition de loi **n° 351.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [8 octobre 1980] (p. 2612)

Procédure de révision appliquée aux charges apposées à certaines libéralités consenties à une personne de droit privé : *Foyer (Jean)*, (p. 2612) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 2612).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2612)

ART. 1er : révision des charges.

Article 900-2 du code civil (permettant la révision des conditions et charges grevant les donations ou les legs lorsque par suite d'un changement de circonstances, l'exécution en est devenue difficile) : adopté (p. 2612).

Article 900-3 du code civil (conditions dans lesquelles est formée la demande en révision) : adopté (p. 2612).

Article 900-4 du code civil (pouvoirs du juge saisi d'une demande en révision) : adopté (p. 2612).

Article 900-5 du code civil (délai au-delà duquel la demande de révision est acceptable) : *amendement n° 1* de M. François Massot (portant à 20 ans le délai au-delà duquel la demande de révision est acceptable) : rejeté (p. 2613) ; *amendement n° 2* de M. François Massot (faisant courir le délai de 10 ans à compter de la mort du testateur pour les legs et à compter du jour de l'acceptation de la donation pour les donations) : rejeté (p. 2613).

Article 900-5 du code civil : adopté (p. 2613).

Article 900-6 du code civil (limitant le droit des tiers de former une tierce-opposition à l'encontre du jugement faisant droit à la demande en révision) : adopté (p. 2613).

Article 900-7 du code civil (droits des héritiers) : adopté (p. 2613).

ART. 1er : adopté (p. 2613).

ART. 2 (entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 2613).

ART. 3 (application de la loi aux donations et aux legs antérieurement acceptés) : adopté (p. 2614).

ART. 4 (non-application de la loi du 20 mars 1954 aux donations et aux legs reçus par des personnes morales de droit privé) : adopté (p. 2614).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2614).

Voir BIENFAISANCE. 1.

FONDS ADDITIONNEL D'ACTION SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10, article 50 nouveau.

FONDS COMMUN DES MATIERES PREMIERES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10.

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Voir EPARGNE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation : Travail.

FONDS D'ACTIONNARIAT SALARIE

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (F.A.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 10, discussion générale ; (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; Justice ; Transports.

– **Déblocage des crédits destinés au logement et inscrits au** –. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 982.

FONDS D'ACTION LOCALE (F.A.L.)

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, Article 8.

FONDS D'ACTION RURALE (F.A.R.)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (FASSO)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 492.

FONDS D'ACTION SOCIALE

Voir ASTREINTES. 1 ; ETRANGERS. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 3.

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA)

Voir AGRICULTURE. 3.

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

FONDS D'AIDE A LA PRESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE FRANÇAISE A L'ETRANGER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

FONDS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'INTERIEUR ET DES ILES (FADIL)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Territoires d'Outre-mer.

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (F.A.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Coopération.

– **Comité directeur du** –. *Voir* ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

FONDS D'ASSURANCE-FORMATION

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, articles 5, 9 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation professionnelle.

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

FONDS DE CONCOURS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE REGLEMENT. 1, 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 4, 5, 6.

FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES)

Voir CHOMAGE. 3 ; ENTREPRISES. 9 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles addition-

nels non rattachés, après l'article 80 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor. – Economie et budget ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, article 19 ; 5, article 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 376.

– **Financement des transports en Ile-de-France.** *Voir* TRANSPORTS EN COMMUN. 1.

FONDS DE GARANTIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; POLLUTION (MER). 2.

FONDS DE GARANTIE CONTRE LES CALAMITES AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, article 4.

FONDS DE GARANTIE DES CREANCES AGRICOLES

Voir FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DES BIENS. 1.

FONDS DE GARANTIE DES SYNDICS JUDICIAIRES

Voir PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 3.

FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Formation professionnelle.

FONDS DE LA RECHERCHE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche, 4.

FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION

Voir FINANCES LOCALES. 2 ; IMPOTS LOCAUX. 2, articles 3 *ter*, 5.

FONDS DE PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir AGRICULTURE. 3.

FONDS DE PROMOTION DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

FONDS DE REGULATION DE L'ACTIVITE DE LA BATELLERIE INDEPENDANTE

Voir NAVIGATION FLUVIALE. 1.

FONDS DE RENOVATION RURALE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

FONDS DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

FONDS DE SOLIDARITE POUR L'EMPLOI

Voir EMPLOI. 12.

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS D'INDEMNISATION

Voir RESPONSABILITE CIVILE. 2, 6.

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE L'OBLIGATION DE SECOURS

Voir ACCIDENTS. 1.

FONDS INDIVIS D'ACTIONNARIAT SALARIE

Voir SOCIETES COMMERCIALES. 2.

FONDS D'INFORMATION ET D'AIDES JURIDIQUES

Voir AIDE JURIDIQUE. 1.

FONDS D'INTERVENTION CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Culture et communication.

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DES MARCHES (F.I.O.M.)

Voir CONCHYLICULTURE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 715.

FONDS D'INTERVENTION ET DE REGULARISATION DU MARCHE DU SUCRE (FIRS)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture.

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

FONDS D'INTERVENTION POUR LA QUALITE DE LA VIE (FIQV)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

FONDS D'INTERVENTION STRATEGIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer ; ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 294.

FONDS D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Territoires d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-mer. – I. – Section commune. – III. – Territoires d'Outre-mer.

FONDS D'ORGANISATION DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGULARISATION DES MARCHES AGRICOLES (FORMA)

Voir AGRICULTURE. 3 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; PRODUITS AGRICOLES. 1, 2.

FONDS DU CHOMAGE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

FONDS EMPLOI-INVESTISSEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Avant l'article 3.

FONDS EUROPEEN DE COOPERATION MONETAIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 320.

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 72.

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER)

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. - V. - Routes, ports et voies navigables ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 909.

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; FORETS. 5, 6 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. - Départements d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - VI. - Industries agricoles et alimentaires ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 553 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 217.

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT RURAL (FIDAR)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Départements et territoires d'Outre-mer. - II. - Départements d'Outre-mer ; Services du Premier ministre. - VI. - Industries agricoles et alimentaires ; Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, article 48 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 56 ; RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES. 1.

FONDS NATIONAL D'ADDUCTION D'EAU

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

FONDS NATIONAL D'AIDE AU LOGEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

FONDS NATIONAL D'AIDE AU SPORT

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième délibération), après l'article 43 ; Commission mixte paritaire.

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'URBANISME (FNAFU)

Voir LOIS DE FINANCES, 1, Article 48 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Article 24 ; Environnement et cadre de vie.

FONDS NATIONAL DE GARANTIE DES CALAMITES AGRICOLES

Voir CALAMITES AGRICOLES, 4.

FONDS NATIONAL DE L'HABITATION (FNH)

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

FONDS NATIONAL DE SECOURS AUX MERES EN DETRESSE

Voir PRESTATIONS FAMILIALES, 2 ; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE, 2.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 15 ; LOIS DE FINANCES, 1, 3 et 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Economie et budget. – I. – Charges communes ; Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 13 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 92, 94, 97.

FONDS NATIONAL DU LIVRE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5, Article 7.

FONDS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (F.A.C.T.)

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 et 10 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 et 10 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième délibération), après l'article 30 ; LOIS DE FINANCES, 3 (première partie), Article 21 ; (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES, 6, Articles 28, 42 et 43 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5, Article 7 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 380.

FONDS NATIONAL POUR L'EMPLOI (FNE)

Voir CHOMAGE, 3 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 12 ; LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Travail et participation. – Travail.

FONDS PUBLICS

Voir ENTREPRISES. 3 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 36.

FONDS REGIONAL DE L'EMPLOI

Voir EMPLOI. 1.

FONDS SOCIAL EUROPEEN

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation. – Formation professionnelle.

FONDS SPECIAL D'ADAPTATION INDUSTRIELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80, article 80 *bis* nouveau ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; Services du Premier ministre. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 303.

– **Rapport sur les aides distribuées par le** – . *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 80, amendement 251 ; COMMISSION MIXTE PARITAIRE.

FONDS SPECIAL D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3.

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT EN INFRASTRUCTURE ROUTIERE

Voir ROUTES. 3.

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 27 ; Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale (première partie), Article 19 ; (deuxième partie), Transports ; Comptes spéciaux du Trésor ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 26 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 6, article 20 A ; (deuxième partie), Articles de récapitulation ; Comptes spéciaux du Trésor ; Intérieur ; Transports ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, Article 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 2.

FONDS SPECIAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux officiels.

FONLUPT ESPERABER (Jacques)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

FONTANET (Joseph)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 14.

FOOTBALL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 100.

– **Coupe du monde en Argentine.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 51, 55 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 32.

FORCE DE DISSUASION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

FORCE D'INTERVENTION

Voir LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

FORCE D'INTERVENTION HUMANITAIRE

Voir CALAMITES, 5.

FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 5.

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (FOS)

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

FORCES NUCLEAIRES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 12 ; DEFENSE NATIONALE, 3 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Défense.

FORCLUSION

Voir ANCIENS COMBATTANTS, 9 ; ARMEE, 5.

FORETS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 102** TENDANT A INSTITUER UNE TAXE AU BENEFICE DES COMMUNES A VERSER PAR LES PROPRIETAIRES DE ZONES BOISEES QUI ENTOURENT LEUR PROPRIETE D'UNE CLOTURE PERMANENTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Roger Corrèze. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [18 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [9 mai 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Michel Barnier.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 644** TENDANT A ASSURER LA SAUVEGARDE ET LA RECONSTITUTION DES FORETS MEDITERRANEENNES ET A CREER LES MOYENS EFFICACES DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORETS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par M. Edmond Garcin. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Adrienne Horvath [9 novembre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1083** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 168 DU CODE FORESTIER RELATIF AUX FORETS DE PROTECTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Didier Julia. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Lataillade [31 mai 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1086** TENDANT A CHARGER L'OFFICE NATIONAL DES FORETS DE LA PRODUCTION DE GEMME DANS LES FORETS DOMANIALES DES LANDES DE GASCOGNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Hubert Ruffe et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Hubert Ruffe [31 mai 1979].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1281** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE ET DE CONTROLE CHARGEE DE RECHERCHER LES CAUSES D'INCENDIE QUI RAVAGENT LA FORET MEDITERRANEENNE ET DE DETERMINER LES MESURES EFFICACES A SA PROTECTION ET SA RENOVATION, Assemblée nationale. Dépôt le 2 octobre 1979 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnellesn de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [11 octobre 1979]. – Rapport **n° 1389** [8 novembre 1979], commun aux propositions de résolution n°s 1281 et 1303 (voir Forêts 5 et 6). – Discussion le 18 décembre 1979, commune aux propositions de résolution n°s 1281 et 1303 (voir Forêts 5 et 6). – Adoption le 18 décembre 1979. – Résolution **n° 260** créant une commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne.

Commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne.

Constitution [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204) : MM. Emmanuel Aubert, Jean Bozzi, Joseph Comiti, Pierre Cornet, Gaston Defferre, Roger Duroure, Roger Fourneyron, Edmond Garcin, Jean-Claude Gaudin, Pierre Giacomi, Alain Hautecœur, Emile Jourdan, François Léotard, François Massot, Pierre Micaux, Pierre Pasquini, Louis Philibert, René Rieubon, Jean-Paul de Rocca Serra, Pierre Sauvaigo, André Tourné.

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3218). – Président : M. Pierre Pasquini ; vice-président : M. Alain Hautecœur ; secrétaire : M. Edmond Garcin ; rapporteur : M. Jean-Claude Gaudin.

Cessent d'appartenir à cette commission : MM. Micaux (Pierre), Fourneyron (Roger) [*J.O* du 3 janvier 1980] (p. 30).

Deviennent membres de cette commission : Mme Moreau (Louise), M. Proriol (Jean) [*J.O.* du 3 janvier 1980] (p. 30).

DISCUSSION GENERALE commune à la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête et de contrôle chargée de rechercher les causes d'incendies qui ravagent la forêt méditerranéenne et de déterminer les mesures efficaces à sa protection et sa rénovation (n° 1281) et à la proposition de résolution tendant à instituer une commission d'enquête sur les incendies de forêts méditerranéennes au cours de l'été 1979 (n° 1303) [18 décembre 1979] (p. 12231).

Commission d'enquête sur les incendies de forêts (création d'une) : *Aurillac (Michel),* (p. 12232).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [18 décembre 1979] (p. 12232) :

ART. UNIQUE : création d'une commission d'enquête sur les incendies de forêt dans la région méditerranéenne : adopté (p. 12232).

6. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1303** TENDANT A INSTITUER UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES INCENDIES DE FORETS MEDITERRANEENNES AU COURS DE L'ETE 1979, Assemblée nationale. Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnellesn de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [11 octobre 1979]. – Rapport **n° 1389** [8 novembre 1979], commun aux propositions de résolution n°s 1281 et 1303 (voir Forêts 5 et 6). – Discussion le 18 décembre 1979, commune aux propositions de résolution n°s 1281 et 1303 (voir Forêts 5 et 6). – Adoption le 18 décembre 1979. – Résolution **n° 260** créant une commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne (voir Forêts, 5).

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1419** TENDANT A ASSURER LA PREVENTION DES INCENDIES DE FORETS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jean-Claude Gaudin. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Micaux [20 décembre 1979].

8. – PROJET DE LOI **n° 1925** RELATIF A LA MISE EN VALEUR ET A LA PROTECTION DE LA FORET FRANÇAISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jean Proriol [9 octobre 1980].

Voir AGRICULTURE, 2, 3 ; CALAMITES, 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 7 ; LOIS DE FINANCES, 1, Article 74 ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES, 3, Discussion générale (première partie), Article 13 ; (deuxième partie), Agriculture ; Intérieur, Article 74 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; PLAN, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 452 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 81, 487 ; TAXE FONCIERE (PROPRIETES NON BATIES), 2.

– **Défense des** –. RAPPELS AU REGLEMENT, 178.

– **Domaniales (entretien)** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 102.

– **Exploitation des** –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 554.

– **Lutte contre les feux.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Intérieur.

– **Méditerranéennes.** *Voir* FORETS, 5, 6.

– **Sinistrées (Est de la France et Normandie).** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

FORFAIT FISCAL

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 126.

FORMATION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

FORMATION CIVIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir APPRENTISSAGE. 1 ; ELECTIONS MUNICIPALES. 2 ; HAUTE COUTURE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 4 ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Commerce et artisanat ; Education ; Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 4, 265, 280 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 385, 460.

– **Alternée.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Formation professionnelle.

– **Continue.** *Voir* FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 5.

– **Contribution des entreprises à la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, Article 3.

– **Centre de Nancy.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 938.

– **Des avocats. Voir** LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

– **Des commerçants et artisans. Voir** LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

– **Vosges.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 175.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

1. – PROJET DE LOI **n° 11** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU LIVRE IX DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES A LA PROMOTION INDIVIDUELLE, AU CONGE DE FORMATION ET A LA REMUNERATION DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [19 avril 1978]. – Rapport **n° 120** [20 avril 1978]. – Discussion et adoption le 9 mai 1978. – Projet de loi **n° 3.**

SENAT (première lecture), n° 353 (1977-1978). Dépôt le 12 mai 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 389 (1977-1978). – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Pierre Sallenave. – Avis n° 387 (1977-1978). – Discussion le 8 juin 1978. – Adoption avec modifications le 8 juin 1978. – Projet de loi n° 146 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 380.** Dépôt le 13 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 393**. – Discussion le 20 juin 1978. – Adoption avec modification le 20 juin 1978. – Projet de loi **n° 34.**

SENAT (deuxième lecture), n° 458 (1977-1978). Dépôt le 21 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 478 (1977-1978). – Discussion le 28 juin 1978. – Adoption avec modifications le 28 juin 1978. – Projet de loi n° 168 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 473.** Dépôt le 28 juin 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [29 juin 1978] (p. 3632). – Nomination [29 juin 1978] (p. 3652).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Berger (Henry), Gissinger (Antoine), Brocard (Jean), Caillaud (Paul), Delehedde (André), Perrut (Francisque), Héraud (Robert). Membres suppléants : M. Péricard (Michel), Mme Missoffe (Hélène), MM. Caille (René), Chapel (Paul), Briane (Jean), Laurain (Jean), Donnadieu (Louis).

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Eeckhoutte (Léon), Séramy (Paul), Sellenave (Pierre), Sérusclat (Franck), Vallon (Pierre), Mme Luc (Hélène), M. Ruet (Roland). Membres suppléants : MM. Miroudot (Michel), Chérioux (Jean), Viron (Hector), Guillaume (Robert), Martin (Hubert), Fontaine (Maurice), Mme Gros (Brigitte).

Bureau [30 juin 1978] (p. 3765). – Président : M. Berger (Henry) ; vice-président : M. Miroudot (Antoine).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Antoine Gissinger. – Rapport **n° 480**. – Discussion le 1er juillet 1978. – Adoption le 1er juillet 1978. – Projet de loi **n° 69.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 500 (année 1977-1978) [30 juin 1978]. – Discussion le 1er juillet 1978. – Adoption définitive le 1er juillet 1978. – Projet de loi n° 185 (1977-1978).

Loi n° 78-754 du 17 juillet 1978, publiée au *J.O.* du 18 juillet 1978 (p. 2857).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article 1er : 1er *A* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **2** : 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **3** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **6** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **7** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **8** : 6 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **9** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **10** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **11** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **12** : 9 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **13** : 9 *ter* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **14** : 9 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **15** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **16** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **17** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **18** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [Ç7 avril 1978] (p. 1405).

Agriculteurs (formation professionnelle) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1406).

Conservatoire national des arts et métiers : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1404).

Emploi des jeunes et pacte national pour l'emploi : *Zarka (Pierre)*, (p. 1416) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1422).

Entreprises artisanales (conséquences de la formation professionnelle) : *Brocard (Jean)*, (p. 1415).

Femmes (formation professionnelle) : *Leblanc (Chantal)*, (p. 1416).

Fonction publique (formation professionnelle) : *Renard (Roland)*, (p. 1418, 1419).

Formation initiale : *Delehedde (André)*, (p. 1411) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1412) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1519, 1420).

Formation professionnelle (abus des organismes de) : *Delehedde (André)*, (p. 1411) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1413) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1420).

Formation professionnelle (bilan des dix dernières années) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1404, 1405) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1407) ; *Delehedde (André)*, (p. 1410) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1412).

Formation professionnelle (participation financière des employeurs) : *Legendre (Jacques)*, (p. 1407, 1419) : *Delehedde (André)*, (p. 1410).

Handicapés (formation professionnelle) : *Maillet (Raymond)*, (p. 1417, 1418).

Promotion individuelle et congé de formation : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1405) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1408) ; *Delehedde (André)*, (p. 1411) ; *Brocard (Jean)*, (p. 1414, 1415).

Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1405) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 1408) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1413).

Revalorisation du travail manuel : *Brocard (Jean)*, (p. 1415).

Secteur public (rôle dans la formation professionnelle) : *Delehedde (André)*, (p. 1412).

Travailleurs non salariés (accès à la formation professionnelle) : *Brocard (Jean)*, (p. 1415).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 avril 1978] (p. 1422), [9 mai 1978] (p. 1496).

ART. 1er (modification de l'intitulé du titre III du livre IX du code du travail) : adopté (p. 1422).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 56* du Gouvernement (typologie des stages de formation) ; *sous-amendement n° 75* de M. Louis Besson (possibilité pour les stages d'entretien ou de perfectionnement de permettre d'assumer des responsabilités accrues dans la vie associative) : rejeté (p. 1424) ; *sous-amendement n° 76* de M. Louis Besson (inclut les stages de formation linguistique dans la catégorie des stages d'entretien et de perfectionnement) : adopté (p. 1424) ; l'*amendement n° 56*, ainsi modifié, est adopté (p. 1424).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine), Delehedde (André), Brocard (Jean), Ralite (Jack).

ART. 2 (*article L. 930-1 et L. 930-1-1 du code du travail* : nature et modalité du congé de formation) : *amendement n° 18* de la commission (le congé de formation peut avoir pour but de changer d'activité ou de profession) : adopté (p. 1426) ; *amendements* identiques *n° 19* de la commission et *n° 63* de M. André Delehedde (possibilité pour le congé de formation d'avoir un but uniquement culturel) : rejeté (p. 1426) : *amendements* identiques *n° 20* de la commission et *n° 61* de M. Jean Laurain (objectif d'ouverture à la vie sociale du congé de formation) : adopté (p. 1426) ; *amendement n° 1* corrigé de M. Pierre Juquin (repos compensateur lorsque le stage de formation n'est pas imputé sur le temps de travail) : rejeté (p. 1427) ; *amendement n° 62* de M. André Delehedde (repos compensateur lorsque le stage ne s'impute pas entièrement sur le temps de travail) : rejeté (p. 1427) ; *amendement n° 46* de M. Jean Brocard (suppression de la référence à l'article L. 940-2 du code du travail dans l'article L. 930-1-1) modifié (remplacement de la référence à l'article 940-2 par la référence à l'article L. 900-2) : adopté (p. 1486) ; *amendement n° 22* de la commission (élargissement à la branche professionnelle des conditions de l'ancienneté exigées dans l'article 2) : adopté (p. 1486) ; *amendement n° 71* de M. Hubert Voilquin (caractère non consécutif de l'ancienneté de vingt-quatre mois exigée) : adopté avec modification (p. 1487.

MM. Laurain (Jean), Legendre (Jacques), Brocard (Jean), Gissinger (Antoine), Gantier (Gilbert), Delehedde (André), Ralite (Jack), Voilquin (Hubert).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 1487).

ART. 3 (*article L. 930-1-2 à L. 930-1-6 du code du travail* : codification et régime du congé de formation) : *amendement n° 2* de M. Pierre Juquin (augmentation de 2 à 3 p. 100 du pourcentage de travailleurs de l'entreprise pouvant bénéficier simultanément du congé de formation) : rejeté (p. 1487) ; *amendement n° 64* de M. Jacques-Antoine Gau (caractère de droit du congé pour les stages agréés) : rejeté (p. 1487).

MM. Zarka (Pierre), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Delehedde (André).

– article 3, adopté (p. 1487).

ART. 4 :

Article L. 930-1-7 du code du travail : principe de la rémunération par l'employeur des absences dues à un congé de formation) : *amendement n° 23* de la commission (conditions du maintien de la rémunération) ; *sous-amendement n° 79* de M. Jean Brocard (définition des personnels d'encadrement par décret) : adopté (p. 1489) ; *sous-amendement n° 3* de M. Pierre Juquin (interdiction de mettre les frais de formation à la charge du salarié) : rejeté (p. 1489) ; *sous-amendements* identiques *n° 24* de la commission et *n° 65* de M. Jacques-Antoine Gau (agrément de plein droit des stages fournis par les services publics et les associations qui sont agréés par l'autorité de tutelle) : rejetés (p. 1490) ; *amendement n° 23* modifié : rejeté (p. 1490) ; *amendement n° 4* de M. Pierre Juquin (définition par des conventions collectives des personnels d'encadrement) : rejeté (p. 1490) ; *amendement n° 47* de M. Jean Brocard (définition des personnels d'encadrement par décret) : rejeté (p. 1490).

MM. Gantier (Gilbert), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Brocard (Jean), Ralite (Jack), Delehedde (André), Delaneau (Jean), Mme Leblanc (Chantal).

– adoption du texte pour l'article L. 930-1-7 du code du travail (p. 1490).

Article L. 930-1-8 du code du travail : nombre de bénéficiaires des congés de formation rémunérés : *amendement* de suppression *n° 66* de M. Jacques-Antoine Gau : adopté (p. 1491) ; les *amendements n°s 5, 80* et *72* rectifiés deviennent sans objet ; l'article L. 930-1-8 du code du travail est donc supprimé (p. 1491).

MM. Gau (Jacques-Antoine), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

Article L. 930-1-9 du code du travail : les salariés bénéficiant déjà d'un congé de formation au titre de l'article L. 930-2 sont considérés comme travaillant dans l'établissement pour le calcul des pourcentages permettant de déterminer le volume global des congés de formation et celui des heures rémunérées).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption du texte proposé pour l'article L. 930-1-9 du code du travail (p. 1491).

Article L. 930-1-11 du code du travail : fixation des conditions de présentation de la demande par décret en Conseil d'Etat) :

– adoption du texte proposé pour l'article L. 930-1-11 du code du travail (p. 1492).

– adoption de l'article 4 ainsi modifié (p. 1492).

ART. 5 (modification aux droits due à la nouvelle législation) : *amendement* formel *n° 26* de la commission : adopté (p. 1492) ; *amendement n° 48* de M. Jean Brocard (suppression d'une disposition relative aux salariés détachés dans des fonctions d'enseignement) : rejeté (p. 1492).

MM. Gissinger (Antoine), Brocard (Jean), Legendre (Jacques).

– adoption de l'article 5 ainsi modifié (p. 1492).

ART. 6 (*article L. 930-2 du code du travail :* procédure du congé de formation pour les jeunes salariés de moins de vingt ans) : *amendement n° 53* du Gouvernement (limitation de l'article 6 aux jeunes n'ayant pas de diplômes professionnels) : adopté (p. 1493) ; *amendement n° 6* de M. Pierre Juquin (suppression de la condition d'ancienneté dans l'entreprise remplacée par une condition d'activité professionnelle) : modifié, adopté (p. 1493) ; l'*amendement* rédactionnel *n° 27* de la commission devient sans objet (p. 1493) ; *amendements n° 28* de la commission et *n° 7* de M. Pierre Juquin, identiques (nécessité de l'agrément de l'Etat pour les stages prévus à l'article 6) : rejetés (p. 1494) ; *amendement n° 49* de M. Jean Brocard (conséquence de l'amendement n° 46 à l'article 2) : adopté (p. 1494).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine), Léger (Alain), Delehedde (André), Brocard (Jean).

– adoption de l'article 6 ainsi modifié (p. 1494).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 8* de M. Pierre Juquin (interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation) : rejeté (p. 1494) ; *amendement n° 29* de la commission (imputation des dépenses faites pour les divers congés de formation sur le 1 p. 100 fixé par la loi de finances de 1978) : adopté (p. 1494).

MM. Zarka (Pierre), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Mexandeau (Louis), Ralite (Jack).

ART. 7 (principes du financement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue) : adopté (p. 1495).

ART. 8 (principe de l'aide de l'Etat à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle sous condition d'un agrément préalable) : adopté (p. 1495).

ART. 9 :

(Article L. 960-3 du code du travail) : amendement n° 9 de M. Pierre Juquin et *n° 67* de M. Jacques-Antoine Gau, identiques (agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunérée) : rejetés par scrutin public n° 10 (p. 1495) ; liste des votants (p. 1497, 1498). *amendement* rédactionnel *n° 30* de la commission : adopté (p. 1495).

MM. Zarka (Pierre), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Ralite (Jack), Delehedde (André).

– adoption du texte proposé pour l'article L. 960-3 du code du travail ainsi modifié (p. 1495).

Article L. 960-4 du code du travail : participation de l'Etat au financement des rémunérations versées aux stagiaires : *amendement n° 31* de la commission (soumet les remboursements prévus à l'article L. 960-4 aux mêmes conditions que celles prévues pour le maintien de la rémunération des salariés en congé en formation) : adopté (p. 1496).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption du texte ainsi modifié de l'article L. 960-4 du code du travail) : adopté (p. 1496).

Article L. 960-5 du code du travail : régime de rémunération des demandeurs d'emplois effectuant des stages de fomation) : *amendement n° 32* de la commission (agrément des stages par l'Etat) : adopté (p. 1496) ; *amendement n° 34* de la commission (suppression du second alinéa de l'article L. 960-5 du code du travail) : adopté (p. 1496).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption du texte ainsi modifié de l'article L. 960-5 du code du travail (p. 1496).

Article L. 960-6 du code du travail : conditions de rémunération des travailleurs

non salariés) : *amendements* identiques *n° 35* de la commission et *n° 50* de M. Jean Brocard (explication de la condition d'activité professionnelle) : adopté (p. 1496).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Brocard (Jean).

– adoption du texte ainsi modifié de l'article L. 960-6 du code du travail (p. 1496).

Article L. 960-7 du code du travail : remboursement des frais de transport.

– adoption du texte proposé pour l'article L. 960-7 du code du travail (p. 1496).

Article L. 960-8 du code du travail : rôle des fonds d'assurance-formation : *amendement n° 36* de la commission (règles juridiques applicables à tous les fonds d'assurance-formation) ; *sous-amendement* du Gouvernement (suppression de l'agrément obligatoire de l'Etat) ; adopté (p. 1501) ; amendement n° 36, ainsi modifié : adopté (p. 1501).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– ce texte devient l'article L. 960-8 du code du travail (p. 1501).

Article L. 960-9 du code du travail : possibilité de constituer des fonds d'assurance-formation pour les non-salariés) : *amendement n° 37* de la commission (règles applicables aux fonds d'assurance-formation destinés aux salariés) ; *sous-amendement n° 81* de M. Jean Brocard non soutenu (modification rédactionnelle) (p. 1501) : *sous-amendement du Gouvernement* (agrément obligatoire de l'Etat pour les fonds d'assurance-formation visés à l'amendement n° 37) : adopté (p. 1501) ; amendement n° 37, ainsi modifié : adopté (p. 1501).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption du texte ainsi modifié de l'article L. 960-9 du code du travail (p. 1501).

Après l'article L. 960-9 du code du travail : amendement n° 38 corrigé de la commission (création d'un article L. 960-10 relatif aux fonds d'assurance-formation pour les travailleurs non salariés) : adopté (p. 1502).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption de l'article 9 ainsi modifié (p. 1502).

APRES L'ART. 9 : *amendements* identiques *n° 39* de la commission et *n° 13* de M. Pierre Juquin (crédits d'heures rémunérées pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances traitant de la formation professionnelle) : rejetés par scrutin public n° 11 (p. 1504) ; liste des votants (p. 1514, 1515) ; *amendement n° 70* de M. Jacques-Antoine Gau (crédit d'heures pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances traitant de formation professionnelle) : retiré (p. 1503) ; *amendement n° 54* du Gouvernement (procédure des autorisations d'absence accordées par l'employeur aux salariés s'occupant de formation professionnelle) ; *sous-amendement n° 73* de M. Antoine Gissinger (autorisation d'absence pour la participation à des jurys d'examens) à l'amendement n° 54 du Gouvernement : adopté (p. 1504) ; *sous-amendement n° 77* de M. Louis Besson (maintien automatique de la rémunération en cas d'autorisation d'absence) à l'amendement n° 54 du Gouvernement : rejeté par scrutin public n° 12 (p. 1504) ; liste des votants (p. 1515, 1516) ; *amendement n° 54*, ainsi modifié : adopté (p. 1504) ; *amendement n° 14* de M. Pierre Juquin (rôle du comité d'entreprise dans la politique de formation professionnelle) : rejeté (p. 1505) ; *amendement n° 40* de la commission (pouvoir des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 1505) ; *amendement n° 55* du Gouvernement (pouvoir des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle) ; sous-amendement du Gouvernement à son amendement n° 55 (délai de trois semaines pour la communication des documents par le chef d'entreprise au comité d'entreprise) : adopté (p. 1506) ; *sous-amendement n° 78* de M. Louis Besson à l'amendement n° 55 du Gouvernement (caractère obligatoire de l'avis favorable du comité d'entreprise sur le plan de formation professionnelle) : rejeté (p. 1506) ; *amendement n° 55* du Gouvernement, ainsi modifié : adopté (p. 1506) ; *amendement n° 15* de M. Pierre Juquin (fixation à 2 p. 100 de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle) : rejeté (p. 1506) ; *amendement n° 16* de M. Pierre Juquin (conclusion des stages pratiques en entreprise par des contrats d'embauche définitive) : rejeté par scrutin public n° 13 (p. 1507) ; liste des votants (p. 1516, 1517) ; *amendement n° 17* de M. Jack Ralite (prise en compte de la formation acquise par le salarié pour sa classification et son salaire) : rejeté (p. 1507).

MM. Gissinger (Antoine), Léger (Alain), Delehedde (André), Legendre (Jacques), Ralite (Jack), Mexandeau (Louis), Brunhes (Jacques), Leblanc (Chantal), Rolland (Hector), Maillet (Raymond).

ART. 10 (article de coordination) : *amendement n° 41* de la commission (codification) : adopté (p. 1507).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption de l'article 10 ainsi modifié (p. 1507).

ART. 11 (textes d'application nécessaires et forme de leur élaboration) : *amendement n° 42* de coordination de la commission : adopté (p. 1507) ; *amendement n° 43* de coordination de la commission : adopté (p. 1507) ; *amendement n° 44* de la commission (soumission des décrets d'application à la délégation permanente du conseil national de la formation professionnelle) : adopté (p. 1508).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– adoption de l'article 11 ainsi modifié (p. 1508).

ART. 12 (article de coordination) : adopté (p. 1508).

ART. 13 (conditions d'entrée en vigueur du texte) : *amendement n° 45* de la commission (modification formelle) : adopté (p. 1508).

MM. Gissinger (Antoine).

– adoption de l'article 13 ainsi modifié (p. 1508).

SECONDE DELIBERATION :

ART. 4 : adopté en première délibération.

Article L. 930-1-7 du code du travail : amendement n° 1 de la commission (modification de la procédure d'agrément et conditions de rémunérations des salariés stagiaires) : adopté (p. 1509).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– ce texte devient l'article L. 930-1-7 du code du travail (p. 1509).

Article L. 930-1-8 du code du travail : amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article L. 930-1-8 supprimé lors de la première délibération) ; *sous-amendement n° 3* de M. Antoine Gissinger (limitation des charges incombant aux employeurs occupant moins dix salariés) : adopté (p. 1509) ; *amendement n° 2*, ainsi modifié : adopté (p. 1509).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

– le texte proposé pour l'article L. 930-1-8 du code du travail est ainsi rétabli (p. 1509).

– adoption de l'article 4 ainsi modifié (p. 1509).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Ralite (Jack)* : le rôle de la commission et sa remise en cause par le Gouvernement ; l'attitude négative du Gouvernement et de la majorité à l'égard des améliorations du projet proposées par les communistes (p. 1509) ; l'insuffisance du contenu concret du projet : la responsabilité du Gouvernement dans les difficultés des petites et moyennes entreprises ; le vote défavorable du groupe communiste (p. 1510) ;

– *M. Delehedde (André)* : la stagnation de l'effort de formation professionnelle ; la remise en cause par le Gouvernement des améliorations apportées au projet en commission ; l'abstention du groupe socialiste (p. 1510) ;

– *M. Rolland (Hector)* : l'amélioration de la condition ouvrière depuis 1958 ; l'attitude négative de l'opposition ; le vote favorable de la majorité (p. 1510) ;

– *M. Legendre (Jacques)*, (secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation chargé de la formation professionnelle) ; les nombreux amendements adoptés ; l'esprit d'ouverture du Gouvernement ; le progrès représenté par l'avenant de 1976 et le projet du Gouvernement ; la formation permanente objet d'un large consensus (p. 1511).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1511).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 juin 1978] (p. 3159).

Cadres (définition des) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3160).

Procédure d'agrément : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3160).

Salariés en congé d'enseignement : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3160).

Stages (classement des) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3159) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3161).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 juin 1978] (p. 3161).

ART. 1er A (*articles L. 900-2 et L. 940-2 du code du travail :* définition de six types d'actions de formation) : *amendement n° 34* de M. Antoine Gissinger : réservé (p. 3161) ; *amendement n° 6* de la commission (substitution du mot « stages » et au mot « actions » dans l'article 1er A) : adopté (p. 3161) ; *amendement n° 34* précédemment réservé de M. Antoine Gissinger (existence d'actions de formation autres que les stages) : rejeté

(p. 3161) ; *amendement n° 7* de la commission (suppression du mot « acquisition » dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 900-2 du code du travail) : adopté (p. 3161) ; *amendement n° 8* de la commission (faisant de la prise en charge de responsabilité accrue dans la vie associative un des objectifs de la formation profesionnelle) : adopté (p. 3162) ; *amendement n° 28* de M. Louis Besson (plaçant les stages de formation linguistique liés à l'activité professionnelle au nombre des stages de perfectionnement des connaissances) : rejeté (p. 3162).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Delehedde (André).

– article 1er A, modifié, adopté (p. 3162).

ART. 2 (*article L. 930-1 du code du travail :* définition du congé de formation et conditions d'accès) : *amendement n° 9* de la commission (accès plus facile aux stages à dominante culturelle) : rejeté (p. 3163) ; *amendement n° 10* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3163) ; *amendement n° 29* de M. André Delehedde (droit au repos compensatoire même pour les stages ne s'imputant qu'en partie sur le temps de travail) : rejeté (p. 3163) ; *amendement n° 11* de la commission (congé accordé à un salarié pour préparer un examen) : adopté (p. 3164).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Delehedde (André), Guermeur (Guy).

– article 2, modifié, adopté (p. 3164).

ART. 4 (article L. 930-1-7 du code du travail : conditions du maintien de la rémunération antérieure des salariés bénéficiaires d'un congé de formation) : *amendement n° 1* rectifié du Gouvernement (durée du maintien de la rémunération antérieure des salairés bénéficiaires d'un congé de formation portée à seize semaines ou six cents heures pour le personnel d'encadrement) : adopté (p. 3164) ; *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3164) ; texte proposé pour l'article L. 930-1-7 du code du travail modifié : adopté (p. 3164).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

Article L. 930-1-8 du code du travail : conditions dans lesquelles un employeur peut rejeter temporairement une demande de congé rémunéré) : *amendement n° 30* de M. Jacques-Antoine Gau (suppression du texte proposé pour l'article L. 930-1-8 du code du travail : rejeté (p. 3165) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3165) ; l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : devient sans objet (p. 3165).

– le texte de l'article L. 930-1-8 du code du travail modifié est adopté (p. 3166).

MM. Delehedde (André), Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Mexandeau (Louis).

Article L. 930-1-10 du code du travail : participation de l'Etat au financement des stages ouverts aux bénéficiaires de congé de formation) : adopté (p. 3166).

Article L. 930-1-11 du code du travail : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions et des délais de présentation des demandes de congés de formation) : *amendement n° 2* du Gouvernement (limite l'intervention d'une réglementation par décret au cas des travailleurs non couverts par l'avenant de 1976) : adopté (p. 3166).

– le texte de l'article L. 930-1-11 du code du travail modifié est adopté (p. 3166).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

– article 4 du projet, modifié, adopté (p. 3166).

ART. 5 (article L. 930-1-12 du code du travail) : droit de certains salariés à une autorisation d'absence d'une durée maximale d'un an pour dispenser un enseignement technologique relevant de leur spécialité professionnelle) : adopté (p. 3166).

ART. 6 (article L. 930-2 du code du travail : droit à congé rémunéré pendant leurs deux premières années de présence dans une branche, pour les salariés de moins de vingt ans non titulaires d'un diplôme professionnel ou d'un contrat de travail prévoyant une formation professionnelle) : *amendement n° 35* de M. Antoine Gissinger (suppression de la référence aux deux premières années de présence dans la branche, dans l'article L. 930-1-2) : retiré (p. 3167) ; amendement du Gouvernement (application de l'article L. 930-2 à certains jeunes salariés dans leurs deux premières années d'activité professionnelle) : adopté (p. 3167) ; *amendement n° 14* de la commission (droit des jeunes salariés visés par l'article L. 930-2 à des stages du type de ceux définis à l'article L. 900-2) : adopté (p. 3167) ; *amendement n° 15* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3167).

– article 6 modifié adopté (p. 3167).

MM. Gissinger (Antoine), Berger (Henry), Legendre (Jacques).

ART. 6 *bis* (possibilité pour les employeurs d'imputer sur leur participation obligatoire à la formation professionnelle les dépenses prises en charge en application des articles L. 930-1 et L. 930-2 du code du travail) : *amendement n° 3* corrigé du Gouvernement (introduction

dans le code du travail des dispositions de l'article 6 *bis*) : adopté (p. 3167) ; *amendement n° 16* de la commission (rendant automatique l'imputation prévue par l'article 6 *bis*) : adopté (p. 3167):

– article 6 bis modifié adopté (p. 3167).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

ART. 8 (conditions de l'agrément par l'Etat des stages de formation professionnelle et de la participation de l'Etat à la rémunération des stagiaires) : *amendement n° 17* de la commission (conditions de l'association des partenaires sociaux à la procédure d'agrément des stages de plus de cent soixante heures) : adopté (p. 3168) ; *amendement n° 18* de la commission (agrément prioritaie des stages proposés par les établissements publics d'éducation ou de formation) : adopté (p. 3186).

– article 8 modifié adopté (p. 3168).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques), Delehedde (André).

ART. 9 (article L. 960-3 du code du travail : participation de l'Etat à la rémunération des salariés bénéficiant de stages agréés) : *amendement n° 19* de la commission (modalités de participation de l'Etat à la rémunération du personnel d'encadrement bénéficiant des dispositions de l'article L. 930-1-7) : adopté (p. 3169) ; *amendement n° 20* de la commission (formel) : adopté (p. 3169) ; *amendement n° 4* du Gouvernement (possibilité pour l'Etat de verser sa participation à la rémunération des stagiaires avant que l'entreprise ait rempli ses obligations) ; *sous-amendement n° 26* de la commission (formel) : rectifié et adopté (p. 3169) ; *amendement n° 4* modifié : adopté (p. 3169) ; texte de l'article L. 960-3 du code du travail modifié : adopté (p. 3169).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

(Article L. 960-5 du code du travail : rémunération des bénéficiaires de stages agréés inscrits comme demandeurs d'emploi) : *amendement n° 21* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3169) : texte de l'article L. 960-5 du code du travail modifié : adopté (p. 3169).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

Article L. 960-6 du code du travail : rémunération des travailleurs non salariés bénéficiant d'un stage agréé) : adopté (p. 3169).

Article L. 960-7 du code du travail : remboursement total ou partiel des frais de transport des stagiaires rémunérés par l'Etat) : adopté (p. 3169).

Article L. 960-8 du code du travail : statut des fonds d'assurance-formation) : *amendement n° 27* du Gouvernement (reversement au Trésor des fonds non utilisés et des dépenses non admises par les agents commissionnés visés à l'article L. 950-8 du code du travail) : adopté (p. 3170) ; texte de l'article L. 960-8 du code du travail modifié : adopté (p. 3170).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

Article L. 960-9 du code du travail : mission et organisation des fonds d'assurance-formation) : *amendement n° 22* de la commission (formel) : adopté (p. 3170) ; texte de l'article L. 960-9 du code du travail modifié : adopté (p. 3170).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

Article L. 960-10 du code du travail : possibilité pour les travailleurs indépendants et les professions libérales de créer des fonds d'assurance-formation) : adopté (p. 3170).

– article 9 du projet modifié adopté (p. 3170).

ART. 9 *bis* A (article L. 980-4 du code du travail : application de l'article L. 416-2 du code de sécurité sociale aux stagiaires de la formation professionnelle à l'exception des fonctionnaires et des stagiaires continuant à relever du régime des salariés agricoles) : *amendement n° 23* de la commission (suppression de l'article 9 *bis* A) : adopté (p. 3170).

– article 9 bis A supprimé (p. 3170).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

ART. 9 *bis* (article L. 990-8 du code du travail : autorisation d'absences rémunérées pour les salariés désignés pour siéger dans un comité traitant de problèmes d'emploi ou de formation) : *amendement n° 5* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3171).

– article 9 bis modifié adopté (p. 3171).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

ART. 9 *ter* A (protection sociale des salariés désignés pour siéger dans un comité traitant de problèmes d'emploi ou de formation) : *amendement n° 32* du Gouvernement (intervention d'un décret fixant les modalités de la protection sociale des salariés désignés pour siéger dans un comité traitant de problèmes d'emploi ou de formation) : adopté (p. 3171) ; *amendement n° 33* du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 3171) ; *amendement n° 38* du Gouvernement (protection sociale des salariés agricoles désignés pour siéger dans un comité

traitant de problèmes d'emploi ou de formation) : adopté (p. 3171).

– article 9 ter A modifié adopté (p. 3171).

MM. Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

ART. 9 *ter* (consultation du comité d'entreprise sur le plan de formation du personnel de l'entreprise) : *amendement n° 25* de la commission (communication sur leur demande aux délégués syndicaux des documents d'information fournis aux comités d'entreprise) : adopté (p. 3172).

– article 9 ter modifié adopté (p. 3172).

MM. Gissinger (Antoine), Legendre (Jacques).

ART. 13 (modalités d'entrée en vigueur des articles 8, 9, 9 *bis*, 9 *ter* à 12) : adopté (p. 3172).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Mme Leblanc (Chantal)* : vote hostile au projet du groupe communiste (p. 3172).

– *M. Delehedde (André)* : abstention du groupe socialiste (p. 3172).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 3172).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [1er juillet 1978] (p. 3792).

Personnel d'encadrement (définition du) : *MM. Berger (Henry)*, (p. 3792) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3792).

Stagiaires (accident du travail des) : *M. Berger (Henry)*, (p. 3792).

DISCUSSION DES ARTICLES [1er juillet 1978] (p. 3792).

ART. 1er *A*, ART. 4, ART. 6, ART. 8, ART. 9 *bis* : supprimé, ART. 9 *ter*.

M. Kalinsky (Maxime).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3793).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 740** SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA PROMOTION SOCIALE DANS LE CADRE DE L'EDUCATION PERMANENTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 novembre 1978 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger.

3. – PROJET DE LOI **n° 1121** RELATIF AUX FORMATIONS PROFESSIONNELLES ALTERNEES ORGANISEES EN CONCERTATION AVEC LES MILIEUX PROFESSIONNELS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 juin 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. – Urgence déclarée le 24 avril 1980. – Renvoi à la commission des affaires cuslturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [21 juin 1979]. – Rapport **n° 1658** [24 avril 1980]. – Discussion les 29 et 30 avril 1980. – Deuxième délibération (article 2). – Adoption le 30 avril 1980. – Projet de loi **n° 285.**

SENAT (première lecture), n° 240 (1979-1980). Dépôt le 6 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 300 (1979-1980). – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Pierre Sallenave. – Avis n° 290 (1979-1980). – Discussion le 11 juin 1980. – Adoption le 11 juin 1980. – Projet de loi n° 74 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1799.** Dépôt le 12 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE.

Composition :

[*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Bureau : [*J.O.* du 20 juin 1980] (p. 1524).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Francisque Perrut [*J.O.* du 20 juin 1980] (p. 1524). – Rapport **n° 1812** [19 juin 1980]. – Discussion le 25 juin 1980. – Adoption le 25 juin 1980. – Projet de loi **n° 328.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 322 (1979-1980). – Discussion le 26 juin 1980. – Adoption définitive le 26 juin 1980. – Projet de loi n° 99 (1979-1980).

Loi n° 80-526 du 12 juillet 1980, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1980 (p. 1756).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – A.N.

1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : Art. 2 *bis* (A.N. 1).
Loi, article **4** : Art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : Art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : Art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : Art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : Art. 6 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : Art. 6 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : Art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : Art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : Art. 8 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : Art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : Art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **15** : Art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **16** : Art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : Art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : Art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : Art. 14 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **20** : Art. 14 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **21** : Art. 15 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : Art. 16 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : Art. 16 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : Art. 16 *quater* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **25** : Art. 16 *quinquies* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **26** : Art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : Art. 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : Art. 18 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **29** : Art. 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **30** : Art. 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : Art. 20 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **32** : Art. 20 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **33** : Art. 20 *quater* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** : Art. 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 avril 1980].

Question préalable de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)*, (p. 793, 795, 796) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 795, 796) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 796).

Rejet par scrutin public n° 377 (p. 796).

Accoutumance au chômage : *Séguin (Philippe)*, (p. 804) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 804).

Alternance dans l'université : *Gissinger (Antoine)*, (p. 814, 815) ; *Royer (Jean)*, (p. 820) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 826).

Apprentissage (Perrut (Francisque), (p. 791, 793) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 800) ; *Delehedde (André)*, (p. 802) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 814) ; Renard (Roland), (p. 817) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 825).

Champ d'application du projet : *Perrut (Francisque)*, (p. 792) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 796, 826) ; *Birraux (Claude)*, (p. 800) ; *Royer (Jean)*, (p. 820).

Collectif budgétaire pour l'éducation : *Delehedde (André)*, (p. 803) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 806).

Commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage : *Séguin (Philippe)*, (p. 803).

Compagnonnage : *Gissinger (Antoine)*, (p. 814).

Contrat emploi-formation : *Perrut (Francisque)*, (p. 791) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 800) ; *Gissinger (Pierre)*, (p. 814) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 818) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 826).

Contrat de travail à durée déterminée : *Delehedde (André)*, (p. 803) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 816).

Crise du système éducatif : *Mexandeau (Louis)*, (p. 794, 795) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 819).

Débat général d'orientation sur l'emploi : *Séguin (Philippe)*, (p. 804).

Durée du travail : *Séguin (Philippe)*, (p. 804).

Echecs scolaires : *Perrut (Francisque)*, (p. 790) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 805) ; *Revet (Charles)*, (p. 811).

Ecoles professionnelles : *Royer (Jean)*, (p. 820).

Education continue : *Derosier (Bernard)*, (p. 811, 812) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 820).

Effectifs scolaires : *Mexandeau (Louis)*, (p. 794).

Enseignement technique et professionnel : *Perrut (Francisque)*, (p. 791) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 805) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 813) ; *Delehedde (André)*, (p. 802) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 819) ; *Royer (Jean)*, (p. 821) ; *Beullac (Christian)*, (p. 824) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 825).

Evénements à l'université de Caen : *Mexandeau (Louis)*, (p. 793, 794).

Expériences étrangères d'alternance : *Gissinger (Antoine)*, (p. 814) ; *Royer (Jean)*, (p. 820).

Formation alternée dans l'industrie : *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 824).

Formation professionnelle : *Perrut (Francisque)*, (p. 790, 791, 793) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 797) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 798) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 798, 799, 800) ; *Delehedde (André)*, (p. 802) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 811) ; *Beullac (Christian)*, (p. 822).

Formation professionnelle en Allemagne : *Birraux (Claude)*, (p. 800).

Importations de produits industriels : *Zarka (Pierre)*, (p. 798).

Inadaptation du système éducatif au marché du travail : *Perrut (Francisque)*, (p. 790) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 796) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 798) ; *Birraux (Claude)*, (p. 800) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 816) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 818) ; *Royer (Jean)*, (p. 821).

Indemnisation du chômage : *Séguin (Philippe)*, (p. 804).

Jacques Delors (opinion sur l'enseignement alterné) : *Séguin (Philippe)*, (p. 796).

Liberté de l'enseignement : *Séguin (Philippe)*, (p. 795).

Lycées d'enseignement professionnel : *Legendre (Jacques)*, (p. 797) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 800) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 805) ; *Beullac (Christian)*, (p. 823).

Maisons familiales rurales : *Perrut (Francisque)*, (p. 793) ; *Revet (Charles)*, (p. 811) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 820) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 819).

Pactes nationaux pour l'emploi : *Perrut (Francisque)*, (p. 791) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 797) ; *Delehedde (André)*, (p. 802) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 816) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 819) ; *Royer (Jean)*, (p. 820).

Propositions de loi de M. Revet et de M. Labbé sur l'alternance : *Perrut (Francisque)*, (p. 793) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 796) ; *Delehedde (André)*, (p. 801) ; *Revet (Charles)*, (p. 811) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 817) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 819).

Quart-monde : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 798) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 826).

Quota-alternance : *Perrut (Francisque)*, (p. 793) ; *Legendre (Jacques)* ; *Birraux (Claude)*, (p. 800) ; *Delehedde (André)*, (p. 803).

Recyclage des enseignants : *Mexandeau (Louis)*, (p. 823).

Réemploi des salariés âgés : *Séguin (Philippe)*, (p. 804).

Réforme de l'ANPE : *Séguin (Philippe)*, (p. 804).

Sections d'éducation spécialisée : *Brunhes (Jacques)*, (p. 805).

Ségrégation sociale : *Brunhes (Jacques)*, (p. 805) ; *Revet (Charles)*, (p. 811) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 816).

Stages pratiques en entreprise : *Perrut (Francisque)*, (p. 791) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 800).

Travail manuel : *Gissinger (Antoine)*, (p. 815).

Travail temporaire : *Delehedde (André)*, (p. 803) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 816).

Valeur pédagogique de l'alternance : *Perrut (Francisque)*, (p. 792) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 797) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 798) ; *Birraux (Claude)*, (p. 800) ; *Delehedde (André)*, (p. 802) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 821) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 823) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 813, 814, 815) ; *Royer (Jean)*, (p. 821).

DISCUSSION DES ARTICLES [29 avril 1980] (p. 827).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 21* de M. Maurice Andrieux (place de la formation alternée et de la formation initiale assurée par les établissements d'enseignement public) : rejeté (p. 828).

ART. 1er (définition et objet des formations professionnelles alternées). Inscrit : *Antoine Gissinger*, (p. 828) ; *amendement n° 51* de la commission (contenu de l'enseignement alterné – obligation pour les entreprises de disposer de responsables de formation) : adopté (p. 829) ; *amendement n° 22* de M. Maurice Andrieux (suppression de la référence aux établissements privés) : devenu sans objet (p. 829) ; *amendement n° 27* rectifié de M. Maurice Andrieux (contrôle du programme et de la progression des formations) : rejeté (p. 829) ; *amendement n° 52* de la commission (définition des programmes de formation) : adopté (p. 829) ; *amendement n° 23* de M. Maurice Andrieux (objectifs de la période de formation) : rejeté (p. 830) ; *amendement n° 24* de M. Maurice Andrieux (principe de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans) :

rejeté (p. 830) ; *amendement n° 25* de M. Maurice Andrieux (garanties attachées au contrat de travail) rejeté (p. 830).

– Article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 830).

[30 avril 1980].

ART. 2 (champ d'application du projet). Inscrit : *Gilbert Gantier,* (p. 834) ; *amendement n° 103* du gouvernement (notion « d'attestation de qualification ») : adopté (p. 835) ; *amendements* identiques *n° 54* de la commission et *n° 98* de M. Maurice Andrieux (amendements de conséquence) : adoptés (p. 835) ; *amendement n° 92* de M. Charles Revet (possibilité d'une formation en alternance dès l'âge de 14 ans) : adopté (p. 836).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 836).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 55* de la commission (qualité de la formation professionnelle alternée) : adopté (p. 837) ; *amendement n° 14* de M. Hubert Voilquin (qualité de l'enseignement donné par la formation professionnelle alternée) : retiré (p. 837).

ART. 3 (mise en œuvre des formations professionnelles alternées – commission des relations avec les professions) : *amendement n° 28* de M. Maurice Andrieux (suppression de la commission des relations avec les professions) : rejeté (p. 837) ; *amendement n° 56* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 837) ; *amendement n° 57* de la commission (composition de la commission des relations avec les professions) : adopté (p. 837) ; *amendement n° 58* de la commission (compétences de la commission des relations avec les professions) : adopté (p. 837) ; *amendement n° 29* de M. Maurice Andrieux (suppression du dernier alinéa de l'article 3) : devenu sans objet (p. 837) ; *amendement n° 59* de la commission (formel) : adopté (p. 838).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 838).

ART. 4 (fixation par décret des durées respectives de l'enseignement théorique et de la formation alternée) : *amendement n° 30* de M. Maurice Andrieux (répartition du temps entre enseignement théorique et formation pratique) : rejeté (p. 838) ; *amendement n° 60* de la commission (consultation du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ou de sa délégation permanente) : adopté (p. 838).

Ce texte devient l'article 4 (p. 838).

ART. 5 (contrôle de l'Etat sur les formations professionnelles alternées) : *amendement n° 61* de la commission (compétences du ministre chargé de la formation professionnelle) : adopté (p. 839).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 839).

ART. 6 (consultation du comité d'entreprise sur le mode de déroulement des formations alternées dans l'entreprise) : *amendement n° 32* de M. Maurice Andrieux (accroissement du rôle des élus du personnel) : rejeté (p. 839) ; *amendement n° 62* de la commission (compétences des représentants des salariés) : adopté (p. 839) ; *amendement n° 63* de la commission (compétences des représentants des salariés vis-à-vis des formations alternées) : adopté (p. 840).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 840).

ART. 7 (formations alternées dispensées aux stagiaires de la formation professionnelle) : *amendement n° 64* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 840).

– article 7 adopté (p. 840).

ART. 8 (habilitation de l'organe effectuant la formation). Inscrit : *Antoine Gissinger,* (p. 840) ; *amendement n° 34* de M. Maurice Andrieux (nature de l'autorité administrative chargée de donner l'habilitation) : rejeté (p. 841) ; *amendements* identiques *n° 15* rectifié de M. Hubert Voilquin et *n° 93* de M. Charles Revet (notions d'« autorité administrative ») : retiré (p. 841) ; *amendement n° 65* de la commission (procédure d'habilitation) : rejeté (p. 841) ; amendement verbal du gouvernement (délai d'un mois) : adopté (p. 842) ; *amendement n° 66* de la commission (liste des critères susceptibles de fonder l'octroi de l'habilitation) : *sous-amendement n° 104* de M. Maurice Andrieux (maintien dans leur emploi des jeunes précédemment embauchés selon la formule des formations professionnelles alternées) : rejeté (p. 842) ; *amendement n° 66* de la commission : rejeté (p. 842) ; *amendement n° 35* de M. Maurice Andrieux (maintien dans leur emploi des jeunes embauchés selon la formule des formations professionnelles alternées) : devenu sans objet (p. 842) ; *amendement n° 67* de la commission (champ d'application des dispositions concernant l'accueil des stagiaires dans les entreprises – exclusion des entreprises de travail temporaire) : adopté (p. 842).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 842).

APRES l'ART. 8 : *amendement n° 87* de M. Antoine Gissinger (procédure spécifique de délivrance des habilitations pour les départements d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 843).

ART. 9 (conventions passées entre l'organisme chargé de la formation et l'entreprise) : *amendement n° 68* de la commission (coordination) : adopté (p. 843) ; *amendement n° 36* de M. Maurice Andrieux (conventions passées

entre l'établissement et l'entreprise) devenu sans objet (p. 843) ; *amendement n° 37* de M. Maurice Andrieux (contenu de la convention) : devenu sans objet (p. 843) ; *amendement n° 69* de la commission (contenu de la convention) : adopté (p. 843) ; *amendement n° 70* de la commission (conditions de surveillance médicale des stagiaires) : rejeté (p. 843).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 843).

APRES l'ART. 9 : *amendement n° 38* de M. Maurice Andrieux (garantie d'un emploi stable à l'issue de la formation) : rejeté (p. 844).

ART. 10 (dispositions du code du travail applicable aux stagiaires). Inscrit : *Antoine Gissinger*, (p. 844).

– article 10 adopté (p. 844).

ART. 11 (assurance obligatoire à la charge des entreprises pendant la durée de la formation appliquée) : adopté (p. 844).

ART. 12 (rémunération des stagiaires) : *amendement n° 72* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 844).

Ce texte devient l'article 12.

ART. 13 (protection sociale des stagiaires) : *amendement n° 73* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 844).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 844).

ART. 14 : réservé (p. 856).

APRES l'ART. 14 : *amendement n° 43* de M. Maurice Andrieux (acquisition d'une qualification, maintien de la rémunération du stagiaire) : rejeté (p. 856) ; *amendement n° 102* du Gouvernement (contrat de travail spécifique pour les jeunes salariés désireux de bénéficier d'une formation alternée) : adopté (p. 857).

ART. 14 précédemment réservé (contrat de travail pour le salarié recevant une formation alternée) : *amendement n° 84* du gouvernement (suppression du caractère particulier du contrat) : devenu sans objet (p. 857) ; *amendement n° 40* de M. Maurice Andrieux (contrat à durée indéterminée) : rejeté (p. 857) ; *amendement n° 41* de M. Maurice Andrieux (conséquences du contrat) : rejeté (p. 857) ; *amendement n° 85* du gouvernement (contenu du contrat) : adopté (p. 858) ; *amendement n° 1* corrigé du gouvernement (limite d'âge, durée du contrat) : devenu sans objet (p. 858) ; *amendement n° 42* de M. Maurice Andrieux (suppression des conditions relatives au contrat d'apprentissage) : rejeté (p. 858) ; *amendement n° 86* du gouvernement (contrat d'emploi formation) : adopté (p. 858).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 858).

ART. 15 (application de la notion d'absence simultanée) : *amendement n° 77* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 858).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 858).

APRES l'ART. 15 : *amendement n° 78* de la commission (contrat de formation alternée) : adopté avec modification (p. 859) ; *amendement n° 88* de M. Antoine Gissinger (dispositions applicables en Alsace et Moselle) : retiré (p. 859).

ART. 16 (convention entre l'employeur et l'établissement de formation) : *amendement* de suppression *n° 79* de la commission : devenu sans objet (p. 859) ; *amendement n° 44* de M. Maurice Andrieux (parties à la convention) : rejeté (p. 859) ; *amendement n° 45* de M. Maurice Andrieux (négociation de la convention) : rejeté (p. 859).

– article 16 adopté (p. 859).

APRES l'ART. 16 : *amendement n° 2* du gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 859) ; *amendement n° 80* de la commission (établissement par le préfet de la liste des établissements chargés de la formation) ; *sous-amendement n° 101* de M. Charles Revet (conditions de fonctionnement des établissements définies par décret) : retiré (p. 860) ; *amendement n° 80* adopté (p. 860) ; *amendement n° 94* de M. Charles Revet (conditions de fonctionnement des établissements assurant les formations alternées) : retiré (p. 860).

ART. 17 (augmentation du taux de la taxe d'apprentissage). Inscrit : *M. Gissinger (Antoine)*, (p. 860) ; *amendement n° 46* de M. Maurice Andrieux (taux de la taxe d'apprentissage) : rejeté (p. 861).

– article 17 adopté (p. 861).

ART. 18 (quota de la taxe professionnelle affecté aux formations alternées) : *amendement n° 81* de la commission (limitation du quota) : retiré (p. 862) ; *amendement n° 3* du gouvernement (répartition des contributions des entreprises entre l'apprentissage et l'alternance) : adopté avec modification (p. 862).

– ce texte devient l'article 18 (p. 862).

APRES L'ART. 18 : *amendement n° 82* de la commission (conditions d'application des dispositions financières aux départements d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 862) ; *amendement n° 90* de M. Antoine Gissinger (procédure de mise en œuvre des textes d'application de la loi en Alsace et Moselle) : retiré (p. 862).

ART. 19 (nature des dépenses considérées comme libératoires de l'obligation de participer au financement de l'enseignement par

alternance) : *amendement n° 83* de la commission (conditions dans lesquelles les redevables peuvent se libérer de l'obligation nouvelle de l'article 18 ; *sous-amendement n° 99* de M. Francisque Perrut à l'*amendement n° 83* de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 864) ; *amendement n° 83* rejeté (p. 864) ; *amendement n° 4* du gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 864) ; *amendements* identiques *n° 18* de M. Hubert Voilquin et *n° 96* de M. Charles Revet (concours financier aux centres assurant la formation des enseignants) : retirés (p. 864) ; *amendement n° 19* de M. Hubert Voilquin (application de la loi aux non salariés) : rejeté (p. 865) ; *amendement n° 5* du gouvernement (versement du trésor) : adopté (p. 865).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 865).

APRES L'ART. 19 : *amendement n° 91* de M. Antoine Gissinger (limitation des possibilités d'exonération des versements au Trésor) : retiré (p. 865).

ART. 20 (participation de l'Etat au financement des formations alternées) : *amendement* de suppression *n° 49* de M. Maurice Andrieux : rejeté (p. 865).

– article 20 adopté (p. 865).

APRES L'ART. 20 : *amendement n° 6* du gouvernement (entrée en vigueur des dispositions financières) : adopté (p. 865) ; *amendement n° 7* rectifié du gouvernement (dispositions financières provisoires) : adopté (p. 866) ; *amendement n° 8* du gouvernement (avantages accordés aux salariés engagés dans l'alternance) : adopté (p. 866).

ART. 21 (codification) : adopté (p. 866).

TITRE : *amendement n° 50* de M. Maurice Andrieux (modification du titre) : retiré (p. 866).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI [30 avril 1980] (p. 866).

ART. 2 : *amendement n° 1* du gouvernement (suppression du second alinéa de l'article 2) : adopté au scrutin public n° 378 (p. 867).

EXPLICATIONS DE VOTE [30 avril 1980] (p. 866)

Alternance : *Boulay (Daniel)*, (p. 876).

Chômage des jeunes : *Mexandeau (Louis)*, (p. 868).

Enseignement par alternance à l'étranger : *Gissinger (Antoine)*, (p. 868).

Précarité de l'emploi : *Boulay (Daniel)*, (p. 867).

Système éducatif et système de production : *Boulay (Daniel)*, (p. 867).

Université : *Gissinger (Antoine)*, (p. 868).

Vote favorable du groupe de l'UDF : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 868).

Vote hostile du groupe socialiste : *Mexandeau (Louis)*, (p. 869).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 869).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1980] (p. 2283)

Alternance (financement) : *Legendre (Jacques)*, (p. 2285, 2286) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2282).

Apprentissage : *Legendre (Jacques)*, (p. 2285) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2284).

Chômage des jeunes : *Boulay (Daniel)*, (p. 2283).

Formation professionnelle : *Perrut (Francisque)*, (p. 2282).

Patronat : *Delehedde (André)*, (p. 2283).

Précarité de l'emploi : *Delehedde (André)*, (p. 2284) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 2285) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 2283).

Université : *Legendre (Jacques)*, (p. 2285) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 2284) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2284).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2286)

Article 1er, article 2, article 3, article 4, article 5, article 6, article 6 *bis*, article 6 *ter*, article 7, article 8, article 8 *bis*, article 9, article 10, article 11, article 13, article 14, article 14 *bis* A, article 14 *bis*, article 15 *bis*, article 16 *bis*, article 16 *ter*, article 16 *quater*, article 16 *quinquiès*, article 18, article 19, article 20.

ART. 20 *ter* : *amendement n° 1* du Gouvernement (imputation provisoire des dépenses consacrées au financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) : adopté (p. 2288).

– ce texte devient l'article 20 *ter*.

ART. 21.

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, ainsi modifié (p. 2288).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1464** RELATIVE AUX FORMATIONS PROFESSIONNELLES ALTERNEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Charles Revet et plusieurs de ses collègues. – Urgence déclarée le 24 avril 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Francisque Perrut [20 décembre 1979].

5. – PROJET DE LOI **n° 2210** RELATIF A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SECTEUR DES METIERS. Lettre rectificative, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 novembre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Morellon [11 décembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [9 décembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Charles Haby [11 décembre 1980].

Voir AGRICULTURE. 3 ; ASSOCIATIONS. 1 ; CHOMAGE. 3 ; COMMERCE DE DETAIL. 1, 2 ; CONCHYLICULTURE. 1 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 3 ; EDUCATION PERMANENTE. 1 ; ELUS LOCAUX. 1 ; EMPLOI. 2, 10 ; ENSEIGNANTS. 2 ; ENSEIGNEMENT AGRICOLE. 1 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 6 ; FAMILLE. 5, 8 ; FEMME (condition de la), 1, 3 ; FEMMES. 1, 4 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA. – Commerce et artisanat ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 15. – (deuxième partie), Commerce et artisanat. – Défense. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : fonction publique. – Travail et participation : travailleurs immigrés ; LOIS DE FINANCES. 6 (Article 21) ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, 4, 5 ; PLAN. 3 ; SERVICE NATIONAL. 2 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1 ; TRAVAILLEURS FRONTALIERS. 1, 2, 3 ; VEUVES. 1.

FOS (Sidérurgie)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 310, 329.

– **Usine de –**. *Voir* INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 3.

FOUGERES

Voir ENGRAIS ET AMENDEMENTS. 1.

FOYERS D'ACCUEIL

Voir FEMMES. 2.

FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 414.

FRAIS D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT DES IMPOTS ET COTISATIONS SOCIALES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

FRAIS DE DEPLACEMENT DEDUCTIBLES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

FRAIS DE GARDE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

– **Déduction pour –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 2, amendements 90, 162.

FRAIS DE JUSTICE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

FRAIS GENERAUX DES ENTREPRISES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 14, amendements 74, 99, 100, 101, Article 14 ; Commission mixte paritaire.

FRAIS PROFESSIONNELS (Déduction pour –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 4, amendements 38 et 138 ; (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 64.

FRANC

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10, Discussion générale (deuxième partie), Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 475, 554, 689, 821.

FRANC-ELEVE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

FRANC VERT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 32.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 4** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS FRAUDULEUSES DANS LESQUELLES A ETE APPLIQUEE LA LOI DU 19 JUILLET 1977 RELATIVE AU VOTE DES FRANÇAIS RESIDANT A L'ETRANGER, Assemblée nationale. Dépôt le 5 avril 1978 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [11 mai 1978]. – Rapport **n° 373** [8 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 122** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE SUR LA GESTION DES SERVICES PUBLICS CHARGES DE LA MISE EN ŒUVRE, A L'OCCASION DES ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978, DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 77-805 DU 19 JUILLET 1977 RELATIVE AU VOTE DES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Assemblée nationale. Dépôt le 20 avril 1978 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tiberi [11 mai 1978]. – Rapport **n° 375** [8 juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 351** RELATIVE AU VOTE DES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [29 juin 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 809** RELATIVE A L'ELECTION DE DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 décembre 1978 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [5 avril 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 863** RELATIVE A L'ELECTION DE DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Alain Vien et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [5 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1659** TENDANT A DETERMINER LES MESURES REGULARISANT LA SITUATION DES PERSONNELS DES EX-CONCESSIONS FRANÇAISES EN CHINE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Colombier [14 mai 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1692** TENDANT A ETENDRE LA PROTECTION SOCIALE DES FRANÇAIS A L'ETRANGER, Sénat (première lecture) n° 133 (1979-1980). Dépôt le 19 décembre 1979 par M. Jean-Pierre Cantegrit et plusieurs de ses collègues, sous le titre « Proposition de loi relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger ». N° 182 (1979-1980). Dépôt le 26 février 1980 par M. Jean-Pierre Cantegrit sous le titre « Proposition de loi accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité ». – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Cantegrit. – Rapport n° 199 (1979-1980) [9 avril 1980], commun aux propositions de loi n°s 133 et 182 (1979-1980). – Discussion le 7 mai 1980. – Adoption le 7 mai 1980. – Nouveau titre :

« Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger ». – Proposition de loi n° 59 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1692.** Dépôt le 7 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Didier Bariani [22 mai 1980]. – Rapport **n° 1766** [29 mai 1980]. – Discussion le 3 juin 1980. – Adoption le 3 juin 1980. – Proposition de loi **n° 311.**

SENAT (deuxième lecture) n° 286 (1979-1980). Dépôt le 4 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Cantegrit. – Rapport n° 310 (1979-1980) [12 juin 1980]. – Discussion le 18 juin 1980. – Adoption définitive le 18 juin 1980. – Proposition de loi n° 91 (1979-1980).

Loi n° 80-471 du 27 juin 1980 publiée au *J.O.* du 28 juin 1980 (p. 1603).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **2** : art. 2 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **3** : art. 3 (S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **4** : art. 4 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **5** : art. 4 *bis* (A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **6** : art. 5 (S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **7** : art. 6 (S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 juin 1980] (p. 1513)

Assurance volontaire : *Bariani (Didier)*, (p. 1513) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 1516).

Chômage (indemnisation) : *Bariani (Didier)*, (p. 1513) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Commerce extérieur : *Barrot (Jacques)*, (p. 1516) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1514).

Coopérants : *Godfrain (Jacques)*, (p. 1516) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Cotisations (calcul des) : *Barrot (Jacques)*, (p. 1517) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Fonds d'action sanitaire et sociale : *Bariani (Didier)*, (p. 1514) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 1517).

Handicapés : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Loi Armingaud : *Barrot(Jacques)*, (p. 1516) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Loi de 1976 : *Barrot (Jacques)*, (p. 1517).

Non salariés (couverture sociale des) : *Bariani (Didier)*, (p. 1513) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 1517).

Prestations familiales : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 1514).

Protection sociale (généralisation) : *Bariani (Didier)*, (p. 1513) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Rachat des cotisations (délai) : *Barrot (Jacques)*, (p. 1516) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 1516).

Régime des Français à l'étranger (excédent du) : *Legrand (Joseph)*, (p. 1514).

Retraite complémentaire : *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 1514).

Retraités : *Bariani (Didier)*, (p. 1513, 1514) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 1515).

Risque maladie : *Barrot (Jacques)*, (p. 1517).

Sécurité sociale (financement : *Bariani (Didier)*, (p. 1514).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1518)

ART. 1er : codification : adopté (p. 1518).

ART. 2 : assurance volontaire des non salariés :

Art. L. 778-1 du code de la sécurité sociale : champ d'application : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-2 du code de la sécurité sociale : conditions d'adhésion et droit aux prestations : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-5 du code de la sécurité sociale : unité comptable des régimes des salariés et des non salariés pour les prestations en nature d'assurances maladie, maternité : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-6 du code de la sécurité sociale : organisme de gestion : adopté (p. 1518).

– article 2 adopté (p. 1518).

ART. 3 : assurance volontaire des pensionnés des régimes français de retraite :

Art. L. 778-7 du code de la sécurité sociale : champ d'application : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-8 du code de la sécurité sociale : conditions d'adhésion et droit aux prestations : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-9 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture : adopté (p. 1518).

Art. L. 778-10 du code de la sécurité sociale : cotisation des assurés : *amendement n° 2* de M. Didier Bariani (assiette des cotisations et recouvrement des cotisations) adopté (p. 1519).

– article L. 778-10 de code de la sécurité sociale, ainsi modifié, adopté (p. 1519).

Art. L. 778-11 du code de la sécurité sociale : unité comptable et solidarité financière des régimes : adopté (p. 1519).

Art. L. 778-12 du code de la sécurité sociale : organisme de gestion : adopté (p. 1519).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 1519).

ART. 4 : assurance volontaire des non salariés agricoles :

Art. 1263-6 du code rural : champ d'application : adopté (p. 1519).

Art. 1263-7 du code rural : dispositions réglementaires : adopté (p. 1519).

– article 4 adopté (p. 1519).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 3* de M. Didier Bariani (adhésion des titulaires d'un avantage de retraite au titre d'un régime français à l'assurance volontaire contre la maladie et les charges de la maternité : adopté (p. 1519).

ART. 5 : dispositions transitoires : adopté (p. 1519).

ART. 6 : texte d'application : adopté (p. 1519).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1519).

8. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1826** RELATIVE A L'ELECTION DES DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS A L'ETRANGER, SELON LE MODE DE REPRESENTATION PROPORTIONNELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 juin 1980 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [9 octobre 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1855** TENDANT A L'ELECTION DES DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS DE L'ETRANGER, SELON LE MODE DE REPRESENTATION PROPORTIONNELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [9 octobre 1980].

10. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 2252** RELATIVE A L'ELECTION DES DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE ET TENDANT A MODIFIER LA LOI n° 76-97 DU 31 JANVIER 1976 SUR LE VOTE DES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE POUR L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1981 par M. Gabriel Péronnet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. – PROPOSITION DE LOI **n° 2288** RELATIVE A L'ELECTION DES DEPUTES REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Gabriel Péronnet. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 6.

FRANÇAIS MUSULMANS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 et 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

FRANCE (Paquebot)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

FRANCE INFORMATION LOISIRS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 413.

FRANCE-REGIONS 3

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 394.

FRANCOPHONIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10, 14 ; LANGUE FRANÇAISE. 1, 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Report d'une conférence des ministres des affaires étrangères à Dakar.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 972.

FRAUDE

Voir BOISSONS. 2 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; PRIX. 1.

FRAUDE ELECTORALE

Voir ELECTIONS (LEGISLATION). 18 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 730, 731, 742 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 329.

FRAUDE FISCALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 71** RELATIVE AUX DELAIS DONT DISPOSE L'ADMINISTRATION POUR EFFECTUER CERTAINS CONTROLES FISCAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Edouard Frédéric-Dupont. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir ADMINISTRATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Article 65, avant l'article 71 ; Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; Articles et articles additionnels non rattachés, Articles 58, 60, 65, 66, 67, 68 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 67, 74, 76 et 77 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Avant l'article 5 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

FRAUDES

Voir BANQUES. 2 ; BOISSONS. 1, 2 ; CREANCES. 1.

FR3 (Aquitaine)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 603.

FREJUS (Tunnel)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 353, 795.

FREQUENCE-NORD

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 405.

FROMAGERIE BOURDIN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

FRONT POLISARIO

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération.

FRONTALIERS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille (p. 6858).

FRONTIERES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 34.

FRUITS A CIDRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 884.

FRUITS ET LEGUMES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1972** TENDANT A PROMOUVOIR LES PRODUCTIONS FRUITIERES ET LEGUMIERES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Fernand Marin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Vincent Porelli [26 novembre 1980].

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7, 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 805 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 401, 407, 453 ; TRANSPORTS MARITIMES. 2.

FUEL

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 496, 501, 579, 950.

– **Subventions aux importations de – par les Etats-Unis.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 433.

– **TVA sur le – domestique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 4.

FUSEES AMERICAINES EN EUROPE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; MOTIONS DE CENSURE. 11 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 499, 637, 743.

FUSEES PLUTON

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 5.

G

GABON

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2175** fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée au GABON et au CAMEROUN en septembre 1980 par M. Jean Briane, le 18 décembre 1980.

GAFSA (Procès de -)

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT. 15 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 301, 302.

GAGNAIRE (Etienne)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés). 25.

GAINS DE COURSE (Fiscalité)

Voir IMPOTS. 8.

GALERIES LAFAYETTE de MONTPELLIER

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 869.

GANDRANGE (Acierie Sacilor)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 588.

GARAGES ET EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT (Fiscalité)

Voir IMPOTS. 8 ; IMPOTS LOCAUX. 2. Après l'article 9.

GARANTIE DE PROGRESSION MINIMALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6.

GARANTIE DE RESSOURCES

Voir CHOMAGE (INDEMNISATION DU). 3.

GARD (Agriculture)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

GARDE A VUE

Voir POLICE PRIVEE. 1 ; PROCEDURE PENALE. 1, 9 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 434 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

- **Prolongation de la -**. *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 437, 438.

GARDE REPUBLICAINE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Crédits militaires. - Budget annexe du service des essences.

GARDIEN DE LA PAIX GATUINGT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 847.

GARDIENNES D'IMMEUBLES

Voir SALARIES. 1.

GARDIENS

Voir IMMEUBLES. 1.

GARDIENS DE MUSEES ET DE MONUMENTS HISTORIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

GARES

Voir TRANSPORTS EN COMMUN. 1.

GAS OIL (Contribution de 0,01 F par litre)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

GASPILLAGE (d'énergie)

Voir ENERGIE. 1.

GAVES (Bassin des –, centrales nucléaires)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 553.

GAYRAUD (Antoine)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

GAZ

Voir ENERGIE. 1, 2.

– **Redevance.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 17.

GAZ DE FRANCE (G.D.F.)

Voir GREVE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; Industrie.

GAZ LIQUEFIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 17 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 272.

GAZODUCS ET OLEODUCS

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Article 42 *bis* nouveau.

GAZOLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 299, 356 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 195.

– **TVA sur –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres;

– **Pêche.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 10 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 447, 488.

GEMMES

Voir FORETS. 4.

GENDARMERIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaire ; Budget annexe du service des essences ; Services du

Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 74 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 393.

GENDARMERIE NAVALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

GENDARMES MOBILES A LA MARTINIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 386.

GENERAL AGREEMENT ON TARIFS AND TRADE (G.A.T.T.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10, Commerce extérieur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 566, 642.

GENERAL DE GAULLE

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 734.

– **Hommage rendu par l'Assemblée nationale pour le dixième anniversaire de sa mort.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 427.

GENETIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

GENEVE (Accords de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 322.

GENEVILLIERS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 377.

GEOGRAPHIE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 410 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 317.

GEOTHERMIE

Voir ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; PLAN. 2.

GERANTS DE STATIONS-SERVICE (Sécurité sociale)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 379.

GERANTS DE SUCCURSALE DE MAGASINS D'ALIMENTATION

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 551.

GERARDMER (Hôpital de –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 176.

GERS (Infrastructures routières)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports;

– **Viticulture dans le –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 565.

GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Voir LOIS DE REGLEMENT. 3.

GEVELOT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 687.

GIBIER

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, Commission mixte paritaire.

GINO (Naufrage du –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 351, 360 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 190, 192.

GIRAC (Charente - Hôpital de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 358.

GIRONDE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Société Simplex.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 878.

GISEMENT POLYMETALLIQUE D'ECHASSIERES (Allier)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 518.

GISEMENTS FOSSILES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 62** RELATIVE A LA PROTECTION DES GISEMENTS FOSSILES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean de Préaumont [8 juin 1978].

GITES RURAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs.

GIVORS (Emploi)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 496.

GOLFECH (Intervention des forces de l'ordre à –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 536.

GOSNAT (Marie)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

GOUVERNEMENT

– **Absence du représentant compétent du** – . *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 216, 219 ; .

– **Attaque contre un député.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 229.

GRAND ACCELERATEUR NATIONAL D'IONS LOURDS (GANIL)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – IV. – Recherche.

GRANDE-BRETAGNE

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8, 15, 19 ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 234, 318, 486.

– **Exclusion de la CEE.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 706, 707.

– **Politique à l'égard de l'Iran.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 753.

– **Politique extérieure.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 16.

GRANDES ECOLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

GRANDES SURFACES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 235.

GRANDS ENSEMBLES

Voir CONSTRUCTION D'HABITATION. 1.

GRAND SUD-OUEST

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 596, 597, 611.

GRANULATS

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Taxes parafiscales.

GRAVELINES (Centrale nucléaire de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 540.

GRAVIERES

Voir LOIS DE FINANCES. I (deuxième partie), Taxes parafiscales.

GRAVURE

Voir ŒUVRES D'ART. 1.

GRECE

Voir COMMERCE EXTERIEUR. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

– **Adhésion à la CEE.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 396 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

GREFFES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Justice.

GREFFIERS

Voir MAGISTRATS. 2.

GRENOBLE (Université de –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 289.

GREVE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 276** TENDANT A EVITER QUE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR LES PERSONNELS DE L'E.D.F. NE PARALYSE LA VIE ECONOMIQUE DE LA NATION. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. André-Georges Voisin. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [15 juin 1978]. – Rapport **n° 1468** [6 décembre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 640** TENDANT A REGLEMENTER L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE PAR DES PERSONNELS DES COMPAGNIES DE NAVIGATION ASSURANT DES LIAISONS REGULIERES AVEC LES PARTIES NON CONTINENTALES DU TERRITOIRE METROPOLITAIN ET AVEC LES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 26 octobre 1978 par MM. Pierre Pasquini et Jean Bozzi. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [14 décembre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 666** TENDANT A MODIFIER ET A COMPLETER LES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES A L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par M. Pierre Cornet. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [21 décembre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1238** TENDANT A ABROGER LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 64-650 DU 2 JUILLET 1964 ET DE LA LOI n° 71-458 DU 17 JUILLET 1971 PORTANT ATTEINTE AU DROIT DE GREVE DES PERSONNELS DE LA NAVIGATION AERIENNE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. René Rieubon et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Madelin [4 octobre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1842** TENDANT A ASSURER LA CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC A E.D.F. PAR L'INSTAURATION D'UN SERVICE MINIMUM PRIORITAIRE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses

collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Narquin [2 octobre 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1899** TENDANT A ASSURER UN SERVICE MINIMUM DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Fernand Icart et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Narquin [2 octobre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 2211** TENDANT A ASSURER L'EXERCICE SANS RESTRICTION DU DROIT DE GREVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ADMINISTRATION. 1, Avant l'article 21 ; CONSEIL CONSTITUTIONNEL. 69 ; NAVIGATION AERIENNE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 82, 122, 184, 185, 189, 190, 193, 217, 331, 386, 387, 399, 463, 464, 623, 632, 648 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 77 ; RADIODIFFUSION TELEVISION. 7,8.

– **Alsthom Belfort.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 479, 532, 569, 574.

– **Arsenaux.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 449.

– **Contrôleurs aériens.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 557, 561, 565, 613 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 262.

– **Enseignants.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 695.

– **Marine marchande.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 189, 190.

– **Merlin-Gérin.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 533.

– **Mineurs de Lorraine.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **PTT.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 185, 193, 530.

– **SNECMA.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 621.

– **SNIAS de Saint-Nazaire.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 626.

– **Solmer - Fos-sur-Mer.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 377, 384.

– **Usinor Denain.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 622.

GREVE (Droit de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 298, 302, 329, 363, 454, 587, 635 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 347.

– **Retenues sur salaires.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 263.

GREVE DE LA FAIM (menée par des détenus corses)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 978.

GRILLE GUICHARD

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 371.

GROUPE AGACHE-WILLOT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 489.

GROUPE DES 77

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

GROUPE EUROPEEN INDEPENDANT DE PROGRAMMES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

GROUPE INTERMINISTERIEL DE COORDINATION DES ACTIONS EN MER DES ADMINISTRATIONS (GICAMA)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement (p. 6646).

GROUPE INTRABANK

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

GROUPE TERRIN

Voir CHOMAGE. 3.

GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE « BIENVENUE-FRANCE »

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

GROUPEMENT EUROPEEN DE LA CELLULOSE (GEC)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 967 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 554.

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES (GIAT)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

GROUPEMENTS AGRICOLES

Voir AGRICULTURE. 3.

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC)

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; (deuxième partie), Article 43.

GROUPEMENTS DE COMMUNES

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2 ; IMPOTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 3.

GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ARTISANALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

GROUPEMENTS D'INTERET SCIENTIFIQUE (GIS)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18.

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA)

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; EXPLOITATIONS AGRICOLES. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 13 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 19 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 43.

– **Mutualistes.** *Voir* AGRICULTURE. 3.

GROUPEMENTS FORESTIERS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Articles 13, 20.

GROUPES D'AMITIE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 20, 21.

GROUPES POLITIQUES

Voir PAGES DE COULEUR. Déclarations politiques [3 avril 1978] (p. 1104 à 1107) [*J.O.* 3 et 4 avril 1978] (p. 1507 à 1510) ; *erratum* [18 avril 1978] (p. 1177) [*J.O.* 17 et 18 avril 1978] (p. 1701) ; RAPPELS AU REGLEMENT. 2.

– **Egallté entre les –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 148.

GRUYERE (Evolution des cours)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

G.T.E. - SYLVANIA (Société multinationale américaine)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 200.

GUADELOUPE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 183, 485, 490 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 295.

GUERMEUR (Guy) (Menaces à son égard)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 449.

GUERRE COMMERCIALE

Voir CHOMAGE. 3.

GUIC (Pollution de la rivière - département des Côtes-du-Nord)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 510,511.

« GUIDE DE VOS DROITS ET DEMARCHES »

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 et 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Services généraux divers. - II. - Journaux officiels. - III. - Secrétariat général de la défense nationale. - IV. - Conseil économique et social. - Budget annexe des Journaux officiels.

GUIDE DU RETRAITE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Services divers. - II. - Secrétariat général de la défense nationale. - III. - Conseil économique et social. - Budget annexe des Journaux officiels.

GUIDONI (Pierre)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

GUILLOTINE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 11.

GUINEE BISSAU

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Coopération ; TRAITES ET CONVENTIONS. 12.

GUINEE EQUATORIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Coopération ; TRAITES ET CONVENTIONS. 89.

GUYANE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Départements d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

H

HABEAS CORPUS

Voir ETRANGERS. 1 ; PROCEDURE PENALE. 9.

HABILITATIONS UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire. – Universités.

HABITAT ANCIEN

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 56.

– **Réhabilitation de l' –**. *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

HABITAT INDIVIDUEL

Voir CONSTRUCTION. 2.

HABITAT INSALUBRE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 110** TENDANT A MODIFIER ET A COMPLETER LA LOI n° 70-612 DU 10 JUILLET 1970 RELATIVE A LA SUPPRESSION DE L'HABITAT INSALUBRE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Charretier [11 mai 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [4 octobre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1321** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS VISANT A LA SUPPRESSION DES HABITATIONS INSALUBRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Michel Debré. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [18 octobre 1979].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

HABITAT MINIER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

HABITAT RURAL

Voir AMENAGEMENT RURAL. 2 ; COMMUNES RURALES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement ; LOIS DE

FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

– **La Réunion.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 524.

HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 48** RELATIVE AUX SOCIETES ANONYMES COOPERATIVES D'H.L.M. ET MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET DE L'HABITATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI n° 239 TENDANT A LA REGULARISATION DE LA SITUATION DES LOGEMENTS CONSTRUITS PAR LES SOCIETES ANONYMES COOPERATIVES D'HABITATIONS A LOYER MODERE DE LOCATION COOPERATIVE, Sénat (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1977 par M. Marcel Lucotte, n° 118 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport le 27 avril 1978 par M. Robert Laucournet, n° 340 (1977-1978). – Adoption le 18 mai 1978. – Proposition de loi n° 137 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 mai 1978. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Rossinot. – Rapport **n° 415** [22 juin 1978]. – Discussion le 29 juin 1978. – Adoption définitive le 29 juin 1978. – Proposition de loi **n° 62.**

Loi n° 78-734 du 12 juillet 1978, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1978.

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [29 juin 1978] (p. 3643) :

Habitations à loyer modéré (application de la loi du 16 juillet 1971) : *MM. Rossinot (André),* (p. 3643) ; *Cavaillé (Marcel),* (p. 3643).

Spéculation foncière et crise du bâtiment : *M. Chénard (Alain),* (p. 3644).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [29 juin 1978] (p. 3644) :

ART. UNIQUE (validation des contrats de vente passés en application de la loi du 16 juillet 1971 conformément aux dispositions du décret du 22 mars 1972) : adopté (p. 3644).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 547** TENDANT A LA CONSTRUCTION DE 100 000 LOGEMENTS H.L.M. LOCATIVES SUPPLEMENTAIRES PAR AN, Assemblée nationale, (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Roger Gouhier et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Roger Gouhier [5 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 909** RECTIFIEE MODIFIANT LA LOI n° 65-556 DU 10 JUILLET 1965 RELATIVE A L'ACQUISITION D'HABITATION A LOYER MODERE A USAGE LOCATIF PAR LE LOCATAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Paul Pernin [5 avril 1979].

5. – PROJET DE LOI n° 1058 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 75-1255 DU 27 DECEMBRE 1975 RELATIVE AUX OPERATIONS D'ACCESSION A LA PROPRIETE REALISEES PAR LES ORGANISMES D'HABITATIONS A LOYER MODERE, Sénat (première lecture), n° 205 (1978-1979). Dépôt enregistré le 7 février 1979, rattaché par ordre à la séance du 5 janvier 1979, par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Robert Laucournet. – Rapport n° 275 (1978-1979) [11 avril 1979]. – Discussion le 10 mai 1979. – Adoption le 10 mai 1979. – Projet de loi n° 95 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1058.** Dépôt le 16 mai 1979. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Rossinot [23 mai 1979]. – Rapport **n° 1181** [21 juin 1979]. – Discussion le 25 juin 1979. – Adoption le 25 juin 1979. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI MODIFIANT LES DISPOSITIONS DU CHAPITRE III DU TITRE II DU LIVRE IV DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIVES A LA CESSION DES ACTIONS DE CERTAINES SOCIETES D'HABITATIONS A LOYER MODERE ». – Projet de loi **n° 199.**

SENAT (deuxième lecture), n° 438 (1978-1979). Dépôt le 26 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur : M. Robert Laucournet. – Rapport n° 448 (1978-1979) [27 juin 1979]. – Discussion définitive le 20 novembre 1979. – Projet de loi n° 8 (1979-1980).

Loi n° 79-1041 du 5 décembre 1979, publiée au *J.O.* du 6 décembre 1979 (p. 3067).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1979] (p. 5618) :

Actions des petites sociétés d'H.L.M. (modalités de cession) : *Rossinot (André)*, (p. 5618) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 5619) ; *Fost (Paulette)*, (p. 5620).

Logement (crise du) : *Fost (Paulette)*, (p. 5620).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [25 juin 1979] (p. 5620) :

ART. UNIQUE (conditions de cession des actions des sociétés d'habitations à loyer modéré) : *amendement n° 7* de M. Alain Richard (interdisant de céder les actions d'une société d'habitations à loyer modéré à un acquéreur autre qu'un office public d'habitations à loyer modéré) : rejeté (p. 5623) ; *amendement n° 8* de M. Alain Richard (interdisant de céder les actions d'une société d'habitations à loyer modéré à un acquéreur autre qu'une société anonyme d'habitations à loyer modéré) : rejeté (p. 5623) ; *amendement n° 1* de la commission (maintenant le champ d'application du dispositif de protection des petites sociétés d'H.L.M. tel qu'il résulte de la loi du 27 décembre 1975) ; *sous-amendement n° 6* de M. Alain Richard (soumettant à la limitation du droit de cession toutes les sociétés de crédit immobilier qui n'auraient pas consenti 2 000 prêts pendant une période de 10 ans) : rejeté (p. 5623) ; *amendement n° 1* : adopté (p. 5623) ; *amendement n° 2* de la commission (amendement de conséquence) : adopté ; *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5623) ; *amendement n° 4* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 5623).

MM. Richard (Alain), Rossinot (André), Cavaille (Marcel).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Richard (Alain)* : abstention du groupe socialiste.

TITRE (projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré) : *amendement n° 5* de la commission (nouveau titre du projet : « PROJET DE LOI MODIFIANT LES DISPOSITIONS DU CHAPITRE III DU TITRE II DU LIVRE IV DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIVES A LA CESSION DES ACTIONS DE CERTAINES SOCIETES D'HABITATIONS A LOYER MODERE ») : adopté (p. 5624).

MM. Rossinot (André), Cavaille (Marcel), Richard (Alain).

– titre, ainsi modifié, adopté (p. 5624).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 5624).

Voir LOGEMENT. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement. – Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 70 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – Article 7, Après l'article 54 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2. – (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; MOTIONS DE CENSURE. 2 et 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 79, 125, 791, 950, 958 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 28, 43, 201, 251 ; URBANISME. 3.

– **Gestion des –.** *Voir* FAITS PERSONNELS (M. Denvers).

– **Loyers.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 975.

HACHETTE (Groupe de presse)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 986.

HAI HONG (Réfugiés)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 213.

HAINAUT-CAMBRESIS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 271.

HAITI (Coopération culturelle)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Affaires étrangères.

HALLES (Commerçants du quatier des -)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 180.

HALLES A MAREE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Transports.

HANDICAPES

1. - PROPOSITION DE LOI **n° 70** RELATIVE AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CARTE D'INVALIDITE. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Jean Delaneau. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - PROPOSITION DE LOI **n° 448** TENDANT A REVALORISER LE MONTANT MINIMUM DE RESSOURCES DES HANDICAPES ADULTES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Alain Léger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Alain Léger [12 octobre 1978].

3. - PROPOSITION DE LOI **n° 945** RELATIVE A L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Pierre-Bernard Cousté. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Martial Taugourdeau [28 juin 1979].

4. - PROPOSITION DE LOI **n° 1317** TENDANT A FACILITER LE DEPLACEMENT DES HANDICAPES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Jacques Douffiagues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Charles Millon [8 novembre 1979].

5. - PROPOSITION DE LOI **n° 1632** TENDANT A FAIRE BENEFICIER LES HANDICAPES PHYSIQUES MARIES D'UNE DEMI-PART SUPPLEMENTAIRE POUR LE CALCUL DE LEUR IMPOT SUR LE REVENU. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Alain Léger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. - PROPOSITION DE LOI **n° 1835** TENDANT A COMPLETER LE CODE PENAL AFIN D'INTERDIRE LA PRESENTATION DE PERSONNES HANDICAPEES A DES SPECTATEURS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Henri de Gastines. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Madelin [9 octobre 1980].

7. - PROPOSITION DE LOI **n° 2201** TENDANT A FACILITER L'ACCES DES HANDICAPES AUX SECTEURS PUBLICS ET SEMI-PUBLICS. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Philippe Malaud. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - PROPOSITION DE LOI **n° 2271** RELATIVE A L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE DE CERTAINS ADOLESCENTS HANDICAPES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Philippe Séguin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 5 ; ADMINISTRATION (relations avec le public), 4 (Article 5) ; AIDE SOCIALE. 2 ; ASSURANCE VIEILLESSE. 23 ; AVORTEMENT. 3 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3, 13 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 10 ; ENFANTS. 1 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 6 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. I ; IMPOTS. 8 ; LOGEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 2, après l'article 16, article 24, après l'article 24, articles 75 et 76. - (deuxième partie), Education. - Jeunesse, sports et loisirs. - I. - Jeunesse et sports. - Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et famille (p. 6846, 6853, 6856, 6863). - II. - Travail et participation. - Formation professionnelle (p. 6743) ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Après l'article 7. - (deuxième partie). Environnement et cadre de vie. - Santé et Sécurité sociale. - Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et Sécurité sociale. - Travail et partici-

pation. – Formation professionnelle. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 4. – (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : formation professionnelle. – Fonction publique. – Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1, 3, 4 ; LOIS DE REGLEMENT. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 118 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 143, 281, 351 ; RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 14 ; SECURITE SOCIALE. 17.

– **Accès des – au réseau express régional.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 532.

– **Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 268, 525.

– **Emplois réservés.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Service du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

– **Versement de l'allocation spéciale compensatrice aux –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 524.

HARICOTS DE SEMENCE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture. – BAPSA.

HARKIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

HARRISBURG - THREE MILE ISLAND (Centrale nucléaire de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 424.

HAUT-CAMBRESIS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 127.

HAUT COMITE DE DEFENSE NUCLEAIRE

Voir DEFENSE NATIONALE. 1 (n° 511).

HAUT COMITE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Voir LANGUE FRANÇAISE. 1, 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense national. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers.

HAUT COMITE DE LA POPULATION

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

HAUT COMITE DE L'ENVIRONNEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

HAUT COMITE D'ETUDES ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux Officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil écono-

mique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels.

HAUT COMMISSARIAT AUX REFUGIES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 268.

HAUT CONSEIL DE L'AUDIO-VISUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication. – Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; ORGANISMES EXPRAPARLEMENTAIRES : RADIODIFFUSION ET TELEVISION. 2.

HAUTE-ARIEGE (Parc national)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radiotélévision.

HAUTE COUR DE JUSTICE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à la mise en accusation de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de Justice [15 avril 1980] (p. 367). Déclarée irrecevable par le Bureau de l'Assemblée nationale [17 avril 1980] (p. 487).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1641** PORTANT MISE EN ACCUSATION, DEVANT LA HAUTE COUR DE JUSTICE, DE M. MICHEL PONIATOWSKI, MINISTRE DE L'INTERIEUR DU 28 MAI 1974 AU 30 MARS 1977, Assemblée nationale. Dépôt le 17 avril 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à une commission élue spécialement pour son examen.

Composition :

[*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Bureau : [*J.O.* du 2 mai 1980] (p. 1112) ; [*J.O.* du 15 mai 1980] (p. 1221).

Rapporteur : M. Gérard Longuet. – Rapport **n° 2250** [2 avril 1981].

– **Membres élus par l'Assemblée nationale :**

Juges titulaires : MM. Fossé (Roger), Sablé (Victor), Delong (Jacques), Forens (André), Charretier (Maurice), Douffiagues (Jacques), Richard (Alain), Duraffour (Paul), Lauriol (Marc), Billoux (André), Mme Constans (Hélène), M. Ducoloné (Guy).

Juges suppléants : MM. Bernard-Reymond (Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Brocard (Jean), Millet (Gilbert), Bonnet (Alain), Guéna (Yves).

Election [17 mai 1978] (p. 1759, 1775).

Prestation de serment [31 mai 1978] (p. 2293).

Juges titulaires :

Remplacement de M. Maurice Charretier, nommé membre du Gouvernement : 1er tour de scrutin [24 octobre 1979] (p. 8881).

La majorité absolue des membres composant l'Assemblée n'est pas atteinte.

Juges suppléants :

Remplacement de M. Pierre Bernard-Reymond, nommé membre du Gouvernement : 1er tour de scrutin [16 mai 1979] (p. 3857) ; 3e tour de scrutin [13 juin 1979] (p. 5011) ; 4e tour de scrutin [24 octobre 1979] (p. 8881).

La majorité absolue des membres composant l'Assemblée n'est pas atteinte.

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 299.

HAUTE COUTURE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 342** TENDANT A LA SAUVEGARDE DE LA HAUTE COUTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par

Mme Gisèle Moreau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Chantal Leblanc [5 octobre 1978].

HAUTE-MARNE (Routes)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

HAUTE-NORMANDIE (Emploi en –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 223.

HAUTE-NORMANDIE (Equipements scolaires)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 383, 454.

HAUTE-VOLTA

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Coopération.

HAUT-RHIN (Enseignement)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

HAUT-RHIN (Licenciements à l'entreprise Jaz de Wintzenheim)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 857.

HAUTS-DE-SEINE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 125.

– **Enseignement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

– **Institutrices.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 156.

– **Service du courrier dans le département des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 989.

HAVAS (Agence)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

HELICOPTERES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

HERAULT (Gel du 5 novembre 1980)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

HERSANT (Robert) (Groupe de presse)

Voir INFORMATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information. – Radiodiffusion et télévision (p. 6718) ; LOIS DE FINANCES. 3, Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 174, 240, 250 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 125 ; RADIODIFFUSION-TELEVISION. 8.

HEURE D'ETE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

HEURES COMPLEMENTAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités ; TRAVAIL (durée du), 14.

HEURES SUPPLEMENTAIRES

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

HEURES SUPPLEMENTAIRES (Professeurs d'éducation physique et sportive)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – 1. – Jeunesse et sports.

HIRSON (Région d' –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 247, 248.

HISTOIRE (Enseignement de l' –)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; PROGRAMMES SCOLAIRES. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 410 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 317.

HOFFER (Marcel), ancien député (Hommage à la mémoire de –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 177.

HOFFMANN-LA-ROCHE (Groupe)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 206.

HOMMAGES DE BIENVENUE

– A une délégation de parlementaires de la République islamique de Mauritanie, conduite par M. Mohamed El Moktar Ould Bah, vice-président de l'Assemblée nationale [14 juin 1978] (p. 2876).

– A une délégation parlementaire du Québec, conduite par M. Jean-François Bertrand, député, adjoint parlementaire du ministre des travaux publics et de l'approvisionnement [15 juin 1978] (p. 2945).

– A une délégation de la commission de politique étrangère de l'Assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, conduite par M. Nijaz Dizdarevic, président de cette commission [12 octobre 1978] (p. 5984).

– A une délégation de la chambre des communes du Canada, conduite par M. Gérard Laniel, vice-président [24 octobre 1978] (p. 6517).

– A une délégation du conseil national de la Principauté de Monaco [2 novembre 1978] (p. 6894).

– A une délégation de la chambre des représentants de la République de Colombie, conduite par M. Luis Lorduy [4 avril 1979] (p. 2214).

– A une délégation de l'Assemblée législative des Philippines, conduite par M. Makalintal, président de cette Assemblée [11 avril 1979] (p. 2527).

– A M. Ytshak Shamir, président de la Knesseth [20 avril 1979] (p. 2976).

– A une délégation parlementaire australienne, conduite par Sir Billy Snedden, président de la chambre des représentants [30 mai 1979] (p. 5354).

– A une délégation de la chambre des représentants du Maroc, conduite par M. le président et M. le rapporteur général de la commission des lois de cette chambre [31 mai 1979] (p. 4495).

– A une délégation du Folketing du Danemark, conduite par M. Knud Borge Andersen, président du Folketing [13 juin 1979] (p. 4996).

– A une délégation de l'Assemblée nationale de la République Unie du Cameroun, conduite par M. Mayi Matip, vice-président de cette Assemblée [17 octobre 1979] (p. 8322).

– A une délégation parlementaire finlandaise, conduite par M. Johannès Virolainen, président du Parlement finlandais [24 octobre 1979] (p. 8864).

– A une délégation du Parlement de la Confédération helvétique, conduite par M. Ulrich Luder, président du Conseil des Etats de la Confédération [7 novembre 1979] (p. 9536).

– A une délégation de l'Assemblée législative de l'Ile Maurice, conduite par M. Robert Rey, vice-président [7 novembre 1979] (p. 9536).

– A une délégation parlementaire tanzanienne, conduite par M. Adam Sapi, président de l'Assemblée nationale de la République Unie de Tanzanie [14 novembre 1979] (p. 10008).

– A une délégation parlementaire d'Union soviétique, conduite par M. Youri Joukov, président de la section soviéto-française du

groupe parlementaire de l'Union soviétique [14 novembre 1979] (p. 10011).

– A une délégation de l'Assemblée nationale de la République de Panama, conduite par Mme Jacinta de Bayard [5 décembre 1979] (p. 11260).

– A une délégation de la chambre des représentants de Nouvelle-Zélande, conduite par M. Eric Sydney Fostyn Holland [23 avril 1980] (p. 632).

– A une délégation du Conseil du peuple syrien conduite par M. Fouad Dib, président du groupe d'amitié Syrie-France [21 mai 1980] (p. 1124).

– A une délégation parlementaire du Venezuela, conduite par M. Carlos Canache Mata, président de la chambre des députés du Venezuela [3 juin 1980] (p. 1478).

– A une délégation parlementaire de Chypre, conduite par M. Alecos Michaelidès, président de l'Assemblée de la République de Chypre [3 juin 1980] (p. 1478).

– A une délégation du Bundestag de la République fédérale allemande, conduite par M. Manfred Worner, président de la commission de la défense du Bundestag [3 juin 1980] (p. 1486).

– A une délégation de l'Assemblée nationale populaire de Chine, conduite par la vice-présidente du comité permanent de cette Assemblée, Mme Deng Yingchao [11 juin 1980] (p. 1736).

– A une délégation de la chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, conduite par son président, M. Léon Bollendorf [8 octobre 1980] (p. 2592).

– A une délégation de la chambre des représentants du Royaume du Maroc, conduite par M. Dey Ould Sid-Baba, président de cette Assemblée [15 octobre 1980] (p. 2724).

– A une délégation canadienne de l'association interparlementaire France-Canada, conduite par M. Roland Comtois, député [15 octobre 1980] (p. 2732).

– A une délégation parlementaire bulgare, conduite par M. Vladimir Topentcharov, président du groupe d'amitié Bulgarie-France de l'Assemblée nationale bulgare [22 octobre 1980] (p. 2956).

– A une délégation parlementaire du Nigeria, conduite par M. Olusola Afolabi [22 octobre 1980] (p. 2956).

– A une délégation de la chambre des députés du Brésil, conduite par M. Salvador Julianelli, député fédéral de Sao Paulo [10 décembre 1980] (p. 2798).

HOMMAGES A LA MEMOIRE D'ANCIENS DEPUTES

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 177.

HOMMES PUBLICS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1853** RELATIVE A LA TRANSPARENCE DE L'ACTIVITE DES HOMMES POLITIQUES DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LES GUERRES COLONIALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Lucien Villa [9 octobre 1980].

Voir REVENUS. 1.

HOMOLOGATION

Voir ENGRAIS ET AMENDEMENTS. 1.

– **Des prix.** *Voir* TRANSPORTS. 1.

HOMOSEXUALITE

Voir ATTENTAT AUX MŒURS. 1 ; FEMME (condition de la), 7.

HONORARIAT

Voir COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES. 1.

– **Des fonctionnaires.** *Voir* ADMINISTRATION. 1.

HOPITAL (Fermeture de lits d'hôpitaux dans le Nord-Pas-de-Calais)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 493.

HOPITAL DE BAR-SUR-SEINE, DANS L'AUBE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

HOPITAL DE SEES, DANS L'ORNE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et Sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et Sécurité sociale.

HOPITAL PSYCHIATRIQUE D'ARMENTIERES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 908.

HOPITAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 97** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 56-III DE LA LOI n° 70-1318 DU 31 DECEMBRE 1970 PORTANT REFORME HOSPITALIERE, MODIFIE PAR LA LOI n° 73-3 DU 2 JANVIER 1973, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Sourdille [25 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 225** TENDANT A ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE L'AIDE MEDICALE URGENTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Millet (Gilbert). – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Millet [5 octobre 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 423** TENDANT A ASSURER LA REORGANISATION DES URGENCES MEDICO-CHIRURGICALES EN COMPLETANT LA LOI n° 70-1318 DU 31 DECEMBRE 1970 PORTANT REFORME HOSPITALIERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Bernard Pons et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Martial Taugourdeau [12 octobre 1978].

4. – PROJET DE LOI **n° 995** RELATIF AUX EQUIPEMENTS SANITAIRES ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 70-1318 DU 31 DECEMBRE 1970 PORTANT REFORME HOSPITALIERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier [26 avril 1979]. – Rapport **n° 1051** [10 mai 1979]. – Discussion les 20 et 21 juin 1979. – Adoption le 21 juin 1979. – Projet de loi **n° 192.**

SENAT (première lecture), n° 427 (1978-1979). Dépôt le 22 juin 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Louis Boyer. – Rapport n° 24 (1979-1980) [18 octobre 1979]. – Discussion le 24 octobre 1979. – Adoption avec modifications le 24 octobre 1979. – Projet de loi n° 2 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1364.** Dépôt le 25 octobre 1979. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier. – Rapport **n° 1441** [29 novembre 1979]. – Discussion le 6 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 6 décembre 1979. – Projet de loi **n° 240.**

SENAT (deuxième lecture), n° 87. Dépôt le 7 décembre 1979. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Louis Boyer. – Rapport n° 102 (1979-1980) [11 décembre 1979]. – Discussion le 19 décembre 1979. – Adoption définitive le 19 décembre 1979. – Projet de loi n° 26 (1979-1980).

Loi n°79-1140 du 29 décembre 1979, pubiée au *J.O.* du 30 décembre 1979 (p. 3311).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er**: Art. 1er *A* (A.N. I. – S. I).
Loi, article **2**: Art. 1er (projet. – A.N. I. – S. I. – A.N. 2).
Loi, article **3**: Art. 2 *A* (A.N. I. – S. I. – A.N. 2).
Loi, article **4**: Art. 2 (projet. – A.N. I. – S. I. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **5**: Art. 2 *bis* (A.N. I. – S. I. – A.N. 2).
Loi, article **6**: Art. 3 (projet. – A.N. I. – S. I).
Loi, article **7**: Art. 3 *bis* (A.N. I. – S. I).
Loi, article **8**: Art. 4 (projet. – A.N. I. – S. I).
Loi, article **9**: Art. 6 (projet. – A.N. I. – S. I).
Loi, article **10**: Art. 9 (projet. – A.N. I. – S. I. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **11**: Art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 juin 1979] (p. 5366) :

Exception d'irrecevabilité de M. Gilbert Millet : *Millet (Gilbert)*, (p. 5406, 5407) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 5408) ; *Barbier (Gilbert)*, (p.5408, 5409) ; *Veil (Simone)*, (p. 5409).

Exeption d'irrecevabilité rejetée par scrutin public n° 193 (p. 5409) : liste des votants (p. 5428).

Accidents hospitaliers : *Millet (Gilbert)*, (p. 5407).

Carte sanitaire : *Barbier (Gilbert)*, (p. 5366) ; *Veil (Simone)*, (p. 5367) ; *Autain (François)*, (p. 5414).

Collectivités locales (participation à l'équipement hospitalier) : *Autain (François)*, (p. 5413).

Croissance des dépenses de santé : *Barbier (Gilbert)*, (p. 5366) ; *Veil (Simone)*, (p. 5369, 5425) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 5406) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 5408) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 5411) ; *Autain (François)*, (p. 5413) ; *Geng (Francis)*, (p. 5415) ; *Léger (Alain)*, (p. 5416) ; *Baridon (Jean)*, (p. 5422).

D.O.M. (équipements hospitaliers) : *Fontaine (Jean)*, (p. 5410).

Droit à la santé : *Millet (Gilbert)*, (p. 5406).

Egalité ou inégalité des Français devant la maladie : *Millet (Gilbert)*, (p. 5406, 5407) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 5408) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 5408) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 5411) ; *Léger (Alain)*, (p. 5416).

Equipements hospitaliers excédentaires : *Barbier (Gilbert)*, (p. 5366) ; *Veil (Simone)*, (p. 5367, 5368, 5409) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 5410) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 5411, 5412) ; *Geng (Francisque)*, (p. 5414) ; *Baridon (Jean)*, (p. 5422) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5423).

Etablissements hospitaliers privés : *Veil (Simone)*, (p. 5368) ; *Autain (François)*, (p. 5414) ; *Ralite (Jack)*, (p. 5424).

Etudiants en médecine (sélection) : *Jarosz (Jean)*, (p. 5418).

Hôpitaux locaux : *Geng (Francis)*, (p. 5419).

Hospitalisation (évolution des techniques) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 5366) ; *Veil (Simone)*, (p. 5367) ; *Millet (Gilbert)*, p. 5407) ; *Geng (Francis)*, (p. 5415, 5425).

Ile de France (équipements hospitaliers) : *Gouhier (Roger)*, (p. 5419) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 5420) ; *Vizet (Robert)*, (p. 5421, 5422) ; *Ralite (Jack)*, (p. 5424) ; *Veil (Simone)*, (p. 5426).

Infirmières : *Garcin (Edmond)*, (p. 5419).

Intégration européenne : *Léger (Alain)*, (p. 5417).

Languedoc-Roussillon (équipements hospitaliers) : *Balmigère (Paul)*, (p. 5421).

Longwy (équipements hospitaliers) : *Porcu (Antoine)*, (p. 5417) ; *Veil (Simone)*, (p. 5426).

Ministre de la santé (nouveaux pouvoirs en matière d'équipements hospitaliers) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 5367) ; *Veil (Simone)*, (p. 5368, 5425, 5426) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 5410) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 5413) ; *Autain (François)*, (p. 5416) ; *Garcin (Edmond)*, (p. 5420) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 5421) ; *Baridon (Jean)*, (p. 5422, 5423) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5423) ; *Ralite (Jack)*, (p. 5424).

Nord-Pas-de-Calais (équipements hospitaliers) : *Autain (François)*, (p. 5414) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 5418) ; *Veil (Simone)*, (p. 5426).

Pays communistes (système de santé) : *Veil (Simone)*, (p. 5409) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 5409).

Prix de journée : *Fontaine (Jean)*, (p. 5410).

Psychiatrie : *Gouhier (Roger)*, (p. 5419) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 5420).

Sécurité sociale et société libérale : *Baridon (Jean)*, (p. 5422) ; *Veil (Simone)*, *(p. 5427)*.

DISCUSSION DES ARTICLES [21 juin 1979] (p. 5431) :

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 14* de M. Gilbert Millet (fixation par l'Assemblée régionale des objectifs des établissements hospitaliers) : rejeté (p. 5432) ; *amendement n° 1* de la commission (substitution des mots « hôpitaux locaux » aux mots « unités d'hospitalisation » dans la loi du 31 décembre 1970) : adopté (p. 5432).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

ART. 1er (supprimant la disposition selon laquelle le classement des établissements hospitaliers est déterminé par arrêté du ministre de la santé publique) : *amendement n° 2* de la commission (fixation par l'autorité administrative du classement des établissements hospitaliers) : adopté (p. 5432).

M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5432).

AVANT L'ART. 2 : *amendement n° 36* de M. Bernard Pons (examen de tous les projets

de création d'établissements hospitaliers publics par les commissions de l'équipement sanitaire) : adopté (p. 5433) ; *amendement n° 15* de M. Gilbert Millet (soumettant la nomination des directeurs d'hôpitaux à l'approbation du Conseil d'administration de l'établissement) : rejeté (p. 5433) ; *amendement n° 16* de M. Gilbert Millet (faisant participer l'ensemble des intéressés dans chaque service à la définition des besoins en personnel et en équipement) : rejeté (p. 5434) ; *amendement n° 17* de M. Gilbert Millet (rendant les Conseils d'administration d'hôpitaux responsables devant l'Assemblée locale élue) : rejeté (p. 5434).

MM. Pons (Bernard), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone), M. Léger (Alain), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline).

ART. 2 (permettant au ministre chargé de la santé après l'avis de la commission nationale de l'équipement sanitaire de demander au Conseil d'administration des hôpitaux d'adopter les mesures nécessaires comportant éventuellement la création ou la suppression de services de lit d'hospitalisation ou d'équipements lourds ; possibilité pour le ministre de prendre lui-même les mesures appropriées si cette demande n'a pas été suivie d'effet dans le délai de deux mois) : *amendement n° 18* de M. Gilbert Millet (suppression de l'article 2) : rejeté par scrutin public n° 194 (p. 5435) ; liste des votants (p. 5453) ; *amendement n° 26* de M. François Autain (limitant l'intervention du ministre de la santé au cas où la capacité hospitalière excéderait celle qui est prévue par la carte sanitaire) : rejeté (p. 5435) ; *amendement n° 27* de M. François Autain (avis conforme de la commission régionale de l'équipement sanitaire pour l'application de la décision du ministre) : rejeté (p. 5436) ; *amendement n° 3* de la commission (avis de la commission régionale de l'équipement sanitaire sur la décision du ministre) : adopté (p. 5436) ; *amendement n° 39* du Gouvernement (obligeant le ministre à motiver la demande qu'il adresse au Conseil d'administration) : adopté (p. 5436) ; *amendement n° 28* de M. François Autain (suppression de la faculté laissée au ministre de se substituer au Conseil d'administration des établissements) : rejeté (p. 5436) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (portant à 4 mois le délai de réflexion des Conseils d'administration) : adopté (p. 5437) ; *amendement n° 4* de la commission, devient sans objet (p. 5437) ; *amendement n° 5* de la commission (au cas où la carte sanitaire ferait de nouveau apparaître un déficit de service, priorité du secteur hospitalier public pour réaliser les créations nécessaires à due concurrence des suppressions antérieures) : adopté (p. 5437).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone), M. Autain (François).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5437).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 6* de la commission (amendement de mise en conformité) : adopté (p. 5437).

M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

ART. 3 (étendant le régime de l'autorisation préalable aux établissements privés ne comportant pas de moyens d'hospitalisation traditionnels) : *amendement n° 29* de M. François Autain (non-application de l'article 3 quand une collectivité locale participe à la création d'un établissement visé par cet article) : rejeté (p. 5438).

MM. Autain (François), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

article 3, adopté (p. 5438).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 7* de la commission (rendant obligatoire une visite de conformité préalable à l'autorisation de fonctionner) : adopté (p. 5438).

M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

ART. 4 (compétence du préfet de région pour donner l'autorisation de création d'établissements privés ; possibilité de recours contre cette décision) : *amendement n° 19* de M. Gilbert Millet (compétence de l'Assemblée régionale pour donner l'autorisation de création d'établissements privés) : rejeté (p. 5438) ; *amendement n° 8* de la commission (fixation par décret de la liste des établissements pour lesquels l'autorisation ne peut être donnée que par le ministre de la santé) : adopté (p. 5438).

MM. Léger (Alain), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5438).

ART. 5 (fixation par décret de la liste des établissements pour lesquels l'autorisation de création n'est donnée que par le ministre de la santé) : *amendement n° 9* de la commission (suppression de l'article 5) : adopté (p. 5438).

M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

– article 5, supprimé (p. 5438).

ART. 6 (étendant les dispositions de l'article 2 du projet aux établissements privés participant au secteur public hospitalier ; possibilité pour le ministre de rayer de la liste des établissements participant au service public tout établissement ne suivant pas ses injonctions) : *amendement n° 21* de M. Gilbert Millet

(suppression de l'article 6) : retiré (p. 5439) ; *amendement n° 30* de M. François Autain (déconventionnement de l'établissement privé au cas où la demande du ministre n'est pas suivie d'effet dans un délai de quatre mois) : rejeté (p. 5439) ; *amendement n° 10* de la commission (insertion des dispositions de l'article 6 du projet après l'article 41 de la loi du 31 décembre 1970) : adopté (p. 5440) ; *amendement n° 40* du Gouvernement (obligeant le ministre à motiver la demande qu'il adresse au Conseil d'administration) : adopté (p. 5440) ; *amendement n° 11* de la commission : devient sans objet (p. 5440) ; *amendement n° 38* du Gouvernement (portant à quatre mois le délai de réflexion du Conseil d'administration) : adopté (p. 5440).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Autain (François), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

Inscrite sur l'article. – Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline) : intérêt de la contribution apportée par les établissements privés au système hospitalier : nécessité d'accorder une priorité à l'hospitalisation publique dans les domaines nécessitant des investissements lourds (p. 5439).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 5440).

ART. 7 (création d'une commission restreinte au sein des commissions nationales et régionales de l'équipement sanitaire) : *amendements* identiques *n° 12* de la commission et *n° 31* de M. François Autain (suppression de l'article 7) ; *amendement n° 12 :* adopté (p. 5440) ; *amendement n° 31 :* retiré (p. 5440).

M. Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone), M. Autain (François).

– article 7, supprimé (p. 5440).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 35* de M. Bernard Pons (autorisation des programmes de travaux des établissements hospitaliers publics après avis des commissions de l'équipement sanitaire) : rejeté par scrutin public n° 195 (p. 5441) ; liste des votants (p. 5454).

MM. Pons (Bernard), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

ART. 8 (procédure d'autorisation quand il n'existe pas de carte sanitaire) : *amendement n° 32* de M. François Autain (suppression de l'article 8) : adopté (p. 5441).

MM. Autain (François), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

– article 8, supprimé (p. 5441).

ART. 9 (donnant aux fonctionnaires du ministère de la santé les pouvoirs de contrôle de l'exécution des lois et règlements relatifs à la santé publique à l'intérieur des établissements sanitaires) ; *amendement n° 24* de M. Gilbert Millet (suppression de l'article 9) : rejeté (p. 5431).

MM. Léger (Alain), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

– article 9, adopté (p. 5441).

ART. 10 (dispositions transitoires avant la mise en place des nouvelles commissions nationale et régionales de l'équipement sanitaire) : *amendement n° 25* de M. Gilbert Millet (composition de la commission nationale et des commissions régionales de l'équipement sanitaire) : rejeté (p. 5442) ; *amendement n° 33* de M. François Autain (composition des commissions nationale et régionales de l'équipement sanitaire) : rejeté (p. 5442) ; *amendement n° 13* de la commission (faisant figurer des représentants des syndicats médicaux dans les commissions nationale et régionales de l'équipement sanitaire) : adopté (p. 5442).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Autain (François), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 5442).

APRES L'ART. 10 : *amendement n° 34* de M. François Autain (entrée en vigueur de la présente loi après modification de la carte sanitaire de la France) : rejeté (p. 5442).

MM. Autain (François), Barbier (Gilbert), Mme Veil (Simone).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 196 (p. 5443). liste des votants (p. 5455).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [6 décembre 1979] (p. 11346) :

Budgets supplémentaires des hôpitaux : *Millet (Gilbert),* (p. 11347).

Carte sanitaire : *Barbier (Gilbert),* (p. 11346) ; *Millet (Gilbert),* (p. 11347) ; *Barrot (Jacques),* (p. 11348).

Charente (personnels hospitaliers) : *Soury (André),* (p. 11347, 11348).

Modalités de classement des établissements hospitaliers : *Barbier (Gilbert),* (p. 11346).

Pouvoirs du ministère et des conseils d'administration d'hôpitaux : *Barbier (Gilbert),* (p. 11346) ; *Millet (Gilbert),* (p. 11346) ; *Barrot (Jacques), (p. 11348).*

DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 1979] (p. 11349) :

ART. 1er : adopté (p. 11349).

ART. 2 *A* (création des établissements publics hospitaliers après avis de la commission nationale ou régionale de l'équipement sanitaire) : adopté (p. 11349).

ART. 2 : *amendement n° 1* de la commission (supprimant toute discrimination entre les procédures à appliquer aux établissements publics et aux établissements privés à but non lucratif) : devient sans objet (p. 11349) ; *amendement n° 5* du Gouvernement (égalité de traitement entre les établissements publics et les établissements privés à but non lucratif) : adopté (p. 11349) ; *amendement n° 4* de M. François Autain (suppression des dispositions prévoyant que le ministre peut passer outre à l'avis du Conseil d'administration pour imposer une modification de structure de l'établissement) : rejeté (p. 11350) ; *amendement n° 2* de la commission (suppression d'une modalité supplémentaire proposée par le Sénat dans la procédure d'échange d'informations entre le ministère et le Conseil d'administration) ; *sous-amendement n° 6* du Gouvernement (rédactionnel), adopté (p. 11350) ; *amendement n° 2*, ainsi modifié, adopté (p. 11350).

MM. Barbier (Gilbert), Berger (Henry), Barrot (Jacques), Autain (François).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 11350).

ART. 2 *bis* (dispositions de mise en conformité) : adopté (p. 11350).

ART. 9 : *amendement n° 3* de la commission (information du président du Conseil d'administration et du directeur de l'établissement des résultats des contrôles effectués dans les établissements dans le respect des règles du secret professionnel de la déontologie) : adopté (p. 11350).

MM. Barbier (Gilbert), Barrot (Jacques).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 11350).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Autain (François)* : vote hostile du groupe socialiste contre un projet marqué par l'autoritarisme et la hiérarchisation de la gestion hospitalière : projet avantageant excessivement le secteur privé (p. 11350) ; estime que la carte sanitaire n'est ni précise ni complète, ni respectée (p. 11351).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 11351).

Voir ASSISTANTES SOCIALES. 1 ; AVORTEMENT. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; INFIRMIERS ET INFIRMIERES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, Articles 13 et 16 ; (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT : LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), avant l'article 2 ; (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 2 ; (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; MARCHES PUBLICS. 2 ; PLAN. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 35, 407, 477, 482, 489 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 26, 109, 186, 352, 365 ; SECURITE SOCIALE. 8, 11.

– **De Charente.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 358.

– **D'Elbeuf et de Caudebec.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **D'Ile-de-France.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 270.

– **De Paris (accidents infectieux).** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 423.

– **Dans la région Nord-Pas-de-Calais.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 64.

– **Locaux.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Maritimes (Lorient).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

– **Militaires.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

– **Publics.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Contrôle budgétaire.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 248.

HORAIRE VARIABLE

Voir TRAVAIL (DUREE DU). 12.

HORTICULTEURS (Revenu)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 718. 724.

HORTICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Commerce et artisanat.

HOSPICES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Civils de Strasbourg.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 811.

HOSPITALISATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 140 ; SECURITE SOCIALE. 8.

HOSPITALISATION DES PERSONNES AGEES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 526.

HOTEL MARTINEZ

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, article 7.

HOTELLERIE

Voir HOTELS ET RESTAURANTS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

– **En zone de montagne.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 284.

HOTELS ET RESTAURANTS

1. – PROJET DE LOI n° 116 ETENDANT A L'ENSEMBLE DE L'HOTELLERIE LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 64-645 DU 1er JUILLET 1964, MODIFIANT LES RAPPORTS ENTRE BAILLEURS ET LOCATAIRES DES IMMEUBLES AFFECTES A L'HOTELLERIE, Sénat (première lecture), n° 302 (1978-1979). Dépôt le 26 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Guy Petit. – Rapport n° 350 (1978-1979) [29 mai 1979]. – Discussion le 6 juin 1979. – Adoption le 6 juin 1979. – Projet de loi n° 102 (1978-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1116.** Dépôt le 7 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [14 juin 1979]. – Rapport **n° 1176** [20 juin 1979]. – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption définitive le 27 juin 1979. – Projet de loi **n° 202.**

Loi n° 75-553 du 5 juillet 1979, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1979 (p. 1629).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1979] (p. 5737) :

Hôtellerie moyenne (modernisation) : *Blanc (Jacques),* (p. 5737) ; *Auroux (Jean),* (p. 5737).

Hôtels (rapports entre bailleurs et locataires) : *Piot (Jacques),* (p. 5737) ; *Soisson (Jean-Pierre),* (p. 5737).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [27 juin 1979] (p. 5738) :

Article unique (extension du bénéfice de la loi du 1er juillet 1964 à l'ensemble de l'hôtellerie classée ou non) : adopté (p. 5738).

Voir DEBITS DE BOISSONS. 1 ; EPARGNE. 11 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme.

HOUBLON

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

HOUILLERES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 235.

– **De la Loire (fermeture des –).** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 573.

– **De Provence.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 344.

– **Du Dauphiné.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 509.

HUILES DE RECUPERATION

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 408.

HUIS CLOS

Voir FEMME (CONDITION DE LA)., 7.

HUITIEME PLAN

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire ; Taxes parafiscales ; Transports ; Travail et participation ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 969 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 444.

HUIT MAI

Voir FETES LEGALES. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Anciens combattants ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Anciens combattants ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 303, 373, 672, 734 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 9, 184, 356 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 130, 131, 139, 141, 160, 172, 227.

– **Céiébration comme jour férié.** *Voir* IMPOTS. 8 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 292, 293, 304, 305, 306, 307, 308.

HUMANITE (L' –) (Journal)

Voir INFORMATION. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 481.

HYDRAULIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Rurale.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

HYDROCARBURES

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION (MER). 1, 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 55, 115.

– **Marché des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

– **Transport.** *Voir* NAVIGATION MARITIME. 2.

HYDROELECTRICITE

Voir VOIES NAVIGABLES. 2.

HYDROLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

HYERES (Attentat commis à –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 755.

HYGIENE

Voir SECURITE SOCIALE. 11.

HYPERMARCHES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

HYPOTHEQUES

Voir COPROPRIETE. 1 ; SOCIETES CIVILES. 1.

I

IDEAL STANDARD

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 368.

IHADDADEN (Mohamed)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

ILE-DE-FRANCE (Région d' -)

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 2, 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Aménagement du territoire ; Transports. - I. - Section commune. - II. - Transports terrestres ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports, Article 55 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 64 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Transports ; PROFESSION JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 2.

- **Hôpitaux.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 270.

- **Lignes électriques.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 261.

- **Maraîchers.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

- **Transports en -.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 60 ; TRANSPORTS EN COMMUN. 1.

ILE DE LUMIERE (Bateau-Hôpital)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT.

ILE MAURICE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports. - Coopération ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 362 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 86.

ILES DE L'OCEAN INDIEN

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

ILES DU CANAL DU MOZAMBIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315.

ILES FINISTERIENNES ET ILES DU PONANT (Desserte des -)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; ROUTES. 2.

ILES FRANÇAISES DE L'OCEAN INDIEN

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

ILOTAGE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Intérieur.

IMMEUBLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 112** TENDANT A ETENDRE AUX VILLES DE PLUS DE 25 000 HABITANTS LES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 57-746 DU 4 JUILLET 1957 RENDANT OBLIGATOIRE L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF D'OUVERTURE AUTOMATIQUE DANS LES IMMEUBLES AFFECTES A L'HABITATION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [11 mai 1978].

Voir CONGREGATIONS. 1.

– **A usage industriel et commercial (revenus fonciers, imposition).** *Voir* LOIS DE FINANCES. I (deuxième délibération). Article 5.

– **Droits de mutation sur les –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 21.

– **D'habitation.** *Voir* COPROPRIETE. 1, 2 ; ENERGIE. 5 ; ETRANGERS. 4, 5.

– **Du domaine de l'Etat.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 73.

– **Présumés vacants et sans maître (Appréhension par l'Etat).** *Voir* IMPÔTS. 8.

IMMIGRATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; PLAN. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 224, 917.

– **Afrique noire - France.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 90.

– **Clandestine.** *Voir* ETRANGERS. 1.

– **Familiale.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVER- 251.

– **Population immigrée dans le département du Rhône.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 528.

IMMIGRES

Voir ETRANGERS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Travail et participation. – Formation professionnelle ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 633 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 414 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 87, 102.

– **Conditions de vie en France.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Logement.** *Voir* COLLECTIVITES LOCALES. 6.

– **Organisation d'un débat à l'Assemblée nationale.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 435, 436.

– **Turcs et Tunisiens.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 688.

IMMOBILIER (Régime de l' –)

Voir LOGEMENT. 2.

IMMUNITES PARLEMENTAIRES

1. – DEMANDE DE SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGEES CONTRE HUIT MEMBRES DE L'ASSEMBLEE**n° 1991,** Assemblée nationale. Dépôt le 15 octobre 1980 par M. Gaston Defferre. – Renvoi à une commission ad hoc. – Composition [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420), [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467). – Bureau [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460). – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 2054** [12 novembre 1980]. – Discussion le 14 novembre 1980. – Adoption le 14 novembre 1980. – Résolution **n° 357.**

DISCUSSION [14 novembre 1980] (p. 3898)

Caractère politique des poursuites engagées : *Chandernagor (André),* (p. 3901).

Constitution (article 26) : *Séguin (Philippe),* (p. 3898) ; *Chandernagor (André),* (p. 3901).

Décision de l'Assemblée des communautés européennes concernant M. Sutra, représentant français : *Séguin (Philippe),* (p. 3899).

Décision du Sénat concernant le sénateur Parmantier : *Séguin (Philippe),* (p. 3899).

Immunité parlementaire à l'Assemblée nationale, au Sénat, à l'Assemblée des communautés européennes : *Séguin (Philippe),* (p. 3900) ; *Chandernagor (André),* (p. 3901).

Règlement (article 80) : *Séguin (Philippe),* (p. 3898).

Suspension des poursuites pendant la durée du mandat : *Séguin (Philippe)*, (p. 3900) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3901) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3901).

Adoption de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de la commision ad hoc (p .3902).

2. – DEMANDE DE SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGEES CONTRE UN MEMBRE DE L'ASSEMBLEE **n° 1994** [17 octobre 1980], Assemblée nationale. Dépôt le 17 octobre 1980 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à une commission ad hoc. – Composition [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451), [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467). – Bureau [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460). – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 2055** [12 novembre 1980]. – Discussion le 14 novembre 1980. – Adoption le 14 novembre 1980. – Résolution **n° 358.**

DISCUSSION [14 novembre 1980] (p. 3903)

Activité politique des parlementaires, immunité s'attachant à la fonction : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3903).

Constitution (article 26) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3903).

Immunité parlementaire à l'Assemblée, au Sénat et à l'Assemblée des communautés européennes : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3903).

Monopole de la radio-télévision française : *Ducoloné (Guy)*, (p. 3903).

Suspension des poursuites engagées contre M. Nilès pour la totalité de son mandat : *Séguin (Philippe)*, (p. 3902) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 3903) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3903).

Adoption de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de la commission ad hoc (p. 3903).

3. – DEMANDE DE SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGEES CONTRE UN MEMBRE DE L'ASSEMBLEE **n° 2265,** Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1981 par M. André Lajoinie. – Renvoi à une commission ad hoc. – Nomination [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961). – Bureau [*J.O.* du 8 avril 1981] (p. 981). – Rapporteur : M. Philippe Séguin [8 avril 1981]. – Rapport **n° 2307** [14 mai 1981].

4. – DEMANDE DE SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGEES CONTRE UN MEMBRE DE L'ASSEMBLEE **n° 2309,** Assemblée nationale. Dépôt le 15 mai 1981 par M. André Lajoinie. – Renvoi à une commission ad hoc.

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice (p. 6525, 6558, 6565) ; RAPPELS AU REGLEMENT. 109, 110, 111, 112, 176 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 8.

– **Assemblée des communautés européennes.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 835, 885.

IMPORTATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 68 ; Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur.

– **Acier.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Chaussures.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 905.

– **Communautaires.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 51.

– **Sauvages.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 36.

– **Textile.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1003.

IMPOSITION DES PLUS-VALUES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Après l'article 3.

IMPOSITION FORFAITAIRE ANNUELLE

Voir SOCIETES. 2.

IMPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES ET REMISES GRACIEUSES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 77.

IMPOT DECLARATIF ASSIS SUR LA VALEUR VENALE DES PROPRIETES

Voir IMPÔTS LOCAUX. 2.

IMPOT DEPARTEMENTAL SUR LE REVENU

Voir IMPÔTS LOCAUX. 2, après l'article 9.

IMPOT-EMPLOI SUR LES PROFITS

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

IMPOT FORFAITAIRE SUR LES SOCIETES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 271.

IMPOT SECHERESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

IMPOT SUR L'ACTIF NET DES BANQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 63.

IMPOT SUR LA FORTUNE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1706** PORTANT CREATION D'UN IMPOT SUR LA FORTUNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; IMPÔTS. 3, 4, 6 ; LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 2, amendements n°s 31, 85, avant l'article 11 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Avant l'article 2, article 2, avant l'article 13, avant l'article 15 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale (première partie), Avant l'article 2, après l'article 3 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3, 4, 5, 6.

IMPOT SUR LE CAPITAL

Voir ENTREPRISES. 9 ; LOIS DE FINANCES. 1, Avant l'article 2, amendement n° 30 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Avant l'article 2, avant l'article 13 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2.

IMPOT SUR LE REVENU

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 326** TENDANT A L'AMELIORATION DU QUOTIENT FAMILIAL ET A L'ETABLISSEMENT D'UNE PLUS GRANDE JUSTICE FISCALE POUR LES FAMILLES ET LES PERSONNES AYANT CHARGE D'ENFANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 845** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 168 DU CODE GENERAL DES IMPOTS AFIN DE PRECISER LES CONDITIONS D'APPLICATION DU REGIME DE TAXATION FORFAITAIRE PREVU PAR CET ARTICLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1089** TENDANT A EXCLURE LE LOGEMENT DE FONCTION DES BASES D'IMPOSITION POUR LE CALCUL DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES RECEVEURS, RECEVEURS-DISTRIBUTEURS ET DES CHEFS DE CENTRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Jacques Jouve et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1587** TENDANT A MODIFIER LE REGIME DE L'IMPOT SUR LE REVENU POUR LES JEUNES CHOMEURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Pierre Zarka et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1631** PORTANT REFONTE DE L'IMPOT SUR LE REVENU, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1648** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DES CHARGES DEDUCTIBLES DE NATURE IMMOBILIERE AUX DEPENSES OBLIGATOIRES DE SECURITE SUPPORTEES PAR LES PROPRIETAIRES D'UN IMMEUBLE DE GRANDE HAUTEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 avril 1980 par M. Maurice Arreckx. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1662** PORTANT EXTENSION DE L'ABATTEMENT DE 20 % PREVU POUR LES TRAITEMENTS, SALAIRES ET PENSIONS A L'ENSEMBLE DES AUTRES REVENUS TIRES D'UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE, QUELLES QUE SOIENT LA NATURE ET LA FORME JURIDIQUE DE L'EXPLOITATION (SALAIRE FISCAL), Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 avril 1980 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2276** TENDANT A EXONERER PARTIELLEMENT LES REVENUS DES PERSONNES QUI ONT DU LOUER LE LOGEMENT DONT ELLES SONT PROPRIETAIRES LORSQUE CETTE LOCATION EST NECESSITEE PAR DES RAISONS DE MALADIE OU D'ORDRE PROFESSIONNEL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Gérard Chasseguet. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir BIENFAISANCE. 1 ; CHÔMAGE. 1 ; COMMERCE ET ARTISANAT. 1 ; ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES. 1 ; EPARGNE. 3, 5 ; FAMILLE. 2, 11 ; FEMMES. 5 ; FINANCES LOCALES. 1 ; FRAUDE FISCALE. 1 ; HANDICAPES. 2, 5 ; IMPÔTS. 8, 9 ; IMPÔTS LOCAUX. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 2, amendements n°s 149, 134, 6, 135, articles 3 à 10 ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Articles et articles additionnels non rattachés, articles 63, 64, 65 ; Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 70 ; Travail et santé. – I. – Section commune. – II. – Travatil et participation. – Formation professionnelle. – III. – Santé et famille ; (deuxième délibération), article 2 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; (première partie), Articles 2, 16, 17 ; (deuxième partie), Artuicles 61, 62, 63, 72 ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 3, 4, 5, 6, 7, 22, 23, 67, 71 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale, Articles 1er, 2, 2 *bis*, 2 *ter* ; (deuxième partie), article 40 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, 4, Articles 1, 2, 4, 5 ; LOIS DE REGLEMENT. 1, 2, 3 ; PLUS-VALUES (IMPOSITION DES). 2 ; SALAIRES. 2 ; SOCIETES. 1 ; SPORTS. 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 8 ; TRAVAILLEURS FRONTALIERS. 1, 2, 3.

– **Des exploitants agricoles.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 114.

– **Etalement du versement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

– **Plafond de l'abattement sur les salaires et pensions.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

– **Rattachement des jeunes chômeurs au foyer fiscal de leurs parents.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

– **Régime forfaitaire agricole.** *Voir* IMPÔTS. 8.

IMPOT SUR LES PLUS-VALUES

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Voir BIENFAISANCE. 1 ; ENTREPRISES. 2, 9, 10 ; ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES. 1 ; EPARGNE. 3 ; FRAUDE FISCALE. 1 ; IMPOTS. 8, 9 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 14 ; (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; (première partie), après l'article 4, après l'article 6 ; (deuxième partie), articles 60, 61 ; LOIS DE FINANCES. 6, articles 70, 72, 79 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (première partie), articles 1er, 43 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, articles 4, 5 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 750 ; SALAIRES. 2 ; SPORTS. 2.

– **Provisions déductibles du bénéfice imposable.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), après l'article 2.

IMPOT SUR LES SPECTACLES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

IMPOTS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 221** TENDANT A ADMETTRE LES DONS D'ŒUVRES D'ART ORIGINALES EFFECTUES AU PROFIT DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX, DES MUSEES DE L'ETAT, DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES, EN DEDUCTION DU REVENU OU DU BENEFICE IMPOSABLE, AU TITRE DE L'IMPOT SUR LE REVENU ET DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 291** TENDANT A INSTAURER UN IMPOT SUR LE CAPITAL DES SOCIETES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie et du Plan.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 292** TENDANT A INSTAURER UN IMPOT SUR LA FORTUNE DES PERSONNES PHYSIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 537** TENDANT A INSTITUER UN IMPOT SUR LES GRANDE FORTUNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 540** TENDANT A MODIFIER LA LEGISLATION FISCALE EN CE QUI CONCERNE LES DELAIS IMPOSES AUX CONTRIBUABLES POUR PRODUIRE CERTAINES DECLARATIONS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 866** RELATIVE A LA CREATION D'UN IMPOT ANNUEL, DECLARATIF, PROGRESSIF SUR LES GRANDES FORTUNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Didier Bariani et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. – PROJET DE LOI **n° 1559** AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A CONTINUER A PERCEVOIR EN 1980 LES IMPOTS ET TAXES EXISTANTS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 décembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur général : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1561** [27 décembre 1979]. – Discussion le 27 décembre 1979. – Adoption le 27 décembre 1979. – Projet de loi **n° 275.**

SENAT (première lecture), n° 146. Dépôt le 28 décembre 1979. – Renvoi à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Jacques Descours-Desacres. – Rapport n° 147 (1979-1980) [28 décembre 1979]. – Discussion le 28 décembre 1979. – Adoption définitive le 28 décembre 1979. – Projet de loi n° 48 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 28 décembre 1979 par MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgeois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fitermann, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka, députés et par MM. Gilbert Belin, Pierre Noé, Edgard Pisani, Henri Tournan, Maurice Janetti, Mme Cécile Goldet, MM. Marcel Debarge, Charles

Alliès, Franck Sérusclat, Claude Fuzier, Robert Guillaume, Tony Larue, Albert Pen, Antoine Andrieux, Marcel Brégégère, Marcel Champeix, Gérard Minvielle, Louis Perrein, Michel Moreigne, Louis Longequeue, Maxime Javelly, Georges Spénale, Edgar Thailhades, Jacques Bialski, Noël Berrier, Jacques Carat, René Chazelle, Félix Ciccolini, Emile Durieux, Raymond Courrière, Léon Eeckhouette, Philippe Machefer, Robert Laucournet, Marcel Mathy, Jean Nayrou, Bernard Parmantier, Maurice Pic, Roger Pontillon, Roger Quilliot, M lle Irma Rapuzzi, MM. Roger Rinchet, Robert Schwint, Edouard Soldani, Marcel Souquet, André Méric, Jean Péridier, Maurice Vérillon, Bernard Chochoy, Michel Darras, Georges Dagonia, Henri Duffaut, Jean Geoffroy, Roland Grimaldi, Robert Lacoste, Emile Vivier, Jean Varlet, Paul Mistral, Guy Durbec, Josy Monet, Bernard Legrand, sénateurs (article 61 de la Constitution).

Décision le 30 décembre 1979 [*J.O.* du 31 décembre 1979] (p. 3455).

Loi n° 79-1159 du 30 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1979 (p. 3331).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 décembre 1979] (p. 12545) :

Article 25 (vote sur) : *Mitterrand (François)*, (p. 12547).

Décision du Conseil Constitutionnel : *Icart (Fernand)*, (p. 12545) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 12546) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12545, 12550).

Perception des impôts et taxes : *Mitterrand (François)*, (p. 12549) ; *Icart (Fernand)*, (p. 12545) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12545).

Rapport Hannoun : *Combrisson (Roger)*, (p. 12547).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 décembre 1979] (p. 12550) :

ART. UNIQUE (autorisant la perception en 1980 des impôts produits et revenus affectés à l'Etat et aux collectivités publiques et des taxes parafiscales) adopté (p. 12550).

APRES L'ART. UNIQUE : *amendement n° 1* de M. Roger Combrisson (prélèvement exceptionnel sur le profit des sociétés pétrolières ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks réalisés par les sociétés pétrolières) rejeté (p. 12550) ; *amendement n° 2* de M. Jack Ralite (barème de l'impôt sur le revenu) rejeté (p. 12552) ; *amendement n° 8* de M. Laurent Fabius (barème de l'impôt sur le revenu) rejeté (p. 12552) ; *amendement n° 3* de M. Jacques Chaminade (faisant bénéficier du taux 0 de la T.V.A. les produits de première nécessité et instituant un impôt sur la fortune) rejeté (p. 12552) ; *amendement n° 4* de M. Robert Vizet (impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) rejeté par scrutin public n° 332 (p. 12554) ; liste des votants (p. 12558) ; *amendement n° 10* de M. Laurent Fabius (impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public) rejeté au scrutin public n° 333 (p. 12554) ; liste des votants (p. 12559) ; *amendement n° 5* de Mme Paulette Fost (impôt sur la fortune des personnes physiques) rejeté (p. 12555) ; *amendement n° 9* de M. Laurent Fabius (impôt annuel et progressif sur la fortune des personnes physiques ; institution d'un nouveau prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne) rejeté (p. 12555) ; *amendement n° 11* de M. Jacques Jouve (suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les voyageurs, représentants, placiers) rejeté (p. 12555) ; *amendement n° 12* de M. Parfait Jans (suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les taxis) rejeté par scrutin public n° 334 (p. 12556) ; liste des votants (p. 12560).

MM. Gosnat (Georges), Icart (Fernand), Ralite (Jack), Emmanuelli (Henri), Papon (Maurice), Vizet (Robert), Pourchon (Maurice), Jouve (Jacques), Joxe (Pierre), Ducoloné (Guy).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Constans (Hélène)* : rejet par la majorité unie de tous les amendements de justice fiscale déposés par le groupe communiste ; dénonce l'abus de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; vote hostile du groupe communiste (p. 12556).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 335 (p. 12556) ; liste des votants (p. 12561).

8. – PROJET DE LOI **n° 1600** PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER. Lettre rectificative **n° 2098** [21 novembre 1980], Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur général : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1676** [30 avril 1980]. – Rapport supplémentaire **n° 2103** [26 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées [24

octobre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Eugène Bérest [29 octobre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [29 octobre 1980 et 28 novembre 1980]. – Discussion les 4 et 5 décembre 1980. – Deuxième délibération (articles 2, 4 15 bis, 15 ter). – Adoption le 5 décembre 1980. – Projet de loi **n° 392.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [4 décembre 1980] (p. 4633).

Département d'Outre-Mer (aides à l'investissement ; domaine public maritime ; allocations aux handicapés) : *Fontaine (Jean),* (p. 4636, 4637) ; *Limouzy (Jacques),* (p. 4638).

Handicapés (travail protégé/COTOREP) : *Chonavel (Jacqueline),* (p. 4633, 4634) ; *Fontaine (Jean),* (p. 4637).

Huitième Plan (report du débat) : *Taddei (Dominique),* (p. 4635) ; *Vivien (Robert-André),* (p. 4635).

Ports autonomes (fiscalité) : *Porelli (Vincent),* (p. 4637) ; *Limouzy (Jacques),* (p. 4638).

Projets de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (utilité de la procédure) : *Icart (Fernand),* (p. 4633) ; *Taddei (Dominique),* (p. 4634, 4635) ; *Limouzy (Jacques),* (p. 4638).

SAFER (droits de mutations sur leurs ventes) : *Fontaine (Jean),* (p. 4636).

Techniciens des constructions navales : *Daillet (Jean-Marie),* (p. 4637) ; *Limouzy (Jacques),* (p. 4638).

Ticket modérateur d'ordre public : Taddei (Dominique), (p. 4635).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4639).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 39* de M. René Gaillard (régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production) : rejeté (p. 4640) ; *amendement n° 95* de M. Jacques Jouve (régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production) : rejeté (p. 4640).

ART. 1er (adaptation des règles de fixation du forfait de TVA pour les membres des professions non commerciales et mesures connexes) : adopté (p. 4640).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 40* de M. Laurent Fabius (remboursement de la TVA aux association) : rejeté (p. 4641) ; *amendement n° 41* de M. Laurent Fabius (exonération de la taxe sur les salaires des associations employant moins de 3 salariés) : rejeté (p. 4641).

ART. 2 (simplification des conditions d'imposition à la taxe d'habitation et à la TVA des garages et emplacements de stationnement) : *amendement n° 67* du gouvernement (fixant au 1er janvier 1982 la date d'entrée en vigueur de l'exonération de taxe d'habitation des emplacements de stationnement non couverts) : adopté (p. 4642) ; *amendement n° 68* du gouvernement (suppression de la disposition prévoyant que les garages et emplacements de stationnement couverts donnés en location ne sont imposables à la taxe d'habitation que s'ils sont situés dans un immeuble d'habitation ou en constituent une dépendance immédiate) : adopté (p. 4642) ; *amendement n° 69* du gouvernement (exonération de la TVA des locations portant sur des garages et emplacements de stationnement couverts passibles de la taxe d'habitation) : devient sans objet (p. 4643) ; *amendement n° 174* de M. Edouard Frédéric-Dupont (exonération de la TVA des locations d'emplacements de stationnement de véhicules couverts et non couverts ; prélèvement sur les profits des sociétés pétrolières) : adopté (p. 4643) ; *amendement n° 14* de la commission des finances (exonération de la TVA des emplacements de stationnement non couverts) : devient sans objet (p. 4643) ; *amendement n° 119* de M. Hubert Dubedout (exonération de la TVA des locations d'emplacement de stationnement non couverts et couverts en régie municipale) : rejeté (p. 4644).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4644).

ART. 3 (normalisation du système de déclaration des rémunérations autres que les salaires versés à des tiers à l'occasion de l'exercice d'une profession) : adopté (p. 4645).

ART. 4 (suppression du règime de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour perte de récolte ou de bétail) : *amendements* identiques *n° 96* de M. Jacques Chaminade et *n° 120* de M. Dominique Taddei (suppression de l'article 4) : adoptés (p. 4646) ; *amendement n° 10* du gouvernement (réduction du taux de la taxe additionnelle sur les contrats d'assurance des véhicules agricoles) : devient sans objet (p. 4646).

– article 4 supprimé (p. 4646).

ART. 5 (modification des conditions d'exonération de la redevance sur l'édition des ouvrages de librairie) : liberté des prix du livre (p. 4646).

– article 5 adopté (p. 4646).

ART. 6 (suppression de la taxe sur les arrérages de pensions payés par mandat carte ou par virement de compte) : adopté (p. 4647).

ART. 7 (rétablissement des délais d'action du Trésor en cas de mutation de taxe foncière ou de transfert de taxe d'habitation) : adopté (p. 4647).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 15* de la commission des finances (dégrèvement de la taxe foncière en cas de vacance d'immeubles) : adopté (p. 4648) ; *amendement n° 49* de M. Gorse (réévaluation de l'abattement prévu par l'article 240 du code général des impôts en matière de déclaration fiscale par des tiers) : non soutenu (p. 4648) ; *amendement n° 160* de M. Gantier (régime fiscale applicable aux bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée) : non soutenu (p. 4648).

ART. 8 (amélioration et accélération de la procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître) : *amendement n° 147* de la commission des lois (suppression de l'article 8) : non soutenu (p. 4648) ; *amendement n° 16* de la commission des finances (portant de 6 à 12 mois le délai donné au propriétaire pour se manifester) : adopté avec modification (p. 4649).

– article 8 ainsi modifié (p. 4649).

ART. 9 (amélioration de la procédure de réinsertion dans l'économie des immeubles présumés vacants et sans maître) : adopté (p. 4649).

ART. 10 (délimitation du domaine public) : adopté (p. 4649).

AVANT L'ART. 11 : *amendement n° 145* de M. Inchauspé (harmonisation de la loi du 8 avril 1946 avec la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur) : adopté (p. 4649) ; *amendement n° 146* de M. Inchauspé (conséquence de l'*amendement n° 145*) : adopté (p. 4649).

ART. 11 (modification des obligations des débitants de tabac en cas de changement de prix de vente) : *amendement n° 17* de la commission des finances (suppression de l'article 11) : adopté (p. 4650).

– article 11 supprimé (p. 4650).

APRES L'ART. 11 : *amendement n° 97* de M. Gosnat (taxation à 100 % de la revalorisation des stocks pétroliers entraînée par l'augmentation des prix à la production) rejeté (p. 4652) ; *amendement n° 43* rectifié de M. Taddei (revalorisation en fonction des nouveaux prix des droits et taxes acquités sur les stocks pétroliers) : rejeté (p. 4652).

ART. 12 (appplication aux cigarettes sans tabac de la loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés) : *amendement n° 18* de la commission des finances (suppression de l'article 12) : rejeté (p. 4652).

– article 12 adopté (p. 4652).

ART. 13 (exonération de la taxe sur les conventions d'assurances, de certains contrats d'assurances liés à un accord de mensualisation) : *amendement n° 121* de M. Taddei (suppression de l'article 13) : rejeté (p. 4653).

– article 13 adopté (p. 4653).

APRES L'ART. 13 : *amendement n° 155* de M. Emmanuelli (remboursement des fonds publics perçus par une entreprise au titre de l'indemnisation du chômage partiel si dans les deux mois qui suivent elle procède à des licenciements) : non soutenu (p. 4653) ; *amendement n° 156* de M. Taddei (règlement mensuel des commissions dues aux voyageurs représentants de commerce) : non soutenu (p. 4653).

ART. 14 (modalités de prise en compte des recettes provenant des opérations autres que les ventes pour l'application du régime forfaitaire agricole) : *amendement n° 19* de la commission des finances (excluant du champ d'application de l'article 14 les gains de course réalisés par les éleveurs de chevaux et les recettes provenant de certificats d'obtention végétale) : adopté (p. 4653) ; *amendement n° 20* de la commission des finances (augmentant le coefficient multiplicateur prévu par l'article 14) rejeté (p. 4659) ; *amendement n° 99* de M. Chaminade (non application de l'article 14 aux recettes des petits éleveurs intégrés) : rejeté (p. 4654) ; *amendement n° 21* de la commission des finances (application de l'article 14 aux recettes de 1981 et non de 1980) : adopté (p. 4654) ; *amendement n° 152* de M. de Branche (application de la loi de 1964 qui protège les agriculteurs concluant des contrats d'intégration aux contrats entre coopérateurs et coopératives) : adopté (p. 4655).

– article 14 ainsi modifié adopté (p. 4655).

ART. 15 (imposition aux droits de mutation selon le régime fiscal de droit commun des ventes d'immeubles effectuées par les SAFER) : *amendement n° 157* de M. Taddei (suppression de l'article 15) : retiré (p. 4655) ; *amendement n° 1* du gouvernement (précisant que l'article 15 ne vise que les mutations de biens qui ne font pas l'objet d'une exploitation agricole) : adopté (p. 4655) : ce texte devient l'article 15 (p. 4655).

APRES L'ART. 15 : *amendement n° 78* de la commission des finances (déduction du revenu imposable des primes afférentes à des contrats d'assurances ayant pour objet de garantir l'octroi d'indemnités journalières à l'assuré qui se trouve dans l'incapacité physique d'exercer son activité de travailleur non salariés non agricole) ; *sous-amendement n° 167* de M. Dehaine (plafonnement de la

déduction prévue par l'*amendement n° 78* à 2 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale) : adopté (p. 4656) ; *amendement n° 78* ainsi modifié adopté (p. 4656).

AVANT L'ART. 16 : *amendement n° 79* corrigé de la commission des finances (marquage obligatoire des produits industriels commercialisés en France) : *sous-amendement n° 133* de M. de Branche (prise en considération pour le marquage d'origine de la valeur ajoutée industrielle) : adopté (p. 4658) ; *sous-amendement n° 134* de M. de Branche (rédaction obligatoire en français de toutes les informations prévues par l'*amendement n° 79*) : adopté (p. 4658) ; *sous-amendement n° 136* de M. de Branche (non application de l'*amendement n° 79* aux articles dont la valeur en douane est inférieure à 5 F ou dont la valeur à la distribution est inférieure à 20 F) : adopté (p. 4658) ; *amendement n° 79* corrigé ainsi modifié adopté (p. 4658).

ART. 16 (régime douanier des réparations d'équipement, échanges standard) *amendement n° 123* de M. Pierret (suppression de l'article 16) : rejeté (p. 4659) ; *amendement n° 22* de la commission des finances (régime particulier de l'échange standard en matière douanière) ; sous-amendement du gouvernement (suppression de l'exigence concernant les marchandises identiques) adopté (p. 4660) ; sous-amendement du gouvernement (suppression dans l'*amendement n° 22* du paragraphe définissant l'intitulé d'un chapitre du code des douanes qui est de nature réglementaire) : adopté (p. 4660) ; *amendement n° 22* ainsi modifié adopté (p. 4660).

Ce texte devient l'article 16 (p. 4660).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 108* corrigé de M. Lagourgue (extension à Mayotte et non aux TOM du régime d'aide à l'investissement applicable dans les DOM extension de la déduction aux sommes investies dans le tourisme et dans les exploitations forestières) : réservé (p. 4663) ; *amendements n° 23, 107 et 2* : réservés (p. 4663) ; *amendement n° 24* de la commission des finances (prise en compte de la variation de l'indice des prix pour l'imposition des plus values immobilières) : rejeté (p. 4664) ; *amendement n° 140* rectifié de M. de Branche (prévoyant un délai minimum de détention pour le bénéfice de l'exonération d'impôt sur les plus values des cessions à titre onéreux de terrains à usage agricole ou forestier) : retiré (p. 4665) ; *amendement n° 173* de M. Tissandier (fourniture par l'administration des impôts de renseignements fiscaux au centre national de la cinématographie et aux sociétés d'auteurs, d'éditeurs, de compositeurs ou de distributeurs) : adopté (p. 4665) ; *amendement n° 149* de M. Pinte (possibilité pour les villes de moins de 100 000 habitants d'instituer un tarif progressif pour les licences de débits de boissons) : adopté (p. 4665) ; *amendement n° 181* de M. Gantier (modification du régime fiscal des bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée) : retiré (p. 4666).

ART. 16 *bis* (assistance mutuelle des administrations des Etats membres de la CEE en matière d'assiette et de recouvrement de la TVA) : *amendement n° 80* corrigé de la commission des finances (fixation par décret en conseil d'Etat des conditions d'application de l'article 16 *bis*) : adopté (p. 4666).

– article 16 bis, ainsi modifié adopté (p. 4666).

AVANT L'ART. 17 : *amendement n° 44* corrigé de M. Fabius (attribution d'une part supplémentaire de quotient familial aux contribuables mariés invalides) : rejeté (p. 4667) ; *amendement n° 100* de M. Léger (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux assujettis à l'impôt sur le revenu célibataires ou mariés bénéficiaires de la carte d'invalidité) : rejeté (p. 4667) ; *amendement n° 177* de M. Hamel (mention dans le contrat de travail temporaire d'un étranger de l'attestation de toutes les formalités exigées par la loi pour le séjour en France et pour l'exercice d'une activité professionnelle salariée) : adopté (p. 4668) ; *amendement n° 92* de M. Ginoux (suppression de la possibilité de mettre à la charge de l'utilisateur de la main d'œuvre temporaire le paiement des salaires et des cotisations sociales en cas de défaillance de l'entreprise de travail temporaire) : déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la constitution (p. 4668).

ART. 17 (modification des règles relatives à l'allocation aux adultes handicapés) : modalités de remboursement par l'Etat du complément de rémunération versé au titre de la garantie de ressources aux travailleurs handicapés employés dans le secteur agricole (p. 4669) ; *amendement n° 111* de M. Léger (suppression de l'article 17) : rejeté (p. 4669) ; *amendement n° 124* de M. Taddei (service de l'allocation aux adultes handicapés jusqu'à ce que le relais soit effectivement pris par le paiement d'un avantage vieillesse) adopté (p. 4670).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 4670).

ART. 18 (modification des règles de cumul applicables à certaines prestations sociales) : adopté (p. 4670).

APRES L'ART. 18 : *amendement n° 125* de M. Taddei (interdisant tout contrôle médical des arrêtes de travail exercé par d'autres médecins que les médecins conseils des régimes de sécurité sociale) : rejeté (p. 4670).

AVANT L'ART. 19 : *amendement n° 163* de M. Léger (institution d'une nouvelle taxe assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés en vue de financer le versement d'une allocation d'éducation spéciale à tous les enfants handicapés) : rejeté (p. 4671).

[5 décembre 1980] (p. 4678).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 108*, 2e rectification, précédemment réservé de M. Lagourgue (possibilité pour les sociétés et les contribuables salariés ou non salariés assujettis à un régime réel d'imposition de déduire de leurs revenus imposables de l'année une somme égale au montant de leurs souscriptions effectuées au cours de la même année au capital des sociétés de développement régional des DOM) : adopté avec modification (p. 4678) ; *amendement n° 23* de la commission des finances (régime d'aide à l'investissement dans les TOM) : adopté avec modification (p. 4679) ; *amendement n° 107* de M. Flosse (financement des investissements industriels dans les TOM) : devient sans objet (p. 4679) ; *amendement n° 2* de M. Douffiagues (régime d'aide à l'investissement dans les TOM) : non soutenu (p. 4679).

ART. 19 (modalités d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments aux enfants handicapés) : *amendement n° 70* corrigé du gouvernement (attribution d'un complément d'allocation d'éducation spéciale à certaines familles dont l'enfant est placé en internat) : adopté (p. 4679) ; *amendement n° 164* de M. Vizet (majoration de la taxe sur les voitures particulières des sociétés en vue de dégager des ressources permettant de donner aux familles modestes les moyens de se rendre chaque mois auprès de leur enfant handicapé placé en internat) : rejeté (p. 4680).

– article 19, ainsi modifié, adopté (p. 4680).

ART. 19 *bis* (modification des conditions d'agrément des conventions collectives concernant les personnels des organismes de sécurité sociale et des établissements et services à caractère social ou sanitaire à but non lucratif) : *amendement n° 126* de M. Taddei (suppression de l'article 19 *bis*) : rejeté (p. 4681) ; *amendement n° 159* de M. Pineau (extension de l'article 19 *bis* aux organismes de la mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 4681).

– article 19 bis adopté (p. 4681).

– ART. 19 *ter* (prolongation du délai de paiement des cotisations sociales accordées aux artisans et commerçants confrontés à des difficultés financières provisoires) : adopté (p. 4681).

ART. 19 *quater* (fixation des tarifs servant de base aux remboursements des analyses médicales effectuées par des laboratoires non conventionnés) : *amendement n° 127* de M. Taddei (suppression de l'article 19 *quater*) : rejeté (p. 4682) ; *amendement n° 128* de M. Taddei (obligeant les laboratoires non conventionnés à signaler à leurs clients que leurs prestations ne sont pas remboursées par la sécurité sociale) : adopté (p. 4682).

– article 19 quater, ainsi modifié, adopté (p. 4682).

ART. 20 (extension aux DOM de certaines dispositions du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 4682).

APRES L'ART. 20 : *amendement n° 93* de M. Lagourgue (permettant à la fédération nationale de la mutualité française de siéger avec voix consultative aux conseils d'administration des caisses générales de sécurité sociale des DOM) : adopté (p. 4682).

ART. 21 (taxe d'apprentissage – versement au fonds national de compensation institué par l'article 9 de la loi du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi) : *amendement n° 71* du gouvernement (application de l'article 21 aux sommes dues sur les salaires versés en 1980) : adopté (p. 4682).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 4682).

ART. 22 (suppression de diverses exonérations en matière de cotisations sociales agricoles) : *amendement n° 102* de M. Goldberg (suppression de l'article 22) : rejeté (p. 4683) ; *amendement n° 139* de M. Tissandier (maintien de l'exonération de cotisations d'allocations familiales dont bénéficient les jeunes gens effectuant un stage au pair chez des chefs d'entreprises ; maintien de la possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole d'accorder des exonérations de cotisations d'allocations familiales lorsque la situation des adhérents le justifie) : rejeté (p. 4684).

– article 22 : adopté (p. 4684).

ART. 23 (modification de la procédure de revalorisation des rentes accidents du travail des exploitants agricoles) : adopté (p. 4684).

APRES L'ART. 23 : *amendement n° 13* de M. Fabius : réservé (p. 4684) ; *amendement n° 25* de la commission des finances (suppression du ticket modérateur d'ordre public) rejeté par scrutin public n° 551 (p. 4687) ; *amendement n° 5* rectifié de M. Autain (suppression du ticket modérateur d'ordre public) : retiré (p. 4687) ; mutualité et assurance maladie (p. 4685, 4686, 4687) ; *amendement n° 180* du gouvernement (modalités de la révision des salaires forfaitaires servant de base au calcul

des contributions des armateurs et des cotisations et des pensions des marins) : adopté (p. 4687) ; *amendement n° 26* de la commission des finances (remboursement de l'avoir fiscal aux bureaux d'aide sociale) adopté avec modification (p. 4688) ; *amendement n° 51* de M. Jean-Louis Masson (augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme au régime d'assurances accidents agricoles en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4688) ; *amendement n° 7* de M. Hamel (tendant à ne pas exclure du bénéfice de la distribution d'actions les salariés de nationalité étrangère en France par des filiales dont le siège est en France) : adopté (p. 4688) ; *amendement n° 61* rectifié de M. Foyer (donnant toute liberté aux congrégations reconnues pour acquérir des biens immobiliers et pour utiliser à cet effet les ressources qu'elles tirent des legs ou des ventes): adopté (p. 4689) ; *amendement n° 65* de M. Tranchant (limitation du budget des caisses d'action sociale des personnels des entreprises électriques et gazières) ; *sous-amendement n° 182* de M. Gantier (supprimant l'indexation prévue à partir du 1er janvier 1982 par l'*amendement n° 65*) : rejeté (p. 4693) ; *amendement n° 65* : rejeté par scrutin public n° 552 (p. 4693) : enquête de la cour des comptes (p. 4689, 4690, 4691; 4692) ; utilisation du fonds d'action sociale d'EDF et de GDF et possibilité de détournement au profit du parti communiste (p. 4690, 4691, 4692) : prélèvement institué en faveur des anciens actionnaires (p. 4690) défi lancé par M. Robert-André Vivien à M. Georges Séguy (p. 4689, 4690, 4691) ; *amendement n° 75* de M. Claude Martin (interdisant aux collectivités publiques d'exiger le versement d'un droit d'entrée ou d'un pas de porte pour la location d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal leur appartenant) : retiré (p. 4717) ; *amendement n° 4* de M. Claude Martin : retiré (p. 4717) ; *amendement n° 81* de la commission des finances (abattement exceptionnel sur le montant des salaires retenu pour le calcul des versements mis à la charge des entreprises de plus de dix salariés) ; sous-amendement du gouvernement (suppression du gage de l'*amendement n° 81*) : adopté (p. 4718) ; *amendement n° 81,* ainsi modifié, adopté (p. 4718) ; *amendement n° 138* de M. Jean-Pierre Delalande (modalités de conclusion d'accords de participation dérogatoires dans les sociétés employant moins de 50 salariés appartenant à un groupe) : adopté (p. 4718) ; *amendement n° 186* de M. Henri Ginoux (suppression de la mise à la charge de l'utilisateur de la main d'œuvre temporaire du paiement des salaires ainsi que des cotisations sociales en cas de défaillance de l'entreprise de travail temporaire ; augmentation des cotisations sociales des entreprises de travail temporaire) : adopté (p. 4719).

AVANT L'ART. 24 : *amendement n° 27* de la commission de finances (plafonnement temporaire du taux maximum légal des prêts) : rejeté (p. 4719) ; *amendement n° 82* de la commission des finances (portant le taux d'intérêt versé au capital souscrit par les sociétaires du crédit agricole au même niveau que la rémunération des parts des sociétaires de coopérative) : adopté (p. 4720) ; *amendement n° 83* de la commission des finances (augmentation du plafond de rémunération des parts de sociétaires de coopératives agricoles) ; *sous-amendement n° 154* de M. René de Branche (extension de cette augmentation à l'ensemble des coopératives) : adopté (p. 4720) ; amendement n° 83, ainsi modifié, adopté (p. 4720).

ART. 24 (obligation imposée aux importateurs et aux grossistes de communiquer leurs barèmes et conditions de vente à tout revendeur qui en fait la demande) : adopté (p. 4720).

APRES L'ART. 24 : *amendement n° 3* de M. Claude Martin (mise à la disposition de la commission de la concurrence d'enquêteurs requis par elle) : retiré, repris par le groupe socialiste puis rejeté (p. 4721) ; *amendement n° 89* corrigé de M. Claude Martin (possibilité pour les commissions du Parlement de demander l'avis de la commission de la concurrence sur les propositions ou les projets de loi) : rejeté (p. 4722) ; *amendement n° 45* de M. Martin Malvy (possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de saisir la commission de la concurrence sur les projets et les propositions de loi) : rejeté (p. 4722) ; équilibre des pouvoirs (p. 4721, 4722) ; *amendement n° 168* de M. Martin Malvy (possibilité pour la commission de la concurrence de se saisir elle-même de toute affaire concernant la concurrence, les ententes illicites et les abus de position dominante) : rejeté (p. 4722).

ART. 25 (augmentation du nombre des membres de la commission de la concurrence) : *amendement n° 129* de M. Dominique Taddei (suppression de l'article 25) : rejeté (p. 4723) ; *amendement n° 143* de M. Henri Colombier (portant à 14 le nombre des membres de la commission de la concurrence) : adopté (p. 4723) ; *amendement n° 169* de M. Martin Malvy (publication obligatoire au Journal Officiel des avis rendus par la commission de la concurrence) : rejeté (p. 4724).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 4724).

ART. 26 (extension de la convention passée entre la Banque de France et l'institut d'émission des départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 4724).

APRES L'ART. 26 : *amendement n° 137* de M. Henri de Gastines (assouplissement de la réglementation relative à l'installation des débits de boissons quand il s'agit du dernier débit de boissons d'un village) : adopté (p. 4724) ; lutte contre l'alcoolisme (p. 4724).

ART. 27 (exonération du droit de garantie du titre des métaux précieux) : adopté (p. 4726).

ART. 28 (définition des fabricants soumis à la législation de la garantie et obligations de ces derniers en ce qui concerne le paiement des droits) : adopté (p. 4726).

ART. 29 (allongement du délai de présentation au bureau de garantie des ouvrages en métaux précieux dépourvus de marque ; dispense de saisie des ouvrages poinçonnés et enregistrés en comptabilité) : *amendement n° 72*, deuxième rectification, du Gouvernement (saisie obligatoire de tout ouvrage d'or, d'argent ou de platine trouvé non marqué chez un marchand) : adopté (p. 4727).

– article 29, ainsi modifié, adopté (p. 4727).

ART. 30 (allègement des obligations des fabricants exportant des ouvrages en métaux précieux dont le titre est inférieur au minimum légal) : adopté (p. 4727).

ART. 31 (définition des ouvrages susceptibles de bénéficier de l'appellation « plaqué », « doublé », « métal argenté » ou « vermeil ») : *amendement n° 28* de la commission des finanes (amendement de précision) : adopté (p. 4727).

– le texte de l'amendement n° 28 devient l'article 31 (p. 4727).

APRES L'ART. 31 : *amendement n° 76* de M. Jean Bégault (autorisation éventuelle par décret d'un titre de moindre teneur pour la bijouterie : retiré (p. 4728).

ART. 32 (abrogation des dispositions relatives à la garantie du titre des métaux précieux contraire aux articles 27 à 31 de la présente loi) : adopté (p. 4728).

ART. 33 (fixation au 1er janvier 1979 de la date d'effet des statuts particuliers pris dans le cadre de la réforme de la condition militaire) : *amendement n° 29* de la commission des finances (fixation au 1er janvier 1976 de la date d'effet des statuts particuliers publiés avant le 1er janvier 1980 ; fixation au 1er janvier 1979 de la date d'effet des statuts particuliers des ingénieurs des travaux des essences, des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées, et des ingénieurs de l'armement) ; *sous-amendement n° 190* de M. Jean-Yves Le Drian (respect des situations acquises depuis le 30 octobre 1975 par les personnels concernés en activité) : retiré (p. 4731) ; *sous-amendement n° 191* de M. Jean-Yves Le Drian (examen particulier des situations des personnels qui pourraient être désavantagés par les dispositions de l'amendement n° 29) : rejeté (p. 4731) ; *amendement n° 29* : adopté (p. 4731) ; *amendement n° 73* du Gouvernement (fixation au 29 juillet 1980 de la prise d'effet du statut particulier des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées) : devient sans objet (p. 4731).

– le texte de l'amendement n° 29 devient l'article 33 (p. 4731) ; retard d'application de l'article 9 de la loi du 30 octobre 1975 (p. 4728, 4729, 4730, 4731).

ART. 34 (introduction de la mixité dans les corps des militaires infirmiers et des techniciens des hôpitaux militaires) : adopté (p. 4731).

ART. 35 (recul de la limite d'âge des musiciens de la marine) : *amendement n° 30* de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 4732).

– le texte de l'amendement n° 30 devient l'article 35 (p. 4732).

ART. 36 (validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications) ; décision du 13 décembre 1979 du tribunal administratif de Paris annulant les nominations dans le corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (p. 4732, 4733) ; *amendements* identiques *n° 31* de la commission des finances et *n° 148* de la commission des lois (suppression de l'article 36) : rejetés (p. 4734) ; *amendement n° 48* du Gouvernement (intégration dans le corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications, des techniciens d'études et de fabrications et des agents sur contrat inscrits après examen professionnel sur les listes d'aptitude complémentaires) ; *sous-amendement n° 183* de M. Jean-Yves Le Drian (création d'une commission tripartite en vue de rechercher les solutions techniques et financières permettant de remédier aux difficultés créées par la position de l'administration lors de la définition du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications) : rejeté (p. 4736) ; *sous-amendement n° 184* de M. Jean-Yves Le Drian (institution d'une taxe sur le montant des ventes d'armes à l'exportation) : rejeté (p. 4736) ; *amendement n° 48* : adopté (p. 4738). *amendement n° 165* de M. Pierre Girardot (augmentation de 5 % du

taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises travaillant dans les secteurs de l'armement et de la défense nationale) : rejeté (p. 4736).

– article 36, ainsi modifié, adopté (p. 4736).

ART. 37 (suppression de la cotisation obligatoire des officiers de l'armée de terre au profit des cercles militaires) : adopté (p. 4736).

ART. 38 (suppression du droit au maintien dans les lieux en cas de mutation ou de cessation de service pour les militaires locataires de logements réservés) : *amendements* identiques *n° 32* de la commission des finances et *n° 103* de M. Robert Vizet (suppression de l'article 38) : rejetés (p. 4736) ; situation des militaires logés dans les H.L.M. militaires de Saint-Mandé (p. 4736).

– article 38 adopté (p. 4737).

ART. 39 (action exercée par l'Etat et les collectivités locales à l'encontre d'un tiers responsable d'un accident du service) : adopté (p. 4737).

ART. 40 (limitation de la progression en 1978 des hautes rémunérations dans le secteur public) : adopté (p. 4737).

ART. 41 (intégration dans le corps des administrateurs civils de conseillers du commissariat général du Plan issus du corps autonome des administrateurs des affaires d'Outre-Mer) : *amendement n° 84* corrigé de la commission des finances (intégration dans le corps des administrateurs civils de la moitié des fonctionnaires concernés du commissariat général du Plan) : rejeté (p. 4737).

Rappel au règlement de M. Le Drian (Jean-Yves). Réponse de M. Rivierez (Hector), (p. 4737).

– article 41, adopté (p. 4737).

APRES L'ART. 41 : *amendement n° 85* rectifié de la commission des finances (intégration dans le corps des administrateurs civils des administrateurs civils de l'ancien SEITA) : adopté (p. 4737).

ART. 42 (validation des résultats du concours 1976 d'élèves-éducateurs et éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée) : adopté (p. 4737).

ART. 42 *bis* (statut des personnes fonctionnaires de la caisse nationale de crédit agricole) : *amendement n° 104* rectifié de M. Jacques Chaminade (permettant à tout le personnel de la caisse nationale de crédit agricole de choisir le statut de la fonction publique ou celui qui est défini par le réglement intérieur) : rejeté (p. 4738) ; *amendement n° 150* de M. Dominique Taddei (maintien intégral des avantages acquis des agents de la caisse nationale de crédit agricole) : rejeté (p. 4738) ; *amendement n° 110* de M. Pierre Girardot (fixant un cadre pour le décret réglant le statut des personnels de la caisse nationale de crédit agricole régis par le règlement intérieur) : rejeté (p. 4739) ; *amendement n° 151* de M. Dominique Taddei (fixant un cadre pour le décret réglant le statut des personnels de la caisse nationale de crédit agricole régis par le règlement intérieur) : rejeté (p. 4739).

– article 42 bis adopté (p. 4739).

ART. 43 (interdiction relative à l'exposition ou à l'installation de certains appareils de jeu) : retiré (p. 4739).

APRES L'ART. 43 : *amendement n° 46* de M. Jean Auroux (augmentation des tarifs de la taxe annuelle sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics et des tarifs de la taxe annuelle sur les jeux de boules et de quilles comportant des dispositifs électromécaniques) : rejeté (p. 4739).

ART. 44 (contrôle d'opérations financées par le FEOGA) : *amendements n° 11* de M. Jean-Claude Pasty et *n° 105* de M. Jacques Chaminade (suppression de l'article 44) : rejetés par scrutin public n° 553 (p. 4741) ; contrôles exercés par les services du FORMA (p. 4740) ; compétences des douanes en matière agricole (p. 4740) ; *amendement n° 12* de M. Jean-Claude Pasty (possibilité pour les services de contrôle des établissements publics chargés du paiement des aides du FEOGA de faire appel à l'administration des douanes) : retiré (p. 4741).

– article 44 adopté (p. 4741).

ART. 45 (aménagement du régime des inscriptions au tableau de l'ordre des experts comptables en ce qui concerne les experts comptables stagiaires autorisés et les comptables agréés) : *amendement n° 35* de la commission des finances (modification des possibilités d'exercice de la profession d'expert comptable par les experts comptables stagiaires autorisés qui n'ont pas encore obtenu leur diplôme) : adopté (p. 4741) ; *amendement n° 144* de M. Jean Brocard (possibilité pour les comptables agréés justifiant de plus de dix ans d'exercice et remplissant certaines conditions de diplôme d'être inscrits comme experts comptables ; *sous-amendement n° 178* de M. Arthur Dehaine (limitant les inscriptions au 31 décembre 1985) : adopté (p. 4742) ; *sous-amendement n° 179* rectifié de M. Arthur Dehaine (conditions imposées aux candidats inscrits sur des listes de commissaires aux

comptes pour être inscrits au tableau de l'ordre en qualité d'expert-comptable) : adopté (p. 4742) ; *amendement n° 144*, ainsi modifié, adopté (p. 4742) ; *amendement n° 166* de M. Maurice Sergheraert (rédactionnel) : devient sans objet (p. 4742).

– article 45, ainsi modifié, adopté (p. 4742).

APRES L'ART. 45 : *amendement n° 56* de M. Jean-Louis Masson (abattement de 15 % sur la valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable âgé de 65 ans et plus si ce contribuable a élevé trois enfants ou plus) : devient sans objet (p. 4742) ; *amendement n° 86* corrigé de la commission des finances (droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment) : rejeté (p. 4745) ; *amendement n° 113* de M. Dominique Pervenche (droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment) : rejeté (p. 4745) ; *amendement n° 106* de M. Lucien Dutard (droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment) : rejeté (p. 4745) ; loi de 1977 sur l'architecture ; commissions régionales d'agrément des maîtres d'œuvre en bâtiment (p. 4742, 4743, 4744, 4745).

ART. 46 (régime des pensions attribuées aux ressortissants algériens) : adopté (p. 4745).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 66* de M. Charles Deprez (dérogation au code des débits de boissons en vue de favoriser l'ouverture de nouveaux débits de boissons dans le quartier de la Défense) : adopté (p. 4746) ; *amendement n° 176* de M. Etienne Pinte (contribution forfaitaire d'externat versée aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association mise à la charge des communes pour les écoles maternelles et élémentaires et de l'Etat pour les collèges et les lycées) : adopté par scrutin public n° 554 (p. 4747) ; *amendement n° 162* rectifié de M. Guy Guermeur (publication en annexe à la loi de finances d'un barème national annuel concernant le forfait d'externat relatif aux écoles primaires privées) : rejeté (p. 4747) ; *amendement n° 158* de M. Georges Delfosse (répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves) : retiré (p. 4748) ; *amendement n° 161* rectifié de M. Guy Guermeur (répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves) : retiré (p. 4748) ; *amendement n° 175* de M. Etienne Pinte (répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves) ; *sous-amendement n° 189* de M. Dominique Pervenche (extension du champ d'application de l'*amendement n° 175* ; cas des élèves que la distance ou l'absence de transports scolaires conduisent à fréquenter l'école publique ou privée sous contrat d'association d'une commune autre que celle de leur domicile) : retiré (p. 4748) ; *amendement n° 175* rejeté par scrutin public n° 555 (p. 4748) ; projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales (p. 4747, 4748).

ART. 47 (modification du statut du SEITA) : retiré (p. 4748).

APRES L'ART. 47 : *amendement n° 37* de la commission des finances (utilisation par les syndics des sommes provenant de ventes ou de recouvrements) : rejeté (p. 4749) ; *amendement n° 117* de M. Edmond Alphandery (imposant aux syndics qui ne déposeraient pas leurs fonds à la caisse des dépôts une sanction financière égale au double du taux de rémunération du livret A des caisses d'épargne) : retiré (p. 4749) ; *amendement n° 185* du gouvernement (assurant le dépôt des fonds collectés par le syndic à la caisse des dépôts et sanctionnant le non respect de cette obligation de dépôt) : adopté (p. 4749) ; *amendement n° 87* de la commission des finances (moratoire des dettes contractées par les rapatriés à l'occasion de leur installation en France) ; *sou-amendement n° 187* de M. Robert-André Vivien (application du moratoire aux dettes relatives à l'exploitation des biens des rapatriés) : adopté (p. 4750) ; *sous-amendement n° 188* de M. Robert-André Vivien (visant les décisions de justice non encore exécutées) : adopté (p. 4750) ; *amendement n° 87*, ainsi modifié, adopté (p. 4750) ; *amendement n° 88* corrigé de la commission des finances (droit de vote des actionnaires dans les assemblées générales extraordinaires des sociétés commerciales) : adopté (p. 4750).

APRES L'ART. 23 *(suite)* : *amendement n° 13* de M. Laurent Fabius précédemment réservé (rétablissement de la célébration du 8 mai comme jour férié) : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement par scrutin public n° 556 (p. 4751).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI [5 décembre 1980] (p. 4750).

ART. 2 : *amendement n° 1* du gouvernement (exonération de la TVA des locations portant sur des garages et emplacements de stationnement couverts passibles de la taxe d'habitation) : réservé puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par scrutin public n° 557 (p. 4752).

ART. 4 : *amendement n° 2* du gouvernement (rétablissement de l'article 4) : réservé puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par scrutin public n° 557 (p. 4752).

ART. 15 *bis* : *amendement n° 3* du gouvernement (suppression de l'article 15 *bis*) : réservé puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par scrutin public n° 557) (p. 4752).

ART. 15 *ter* : *amendement n° 4* du gouvernement (suppression de l'article 15 *ter*) : réservé puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par scrutin public n° 557 (p. 4752).

Adoption de l'article 2 modifié par l'*amendement n° 1* du gouvernement, de l'article 4 dans la rédaction de l'*amendement n° 2* du gouvernement et des *amendements n° 3* et *n° 4* du gouvernement tendant à supprimer les articles 15 *bis* et 15 *ter* ainsi que de **l'ensemble du projet de loi,** en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par scrutin public n° 557 (p. 4752).

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1626** TENDANT A ALLEGER L'IMPOT SUR LE REVENU DES CONTRIBUABLES MODESTES ET A RAMENER AU TAUX ZERO LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR LES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE EN TAXANT LES GRANDES SOCIETES, LES PROFITS SPECULATIFS DES COMPAGNIES PETROLIERES ET LES HAUTS REVENUS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 2286** TENDANT A AMELIORER LE REGIME FISCAL DES DONATIONS DE TITRES CONSENTIES AU PERSONNEL DES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Jacques Douffiagues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir ADMINISTRATION. 1 (Article 23, après l'article 23) ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 16 ; EMPLOI. 12 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; LOIS DE REGLEMENT. 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 33, 38, 39, 42, 44, 73, 88, 95, 99.

– **Recouvrement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Articles 63 et 64 ; LOIS DE FINANCES. 6 (Articles 22, 73, 74).

– **Report d'échéance.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 504.

IMPOTS LOCAUX

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 613** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 9 III DE LA LOI n° 73-1229 DU 31 DECEMBRE 1973 SUR LA MODERNISATION DES BASES DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [2 novembre 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 689** PORTANT AMENAGEMENT DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE, Sénat (première lecture), n° 532 (1977-1978). Dépôt le 23 septembre 1978, rattaché pour ordre à la séance du 1er juillet 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, M. Maurice Papon, ministre du budget et M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° 50 (1978-1979) [7 novembre 1978). – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. de Tinguy. – Avis n° 58 (1978-1979) [7 novembre 1978]. – Discussion les 8, 9, 10, 14 et 15 novembre 1978. – Adoption avec modifications le 15 novembre 1978. – Projet de loi n° 24 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 689.** Dépôt le 16 novembre 1978. – Renvoi à la commission spéciale chargée d'examiner les projets de loi n° 689 et 706 (collectivités locales, 2) [21 novembre 1978] (p. 8092).

Composition :

[*J.O.* des 23 novembre 1978 (p. 3932) et 24 novembre 1978 (p. 3942) : MM. Alphandery (Edmond), Aubert (Emmanuel), Aurillac (Michel), Besson (Louis), Bonnet (Alain), Boyon (Jacques), Charretier (Maurice), Chauvet (Augustin), Cornette (Maurice), Denvers (Albert), Douffiagues (Jacques), Dubedout (Hubert), Dutard (Lucien), Falala (Jean), Frelaut (Dominique), Gau (Jacques-Antoine), Mme Gœuriot (Colette), MM. Ginoux (Henri), Guichard (Olivier), Houël (Marcel), Hunault (Xavier), Jans (Parfait), Madrelle (Philippe), Marette (Jacques), Maisonnat (Louis), Raymond (Alex), Sergheraert (Maurice), Tissandier (Maurice), Torre (Henri), Verpillière (Guy de la), Voilquin (Hubert), Voisin (André-Georges), Wagner (Robert).

Deviennent membres de cette commission : M. Nungesser (Roland) [*J.O.* du 25 novembre 1978] (p. 3949) ; M. Gorse (Georges) [*J.O.* du 24 janvier 1979] (p. 246) ; M. Vizet (Robert) [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675) ; M. Couillet (Michel) [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675) ; M. Richard (Alain) [*J.O.* du 6 avril 1979 (p. 795) ; M. Santrot (Jacques) [*J.O.* du 12 avril 1979] (p. 854) ; M. Millon (Charles) [*J.O.* du 7 septembre 1979] (p. 2170).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Falala (Jean) [*J.O.* du 25 novembre 1978] (p. 3949) ; M. Nugunsser (Roland) [*J.O.* du 24 janvier 1979] (p. 246) ; Mme Gœuriot (Colette) [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675) ; M. Dutard (Lucien) [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675) ; M. Gau (Jacques-Antoine) [*J.O.* du 6 avril 1979] (p. 795) ; M. Denvers (Albert) [*J.O.* du 12 avril 1979] (p. 853) ; M. Charretier (Maurice) [*J.O.* du 7 septembre 1979] (p. 2170).

Bureau [*J.O.* du 24 novembre 1978] (p. 3942). – Président : M. Aurillac (Michel) ; vice-président : M. Frelaut (Dominique) ; secrétaire : M. Hunault (Xavier).

Rapporteur : M. Voisin (Georges-André) [24 novembre 1978). – Rapport **n° 1043** [9 mai 1979]. – Discussion le 17 mai 1979. – Retrait le 17 mai 1979 (p. 3938) ; le 15 juin 1979 (p. 5225). – Reprise de la discussion le 3 octobre 1979. – Discussion les 3, 4, 9 et 10 octobre 1979. – Deuxième délibération (article 2 *A* et 6 *ter*) (p. 8025). – Adoption le 10 octobre 1979. – Projet de loi **n° 221.**

SENAT (deuxième lecture), n° 16 (1979-1980). Dépôt le 11 octobre 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° 38 (1979-1980) [6 novembre 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur pour avis : M. Lionel de Tinguy. – Avis n° 44 (1979-1980) [8 novembre 1979]. – Discussion les 14, 15, 19, 20 novembre 1979. – Projet de loi n° 6 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1406.** Dépôt le 21 novembre 1979. – Renvoi à la commission spéciale. – Rapporteur : M. André-Georges Voisin. – Rapport **n° 1472** [10 décembre 1979]. – Discussion les 17 et 18 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 18 décembre 1979. – Projet de loi **n° 259.**

SENAT (troisième lecture), n° 131 (1979-1980). Dépôt le 19 décembre 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Lettre du Premier ministre décidant la création [18 décembre 1979] (p. 12232). – Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Michel Aurillac, André-Georges Voisin, Louis Besson, Augustin Chauvet, Dominique Frelaut, Guy de la Verpillère, Hubert Voilquin ; membres suppléants : MM. Henri Ginoux, Jacques Boyon, Charles Millon, Robert Wagner, Edmond Alphandery, Maurice Sergheraert, Maurice Tissandier.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefoux, Jean-Pierre Fourcade, Maurice Blin, Marc Jacquet, Henri Tournan, Lionel de Tinguy, Léon Jozeau-Marigné ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jacques Descours-Desacres, René Ballayer, Christian Poncelet, Louis Perrein, Yves Durand, Camille Vallin.

Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208). – Président : M. Bonnefous (Edouard) ; vice-président : M. Aurillac (Michel).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. André-Georges Voisin. – Rapport **n° 1511** [19 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 267.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° 132 (1979-1980) [19 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 42 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 28 décembre 1979 par MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgeois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henri Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath,

MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Thé Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka, députés (article 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 9 janvier 1980 [*J.O.* du 11 janvier 1980] (p. 85) : rectificatif [*J.O.* du 12 janvier 1980] (p. 80). Conforme en totalité.

Loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, publiée au *J.O.* du 11 janvier 1980 (p. 72) ; rectificatif [*J.O.* du 19 janvier 1980] (p. 190).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er *A* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : art. 2 *A* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **4** : art. 3 *bis A* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : art. 3 *ter* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : art. 4 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : art. 4 *ter* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : art. 4 *quater* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **10** : art. 4 *quinquies* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **11** : art. 4 *sexies* (S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : art. 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **14** : art. 6 *bis* (S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **15** : art. 6 *ter* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **16** : art. 6 *quater* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **17** : art. 6 *quinquies* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : art. 6 *sexies* (S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **20** : art. 7 *bis* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **21** : art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : art. 8 *bis A* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **23** : art. 9 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : art. 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **25** : art. 10 *bis* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **26** : art. 10 *ter* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **27** : art. 10 *quater* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **28** : art. 10 *quinquies* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **29** : art. 10 *sexies* (S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **30** : art. 11 *B* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : art. 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **32** : art. 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **33** : art. 12 *bis A* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **34** : art. 13 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **35** : art. 15 (S.1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [17 mai 1979] (p. 3928).

Impôt départemental sur le revenu : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3931) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3934).

Péréquation en matière de ressources des collectivités locales : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3930) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3936).

Retrait du projet de l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée : *Aurillac (Michel)*, (p. 3937) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3938).

Simulations en matière fiscale et application de l'article 40 de la Constitution : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3932, 3933) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3935, 3936) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 3937).

Taux des impôts locaux (détermination directe par les élus locaux) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3932) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3936).

Taxe d'habitation (assiette) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3931).

Taxe profesionnelle (assiette actuelle) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3929, 2930) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3934).

Taxe professionnelle (nouvelle assiette : valeur ajoutée) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3929, 3930) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3934).

DISCUSSION GENERALE *(suite)* [3 octobre 1979] (p. 7728) ; [4 octobre 1979] (p. 7772) :

Exception d'irrevevabilité de M. Dubedout : *Boyon (Jacques)*, (p. 7735) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7735) ; *Dubedout (Hubert)*, (p.7732 à 7734) ; rejeté au scrutin public n° 203 (p. 7736) ; liste des votants (p. 7740).

Question préalable de M. Duroméa : *Duroméa (André)*, (p. 7736 à 7738) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7738) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7738) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7739) ; rejetée au scrutin public n° 204 (p. 7739) ; liste des votants (p. 7741).

Assiette de la taxe professionnelle : *Voisin (André-Georges)*, (p. 7729) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 7744) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7750) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 7777).

Besoins sociaux des communes : *Houël (Marcel)*, (p. 7755).

Centrales nucléaires (taxe professionnelle sur les) : *Verpillière (Guy de la)*, (p. 7755).

Communes d'habitat : *Revet (Charles)*, (p. 7782).

Coopération et mouvement mutualiste : *Richard (Alain)*, (p. 7781).

Cotisation minimum à la taxe professionnelle : *Revet (Charles)*, (p. 7782).

Cotisation nationale (utilisation de la cotisation nationale pour la péréquation) : *Besson (Louis)*, (p. 7746).

Décentralisation : *Duroméa (André)*, (p. 7737).

Dépenses des communes (restriction des) : *Duroméa (André)*, (p. 7736, 7737) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7748) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7778, 7779).

Difficultés financières des collectivités locales : *Duroméa (André)*, (p. 7738) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7772) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 7774).

Dotation globale de fonctionnement : *Houël (Marcel)*, (p. 7755) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 7774) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7785).

Entreprises nouvelles (taxation des) : *Tranchant (Georges)*, (p. 7755, 7756) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7775).

Etablissements de l'Etat (taxation des) : *Richard (Alain)*, (p. 7780).

Exemple allemand : *Chauvet (Augustin)*, (p. 7753) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7779) ; *Richard (Alain)*, (p. 7780).

Exonération de taxe professionnelle) : *Papon (Maurice)*, (p. 7731) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775).

Fonds de péréquation départemental : *Besson (Louis)*, (p. 7746) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7785).

Fonds de péréquation national : *Besson (Louis)*, (p. 7745).

Formation des élus : *Couepel (Sébastien)*, (p. 7777).

Fuel (contingentement) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 7749).

Groupements de communes : *Houël (Marcel)*, (p. 7753, 7755) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 7774) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7786).

Impôt déclaratif assis sur la valeur vénale des biens : *Papon (Maurice)*, (p. 7732) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7730) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 7734) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 7752) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 7753) ; *Revet (Charles)*, (p. 7782).

Impôt départemental sur le revenu : *Papon (Maurice)*, (p. 7732).

Impôt sur le revenu (taxe basée sur l') : *Frelaut (Dominique)*, (p. 7750) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775).

Impôts locaux (progression des) : *Voilquin (Hubert)*, (p. 7776) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7783).

Inconstitutionnalité du projet : *Dubedout (Hubert)*, (p. 7734).

Loi-cadre sur les responsabilités locales : *Duroméa (André)*, (p. 7736) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 7751) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7772) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7784).

Loi de 1975 : *Voisin (André-Georges)*, (p. 7729) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 7733) ; *Rolland (Hector)*, (p. 7776) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 7783).

Loueurs en meublé saisonnier : *Richomme (Jacques)*, (p. 7751) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7786).

Part des collectivités locales dans les ressources fiscales nationales : *Santrot (Jacques)*,

(p. 7752) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7773) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 7783).

Péréquation : *Papon (Maurice)*, (p. 7732, 7735) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7730) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 7745) ; *Besson (Louis)*, (p. 7745, 7746) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7750) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 7751) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 7777).

Plafonnement : *Besson (Louis)*, (p. 7746) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7779) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7785).

Plus-values des terrains à bâtir (attribution aux communes) : *Verpillière (Guy de la)*, (p. 7755).

Professions artisanales et libérales : *Richard (Alain)*, (p. 7781).

Pylônes électriques : *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775).

Répartition de la taxe professionne et des autres taxes : *Duroméa (André)*, (p. 7737) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 7745) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 7783).

R.P.R. (attitude du) : *Boyon (Jacques)*, (p. 7738) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 7732).

Simulation : *Papon (Maurice)*, (p. 7731) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7729) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 7734) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 7745) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 7752) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7773) ; *Rolland (Hector)*, (p. 7776) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 7782).

Subvention d'équilibre) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 7748).

Subventions (diminution des) : *Santrot (Jacques)*, (p. 7751) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7748) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 7774).

Taux (fixation des) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 7736) ; *Richard (Alain)*, (p. 7779) ; *Revet (Charles)*, (p. 7782).

Taxation des agriculteurs : *Maisonnat (Louis)*, (p. 7775) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775) ; *Richard (Alain)*, (p. 7780).

Taxation des entreprises : *Rolland (Hector)*, (p. 7776) ; *Richard (Alain)*, (p. 7780).

Taxe d'habitation (part départementale) : *Papon (Maurice)*, (p. 7732) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7730) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7750) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775).

Taxe professionnelle et commerce extérieur : *Gantier (Gilbert)*, (p. 7779).

Taxe professionnelle et emploi : *Richard (Alain)*, (p. 7779, 7781).

Terrains à bâtir (taxation) : *Papon (Maurice)*, (p. 7732).

Transferts de charges de l'Etat vers les collectivités locales : *Dubedout (Hubert)*, (p. 7733) ; *Duroméa (André)*, (p. 7737) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 7748, 7749) ; *Houël (Marcel)*, (p. 7753) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 7774) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7783).

Valeur ajoutée (nouvelle assiette de la taxe professionnelle) : *Papon (Maurice)*, (p. 7731) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 7747) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 7752) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7775) ; *Richard (Alain)*, (p. 7780).

Motion de renvoi en commission de M. Dubedout : *Dubedout (Hubert)*, (p. 7786) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7786) ; Papon (Maurice), (p. 7786) ; *motion rejetée (p. 7787)*.

DISCUSSION DES ARTICLES [4 octobre 1979] (p. 7787) :

AVANT le TITRE 1er : amendements réservés jusqu'après les articles additionnels après l'article 7.

ART. 1 à 6 : réservés jusqu'après les articles additionnels après l'article 7.

ART. 6 *bis* (base de la taxe professionnelle : réduction du 5e au 6e du coefficient appliqué aux salaires pour la détermination de l'assiette de la taxe professionnelle) adopté avec modification (p. 7792) ; *amendement n° 247* du Gouvernement (introduction de la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle et définition de la valeur ajoutée) ; *sous-amendement n° 284* de M. Hubert Dubedout (entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1982) rejeté (p. 7792) ; *amendement n° 247*, adopté ; *amendement n° 37* de la commission (introduction de la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle et définition de cette valeur ajoutée) ; *sous-amendement n° 115* de M. Henri Ginoux, *71* de M. Augustin Chauvet, *86* de M. Louis Besson, *87* de Hubert Dubedout et *184* de M. Jacques Boyon, deviennent sans objet (p. 7790) ; *amendement n° 37*, rejeté (p. 7790) ; *amendement n° 148* de M. Robert Vizet (limitation du coefficient appliqué aux salaires pour les entreprises dont la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est supérieure à 65 %) devient sans objet (p. 7792).

MM. Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin), Richard (Alain), Pasquini (Pierre), Santrot (Jacques).

Amendement n° 247 du Gouvernement devient l'article 6 *bis*, (p. 7792).

APRES L'ART. 6 *bis* : *amendement n° 88* de M. Hubert Dubedout, devient sans objet (p. 7792) ; *amendement n° 327* de M. Hubert

Dubedout (réduction du montant local de la valeur ajoutée de 5 à 25 % à partir du moment où la masse salariale représente plus de 70 % de la base d'imposition) rejeté (p. 7793) ; *amendement n° 248* du Gouvernement (institution d'une décôte progressive portant sur la valeur ajoutée) ; *amendement n° 328* de M. Jacques Boyon (augmentation du plancher et du plafond de valeur ajoutée donnant lieu à décôte) devient sans objet (p. 7794) ; *amendement n° 248* modifié par le Gouvernement, adopté (p. 7794).

ART. ADDITIONNEL 6 *ter : amendement n° 38* de la commission (institution d'une réduction de la valeur ajoutée servant de base à la taxe professionnelle en fonction du nombre de salariés) ; *sous-amendement n° 313* et *n° 314* de M. Guy de la Verpillière, devenus sans objet (p. 7794) ; *sous-amendement n° 185* de M. Jacques Boyon, devient sans objet (p. 7794) ; *amendement n° 38* retiré (p. 7794) ; *amendement n° 39* de la commission, réservé jusqu'après l'article 6 (p. 7794) ; *amendement n° 249* du Gouvernement (répartition de la valeur ajoutée servant de base à la taxe professionnelle entre les établissements d'une même entreprise) ; *sous-amendement n° 329* de M. Jacques Boyon (rédactionnel) rejeté (p. 7796) ; *amendement n° 249* adopté (p. 7796).

ART. ADDITIONNEL 6 *quinquies : amendement n° 40* de la commission, retiré (p. 7795).

MM. Dubedout (Hubert), Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Santrot (Jacques), Maigret (Bertrand de), Revet (Charles), Chauvet (Augustin), Boyon (Jacques), Aurillac (Michel), Frelaut (Dominique).

Rappel au règlement de M. Hubert Dubedout : s'indigne des conditions dans lesquelles se déroule le débat (p. 7796).

MM. Dubedout (Hubert), Pasquini (7796).

ART. 7 : réservé jusqu'après l'examen de l'*amendement n° 39*, après l'article 6 *bis* (p. 7796).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 46* de la commission (passage des anciennes aux nouvelles bases) : *sous-amendement n° 250* du Gouvernement (modifiant l'*amendement n° 46* pour tenir compte de la fixation par une loi ultérieure de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'assiette) adopté (p. 7799) ; *sous-amendement n° 224* corrigé de M. Michel Aurillac (portant à dix ans la période d'ajustement des bases d'imposition) retiré (p. 7799) ; *sous-amendement n° 251* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 7799) ; *sous-amendement n° 110* de M. Hubert Dubedout (suppression d'une erreur de rédaction) devient sans objet (p. 7799) ; *amendement n° 46*, ainsi modifié, adopté (p. 7799).

– l'amendement n° 46 devient l'article 7 *bis*.

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Aurillac (Michel), Dubedout (Hubert).

AVANT le TITRE 1er : (amendements précédemment réservés) ; *amendement n° 267* de M. Dominique Frelaut (rattrapage de la dotation globale de fonctionnement pour les communes ayant reçu une dotation inférieure au taux moyen de progression de 12,42 %) rejeté (p. 7800) ; *amendement n° 266* de M. Parfait Jans (augmentation de 20 % de la dotation globale de fonctionnement sur la base de rattrapage prévu à l'*amendement n° 267*) ; *amendement n° 124* de M. Parfait Jans (modification des critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement) rejeté (p. 7800) ; *amendement n° 125* de M. Michel Couillet (modification des critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement) rejeté (p. 7801) ; *amendement n° 123* de M. Marcel Houël (modification des critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement) rejeté (p. 7801) ; *amendements n° 128* de M. Dominique Frelaut (harmonisation des règles d'actualisation des valeurs locatives pour les différents impôts locaux) rejeté (p. 7801) ; *amendement n° 268* de M. Michel Couillet (compétences en dernier ressort de la commission communale des impôts) rejeté (p. 7802).

MM. Frelaut (Dominique), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Maisonnat (Louis), Couillet (Michel), Houël (Marcel), Aurillac (Michel).

AVANT L'ART. 1er : précédemment réservé.

TITRE 1er (fixation du taux des impôts locaux) adopté (p. 7802) : amendement n° 3 corrigé de la commission (calendrier de mise en œuvre de la réforme des taux des impôts locaux) retiré (p. 7802) ; *amendement n° 4* de la commission (maintien de l'actuel système de répartition du produit global entre les quatre taxes) ; *Chauvet (Augustin).* Inscrit sur l'amendement ; son apposition à cet amendement (p. 7804) ; *sous-amendement n° 270* de M. André-Georges Voisin (calendrier de mise en œuvre de la réforme) adopté (p. 7803) ; *sous-amendement n° 297* de M. Hubert Dubedout (modulation de l'élément de répartion en fonction des créations d'emplois) retiré (p. 7804) ; *sous-amendement n° 231* du Gouvernement (maintien de la répartition du produit de la taxe professionnelle sous la seule réserve de l'évolution de la matière imposable) adopté (p. 7804) ; *sous-amendement n° 232* du

Gouvernement (maintien de la répartition du produit entre les trois autres taxes) adopté (p. 7804) ; *amendement n° 4* de la commission, ainsi modifié, adopté (p. 7804).

ART. ADDITIONNEL premier A : *amendement n° 75* de M. Hubert Dubedout, réservé (p. 7805) : devenu sans objet (p. 7807) ; *amendement n° 6* corrigé de M. André-Georges Voisin, réservé (p. 7805) ; retiré (p. 7807) ; *amendement n° 76* de M. Hubert Dubedout (libre fixation par les communes des taux des quatre taxes pendant une période expérimentale de trois ans) rejeté (p. 7807) ; *amendement n° 7* corrigé de la commission (système du vote des taux dans les départements) ; *sous-amendements n° 66* et *n° 67* de M. Augustin Chauvet, devenus sans objet (p. 7806) ; *amendement n° 7* corrigé, retiré (p. 7806) ; *amendement n° 75* de M. Hubert Dubedout précédemment réservé, devenu sans objet (p. 7807) ; *amendement n° 6* corrigé de M. André-Georges Voisin précédemment réservé, retiré (p. 7807).

MM. Voisin André-Georges, Chauvet (Augustin), Papon (Maurice), Dubedout (Hubert), Santrot (Jacques), Tranchant (Georges), Frelaut (Dominique), Ginoux (Henri).

ART. 1er précédemment réservé (fixation des taux des quatre taxes par les conseils municipaux) : *amendement* de suppression *n° 8* de la commission, adopté (p. 7807) ; *amendement n° 131* rectifié de M. Louis Maisonnat, *n° 132* rectifié de M. Parfait Jans, *n° 306* de M. Guy de la Verpillère, *n° 133* de M. Dominique Frelaut, devenus sans objet (p. 7807).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Dubedout (Hubert).

– article 1er supprimé, (p. 7807).

APRES L'ART. 1er précédemment réservé : *amendement n° 9* de la commission (répartition du produit global de la fiscalité directe locale pour les rentes communes) devenu sans objet, retiré (p. 7808).

M. Voisin (André-Georges).

AVANT L'ART. 2 précédemment réservé : *amendement n° 10* de la commission (formel) : retiré (p. 7808) ; *amendement n° 11* corrigé de la commission (liberté de fixation des taux des impôts locaux par les conseils élus) ; *sous-amendement n° 271* de M. André-Georges Voisin (renvoyant à la loi qui suivra le dépôt du rapport sur la simulation pour l'entrée en vigueur du projet) : adopté (p. 7809) ; *sous-amendement n° 233* du Gouvernement (suppression du caractère expérimental de l'amendement n° 11) : adopté (p. 7809) ; *sous-amendement n° 234* du Gouvernement (prévoyant que le passage au vote des taux aura lieu simultanément pour les départements et les communes) : adopté (p. 7809) ; *sous-amendement n° 68* rectifié de M. Augustin Chauvet (règle de variation des taux) : adopté (p. 7810) ; *sous-amendement n° 103* corrigé de M. Hubert Dubedout (règle de variation des taux) : retiré (p. 7810) ; *sous-amendement n° 289* de M. Gilbert Gantier, non soutenu (p. 7810) ; *sous-amendement n° 202* de M. Augustin Chauvet (suppression de la possibilité de majorer le taux de la taxe professionnelle prévue à l'amendement n° 11) : retiré (p. 7811) ; *sous-amendement n° 235* du Gouvernement (possibilité de majoration pour les communes et les départements lorsque le taux de la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne) : retiré (p. 7812) ; *sous-amendement n° 317* de M. Augustin Chauvet (possibilité de majoration pour les communes et les départements lorsque le taux de la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne dans la limite de ladite moyenne) : adopté (p. 7812) ; *sous-amendement n° 174* rectifié de M. Jacques Boyon (possibilité pour les instances délibérantes des districts et des communautés urbaines d'instituer comme les communes et les départements une majoration exceptionnelle de la taxe professionnelle) : devenu sans objet (p. 7812) ; *sous-amendement n° 163* corrigé de M. Henri Ginoux (possibilité de majoration de la taxe professionnelle dans la limite d'un dizième de l'écart avec la moyenne nationale) : devenu sans objet (p. 7812) ; *sous-amendement n° 170* de M. Jean Desanlis (permettant à certaines communes rurales de pouvoir diminuer progressivement l'écart de taux les séparant du taux moyen départemental d'imposition) : rejeté (p. 7812) ; *amendement n° 11 corrigé, ainsi modifié, adopté (p. 7812) :*

– l'amendement n° 11 devient l'article additionnel 2 A.

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Revet (Charles), Maisonnat (Louis), Chauvet (Augustin), Dubedout (Hubert), Boyon (Jacques), Ginoux (Henri), Desanlis (Jean).

ART. 2 précécemment réservé (fixation des taux par les départements) : *amendement* de suppression *n° 12* de la commission : adopté (p. 7813) ; *amendements n° 134* de M. Michel Couillet, *n° 135* de M. Parfait Jans : devenus sans objet (p. 7813).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 2, supprimé (p. 7813).

APRES L'ART. 2 précédemment réservé : *amendement n° 136* de M. Robert Vizet (prise en charge des frais d'assiette et de recouvre-

ment par l'Etat compensé par l'institution d'un impôt sur la fortune) : rejeté (p. 7813).

MM. Maisonnat (Louis), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

AVANT L'ART. 3 :

TITRE II (taxe professionnelle) : *amendement n° 13* de la commission (formel) : retiré (p. 7813) ; *amendement n° 290* de M. Gilbert Gantier : non soutenu (p. 7813).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

[9 octobre 1979] (p. 7906) :

ART. 3 (plafonnement du taux des impôts communaux) : supprimé par le Sénat ; *amendement n° 273* de M. André-Georges Voisin (institution d'un plafonnement du taux des impôts directs locaux) : réservé (p. 7909) : adopté avec modifications (p. 8024) ; *amendement n° 104*, deuxième rectification, de M. Louis Besson (concours particuliers aux communes qui seraient obligées de diminuer le taux de taxe professionnelle, au titre de la dotation globale de fonctionnement, financée par un accroissement de l'impôt sur le revenu pour les tranches les plus élevées) : réservé (p. 7909) : retiré (p. 8024) ; *amendement n° 116*, deuxième rectification, de M. Gilbert Gantier (plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle) : retiré (p. 7908) ; repris par M. Augustin Chauvet puis réservé (p. 7909) ; devenu sans objet (p. 8024).

MM. Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Gantier (Gilbert), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Voilquin (Hubert), Arreckx (Maurice), Aurillac (Michel).

– article 3, réservé (p. 7909).

ART. 3 *bis* : *amendement n° 14* de la commission (cotisation minimum pour la taxe professionnelle dès 1980) ; *sous-amendement n° 330* de M. André-Georges Voisin (report de la date d'entrée en vigueur de l'amendement n° 14 à 1981) : adopté (p. 7913) ; *sous-amendement n° 278* de M. Michel Aurillac (possibilité pour le conseil municipal après avis de la commission communale des impôts directs de tenir compte de la situation réelle des communes en choisissant le logement de référence) : adopté (p. 7913) ; *sous-amendement n° 175* de M. Jacques Boyon (établissement du montant de la cotisation minimale dans chaque commune par référence au montant de la taxe d'habitation payée pour un logement placé en catégorie 5) : devenu sans objet (p. 7913) ; *sous-amendement n° 113* de M. Henri Ginoux (actualisation automatique annuelle de la cotisation minimum) : devenu sans objet (p. 7913) ; *sous-amendement n° 236* du Gouvernement (précisant le lieu de l'imposition pour les entreprises exerçant dans plusieurs communes) : adopté (p. 7913) ; *sous-amendement n° 77 de M. Hubert Dubedout (fixation par la loi de la contribution minimale prévue à l'amendement n° 14) : devient sans objet : (p. 7913) ; sous-amendement n° 105* rectifié de M. Louis Besson (possibilité de dégrèvement dans les cas d'activité à temps partiel ou saisonnière) : modifié sur proposition de M. Michel Aurillac : adopté (p. 7914) ; *sous-amendement n° 237* du Gouvernement : réservé (p. 7914), devenu sans objet (p. 7915) ; *sous-amendement n° 64* corrigé de M. Augustin Chauvet (suppression de l'article 4 *ter*) : adopté (p. 7914) ; *sous-amendement n° 272* de M. André-Georges Voisin (conversion du supplément d'imposition résultant de l'application du paragraphe en base d'imposition par l'application du taux de la taxe professionnelle en vigueur dans la commune l'année précédente) : adopté (p. 7915) ; *sous-amendement n° 106* de M. Hubert Dubedout : devenu sans objet (p. 7915) ; *sous-amendement n° 238* du Gouvernement (affectation du produit de la cotisation minimum à la commune et au département selon la répartition du produit de la taxe professionnelle constatée au niveau départemental) : devenu sans objet (p. 7915) ; *amendement n° 14, ainsi modifié, adopté (p. 7915).*

ART. ADDITIONNEL 3 *bis* A : *amendement n° 166* de M. Alex Raymond (possibilité pour les groupements de communes de percevoir la taxe professionnelle sur les établissements créés en utilisant les équipements mis en place par l'organisme de coopération intercommunale intéressée) : retiré (p. 7915) ; *amendement n° 15* de M. André-Georges Voisin (formel) : adopté (p. 7916).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Revet (Charles), Frelaut (Dominique), Aurillac (Michel), Boyon (Jacques), Chauvet (Augustin), Dubedout (Hubert), Arreckx (Maurice), Besson (Louis), Raymond (Alex).

ART. 3 *bis* (taxation des pylones électriques) : *amendement* de suppression *n° 16* de la commission : adopté (p. 7916).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 3 *bis*, supprimé (p. 7916).

AVANT L'ART. 3 *ter* : *amendement n° 17* de la commission (nouvel intitulé) : adopté (p. 7916).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

ART. 3 *ter* : réservé jusqu'à l'examen de l'article 4 (p. 7916) : adopté (p. 7931).

ART. 4 (péréquation nationale) : *amendement* de suppression *n° 23* de la commission : retiré (p. 7916) ; *amendement* de suppression *n° 142* de M. Marcel Houël : rejeté (p. 7916) ; *amendement n° 143* de M. Parfait Jans (caractère départemental de la péréquation) : rejeté (p. 7918) ; *amendement n° 274* rectifié de M. André-Georges Voisin (institution d'un fonds de péréquation de la taxe professionnelle alimenté par une fraction de la cotisation nationale) ; *sous-amendement n° 304* de M. Hubert Dubedout (précisant que la répartition des ressources du fonds de péréquation sera faite par le comité des finances locale créé par la loi du 3 janvier 1979) : adopté (p. 7918) ; *amendement n° 274* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 7918) ; *amendement n° 144* de M. Louis Maisonnat (caractère départemental du fonds de péréquation) : devenu sans objet (p. 7918) ; *amendement n° 145* de M. Dominique Frelaut (critère de répartition des ressources du fonds de péréquation) : rejeté (p. 7919) ; *amendement n° 229* corrigé de M. Pierre Bas : non soutenu (p. 7918) ; *amendement n° 1* de M. Hubert Voilquin (prise en compte des ressources domaniales nettes pour le versement des ressources du fonds de péréquation) : adopté (p. 7919) ; *amendement n° 84* de M. Dubedout : devenu sans objet (p. 7919) ; *amendement n° 147* de M. Marcel Houël : devenu sans objet (p. 7919).

MM. Voisin (André-Georges), Houël (Marcel), Papon (Maurice), Jans (Parfait), Maisonnat (Louis), Aurillac (Michel), Dubedout (Hubert), Frelaut (Dominique), Voilquin (Hubert), Micaux (Pierre).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 7919).

ART. 3 *ter* précédemment réservé (péréquation départementale) : *amendement* de suppression *n° 309* de M. René Benoît, rejeté (p. 7920) ; *amendement n° 83* rectifié de M. Hubert Dubedout, devenu sans objet (p. 7922) ; *amendement n° 20* de la commission (extension à partir de 1983 du mécanisme de péréquation départementale à toutes les communes bénéficiant d'un potentiel fiscal exceptionnel) ; *sous-amendements n° 137* de M. Parfait Jans, *n° 79* de M. Hubert Dubedout, *n° 179* rectifié de M. Jacques Boyon, *n° 69* de M. Augustin Chauvet, *n° 176* de M. Jacques Boyon, *n° 138* de M. Louis Maisonnat, *n° 281* de M. André-Georges Voisin, *n° 70* de M. Augustin Chauvet, *n° 99* de M. Guy de la Verpillière, *n° 107* de M. Louis Besson, devenus sans objet (p. 7922) ; *amendement n° 20*, retiré (p. 7922) ; *amendement n° 239* du Gouvernement (mécanisme de répartition de la taxe Professionnelle au niveau départemental) ; *sous-amendement n° 298* de M. Hubert Dubedout (fixation du seuil d'écrêtement à deux fois la moyenne nationale) adopté (p. 7923) ; *sous-amendement n° 318* rectifié de M. Augustin Chauvet (prise en compte de la moyenne départementale dans l'*amendement n° 239* du Gouvernement) rejeté (p. 7925) ; *sous-amendement n° 332* de M. Jacques Boyon (prise en compte de la moyenne départementale dans l'*amendement n° 239* du Gouvernement) retiré (p. 7923) ; *sous-amendement n° 299* de M. Hubert Dubedout (permettant aux conseils généraux de choisir la référence soit à la moyenne nationale, soit à la moyenne départementale) adopté (p. 7925) ; *sous-amendement n° 300* de M. Hubert Dudebout (initiative de la création du fonds départemental de péréquation laissée aux conseils généraux) rejeté (p. 7926) ; *sous-amendement n° 301* de M. Hubert Dubedout (faculté laissée au conseil général de fixer l'écrêtement, de telle sorte qu'il soit égal à tout ou partie de l'ensemble des bases excédant le seuil fixé) rejeté (p. 7926) ; *sous-amendement n° 302* de M. Hubert Dubedout (retirant des bases de la péréquation les éléments correspondant à la péréquation déjà réalisée au niveau intercommunal) adopté (p. 7927) ; *sous-amendement n° 303* de M. Hubert Dubedout (possibilité pour le conseil général de substituer au prélèvement institué par l'article 3 *ter* une imposition complémentaire pour les communes dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen de cette taxe dans les communes du département) rejeté (p. 7928) ; *sous-amendement n° 325* de M. Hubert Dubedout, devient sans objet (p. 7928) ; *amendement n° 239*, ainsi modifié, adopté (p. 7928) ; *amendements n° 18* et *19* de la commission, deviennent sans objet (p. 7928) ; *amendement n° 78* de M. Hubert Dubedout, devient sans objet (p. 7928) ; *amendement n° 21* corrigé, devient sans objet (p. 7928) ; en conséquence, les *sous-amendements n° 82* de M. Hubert Dubedout, *139* de M. Parfait Jans, *140* de M. Marcel Houël, *207* de M. Pierre Bas, *180* et *182* de M. Jacques Boyon et 141 corrigé de M. Dominique Frelaut, n'ont plus d'objet ; *amendement n° 240* du Gouvernement (application de l'article 3 *ter*) ; *sous-amendement n° 331* de M. Jacques Bovon (mention des communes « concernées » et non seulement des communes « limitrophes » dans l'*amendement n° 240)* adopté (p. 7931) ; *amendement n° 240*, ainsi modifié, adopté (p. 7931) ; *amendement n° 22* de la commission, devenu sans objet (p. 7931).

MM. Revet (Charles), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Dubedout (Hubert), Santrot (Jacques), Besson (Louis), Voilquin (Hubert), Chauvet (Augustin), Boyon (Jacques),

Jans (Parfait), Verpillière (Guy de la), Maisonnat (Louis).

– article 3 ter, ainsi modifié, adopté (p. 7931).

APRES L'ART. 3 *ter : amendement n° 310* de M. René Benoît (transfert aux communes d'habitat de la part de la taxe professionnelle correspondant aux salaires) retiré (p. 7931).

MM. Revet (Charles), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 24* de la commission : intitulé, adopté (p. 7932) ; *amendement n° 25* de la commission (suppression de l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficient les activités portuaires) ; *sous-amendement n° 319* de M. Michel Aurillac (application de la taxation des ports au titre de l'année pour laquelle la valeur ajoutée devient la base de la taxe professionnelle) adopté (p. 7933) ; *amendement n° 25*, ainsi modifié, adopté (p. 7933).

ART. ADDITIONNEL 4 *bis : amendement n° 26* de la commission (maintien de l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficient actuellement les artisans n'employant pas de main-d'œuvre salariée permanente, les chauffeurs de taxis artisans et les pêcheurs artisanaux qui sont soumis à une imposition forfaitaire égale à la cotisation minimum des artisans et des commerçants) ; *sous-amendement n° 241* du Gouvernement (suppression de la possibilité des conseils municipaux et des conseils généraux d'exonérer les personnes visées dans l'*amendement n° 26* de l'imposition forfaitaire) devient sans objet (p. 7934) ; *sous-amendement n° 183* de M. Jacques Boyon (limitation de la possibilité d'exonérer les assujettis à l'imposition forfaitaire) devient sans objet (p. 7434) ; *amendement n° 26*, devient sans objet (p. 7934) ; *amendement n° 27* de la commission (alignement du régime fiscal des coopératives non agricoles au regard de la taxe professionnelle sur celui des coopératives agricoles) ; *sous-amendement n° 171* de M. Jean-Marie Daillet (maintien de l'exonération pour les sociétés coopératives ouvrières de production) rejeté (p. 7936) ; *sous-amendement n° 242* du Gouvernement (coordination des dates d'effet de la réforme) adopté (p. 7936) ; *amendement n° 27*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 205 (p. 7936) ; liste des votants (p. 7949).

ART. ADDITIONNEL 4 *ter : amendement n° 28* de la commission (limitation de l'exonération des sociétés mutualistes aux activités de ces sociétés conformes à leur statut légal et n'entrant pas en concurrence avecc celles exercées par des redevables de la taxe professionnelle) ; *sous-amendement n° 279* de M. Michel Aurillac (précisant que les activités des mutuelles directements liées au versement des prestations servies par la sécurité sociale ne sont pas assujetties à la taxe professionnelle) adopté (p. 7937) ; *sous-amendement n° 85* de M. Hubert Dubedout (exonération de la taxe professionnelle pour les unions de sociétés mutualistes participant au service public hospitalier) devient sans objet (p. 7937) ; *sous-amendement n° 311* de M. Henri Colombier (modification de la date d'entrée en vigueur de l'*amendement n° 28*) adopté (p. 7937) ; *amendement n° 28*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 206 (p. 7937) ; liste des votants (p. 7950);

ART. ADDITIONNEL 4 *quater : amendement n° 30* de la commission (suppression à partir du 1er janvier 1981 de la possibilité d'accorder des exonérations partielles ou totales de taxe professionnelle à des entreprises procédant à des installations nouvelles, transferts ou extensions) rejeté par scrutin public n° 207 (p. 7941) ; liste des votants (p. 7951) ; *amendement n° 282* du Gouvernement (maintien de la possibilité d'exonération pour l'installation d'entreprises ; suppression de la procédure d'agrément pour les créations, extensions et transferts d'activités) rectifié par la suppression de l'expression « ministre du budget », adopté (p. 7941).

ART. ADDITIONNEL 4 *quinquies : amendement n° 114* de M. Henri Ginoux (assujettissement à la taxe professionnelle des entreprises ayant une activité agricole de nature comparable à celle d'activités industrielles et commerciales) rejeté (p. 7941).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Aurillac (Michel), Cointat (Michel), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin), Maisonnat (Louis), Madelin (Alain), Dubedout (Hubert), Delprat (Michel), Jans (Parfait), Colombier (Henri), Tranchant (Georges), Voilquin (Hubert), Santrot (Jacques), Fèvre (Charles), Bousch (Jean-Eric), Ginoux (Henri).

AVANT L'ART. 5 : *amendement n° 31* de la commission (intitulé) adopté (p. 7941).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

ART. 5 (écrêtement et plafonnement) : *amendement n° 243* du Gouvernement (maintien de l'écrêtement en valeur absolue) adopté (p. 7942) ; *amendement n° 203* de M. Augustin Chauvet, retiré (p. 7942) ; *amendement n° 32* de la commission, retiré (p. 7942) ; *amendement n° 33* de la commission (coordination des dates) adopté (p. 7942) ; *amendements* identiques *n° 65* de M. Augustin Chauvet et *n° 108* de M. Hubert Dubedout (blocage complet du plafonnement de l'écrêtement jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi nouvelle) *amendement*

n° 108, retiré (p. 7942) ; *amendement n° 65*, retiré (p. 7943) ; *amendement n° 293* de M. André-Georges Voisin (limitation de l'application du paragraphe II de l'article 5 jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle base de la taxe professionnelle) adopté (p. 7943) ; *amendement n° 34* de la commission (amendement de coordination) adopté (p. 7943) ; *amendement n° 335* de M. Michel Delprat (satisfait par l'*amendement n° 34*) (p. 7943) ; *amendement n° 294* de M. André-Georges Voisin (coordination) adopté (p. 7943) ; *amendement n° 35* de la commission (coordination) adopté (p. 7944) ; *amendement n° 109* de M. Hubert Dubedout (suppression des deux dernières phrases du deuxième alinéa du paragraphe IV de l'article 5) retiré (p. 7944) ; *amendement n° 295* de M. André-Georges Voisin (fixation à 2 % du taux de la cotisation pour l'alimentation du fonds de péréquation) adopté (p. 7944) ; *amendement n° 296* de M. André-Georges Voisin (affectation au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de la fraction de la cotisation nationale excédant le montant des dégrèvements) adopté (p. 7944) ; *amendement n° 167* de M. Jean Royer (maintien de l'exonération de la cotisation départementale de la taxe professionnelle pour les artisans et détaillants n'employant pas plus de deux salariés) réservé (p. 7944) réservé jusqu'après l'examen de l'article 8 (p. 7957) adopté avec modification (p. 7961) ; *amendement n° 244* du Gouvernement (maintien de l'exonération de la cotisation départementale de la taxe professionnelle pour 1980) réservé (p. 7944) ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 8 (p. 7957) devient sans objet (p. 7971).

MM. Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Chauvet (Augustin), Dubedout (Hubert), Delprat (Michel), Royer (Jean).

– article 5, réservé (p. 7944).

ART. 6 (imposition des professions libérales) : *amendement* de suppression n° 46 de la commission, retiré (p. 7945) ; *amendement n° 205* de M. Augustin Chauvet (limitation dans le temps de l'article 6) adopté (p. 7945) ; *amendement n° 286* de M. André-Georges Voisin (maintien dans l'assiette du 1/8e des recettes mais exclusion de la valeur locative des équipements et matériels) rejeté (p. 7946) ; *amendement n° 245* du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 7946) ; *amendement n° 246* du Gouvernement (correction de l'écrêtement et du plafonnement applicables aux contribuables concernés par la modification des bases de la taxe professionnelle prévue pour les membres de professions libérales) adopté (p. 7946).

MM. Voisin (André-Georges), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 7946).

APRES L'ART. 6 *bis (suite)* : *amendement n° 39* de la commission précédemment réservé (réfaction de l'assiette en faveur de certains redevables) ; *sous-amendements* identiques *n° 164* de M. Laurent Fabius et *n° 172* de M. Jean-Marie Daillet (suppression de la réfaction prévue pour les sociétés coopératives ouvrières de production) : devenus sans objet (p. 7947) ; *sous-amendement n° 320* de M. Michel Aurillac (substitution de la formule « pour la première année d'application » à la référence de 1981) : adopé (p. 7947) ; *amendement n° 39*, ainsi modifié, adopté (p. 7947).

– l'amendement n° 39 devient l'article additionnel 6 *quater*.

MM. Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Boyon (Jacques).

ART. 7 précédemment réservé (période de référence) : *amendement n° 41* de la commission (coordination) : adopté avec rectification (p. 7948) ; *amendement n° 42* de la commission (coordination) : retiré (p. 7948) ; *amendement n° 149* de M. Louis Maisonnat (institution d'un coefficient de revalorisation commun à toutes les taxes) : rejeté (p. 7948) ; *amendement n° 326* du Gouvernement (exonération de la taxe professionnelle de toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création) : adopté (p. 7956) ; *amendement n° 43* de la commission (mode de calcul de la base d'imposition au titre de 1980 pour les établissements créés en 1979 et 1980) : retiré (p. 7956) ; *amendement n° 336* du Gouvernement (mode de calcul de la base d'imposition en cas de création d'établissements) ; *sous-amendement* de M. Michel Aurillac (précisant que l'amendement n° 336 n'est valable que jusqu'à l'entrée en vigueur de la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle) : adopté (p. 7956) ; *amendement n° 336*, ainsi modifié, adopté (p. 7956) ; *amendement n° 44* de la commission : retiré (p. 7957) ; *amendement n° 337* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 7957) ; *amendement n° 338* du Gouvernement (déclaration provisoire en cas de création d'établissements permettant de mettre à jour les éléments de répartition de la taxe professionnelle en fonction des bases de cette même taxe) : adopté (p. 7957) ; *amendement n° 339* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7957) ; *amendement n° 340* du Gouvernement (régime des apports, scissions, fusions de sociétés ou des cessions d'établissements) : adopté (p. 7957) ; *amendement n° 45* de la commission, retiré (p. 7957).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Maisonnat (Louis), Dubedout (Hubert), Micaux (Pierre), Tranchant (Georges), Richard (Alain), Wagner

(Robert), Frelaut (Dominique), Aurillac (Michel).

– *article 7, ainsi modifié, adopté (p. 7957).*

ART. 5 précédemment réservé : *amendement n° 167* de M. Jean Royer, réservé (p. 7957), adopté avec modification (p. 7961) ; *amendement n° 244* du Gouvernement, réservé (p. 7957), devient sans objet (p. 7961) ; article 5 réservé juqu'après l'examen de l'article 8 (p. 7957).

AVANT L'ART. 8 :

TITRE III : *amendement n° 47* de la commission (rédactionnel), adopté, devient l'intitulé du titre III (p. 7957) ; *amendement n° 90* de M. Hubert Dubedout (faisant de la valeur vénale des locaux imposables la base d'imposition à la taxe d'habitation ; institution d'une commission communale des impôts directs) : rejeté (p. 7958) ; *amendement n° 153* de M. Dominique Frelaut (faisant figurer dans la loi les critères de classement des habitations dans les huit catégories figurant à l'article 324 de l'annexe III du code général des impôts) : rejeté (p. 7958).

MM. Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Frelaut (Dominique).

ART. 8 (aménagement des abattements de taxe d'habitation) : *amendement n° 110* de M. Guy de la Verpillière (rendant obligatoire l'abattement à la base prévu par l'article 1411 du code général des impôts à partir de 1981) : adopté (p. 7959) ; *amendement n° 252* du Gouvernement (portant de 10 à 15 % le taux de l'abattement facultatif que le conseil municipal peut accorder aux contribuables qui n'ont pas été passibles de l'impôt sur le revenu l'année précédent celle de l'imposition) : devient sans objet (p. 7959) ; *amendement n° 154* de M. Dominique Frelaut (dégrèvement en matière de taxe d'habitation ; nouveau barême de l'impô sur le revenu) : rejeté (p. 7960) ; *amendement n° 253* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7960) ; *amendement n° 48* de la commission (amendement de clarification) : adopté (p. 7960) ; *amendement n° 254* du Gouvernement (ramenant les abattements supérieurs au niveau maximum de droit commun à ce niveau par parts égales sur cinq ans à compter de 1981) : adopté (p. 7960).

MM. Verpillière (Guy de la), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique, Maisonnat (Louis).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 7960).

ART. 5 précédemment réservé : *amendement n° 167* précédemment réservé de M. Jean Royer ; *sous-amendement n° 343* du Gouvernement (maintien en application de l'article 1636-A (2°) du code général des impôts jusqu'à l'entrée en vigueur de la cotisation minimum prévue à l'article 3 *bis A* de la présente loi) : adopté (p. 7961) ; *amendement n° 167, ainsi modifié, adopté (p. 7961) ; amendement n° 244* du Gouvernement précédemment réservé : devient sans objet (p. 7961) ; *amendement n° 342* de M. André-Georges Voisin (possibilité pour le conseil général d'exonérer les redevables visés par l'article 1636-A (2°) du code général des impôts soit de la part départementale de la taxe professionnelle, soit de la fraction de la cotisation minimale revenant au département) : devient sans objet (p. 7961).

MM. Royer (Jean), Voisin (André-Georges), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice), Besson (Louis).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 7961).

APRES L'ART. 8 : *amendement n° 49* de la commission (relèvement du montant du dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé aux redevables de plus de 65 ans non passibles de l'impôt sur le revenu) : adopté (p. 7962).

– l'amendement n° 49 devient l'article additionnel 8 *bis* A.

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique).

ART. 8 *bis* (paiement mensuel des impôts locaux) : *amendement n° 50* de la commission (suppression de l'article 8 *bis*) : adopté (p. 7962).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 8 *bis*, supprimé (p. 7962).

ART. 9 (taxe d'habitation perçue au profit des groupements de communes) : *amendement n° 157* de M. Marcel Houël (suppression de l'article 9) : rejeté (p. 7962) ; *amendement n° 158* de M. Marcel Houël (possibilité pour les conseils délibérants de maintenir les différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune) : rejeté (p. 7963) ; *amendement n° 159* de M. Marcel Houël (calcul de la taxe d'habitation dans les communautés urbaines et les districts à fiscalité propre) : retiré (p. 7963) ; *amendement n° 51* de la commission (suppression en cinq ans des écarts de taux de taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines et des groupements de communes) : retiré (p. 7963) ; *amendement n° 225* du Gouvernement (suppression en cinq ans des écarts de taux de taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines et des groupements de communes) : adopté

(p. 7963) ; *amendement n° 287* de M. Michel Sainte-Marie (possibilité d'étaler sur dix ans la suppression des écarts de taux de taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines et des groupements de communes) : rejeté (p. 7963) ; *amendement n° 52* corrigé de la commission (abattements sur les bases de la taxe d'habitation) : retiré (p. 7964) ; *amendement n° 52* corrigé de la commmission (abattements sur les bases de la taxe d'habitation) : retiré (p. 7964) ; *amendement n° 256* du Gouvernement (permettant aux départements et aux communautés urbaines de voter leurs propres abattements en matière de taxe d'habitation) : adopté (p. 7964).

MM. Houël (Marcel), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Richard (Alain).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 7964).

APRES L'ART. 9 :

Inscrits : Dubedout (Hubert) : maintien des injustices de la taxe d'habitation ; écarte les arguments d'ordre technique qui gênent la recherche d'une meilleure répartition de la taxe d'habitation ; fonctionnement des services de la trésorerie générale marqué par un resserrement des tutelles financières et administratives sur les collectivités locales (p. 7965) ; *Chauvet (Augustin) :* son hostilité au remplacement de la taxe d'habitation par une contribution annexe à l'impôt sur le revenu : insuffisante connaissance des revenus (p. 7966) ; *Aurillac (Michel) : problèmes de l'inadéquation entre les revenus des occupants des immeubles et le montant des taxes d'habitation (p. 7966) ; amendement n° 53* de la commission (institution au profit des départements d'un impôt proportionnel sur le revenu) ; *sous-amendement n° 225* de M. Michel Aurillac (rétablissement de la part départementale de la taxe d'habitation et suppression de l'impôt départemental sur le revenu) : rejeté (p. 7967) ; *sous-amendement n° 91* de M. Hubert Dubedout (institution à partir de 1982 d'un impôt départemental sur le revenu) : retiré (p. 7967) ; *sous-amendement n° 226* de M. Michel Aurillac (s'opposant à l'institution d'un impôt proportionnel sur le revenu au profit des départements) : rejeté (p. 7967) ; *sous-amendement n° 92* de M. Hubert Dubedout (faisant considérer les garages comme une dépendance de l'habitation la plus proche dont dispose le contribuable en tant que propriétaire ou locataire) : rejeté (p. 7968) ; *sous-amendement n° 227* de M. Michel Aurillac (conséquence du sous-amendement n° 226) : rejeté (p. 7968) ; *sous-amendement n° 93* de M. Hubert Dubedout (paiement par les contribuables non salariés qui ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu d'une contribution départementale forfaitaire) : retiré (p. 7968) ; *sous-amendement n° 111* de M. Hubert Dubedout (réforme de l'impôt sur le revenu dans le sens d'une meilleure justice fiscale) : retiré (p. 7968) ; *amendement n° 53 : rejeté (p. 7968) ; amendement n° 269* de M. Louis Maisonnat (institution au profit des départements d'un impôt proportionnel sur le revenu) : rejeté (p. 7968).

MM. Voisin (André-Georges), Frelaut (Dominique), Papon (Maurice).

AVANT L'ART. 10 :

TITRE IV : *amendement n° 54* de la commission (rédactionnel) adopté, devient l'intitulé du titre IV (p. 7968) ; *amendement n° 94* de M. Hubert Dubedout (impôt foncier établi sur la valeur vénale déclarée par le contribuable) : rejeté (p. 7969).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Dubedout (Hubert).

ART. 10 (actualisation des valeurs locatives foncières).

Inscrits : Boyon (Jacques) : problème de l'assujettissement aux taxes foncières des collectivités locales et de l'Etat pour leur domaine privé (p. 7969) ; *Voilquin (Hubert) :* demande que les différents impôts locaux soient recouvrés sur des feuilles différentes (p. 7970) ; *Papon (Maurice) :* rappelle sa décision consistant à soumettre à la taxe foncière les terrains non bâtis productifs de revenus appartenant à l'Etat ; impossibilité de recouvrer sur des feuilles différentes les divers impôts locaux (p. 7070) ; *amendement n° 95* de M. Hubert Dubedout (fixation par la loi de finances et non par décret des majorations appliquées aux valeurs locatives dans l'intervalle entre deux actualisations) : adopté (p. 7970) ; *amendement n° 257* du Gouvernement (correction des abattements visés à l'article 1411-II du code général des impôts en fonction de la variation des bases résultant de l'actualisation des valeurs locatives foncières) : adopté (p. 7970) ; *amendement n° 55* de la commission (suppression de dispositions déjà incorporées dans la loi du 3 janvier 1979) : adopté (p. 7970) ; *amendement n° 112* de M. Hubert Dubedout (intervention des commissions communales des impôts directs pour l'actualisation forfaitaire des valeurs locatives des propriétés non bâties) : rejeté (p. 7970).

MM. Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 7970).

APRES L'ART. 10 : *amendement n° 276* de M. André-Georges Voisin (supprimant l'exonération de la taxe foncière dont bénéficient les immeubles appartenant à des collectivités

locales et qui sont situés sur le territoire d'autres collectivités de même niveau) : adopté (p. 7972).

– l'amendement n° 276 devient l'article additionnel 10 *bis*.

ART. ADDITIONNEL 10 *bis : amendement n° 56* de la commission (majoration de la valeur locative des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols) ; *sous-amendement n° 258* du Gouvernement (supprimant la référence à un plan d'occupation des sols rendu public) : adopté (p. 7972) ; *sous-amendement n° 96* de M. Hubert Dubedout (supprimant la limite de 200 % fixée à la majoration de la valeur locative des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols) : rejeté (p. 7973). *sous-amendement n° 259* du Gouvernement (non application de la majoration prévue par l'amendement n° 56 aux terrains déjà classés dans la catégorie des terrains à bâtir et aux terrains non constructibles au regard du plan d'occupation des sols) : adopté (p. 7973) ; *sous-amendement n° 230* de M. Hubert Voilquin (faisant de la majoration de la valeur locative des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols une majoration qui ne peut intervenir qu'à titre rétroactif durant quatre années, après la vente effective du terrain comme terrain à bâtir) : adopté (p. 7974) ; *sous-amendement n° 321* de M. Charles Millon (possibilité de paiement différé de la taxe foncière sur la propriété des terrains non bâtis constructibles correspondant à la majoration prévue par l'amendement n° 56 ; en cas de paiement différé, constitution au profit de la commune d'une hypothèque légale) : devient sans objet (p. 7974) ; *amendement n° 56*, ainsi modifié, adopté (p. 7974).

ART. ADDITIONNEL 10 *quater : amendement n° 57* de la commission (taxation rétroactive des terrains à bâtir) ; *sous-amendement n° 260* du Gouvernement (taxation des terrains vendus en vue de la construction à la taxe foncière sur les propriétés non bâties en tant que terrains à bâtir, au titre de l'année de la cession et des deux années précédentes) : adopté (p. 7975) ; *amendement n° 57*, ainsi modifié, adopté (p. 7975).

MM. Voisin (André-Georges), Aurillac (Michel), Dubedout (Hubert), Micaux (Pierre), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Boyon (Jacques), Guichard (Olivier), Chauvet (Augustin), Voilquin (Hubert), Branger (Jean-Guy), Besson (Louis), Braun (Gérard).

[10 octobre 1979 (p. 8009) :

APRES L'ART. 10 *(suite) : amendement n° 58* de la commission (création d'un impôt foncier assis sur la valeur vénale entrant en vigueur au 1er janvier 1985) ; *sous-amendement n° 315* de M. René Benoît (limitation de l'impôt foncier à 1 % de la valeur vénale moyenne départementale) : rejeté (p. 8011) ; *sous-amendement n° 161* de M. Louis Maisonnat (maintien de la valeur cadastrale pour les terrains agricoles) : rejeté (p. 8011) ; *amendement n° 58* rejeté (p. 8011) ; *amendement n° 59* de la commission (taxation des pylones) ; *sous-amendement n° 261* du Gouvernement (indexation de l'imposition forfaitaire uniforme pour tout le territoire national) : adopté (p. 8012) ; *amendement n° 59, ainsi modifié, adopté (p. 8012).*

– l'amendement n° 59 devient l'article additionnel 10 quinquies.

MM. Voisin (André-Georges), Pineau (Jean), Maisonnat (Louis), Papon (Maurice), Santrot (Jacques), Guermeur (Guy), Millon (Charles).

AVANT L'ART. 11 : *amendement n° 322* de M. Emmanuel Hamel (modalités d'attribution des subventions aux communes qui font partie des organismes de coopération intercommunale) : adopté (p. 8012).

– l'amendement n° 322 devient l'article additionnel 11 A.

Amendement n° 323 de M. Emmanuel Hamel (fiscalité des communes membres d'un organisme de coopération) : retiré (p. 8013) ; *amendement n° 60, deuxième correction*, de la commission (paiement mensuel de la taxe d'habitation et fractionnement en deux parties du paiement des impôts locaux) : *sous-amendement n° 72* de M. Augustin Chauvet, devient sans objet (p. 8013) ; *amendement n° 60, deuxième correction, retiré (p. 8013) ; amendement n° 262* corrigé du Gouvernement (possibilité de paiement mensuel pour les impôts locaux ; paiement en deux versements) : adopté (p. 8014).

– l'amendement n° 262 devient l'article additionnel 11 B.

Amendement n° 283 de M. Jean Brocard (établissement d'une taxe sur les chiens) : rejeté (p. 8015).

MM. Hamel (Emmanuel), Voisin (André-Georges), Richard (Alain), Houël (Marcel), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Dubedout (Hubert), Gantier (Gilbert), Guermeur (Guy), Jans (Parfait).

ART. 11 (imposition régionale additionnelle aux taxes locales) : *amendement n° 277* de M. André-Georges Voisin (formel) : adopté (p. 8015) ; *amendement n° 263* du Gouverne-

ment (formel) : adopté (p. 8015) ; *amendement n° 264* du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 8015).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 8015).

ART. 12 (entrée en vigueur des délibérations relatives à la fiscalité directe locale) : adopté (p. 8015).

APRES L'ART. 12 : *amendement n° 265* rectifié du Gouvernement (réalisation de simulations) ; *sous-amendement n° 305* de M. Hubert Debedout (entrée en vigueur du texte fixée au 1er janvier 1982) : retiré (p. 8018) ; *sous-amendement n° 280* de M. André-Georges Voisin (retour du texte devant le Parlement u 1er janvier 1981) : retiré (p. 8018) ; *sous-amendement n° 345* de M. Guy Guermeur (retour du texte devant le Parlement au 1er juin 1981) : adopté (p. 8018) ; *sous-amendement n° 341* de M. Jacques Boyon (contenu du rapport du Gouvernement) : adopté (p. 8018) ; *sous-amendement n° 344* de M. Daniel Goulet (participation des chambres de commerce, chambres de métiers, chambres d'agriculture à l'élaboration du rapport) : retiré (p. 8018) ; *amendement n° 265*, rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 8018).

– l'amendement n° 265 devient l'article 12 *bis* A.

MM. Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Guermeur (Guy), Boyon (Jacques), Goulet (Daniel), Delprat (Michel), Chauvet (Augustin), Hamel (Emmanuel).

ART. 12 *bis* (fourniture des rapports au Parlement sur l'application de la loi).

M. Voisin (André-Georges).

– article 12 *bis*, rejeté (p. 8018).

ART. 13 (application de la loi aux départements d'Outre-Mer) : *amendement n° 62* de la commission (renvoi à un décret pour les conditions d'entrée en vigueur de la réforme des impôts locaux dans les départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 8019).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 8019).

APRES L'ART. 13 : *amendement n° 228* de M. Michel Aurillac (limitation de la croissance de la fiscalité directe locale) : rejeté (p. 8021).

MM. Aurillac (Michel), Voisin (André-Georges), Frelaut (Dominique), Millon (Charles), Dubedout (Hubert), Papon (Maurice), Chinaud (Roger).

ART. 3 précédemment réservé : *amendement n° 273* de M. André-Georges Voisin précédemment réservé (plafond des majorations des impôts locaux et compensation pour les communes qui subiraient une perte de recette) ; sous-amendement de M. Hubert Voilquin (calcul de la compensation en fonction de la population de la commune concernée) : adopté (p. 8024) ; *amendement n° 273*, ainsi modifié, adopté (p. 8024) ; *amendement n° 104*, deuxième rectification, de M. Louis Besson précédemment réservé (possibilité de plafonnement des taux d'une ou deux des taxes locales ; compensation intégrale des pertes au titre de la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 8023) ; *amendement n° 116*, troisième rectification, de M. Gilbert Gantier, repris par M. Chauvet (plafonnement des taux de la taxe professionnelle) : devenu sans objet (p. 8024).

MM. Voisin (André-Georges), Aurillac (Michel), Dubedout (Hubert), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Chauvet (Augustin), Voilquin (Hubert).

– article 3, ainsi modifié, rétabli (p. 8024).

ART. 14 (entrée en vigueur de la loi) : supprimé (p. 8024) ; *amendement n° 63* de la commission (de suppression) : adopté (p. 8025).

M. Voisin (André-Georges).

– article 14 supprimé (p. 8025).

ART. 15 (fixation par décret des modalités d'application de la loi) : adopté (p. 8025).

SECONDE DELIBERATION des articles 2 A et 6 *ter* du projet de loi (p. 8025).

ART. 2 A (adopté en première délibération) : *amendement n° 3* de M. André-Georges Voisin (variation des taux) ; *sous-amendement n° 4* de M. Augustin Chauvet (réduction des écarts de taux des taxes entre les communes d'un même département et entre les départements) : rejeté (p. 8026) ; *amendement n° 3*, adopté (p. 8026) ; *amendement n° 1* du Gouvernement (marge maximale d'augmentation des taux de la taxe professionnelle fixée à 5 % de la moyenne nationale) ; sous-amendement de M. Augustin Chauvet : adopté (p. 8026) ; *amendement n° 1*, ainsi modifié, adopté (p. 8026).

MM. Voisin (André-Georges), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

– article 2 A, ainsi modifié, adopté (p. 8026).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Frelaut (Dominique)* : limitation de la croissance de la taxe professionnelle, résultat du démarchage du CNPF ; l'assiette de la valeur ajoutée frappe insuffisamment le capital fixe ; période intermédiaire prolongée pendant le temps de la simulation ; absence de mesures tendant à rapprocher l'assiette de la taxe d'habitation des ressources de l'occupant ; nécessité de revoir les bases de la taxe d'habitation ; non prise en compte des besoins sociaux des communes dans le système de péréquation ; vote hostile du groupe communiste (p. 8027).

– *Dubedout (Hubert)* : report du changement d'assiette à 1983 ; privilège accordé aux commerçants pour des raisons électorales au détriment des industriels et de l'économie ; nécessité de déterminer l'assiette de la taxe d'habitation en rapport avec les revenus assujettis ; effort nécessaire en faveur du logement pour redresser la démographie (p. 8028).

– *Boyon (Jacques)* : texte marquant de très réels progrès : principe de la libre fixation des taux ; nouvelle assiette de la taxe professionnelle ; respect de l'autonomie des collectivités locales (p. 8028, 8029).

– *Millon (Charles)* : innovation réalisée par le projet de loi qui tente de lutter contre la spéculation foncière et qui traite de l'aménagement du territoire ; organisation d'une simulation instaurant une technique législative nouvelle (p. 8029).

– *Papon (Maurice)* : innovation décisive consistant dans le choix de la valeur ajoutée comme assiette de la taxe professionnelle ; nécessité des simulations (p. 8030).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 208 (p. 8030) ; liste des votants (p. 8031, 8032).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [17 décembre 1979] (12144) :

Péréquation : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12144) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 12145) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12150).

Simulations : *Aurillac (Michel)*, (p. 12145) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 12146).

Taxe d'habitation : *Frelaut (Dominique)*, (p. 12147, 12148) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 12149).

Taxe professionnelle (assiette) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12144) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 12145).

Taxe professionnelle (montant en 1979) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12144) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 12145) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 12146) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12149).

Taxe professionnelle (plafonnement) : *Aurillac (Michel)*, (p. 12145) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 12148) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 12149) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12150).

Taxe professionnelle (transfert du commerce à la production) : *Dubedout (Hubert)*, (p. 12149).

Terrains à bâtir : *Chauvet (Augustin)*, (p. 12145) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12150).

Vote direct des taux : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12144) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 12148) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 12149) ; *Papon (Maurice)*, (p. 12150).

DISCUSSION DES ARTICLES [17 décembre 1979] (p. 12155) :

ART. 1er *A* (répartition du produit des impôts locaux jusqu'au vote direct des taux) : *amendement n° 15* de la commission (instauration du vote direct des taux dès 1981 et blocage des éléments de répartition en 1980) ; *sous-amendement n° 107* de M. Augustin Chauvet (maintenant le régime provisoir du blocage du produit des quatre taxes jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme instituant la valeur ajoutée comme base d'imposition de la taxe professionnelle) : retiré (p. 12158) ; *sous-amendement n° 135* de M. Hubert Dubedout (prise en compte pour la taxe professionnelle de l'extension de leurs activités pour les établissements créés depuis le 1er janvier 1975) : rejeté par scrutin public n° 321 (p. 1159) ; liste des votants (p. 12171) ; *sous-amendement n° 105* du Gouvernement (date d'incorporation des résultats de la première actualisation des valeurs locatives foncières dans les rôles de la taxe professionnelle) : adopté par scrutin public n° 322 (p. 12159) ; liste des votants (p. 12172) ; *amendement n° 15*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 323 (p. 12159) ; liste des votants (p. 12173) ; *amendement n° 92* de M. Parfait Jans (correction de la part de la taxe professionnelle en 1980) : devient sans objet (p. 12159).

MM. Voisin (André-Georges), Jans (Parfait), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin), Debedout (Hubert).

– article 1er *A*, ainsi modifié, adopté (p. 12159).

ART. 2 *A* (mécanisme du vote des taux) : *amendement n° 4* de M. Hubert Dubedout (accordant aux communes la liberté de vote des taux à partir de 1981) : réservé jusqu'à la fin de l'examen de l'article 2 *A* (p. 12161) ; *amendement n° 16* de la commission (mécanisme du vote des taux par les instances locales) ; *sous-amendement n° 108* de M. Augustin Chauvet : retiré (p. 12161) ; *sous-amendement n° 109* de M. Augustin Chauvet (prévoyant de faire varier dans des proportions différentes les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation en vue de rapprocher ces taux des taux moyens appliqués par les autres collectivités de même nature) : réservé (p. 12162) ; *sous-amendement n° 130* de M. Jacques Boyon (sous-amendement de coordination) : réservé (p. 12162) ; *amendement n° 5* de M. Hubert Dubedout (permettant de jouer sur la part départementale des impôts locaux par l'intermédiaire des taux pour aboutir à une égalisation de la pression fiscale à l'intérieur des départements) : réservé (p. 12163) ; *amendement n° 17* de la commission (mécanisme de conversion du taux de la taxe professionnelle au moment où la valeur ajoutée deviendra l'assiette de cette taxe) : réservé (p. 12163) ; *sous-amendement n° 106* du Gouvernement (prise en compte de l'évolution de la matière imposable entre l'année d'imposition des anciennes bases et celle de l'entrée en vigueur du nouveau régime) : réservé (p. 12163) ; *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) ; *amendement n° 5* de M. Hubert Dubedout : retiré (P. 12163) ; *sous-amendement n° 109* de M. Augustin Chauvet, retiré (p. 12163).

MM. Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Aurillac (Michel), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin), Besson (Louis), Branger (Jean-Guy).

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, vote unique sur l'article 2 *A*, modifié par les amendements n° 16, 17, modifié lui-même par le sous-amendement n° 106, et par l'amendement n° 18.

– article 2 *A*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 324 (p. 12164) ; liste des votants (p. 12164).

ART. 3 (plafonnement des taux des impôts directs locaux) : *amendements* identiques *n° 6* de M. Hubert Dubedout et *n° 93* de M. Louis Maisonnat (suppression de l'article 3) : rejetés par scrutin public n° 325 (p. 12166) ; liste des votants (p. 12175) ; *amendement n° 19* de la commission (plafonnement des taux des impôts directs locaux) ; *sous-amendement n° 136* de M. Hubert Dubedout (portant le plafonnement du taux des impôts directs locaux à 2 fois et demi le taux moyen constaté l'année précédente) : adopté (p. 12167) ; *sous-amendement n° 146* de M. Dominique Frelaut (faisant référence pour le plafonnement des taux à l'ensemble des communes du département et non plus à l'ensemble des communes du département et non plus à l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) : adopté avec une rectification (p. 12167) ; *sous-amendement n° 110* du Gouvernement (financement de la compensation du plafonnement par une cotisation additionnelle au système de prélèvement) : adopté (p. 12168) ; *sous-amendement n° 139* de M. Hubert Dubedout (affectation à la dotation globale de fonctionnement de l'année suivante des excédents éventuels réalisés grâce aux prélèvements destinés à financer la compensation) : adopté avec une rectification (p. 12168) ; *amendement n° 19*, ainsi modifié, adopté (p. 12168).

MM. Dubedout (Hubert), Frelaut (Dominique), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Besson (Louis), Jans (Parfait), Aurillac (Michel).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 12168).

[18 décembre 1979] (p. 12178) :

ART. 3 *bis A* (cotisation minimum de taxe professionnelle) : *amendement n° 137* de M. Michel Aurillac (calcul de la cotisation minimum de taxe professionnelle à défaut de délibération du conseil municipal) : adopté (p. 12179) ; *amendement n° 70* du Gouvernement : devient sans objet (p. 12179) ; *amendement n° 20* de la commission, retiré (p. 12179) ; *amendement n° 71* du Gouvernement, devient sans objet (p. 12179) ; *amendement n° 72* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 12179).

MM. Aurillac (Michel), Papon (Maurice), Voisin (André-Georges).

– article 3 *bis A* ainsi modifié, adopté (p. 12179).

ART. 3 *ter* (péréquation de la taxe professionnelle) : *amendement n° 21* de la commission (application de la péréquation départementale aux seuls établissements produisant de l'énergie) : adopté (p. 12180) ; *amendement n° 22* de la commission (entrée en vigueur de la revalorisation automatique des seuils d'écrêtements) : adopté (p. 12180) ; *amendement n° 119* de M. Michel Aurillac (relèvement du seuil d'écrêtement des bases pour les établissements exceptionnels) : rejeté (p. 12181) ; *amendement n° 120* rectifié de M. Michel Aurillac (conséquence de l'amendement n° 119) : retiré (p. 12181) ; *amendement n° 59*

de M. Hubert Dubedout (adoption pour les bases écrêtées d'un taux unique, le taux moyen communal de l'ensemble des communes du pays) : rejeté (p. 12181) ; *amendement n° 144* de M. Michel Aurillac : devient sans objet (p. 12181) ; *amendement n° 23* de la commission (rétablissement des versements au fonds départemental de péréquation au titre de 1979) : adopté (p. 12189) ; *amendement n° 94* de M. Parfait Jans, retiré (p. 12182) ; *amendement n° 24* de la commission (prise en compte dans le calcul du prélèvement des contributions volontaires consenties avant 1979 par certaines communes écrêtées) : adopté (12182) ; *amendement n° 25* corrigé de la commission (écrêtement appliqué aux établissements créés avant le 1er janvier 1976) : adopté (p. 12184) ; *amendement n° 73* du Gouvernement (limitation de l'assiette du prélèvement pour les établissements créés avant le 1er janvier 1976) : adopté (p. 12184) ; *amendement n° 121* de M. Michel Aurillac (limitation des effets excessifs de l'écrêtement) : retiré (p. 12183) ; *amendement n° 26* de la commission (répartition des ressources du fonds départemental de péréquation) : adopté (p. 12184) ; *amendement n° 122* de M. Michel Aurillac (conséquence de l'amendement n° 121) : devient sans objet (p. 12184) ; *amendement n° 27* de la commission (suppression des dispositions prévoyant un sort particulier en matière de péréquation pour les communes sur lesquelles sont implantés les barrages destinés au refroidissement des centrales nucléaires) : adopté (p. 12184) ; *amendement n° 28* de la commission (précisant les règles de majorité requises pour la répartition des excédents provenant d'établissements produisant de l'énergie) : adopté (p. 12185) ; *amendement n° 74* du Gouvernement (conditions de la répartition entre les quatre taxes directes locales prévues à l'article 1er *A* dans les communes soumises à un prélèvement au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle) : adopté (p. 12185).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Aurillac (Michel), Voilquin (Hubert), Besson (Louis), Chauvet (Augustin), Verpillière (Guy de la), Jans (Parfait), Dubedout (Hubert), Frelaut (Dominique).

– article 3 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 12185).

ART. 4 (péréquation de la taxe professionnelle) : *amendement n° 95* de M. Dominique Frelaut (suppression de l'article 4) : rejeté (p. 12186) ; *amendement n° 29* de la commission (financement du fonds national de péréquation) : adopté (p. 12186) ; *amendement n° 30* de la commission (prise en compte des ressources domaniales nettes pour la détermination des communes bénéficiant du fonds national de péréquation) : rejeté (p. 12187) ; *amendement n° 75* du Gouvernement (redistribution des ressources du fonds de péréquation au profit des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale) : adopté (p. 12187) ; *amendement n° 31* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 12188) ; *amendement n° 32* de la commission (institution du fonds national de péréquation dè 1980) : adopté (p. 12188).

MM. Frelaut (Dominique), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Besson (Louis), Boyon (Jacques).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 12188).

ART. 4 *bis* supprimé par le Sénat (assujettissement des ports maritimes et fluviaux à la taxe professionnelle) : *amendement n° 33* de la commission (rétablissement de l'article 5 *bis*) : adopté (p. 12189).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Aurillac (Michel), Colombier (Henri), Frelaut (Dominique), Rufenacht (Antoine).

– article 4 *bis*, ainsi rétabli (p. 12189).

ART. 4 *ter* (assujettissement des coopératives ouvrières de production à la taxe professionnelle) : *amendement n° 7* de M. Hubert Dubedout (maintien des avantages dont bénéficient les coopératives d'artisans et de bateliers en matière de taxe professionnelle) : rejeté (p. 12190) ; *amendement n° 148* de M. André-Georges Voisin (formel) : adopté (p. 12191) ; *amendement n° 8* de M. Hubert Dubedout (maintien des avantages acquis des coopératives ouvrières) : rejeté (p. 12191) ; *amendement n° 34* de la commission (régime des sociétés coopératives ouvrières de production au regard de la taxe professionnelle) : adopté (p. 12191).

MM. Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges), Jans (Parfait), Daillet (Jean-Marie), Aurillac (Michel), Richard (Alain).

– article 4 *ter*, ainsi modifié, adopté (p. 12191).

ART. 4 *quinquies (exonérations temporaires de la taxe professionnelle).*

Inscrit : Boyon (Jacques) : souhaite que soit accordée une exonération de taxe professionnelle pour les opérations de reprise ou de restructuration d'activité économique visant à maintenir l'emploi (p. 12192) ; *amendement n° 9* de M. Hubert Dubedout (suppression de l'article 4 *quinquies*) : rejeté (p. 12194) ; *amendement n° 77* du Gouvernement (limitation de l'exonération aux transferts qui correspondant

à une décentralisation) : adopté (p. 12194) ; *amendement n° 76* du Gouvernement (excluant les prestataires de services du bénéfice de l'exonération de taxe professionnelle) : adopté (p. 12195) ; *amendement n° 78* du Gouvernement (excluant le cumul de deux périodes d'exonération) : adopté (p. 12195) ; *amendement n° 79* du Gouvernement (formel) : adopté (p. 12196) ; *amendement n° 62* de M. Hubert Dubedout (limitant le montant des exonérations de taxe professionnelle) : rejeté (p. 12196).

MM. Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Voilquin (Hubert), Frelaut (Dominique), Boyon (Jacques), Aurillac (Michel), Besson (Louis).

– article 4 *quinquies*, ainsi modifié, adopté (p. 12196).

ART. 4 *sexies* (répartition du produit de la taxe professionnelle en cas de création d'une zone d'activité financée par un organisme de coopération intercommunal) : *amendement n° 96* de M. Marcel Houël (suppression de l'article 4 *sexies*) : rejeté (p. 12196) ; *amendement n° 63* de M. Michel Aurillac (faisant bénéficier tous les groupements de communes de la possibilité de se faire transférer une partie des recettes de la taxe professionnelle) : adopté avec modification (p. 12197) ; *amendement n° 80* du Gouvernement (application de l'article 4 *sexies* aux communautés urbaines) : retiré (p. 12197) ; *amendement n° 81* du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 12197) ; *amendement n° 64* de M. Michel Aurillac (correction symétrique du potentiel fiscal de chaque commune ou groupement doté d'une fiscalité propre pour tenir compte de l'application de l'article 4 *sexies*) : adopté (p. 12198) ; *amendement n° 35* de la commission (formel) : retiré (p. 12197) ; *amendement n° 65* de M. Michel Aurillac (transfert de potentiel fiscal dans le cas des communes qui ayant installé une zone industrielle sur le territoire d'une commune voisine se font rétrocéder par convention les recettes fiscales correspondantes) : adopté (p. 12198).

MM. Voisin (André-Georges), Houël (Marcel), Papon (Maurice), Aurillac (Michel), Hamel (Emmanuel).

– article 4 *sexies*, ainsi modifié, adopté (p. 12198).

ART. 5 (écrêtement des bases et plafonnement de la taxe professionnelle).

Inscrit : Chauvet (Augustin) : ses réserves sur les dispositions selon lesquelles les plafonnements seront diminués chaque année d'un cinquième ou d'un dixième ; souhaite que le Gouvernement renonce à la réduction du plafonnement en 1981 et 1982 ; approuve l'institution d'un plafonnement fondé sur la valeur ajoutée (p. 12201) ; *amendement n° 69* de M. Hubert Dubedout (application de la réduction de base à la part des bases de la taxe professionnelle excédant la valeur de référence établie pour 1975 selon l'article 1472 du code général des impôts) : adopté (p. 12202) ; *amendement n° 97* de M. Louis Maisonnat (plafonnement à 8 % de la valeur ajoutée de la cotisation de taxe professionnelle de chaque entreprise) : rejeté (p. 12203) ; *amendement n° 82* du Gouvernement (application rétroactive pour 1979 du plafonnement au taux de 6 % de la valeur ajoutée) : adopté (p. 12203) ; *amendement n° 126* de M. André-Georges Voisin : réservé (p. 12203) ; *amendement n° 37* de la commission (affectation au budget général de la totalité des frais d'assiette des impôts locaux prélevés par l'Etat) : rejeté (p. 12204) ; *amendement n° 126* de M. André-Georges Voisin : précédemment réservé (taux de la cotisation nationale de taxe professionnelle en 1980 et 1981) ; *sous-amendement n° 149* du Gouvernement (réduisant de 7,5 % à 7 % le taux de la cotisation nationale de taxe professionnelle pour 1980 et 1981) : adopté (p. 12204) ; *amendement n° 126*, ainsi modifié, adopté (p. 12204) ; *amendement n° 38* de la commission (suppression d'un alinéa introduit par le Sénat qui visait à abroger l'article 1636-1 du code général des impôts fixant les modalités de répartition entre les quatre impôts directs locaux) : adopté (p. 12204).

MM. Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique), Aurillac (Michel), Chauvet (Augustin).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 12204).

Rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel : réunion d'une commission mixte paritaire l'obligeant à quitter l'hémicycle (p. 12204) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 12204).

ART. 6 *bis* (modalités du calcul de la valeur ajoutée, nouvelle base de la taxe professionnelle).

Inscrit : Millon (Charles) : problème de l'assujettissement à la taxe professionnelle des établissements privés d'enseignement hors contrat (p. 12205) ; *amendements* identiques *n° 102* du Gouvernement et *n° 123* de M. André-Georges Voisin (suppression des dispositions particulières adoptées par le Sénat en ce qui concerne la prise en compte des biens loués pour une longue durée ou faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail dans la définition de la valeur ajoutée) : adoptés (p. 12207) ; *amendement n° 103* du Gouvernement : réservé (p. 12207) ; *amendement n° 124* de M. André-Georges Voisin (suppression du sort particulier réservé aux opérations de

location de longue durée et aux opérations de crédit-bail) : adopté (p. 12207) ; *amendement n° 103* du Gouvernement précédemment réservé, devient sans objet (p. 12207) ; *amendement n° 104* rectifié du Gouvernement : devient sans objet (p. 12207) ; *amendement n° 125* de M. André-Georges Voisin (amendement de conséquence) : adopté (p. 12207) ; *amendement n° 140* rectifié de M. Hubert Dubedout (contenu des simulations effectuées préalablement à l'entrée en vigueur du régime de la valeur ajoutée) : retiré (p. 12208).

MM. Millon (Charles), Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Dubedout (Hubert), Frelaut (Dominique), Chauvet (Augustin), Aurillac (Michel).

– article 6 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 12208).

ART. 6 *ter* (abattement dégressif sur la valeur ajoutée) : adopté (p. 12208).

ART. 6 *quater* (réfaction d'assiette en faveur de certains redevables) : *amendement n° 39* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 12209).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 6 *quater, ainsi modifié, adopté (p. 12209).*

ART. 6 *quinquies* (localisation de la valeur ajoutée) : *amendement n° 138* du Gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 12209) ; *amendement n° 128* de M. Gilbert Gantier (non soutenu) (p. 12209).

M. Voisin (André-Georges).

– article 6 *quinquies*, ainsi modifié, adopté (p. 12209).

ART. 6 *sexies* (localisation de la valeur ajoutée en cas de création d'établissement par une entreprise à établissements multiples) : *amendement n° 89* rectifié de M. André-Georges Voisin (rédactionnel) : adopté (p. 12209).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 6 *sexies*, ainsi modifié, adopté (p. 12209).

ART. 7 (période de référence) : *amendement n° 40* de la commission (imposant à la taxe professionnelle les établissements produisant de l'électricité dès leur raccordement au réseau) : adopté (p. 12210). **Rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : son *amendement n° 128* à l'article 6 *quinquies* non soutenu ; Gantier (Gilbert) (p. 12210) ; Gau (Jacques-Antoine), (p. 12210) ; *amendement n° 41* de la commission (suppression de l'assimilation des changements d'exploitant en cours d'année à une création d'établissement) : retiré (p. 12210) : *amendement n° 83* du Gouvernement (suppression de l'assimilation du changement d'exploitation en cours d'année à une fermeture d'établissement suivie d'une création) : adopté (p. 12210) ; *amendement n° 84* du Gouvernement (conséquence de l'amendement n° 83) : adopté (p. 12210).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 12210).

ART. 7 *bis* (passage des bases actuelles à l'assiette sur la valeur ajoutée) : *amendement n° 90* rectifié de M. André-Georges Voisin (mise à jour des anciennes bases avant le calcul de la valeur de référence de chaque contribuable) : adopté (p. 12211) ; *amendement n° 85* du Gouvernement (étalement dans le temps des transferts de charge qui pourraient résulter du changement d'assiette) : adopté (p. 12211) ; *amendement n° 42* de la commission (étalement dans le temps des transferts qui pourraient résulter du changement d'assiette) : retiré (p. 12211) ; *sous-amendements* identiques *n° 11* de M. Augustin Chauvet et *n° 129* de M. Michel Aurillac : deviennent sans objet (p. 12211) ; *amendement n° 42 :* retiré (p. 12211).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 7 *bis*, ainsi modifié, adopté (p. 12211).

ART. 8 (aménagement des abattements de taxe d'habitation) : *amendement n° 98* de M. Dominique Frelaut (remplacement des abattements accordés aux redevables de la taxe d'habitation par des dégrèvements compensés par un réaménagement des plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 12213) ; *amendement n° 99* de M. Parfait Jans (permettant au conseil municipal d'accorder un abattement facultatif à la base allant de 10 à 20 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune et faisant participer l'Etat à la réduction de la taxe d'habitation payée par les familles non redevables de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 12213) ; *amendement n° 147* de M. Hubert Dubedout (permettant au conseil municipal d'accorder aux contribuables non soumis à l'impôt sur le revenu un dégrèvement automatique égal à la moitié de la contribution de taxe d'habitation mise à leur charge) : rejeté (p. 12213) ; *amendement n° 43* de la commission (caractère obligatoire de l'abattement à la base de 15 %) : adopté (p. 12213) ; *amendement n° 44* de la

commission (abattement supplémentaire et facultatif de 15 % pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 40 % de la moyenne communale) : adopté (p. 12214).

MM. Frelaut (Dominique), Jans (Parfait), Dubedout (Hubert), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

article 8, ainsi modifié, adopté (p. 12214).

ART. 9 (taux de la taxe d'habitation perçue au profit des départements et des groupements) : *amendement n° 45* de la commission (taux de la taxe d'habitation perçue au profit des départements et des groupements) : adoption avec une rectification (p. 12214) ; *amendement n° 46* de la commission (application à la taxe d'habitation perçue au profit des départements et des groupements des abattements résultant des votes conseils municipaux calculés sur la valeur locative moyenne de la commune) : adopté (p. 12215).

MM. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice), Houël (Marcel).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 12215).

ART. 10 *ter* (régime fiscal des terrains à bâtir situés en zone urbaine).

Inscrit : Chauvet (Augustin) : regrette que la commission spéciale spéciale ait substitué dans l'article 10 *ter* au mote « terrain » les mots « propriété non bâtie » et aux mots « zones urbaines » les mots « zones constructibles » (p. 12215) ; *amendement n° 86* du Gouvernement (majoration de 200 % de la valeur locative actuelle) ; *sous-amendement n° 150* de M. Hubert Dubedout (substituant le taux de 900 % au taux de 200 % dans l'amendement n° 86) : rejeté (p. 12219) ; *amendement n° 86 :* adopté par scrutin public n° 326 (p. 12221) ; *amendement n° 142* de M. Hubert Dubedout (faisant intervenir la notion de zones immédiatement constructibles au regard du POS, des dispositions d'urbanisme en vigueur et des servitudes d'utilité publique) : devient sans objet (p. 12219) ; *amendements n° 58* de M. Hubert Dubedout, *n° 47* de M. André-Georges Voisin, *n° 56* de M. Hubert Dubedout, *n° 48* de M. André-Georges Voisin avec le sous-amendement de M. Jacques Boyon, *amendements n° 57* de M. Hubert Dubedout, *n° 133* de M. Jacques Boyon et *n° 49* de M. André-Georges Voisin et *amendements n° 134* et *143* de M. Charles Millon : deviennent sans objet (p. 12219).

MM. Papon (Maurice), Dubedout (Hubert), Aurillac (Michel), Voisin (André-Georges), Millon (Charles), Chauvet (Augustin), Boyon (Jacques), Guichard (Olivier), Voilquin (Hubert), Besson (Louis).

– article 10 *ter* ainsi modifié, adopté (p. 12219).

ART. 10 *quater* supprimé par le Sénat (régime fiscal des terrains à bâtir situés en zone urbaine) : *amendement n° 51* de la commission (rétablissement de l'article 10 *quater*) ; *sous-amendement n° 113* de M. Augustin Chauvet (application de l'article 10 *quater* aux terrains non visés à l'article 10 *ter*) : adopté (p. 12226) ; *amendement n° 51*, ainsi modifié, adopté (p. 12226).

MM. Voisin (André-Georges), Chauvet (Augustin), Aurillac (Michel), Papon (Maurice), Besson (Louis).

– article 10 *quater, rétabli (p. 12226).*

ART. 10 *quinquies* (impôt forfaitaire sur les pylones électriques à haute tension) : *amendement n° 87* du Gouvernement (régime juridique de la taxation sur les pylones à haute tension du point de vue du service fiscal chargé de l'établir et du point de vue contentieux) : adopté (p. 12227).

MM. Papon (Maurice), Voisin (André-Georges), Besson (Louis).

– article 10 *quinquies*, ainsi modifié, adopté (p. 12227).

ART. 10 *sexies* (reversement à un groupement de communes de la taxe foncière sur les propriétés bâties) : *amendements* identiques *n° 88* du Gouvernement et *n° 100* de M. Marcel Houël (suppression de l'article 10 *sexies*) : adoptés (p. 12227).

MM. Papon (Maurice), Houël (Marcel), Voisin (André-Georges).

– article 10 *sexies* supprimé (p. 12227).

Amendements n° 66 et *67* de M. Michel Aurillac et *amendement n° 52* de M. André-Georges Voisin deviennent sans objet (p. 12227).

ART. 11 *A* supprimé par le Sénat (calcul des subventions attribuées par les départements aux communes) suppression maintenue (p. 12228) ; *amendement n° 145* de M. Emmanuel Hamel (rétablissement de l'article 11 *A*) : retiré (p. 12228).

MM. Hamel (Emmanuel), Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 11 *A*, demeure supprimé (p. 12228).

ART. 11 *B* (paiement fractionné de la taxe d'habitation et des taxes foncières) : *amende-*

ment n° 3 de M. Augustin Chauvet (prévoyant un plafond non pas par taxe mais pour l'ensemble des taxes qu'un même contribuable paie à la caisse d'un même comptable) : adopté avec modification (p. 12229) ; *amendements* identiques *n° 53* de la commission et *n° 101* corrigé de M. Dominique Frelaut (abaissement du seuil de fractionnement) : deviennent sans objet (p. 12229) : *amendement n° 54* de la commission (formel) : devient sans objet (p. 12229).

MM. Chauvet (Augustin), Voisin (André-Georges), Houël (Marcel), Frelaut (Dominique), Papon (Maurice).

– article 11 *B*, ainsi modifié, adopté (p. 12229).

ART. 11 (imposition perçue au profit des établissements public régionaux) : adopté (p. 12229).

ART. 13 (application aux départements d'Outre-Mer) : *amendement n° 55* de la commission (formel) : adopté (p. 12229).

M. Voisin (André-Georges), Papon (Maurice).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 2229).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Boyon (Jacques) : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 12230).

Papon (Maurice) : rend hommage à la contribution du Parlement à la loi (p. 12231).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 327 (p. 12231) ; liste des votants (p. 12251).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12400) :

Crédit-bail : *Papon (Maurice)*, (p. 12401).

Péréquation : *Voisin (André-Geoges)*, (p. 12400).

Taxe professionnelle : *Voisin (André-Georges)*, (p. 12400).

Taux des impôts directs locaux : Voisin (André-Georges), (p. 12400).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1979] (p. 12400) :

AVANT L'ART. 1er *A* : *amendement n° 1* du Gouvernement (stabilisation du système actuel de répartition) : adopté (p. 12406) ; article 1er *A* ; *article 3* ; *article 3 bis A* : article 3 *ter* ; article 4 ; article 4 *bis* ; article 4 *ter* ; article 4 *quinquies* ; article 4 *sexies* ; article 5 ; article 6 *bis* ; amendement n° 2 du Gouvernement (dispositions relatives au crédit-bail) : adopté (p. 12406) ; article 6 *quater* ; article 6 *quinquies* ; *amendement n° 3* du Gouvernement (coordination) : adopté (p. 12406) ; article 6 *sexies* ; article 7 ; article 7 *bis* ; article 8 ; article 9 ; article 10 *ter* ; article 10 *quater* ; article *quinquies* ; article *sexies* ; *amendement n° 4* du Gouvernement (coordination) : adopté (p. 12407) ; article 11 *B* ; article 13.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Frelaut (Dominique)* : amélioration apportée au texte en matière de plafonnement, d'écrêtement ; absence de ressources nouvelles pour les communes alors que l'autonomie communale passe nécessairement par l'autonomie financière : libre fixation des taux des taxes locales à partir de 1981 mais encadrement du taux de la taxe professionnelle ; critique la base de la valeur ajoutée qui n'appréhende pas suffisamment le capital fixe et davantage les salaires ; absence de véritable modernisation de la fiscalité directe locale : aurait été favorable à un impôt additionnel à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; insuffisance des abattements pour charges de famille (p. 12407).

– *Besson (Louis)* : texte manifestant la défiance du pouvoir envers l'esprit de responsabilité des élus locaux ; texte d'injustice ; absence de recettes supplémentaires pour les communes (p. 12407).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 12407).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1080** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 1411 DU CODE GENERAL DES IMPOTS AFIN DE FAIRE BENEFICIER D'UN ABATTEMENT SUR LA TAXE D'HABITATION LES PERSONNES AGEES DE PLUS DE 65 ANS ET AYANT ELEVE TROIS ENFANTS ET PLUS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [14 juin 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1379** RELATIVE AUX CONDITIONS DE L'EXONERATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ACCORDEE LORS DE CREATIONS D'ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre

1979 par M. Philippe Séguin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [29 novembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1615** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 6 DE LA LOI n° 80-10 DU 10 JANVIER 1980 PORTANT AMENAGEMENT DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE AFIN D'ATTRIBUER UNE FRACTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE VERSEE PAR LES ETABLISSEMENTS PRODUISANT DE L'ENERGIE ET TRAITANT DES COMBUSTIBLES AUX COMMUNES SUR LE TERRITOIRE DESQUELLES SONT STOCKES DES DECHETS RADIO-ACTIFS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Lucien Neuwirth. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [24 avril 1980].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1836** TENDANT A L'INSTITUTION D'UNE TAXE COMMUNALE SUR LES CHIENS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo [9 octobre 1980].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1845** TENDANT A FIXER AU 1er OCTOBRE 1980 LA DATE LIMITE DES DELIBERATIONS QUE LES COLLECTIVITES LOCALES SONT HABILITEES A PRENDRE EN MATIERE D'IMPOTS LOCAUX DIRECTS EN VERTU DE L'ARTICLE 32 DE LA LOI n° 80-10 DU 10 JANVIER 1980, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Christian Nucci et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [9 octobre 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 2085** TENDANT A INTRODUIRE AU PROFIT DES PERSONNES AGEES DES ABATTEMENTS SPECIFIQUES EN MATIERE D'IMPOTS LOCAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 novembre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [18 décembre 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2125** TENDANT A AMELIORER LES CONDITIONS DE DEGREVEMENT DE LA TAXE D'HABITATION EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES DE PLUS DE SOIXANTE-QUINZE ANS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. – PROPOSITION DE LOI **n° 2285** TENDANT A INSTITUER UNE PRIME A L'UTILISATION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION REGIONAUX, Assemblée nationale (première lecture. Dépôt le 3 avril 1981 par M. Sébastien Couepel. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ADMINISTRATION, 1 ; CHOMAGE, 1 ; COLLECTIVITES LOCALES, 4 ; DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE, 1 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 26 ; LOIS DE FINANCES, 3 (première partie), Article 16. – (deuxième partie), Intérieur ; LOIS DE FINANCES, 6 (Article 22) ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, Intérieur ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 154 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 150, 152 ; TAXE FONCIERE (propriétés non bâties), 2 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 80.

– **Vote direct des taux.** *Voir* COLLECTIVITES LOCALES, 6.

IMPREVISION (Théorie de l' –)

Voir FONDATIONS, 1.

IMPRIMERIE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), avant l'article 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 50.

– **Crise.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

IMPRIMERIE CHAIX

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 429.

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

INAMOVIBILITE DES MAGISTRATS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 987.

INAUGURATION D'UN MONUMENT COMMEMORANT LA PRESENCE FRANÇAISE EN ALGERIE (Présence de M. Dominati)

Voir COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 806, 808.

INCAPABLES MAJEURS

Voir REGIMES MATRIMONIAUX. 3.

INCAPACITES TEMPORAIRES D'ACCES A CERTAINES PROFESSIONS FRAPPANT LES NOUVEAUX FRANÇAIS PAR NATURALISATION

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

INCENDIES

Voir COPROPRIETE. 2 ; FORETS. 2, 5, 6, 7 ; IMPOT SUR LE REVENU. 6.

– **Lutte contre les –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 452.

INCIDENTS ET FAITS PERSONNELS

1. – *De M. Thomas (Abel) :* opinion des commerçants sur la police lors des manifestations du 1er mai [26 mai 1978] (p. 2142, 2143).

2. – *De M. Fillioud (Georges) :* reprise par une chaîne de télévision de sa déclaration relative aux stations périphériques [7 juin 1978] (p. 2645).

3. – *De M. Chinaud (Roger) :* déclaration de M. Georges Fillioud relative aux stations périphériques [7 juin 1978] (p. 2645).

4. – *De M. Porcu (Antoine) :* comparaison entre les méfaits de la politique gouvernementale sur la sidérurgie lorraine et les dégâts du militarisme allemand ; déformation de ses propos par le ministre de l'industrie [10 octobre 1978] (p. 5907).

5. – *De M. Cressard (Jacques) :* indique qu'il avait prévenu le président de séance qu'il dépasserait son temps de parole. – *M. Brocard (Jean),* vice-président de l'Assemblée nationale : rappelle les consignes du président de l'Assemblée nationale demandant le respect du temps de parole [26 octobre 1979] (p. 9036).

6. – *De M. Deschamps (Bernard) :* proteste contre le qualificatif « outrageant » donné par M. Sourdille à ses propos au cours du débat sur le budget de la coopération [12 novembre 1979] (p. 9884).

7. – *De M. Hautecœur (Alain) :* dans le débat sur les crédits des anciens combattants n'a pas pu donner un sens au vote de M. Guermeur car il n'y avait pas eu de vote ; se retrancher derrière des artifices de procédure pour refuser un débat ne grandit pas le Parlement [14 novembre 1979] (p. 10046).

8. – *De M. Michel (Claude) :* n'a jamais dit que le président de la commission spéciale sur le projet de loi d'orientation agricole avait empêché les membres de l'opposition de parler ; reproche à M. Mayoud de n'avoir pas réuni le bureau de la commission ; refus d'un certain nombre de députés de voter l'amendement du Gouvernement dont l'adoption doit faire tomber un tiers des amendements sur le volet foncier de ce projet de loi faute de temps pour l'examiner [11 décembre 1979] (p. 11595).

9. – *De M. Mexandeau (Louis) :* reconnait que le mot « persécution » employé par lui pour qualifier l'attitude de M. Foyer à l'égard des jeunes était inapproprié, mais n'autorise pas ce dernier à le qualifier de « ridicule ». – *M. Foyer (Jean) :* ne persécute pas les étudiants, les enseigne ; retire le mot « ridicule » qu'il avait employé à l'égard de M. Mexandeau [19 décembre 1979] (p. 12299).

10. – *De M. Forni (Raymond) :* accusation lancée par le ministre de l'intérieur sur ses liens avec le milieu ; profession d'avocat. *M. Bonnet (Christian),* ministre de l'intérieur : connaissance normale du milieu par les avocats ; déontologie de la vie publique [28 mai 1980] (p. 1343).

11. – *De M. Denvers (Albert) :* mise en cause de parlementaires socialistes en matière de gestion des HLM ; rôle des socialistes dans l'institution HLM [11 juin 1980] (p. 1744).

12. – *De M. Brunhes (Jacques) :* falsification par M. Victor Sablé de la position des élus communistes de l'Assemblée européenne en ce qui concerne l'aide apportée par la communauté européenne à l'agriculture dans les DOM ; abus de pouvoir du président de séance. *M. Sablé (Victor) :* refus du groupe communiste à l'Assemblée européenne de s'associer à la proposition de directive prévoyant une aide en faveur des départements d'Outre-mer pour le développement de leur agriculture [28 octobre 1980] (p. 3234).

13. – *De M. Léger (Alain) :* propos insultants de M. Farge sur le parti communiste français [17 novembre 1980] (p. 4060).

14. – *De M. Mexandeau (Louis) :* présentation de rapports budgétaires par des députés de l'opposition [18 novembre 1980] (p. 4102).

15. – *De M. Emmanuelli (Henri) :* inutilité du secrétariat d'Etat auprès du Garde des sceaux. *M. Mourot (Jean-Paul),* secrétaire d'Etat auprès du Garde des sceaux, ministre de la justice : prérogative du Président de la République consistant à nommer les membres du Gouvernement [11 décembre 1980] (p. 4856).

16. – *De Mme Jacq (Marie) :* dénonce le terme d'antimilitarisme utilisé par le ministre de la coopération chargé de la défesne à propos de sa question au Gouvernement [17 décembre 1980] (p. 4986).

INCITATION FISCALE EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (première partie), avant l'article 3 ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

INCOMPATIBILITES

Voir CONSEILS MUNICIPAUX. 2.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES

1. – PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE **n° 20** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 23 DE LA CONSTITUTION, Sénat. Dépôt le 11 mai 1967 par M. Marcel Prélot, n° 239 (1966-1967). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 12 octobre 1967 par M. Marcel Prélot, n° 4 (1967-1968). – Adoption le 26 octobre 1967. – Proposition de loi n° 2 (1967-1968).

3e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 26 octobre 1967, **n° 482.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 12 juillet 1968, **n° 24.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 11 juin 1970 par M. Jean Delachenal, **n° 1234.**

5e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 2 mai 1973, **n° 251.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978, **n° 20.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [27 avril 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 121** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DU CODE ELECTORAL RELATIVES AUX INCOMPATIBILITES APPLICABLES AUX DEPUTES EN VUE D'INTERDIRE LE CUMUL DES MANDATS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 avril 1978 par MM. Fernand Icart et Roger Chinaud. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [1er juin 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 389** TENDANT A RENFORCER LES INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES AVEC LA DIRECTION DES ENTREPRISES PRIVEES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 juin 1978 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois

constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [12 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 478** TENDANT A COMPLETER LES DISPOSITIONS DU CODE ELECTORAL EN VUE D'INTERDIRE LE CUMUL DU MANDAT DE DEPUTE AVEC CELUI DE REPRESENTANT A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 29 juin 1978 par M. André Chazalon. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Alexandre Bourson [12 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 496** TENDANT A LA LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. François d'Harcourt. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 678** TENDANT A COMPLETER LE CODE ELECTORAL AFIN D'INTERDIRE LE CUMUL DES MANDATS DE DEPUTE OU DE SENATEUR ET DE REPRESENTANT A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par MM. Claude Labbé et Marc Auriol et plusieurs de leurs collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [14 décembre 1978].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 679** TENDANT A PERMETTRE LE REMPLACEMENT PAR LEUR SUPPLEANT DES DEPUTES APPELES A SIEGER A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par M. Jean Delaneau et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Tibéri [14 décembre 1978].

8. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 734** TENDANT A RENFORCER LE CONTROLE EN MATIERE D'INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 29 novembre 1978 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [14 décembre 1978].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1553** TENDANT A MODIFIER L'ORDONNANCE n° 58-998 DU 24 OCTOBRE 1958 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET AUX INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; PARLEMENTAIRES. 5.

INCORPORES DE FORCE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 232.

– **Indemnisation des** –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 544.

INDE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1183** déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur une mission d'information effectuée en Inde et au Népal du 28 août au 18 septembre 1978 par M. Jean Briane et plusieurs de ses collègues [21 juin 1979] (p. 5449).

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 157.

INDEMNISATION

– **Des rapatriés.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; RAPATRIES. 3.

– **Des travailleurs privés d'emploi.** *Voir* EMPLOI. 16 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

– **Des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.** *Voir* LOIS DE

FINANCES. 10 (première partie), après l'article 4 ; Justice.

– **Du chômage partiel.** *Voir* IMPOTS. 8.

INDEMNITE COMPLEMENTAIRE DU CONJOINT EXPLOITANT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

INDEMNITE D'ABATTAGE

Voir ELEVAGE. 1.

INDEMNITE DE LOGEMENT DES INSTITUTEURS

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6.

INDEMNITE DE RACCORDEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INDEMNITE DE RESIDENCE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

INDEMNITE DE SUJETION SPECIALE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Intérieur.

INDEMNITE D'EXPATRIATION EN ALLEMAGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

INDEMNITE D'EXPROPRIATION

Voir EXPROPRIATION. 2, 3.

INDEMNITE FAMILIALE D'EXPATRIATION

Voir ARMEE. 5.

INDEMNITE PARLEMENTAIRE

Voir ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 6 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 12.

– **Délégation des parlementaires communistes à leur parti.** *Voir* ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3.

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 99, 831.

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie) ; Agriculture, BAPSA ; Départements d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

– **Indemnité compensatrice.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire.

INDEMNITES

Voir ASSOCIATIONS SYNDICALES. 1.

INDEMNITES JOURNALIERES

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 5 ; ASSURANCE MALADIE-MATERNITE. 4 ; TRAVAIL (DUREE DU). 4.

– **Imposition.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 63.

– **De sécurité sociale (Imposition).** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), après l'article 2.

INDEXATION

Voir RENTES VIAGERES, 2.

INDEXATION CONVENTIONNEE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 264** TENDANT A AUTORISER LES CLAUSES D'INDEXATION FONDEES SUR LE NIVEAU GENERAL DES PRIX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

INDEXATION LEGALE

Voir EPARGNE, 1, 4 ; RENTES VIAGERES, 1.

INDIVISION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 123** TENDANT A ABROGER L'ARTICLE 1873-4, ALINEA 3, DU CODE CIVIL RELATIF A L'INDIVISION CONVENTIONNELLE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 mai 1977 par M. Jean Foyer **n° 2901.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 2 juin 1977 par M. Jean Foyer **n° 2953.** – Adoption le 15 juin 1977. – Proposition de loi **n° 699.**

SENAT (première lecture) n° 386 (1976-1977). Dépôt le 17 juin 1977. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Jean Geoffroy n° 236 (1976-1977). – Adoption le 20 avril 1976. – Proposition de loi n° 118 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 26 avril 1978. – Renvoi à la commission des lois contitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [27 mai 1978]. – Rapport **n° 145** [27 avril 1978]. – Discussion et adoption le 10 mai 1978. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL RELATIVES A L'INDIVISION ». – Proposition de loi **n° 4.**

SENAT (deuxième lecture) n° 347 (1977-1978). Dépôt le 11 mai 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean Geoffroy. – Rapport n° 377 (1977-1978) [25 mai 1978]. – Discussion le 30 mai 1978. – Adoption définitive le 30 mai 1978. – Proposition de loi n° 141 (1977-1978).

Loi n° 78-627 du 10 juin 1978 publiée au *J.O.* du 11 juin 1978 (p. 2334).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1 A (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **2** : art. 1 B (S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **3** : art. 1 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **4** : art. 2 (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **5** : art. 3 (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **6** : art. 4 (S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

Voir TABLE 1977.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 mai 1978] (p. 1565).

Droit de préemption des indivisaires : *Foyer (Jean)*, (p. 1564) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 1564).

Personnes morales (conclusion de conventions d'indivision par les) : *Foyer (Jean)*, (p. 1564) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 1564).

Sursuis au partage (compétence juridictionnelle) : *Foyer (Jean)*, (p. 1564) ; *Pelletier (Monique)*, (p. 1564).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 mai 1978] (p. 1565).

ART. 1er A : compétence du tribunal pour décider du sursis au partage : adopté (p. 1565).

ART. 1er B : augmentation du délai de l'exercice du droit de préemption des indivisaires : *amendement n° 1* de la commission (disjonction des dispositions de l'article 1 A relatives à la manifestation de la volonté d'exercer le droit de préemption) : adopté avec modification (p. 1565).

M. Foyer (Jean), Mme Pelletier (Monique).

– article 1er B ainsi modifié, adopté (p. 1565).

ART. 2 : date d'évaluation des biens indivis : adopté (p. 1565).

ART. 3 : date d'entrée en vigueur des nouveaux articles : adopté (p. 1565).

ART. 4 : abrogation de l'article 231 du code de l'urbanisme : adopté (p. 1565).

TITRE : *amendement n° 2* de la commission : modification du titre qui devient : « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER DIVERSES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL RELATIVES A L'INDIVISION » : adopté (p. 1565).

M. Foyer (Jean), Mme Pelletier (Monique).

Adoption de l'ensemble de la proposition (p. 1565).

INDOCHINE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 451, 457, 460 ; RESISTANTS. 1.

INDONESIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; TRAITES ET CONVENTIONS. 88.

– **Exportations vers l' –** . *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 727.

INDRE (Façonniers sous-traitants)

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

INDUSTRIE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; PLAN. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 5, 6, 39, 149.

– **Amiante.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 76.

– **Petite et moyenne.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), article 43.

INDUSTRIE AERONAUTIQUE

1. – PROJET DE LOI **n° 979 rectifié** PORTANT CREATION D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL CHARGE DE GERER LES PARTICIPATIONS QUI LUI SONT DEVOLUES PAR L'ETAT DANS DEUX SOCIETES DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 avril 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Yvon Bourges, ministre de la défense. – Décision de l'Assemblée sur un conflit de compétence entre la commission des finances, de l'économie générale et du Plan et la commission de la défense nationale et des forces armées [25 avril 1979] (p. 3049). – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Raymond Tourrain [26 avril 1979]. – Rapport **n° 1099** [23 mai 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [27 avril 1979]. – Retrait le 19 juin 1979 (p. 5307).

Décision de l'Assemblée sur le conflit de compétence entre la commission des finances, de l'économie générale et du Plan et la commission de la défense nationale et des forces armées [25 avril 1979] (p. 3048).

Compétence des commissions (article 36 du règlement) : *M. Bigeard (Marcel) ; Vivien (Robert-André),* (p. 3049).

Coordination des activités aéronautiques de la société Dassault et de la S.N.I.A.S. : *Bigeard (Marcel),* (p. 3049).

Gestion des participations financières de l'Etat : *Vivien (Robert-André),* (p. 3049).

Tutelle du ministre de la défense : *Bigeard (Marcel),* (p. 3049).

Création d'une commission spéciale rejetée (p. 3049).

Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées (p. 3049).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1169** TENDANT A LA RESTRUCTURATION, AU DEVELOPPEMENT ET A LA NATIONALISATION DE L'INDUSTRIE AEROSPATIALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : M. Raymond Tourrain [18 octobre 1979].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), article 28 ; Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, article 12 ; PLAN. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 19, 101.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Voir CHOMAGE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur ; Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 141, 147, 318, 870, 998.

– **Concurrence japonaise.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE CHARBONNIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE CHIMIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; PLAN. 1.

INDUSTRIE DE LA BIERE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 218.

INDUSTRIE DE LA CELLULOSE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 882.

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 38.

INDUSTRIE DE LA CONSERVE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

INDUSTRIE DE LA MACHINE-OUTIL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; MOTIONS DE CENSURE. 2 ; PLAN. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 111, 466 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 516.

INDUSTRIE DE LA MAILLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 973.

INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits mélitaires, budget annexe du service des essences.

– **Fiscalité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), après l'article 3.

INDUSTRIE DE L'ORDINATEUR

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

INDUSTRIE DES COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE DES CONTREPLAQUES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

INDUSTRIE DES FIBRES CHIMIQUES

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

INDUSTRIE DES MACHINES TEXTILES

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

INDUSTRIE DES PATES A PAPIER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 450.

INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

INDUSTRIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie, Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 834.

INDUSTRIE DU BOIS

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 8.

INDUSTRIE DU CUIR

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 36, 260.

INDUSTRIE DU LIVRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 2.

INDUSTRIE DU MATERIEL ROULANT

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 346.

INDUSTRIE DU MEUBLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE DU MOTOCYCLE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 297.

INDUSTRIE DU NICKEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'Outre-mer. – I. – Section commune. – III. – Territoires d'Outre-mer.

INDUSTRIE DU PAPIER CARTON (Dépôt de bilan de l'entreprise La Chapelle-Darblay)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 981.

INDUSTRIE DU PNEUMATIQUE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 830.

INDUSTRIE DU POIDS LOURD

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 313.

INDUSTRIE DU VERRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 300.

INDUSTRIE ELECTRIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE ELECTRONIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense.

– **Dans l'Ouest de la France.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE FORESTIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

– **Guyane.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer.

INDUSTRIE HOTELIERE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 179.

INDUSTRIE INFORMATIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE MECANIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 147.

INDUSTRIE NUCLEAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 283, 284.

INDUSTRIE PETROLIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), avant l'article 2 ; (deuxième partie), Santé et sécurité sociale, Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 206 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

INDUSTRIE PHONOGRAPHIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

INDUSTRIE SIDERURGIQUE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 162** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR L'UTILISATION DES PRETS DU F.D.E.S. CONSENTIS A LA SIDERURGIE FRANÇAISE, SUR LA CREDIBILITE DES PLANS DE RESTRUCTURATION DE CELLE-CI ET SUR LE BILAN DE LA POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DANS LE BASSIN SIDERURGIQUE DE LA LORRAINE. Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 mai 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 417** [22 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 405** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES PRATIQUES DES GRANDES SOCIETES SIDERURGIQUES ET L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS QUI LEUR SONT ACCORDES. Dépôt à l'Assemblée nationale le 20 juin 1978 par M. Antoine Porcu. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin. – Rapport **n° 657** [2 novembre 1978].

3. – PROJET DE LOI **n° 563** RELATIF AUX OPERATIONS DE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT POUR L'ACIER. Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, René Monory, ministre de

l'économie, et André Giraud, ministre de l'industrie. – Urgence déclarée le 2 octobre 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart [5 octobre 1978] (rapporteur général). – Rapport **n° 568** [5 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [2 octobre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Julien Schvartz [5 octobre 1978]. – Discussion les 9 et 10 octobre 1978. – Adoption le 10 octobre 1978. – Projet de loi **n° 74.**

SENAT (première lecture), n° 16 (1978-1979). Dépôt le 11 octobre 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 20 (1978-1979 [13 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur pour avis : M. Richard Pouille. – Avis n° 18 (1978-1979 [11 octobre 1978]. – Discussion le 18 octobre 1978. – Adoption définitive le 18 octobre 1978. – Projet de loi n° 6 (1978-1979).

Loi n° 78-1022 du 23 octobre 1978 publiée au J.O. du 24 octobre 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1 (projet. – A.N. 1S. 1).

Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **3** : art. 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **4** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **5** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **6** : art. 7 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE commune du projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier (n° 563) et du projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 564) [9 octobre 1978] (p. 5797), [10 octobre 1978] (p. 5869).

Question préalable de M. Mauroy Pierre : *Mauroy (Pierre)*, (p. 5801, 5802, 5803) ; *Ferretti (Henri)*, *Vivien (Robert-André)*, *Monory (René)* ; Rejet par scrution public n° 81 (p. 5804) ; liste des votants (p. 5821).

Aciéries de Paris et Outreau : *Monory (René)*, (p. 5885) ; *Giraud (André)*, (p. 5887) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 5882).

Actionnaires (sort des) : *Schvartz (Julien)*, (p. 5800) ; *Monory (René)*, (p. 5884) ; *Durafour (Michel)*, (p. 5811) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 5835) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 5883).

Boulogne-sur-Mer (région de) : *Dupilet (Dominique)*, (p. 5882).

Caisse des dépôts (rôle de la) : *Rocard (Michel)*, (p. 5817) ; *Monory (René)*, (p. 5884).

Caisse d'amortissement pour l'acier (C.A.P.A.) : *Schvartz (Julien)*, (p. 5800) ; *Monory (René)*, (p. 5806) ; *Durafour (Michel)*, (p. 5811) ; *Guéna (Yves)*, (p. 5815).

Centrale des entreprises sidérurgiques : *Haby (René)*, (p. 5834) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 5890).

Commission économique européenne (politique de la – pour la sidérurgie) : *Monory (René)*, (p. 5885) ; *Giraud (André)*, (p. 5889) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 5814) ; *Durafour (Michel)*, (p. 5812) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 5803) ; *Debré (Michel)*, (p. 5825, 5827) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 5830) ; *Laurain (Jean)*, (p. 5869).

Commission d'enquête parlementaire : *Porelli (Vincent)*, (p. 5890).

Communes (charges pesant sur les) : *Laurain (Jean)*, (p. 5869) ; *Depietri (César)*, (p. 5871).

Compétitivité : *Porcu (Antoine)*, (p. 5813) ; *Guéna (Yves)*, (p. 5816) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5818) ; *Debré (Michel)*, (p. 5825) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 5827) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 5831) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 5878).

Conditions et durée du travail (dans la sidérurgie) : *Porcu (Antoine)*, (p. 5813) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5819) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 5827) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 5830) ; *Billardon (André)*, (p. 5880).

Convention sociale : *Schvartz (Julien)*, (p. 5801) ; *Monory (René)*, (p. 5806).

Coût du Plan : *Monory (René)*, (p. 5803).

Dettes des entreprises sidérurgiques : *Icart (Fernand)*, (p. 5798) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 5799) ; *Monory (René)*, (p. 5805, 5883) ; *Giraud (André)*, (p. 5808) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 5813) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5818) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 5890).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Monory (René)*, (p. 5806, 5884).

Fonds spécial d'aide à l'investissement : *Durafour (Michel)*, (p. 5811).

Fos (usine de) : *Porelli (Vincent)*, (p. 5890).

Groupement de l'industrie sidérurgique : *Monory (René)*, (p. 5884).

Hainault-Cambrésis : *Pringalle (Claude)*, (p. 5831).

Lorraine : *Guéna (Yves)*, (p. 5816) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5818) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 5829) ; *Laurain (Jean)*, (p. 5869, 5870) ; *Masson (Jean-Louis)*, (p. 5873, 5874, 5875) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 5879) ; *Rossinot (André)*, (p. 5880).

Minerai de fer de Lorraine (exploitation du) : *Gœuriot (Colette)*, (p. 5823, 5824) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 5832).

Neuves-Maisons (aciérie de) : *Mauroy (Pierre)*, (p. 5801) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5817) ; *Giraud (André)*, (p. 5887) ; *Coulais (Claude)*, (p. 5819, 5820) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 5827) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 5828) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 5879) ; *Rossinot (André)*, (p. 5879).

Nord-Pas-de-Calais : *Mellick (Jacques)*, (p. 5832).

Normandie (sidérurgie en) : *Monory (René)*, (p. 5885) ; *Giraud (André)*, (p. 5887) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 5872) ; *Richomme (Jacques)*, (p. 5881).

Participation (prise de – dans les entreprises sidérurgiques) : *Icart (Fernand)*, (p. 5798) ; *Monory (René)*, (p. 5805) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5818).

Patronat (responsabilité du) : *Porcu (Antoine)*, (p. 5812) ; *Rocard (Michel)*, (p. 5817) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 5829) ; *Billardon (André)*, (p. 5880).

Pays en voie de développement (production d'acier dans les) : *Durafour (Michel)*, (p. 5810).

Plan acier de 1977 : *Monory (René)*, (p. 5801) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 5803).

Prêts participatifs : *Icart (Fernand)*, (p. 5799) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 5800).

Production d'acier : *Porcu (Antoine)*, (p. 5813).

Protectionnisme : *Giraud (André)*, (p. 5808, 5888) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 5836).

Rapports entre l'Etat et les entreprises : *Giraud (André)*, (p. 5809, 5886) ; *Durafour (Michel)*, (p. 5811) ; *Guéna (Yves)*, (p. 5816) ; *Haby (René)*, (p. 5833) ; *Cornette (Maurice)*, (p. 5892).

Rhône-Alpes (région) : *Vial-Massat (Théo)*, (p. 5879).

Sociétés financières (création de) : *Icart (Fernand)*, (p. 5798) ; *Monory (René)*, (p. 5805) ; *Guéna (Yves)*, (p. 5815).

Motion de renvoi en commission de M. Porcu (Antoine) : *Porelli (Vincent), Cornette (Maurice), Monory (René)* : rejet par scrutin public n° 82 (p. 5892) ; liste des votants (p. 5909).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 octobre 1978] (p. 5892)

ART. 1er (création par décret d'une société anonyme dénommée « Caisse d'amortissement pour l'acier » ; mission de la caisse) : inscrit : M. Cornette (Maurice) ; ambiguité existant entre l'exposé des motifs du projet de loi et le contenu des articles ; imprécision des dispositions relativesaux nouvelles sociétés financières à créer entre le consortium des divers créanciers et des groupes sidérurgiques (p. 5893) ; *amendement n° 7* de la commission (contrôle par l'Etat du capital et du fonctionnement de la C.A.P.A.) ; *sous-amendement n° 23* du Gouvernement (contrôle par l'Etat du fonctionnement et de la constitution du capital de la C.A.P.A.) : adopté (p. 5894) ; *sous-amendement n° 17* de M. Antoine Porcu (débat devant l'Assemblée nationale sur le rapport annuel rendant compte des opérations et des résultats de la C.A.P.A.) : rejeté (p. 5894) ; *amendement n° 7* : adopté avec modification (p. 5894).

– art. 1er : adopté avec modifications (p. 5894).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Porcu (Antoine), Mexandeau (Louis).

ART. 2 (paiement par la C.A.P.A. des sommes dues en intérêts et en principal par les sociétés sidérurgiques) : *amendement n° 8 rectifié* de la commission (missions de la C.A.P.A.) : devenu sans objet (p. 5895) ; *amendement n° 24* du Gouvernement (missions de la C.A.P.A.) : adopté (p. 5895).

– art. 2 : adopté avec modifications (p. 5895).

MM. Icart (Fernand), Monory (René), Vicien (Robert-André).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 9* de la commission (énumération des sociétés débitrices visées à l'article 2) ; *sous-amendement n° 22* de la commission (ajoutant le groupement d'équipement pour le traitement des minerais de fer à la liste des sociétés débitrices visées à l'article 2) : adopté (p. 5895) ; amendement n° 9, modifié : adopté (p. 5895).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 3 (reversement à la C.A.P.A. des sommes versées par les sociétés sidérurgiques

aux prêteurs quand les prêts mentionnés à l'article 2 font l'objet d'une conversion) : *amendement n° 16* de la commission de la production et des échanges (conversion des prêts mentionnés à l'article 2) : adopté (p. 5895) ; *amendement n° 10* de la commission (conversion des prêts mentionnés à l'article 2) : devenu sans objet (p. 5895) ; *amendement n° 25* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5896).

– article 3 : adopté avec modifications (p. 5896).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 4 (désignation du président du conseil d'administration de la C.A.P.A. soumise à l'agrément du ministre de l'économie ; désignation par le ministre d'un commissaire du Gouvernement auprès de la C.A.P.A. ayant droit de veto sur les décisions de ses organes dirigeants) : *amendement n° 11* de la commission (suppression de l'article 4) ; adopté (p. 5896).

– article 4 : supprimé (p. 5896).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

ART. 5 : fixation par décret des conditions d'application de la loi : adopté (p. 5896).

ART. 6 (rapport annuel rendant compte au Parlement des opérations réalisées par la C.A.P.A.) : *amendement n° 12* de la commission (suppression de l'article 6) : adopté (p. 5896) ; *amendement n° 13* de M. César Depietri : devenu sans objet (p. 5896).

– article 6 : supprimé (p. 5896).

MM. Icart (Fernand), Monory (René).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 3 rectifié* de M. Gustave Ansart (rôle du Gouvernement dans les négociations internationales sur l'acier) ; *sous-amendement n° 21* de M. André Billardon (imposant au Gouvernement de respecter les traités en vigueur dans les négociations internationales sur l'acier) : devenu sans objet (p. 5896) ; *sous-amendement n° 19* de M. André Billardon (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 5896) ; *sous-amendement n° 20* de M. André Billardon (obligation pour le Gouvernement d'exiger l'application des dispositions communautaires relatives à l'état de crise manifeste) : devenu sans objet (p. 5896) ; *amendement n° 3 rectifié :* déclaré irrecevable (p. 5896) ; *amendement n° 15* de Mme Colette Gœuriot (définition d'un plan acier par une table ronde réunissant le Gouvernement, les élus, les syndicats et les représentants de la profession) : rejeté par scrutin public n° 83 (p. 5897) ; liste des votants (p. 5910, 5911) ; *amendement n° 14* DE M. Antoine Porcu (contrôle de la gestion de la sidérurgie par les comités d'entreprise) : rejeté par scrutin public n° 84 (p. 5897) ; liste des votants (p. 5911, 5912) ; *amendement n° 18* de la commission de la production et des échanges (participation des salariés au capital des sociétés sidérurgiques après une période transitoire de cinq ans) : adopté par scrutin public n° 85 (p. 5899) ; liste des votants (p. 5912, 5913).

MM. Depietri (César), Icart (Fernand), Giraud (André), Mme Gœuriot (Colette), MM. Porcu (Antoine), Pierret (Christian), Schvartz (Julien), Delalande (Jean-Pierre), Marie (Bernard), Cressard (Jacques).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 86 (p. 5900) ; liste des votants (p. 5913, 5914).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 672** TENDANT A LA CREATION D'UNE TAXE PARAFISCALE POUR FINANCER L'INSTITUT DE RECHERCHES DE LA SIDERURGIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Julien Schvartz [23 novembre 1978].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 834** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LE BILAN DE LA POLITIQUE DE CONVERSION ECONOMIQUE ET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES DANS LES ARRONDISSEMENTS DE LA LORRAINE DU NORD CONCERNES PAR LA CRISE DE LA SIDERURGIE, Assemblée nationale. Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1020** [26 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 872** RELATIVE A L'INDUSTRIE DE LA COKEFACTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Maurice Andrieux et plusieurs de ses collègues – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Emile Roger [5 avril 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 907** TENDANT A DONNER A L'INSTITUT DE RECHERCHES DE LA SIDERURGIE LES MOYENS DE GARANTIR ET DE DEVELOPPER SON ACTIVITE, Assemblée natio-

nale (première lecture). Dépôt le 15 mars 1979 par M. César Depiétri et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. César Depiétri [5 avril 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1166** TENDANT A GARANTIR L'ACTIVITE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Antoine Porcu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Vincent Porelli [28 juin 1979].

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2220** PORTANT CREATION DE SIDERURGIE DE FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Jean Laurain et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir CHOMAGE. 1 ; COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor ; Industrie ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 2, 4 ; MINES ET CARRIERES. 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 1, 2, 3 ; PLAN. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 20, 73, 110, 127, 133, 167, 191, 196, 202, 247, 248, 292, 310, 329, 339, 473, 560 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 7, 115, 132, 146, 170, 220, 480, 495, 497.

– **Longwy.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 656.

– **Sacilor de Gandrange.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 588.

– **Solmer.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 377, 384.

INDUSTRIE SUCRIERE (en Guadeloupe)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 490.

INDUSTRIE TELEPHONIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des Postes et télécommunications ; PLAN. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 261, 634 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 188, 240, 318.

INDUSTRIE TEXTILE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 490** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE SUR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT A PERMIS LE DEMANTELEMENT DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE DU TEXTILE, Assemblée nationale. Dépôt le 30 juin 1978 par Mme Colette Gœuriot. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Masson [5 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Michel Aurillac [26 octobre 1978]. – Rapport **n° 660** [2 novembre 1978].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1935** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'EXAMINER LES PROBLEMES DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR LES RESOUDRE, Assemblée nationale. Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Philippe Séguin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2027** [5 novembre 1980]. – Discussion le 16 décembre 1980. – Adoption le 16 décembre 1980. – Résolution **n° 407** créant une commission d'enquête sur l'industrie textile. Constitution [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982). Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1980] (p. 2995). – Rapport **n° 2254** remis au président de l'Assemblée nationale, publié, aucune demande de constitution de l'Assemblée nationale en comité secret n'ayant été déposée [2 avrril 1981] (p. 3).

DISCUSSION GENERALE [16 décembre 1980] (p. 4892)

Accord multifibres : *de Branche (René)*, (p. 4900).

Ariège (industrie textile) : *Faure (Gilbert)*, (p. 4898).

Boussac (reprise par le groupe Agache-Willot) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4900).

Commandes publiques de vêtements pour les administrations : *Aurillac (Michel)*, (p. 4900).

Commission d'enquête et de contrôle (rôle) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4894) ; *Madelin (Alain)*, (p. 4899).

Communauté économique européenne (protection du marché textile) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4893) ; *Barnier (Michel)*, (p. 4897).

Conférence nationale du textile : *Pierret (Christian)*, (p. 4898).

Déficit de la balance commerciale textile : *Séguin (Philippe)*, (p. 4892) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 4896) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4898).

Division internationale du travail : *Aurillac (Michel)*, (p. 4900).

Entreprise de confection Manudor : *Jouve (Jacques)*, (p. .

Indre (façonniers sous-traitants) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4900).

Industrie de fibres chimiques : *Nucci (Christian)*, (p. 4901).

Industrie textile (place dans l'économie française) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4893).

Industrie des machines textiles : *Pierret (Christian)*, (p. 4898).

Marquage des produits importés : *de Branche (René)*, (p. 4901).

Mesures gouvernementales en faveur du textile-habillement : : *Séguin (Philippe)*, (p. 4894) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4898, 5899) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4900) ; *de Branche (René)*, (p. 4901) ; *Nucci (Christian)*, (p. 4901).

Parti communiste (propositions en faveur de l'industrie textile) : *Gœuriot (Colette)*, (p. 4896, 4897).

Pénétration des importations sur le marché intérieur : *Séguin (Philippe)*, (p. 4892) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 4895) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4898) ; *de Branche (René)*, (p. 4900) ; *Nucci (Christian)*, (p. 901).

Productivité et temps d'utilisation du matériel : *Séguin (Philippe)*, (p. 4893).

Propositions de résolution communiste et socialiste : *Séguin (Philippe)*, (p. 4894) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 4894).

Reconversion : *Séguin (Philippe)*, (p. 4893).

Rhône-Alpes (industrie textile) : *Barnier (Michel)*, (p. 4897).

Rhône-Poulenc (fermeture de l'usine du Péage de Roussillon) : *Nucci (Christian)*, (p. 4901).

Société cotonière de Vanémont à la Houssière (Vosges) : *Séguin (Philippe)*, (p. 4892).

Société Fusalp (Savoie) : *Barnier (Michel)*, (p. 4897).

Sociétés de commerce : *Nucci (Christian)*, (p. 4901).

Suppressions d'emplois : *Séguin (Philippe)*, (p. 4892) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 4895).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4902)

ART. UNIQUE (institution d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile française et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre notamment en ce qui concerne le secteur cotonnier) : adopté (p. 4902).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1944** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DU RACHAT DU GROUPE BOUSSAC ET D'AUTRES SOCIETES INDUSTRIELLES ET DE DISTRIBUTION PAR LE GROUPE WILLOT ET SES CONSEQUENCES SUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TEXTILE-HABILLEMENT ET SUR L'EMPLOI, Assemblée nationale. Dépôt le 7 octobre 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [30 octobre 1980]. – Rapport **n° 2078** [20 novembre 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2223** PORTANT CREATION D'UN OFFICE DE DEVELOPPEMENT DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Christian Pierret et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Commerce extérieur, Industrie ; MOTIONS DE CENSURE, 2 ; PLAN, 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 33, 80, 108, 123, 208, 531, 542, 785, 872, 973, 1003 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 4, 8, 80, 82, 494.

INDUSTRIELS FORAINS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 548.

INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Voir AGRICULTURE, 2, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 7, 19 ; FRUITS ET LEGUMES, 1 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Industrie ; LOIS DE FINANCES, 3,

Discussion générale (deuxième partie), Agriculture ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2 ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Commerce extérieur ; Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; PLAN. 1, 2, 3 ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE 1.

– **Bretagne.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 510.

- **Situation.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 71.

INDUSTRIES DE POINTE

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale.

INEGALITES SOCIALES

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section comune. – III. – Santé et sécurité sociale ; PLAN. 2.

INELIGIBILITE

Voir PARLEMENTAIRES. 4.

INFIRMES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 2, amendement n° 34.

INFIRMIERS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 160.

INFIRMIERS ET INFIRMIERES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 148** TENDANT A LA MODIFICATION DES ARTICLES L. 473, L. 474 ET L. 476 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE RELATIFS A LA PROFESSION D'INFIRMIER OU D'INFIRMIERE ET DE L'ARTICLE L. 372 DE CE CODE, RELATIF A L'EXERCICE ILLEGAL DE LA PROFESSION DE MEDECIN, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 13 avril 1977 par M. Tissandier, **n° 2795** . – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapport le 17 novembre 1977 par M. Joanne **(n° 3221).** – Adoption le 7 décembre 1977. – Proposition de loi **n° 792.**

SENAT (première lecture). Dépôt le 7 décembre 1977, n° 130 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapport le 3 avril 1978 par M. Henri Goetschy, n° 287 (1977-1978). – Adoption avec modifications le 27 avril 1978. – Proposition de loi n° 128 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 28 avril 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [11 mai 1978]. – Rapport **n° 232** [11 mai 1978]. – Discussion le 25 mai 1978. – Adoption définitive le 25 mai 1978. – Proposition de loi **n° 13.**

Loi n° 78-615 du 31 mai 1978, publiée au *J.O.* du 1er juin 1978 (p. 2235).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 3 (proposition. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 3 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

Voir TABLE 1977.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 mai 1978] (p. 2044).

Conditions d'exercice d'une profession médicale : *Veil (Simone),* (p. 2045) ; *Bayard (Henri),* (p. 2044).

Infirmière (rôle de l' – .) : *Veil (Simone),* (p. 2045).

EXAMEN DES ARTICLES [25 mai 1978] (p. 2045).

ART. 3 *bis* (possibilité de fixer par décret les conditions d'exécution d'actes professionnels par les membres de professions para-médicales) : *amendement n° 1* de M. Gilbert Millet (pouvoir de propositions de l'académie natio-

nale de médecine pour les décrets visés à l'article 3 *bis*) : retiré (p. 2045).

– adoption de l'article 3 bis (p. 2045).

M. Rigout (Marcel).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2045).

2. – PROJET DE LOI **n° 1598** MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE RELATIVES A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'INFIRMIER OU D'INFIRMIERE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1742** [28 mai 1980]. – Discussion le 3 juin 1980. – Adoption le 3 juin 1980. – Projet de loi **n° 310.**

SENAT (première lecture), n° 287 (1979-1980). Dépôt le 4 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Mézard. – Rapport n° 342 [25 juin 1980]. – Discussion le 29 juin 1980. – Adoption le 29 juin 1980. – Nouveau titre : « PROJET DE LOI MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE RELATIVES A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'INFIRMIER OU D'INFIRMIERE ET DE CERTAINES AUTRES PROFESSIONS D'AUXILIAIRES MEDICAUX ». – Projet de loi n° 117 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1887.** Dépôt le 30 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard. – Rapport **n° 1889.** – Discussion le 30 juin 1980. – Adoption définitive le 30 juin 1980. – Projet de loi **n° 344.**

Loi n° 80-527 du 12 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1980 (p. 1758).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **2** : Art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : Art. 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : Art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **5** : Art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : Art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **6** : Art. 5 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : Art. 5 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **9** : Art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : Art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : Art. 8 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **12** : Art. 9 (A.N. 1. – S. 1. – A. N.2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 juin 1980] (p. 1479).

Accès d'étrangers à des postes dans des hôpitaux publics : *Gissinger (Antoine),* (p. 1484) ; *Barrot (Jacques),* (p. 1485, 1486).

Commission infirmiers-infirmières du conseil supérieur des professions paramédicales : *Barrot (Jacques),* (p. 1481) ; *Wilquin (Claude),* (p. 1483) ; *Millet (Gilbert),* (p. 1486).

Directives européennes relatives à la liberté d'établissement : *Bayard (Henri),* (p. 1479) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline),* (p. 1482) ; *Wilquin (Claude),* (p. 1483) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 1484) ; *Barrot (Jacques),* (p. 1484) ; *Millet (Gilbert),* (p. 1486).

Directives européennes relatives aux médecins : *Bayard (Henri),* (p. 1480).

Droits acquis : *Bayard (Henri),* (p. 1480).

Gestion démocratique de la profession d'infirmière : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline),* (p. 1482).

Listes professionnelles : *Gissinger (Antoine),* (p. 1484) ; *Barrot (Jacques),* (p. 1484).

Ordre des médecins : *Wilquin (Claude),* (p. 1483).

Programmes d'enseignement du personnel infirmier : *Bayard (Henri),* (p. 1480).

Réformes des études médicales et de l'hôpital : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline),* (p. 1482).

Règles professionnelles et commissions de discipline : *Bayard (Henri),* (p. 1479, 1481) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline),* (p. 1482) ; *Wilquin (Claude),* (p. 1483) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 1484) ; *Barrot (Jacques),* (p. 1485).

Statut de la fonction publique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline),* (p. 1482) ; *Wilquin (Claude),* (p. 1483) ; *Millet (Gilbert),* (p. 1487).

Motion de renvoi en commission de M. Gilbert Millet : *Millet (Gilbert),* (p. 1486) ; *Bayard (Henri),* (p. 1586) ; *Barrot (Jacques),* (p. 1486) ; rejet par scrutin public (p. 1487).

DISCUSSION DES ARTICLES(p. 1487).

ART. 1er (liste des diplômes autorisant l'exercice de la profession) : adopté (p. 1487).

ART. 2 (autorisation d'exercice de la professon à titre transitoire) : adopté (p. 1487).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 26* de la commission (réciprocité des autorisations d'exercice avec les pays extérieurs à la CEE) ; *sous-amendement n° 68* du gouvernement (non application de l'*amendement n° 26* aux personnes ayant le statut de réfugié politique ou aux personnes exerçant légalement la profession d'infirmière en France, à la date de la publication de la loi) : adopté (p. 1488) ; *amendement n° 26* ainsi modifié : adopté (p. 1488).

ART. 3 (pouvoirs des préfets) : projet sur les responsabilités des collectivités locales (p. 1488, 1489).

Article L. 478 du code de la santé publique : (principe de l'inscription) : *amendement n° 27* de la commission (fixant un délai de trois mois pour l'inscription sur la liste professionnelle) : adopté (p. 1489) ; *amendement n° 60* de M. Henri Bayard (inscription ne limitant pas géographiquement les possibilités d'exercice) : adopté (p. 1489) ; *amendement n° 40* de François Autain (liberté d'exercer la profession d'infirmier dans plusieurs départements et notamment dans les départements limitrophes) : retiré (p. 1489).

– article L. 478 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1489).

Article L. 478-1 du code de la santé publique : (refus d'inscription sur les listes) : *amendement n° 41* de M. François Autain (formel) : adopté (p. 1490).

– article L. 478-1 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1490).

Article L. 478-2 du code de la santé publique : (preuves de la connaissance de la langue française) : *amendement n° 28* de la commission (formel) : adopté (p. 1490) ; *amendement n° 66* rectifié de M. Pierre Chantelat (preuves de la connaissance des systèmes de poids et mesures en usage en France) : adopté (p. 1490).

– article L. 478-2 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1490).

Article L. 478-3 du code de la santé publique : (état physique rendant dangereux l'exercice de la profession) : adopté (p. 1491).

Article L. 478-4 du code de la santé publique : (changement de catégorie d'exercice) : *amendement n° 42* de M. François Autain (information du préfet sur le changement de catégorie) : rejeté (p. 1491).

– article L. 478-4 du code de la santé publique : adopté (p. 1491).

Article L. 478-5 du code de la santé publique : (délai de la procédure d'inscription) : *amendement n° 43* de M. François Autain : devient sans objet (p. 1491).

– article L. 478-5 du code de la santé publique : adopté (p. 1491).

Article L. 478-6 du code de la santé publique : (radiation des listes) : *amendement n° 29* de la commission (régime des personnes empêchées temporairement d'exercer leur profession) : rejeté (p. 1492) ; *amendements* identiques *n° 44* de M. François Autain et *n° 62* de M. Gilbert Millet (suppression de la radiation d'office de l'infirmier qui ne remplit pas les conditions requises pour l'exercice de sa profession) : rejetés (p. 1492) ; *amendement n° 61* corrigé de M. Henri Bayard (radiation d'office de l'infirmier qui ne remplit plus les conditions requises pour exercer sa profession) : adopté (p. 1492).

– article L. 478-6 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1492).

Article L. 479 du code de la santé publique : (régime de la prestation de services) : adopté (p. 1492).

– article 3 du projet, ainsi modifié, adopté (p. 1492).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 63* de M. Gilbert Millet (excluant du champ d'application de la loi les infirmiers et infirmières de la fonction publique) : rejeté par scrutin publique n° 404 (p. 1493).

ART. 4 : (coordination de forme des titres professionnels) : *amendement n° 45* de M. François Autain (réservant l'insigne et la carte professionnelle aux diplômés d'Etat en exercice) : rejeté (p. 1493).

– article 4 adopté (p. 1493).

ART. 5 (organisation autogestionnaire de la profession d'infirmier) ; statut de la fonction publique (p. 1494).

Article L. 482 du code de la santé publique : (institution de règles professionnelles) : *amendement n° 30* de la commission (soumettant aux dispositions relatives aux règles professionnelles et aux commissions de discipline les seuls infirmiers tenus de s'inscrire sur une liste départementale) : adopté (p. 1494) ; *amendement n° 64* de M. Gilbert Millet (fixation des règles professionnelles par le conseil supérieur des professions paramédicales) : rejeté (p. 1495) ; *amendement n° 46* de M. François Autain (fixation des règles professionnelles avec avis conforme du conseil supérieur des professions paramédicales) : rejeté (p. 1495) ;

amendement n° 31 de la commission (avis de la commission des infirmiers et infirmières du conseil supérieur des professions paramédicales) : adopté (p. 1495).

– article L. 482 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1495).

Article L. 482-1 du code de la santé publique : (institution des commissions régionales de discipline) : adopté (p. 1495).

Article L. 482-2 du code de la santé publique : (composition de la commission régionale de discipline) : *amendement n° 32* de la commission (portant de deux à quatre le nombre d'assesseurs à la commission régionale de discipline) : adopté (p. 1495) ; *amendement n° 33* rectifié de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 1495) : *amendement n° 47* de M. François Autain (suppression de l'intervention du conseil de l'ordre des médecins) : rejeté (p. 1496).

– article L. 482-2 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1496).

Article L. 482-3 du code de la santé publique : (saisine de la commission régionale) : *amendement n° 48* de M. François Autain (suppression de l'intervention du conseil de l'ordre des médecins) : rejeté (p. 1496) ; *amendement n° 34* de la commission (formel) : adopté (p. 1496) ; *amendement n° 49* de M. François Autain (procédure disciplinaire pour les infirmiers exerçant leur fonction dans le secteur public) : rejeté (p. 1496).

– article L. 482-3 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1497).

Article L. 482-4 du code de la santé publique : (interdiction d'exercice en cas d'urgence) : *amendement n° 35* de la commission (fixant un délai pour la décision définitive de la commission de discipline) : adopté (p. 1497).

– article L. 482-4 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1497).

Article L. 482-5 du code de la santé publique : (institution et composition de la commission nationale de discipline) : *amendement n° 36* de la commission (portant de deux à quatre le nombre des assesseurs siégeant à la commission nationale de discipline) : adopté (p. 1503) ; *amendement n° 50* de M. François Autain (suppression de l'intervention du conseil de l'ordre des médecins) : rejeté (p. 1503).

– article L. 482-5 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1503).

Article L. 482-6 du code de la santé publique : (assistance de l'infirmière poursuivie) : adopté (p. 1503).

Article L. 482-7 du code de la santé publique : (sanctions) : *amendement n° 51* de M. François Autain (suppresson de l'interdiction temporaire et de l'interdiction définitive d'exercer la profession mise hors convention) : rejeté (p. 1504) ; *amendement n° 65* de Mme Fraysse-Cazalis (suppression de l'interdiction temporaire et de l'interdiction définitive d'exercer la profession) : rejeté (p. 1504).

– article L. 482-7 du code de la santé publique, ainsi modifié, adopté (p. 1504).

Article L. 482-8 du code de la santé publique : (procédure disciplinaire) : adopté (p. 1504).

Article L. 482-9 du code de la santé publique : (levée des sanctions) : adopté (p. 1504).

Article L. 482-10 du code de la santé publique : (suspension d'exercice) : *amendement n° 37* de la commission (référence à une expertise médicale) : rejeté (p. 1504) ; *amendement n° 52* de M. François Autain (expertise médicale) : rejeté (p. 1505).

– article L. 482-10 du code de la santé publique : adopté (p. 1505).

Article L. 482-11 du code de la santé publique : (rappel de la mesure de suspension) : adopté (p. 1505).

Article L. 482-12 du code de la santé publique : (suspension en cas d'urgence) : *amendement n° 53* de M. François Autain (en cas d'urgence saisine du tribunal de grande instance par le préfet et expertise) : rejeté (p. 1505).

– article L. 482-12 du code de la santé publique : adopté (p. 1505).

Après l'article L. 482-12 du code de la santé publique : amendement n° 57 rectifié de M. Gilbert Millet (non application des articles L. 482-1 à L. 482-12 aux infirmiers ou infirmières du secteur public) : rejeté par scrutin public n° 405 (p. 1506) ; *amendement n° 67* de M. Gilbert Millet (non application des articles L. 482-1 à L. 482-12 aux infirmiers ou infirmières salariés du secteur privé) : rejeté (p. 1506) ; *amendement n° 56* de M. François Autain (maintien de la rémunération en cas de suspension du droit d'exercicer) : adopté (p. 1507).

– article 5 du projet de loi, ainsi modifié, adopté (p. 1507).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 38* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 1507) ; *amendement n° 39* de la commission (sanctions de l'exercice illégal de la profession d'infirmier ou d'infirmière) : adopté (p. 1507).

ART. 6 (coordination de forme ; autorité disposant de la saisine) : adopté (p. 1507).

ART. 7 (extension des dispositions du code de la santé publique concernant les infirmières à Saint-Pierre-et-Miquelon) : *amendement n° 54* de M. François Autain (suppression de l'article 7) : rejeté (p. 1508).

– article 7 adopté (p. 1508).

APRES L'ART. 7 : *amendements* identiques *n° 55* de M. Louis Besson et *n° 58* de M. Guy Cabanel (personnel des établissements thermaux publics ou privés) ; *sous-amendement n° 70* du gouvernement (personne titulaire du diplôme délivré par l'école des techniques thermales d'Aix-les-Bains obtenu avant le 31 décembre 1982) : adopté (p. 1510) ; *amendements n° 55* et *n° 58*, ainsi modifiés, adoptés (p. 1510) ; *amendement n° 59* du gouvernement (possibilité de fixer annuellement par décret en Conseil d'Etat le nombre des étudiants admis à entreprendre des études conduisant aux professions d'auxiliaires médicaux) ; *sous-amendement n° 69* de M. Henri Bayard (consulation de la commission compétente du conseil supérieur des professions paramédicales) : adopté (p. 1512) ; *amendement n° 59*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 406 (p. 1512).

EXPLICATIONS DE VOTE [3 juin 1980]

Abstention du groupe socialiste : *Wilquin (Claude)*, (p. 1512).

Effectifs médicaux : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 1512).

Vote hostile du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 1512).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1513).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1980] (p. 2472)

Amendements du Sénat : *Bayard (Henri)*, (p. 2472).

Etablissement thermal d'Aix-les-Bains : *Bayard (Henri)*, (p. 2472).

Professions paramédicales : *Bayard (Henri)*, (p. 2473).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3473)

ART. 1er : adopté (p. 2473).

ART. 3 : adopté (p. 2473).

ART. 5 : adpoté (p. 2473)

ART. 5 *ter* : adopté (p. 2473).

ART. 8 : (activités du thermalisme ; personnel de l'établissementr d'Aix-les-Bains ; professions de masseurs-kinésithérapeutes) : *amendement n° 1* de Louis Besson (statut du personnel de l'établissement d'Aix-les-Bains) : rejeté au scrutin public n° 473 (p. 2477).

ART. 8 : adopté (p. 2477).

ART. 8 *bis* : adopté (p. 2477).

ART. 9 : adopté (p. 2477).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2477).

INFIRMIERS ET TECHNICIENS DES HOPITAUX DES ARMEES

Voir IMPOTS. 8.

INFLATION

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2132** TENDANT A DIMINUER L'INTERESSEMENT DES EMPRUNTEURS A L'INFLATION, Assemblée nationale (première lecture) Dépôt le 4 décembre 1980 par M. Vincent Ansquer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir CHOMAGE. 3 ; ENTREPRISES. 2 ; EPARGNE. 1, 2 ; INDEXATION CONVENTIONNELLE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Commissariat général du Plan ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale (première partie ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (deuxième partie), Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, 6 ; MOTIONS DE CENSURE. 1, 2, 3 ; PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 134, 472, 554, 599, 761, 949 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 3.

INFLEXIBLE (L') (Sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

INFORMATION

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 901** TENDANT A LA CREATION

D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE L'INFORMATION PUBLIQUE, Assemblée nationale. Dépôt le 14 mars 1979 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Auriol [14 mars 1979]. – Rapport **n° 903** [14 mars 1979]. – Discussion le 15 mars 1979. – Adoption le 15 mars 1979. – Résolution **n° 146** créant une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique.

Commission d'enquête sur les conditions de l'information publique.

Constitution [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610) :

M. Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Baylet (Jean-Michel), Benoist (Daniel), Boinvilliers (Jean), Bord (André), Crépeau (Michel), Douffiagues (Jacques), Fillioud (Georges), Gosnat (Georges), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lemoine (Georges), Leroy (Roland), Le Tac (Joël), Longuet (Gérard), Malaud (Philippe), Mme Moreau (Louise), MM. Narquin (Jean), Péronnet (Gabriel), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Préaumont (Jean de), Ralite (Jack), Richomme (Jacques), Rigout (Marcel), Rossi (André), Stasi (Bernard), Tassy (Marcel), Tiberi (Jean), Vivien (Robert-André).

Démissionnent de cette commission : M. Le Tac (Joël) [20 avril 1979] (p. 2932) ; M. Vivien (Robert-André) [24 avril 1979] (p. 2976).

Deviennent membres de cette commission : MM. Martin (Claude), Bolo (Alexandre) [*J.O.* du 25 avril 1979] (p. 957).

Bureau : [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 622) : président : M. Lauriol (Marc) ; vice-président : M. Vivien (Robert-André) ; secrétaire : M. Stasi (Bernard) ; rapporteur : M. Douffiagues (Jacques) ; nouveau rapporteur : M. Martin (Claude) [13 septembre 1979] ; vice-président : M. Tiberi (Jean) [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1041).

Rapport **n° 1289** rattaché à la séance du 2 octobre 1979 remis au président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 18 septembre 1979] (p. 2319) publié, aucune demande de constitution de l'Assemblée en comité secret n'ayant été déposée [*J.O.* du 25 septembre 1979] (p. 2390).

DISCUSSION GENERALE [15 mars 1979] (p. 1646)

Journalistes (indépendances des) : *Lauriol (Marc),* (p. 1646) ; *Leroy (Roland),* (p. 1649, 1650).

Parlement (information du) : *Constans (Hélène),* (p. 1652, 1653) ; *Lecat (Philippe),* (p. 1653).

Presse (concentration dans la) : *Lauriol (Marc),* (p. 1646) ; *Fillioud (Georges),* (p. 1648) ; *Leroy (Rolan),* (p. 1650).

Radio télévision (indépendance de la) : *Fillioud (Georges),* (p. 1647) ; *Leroy (Roland),* (p. 1649) ; *Foyer (Jean),* (p. 1651) ; *Avice (Edwige),* (p. 1652).

Société française de production (S.F.P.) : *Avice (Edwige),* (p. 1651).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [15 mars 1979] (p. 1653)

ART. UNIQUE (création et objet d'une commission d'enquête sur l'information) : *amendement n° 4* de M. Henri Baudouin (nouvelle rédaction de la résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'information) ; **rappels au règlement :** Dudebout (Hubert), Defferre (Gaston), Joxe (Pierre), Gosnat (Georges), Constans (Hélène), Foyer (Jean), Lauriol (Marc), Chaban-Delmas (Jacques) ; *sous-amendement n° 5* de M. Georges Fillioud (contrôle de l'exactitude des informations fournies par les pouvoirs publics notamment dans le domaine politique) : rejeté par scrutin public n° 153 (p. 1660) ; liste des votants (p. 1679, 1680) ; *sous-amendement n° 6* de M. Georges Fillioud (commission d'enquête portant sur les critères de choix des personnalités désignées par le pouvoir exécutif au sein des organes d'information) : rejeté (p. 1661) ; *sous-amendement n° 7* de M. Georges Fillioud (contrôle des opérations de concentration dans la presse écrite) : non discuté en raison de l'opposition de l'article 141 du règlement (p. 1662) ; *sous-amendement n° 8* de M. Hubert Dudebout (contrôle des transferts de propriété de quotidiens ou hebdomadaires nationaux) : non discuté en raison de l'opposition de l'article 141 du règlement (p. 1662) ; *sous-amendement n° 9* de M. Alain Hautecœur (contrôle de l'application de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française) : non discuté en raison de l'opposition de l'article 141 du règlement (p. 1662) ; **rappels au règlement :** Leroy (Roland), Defferre (Gaston), Joxe (Pierre), Chaban-Delmas (Jacques).

EXPLICATIONS DE VOTE SUR L'AMENDEMENT n° 4 :

– *Labbé (Claude) :* « sabotage » de la session extraordinaire (p. 1662).

– *Fillioud (Georges) :* capitulation du R.P.R. par des « concession infamantes » (p. 1663).

– *Chinaud (Roger)* : cohésion de la majorité démontrée par l'élaboration d'un texte commun sur la commission d'enquête (p. 1664).

– *Leroy (Roland)* : vote hostile du groupe communiste sur la proposition de commission d'enquête et vote positif sur la censure (p. 1664).

Amendement n° 4, adopté par scrutin public n° 154 (p. 1665) ; liste des votants (p. 1680, 1681) ; amendements n° 1 de M. Georges Fillioud, n° 2 de M. Hubert Dudebout et n° 3 de M. Alain Hautecœur, devenus sans objet (p. 1665).

MM. Dudebout (Hubert), Chaban-Delmas (Jacques), Charretier (Maurice), Defferre (Gaston), Hautecœur (Alain), Lauriol (Marc), Leroy (Roland), Joxe (Pierre), Foyer (Jean).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 1665).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2242** TENDANT A FIXER CERTAINS PRINCIPES RELATIFS A L'ORGANISATION DES MOYENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION EN FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Joël Le Tac. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ARCHIVES. 2 ; CHOMAGE. 3 ; ENERGIE NUCLEAIRE. 1, 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Radiodiffusion et télévision ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux Officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie) ; (deuxième partie), Défense. – Services du Premier ministre ; Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : information ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 75, 130, 295, 895 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 148, 176, 191 ; SECURITE SOCIALE. 8 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 4.

– **Attitude de l'AFP à l'égard du parti communiste.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 970.

INFORMATION DU PARLEMENT

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 1 ; ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, Commission mixte paritaire ; LOIS DE FINANCES. 3, Articles et articles additionnels non rattachés, article 71 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 184.

INFORMATION NUCLEAIRE

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2.

INFORMATION TELEVISEE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Radio-télévision ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radio-télévision ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 537, 644, 997.

INFORMATIQUE

Voir ARCHIVES. 1 ; ELECTIONS (LEGISLATION). 6 ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 13 ; (deuxième partie), Anciens combattants ; Crédits militaires, Budget annexe du service des Essences ; Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; Industrie ; Justice ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services généraux divers. – II. – Journaux Officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social. – Budget annexe des Journaux Officiels ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux, services divers. – V. – Recherche ; LOIS DE REGLEMENT. 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; PLAN. 1, 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 94, 253, 1004 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 503.

INFORMATIQUE ET LIBERTES (Loi de 1978)

Voir JUSTICE. 1.

INFORMATISATION (des renseignements téléphoniques)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale.

INGENIEURS

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 1.

– **De l'armement.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Des études et techniques de l'armement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des Essences.

– **Des travaux des essences.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Techniciens d'études et de fabrication.** *Voir* IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des Essences.

INITIATIVE PARLEMENTAIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 690.

INMARSAT (Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 63.

INNOVATION

Voir BREVETS D'INVENTION. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 151.

INONDATIONS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 89.

INSECTES

1. – PROPOSITION DE LOI **n°186** TENDANT A ORGANISER LA LUTTE CONTRE LES TERMITES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pascal Clément [18 mai 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Guy de la Verpillière [1er juin 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Jean Pineau [4 décembre 1980].

INSEMINATION ARTIFICIELLE

1. – PROPOSITION DE LOI **n°1782** RELATIVE A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE DES ETRES HUMAINS, Sénat (première lecture) n° 47 (1978-1979). Dépôt le 26 octobre 1978 par MM. Henri Caillavet et Jean Mézard sous le titre « PROPOSITION DE LOI TENDANT A FAIRE DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE UN MOYEN DE PROCREATION ». – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Jean Mézard. – Rapport n° 450 (1978-1979) [27 juin 1979], Discussion le 5 juin 1980. – Deuxième délibération (article 10). – Adoption le 5 juin 1980. – Nouveau titre : « PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE DES ETRES HUMAINS ». – Proposition de loi n° 73 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1782.** Dépôt le 6 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau [12 juin 1980].

INSOLVABILITE

Voir CREANCES. 1.

INSOUMIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, Budget annexe du service des Essences.

INSPECTEUR DURAND (Activités politiques)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.

INSPECTEURS D'ASSURANCES DES BRANCHES VIE, CAPITALISATION ET EPARGNE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 65.

INSPECTEURS DE POLICE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 282.

INSPECTEURS DES METIERS

Voir TRAVAIL NOIR. 1.

INSPECTEURS DU PERMIS DE CONDUIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 819.

INSPECTION DES ETABLISSEMENTS CLASSES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

INSTITUT AUGUSTE COMTE

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Universités ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des postes et télécommunications ; Education.

INSTITUT CHARLES DE GAULLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 347.

INSTITUT D'ECONOMIE SOCIALE

Voir SECURITE SOCIALE. 8.

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Voir AGRICULTURE. 1.

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (I.D.I.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle.

– Création d'un – en Corse. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 538.

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires ; Taxes parafiscales.

INSTITUT D'EMISSION DES DOM

Voir IMPOTS. 8.

INSTITUT DE PREPARATION AUX ENSEIGNEMENTS DE SECOND DEGRE (IPES) (Suppression des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

INSTITUT DE PROMOTION RURALE

Voir AMENAGEMENT RURAL. 1.

INSTITUT DE PROTECTION ET DE SURETE NUCLEAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

INSTITUT DE RECHERCHES DE LA SIDERURGIE (IRSID)

Voir INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 4, 7 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 132.

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ENSEIGNEMENT MATHEMATIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

INSTITUT DES HAUTES ETUDES CINEMATOGRAPHIQUES (IDHEC)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication.

INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES, ECONOMIQUES ET TECHNIQUES APPLIQUEES A L'ARTISANAT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

INSTITUT DU MONDE ARABE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 682.

INSTITUT DU TRANSPORT AERIEN

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 47.

INSTITUT INTERNATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (IIAP)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : fonction publique.

INSTITUT INTERNATIONAL DES CLASSES MOYENNES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION I.N.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (I.N.P.I.)

Voir BREVETS D'INVENTION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10, Article 43 *bis*.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture. – Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 429 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 239.

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Recherche ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

– **Revendications des personnels.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 562.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE)

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; MOTIONS DE CENSURE. 18, 19.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (I.N.A)

Voir ARCHIVES. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Culture et communication. – Radio-télévision ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Radio-télévision.

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN ECONOMIE DE MATIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du premier ministre. – V. – Recherche.

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES PEDAGOGIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES DE LA MER DE CHERBOURG

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 547.

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES (I.N.E.D.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation.

INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 222.

INSTITUT PASTEUR

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 18 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille (p. 6845) ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

INSTITUT POLYTECHNIQUE NATIONAL DE NANCY

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Universités.

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PECHES MARITIMES

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Transports ; PECHE MARITIME, 1.

INSTITUT SUPERIEUR DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

INSTITUTS CATHOLIQUES ET LEURS ECOLES PROFESSIONNELLES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Universités.

INSTITUTS D'INITIATIVE ET DE DEVELOPPEMENT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20.

INSTITUTS REGIONAUX D'ADMINISTRATION (I.R.A.)

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (I.U.T.)

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Universités.

– **Calais.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 546.

– **Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Universités.

– **Saint-Denis.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 79, 81.

INSTITUTEURS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 6 ; ENSEIGNANTS, 1 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 81, 587, 601 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 127, 178, 205, 206, 404.

INSTITUTEURS SUPPLEANTS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 156.

INSTITUTRICES D'ECOLES MATERNELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 956.

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Anciens combattants ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Anciens combattants.

INSTITUTIONS (Fonctionnement des –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, 243, 245.

INSTRUCTION

Voir AVOCATS. 3 ; PROCEDURE PENALE. 9.

– **Civique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 290, 317.

INTERCONNEXION DES FICHIERS

Voir JUSTICE. 1.

INTERCONNEXION NORD (SNCF-RATP)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 60.

INTERDICTION DE SEJOUR

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

INTERESSEMENT DES SALARIES

Voir EPARGNE. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

INTERETS DES EMPRUNTS POUR LA CONSTRUCTION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 70.

INTERGROUPE PARLEMENTAIRE D'ETUDE DES PROBLEMES DE LA GENDARMERIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des Essences.

INTERGROUPE PARLEMENTAIRE D'ETUDES SUR LE TOURISME

Voir HOTELS ET RESTAURANTS. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 280.

INTERIM (Agences d' –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 552.

INTERNAT

Voir MEDECINE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 270.

INTERNEMENT ADMINISTRATIF

Voir ETRANGERS. 1.

INTERNES CIVILS D'INDOCHINE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

INTERNES DES HOPITAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille (p. 6860).

INTERNES EN PHARMACIE

Voir MEDECINE. 1.

INTERNES POLITIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

INTERPROFESSIONS

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Voir AVORTEMENT : DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille (p. 6864) ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; PLAN. 1, 2 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES EN AFRIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération.

INVALIDES (Quotient familial)

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 2.

INVALIDITE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3.

– **Carte d' – .** *Voir* ADMINISTRATION. 1.

INVENTAIRE DES MONUMENTS ET SITES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication.

INVENTEURS

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 2.

INVESTISSEMENTS

Voir CREDIT. 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; ENTREPRISES. 9 ; EPARGNE. 3 ; INDUSTRIE TEXTILE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; (première partie) ; (deuxième partie), Agriculture. – Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 79 et 81 ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (première partie), avant l'article 3 ; (deuxième partie), Commerce extérieur ; Economie et budget. – I. – Charges communes ; Jeunesse, sports et loisirs. – III. – Tourisme ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; PLAN. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 821 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 22, 25, 54, 58, 60, 74.

INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur ; Industrie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 200, 277, 301.

INVESTISSEMENTS PRIVES

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale ; (deuxième partie), Industrie.

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Voir LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

IRAK (Ambassade d' –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Conflit entre – et l'Iran.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

IRAN

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10, 15 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; MOTIONS DE CENSURE. 4, 5, 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 380, 583, 586, 594, 610, 619, 753 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 333 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 311.

– **Conflit entre l'Irak et l' – .** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Energie nucléaire.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 80.

IRLANDE DU NORD (Prisonniers en –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 968.

IRRECEVABILITE FINANCIERE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Article 6.

IRRIGATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Départements d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

ISERE (Agriculture)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

ISLANDE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 830** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production sur l'**économie de l'Islande** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 15 juillet au 22 juillet 1978, par M. Maurice Cornette et plusieurs de ses collègues [20 décembre 1978] (p. 9772).

ISOLATION THERMIQUE DES LOGEMENTS

Voir ENERGIE. 1.

ISRAEL

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 372, .

– **Déclaration du Premier ministre d'Israël après l'attentat de la rue Copernic.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 886.

ITALIE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2230** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur les **problèmes énergétiques de l'Italie** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 31 août au 11 septembre 1980, par M. Pierre Weisenhorn et plusieurs de ses collègues [19 décembre 1980].

– **Accès au tunnel de Fréjus.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 144, 145.

– **Energie nucléaire.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 80.

– **Statut des chirurgiens-dentistes.** *Voir* PROFESSIONS MEDICALES. 3.

– **Tremblement de terre.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 955.

ITT SONOLOR

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 331, 428 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 200 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 136, 162.

J

JACOB (François)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités.

JAGORET (Pierre)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

JAMAIQUE (Accords de la -)

Voir RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES. 1.

JAPON

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1342** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée du 23 juillet au 2 août 1979 par une délégation de la commission au Japon, présenté par M. Jean Seitlinger et plusieurs de ses collègues [10 octobre 1979](p. 8061).

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Commerce extérieur ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 550.

- **Commerce.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 849, 946.

- **Dumping du -.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 194.

- **Investissements en France.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 301.

- **Investissements en Grande-Bretagne.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 318.

JARDINS FAMILIAUX

Voir PLAN. 2.

JEUNES

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4, Article 4 ; AGRICULTURE. 3 ; CHOMAGE. 1 ; CHOMAGE (INDEMNISATION DU). 1 ; CONGE-FORMATION. 1 ; EMPLOI. 1, 2, 10 ; EXPLOITANTS AGRICOLES. 6 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, 3 ; IMPOT SUR LE REVENU. 4 ; LOGEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. - II. - Travail et participation. - Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. - I. - Jeunesse et sports. - Travail et participation ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 1 ; PORNOGRAPHIE. 1 ; PRESTATIONS FAMILIALES. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 252 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 124 ; SECURITE SOCIALE. 14.

- **Emploi des -.** *Voir* DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 27.

JEUNES AGRICULTEURS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

JEUNES SALARIES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 210.

– **Période d'essai.** *Voir* CONTRATS DE TRAVAIL. 2.

JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE (Enquête sur la vie affective des jeunes des milieux populaires)

Voir AVORTEMENT. 3.

JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 770.

– **Retransmission télévisée.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 804.

JEUX ET PARIS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 282** TENDANT A ORGANISER DES CONCOURS DE PRONOSTICS BASES SUR LES RESULTATS DE CERTAINES EPREUVES SPORTIVES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par M. Roger Corrèze et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Claude Pasty [15 juin 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 758** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 410 DU CODE PENAL RELATIF AUX JEUX DE HASARD, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 décembre 1978 par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1125** [13 juin 1979]. – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption le 27 juin 1979. – Nouveau titre : « Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard ». – Proposition de loi **n° 206.**

SENAT (première lecture) n° 454 (1978-1979). Dépôt le 27 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Guy Petit. – Rapport n° 41 (1979-1980). – Discussion le 29 mai 1980. – Adoption le 29 mai 1980. – Proposition de loi n° 68 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1770.** Dépôt le 29 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1979] (p. 5754)

Cercles de jeux (admission des femmes) : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 5754) ; *Forni (Raymond),* (p. 5754).

Etrangers : *Forni (Raymond),* (p. 5754) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 5754).

Flagrant délit : *Forni (Raymond),* (p. 5754).

Jeux de hasard sur la voie publique (peines correctionnelles pour les organisateurs) : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 5754).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1979] (p. 5755)

ART. 1 (punissant des peines prévues à l'article 410 du code pénal ceux qui auront établi ou tenu des jeux de hasard non autorisés par la loi sur la voie publique ou des dépendances ainsi que dans les lieux publics ou ouverts au public : *amendement n° 1* du Gouvernement (punissant d'un emprisonnement de trois mois au plus et d'une amende de 360 à 10 000 francs ceux qui auront établi ou tenu sur la voie publique et ses dépendances ainsi que dans les lieux publics ou ouverts au public des jeux de hasard non autorisés par la loi dont l'enjeu est en argent ; privation des personnes condamnées en application de l'alinéa 1er des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal) : adoption du premier paragraphe (p. 5757) ; adoption du deuxième paragraphe (p. 5757) ; adoption de l'ensemble de l'amendement (p. 5757).

MM. Mourot (Jean-Paul), Pierre-Bloch (Jean-Pierre), Forni (Raymond), Masson (Marc), Aurillac (Michel).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5757).

ART. 2 (abrogation de la disposition législative interdisant aux femmes d'accéder aux cercles de jeux) : adopté (p. 5757).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5757).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 874** TENDANT A INTERDIRE L'OUVERTURE DE MAISONS DE JEUX ET D'APPAREILS ELECTRIQUES A PROXIMITE D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Jean-Claude Gaudin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [5 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 1617** TENDANT A PERMETTRE L'INTERDICTION DE MAISONS DE JEUX ET D'APPAREILS ELECTRIQUES A PROXIMITE D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Guy Guermeur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [30 avril 1980].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1629** TENDANT A INSTITUER DES PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DE CERTAINS ETABLISSEMENTS RECEVANT DES MINEURS ET A INTERDIRE L'INSTALLATION, DANS CES PERIMETRES, DE MAISONS ET ETABLISSEMENTS DE JEUX ET D'APPAREILS ELECTRIQUES, ELECTRONIQUES ET ELECTROMECANIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Raymond Forni [30 avril 1980].

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

JOB BASTOS (Usine)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 278.

JOINET Alain (Membre de la commission informatique et libertés) (mutation)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 987.

JORDANIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 25.

JOUETS

Voir ENFANTS. 4.

JOURD'HUI (Bernard)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 5.

JOURNAL DE LA SECTION COMMUNISTE DE L'ENTREPRISE MICHELIN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 928.

JOURNAL « ELLE »

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7.

JOURNALISME

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 143.

JOURNALISTES

Voir INFORMATION. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 285.

– **Imposition.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, article 65.

JOURNAUX GRATUITS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information.

JOURNAUX OFFICIELS

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 3

(deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des journaux officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des journaux officiels.

– **Rectification des –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 209.

JOURS FERIES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 303, 373.

JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES

Voir DETENTION. 1 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

JUGE DES ENFANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

JUGEMENT (par défaut)

Voir PROCEDURE PENALE. 3.

JURES

Voir PROCEDURE PENALE. 4.

JURIDICTION DE MINEURS

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 3.

JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Voir ASTREINTES. 1.

– **Compétence.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

JURIDICTIONS POUR ENFANTS

Voir MAGISTRATS. 2.

JURYS D'ASSISES

Voir PROCEDURE PENALE. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 746.

– **Réforme des –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

JUSSIEU (Evénements de –)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 18.

– **Université de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 728, 733, 738 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 325, 327.

JUSTICE

Voir AVOCATS. 2 ; COLLECTIVITES LOCALES. 5 ; COUR DE CASSATION. 1 ; LIBERTES PUBLIQUES. 1 ; PROCEDURE PENALE. 9 ; PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 22, 900, 925, 926 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 179 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 7 ; TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 5.

– **Affaire Delpey.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 505.

– **Inculpation d'un maire.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 504.

JUSTICE (organisation de la)

1. – PROJET DE LOI **n° 1369** RELATIF A L'AUTOMATISATION DU CASIER JUDICIAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 31 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo [15 novembre 1979]. – Rapport **n° 1440** [29 novembre 1979]. – Discussion le 7 décembre 1979. – Adoption le 7 décembre 1979. – Projet de loi **n° 245.**

SENAT (première lecture), n°92 (1979-1980). Dépôt le 8 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de

législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Edgar Tailhades. – Rapport n° 120 (1979-1980) [13 décembre 1979]. – Discussion les 19 et 20 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 38 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1517.** Dépôt le 20 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo. – Rapport **n° 1518** [20 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 272.**

SENAT (deuxième lecture), n° 143 (1979-1980). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 144 (1979-1980) [20 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 47 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1554.** Dépôt le 20 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo. – Rapport **n° 1555** [20 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 273.**

Loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1980 (p. 40).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : art. 3 *bis A* (A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **5** : art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : art. 5 *A* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).
Loi, article **7** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : art. 5 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : art. 5 *ter* (S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **10** : art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : art. 7 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : art. 8 (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [7 décembre 1979] (p. 11460) :

Accès des citoyens à leur casier judiciaire : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 11640) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11463).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (avis) : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 11460) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11463).

Détention provisoire : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 11460) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 11461) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11463).

Flagrant délit : *Hautecœur (Alain)*, (p. 11461) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11463).

Informatique et libertés (loi de 1978) : *Villa (Lucien)*, (p. 11461) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 11462) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11462).

Informatisation du casier judiciaire : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 11460) ; *Villa (Lucien)*, (p. 11461) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 11462, 11463).

Interconnexion des fichiers : *Villa (Lucien)*, (p. 11461) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 11462).

Vérification de l'état-civil : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 11460).

DISCUSSION DES ARTICLES [7 décembre 1979] (p. 11464) :

ART. 1er (contenu du casier judiciaire national automatisé ; modification du mode de vérification de l'identité des intéressés) : *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11464) ; *amendement n° 14* de M. Guy Ducoloné (plaçant le casier judiciaire national automatisé sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation) rejeté (p. 11465) ; *amendement n° 2* de la commission (possibilité de décentraliser le casier judiciaire national automatisé) ; *sous-amendement n° 20* de M. Alain Hautecœur (plaçant le casier judiciaire sous l'autorité du procureur général de la Cour de cassation) rejeté (p. 11465) ; *amendement n° 2*, adopté (p. 11465) ; *amendement n° 10* de M. Alain Hautecœur (précisant que le numéro d'identification de l'I.N.S.E.E. ne peut en aucun cas servir de base à la vérification de l'identité) adopté (p. 11465).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain), Villa (Lucien), Hautecœur (Alain).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 11465).

ART. 2 (renseignements relatifs aux personnes nées à l'étranger ou dont l'identité est douteuse figurant au casier judiciaire national

automatisé) : *amendements* identiques *n° 11* de M. Alain Hautecœur et *n° 15* de M. Guy Ducoloné (précisant l'égalité de traitement des étrangers avec les personnes nées en France ou dont l'identité est certaine) adoptés (p. 11465).

MM. Hautecœur (Alain), Villa (Lucien), Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 11465).

ART. 3 (modification de l'article 773 du code de procédure pénale) adopté (p. 11467).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 12* de M. Alain Hautecœur (délivrance du bulletin n° 1 du casier judiciaire aux seules autorités judiciaires agissant dans le cadre de leurs fonctions juridictionnelles) rejeté (p. 11466) ; *amendement n° 16* de M. Lucien Villa (délivrance du bulletin n° 1 du casier judiciaire aux seules autorités judiciaires agissant dans le cadre juridictionnel) rejeté (p. 11466).

MM. Hautecœur (Alain), Villa (Lucien), Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

ART. 4 (droit d'accès des citoyens à leur casier judiciaire par l'intermédiaire du procureur de la République) : *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11466) ; *amendement n° 13* de M. Alain Hautecœur (précisant que la communication ne vaut pas notification des décisions non définitives et ne fait pas courir les délais de recours) adoptés (p. 11466).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 11466).

AVANT L'ART. 5 : *amendement n° 4* de la commission (interdisant l'interconnexion des fichiers) ; *sous-amendement n° 7* du Gouvernement (supprimant dans l'amendement n° 4 la référence à la direction des affaires criminelles et des grâces) adopté (p. 11467) ; *sous-amendement n° 8* de M. Alain Hautecœur (sanctions pénales au cas où l'interdiction de toute interconnexion ne serait pas respectée) adopté (p. 11467) ; *amendement n° 4*, ainsi modifié, adopté (p. 11467).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain), Hautecœur (Alain).

ART. 5 réservé (p. 11467).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 19* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 11467).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

ART. 5 précédemment réservé (détermination par un règlement d'administration publique des conditions dans lesquelles les informations enregistrées par le casier judiciaire peuvent être utilisées par l'exécution des sentences pénales) : *amendement n° 18* de la commission (amendement de conséquence), adopté (p. 11467).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 11467).

ART. 6 (fixation par décret des dates auxquelles le casier judiciaire national automatisé entrera en fonctionnement ; dispositions transitoires) : *amendement n° 5* de la commission (référence à l'article 773 du code de procédure pénale permettant aux greffiers de continuer à fournir les renseignements du casier judiciaire à l'I.N.S.E.E.) adopté (p. 11468).

MM. Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 11468).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 17* de M. Guy Ducoloné (détermination des modalités d'application de la loi après avis conforme de la commission nationale de l'informatique et des libertés) rejeté (p. 11468) ; *amendement n° 6* de la commission (détermination des modalités d'application de la loi après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés) adopté (p. 11468).

MM. Villa (Lucien), Sauvaigo (Pierre), Peyrefitte (Alain).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 11468).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12433) :

Bulletin n° 1 : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 12433).

Casier judiciaire : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 12433) ; *Foyer (Jean)*, (p. 12434).

Circulation routière (fichier relatif à la) : *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 12434).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1979] (p. 12434) :

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission (classant le système informatisé sous l'autorité du ministre de la justice) adopté (p. 12435).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul), Hautecœur (Alain), Foyer (Jean).

Ce texte devient l'article 1er (p. 12435).

AVANT L'ART. 3 *bis* : *amendement n° 2* de la commission (de coordination) adopté (p. 12435).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul).

ART. 3 *bis* : *amendement n° 3* de la commission (de suppression) adopté (p. 12436).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul), Hautecœur (Alain), Foyer (Jean).

– article 3 bis, supprimé (p. 12436).

ART. 4 : *amendement n° 4* de la commission (de coordination) adopté (p. 12436).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 12436).

ART. 5 *A* : *amendement n° 5* de la commission (de coordination) adopté (p. 12436).

MM. Sauvaigo (Pierre), Foyer (Jean), Mourot (Jean-Paul).

– article 5 A, ainsi modifié, adopté (p. 12436).

ART. 5 *ter* : adopté (p. 12436).

ART. 5 *quater* : *amendement* de suppression *n° 6* de la commission, adopté (p. 12437).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul), Hautecœur (Alain).

– article 5 quater, supprimé (p. 12437).

ART. 8 : *amendement* de suppression *n° 7* de la commission, adopté (p. 12437).

MM. Sauvaigo (Pierre), Mourot (Jean-Paul).

– article 8, supprimé (p. 12437).

EXPLICATION DE VOTE :

– *Hautecœur (Alain)* : justifie le vote négatif du groupe socialiste sur ce texte alors que tous les amendements garantissant les libertés sont supprimés par l'Assemblée nationale qui retient au contraire l'interconnexion des fichiers (p. 12437).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 12437).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12440).

ART. 8 : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 12440) ; *Sauvaigo (Pierre)*, (p. 12440).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1979] (p. 12440) :

– article 8, adopté (p. 12440).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 12440).

2. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1690** déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les dispositions à prévoir afin de DONNER AUX JURIDICTIONS LES MOYENS DE FAIRE FACE A LEURS CHARGES (en conclusion des travaux d'une mission d'information), par M. Jean Foyer [7 mai 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1837** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE RELATIF AUX FRAIS DE JUSTICE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [9 octobre 1980].

4. – PROJET DE LOI **n° 1926** COMPLETANT LE CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (PARTIE LEGISLATIVE) ET DONNANT FORCE DE LOI A CETTE PARTIE DU CODE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [2 octobre 1980]. – Rapport **n° 1948** [8 octobre 1980]. – Discussion le 9 octobre 1980. – Adoption le 9 octobre 1980. – Projet de loi **n° 355.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [9 octobre 1980] (p. 2634).

Codification des dispositions relatives à l'organisation judiciaire : *Aurillac (Michel)*, (p. 2634, 2635) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2637).

Commission permanente chargée de donner un avis sur les problèmes concernant le statut des magistrats : *Forni (Raymond)*, (p. 2638) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2638).

Loi des 16-24 août 1790 et conflit de jurisprudence sur l'autorité des traités internationaux par rapport au droit interne : *Aurillac (Michel)*, (p. 2636, 2637).

Suppléants de juge d'instance : *Aurillac (Michel)*, (p. 2637).

Tribunal de commerce de Pontoise : *Aurillac (Michel)*, (p. 2637).

Tribunaux paritaires de baux ruraux : *Aurillac (Michel)*, (p. 2635) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 2637).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2638).

ART. 1er (abrogation de divers textes relatifs à l'organisation judiciaire) : adopté (p. 2639).

ART. 2 (abrogation de dispositions particulières concernant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 2639).

ART. 3 (donnant force de loi à la partie législative du code de l'organisation judiciaire) : adopté (p. 2639).

ART. 4 (compétence du tribunal de grande instance) : adopté (p. 2639).

ART. 5 (articles *L. 441-1* à *L. 444-3* du code de l'organisation judiciaire ; tribunal paritaire de baux ruraux) : *amendement n° 3* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2640) ; *amendement n° 4* de la commission (formel) : adopté (p. 2640).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2640).

ART. 6 (articles *L. 721-1* à *L. 721-3* du code de l'organisation judiciaire ; incompatibilités entre proches parents dans la composition des juridictions) : adopté (p. 2640).

ART. 7 (modification rédactionnelle de l'article *L. 731-2* du code de l'organisation judiciaire) : adopté (p. 2640).

ART. 8 (article *L. 733-1* du code de l'organisation judiciaire ; récusation d'un assesseur de tribunal paritaire de baux ruraux) : adopté (p. 2640).

ART. 9 (article *L. 921-12* du code l'organisation judiciaire ; non application du Titre IV du livre IV relatif aux tribunaux paritaires de baux ruraux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion) : *amendement n° 9* de M. Jean Fontaine (suppression de l'article 9) : adopté (p. 2641).

– article 9 supprimé (p. 2641).

ART. 10 (organisation judiciaire de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 2641).

ART. 11 (article *L. 924-3* du code de l'organisation judiciaire ; organisation judiciaire de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 2641).

ART. 12 (article *L. 924-22* du code de l'organisation judiciaire ; organisation judiciaire de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 2641).

APRES L'ART. 12 : *amendement n° 1* du gouvernement (compétence territoriale provisoire de la Cour d'appel de Versailles) : adopté (p. 2642) ; compétence de la commission permanente d'études chargée de donner un avis sur les projets législatifs et réglementaires ayant une incidence directe sur le fonctionnement des cours et tribunaux (p. 2641) ; *amendement n° 2* de M. Jean-Louis Masson (organisation des cours d'appel) : non soutenu (p. 2642) ; *amendement n° 5* de la commission (attributions juridictionnelles des suppléants de juge d'instance) : adopté (p. 2643) ; *amendement n° 6* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2643) ; *amendement n° 7* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2643) ; *amendement n° 8* de la commission (modernisation de la loi de 1790 interdisant aux tribunaux de rendre des arrêts de règlement) ; sous-amendement de M. Raymond Forni (remplaçant dans l'amendement n° 8 le mot « juge » par le mot « juridiction ») : adopté (p. 2645) ; *amendement n° 8*, ainsi modifié, adopté (p. 2645) ; conflit de jurisprudence entre la Cour de cassation et le Conseil d'Etat sur la valeur respective des lois et des traités internationaux (p. 2643, 2644, 2645).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2645).

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 2002** TENDANT A HARMONISER LES RESSORTS DES COURS D'APPEL AVEC L'ORGANISATION REGIONALE DE LA FRANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Masson [27 novembre 1980].

Voir COUR DE CASSATION. 3 ; COUR DE SURETE DE L'ETAT. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Départements d'Outre-Mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5 ; TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 1.

JUSTICE MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des Essences.

K

KANAKS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

KIBBOUTZ DE MISGAVAM

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 361.

KIM DAE JUNG (Chef de l'opposition Sud-Coréenne)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 906.

KLEBER COLOMBES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 830.

KOLWEZI

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences ; TRAITES ET CONVENTIONS. 9.

KONATE (Expulsion d'étrangers)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 842.

KONATE (Mody)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 90.

KONATE (Moussa)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 90.

KUNTZ (Georges)

Voir ELOGES FUNEBRES(anciens députés). 29.

L

LA BOISSERIE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 347, 350.

LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

LABORATOIRES

Voir SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2302** TENDANT A PERMETTRE AUX DIRECTEURS ET DIRECTEURS-ADJOINTS DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE EN EXERCICE A LA DATE DE PUBLICATION DE LA LOI n° 75-626 DU 11 JUILLET 1975 ET CONJOINTEMENT PHARMACIENS TITULAIRES D'UNE OFFICINE OUVERTE AU PUBLIC A LA MEME DATE, DE POURSUIVRE LEUR VIE DURANT L'EXERCICE SIMULTANE DE CES DEUX ACTIVITES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

LABORATOIRES D'ANALYSE ET DE RECHERCHE

Voir IMPOTS. 8, Article 19 *quater* ; LOIS DE FINANCES. 1, Article 80.

LA COURNEUVE (Sonolor)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 331.

LA DEFENSE (Débits de boissons)

Voir IMPOTS. 8.

LAINE (Jean)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

LAIT

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 13 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 152.

– **Excédents de** –. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 486.

– **Marché du** –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 436.

– **Prix indicatif du** –. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 92.

– **Problème du** –. *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 311 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 217.

– **Soutien à la production.** *Voir* AGRICULTURE, 3.

– **Utilisation du – contenant des antibiotiques.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 648.

– **Et produits laitiers.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

LAKHDAR DJOUINI (Mohamed)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 15.

LALLE (Albert)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 1.

LANDES

Voir FORETS, 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 29, 432.

– **Industrie du papier.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 155.

LANGOUSTINE (Guerre de la –)

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Transports.

LANGRES (Autoroutes)

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Transports.

LANGUEDOC (Viticulture)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 6.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1253** TENDANT AU DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DES LAGUNES COTIERES EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par Mme Myriam Barbera et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Myriam Barbera [3 octobre 1979].

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire ; PLAN, 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 35.

– **Pêche.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande.

– **Problèmes agricoles.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

– **Universités.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Universités.

LANGUE ANGLAISE

Voir LANGUE FRANÇAISE, 1, 2, 3.

LANGUE FRANÇAISE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1916** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE VISANT A PRECISER LES ATTEINTES PORTEES EN FRANCE A L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE, A DEFINIR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE, A ANALYSER LES RAISONS DES DIFFICULTES QU'ELLE CONNAIT ACTUELLEMENT, A PROPOSER DES MESURES AFIN D'ASSURER AU FRANÇAIS LE ROLE QU'IL MERITE DE LANGUE DE CIVILISATION ET DE CULTURE INTERNATIONALES ET D'UNE MANIERE GENERALE A DEFINIR LES ELEMENTS D'UNE POLITIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE, Assemblée nationale. Dépôt le 30 juin 1980 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [9 octobre 1980]. – Rapport **n° 2058** [13 novembre 1980], commun aux propositions de résolution n°s 1916, 1920, 1993 (Langue française, 1, 2, 3). – Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption le 10 décembre 1980. – Résolution **n° 398** créant une commission d'enquête sur la langue française. Membres [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929) ; [*J.O.* du 21 mars 1981] (p. 834). Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2973). – Rapport **n° 2311** remis au président de l'Assemblée nationale, publié,

aucune demande de constitution de l'Assemblée nationale en comité secret n'ayant été déposée [*J.O.* du 21 mai 1981] (p. 1619).. –

DISCUSSION GENERALE COMMUNE DES PROPOSITIONS DE RESOLUTION nos 1916, 1920 et 1993 [10 décembre 1980] (p. 4809)

Accueil des étudiants étrangers : *Mexandeau (Louis)*, (p. 4819).

Amélioration de l'enseignement du français : *Ralite (Jack)*, (p. 4817) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4819).

Déclaration du Président de la République sur la langue française : *Ralite (Jack)*, (p. 4815) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4818) ; *Clément (Pascal)*, (p. 4818).

Déclin du livre français : *Ralite (Jack)*, (p. 4815).

Décret du 11 juin 1980 relatif au statut du haut comité de la langue française : *Lauriol (Marc)*, (p. 4811).

Défense de la langue française en France et à l'étranger : *Lauriol (Marc)*, (p. 4809).

Demande de 51 pays de correspondre en langue française avec l'organisation des Nations-Unies : *Deniau (Xavier)*, (p. 4813).

Développement de l'influence américaine : *Lauriol (Marc)*, (p. 4811) ; *Ralite (Jack)*, (p. 4814).

Echec de l'esperanto : *Lauriol (Marc)*, (p. 4810).

Fautes de français à l'ORTF : *Lauriol (Marc)*, (p. 4811).

Favoriser la création en langue française : *Deniau (Xavier)*, (p. 4813).

Francophonie : *Lauriol (Marc)*, (p. 4809) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 4813) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4818).

Fusion Matra-Hachette : *Ralite (Jack)*, (p. 4815).

Langue française, moyen de communication et expression d'une culture : *Lauriol (Marc)*, (p. 4810).

Le Québec : *Deniau (Xavier)*, (p. 4812) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4818).

Loi de Thermidor an II relative à l'utilisation du français pour la rédaction des actes publics : *Deniau (Xavier)*, (p. 4812).

Loi du 31 décembre 1975 : *Lauriol (Marc)*, (p. 4810) ; *Ralite (Jack)*, (p. 4814).

Ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 : *Deniau (Xavier)*, (p. 4812).

Place du français, dans le monde, par rapport aux langues étrangères : *Deniau (Xavier)*, (p. 4812) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4818).

Plurilinguisme : *Lauriol (Marc)*, (p. 4810) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 4813).

Unanimité des quatre groupes de l'Assemblée nationale pour proposer une commission d'enquête sur la langue française : *Lauriol (Marc)*, (p. 4809) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 4812).

Utilisation abusive de l'anglais (Air France, SEITA, relations internationales, agence spatiale européenne et communications scientifiques et techniques) : *Lauriol (Marc)*, (p. 4811) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 4813) ; *Ralite (Jack)*, (p. 4815) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4818).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4819)

ART. UNIQUE (création d'une commission d'enquête sur la politique de la langue française) : *amendement n° 1* de M. Jack Ralite (analyse des causes économiques et politiques des difficultés que connait la langue française) : rejeté par scrutin public n° 562 (p. 4820) ; *amendement n° 2* de M. Jack Ralite (mesures contribuant à instituer une véritable politique de la langue française : éducation nationale, enseignement du français à l'étranger, accueil des étudiants étrangers, information scientifique et technique) : rejeté (p. 4821).

– article unique adopté (p. 4821).

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1920** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE VISANT A PRECISER LES ATTEINTES PORTEES EN FRANCE A L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE, A DEFINIR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE, A ANALYSER LES RAISONS DES DIFFICULTES QU'ELLE CONNAIT ACTUELLEMENT ET A PROPOSER DES MESURES AFIN D'ASSURER AU FRANÇAIS LE ROLE QU'IL MERITE DE LANGUE DE CIVILISATION ET DE CULTURE INTERNATIONALES, Assemblée nationale. Dépôt le 30 juin 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [9 octobre 1980]. – Rapport **n° 2058** [13 novembre 1980], commun aux propositions de résolution nos 1916, 1920, 1993 (Langue française, 1, 2, 3). – Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption le 10 décembre 1980. – Résolution

n° 398 créant une commission d'enquête sur la langue française. (*Voir* Langue française, 1).

3. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1993** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE VISANT A PRECISER LES ATTEINTES PORTEES EN FRANCE A L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE, A DEFINIR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE, A DETERMINER LES CAUSES POLITIQUES ET ECONOMIQUES DES DIFFICULTES QU'ELLE CONNAIT ET A PROPOSER DES MESURES AFIN D'ASSURER LA DEFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE, Assemblée nationale. Dépôt le 17 octobre 1980 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [13 novembre 1980]. – Rapport **n° 2058** [13 novembre 1980], commun aux propositions de résolution n°s 1916, 1920, 1993 (Langue française, 1, 2, 3). – Discussion le 10 décembre 1980. – Adoption le 10 décembre 1980. – Résolution **n° 398** créant une commission d'enquête sur la langue française. (*Voir* Langue française, 1).

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2003** TENDANT A IMPOSER L'EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE A TOUS LES SERVICES PUBLICS DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS, SOCIETES NATIONALES OU SOCIETES DANS LESQUELLES L'ETAT A UNE PARTICIPATION EGALE OU SUPERIEURE A 10 % DU CAPITAL SOCIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Marc Lauriol. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Marc Lauriol [27 novembre 1980].

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

LANGUES

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1, Article 2.

LANGUES ET LITTERATURE REGIONALES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

LANGUES ETRANGERES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1550** TENDANT A INCLURE LA LANGUE INTERNATIONALE ESPERANTO DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMME LANGUE A OPTION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Jean Laurain et plusieurs de ses collègues. – Renvoi àla commission des affaires culturelles, familiales et sociales..

– **Enseignement des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 340, 352.

LANGUES REGIONALES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1612** TENDANT A INTRODUIRE L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE REGIONALE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DES DEPARTEMENTS DU RHIN ET DE LA MOSELLE ET A Y ASSURER LE DEVELOPPEMENT DU BILINGUISME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1980 par M. Adrien Zeller. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Adrien Zeller [30 avril 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2232** RELATIVE AU STATUT DES LANGUES ET CULTURES REGIONALES DANS L'ENSEIGNEMENT, LES AFFAIRES CULTURELLES, L'EDUCATION PERMANENTE, LA RADIO ET LA TELEVISION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues. – Renvoi àla commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2269** RELATIVE A LA PLACE DES LANGUES ET CULTURES DES PEUPLES DE FRANCE DANS L'ENSEIGNEMENT, DANS L'EDUCATION PERMANENTE, DANS LES ACTIVITES CULTURELLES, DE JEUNESSE ET DE LOISIR, DANS LES EMISSIONS DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION ET DANS LA VIE PU-

BLIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 avril 1981 par M. Louis Le Pensec et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 444.

LAOS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 451, 457, 460.

LA PITIE (Hôpital de la –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 423.

LA REUNION

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie), Départements d'Outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5, Article 10 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 362.

– **Agriculture.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

– **Chômage.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

– **Desserte et équipement.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

– **Habitat rural.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 524.

– **Hôpitaux ruraux.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Logements.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 163.

– **Politique énergétique.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Port.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

– **Production sucrière.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 899.

– **Quota sucrier.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 661.

– **Situation sociale.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 515.

– **Statut.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 294.

LA ROCHELLE

Voir CHOMAGE. 3.

LARZAC (Camp du –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 107 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 96 ; TERRAINS MILITAIRES. 1.

LAURENS (Camille)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 4.

LAVANDE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

LAVANDE ET LAVANDIN

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; PARFUMS. 1, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 880, 964 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 283.

LECTURE DEFINITIVE (Article 45, aliné 4 de la Constitution)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE. 5 (3e et dernière lecture).

LECTURE PUBLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 3 ; (deuxième partie), Culture et communication.

LEFEBVRE (Francine)

Voir ELOGES PUNEBRES (anciens députés), 6.

LEGION D'HONNEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Anciens combattants ; Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la libération.

– **Nomination des anciens de 14-18.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

LEGION ETRANGERE

Voir ARMEE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences.

LEGISLATION ANTITRUST AMERICAINE

Voir TRANSPORTS AERIENS. 1.

LEGITIME DEFENSE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1711** TENDANT A ETENDRE LES CAS SPECIAUX DE LEGITIME DEFENSE PREVUS A L'ARTICLE 329 DU CODE PENAL ET A INTERDIRE A L'AUTEUR D'UN CRIME OU D'UN DELIT DE DEMANDER REPARATION DU DOMMAGE SUBI DU FAIT DE L'INFRACTION DANS L'HYPOTHESE D'UNE RIPOSTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Georges Tranchant. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. René Lacombe [29 mai 1980].

LEGUER (Bassin du –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 435.

LE HAVRE (Port)

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 223.

LE MANS (Création d'un service de neurochirurgie)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Fermeture de l'usine du – de la SEITA)**

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 983.

LEMPEREUR (Rachel)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 27.

LEO LAGRANGE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

LE THEULE (Joël)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

LETTRE DE CHANGE-RELEVE

Voir ENTREPRISES. 12.

LETTRES RECTIFICATIVES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; PLAN. 2 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

LIAISON DIGNE-GRENOBLE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 446.

LIAISON ERMONT-INVALIDES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 923.

LIAISON FLUVIALE SEINE-NORD

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

LIAISON MARITIME CORSE-ITALIE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

LIAISON MER DU NORD-MEDITERRANEE (Rhin-Rhône)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; VOIES NAVIGABLES. 2.

LIAISON RHIN-MAIN-DANUBE

Voir VOIES NAVIGABLES. 2.

LIAISON RHIN-RHONE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; PLAN. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 302, 374.

LIAISON SEINE-EST

Voir VOIES NAVIGABLES. 2.

LIAISON SEINE-NORD

Voir VOIES NAVIGABLES. 2.

LIBAN

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 4, 6, 10 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Crédits militaires. – Budget annexe du service des essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; MOTIONS DE CENSURE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 39, 146, 149, 153, 158, 165, 169, 171, 177, 336 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 53.

LIBERALISME ECONOMIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

LIBERALITES

Voir FONDATIONS. 1.

LIBERATION CONDITIONNELLE

Voir DETENTION. 1 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

LIBERATION DES ECHANGES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce extérieur.

LIBERATION DES LOYERS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

LIBERATION DES PRIX

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; LOIS DE FINANCES. 10, Discussion générale.

LIBERIA (République du –)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 74.

LIBERTE DE LA PRESSE

Voir ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; INFORMATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Information ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 842, 928.

LIBERTE DE CIRCULATION

Voir ROUTES. 2.

– **Des travailleurs.** *Voir* TRAITES ET CONVENTIONS. 69.

LIBERTE DE L'ENSEIGNEMENT

Voir ENSEIGNEMENT AGRICOLE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

LIBERTE DE NAVIGATION

Voir NAVIGATION MARITIME. 2 ; POLLUTION. 3.

LIBERTE DE PRESCRIPTION (médicale)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

LIBERTE DE REUNION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 216.

LIBERTE DES PRIX

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 5 ; CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

LIBERTE D'ETABLISSEMENT DES MEDECINS DANS LA CEE

Voir PROFESSIONS MEDICALES. 3.

LIBERTE D'EXPRESSION

Voir ENVIRONNEMENT. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 216, 841 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 476.

LIBERTE D'INSTALLATION

Voir ELEVAGE. 1.

LIBERTE ET SECURITE DES FRANÇAIS (Projet de loi)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 339.

LIBERTES

Voir RADIODIFFUSION-TELEVISION. 8.

– **Défense des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 937.

LIBERTES CONSTITUTIONNELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 172.

LIBERTES INDIVIDUELLES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 2207** TENDANT A METTRE FIN A L'AGRESSION CONTRE LES LIBERTES QUE CONSTITUENT LES ECOUTES TELEPHONIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Pierre Juquin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 2208** TENDANT A INTERDIRE LES VERIFICATIONS D'IDENTITE EN MATIERE DE POLICE ADMINISTRATIVE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Maxime Kalinsky et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 2209** TENDANT A INTERDIRE LES INTERNEMENTS ADMINISTRATIFS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES. 3 ; EPARGNE. 7 ; ETRANGERS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice ; PROCEDURE PENALE. 1, 9 ; PROSTITUTION. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 199 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

LIBERTES PUBLIQUES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 440** TENDANT A ASSURER L'ACCES DU PUBLIC AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Claude Wargnies et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Claude Wargnies [12 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Louis Maisonnat [6 novembre 1980].

2. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 926** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ORIGINE DES PROVOCATIONS QUI VISENT A METTRE EN CAUSE L'EXERCICE DU DROIT DE MANIFESTATION, Assemblée nationale. Dépôt le 2 avril 1979 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1021** [26 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 942** TENDANT A GARANTIR LE VERITABLE EXERCICE DE LA LIBERTE SYNDICALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Bonhomme [26 avril 1979].

4. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 992** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES FORCES DE L'ORDRE ONT OPERE A PARIS A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION DU 23 MARS 1979, Assemblée nationale. Dépôt le 19 avril 1979 par M. Philippe Marchand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Marchand [3 mai 1979]. – Rapport **n° 1126** [13 juin 1979].

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1772** TENDANT A CREER UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA POLITIQUE DU PERSONNEL APPLIQUEE DANS L'ENTREPRISE PEUGEOT, Assemblée nationale. Dépôt le 3 juin 1980 par M. Guy Bèche et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : **M. Jean Tibéri [26 juin 1980]. – Rapport n° 1989** [15 octobre 1980]. –

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 2235** TENDANT A CREER UNE DELEGATION AUX LIBERTES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1980 par Mme Hélène Constans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ADMINISTRATION. 2 ; RELATIONS AVEC LE PUBLIC. 2 ; ASSOCIATIONS. 2 ; ENVIRONNEMENT. 1 ; ETRANGERS. 1 ; INFORMATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 3, Discussion générale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice ; POLICE. 2 ; PRESSE. 5 ; PROPAGANDE ETRANGERE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 323, 397 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 153, 159, 176 ; SALARIES. 2 ; SERVICE NATIONAL. 8 ; SYNDICATS PROFESSIONNELS. 1 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 4.

LIBERTES SYNDICALES

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 454, 500, 731, 789, 918.

LIBRAIRIES CLASSIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 264.

LIBYE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Coopération ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 46, 932 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 16.

– **Contrat de développement rural.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 198.

LICENCES DE DEBITS DE BOISSONS

Voir IMPOTS. 8.

LICENCIEMENTS

Voir ADMINISTRATION. 1, Article 22 ; CHOMAGE. 3 ; CONTRAT DE TRAVAIL. 2, 7 ; EMPLOI. 5, 15 ; ENTREPRISES. 7, 8 ; FEMMES. 9 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 1 ; HAUTE-COUTURE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation. – Formation professionnelle ; MOTIONS DE CENSURE. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 80, 278, 328, 330, 333, 930 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 121 ; SALARIES. 2 ; TRAVAIL (JURIDICTION DU). 1, 2.

– **Accidentés du travail.** *Voir* CONTRAT DE TRAVAIL. 7.

– **Elus du personnel d'entreprise.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 314.

– **Entreprise d'Ambazac, Haute-Vienne.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 638.

– **Entreprise Pépin-Gasquet.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 503.

– **Représentants du personnel.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

– **Sonolor, La Courneuve.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 428.

– **Usine Vidéon.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 620.

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2.

LIGNE ERMONT-INVALIDES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

LIGNITE

Voir ENERGIE. 1.

LILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

LIMAY (Yvelines)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 116.

LIMITATION DES DEPENSES DE SANTE

Voir MOTIONS DE CENSURE. 7 et 8 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

LIMITATION DE VITESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

LIMITES D'AGE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS. 11.

– **Accès à la fonction publique.** *Voir* FEMMES. 3.

LIMOGES

– **Implantation d'une grande surface.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

– **Renault-Véhicules industriels.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 242.

LIMOUSIN (Chemins de fer du –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 402.

LIQUIDATION DE BIENS

Voir TRAVAIL TEMPORAIRE. 1.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 355.

L'ISLE D'ABEAU (Ville nouvelle)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

LISTES ELECTORALES

Voir ELECTIONS MUNICIPALES. 2.

– **Campagne du parti communiste en vue de recueillir de nouvelles inscriptions sur les –** . *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 984.

– **Inscription sur les –** . *Voir* CONSEILS MUNICIPAUX. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 979.

LIVRE

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 419.

LIVRE BLANC DE LA RECHERCHE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

LIVRE FRANÇAIS A L'ETRANGER

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

LIVRES (Prix des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 427.

LIVRES SCOLAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale.

– **Gratuité.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 381.

LIVRET « A » DES CAISSES D'EPARGNE (Régime fiscl des intérêts)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (première partie), Après l'article 2, après l'article 5.

LIVRET BLEU DU CREDIT MUTUEL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 2.

LIVRET D'EPARGNE MANUELLE

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat ; Travail et participaton.

LIVRET D'EPARGNE PATRIMONIAL

Voir EPARGNE. 12.

LIVRET MILITAIRE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 940.

LLIVIA (Enclave espagnole)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 43.

LOCATAIRES

Voir EXPULSIONS. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 680.

– **Expulsions.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Justice ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 462.

LOCATIONS D'IMMEUBLES PAR LES COLLECTIVITES PUBLIQUES (Droit d'entrée et pas-de-porte)

Voir IMPOTS. 8.

LOCK OUT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 225, 230.

LOGEMENT

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 340** VISANT A GARANTIR LE RELOGEMENT DES SALARIES CONTRAINTS DE QUITTER L'EMPLOI AU TITRE DUQUEL ILS BENEFICIAIENT D'UN LOGEMENT FOURNI PAR L'EMPLOYEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 juin 1978 par M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Jacqueline Chonavel [5 octobre 1978].

2. – PROJET DE LOI **n° 386** RELATIF A L'INFORMATION ET A LA PROTECTION DES EMPRUNTEURS DANS LE DOMAINE IMMOBILIER.

SENAT (première lecture) n° 275 (1977-1978). Dépôt le 21 décembre 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'économie et des finances. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 376 (1977-1978) [25 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur pour avis : M. Robert Laucournet. – Avis n° 393 (1977-1978) [1er juin 1978]. – Discussion le 13 juin 1978. – Adoption le 13 juin 1978. – Projet de loi n° 147 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 386.** Dépôt le 15 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [22 juin 1978]. – Rapport **n° 1015** [25 avril 1979]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [20 juin 1978]. – Rapporteur pour avis : M. André Chazalon [22 juin 1978]. – La commission renonce à donner son avis [7 juin 1979]. – Discussion le 7 juin 1979. – Adoption le 7 juin 1979. – Projet **n° 188.**

SENAT (deuxième lecture) n° 388 (1978-1979). Dépôt le 12 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 402 (1978-1979) [19 juin 1979]. – Discussion le 29 juin 1979. – Adoption avec modifications le 29 juin 1979. – Projet de loi n° 139 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1272.** Dépôt le 30 juin 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme. – Rapport **n° 1273** [30 juin 1979]. – Discussion le 30 juin 1979. – Adoption définitive le 30 juin 1979. – Projet de loi **n° 217).**

Loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 14 juillet 1979 (p. 1836).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : 3 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 4 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **4** : 5 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **5** : 6 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2.).
Loi, article **6** : 6 *bis* (A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **7** : 6, 7 (projet) – 7 (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **8** : 8 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **9** : 9 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **10** : 11 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **11** : 11 *bis* (S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **12** : 12 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **13** : 13 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).

Loi, article **14** : 13 *ter* (S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **15** : 15 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **16** : 16 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **17** : 17 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **18** : 19 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **19** : 21 *A* (A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2.).
Loi, article **20** : 21 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **21** : 21 *bis I* (A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **22** : 21 *bis* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **23** : 21 *ter* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **24** : 21 *quater* (S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **25** : 21 *quinquies* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **26** : 21 *sexies* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **27** : 21 *septies* (S.E. 1. – A.N. 1.).
Loi, article **28** : 21 *octies* (S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **29** : 21 *nonies* (A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **30** : 22 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **31** : 23 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **32** : 24 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **33** : 25 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **34** : 25 *bis* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **35** : 26 *A* (S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **36** : 26 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **37** : 27 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2. – A.N. 2).
Loi, article **38** : 28 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1).
Loi, article **39** : 29 (projet. – S.E. 1. – A.N. 1. – S.E. 2).
Loi, article **40** : 30 (S.E. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [7 juin 1979] (p. 4780) :

Accession à la propriété : *Monory (René)*, (p. 4780) ; *Cellard (André)*, (p. 4782).

Délai de réflexion : *Richomme (Jacques)*, (p. 4778) ; *Monory (René)*, (p. 4779) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Indexation des prêts : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Interdépendance des contrats : *Richomme (Jacques)*, (p. 4778) ; *Monory (René)*, (p. 4779).

Libération des loyers : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Logement (situation en France) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4780, 4781).

Méthode de calcul du taux effectif global : *Richomme (Jacques)*, (p. 4779) ; *Monory (René)*, (p. 4779) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Prêts aidés par l'Etat (exclusion du champ d'application de la loi) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4782) ; *Monory (René)*, (p. 4783).

Protection spéciale des emprunteurs frappés par la crise économique : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781) ; *Cellard (André)*, (p. 4782).

Publicité et offres de prêts (réglementation du contenu) : *Richomme (Jacques)*, (p. 4778); *Monory (René)*, (p. 4779) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 4780) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 4781).

Remboursement par anticipation : *Monory (René)*, (p. 4779) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 4780) ; *Cellard (André)*, (p. 4782).

DISCUSSION DES ARTICLES [7 juin 1979] (p. 4783) :

ART. 1er (champ d'application de la loi) : *amendement n° 65* de M. André Cellard (application de la loi aux prêts destinés à financer la fourniture de services ou de matériels relatifs à la construction des immeubles, quel qu'en soit le montant) rejeté (p. 4784) ; *amendement n° 39* de M. Henry Canacos (extension du champ d'application de la loi aux prêts destinés à financer l'entretien des immeubles ou les services et accessoires au logement) rejeté (p. 4784).

MM. Cellard (André), Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 1er adopté (p. 4784).

ART. 2 supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4784).

ART. 3 (opérations exclues du champ d'application de la loi) : *amendement n° 1* de la commission (régime du crédit d'anticipation) adopté (p. 4785) ; *amendements* identiques *n° 2* de la commission et *n° 40* de M. Lucien Villa (suppression des dispositions qui excluent du champ d'application de la loi certaines ventes à terme dites du régime spécial H.L.M. lorsqu'elles sont financées à l'aide d'un financement ancien ou à l'aide d'un prêt à l'accession à la propriété) adopté (p. 4786) ; *amendement n° 56* de M. Maurice Ligot (excluant du champ d'application de la loi les ventes d'immeubles à construire et les ventes clés en mains réalisées dans le cadre de

la loi du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement ; excluant du champ d'application de la loi de ventes d'immeubles auxquelles procèdent les organismes H.L.M. et les sociétés d'économie mixte) devenu sans objet (p. 4786).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René), Ducoloné (Guy), Ligot (Maurice), Chauvet (Augustin).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4786).

ART. 4 supprimé par le Sénat (définition de l'acquéreur mentionné au chapitre II) : *amendement n° 3* de la commission (définition de l'acquéreur mentionné au chapitre II) adopté (p. 4787).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 5 ainsi rétabli (p. 4787).

ART. 5 (publicité relative aux prêts immobiliers) : *amendement n° 41* de M. Maxime Kalinsky (obligeant toute publicité à préciser l'objet du prêt, sa durée, le taux effectif global calculé selon la méthode actuarielle) retiré (p. 4787) ; *amendement n° 4* de la commission (obligeant toute publicité à préciser le taux du prêt calculé selon une méthode déterminée par décret) adopté (p. 4787).

MM. Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 4787).

ART. 6 (procédure et contenu de l'offre de crédit) : *amendement n° 42* de M. Louis Maisonnat (obligeant les offres de prêts à préciser les modalités d'indexation du prêt) retiré (p. 4787) ; *amendement n° 5* de la commission (formel) adopté (p. 4788) ; *amendement n° 6* de la commission (précisant que l'offre de crédit devra faire état des modalités de l'indexation) adopté (p. 4788) ; *amendement n° 7* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 4788) ; *amendement n° 8* de la commission (précisant que l'offre de crédit devra faire état des conditions requises pour un transfert éventuel du prêt à une tierce personne) adopté (p. 4788) ; *amendement n° 47* rectifié de M. Maxime Kalinsky (précisant que l'offre de crédit devra prévoir la possibilité pour l'emprunteur de transférer son prêt à nouvel emprunteur) devenu sans objet (p. 4788).

MM. Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 4788).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 54* de M. Jacques Richomme (régime des prêts assortis de l'adhésion à un contrat d'assurance collective) ; sous-amendement du Gouvernement (supprimant dans l'*amendement n° 54* les dispositions selon lesquelles l'emprunteur peut se prévaloir, dans ses relations avec le prêteur, de toutes les clauses du contrat d'assurance et selon lesquelles l'emprunteur est déchargé de ses obligations à l'égard du prêteur lorsque, du fait du souscripteur, la garantie de l'assureur est refusée) : adopté (p. 4789) ; *amendement n° 54*, ainsi modifié, adopté (p. 4789).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

ART. 7 (durée de validité de l'offre de crédit, délai de réflexion et d'acceptation) : *amendement n° 64* de M. Emmanuel Hamel (substitution d'un délai de rétraction au délai de réflexion prévu par l'article 7) : rejeté (p. 4790).

MM. Hamel (Emmanuel), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 7 adopté (p. 4790).

ART. 8 (interdiction des versements anticipés) : *amendement n° 9* de la commission (validité de l'autorisation de prélèvement sur compte bancaire signée par l'emprunteur subordonnée à celle du contrat de crédit) :, adopté (p. 4790).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 4790).

ART. 9 (réalisation du contrat de prêt, interdépendance avec le contrat principal) : *amendement n° 10* de la commission (donnant à l'obligation conditionnelle prévue par l'article 9 un caractère résolutoire) : adopté (p. 4790) ; *amendement n° 43* de M. Lucien Villa (imposant un délai minimum de quatre mois) : retiré (p. 4791).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René), Ducoloné (Guy).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 4791).

ART. 10 supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4791).

ART. 11 (interdépendance des contrats de prêts entre eux) : *amendement n° 44* de M. Lucien Villa (supprimant la disposition selon laquelle la condition suspensive ne s'applique qu'aux prêts dont le montant est supérieur à 20 % du crédit total) : rejeté (p. 4791) ; *amendement n° 57* de M. Jean-Marie Daillet (prévoyant que la condition suspensive de l'octroi des autres prêts ne joue qu'en ce qui concerne les prêts dont le montant est supérieur à 5 % du crédit total) : non soutenu (p. 4791) ; *amendement n° 11* de la commission (prévoyant que la condition suspensive de l'octroi des autres prêts ne jouera qu'en ce qui concerne les prêts dont le montant est supérieur à 10 % du crédit total) : adopté (p. 4791).

MM. Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 4791).

ART. 11 *bis* (conséquence de la résolution du prêt pour le cas de non conclusion du contrat principal) : *amendement n° 58* de M. Jean-Marie Daillet (rédactionnel) : non soutenu (p. 4791) ; *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4791) ; *amendement n° 45* de M. Henry Canacos (supprimant la possibilité ouverte au prêteur de retenir des frais d'étude de dossier en cas de résolution du prêt suivant la non conclusion du contrat principal) : retiré (p. 4791) ; *amendement n° 13* de la commission (supprimant la possibilité ouverte au prêteur de retenir des frais d'étude de dossier en cas de résolution du prêt suivant la non conclusion du contrat principal) : adopté (p. 4792) ; *amendement n° 14* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 4792).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René), Ducoloné (Guy).

– article 11 bis, ainsi modifié, adopté (p. 4792).

ART. 12 (limitation des clauses indemnitaires en cas de remboursement par anticipation) : *amendement n° 59* de M. Jean-Marie Daillet (supprimant toute indemnité pour le prêteur qui se voit remboursé par anticipation) : rejeté (p. 4792) ; *amendements* identiques *n° 46* de M. Henry Canacos et *n° 66* de M. André Cellard (suppression de toute indemnité pour le prêteur qui se voit remboursé par anticipation) : rejetés (p. 4793).

MM. Daillet (Jean-Marie), Richomme (Jacques), Monory (René), Ducoloné (Guy), Cellard (André).

– article 12 adopté (p. 4793).

ART. 13 (limitation des clauses pénales en cas de défaillance totale ou partielle de l'emprunteur) : *amendement n° 48* de M. Lucien Villa (précisant que la déchéance du terme ne peut être prononcée que par voie judiciaire en cas de défaillance de l'emprunteur) : rejeté (p. 4793) ; *amendement n° 15* de la commission (possibilité pour le prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur de majorer dans les limites fixées par décret le taux d'intérêt que l'emprunteur aura à payer jusqu'à ce qu'il ait repris le cours normal de ses échéances contractuelles) : adopté (p. 4793) ; *amendement n° 60* de M. Jean-Marie Daillet (prévoyant qu'en cas de défaillance de l'emprunteur les sommes restant dues produisent des intérêts de retard au taux légal et non à un taux égal à celui du prêt) : retiré (p. 4794).

MM. Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René), Branche (René de), Daillet (Jean-Marie).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 4794).

ART. 13 *bis* (intérêts de retard lorsque le prêteur accorde des délais de paiement à l'emprunteur) : *amendement n° 16* de la commission (suppression de l'article 13 *bis*) : adopté (p. 4794).

M. Richomme (Jacques).

– article 13 bis supprimé (p. 4794).

ART. 13 *ter* (pouvoirs du juge en cas de difficultés de l'emprunteur par suite des circonstances économiques) : *amendement n° 49* de M. Lucien Villa (non application des dispositions de l'article 13 lorsque l'emprunteur perd son emploi pour un motif autre qu'une faute lourde) : rejeté (p. 4794) ; *amendement n° 17* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4794).

MM. Ducoloné (Guy), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 13 ter, ainsi modifié, adopté (p. 4794).

ART. 14 supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4794).

ART. 15 (frais remboursables) : *amendement n° 18* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4795).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 15, ainsi modifié, adopté (p. 4795).

ART. 16 (indication du recours au crédit dans l'acte constatant l'opération immobilière) : *amendement n° 19* de la commission (inscription de la condition suspensive de l'obtention des prêts dans la promesse unilatérale de vente, seulement pour autant que celle-ci a été acceptée) : adopté (p. 4795).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 16, ainsi modifié, adopté (p. 4795).

ART. 17 (interdépendance des contrats ; condition suspensive de l'obtention des prêts) : *amendement n° 50* de M. Lucien Villa (portant à deux mois la durée minimale de validité de la condition suspensive) : rejeté (p. 4795) ; *amendement n° 61* de M. Jean-Marie Daillet (portant à six semaines la durée minimale de validité de la condition suspensive) : retiré (p. 4795) ; *amendement n° 20* de la commission (prise en compte de la date de signature de l'acte, ou exceptionnellement de la date d'enregistrement pour faire courir le délai de

validité de la condition suspensive) : adopté (p. 4796).

MM. Ducoloné (Guy), Hamel (Emmanuel), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 4796).

ART. 18 supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4796).

ART. 19 (présomption de recours au crédit à défaut de mention expressé) : *amendement n° 38*, 2e rectification, de M. Jacques Richomme (supprimant la référence à la mention manuscrite de la part de l'acquéreur) : rejeté (p. 4796).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 19 adopté (p. 4796).

– *amendements n° 55* et *51* réservés jusqu'à la discussion de l'article 21 (p. 4796).

ART. 20 supprimé par le Sénat ; suppression maintenue (p. 4796) ; *amendement n° 55* rectifié de la commission (cas des contrats de travaux urgents ou d'un montant incertain pour lesquels il n'est pas passé d'acte écrit) : adopté (p. 4796) ; *amendement n° 51* rectifié de M. Henry Canacos (pouvoirs du juge ; interdépendance dans l'exécution d'un contrat d'entreprise et du contrat de prêt) : adopté (p. 4797) ; *amendements* identiques *n° 62* de M. Jean-Marie Daillet et *n° 67* de M. André Cellard (pouvoir du juge ; interdépendance dans l'exécution d'un contrat d'entreprise et du contrat de prêt) : devenus sans objet (p. 4797).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René), Ducoloné (Guy), Hamel (Emmanuel), Cellard (André).

– article 21 ainsi rétabli (p. 4797).

ART. 21 : supprimé par le Sénat.

APRES l'ART. 21 : *amendement n° 21* de la commission (inapplication des dispositions de la loi aux ventes par adjudication) : adopté (p. 4797).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

ART. 21 *bis* (assimilation des opérations de location-vente et de location avec promesse de vente, et des opérations de crédit) : adopté (p. 4797).

ART. 21 *ter* (publicité relative à ces opérations) : *amendement n° 52* de M. Lucien Villa (obligeant la publicité des contrats de location-vente à préciser leur durée ainsi que le taux effectif global calculé selon la méthode actuarielle) : rejeté (p. 4798).

MM. Villa (Lucien), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 21 ter adopté (p. 4798).

ART. 21 *quater* (procédure et contenu de l'offre de contrat) : *amendement n° 53* de M. Louis Maisonnat (mention des modalités d'indexation dans l'offre remise au preneur) : adopté (p. 4798).

MM. Villa (Lucien), Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 21 quater, ainsi modifié, adopté (p. 4798).

ART. 21 *quinquies* (délais d'acceptation et de réflexion) : adopté (p. 4798).

ART. 21 *sexies* (interdiction des versements anticipés) : adopté (p. 4798).

ART. 21 *septies* (cas de défaillance du preneur ; limitation des clauses pénales) : adopté (p. 4798).

ART. 21 *octies* : (levée d'options ; condition suspensive de l'obtention des prêts) : *amendement n° 22* de la commission (permettant au bailleur de retenir une indemnité d'immobilisation dont le montant sera limité selon un barème réglementaire) : adopté (p. 4798).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 21 octies, ainsi modifié, adopté (p. 4798).

APRES L'ART. 21 *octies* : *amendement n° 23* de la commission (difficulté de paiement par suite des circonstances économiques ; pouvoirs du juge) : adopté (p. 4799).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

ART. 22 (infractions en matière de publicité) : *amendement n° 24* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 4799).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 22, ainsi modifié, adopté (p. 4799).

ART. 23 (infractions aux articles 6 et 21 *quater* relatifs au contenu des offres ; infractions aux articles 7 et 21 *quinquies* relatifs aux délais de réflexion) : *amendement n° 25* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4799) ; *amendement n° 26* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4799).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 23, ainsi modifié, adopté (p. 4799).

ART. 24 (infractions à l'interdiction des versements anticipés) : *amendement n° 27* de la commission du Gouvernement (amendement de coordination) : adopté (p. 4799).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 24, ainsi modifié, adopté (p. 4799).

ART. 25 (sanctions applicables en cas de retenue non conforme aux dispositions des articles 11 *bis*, 15, 17, 21 *septies* et 21 *octies*) : *amendement n° 28* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 4800) ; *amendement n° 29* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 4800) ; *amendement n° 30* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 4800).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 4800).

ART. 25 *bis* (constatation et poursuite des infractions) : adopté (p. 4800).

ART. 26 *A* (interdiction de l'émission de lettres de change et billets à ordre) : adopté (p. 4800).

ART. 26 (caractère d'ordre public des dispositions de la présente loi) : adopté (p. 4800).

ART. 27 (conditions d'application de la loi et date de son entrée en vigueur) : *amendement n° 31* de la commission (date d'entrée en vigueur de la loi) ; *sous-amendement n° 63* de M. Jean-Marie Daillet (date d'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 4800) ; *amendement n° 31*, ainsi modifié, adopté (p. 4800).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 27, ainsi modifié, adopté (p. 4800).

ART. 28 (détermination du taux effectif global à mentionner dans la publicité et dans les offres de prêt) : adopté (p. 4801).

ART. 29 (dispositions d'harmonisation et de coordination) : *amendement n° 32* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 4801) ; *amendements n° 33* et *n° 34* de la commission (complétant les articles L. 261-11 et L. 261-15 du code de la construction relatifs aux contrats de vente d'immeubles à construire et aux contrats préliminaires) : adoptés (p. 4801) ; *amendement n° 35* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 4801) ; *amendement n° 36* de la commission (amendement d'harmonisation) : adopté (p. 4801) ; *amendement n° 37* de la commission (harmonisation de l'article 3 de la loi du 10 janvier 1978) : adopté (p. 4801).

MM. Richomme (Jacques), Monory (René).

– article 29, ainsi modifié, adopté (p. 4801).

ART. 30 (application de la loi aux territoires d'Outre-Mer et à Mayotte) : adopté (p. 4801).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Cellard (André)* : vote favorable du groupe socialiste ; politique de l'habitat négligeant le secteur locatif (p. 4802).

– *Hamel (Emmanuel)* : vote favorable du groupe U.D.F. (p. 4802).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4802).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1979] (p. 5918) :

Méthode de calcul des taux d'intérêt : *Richomme (Jacques)*, (p. 5918) ; *Boulin (Robert)*, (p. 5918).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 juin 1979] (p. 5918) :

ART. 3 : adopté (p. 5918).

ART. 5 : adopté (p. 5918).

ART. 6 : adopté (p. 5918).

ART. 11 *bis* : adopté (p. 5919).

ART. 21 *A* (cas des contrats de travaux urgents ou d'un montant incertain pour lesquels il n'est pas passé d'acte écrit) : adopté (p. 5919).

ART. 21 *octies* : adopté (p. 5919).

ART. 23 : adopté (p. 5919).

ART. 25 : adopté (p. 5919).

ART. 27 : adopté (p. 5919).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5919).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 545** TENDANT A PROLONGER L'EXPERIMENTATION DE LA LOI N° 77-1 DU 3 JANVIER 1977 PORTANT REFORME DE L'AIDE AU LOGEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Henry Canacos [5 octobre 1978].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 546** INSTITUTANT DES MESURES IMMEDIATES POUR LIMITER LA CHARGE DE LOGEMENT SUPPORTEE PAR LES FAMILLES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par Mme Paulette Fost et

plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : Mme Paulette Fost [5 octobre 1978].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 857** TENDANT A ASSURER LA RENOVATION DES CITES ET DE L'HABITAT MINIERS DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Maurice Andrieux et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jean Jarosz [5 avril 1979].

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1236** TENDANT A INSTITUER DES MESURES NOUVELLES D'AIDE AU LOGEMENT RENDUES URGENTES EN RAISON DE L'AGGRAVATION DE LA CRISE ECONOMIQUE ET DU CHOMAGE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Henry Canacos [3 octobre 1979].

7. – PROJET DE LOI **n° 1304** PORTANT CREATION D'UN CONTRAT DE RESIDENCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Richomme [11 octobre 1979].

8. – PROPOSITION DE LOI **n° 1909** TENDANT A EMPECHER LES AUGMENTATIONS DES FRAIS DE GESTION DES EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES SOCIETES DE CREDITS IMMOBILIERS PAR DES ACCEDANTS A LA PROPRIETE INDIVIDUELLE ET A REMBOURSER LES FAMILLES VICTIMES DES AUGMENTATIONS INDUES DE LEUR CHARGE D'EMPRUNT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Maxime Kalinsky et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des fiances, de l'économie et du Plan.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 1998** TENDANT A LA SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DE TRANSFORMATION DE LOCAUX D'HABITATION EN LOCAUX PROFESSIONNELS POUR L'EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBERALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 23 octobre 1980 par M. Arthur Dehaine. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 1 bis, 2, 4, 5, 8 ; CAMPING-CARAVANING. 1 ; CONSTRUCTION. 2 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; EXPULSIONS. 3 ; FAMILLE. 6, 8, 9, 11 ; HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.), 4, 5 ; IMPOT SUR LE REVENU. 3, 8 ; LOIS DE FINANCES. 3 (discussion générale). – (Première partie), Article 7, après l'article 15. – (Deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – Défense. – Travail et participation ; LOIS DE FINANCES. 6 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale). – (Deuxième partie), (Article 34). – Crédits militaires, budget annexe du service des essences. – Environnement et cadre de vie. – Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale. – Travail et participation ; PLAN. 2, 3 ; POLICE (personnel), 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 79, 459, 472, 752, 958 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 272, 358, 462 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 3 ; TRAVAILLEURS FRONTALIERS. 1, 2 ; URBANISME. 5.

– **Aide au –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Articles 53 et 54.

– **Déblocage des crédits destinés au –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 982.

– **Economie d'énergie.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Exonérations fiscales pour la construction d'immeubles locatifs.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, avant l'article 67.

– **Fiscalité en cas de mutation.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, Article 21.

– **Hausse des charges.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1000.

– **Isolation thermique et phonique.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 436.

– **Politique du –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 791.

LOGEMENT AIDE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES. 6, Articles 61, 62 et 63 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Article 34 ; Environnement et cadre de vie.

LOGEMENT DES ARTISTES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES DE POLICE

Voir POLICE (PERSONNEL). 3.

LOGEMENT SOCIAL

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6 ; FAMILLE. 7 ; HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM). 5 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 125 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 131.

– **Aux Dom-Tom.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

– **A la Réunion.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 163.

LOI (Egalité devant la –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 176.

LOI ANTI-CASSEURS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 504.

LOI BARANGE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

LOI BARROT

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement (p. 6667).

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 12 ; DEFENSE NATIONALE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Défense.

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE DE 1976

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires, budget annexe du service des essences.

LOI DE PROGRAMME SUR LES MUSEES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

LOI DES 16-24 AOUT 1790

Voir JUSTICE (ORGANISATION DE LA). 4.

LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; RAPPELS AU REGLEMENT. 342.

LOI D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 11.

LOI D'ORIENTATION DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (Rapport sur l'exécution de la –)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 193.

LOI D'ORIENTATION SUR LA FAMILLE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13.

LOI D'ORIENTATION UNIVERSITAIRE DE 1968

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

LOI DUBANCHET

Voir ENTREPRISES. 12.

LOI GUERMEUR

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 76.

LOI INTERPRETATIVE

Voir CONSEILS GENERAUX. 6.

LOI MAZEAUD

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

LOI MONORY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Avant l'article 2.

LOI ORGANIQUE

Voir MEDIATEUR. 2.

LOIRE

– **Commerce du meuble.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 317.

– **Economie de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Industrie.

– **Fermeture des houillères.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 573.

– **Indemnisation des entreprises victimes des inondations de la –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 555.

– **Situation de l'emploi.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 186.

– **Situation économique dans le département de la –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 311, 888.

– **Vallée de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Aménagement du territoire.

LOIRE-ATLANTIQUE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 203, 325.

– **Licenciements en –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 939.

LOI ROUSTAN

Voir ADMINISTRATION. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux. – Fonction publique ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education ; Budget annexe des Postes et télécommunications ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 269, 864 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 197.

LOI ROYER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

LOI SAUVAGE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

LOIS

1. – PROJET DE LOI **n° 1574** PORTANT SUPPRESSION DU RENVOI AU REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LES LOIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [10 avril

1980]. – Rapport **n° 1655** [24 avril 1980]. – Demande de vote sans débat le 25 avril 1980. – Vote sans débat le 22 mai 1980. – Adoption le 22 mai 1980. – Projet de loi **n° 294.**

SENAT (première lecture) n° 259 (1979-1980). Dépôt le 27 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Larché. – Rapport n° 332 (1979-1980) [24 juin 1980]. – Discussion le 29 juin 1980. – Adoption le 39 juin 1980. – Projet de loi n° 110 (1979-1980).

Loi n° 80-514 du 7 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 9 juillet 1980 (p. 1704).

LOIS DE FINANCES

1. – PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1979 **n° 560,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Maurice Papon, ministre du budget.

ANNEXES : rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la nation pour 1978 et principales hypothèses économiques pour 1979. – Annexes au rapport économique et financier (rapport sur les comptes de la nation de l'année 1977). – Autres annexes (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor ; vingt-quatrième rapport du conseil de direction du fonds de développement économique et social ; documents comptables et budgétaires concernant les organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision).

DOCUMENTS BLEUS PAR MINISTERE (services votés, mesures nouvelles) : I. – *Budgets civils : a)* Budget général : affaires étrangères ; agriculture ; anciens combattants ; commerce et artisanat ; coopération ; culture et communication ; départements d'outre-mer ; économie et budget (I. – Charges communes ; II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget) ; éducation ; environnement et cadre de vie (I. – Environnement ; II. – Cadre de vie et logement) ; industrie ; intérieur et rapatriés ; jeunesse, sports et loisirs (I. – Jeunesse et sports ; II. – Tourisme) ; justice ; services du Premier ministre (I. – Services généraux ; II. – Journaux officiels ; III. – Secrétariat général de la défense nationale ; IV. – Conseil économique et social ; V. – Commissariat général du Plan ; VI. – Recherche) ; territoires d'outre-mer ; transports (I. – Section commune ; II. – Transports terrestres ; III. – Aviation civile et météorologie ; IV. – Marine marchande ; V. – Routes, ports et voies navigables) ; travail et santé (I. – Section commune ; II. – Travail et participation ; III. – Santé et famille) ; universités. – *b)* Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur ; Ordre de la Libération ; monnaies et médailles ; postes et télécommunications ; prestations sociales agricoles. – II. – *Budgets militaires : a)* Budget général ; défense ; *b)* Budget annexe : défense (essences).

DOCUMENTS BLANCS (présentation du budget sous forme de « budget de programme ») : environnement et cadre de vie ; économie et budget ; commerce et artisanat ; transports ; universités ; jeunesse, sports et loisirs ; départements d'outre-mer ; défense ; éducation ; affaires étrangères ; culture et communication ; agriculture ; justice ; travail et santé ; industrie ; intérieur ; coopération ; anciens combattants.

NOTES DE SYNTHESE SUR LES BUDGETS : affaires étrangères ; coopération ; départements d'outre-mer ; éducation ; jeunesse, sports et loisirs ; territoires d'outre-mer ; travail et participation ; ordre de la Libération ; monnaies et médailles ; défense ; enveloppe recherche ; Légion d'honneur ; économie et budget ; justice ; anciens combattants ; intérieur ; universités ; transports ; industrie ; santé et famille ; aménagement du territoire (D.A.T.A.R.) ; culture et communication ; services du Premier ministre ; agriculture ; commerce et artisanat.

DOCUMENTS JAUNES : nomenclature des entreprises nationales à caractère industriel ou commercial et des sociétés d'économie mixte d'intérêt nationale (année 1977) ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; compte-rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1977 ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort financier prévu en 1979 au titre de la coopération avec les Etats en voie de développement ; la recherche scientifique et technique en France en 1978 (état récapitulatif de l'effort financier prévu au titre de la recherche en 1979) ; rapport d'exécution du VIIe Plan ; récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1979 ; formation professionnelle et promotion sociale ; environnement et cadre de vie (état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1978 et prévu en 1979 au titre de l'environnement) ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1978 et 1979 ; état retraçant l'effort social de la nation (résultats

1975, 1976, 1977) ; présentation fonctionnelle du budget de l'Etat ; rapport sur les taxes parafiscales ; régionalisation du budget de l'équipement pour 1978 et aménagement du territoire (tome I, les principaux éléments de la politique suivie pour l'aménagement du territoire et l'action régionale) ; XIIIe rapport du conseil du fonds de développement économique et social pour 1977-1978, et *errata*.

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Le 3 octobre 1978 :

– renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ;

– renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères ;

– renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées ;

– renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

– renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges.

Rapport général n° 570 [5 octobre 1978].

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Fernand Icart.

Tome I. – Rapport général.

Tome II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances. – Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. – Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (nommés le 20 avril 1978) :

I. – BUDGETS CIVILS

A. – BUDGET GENERAL.

Annexes n[os] :

1. – Affaires étrangères : M. Jacques Marette.

Agriculture :

2. – Dépenses ordinaires : M. Robert Bisson.

3. – Dépenses en capital : M. Pierre Joxe.

4. – Marchés agricoles : M. Jacques Chaminade.

5. – Anciens combattants : M. Henri Ginoux.

Commerce et artisanat :

6. – Commerce : M. Alain Bonnet.

7. – Artisanat : M. Pierre Goldberg.

8. – Commerce extérieur (crédits de l'économie et du budget) : M. Christian Pierret.

9. – Coopération : M. André-Georges Voisin.

Culture et communication :

10. – Culture : M. Maurice Tissandier.

11. – Information : M. Robert-André Vivien.

12. – Radiotélévision : M. Joël Le Tac.

13. – Départements d'outre-mer : M. Jean-Pierre de Rocca Serra.

Economie et budget :

14. – I. – Charges communes : M. Augustin Chauvet.

15. – II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget : M. Emannuel Hamel.

Education :

16. – Dépenses ordinaires : M. Jean Royer.

17. – Constructions scolaires : M. Lucien Neuwirth.

Environnement et cadre de vie :

18. – Environnement : M. Georges Mesmin.

19. – Logement : M. François d'Aubert.

20. – Urbanisme : M. Rémy Montagne.

21. – Industrie : M. Gilbert Gantier.

22. – Industrie (petite et moyenne industrie) : M. Jacques Féron.

23. – Intérieur : M. Roger Fossé.

24. – Intérieur (collectivités locales) : M. Alain Mayoud.

Jeunesse, sports et loisirs :

25. – Jeunesse et sports : M. Bernard Marie.

26. – Tourisme : M. Philippe Madrelle.

27. – Justice : M. Germain Sprauer.

28. – Justice (condition pénitentiaire) : M. Alain Bonnet.

Santé et famille :

29. – Travail et santé : I. – Section commune, santé et assurance maladie : M. Bernard Pons.

30. – Sécurité sociale : M. Laurent Fabius.

Services du Premier ministre :

31. – I. – Services généraux divers : M. René Rieubon.

32. – Aménagement du territoire : M. Paul Alduy.

33. – Fonction publique : M. Paul Alduy.

34. – II. – Journaux officiels. – IV. – Conseil économique et social : M. Maurice Pourchon.

35. – V. – Commissariat général du Plan : M. Michel Rcard.

36. – VI. – Recherche : M. Jean-Pierre Chevènement.

37. – Territoires d'outre-mer : M. Gaston Flosse.

Transports :

38. – I. – Section commune ; II. – Transports terrestres : M. Pierre Cornet.

39. – III. – Aviation civile et météorologie : M. Pierre Bas.

40. – IV. – Marine marchande : M. Albert Denvers.

41. – V. – Routes, ports et voies navigables : M. Henri Torre.

42. – Travail et participation : M. Dominique Frélaut.

43. – Travail et participation (formation professionnelle) : M. Arthur Dehaine.

44. – Travail et participation (travailleurs immigrés) : M. Parfait Jans.

45. – Universités : M. Claude Coulais.

B. – BUDGETS ANNEXES

46. – Imprimerie nationale : Mme Gisèle Moreau.

– Journaux officiels (voir ci-dessus annexe n° 34) : M. Maurice Pourchon.

47. – Légion d'honneur, ordre de la Libération : M. Christian Nucci.

48. – Monnaies et médailles : M. Roger Combrisson.

49. – Postes et télécommunications : M. Pierre Ribes.

50. – Prestations sociales agricoles : M. Jacques Jouve.

C. – DIVERS

51. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Alain Savary.

52. – Taxes parafiscales : M. Robert Vizet.

II. – BUDGETS MILITAIRES

Défense :

53. – Considérations générales S.G.D.N. Dépenses en capital : M. Jacques Cressard.

54. – Dépenses ordinaires, essences : M. André Rossi.

55. – Entreprises nationales : M. Edgar Faure.

AVIS

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 571 [5 octobre 1978] :

Tome I. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Delehedde.

Tome II. – Agriculture : enseignement agricole : M. Jean Brocard.

Tome III. – Anciens combattants : M. Jean Falalal.

Culture et communication :

Tome IV. – Culture : M. Georges Fillioud.

Tome V. – Cinéma : M. Jack Ralite.

Tome VI. – Information et communication : M. Didier Bariani.

Tome VII. – Radiotélévision : M. Jean de Préaumont.

Tome VIII. – Education : M. Etienne Pinte.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. – Environnement : M. Michel Péricard.

Tome X. – Logement (problème social) : M. Maurice Andrieu.

Tome XI. – Jeunesse, sports et loisir : jeunesse et sports : M. Robert Héraud.

Santé et famille :

Tome XII. – Santé et assurance maladie : M. Jean Delaneau.

Tome XIII. – Sécurité sociale : M. Joseph Legrand.

Services du Premier ministre :

Tome XIV. – Recherche : M. Jean-Claude Pasty.

Tome XV. – Services d'information : M. Jean Boinvilliers.

Travail et participation :

Tome XVI. – Travail : M. Jacques Sourdille.

Tome XVII. – Participation : M. Jean-Pierre Delalande.

Tome XVIII. – Population : M. Jean Fonteneau.

Tome XIX. – Travail manuel : M. Daniel Boulay.

Tome XX. – Formation professionnelle : M. Pierre Zarka.

Tome XXI. – Travailleurs immigrés : M. Bernard Derosier.

Tome XXII. – Universités : M. Louis Le Pensec.

Tome XXIII. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Briane.

Commission des affaires étrangères, avis n° 572 [5 octobre 1978] :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Xavier Deniau.

Tome II. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Chandernagor.

Tome III. – Coopération : M. Henri Ferretti.

Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 573 [5 octobre 1978] :

Défense :

Tome I. – Dépenses en capital : M. Guy Cabanel.

Tome II. – Dépenses ordinaires : M. Jean-Pierre Bechter.

Tome III. – Section commlune, essence : M. Pierre Mauger.

Tome IV. – Section Air : M. Loïc Bouvard.

Tome V. – Section Forces terrestres : M. Jean Bozzi.

Tome VI. – Section Marine : M. René Tomasini.

Tome VII. – Section Gendarmerie : M. Roger Chinaud.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 574 [5 octobre 1978] :

Tome I. – Justice : M. Maurice Charretier.

Tome II. – Intérieur : M. Michel Aurillac.

Tome III. – Services du Premier ministre : fonction publique : M. Gérard Longuet.

Tome IV. – Départements d'outre-mer : M. Philippe Séguin.

Tome V. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Piot.

Commission de la production et des échanges, avis n° 575 [5 octobre 1978] :

Agriculture :

Tome I. – Dépenses ordinaires : M. Jean Desanlis.

Tome II. – Dépenses en capital : M. Roland Huguet.

Tome III. – Commerce et artisanat : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.

Tome IV. – Commerce extérieur (crédits de l'économie et du budget) : M. René de Branche.

Tome V. – Départements d'outre-mer : M. Claude Martin.

Tome VI. – Economie et budget : consommation : M. Martin Malvy.

Environnement et cadre de vie :

Tome VII. – Environnement : M. Alex Raymond.

Tome VIII. – Logement : M. Pierre Weisenhorn.

Tome IX. – Urbanisme : M. Henri Canacos.

Tome X. – Industrie : M. Julien Schvartz.

Tome XI. – Industrie (petite et moyenne industrie) : M. Xavier Hamelin.

Tome XII. – Jeunesse, sports et loisirs : tourisme : M. Jean Begault.

Services du Premier ministre.

Tome XIII. – Aménagement du territoire : M. Pascal Clément.

Tome XIV. – Commissariat général du Plan : Mme Myriam Barbera.

Tome XV. – Recherche : M. Antoine Porcu.

Tome XVI. – Territoires d'outre-mer : M. Pierre Courderc.

Transports.

Tome XVII. – Transports terrestres : M. Pierre Forgues.

Tome XVIII. – Aviation civile et météorologie : M. Claude Labbé.

Tome XIX. – Marine marchande : M. André Duroméa.

Tome XX. – Routes : M. Michel Manet.

Tome XXI. – Ports et voies navigables : M. Jean Valleix.

Tome XXII. – Postes et télécommunications : M. Robert Wagner.

Tome XXIII. – Prestations sociales agricoles : M. Emile Bizet.

Tome XXIV. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Michel Delprat.

Tome XXV. – Economie et budget (entreprises nationales) : M. Henri Emmanuelli.

DISCUSSION GENERALE ET PREMIERE PARTIE les 11, 12, 13 et 17 octobre 1978. – DISCUSSION DEUXIEME PARTIE les 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27 octobre 1978 et 2, 3, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 16, 17 novembre 1978. – Deuxième délibération le 17 novembre 1978. – Adoption le 17 novembre 1978. – Projet de loi de finances **n° 79.**

SENAT (première lecture) n° 73 (1978-1979). Dépôt le 21 novembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [21 novembre 1978]. – Rapporteur général de la commission des finances : M. Maurice Blin. – Rapport général n° 74 (1978-1979) [21 novembre 1978].

Tome I. – Le budget de 1979 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances).

Rapports spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – BUDGET GENERAL.

Annexes n^{os} :

1. – Affaires étrangères : M. Gustave Héon.

2. – Agriculture : M. Roland Boscary Monsservin.

3. – Anciens combattants : M. Jean Cluzel.

4. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.

5. – Commerce extérieur : M. Tony Larue.

6. – Coopération : M. Robert Schmitt.

Culture et communication :

7. – Culture : M. Jean-Pierre Fourcade.

8. – Information : M. Henri Goetschy.

9. – Départements d'outre-mer : M. René Jager.

Economie et budget :

10. – I. – Charges communes ; II. – Section commune : M. Henri Tournan.

11. – III. – Economie ; IV. – Budget : M. Henri Tournan.

12. – Education : M. Charles Alliès.

Environnement et cadre de vie :

13. – Environnement : M. Raymond Marcellin.

14. – Logement et cadre de vie : M. Josy Moinet.

15. – Industrie : M. Jacques Descours Desacres.

16. – Intérieur (et rapatriés) : M. Joseph Raybaud.

Jeunesse, sports et loisirs :

17. – I. – Jeunesse et sports : M. Gaston Pams.

18. – II. – Tourisme : M. Yves Durand.

19. – Justice : M. Georges Lombard.

Services du Premier ministre :

20. – I. – Services généraux : M. Henri Duffaut.

21. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.

22. – II. – Journaux officiels : M. Paul Jargot.

23. – III. – Secrétariat général de la défense nationale : M. Raymond Marcellin.

24. – IV. – Conseil économique et sociale : M. Paul Jargot.

25. – V. – Commissariat général du Plan : M. Anicet Le Pors.

26. – VI. – Recherche : M. Jacques Descours Desacres.

27. – Territoires d'outre -mer : M. René Jager.

Transports :

28. – I. – Section commune ; II. – Transports terrestres : M. Marcel Debarge.

29. – III. – Aviation civile et météorologie : M. Marcel Fortier.

30. – IV. – Marine marchande : M. Anicet Le Pors.

31. – V. – Routes et voies navigables : M. Josy Moinet.

32. – Ports : M. Tony Larue.

Travail et santé :

33. – I. – Section commune ; II. – Travail et participation : M. André Fosset.

34. – III. – Santé et famille : M. Paul Ribeyre.

35. – Sécurité sociale : M. Marcel Fortier.

36. – Universités : M. René Chazelle.

B. – BUDGETS ANNEXES.

37. – Imprimerie nationale : M. Camille Vallin.

. – Journaux officiels (1) : M. Paul Jargot.

38. – Légion d'honneur et ordre de la Libération : M. Henri Duffaut.

39. – Monnaies et médailles : M. Jean-Pierre Fourcade.

40. – Postes et télécommunications : M. Louis Perrein.

41. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Chamant.

II. – CREDITS MILITAIRES

A. – BUDGET GENERAL.

42. – Dépenses ordinaires : M. Modeste Legouez.

43. – Dépenses en capital : M. Jean Francou.

B. – BUDGET ANNEXE.

44. – Essences : M. Henri Duffaut.

Autres dispositions

45. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Christian Poncelet.

46. – Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974) : M. Jean Cluzel.

AVIS

Le 21 novembre 1978 : renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission des affaires culturelles, avis n° 75 (1978-1979) :

Tome I. – Culture : M. Michel Miroudot.

Tome II. – Cinéma-théâtre dramatique : M. Jacques Carat.

Tome III. – Environnement : M. Hubert Martin.

(1) Voir ci-dessus annexe n° 22.

Tome IV. – Education : M. Adolphe Chauvin.

Tome V. – Enseignement agricole : M. René Tinant.

Tome VI. – Enseignements supérieurs : M. Jean Sauvage.

Tome VII. – Recherche scientifique et technique : M. Edmond Valcin.

Tome VIII. – Formation professionnelle continue : M. Paul Seramy.

Tome IX. – Jeunesse et sports : M. Roland Ruet.

Tome X. – Information-presse : M. Henri Caillavet.

Tome XI. – Radiodiffusion-télévision : M. Henri Caillavet.

Tome XII. – Relations culturelles, scientifiques et techniques : M. Jacques Habert.

Tome XIII. – Coopération : M. Maurice Vérillon.

Commission des affaires économiques et du PLan, avis n° 76 (1978-1979) :

Tome I. – Agriculture : M. Michel Sordel.

Tome II. – Aménagement rural : M. Jules Roujon.

Tome III. – Industrie : M. Francisque Collomb.

Tome IV. – Energie : M. Jean-François Pintat.

Tome V. – Recherche scientifique : M. Pierre Noé.

Tome VI. – Commerce et artisanat : M. Raymond Brun.

Tome VII. – Consommation et concurrence : M. Gérard Ehlers, en remplacement de M. Fernand Chatelain.

Tome VIII. – Commerce extérieur : M. Maurice Prévoteau.

Tome IX. – Aménagement du territoire : M. André Barroux.

Tome X. – Plan : M. Marcel Lucotte.

Tome XI. – Routes et voies navigables : M. Amédée Bouquerel.

Tome XII. – Ports maritimes : M. Daniel Millaud.

Tome XIII. – Logement : M. Robert Laucournet.

Tome XIV. – Urbanisme : M. pierre Ceccaldi-Pavard.

Tome XV. – Tourisme : M. Paul Malassagne.

Tome XVI. – Environnement : M. Richard Pouille.

Tome XVII. – Transports terrestres : M. Auguste Billiemaz.

Tome XVIII. – Aviation civile : M. Bernard Legrand.

Tome XIX. – Marine marchande : M. Joseph Yvon.

Tome XX. – Postes et télécommunications : M. Pierre Marzin.

Tome XXI. – Départements d'outre-mer : M. Bernard Parmantier.

Tome XXII. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Mossion.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 77 (1978-1979) :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Claude Mont.

Tome II. – Affaires étrangères. – Relations culturelles : M. Francis Palmero.

Tome III. – Coopération : M. Louis Martin.

Tome IV. – Défense. – Section commune : M. Jacques Genton.

Tome V. – Défense. – Section Gendarmerie : M. Lucien Gautier.

Tome VI. – Défense. – Section Forces terrestres : M. Jacques Chaumont.

Tome VII. – Défense. – Section Air : M. Albert Voilquin.

Tome VIII. – Défense. – Section Marine : M. Max Lejeune.

Comission des affaires sociales, avis n° 78 (1978-1979) :

Tome I. – Anciens combattants : M. Marcel Souquet.

Tome II. – Santé : M. Jean Chérioux.

Tome III. – Travail et emploi : M. André Méric.

Tome IV. – Sésurité sociale : M. Louis Boyer.

Tome V. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Gravier.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 79 (1978-1979) :

Tome I. – Intérieur : M. Jean Nayrou.

Tome II. – Justice : M. Jacques Thyraud.

Discussion les 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30 novembre 1978, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 10 décembre 1978. – Projet de loi de finances **n° 26** (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 781.** Dépôt le 11 décembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [11 décembre 1978] (p. 9174). – Nomination [11 décembre 1978] (p. 9239).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Augustin Chauvet, Gilbert Gantier, Fernand Icart, Rémy Montagne, Bernard Pons, Pierre Ribes, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Lucien Neuwirth, Maurice Ligot, Jean-Paul de Rocca Serra, Henri Ginoux, Louis Sallé, Emmanuel Hamel, Georges Mesmin.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Henri Tournan, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, André Fosset, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Gaston Pams, Marc Jacquet, Modeste Legouez, Georges Lombard, Yves Durand.

Bureau [13 décembre 1978] (p. 9384). – Président : M. Robert-André Vivien ; vice-président : M. Edouard Bonnefous.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 784** [13 décembre 1978]. – Discussion le 14 décembre 1978. – Adoption avec modification le 14 décembre 1978. – Projet de loi de finances **n° 117.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 139 (1978-1979) [13 décembre 1978]. – Discussion le 14 décembre 1978. – Adoption définitive le 14 décembre 1978. – Projet de loi de finances n° 30 (1978-1979).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (article 61, alinéa 2 de la Constitution), le 15 décembre 1978 par MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Mme Angèle Chavatte, M. Jacques Chaminade, Mme Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Goeuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Alain Léger, Joseph Legrand, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka, députés.

Décision le 29 décembre 1978 [*J.O.* du 30 décembre 1978] (p. 4413, 4414). – Conforme en totalité.

Loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1978 (p. 4439).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 4 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **8** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 10 *bis* (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **16** : 14 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : 14 B (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **18** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **19** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **20** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **21** : 16 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : 16 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **25** : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **26** : 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **28** : 22 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **29** : 23 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **30** : 23 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **31** : 24 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **32** : 24 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **33** : 25 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** : 25 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **35** : 26 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **36** : 27 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **37** : 28 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **38** : 29 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **39** : 30 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **40** : 30 *bis* A (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **41** : 30 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **42** : 31 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **43** : 31 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : 32 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **45** : 33 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **46** et **état A** : 34 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **47** : 35 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **48** et **état B** : 36 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **49** et **état C** : 37 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **50** : 38 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **51** : 39 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **52** et **état D** : 40 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **53** : 41 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **54** : 42 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **55** : 43 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **56** : 43 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **57** : 44 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. pour coordination).
Loi, article **58** : 45 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **59** : 46 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **60** : 47 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **61** : 48 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **62** : 49 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **63** : 50 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **64** : 51 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **65** : 52 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **66** : 53 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **67** et **état E** : 54 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **68** et **état F** : 55 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **69** et **état G** : 56 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **70** et **état H** : 57 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **71** : 58 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **72** : 59 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **73** : 60 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **74** : 61 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **75** : 62 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **76** : 63 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **77** : 64 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **78** : 65 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **79** : 66 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **80** : 67 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **81** : 68 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **82** : 69 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **83** : 69 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **84** : 70 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **85** : 71 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **86** : 72 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **87** : 73 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **88** : 73 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **89** : 73 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **90** : 73 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **91** : 73 *quinquies* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **92** : 74 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **93** : 74 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **94** : 75 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **95** : 76 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **96** : 76 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **97** : 76 *quater* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **98** : 76 *quinquies* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **99** : 76 *sexies* (A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **100** : 76 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **101** : 77 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **102** : 77 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **103** : 78 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **104** : 78 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **105** : 79 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **106** : 79 *bis A* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **107** : 79 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **108** : 79 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **109** : 80 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **110** : 81 (A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale et examen de la première partie de la loi de finances :

DISCUSSION GENERALE [11 et 12 octobre 1978].

Question préalable de M. Combrisson (Roger) ; Marchais (Georges) (p. 5940, 5941, 5942) ; Hamel (Emmanuel) (p. 5943, 5944) ; rejet par scrutin public n° 87 (p. 5945) ; liste de votants (p. 5947, 5948).

Agriculture : *Jagoret (Pierre)*, (p. 5956, 5957) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 5993).

Avoir fiscal : *Combrisson (Roger)*, (p. 5989) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 5990).

Budget social : *Papon (Maurice)*, (p. 5938).

Commission économique européenne (C.E.E.) : *Taddei (Dominique)*, (p. 5993, 5994).

Centres de gestion agréés : *Papon (Maurice)*, (p. 5939).

Collectivités locales : *Papon (Maurice)*, (p. 5996) ; *Icart (Fernand)*, (p. 5936) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 5954, 5955).

Commerce extérieur : *Papon (Maurice)*, (p. 5937, 5996) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5943) ; *Marchais (Georges)*, (p. 5941) ; *Richard (Lucien)*, (p. 5949) ; *Pierret (Christian)*, (p. 5951) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5978, 5981) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 5989).

Crédit (encadrement du) : *Richard (Lucien)*, (p. 5950) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 5953) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 5958).

Déficit budgétaire : *Papon (Maurice)*, (p. 5937, 5938, 5996, 5997) ; *Icart (Fernand)*, (p. 5934) ; *Pierret (Christian)*, (p. 5951) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 5953) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 5957) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 5963) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5980) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5981, 5997).

Durée du travail : *Papon (Maurice)*, (p. 5997) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5944) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5985) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5983).

Emploi (action pour l') : *Papon (Maurice)*, (p. 5938, 5939, 5997) ; *Icart (Fernand)*, (p. 5935) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5944) ; *Richard (Lucien)*, (p. 5950) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 5955) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 5963) ;

Marette (Jacques), (p. 5978, 5979) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5985) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5981).

Enseignement : *Le Pensec (Louis)*, (p. 5967, 5968) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 5990, 5991).

Entreprises publiques : *Papon (Maurice)*, (p. 5938, 5939) ; *Icart (Fernand)*, (p. 5935, 5936) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5988).

Femmes : *Moreau (Gisèle)*, (p. 5965, 5966).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Icart (Fernand)*, (p. 5936) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5944).

Fraude fiscale : *Papon (Maurice)*, (p. 5939, 5940) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 5964, 5965) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5986).

Impôt sur la fortune : *Vizet (Robert)*, (p. 5960) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 5965) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5989) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5983).

Impôt sur le revenu : *Icart (Fernand)*, (p. 5933) ; *Papon (Maurice)*, (p. 5994) ; *Vizet (Robert)*, (p. 5959, 5960) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5986) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5983).

Inflation : *Papon (Maurice)*, (p. 5937) ; *Pierret (Christian)*, (p. 5951) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 5953) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 5963) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5978) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5981).

Investissement : *Marette (Jacques)*, (p. 5979) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5985) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5987) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 5989, 5990).

Libération des prix : *Papon (Maurice)*, (p. 5938) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5980) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5987).

Licenciements (législation sur les) : *Rolland (Hector)*, (p. 5961) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5981) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5989).

Logement (politique du) : *Avice (Edwige)*, (p. 5992).

Pétrole : *Marchais (Georges)*, (p. 5941) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5978).

P.M.E. : *Pierret (Christian)*, (p. 5951).

Police (crédits de la) : *Papon (Maurice)*, (p. 5939) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 5946).

Politique monétaire : *Richard (Lucien)*, (p. 5949) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 5952).

Programmation militaire : *Papon (Maurice)*, (p. 5939) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5978) ; *d'Aubert (François)*, (p. 5983).

Programme d'action prioritaire : *Pierret (Christian)*, (p. 5951) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5940) ; *Marchais (Georges)*, (p. 5940, 5941, 5942) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 5943, 5944).

Réévaluation des bilans : *Papon (Maurice)*, (p. 5995) ; *Richard (Lucien)*, (p. 5950) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 5956) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 5959) ; *Gantier (Gilbert)*.

Rentes viagères : *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 5966).

Sécurité sociale et charges sociales : *Papon (Maurice)*, (p. 5937, 5938) ; *Richard (Lucien)*, (p. 5950) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 5959) ; *Marette (Jacques)*, (p. 5980) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 5988) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5982) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 5992, 5993).

T.V.A. : *Fabius (Laurent)*, (p. 5983).

V.R.P. (avantages fiscaux des) : *Rolland (Hector)*, (p. 5962).

DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE DE LA LOI DE FINANCES (articles 1er à 34) [12 octobre 1978] (p. 6000) [13 octobre 1978] (p. 6074) [17 octobre 1978] (p. 6114).

ART. 1er (autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir les impôts non autorisés) : *inscrit : M. Ralite (Jack)* ; proteste contre les annulations de crédits destinés à l'éducation et inscrits dans la loi de finances pour 1978 (p. 6000).

MM. Marette (Jacques), Papon (Maurice).

– article 1er adopté (p. 6001).

AVANT L'ART. 2 : *amendement n° 30* de M. Roger Combrisson (instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées prenant pour assiette les actifs physiques de ces sociétés) : rejeté par scrutin public n° 88 (p. 6003) ; liste des votants (p. 6016, 6017) ; *amendement n° 86* de M. Laurent Fabius (instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public prenant pour assiette l'actif net de ces sociétés) : rejeté par scrutin public n° 89 (p. 6003) ; liste des votants (p. 6017, 6018) ; *amendement n° 31* de M. Roger Combrisson (institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté par scrutin public n° 90 (p. 6005) ; liste des votants (p. 6018, 6019) ; *amendement n° 85* de M. Laurent Fabius (instauration d'un impôt annuel et progressif sur la fortune des personnes physiques) : rejeté par scrutin public n° 91 (p. 6005) ; liste des votants (p. 6019, 6020) ; *amendement n° 87* de M. Laurent Fabius (taxation à l'impôt sur le revenu du produit des placements en valeurs mobilières effectués en vertu des engagements d'épargne à long terme ; taxation des dividendes versés par des

sociétés immobilières d'investissements ou des sociétés immobilières de gestion) : rejeté (p. 6006).

MM. Combrisson (Roger), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Marette (Jacques), Chinaud (Roger).

ART. 2 (fixation du barème d'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) : *amendement n° 149* de M. Parfait Jans (revalorisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; exonération des contribuables gagnant moins de 2 400 francs par mois ; augmentation de l'impôt frappant les hauts revenus ; limitation de l'atténuation d'impôt résultant du jeu du quotient familial ; déduction appliquée aux revenus des personnes âgées ; suppression de l'avoir fiscal ; régime fiscal des dirigeants de sociétés) : rejeté (p. 6008) ; *amendement n° 134* de M. Laurent Fabius (revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu ; limitation de l'atténuation d'impôt résultant du jeu du quotient familial ; suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6008) ; *amendement n° 191* de M. Fernand Icart (déduction fiscale accordée aux contribuables salariés ne disposant que d'une part de quotient familial ; augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance automobile) ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 6010) : modifié et devenant sans objet (p. 6012) ; *amendement n° 6* de la commission (exonération d'impôt sur le revenu des contribuables célibataires salariés dont le revenu brut n'excède pas le montant du S.M.I.C. ; augmentation du taux de la taxe annuelle sur les encours de crédit) ; retiré par la commission et repris par MM. Laurent Fabius, Roger Combrisson et Joseph Comiti : adopté (p. 6012) [13 octobre 1978] (p. 6074) ; *amendement n° 34* de M. Alain Léger (attribuant une demi-part supplémentaire aux grands infirmes ; régime fiscal des dirigeants de sociétés) : rejeté (p. 6075) ; *amendement n° 89* de M. Laurent Fabius (régime fiscal des dirigeants de sociétés) : rejeté (p. 6075) ; *amendement n° 190* de M. Roger Combrisson (régime fiscal des dirigeants de sociétés) : rejeté (p. 6075) ; *amendement n° 162* de Mme Gisèle Moreau (extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à toutes les mères de famille qui exercent une activité professionnelle) : rejeté (p. 6076) ; *amendement n° 90* de M. Laurent Fabius (remplacement de la déduction pour frais de garde par un crédit d'impôt calculé par enfant) : rejeté (p. 6076) ; *amendement n° 36* de M. Dominique Frelaut (limitant l'atténuation d'impôt résultant du jeu du quotient familial) : rejeté (p. 6077) ; *amendement n° 111* de M. Maurice Andrieux (abattement correspondant à six mois de salaire perçu au cours de l'année qui suit le service national pour les jeunes salariés gagé par l'abrogation de la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 6078) ; *amendement n° 160* de M. Lucien Neuwirth (suspension de la perception de l'I.R.P.P. pendant la durée du service national gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance) : adopté (p. 6078) ; *amendement n° 112* de M. René Rieubon (extension de l'abattement de 10 p. 100 à chaque retraité gagé par un relèvement de l'impôt sur les sociétés)) : rejeté (p. 6078) ; *amendement n° 135* de M. Joseph Franceschi (relèvement de la limite des cotisations en deçà de laquelle aucun versement n'est demandé au contribuable gagé par la suppression des possibilités de déduction sur les revenus imposables des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition et l'entretien des propriétés immobilières) ; *sous-amendement n° 195* de M. Laurent Fabius (modification du gage de l'amendement n° 135 ; institution d'une taxe par formule de chèques non barrés d'avance) : adopté (p. 6080) ; *sous-amendement* de M. Robert Vizet (bénéficiaires de l'exonération d'impôt prévue à l'amendement n° 135 considérés comme non imposables) : déclaré irrecevable (p. 6080) ; amendement n° 135, ainsi modifié, adopté (p. 6080).

MM. Jans (Parfait), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Vivien (Robert-André), Combrisson (Roger), Chinaud (Roger), Comiti (Joseph), Marette (Jacques), Mme Moreau (Gisèle), MM. Frelaut (Dominique), Vizet (Robert), Franceschi (Joseph), Ginoux (Henri), de Branche (René).

– article 2 ainsi modifié, adopté (p. 6080).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 37* de M. René Rieubon (suspension du versement du solde de l'I.R.P.P. pour les chômeurs gagé par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6081) ; *amendement n° 128* de M. Roger Gouhier (exonération de l'impôt sur le revenu des chèques vacances) : rejeté (p. 6082) ; *amendement n° 91* de M. Laurent Fabius (exonération de l'impôt sur le revenu des titres vacances gagée par la suppression de la provision pour reconstitution de gisements) : rejeté (p. 6082) ; *amendement n° 133* de M. Lucien Neuwirth (augmentation des déductions pour les dons aux organismes d'intérêt public gagée par une limitation de la déduction supplémentaire pour frais professionnels) : rejeté (p. 6083) ; *amendement n° 136* de M. Laurent Fabius (déduction du revenu imposable des sommes versées par un conjoint divorcé pour l'entretien des enfants) : rejeté (p. 6083).

MM. Gosnat (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Hamel (Emmanuel), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Fabius (Laurent), Comiti (Joseph), Marette (Jacques).

ART. 3 (suppression du plafond au-delà duquel les rentes viagères constituées à titre onéreux sont imposables sur 80 p. 100 de leur montant) : adopté (p. 6083).

AVANT L'ART. 4 : *amendement n° 137* de M. Joseph Franceschi (alignement de l'abattement de 10 p. 100 sur les retraites sur l'abattement appliqué aux salariés gagé par la majoration de la taxe sur les contrats d'assurance) : réservé (p. 6085) (suite après l'article 33).

MM. Franceschi (Joseph), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Comiti (Joseph), Fabius (Laurent), de Branche (René), Vivien (Robert-André), Mauger (Pierre).

ART. 4 (relèvement du montant minimal de déduction pour frais professionnels des salariés) : réservé (p. 6086) ; *amendement n° 38* de M. Dominique Frelaut (relèvement du montant minimal de la déduction forfaitaire pour frais professionnels gagé par la suppression de la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 6086) ; *amendement n° 138* de M. Joseph Franceschi : réservé (p. 6086) (suite après l'article 33).

MM. Frelaut (Dominique), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Franceschi (Joseph), Vivien (Robert-André), Fabius (Laurent).

AVANT L'ART. 5 : *amendement n° 92* de M. Laurent Fabius (limitation de la déduction des intérêts des prêts contractés pour la construction d'immeubles) : rejeté (p. 6087).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 5 (réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers) : *amendement n° 93* de M. Laurent Fabius (suppression des déductions forfaitaires prévues à l'article 5) : rejeté (p. 6087) ; *amendement n° 125* de M. Gilbert Gantier (maintien du taux de 25 p. 100 pour les immeubles à usage industriel) : adopté (p. 6088).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gantier (Gilbert), d'Aubert (François), Dehaine (Arthur).

– article 5 ainsi modifié, adopté (p. 6088).

ART. 6 (unification des régimes de déduction des primes d'assurance-vie) : *amendement n° 197* de M. Laurent Fabius (établissement d'un système de crédit d'impôt pour l'exonération fiscale relative aux contrats d'assurance-vie) : rejeté (p. 6089) ; *amendement n° 7* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6089.

MM. Marette (Jacques), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 6 ainsi modifié, adopté (p. 6089).

ART. 7 (relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant) : réservé (p. 6089) (suite après la discussion de l'article 33).

M. Papon (Maurice).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 199* de M. Laurent Fabius (exonération temporaire de l'impôt sur le revenu pour les exploitants agricoles débutants et taxation des bénéfices élevés réalisés par les grandes exploitations) : rejeté (p. 6090).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), d'Aubert (François).

ART. 8 (relèvement de la part exonérée de la contribution de l'employeur au financement des titres restaurant) : adopté (p. 6090).

ART. 9 (déduction des dépenses effectuées en vue d'économiser l'énergie destinée au chauffage) : *amendement n° 9* de la commission (suppression de l'abrogation de la déduction pour les dépenses effectuées après le 31 décembre 1980) : adopté (p. 6091).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), de Maigret (Bertrand).

– article 9 ainsi modifié, adopté (p. 6091).

ART. 10 (limite d'application de l'abattement spécifique applicable aux salaires et pensions ainsi qu'aux bénéfices des adhérents des associations et des centres de gestion agréés) : inscrit : *M. Hamel (Emmanuel)*, exprime sa sympathie envers les Libanais, multiplication des adhésions aux centres de gestion agréés, absence de dispositions dans l'article 10 relatives au relèvement du seuil permettant d'adhérer à un centre de gestion agréé [17 octobre 1978] (p. 6115) ; *amendements* identiques de suppression *n°s 10* de la commission et *194* de M. Maurice Dousset ; amendement n° 194 : retiré ; amendement n° 10 : rejeté (p. 6117).

MM. Salle (Louis), Icart (Fernand), Millon (Charles), Papon (Maurice), Dehaine (Arthur), Dousset (Maurice).

– article 10 adopté (p. 6117).

APRES L'ART. 10 : *amendement n° 80* de M. Alain Léger (suppression de l'avoir fiscal) ; difficultés des handicapés ; nécessité d'autoriser le cumul du salaire avec l'allocation aux handicapés adultes ; possibilité de financer cette mesure par l'amendement n° 80 : rejeté par scrutin public n° 92 (p. 6118) ; liste des votants (p. 6135, 6136) ; *amendement n° 202* du Gouvernement (relèvement des limites de

chiffre d'affaires ou de recettes prévues pour l'octroi des allègements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion agréés) : adopté (p. 6118).

MM. Léger (Alain), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Hamel (Emmanuel).

AVANT L'ART. 11 : *amendement n° 192* de M. Dominique Frelaut (taux zéro de la T.V.A. sur les produits de première nécessité gagé par l'institution d'un impôt sur la fortune) : rejeté (p. 6119) ; *amendement n° 140* de M. Laurent Fabius (taux zéro de la T.V.A sur les produits alimentaires de première nécessité gagé par la suppression du titre I du texte relatif à l'orientation de l'épargne) : rejeté (p. 6119).

MM. Jans (Parfait), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent).

ART. 11 (opérations bancaires et financières, suppression de la taxe sur les activités financières, option pour la taxe sur la valeur ajoutée, création d'une taxe annuelle sur les encours) : *amendement n° 143* du Gouvernement (maintien des exonérations de droit de timbre prévues pour les effets de commerce et les quittances) : adopté (p. 6120) ; *amendement n° 144* du Gouvernement (cas d'exonération de la taxe sur les encours, fraction taxable en 1979 fixée à 15 p. 100 des encours) : adopté (p. 6121) ; *amendement n° 11* de la commission (cas d'exonération de la taxe sur les encours) : devenu sans objet (p. 6121) ; *amendement n° 12* de la commission (modification du taux de la taxe prévue au paragraphe IV de l'article 11) : devenu sans objet (p. 6121) ; *amendement n° 145* du Gouvernement (maintien d'une exonération existant sous le régime de la taxe spéciale sur les activités financières) : adopté (p. 6121).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand).

– article 11 ainsi modifié, adopté (p. 6121).

AVANT L'ART. 12 : *amendement n° 141* de M. Michel Rocard (modification de la fiscalité applicable aux bulletins d'information des collectivités locales gagée par un accroissement de la fiscalité sur les véhicules de sociétés) : rejeté (p. 6122).

MM. Rocard (Michel), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice), Marie (Bernard).

ART. 12 (application du taux réduit de la T.V.A. au cinéma et de dispositions fiscales spécifiques au théâtre pornographique) : inscrit : *M. Ralite (Jack),* sa satisfaction devant la réduction du taux de T.V.A. appliqué au cinéma ; regrette qu'elle n'entre en vigueur que le 1er novembre 1979 ; ses réserves sur la taxation des spectacles pornographiques ; problème de l'utilisation par la profession cinématographique des sommes récupérées grâce à la baisse de la T.V.A. (p. 6123) ; *amendement n° 151* de M. Jack Ralite (fixant à 2,1 p. 100 le taux de la T.V.A. perçue sur les droits d'entrée dans les salles d'art et d'essai ; régime fiscal des fusions ou scissions de sociétés) : rejeté (p. 6126) ; *amendement n° 41* de M. Jack Ralite (application au 1er janvier 1979 des dispositions de l'article 12) : rejeté (p. 6126).

MM. Taddei (Dominique), d'Aubert (François), Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Ducoloné (Guy), Stasi (Bernard).

– article 12 adopté (p. 6126).

APRES L'ART. 12 : *amendement n° 42* de M. Dominique Frelaut (remboursement aux collectivités locales de la T.V.A. payée sur le prix de leurs travaux ; institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 6127).

MM. Jans (Parfait), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 13 (exonération de la T.V.A. pour certaines opérations relatives au service public de transmission de données) : inscrit : *M. Jouve (Jacques),* gestion par une société d'économie mixte du service de transmission de données par paquets Transpac (p. 6127) ; immixtion des capitaux privés dans le financement du service de la transmission des données portant un coup au monopole des P.T.T. : demande la suppression de l'article 13 (p. 6128) ; *amendements* identiques *n° 13* de la commission et *n° 44* de M. Jacques Jouve (suppression de l'article 13) : rejetés (p. 6130).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Ribes (Pierre), Marette (Jacques).

Mme Chonavel (Jacqueline) : regrette qu'ait été déclaré irrecevable en commission l'amendement communiste fixant à zéro le taux de la T.V.A. perçue sur les investissements hospitaliers.

– article 13 adopté (p. 6130).

AVANT L'ART. 14 : *amendement n° 14* de la commission (fixation, à l'initiative du Gouvernement, du taux et des modalités de la déduction accordée par la loi de finances pour 1978 en matière de réévaluation des bilans) : retiré (p. 6130) ; *amendement n° 201* de M. Edgar Faure (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les conséquences fiscales de la réévaluation des bilans) : adopté (p. 6131) ; *amendement n° 15* de la commission (suppres-

sion du système de l'amortissement dégressif, sauf pour les investissements encouragés par le Plan) : rejeté (p. 6133) ; *amendement n° 45* de M. Roger Combrisson (extension du champ d'application de l'amortissement linéaire : fixation par décret du taux d'amortissement linéaire) : rejeté (p. 6133) ; *amendement n° 98* de M. Laurent Fabius (limitation de la rémunération des apports des associés au taux applicable aux bons du Trésor) : rejeté (p. 6140) ; *amendement n° 74* de M. Jacques Jouve (soumission de certaines rémunérations et dépenses à l'impôt sur le bénéfice des sociétés) : rejeté par scrutin public n° 93 (p. 6141) ; liste des votants (p. 6198, 6199) ; *amendement n° 99* de M. Laurent Fabius (limitation de la déduction applicable aux dépenses engagées pour les réunions des membres du personnel ou de personnes extérieures à l'entreprise) : rejeté par scrutin public n° 94 (p. 6141) ; liste des votants (p. 6199, 6200) ; *amendement n° 100* de M. Laurent Fabius (suppression de la déductibilité des frais de restaurant ; limitation des déductions pour frais de voyage) : rejeté par scrutin public n° 95 (p. 6141) ; liste des votants (p. 6200, 6201) ; *amendement n° 101* de M. Laurent Fabius (exclusion de certaines dépenses somptuaires des frais généraux) : rejeté par scrutin public n° 96 (p. 6142) : liste des votants (p. 6201, 6202) ; *amendement n° 16* de la commission (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport d'exécution sur l'article 3 de la loi du 13 septembre 1975 relatif à l'aménagement des charges sociales) : adopté (p. 6142).

MM. Icart (Fernand), Faure (Edgar), Papon (Maurice), Neuwirth (Lucien), Fabius (Laurent), Combrisson (Roger), Bariani (Didier), d'Aubert (François), de Maigret (Bertrand), Jouve (Jacques), Voisin (André-Georges).

ART. 14 (déduction en 1978 de la fraction de certains frais généraux exclus des charges déductibles de l'exercice 1977) : *amendement n° 102* de suppression, de M. Laurent Fabius : rejeté (p. 6143).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 14 adopté (p. 6143).

APRES L'ART. 14 : *amendement n° 46* de M. Dominique Frelaut (réintégration de diverses provisions dans le bénéfice imposable) : rejeté (p. 6143) ; nécessité de supprimer les contingents grevant les budgets communaux gagée par l'amendement 46.

MM. Jans (Parfait), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 15 (exonération des bénéfices réalisés par les petites ou moyennes entreprises industrielles nouvelles) : *amendement n° 47* de M. Roger Combrisson (limitation de l'article 15 aux sociétés n'ayant pas 25 p. 100 de leurs droits de vote détenus par d'autres sociétés) : rejeté (p. 6144).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Guermeur (Guy).

– article 15 adopté (p. 6144).

ART. 16 (relèvement des limites d'applications du taux majoré de la taxe sur les salaires) : *amendement n° 48* de M. Gilbert Millet (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux publics) : rejeté (p. 6145) ; *amendement n° 83* de M. Adrien Zeller (exonération des associations de la loi de 1901 gagée par une augmentation de la taxe sur les salaires due par les établissements de crédit et d'assurance) : rejeté (p. 6145).

Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Zeller (Adrien).

– article 16 adopté (p. 6145).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 49* de M. Guy Ducoloné (augmentation de l'impôt sur les bénéfices versés par les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement) : rejeté par scrutin public n° 97 (p. 6146) ; liste des votants (p. 6202, 6203) ; affectation des recettes de cet amendement aux pensions des anciens combattants.

MM. Ducoloné (Guy), Icart (Fernand), Papon (Maurice), de Maigret (Bertrand).

AVANT L'ART. 17 : *amendement n° 50* de M. Parfait Jans (suppression du seuil en deçà duquel le prélèvement de la taxe pour le financement des transports en commun n'est pas autorisé) : rejeté (p. 6147) ; *amendement n° 17* de la commission (abaissement du seuil en deçà duquel le prélèvement de la taxe pour le financement des transports en commun n'est pas autorisé) : rejeté (p. 6147).

ART. 17 (nouveau barème de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : inscrit : *M. Gosnat (Georges)* ; septième hausse de la fiscalité indirecte sur les produits pétroliers ; poids de cette fiscalité : 70,2 p. 100 du prix de vente des carburants ; caractère inflationniste de cette fiscalité (p. 6147) ; proteste contre l'absence d'un grand débat sur les questions pétrolières ; refus du Gouvernement de s'attaquer aux privilèges du lobby pétrolier ; dissimulation des bénéfices par les sociétés pétrolières ; libération des prix des produits pétroliers (p. 6148) ; *amendement n° 18* de la

commission (suppression des dispositions de l'article 17 tendant à exempter de la taxe intérieure de consommation les lubrifiants et produits assimilés) : rejeté (p. 6150) ; *amendement n° 207* du Gouvernement (application des dispositions visées à l'article 17 à partir du 1er juillet 1979) : adopté (p. 6150) ; *amendement n° 103* de M. Laurent Fabius (modification du barème de la taxe intérieure sur le mélange butane-propane) : rejeté (p. 6151) ; *amendement n° 51* de M. Georges Gosnat (suppression de la taxe intérieure sur les carburants et création d'une taxe de 7 p. 100 sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exerçant leur activité en France) : rejeté (p. 6151) ; *amendement n° 200* de M. Paul Quilès (réduction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers utilisés par les chauffeurs de taxi gagée par une augmentation de l'impôt forfaitaire annuel sur les sociétés) : rejeté par scrutin public n° 98 (p. 6152) ; liste des votants (p. 6203, 6204).

MM. Frédéric-Dupont (Edouard), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Hamelin (Xavier), Voisin (André-Georges), Guermeur (Guy), Fabius (Laurent), Quilès (Paul), de Branche (René).

– article 17 ainsi modifié, adopté (p. 6152).

APRES L'ART. 17 : *amendement n° 24* de M. Vincent Ansquer (taxe de stabilisation permettant de fixer un prix plancher pour la vente du fuel lourd et du fuel domestique) : retiré (p. 6153) ; *amendement n° 161* de M. Guy Guermeur (création d'une redevance de 0,01 centime par mégajoule sur le gaz, le charbon et les produits pétroliers à usage énergétique mis en vente sur le marché national) : retiré (p. 6154) ; repris par M. Jean-Pierre Cot (p. 6155) ; *sous-amendement n° 229* de Mme Marie Jacq à l'amendement n° 161 (application de la taxe prévue àl'amendement n° 161 aux carburants consommés par les entreprises) : rejeté (p. 6155) ; amendement n° 161 : rejeté (p. 6155).

MM. Anquer (Vincent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Ginoux (Henri), Guermeur (Guy), Cot (Jean-Pierre), Mme Jacq (Marie).

AVANT L'ART. 18 : *amendement n° 115* de M. François Grussenmeyer (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru) : réservé (p. 6157) : non adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3,de la Constitution (p. 6194) ; *sous-amendement n° 228* de M. Jean Brocard (rétablissement du droit à bouillir limité aux agriculteurs récoltant inscrits à l'A.M.E.X.A.) : réservé (p. 6157) ; non adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6194) ; *amendement n° 52* de M. Marcel Rigout (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru) : réservé (p. 6157) ; non adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6194).

MM. Grussenmeyer (François), Cabanel (Guy), Rigout (Marcel), Icart (Fernand), Delong (Jacques), Goulet (Daniel), Bassot (Hubert), Papon (Maurice), Sprauer (Germain).

ART. 18 (nouveau système des droits indirects sur l'alcool) : inscrit : *M. Caro (Jean-Marie),* proteste contre le vote bloqué utilisé pour les amendements relatifs aux privilèges des bouilleurs de cru (p. 6158) ; *amendement n° 163* de M. André Soury (allègement des droits sur le cognac, l'armagnac et le calvados compensé par une augmentation des droits sur d'autres produits) : rejeté (p. 6160) ; *amendement n° 2* de M. Francis Hardy (maintien du taux actuel pour la taxation des eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6159) ; *amendement n° 3* de M. Francis Hardy (relèvement du droit pour les eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée de 10 p. 100) (p. 6160) ; *sous-amendement n° 188* de M. François Grussenmeyer à l'amendement n° 3 (application de l'amendement n° 3 aux eaux-de-vie de mirabelle, de prune, de poire ou de cerise) : retiré (p. 6160) ; amendement n° 3 adopté (p. 6170).

MM. Soury (André), Hardy (François), Grussenmeyer (François), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice)

– article 18 ainsi modifié, adopté (p. 6160).

ART. 19 (aménagement du droit de consommation sur les cigarettes et modification de la loi du 24 mai 1976 relative au monopole des tabacs manufacturés) : inscrit : *M. Dutard (Lucien),* législation favorisant les tabacs étrangers ; suppression du monopole d'importation et de commercialisation en gros des tabacs manufacturés en provenance des Etats membres : concurrence communautaire ; difficultés consécutives des régions dépendant de la culture du tabac (p. 6160) ; *amendement n° 19* de la commission (suppression de l'article 19) : rejeté (p. 6161).

MM. Icart (Fernand), d'Aubert (François), Papon (Maurice).

– article 19 adopté (p. 6161).

ART. 20 (allègement du droit de fabrication sur les allumettes) : adopté (p. 6161).

ART. 21 (relèvement des droits de mutation applicables aux acquisitions d'immeubles autres que la résidence principale) : inscrit :

M. Canacos (Henry), accroissement de la pression fiscale par l'article 20 contraire au programme de Blois ; difficultés causées par cet article aux travailleurs souhaitant acquérir leur habitation (p. 6161) ; *amendement n° 53* de M. Henry Canacos (maintien du taux actuel à 2 p. 100 lorsque l'acquéreur s'engage à faire de l'immeuble acquis sa résidence principale dans un délai n'excédant pas dix ans) : devenu sans objet (p. 6163) ; *amendement n° 20* de la commission (adoption d'un taux uniforme de 2,33 p. 100 applicable aux résidences principales et secondaires) (p. 6163) ; *sous-amendement n° 208* du Gouvernement (fixation d'un taux de 2,60 p. 100 au lieu de 2,33 p. 100 prévu par l'amendement n° 20) : adopté (p. 6163) ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté (p. 6163).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), de Branche (René), Chauvet (Augustin).

– ce texte devient l'article 21 (p. 6163).

ART. 22 (relèvement des droits de timbre sur les cartes grises et les permis de chasser) : adopté (p. 6163).

M. Jans (Parfait).

ART. 23 (relèvement du droit de timbre sur les cartes nationales d'identité et les cartes de séjour des étrangers) : adopté (p. 6163).

APRES L'ARTICLE 23 : *amendement n° 209* du Gouvernement (relèvement des tarifs des droits fixes d'enregistrement et de la taxe fixe de publicité foncière) : adopté (p. 6163).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand).

ART. 24 (exonération de la taxe différentielle et de la taxe spéciale sur les véhicules à moteur pour les voitures louées ou acquises en crédit-bail par les handicapés) : *amendement n° 210* du Gouvernement (soumission à la taxe différentielle sur les véhicules à moteur du locataire d'un véhicule faisant l'objet soit d'un contrat de crédit-bail, soit d'un contrat de location de deux ans ou plus) : adopté (p. 6163) ; *amendement n° 120* de M. Bernard Pons (soumission à la taxe différentielle des locataires de véhicules faisant l'objet soit d'un crédit-bail soit d'un contrat de location de douze mois ou plus) : retiré (p. 6163).

MM. Papon (Maurice), Vivien (Robert-André).

– article 24, adopté avec modification (p. 6163).

APRES L'ART. 24 : *amendement n° 54* de M. Alain Léger (perception au taux zéro de la T.V.A. sur les voitures achetées par les handicapés, abrogation de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6164).

MM. Léger (Alain), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 25 (reconduction en 1979 de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) : inscrit : *M. Chaminade (Jacques)*, inapplication de la loi de 1971 qui avait prévu de porter à 2 p. 100 le taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; nécessité d'une nouvelle répartititon de la taxe d'apprentissage (p. 6164) ; *amendement n° 104* de M. Laurent Fabius (portant à 2 p. 100 du montant des salaires le taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) : rejeté (p. 6165) ; *amendement n° 55* de M. Jacques Chaminade (portant à 1,4 p. 100 ou 2 p. 100 suivant la taille des entreprises le taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) : rejeté (p. 6165).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), d'Aubert (François), Papon (Maurice).

– article 25 adopté (p. 6165).

APRES L'ART. 25 : *amendement n° 189* de M. Pierre Goldberg (remboursement par les entreprises qui ont bénéficié des avantages prévus par la loi du 6 juillet 1978 des sommes versées par l'Etat lorsqu'elles n'auront pas procédé à l'embauche définitive des stagiaires) : rejeté (p. 6165) ; *amendement n° 157* de M. Joseph Legrand (abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 concernant la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 6165) ; *amendement n° 76* de M. André Lajoinie (création d'une taxe sur les achats de terre effectués par des sociétés françaises ou étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire) : rejeté (p. 6166) ; *amendement n° 77* de Mme Chantal Leblanc (création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés françaises et étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire) : rejeté (p. 6166) ; *amendement n° 106* de M. Laurent Fabius (enjoignant au Gouvernement d'adresser au Parlement, avant le 31 janvier 1979, le rapport établi à la demande du Premier ministre sur la protection de l'épargne populaire) : déclaré irrecevable (p. 6167) ; *amendement n° 142* de M. Laurent Fabius (augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance ; suppression de l'avoir fiscal ; institution d'un nouveau prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne) : rejeté (p. 6167).

MM. Jans (Parfait), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Jouve (Jacques), Chaminade (Jacques), Vivien (Robert-André), Mme Leblanc (Chantal), MM. Rigout (Marcel), Revet (Charles), Fabius (Laurent).

ART. 26 (dispositions relatives aux affectations) : adopté (p. 6167).

ART. 27 (fixation à 12,06 p. 100 du taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers prévu au profit du fonds spécial d'investissement routier) : *amendement n° 61* de M. René Rieubon (suppression de l'article 27) : rejeté (p. 6168) ; *amendement n° 60* de M. René Rieubon (portant à 25 p. 100 le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : rejeté (p. 6168) ; *amendement n° 21* de la commission (portant à 12,6 p. 100 le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : rejeté (p. 6168) ; *amendement n° 211* du Gouvernement (portant à 12,6 p. 100 le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : adopté (p. 6168).

MM. Rieubon (René), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent).

– article 27, adopté avec modification (p. 6168).

ART. 28 (création d'un budget annexe des journaux officiels) : adopté (p. 6168).

ART. 29 (réforme du prélèvement au profit des collectivités locales) : inscrits : *M. Cot (Jean-Pierre)*, situation fiscale de la colonie italienne de la ville de Modane (p. 6169) ; *M. Papon (Maurice)*, son intention d'examiner ce problème (p. 6169) ; *amendement n° 63* de M. Dominique Frelaut (portant à 35 milliards le montant servant de référence à la détermination du prélèvement pour 1979 ; création d'un impôt sur la fortune) : rejeté (p. 6169) ; *amendement n° 107* de M. Laurent Fabius (fixation du montant du prélèvement visé par l'article 29 avec le concours du comité du fonds d'action locale, calcul du montant de ce prélèvement selon les règles applicables au V.R.T.S. chaque fois que ce système s'avère plus favorable aux collectivités locales) : rejeté (p. 6170).

MM. Rieubon (René), Icart (Fernand), Fabius (Laurent), Marie (Bernard).

– article 29 adopté (p. 6170).

APRES L'ART. 29 : *amendement n° 64 corrigé* de Mme Jacqueline Chonavel (suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6171).

MM. Léger (Alain), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 30 (nouveau barème de la taxe additionnelle au prix des places de cinéma) : inscrit : *M. Ralite (Jack)*, souhaite un effort direct de l'Etat en faveur du cinéma ; nécessité de répercuter la baisse de la T.V.A. sur le prix des places de cinéma ; cinéma d'art et d'essai et petites et moyennes exploitation mis en danger par l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle (p. 6171) ; *amendement n° 22* de la commission (suppression de l'article 30) : rejeté (p. 6174) ; *amendement n° 156* de M. Jack Ralite (exonération de la taxe spéciale additionnelle pour tout billet dont le prix est inférieur ou égal à 10 francs ; fixation à 5 000 francs de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 6174) ; *amendement n° 158* de M. Jack Ralite (non répercussion sur le prix des places de l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle) : rejeté (p. 6174).

MM. Taddei (Dominique), Delaneau (Jean), Vivien (Robert-André), Lecat (Jean-Philippe).

– article 30 adopté (p. 6174).

ART. 31 (détaxation des carburants agricoles) : adopté (p. 6175).

APRES L'ART. 31 : *amendement n° 65*, deuxième correction, de M. Parfait Jans (fixant à 50 p. 100 du prix du carburant vendu au public, le prix du carburant utilisé par les taxis ; création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères exerçant leur activité en France) : rejeté par scrutin public n° 99 (p. 6175) ; liste des votants (p. 6205, 6206).

MM. Jans (Parfait), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 32 (confirmation des dispositions législatives antérieures ayant pour effet de déterminer les charges publiques) : adopté (p. 6175).

ART. 33 (majoration des rentes viagères) : inscrit : *M. Frédéric-Dupont (Edouard)*, s'indigne de l'assimilation de la revalorisation des rentes viagères à une allocation sociale ; publicité mensongère incitant les épargnants à souscrire à la caisse nationale des retraites ; discrimination prévue par l'article 33 transformant des centaines de milliers de rentiers viagers en assistés (p. 6176) ; *amendements identiques n° 23* de la commission et *n° 108* de M. Joseph Franceschi (suppression de l'article

33) : adopté (p. 6178) ; *amendements n° 212* du Gouvernement, *n° 126* de M. Augustin Chauvet et *n° 213* du Gouvernement : devenus sans objet (p. 6178).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Franceschi (Joseph), Papon (Maurice).

– article 33 supprimé (p. 6178).

AVANT L'ART. 4 *(suite)* : *amendement n° 137* de M. Joseph Franceschi (régime de l'abattement de 10 p. 100 en faveur des titulaires de pensions de retraite et de rentes viagères à titre gratuit ; augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté par scrutin public n° 100 (p. 6180) ; liste des votants (p. 6206, 6207) ; *amendement n° 206 rectifié* du Gouvernement (fixant à 6 000 francs le plafond de l'abattement de 10 p. 100 en faveur des titulaires de pensions de retraite de rentes viagères à titre gratuit) : adopté (p. 6180).

MM. Franceschi (Joseph), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 4 *(suite)* (relèvement du montant minimal de déduction pour frais professionnels des salariés) : *amendement n° 138* de M. Joseph Franceschi (application de l'article 4 à l'abattement de 10 p. 100 en faveur des retraités ; augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté (p. 6180).

MM. Franceschi (Joseph), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 4, précédemment réservé, adopté (p. 6180).

ART. 7 *(suite)* (relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant) : inscrit : *M. Chaminade (Jacques)*, principe de la coresponsabilité et de l'égalité de droits de l'épouse d'exploitant ; nécessité d'un statut de la femme d'exploitant agricole (p. 6181) ; *amendement n° 39* de M. Jean Bardol (portant à 28 800 francs la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 concernant la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 6182) ; *amendement n° 8* de la commission (portant à la valeur annuelle du S.M.I.C. la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant ; augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés) : rejeté (p. 6182) ; *amendement n° 95* de M. Laurent Fabius (portant à 23 000 francs la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant ; augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés) : rejeté (p. 6182) ; *amendement n° 205* du Gouvernement (portant à 13 500 francs la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant) : adopté (p. 6182).

MM. Icart (Fernand), Neuwirth (Lucien), Fabius (Laurent), Papon (Maurice).

– article 7, précédemment réservé, adopté avec modification (p. 6182).

ART. 34 (équilibre général du budget. – Etat A annexé) : *amendement n° 230* du Gouvernement (modifiant l'état A pour tenir compte des nouvelles dispositions adoptées par l'Assemblée) : adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6194).

MM. Jans (Parfait), Caro (Jean-Marie), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Marie (Bernard), Hamel (Emmanuel).

Article 34 et état A annexé modifiés par l'amendement n° 230, adoptés par scrutin public n° 101, à l'exclusion des articles additionnels avant l'article 18 faisant l'objet de l'amendement n° 115 de M. François Grussenmeyer et du sous-amendement n° 228 de M. Jean Brocard ainsi que de l'amendement n° 52 de M. Marcel Rigout, selon la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6194) ; liste des votants (p. 6207, 6208).

Deuxième partie de la loi de finances :

AFFAIRES ETRANGERES

DISCUSSION GENERALE [2 novembre 1978] (p. 6895, 6919).

Accords de Camp David : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6902) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 6929) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 6907).

Action culturelle (enseignement des Français) : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6899, 6936) ; *Delehedde (André)*, (p. 6898, 6899, 6936) ; *Stirn (Olivier)*, (p. 6932) ; *Valleix (Jean)*, (p. 6927) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 6925) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6924) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 6903) ; *Chandernagor (André)*, (p. 6897).

Afrique : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6902, 6934) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 6926) ; *Lemoine (Georges)*, (p. 6922) ; *Feït (René)*, (p. 6908) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 6903, 6904).

Afrique du Sud : *MM. Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 6926) ; *Lemoine (Georges)*, (p. 6922).

Allemagne (alignement de la France sur) : *M. Cot (Jean-Pierre)*, (p. 6911, 6912).

Assemblée européenne (élection de l') : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6901, 6934) ; *Valleix (Jean)*, (p. 6928) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 6923) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 6915) ; *Debré*

(Michel), (p. 6909) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 6906) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 6905).

C.E.E. (élargissement de la) : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6901, 6933) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 6928) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 6927) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 6923) ; *Soury (André)*, (p. 6919, 6920) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 6914, 6915) ; *Odru (Louis)*, (p. 6912) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 6912) ; *Debré (Michel)*, (p. 6910) ; *Feït (René)*, (p. 6908) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 6906) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 6904).

C.E.E. (contribution financière à la) : *M. Gorse (Georges)*, (p. 6916).

Chine : *M. Lemoine (Georges)*, (p. 6923).

Convention de Lomé : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6934) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 6917).

Coopération : *MM. Stirn (Olivier)*, (p. 6933) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 6896).

Départements d'Outre-Mer (intégration des - dans la C.E.E.) : *M. Sablé (Louis)*, (p. 6924, 6925).

Désarmement : *M. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6902, 6935) ; *Mme Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 6913) ; *MM. Cot (Jean-Pierre)*, (p. 6911) ; *Feït (René)*, (p. 6908) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 6907).

Diplomates : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6899, 6936) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 6931, 6932) ; *Julien (Raymond)*, (p. 6915).

Etrangers en France : *MM. Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 6926) ; *Chandernagor (André)*, (p. 6887).

Français à l'étranger : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6900) ; *Stirn (Olivier)*, (p. 6932) ; *Vivien (Alain)*, (p. 6930, 6931) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 6930) ; *Chandernagor (André)*, (p. 6897).

Information du Parlement : *M. Lemoine (Georges)*, (p. 6921, 6922) ; *Mme Moreau (Louise)*, (p. 6921).

Liban : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6899, 6902) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6924) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 6906) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 6904) ; *Marette (Jacques)*, (p. 6895).

Organisations internationales (contribution de la France aux) : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6900) ; *Stirn (Olivier)*, (p. 6933) ; *Julien (Raymond)*, (p. 6916) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 6896).

Politique monétaire européenne : *MM. Feït (René)*, (p. 6909) ; *Debré (Michel)*, (p. 6909) ; *Seitlinger (Jean)*, (p. 6914).

Proche-Orient : *MM. Goulet (Daniel)*, (p. 6930) ; *Feït (René)*, (p. 6908).

Radio française à l'étranger : *MM. Stirn (Olivier)*, (p. 6932) ; *Vivien (Alain)*, (p. 6931) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 6928) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 6896).

Ventes d'armes : *M. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6935) ; *Mme Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 6913) ; *M. Cot (Jean-Pierre)*, (p. 6911).

Verdon (port du) : *M. Julien (Raymond)*, (p. 6916).

Viet-Nam - Cambodge : *MM. Guiringaud (Louis de)*, (p. 6935) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 6917).

EXAMEN DES CREDITS [2 novembre 1978] (p. 6936).

ETAT B. - TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) ; *amendement n° 14* de M. Pierre Guidoni (suppression des crédits nécessaires au financement du poste d'attaché culturel à l'ambassade de France en Argentine) : rejeté (p. 6237) ; *amendement n° 275* de M. Louis Odru (réduction de la participation de la France à des dépenses internationales) : rejeté au scrutin public n° 107 (p. 6938) ; liste des votants (p. 6941, 6942) ; *amendement n° 260* de M. André Delehedde (transfert de crédits) : retiré (p. 6939) ; *amendement n° 238* de M. Charles Ehrmann (transfert de crédits) : adopté (p. 6939).

MM. Guidoni (Pierre), Rossi (André), Stirn (Olivier), Odru (Louis), Cousté (Pierre-Bernard), Chandernagor (André), Cressard (Jacques), Delehedde (André), Ehrmann (Charles).

Titre III, ainsi modifié, adopté (p. 6939).

ETAT B. - TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6939).

ETAT C. - TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 6939).

ETAT C. - TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, subventions d'investissement accordées par l'Etat) : adopté (p. 6939).

EXPLICATIONS DE VOTE :

- *M. Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste sur les titres du budget des affaires étrangères (p. 6939).

AGRICULTURE ET B.A.P.S.A.

DISCUSSION GENERALE [8 novembre 1978] (p. 7202).

Alsace : *M. Grussenmeyer (François)*, (p. 7261).

Aménagements hydrauliques : *MM. Joxe (Jean-Pierre)*, (p. 7204) ; *Haby (Charles)*, (p. 7251) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 7261) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 7265) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7269).

Assurance maladie des exploitants agricoles (absence d'indemnité journalière) : *M. Bizet (Emile)*, (p. 7212) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7210) ; *Saint-Paul (André)*, (p. 7260).

Bergers sans terre : *M. Cazalet (Auguste)*, (p. 7266).

Budget annexe des prestations sociales agricoles : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7202) ; *Bizet (Emile)*, (p. 7213) ; *Huguet (Roland)*, (p. 7208) ; *de Branche (René)*, (p. 727243) ; *Saint-Paul (André)*, (p. 7259) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7268).

Calamités agricoles : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7207) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 7246) ; *Ruffe (Hubert)*, (p. 7247).

Carte scolaire : *M. Brocard (Jean)*, (p. 7210).

Charentes : *M. Branger (Jean-Guy)*, (p. 7245, 7246).

Communauté économique européenne (élargissement de la) : *MM. Chaminade (Jacques)*, (p. 7205) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 7207) ; *Laborde (Jean)*, (p. 7241) ; *Pignion (Lucien)*, (p. 7220) ; *Lajoinie (André)*, (p. 7216) ; *Richard (Lucien)*, (p. 7242) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 7242, 7243) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 7245) ; *Ruffe (Hubert)*, (p. 7247) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 7249) ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 7253) ; *Alphandery (Edmond)*, (p. 7256) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 7259) ; *César (Gérard)*, (p. 7262).

Cotisations des agriculteurs : *MM. Briane (Jean)*, (p. 7211) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7211) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 7218) ; *Saint-Paul (André)*, (p. 7260).

Crédit agricole : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7202) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 7206, 7207) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 7238) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 7217, 7219) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7254) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7262) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 7263).

Electrification rurale : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7203) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7215) ; *Haby (Charles)*, (p. 7251) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 7261) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 7265) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7267) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 7270).

Elevage : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7203) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 7203) ; *de Branche (René)*, (p. 7244) ; *Geng (Francis)*, (p. 7248) ; *Haby (Charles)*, (p. 7251) ; *Soury (André)*, (p. 7252) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7254) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7267) ; *Cattin-Bazin (Maurice)*, (p. 7269) ; *Barnier (Michel)*, (p. 7271) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7271) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 7272).

Elevage du porc : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7207) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 7240) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 7238) ; *Pignion (Lucien)*, (p. 7219) ; *Soury (André)*, (p. 7252) ; *Mme Jacq (Marie)*, (p. 7257) ; *M. Benoit (René)*, (p. 7268).

Enseignement agricole : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7202) ; *Brocard (Jean)*, (p. 7209) ; *Huguet (Roland)*, (p. 7208) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 7258) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 7263) ; *Revet (Charles)*, (p. 7266).

Enseignement privé : *MM. Bisson (Robert)*, (p. 7202) ; *Brocard (Jean)*, (p. 7209) ; *Pignion (Lucien)*, (p. 7220) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7268) ; *Cattin-Bazin (Maurice)*, (p. 7269) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 7270).

Exode rural : *MM. Huguet (Roland)*, (p. 7208) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 7217) ; *Lajoinie (André)*, (p. 7217) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 7239) ; *Mme Jacq (Marie)*, (p. 7256) ; *MM. Saint-Paul (André)*, (p. 7259) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 7265).

Femmes d'agriculteurs (statut des) : *M. Jouve (Jacques)*, (p. 7210) ; *Mme Pelletier (Monique)*, (p. 7237) ; *MM. Soury (André)*, (p. 7237) ; *Saint-Paul (André)*, (p. 7260) ; *Benoit (René)*, (p. 7268).

Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A. : *M. Chaminade (Jacques)*, (p. 7205).

Forêt (mise en valeur de la) : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7206) ; *Weiseinhorn (Pierre)*, (p. 7246) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 7261) ; *Barnier (Michel)*, (p. 7271) ; *Delong (Jacques)*, (p. 7273).

Guyane : *M. Rivierez (Hector)*, (p. 7257, 7258).

Installation des jeunes agriculteurs : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7207) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7215) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 7219) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 7239) ; *de Branche (René)*, (p. 7244) ; *Mme Jacq (Marie)*, (p. 7257) ; *M. Malaud (Philippe)*, (p. 7266).

Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) : *MM. Pignion (Lucien)*, (p. 7220) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 7259).

Lait : *M. Boyon (Jacques)*, (p. 7272).

Marchés agricoles : *M. Chaminade (Jacques)*, (p. 7204).

Montants compensatoires : *MM. Chaminade (Jacques)*, (p. 7205, 7206) ; *Lajoinie (André)*, (p. 7232) ; *Richard (Lucien)*, (p. 7242) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7254) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 7265) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7271).

Mouvement coopératif : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7207) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 7204) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7262) ; *César (Gérard)*, (p. 7263).

Pluriactivité : *M. Clément (Pascal)*, (p. 7253).

Politique agricole commune : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7214, 7215) ; *Lajoinie (André)*, (p. 7216) ; *Geng (Francis)*, (p. 7248) ; *Soury (André)*, (p. 7252) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 7264).

Problème foncier : *MM. Pignion (Lucien)*, (p. 7220, 7221) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 7238, 7239) ; *Richard (Lucien)*, (p. 7241) ; *de Branche (René)*, (p. 7244) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7262).

Projet de loi sur l'agriculture : *MM. Brocard (Jean)*, (p. 7210) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 7203) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 7218) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 7261).

Protection sociale des agriculteurs et des salariés agricoles : *MM. Bizet (Emile)*, (p. 7212, 7213) ; *Briane (Jean)*, (p. 7211) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7210) ; *Renard (Roland)*, (p. 7255) ; *Saint-Paul (André)*, (p. 7259) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 7265) ; *Revet (Charles)*, (p. 7266).

Remembrement : *M. Couepel (Sébastien)*, (p. 7240).

Revenu agricole : *MM. Bizet (Emile)*, (p. 7212) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7214) ; *Richard (Lucien)*, (p. 7241) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 7244) ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 7253) ; *Mme Jacq (Marie)*, (p. 7256) ; *M. Baylet (Jean-Michel)*, (p. 7264).

Salariés agricoles : *M. Renard (Roland)*, (p. 7255).

Sologne : *M. Corrèze (Roger)*, (p. 7269).

Viticulture : *M. Bayou (Raoul)*, (p. 7248) ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 7252) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 7259) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 7266) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7269).

Zones défavorisées (agriculture de montagne) : *MM. Huguet (Roland)*, (p. 7208) ; *Lajoinie (André)*, (p. 7217) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 7244) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7253) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 7266) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 7270) ; *Barnier (Michel)*, (p. 7270, 7271.

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLES RATTACHES [8 novembre 1978] (p. 7277).

APRES L'ART. 74 : *amendement n° 278* du Gouvernement (réservant le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux agriculteurs ayant cessé d'exploiter et créant une indemnité complémentaire versée au conjoint de l'exploitant agricole ayant obtenu son indemnité viagère de départ) : retiré (p. 7279) ; *amendements n°s 279* et *280* du Gouvernement (conséquences financières de l'amendement n° 278) : retiré (p. 7279).

MM. Méhaignerie (Pierre), Bisson (Robert), Bizet (Emile), Dutard (Lucien), Joxe (Pierre), Guermeur (Guy), Briane (Jean), Rigout (Marcel), Duroure (Roger).

ETAT B. - TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7279).

ETAT B. - TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 7281) ; *amendement n° 290* de la commission de la production et des échanges (réduisant de 100 millions de francs les dotations du fonds d'action rurale) : retiré (p. 7279) ; *amendement n° 310* de M. François Leizour (réduction de 500 000 francs des crédits du titre IV témoignant de la volonté de l'Assemblée de voir le Gouvernement obtenir la suppression des montants compensatoires) : adopté par scrutin public n° 108 (p. 7281) ; liste des votants (p. 7289, 7290) ; *amendement n° 314* de M. Guy Guermeur (réduction de 500 000 francs des crédits du titre IV témoignant de la volonté de l'Assemblée de voir le Gouvernement obtenir la suppression des montants compensatoires) : retiré (p. 7281).

MM. Desanlis (Jean), Leizour (François), Guermeur (Guy), Bisson (Robert), Méhaignerie (Pierre), Joxe (Pierre), Miossec (Charles), Lajoinie (André).

ETAT B. - TITRE IV : adopté avec modification (p. 7281).

ETAT C. - TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat (p. 7282) ; *amendement n° 165* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V de l'état C traduisant financièrement la décision de la commission de rejeter le budget d'équipement) : rejeté (p. 7282).

MM. Bisson (Robert), Joxe (Pierre), Méhaignerie (Pierre).

ETAT C. - TITRE V : adopté (p. 7282).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat (p. 7283) ; *amendement n° 169* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI de l'état C traduisant financièrement la décision de la commission de rejeter le budget d'équipement) : rejeté (p. 7283).

MM. Godefroy (Pierre), Fouchier (Jacques), Guermeur (Guy).

ETAT C. – TITRE VI : adopté (p. 7283).

ART. 74 RATTACHE (augmentation du taux du droit de garderie versé par les communes à l'O.N.F. sur les ventes de bois de leur patrimoine forestier) (p. 7286) ; *amendements* identiques *n° 186* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, *n° 243* de M. Roger Duroure et *n° 271* de M. Charles Millon (suppression de l'article 74) ; *amendement n° 271* retiré (p. 7286) et repris par M. Jacques Delong : rejetés par scrutin public n° 109 (p. 7286) ; liste des votants (p. 7290, 7291) ; *amendement n° 307* de M. Pierre Micaux (portant à 9,4 p. 100 le taux du droit de garderie versé par les communes à l'O.N.F. sur les ventes de bois de leur patrimoine forestier) : adopté (p. 7286).

MM. Bisson (Robert), Joxe (Pierre), Duroure (Roger), Micaux (Pierre), Méhaignerie (Pierre), Delong (Jacques).

– article 74, adopté avec modification (p. 7286).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES :

APRES L'ART. 74 : *amendement n° 313* de M. François d'Harcourt (substituant les impositions agricoles de chaque exploitation au revenu cadastral comme base des cotisations sociales agricoles) : retiré (p. 7287).

MM. d'Harcourt (François), Bisson (Robert), Méhaignerie (Pierre), Dousset (Maurice).

ART. 41 (crédits ouverts au titre des services votés) : adopté (p. 7287).

ART. 42, paragraphe II (crédits, mesures nouvelles) : adopté (p. 7287).

ANCIENS COMBATTANTS

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1978] (p. 6496).

Afrique du Nord (anciens d') : *MM. Branger (Jean-Guy)*, (p. 6513) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6511).

Armée des Alpes : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6514) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6514).

Ascendants (pensions des) : *MM. Brocard (Jean)*, (p. 6501) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 6499) ; *Falala (Jean)*, (p. 6498) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6496).

Camp de Tambow (internés du) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6520) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6511) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6510).

Carte de combattant (octroi de la) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6498, 6511, 6520) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 656510) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 6506).

« Chienne de Tulle » (affaire de la) : *MM. Barnier (Michel)*, (p. 6514) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 6506).

Corse : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6512) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 6512).

Guerre d'Algérie (anciens combattants de la) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6520) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 6500) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 6506) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 6505, 6506) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 6502) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6497).

Guerre d'Algérie (anniversaire du 19 mars) : *M. Plantier (Maurice)*, (p. 6503).

8 Mai (célébration du) : *MM. Faure (Gilbert)*, (p. 6500) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 6513) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 6508) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 6507) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 6503) ; *Falala (Jean)*, (p. 6497) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6497).

Incorporés de force : *MM. Grussenmeyer (François)*, (p. 6511) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 6520) ; *Haby (Charles)*, (p. 6508) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 6505) ; *Depiétri (César)*, (p. 6504).

Légion d'honneur (attribution de la croix de la) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6514) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 6500) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6514) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 6508) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 6507) ; *Falala (Jean)*, (p. 6498) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6497).

Office national des anciens combattants : *M. Brocard (Jean)*, (p. 6500).

Patriotes résistants à l'occupation : *M. Plantier (Maurice)*, (p. 6520).

Pensions (revision des) : *MM. Girardot (Pierre)*, (p. 6507) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6514).

Présomption d'origine (délai de la) : *MM. Vacant (Edmond)*, (p. 6506) ; *Couepel*

(Sébastien), (p. 6509) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 6507).

Rapport constant : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6518) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 6499) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6514) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 6513) ; *Tourné (André)*, (p. 6509, 6510) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 6509) ; *Brocard (Jean)*, (p. 6500) ; *Falala (Jean)*, (p. 6497) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6496).

Service du travail obligatoire (S.T.O.) (octroi d'un titre aux victimes du) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6503) ; *Nilès (Maurice)*, (p. 6502).

Veuves (pensions des) : *MM. Plantier (Maurice)*, (p. 6504, 6519) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 6499, 6519) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6514) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 6509) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 6506) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 6505) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6503) ; *Falala (Jean)*, (p. 6498) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 6496).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLES RATTACHES [24 octobre 1978] (p. 6521).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

Inscrit : *Klein (Georges)*, insuffisante indemnisation des Alsaciens incorporés de force dans la Wehrmacht ; possibilité de prendre pour critère les camps contrôlés par l'armée soviétique pour les réparations de santé (p. 6521).

- titre III, adopté (p. 6521).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) ; *amendement n° 254* de M. André Tourné (réduction des crédits du titre IV) : rejeté par scrutin public n° 103 (p. 6524) ; liste des votants (p. 6534, 6535) ; *amendement n° 252* de M. Gilbert Faure (réduction des crédits du titre IV) : rejeté par scrutin public n° 104 (p. 6524) ; liste des votants (p. 6535, 6536).

MM. Tourné (André), Faure (Gilbert), Ginoux (Henri), Plantier (Maurice).

- titre IV, adopté (p. 6524).

ART. 75 (modifications de l'indice au deuxième alinéa de l'article 52-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) : adopté (p. 6524).

ART. 76 (modifications des dispositions applicables aux enfants infirmes et orphelins) : adopté (p. 6524).

COMMERCE ET ARTINSANAT

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7896).

Abattement de 20 % : *MM. Goldbery (Simon)*, (p. 7898) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7904) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 7911).

Apprentissage : *MM. Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 7900) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7905) ; *Fenech (Roger)*, (p. 7906) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7901, 7918, 7920).

Centres de gestion agréés : *M. Barrot (Jacques)*, (p. 7901, 7921).

Charges sociales : *MM. Hamel (Emmanuel)*, (p. 7904) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7905) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 7911).

Commerce non sédentaire : *M. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7905).

Concurrence : *M. Besson (Louis)*, (p. 7913) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7901).

Emploi (dans le commerce et l'artisanat) : *MM. Bonnet (Alain)*, (p. 7896) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 7900) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7902, 7903).

Entreprise individuelle (statut de l') : *MM. Emmanuelli (Henri)*, (p. 7905) ; *Colombier (Henri)*, (p. 7916).

Femme de commerçant et d'artisan (statut de la) : *MM. Goldberg (Simon)*, (p. 7898) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7904) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7905) ; *Fenech (Roger)*, (p. 7906) ; *Royer (Jean)*, (p. 7908) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 7908) ; *Jacq (Marie)*, (p. 7910, 7911) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 797912) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7901, 7919).

Financement des entreprises artisanales : *MM. Royer (Jean)*, (p. 7907) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 7905) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7919).

Grandes surfaces (loi Royer) : *MM. Bonnet (Alain)*, (p. 7896) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7902, 7903) ; *Royer (Jean)*, (p. 7907) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7912) ; *Delprat (Michel)*, (p. 7914) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 7922).

Paracommercialisme : *MM. Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 7809) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7920, 7921).

Primes d'installation : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7904) ; *Goldberg (Simon)*, (p. 7898) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7902, 7918).

Sécurité sociale des commerçants et artisans : *MM. Bonnet (Alain)*, (p. 7896) ; *Goldberg (Simon)*, (p. 7897) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 7900) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7904) ; *Royer (Jean)*, (p. 7908) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 7908).

Seuil de l'entreprise artisanale : *MM. Fenech (Roger)*, (p. 7906) ; *Royer (Jean)*, (p. 7907) ; *Colombier (Henri)*, (p. 7910) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 7912) ; *Delprat (Michel)*, (p. 7914) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7921) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7921).

Taxe pour frais des chambres de métiers : *MM. Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 7899) ; *Fenech (Roger)*, (p. 7906).

Taxe professionnelle : *MM. Vidal (Joseph)*, (p. 7908) ; *Delprat (Michel)*, (p. 7914).

Transfert de crédits : *M. Bonnet (Alain)*, (p. 7897).

Travail au « noir » : *MM. Royer (Jean)*, (p. 7907) ; *Colombier (Henri)*, (p. 7910) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 7911) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7913) ; *Besson (Louis)*, (p. 7913) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 7920, 7922).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7922).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7922).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : réservé jusqu'après l'examen du titre VI (p. 7922).

ETAT C. – TITRE VI : subventions d'investissement accordées par l'Etat : *amendement n° 288* de la commission de la production et des échanges (réduction de 26,5 millions de francs des crédits du chapitre 64-01) : adopté avec modification (p. 7923) ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 288 de la commission de la production et des échanges (limitation de la réduction à 10 millions de francs) : adopté (p. 7923) ; *amendement 288*, ainsi modifié : adopté (p. 7923).

MM. Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Goldberg (Pierre), Barrot (Jacques).

– état C, titre VI, adopté avec modification (p. 7923).

ETAT B. – TITRE IV *(suite) : amendement n° 368* du Gouvernement (majoration des mesures nouvelles de 10 millions de francs) : adopté (p. 7923).

MM. Barrot (Jacques), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).

– état B, titre, adopté avec modification (p. 7923).

APRES L'ART. 73 : *amendements* identiques *n° 185* de la commission des finances et *n° 5* rectifié de M. Rémy Montagne (portant de 140 à 168 francs le montant de la taxe maximum pour frais de chambres de métiers) : adopté (p. 7923).

MM. Fenech (Roger), Barrot (Jacques).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Emmanuelli (Henri) :* vote hostile du groupe socialiste (p. 7923).

– *M. Ducoloné (Guy) :* vote hostile du groupe communiste (p. 7923).

COMMERCE EXTERIEUR

DISCUSSION GENERALE [19 octobre 1978] (p. 6368).

Achats du secteur public : *MM. de Branche (René)*, (p. 6371) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 6375) ; *Noir (Michel)*, (p. 6376) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6379).

Agro-alimentaire (commerce) : *MM. de Branche (René)*, (p. 6371) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6373) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6377).

C.E.E. (élargissement de la) : *M. Pierret (Christian)*, (p. 6370) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6373) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 6379) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

C.E.E. (zone de stabilité monétaire) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6370) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6377).

Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) : *M. de Branche (René)*, (p. 6372).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : *M. de Branche (René)*, (p. 6372).

Cognac (exportations de) : *M. Hardy (Francis)*, (p. 6373, 6374).

Croissance modérée de l'économie française : *M. Pierret (Christian)*, (p. 6369).

Déficit avec les pays développés : *MM. Noir (Michel)*, (p. 6375) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6377, 6379).

Division internationale du travail et redéploiement industriel : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6369) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6373) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

Dollar (chute du) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6369) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6372).

Energie (importation d') : *MM. de Branche (René)*, (p. 6371) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6377).

Excédent du commerce extérieur en 1978 : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6368) ; *de Branche*

(René), (p. 6370) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6372) ; *Mme Moreau (Louise)*, (p. 6374) ; *MM. Malaud (Philippe)*, (p. 6375) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6376).

Exportation (aides à l') : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6369) ; *de Branche (René)*, (p. 6372) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

Exportations françaises (orientation géographique des) : *M. de Branche (René)*, (p. 6371).

Franc (situation du) : *M. de Branche (René)*, (p. 6371).

Liaison de la politique commerciale et de la politique industrielle : *M. Pierret (Christian)*, (p. 6369).

Marché français (pénétration du) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6369) ; *de Branche (René)*, (p. 6371) ; *Mme Moreau (Louise)*, (p. 6374) ; *M. Malaud (Philippe)*, (p. 6375).

Ministère du commerce extérieur (moyens administratifs du) : *MM. de Branche (René)*, (p. 6372) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

Monnaie forte (pays à) : *MM. de Branche (René)*, (p. 6371) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6372) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6377).

P.M.E. (exportations des) : *MM. Malaud (Philippe)*, (p. 6375) ; *Noir (Michel)*, (p. 6375) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

Protectionnisme (Etats-Unis et Japon) : *MM. de Branche (René)*, (p. 6372) ; *Couillet (Michel)*, (p. 6373) ; *Hardy (Francis)*, (p. 6374) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6379).

Services commerciaux français à l'étranger : *MM. Malaud (Philippe)*, (p. 6375) ; *Noir (Michel)*, (p. 6375) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 6376) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6379).

Services (exportations de) : *Mme. Moreau (Louise)*, (p. 6374).

Textile et habillement : *M. Deniau (Jean-François)*, (p. 6378).

Tokyo Round : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6370) ; *Noir (Michel)*, (p. 6376) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 6379).

EXAMEN DES CREDITS [19 octobre 1978] (p. 6380). – Vote des crédits avec crédits inscrits aux lignes : « Economie et budget ».

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7927).

Aide à l'exportation : *M. Savary (Alain)*, (p. 7928, 7931).

Fonds de développement économique et social (montant et critères d'attribution des prêts) : *MM. Savary (Alain)*, (p. 7927) ; *Monory (René)*, (p. 7930).

Fonds spécial d'investissement routier : *MM. Delprat (Michel)*, (p. 7928) ; *Monory (René)*, (p. 7931).

Information du Parlement sur les comptes spéciaux du Trésor : *M. Savary (Alain)*, (p. 7927).

Investissements des collectivités locales (financement) : *M. Delprat (Michel)*, (p. 7929).

Politique pétrolière : *M. Savary (Alain)*, (p. 7928) ; *Monory (René)*, (p. 7930).

Prêts du Trésor à des Etats étrangers : *MM. Savary (Alain)*, (p. 7928) ; *Monory (René)*, (p. 7931).

Société des avions Marcel Dassault (avances de l'Etat) : *M. Savary (Alain)*, (p. 7928).

ART. 53 (mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation) : adopté (p. 7933).

APRES L'ART. 53 : *amendement n° 174* de la commission des finances (ouverture au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation de crédits de paiement s'élevant à 500 millions pour le financement des prêts participatifs) : adopté (p. 7933).

ART. 77 (imputation des subventions en capital pour l'exécution des travaux d'assainissement dans les communes rurales) : adopté (p. 7933).

COOPERATION

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1978] (p. 7051).

Aide bilatérale et multilatérale : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7066) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 7053) ; *Vivien (Alain)*, (p. 7056) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 7066).

Aide au développement industriel : *M. Ferretti (Henri)*, (p. 7054).

Aide militaire : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7067) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 7055) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7052) ; *Vivien (Alain)*, (p. 7056).

Aide publique au développement : *MM. Lemoine (Georges)*, (p. 7063) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 7053).

Assistance technique : *MM. Ferretti (Henri)*, (p. 7054) ; *Galley (Robert)*, (p. 7066).

Coopérants : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7066, 7067) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 7063) ; *Deschamps*

(Bernard), (p. 7055) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7053).

Djibouti : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7065) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 7054).

Enseignement Outre-Mer : *MM. Deniau (Xavier)*, (p. 7061) ; *Couste (Pierre-Bernard)*, (p. 7064).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7066) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 7060).

Incorporation des crédits des D.O.M.-T.O.M. dans le budget de la coopération : *MM. Lemoine (Georges)*, (p. 7063) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7061) ; *Vivien (Alain)*, (p. 7058).

Mer (exploitation par les pays en voie de développement) : *M. Guermeur (Guy)*, (p. 7056).

Politique française en Afrique : *MM. Deschamps (Bernard)*, (p. 7055) ; *Vivien (Alain)*, (p. 7058) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7059).

Radio française : *M. Voisin (André-Georges)*, (p. 7052).

Réunion (île de la) : *MM. Micaux (Pierre)*, (p. 7062) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7061) ; *Couste (Pierre-Bernard)*, (p. 7064).

Sahara occidental : *M. Galley (Robert)*, (p. 7065).

Sahel : *MM. Galley (Robert)*, (p. 7065) ; *Voisin (André-Georges)*, (p. 7052) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 7059).

Tchad : *M. Galley (Robert)*, (p. 7065).

Zaïre : *M. Galley (Robert)*, (p. 7065).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Odru (Louis)* : le groupe communiste vote contre le titre IV (p. 7070).

– *M. Vivien (Alain)* : le groupe socialiste vote contre le titre IV (p. 7070).

MM. Fontaine (Jean), Voisin (André-Georges), Galley (Robert), Odru (Louis), Neuwirth (Lucien).

– titre IV, adopté (p. 7070).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7070).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7070).

APRES L'ART. 76 : *amendement n° 286* de M. Jean Fontaine (suppression de la coopération à l'égard des membres de l'O.U.A. s'attaquant au département de la Réunion) : rejeté (p. 7071).

MM. Voisin (André-Georges), Neuwirth (Lucien), Galley (Robert), Fontaine (Jean).

CREDITS MILITAIRES

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ESSENCES

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1978] (p. 7083).

Actions Outre-Mer : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7084) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7080) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7113) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

« Amoco-Cadiz » : *M. Guermeur (Guy)*, (p. 7136).

Appelés (conditions de vie et prêt journalier) : *MM. Bozzi (Jean)*, (p. 7091) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7099) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7115) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 7117) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7127) ; *Abadie (François)*, (p. 7133) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Appelés (voyages gratuits) : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7114) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 7117).

Armée (effectifs) : *MM. Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7088) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 7091) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 7117).

Armée (instruction et entraînement) : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 7090) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7114) ; *Abadie (François)*, (p. 7132).

Armée de l'air (équipement) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7085) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 7088) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 7092, 7093) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7108).

Armée de l'air (missions) : *M. Bouvard (Loïc)*, (p. 7093).

Armée de terre (équipement) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7085) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7108) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120).

Armements (exportations) : *M. Darinot (Louis)*, (p. 7125).

Armements (industrie) : *M. Maillet (Raymond)*, (p. 7126).

Armes nucléaires tactiques : *MM. Hernu (Charles)*, (p. 7100) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7105) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120) ; *Darinot*

(Louis), (p. 7123) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Arsenaux : *MM. Cabanel (Guy)*, (p. 7088) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7119) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7124) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7126, 7127) ; *Berest (Eugène)*, (p. 7128) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7130) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 7132).

Bombe à neutrons : *MM. Mauger (Pierre)*, (p. 7097) ; *Visse (René)*, (p. 7102) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7125).

Comités de soldats : *M. Abadie (Guy)*, (p. 7133).

Conscription ou armée de métier : *MM. Hernu (Charles)*, (p. 7100) ; *Visse (René)*, (p. 7103) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 7118) ; *Abadie (François)*, (p. 7133).

Coopération européenne (défense et armements, et interopérabilité) : *MM. Bouvard (Loïc)*, (p. 7093) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7099) ; *Visse (René)*, (p. 7101) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7102) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 7117) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7126).

Défense civile : *M. Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7099).

Défense tous azimuts : *M. Visse (René)*, (p. 7102).

Dépenses militaires (effets économiques) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7084) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7138) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 7132).

Dépenses militaires (part dans le budget de l'Etat et le P.N.B.) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7085) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7106) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7111) ; *Rolland (Hector)*, (p. 7116).

Echelles de soldes : *M. Berest (Eugène)*, (p. 7128).

Etudiants vétérinaires (sursis) : *MM. Lepercq (Arnaud)*, (p. 7131) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7131).

Forces conventionnelles (missions) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7084) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7105) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120).

Force nucléaire stratégique (missions et moyens) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7084) ; *Tomasini (René)*, (p. 7094) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7105, 7106, 7107) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 7110, 7111) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Gendarmerie (effectifs : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7100) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7115, 7138) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7115) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 7133) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 7134).

Gendarmerie (équipement) : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7138).

Gendarmerie (missions) : *MM. Chinaud (Roger)*, (p. 7095) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7133) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 7134).

Gendarmes (logement) : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 7095) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7138) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7123) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 7132) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 7133) ; *Lazzarino (Georges)*, (p. 7134).

Génie (arme) : *M. Bigeard (Marcel)*, (p. 7113).

Ingénieurs des études et techniques de l'armement : *M. Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089).

Légion étrangère : *MM. Bozzi (Jean)*, (p. 7111) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 7110, 7111).

Loi de programmation militaire (application) : *MM. Cabanel (Guy)*, (p. 7087, 7088) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089) ; *Tomasini (René)*, (p. 7094) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7097) ; *Visse (René)*, (p. 7102) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7109) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7112) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7124).

Manifestations politiques dans l'armée : *M. Bourges (Yvon)*, (p. 7141).

Marine (équipement) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7085) ; *Tomasini (René)*, (p. 7093) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7098, 7099) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7099, 7107, 7108) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7118, 7119, 7120) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7124) ; *Berest (Eugène)*, (p. 7128) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7129).

Marine (missions de police) : *MM. Tomasini (René)*, (p. 7094) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 7119) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7124) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7136).

Militaires de carrière (condition) : *MM. Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 7091) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7140) ; *Vial-Massat (Théo)*, (p. 7131).

Objecteurs de conscience et insoumis : *MM. Bourges (Yvon)*, (p. 7109) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Personnels militaires féminins : *M. Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089).

Personnels ouvriers : *MM. Rossi (André)*, (p. 7086) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7096) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7139) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7115) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7130).

Préparation militaire : *M. Bourgois (Irénée)*, (p. 7118).

Recherche et développement (crédit) : *MM. Cabanel (Guy)*, (p. 7088) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 7092) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7097) ; *Bourges*

(Yvon), (p. 7108) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 7111) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7123, 7125) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 7125) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7127) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Réserve (forces de) : *M. Abadie (François)*, (p. 7133).

Retraites militaires et veuves de militaires : *MM. Rossi (André)*, (p. 7087) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7089, 7090) ; *Hernu (Charles)*, (p. 7100) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7139) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7113) ; *Aumont (Robert)*, (p. 7116) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 7127) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 7132) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 7134) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7137) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 7137).

Sécurité militaire : *M. Aumont (Robert)*, (p. 7114).

Service de documentation, d'études et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.) : *M. Mauger (Pierre)*, (p. 7096).

Service des essences : *M. Mauger (Pierre)*, (p. 7097).

Service national (dispenses) : *MM. Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 7090) ; *Abadie (François)*, (p. 7133).

Sous-marin nucléaire d'attaque : *M. Cressard (Jacques)*, (p. 7085).

Sous-marin nucléaire lanceur d'engins : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7085) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 7087) ; *Visse (René)*, (p. 7101) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7107, 7138) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 7110) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7112) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7120) ; *Darinot (Louis)*, (p. 7124) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 7135).

Transport aérien militaire : *MM. Bouvard (Loïc)*, (p. 7093) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 7098) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 7139) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 7113).

EXAMEN DES CREDTIS [7 novembre 1978] (p. 7141).

ART. 38 (montant des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au ministre de la défense au titre des dépenses ordinaires) (mesures nouvelles) : p. 7143 ; *amendement n° 297* de la commission de la dépense (réduction de crédits dégageant les moyens de financer la création de cent postes de secrétaires administratifs en chef des services extérieurs) : rejeté (p. 7143).

– *M. Visse (René)* : sur l'*amendement n° 297* de la commission de la défense, abondance dans le budget de la défense de crédits qui pourraient être utilisés à la satisfaction des revendications des personnels ; exemple des crédits consacrés à un programme quinquennal de développement des transmissions aboutissant à faire entrer la France dans le réseau de consultation politique de l'O.T.A.N. ; abandon par le Gouvernement de la politique d'indépendance du général de Gaulle (p. 7142).

– *M. Cressard (Jacques)* : critique la référence effectuée par M. René Visse à la politique d'indépendance du général de Gaulle (p. 7142).

MM. Bechter (Jean-Pierre), Paecht (Arthur), Rossi (André), Bourges (Yvon), Maillet (Raymond), Girardot (Pierre).

– article 38, adopté (p. 7143).

ART. 39 (montant des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au ministre de la défense au titre des dépenses en capital) (mesures nouvelles) (p. 7144) ; *amendement n° 276* de M. Charles Hernu (réduction de crédits visant à limiter l'extension de l'activité de la sécurité militaire) : rejeté (p. 7144).

MM. Bapt (Gérard), Cressard (Jacques), Rossi (André), Bourges (Yvon).

ETAT D. – TITRE III : autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1980 : adopté (p. 7144).

ART. 41 (budget annexe du service des essences, services votés) : adopté (p. 7144).

ART. 42, paragraphes I et II (budget annexe du service des essences, autorisations de programme et crédits) (mesures nouvelles) : adopté (p. 7144).

APRES L'ART. 73 : *amendement n° 277* de M. Charles Hernu (institution d'une taxe sur l'ensemble des marchés militaires et des marchés publics de vaste ampleur dégageant les ressources nécessaires à l'amélioration de la situation des retraités militaires et des veuves de militaires) : rejeté (p. 7145).

MM. Cambolive (Jacques), Cressard (Jacques), Bourges (Yvon), Chevènement (Jean-Pierre), Bechter (Jean-Pierre).

CULTURE ET COMMUNICATION

DISCUSSION GENERALE [18 octobre 1978] (p. 6261).

Bibliothèques centrales de prêts et politique du livre : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 6277) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6280).

Centre Pompidou : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6272).

Chanson (crédits insuffisants consacrés à la) : *M. Fillioud (Georges)*, (p. 6263).

Cinéma (crise du) : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6263) ; *Ralite (Jack)*, (p. 6265, 6266) ; *Laurent (Paul)*, (p. 6270) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 6275) ; *Autain (François)*, (p. 6276) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6281).

Cirque (crise du) : *M. Péronnet (Gabriel)*, (p. 6276).

Collectivités locales (effort culturel des) : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 6269) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 6277, 6278) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Conservation du patrimoine écrit et monumental : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262) ; *Taddéi (Dominique)*, (p. 6267) ; *Rolland (Hector)*, (p. 6277) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6278) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Consommation culturelle et classes sociales : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 6269) ; *Laurent (Paul)*, (p. 6271) ; *Massot (François)*, (p. 6275).

Culture et marché : *MM. Laurent (Paul)*, (p. 6271) ; *Autain (François)*, (p. 6276).

Culture et troisième âge : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273).

Décentralisation culturelle : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6263) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 6270) ; *Laurent (Paul)*, (p. 6270) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 6277) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Domination étrangère en matière de culture : *M. Laurent (Paul)*, (p. 6271).

Enseignements artistiques et musicaux : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 6267) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273) ; *Mme Leblanc (Chantal)*, (p. 6274) ; *MM. Perrut (Francisque)*, (p. 6277) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6278) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279, 6280).

Gardiens des monuments historiques : *M. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262).

Maisons de la culture et centres d'action culturelle : *MM. Taddéi (Dominique)*, (p. 6268) ; *Laurent (Paul)*, (p. 6270) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Ministres de la culture (mobilité des : *MM. Filloud (Georges)*, (p. 6264) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6272).

Musée du XIXe siècle : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273).

Musées de Province : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6272, 6273).

Opéra-studio : *Mme Leblanc (Chantal)*, (p. 6274).

Progression du budget de la culture : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 6269) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6272) ; *Massot (François)*, (p. 6274, 6275) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Rapporteurs des commissions du Parlement (pouvoirs des) : *M. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6281).

Répartition des compétences entre ministère de la culture et ministère de l'environnement : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 6262) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6264) ; *Taddéi (Dominique)*, (p. 6266).

Société française de production : *M. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6281).

Théâtre et cinéma pornographiques : *MM. Laurent (Paul)*, (p. 6271) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273).

Théâtres lyriques municipaux (moyens des) : *M. Taddei (Dominique)*, (p. 6268).

Théâtres nationaux (subventions aux) : *MM. Laurent (Paul)*, (p. 6270) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6279).

Théâtres privés (aide aux) : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6273).

EXAMEN DES CREDITS [18 octobre 1978] (p. 6281).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) ; *amendement n° 220* du Gouvernement (modification des crédits en raison du partage des compétences entre ministère de l'environnement et du cadre de vie et ministère de la culture et de la communication) : adopté (p. 6281) ; *amendement n° 214* du Gouvernement (traduction budgétaire de l'emploi de directeurs du patrimoine) : adopté (p. 6281).

MM. Lecat (Jean-Philippe), Tissandier (Maurice).

- titre III, ainsi modifié, adopté (p. 6282).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) ; *amendement n° 221* du Gouvernement (conséquences du partage des compétences entre ministère de la culture et ministère de l'environnement) : adopté (p. 6282) ; *amendement n° 232* de M. Gaston Defferre (réduction des subventions accordées au théâtre lyrique de Lyon : rejeté par scrutin public n° 102 (p. 6284) ; liste des votants (p. 6286, 6287).

Ralite (Jack), (p. 6284) : refus du groupe communiste de prendre part au vote sur l'amendement.

MM. Lecat (Jean-Philippe), Tissandier (Maurice), Gissinger (Antoine), Defferre (Gaston), Hamelin (Xavier), Baridon (Jean).

– titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 6284).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, investissements exécutés par l'Etat) ; *amendement n° 222* du Gouvernement (conséquences de la répartition des compétences entre le ministère de la culture et le ministère de l'environnement) : adopté (p. 6284).

MM. Lecat (Jean-Philippe), Tissandier (Maurice).

– crédits de paiement du titre V, adoptés avec modification (p. 6284).

ETAT C. – TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, subventions d'investissement accordées par l'Etat) ; *amendement n° 223* du Gouvernement (conséquences des répartitions de compétences entre le ministère de la culture et le ministère de l'environnement) : adopté (p. 6284).

MM. Lecat (Jean-Philippe), Tissandier (Maurice).

– autorisations de programme du titre VI, ainsi modifiées, adoptées (p. 6284).

ETAT D. – TITRE III : autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1980 : adopté (p. 6284).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

DISCUSSION GENERALE [15 novembre 1978] (p. 7652).

Action financière de l'Etat dans les départements d'Outre-Mer (traduction budgétaire) : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7654) ; *Martin (Claude)*, (p. 7655) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7657, 7687).

Aides aux créations d'entreprises : *MM. Petit (Camille)*, (p. 7679) ; *Moustache (José)*, (p. 7684).

Ananas : *MM. Sablé (Victor)*, (p. 7670) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679).

Assises du développement économique des départements d'Outre-Mer : *M. Dijoud (Paul)*, (p. 7660, 7688).

Banane : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653) ; *Sablé (Victor)*, (p. 7670) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 7681, 7682) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7689).

Bureau pour les migrations dans les départements d'Outre-Mer (Bumidom) : *MM. Dijoud (Paul)*, (p. 7659) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664) ; *Debré (Michel)*, (p. 7661) ; *Petit (Camille)*, (p. 7680).

Communauté économique européenne (appartenance des D.O.M. et convention de Lomé) : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7654) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Martin (Claude)*, (p. 7656) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7657, 7685, 7687) ; *Debré (Michel)*, (p. 7667) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 7669) ; *Sablé (Victor)*, (p. 7670) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7679) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 7681) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 7663).

Fonds d'investissement des départements d'Outre-Mer (F.I.D.O.M.) : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Martin (Claude)*, (p. 7656) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7658) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664).

Franceschi (Joseph), (p. 7669) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7678) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679).

F.R.3. Outre-Mer (partialité : *M. Kalinsky (Maxime)*, (p. 7666).

Guyane (forêt et pêche) : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7654) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7659) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 7605).

Marché de l'emploi et agence nationale pour l'emploi dans les départements d'Outre-Mer : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7652) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Martin (Claude)*, (p. 7656) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 7665) ; *Debré (Michel)*, (p. 7668) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7679) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679).

Mayotte : *MM. Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7660, 7689) ; *Debré (Michel)*, (p. 7668) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 7680).

Organismes publics dans les départements d'Outre-Mer (qualité des agents des) : *MM. Debré (Michel)*, (p. 7668) ; *Sablé (Victor)*, (p. 7669).

Pêche (crise de la) : *MM. Sablé (Victor)*, (p. 7670) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7678) ; *Moustache (José) ; 84) ; Dijoud (Paul)*, (p. 7688).

Police nationale Outre-Mer : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7652) ; *Martin (Claude)*, (p. 7656) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7658) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664).

Populations d'Outre-Mer (identité culturelle et attachement à la France) : *MM. Dijoud (Paul)*, (p. 7657, 7686, 7687) ; *Kalinsky*

(Maxime), (p. 7665, 7666) ; *Debré (Michel)*, (p. 7666, 7667) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7678) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 7685) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 7663).

Protection sociale dans les départements d'Outre-Mer : *MM. Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7657, 7659) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 7666) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 7669) ; *Guéna (Yves)*, (p. 7679) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679).

Réunion (mise en valeur des Hauts de la) : *MM. Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7686).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *MM. Séguin (Philippe)*, (p. 7655) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7659, 7689) ; *Plantagenest (Marc)*, (p. 7682) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 7684).

Service militaire adapté : *MM. Dijoud (Paul)*, (p. 7659) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7664).

Subvertion dans les départements d'Outre-Mer : *M. Debré (Michel)*, (p. 7668).

Sucre et rhum : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7658, 7687, 7639) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 7665) ; *Debré (Michel)*, (p. 7668) ; *Sablé (Victor)*, (p. 7670) ; *Petit (Camille)*, (p. 7679) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 7681).

Tourisme aux Antilles : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653) ; *Martin (Claude)*, (p. 7656) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7658) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 7682).

Transports aériens et maritimes entre la métropole et les départements d'Outre-Mer : *MM. Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 7653, 7654) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 7668) ; *Debré (Michel)*, (p. 7668) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 7682) ; *Moustache (José)*, (p. 7684) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7689).

EXAMEN DES CRÉDITS [15 novembre 1978] (p. 7690).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 321* de la commission des lois (retirant des chapitres du budget des départements d'Outre-Mer les crédits destinés à l'administration préfectorale, aux tribunaux administratifs et aux services des préfectures des D.O.M. pour qu'ils soient rattachés aux crédits du ministère de l'intérieur) : rejeté (p. 7690) ; *amendement n° 272* de M. Jean Fontaine (retirant des chapitres du budget des départements d'Outre-Mer les crédits destinés à l'administration préfectorale, aux tribunaux administratifs et aux services des préfectures des D.O.M. pour qu'ils soient rattachés aux crédits du ministère de l'intérieur) : retiré (p. 7690).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Franceschi (Joseph)*, (p. 7690) : vote hostile du groupe socialiste sur les crédits du titre III.

– *M. Kalinsky (Maxime)*, (p. 7690) : vote hostile du groupe communiste sur les crédits du titre III.

– *MM. Séguin (Philippe), Fontaine (Jean), Rocca Serra (Jean-Paul de), Dijoud (Paul).*

– état B, titre III, adopté (p. 7690).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : réservé (p. 7690).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services (mesures nouvelles) : subvention d'investissement accordées par l'Etat ; *amendement n° 322* rectifié à la commission des lois (transfert des crédits d'aide à la production sucrière à un nouveau chapitre à créer du titre IV qui serait consacré aux interventions économiques) : adopté (p. 7691).

MM. Séguin (Philippe), Rocca Serra (Jean-Paul de), Dijoud (Paul).

– état C, titre VI, adopté avec modifications (p. 7691).

ETAT B. – TITRE IV *(suite)* : crédits applicables aux dépenses ordinaires de services civils (mesures nouvelles) : précédemment réservé ; amendement au Gouvernement (majoration des crédits du titre IV à la suite de l'adoption de l'amendement n° 322 rectifié) : adopté (p. 7692).

MM. Dijoud (Paul), Rocca Serra (Jean-Paul de).

– état B, titre IV, adopté avec modifications (p. 7692).

APRES L'ART. 76 : *amendement n° 323* rectifié de la commission des lois (publication par le Gouvernement d'un document précisant la répartition par département et par territoire d'Outre-Mer des crédits traduisant l'effort financier de l'Etat) : adopté (p. 7692).

MM. Séguin (Philippe), Rocca Serra (Jean-Paul de), Dijoud (Paul).

ECONOMIE ET BUDGET

I. – Charges Communes.

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7933).

Déficit budgétaire (financement) : *M. Papon (Maurice)*, (p. 7942).

Dégrèvement d'impôts : *M. Chauvet (Augustin)*, (p. 7934, 7935).

Dette extérieure de l'Etat : *M. Chauvet (Augustin)*, (p. 7934).

Dette flottante de l'Etat : *M. Chauvet (Augustin)*, (p. 7934).

Dette à long terme de l'Etat : *M. Chauvet (Augustin)*, (p. 7934).

Entreprises publiques : *MM. Emmanuelli (Henri)*, (p. 7936, 7937) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7934) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 7944).

Fonds national de solidarité : *MM. Chauvet (Augustin)*, (p. 7935) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 7942) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7942).

Garantie pour risques économiques : *MM. Chauvet (Augustin)*, (p. 7934) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7942).

Pensions des fonctionnaires : *MM. Chauvet (Augustin)*, (p. 7935) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 7939); *Villa (Lucien)*, (p. 7940) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 7940, 7941) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7942).

Pouvoir d'achat des fonctionnaires : *M. Papon (Maurice)*, (p. 7942).

Rapatriés (indemnisation) : *MM. Chauvet (Augustin)*, (p. 7935) ; *Fenech (Roger)*, (p. 7937, 7838) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 7938) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 7938, 7944) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 7939, 7940) ; *Villa (Lucien)*, (p. 7940) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7943) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7943, 7944).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7944).

ETAT B. – TITRE I : dette publique (mesures nouvelles) : adopté (p. 7944).

ETAT B. – TITRE II : pouvoirs publics (mesures nouvelles) : adopté (p. 7944).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7945).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 7945) ; *amendement n° 357* du Gouvernement (réduction de crédits traduisant l'incidence sur le budget des charges communes du rejet de l'article 33 du projet de loi de finances concernant les rentes viagères) : adopté (p. 7945).

MM. Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Marette (Jacques), Franceschi (Joseph).

– état C, titre IV, adopté avec modification (p. 7945).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : investissements exécutés par l'Etat (p. 7946) ; *amendement n° 166* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction de crédits traduisant la volonté de la commission de voir rattacher au budget des affaires étrangères l'ensemble des crédits consacrés à l'action internationale de la France) : rejeté (p. 7946).

MM. Marette (Jacques), Monory (René).

– état C, titre V, adopté (p. 7946).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : subventions d'investissement accordées par l'Etat (p. 7947) ; *amendement n° 170* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction de crédits traduisant la volonté de la commission de voir rattacher au budget des affaires étrangères l'ensemble des crédits consacrés à l'action internationale de la France) : rejeté (p. 7946) ; *amendement n° 287* de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (suppression des crédits destinés à abonder le chapitre 64-00 du budget du commerce et de l'artisanat au titre des primes de développement artisanal) : adopté (p. 7947).

MM. Emmanuelli (Henri), Chauvet (Augustin), Monory (René).

– état C, titre VI : adopté avec modification (p. 7947).

APRES L'ART. 76 : *amendement n° 364* de M. Gérard Bapt (faisant obligation au Gouvernement d'indiquer dans le rapport visé à l'article 80 de la loi du 27 décembre 1973 le nombre de dossiers de rapatriés faisant chaque année l'objet d'une indemnisation et le nombre de dossiers en instance de liquidation, suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 7947).

MM. Bapt (Gérard), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7952).

Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre-Mer : *M. Hamel (Emmanuel),* (p. 7952).

Associations et centres de gestion agréés : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7954) ; *Papon (Maurice),* (p. 7959).

Commission de la concurrence : *MM. Malvy (Martin),* (p. 7955) ; *Monory (René),* (p. 7962).

Contrôle fiscal : *MM. Fabius (Laurent),* (p. 7959, 7961) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 7953) ; *Papon (Maurice),* (p. 7959, 7969).

Cour des comptes (effectifs) : *M. Hamel (Emmanuel),* (p. 7952).

Direction de la concurrence et des prix (missions et moyens) : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7953, 7954) ; *Malvy (Martin),* (p. 7954) ; *Monory (René),* (p. 7961).

Direction générale des impôts :*MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7961) ; *Fabius (Laurent),* (p. 7958) ; *Papon (Maurice),* (p. 7959).

Direction générale pour les relations avec le public : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7953) ; *Papon (Maurice),* (p. 7960).

Direction des relations économiques extérieures : *M. Monory (René),* (p. 7961).

Douanes : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7953, 7954) ; *Papon (Maurice),* (p. 7959, 7960).

Fraude fiscale : *MM. Fabius (Laurent),* (p. 7957, 7958, 7959) ; *Papon (Maurice),* (p. 7959).

Institut national de la consommation : *MM. Malvy (Martin),* (p. 7954) ; *Daillet (Jean-Marie),* (p. 7956) ; *Monory (René),* (p. 7962).

Institut national de la statistique et des études économiques (création d'emplois) : *M. Hamel (Emmanuel),* (p. 7952).

Opération boîte postale 5000 : *M. Malvy (Martin),* (p. 7955).

Protection des consommateurs et libération des prix : *MM. Malvy (Martin),* (p. 7954, 7955) ; *Daillet (Jean-Marie),* (p. 7955, 7956) ; *Wilquin (Claude),* (p. 7956, 7957) ; *Monory (René),* (p. 7961, 7962).

Protection des fonctionnaires du fisc : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 7953) ; *Papon (Maurice),* (p. 7960).

Publicité mensongère : *M. Daillet (Jean-Marie),* (p. 7956).

Service de la répression des fraudes (effectifs) : *MM. Malvy (Martin),* (p. 7954) ; *Daillet (Jean-Marie),* (p. 7956).

Trésor (effectif) : *M. Hamel (Emmanuel),* (p. 7952,7953).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7962).

II. – Section commune.

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 7963) ; *amendement n° 365* de M. Martin Malvy (suppression des crédits affectés à l'opération Boîte 5000 : rejeté (p. 7963).

MM. Vilquin (Claude), Hamel (Emmanuel), Monory (René).

– état B, titre III, adopté (p. 7963).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7963).

III. – Economie.

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7963).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7963).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7963).

IV. – Budget.

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 7964) ; *amendement n° 335* de M. Joseph Franceschi (annulation des crédits affectés à l'extension de la procédure de mensualisation des pensions de l'Etat en signe de protestation contre la lenteur avec laquelle s'effectue cette mensualisation) : rejeté par scrutin public n° 118 (p. 7964) ; liste des votants (p. 8049, 8050).

MM. Franceschi (Joseph), Hamel (Emmanuel), Papon (Maurice), Marette (Jacques), Jans (Parfait).

– état B, titre III, adopté (p. 7964).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7964).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7964).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 353* de la commission de la production et des échanges (possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de saisir pour avis la commission de la concurrence) : adopté avec modification (p. 7965).

Malvy (Martin), Hamel (Emmanuel), Neuwirth (Lucien), Monory (René).

EDUCATION

DISCUSSION GENERALE [13 novembre 1978] (p. 7474).

Apprentissage : *MM. Lataillade (Pierre),* (p. 7514) ; *Narquin (Jean),* (p. 7505) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 7488).

Auxiliarat : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7523) ; *Laurain (Jean),* (p. 7509) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 7488) ; *Royer (Jean),* (p. 7474).

Bourses : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7523) ; *Brunhes (Jacques),* (p. 7495) ; *Mitterrand (François),* (p. 7483) ; *Pinte (Etienne),* (p. 757478) ; *Royer (Jean),* (p. 7475).

Chefs d'établissement du second degré (indemnité de responsabilité) : *MM. Lancien (Yves),* (p. 7520) ; *Pringalle (Claude),* (p. 7519) ; *Goulet (Daniel),* (p. 7502) ; *Beaumont (Jean-Louis),* (p. 7491).

Collège unique : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7479, 7489) ; *Bariani (Didier),* (p. 7510) ; *Gaudin (Jean-Claude),* (p. 7484).

Conseillers budgétaires : *M. Beullac (Christian),* (p. 7479).

Constructions scolaires (crédits d'équipement : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7480) ; *Pelletier (Jacques),* (p. 7481) ; *Voilquin (Hubert),* (p. 7518) ; *Malvy (Martin),* (p. 7517) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 7513) ; *Ralite (Jack),* (p. 7504) ; *Massoubre (Jean-Louis),* (p. 7496) ; *About (Nicolas),* (p. 7494) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 7487) ; *Mitterrand (François),* (p. 7484) ; *Pinte (Etienne),* (p. 7478) ; *Neuwirth (Lucien),* (p. 7476).

Décentralisation : *MM. Pelletier (Jacques),* (p. 7481) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 7516) ; *Goulet (Daniel),* (p. 7501) ; *Beaumont (Jean-Louis),* (p. 7491).

Démographie scolaire : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7522, 7524) ; *Laurain (Jean),* (p. 7509) ; *Fuchs (Jean-Paul),* (p. 7497) ; *About (Nicolas),* (p. 7493, 7494) ; *Mitterrand (François),* (p. 7483) ; *Royer (Jean),* (p. 7474).

Directeur d'école élémentaire ou maternelle : *MM. Beaumont (Jean-Louis),* (p. 7491) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 7488).

Enseignants (création de postes) : *MM. Lataillade (Pierre),* (p. 7514) ; *Derosier (Bernard),* (p. 7515) ; *Durr (André),* (p. 7511) ; *Perrut (Francisque),* (p. 7507) ; *Narquin (Jean),* (p. 7505) ; *Privat (Colette),* (p. 7500) ; *About (Nicolas),* (p. 7493) ; *Delehedde (André),* (p. 7492) ; *Pinte (Etienne),* (p. 7477) ; *Roger (Jean),* (p. 7474).

Enseignants (formation des) : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7480, 7523) ; *Guermeur (Guy),* (p. 7516) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 7515) ; *Derosier (Bernard),* (p. 7515) ; *Durr (André),* (p. 7511) ; *Bariani (Didier),* (p. 7510) ; *Ralite (Jack),* (p. 7505) ; *Laurain (Jean),* (p. 7509) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 7407) ; *Gissinger (Antoine),* (p. 7488) ; *Royer (Jean),* (p. 7476).

Enseignants (parité entre secteur public et privé : *M. Guermeur (Guy),* (p. 7516) ; *Gaudin (Jean-Claude),* (p. 7484).

Enseignement français à l'étranger : *M. Pelletier (Jacques),* (p. 7481, 7482).

Enseignement privé : *MM. Beullac (Christian),* (p. 75489, 7524) ; *Guermeur (Guy),* (p. 7517) ; *Durr (André),* (p. 7511) ; *Gaudin (Jean-Claude),* (p. 7484) ; *Royer (Jean),* (p. 7475).

Enseignement technique : *MM. Laurent (André),* (p. 7511) ; *Massoubre (Jean-Louis),* (p. 7495, 7496) ; *Royer (Jean),* (p. 7475).

Formation professionnelle : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7479.,7522) ; *Laurent (André),* (p. 7520).

Gratuité (des manuels : *MM. Beullac (Christian),* (p. 7480, 7522) ; *Brunhes (Jacques),* (p. 7495) ; *Faure (Gilbert),* (p. 7502) ; *Pinte (Etienne),* (p. 7478).

Inégalités scolaires : *MM. Brunhes (Jacques),* (p. 7494, 7595) ; *Zarka (Pierre),* (p. 7485).

Inspecteurs départementaux : *MM. Gantier (Gilbert),* (p. 7515) ; *Pringalle (Claude),* (p. 7519) ; *Durr (André),* (p. 7511) ; *Bariani (Didier),* (p. 7510) ; *Schneiter (Jean-Louis),* (p. 7503) ; *Delehedde (André),* (p.7492).

Institut de préparation aux enseignements du second degré (O.P.E.S. : *MM. Laurain*

(Jean : MM. 09) ; Delehedde (André), (p. 7492).

Instituteurs : *M. Francheschi (Joseph)*, (p. 7497).

Intendance : *M. Pringalle (Claude)*, (p. 7519).

Orientation : *MM. Beullac (Christian)*, (p. 7480, 7524) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 7507) ; *Delehedde (André)*, (p. 7492).

Parents d'élèves) : *MM. Ralite (Jack)*, (p. 7503) ; *Delehedde (André)*, (p. 7491) ; *Zarak (Pierre)*, (p. 7485) ; *Mitterrand (François)*, (p. 7484).

Polynésie : *M. Flosse (Gaston)*, (p. 7508).

Programmes scolaires : *MM. Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 75484) ; *Durr (André)*, (p. 7511).

Rhône (problème de la région) : *M. Hamel (Emmnanuel)*, (p. 7513).

Scolarisation en milieu rural : *MM. Nucci (Christian)*, (p. 7506, 7507, 7522) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7503).

Télévision scolaire : *MM. Beullac (Christian)*, (p. 7524) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 7498).

Titularisation : *M. Beullac (Christian)*, (p. 7480).

Transports scolaires : *MM. Beullac (Christian)*, (p. 7480, 7523) ; *Nucci (Christian)*, (p. 7506) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 7502) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 7478) ; *Royer (Jean)*, (p. 7475).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLE RATTACHE [13 NOVEMBRE 1978] (p. 7525).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 337* de M. Guy Guermeur (tendant, par le biais de la diminution des crédits de renouvellement du part automibile, à demander au ministre de l'éducation de prendre un engagement privé) : retiré (p. 7525).

MM. Guermeur (Guy), Royer (Jean), Beullac (Christian).

– état B, titre III, adopté (p. 7525).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7525).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : *amendement n° 167* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation) : rejeté (p. 7527) ; *amendement n° 327* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du bugdet d'équipement de l'éducation) : rejeté (p. 7527) ; *amendement n° 333* de M. Jack Ralite (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation) : rejeté par scrutin public n° 114 (p. 7527) ; liste des votants (p. 7529, 7530).

MM. Neuwirth (Lucien), Pinte (Etienne), Ralite (Jack), Beullac (Christian, Mexandeau (Louis), Cressard (Jacques), Hamel (Emmnauel).

– état C, titre V, adopté (p. 7527).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles). – Subventions investissement accordées par l'Etat : *amendement n° 171* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation) : rejeté (p. 7527) ; *amendement n° 328* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI en signe de protestation contre l'insuffisance du bugdet d'équipement de l'éducation) : rejeté (p. 7527) ; *amendement n° 334* de M. Jacques Brunhes (annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation) : rejeté (p. 7527).

MM. Neuwirth (Lucien), Pinte (Etienne), Brunhes (Jacques), Beullac (Christian, Mexandeau (Louis).

– état C, titre VI, adopté par scrutin public n° 115 (p. 7527). liste des votants (p. 7530, 7531).

ART. 78 RATTACHE (titularisation dans l'enseignement public des maîtres en service dans les établissements d'enseignement technique de la Sollac et de Socilor) : adopté (p. 7528).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Mexandeau (Louis)*, (p. 7528) : vote hostile du groupe socialiste.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

I. – Environnement.

DISCUSSION GENERALE [25 octobre 1978] (p. 6606).

Action foncière : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6608) ; *Canacos (Henri)*, (p. 6612) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621) ; *Baridon (Jean)*, (p. 6637) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 6638).

Aéroport (nuisances) : *M. Richard (Alain)*, (p. 6614) ; *Agence de l'air : MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6607) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6610) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6611) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621).

Agences des bâtiments de France : *M. Mesmin (Georges)*, (p. 6606).

Alsace (nappe phréatique) : *M. Gissinger (Antoine)*, (p. 6631).

Associations (rôle en matière d'environnement) : *MM. Andrieu (Maurice)*, (p. 6635) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 6649) ; *Delmas (François)*, (p. 6649).

Bruit (lutte contre le) : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6607) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6610) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 6633) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 6639) ; *Delmas (François)*, (p. 6648).

Chasse : *MM. Couillet (Michel)*, (p. 6636, 6637) ; *Delmas (François)*, (p. 6649).

Comités d'hygiène et de sécurité : *M. Juquin (Pierre)*, (p. 6633).

Conseils d'architecture : *MM. Canacos (Henry)*, (p. 6613) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6620) ; *Malvy (Martin)*, (p. 6645).

Contrats de villes moyennes : *MM. Ornano (Michel d')*, (p. 6620) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 6641).

Décentralisation : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6608) ; *Richard (Alain)*, (p. 6615) ; *Marie (Bernard)*, (p. 6615) ; *Mme Fost (Paulette)*, (p. 6617) ; *MM. Ornano (Michel d')*, (p. 6620) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6630) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 6635).

Eau (problèmes de l') : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6607) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6611) ; *Richard (Alain)*, (p. 6614) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6631) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 6632) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 6643).

Energie nucléaire : *MM. Juquin (Pierre)*, (p. 6633) ; *Darinot (Louis)*, (p. 6638).

Espaces verts : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6609) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6613) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6620) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 6639) ; *Chapel (Paul)*, (p. 6640).

Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (F.I.A.N.E.) : *M. Raymond (Alex)*, (p. 6643).

Forêts péri-urbaines : *M. Duroure (Roger)*, (p. 6643).

Lotissements dans les communes rurales : *M. Longuet (Gérard)*, (p. 6638).

Ministère de l'environnement (structures et moyens) : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6606) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 6607) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6609, 6610) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6610) ; *Léotard (François)*, (p. 6613) ; *Richard (Alain)*, (p. 6615) ; *Mme Fost (Paulette)*, (p. 6616) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6619) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 6635) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 6640) ; *Duroure (Roger)*, (p. 6642) ; *Malvy (Martin)*, (p. 6645).

Mont Saint-Michel : *MM. Bizet (Emile)*, (p. 6642) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6647).

Parcs nationaux : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6606) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6611) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6631) ; *Bizet (Emile)*, (p. 6642) ; *Duroure (Roger)*, (p. 6643).

Parc naturels régionaux : *MM. Micaux (Pierre)*, (p. 6644, 6645) ; *Delmas (François)*, (p. 6648).

Permis de construire (indemnisation en cas d'annulation) : *MM. Canacos (Henry)*, (p. 6613) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621).

Pistes cyclables : *MM. Léotard (François)*, (p. 6613) ; *Delmas (François)*, (p. 6649).

Pollutions accidentelles : *MM. Péricard (Michel)*, (p. 6610) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 6646, 6647) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 6646) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 6648).

Protection de la mer : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6607) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6610) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6611) ; *Léotard (François)*, (p. 6613) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621, 6633, 6647) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 6632) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 6646) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 6646) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 6648) ; *Delmas (François)*, (p. 6648).

Récupération et élimination des déchets : *MM. Mesmin (Georges)*, (p. 6607) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6609) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6611) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6632) ; *Malvy (Martin)*, (p. 6645) ; *Delmas (François)*, (p. 6648).

Sociétés d'économie mixte : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6608) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6630, 6631) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 6617, 6618, 6619) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6621, 6647).

Urbanisme et environnement (réglementation) : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6608) ; *Raymond (Alex)*, (p. 6630) ; *Marie (Bernard)*,

(p. 6615) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 6635) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 6636) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 6644) ; *Delmas (François)*, (p. 6649).

Urbanisme (moyens financiers) : *M. Canacos (Henry)*, (p. 6612).

Villes nouvelles : *MM. Montagne (Rémy)*, (p. 6608) ; *Baridon (Jean)*, (p. 6637).

EXAMEN DES CREDITS [25 octobre 1978] (p. 6649).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaire des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6650)

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services (mesures nouvelles) : adopté (p. 6650).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), investissements effectués par l'Etat : adopté (p. 6650).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 6650)

EXPLICATIONS DE VOTE SUR TOUS LES TITRES :

– *M. Canacos (Henry)* : vote hostile du groupe communiste (p. 6650).

– *M. Darinot (Louis)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 6650).

Les crédits de l'urbanisme seront mis aux voix avec les crédits concernant le logement inscrits à la ligne : Environnement et cadre de vie. – II. – Cadre de vie et logement.

II. – Cadre de vie et logement.

DISCUSSION GENERALE [25 octobre 1978] (p. 6657).

Accession à la propriété : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6664) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6666) ; *Rossinot (André)*, (p. 6669) ; *Denvers (Albert)*, (p. 6670, 6679, 6680) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 6675) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6675) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 6677) ; *d'Ornano (Michel d')*, (p. 6677, 6678, 6680).

Aide personnalisée au logement et aide à la pierre : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6657, 6658) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 6659) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Briane (Jean)*, (p. 6663) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6663) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 6668) ; *Rossinot (André)*, (p. 6670) ; *Denvers (Albert)*, (p. 6671) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 6674, 6675) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6677, 6678, 6680).

Amélioration de l'habitat : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6659) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 6660) ; *Haby (Charles)*, (p. 6661) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Briane (Jean)*, (p. 6663) ; *Royer (Jean)*, (p. 6666) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 6668) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6677).

Bâtiment (situation du) : *MM. Haby (Charles)*, (p. 6661) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6665) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6667) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6678).

Conventionnement : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6665) ; *Denvers (Albert)*, (p. 6662) ; *Noir (Michel)*, (p. 6671) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 6671) ; *Quilès (Paul)*, (p. 6676) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6677, 6679).

Expulsions de locataires : *MM. Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6661) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 6668).

H.L.M. (délabrement et réahabilitation des) : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Noir (Michel)*, (p. 6671) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 6671) ; *Quilès (Paul)*, (p. 6676) ; *Ornano (Michel)*, (p. 6679).

Libération des loyers : *MM. Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6663) ; *Briane (Jean)*, (p. 6663) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6665) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 6668, 6669) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 6672).

Logement en milieu rural (problème du) : *MM. Briane (Jean)*, (p. 6664) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 6673, 6674) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 6681).

Maison individuelle (marché de la) : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 6676) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6678, 80).

Secteur locatif aidé : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 6659) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Canacos (Henry)*, (p. 6662) ; *Briane (Jean)*, (p. 6663) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6664) ; *Denvers (Albert)*, (p. 6670) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 6674, 6675) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6675) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6678).

Société d'économie mixte : *M. d'Aubert (François)*, (p. 6659).

Spéculation immobilière à Paris : *Mme Moreau (Gisèle)*, (p. 6668) ; *MM. Quilès (Paul)*, (p. 6676) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 6681).

Surcharges foncières (subventions pour) : *MM. d'Aubert (François)*, (p. 6658) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 6660) ; *Auroux (Jean)*, (p. 6664) ; *Rossinot (André)*, (p. 6670) ; *Noir (Michel)*, (p. 6671) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 6678.

EXAMEN DES CREDITS [25 octobre 1978] (p. 6682).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses, ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6682).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 6682) ; *amendement n° 261* de M. Albert Denvers (réduction des crédits du titre IV de l'état B de 300 millions de francs) : retiré (p. 6682).

MM. Denvers (Albert), Aubert (François d'), Ornano (Michel d'), Canacos (Henry).

- titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 6682).

ETAT C. - TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 6682).

ETAT C. - TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, subventions d'investissement accordées par l'Etat) (p. 6683) ; *amendement n° 257* de M. Henry Canacos (annulation des crédits destinés à l'indemnisation de sociétés civiles immobilières dont les permis de construire ont été supprimés) : rejeté (p. 6683).

Mme Moreau (Gisèle), Aubert (François d'), Ornano (Michel d'), Canacos (Henry).

- titre VI : adopté (p. 6683).

ETAT C. - TITRE VII : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, réparation des dommages de guerre) : adopté (p. 6683).

ART. 58 (limitant à 41 900 millions de francs le montant de l'aide accordée par l'Etat pour les emprunts contractés en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration de logements) (p. 6684) ; *amendement n° 75* de la commission (rédactionnel) : adopté avec modifications (p. 6684) ; *sous-amendement n° 264* du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6684).

MM. Aubert (François d'), Ornano (Michel d').

- article 58, ainsi modifié, adopté (p. 6684).

ART. 59 (fixation du nombre de logements susceptibles de faire l'objet d'une convention entre l'Etat et leur propriétaire pour ouvrir droit à l'aide personnalisée au logement (p. 6684) ; *amendement n° 68* de M. Henry Canacos (repoussant au 1er janvier 1980 la généralisation de la loi portant réforme de l'aide au logement) : rejeté (p. 6684).

MM. Canacos (Henry), Aubert (François d'), Ornano (Michel d').

- article 59 : adopté (p. 6684).

APRES l'ART. 73 : *amendement n° 260* de M. Albert Denvers (exonération de la taxe foncière pour les constructions réalisées avec le bénéfice des nouvelles aides de l'Etat instituées par la loi du 3 janvier 1977) : retiré (p. 6684).

MM. Denvers (Albert), Aubert (François d'), Ornano (Michel d').

APRES l'ART. 78 : *amendement n° 218* du Gouvernement (possibilité pour les départements d'établir une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement) : adopté (p. 6685).

MM. Ornano (Michel d'), Canacos (Henry), Aubert (François d'), Denvers (Albert).

ART. 79 (redevance versée par les sociétés d'économie mixte à la caisse de prêts aux organismes d'H.L.M.) : adopté (p. 6685).

APRES la LIGNE II. - Cadre de vie et logement : *amendement nos 224, 225, 226* et *227* du Gouvernement (rattachant au ministère de l'environnement et du cadre de vie les crédits de l'environnement et créant une ligne « II. - Architecture » aux titres III, IV, V et VI) : adoptés (p. 6686).

MM. Ornano (Michel d'), Aubert (François d').

IMPRIMERIE NATIONALE

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7965).

Annuaires téléphoniques (présentation et périodicité) : *Mme Moreau (Gisèle)*, (p. 7966, 7968) ; *MM. Quilès (Paul)*, (p. 7966) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7967, 7968).

Etablissement de Douai (créations d'emplois) : *MM. Hage (Georges)*, (p. 7967) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7967).

Etablissement de Paris (effectifs) : *Mme Moreau (Gisèle)*, (p. 7966) ; *M. Hage (Georges)*, (p. 7967).

Livres scolaires (impression par l'Imprimerie nationale) : *M. Hage (Georges)*, (p. 7967, 7968).

Personnels de l'Imprimerie nationale originaires des D.O.M. : *Mme Moreau (Gisèle)*, (p. 7966) ; *M. Hage (Georges)*, (p. 7967).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7968).

ART. 41 (crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale, services votés): adopté (p. 7968).

ART. 42, paragraphe I (autorisations de programme du budget annexe de l'Imprimerie nationale, mesures nouvelles) : adopté (p. 7968).

ART. 42, paragraphe II (crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale, mesures nouvelles) : adopté (p. 7968).

INDUSTRIE

DISCUSSION GENERALE [19 octobre 1978] (p. 6382) ; [20 octobre 1978] (p. 6448).

Allemagne fédérale (hégémonie de l') : *M. Depietri (César)*, (p. 6390).

Alsace (situation économique de l') : *M. Caro (Jean-Marie)*, (p. 6398, 6399).

Augmentation des crédits de l'industrie : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 6382).

Autofinancement des entreprises : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 6382).

Cadres (participation des) : *M. Goulet (Daniel)*, (p. 6452).

Chambres de commerce et d'industrie : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6393).

Charbonnages de France - Chimie : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 6387) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 6451) ; *Giraud (André)*, (p. 6462).

Charges sociales (assiette) : *MM. Geng (Francis)*, (p. 6396) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 6449).

Chefs d'entreprise (responsabilité des) : *MM. Goulet (Daniel)*, (p. 6452) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6457, 6458).

Chômage et système éducatif : *M. Neuwirth (Lucien)*, (p. 6449).

C.N.E.S. et C.N.E.X.O. : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6393).

Crédit (coût du) : *M. de Branche (René)*, (p. 6391).

Déficit commercial avec les pays développés : *MM. Depietri (César)*, (p. 6390) ; *Geng (Francis)*, (p. 6395).

Economies d'énergie : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6393) ; *Quilès (Paul)*, (p. 6450) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6456) ; *Wagner (Robert)*, (p. 6457) ; *Giraud (André)*, (p. 6459).

Energie (dépendance de la France) : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 6397) ; *Giraud (André)*, (p. 6460).

Energie nucléaire : *MM. Quilès (Paul)*, (p. 6451) ; *Giraud (André)*, (p. 6460).

Energies nouvelles : *M. Giraud (André)*, (p. 6460).

Entreprise minière et chimique : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 6451) ; *Giraud (André)*, (p. 6462).

Financement des entreprises : *M. Goulet (Daniel)*, (p. 6452).

Fonds de garantie pour la création d'entreprises : *M. Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 6465).

Industrie agro-alimentaire : *M. Schvartz (Julien)*, (p. 6384).

Industrie charbonnière : *M. Depietri (César)*, (p. 6389) ; *Mme Horvath (Adrienne)*, (p. 6398) ; *MM. Huguet (Roland)*, (p. 6448) ; *Giraud (André)*, (p. 6459, 6460).

Industrie chimique : *M. Schvartz (Julien)*, (p. 6384).

Industries électriques et électromécaniques (stagnation des) : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383).

Industries forestières et du bois : *MM. Longuet (Gérard)*, (p. 6449, 6450) ; *Duroure (Roger)*, (p. 6453, 6454) ; *Giraud (André)*, (p. 6461).

Industrie informatique : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6393).

Industrie pétrolière (avenir de l') : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Quilès (Paul)*, (p. 6450).

Industrie pharmaceutique : *M. Schvartz (Julien)*, (p. 6384).

Industrie du poids lourd (marasme de l') : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 6384) ; *Mme Constans (Hélène)*, (p. 6394, 6395) ; *M. Giraud (André)*, (p. 6462).

Industrie sidérurgique (crise de l') : *MM. Depietri (César)*, (p. 6389) ; *Billardon (André)*, (p. 6397) ; *Huguet (Roland)*,

(p. 6448) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 6449) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6456).

Industrie du téléphone : *MM. Schwartz (Julien)*, (p. 6384) ; *Huguet (Roland)*, (p. 6449).

Industrie textile : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 6454) ; *Giraud (André)*, (p. 6463).

Innovation (aide à l') : *MM. de Branche (René)*, (p. 6390) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6393) ; *Giraud (André)*, (p. 6461).

Investissement industriel, consommation intérieure et reprise économique : *MM. Schvartz (Julien)*, (p. 6384) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6392) ; *Geng (Francis)*, (p. 6395) ; *Billardon (André)*, (p. 6397).

Libération des prix industriels : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 6382).

Loire (situation économique du département de la) : *MM. Neuwirth (Lucien)*, (p. 6449) ; *Barnier (Michel)*, (p. 6456).

Marché français (pénétration du) : *M. Billardon (André)*, (p. 6397).

Marché des hydrocarbures (politique gouvernementale du) : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383) ; *Quilès (Paul)*, (p. 6450) ; *Giraud (André)*, (p. 6460).

Ministère de l'industrie (moyens du) : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6392, 6393).

Multinationales (profits des) : *M. Depietri (César)*, (p. 6389 ; Mme Constans (Hélène), (p. 6394).

Musée de l'industrie : *M. Giraud (André)*, (p. 6461).

Paris (désindustrilisation de) : *M. Bariani (Didier)*, (p. 6452, 6453) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 6464).

Petite et moyenne industrie (problèmes de la) : *MM. Féron (Jacques)*, (p. 6385, 6386) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 6386) ; *de Branche (René)*, (p. 6390) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 6399) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6458) ; *Giraud (André)*, (p. 6461) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 6464, 6465).

Plan composants (application du) : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 6383).

Recherche : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6392).

Reconversion (coût des politiques de) : *M. de Branche (René)*, (p. 6391).

Récupération des déchets : *M. Wagner (Robert)*, (p. 6457).

Redéploiement économique : *MM. Depietri (César)*, (p. 6388) ; *Geng (Francis)*, (p. 6396) ; *Billardon (André)*, (p. 6396).

Regénération des huiles usées : *M. Schwartz (Julien)*, (p. 6388).

Régions (rôle économique des) : *MM. Hamelin (Xavier)*, (p. 6387) ; *Geng (Francis)*, (p. 6396) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 6399) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6458) ; *Giraud (André)*, (p. 6463) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 6464).

Réseaux commerciaux français à l'étranger : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6392).

Rhône-Alpes (situation économique) : *M. Hamel (Emmanuel)*, (p. 6457).

Savoie (situation économique de la) : *M. Barnier (Michel)*, (p. 6456).

Sociétés de développement régional) : *M. Hamelin (Xavier)*, (p. 6387).

Système monétaire international et pétrodollars : *M. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6392).

EXAMEN DES CREDITS [20 octobre 1978] (p. 6465).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6465).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6465).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 6465).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat (p. 6468) ; *amendement n° 234* de M. Paul Quilès (suppression du crédit destiné au financement du surcoût du superphénix) : rejeté (p. 6466) ; *amendement n° 172* de la commission (réduction des crédits accordés à l'agence pour les économies d'énergie) : rejeté (p. 6467) ; *amendement n° 235* du Gouvernement (réduction des crédits accordés à l'agence pour les économies d'énergie) (p. 6468) ; *sous-amendement n° 236* de M. Jean-Pierre Chevènement à l'*amendement n° 235* (diminution des crédits affectés au ministère de l'industrie prévus par l'*amendement n° 235* : rejeté (p. 6468) ; *amendement n° 235* : adopté (p. 6468) ; *amendement n° 231* de la commission de la production et des échanges (diminution des crédits du plan-calcul) : retiré (p. 6468).

MM. Quilès (Paul), Gantier (Gilbert), Giraud (André), Schvartz (Julien), Chevènement (Jean-Pierre).

– titre VI : adopté avec modification (p. 6468).

INTERIEUR

DISCUSSION GENERALE [19 octobre 0978] (p. 6330).

Bois de Boulogne et Vincennes (sécurité dans les) : *M. Vivien (Robert-André)*, (p. 6354) ; *Mme Hautecloque (Nicole de)*, (p. 6354) ; *M. Bonnet (Christian)*, (p. 6354, 6355).

Budget de l'intérieur (progression du) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347).

Caisse d'aménagement des équipements des collectivités locales (C.A.E.C.L.) : *M. Mayoud (Alain)*, (p. 6332).

Canadair : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 6361) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6361).

Centrales nucléaires : *MM. Guermeur (Guy)*, (p. 6364) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6364).

Collectivités locales (aides aux) : *MM. Mayoud (Alain)*, (p. 6331) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Colombier (Henri)*, (p. 6335) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 6336) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 6344) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347).

Collectivités locales (investissements des) : *MM. Dubedout (Hubert)*, (p. 6336).

Collectivités locales (prêts aux) : *MM. Mayoud (Alain)*, (p. 6332) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347).

Communes classées : *MM. Marie (Bernard)*, (p. 6360) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6360).

Communes (difficultés des petites) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6334) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347, 6362) ; *Cattin-Bazin (Maurice)*, (p. 6361).

Communes (personnel des) : *MM. Colombier (Henri)*, (p. 6334) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 6344, 6338) ; *Odru (Louis)*, (p. 6358) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6358, 6359).

Communes (subventions d'équilibre) : *MM. Houteer (Gérard)*, (p. 6361) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6361).

Coopération européenne en matière de lutte contre la criminalité : *Mme Constans (Hélène)*, (p. 6353) ; *M. Bonnet (Christian)*, (p. 6353).

Coopération intercommunale : *M. Mayoud (Alain)*, (p. 6331).

Corse (problèmes de la) : *MM. Pasquini (Pierre)*, (p. 6345) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6348).

Décentralisation : *MM. Dubedout (Hubert)*, (p. 6335, 6336) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347).

Défense civile : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Colombier (Henri)*, (p. 6335) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 6338).

D.O.M.-T.O.M. (budget des) : *M. Fontaine (Jean)*, (p. 6346).

Expulsions et saisies : *MM. Brunhes (Jacques)*, (p. 6352) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6352, 6360) ; *Billardon (André)*, (p. 6360).

F.I.D.E.S. : *M. Mayoud (Alain)*, (p. 6332).

Finances locales : *M. Cressard (Jacques)*, (p. 6339).

Fonctionnaires de l'Etat en Polynésie (rémunération des) : *M. Fossé (Roger)*, (p. 6330).

Fonds de compensation de la T.V.A. : *MM. Mayoud (Alain)*, (p. 6332) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 6336) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 6344) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6347).

Fonds d'équipement des collectivités locales : *M. Mayoud (Alain)*, (p. 6331).

Incendies (lutte contre les) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6348, 6353).

Investissements routiers : *MM. Malvy (Martin)*, (p. 6356) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6356).

Lyon (effectifs de police à) : *M. Hamel (Emmanuel)*, (p. 6357) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6358).

Maîtres nageurs-sauveteurs : *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 6359) ; Bonnet (Christian), (p. 6359).

Mandats locaux (exercice des) : *MM. Mexandeau (Louis)*, (p. 6355) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6355, 6364) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 6364).

Marseille (effectifs de police à) : *MM. Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 6357) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6357).

Montagne (Sécurité en) : *MM. Barnier (Didier)*, (p. 6364) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6364).

Nice (effectifs de police à) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 6357) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6357).

Officiers sapeurs-pompiers (école des) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330).

Paris (relations de la ville avec l'Etat) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6334).

Partis politiques (financement des) : *Mme Constans (Hélène)*, (p. 6362) ; *M. Bonnet (Christian)*, (p. 6362).

Police dans les agglomérations (effectifs de la) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6331) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 6337) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 6340) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 6342) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6349).

Police (dépenses de) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330, 6331) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6349).

Police (utilisation de la) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 6340) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 6342) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6349).

Polices patronales : *M. Kalinsky (Maxime)*, (p. 6340, 6363).

Policiers (problèmes des) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6359) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 6338) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 6340, 6341) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 6342, 6343) ; *Bégault (Jean)*, (p. 6343, 6344) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6349, 6359).

Policiers (recrutement par les maires) : *MM. Arreckx (Maurice)*, (p. 6357) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6357).

Pollution (lutte contre la) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 6356) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6356, 6364) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 6364).

Préfectures (créations d'emplois dans les) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6330) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6332) ; *Colombier (Henri)*, (p. 6334) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6356) ; *Nucci (Christian)*, (p. 6356).

Préfets (créations de postes de) : *M. Fossé (Roger)*, (p. 6330).

Préfets (pouvoir des) : *M. Dubedout (Hubert)*, (p. 6335).

Régions (comités économiques et sociaux) : *MM. Pourchon (Maurice)*, (p. 6366) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6366).

Régions (interventions en faveur de l'emploi) : *M. Colombier (Henri)*, (p. 6335).

Régions (problème du personnel des) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6365) ; *Pourchon (Maurice)*, (p. 6366) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6366).

Sécurité civile : *MM. Colombier (Henri)*, (p. 6335) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6348).

Sécurité des Français et autodéfense : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 6337) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 6338, 6352, 6363) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 6342) ; Bégault (Jean), (p. 6343) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6348, 6352, 6363).

Sociétés d'économie mixte (crise des) : *M. Ligot (Maurice)*, (p. 6341, 6342).

Taxe de séjour : *MM. Chapel (Paul)*, (p. 6362) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6362).

Taxes foncières : *MM. Mayoud (Alain)*, (p. 6331, 6332) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 6336).

Tribunaux administratifs et judiciaires (compétence des) : *MM. Foyer (Jean)*, (p. 6359) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6360).

Tribunaux administratifs (création de poste dans les) : *MM. Fossé (Roger)*, (p. 6350) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6332, 6360) ; *Doubedout (Hubert)*, (p. 6336) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6350, 6355, 6360) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 6355).

Tribunaux administratifs (pouvoir des) : *MM. Nucci (Christian)*, (p. 6361) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6361).

Var (effectifs de police dans le) : *MM. Paecht (Arthur)*, (p. 6356) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6357).

Villes nouvelles : *MM. Richard (Alain)*, (p. 6361) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 6361).

Versement représentatif de la taxe sur les salaires : *MM. Mayoud (Alain)*, (p. 6361) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6333) ; *Dubedout (Hubert)*, (p. 6336) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 6344).

EXAMENS DES CREDITS ET ARTICLE RATTACHE :

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 164* de la commission (réduction de deux millions de francs des crédits du titre III de l'état B) : rejeté (p. 6367) ; *amendement n° 215* du Gouvernement (réduction des crédits du titre III de l'état B) : adopté (p. 6368).

M. Fontaine (Jean) : crédits D.O.M.-T.O.M. devant être votés avec l'intérieur.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Ducoloné (Guy)* : le vote hostile du groupe communiste sur les titres III, IV, V et VI (p. 6368).

MM. Bonnet (Christian), Fossé (Roger).

– état B, titre III : adopté avec modification (p. 6368).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 216* du Gouvernement (réduction des

crédits du titre IV de l'état B) : adopté (p. 6368).

– état B, titre IV : adopté avec modification (p. 6368).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux depenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 6368).

ETAT C. – TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 6368).

APRES L'ART. 79 : *amendement n° 219* du Gouvernement (participation de l'Etat et des communes des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne aux dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) : adopté (p. 6368).

M. Bonnet (Christian).

JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS

I. – Jeunesse et sports.

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1978] (p. 7578).

Annulation d'autorisations de programme : *MM. Marie (Bernard)*, (p. 7579) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 7589) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 7609).

Centime sportif : *M. Neuwirth (Lucien)*, (p. 7590).

Centres d'éducation physique spécialisés : *MM. Gissinger (Antoine)*, (p. 7600) ; *Audinot (André)*, (p. 7597) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7611).

Clubs et associations sportives : *MM. Marie (Bernard)*, (p. 7579) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 7589) ; *Héraud (Robert)*, (p. 7581) ; *Hage (Georges)*, (p. 7591) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 7601) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 7599) ; *Audinot (André)*, (p. 7597) ; *Laurain (Jean)*, (p. 7594) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 7593) ; *Bord (André)*, (p. 7609) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7608) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7606) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7583, 7611).

Coordination entre ministère de l'éducation et de la jeunesse : *MM. Ehrmann (Charles)*, (p. 7599) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 7610).

Enseignants en éducation physique : *MM. Goulet (Daniel)*, (p. 7607) ; *Benoit (René)*, (p. 7606) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7606) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 7604) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 7608) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7611).

Equipements sportifs en milieu rural : *MM. Caillaud (Paul)*, (p. 7586) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7584).

Etudiants en éducation physique (C.A.P.E.S.) : *MM. Marie (Bernard)*, (p. 7578) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 7590) ; *Héraud (Robert)*, (p. 7580) ; *Bord (André)*, (p. 7610) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 7605) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7603) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 7603) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 7608) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7583).

Fonds national pour le développement du sport : *M. Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7611).

Heures supplémentaires imposées aux professeurs d'éducation physique : *MM. Sainte-Marie (Michel)*, (p. 7588) ; *Caillaud (Paul)*, (p. 7585) ; *Hage (Georges)*, (p. 7591) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 7600) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 7610) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 7604) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7582).

Jeux olympiques : *MM. Sainte-Marie (Michel)*, (p. 7589) ; *Héraud (Robert)*, (p. 7581) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7606) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7584).

Maisons des jeunes et de la culture : *M. Boulay (Daniel)*, (p. 7596).

Moniteurs de ski : *M. Barnier (Michel)*, (p. 7595).

Plan de relance de l'éducation physique : *Héraud (Robert)*, (p. 7580) ; *Hage (Georges)*, (p. 7591) ; *Audinot (André)*, (p. 7597) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7605) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 7608) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7582).

Politique du front populaire : *M. Derosier (Bernard)*, (p. 7600).

Ressources extra-budgétaires : *MM. Barnier (Michel)*, (p. 7595) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 7593, 7594) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 7611) ; *Bord (André)*, (p. 7609) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 7608) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 7607) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 7606) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7603) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7584).

Sport dans l'entreprise : *M. Le Meur (Daniel)*, (p. 7601).

Sport de masse, sport d'élite : *MM. Hage (Georges)*, (p. 7591) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 7601, 7602).

Sport universitaire : *MM. Marie (Bernard)*, (p. 7579) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 7599) ; *Audinot (André)*, (p. 7597) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 7605) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 7602) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 7612) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7612).

Subventions : *M. Audinot (André)*, (p. 7597).

Tourisme : *MM. Boulay (Daniel)*, (p. 7596) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 7604).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7021).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 312* du Gouvernement (majoration de crédits) : adopté (p. 8024) ; *sous-amendement n° 376* de M. Claude Michel à l'*amendement n° 312* du Gouvernement (réduction des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires) : rejeté au scrutin public n° 123 (p. 8024) ; liste des votants (p. 8055, 8056) ; *sous-amendement n° 346* de M. Georges Hage à l'*amendement n° 312* du Gouvernement (réduction des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires) : rejeté (p. 8024) ; *amendements* identiques *n° 329* de M. Michel Sainte-Marie et *n° 370* de M. Georges Hage (réduction des crédits pour supprimer les sommes affectées aux services d'animation sportive) : rejetés (p. 8025) ; *amendement n° 342* de M. Roger Corrèze (réduction de crédits) : non soutenu (p. 8025).

MM. Soisson (Jean-Pierre), Neuwirth (Lucien), Icart (Fernand), Michel (Claude), Hage (Georges), Wilquin (Claude).

– titre III : adopté avec modifications (p. 8025).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 351* de M. Jean Laurain (suppression des mesures nouvelles prévues en faveur des centres de formation et de documentation pour la jeunesse) : rejeté (p. 8025) ; *amendement n° 330* de M. Michel Sainte-Marie (réduction des crédits pour les services d'animation sportive) : devenu sans objet (p. 8025) ; *amendement n° 331* de M. Michel Sainte-Marie (réduction des crédits pour la préparation olympique) : rejeté (p. 8026).

MM. Lemoine (Georges), Icart (Fernand), Soisson (Jean-Pierre), Wilquin (Claude), Neuwirth (Lucien), Hage (Georges).

– titre IV : adopté (p. 8026).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capial des services civils (mesures nouvelles) : investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 8026).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 8026).

APRES L'ART. 79 : *amendement n° 340* de M. Lucien Neuwirth (institution d'un concours de pronostics sur les compétitions sportives et prélèvement de 20 p. 100 sur le montant des mises engagées au profit de l'Etat) : rejeté au scrutin public n° 124 (p. 8027) ; liste des votants (p. 8056, 8057) ; *amendement n° 338* corrigé de M. Roger Corrèze (institution d'un concours de pronostics et prélèvement de 20 p. 100 sur les enjeux au profit de l'Etat) : devenu sans objet (p. 8027) ; *amendement n° 341* de M. Lucien Neuwirth (relèvement des taux maxima légaux dans la limite desquels sont définis les prélèvements affectés par l'Etat sur les sommes engagées au pari mutuel) : rejeté (p. 8028) ; *amendement n° 347* rectifié de M. Lucien Neuwirth (institution d'une contribution de 0,01 francs par litre de supercarburant vendu au détail affectée au comité du fonds natrional d'aide au sport) : déclaré irrecevable (p. 8029) ; *sous-amendement n° 349* de M. Michel Sainte-Marie à l'*amendement n° 347* de M. Lucien Neuwirth (impossibilité d'augmenter le prix réclamé au consommateur pour la contribution de 0,01 francs par litre de supercarburant) : devenu sans objet (p. 8029) ; *sous-amendement n° 375* de M. Julien Schvartz (non-répercussion de la contribution de 0,01 francs sur le prix de vente au consommateur) : devenu sans objet (p. 8029) ; *amendement n° 350* de M. Loïc Bouvard (déduction fiscale pour les dons faits aux associations sportives) : rejeté (p. 8029).

MM. Gissinger (Antoine), Icart (Fernand), Neuwirth (Lucien), Papon (Maurice), Séguin (Philippe), Vivien (Robert-André), Daillet (Jean-Marie), Hage (Georges).

II. – **Tourisme.**

DISCUSSION GENERALE [15 novembre 1978] (p. 7642).

Bretagne : *M. Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7649).

Campings et villages de vacances : *MM. Begault (Jean)*, (p. 7644) ; *Rossinot (André)*, (p. 7646) ; *Mme Moreau (Louise)*, (p. 7648) ; *MM. Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7650) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 7643).

Chèque vacances : *MM. Wilquin (Claude)*, (p. 7647) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7650) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 7646).

Crédits du tourisme éparpillés : *MM. Begault (Jean)*, (p. 7644) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7647).

Etalement des vacances : *MM. Wilquin (Claude)*, (p. 7647) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7650, 7651).

Hôtellerie (primes à) : *M. Marie (Bernard)*, (p. 7645, 7651).

Inégalité dans l'accès aux vacances : *MM. Porelli (Vincent)*, (p. 7645) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7647).

Montagne : *MM. Begault (Jean)*, (p. 7644) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 7642).

Primes spéciales d'équipement hôtelier : *Mme Moreau (Louise)*, (p. 7648) ; *M. Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7651).

Stations thermales : *MM. Raynal (Pierre)*, (p. 7648).

Structure administrative du tourisme : *MM. Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 7649) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 7642).

Tourisme rural : *MM. Begault (Jean)*, (p. 7644) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 7648) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 7642).

Tourisme social : *MM. Wilquin (Claude)*, (p. 7647) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 7648) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 7643).

EXAMEN DES CREDITS [15 novembre 1978] (p. 7652).

ETAT B. - TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7652).

EXPLICATIONS DE VOTE :

- *M. Porelli (Vincent)* (p. 7652) : vote hostile du groupe communiste sur le titre III et les autres titres.

- *M. Franceschi (Joseph)* (p. 7652) : vote hostile du groupe socialiste sur le titre III et les autres titres.

ETAT B. - TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7652).

ETAT C. - TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7652).

ETAT C. - TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 7652).

JUSTICE

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1978] (p. 6258).

Abolition de la peine de mort : *MM. Forni (Raymond)*, (p. 6542) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 6544) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 6551) ; *Bas (Pierre)*, (p. 6553) ; *Juventin (Jean)*, (p. 6557, 6558).

Administration pénitentiaire : *MM. Bonnet (Alain)*, (p. 6529) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6559) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 6532).

Aide judiciaire : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6528) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 6539) ; *Massot (François)*, (p. 6552).

Avocats : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6529) ; *Massot (François)*, (p. 6552).

Budget de la justice (progression du) : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6528) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 6529) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6558) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 6531).

Conciliateurs : *MM. Peyrefitte (Alain)*, (p. 6559) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6540) ; *Foyer (Alain)*, (p. 6546).

Copropriété : *M. Foyer (Jean)*, (p. 6546).

Education surveillée : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6528) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6560) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6540) ; *Garcin (Edmond)*, (p. 6545).

Etablissements pénitentiaires : *MM. Bonnet (Alain)*, (p. 6530) ; *Houeter (Gérard)*, (p. 6548).

Greffes : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6528) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 6539) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6559) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6540) ; *Masson (Jean-Louis)*, (p. 6549) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 6550, 6551).

Immunité judiciaire : *M. Forni (Raymond)*, (p. 6562).

Inégalités devant la justice : *M. Mesmin (Georges)*, (p. 6553).

Locataires (expulsion des) : *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 6550).

Magistrats (effectifs et recrutement) : *MM. Sprauer (Germain)*, (p. 6528) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6559, 6561) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6547) ; *Foyer (Jean)*, (p. 6547) ; *Masson (Jean-Louis)*, (p. 6549) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 6550).

Magistrats (indépendance des) : *MM. Ducoloné (Guy)*, (p. 6539) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6558) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 6555, 6556).

Peine de mort (débat sur la) : *MM. Ducoloné (Guy)*, (p. 6560) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6560) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 6540) ; *Stasi (Bernard)*,

(p. 6543) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 6551); *Bas (Pierre)*, (p. 6553, 6554) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6557).

Peines (exécution des) : *M. Bonnet (Alain)*, (p. 6531).

Peines de substitution : *MM. Peyrefitte (Alain)*, (p. 6561) ; *Foyer (Jean)*, (p. 6546).

Permission de sortir : *M. Bonnet (Alain)*, (p. 6530).

Procédure (complexité de la) : *M. Masson (Jean-Louis)*, (p. 6549).

Prud'hommes : *M. Peyrefitte (Alain)*, (p. 6559).

Tribunaux d'instance : *M. Peyrefitte (Alain)*, (p. 6561).

Tribunaux par renfort : *M. Sergheraert (Maurice)*, (p. 6551).

Victimes (indemnisation des) : *M. Sprauer (Germain)*, (p. 6529).

EXAMEN DES CREDITS [24 octobre 1978] (p. 6562).

ETAT B. - TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 217* du Gouvernement (ventilation entre les différents chapitres de la provision de 17 millions de francs destinée à permettre la prise en charge par l'Etat des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes) : adopté ; *amendements* identiques *n° 1* de M. Pierre Bas et *n° 233* de M. Raymond Forni (suppression des crédits du bourreau) : repoussés en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6567).

Inscrits :

- *M. Bas (Pierre)* : prend acte de l'inscription à l'ordre du jour au printemps 1979 d'un débat sur la peine de mort ; met en garde le ministre contre le vote bloqué ; intrusion de la politique dans le domaine de la conscience ; rappelle la suppression des crédits du bourreau en 1906 (p. 6562, 6563, 6564).

- *M. Forni (Raymond)* : supprimer les crédits du bourreau, c'est mettre le doigt dans l'engrenage qui conduira à l'abolition de la peine de mort ; moment favorable car il n'y a pas de condamné à mort en prison (p. 6563).

- *M. Sprauer (Germain)* : la commission s'oppose à l'artifice de procédure ; personnellement favorable au maintien de la peine pour crimes odieux (p. 6563).

- *M. Peyrefitte (Alain)* : l'adoption de l'amendement créerait une situation inextricable ; confirme que le Gouvernement laissera venir en discussion les propositions de loi tendant à abolir la peine de mort (p. 6564, 6566, 6567).

- *M. Bonhomme (Jean)* : souhaite le maintien de la peine de mort pour les criminels endurcis ; volonté populaire ; refuse l'abolition (p. 6564, 6565).

- *M. Ducoloné Guy)* : groupe communiste favorable à l'abolition ; demande qu'un débat ait lieu ; le vote sur les amendements sera un vote au fond (p. 6565).

- *M. Richard (Alain)* : critique l'attitude du garde des sceaux à l'égard de la Constitution (p. 6566).

- *M. Aurillac (Michel)* : contre l'amendement, mais sera favorable à l'abolition en instituant un régime pénal correspondant (p. 6566).

- *M. Pasquini (Pierre)* : opposé à vote de procédure ; appelle de ses vœux un grand débat (p. 6566, 6567).

- titre III modifié adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6567).

ETAT B. - TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6567).

ETAT C. - TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 6567).

ETAT C. - TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de lamConstitution (p. 6567).

TITRE III, modifié par l'*amendement n° 217* du Gouvernement, à l'exclusion des *amendements n° 1* de M. Pierre Bas et *n° 233* de M. Raymond Forni, et titres IV, V et VI, adoptés par scrutin public n° 105, selon la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 6567) ; liste des votants (p. 6569, 6570).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1978] (p. 6524).

Enseignement (dans les maisons d'éducation de la légion d'honneur) : *MM. Peyrefitte (Alain)*, (p. 6526) ; *Nucci (Christian)*, (p. 6524, 6525).

Légion d'honneur (nombre de titulaires) : *MM. Nucci (Christian)*, (p. 6524) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 6527) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 6526) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6526) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 6526) ; *Tourne (André)*, (p. 6526).

Ordre de la Libération (nombre de titulaires) : *MM. Nucci (Christian)*, (p. 6525).

EXAMEN DES CREDITS [24 octobre 1978] (p. 6527).

ART. 41 (budget annexe de la Légion d'honneur, crédits ouverts au titre des services votés) : adopté (p. 6527).

ART. 42, paragraphe I (budget annexe de la Légion d'honneur, autorisations de programmes, mesures nouvelles): adopté (p. 6527).

ART. 42, paragraphe II (budget annexe de la Légion d'honneur, crédits, mesures nouvelles) : adopté (p. 6527).

ART. 41 (budget annexe de l'ordre de la Libération, crédits ouverts au titre des services votés) : adopté (p. 6527).

ART. 42, paragraphe II (budget annexe de l'ordre de la Libération, mesures nouvelles) : adopté (p. 6527).

MONNAIES ET MEDAILLES

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7923).

Diminution de la frappe monétaire en 1979 : *MM. Combrisson (Roger)*, (p. 7924) ; *Monory (René)*, (p. 7925).

Mensualisation du personnel des monnaies et médailles : *M. Combrisson (Roger)*, (p. 7924).

Pessac (usine des monnaies) : *MM. Combrisson (Roger)*, (p. 7924) ; *Monory (René)*, (p. 7925).

Quai Conti (établissement des monnaies) : *MM. Combrisson (Roger)*, (p. 7924) ; *Monory (René)*, (p. 7925).

Versement au Trésor du bénéficie réalisé à l'occasion de la frappe monétaire : *MM. Combrisson (Roger)*, (p. 7924) ; *Monory (René)*, (p. 7925).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7926).

ART. 41 (crédits du budget annexe des monnaies et médailles) (services votés) : adopté (p. 7926).

ART. 42, paragraphe I (autorisations de programme ouvertes au budget annexe des monnaies et médailles) (mesures nouvelles) : adopté (p. 7926).

ART. 42, paragraphe II (crédits ouverts au budget des monnaies et médailles) (mesures nouvelles) : *amendement n° 361* de M. Claude Wilquin (suppression d'un crédit de 95 960 francs inscrit au chapitre 66-01 du budget annexe des monnaies et médailles et destiné à financer les frais de gestion) : rejeté (p. 7926).

– article 42, paragraphe II : adopté (p. 7927).

MM. Combrisson (Roger), Voisin (André-Georges), Monory (René), Wilquin (Claude).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1978] (p. 7554).

Acheminement de la presse (déficit) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7554) ; *Wagner (Robert)*, (p. 7556) ; *Michel (Claude)*, (p. 7560) ; *Royer (Jean)*, (p. 7565) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7577).

Auxiliariat : *MM. Michel (Claude)*, (p. 7560) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7573, 7576).

Bretagne (équipement téléphonique) : *M. Miossec (Charles)*, (p. 7567).

Bureaux de poste : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7555) ; *Michel (Claude)*, (p. 7560).

Chèques postaux (déficit d'exploitation) : *MM. Michel (Claude)*, (p. 7559) ; *Royer (Jean)*, (p. 7565) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 7567).

Poste (crise) : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 7557) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7558) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7563) ; *Royer (Jean)*, (p. 7564) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 7567) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 7569) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7572).

P.T.T. (effectifs et créations d'emplois) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7554) ; *Wagner (Robert)*, (p. 7556) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7557) ; *Michel (Claude)*, (p. 7559) ; *Chavatte (Angèle)*, (p. 7562) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 7564) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 7565) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 7569) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7572) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7572, 7573).

P.T.T. (endettement) : *MM. Michel (Claude)*, (p. 7560) ; *Royer (Jean)*, (p. 7565) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7577).

P.T.T. (investissements) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7554) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7557).

P.T.T. en milieu rural et système CIDEX : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 7557) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7558) ; *Michel (Claude)*, (p. 7560) ; *Bayard (Henri)*, (p. 7561) ; *Nucci (Christian)*, (p. 7566) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 7570) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7571) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7574).

P.T.T. (revendications des personnels) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7555) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 7556) ; *Chavatte (Angèle)*, (p. 7561) ; *Royer (Jean)*, (p. 7565).

Rapports Nora et Ripert : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 7557) ; *Michel (Claude)*, (p. 7559) ; *Nucci (Christian)*, (p. 7566) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 7567) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 7569) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7571).

Réunion (téléphone) : *M. Ribes (Pierre)*, (p. 7556).

Sécurité des agents des postes : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7555) ; *Michel (Claude)*, (p. 7559) ; *Chavatte (Angèle)*, (p. 7562) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7570) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7573).

Stations de télécommandes d'amateurs : *MM. Wagner (Robert)*, (p. 7556) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7575).

Télécommunications (privatisation ou maintien du service public) : *MM. Jouve (Jacques)*, (p. 7557, 7558) ; *Nucci (Christian)*, (p. 7556) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 7569) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 7570) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7571) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7572, 7576).

Téléphone (cabines publiques) : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 7570) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7575).

Téléphone (délai de raccordement) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7554) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7562) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 7564) ; *Miossec (Charles)*, (p. 7570) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7574).

Téléphone (effort d'équipement) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7556) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7558) ; *Michel (Claude)*, (p. 7559,7560) ; *Bayard (Henri)*, (p. 7561) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 7562) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 7570).

Téléphone (erreurs de facturation) : *MM. Desanlis (Jean)*, (p. 7564) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7575).

Téléphone (gratuité pour les personnes âgées) : *MM. Noir (Michel)*, (p. 7566) ; *Miossec (Charles)*, (p. 7568) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7574) ; *Canacos (Henry)*, (p. 7575).

Téléphone (industrie) : *MM. Ribes (Pierre)*, (p. 7555) ; *Wagner (Robert)*, (p. 7556) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 7563) ; *Noir (Michel)*, (p. 7565) ; *Miossec (Charles)*, (p. 7568) ; Segard (Norbert), (p. 7575).

Tri postal mécanisé : *MM. Aurillac (Michel)*, (p. 7571) ; *Segard (Norbert)*, (p. 7573).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1978] (p. 7577).

ART. 41 (crédits ouverts au titre des services votés) : adopté (p. 7577).

ART. 42, paragraphe I (autorisations de programme du budget annexe des postes et télécommunications) : adopté (p. 7577).

ART. 42, paragraphe II (crédits du budget annexe des postes et télécommunications) : adopté (p. 7577).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– M. Odru (Louis) : le vote hostile du groupe communiste (p. 7577).

– M. Michel (Claude) : le vote hostile du groupe socialiste (p. 7577).

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

DISCUSSION GENERALE [26 octobre 1978] (p. 6709).

Droit de réponse : *M. Péricard (Michel)*, (p. 6722).

I.N.A. (problèmes de l') : *MM. Le Tac (Joël)*, (p. 6711) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *d'Aubert (François)*, (p. 6728).

Information (partialité de l') : *MM. Leroy (Roland)*, (p. 6719, 6720) ; *Ralite (Jack)*, (p. 6732).

Jeunesse et télévision : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6734) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 6729).

Journalistes (appartenance politique des) : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6734) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6722) ; *Ralite (Jack)*, (p. 6732).

O.R.T.F. (réforme de 1974) : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6713) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6715) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6722) ; *Moreau (Louise)*, (p. 6724) ; *d'Aubert (François)*, (p. 6728).

Programmes (qualité des) : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6716) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 6723).

Publicité télévisée : *MM. Le Tac (Joël)*, (p. 6711) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6716) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 6727, 6728).

Radio-France International : *Mme Moreau (Louise)*, (p. 6725).

Radios locales : *M. Leroy (Roland)*, (p. 6720).

Redevance télévision (montant) : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6716) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 6727).

Redevance télévision (répartition) : *MM. Le Tac (Joël)*, (p. 6710, 6712) ; *de Préaumont (Jean)*, (p. 6712) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 6724) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 6725).

Régionalisation en matière de télévision : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715, 6733, 6734) ; *Juventin (Jean)*, (p. 6726, 6727) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 6731).

Société française de production (S.F.P.) (crise de la) : *MM. Le Tac (Joël)*, (p. 6710, 6711) ; *de Préaumont (Jean)*, (p. 6712) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6713, 6714, 6735) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 6717) ; *Madelin (Alain)*, (p. 6717) ; *Leroy (Roland)*, (p. 6718, 6719) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 6723, 6724) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 6725, 6733) ; *d'Aubert (François)*, (p. 6728, 6729) ; *Ralite (Jack)*, (p. 6732, 6733).

Sociétés de programmes : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *Péricard (Michel)*, (p. 6722).

Suspension de séance : demande d'un scrutin public par *M. Jack Ralite* sur sa demande de suspension de séance : demande rejetée par scrutin public n° 106 (p. 6733) ; liste des votants (p. 6749, 6750).

Télédiffusion-France (T.D.F.) (attentats contre les installations) : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6715) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 6731).

T.F.1. (mise en couleur de) : *MM. Aubert (Emmanuel)*, (p. 6730) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 6735).

Zones d'ombre (problème des) : *M. Péricard (Michel)*, (p. 6722) ; *Mme d'Harcourt (Florence)*, (p. 6730).

EXAMEN DES CREDITS [26 octobre 1978]), (p. 6735).

AVANT L'ART. 70 : *amendement n° 259* de M. Georges Fillioud (transformation de la redevance télévision en taxe fiscale) : rejeté (p. 6736).

MM. Fillioud (Georges), Le Tac (Joël), Lecat (Jean-Philippe), Barnier (Michel), Ralite (Jack), Aubert (Emmanuel).

Ligne 70 de l'ETAT E : redevance télévision : *amendement n° 258* de M. Georges Fillioud (de coordination) : devenu sans objet (p. 6737).

M. Fillioud (Georges).

- adoption de la ligne 70 de l'état E (p. 6737).

ART. 62 : répartition du produit de la redevance télévision : *amendement n° 177* de la commission (suppression de l'article 62) : rejeté (p. 6737) ; *amendement n° 256* du Gouvernement (accordant quinze millions de francs supplémentaires à Antenne 2) : adopté (p. 6738).

MM. Le Tac (Joël), Lecat (Jean-Philippe).

- article 62 : adopté avec modification (p. 6738).

APRES l'ART. 76 : *amendement n° 267* de M. Georges Fillioud (donnant au Parlement, en ce qui concerne la répartition des recettes publicitaires, des pouvoirs analogues à ceux dont il dispose pour la répartition de la redevance) : rejeté (p. 6738).

MM. Fillioud (Georges), Le Tac (Joël), Lecat (Jean-Philippe).

Vote sur l'article 54 (taxes parafiscales), réservé jusqu'au vote de l'ensemble de l'état E relatif aux taxes parafiscales.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. - **Services généraux.**

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1978].

Administrations civils : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7032) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 7033).

Auxiliaires et vacataires (titularisation) : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 7033) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 7035) ; *Renard (Roland)*, (p. 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7039).

Cadres du secteur privé (accès à la fonction publique) : *M. Alduy (Paul)*, (p. 7031).

Crédits sociaux : *M. Longuet (Gérard)*, (p. 7032).

E.N.A. (subvention) : *M. Alduy (Paul)*, (p. 7030).

Grille indiciaire : *MM. Longuet (Gérard)*, (p. 7032) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 7034) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 7034, 7035) ; *Renard (Roland)*, (p. 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7037).

Handicapés (emplois réservés) : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7039).

Indemnités de résidence (intégration dans le traitement) : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 7032).

I.R.A. : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7030) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 7032) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7039).

Loi Roustan (rapprochement des conjoints) : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7038).

Mensualisation des retraites des fonctionnaires : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 7034) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7039).

Pension de réversion des veuves de fonctionnaires : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 7034) ; *Renard (Roland)*, (p. 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7040).

Politique contractuelle dans la fonction publique : *MM. Longuet (Gérard)*, (p. 7032) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 7034) ; *Renard (Roland)*, (p. 7035, 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7037).

Pouvoir d'achat des fonctionnaires : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7030) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 7032) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 7033).

Rémunérations annexes des fonctionnaires : *MM. Alduy (Paul)*, (p. 7031) ; *Renard (Roland)*, (p. 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7038).

Secrétariat d'Etat à la fonction publique (moyens) : *MM. Longuet (Gérard)*, (p. 7032) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7040).

Services sociaux dans la fonction publique : *MM. Derosier (Bernard)*, (p. 7034) ; *Renard (Roland)*, (p. 7036) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7038).

EXAMEN DES CREDITS :

Les crédits de la fonction publique seront mis aux voix avec les crédits de l'information inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. - I. - Services généraux » [3 novembre 1978] (p. 7041).

II. - **Journaux officiels.** - III. - **Secrétariat général de la défense nationale.** - IV. - **Conseil économique et social.**

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1978] (p. 7040).

Alcoolisme (lutte contre l') : *MM. Rieubon (René)*, (p. 7041) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7045).

« Amoco-Cadiz » : *M. Guermeur (Guy)*, (p. 7045).

Centre d'information féminin : *M. Dominati (Jacques)*, (p. 7045).

C.I.R.A. (Centre Interministériel de renseignements administratifs) : *MM. Rieubon (René)*, (p. 7041) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7045).

Condition féminine (budget) : *M. Rieubon (René)*, (p. 7041).

Conseil économique et social (composition) : *M. Pourchon (Maurice)*, (p. 7042).

Défense civile : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7043) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7045) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7047).

Documentation française : *MM. Rieubon (René)*, (p. 7040) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7048).

Information sur l'action gouvernementale (moyens) : *M. Boinvilliers (Jean)*, (p. 7043, 7044).

Journaux officiels (comité d'entreprise et comité social) : *M. Pourchon (Maurice)*, (p. 7042).

Journaux officiels (tarifs) : *MM. Pourchon (Maurice)*, (p. 7042) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7046).

Médiateur : *MM. Rieubon (René)*, (p. 7041, 7042) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7045).

Relations de l'administration avec le public (création d'un secrétariat d'Etat) : *MM. Boinvilliers (Jean)*, (p. 7044) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7047).

Service de défense extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.) : *M. Rieubon (René)*, (p. 7042).

Service d'information et de diffusion (S.I.D.) : *MM. Boinvilliers (Jean)*, (p. 7044) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7048).

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) (missions) : *MM. Cressard (Jacques)*, (p. 7043) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 7047).

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) (moyens) : *M. Cressard (Jacques)*, (p. 7042).

Unité de défense contre les feux de forêt de Brignoles) : *M. Guermeur (Guy)*, (p. 7045).

Services du Premier ministre. - I. - Services généraux. - Services généraux divers : les crédits seront mis aux voix avec les crédits de l'information inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. - I. - Services généraux » (p. 7048).

ETAT B. - TITRE III : services du Premier ministre. - Services divers. - II. - Journaux officiels : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : réduction de crédits.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste (p. 7048).

– état B, titre III : adopté (p. 7048).

ART. 42, paragraphe 1 : budget annexe des Journaux officiels : autorisations de programme (mesures nouvelles).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste (p. 7048).

– autorisations de programme : adoptées (p. 7048).

ART. 42, paragraphe 2 : budget annexe des Journaux officiels : crédits ouverts au titre des mesures nouvelles.

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Renard (Roland)* : vote hostile du groupe communiste (p. 7048).

– crédits ouverts au paragraphe 2 de l'article 42 : adoptés (p. 7048).

ETAT B. – TITRE III : services du Premier ministre. – III. – Secrétariat général de la Défense nationale : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste (p. 7048).

– état B, titre III : adopté (p. 7048).

ETAT C. – TITRE V : secrétariat général de la Défense nationale : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 168* de la commission des finances (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs au programme civil de défense) : adopté (p. 7049).

MM. Cressard (Jacques), Dominati (Jacques), Guermeur (Guy).

– état C, titre V : adopté avec modification (p. 7049).

ETAT B. – TITRE III : service du Premier ministre. – IV. – Conseil économique et social : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Odru (Louis)* : vote hostile du groupe communiste (p. 7049).

– état B, titre III : adopté (p. 7049).

I. – **Services généraux. – Aménagement du territoire.**

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1978] (p. 7761).

Aide spéciale rurale : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7776) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 7776) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 7769).

Décentralisation : *MM. Bord (André)*, (p. 7773) ; *Royer (Jean)*, (p. 7770) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 7769) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 7768) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7763) ; *Alduy (Paul)*, (p. 7762).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) : *M. Alduy (Paul)*, (p. 7761).

Délégué départemental à l'aménagement du territoire : *M. Fèvre (Charles)*, (p. 7768).

Emplois (création d') : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7774) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 7770) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 7768).

Entreprises en difficulté : *M. Alduy (Paul)*, (p. 7761).

Fonds d'adaptation industrielle : *M. Limouzy (Jacques)*, (p. 7775).

Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7776) ; *Alduy (Paul)*, (p. 7762).

Missions régionales : *M. Alduy (Paul)*, (p. 7761).

Petites et moyennes entreprises : *MM. Malaud (Philippe)*, (p. 7773) ; *Royer (Jean)*, (p. 7770) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 7768) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7763).

Pluriactivité : *M. Clément (Pascal)*, (p. 7763).

Politique contractuelle d'aménagement du territoire : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7775) ; *Alduy (Paul)*, (p. 7762).

Primes de développement régional : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7774) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7763).

Protection du littoral : *M. Limouzy (Jacques)*, (p. 7775).

Région Alsace : *M. Bord (André)*, (p. 7773).

Région parisienne : *MM. Petit (André)*, (p. 7771, 7772) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 7774).

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : *M. Tassy (Marcel)*, (p. 7770).

Secteur rural : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7775) ; *Malaud (Philippe)*, (p. 7773) ; *Pasty*

(Jean-Claude), (p. 7769, 7770) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7763) ; *Alduy (Paul)*, (p. 7762).

Sociétés d'économie de production : *M. Royer (Jean)*, (p. 7771).

Tertiaire : *M. Limouzy (Jacques)*, (p. 7775).

EXAMEN DES CREDITS [16 novembre 1978] (p. 7777).

Les crédits concernant l'aménagement du territoire seront mis aux voix avec les crédits de l'information inscrits à la ligne : « Service du Premier ministre. – I. – Services généraux ».

1. – **Services généraux. – Information.**

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1978] (p. 7789).

Agence France-Presse : *MM. Tassy (Marcel)*, (p. 7797) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 7799).

Aide publique à la presse : *MM. Fillioud (Georges)*, (p. 7794) ; *Bariani (Didier)*, (p. 7791) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 7800).

Avantages postaux : *M. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 7799).

Empire Hersant : *M. Fillioud (Georges)*, (p. 7793).

Fonds d'aide à la presse : *MM. Fillioud (Georges)*, (p. 7794) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 7790).

Institut national de l'audio-visuel : *M. Bariani (Didier)*, (p. 7792).

Langue française (diffusion de la) : *MM. Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 7798, 7799) ; *Bariani (Didier)*, (p. 7792).

Ordonnances de 1944 : *MM. Tassy (Marcel)*, (p. 7796) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 7793) ; *Bariani (Didier)*, (p. 7791) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 7800).

Publicité : *MM. Vivien (Robert-André)*, (p. 7790) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 7800).

Pluralisme de l'information : *MM. Tassy (Marcel)*, (p. 7796, 7797) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 7789).

Presse : *MM. Gantier (Gilbert)*, (p. 7795) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 7793) ; *Bariani (Didier)*, (p. 7791).

Tarifs postaux : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 7796).

Télévision (droit de réponse) : *M. Narquin (Jean)*, (p. 7798).

EXAMEN DES CREDITS [16 novembre 1978] (p. 7801).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Vivien (Robert-André)* (p. 7802) : vote favorable du R.P.R. sur les crédits de l'information.

MM. Ralite (Jack), Vivien (Robert-André).

– titre III : adopté au scrutin public n° 117 (p. 7802) ; liste des votants (p. 7805, 7806).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Ralite (Jack)* (p. 7802) : vote hostile du groupe communiste.

– *M. Michel (Claude)* (p. 7802) : vote hostile du groupe socialiste.

– titre IV : adopté (p. 7802).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7802).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 7802).

V. – **Commissariat général du Plan.**

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1978] (p. 7777).

Agence nationale pour l'emploi : *M. Billardon (André)*, (p. 7784).

Centre d'études prospectives et d'information internationales (C.E.P.I.I.) : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7788) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782).

Centre d'études sur les revenus et les coûts (C.E.R.C.) : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7788) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782) ; *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 7779).

Centre de recherche et de documentation sur la consommation (C.R.E.D.O.C.) : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7788) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7783) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782) ; *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 7779) ; *M. Rocard (Michel)*, (p. 7777).

Comité d'organisation de la recherche pour la planification et le développement écono-

mique et social (C.O.R.D.E.S.) : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7788) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782) ; *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 7779) ; *M. Rocard (Michel)*, (p. 7777).

Emploi : *M. Billardon (André)*, (p. 7784) ; *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 7781).

Intégration européenne : *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 7780).

Liaison Rhin-Rhône : *M. Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 7781).

Ouest : *M. Narquin (Jean)*, (p. 7785).

Planification (abandon de la) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 7786) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7779).

Politique à moyen terme : *M. Alphandéry (Edmond)*.

Programmes d'action prioritaire (P.A.P.) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 7787) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7783) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7778).

Programmes d'actions prioritaires d'initiative régionale (P.A.P.I.R.) : *MM. Pierret (Christian)*, (p. 7787) ; *Clément (Pascal)*, (p. 7783) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 7782) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7778).

Rapport d'adaptation du VIIe Plan : *MM. Limouzy (Jacques)*, (p. 7787) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7777).

EXAMENS DES CREDITS [16 novembre 1978] (p. 7788).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7789).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7789).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programmes et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté) (p. 7789).

VI. – **Recherche.**

DISCUSSION GENERALE [18 octobre 1978] (p. 6242).

Brevets et licences (balance des) : *M. Fiterman (Charles)*, (p. 6247).

Charbon (liquéfaction et gazéifaction du) : *M. Royer (Jean)*, (p. 6523).

Chercheurs (problèmes des) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6243) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 6248) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 6251) ; *Birraux (Claude)*, (p. 6252) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6256, 6258).

C.N.E.S. : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6244) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 6251) ; *Noir (Michel)*, (p. 6253) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6259).

C.N.E.X.O. : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6244) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 6251) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6259).

C.N.R.S. (structures du) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6244) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 6248) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6254) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6257).

Coopération internationale en matière de recherche : *M. Sourdille (Jacques)*, (p. 6254).

Décentralisation de la recherche : *M. Birraux (Claude)*, (p. 6252).

Electricité hydraulique : *M. Royer (Jean)*, (p. 6253).

Energies nouvelles : MM. Chevènement (Jean-Pierre), (p. 6242) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 6249) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250) ; *Royer (Jean)*, (p. 6253) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6258).

Fonds de la recherche : *M. Aigrain (Pierre)*, (p. 6258).

Indépendance nationale et recherche : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 6247) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250).

Informatique (recherches en) : *M. Noir (Michel)*, (p. 6253).

I.N.R.A. : *M. Aigrain (Pierre)*, (p. 6247).

Multinationales : *M. Fiterman (Charles)*, (p. 6247).

Pilotage par l'aval : MM. Porcu (Antoine), (p. 6246) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 6249) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250) ; *Birraux (Claude)*, (p. 6251) ; *Noir (Michel)*, (p. 6252) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6254) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6258).

Programme d'action Prioritaire n° 25 : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6242) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 6248) ; *Noir (Michel)*, (p. 6253) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6256).

Rapporteurs spéciaux (pouvoirs des) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6244, 6259) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6258).

Recherche appliquée : *M. Royer (Jean)*, (p. 6254).

Recherche biomédicale : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6242) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 6249) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6258).

Recherche (effort budgétaire en matière de) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6242) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6244) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 6246) ; *Rolland (Hector)*, (p. 6246) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 6247) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 6249) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 6251) ; *Noir (Michel)*, (p. 6252) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6256).

Recherche fondamentale : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6243) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6255) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6257).

Recherche militaire : *M. Porcu (Antoine)*, (p. 6245).

Sciences humaines (recherche en) : *M. Fiterman (Charles)*, (p. 6248).

Secrétariat d'Etat chargé de la recherche (moyens administratifs du) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6243) ; *Laurain (Jean)*, (p. 6250) ; *Birraux (Claude)*, (p. 6251) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6254).

Secteur privé (effort de recherche du) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6242) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 6257).

Secteur public (effort de recherche du) : *MM. Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 6244) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 6245) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 6246).

EXAMEN DES CREDITS [18 octobre 1978] (p. 6259).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6260).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6260).

ETAT C. – TITRE V : investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 6260).

ETAT C. – TITRE VI : subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 6260).

TAXES PARAFISCALES

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1978] (p. 7968).

Centres techniques industriels (situation financière) : *MM. Vizet (Robert)*, (p. 7969) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7970).

Information du Parlement sur les taxes parafiscales : *MM. Vizet (Robert)*, (p. 7969, 7970) ; *Papon (Maurice)*, (p. 7970).

Taxe sur le fuel domestique : *M. Vizet (Robert)*, (p. 7969).

Taxe sur les fuels lourds (suppression) : *M. Vizet (Robert)*, (p. 7969).

Taxe au profit du fonds d'organisation de la profession d'avocat : *M. Vizet (Robert)*, (p. 7969).

Taxe sur le supercarburant : *M. Vizet (Robert)*, (p. 7959).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1978] (p. 7970).

ART. 54 : autorisations de la perception en 1979 des taxes parafiscales dont la liste figure à l'état E annexé : réservé jusqu'au vote de l'état E (p. 7970).

– état E, lignes 1 à 60 : adopté (p. 7985).

ETAT E, ligne 61 (p. 7986) : *amendement n° 289* de M. Maurice Pourchon (suppression de la taxe parafiscale instituée au profit du conseil national du cuir et du centre technique du cuir) : rejeté (p. 7986).

MM. Pourchon (Maurice), Vizet (Robert), Papon (Maurice), Ligot (Maurice), Neuwirth (Lucien), Jouve (Jacques).

– état E, ligne 61 : adopté (p. 7986).

ETAT E, lignes 62 à 66 : adopté (p. 7986).

ETAT E, ligne 67 (p. 7987) : *amendement n° 84* de M. Adrien Zeller (suppression de la taxe à la charge des entreprises productrices de granulats) : retiré (p. 7987), et repris par M. Jacques Jouve au nom du groupe communiste (p. 7987) : rejeté (p. 7987).

MM. Zeller (Adrien), Vizet (Robert), Papon (Maurice), Malvy (Martin), Jouve (Jacques), Wilquin (Claude).

– état E, ligne 67 : adopté (p. 7987).

ETAT E, lignes 68 à 81 à l'exception de la ligne 70 déjà adoptée : adopté (p. 7987).

ETAT E et ART. 54 : adoptés (p. 7987).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

DISCUSSION GENERALE [15 novembre 1978] (p. 7694).

Coprah : *MM. Juventin (Jean)*, (p. 7702) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7703) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 7965, 7709).

Crise économique dans les territoires d'Outre-Mer : *MM. Franceschi (Joseph)*, (p. 7706) ; *Bustin (Georges)*, (p. 7703) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 7694).

Fonds d'intervention pour les communes : *M. Dijoud (Paul)*, (p. 7698).

Fond d'investissement et de développement économique et social : *MM. Couderc (Pierre)*, (p. 7696) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7703) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7698) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 7694).

Mélanésiens : *MM. Dijoud (Roch)*, (p. 7701) ; *Bustin (Georges)*, (p. 7701) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7707).

Nouvelle-Calédonie : *MM. Piot (Jacques)*, (p. 7696) ; *Couderc (Pierre)*, (p. 7696) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 7700) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 7704) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 7704, 7705) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7698) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 7695).

Nouvelles-Hébrides (indépendance des) : *MM. Piot (Jacques)*, (p. 7696) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7703) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7700).

Polynésie : *MM. Juventin (Jean)*, (p. 7701, 7702) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 7704) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7699) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 7694).

Terres australes : *MM. Dijoud (Paul)*, (p. 7700) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 7703).

Travailleurs immigrés : *Mme Fost (Paulette)*, (p. 7708).

Wallis et Futuna : *MM. Brial (Benjamin)*, (p. 7705, 7706) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 7708).

EXAMEN DES CREDITS [15 novembre 1978] (p. 7709).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7709).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Franceschi (Joseph)* : vote hostile du groupe socialiste sur le titre III et les autres titres (p. 7709).

– *M. Rigout (Marcel)* : vote hostile du groupe communiste sur le titre III et les autres titres (p. 7709).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7709).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 7709).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, subventions d'investissement accordées par l'Etat) : adopté (p. 7709).

TRANSPORTS

I. – **Section commune.** – II. – **Transports terrestres.**

DISCUSSION GENERALE [9 novembre 1978] (p. 7331).

Batellerie et transports par voie d'eau : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7333) ; *La Theule (Joël)*, (p. 7341).

Europole (projet de train à grande vitesse) : *MM. Caro (Jean-Marie)*, (p. 7340) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7342).

Fréjus (tunnel) : *M. Millo, (Charles)*, (p. 7339).

Massif central (désenclavement) : *M. Raynal (Pierre)*, (p. 7337).

Permis de conduire (réforme du) : *M. Gaillard (René)*, (p. 7338).

Rail et route (concurrence) : *M. Forgues (Pierre)*, (p. 7335).

Rapport Guillaumat et notion de service public dans les transports : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7333) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 7336) ; *Gaillard (René)*, (p. 7338, 7339) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7340).

Régie autonome des transports parisiens (déficit d'exploitation) : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7332) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 7335).

Région parisienne (transports) : *MM. Forgues (Pierre)*, (p. 7335) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 7336, 7337) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7342).

Schémas régionaux de transports : *MM. Forgues (Pierre)*, (p. 7335) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7342).

Société nationale des chemins de fer français (conditions de travail) : *MM. Gouhier (Roger)*, (p. 7336) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7341).

Société nationale des chemins de fer français (déficit d'exploitation) : *M. Cornet (Pierre)*, (p. 7332).

Société nationale des chemins de fer français (filiales routières) : *MM. Millon (Charles)*, (p. 7339) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7341).

Société nationale des chemins de fer français (maintien des voies secondaires) : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7332) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7342) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 7340).

Société nationale des chemins de fer français (modernisation du réseau) : *M. Le Theule (Joël)*, (p. 7340).

Société nationale des chemins de fer français (participation de l'Etat aux retraites) : *M. Cornet (Pierre)*, (p. 7332).

Société nationale des chemins de fer français (politique tarifaire) : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7332) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 7334) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 7336) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7342).

Transports routiers : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7333) ; *Millon (Charles)*, (p. 7339) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 7340) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7341).

Transports urbains (subventions d'investissement) : *MM. Cornet (Pierre)*, (p. 7333) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 7335) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 7337) ; *Gaillard (René)*, (p. 7338) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7341, 7342).

Voirie (intervention des collectivités locales) : *M. Caro (Jean-Marie)*, (p. 7340).

EXAMEN DES CREDITS [9 novembre 1978] (p. 7343).

I. – **Section commune :**

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7343).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Montdargent (Robert)* : vote hostile du groupe communiste sur les titres III, V et VI (p. 7343);

– *M. Raymond (Alex)* : vote hostile du groupe socialiste (p. 7343).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, investissements effectués par l'Etat) : adopté (p. 7343).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles, subventions d'investissement accordées par l'Etat) : adopté (p. 7343).

II. – **Transports terrestres :**

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7343).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles – investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 7343).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles – subventions d'investissement accordées par l'Etat) : adopté (p. 7343).

MM. Bas (Pierre), Le Theule (Joël).

III. – **Aviation civile et météorologie.**

DISCUSSION GENERALE [9 novembre 1978] (p. 7344).

Airbus (participation britannique) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7346) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7348) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7352) ; *Autain (François)*, (p. 7356) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7364).

Airbus (succès commercial) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7346) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7348) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7352) ; *Autain (François)*, (p. 7356) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7358) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7363, 7364).

Air France (endettement et problèmes sociaux) : *MM. Montdargent (Robert)*, (p. 7353, 7354) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7354).

Compagnies aériennes régionales et aérodromes secondaires (difficultés des) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7345) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 7348) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7349) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7357) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7365).

Compagnies de charters : *M. Montdargent (Robert)*, (p. 7354).

Concorde : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7345) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7348) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7352) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7358).

Contrôleurs aériens (grève du zèle des) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7344) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7349) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7354) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7362).

Corse (liaisons avec le continent) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7345) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 7350, 7351) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 7359, 7360) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7363).

Espace aérien (partage entre civils et militaires) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7344) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7354).

Industrie aéronautique (structures) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7346) ; *Autain (François)*, (p. 7356).

Indutrie aéronautique (vocation de la France) : *M. Labbé (Claude)*, (p. 7347).

Météorologie nationale (service de la) : *M. Raymond (Alex)*, (p. 7349).

Moteur C.F.M. 56 (débouchés commerciaux) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7346) ; *Raymond (Alex)*, (p. 7348) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7353) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7364).

Navigation aérienne (équipements pour la) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7344) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 7354) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 7358) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7362).

Polynésie (liaisons avec la métropole) : *MM. Flosse (Gaston)*, (p. 7358, 7359) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7363).

Recherche aéronautique civile et militaire : *M. Montdargent (Robert)*, (p. 7352).

Réunion (liaisons entre la métropole et la) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7345) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 7355) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 7355, 7363) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7363).

Riverains des aéroports (nuisances aux) : *M. Raymond (Alex)*, (p. 7349).

Strasbourg (aéroport de) : *MM. Caro (Jean-Marie)*, (p. 7357) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7365).

Transport aérien (concurrence entre les compagnies de) : *MM. Bas (Pierre)*, (p. 7345) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 7348) ; *Le Theule Joël)*, (p. 7362).

Transports aériens (résultats financiers) : *M. Bas (Pierre)*, (p. 7344).

EXAMEN DES CREDITS [9 novembre 1978] (p. 7365).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7365).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendements* identiques *n° 204* de M. Jean Fontaine et *n° 318* de M. Alain Richard sur le titre IV (diminution des crédits à Air-France) : *amendement n° 204* : retiré (p. 7368) ; *amendement n° 318* : adopté par scrutin public n° 110 (p. 7369) ; liste des votants (p. 7401, 7402).

MM. Fontaine (Jean), Le Theule (Joël), Raymond (Alex), Bas (Pierre), Labbé (Claude), Gantier (Gilbert), Rocca Serra (Jean-Paul de), Bozzi (Jean), Lagourgue (Pierre), Montdargent (Robert).

ETAT B. – TITRE IV : adopté avec modifications (p. 7369).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7369).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programmes et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 7369).

IV. – **Marine marchande.**

DISCUSSION GENERALE [9 novembre 1978] (p. 7369).

Aéroglisseurs britanniques (stationnement à Calais) : *M. Mauger (Pierre)*, (p. 7387).

Aéroglisseurs (construction en France) : *M. Denvers (Albert)*, (p. 7370).

Apprentissage maritime : *MM. Duroméa (André)*, (p. 7372) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7373) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7386) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7391, 7392).

Armement (crise) : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369, 7371) ; *Duroméa (André)*, (p. 7372) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 7378) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 7380, 7381) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7385) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7385, 7393).

Cabotage et vrac : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369, 7370) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 7379) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7384) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7395).

Construction et réparation navales (crise) : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369, 7370) ; *Duroméa (André)*, (p. 7372) ; *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 7374, 7375) ; *MM. Arreckx (Maurice)*, (p. 7375) ; *Evin (Claude)*, (p. 7387, 7388) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7393, 7394).

Corse (liaisons par car-ferries) : *MM. Evin (Claude)*, (p. 7387) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7393).

Elargissement de la Communauté économique européenne et plan Davignon (conséquences sur la flotte française) : *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 7374, 7375) ; *MM. Bardol (Jean)*, (p. 7380) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 7382) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 7389).

Etablissement national des invalides de la marine : *M. Denvers (Albert)*, (p. 7369).

Gazole-pêche : *MM. Guermeur (Guy)*, (p. 7374) ; *Bardol (Jean)*, (p. 7379) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 7381) ; *Le Drian (Jean-Yves)*.

Languedoc-Roussillon (pêche) : *M. Guidoni (Pierre)*, (p. 7389).

Loi du 1928 et flotte sous pavillon national des compagnies pétrolières : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7370).

Marins originaires du Tiers-monde : *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 7374) ; *MM. Arreckx (Maurice)*, (p. 7376) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7384).

Ostréiculture : *M. Kergueris (Aimé)*, (p. 7381).

Pavillons de complaisance : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369) ; *Duromëa (André)*, (p. 7372) ; *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 7374) ; *MM. Crépeau (Michel)*, (p. 7382) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7384) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7391).

Pêche (crise) : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369, 7371) ; *Duromëa (André)*, (p. 7372) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7373, 7374) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 7377) ; *Bardol (Jean)*, (p. 7379) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 7381) ; *Marie (Bernard)*, (p. 7383, 7384) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7386) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 7388) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7390) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7392).

Pensions des marins : *MM. Duromëa (André)*, (p. 7372) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 7378) ; *Bardol (Jean)*, (p. 7380) ; *Kergueris (Aimé)*, (p. 7381).

Pollution marine (moyens de lutte et de surveillance) : *MM. Duromëa (André)*, (p. 7373) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7391, 7395).

Ports maritimes : *M. Crépeau (Michel)*, (p. 7382).

Protection sociale des marins (harmonisation) : *MM. Guermeur (Guy)*, (p. 7373) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 7378) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 7379) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 7382) ; *Marie (Bernard)*, (p. 7384) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 7386).

Quotas de pêche : *MM. Dupilet (Dominique)*, (p. 7377) ; *Bardol (Jean)*, (p. 7380) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 7385) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 7390).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *MM. Plantegenest (Marc)*, (p. 7383) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7393).

Société nationale de sauvetage : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 7373) ; *Le Theule)*, (p. Joël), (p. 7385), (p. Mauger (Pierre), (p. 7386).

Surveillance en mer (moyens insuffisants de) : *M. Denvers (Albert)*, (p. 7369).

Toulon (liaisons avec Paris et avec la Corse) : *M. Arreckx (Maurice)*, (p. 7376, 7377).

Trafic trans-Manche : *MM. Denvers (Albert)*, (p. 7369, 7370) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 7378) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7395).

EXAMEN DES CRÉDITS [9 novembre 1978] (p. 7396).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté par scrutin public n° 111 (p. 7396) ; liste des votants (p. 7402, 7403).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 319* de M. Jean-Yves Le Drian (réduction des crédits en faveur de l'organisation des marchés) : rejeté par scrutin public n° 112 (p. 7398) ; liste des votants (p. 7403, 7404).

MM. Le Drian (Jean-Yves), Denvers (Albert), Le Theule (Joël), Bardol (Jean), Guermeur (Guy), Le Pensec (Louis).

– état B, titre IV : rejeté (p. 7398).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programe et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) investissements exécutés par l'Etat : adopté par scrutin public n° 113 (p. 7398) ; liste des votants (p. 7404, 7405).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), subventions d'investissement accordées par l'Etat : (p. 7398).

APRES L'ART. 79 (article additionnel) : *amendement n° 309* de M. Aimé Kergueris (possibilités pour l'armement coopératif d'offrir ses services aux non-adhérents jusqu'à concurrence de 20 p. 100 du chiffre d'affaires) : adopté (p. 7399) ; *amendement n° 316* de M. Guy Guermeur (état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux activités maritimes et littorales présenté par le Gouvernement en 1980) : retiré (p. 7399).

MM. Kergueris (Aimé), Denvers (Albert), Guermeur (Guy), Le Theule (Joël), Le Pensec (Louis).

V. – **Routes. – Ports. – Voies navigables.**

DISCUSSION GÉNÉRALE [9 novembre 1978] (p. 7314).

Allemagne (transport fluvial) : *MM. Rocard (Michel)*, (p. 7324) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7325).

Annualité budgétaire et investissements routiers : *MM. Péronnet (Gabriel)*, (p. 7319).

Autoroutes (développement du réseau) : *MM. Torre (Henri)*, (p. 7315) ; *Manet (Michel)*, (p. 7316) ; *Nucci (Christian)*, (p. 7318, 7319) ; *Hardy (Francis)*, (p. 7320) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 7321) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 7325) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7325, 7326).

Autoroutes (péages) : *M. Valleix (Jean)*, (p. 7323).

Batellerie (situation sociale) : *M. Rocard (Michel)*, (p. 7323, 7324).

Boulevard périphérique (nuisances) : *M. Nucci (Christian)*, (p. 7318).

Centre Europe-Atlantique (liaison routière) : *MM. Valleix (Jean)*, (p. 7323) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 7319) ; *Hardy (Francis)*, (p. 7320) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 7321).

Développement des ports français (programme d'action prioritaire) : *MM. Valleix (Jean)*, (p. 7317, 7318) ; *Torre (Henri)*, (p. 7315).

Fonds européen de développement régional : *M. Valleix (Jean)*, (p. 7318).

Marseille (situation préoccupante du port de) : *M. Torre (Henri)*, (p. 7316).

Mer du Nord - Méditerranée (liaison fluviale) : *MM. Torre (Henri)*, (p. 7316) ; *Valleix (Jean)*, (p. 7318) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 7320) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 7322) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7324) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7326).

Ports autonomes (situation financière des) : *MM. Valleix (Jean)*, (p. 7317) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 7320).

Programmes d'actions prioritaires d'intérêt régional : *MM. Manet (Michel)*, (p. 7317) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 7322).

Rhônes-Alpes (autoroutes) : *M. Nucci (Christian)*, (p. 7318).

Routes (investissements) : *MM. Porelli (Vincent)*, (p. 7319) ; *Manet (Michel)*, (p. 7316) ; *Hardy (Francis)*, (p. 7320) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 7321) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 7324) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7325, 7326) ; *Soury (André)*, (p. 7326).

Routes Nationales (déclassement et transfert aux départements) : *MM. Valleix (Jean)*, (p. 7323) ; *Torre (Henri)*, (p. 7315) ; *Manet (Michel)*, (p. 7317) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 7321) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 7321) ; *Barnier (Michel)*, (p. 7323).

Sécurité dans les transports : *M. Le Theule (Joël)*, (p. 7326).

Seine (mise au gabarit international) : *MM. Granet (Paul)*, (p. 7323) ; *Le Theule Joël)*, (p. 7326).

Travaux publics (difficultés des) : *MM. Torre (Henri)*, (p. 7319) ; *Péronnet (Gabriel)*, (p. 7319).

Voies d'eau (crédits) : *MM. Torre (Henri)*, (p. 7316) ; *Granet (Paul)*, (p. 7322) ; *Rocard (Michel)*, (p. 7324) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 7326).

EXAMEN DES CRÉDITS [9 novembre 1978] (p. 7327).

ETAT B. - TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7327).

ETAT B. - TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7327).

ETAT C. - TITRE V : autorisations de programmes et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), investissements exécutés par l'Etat (p. 7328) ; *amendement n° 306* de la commission de la production et des échanges (suppression des crédits du chapitre 53-31) : rejeté (p. 7328).

MM. Valleix (Jean), Nungesser (Roland), Torre (Henri), Weisenhorn (Pierre), Le Theule (Joël).

- état C, titre V ; adopté (p. 7328).

ETAT C. - TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles), subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 7328).

ETAT D. - TITRE III : autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1980 : adoptées (p. 7328).

ART. 61 rattaché : subventions versées par l'Etat aux départements en contrepartie du déclassement du réseau routier national secondaire (p. 7329) ; *amendements* identiques n° 176 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et *n° 270* de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 61) : rejetés (p. 7329) ; *amendement n° 311* du Gouvernement (augmentant de 15 millions de francs la subvention versée aux départements en contrepartie du déclassement du réseau routier national secondaire) : adopté (p. 7329).

MM. Manet (Michel), Torre (Henri), Le Theule (Joël).

- article 61, modifié, adopté (p. 7329).

TRAVAIL ET SANTE

I. - **Section commune.** - III. - **Santé et famille.**

DISCUSSION GÉNÉRALE [27 octobre 1978] (p. 6837, 6842).

Accidents du travail : *M. Maigret (Bertrand de)*, (p. 6855, 6856) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6870).

Action sociale (crédits) : *M. Hoeffel (Daniel)*, (p. 6846).

Age de la retraite : *M. Fabius (Laurent)*, (p. 6839).

Aide sociale (financement) : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 6838) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 6864).

Aides ménagères : *MM. Jans (Parfait)*, (p. 6862) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 6871).

Alsace et Moselle (régime de sécurité sociale) : *MM. Gissinger (Antoine)*, (p. 8854) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6858) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6870).

Analyses biologiques (contrôle de leur qualité financé par une nouvelle taxe) : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6838).

Assistance publique de Paris (dettes d'Etats étrangers) : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6861).

Assurance vieillesse (dépenses) : *Mme Veil (Simone)*, (p. 6845).

Augmentation du budget de la santé et de famille : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 6837) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 6842) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6844) ; *MM. Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6847) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 6851, 6852).

Charges indues : *M. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6867).

Cotisations sociales (assiette) : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6843) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 6858) ; *Richard (Alain)*, (p. 6866) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6867).

Cour des comptes (contrôle des comptes de la sécurité sociale) : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6838).

Familles nombreuses : *M. Pinte (Etienne)*, (p. 6849).

Femmes divorcées (pension de réversion) : *M. Grussenmeyer (François)*, (p. 6858).

Femmes enceintes (protection dans le vie professionnelle) : *M. Autain (François)*, (p. 6857).

Handicapés (loi d'orientation) : *MM. Hoeffel (Daniel)*, (p. 6846, 6871) ; *Léger (Alain)*, (p. 6850) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6853, 6854) ; *Maigret (Bertrand de)*, (p. 6856) ; *Duraffour (Paul)*, (p. 6863, 6864) ; *Briane (Jean)*, (p. 6865) ; *Richard (Alain)*, (p. 6866).

Hôpitaux (investissements et constructions) : *MM. Delaneau (Jean)*, (p. 6842) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6848) ; *Léger (Alain)*, (p. 6850) ; *Hage (Georges)*, (p. 6855) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6861).

Hospitalisation à domicile : *M. Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 6861) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6859).

Hospitalisation (dépenses d' —. et prix de journée) : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 36838) ; *Hage (Georges)*, (p. 6855).

Hospitalisation privée (tarifs) : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 6838) ; *Marcus (Claude-Gérard)* ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6869).

Humanisation des hôpitaux (programme d'action prioritaire n° 19) : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6838) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6844, 6869) ; *M. Goulet (Daniel)*, (p. 6864).

Indemnités journalières d'assurance maladie (imposition) : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6843).

Interruption volontaire de grossesse et contraception : *Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 6864).

Lutte contre le tabagisme : *Mme Veil (Simone)*, (p. 6870).

Maintien à domicile des personnes âgées : *MM. Hoeffel (Daniel)*, (p. 6846, 6871) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6848) ; *Léger (Alain)*, (p. 6850) ; *Bèche (Guy)*, (p. 6850) ; *Jans (Parfait)*, (p. 6862) ; *Briane (Jean)*, (p. 6865).

Médecine libérale ou nationalisée : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6846) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6862).

Médecine sociale : *M. Delaneau (Jean)*, (p. 6842) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6845) ; *M. Bapt (Gérard)*, (p. 6860).

Médecins (responsabilité dans le coût de la santé) : *MM. Delaneau (Jean)*, (p. 6843) ; *Léger (Alain)*, (p. 6851).

Mère au foyer : *MM. Perrut (Francisque)*, (p. 6846, 6847) ; *Madelin (Alain)*, (p. 6860) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6868).

Minimum vieillesse : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 6846) ; *Jans (Parfait)*, (p. 6861) ; *Richard (Alain)*, (p. 6866) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6868).

Natalité : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6849) ; *Autain (François)*, (p. 6857) ; *Madelin (Alain)*, (p. 6859) ; *Briane (Jean)*, (p. 6866).

Périnatalité : *Mmes Veil (Simone)*, (p. 6844) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 6865).

Personnel hospitalier : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6838) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6844) ; *MM. Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6848) ; *Léger (Alain)*, (p. 6850) ; *Hage (Georges)*, (p. 6855) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 6850).

Personnes âgées en milieu rural : *M. Chaminade (Jacques)*, (p. 6859).

Prêts jeunes ménages : *M. Maigret (Bertrand de)*, (p. 6857) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6868).

Prestations familiales (niveau et financement) : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6843) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 6849) ; *Autain (François)*, (p. 6857) ; *Madelin (Alain)*, (p. 6860) ; *Briane (Jean)*, (p. 6865, 6866).

Prévention : *M. Delaneau (Jean)*, (p. 6842) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6844, 6870) ; *MM. Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6848) ; *Léger (Alain)*, (p. 6850) ; *Briane (Jean)*, (p. 6865).

Pharmacie (dépenses de) : *M. Pons (Bernard)*, (p. 6837).

Petites et moyennes industries : *Mme Veil (Simone)*, (p. 6845).

Profil médical : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 6837) ; *Richard (Alain)*, (p. 6866) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6869).

Recherche biomédicale : *M. Delaneau (Jean)*, (p. 6842) ; *Mme Veil Simone)*, (p. 6845, 6869) ; *M. Briane (Jean)*, (p. 6865).

Sécurité sociale (généralisation et harmonisation) : *MM. Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6843) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6868).

Sécurité sociale (personnel) : *M. Fabius (Laurent)*, (p. 6838).

Sécurité sociale (situation financière) : *MM. Pons (Bernard)*, (p. 6837) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 6839) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6843) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6845, 6867, 6868) ; *MM. Pinte (Etienne)*, (p. 6849) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6854).

Système Saltiel : *Mme Veil (Simone)*, (p. 6869).

Territoires d'Outre-Mer (protection sociale et équipement hospitalier) : *M. Fontaine (Jean)*, (p. 6862, 6863) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6871).

Thermalisme (crise) : *M. Voilquin (Hubert)*, (p. 6852) ; *Mme Veil (Simone)*, (p. 6869.

EXAMEN DES CREDITS [27 octobre 1978] (p. 6872).

I. – **Section commune.**

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6872).

ETAT C. – TITRE V : autorisation de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6872).

III. – **Santé et famille.**

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6872).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6872).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6873).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6873).

ART. 80 rattaché : institution d'une redevance pour l'exécution du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale : *amendement n° 265* de M. Jacques-Antoine Gau (donnant à la redevance sur les analyses de biologie médicale la nature d'un impôt) : rejeté (p. 6873).

MM. Richard (Alain), Pons (Bernard), Mme Veil (Simone).

– article 80 rattaché : adopté (p. 6873).

II. – **Travail et participation. – Formation professionnelle.**

DISCUSSION GENERALE [26 octobre 1978] (p. 6738, 6751) ; [27 octobre 1978] (p. 6822).

Aide au retour : *M. Jans (Parfait)*, (p. 6741).

Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (A.N.A.C.T.) : *M. Le Meur (Daniel)*, (p. 6771).

Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6753, 6832, 6833) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6744) ; *Noir (Michel)*, (p. 6758) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 6760) ; *Laborde (Jean)*, (p. 6767, 6768) ; *Ducoloné (Guy))*, (p. 6823) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6739).

Apprentissage : *MM. Noir (Michel)*, (p. 6757) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6832) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 6831).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : *Mme Leblanc (Chantal)*, (p. 6766) ; *M. Frelaut (Dominique)*, (p. 6739).

Association pour l'enseignement des étrangers (dissolution de) : *MM. Derosier (Bernard)*, (p. 6752) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6763) ; *Bêche (Guy)*, (p. 6765) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6829).

Cadres : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6833), (p. Noir (Michel), (p. 6757) ; *Mme d'Harcourt (Florence)*, (p. 6761) ; *MM. Fontaine (Jean)*, (p. 6767) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6826).

Centre de formation des apprentis (C.F.A.) : *MM. Zarka (Pierre)*, (p. 6748) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6763) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 6831).

Charges sociales : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6834) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Noir (Michel)*, (p. 6757) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 6824).

Commission des comptes de l'emploi : *M. Boulin (Robert)*, (p. 6754).

Contrôle médical : *M. Sourdille (Jacques)*, (p. 6743).

Démographie : *M. Fonteneau (Jean)*, (p. 6747).

Durée du travail : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6834) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 6755) ; *Evin (Claude)*, (p. 6759) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6825).

Embauche (précarité de) : *MM. Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6825) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6740).

Europe (concertation au niveau de) : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6754, 6834) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6744) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6827) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828).

Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (F.A.C.T.) : *M. Boulay (Daniel)*, (p. 6746).

Femmes (travail des) : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6753, 6833) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 6747) ; *Mme Barbera (Myriam)*, (p. 6761, 6762) ; *MM. Clément (Pascal)*, (p. 6765) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 6824) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6827) ; *Mme Pasquier (Nicole)*, (p. 6829, 6830).

Formation professionnelle : *MM. Dehaine (Arthur)*, (p. 6740) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 6747, 6748) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6763) ; *Mme Leblanc (Chantal)*, (p. 6766) ; *MM. Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 6822) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 6830, 6831).

Foyer d'immigrés : *MM. Jans (Parfait)*, (p. 6742) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6763).

Handicapés : *MM. Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Le Meur (Daniel)*, (p. 6770).

Immigrés (travailleurs) : *MM. Jans (Parfait)*, (p. 6740, 6741, 6742) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 6751, 6752) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6762) ; *Bèche (Guy)*, (p. 6765) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6827) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828, 6829).

Indemnisation du chômage : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6753) ; *Noir (Michel)*, (p. 6757) ; *Evin (Claude)*, (p. 6759) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6764) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 6823) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 6824) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6738, 6739) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6825, 6826).

Inspection du travail : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6833) ; *Evin (Claude)*, (p. 6758).

Licenciement (législation sur le) : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6834) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Gau (Jacques-Antoine)* ; *6834).*

Pacte pour l'emploi : *MM. Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Boulin (Robert)*, (p. 6832) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 6763) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 6822) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6740).

Participation : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6754) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 6744, 6745) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 6756) ; *Madelin (Alain)*, (p. 6768, 6769) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 6827) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828).

Pluri-activité : *M. Clément (Pascal)*, (p. 6765).

Politique contractuelle : *M. Boulin (Robert)*, (p. 6753).

Règlement intérieur (des entreprises) : *M. Boulin (Robert)*, (p. 6754).

Réunion (situation de l'emploi à la) : *M. Fontaine (Jean)*, (p. 6766, 6767).

Secteur tertiaire (emplois dans le) : *M. Noir (Michel)*, (p. 6757).

Sonacotra : *MM. Jans (Parfait)*, (p. 6742) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 6827).

Statistiques du chômage : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6832) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 6823) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 6833).

Travail à temps partiel : *MM. Boulin (Robert)*, (p. 6753) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 6743) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 6824) ; *Pasquier (Gérard)*, (p. 6836).

Travail clandestin : *MM. Noir (Michel)*, (p. 6757) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 6760) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828).

Travail manuel : *MM. Boulay (Daniel)*, (p. 6745) ; *Bèche (Guy)*, (p. 6764) ; *Le Meur (Daniel)*, (p. 6770, 6771) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 6824) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 6828).

Travail posté : *M. Boulin (Robert)*, (p. 6753).

U.N.E.D.I.C. : *M. Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 6826).

EXAMEN DES CRÉDITS [27 octobre 1978] (p. 6834).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils

(mesures nouvelles) (p. 6835). Inscrit : *Bariani (Didier)* : nécessité d'une réorientation des moyens actuels de la formation permanente : difficultés du système éducatif pour répondre aux besoins de la formation professionnelle (p. 6834) ; absence d'expérience professionnelle, cause du chômage : problème de la préparation au premier emploi ; 75 p. 100 d'embauche consécutive aux stages pratiques ; régression probable des stages pratiques en 1979 ; se félicite du développement de l'apprentissage ; nécessité d'une définition de la formation par alternance ; problème de la formation continue (p. 6835).

– titre III : adopté (p. 6835).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) (p. 6837) : *amendement n° 119* de M. Maurice Nilès (réduction des crédits du titre IV) : rejeté (p. 6837).

MM. Legrand (Joseph), Jans (Parfait), Stoléru (Lionel), Boulin (Robert), Frelaut (Dominique).

– titre IV : adopté (p. 6837).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 6837).

Formation professionnelle : vote des crédits avec crédits inscrits à la ligne : « Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ».

UNIVERSITES

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1978] (p. 7739).

Autonomie des universités : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7740) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7743).

Bibliothèques universitaires : *M. Andrieu (Maurice)*, (p. 7748) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7757).

Bourses d'études : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7740) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7746) ; *Sergheaert (Maurice)*, (p. 7750) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7757).

Bretagne (universités) : *M. Berest (Eugène)*, (p. 7749).

Carte universitaire : *MM. Le Pensec (Louis)*, (p. 7741) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7742) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 7745) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7746) ; *Jacq (Marie)*, (p. 7751) ; *Foyer (Jean)*, (p. 7753) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7756).

Centre nationale de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7739) ; *Vizet (Robert)*, (p. 7748).

Ecoles d'ingénieurs : *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7754, 7755).

Enseignants (effectifs) : *MM. Le Pensec (Louis)*, (p. 7741) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7742).

Enseignement supérieur et besoins de l'économie : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7740) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7747) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 7752) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7755).

Etudiants (conditions de vie des) : *M. Le Pensec (Louis)*, (p. 7741).

Etudiants (effectifs) : *MM Coulais (Claude)*, (p. 7739) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 7745) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7754).

Etudiants étrangers : *M. Mexandeau (Louis)*, (p. 7745) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7754).

Formations de maîtres : *M. Delehedde (André)*, (p. 7753).

Instituts universitaires de technologie (I.U.T.) : *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7754, 7755).

Maîtres de conférences agrégés des disciplines juridiques : *M. Foyer (Jean)*, (p. 7753) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7757).

Mulhouse (université) : *M. Gissinger (Antoine)*, (p. 7752).

Mutualité étudiante : *M. Gissinger (Antoine)*, (p. 7752).

Patrimoine universitaire (entretien du) : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7739) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7746) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7756).

Recherche universitaire et secondarisation de l'enseignement supérieur : *MM. Le Pensec (Louis)*, (p. 7741) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7743) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 7747) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 7749) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7755).

Universités libres : *MM. Berest (Eugène)*, (p. 7749) ; *Foyer (Jean)*, (p. 7754) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7756).

Université de Paris XI-Orsay : *M. Vizet (Robert)*, (p. 7748) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7756).

Université de Vincennes (transfert) et institut universitaire de technologie de Saint-Denis : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7740) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7742) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 7744) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 7743, 7747) ; *Vizet (Robert)*, (p. 7748) ; *Berest (Eugène)*, (p. 7749) ; *Mme Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 7756).

Vacataires et auxiliaires : *MM. Coulais (Claude)*, (p. 7739) ; *Le Pensec (Louis)*,

(p. 7741) ; *Hermier (Guy)*, (p. 7742) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 7745), (p. Sergheraert (Maurice), (p. 7750).

EXAMEN DES CREDITS [16 novembre 1978] (p. 7758).

ETAT B. – TITRE III : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 355* de M. Jack Ralite (réduction des crédits du titre III de 71 185 francs en signe de protestation contre le décret du 20 septembre 1978 organisant des licenciements d'universitaires) : rejeté par scrutin public n° 116 (p. 7761) ; liste des votants (p. 7765, 7766).

MM. Aurillac (Michel), Coulais (Claude), Mme Saunier-Seïté (Alice), MM. Berest (Eugène), Mexandeau (Louis), Foyer (Jean), Hamel (Emmanuel).

– état B, titre III : adopté (p. 7761).

ETAT B. – TITRE IV : crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 7761).

ETAT C. – TITRE V : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 7761).

ETAT C. – TITRE VI : autorisations de programme et crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 7761).

ARTICLES ET ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES

[17 novembre 1978] (p. 7987).

ART. 55 et ETAT F annexé : crédits évaluatifs : adoptés (p. 7988).

ART. 56 et ETAT G annexé : crédits provisionnels : adopté (p. 7989).

ART. 57 et ETAT H annexé : report de crédits : adopté (p. 7991).

ART. 60 (financement des grands travaux intéressant la région parisienne). Inscrits : *Brunhes (Jacques)* : volonté d'organiser la stagnation de la région parisienne ; absence de prolongation de la ligne 13 *bis* à Gennevilliers-Asnières ; empêchent le désenclavement de la presqu'île de Gennevilliers ; nécessité d'une réforme du financement de la R.A.T.P. ; souhaite l'attribution de la responsabilité des transports au conseil régional (p. 7992) ; *Quilès (Paul)* : financement de la couverture du boulevard périphérique de Paris (p. 7992) ; prolongation de la ligne de métro n° 7 de la porte d'Italie à Villejuif (p. 7993) ; *Vizet (Robert)* : insuffisance de la participation de l'Etat aux infrastructures de transport ; lenteur des travaux d'amélioration de la ligne de Sceaux ; perturbation du trafic S.N.C.F. sur la banlieue ; menace de suppression des services rendus par les entreprises privées de transport en commun routier chargées de l'exploitation des lignes intercommunales (p. 7993) ; *Chonavel (Jacqueline)* : couverture du boulevard périphérique ; insuffisance des crédits consacrés aux transports en commun dans la région parisienne, non-réalisation de la prolongation du métro jusqu'à Bobigny (p. 7993, 7994) ; *Jans (Parfait)* : nécessité d'une mise en place complète du R.E.R., notamment avec l'interconnexion ouest (p. 7994) ; *Odru (Louis)* : problèmes posés par le prolongement de la ligne de métro n° 9 de la mairie de Montreuil à Rosny (p. 7994) ; *Kalinsky (Maxime)* : nécessité de prolonger la ligne de métro n° 7 vers Villejuif ; pas d'investissement pour ce projet dans le budget de la R.A.T.P. (p. 7994) ; *Papon (Maurice)* : compétence du ministre des transports pour les questions posées sur l'article 60 ; possibilité de prolonger la ligne de métro n° 7 (p. 7994).

– article 60 : adopté (p. 7994).

ART. 63 (imposition des indemnités journalières versées aux assurés sociaux à l'exception des prestations de maternité et des indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail). Inscrite : *Chonavel (Jacqueline)* : demande la suppression de l'article 63 ; la lutte contre l'absentéisme, pourtant modéré en France ; lien existant entre conditions de travail et absentéisme (p. 7995) ; *amendement n° 238* de suppression de L. Laurent Fabius : rejeté (p. 7996) ; *amendement n° 70* de M. Pierre Goldberg (inapplication de l'impôt sur le revenu aux indemnités journalières de maladie de la sécurité sociale) : rejeté par scrutin public n° 119 (p. 7996) ; liste des votants (p. 8050, 8051) ; *amendement n° 178* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (excluant de l'article 68 les indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail et aux personnes atteintes d'une affection comportant un traitement prolongé) : adopté (p. 7997) ; *amendement n° 123* de M. Henri Ginoux (exonération de l'impôt pour les montants des prestations en espèces versées au titre des maladies de longue durée) : retiré (p. 7996) ; *amendement n° 179* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (inapplication de l'article 63 aux indemnités représentant un montant inférieur au salaire mensuel d'une personnel payée au S.M.I.C.) : retiré (p. 7997) ; *amendement n° 366* du Gouvernement (inapplication de l'article 63 lors-

que le revenu net global du foyer n'excède pas la limite supérieure de la deuxième tranche du barème de l'I.R.P.P.) : adopté (p. 7997) ; *amendement n° 324* de M. Laurent Fabius (réduction du taux de la T.V.A. sur les médicaments financée par les recettes supplémentaires de la sécurité sociale dues à l'application de l'article 63) : déclaré irrecevable (p. 7997).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Goldberg (Pierre), Ginoux (Henri), Vivien (Robert-André).

– article 63, ainsi modifié : adopté (p. 7997).

ART. 64 (plafonnement de la déduction forfaitaire de 10 p. 100 pour frais professionnels des salariés) : adopté (p. 7997).

ART. 65 (plafonnement des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels). Inscrit : *Vizet (Robert)* : incapacité de l'article 65 à lutter contre la fraude fiscale ; défend son *amendement n° 78* tendant au maintien à 50 000 francs du plafond de la déduction forfaitaire (p. 7998) ; *amendement n° 78* de M. Robert Vizet (rétablissement du plafond de 50 000 francs pour la déduction forfaitaire) : rejeté par scrutin public n° 120 (p. 8000) ; liste des votants (p. 8052, 8053) ; *amendement n° 180* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (plafond fixé à 40 000 francs et limité à l'année 1979) ; *sous-amendement n° 356* de M. René de Branche (fixation d'un maximum de 120 000 francs pour le total des déductions) : rejeté (p. 8000) ; *amendement n° 180* : adopté (p. 8000) ; *amendement n° 121* de M. Hector Rolland (relèvement du plafone à 50 000 francs pour les V.R.P. et les journalistes) : rejeté (p. 8001) ; *amendement n° 303* rectifié de M. Henri Ginoux (maintien de la limite de déduction à 50 000 francs pour les V.R.P.) ; *sous-amendement n° 371* de M. Roland Nungesser (extension de l'*amendement n° 303* rectifié aux journalistes) ; *amendement n° 303* rectifié et *sous-amendement n° 371* : rejetés (p. 8001) ; *amendement n° 325* de M. Roland Florian (fixation du plafond de déduction à 25 000 francs ; utilisation de cette recette supplémentaie pour étendre la possibilité de répartir sur trois ans les revenus imposables aux artistes interprètes lyriques, chorégraphiques, dramatiques et de variétés) : rejeté (p. 8001) ; *amendement n° 282* de M. Charles Fèvre (fixation de la limite de déduction à 50 000 francs pour les inspecteurs d'assurance des branches vie, capitalisation et épargne) : rejeté (p. 8002).

MM. Marette (Jacques), de Branche (René), Icart (Fernand), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice), Ginoux (Henri), Chaban-Delmas (Jacques), Chauvet (Augustin), Florian (Roland), Fèvre (Charles).

– article 65, ainsi modifié : adopté (p. 8002).

APRES L'ART. 65 : *amendement n° 71* de Jacques Chaminade (exonération de la taxe d'habitation pour les personnes dégrevées de l'impôt sur le revenu) : rejeté par scrutin public n° 121 (p. 8002) ; liste des votants (p. 8052, 8063).

MM. Brunhes (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 66 (nouveau barème de la taxation d'après les éléments du train de vie) : adopté (p. 8002).

APRES L'ART. 66 : *amendement n° 344* de M. Jacques Marette (application de la déduction prévue par la loi d'orientation de l'épargne aux valeurs françaises versées à un compte d'épargne spécial jusqu'au 31 décembre 1981) : rejeté (p. 8003).

MM. Marette (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

AVANT L'ART. 67 : *amendement n° 326* de M. Laurent Fabius (portant à dix ans le délai de construction d'immeubles locatifs donnant droit à exonération du paiement de la taxe de publicité et des droits d'enregistrement pour les collectivités publiques gagée par l'augmentation de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux les objets d'art) : rejeté (p. 8004).

MM. Wilquin (Claude), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin).

ART. 67 (prorogation de la mesure prévoyant une réfaction de la base d'imposition pour les ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée) : adopté (p. 8004). Inscrit : *Jouve (Jacques)* : difficulté de développement du cheptel ; dispositions insuffisantes pour assurer le développement de la production française de viande ; déficit du solde de nos échanges de viande bovine ; baisse de la compétitivité de l'élevage français et stagnation de la production (p. 8004).

APRES L'ART. 67 : *amendement n° 304* de M. Henri Ginoux (suppression du décalage d'un mois pour la déductibilité de la T.V.A.) : retiré (p. 8005).

MM. Ginoux (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 68 (extension à certains matériels économisant l'énergie des dispositions augmentant les coefficients d'amortissement dégressif). Inscrit : *Combrisson (Roger)* : conséquences de cet article ; risques d'abus

dus à la définition trop large des matériels économisant l'énergie, augmentation des importations de matériels économisant l'énergie ; article favorable aux grandes entreprises plutôt qu'aux P.M.E. et aboutissant à une revalorisation accélérée du capital (p. 8005).

– article 68 : adopté (p. 8005).

ART. 69 (report d'un an de délai d'application des mesures fiscales destinées à faciliter la réforme du statut des courtiers d'assurance maritime) : *amendement n° 181* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction du délai prévu à l'article 69) : rejeté (p. 8006).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 69 : adopté (p. 8006).

APRES L'ART. 69 : *amendement n° 273* rectifié de M. Gilbert Gantier (repoussant d'un an le délai dans lequel peut intervenir la réévaluation comptable des bilans) : adopté (p. 8006).

MM. Gantier (Gilbert), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

AVANT L'ART. 70 : *amendement n° 263* de M. Albert Denvers (limitation des déductions sur le revenu global pour les intérêts des emprunts) : rejeté (p. 8007).

MM. Wilquin (Claude), Icart (Fernand), Fabius (Laurent), Papon (Maurice).

ART. 70 (modifications des règles de rattachement des produits correspondant à des créances sur clients) : *amendement n° 377* du Gouvernement (substituant à la notion de réception provisoire celle de réception complète ou partielle) : adopté (p. 8003). *M. Gantier (Gilbert)* : nécessité de maintenir la possibilité de comptabiliser exercice par exercice les créances sur clients réalisés avant la fin de chaque exercice (p. 8008).

MM. Vivien (Robert-André), Papon (Maurice).

– article 70, ainsi modifié : adopté (p. 8008).

AVANT L'ART. 71 : *amendement n° 284*, deuxième rectification, de M. Jacques Marette (suppression de l'anonymat des bons de caisse et des bons du Trésor) : rejeté par scrutin public n° 122 (p. 8009) ; liste des votants (p. 8053, 8054). *Fabius (Laurent)* : le vote positif du groupe socialiste sur l'*amendement n° 284* de M. Jacques Marette (p. 8009). *D'Aubert (François)* : son vote positif sur l'*amendement n° 284* de M. Jacques Marette (p. 8009).

MM. Marette (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chaban-Delmas (Jacques).

ART. 71 (mesures tendant à prévenir certaines utilisations abusives des chèques) : *amendement n° 285* de M. Jacques Marette (suppression des chèques au porteur) : rejeté (p. 8011) ; *amendement n° 182* de la commission des finances, de l'économie génréral et du Plan (maintien de la gratuité des formules de chèques) ; *sous-amendement n° 362* du Gouvernement (possibilité d'endossement au profit d'une banque ou d'un caisse d'épargne) : adopté (p. 8011) ; *sous-amendement n° 360* de M. René de Branche (possibilité d'endossement au profit d'une banque) : retiré (p. 8011) ; *sous-amendement n° 367* du Gouvernement (perception d'un droit de timbre sur les formules de chèques non barrées, non prébarrées et endossables) : adopté (p. 8011) ; *sous-amendement n° 373* de M. Laurent Fabius (gratuité des formules de chèques portant la photographie du titulaire du compte) : rejeté (p. 8011) ; *sous-amendement n° 374* de M. Laurent Fabius (suppression des chèques au porteur) : rejeté (p. 8011) ; *amendement n° 182*, ainsi modifié) : adopté (p. 8011) ; *amendement n° 240* de M. Laurent Fabius (contrôle de l'identité des personnes auxquelles sont délivrées les formules de chèques non barrés) : devenu sans objet (p. 8011) ; *amendement n° 183* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (possibilité pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant de faibles revenus de transmettre les chèques par endossement) : rejeté (p. 8012) ; *amendement n° 363* du Gouvernement (modalités applicables aux chèques postaux) : adopté (p. 8012).

MM. Marette (Jacques), Papon (Maurice), Icart (Fernand), de Branche (René), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent).

– article 71, ainsi rédigé : adopté (p. 8012).

ART. 72 (extension aux gestions, commerçants et agriculteurs adhérents des centres de gestion agréés, de certaines obligations des membres de professions libérales adhérentes des associations agréées). Inscrit : *Chauvet (Augustin)* : volonté du Gouvernement de rapprocher les conditions d'imposition des salariés et des non-salariés à l'impôt sur le revenu par la création des centres de gestion et associations agréés ; développement de ces centres, nécessité de relever le plafond de déduction des 20 p. 100 et 10 p. 100 pour les adhérents aux centres de gestion (p. 8012, 8013).

– article 72 : adopté (p. 8013).

ART. 73 (remise de la gestion d'immeubles domaniaux à certains organismes). Inscrite : *Moreau (Gisèle)* : attribution de la gestion du patrimoine national à des sociétés privées

contraire à la règle d'inaliénabilité du domaine public ; réalisation d'un transfert de responsabilités sans contrôle du Parlement ; problème du statut des personnels concernés par cette cession de gestion (p. 8013) ; *amendement n° 184* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (application de l'article 73 aux immeubles dépendant du domaine de l'Etat situés à l'étranger) : rejeté (p. 8013).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Ducoloné (Guy)* : vote hostile du groupe communiste sur l'article 73 (p. 8013).

– *M. Michel (Claude)* : vote hostile du groupe socialiste sur l'article 73 (p. 8013).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 73 : adopté (p. 8013).

APRES L'ART. 73 : *amendement n° 73* rectifié de M. Michel Barnier (possibilité de majoration par arrêté préfectoral de la taxe locale d'équipement perçue dans les communes touristiques et thermales) : non soutenu (p. 8014) ; *amendement n° 273* de M. Robert Poujade (abrogation de l'article 486 *bis* du code général des impôts relatif aux marchés en gros de boissons et créant une déclaration annuelle des stocks en magasin déposée le 30 septembre de chaque année) : adopté (p. 8015) ; *amendement n° 320* rectifié de M. Victor Sablé (reconduction du régime du contingentement des rhums jusqu'au 31 décembre 1984) : adopté (p. 8014) ; *amendement n° 196* de M. Daniel Goulet (tendant à laisser aux établissements publics régionaux la détermination de leurs ressources) : rejeté (p. 8016) ; *amendement n° 343* de M. François d'Harcourt (détermination par les établissements public régionaux de leurs ressources) : rejeté (p. 8016) ; *amendement n° 27* de M. Vincent Ansquer (déplafonnement des ressources fiscales des régions jusqu'à 55 francs par habitant) : adopté (p. 8016) ; *amendement n° 79* de M. Jacques Jouve (extension des renseignements contenus dans le rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles) : rejeté (p. 8017) ; *amendement n° 248* de M. Laurent Fabius (information des membres du Parlement : actualisation systématique du solde budgétaire compte tenu des dépenses votées et des dépenses annoncées ou prévues) : rejeté (p. 8018) ; *amendement n° 249* de M. Laurent Fabius (information du Parlement sur le nombre et le montant des remises gracieuses en matière fiscale) : retiré (p. 8018) ; *amendement n° 250* de M. Laurent Fabius (information du Parlement sur le montant des recettes fiscales) : retiré (p. 8019).

MM. Neuwirth (Lucien), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Sablé (Victor), Goulet (Daniel), de Branche (René), Pourchon (Henri), Delaneau (Jean), Jouve (Jacques), Vivien (Robert-André), Malvy (Martin), Michel (Claude), Fabius (Laurent).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 122* de M. Georges Mesmin (choix de divers taux d'actualisation pour les entreprises publiques) : retiré (p. 8019).

MM. Mesmin (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

APRES L'ART. 80 : *amendement n° 251* de M. Christian Pierret (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les aides attribuées par le fonds spécial d'adaptation industrielle) : rejeté (p. 8020) ; *amendement n° 255* de M. Jean-Pierre Cot (dépôt d'un rapport sur la protection de l'épargne populaire contre l'inflation) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution (p. 8020) ; *amendement n° 159* de M. Gilbert Gantier (relèvement du montant des taxes affectées aux analyses de sûreté des installations nucléaires) : adopté (p. 8021).

MM. Pourchon (Maurice), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Le Drian (Jean-Yves), Gantier (Gilbert), Vivien (Robert-André).

ARTICLES DE RECAPITULATION

[17 novembre 1978] (p. 8029).

ART. 35 (crédits ouverts aux ministres pour 1979 au titre des services votés du budget général) : adopté (p. 8029).

ART. 36 et ETAT B (crédits ouverts aux ministres pour 1979 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services civils) : adopté (p. 8030).

ART. 37 et ETAT C (autorisations de programme et crédits de paiement ouverts pour 1979 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils) : adopté (p. 8030).

ART. 40 et ETAT D (montant des dépenses que les ministres sont autorisés à engager en 1979 par anticipation sur les crédits qui leur seront alloués pour 1980) : adopté (p. 8030).

ART. 41 (montant des crédits ouverts aux ministres pour 1979 au titre des services votés des budgets annexes) : adopté (p. 8030).

ART. 42 (autorisations de programme et crédits ouverts aux ministres pour 1979 au titre des mesures nouvelles des budgets annexes) : adopté (p. 8030).

SECONDE DELIBERATION [17 novembre 1978] (p. 8030).

De droit à la demande du Gouvernement : articles 2, 5, 18 après l'article 30, après l'article 31, articles 33, 34, 36, 37, après l'article 43, article 44, après l'article 76.

L'Assemblée décide d'y adjoindre l'article 17 sur proposition de M. Julien Schvartz (p. 8031).

ART. 2 : *amendement n° 1* du Gouvernement (accordant aux célibataires à revenus modeste un abattement de 2 000 francs sur leur revenu imposable) : adopté (p. 8031 et 8032) ; *amendement n° 2* du Gouvernement (institution d'un droit de timbre sur les chèques non prébarrés et endossables) : adopté (p. 8031 et 8032).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8032).

ART. 5 : *amendement n° 3* du Gouvernement (déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers des immeubles à usage industriel ou commercial) : adopté (p. 8031 et 8032).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand), Ginoux (Henri).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 8032).

ART. 17 : *amendement n° 22* de M. Julien Schvartz (suppression du paragraphe II de l'article 17 tendant à exempter de la taxe intérieure de consommation les lubrifiants et produits assimilés) : adopté par scrutin public n° 125 (p. 8033); liste des votants (p. 8057 et 8058) ; *amendements n°s 24* et *25* de M. Edouard Frédéric-Dupont (conditions d'utilisation du gaz liquéfié comme carburant par les taxis) : vote réservé (p. 8034) ; *amendement n° 23* de M. Guy Guermeur (création d'une redevance sur le gaz, le charbon, les produits pétoliers et l'électricité) : vote réservé (p. 8035).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Frédéric-Dupont (Edouard), Jans (Parfait), Guermeur (Guy), Séguin (Philippe).

– vote sur l'article 17 réservé (p. 8035).

ART. 18 : *amendement n° 4* du Gouvernement (régime préférentiel des cognacs et des eaux-de-vie d'appelation d'origine contrôlée) : vote réservé.

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand), Ginoux (Henri), Chaban-Delmas (Jacques).

– vote sur l'article 18 réservé (p. 8035).

APRES l'ART. 30 : *amendement n° 5* du Gouvernement (institution d'un prélèvement de 1,5 p. 100 sur le Loto et affectation de son produit à un compte d'affectation spéciale intitulé « fonds national d'aide au sport ») : vote réservé ; *sous-amendement n° 20* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (administration du fonds national d'aide au sport par le comité mixte paritaire créé en application de la loi du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport) : retiré (p. 8036).

MM. Soisson (Jean-Pierre), Neuwirth (Lucien).

APRES l'ART. 31 : *amendement n° 6* du Gouvernement (harmonisation du régime du prélèvement supplémentaire progressif et des gains du P.M.U.) : vote réservé (p. 8036).

M. Papon (Maurice).

ART. 33 (supprimé en première délibération), *amendement n° 7* du Gouvernement tendant à rétablir l'article 33 (conditions de majoration des rentes viagères) : vote réservé.

MM. Chauvet (Augustin), Franceschi (Joseph), Vizet (Robert), Frédéric-Dupont (Edouard), Papon (Maurice).

ART. 34 : *amendement n° 21* du Gouvernement (amendement d'équilibre de caractère technique) : vote réservé.

M. Papon (Maurice).

– vote sur l'article 34 réservé (p. 8041).

ART. 36 et 37 : *amendements n°s 8* et *9* du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'agriculture) : votes réservés (p. 8042) ; *amendement n° 10* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B. – Anciens combattants) : vote réservé ; *amendement n° 11* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B. – Charges communes) : vote réservé (p. 8042) ; *amendement n° 12* du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V de l'état C. – Education) : vote réservé (p. 8042) ; *amendement n° 13* du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre IV de l'état C. – Education) : vote réservé (p. 8042) ; *amendement n° 14* du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre IV de l'état C. – Territoires d'Outre-Mer) : vote réservé (p. 8043) ; *amendement n° 15* du Gouvernement (rétablissement des crédits du titre IV de l'état B. – Transports. – Marine marchande) : vote réservé.

MM. Papon (Maurice), Vivien (André-Georges), Icart (Fernand), Brunhes (Jacques), Guermeur (Guy), Flosse (Gaston), Séguin (Philippe).

– vote sur les articles 36 et 37 réservé (p. 8043).

APRES l'ART. 43 : *amendement n° 16* du Gouvernement (régime du fonds national d'aide au sport) : vote réservé (p. 8043).

ART. 44 : *amendement n° 17* du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale) : vote réservé (p. 8043).

– vote sur l'article 44 réservé.

APRES l'ART. 76 : *amendement n° 18* du Gouvernement (substitution de l'indice 460,5 à l'indice 457,5 au premier alinéa de l'article L. 50 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) : vote réservé (p. 8043) ; *amendement n° 19* du Gouvernement (attribution d'une pension de veuves de guerre aux veuves des déportés de la Résistance et des déportés politiques, morts au cours de leur déportation) : vote réservé (p. 8043).

EXPLICATIONS DE VOTE SUR L'ENSEMBLE [17 novembre 1978] (p. 8043).

– *M. Bocquet (Alain)* : projet de loi de finances pour 1979 s'inscrivant dans la politique de déclin de la France conforme aux directives adoptées aux sommets de Bonn et de Brême (p. 8043) ; nouveaux sacrifices exigés des Français pour défendre les multinationales ; rejet par la majorité de toutes les propositions de réforme constructive ; politique gouvernementale faisant contre elle l'unanimité du monde du travail ; conditions antidémocratiques du déroulement de la discussion budgétaire ; vote hostile du groupe communiste (p. 8044).

– *M. Fabius (Laurent)* : conditions de travail déplorables du Parlement ; insuffisance de l'effort accompli en faveur de l'emploi (p. 8044) ; recettes de l'Etat fournies pour l'essentiel par les salariés et les consommateurs ; indécence de l'emploi de la procédure du vote bloqué à propos de la peine de mort ; intolérance de la majorité à l'égard des propositions de l'opposition, notamment en matière de justice fiscale ; vote hostile du groupe socialiste (p. 8045).

– *M. Hamel (Emmanuel)* : éléments positifs du budget (p. 8045) ; budget d'indépendance nationale, de soutien de l'activité économique et de solidarité sociale ; vote favorable du groupe U.D.F. (p. 8046).

– *M. Guermeur (Guy)* : vote favorable et résigné du groupe R.P.R. sur le budget ; insuffisance des investissements productifs et situation de l'emploi inacceptables ; aggravation des déséquilibres régionaux (p. 8046).

– *M. Papon (Maurice)* : remercie de leur travail les parlementaires et les fonctionnaires de l'Assemblée ; budget difficile, marqué par deux lignes de force : emploi justifiant l'ampleur du déficit, lutte contre l'inflation conduisant à le limiter ; demande, en application de l'article 44 de la Constitution, que l'Assemblée se prononce par un vote unique sur l'ensemble du projet en rejetant les *amendements n°s 23, 24* et *25* et en adoptant les *amendements n°s 4* à *19* et *21* ; demande un scrutin public (p. 8047).

– *M. Chaban-Delmas (Jacques)* : demande des suggestions tendant à améliorer les conditions du déroulement de la discussion budgétaire ; remercie pour leur travail la commission des finances, les députés, le personnel de l'Assemblée et la presse (p. 8047).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1979 dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première délibération, modifié par les amendements adoptés en seconde délibération et les *amendements n°s 4* à *19* et *21* déposés par le Gouvernement en seconde délibération, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. – Scrutin public n° 126 (p. 8077). – Liste des votants (p. 8058, 8059).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [14 décembre 1978] (p. 9397).

Centres de gestion agréés : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 9398) ; *Sallé (Louis)*, (p. 9402).

Cinéma : *Mme Constans (Hélène)*, (p. 9401).

Droits de timbre (majoration des) : *M. Papon (Maurice)*, (p. 9400).

Entreprises en difficulté (aides aux) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9399).

Espaces publicitaires : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9399).

Huiles régénérées : *M. Schvartz (Julien)*, (p. 9401).

Impôt sur le revenu (abattement) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9398).

Produits pétroliers : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9399).

Rentes viagères : *MM. Chauvet (Augustin)*, (p. 9402) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9402).

Revenus fonciers (déduction forfaitaire applicable aux) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 9398) ; *Chauvet (Augustin)*, (p. 9401).

Taxe sur les salaires : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9399).

Taxe spéciale additionnelle : *Mme Constans (Hélène)*, (p. 9400).

Transpac (service public de transmission de données par paquets) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 9398).

DISCUSSION DES ARTICLES [14 décembre 1978] (p. 9410).

Amendement n° 1 du Gouvernement : majoration du droit de timbre pour 199 millions de francs : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 2* du Gouvernement : majoration des crédits des affaires étrangères de 300 000 francs : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 3* du Gouvernement : majoration des crédits des foyers ruraux de 800 000 francs et de l'enseignement privé agricole de 2 millions de francs : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 4* du Gouvernement : majoration des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants de 4 400 000 francs : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 5* du Gouvernement : majoration des crédits du ministère de la culture et de la communication de 2 millions de francs : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 6* du Gouvernement : majoration de 500 000 francs de la subvention du ministère de l'économie et du budget à l'Institut national de la consommation : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 7* du Gouvernement : majoration de 2 millions de francs des crédits pour les actions concertées en matière de consommation et pour l'aide aux organisations de consommateurs : adopté (p. 9410 ; *amendement n° 8* du Gouvernement : majoration de 500 000 francs des crédits de subvention pour les interventions concernant la protection de la nature et de l'environnement : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 9* du Gouvernement : majoration de 5 millions de francs des crédits de la jeunesse et des sports pour alléger la charge des collectivités locales relatives au franc-élève : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 10* du Gouvernement : majoration de 200 000 francs des crédits des services généraux pour les actions d'information et de caractère interministériel : adopté (p. 9410) ; *amendement n° 11* du Gouvernement : majoration de 500 000 francs de la dotation du chapitre 4301 : « Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger » : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 12* du Gouvernement : augmentation des crédits du secrétariat général de la défense nationale de 300 000 francs : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 13* du Gouvernement : majoration de 400 000 francs des crédits du ministère du travail pour financer les études sur les problèmes de la natalité en France : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 14* du Gouvernement : majoration de 1,10 million de francs des crédits du chapitre 4722 pour permettre le relèvement du plafond des rentes mutualistes des anciens combattants qui bénéficient d'une majoration accordée par l'Etat : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 15* du Gouvernement : augmentation de 1 million de francs des crédits inscrits au budget des universités : adopté (p. 9511) ; *amendement n° 16* du Gouvernement : majoration de 1 million de francs d'autorisations de programme et de crédits de paiement pour le chapitre 5620 du ministère des affaires étrangères servant à l'entretien des équipements d'enseignement français à l'étranger : adopté (p. 9511) ; *amendement n° 17* du Gouvernement : augmentation du budget du ministère de l'agriculture pour accroître le programme d'électrification rurale et aider les communes à intensifier leur politique de conversion des taillis et taillis sous futaies en forêts de production : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 18* du Gouvernement : majoration des crédits du budget de l'éducation pour relever le montant des subventions aux collectivités locales pour les reconstructions d'établissements scolaires du second degré : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 19* du Gouvernement : majoration des crédits du budget de l'environnement et du cadre de vie pour les équipements des parcs naturels régionaux et des zones périphériques des parcs nationaux : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 20* du Gouvernement : majoration du chapitre 6543 : « Aménagement du cadre de vie urbain pour subventionner la création et l'aménagement d'espaces verts » : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 21* du Gouvernement : majoration des crédits du secrétariat général de la défense nationale au titre du programme civil de défense : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 22* du Gouvernement : majoration du taux de prélèvement sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur du fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.), majoration du prélèvement sur les mises du Loto et modification du barème de la taxe spéciale sur les prix des places de cinéma : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 23* du Gouvernement : modification de la législation relative à l'indemnisation des accidents causés par des engins de guerre : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 24* du Gouvernement : majoration de 205 à 207 points et de 105 à 105,5 points des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : adopté (p. 9411) ; *amendement n° 25* du Gouvernement : amendement d'équilibre du budget destiné à tenir compte des

différentes dispositions adoptées : adopté (p. 9412).

EXPLICATIONS DE VOTE SUR L'ENSEMBLE :

– *Mme Chonavel (Jacqueline) :* budget d'austérité ; volonté du Gouvernement d'intégrer la France dans une communauté européenne ; caractère durable de la crise ; pillage des revenus salariaux ; politique de reconstruction des fonds propres des sociétés ; absence de relance par l'investissement (p. 9412) ; contraintes extérieures invoquées par le Gouvernement résultat d'une politique d'inféodation aux géants ouest-allemand et américain ; plan de vassalisation de la France (p. 9413).

– *M. Rieubon (René) :* vote hostile du groupe communiste (p. 9413).

– *M. Fabius (Laurent) :* vote hostile du groupe socialiste (p. 9413).

Adoption de l'ensemble du projet, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié (p. 9413).

2. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1279 rectifié** MODIFIANT L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Michel Noir et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Philippe Séguin [18 octobre 1979].

3. – PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1980 **n° 1290,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget.

ANNEXES : Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la Nation pour 1979 et principales hypothèses économiques pour 1980. – Annexe au rapport économique et financier (rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1978). – Autres annexes (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor ; vingt-cinquième rapport du Conseil de direction du Fonds de développement économique et social ; documents comptables et budgétaires concernant les organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision).

DOCUMENTS BLEUS PAR MINISTERE (services votés, mesures nouvelles) : I. – *Budgets civils : a)* Budget général : affaires étrangères ; agriculture ; anciens combattants ; commerce et artisanat ; coopération ; culture et communication ; départements d'outre-mer ; économie et budget (I. – Charges communes ; II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget) ; éducation ; environnement et cadre de vie (et errata) ; table de concordance entre la nomenclature 1980 et la nomenclature 1979) (I. – Environnement ; II. – Cadre de vie et logement ; III. – Architecture) ; industrie ; intérieur et rapatriés ; jeunesse, sports et loisirs (I. – Jeunesse et sports ; II. – Tourisme) ; justice ; services du Premier ministre (I. – Services généraux ; II. – Secrétariat général de la défense nationale ; III. – Conseil économique et social ; IV. – Commissariat général du Plan ; V. – Recherche) ; territoires d'outre-mer ; transports (réforme de la nomenclature du budget des transports) ; travail et santé (I. – Section commune ; II. – Travail et participation ; III. – Santé et famille) ; universités. – *b)* Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur ; Ordre de la Libération ; monnaies et médailles ; postes et télécommunications ; prestations sociales agricoles. – II. – *Budgets militaires : a)* Budget général ; défense ; *b)* Budget annexe : défense (essences).

DOCUMENTS BLANCS (présentation du budget sous forme de « budget de programme ») : affaires étrangères, agriculture, anciens combattants, commerce et artisanat, coopération, culture et communication, défense (et erratum), départements d'outre-mer, économie et budget, éducation, environnement et cadre de vie, industrie, intérieur, jeunesse, sports et loisirs, justice, territoires d'outre-mer, transports, travail et santé, universités.

NOTES DE SYNTHESE SUR LES BUDGETS : affaires étrangères ; agriculture, anciens combattants, budgets annexes (imprimerie nationale, journaux officiels, Légion d'honneur, monnaies et médailles, postes et télécommunications), commerce et artisanat, coopération, culture et communication, défense, départements d'outre-mer, économie et budget, éducation, enveloppe recherche (rectifiée), environnement et cadre de vie, industrie, intérieur, jeunesse, sports et loisirs, justice (et erratum), santé et sécurité sociale, services du Premier ministre, territoires d'outre-mer, transports, travail et participation, universités.

DOCUMENTS JAUNES : la recherche scientifique et technique en France en 1979. Etat récapitulatif de l'effort financier prévu au titre de la recherche en 1980 ; état récapitulatif de l'effort financier prévu en 1980 au titre de la coopération avec les Etats en voie de dévelop-

pement ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; imposition des plus-values ; compte rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1978 ; rapport d'exécution du VIIe Plan ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles présenté à M. le Président de la République par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1980 ; formation professionnelle et promotion sociale ; environnement et cadre de vie : état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1979 et prévu en 1980 au titre de l'environnement ; rapport sur les taxes parafiscales ; état retraçant l'effort de la nation, résultats 1976, 1977, 1978 ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1979 et 1980 ; liste des associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ayant reçu directement sur le plan national au cours de 1978 une subvention à quelque titre que ce soit.

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Le 2 octobre 1979 :

- renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ;

- renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères ;

- renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées ;

- renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

- renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges.

Rapport général n° 1292 [2 octobre 1979].

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Fernand Icart.

Tome I. - Rapport général.

Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi de finances. - Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. - Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (nommés le 11 avril 1979) :

I. - BUDGETS CIVILS

A. - BUDGET GENERAL.

Annexes n[os] :

1. - Affaires étrangères : M. Jacques Marette.

Agriculture :

2. - Dépenses ordinaires : M. Robert Bisson.

3. - Dépenses en capital : M. Pierre Joxe.

4. - Marchés agricoles : M. Pierre Goldberg.

5. - Anciens combattants : M. Henri Ginoux.

Commerce et artisanat :

6. - Commerce : M. Alain Bonnet.

7. - Artisanat : M. Jean Bardol.

8. - Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et budget) : M. Christian Pierret.

9. - Coopération : André-Georges Voisin.

Culture et communication :

10. - Culture : M. Maurice Tissandier.

11. - Information (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. - Services généraux) : M. Louis Sallé.

12. - Radiotélévision : M. Joël Le Tac.

13. - Départements d'outre-mer : M. Jean-Paul de Rocca Serra.

14. - Economie et budget : charges communes : M. Augustin Chauvet.

15. - Economie et budget : M. Emmanuel Hamel.

Education :

16. - Dépenses ordinaires : M. Jean Royer.

17. - Constructions scolaires : M. Lucien Neuwirth.

Environnement et cadre de vie :

18. - Environnement : M. Georges Mesmin.

19. - Urbanisme : M. Georges Mesmin.

20. – Logement et architecture : M. François d'Aubert.

21. – Industrie : M. Gilbert Gantier.

22. – Industrie (petite et moyenne) : M. Jacques Féron.

23. – Intérieur : M. Roger Fossé.

24. – Intérieur (collectivités locales) : M. René de Branche.

Jeunesse, sports et loisirs :

25. – Jeunesse et sports : M. Bernard Marie.

26. – Tourisme : M. Philippe Madrelle.

27. – Justice : M. Germain Sprauer.

28. – Justice (condition pénitentiaire) : M. Alain Bonnet.

Santé et sécurité sociale :

29. – Santé et assurance maladie (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Bernard Pons.

30. – Sécurité sociale (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Laurent Fabius.

Services du Premier ministre :

31. – Services généraux divers : M. René Rieubon.

32. – Aménagement du territoire (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Paul Alduy.

33. – Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Edmond Alphandéry.

34. – Conseil économique et social : M. Maurice Pourchon.

35. – Commissariat général du Plan : M. Michel Rocard.

36. – Recherche : M. Jean-Pierre Chevènement.

37. – Territoires d'outre-mer : M. Gaston Flosse.

Transports :

38. – Section commune et transports terrestres : M. Pierre Cornet.

39. – Aviation civile et météorologie : M. Pierre Bas.

40. – Marine marchande : M. Albert Denvers.

41. – Routes, ports et voies navigables : M. Henri Torre.

Travail et participation :

42. – Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Dominique Frelaut.

43. – Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Arthur Dehaine.

44. – Travailleurs immigrés (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Parfait Jans.

45. – Universités : M. Claude Coulais.

B. – BUDGETS ANNEXES

46. – Imprimerie nationale : Mme Gisèle Moreau.

47. – Journaux officiels : M. Maurice Pourchon.

48. – Légion d'honneur, ordre de la Libération : M. Henri Emmanuelli.

49. – Monnaies et médailles : M. Roger Combrisson.

50. – Postes et télécommunications : M. Pierre Ribes.

51. – Prestations sociales agricoles : M. Jacques Jouve.

C. – DIVERS

52. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Alain Savary.

53. – Taxes parafiscales : M. Robert Vizet.

II. – BUDGETS MILITAIRES

54. – Tome I. – Défense : Considérations générales : M. Jacques Cressard.

54. – Tome II. – Défense : Dépenses en capital : M. Jacques Cressard.

54. – Tome III. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale : M. Jacques Cressard.

55. – Défense : Dépenses ordinaires et essences : M. André Rossi.

AVIS

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 1293 [2 octobre 1979] :

Tome I. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Delehedde.

Tome II. – Agriculture : enseignement agricole : M. Jean Brocard.

Tome III. – Anciens combattants : M. Henri Berger en remplacement de M. Jean Falala, démissionnaire.

Culture et communication :

Tome IV. – Culture : M. Georges Fillioud.

Tome V. – Cinéma : M. Jack Ralite.

Tome VI. – Information et communication (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Didier Bariani.

Tome VII. – Radiotélévision : M. Jean de Préaumont.

Tome VIII. – Education : M. Etienne Pinte.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. – Environnement : M. Michel Péricard.

Tome X. – Logement (problème social) : M. Maurice Andrieu.

Tome XI. – Jeunesse, sports et loisirs : jeunesse et sports : M. Robert Héraud.

Santé et sécurité sociale :

Tome XII. – Santé et assurance maladie (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Gilbert Barbier.

Tome XIII. – Sécurité sociale (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Alain Léger.

Services du Premier ministre :

Tome XIV. – Recherche : M. Jean-Claude Pasty.

Tome XV. – Services d'information (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Jean Boinvilliers.

Travail et participation :

Tome XVI. – Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jacques Sourdille.

Tome XVII. – Participation (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean-Pierre Delalande.

Tome XVIII. – Population (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean Fonteneau.

Tome XIX. – Travail manuel (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Daniel Boulay.

Tome XX. – Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Pierre Zarka.

Tome XXI. – Travailleurs immigrés (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Bernard Derosier.

Tome XXII. – Universités : M. Louis Le Pensec.

Tome XXIII. – Prestations sociales agricoles : M. Francis Geng.

Commission des affaires étrangères, avis n° 1294 [2 octobre 1979] :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Xavier Deniau.

Tome II. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Chandernagor.

Tome III. – Coopération : M. Henri Ferretti.

Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 1295 [2 octobre 1979] :

Défense :

Tome I. – Dépenses en capital : M. Guy Cabanel.

Tome II. – Dépenses ordinaires : M. Jean-Pierre Bechter.

Tome III. – Section commune et essences : M. Pierre Mauger.

Tome IV. – Section Air : M. Loïc Bouvard.

Tome V. – Section Forces terrestres : M. Jean Bozzi.

Tome VI. – Section Marine : M. René Tomasini.

Tome VII. – Section Gendarmerie : M. Roger Chinaud.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 12964 [2 octobre 1979] :

Tome I. – Justice : M. Henri Baudouin.

Tome II. – Intérieur : M. Michel Aurillac.

Tome III. – Services du Premier ministre : fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Gérard Longuet.

Tome IV. – Départements d'outre-mer : M. Philippe Séguin.

Tome V. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Piot.

Commission de la production et des échanges, avis n° 1297 [2 octobre 1979] :

Agriculture :

Tome I. – Dépenses ordinaires : M. Jean Desanlis.

Tome II. – Dépenses en capital : M. Roland Huguet.

Tome III. – Commerce et artisanat : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.

Tome IV. – Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et budget) : M. Alain Mayoud.

Tome V. – Départements d'outre-mer : M. Claude Martin.

Economie et budget :

Tome VI. – Consommation : M. Martin Malvy.

Tome VII. – Entreprises nationales : M. Christian Nucci.

Environnement et cadre de vie :

Tome VIII. – Environnement : M. Alex Raymond.

Tome IX. – Logement : M. Pierre Weisenhorn.

Tome X. – Urbanisme : M. Henri Canacos.

Tome XI. – Industrie : M. Julien Schvartz.

Tome XII. – Industrie (petite et moyenne industrie) : M. Xavier Hamelin.

Tome XIII. – Jeunesse, sports et loisirs : tourisme : M. Jean Bégault.

Services du Premier ministre.

Tome XIV. – Aménagement du territoire (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Pascal Clément.

Tome XV. – Commissariat général du Plan : Mme Myriam Barbera.

Tome XVI. – Recherche : M. Antoine Porcu.

Tome XVII. – Territoires d'outre-mer : M. Pierre Courderc.

Transports.

Tome XVIII. – Transports terrestres : M. Pierre Forgues.

Tome XIX. – Aviation civile et météorologie : M. Claude Labbé.

Tome XX. – Marine marchande : M. André Duroméa.

Tome XXI. – Routes : M. Michel Manet.

Tome XXII. – Ports et voies navigables : M. Jean Valleix.

Tome XXIII. – Postes et télécommunications : M. Michel Noir en remplacement de M. Robert Wagner.

Tome XXIV. – Prestations sociales agricoles : M. Emile Bizet.

Tome XXV. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Michel Delprat.

DISCUSSION GENERALE ET PREMIERE PARTIE les 16, 17, 18, 19, 20 octobre 1979.

DISCUSSION DEUXIEME PARTIE les 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 octobre 1979 et 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17 novembre 1979.

Deuxième délibération, de droit à la demande du Gouvernement sur la première partie, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi de finances ; *amendements n°s 1 à 18* du Gouvernement aux articles 2, 2 *bis* (nouveaux), 3 *quinquiès* (nouveau), 4 A (nouveau), 4, 5, 7, 8, 10 *bis* (nouveau), 11 *bis* (nouveau), 13, 25 et état A, 27, et état B (titre III : intérieur ; services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; économie et budget. – IV. – Budget ; anciens combattants. – Etat B, titre IV : anciens combattants), 30, 58 A (nouveau), 59, 76.

Engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le texte [17novembre 1979] (p. 10306 à 10327) et erratum [20 novembre 1979] (p. 10382).

Motions de censure : prise d'acte du dépôt simultané le 18 novembre, de deux motions de censure [20 novembre 1979] (p. 10353) ; vote le 20 novembre 1979. – Résultats des scrutins (p. 10382) (voir Motions de censure **4, 5, 6**). – Les deux motions de censure ne sont pas adoptées. – **Le projet de loi est donc considéré comme adopté.**

Projet de loi de finances **n° 227.**

SENAT (première lecture) n° 49 (1979-1980). Dépôt le 21 novembre 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur général de la commission des finances : M. Maurice Blin. – Rapport général n° 50 (1979-1980) [21 novembre 1979].

Tome I. – Le budget de 1980 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances).

Rapports spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – BUDGET GENERAL.

Annexes n^os^ :

1. – Affaires étrangères : M. Gustave Héon.

2. – Agriculture : M. Roland Boscary Monsservin.

3. – Anciens combattants : M. Jean Cluzel.

4. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.

5. – Commerce extérieur : M. Tony Larue.

6. – Coopération : M. Robert Schmitt.

Culture et communication :

7. – Culture : M. Jean-Pierre Fourcade.

8. – Information : M. Henri Goetschy.

9. – Départements d'outre-mer : M. René Jager.

Economie et budget :

10. – I. – Charges communes : M. Henri Tournan.

11. – II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget : M. Henri Tournan.

12. – Education : M. Charles Alliès.

Environnement et cadre de vie :

13. – Environnement : M. Raymond Marcellin.

14. – Logement et cadre de vie : M. Josy Moinet.

15. – Industrie : M. Jacques Descours Desacres.

16. – Intérieur et rapatriés : M. Joseph Raybaud.

Jeunesse, sports et loisirs :

17. – I. – Jeunesse et sports : M. Gaston Pams.

18. – II. – Tourisme : M. Yves Durand.

19. – Justice : M. Georges Lombard.

Services du Premier ministre :

20. – I. – Services généraux : M. Henri Duffaut.

21. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.

22. – II. – Secrétariat général de la défense nationale : M. Raymond Marcellin.

23. – III. – Conseil économique et sociale : M. Paul Jargot.

24. – IV. – Commissariat général au Plan : M. Anicet Le Pors.

25. – V. – Recherche : M. Jacques Descours Desacres.

26. – Territoires d'outre-mer : M. René Jager.

Transports :

27. – I. – Section commune : M. Marcel Debarge.

28. – II. – Aviation civile : M. Marcel Fortier.

29. – III. – Marine marchande : M. Anicet Le Pors.

. – Ports : M. Tony Larue.

IV. – Transports intérieurs :

27. – Transports terrestres : M. Marcel Debarge.

31. – Routes et voies navigables : M. Josy Moinet.

28. – V. – Météorologie : M. Marcel Fortier.

Travail et santé :

32. – I. – Section commune : M. André Fosset.

. – II. – Travail et participation.

33. – III. – Santé et famille : M. Paul Ribeyre.

34. – Sécurité sociale : M. Marcel Fortier.

35. – Universités : M. René Chazelle.

B. – BUDGETS ANNEXES.

36. – Imprimerie nationale : M. Camille Vallin.

37. – Journaux officiels : M. Paul Jargot.

38. – Légion d'honneur et ordre de la Libération : M. Henri Duffaut.

39. – Monnaies et médailles : M. Jean-Pierre Fourcade.

40. – Postes et télécommunications : M. Louis Perrein.

41. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Chamant.

II. – DEFENSE

A. – BUDGET GENERAL.

42. – Dépenses ordinaires : M. Modeste Legouez.

43. – Dépenses en capital : M. Jean Francou.

B. – BUDGET ANNEXE.

44. – Essences : M. Henri Duffaut.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

45. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Christian Poncelet.

46. – Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974) : M. Jean Cluzel.

AVIS

Le 21 novembre 1979 : renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission des affaires culturelles, avis n° 51 (1979-1980) :

Tome I. – Culture : M. Michel Miroudot.

Tome II. – Cinéma-théâtre dramatique : M. Jacques Carat.

Tome III. – Environnement : M. Hubert Martin.

Tome IV. – Education : M. Adolphe Chauvin.

Tome V. – Enseignement agricole : M. René Tinant.

Tome VI. – Enseignements supérieurs : M. Jean Sauvage.

Tome VII. – Recherche scientifique et technique : M. Edmond Valcin.

Tome VIII. – Formation professionnelle continue : M. Paul Seramy.

Tome IX. – Jeunesse et sports : M. Roland Ruet.

Tome X. – Information-presse : M. Henri Caillavet.

Tome XI. – Radiodiffusion-télévision : M. Henri Caillavet.

Tome XII. – Relations culturelles, scientifiques et techniques : M. Jacques Habert.

Tome XIII. – Coopération : M. Maurice Vérillon.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 52 (1979-1980) :

Tome I. – Agriculture : M. Michel Sordel.

Tome II. – Aménagement rural : M. Jules Roujon.

Tome III. – Industrie : M. Francisque Collomb.

Tome IV. – Energie : M. Jean-François Pintat.

Tome V. – Recherche scientifique : M. Pierre Noé.

Tome VI. – Commerce et artisanat : M. Raymond Brun.

Tome VII. – Consommation et concurrence : M. Gérard Ehlers.

Tome VIII. – Commerce extérieur : M. Maurice Prévoteau.

Tome IX. – Aménagement du territoire : M. Roger Rinchet.

Tome X. – Plan : M. Marcel Lucotte.

Tome XI. – Routes et voies navigables : M. Jacques Braconnier.

Tome XII. – Ports maritimes : M. Daniel Millaud.

Tome XIII. – Logement : M. Robert Laucournet.

Tome XIV. – Urbanisme : M. Pierre Ceccaldi-Pavard.

Tome XV. – Tourisme : M. Paul Malassagne.

Tome XVI. – Environnement : M. Richard Pouille.

Tome XVII. – Transports terrestres : M. Auguste Billiemaz.

Tome XVIII. – Aviation civile : M. Bernard Legrand.

Tome XIX. – Marine marchande : M. Joseph Yvon.

Tome XX. – Postes et télécommunications : M. Pierre Marzin.

Tome XXI. – Départements d'outre-mer : M. Bernard Parmantier.

Tome XXII. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Mossion.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 53 (1979-1980) :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Claude Mont.

Tome II. – Affaires étrangères. – Relations culturelles : M. Francis Palmero.

Tome III. – Coopération : M. Louis Martin.

Tome IV. – Défense. – Section commune : M. Jacques Genton.

Tome V. – Défense. – Section Gendarmerie : M. Lucien Gautier.

Tome VI. – Défense. – Section Forces terrestres : M. Jacques Chaumont.

Tome VII. – Défense. – Section Air : M. Albert Voilquin.

Tome VIII. – Défense. – Section Marine : M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 54 (1979-1980) :

Tome I. – Anciens combattants : M. Robert Schwint.

Tome II. – Santé : M. Jean Chérioux.

Tome III. – Travail : M. André Méric.

Tome IV. – Sésurité sociale : M. Louis Boyer.

Tome V. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Gravier.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 55 (1979-1980) :

Tome I. – Intérieur : M. Jean Nayrou.

Tome II. – Justice : M. Jacques Thyraud.

Discussion les 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30 novembre 1979, 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 10 décembre 1979. – Projet de loi n° 9 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 1477.** Dépôt le 11 décembre 1979. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [11 décembre 1979] (p. 11582). – Nomination [*J.O.* 12 décembre 1979] (p. 3132).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Emmanuel Hamel, Fernand Icart, Jacques Marette, Pierre Ribes, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Roger Fossé, René de Branche, Augustin Chauvet, Rémy Montagne, Jacques Féron, Henri Ginoux, Pierre Cornet.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Paul Ribeyre, Jacques Descours Desacres, Henri Tournan, Yves Durand ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, André Fosset, Christian Poncelet, Jean Chamant, Roland Boscary-Monsservin, Henri Duffaut, Jean Cluzel.

Bureau [*J.O.* 13 décembre 1979] (p. 3151). – Président : M. Robert-André Vivien ; vice-président : M. Edouard Bonnefous.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1479** [12 décembre 1979]. – Discussion le 13 décembre 1979.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (article 49, alinéa 3, de la Constitution), sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1980, compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire [13 décembre 1979] (p. 11747) (texte p. 11764).

Motions de censure : prise d'acte du dépôt de deux motions de censure [14 décembre 1979] (p. 11918) ; votes le 17 décembre 1979. - Résultats des scrutins (p. 12144) (voir Motions de censure, 9, 10). - Les deux motions de censure ne sont pas adoptées. - Le projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, est donc considéré comme adopté. - Projet de loi de finances **n° 258.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° 108 (1979-1980) [12 décembre 1979]. - discussion le 19 décembre 1979. - Adoption définitive le 19 décembre 1979. - Projet de loi n°34 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (article 61, alinéa 2 de la Constitution), le 20 décembre 1979 par le président de l'Assemblée nationale et par MM. Gaston Defferre, Laurent Fabius, Christian Nucci, Hubert Dudebout, Jean-Yves Le Drian, René Gaillard, Philippe Madrelle, Jacques Santrot, Georges Lemoine, Jean Laborde, Jean Auroux, Edmond Vacant, André Cellard, Pierre Forgues, Bernard Derosier, Louis Mermaz, Jean-Michel Boucheron, Raymond Forni, Christian Laurissergues, Philippe Marchand, Louis Besson, Yvon Tondon, Claude Evin, Alain Chénard, Charles Pistre, Jacques Cambolive, Roger Duroure, Dominique Taddei, Louis Le Pensec, Pierre Jagoret, Marcel Garrouste, Alain Richard, François Autain, Gilbert Sénès, Raoul Bayou, Paul Quilès, Jacques Lavédrine, Claude Wilquin, Gérard Houteer, Dominique Dupilet, Claude Michel, André Chandernagor, Alain Savary, Pierre Lagorce, Roland Huguet, Jean Laurain, Daniel Benoist, Jacques-Antoine Gau, Louis Darinot, Joseph Vidal, Louis Mexandeau, Michel Sainte-Marie, Henri Michel, Albert Denvers, Alex Raymond, Maurice Brugnon, Henri Emmanuelli, Jean-Pierre Desfontaines, Georges Fillioud, Joseph Franceschi, Mme Edwige Avice, MM. Michel Crépeau, André Labarrère, Alain Vivien, Robert Aumont, députés (article 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 24 décembre 1979 [*J.O.* du 26 décembre 1979] (p. 3259). - Non conforme en totalité. - Voir pour la suite les deux projets Impôts, 7 et Lois de finances, 6.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Note : la numérotation des articles de la loi renvoie conjointement à la loi annulée par le Conseil constitutionnel le 24 décembre 1979, et à la loi n° 80-30 promulguée le 18 janvier 1980 (voir Lois de finances, 6).

Loi, article **1er** : art. 1 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **2** : art. 1er *bis* (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **3** : art. 2 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **4** : art. 2 *bis* (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **5** : art. 2 *ter* (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **6** : art. 3 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **7** : art. 3 *bis* (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **8** : art. 4 A (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **9** : art. 4 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **10** : art. 5 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **11** : art. 6 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **12** : art. 7 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **13** : art. 8 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **14** : art. 9 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **15** : art. 10 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **16** : art. 11 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **17** : art. 12 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **18** : (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **19** : art. 13 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **20** : art. 14 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **21** : art. 15 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **22** : art. 16 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **23** : art. 17 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **24** : art. 17 *bis* (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **25** : art. 18 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **26** : art. 19 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **27** : art. 20 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **28** : art. 21 (projet. - A.N. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

Loi, article **29** : art. 22 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **30** : art. 23 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **31** : art. 24 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **32** : art. 25 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **33** : art. 26 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** et **état B** : art. 27(projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **35** et *état C* : art. 28 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **36** : art. 29 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **37** : art. 30 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **38** et **état D** : art. 31 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **39** : art. 32 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **40** : art. 33 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **41** : art. 34 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **42** : art. 35 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **43** : art. 35 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : art. 36 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **45** : art. 37 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **46** : art. 38 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **47** : art. 39 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **48** : art. 40 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **49** : art. 41 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **50** : art. 42 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **51** : art. 43 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **52** : art. 44 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **53** : art. 45 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **54** : art. 46 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **55** : art. 47 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **56** : art. 48 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **57** et **état E** : art. 49 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **58** et **état F** : art. 50 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **59** et **état G** : art. 51 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **60** et **état H** : art. 52 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **61** : art. 53 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **62** : art. 54 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **63** : art. 54 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **64** : art. 55 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **65** : art. 56 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **66** : art. 57 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **67** : art. 58 A (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **68** : art. 58 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **69** : art. 59 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **70** : art. 60 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **71** : art. 61 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **72** : art. 62 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **73** : art. 63 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **74** : art. 64 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **75** : art. 65 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **76** : art. 66 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **77** : art. 67 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **78** : art. 68 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **79** : art. 69 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **80** : art. 70 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **81** : art. 71 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **82** : art. 72 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **83** : art. 73 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **84** : art. 73 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **85** : art. 73 *quater* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **86** : art. 74 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **87** : art. 74 B (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **88** : art. 74 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **89** : art. 74 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **90** : art. 75 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **91** : art. 75 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **92** : art. 76 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **93** : art. 76 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **94** : art. 76 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **95** : art. 78 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **96** : art. 79 (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [16 octobre 1979] (p. 8254, 8276), [17 octobre 1979] (p. 8328, 8343) :

Question préalable de M. Georges Marchais : *Marchais (Georges)*, (p. 8264, 8265, 8266, 8267) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8266) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8267) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8268, 8269, 8270, 8271) ; rejetée par scrutin public n° 212 (p. 8271) ; liste de votants (p. 8273).

Adaptation des entreprises : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8258, 8355) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 8277) ; *Alphandéry (Edmont)*, (p. 8337).

Aide aux secteurs économiques en difficulté et rapport Hannoun : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Mauroce)*, (p. 8260) ; *Pierret (Christian)*, (p. 8282) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8340) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8347).

Agriculture méditerranéenne : *Taddei (Dominique)*, (p. 8342).

Allemagne fédérale (Situation économique) : *Alphandéry (Edmont)*, (p. 8338).

Amortissement : *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335).

Avoir fiscal : *Ginoux (Henri)*, (p. 8284).

Bâtiment : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290).

Bouilleurs de cru : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290).

Budget social de la Nation : *Icart (Fernand)*, (p. 8257) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8260) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 8283) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8284) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8330) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8333) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8340) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8347) ; *Léger (Alain)*, (p. 8351, 8352).

Collectivités locales : *Icart (Fernand)*, (p. 8256) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8260) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8266) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 8285, 8286).

Communauté économique européenne (contribution financière de la France) : *Taddei (Dominique)*, (p. 8341) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8353).

Communauté économique européenne (élargissement) : *Taddei (Dominique)*, (p. 8342).

Communauté économique européenne (lancement d'un emprunt) : *Sudreau (Pierre)*, (p. 8348) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8356).

Compagnies pétrolières (régime fiscal) : *Marchais (Georges)*, (p. 8265) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 8344, 8345, 8346) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8355).

Compagnies pétrolières (structures) : *Schvartz (Julien)*, (p. 8344).

Consensus social : *Marchais (Georges)*, (p. 8265) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8271) ; *de Branche (René)*, (p. 8343).

Cotisations sociales (assiette) : *Fabius (Laurent)*, (p. 8335) ; *Léger (Alain)*, (p. 8352).

Crédit (encadrement et taux) : *Ginoux (Henri)*, (p. 8284) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8285) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8355).

Crédit mutuel et épargne populaire : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8292) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 8348) *Papon (Maurice)*, (p. 8355).

Croissance : *Pierret (Christian)*, (p. 8282) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337).

Déficit budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 8256) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8259, 8260, 8354) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8264) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 8276) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 8278) ; *Richard (Lucien)*, (p. 8281) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 8283) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8284) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338).

Défense : *Icart (Fernand)*, (p. 8256) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8262) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8270) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338).

Dépenses d'intervention sociale : *Icart (Fernand)*, (p. 8256) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8260, 8261, 8352) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8270) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8330) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338).

Donations-partages : *Goulet (Daniel)*, (p. 8349).

Droits de mutation : *Icart (Fernand)*, (p. 8257) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 8284) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 8349).

Droits de succession : *Fabius (Laurent)*, (p. 8336) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 8349).

Economies d'énergie : *Papon (Maurice)*, (p. 8262) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 8276) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8347, 8348).

Emploi : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8258, 8355) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8264) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 8277) ; *Richard (Lucien)*, (p. 8281) ; *Pierret (Christian)*, (p. 8282, 8283) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332, 8333) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8339) ; *Léger (Alain)*, (p. 8352).

Entreprises publiques : *Papon (Maurice)*, (p. 8263).

Equilibre extérieur et exportation : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8258) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 8276) ; *Couste (Pierre-Bernard)*, (p. 8285) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8347).

Etats-Unis (situation économique) : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338).

Eurodollars et désordres monétaires : *Vivien (Robert-André)*, (p. 8329) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8341) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8346).

Familles : *Horvath (Adrienne)*, (p. 8279, 8280) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8333) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8353).

Femmes (situation sociale des) : *Constans (Hélène)*, (p. 8288, 8289).

Fonds spécial d'investissement routier : *Papon (Maurice)*, (p. 8355).

Forêts : *Goulet (Daniel)*, (p. 8349) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8353).

Formation professionnelle : *Pierret (Christian)*, (p. 8283).

Franc (situation du) : *Papon (Maurice)*, (p. 8258, 8353) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8264, 8269) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8269) ; *Richard (Lucien)*, (p. 8281) ; *Couste (Pierre-Bernard)*, (p. 8285) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8329) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337).

Fraude et évasion fiscales : *Papon (Maurice)*, (p. 8262) ; *d'Aubert (François)*, (p. 8287) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8340).

Importations sauvages : *Ginoux (Henri)*, (p. 8284).

Impôt sur le capital et la fortune : *Marchais (Georges)*, (p. 8266) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8266, 8354) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8267) ; *Pierret (Christian)*, (p. 8283) ; *d'Aubert (François)*, (p. 8287) ; *de Branche (René)*, (p. 8344).

Impôt sur le revenu : *Icart (Fernand)*, (p. 8256, 8257) ; *d'Aubert (François)*, (p. 8287) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8339) ; *de Branche (René)*, (p. 8344) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8354).

Industrie agro-alimentaire : *Chirac (Jacques)*, (p. 8332).

Industrie automobile : *Crépeau (Michel)*, (p. 8276).

Industrie de l'armement : *Crépeau (Michel)*, (p. 8276).

Industries de pointe : *Papon (Maurice)*, (p. 8262) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Noir (Michel)*, (p. 8350).

Inégalités sociales : *Marchais (Georges)*, (p. 8265, 8266) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 8279) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334, 8335) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8339).

Inflation : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8259) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 8276) ; *Richard (Lucien)*, (p. 8281) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8331) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8346).

Investissement : *Icart (Fernand)*, (p. 8255) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8260, 8261, 8352, 8355) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 8278) ; *Richard (Lucien)*, (p. 8281) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8330) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337).

Investissement à l'étranger : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8270).

Investissement dans l'immobilier (fiscalité) : *d'Aubert (François)*, (p. 8287).

Liberté des prix : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337).

Libertés publiques : *Fabius (Laurent)*, (p. 8336).

Logement : *Marchais (Georges)*, (p. 8265) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8353).

Multinationales : *Marchais (Georges)*, (p. 8267).

Pensions civiles et militaires (mensualisation) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290).

Pétrole (prix) : *Icart (Fernand)*, (p. 8254) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8259) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8267) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8268) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 8277) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8329) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8331) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335) ; *Sudreau (Pierre)*, (p. 8346).

Plan Barre (bilan) : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8336).

Planification : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332).

Planteurs de chênes (avantages fiscaux) : *Montagne (Rémy)*, (p. 8278).

Pouvoir d'achat : *Papon (Maurice)*, (p. 8258) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8264) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8337) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8339) ; *Léger (Alain)*, (p. 8352).

Prélèvements obligatoires : *Icart (Fernand)*, (p. 8257) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8270) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 8284) ; *d'Aubert (François)*, (p. 8287) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8330) ; *de Branche (René)*, (p. 8343).

Pression fiscale : *Papon (Maurice)*, (p. 8260, 8261, 8262) ; *d'Aubert (François)*, (p. 8287) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8291, 8292) ; *de Branche (René)*, (p. 8343).

Profits : *Marchais (Georges)*, (p. 8264) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 8340).

Provision pour congés payés : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8285).

Réévaluation des bilans : *Ginoux (Henri)*, (p. 8284) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8285) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8355).

Rhin-Rhône (liaison fluviale) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 8290).

Rigidité des dépenses publiques et train de vie de l'Etat : *Icart (Fernand)*, (p. 8256, 8257) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8263, 8353) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8284, 8285) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 8329, 8330) ; *Chirac (Jacques)*, (p. 8332) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 8338) ; *Noir (Michel)*, (p. 8350).

Sécurité sociale : *Papon (Maurice)*, (p. 8258, 8353, 8354) ; *Marchais (Georges)*, (p. 8266) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 8279) ; *Léger (Alain)*, (p. 8351, 8352).

Services publics : *Marchais (Georges)*, (p. 8266) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8334).

Signes extérieurs de richesse (taxation des) : *Marchais (Georges)*, (p. 8265).

Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : *Icart (Fernand)*, (p. 8256) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 8285) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 8349).

Tiers-monde (économie) : *Chirac (Jacques)*, (p. 8331) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335).

Travail (durée du) : *Pierret (Christian)*, (p. 8283) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8335).

Travail dominical : *Constans (Hélène)*, (p. 8289).

Veuves (situation fiscale des) : *Goulet (Daniel)*, (p. 8348).

DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE DE LA LOI DE FINANCES (articles 1er à 25) [18 octobre 1979] (p. 8370), [19 octobre 1979] (p. 8500), [20 octobre 1979] (p. 8604), [22 octobre 1979] (p. 8692).

ART. 1er (autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir les impôts non autorisés). – Inscrit : *M. Millet (Gilbert)* : danger de l'amendement n° 14 (tendant à instaurer un contrôle du Parlement sur le budget social de la Nation) ; atteinte à la gestion démocratique de la sécurité sociale ; demande l'abrogation des ordonnances de 1967 (p. 8370) ; *amendement n° 13* de la commission (suppression des dispositions relatives aux sanctions applicables aux actes répréhensibles relevant de la concussion) : adopté (p. 8371).

MM. Millet (Gilbert), Marette (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 8371).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 14* de la commission : réservé (p. 8371).

AVANT L'ART. 2 : *amendement n° 115* de M. Jean Bardol (institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; barème de cet impôt) : rejeté par scrutin public n° 213 (p. 8372) ; liste des votants (p. 8389) ; *amendement n° 51 corrigé* de M. Laurent Fabius (institution d'un impôt sur les fortunes des personnes physiques ; barème de cet impôt) : rejeté (p. 8372) ; *amendement n° 113* de M. Jean Bardol (institution d'un impôt annuel sur le capital des sociétés privées et nationalisées assis sur la valeur brute des immobilisations corporelles et incorporelles sur la valeur des stocks, sur la valeur des titres de placement et de participation figurant au bilan) : rejeté par scrutin public n° 214 (p. 8374) ; liste des votants (p. 8390) ; *amendement n° 52* de M. Laurent Fabius (création d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé ou au secteur public assis sur la somme des actifs nets moins les dettes aux tiers de ces sociétés) : rejeté (p. 8374) ; *amendement n° 111* de M. Gilbert Millet (abrogation de l'avoir fiscal en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur budget d'exploitation à la hauteur de leurs besoins) : rejeté par scrutin public n° 215 (p. 8376) ; liste des votants (p. 8391) ; *amendement n° 110* de M. Gilbert Millet (suppression de la détaxation autorisée pour le revenu investi en actions en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur

budget supplémentaire en fonction de leurs besoins) : rejeté par scrutin public n°216 (p. 8376) ; liste des votants (p. 8392) ; *amendement n° 117* de M. Jean Bardol (suppression en cas de fusion de sociétés ou de scission de l'exonération de l'impôt sur le revenu accordée pour les distributions d'actions gratuites) : rejeté (p. 8376) ; *amendement n° 112* de M. Jean Bardol (prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements bruts réalisés en 1978 et 1979 à l'étranger par les sociétés françaises) : rejeté (p. 8378) ; *amendement n° 114* de M. Robert Vizet (création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 F aux familles) : rejeté par scrutin public n° 217 (p. 8378) ; liste des votants (p. 8393).

MM. Bardol (Jean), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Millet (Gilbert), Comiti (Joseph), Marette (Jacques), Rolland (Hector), Mme Horvath (Adrienne), MM. Vivien (Robert-André), Vizet (Robert).

ART. 2 (barème de l'impôt sur le revenu). – Inscrits : *M. Neuwirth (Lucien)* : échec de l'impôt sur les plus-values immobilières qui a bloqué le marché immobilier, entravé l'investissement et aggravé les difficultés de la construction (p. 8379) ; *M. Bariani (Didier)* : impôt sur le revenu pesant sur les plus défavorisés, les classes moyennes et les cadres du fait des lacunes de la lutte contre la fraude fiscale ; reproche au Gouvernement de retarder sans cesse le débat sur l'impôt sur les grandes fortunes ; revenu du travail traité moins libéralement que celui du capital (p. 8379) ; demande que le Parlement débatte du rapport Blot, Méraud et Ventejol avant la fin de l'année (p. 8380) ; *M. Vizet (Robert)* : utilisation croissante de l'impôt sur le revenu pour développer le transfert des fonds publics vers l'accumulation capitaliste ; progression de l'impôt sur le revenu plus rapide que celle des autres recettes fiscales ; progression de la dotation au profit de la communauté européenne ; estime inacceptable le barème de l'impôt sur le revenu ; injustice du système du quotient familial (p. 8380). **Rappel au règlement de M. Vizet (Robert) :** refus de la commission des finances d'examiner deux amendements communistes (p. 8380) ; *amendement n° 15* de la commission (suppression de l'article 2) : adopté par scrutin public n° 218 (p. 8383) ; liste des votants (p. 8394) ; *amendements n°s 102* et *103* de M. Robert-André Vivien (relèvement supplémentaire des trois premières tranches) : deviennent sans objet (p. 8383).

MM. Neuwirth (Lucien), Bariani (Didier), Vizet (Robert), Vivien (Robert-André), d'Aubert (François), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Marette (Jacques), Falala (Jean), Chinaud (Roger), Fabius (Laurent).

– article 2, supprimé (p. 8383) ; article rétabli en seconde délibération dans une nouvelle rédaction (amendement n° 1 du Gouvernement).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 16* de la commission (accordant une part entière de quotient familial pour le troisième enfant ; augmentation du taux majoré de la T.V.A.) ; *sous-amendement n° 293* de M. Nicolas About (attribuant une part entière de quotient familial à partir du quatrième enfant) : adopté (p. 8386) ; *sous-amendement n° 91* de M. Robert Vizet (application de l'amendement n° 16 aux assujettis dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la cinquième tranche du barème) : rejeté (p. 8386) ; *sous-amendement n° 92* de M. Robert Vizet (surtaxe sur les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 8386) ; amendement n° 16 modifié, rejeté (p. 8387) ; *amendement n° 289* de M. Adrien Zeller (visant à limiter à 8 000 F par enfant pour les deux premiers l'avantage fiscal lié au quotient familial et à donner un avantage minimum au troisième enfant quel que soit le niveau de revenu des familles) : rejeté (p. 8388) ; *amendement n° 101* de M. Alexandre Bolo (faisant bénéficier les familles d'une demi-part supplémentaire de quotient familial à partir du quatrième enfant ; fixant un plafond de 3 000 F exonéré par foyer fiscal pour les intérêts des livrets d'épargne comme pour le revenu des obligations) : adopté (p. 8388) ; supprimé en seconde délibération (amendement n° 2 du Gouvernement).

MM. Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Gantier (Gilbert), About (Nicolas), Vizet (Robert), Zeller (Adrien), Inchauspé (Michel), Caro (Jean-Marie), Papon (Maurice), Schvartz (Julien), Fabius (Laurent), Marette (Jacques), Delong (Jacques), Bolo (Alexandre).

APRES L'ART. 2 *(suite)* : *amendement n° 121* de M. Parfait Jans (extension de l'abattement d'impôt sur le revenu accordé aux personnes seules, aux mères travailleuses mariées qui ont des enfants en garde gagé par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 8400) ; *amendement n° 56* de M. Laurent Fabius (établissement d'un système de crédit d'impôt par enfant remplaçant le quotient familial) : rejeté (p. 8400) ; *amendement n° 33* de M. Adrien Zeller (déduction des frais de garde gagée par un abaissement de la déduction forfaitaire pour les revenus fonciers) : rejeté (p. 8400) ; *amendement n° 34* de M. Adrien Zeller (extension des avantages fiscaux accordés aux chargés de famille, veufs, divorcés ou célibataires ou séparés, à tous les

contribuables appartenant à la même catégorie de revenus gagée par une majoration de la taxe sur la valeur ajoutée) : retiré (p. 8400) ; *amendement n° 180 rectifié* de M. Lucien Neuwirth (extension des avantages fiscaux accordés aux chargés de famille, veufs, divorcés, célibataires ou séparés, à tous les contribuables appartenant à la même catégorie de revenus gagée par une majoration de la taxe sur la valeur ajoutée) : rejeté (p. 8400) ; *amendement n° 57* de M. Laurent Fabius (attribution aux ménages d'invalides de trois parts de quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu gagée par la suppression des avantages fiscaux accordés aux produits des placements d'épargne à long terme et des sociétés immobilières) : rejeté par scrutin public n° 219 (p. 8402) ; liste des votants (p. 8411) ; *amendement n° 124 rectifié* de M. René Rieubon (système de quotient familial applicable aux ménages d'invalides gagé par l'imposition des présidents directeurs généraux, directeurs généraux et administrateurs provisoirement délégués en tant que non salariés) : rejeté (p. 8402) ; *amendement n° 93* de M. Robert Vizet (système d'abattement plafonné pour la détermination du revenu imposable des contribuables veufs gagé par l'imposition des présidents directeurs généraux, directeurs généraux et administrateurs provisoirement délégués en tant que non salariés) : rejeté (p. 8402) ; *amendement n° 127* de M. Roger Combrisson (suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu dû par les chômeurs gagée par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 220 (p. 8403) ; liste des votants (p. 8412) ; *amendement n° 129* de M. Robert Vizet (limitation de l'imposition des assistantes maternelles gagée par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 8403) ; *amendement n° 130* de M. Jacques Jouve (augmentation de la limite de déduction du bénéfice imposable du salaire du conjoint pour les non salariés) : rejeté (p. 8404) ; *amendement n° 131* de M. Jean Bardol (exonération des chèques vacances de l'impôt sur le revenu gagée par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 8405) ; *amendement n° 132* de M. Roger Combrisson (la déduction forfaitaire minimale pour frais professionnels des salariés à l'impôt sur le revenu est portée de 1 800 à 3 225 F et en contre-partie la détaxation autorisée du revenu investi en actions est supprimée) : rejeté par scrutin public n° 221 (p. 8405) ; liste des votants (p. 8413).

MM. Legrand (Joseph), Fabius (Laurent), Zeller (Adrien), Sallé (Louis), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Neuwirth (Lucien), Rieubon (René), Vizet (Robert), Combrisson (Roger), Jouve (Jacques), Bardol (Jean).

ART. 3 (actualisation des limites d'adhésion aux centres de gestion et d'association agréés et application aux groupements des mesures prévues pour les sociétés civiles professionnelles qui adhèrent à une association agréée). - Inscrit : *M. Sallé (Louis)* : insuffisance du relèvement du plafond de recettes permettant de bénéficier de l'abattement de 10 % pour les adhérents des associations agréées des centres de gestion agréés ; nécessité d'ajuster les limites de revenus au-delà desquelles l'abattement de 20 % accordé aux non salariés est réduit à 10 % (p. 8406) ; *amendement n° 17* de la commission (augmentation des limites des chiffres d'affaires ou de recettes prévues dans le paragraphe 1er de l'article 3) : adopté (p. 8407) ; *amendement n° 58* de M. Laurent Fabius (rapport du Gouvernement au Parlement sur les progrès réalisés en matière de connaissance des revenues des professions non salariées) : adopté (p. 8407) ; *amendement n° 59* de M. Laurent Fabius : retiré (p. 8407) ; *amendement n° 35* de M. Adrien Zeller, satisfait par l'adoption de l'amendement n° 58 : retiré (p. 8408).

MM. Sallé (Louis), Bardol (Jean), Bonnet (Alain), Dehaine (Arthur), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Aubert (Emmanuel), Zeller (Adrien).

- article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8408) ; paragraphe III (nouveau) modifié en seconde délibération (amendement n° 3 du Gouvernement).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 205* de M. Etienne Pinte (harmonisation des conditions dans lesquelles les employeurs doivent adresser à l'administration fiscale une déclaration annuelle des revenus versés aux salariés) : retiré (p. 8408) ; *amendement n° 62* de M. Laurent Fabius (création d'un crédit d'impôt de 2 000 F par foyer pour les dépenses de ravalement ou d'économies d'énergie ; doublement de cette somme pour des travaux permettant d'utiliser les énergies nouvelles) : rejeté ; *amendement n° 177* de M. Adrien Zeller (établissement d'un système de déduction fiscale pour les dépenses d'économies d'énergie gagé par un plafonnement à 25 % des sommes déductibles en matière d'intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale) : adopté (p. 8410) ; article nouveau supprimé en seconde délibération (amendement n° 4 du Gouvernement) ; *amendement n° 4 corrigé* de M. Georges Gorse (augmentation du plafond des déductions possibles pour les emprunts contractés pour l'acquisition d'une résidence principale à condition que les 2/5 au moins de ces déductions soient réservés à l'amortissement des dépenses permettant des économies d'énergie) : retiré (p. 8410) ; *amendement n° 217*

corrigé de M. François d'Aubert (tendant à limiter certaines charges déductibles des revenus fonciers urbains provenant des immeubles et appartements donnés en location) : rejeté (p. 8410) ; *amendement n° 122 corrigé* de M. Jean Bardol (application par part de l'abattement de 10 % en faveur des titulaires de pensions et de retraite gagée par l'augmentation à 5 600 F de l'imposition forfaitaire des personnes morales et la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 222 (p. 8418) ; liste des votants (p. 8431) ; *amendement n° 60* de M. Joseph Franceschi (égalité fiscale entre les salaires et les pensions gagée par une augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) ; *sous-amendement* de M. Joseph Franceschi à l'amendement n° 60 (modification du gage : augmentation des droits de timbres)) : rejeté (p. 8418) ; amendement n° 60 : rejeté (p. 8418) ; *amendement n° 8* de M. Pierre Mauger (alignement du régime de l'abattement de 10 % en faveur des titulaires de pensions et de retraites sur celui de la déduction pour frais professionnels des salariés gagé par une majoration de certains droits de timbre) : adopté par scrutin public n° 223 (p. 8419) ; liste des votants (p. 8432).

– article nouveau modifié en seconde délibération (amendement n° 5 du Gouvernement). **Rappel au règlement de M. Cointat (Michel) :** ordre de discussion des amendements (p. 8418) ; **rappel au règlement de M. Fabius (Laurent) :** reproche à la majorité de voter en fonction des auteurs des amendements et non sur le fonds des problèmes (p. 8418) ; **rappel au règlement de M. Andrieux (Maurice) :** vote positif du groupe communiste sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Mauger (p. 8418) ; **Rappel au règlement de M. Franceschi (Joseph) :** l'amendement n° 8 de M. Pierre Mauger n'est que la reprise des propositions socialistes par la majorité (p. 8418) ; *amendement n° 7* de M. Pierre Mauger (augmentation du plafond de l'abattement de 10 % gagée par une augmentation de droits de timbre) : retiré (p. 8419) ; *amendement n° 61* de M. Joseph Franceschi (augmentation du plafond de l'abattement de 10 % gagée par une augmentation de l'imposition forfaitaire sur les sociétés) : retiré (p. 8419) ; *amendement n° 11* de M. Michel Cointat (imposition au régime du réel des exploitations agricoles se livrant à des cultures spéciales dont les recettes annuelles de deux années consécutives dépassent 300 000 F) : adopté avec modification (p. 8420) ; article nouveau modifié en seconde délibération (amendement n° 6 du Gouvernement) ; *amendement n° 133* de M. Jean Bardol (extension à tous les artisans et commerçants de l'abattement de 20 % sur les bénéfices accordés aux membres des centres de gestion agréés) : rejeté par scrutin public n° 224 (p. 8421) ; liste des votants (p. 8433) ; *amendement n° 204* de M. Etienne Pinte (actualisation des limites et abattements relatifs à l'imposition des plus-values gagés par une augmentation des droits sur l'alcool et les vins) : adopté (p. 8422) ; article nouveau supprimé en seconde délibération (amendement n° 7 du Gouvernement) ; *amendement n° 211 rectifié* de M. René de Branche (augmentation du taux du prélèvement libératoire pour les bons de caisse au porteur ou les titres anonymes) : réservé jusqu'à la 2e partie de la loi de finances (p. 8422) ; *amendement n° 181, 2e correction* de M. Lucien Neuwirth (augmentation à 2 500 F de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint pour les adhérents des centres associations de gestion agréés) : retiré (p. 8423).

MM. Pinte (Etienne), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Zeller (Adrien), Gorse (Georges), d'Aubert (François), Neuwirth (Lucien), Andrieux (Maurice), Franceschi (Joseph), Goulet (Daniel), Bardol (Jean), Vivien (Robert-André), Cointat (Michel), Dehaine (Arthur), de Gastines (Henri).

AVANT L'ART. 4 : *amendement n° 182* de M. Julien Schvartz (taxation des compagnies pétrolières au profit des communes et des départements) : adopté (p. 8425) ; article nouveau modifié en seconde délibération (amendement n° 8 du Gouvernement) ; *amendement n° 183 rectifié* de M. Julien Schvartz : réservé jusqu'après l'article 4 (p. 8425).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Inchauspé (Michel), Gosnat (Georges), Fabius (Laurent).

ART. 4 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises de recherche et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures). – Inscrit : *M. Gosnat (Georges) :* campagne engagée contre les pays producteurs de pétrole ; inanité du soi-disant « choc pétrolier » ; effet limité des hausses du pétrole sur l'économie ; augmentation des importations des produits pétroliers due au gonflement des stocks (p. 8425) ; augmentation considérable des profits pétroliers ; vote favorable du groupe communiste sur le prélèvement fiscal exceptionnel prévu à l'article 4 ; *amendement n° 134* de M. Georges Gosnat (institution d'un prélèvement exceptionnel de 10 % sur les profits bruts réalisés par les sociétés pétrolières en 1978 ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks) : rejeté (p. 8428) ; *amendement n° 290* du Gouvernement (prélèvement exceptionnel sur les recettes additionnelles réalisées par les entreprises de recherche et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures en raison de l'augmentation des prix de ces matières intervenue en 1979) ;

sous-amendement n° 303 de la commission (caractère exceptionnel du prélèvement ; affectation des recettes ainsi réalisées au financement de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures sur le territoire national) : adopté avec modification (suppression des dispositions relatives à l'affectation des recettes) (p. 8428) ; *amendement n° 290,* ainsi modifié, adopté (p. 8428) ; *amendements n°s 19* et *20* de la commission deviennent sans objet (p. 8428) ; amendement n° 290 du Gouvernement devient l'article 4 (p. 8428), complété en seconde délibération par un paragraphe VI (nouveau) (amendement n° 9 du Gouvernement).

MM. Gosnat (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Schvartz (Julien).

AVANT L'ART. 4 *(suite) : amendement n° 183 rectifié* de M. Julien Schvartz (précédemment réservé) (établissement d'une taxe perçue au profit de l'Etat sur le pétrole brut et le gaz naturel extrait du territoire national) : retiré (p. 8429).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 135* de M. Georges Gosnat (création d'une taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France) : rejeté par scrutin public n° 225 (p.8429) ; liste des votants (p. 8434) ; [19 octobre 1979] (p. 8500) ; *amendement n° 299* de M. Roger Combrisson (exonération des collectivités publiques pour un dixième du paiement de la taxe intérieure pesant sur le fuel domestique ; suppression de l'exonération de l'impôt sur les sociétés dont bénéficient les sociétés immobilières d'investissement pour la fraction de leur bénéfice net provenant de la location de leurs immeubles) : rejeté par scrutin public n° 226 (p.8501) ; liste des votants (p. 8519) ; *amendement n° 136* de M. Georges Gosnat (réintégration de diverses provisions dans le bénéfice imposable permettant de supprimer les contingents qui grèvent les budgets communaux) : rejeté (p. 8502) ; *amendement n° 142* de M. Dominique Frelaut (abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; droit à la retraite pour les salariés qui ont cotisé plus de trente-cinq ans à la sécurité sociale) : rejeté (p. 8502) ; *amendement n° 143* de M. Jacques Jouve (création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés françaises et étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire) : rejeté (p. 8503) ; *amendement n° 144* de M. Jacques Jouve (création d'une taxe assise sur la valeur des terres achetées par des sociétés françaises ou étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire permettant d'améliorer l'assurance maladie-maternité des agriculteurs) : rejeté (p. 8503) ; *amendement n° 145* de M. Jacques Jouve (portant à 30 % le taux de la taxe de publicité foncière ou des droits d'enregistrement lorsque des terres agricoles changeront d'utilisation ou seront achetées par des étrangers ou des non agriculteurs ; mesure permettant d'améliorer les retraites agricoles et l'installation des jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 8504) ; *amendement n° 146* de M. Jacques Jouve (multiplication par 40 de la valeur locative des propriétés non bâties si ces terres font l'objet d'une chasse privée ; mesure permettant de revaloriser les primes d'installation des agriculteurs, le volume des prêts actuels et de créer un nouveau prêt « superbonifié ») : rejeté (p. 8505) ; *amendement n° 219* de M. Henry Canacos (portant à 60 % le taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés pour les entreprises de plus de 1 000 salariés ayant dégagé un résultat brut d'exploitation en croissance de 15 % par rapport à 1978) : rejeté par scrutin public n° 227 (p.8506) ; liste des votants (p. 8520).

MM. Gosnat (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Combrisson (Roger), Jans (Parfait), Jouve (Jacques), Rigout (Marcel), Soury (André), Mathieu (Gilbert), Maisonnat (Louis), Chinaud (Roger).

ART. 5 (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel). - Inscrits : *M. Combrisson (Roger) :* importance des encaisses de précaution des ménages ; impératif de liquidité des grandes sociétés en cours de multinationalisation expliquant le démantèlement des circuits de collecte de l'épargne populaire ; agression contre le Crédit mutuel (p. 8506) ; souhaite la suppression de l'article 5 (p. 8507) ; *M. d'Aubert (François) :* inquiétude suscitée dans la majorité par les mesures prises à l'égard du Crédit mutuel ; rôle positif joué par le Crédit mutuel au profit des administrés et des collectivités locales ; problème essentiel : le projet de blocage à 41 000 F du plafond du livret bleu du Crédit mutuel alors que celui de la caisse d'épargne poursuivrait sa progression ; nécessité d'une protection de l'épargne populaire ; son attachement à la décentralisation des circuits de crédit, contribution essentielle apportée par le Crédit mutuel à la vie associative locale ; nécessité d'une concurrence entre établissements bancaires (p. 8507) ; souhaite que le Gouvernement donne au Crédit mutuel accès au prêt bonifié du F.D.E.S. accordé aux jeunes artisans (p. 8508) ; *M. de Maigret (Bertrand) :* son hostilité au plafonnement à 41 000 F des dépôts sur le livret bleu du Crédit mutuel alors que le plafond applicable au livret A de la caisse d'épargne croîtrait librement ; contribution essentielle fournie aux communes de

France par le Crédit mutuel ; rôle pilote joué par le mutualisme dans le système bancaire ; trop faible rémunération de l'épargne populaire (p. 8508) ; *M. Fabius (Laurent)* : attachement du groupe socialiste au Crédit mutuel ; intervention des caisses de Crédit mutuel dans le financement des investissements sociaux et des équipements en logements ; atteinte portée par le Gouvernement au Crédit mutuel : interdiction du cumul du livret A de caisse d'épargne et du livret bleu du Crédit mutuel, plafonnement du montant du capital épargné sur le livret bleu ; son hostilité à l'assujettissement du Crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés autour de 50 % ; importance des impôts déjà payés par le Crédit mutuel ; handicap pesant sur le Crédit mutuel du fait de l'encadrement du crédit (p. 8509) ; *M. Caro (Jean-Marie)* : tradition mutualiste en Alsace ; rôle joué par le Crédit mutuel auprès des familles et des collectivités locales ; nécessité d'une politique du secteur bancaire dans son ensemble (p. 8510) ; *M. Marette (Jacques)* : intervient à la place de M. Guy Guermeur ; sympathie inspirée aux Français par le Crédit mutuel (p. 8510) ; hostilité de l'Assemblée aux mesures portant atteinte au livret bleu ; manque de concertation entre le Gouvernement et sa majorité ; vote favorable du R.P.R. sur l'article 5 si le plafond du livret bleu est le même que celui des caisses d'épargne (p. 8511) ; *M. Monory (René)* : répond aux inscrits sur l'article 5 ; défend la politique du Gouvernement à l'égard du Crédit mutuel (p. 8511) ; *amendements identiques n° 21* de la commission, *n° 65* de M. Laurent Fabius, et *n° 147* de M. Roger Combrisson (suppression de l'article 5) : adoptés par scrutin public n° 228 (p.8525) ; liste des votants (p. 8551) ; **rappel au règlement de M. Chinaud (Roger) :** son approbation de la fiscalisation du Crédit mutuel prévue par l'article 5 (p. 8524) ; abstention du groupe U.D.F. dans le vote sur les amendements tendant à la suppression de l'article 5 (p. 8525) ; **rappel au règlement de M. Marette (Jacques) :** déplore les refus opposés par le Gouvernement aux propositions constructives des parlementaires ; estime absurde le rejet de l'article 5 par une assemblée qui est dans son ensemble favorable à la fiscalisation du Crédit mutuel (p. 8525) ; *amendement n° 222* de M. Guy Guermeur devient sans objet (p. 8528) ; *amendement n° 49* de M. Germain Sprauer devient sans objet (p. 8525).

MM. Combrisson (Roger), d'Aubert (François), de Maigret (Bertrand), Fabius (Laurent), Caro (Jean-Marie), Marette (Jacques), Monory (René), de Branche (René), Ginoux (Henri), Vivien (Robert-André), Chinaud (Roger), Papon (Maurice).

– article 5 supprimé (p. 8525) ; article rétabli dans un texte modifié en seconde délibération (amendement n° 10 du Gouvernement).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 22* de la commission (établissement d'un seul plafond pour les livrets bleus du Crédit mutuel et pour les livrets des caisses d'épargne gagé par une augmentation du taux de la taxe sur les encours) : déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique (p. 8525) ; *amendement n° 50* de M. Germain Sprauer (établissement d'un seul plafond pour le livret bleu du Crédit mutuel et le livret A des caisses d'épargne) : déclaré irrecevalbe au titre de l'article 42 de la loi organique (p. 8526) ; *amendement n° 148* de M. Roger Combrisson (autorisation du cumul du livret A des caisses d'épargne et du livret B du Crédit mutuel) : rejeté (p. 8528).

MM. Icart (Fernand), d'Aubert (François), Grussenmeyer (François), Monory (René), Vivien (Robert-André), Caro (Jean-Marie), Combrisson (Roger), Fabius (Laurent), Hamel (Emmanuel).

ART. 6 (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle de 3 000 F des associations qui participent à l'animation de la vie sociale) : *amendement n° 23* de la commission (augmentation de la décote en matière de TVA pour les associations visées à l'article 6 gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les ventes de bijoux) : déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution (p. 8529).

MM. Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Alphandéry (Edmond), Papon (Maurice), de Gastines (Henri).

– article 6 adopté (p. 8529).

APRES L'ART. 6 : *amendement n° 39* de M. Adrien Zeller (crédit d'impôt accordé aux entreprises venant en déduction de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'il y a accroissement des effectifs) : rejeté (p. 8531) ; *amendement n° 227 rectifié* de M. Christian Pierret (institution d'un prélèvement de solidarité pour l'emploi ; crédit d'impôt aux entreprises qui embauchent par contrat à durée indéterminée) : rejeté (p. 8531) ; *amendement n° 64 rectifié* de M. Laurent Fabius (limitation de la déduction sur les bénéfices des sociétés) : rejeté (p. 8531) ; *amendement n° 66* de M. Laurent Fabius (réintégration des dépenses personnelles aux dirigeants d'entreprises dans les bénéfices pour un montant triple) : rejeté (p. 8533) ; *amendement n° 138* de M. Robert Vizet (intégration des frais généraux dans le bénéfice imposable des sociétés) : rejeté (p. 8533) ; *amendement n° 72* de M. Laurent

Fabius (limitation des déductions pour dépenses engagées pour les réunions des membres du personnel) : rejeté (p. 8533) ; *amendement n° 116* de M. Pierre Goldberg (suppression du seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun) : rejeté par scrutin public n° 229 (p. 8535) ; liste des votants (p. 8552) ; *amendement n° 67* de M. Laurent Fabius (abaissement du seuil d'application du versement transport pour le financement des transports en commun de 100 000 à 50 000 habitants) : rejeté (p. 8535) ; *amendement n° 139* de M. Parfait Jans (suppression du régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par les sociétés mères) : rejeté (p. 8536) ; *amendement n° 68* de M. Laurent Fabius (suppression du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé) : rejeté (p. 8536) ; *amendement n° 69 rectifié* de M. Laurent Fabius (remboursement de la T.V.A. aux associations sur leurs travaux d'équipement non subventionnés par des tiers) : rejeté (p. 8537) ; *amendement n° 71* de M. Laurent Fabius (exonération des associations petites et moyennes de la taxe sur les salaires gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les salaires appliqués aux banques et aux compagnies d'assurance) : rejeté (p. 8538) ; *amendement n° 178* de M. Jean-Paul Fuchs (possibilité d'un taux unique de la taxe sur les salaires de 5 % pour les organisations sans but lucratif) : retiré (p. 8538) ; *amendement n° 216* de M. Laurent Fabius déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 8538) ; *amendement n° 73* de M. Laurent Fabius (modification du système d'amortissement) : rejeté (p. 8539) ; *amendement n° 140* de M. Jean Bardol (fixation des taux d'amortissement linéaire par décret en Conseil d'Etat pour chaque profession et chaque nature d'équipement ; limitation des taux d'amortissement dégressif) : rejeté (p. 8539) ; *amendement n° 94* de M. Jean Bardol (exclusion du bénéfice de l'amortissement dégressif des bâtiments industriels dont la durée normale d'utilisation est inférieure à quinze ans ; institution d'une contribution directe de chaque entreprise à proportion du montant annuel de l'avance d'amortissement par rapport à l'amortissement linéaire) : rejeté (p. 8540) ; *amendement n° 206* de M. Etienne Pinte (augmentation de la limite prévue pour l'amortissement fiscal de l'ensemble des véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 8540) ; *amendement n° 74* de M. Laurent Fabius (versement d'une taxe par les personnes physiques ou morales concluant des marchés publics pour la défense nationale dans le but d'augmenter la solde des appelés) : rejeté (p. 8542) ; *amendement n° 137 corrigé* de M. Parfait Jans (relèvement de 10 % de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à la charge des entreprises du secteur de l'armement pour relever les pensions de guerre et les pensions d'anciens combattants) : rejeté par scrutin public n° 230 (p. 8542) ; liste des votants (p. 8553) ; *amendement n° 234* de M. Henri Ginoux (déductibilité des provisions pour congés payés constituées par les entreprises du bénéfice imposable, gagée par une majoration à due concurrence du taux normal de la T.V.A.) : retiré (p. 8543) ; *amendement n° 235* de M. Henri Ginoux (suppression du décalage d'un mois pour le paiement de la T.V.A.) : retiré (p. 8544).

MM. Zeller (Adrien), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Vizet (Robert), Barthe (Jean-Jacques), Ginoux (Henri), Jans (Parfait), Stasi (Bernard), Vivien (Robert-André), Bardol (Jean), Pinte (Etienne), Ducoloné (Guy).

ART. 7 (réduction de la réfaction de taxe sur la valeur ajoutée sur les terrains à bâtir) : *amendement* de suppression n° 75 de M. Albert Denvers : rejeté (p. 8546) ; *amendement* de suppression n° 149 de M. Robert Vizet : rejeté (p. 8546) ; *amendement n° 150* de M. Robert Vizet (application de l'article 7 aux constructions de complexe d'habitation de grand standing) : retiré (p. 8548) ; *amendement n° 200 rectifié* de M. Augustin Chauvet (maintien du régime actuel pour les opérations d'acquisition réalisées par les organismes d'H.L.M.) : adopté (p. 8548) ; *amendement n° 236* de M. Albert Denvers (non application de l'article 7 aux terrains acquis avec bénéfice d'un prêt aidé de l'Etat) : rejeté (p. 8548) ; *amendement n° 36* de M. Adrien Zeller (réduction de la hausse de T.V.A. prévue à l'article 7 gagée par une augmentation de la taxe forfaitaire sur la vente de métaux précieux et bijoux et une augmentation des droits d'enregistrement) : retiré (p. 8541) ; *amendement n° 24* de la commission (maintien de la réfaction de 60 % pour les terrains d'une valeur inférieure à 200 000 F) : rejeté (p. 8550) ; *amendement n° 237* de M. Arthur Dehaine (limitation de l'application de l'article 7 aux terrains d'une valeur inférieur à 100 000 F indexée sur le S.M.I.C.) : adopté (p. 8550).

MM. Fabius (Laurent), Canacos (Henry), Icart (Fernand), d'Ornano (Michel), d'Aubert (François), Chauvet (Augustin), Zeller (Adrien), Gantier (Gilbert), Dehaine (Arthur).

– article 7, ainsi modifié, rejeté (p. 8550) ; article rétabli en seconde délibération (amendement n° 11 du Gouvernement).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 153* de M. René Rieubon (assujettissement au taux

zéro de la T.V.A. des opérations concernant le pain, les produits laitiers, les fruits et légumes et les produits pharmaceutiques ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 8556) ; *amendement n° 232* de M. Laurent Fabius (assujettissement au taux zéro de la T.V.A. des opérations portant sur les produits alimentaires de toute première nécessité ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 8557) ; *amendement n° 270 rectifié* de M. Henry Canacos (perception au taux zéro de la T.V.A. pesant sur toutes les énergies servant au chauffage des locaux à usage d'habitation ; abrogation de l'avoir fiscal ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions ; abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif) : rejeté (p. 8558) ; *amendement n° 77* de M. Laurent Fabius (assujettissement au taux zéro de la T.V.A des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions ; suppression de l'avoir fiscal ; impôt annuel progressif sur les fortunes des personnes physiques) : rejeté (p. 8558) ; *amendement n° 38* de M. Adrien Zeller (application du taux majoré de la T.V.A. aux climatisateurs individuels, tondeuses à moteur et piscines ; application du taux réduit de la T.V.A aux appareils de chauffage utilisant l'énergie solaire et aux pompes à chaleur destinées au chauffage) : retiré (p. 8558) ; *amendement n° 268 rectifié* de M. Jean Bardol (perception au taux zéro de la T.V.A. sur les véhicules achetés pour les handicapés ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions) : rejeté (p. 8559) ; *amendement n° 152* de M. Dominique Frelaut (remboursement de la T.V.A. payée sur le prix des travaux des collectivités locales, régionales et de leurs groupements ; institution d'un impôt sur la fortune ; abrogation de l'avoir fiscal ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions ; augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; assimilation des dirigeants de société à des non salariés) : rejeté (p. 8559).

MM. Rieubon (René), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Canacos (Henry), Zeller (Adrien), Jans (Parfait).

ART. 8 (nouveau barème des droits indirects sur l'alcool et actualisation des droits sur les vins et bières). – Inscrit : *M. Rigout (Marcel)* : émotion soulevée par l'article 8 chez les producteurs de cognac en Charente (p. 8560) ; *amendement n° 154* de M. Jacques Jouve (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; institution et tarif d'un droit de consommation sur les alcools) : rejeté (p. 8561) ; *amendement n° 230* de M. Francis Hardy (suppression du droit de fabrication sur les alcools ; institution pour les boissons alcooliques d'un droit indirect unique de consommation subissant des abattements en fonction de la nature des produits imposables ; soumission au taux réduit de la T.V.A. des produits passibles du droit indirect unique) : retiré (p. 8562) ; *amendement n° 46* de M. Francis Hardy (imposition atténuée pour les eaux-de-vie et vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et réglementée) : rejeté (p. 8563) ; *amendement n° 207* de M. Jacques Féron (supprimant l'augmentation des droits sur les alcools prévues par l'article 8 pour les produits de parfumerie) : adopté (p. 8564) ; *amendement n° 25* de la commission (rédactionnel)) : adopté (p. 8564).

MM. Rigout (Marcel), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Hardy (Francis), Féron (Jacques).

– article 8, ainsi modifié, adopté (p. 8564) ; article modifié en seconde délibération (amendement n° 12 du Gouvernement).

APRES L'ART. 8 : *amendement n° 155* de M. Jacques Jouve (institution d'une taxe exigible de tout producteur de vin d'appellation d'origine contrôlée) : rejeté (p. 8564) ; *amendement n° 156* de M. Jacques Jouve (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; majoration des droits sur les alcools d'importation) : réservé (p. 8568) ; *amendement n° 220* de M. François Grussenmeyer (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; majoration des droits sur les alcools d'importation) : réservé (p. 8568) ; *amendement n° 221* de M. François Grussenmeyer (rétablissement pour cinq ans du privilège des bouilleurs de cru ; paiement d'un droit forfaitaire pour tout nouveau bénéficiaire de ce privilège) : réservé (p. 8568).

MM. Rigout (Marcel), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Caro (Jean-Marie), Vivien (Robert-André), Debré (Michel), Mathieu (Gilbert).

ART. 9 (droits sur les bateaux de plaisance, sur les avions ou hélicoptères d'affaires et de tourisme) : *amendement n° 288* de M. Roland Nungesser (réduisant l'augmentation des droits sur les bateaux de plaisance prévue par l'article 9) : rejeté (p. 8570) ; *amendement n° 26* de la commission (exonération de la taxe spéciale des aéronefs appartenant à des centres d'instruction et aux écoles de sport aérien

relevant d'associations agréées) ; *sous-amendement* du Gouvernement (limitant l'exonération prévue par l'amendement n° 26 aux aéronefs d'une puissance inférieure à 200 chevaux) : adopté (p. 8570) ; amendement n° 26, ainsi modifié, adopté (p. 8570).

MM. Nungesser (Roland), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Jans (Parfait).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 8570).

ART. 10 : suppression de la détaxe de carburant concernant certains aéronefs privés) : adopté (p. 8570).

APRES L'ART. 10 : *amendement n° 199* de M. Laurent Fabius (détaxation du carburant des taxis ; suppression des avantages fiscaux des sociétés immobilières d'investissement et de gestion ; majoration de l'impôt sur les opérations de bourse) : rejeté par scrutin public n° 231 (p. 8574) ; liste des votants (p. 8577) ; *amendement n° 107* de M. Edouard Frédéric-Dupont (détaxation du carburant des taxis ; instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières exerçant leurs activités en France) : adopté par scrutin public n° 232 (p. 8574) ; liste des votants (p. 8578) ; article nouveau supprimé en seconde délibération (amendement n° 13 du Gouvernement) ; *amendement n° 158* de M. Parfait Jans (détaxation du carburant des taxis ; taxe sur le chiffre d'affaires des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France) : devient sans objet (p. 8574) ; *amendement n° 157* de M. Jean Bardol (détaxation des hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires et embarcations utilisés pour la pêche en mer ; taxe sur le chiffre d'affaires des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France) : rejeté (p. 8575).

MM. Fabius (Laurent), Frédéric-Dupont (Edouard), Jans (Parfait), Icart (Fernand), de Gastines (Henri), Bardol (Jean), Papon (Maurice).

[20 octobre 1979] (p. 8604) :

ART. 11 (tarif de la vignette auto ; taxe spéciale sur les véhicules d'une puissance fiscale supérieure à 16 chevaux ; tarif de la vignette moto). – Inscrits : *M. Schneiter (Jean-Louis)* : montant excessif de la taxe différentielle sur les véhicules de plus de 16 chevaux pénalisant les nombreux pères de famille et forains qui en utilisent (p. 8604) ; *M. Jans (Parfait)* : son hostilité à l'institution d'une vignette moto qui ne frappera pas prioritairement les hauts revenus mais les jeunes qui disposent de revenus peu élevés (p. 8604) ; difficultés de Motobécane (p. 8605) ; *M. Vivien (Robert-André)* : dénonce la récupération par le parti communiste de la protestation des motards contre la vignette ; faible rentabilité financière de la vignette moto ; accroissement du déséquilibre entre automobilistes et motocyclistes ; pas de consultation de « M. Moto » ; problème de Motobécane (p. 8605) ; *M. Fabius (Laurent)* :son hostilité à la vignette moto instituant un prélèvement supplémentaire sur le pouvoir d'achat des catégories sociales défavorisées ; impact négatif sur la jeunesse de cette mesure (p. 8606) ; *M. Neuwirth (Lucien)* : son hostilité à la vignette moto (p. 8606) ; *amendement n° 160* de M. Parfait Jans (suppression des dispositions prévoyant l'augmentation de la vignette auto ; prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements bruts réalisés en 1978-1979 à l'étranger par les sociétés françaises automobiles) : rejeté (p. 8607) ; *amendement n° 40* de M. Adrien Zeller (instauration d'un abattement sur le montant de la vignette auto pour les voitures de 10 à 16 chevaux pour les familles nombreuses ; augmentation de la taxe sur la vente des métaux précieux) ; *sous-amendement n° 316* de M. Henri de Gastines (limitant l'application de l'amendement n° 40 aux voitures ayant plus de cinq ans mais moins de vingt ans d'âge) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 8608) ; amendement n° 40 déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 8608) ; *amendement n° 1* de M. Didier Julia (suppression de la taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 chevaux) : rejeté (p. 8608) ; *amendement n° 161 corrigé* de M. Parfait Jans (suppression des dispositions instaurant une vignette moto ; prélèvement exceptionnel sur le montant des investissement réalisés à l'étranger par les sociétés françaises du secteur automobile) : rejeté par scrutin public n° 233 (p. 8611) ; liste des votants (p. 8621) ; *amendement n° 79 rectifié* de M. Laurent Fabius (suppression des dispositions instaurant une vignette moto) : rejeté par scrutin public n° 234 (p. 8612) ; liste des votants (p. 8622) ; *amendement n° 27* de la commission (exonération de la vignette moto pour les motos de 6 et 7 chevaux) : adopté par scrutin public n° 235 (p. 8612) ; liste des votants (p. 8623).

MM. Schneiter (Jean-Louis), Jans (Parfait), Vivien (Robert-André), Fabius (Laurent), Neuwirth (Lucien), Papon (Maurice), Zeller (Adrien), de Gastines (Henri), Chinaud (Roger), Hamel (Emmanuel), Krieg (Pierre-Charles), Gantier (Gilbert), Combrisson (Roger).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 8612).

APRES L'ART. 11 : *amendement n° 42* de M. Maurice Arreckx (revalorisation supplé-

mentaire des arrérages des rentes viagères grâce à une augmentation des impôts frappant les véhicules des sociétés) : retiré (p. 8613) ; repris par les groupes socialiste et communiste (p. 8613) : adopté par scrutin public n° 236 (p. 8613) ; liste des votants (p. 8624) ; article nouveau supprimé en seconde délibération (amendement n° 14 du Gouvernement) ; *amendement n° 175 corrigé* de M. Robert Vizet (application de l'article 40 de la loi de finances pour 1979 instaurant une taxe sur toute location, concession ou vente d'espaces publicitaires) : rejeté (p. 8615).

MM. Arreckx (Maurice), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chinaud (Roger), Fabius (Laurent), Combrisson (Roger), Canacos (Henry), Krieg (Pierre-Charles).

ART. 12 (exonération du droit de timbre de quittance sur les billets d'entrée dans les monuments historiques et à certains spectacles) : *amendement n° 208* de M. Didier Julia (application de l'article 12 aux discothèques, cafés-bars, cafés dansants) ; *sous-amendement n° 311* du Gouvernement (non application de l'article 12 aux cafés-bars) : devient sans objet (p. 8615) ; *sous-amendement n° 312* du Gouvernement (obligation pour les exploitants de discothèques et de cafés dansants de remettre à leur client un ticket édité par une caisse enregistreuse à défaut de billet d'entrée) : devient sans objet (p. 8615) ; amendement n° 208 non soutenu (p. 8615).

– article 12 adopté (p. 8615).

AVANT L'ART. 13 : *amendement n° 162* de M. Jean Bardol (instauration au titre de 1980 d'un prélèvement exceptionel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) : rejeté (p. 8616) ; *amendement n° 163* de M. Jean Bardol (instauration au titre de 1980 d'un prélèvement exceptionnel et progressif sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 8616) ; *amendement n° 80* de M. Laurent Fabius (nouveau régime des droits de succession) : rejeté (p. 8619) ; *amendement n° 306* de M. Edmond Alphandéry (relevant le plancher d'exonération du droit de timbre de dimension prévu à l'article 902-1 du code général des impôts ; relèvement du droit de timbre des contrats de transport visé aux articles 925 à 934 du code général des impôts) ; *sous-amendement* du Gouvernement (supprimant le gage prévu par l'amendement n° 306) : adopté (p. 8619) ; – amendement n° 306, ainsi modifié, adopté (p. 8619).

MM. Bardol (Jean), Krieg (Pierre-Charles), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques), Fabius (Laurent), Mesmin (Georges).

ART. 13 (plafonnement des exonérations totales et partielles de droit de mutation à titre gratuit applicables à certains biens). – Inscrits : *M. Chauvet (Augustin) :* caractère rétroactif du plafonnement institué par l'article 13 portant atteinte à des droits acquis (p. 8619) ; *M. Odru (Louis) :* vote favorable du groupe communiste sur l'article 13 (p. 8620) ; *M. Montagne (Rémy) :* dispositions de l'article 13 mettant gravement en cause l'avenir de la forêt française ; 14 millions d'hectares d'espaces forestiers en France dont 1/3 appartenant à l'Etat ; atteinte portée par l'article 13 à la forêt privée ; déficit de la filière bois en France de 7 milliards de francs (p. 8629) ; *M. Mathieu (Gilbert) :* article 13 contraire aux principes de non-rétroactivité de la loi (p. 8629) ; rupture brutale des engagements pris par l'Etat pour favoriser certains secteurs économiques ; remise en cause de la loi Serot ; se prononce pour la suppression de l'article (p. 8630) ; *M. Ginoux (Henri) :* propose de supprimer l'article ; déficit considérable de la France dans le domaine forestier (p. 8630) ; *amendement n° 28* de la commission (suppression de l'article 13) : rejeté (p. 8633) ; *amendements identiques n° 47* de M. Jean-Louis Goasduff, *n° 228* de M. Rémy Montagne et *n° 282* de M. André-Georges Voisin (maintien de l'exonération pour les G.F.A. et les groupements forestiers) : adoptés (p. 8635) ; EXPLICATIONS DE VOTE : *M. Jans (Parfait) :* vote hostile du groupe communiste ; *M. Fabius (Laurent) :* vote hostile du groupe socialiste ; *amendement n° 315 rectifié* de M. René de Branche (délai minimum de détention des parts de groupements forestiers) ; *sous-amendement* du Gouvernement (augmentation du délai prévu à l'amendement n° 315 rectifié) : adopté (p. 8636) ; amendement n° 315 rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 8636) ; *amendement n° 283* de M. André-Georges Voisin (délai minimum de détention des parts de groupements forestiers) : devient sans objet (p. 8635) ; *amendement n° 292* du Gouvernement (absence de plafonnement de l'exonération pour les premières mutations portant sur les groupements forestiers et les bois et forêts) : devient sans objet (p. 8636) ; *amendement n° 5* de M. Maurice Tissandier (maintien de l'exonération des parts de G.F.A. lorsque ceux-ci se sont engagés à donner des terres par bail à long terme) : adopté avec une rectification (p. 8637) ; *amendement n° 294* du Gouvernement (application de l'exonération dans la limite d'une superficie égale à une fois et demie la surface minimum d'installation et délai de détention de quatre ans pour les parts de G.F.A. acquises à titre onéreux) ; *sous-amendement n° 314* de M. René de Branche (absence de délai minimum pour les héritiers des personnes décédées pour cause accidentelle) : adopté (p. 8637) ; amendement n° 294

du Gouvernement, ainsi modifié, adopté (p. 8637) ; *amendement n° 238* de M. Arthur Dehaine (révision annuelle du plafond fixé par l'article 13 proportionnellement à la variation de l'indice générale des prix) : adopté (p. 8638) ; EXPLICATIONS DE VOTE : *M. Duroure (Roger)* : vote hostile du groupe socialiste ; *M. Jans (Parfait)* : vote hostile du groupe communiste ; *amendement n° 284 corrigé* de M. Gilbert Gantier (majoration du plafond par enfant) : rejeté (p. 8638) ; *amendement n° 291* du Gouvernement (majoration par enfant) : adopté (p. 8638) ; *amendement n° 305* de M. Gilbert Gantier (non application du plafond aux immeubles ayant fait l'objet d'une occupation familiale continuelle) : retiré (p. 8639) ; *amendement n° 240* de M. Georges Mesmin (non prise en compte des donations consenties avant l'entrée en vigueur de la loi) : retiré (p. 8639) ; *amendements identiques n° 241* de M. Georges Mesmin et *n° 285* de M. Gilbert Gantier (application du texte au 1er janvier 1980) : rejetés (p. 8640) ; EXPLICATIONS DE VOTE : *M. Fabius (Laurent)* : vote hostile du groupe socialiste ; *M. Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste ; *amendement n° 313* du Gouvernement (application du texte aux successions ouvertes à compter du 1er janvier 1980) : adopté (p. 8640).

MM. Chauvet (Augustin), Odru (Louis), Montagne (Rémy), Mathieu (Gilbert), Ginoux (Henri), Marette (Jacques), Papon (Maurice), Icart (Fernand), Gantier (Gilbert), Duroure (Roger), Combrisson (Roger), de Gastines (Henri), de Branche (René), Chinaud (Roger), Tissandier (Maurice), Aurillac (Michel), Jans (Parfait), d'Aubert (François), Mesmin (Georges).

EXPLICATIONS DE VOTE : *M. Fabius (Laurent)* : interroge le ministre sur le montant rapporté par l'article 13 (p. 8640) ; *M. Papon (Maurice)* : diminution des ressources de 200 à 100 millions de francs (p. 8640) ; *M. d'Aubert (François)* : son vote favorable sur l'article (p. 8640) ; *M. Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste sur l'article 13 qui institue une échelle mobile de la fortune alors que le Gouvernement refuse toute échelle mobile des salaires et de l'épargne (p. 8641).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 8641) ; article modifié et complété en seconde délibération (amendements nos 15, 16 et 17 du Gouvernement).

ART. 14 (modulation ou suppression de la réduction des droits prévue en faveur des donations-partages). – Inscrit : *M. Mathieu (Gilbert)* : condamne la rétroactivité prévue à l'article 14 ; critique les âges retenus dans l'article 14 ; intérêt de la pratique des donations-partages qui constitue un mode privilégié de transmission des petites entreprises ; caractère minime de la recette escomptée (p. 8641) ; *amendement n° 29* de la commission (décalage de cinq ans des âges prévus à l'article 14) : adopté (p. 8642) ; *amendement n° 201* de M. Augustin Chauvet (décalage de cinq ans des âges prévus à l'article 14) : retiré (p. 8642) ; *amendement n° 202* de M. Augustin Chauvet (report de la date d'application à une date postérieure à celle du 1er septembre) : retiré (p. 8642) ; *amendement n° 30* de la commission (entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1980) ; *sous-amendement* du Gouvernement (entrée en vigueur au 5 septembre 1979) : adopté (p. 8642) ; amendement n° 30, ainsi modifié, adopté (p. 8642) ; *amendement n° 272* de M. Maurice Sergheraert (non application de l'article 14 lorsque l'usufruit est la seule source de revenu du donateur) : retiré (p. 8643) ; *amendement n° 273* de M. Maurice Sergheraert (non application de l'article 14 aux donations-partages représentant des biens de production) : retiré (p. 8643).

MM. Mathieu (Gilbert), Hamel (Emmanuel), Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice), Delprat (Michel).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 8643).

AVANT L'ART. 15 : *amendement n° 81* de M. Laurent Fabius (assujettissement des personnes physiques ayant en France une résidence habituelle à un impôt annuel progressif sur les fortunes ; prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne) : rejeté (p. 8645) ; *amendement n° 267* de M. Georges Gosnat (suppression des privilèges fiscaux des dirigeants de société ; affectation de cette recette à la défense du pouvoir d'achat des intérêts perçus par les titulaires des livrets A) : rejeté (p. 8645).

Rappel au règlement de M. Fabius (Laurent) : s'élève contre l'argument tiré du déroulement d'une opération de vote utilisé pour refuser la parole à un député (p. 8646) ; *Brocard (Jean)* en qualité de vice-président : application de l'article 64, alinéa 4 du règlement (p. 8646).

MM. Le Pensec (Louis), Combrisson (Roger), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques), Fabius (Laurent), Chinaud (Roger), Brocard (Jean).

ART. 15 (reconduction en 1980 et 1981 de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs à l'effort de construction et au financement de la formation professionnelle continue) ; *amendement n° 82 corrigé* de M. Laurent Fabius (augmentation

du taux de participation patronale à la formation professionnelle ; suppression du versement de 0,2 % que les entreprises effectuent auprès du Trésor) : rejeté (p. 8647).

MM. Le Pensec (Louis), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques).

– article 15 adopté (p. 8647).

APRES L'ART. 15 : *amendements identiques n° 83* de M. Laurent Fabius et *n° 165* de M. Parfait Jans (augmentation de l'effort patronal pour la construction) : rejetés (p. 8647).

MM. Vivien (Alain), Canacos (Henry), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques).

ART. 16 (relèvement du seuil de recouvrement des impôts directs locaux et de la limite d'exigibilité des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu). – Inscrit : *M. Chauvet (Augustin)* : approuve les dispositions de l'article 16 ; demande que les services du cadastre soient invités à réduire le nombre de cotes (p. 8648).

MM. Chauvet (Augustin), Limouzy (Jacques).

– article 16 adopté (p. 8648).

ART. 17 (création d'une amende spécifique pour défaut de déclaration de certains éléments du train de vie) : *amendement n° 31* de la commission (réajustement technique) : adopté (p. 8648).

MM. Icart (Fernand), Limouzy (Jacques).

– article 17, ainsi modifié, adopté (p. 8648).

APRES L'ART. 17 : *amendement n° 203* de M. Loïc Bouvard (augmentation de la limite de déduction des versements effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général gagée par une augmentation du prélèvement effectué par l'Etat sur les recettes du Loto) : retiré (p. 8649).

MM. Bouvard (Loïc), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques).

ART. 18 : dispositions relatives aux affectations : adopté (p. 8650).

ART. 19 (fonds spécial d'investissement routier) : *amendement n° 166* de M. René Rieubon (portant à 25 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 8651) ; *amendement n° 233* de M. Alain Richard (portant à 14,83 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 8651) ; *amendement n° 84* de M. Maurice Pourchon (portant à 12,47 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 8652)).

MM. Rigout (Marcel), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques), Lavedrine (Jacques).

– article 19 adopté (p. 8652).

AVANT L'ART. 20 : *amendement n° 85* de M. Laurent Fabius (progression de 20 % de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 8653) ; *amendement n° 168* de M. Dominique Frelaut (progression de la dotation globale de 20 % en 1980) : rejeté (p. 8653) ; *amendement n° 167* de M. Dominique Frelaut (portant la dotation globale de fonctionnement à 42,5 milliards de francs) : rejeté (p. 7654) ; *amendement n° 176* de M. Laurent Fabius (augmentation de la dotation globale de fonctionnement d'un taux au moins égal à celui de la hausse des prix) : rejeté par scrutin public n° 237 (p. 8654) ; liste des votants (p. 8664) ; *amendement n° 170* de M. Dominique Frelaut (prise en compte dans le calcul de la dotation de péréquation de trois critères : un tiers pour le potentiel fiscal, un tiers pour l'impôt des ménages et un tiers pour les besoins sociaux) : rejeté (p. 8654) ; *amendement n° 171* de M. Dominique Frelaut (fixation à 50 % du total de la dotation de péréquation des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal) : rejeté (p. 8655).

MM. Fabius (Laurent), Canacos (Henry), Icart (Fernand), Limouzy (Jacques).

ART. 20 (fixation du taux du prélèvement sur le produit net prévisionnel de la T.V.A. au profit des collectivités locales). – Inscrit : *M. Canacos (Henry)* : demande le rétablissement du pourcentage de 16,45 % du prélèvement de T.V.A. au profit des collectivités locales à la suite du rejet de l'article 7 (p. 8655) ; **rappel au règlement de M. Montagne (Rémy) :** il semble que l'article 13 soit applicable aux groupements forestiers contrairement à la volonté exprimée lors du débat sur cet article (p. 8655) ; *Brocard (Jean)* en qualité de vice-président : règlement de ce problème lors de la seconde délibération (p. 8655) ; **Rappel au règlement de M. Rigout (Marcel) :** souhaite que la procédure de seconde délibération s'applique également à l'amendement n° 101 (p. 8656).

MM. Vivien (Robert-André), Canacos (Henry), Limouzy (Jacques), Rigout (Marcel), de Gestines (Henri), Papon (Maurice), Odru (Louis).

– article 20 adopté (p. 8656).

ART. 21 (affectation au fonds national pour le développement du sport du produit du

prélèvement sur le P.M.U. et de l'excédent de la taxe spéciale sur les débits de boissons attribué à la jeunesse et aux sports). – Inscrit : *M. Hage (Georges)* : s'oppose au recours aux moyens extra-budgétaires pour financer le sport ; la création de ressources extra-budgétaires préaffectées échappe au contrôle du Parlement ; absence de rapport sur le fonds et sur la gestion du fonds national d'aide au sport, contrairement à l'article 21 de la loi de finances de 1976 (p. 8656, 8657) ; *amendement de suppression n° 223* de M. Georges Hage) : rejeté (p. 8658).

MM. Icart (Fernand), Héraud (Robert), Papon (Maurice), Hage (Georges).

– article 21 adopté (p. 8658).

ART. 22 (détaxation des carburants agricoles) : *amendement n° 174* de M. Jacques Jouve (augmentation du contingent des quantités d'essence détaxée en faveur des agriculteurs et maintien de la détaxe sur le fuel domestique destiné à la production agricole) : rejeté par scrutin public n° 238 (p. 8659) ; liste des votants (p. 8665).

MM. Rigout (Marcel), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 22 adopté (p. 8659).

ART. 23 : (confirmation de dispositions législatives antérieures) : adopté (p. 8659).

ART. 24 (majoration des rentes viagères) : *amendements* identiques de suppression n° 86 de M. Joseph Franceschi et *n° 99* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis) : rejetés par scrutin public n° 239 (p. 8661) ; liste des votants (p. 8666).

MM. Franceschi (Joseph), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chinaud (Roger), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Combrisson (Roger).

– article 24 adopté (p. 8662).

APRES L'ART. 1er *(suite)* : *amendement n° 14* de la commission : réservé jusqu'après l'examen des amendements après l'article 8 (p. 8662).

APRES L'ART. 8 *(suite)* : *amendements n° 156* de M. Jacques Jouve, *n° 220* et *n° 221* de M. François Grussenmeyer, précédemment réservés, déclarés irrecevables en application de l'article 40 de la Constitution (p. 8663) ; **rappel au règlement de M. Caro (Jean-Marie)** : nécessité de discuter du problème des bouilleurs de cru (p. 8663).

Rappel au règlement de M. Rigout (Marcel) : proteste contre l'absence de débat sur les bouilleurs de cru (p. 8663) ; **rappel au règlement de M. Fabius (Laurent)** : caractère de psychodrame de la discussion budgétaire (p. 8663).

M. Vivien (Robert-André).

[22 octobre 1979] (p. 8692) :

APRES L'ART. 1er *(suite)* : *amendement n° 14* de la commission précédemment réservé (vote du Parlement sur le budget social de la Nation à compter de l'exercice 1981) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 127, alinéa 4 du règlement de l'Assemblée nationale (disposition organique) (p. 8692) ; *amendement n° 317* de M. Claude Labbé (vote du Parlement sur l'évolution des recettes et des dépenses constituant l'effort social de la Nation dans le cadre des dispositions constitutionnelles, organiques et législatives en vigueur) : adopté par scrutin public n° 240 (p. 8694) ; liste des votants (p. 8755).

MM. Papon (Maurice), Bèche (Guy), Labbé (Claude), Chinaud (Roger), Vivien (Robert-André), Combrisson (Roger), Fabius (Laurent), Foyer (Jean).

ART. 25 et ETAT A ANNEXE (équilibre général du budget). – Inscrits : *M. Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste sur la première partie du projet de loi de finances ; confusion du débat ; attribue aux luttes populaires et non aux manœuvres politiciennes de la majorité la suppression du barème de l'impôt sur le revenu, le refus de la fiscalisation du Crédit mutuel ou du renforcement de la fiscalité immobilière ; unité de la majorité autour de l'objectif d'austérité ; reproche au Gouvernement de ne pas avoir répondu aux questions posées par les députés communistes (p. 8704) ; *M. Fabius (Laurent)* : attitude méprisante des ministres à l'égard des propositions parlementaires ; recul du Gouvernement sur les problèmes de l'impôt sur le revenu, du Crédit mutuel et de la fiscalité immobilière (p. 8704) ; vote hostile du groupe socialiste sur l'article 25 (p. 8704) ; *M. Neuwirth (Lucien)* : refus du groupe R.P.R. de voter l'article 25 (p. 8705) ; *amendement n° 88* de la commission (minimum d'économie à réaliser par le Gouvernement fixé à 1 900 millions de francs sur les dépenses ordinaires du budget général et à 100 millions de francs sur les charges et budgets annexes) : rejeté par scrutin public n° 241 (p. 8710) ; liste des votants (p. 8756) ; *amendement n° 89* de la commission (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de finances rectificative portant répartition des économies prévues par l'amendement n° 88 en vue d'éventuelles affectations à de nouvelles mesures d'investissement) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la

Constitution (p. 8709) ; *amendement n° 90* de la commission (obligeant le Gouvernement à retracer dans le fascicule « Voies et moyens » annexé au projet de loi de finances l'évolution des dépenses fiscales) : adopté (p. 8710).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Caro (Jean-Marie)* : vote favorable du groupe U.D.F. sur l'article 25 (p. 8710).

– *Labbé (Claude)* : abstention du groupe R.P.R. dans le vote sur l'article 25 (p. 8710).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Odru (Louis), Marette (Jacques), Chinaud (Roger), Fabius (Laurent), Foyer (Jean)).

– article 25 modifié et état A rejetés par scrutin public n° 242 (p. 8711) ; liste des votants (p. 8757) ; rétablis dans un texte modifié en seconde délibération (amendement n° 18 du Gouvernement).

Rappel au règlement de M. Hamel (Emmanuel) : organisation du débat budgétaire ne laissant qu'un temps de parole très réduit à chacun des groupes parlementaires et aux non inscrits (p. 8711).

MM. Hamel (Emmanuel), Bèche (Guy).

Rappel au règlement de M. Fabius (Laurent) : impossibilité de passer à la discussion de la deuxième partie de la loi de finances après le rejet de l'article 25 qui équivaut à un rejet global de la première partie ; argumentation fondée sur les articles 31 et 40 de l'ordonnance portant loi organique du 2 janvier 1959 ; demande au nom du groupe socialiste une réunion du Bureau de l'Assemblée pour trancher cette question (p. 8712) ; **Foyer (Jean) :** estime que le terme « vote » employé dans l'article 40 de la loi organique du 2 janvier 1959 ne signifie pas adoption ; procédure budgétaire ne comportant pas de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 8712) ; **Vivien (Robert-André) :** demande une suspension de séance de droit pour permettre au Bureau de l'Assemblée de se réunir (p. 8712) ; **Bêche (Guy)** en qualité de vice-président : rappelle qu'une suspension demandée par le président de la commission des finances est de droit ; estime qu'il appartient au président de l'Assemblée et non au Bureau de décider de la poursuite de la discussion budgétaire après le vote intervenu sur l'article 25 ; terme « vote » employé dans l'article 30 de la loi organique de 1959 ne signifiant pas « adoption » (p. 8712).

Rappel au règlement de M. Lajoinie (André) : impossibilité de passer à l'examen de la deuxième partie de la loi de finances avant que l'Assemblée ne se soit prononcée sur de nouvelles propositions faites par le Gouvernement (p. 8712).

Rappel au règlement de M. Cot (Jean-Pierre) : double sens du mot vote dans l'ordonnance organique de 1959 ; rejet de l'article 25 équivalant incontestablement à un rejet global de la première partie ; demande qu'une suspension de séance soit décidée par scrutin public pour que le Bureau puisse se réunir à ce sujet (p. 8713) ; demande adopté par scrutin public n° 243 (p. 8713) ; liste des votants (p. 8758) ; **Fabius (Laurent) :** estime qu'il existe à l'Assemblée une majorité pour estimer que le rejet de l'article 25 fait obstacle à la poursuite de la discussion budgétaire (p. 8713) ; **Bêche (Guy)** en qualité de vice-président : maintien de la position du président de l'Assemblée nationale : pas de réunion du Bureau et décision prise par le seul président (p. 8713).

Rappel au règlement de M. Fabius (Laurent) : estime qu'il est inadmissible que le Parlement vote des dépenses sans avoir au préalable déterminé les recettes (p. 8713).

DEUXIEME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES

AFFAIRES ETRANGERES

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1979] (p. 9544).

Action culturelle et scientifique : *Marette (Jacques)*, (p. 9545) ; *Chandernagor (André)*, (p. 9547, 9548) ; *Delehedde (André)*, (p. 9549) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9554, 9576) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9554) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9565) ; *Alduy (Paul)*, (p. 9566) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9566) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9567).

Administration des affaires étrangères (moyens) : *Marette (Jacques)*, (p. 9545) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 9546) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9553) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9554) ; *Feit (René)*, (p. 9559) ; *Alduy (Paul)*, (p. 9566) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9566, 9567).

Afrique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9552, 9553, 9576) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9555) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557) ; *Feit (René)*, (p. 9560) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9562) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9568).

Algérie : *Chandernagor (André)*, (p. 9548).

Ambassadeurs (pouvoirs) : *Marette (Jacques)*, (p. 9545) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9553) ; *Feit (René)*, (p. 9560).

Assemblée des communautés européennes : *Deniau (Xavier)*, (p. 9547) ; *Couve de Murville*

(Maurice), (p. 9555) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9561).

Association des nations du Sud-Est asiatique (A.N.S.E.A.) : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9566) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9577).

Cambodge et Vietnam : *Marette (Jacques)*, (p. 9544) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9551, 9576) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9555) ; *Feit (René)*, (p. 9561) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 9564) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9568) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 9571, 9572).

Chine : *Chandernagor (André)*, (p. 9548).

Convention de Lomé : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9552) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9563) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9566).

Corée : *Cousté (Pierre)*, (p. 9566).

Détente et équilibre des forces : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9556) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557) ; *Feit (René)*, (p. 9560) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9561, 9562) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9568) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 9569) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9570).

Désarmement et Salt III : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9550, 9576) ; *Couve de Murville)*, (p. 9556) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9561, 9562) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 9569).

Direction des Français à l'étranger : *Marette (Jacques)*, (p. 9545) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9553) ; *Alduy (Paul)*, (p. 9565) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9566) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9567) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 9572, 9573).

Droits de l'homme : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9551, 9552) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557) ; *Valleix (Jean)*, (p. 9569) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9570) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 9573) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 9573).

Elargissement de la C.E.E. : *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557) ; *Feit (René)*, (p. 9560) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9561).

Energie : *Guidoni (Pierre)*, (p. 9556) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9563).

Espace judiciaire européen : *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557).

Francophonie : *Deniau (Xavier)*, (p. 9547) ; *Delehedde (André)*, (p. 9549) ; *Valleix (Jean)*, (p. 9568) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 9574) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9577).

Grande-Bretagne (politique européenne) : *Feit (René)*, (p. 9560) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9566) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9568) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9575).

Institut du monde arabe : *Deniau (Xavier)*, (p. 9547) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9577).

Iran : *Valleix (Jean)*, (p. 9569).

Livre français à l'étranger : *Chandernagor (André)*, (p. 9548) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 9574) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9577).

Médecins volontaires du service national actif : *Marette (Jacques)*, (p. 9545).

Non-ingérence : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9551) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 9555) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9562).

Organisations internationales (contribution de la France) : *Marette (Jacques)*, (p. 9545) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 9547) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9554) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9567).

Président de la République (voyages) : *Julien (Raymond)*, (p. 9567) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9577).

Proche-Orient : *Gremetz (Maxime)*, (p. 9562) ; *Thomas (Abel)*, (p. 9571) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 9571, 9572) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 9573, 9574) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9576).

Radio française à l'étranger : *Marette (Jacques)*, (p. 9546) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9554) ; *Julien (Raymond)*, (p. 9567) ; *Baumel (Jacques)*, (p. 9574).

Réfugiés politiques : *François-Poncet (Jean)*, (p. 9551).

Strasbourg (subvention pour la construction de locaux pour l'Assemblée européenne) : *Chandernagor (André)*, (p. 9548) ; *Delehedde (André)*, (p. 9549) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9553).

Système monétaire européen : *Ehrmann (Charles)*, (p. 9568).

Système monétaire international : *Guidoni (Pierre)*, (p. 9556) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 9563).

Téléthèques et action en matière d'audiovisuel : *Chandernagor (André)*, (p. 9548).

Turquie : *Valleix (Jean)*, (p. 9569).

Union soviétique et pays de l'Est : *Feit (René)*, (p. 9560) ; *Valleix (Jean)*, (p. 9569) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9570) ; *La Combe (René)*, (p. 9570) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 9576).

Ventes d'armes : *Guidoni (Pierre)*, (p. 9557).

EXAMEN DES CRÉDITS [7 novembre 1979] (p. 9577).

ETAT B. — TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 417* de M. André Delehedde (procédant à un transfert d'emplois des services

centraux vers les services extérieurs) : rejeté (p. 9578).

MM. Delehedde (André), Marette (Jacques), François-Poncet (Jean), Mexandeau (Louis).

– état B, titre III, adopté (p. 9578).

ETAT B. – TITRE IV : (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils, mesures nouvelles) : *amendement n° 304* de la commission des affaires étrangères (réduction des crédits affectés aux émissions radiophoniques directes vers l'étranger) : retiré (p. 9579) ; *amendement n° 400* de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits affectés à l'opération poursuivie en Louisiane) : retiré (p. 9579) ; *amendements n° 342* de M. Louis Odru (suppression des crédits affectés à l'aide militaire au Maroc) : rejeté par scrutin public n° 251 (p. 9580) ; liste des votants (p. 9583).

MM. Deniau (Xavier), François-Poncet (Jean), Marette (Jacques), Delehedde (André), Odru (Louis), Cressard (Jacques), Couve de Murville (Maurice).

– état B, titre IV, adopté (p. 9580).

ETAT C. – TITRE V : (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils, mesures nouvelles, investissement exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9580).

ETAT C. – TITRE VI : (répartition des autorisations de programme des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils, mesures nouvelles, subventions d'investissements accordées par l'Etat) : *amendement n° 401* de la commission des affaires culturelles (suppression des crédits destinés à une subvention à la ville de Strasbourg pour la construction de locaux pour l'Assemblée européenne) : rejeté (p. 9581).

MM. Mexandeau (Louis), Marette (Jacques), François-Poncet (Jean), Delehedde (André), Guermeur (Guy).

– état C, titre VI, adopté (p. 9581).

AGRICULTURE ET BAPSA

DISCUSSION GENERALE [8 novembre 1979] (p. 9592, 9616).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : Absence de M. Michel Debatisse, (p. 9611).

Rappel au règlement de M. Robert André-Vivien : justifie l'irrecevabilité opposée à l'amendement n° 364, (p. 9623).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : compétence en matière d'industries agro-alimentaires : *Joxe (Pierre)*, (p. 9628) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9628).

Rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : absence de réponse du ministre aux questions des parlementaires communistes, (p. 9635).

Agriculture méditerranéenne : *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 9622) ; *Tourné (André)*, (p. 9625).

Agro-alimentaire : *Bisson (Robert)*, (p. 9592) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 9595) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 9698) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9598) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9611) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 9621).

Aides ménagères : *Stasi (Bernard)*, (p. 9619).

Assiette des cotisations : *Geng (Francis)*, (p. 9603).

Bail de carrière : *Hunault (Xavier)*, (p. 9624).

Bonification d'intérêts : *Bisson (Robert)*, (p. 9593) ; *Lajoinie (André)*, (p. 9609) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9632).

Chaptalisation : *Desanlis (Jean)*, (p. 9598).

Charente-Maritime : *Branger (Jean-Guy)*, (p. 9613).

Conjoints d'exploitants : *Bizet (Emile)*, (p. 9604) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608).

Cotisations (augmentation des) : *Bisson (Robert)*, (p. 9593) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 9600, 9601) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9603) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9606) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9619) ; *Revet (Charles)*, (p. 9625) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9627) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9632).

Démembrement du ministère de l'agriculture : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608).

Dépenses du FEOGA : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9607) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9624) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9630) ; *Lajoinie (André)*, (p. 9631).

Dépenses d'équipement : *Huguet (Roland)*, (p. 9598) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 9617) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9624).

Elargissement de la communauté : *Lajoinie (André)*, (p. 9610) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 9626).

Electrification rurale : *Faure (Gilbert)*, (p. 9620) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9634) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9634).

Elevage : *Bisson (Robert)*, (p. 9593, 9594) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 9595) ; *Desanlis (Jean)*,

(p. 9597) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9627) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9630).

Energie : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9630).

Enseignement-recherche : *Bisson (Robert)*, (p. 9593) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 9595) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9599) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9600) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9606) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9617, 9618) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9619) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9633).

Espace rural (aménagement de l') : *Bisson (Robert)*, (p. 9593) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9599).

Exode rural : *Joxe (Pierre)*, (p. 9594) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9605) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9619) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 9620) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9628) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9629).

FIDAR (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) : *Stasi (Bernard)*, (p. 9618).

Fiscalité agricole : *Mayoud (Alain)*, (p. 9612) ; *Revet (Charles)*, (p. 9625).

FNS (Fonds national de solidarité) : *Jouve (Jacques)*, (p. 9601) ; *Geng (Francis)*, (p. 9602).

Forêt : *Huguet (Roland)*, (p. 9599) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9618) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9627).

Hydraulique : *Huguet (Roland)*, (p. 9599) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9605) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9627) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9633).

Installation des jeunes agriculteurs : *Bisson (Robert)*, (p. 9593) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 9597) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 9612) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9628) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9632).

I.V.D. (indemnité viagère de départ) : *Bisson (Robert)*, (p. 9593).

Lait : *Bisson (Robert)*, (p. 9592) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9631).

Loi d'orientation agricole : *Bisson (Robert)*, (p. 9592) ; *Brocard (Jean)*, (p. 9600) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9605) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Lajoinie (André)*, (p. 9609) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 9618) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 9621) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9629).

Maisons familiales : *Stasi (Bernard)*, (p. 9619) ; *Revet (Charles)*, (p. 9625).

M.C.M. (montants compensatoires monétaires) : *Goldberg (Pierre)*, (p. 9595).

Montagne (I.S.M.) : *Faure (Gilbert)*, (p. 9619, 9620, 9621) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9634).

Mouton (règlement communautaire) : *Goldberg (Pierre)*, (p. 9596) ; *Lajoinie (André)*, (p. 9609) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 9620) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9628).

Office du vin : *Bayou (Raoul)*, (p. 9626).

Plan du grand Sud-Ouest : *Pistre (Charles)*, (p. 9622, 9623).

Politique agricole commune : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9607).

Problème foncier : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9634).

Prophylaxie : *Desanlis (Jean)*, (p. 9598) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9619) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9627) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9630).

Protection sociale (lacune de la) : *Jouve (Jacques)*, (p. 9600) ; *Geng (Francis)*, (p. 9602) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9603) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9635).

Remembrement : *Joxe (Pierre)*, (p. 9594) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9599) ; *Benoist (Daniel)*, (p. 9605) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9618) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9627).

Remplacement (services de) : *Geng (Francis)*, (p. 9602) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9632).

Retraites : *Jouve (Jacques)*, (p. 9601) ; *Geng (Francis)*, (p. 9602) ; *Bizet (Emile)*, (p. 9604) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9632, 9634).

Revenu agricole : *Goldberg (Pierre)*, (p. 9595) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 9608) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 9617) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9624) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9629).

Revenus (connaissance des) : *Bizet (Emile)*, (p. 9604).

Stockage : *Huguet (Roland)*, (p. 9599).

Taxe de co-responsabilité : *Lajoinie (André)*, (p. 9610).

Viande bovine : *Goldberg (Pierre)*, (p. 9596) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 9597) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9627) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9629).

Vignoble : *Goldberg (Pierre)*, (p. 9596) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 9622) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9625, 9626) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 9696) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9631).

PROCEDURE DES QUESTIONS [8 novembre 1979] (p. 9635, 9646).

Accidents du travail : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9637) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9637).

Agro-alimentaire : *Malvy (Martin)*, (p. 9647, 9648) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9648, 9661) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 9661).

Aides ménagères : *Pineau (Jean)*, (p. 9652) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9653).

Alsace (vignobles) : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9638, 9643) ; *Haby (Charles)*, (p. 9642).

Architecte (recours à l') : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9664) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9665).

Aubergines (de contre saison) : *Guilliod (Raymond)*, (p. 9650) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9650).

Banane (conteneurisation) : *Guilliod (Raymond)*, (p. 9663) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9663).

Bonifications d'intérêt : *Mancel (Jean-François)*, (p. 9650).

Coexploitants (statut des) : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 9660) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9660).

Comté (fromage de) : *Clément (Pascal)*, (p. 9646) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9646, 9655) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 9655).

Contrats de pays : *Mancel (Jean-François)*, (p. 9663).

Cotisations agricoles (assiette) : *Harcourt (François d')*, (p. 9652) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9652) ; *Dubreuil (René)*, (p. 9661).

Echanges ruraux : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9657).

Electrification rurale : *Micaux (Pierre)*, (p. 9646) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9646) ; *Cellard (André)*, (p. 9648) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9648, 9660) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 9660).

Elevage : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9635) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9635) ; *Soury (André)*, (p. 9640) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9641, 9660) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 9660).

Energie : *Aurillac (Michel)*, (p. 9666) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9666).

Exode rural : *Le Pensec (Louis)*, (p. 9649) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9649).

FEOGA (réduction des dépenses du) : *Zeller (Adrien)*, (p. 9663) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9663).

Forêt (protection de la) : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 9647) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9647).

Formation-enseignement : *Briane (Jean)*, (p. 9647) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9647, 9653, 9656, 9661, 9666) ; *Kerguéris (Aimé de)*, (p. 9653) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 9656) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9659) ; *Benoit (René)*, (p. 9661) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 9662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9662, 9664, 9665) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9664) ; *Delong (Jacques)*, (p. 9664) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 9665).

Hydraulique : *Corrèze (Roger)*, (p. 9651) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9651, 9652, 9657) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 9657).

I.S.M. (indemnité spéciale de montagne) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9635) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9635, 9656, 9663) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9656) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9663).

I.V.D. (indemnité viagère de départ) : *Wilquin (Claude)*, (p. 9638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9639).

Jeunes agriculteurs : *Wilquin (Claude)*, (p. 9638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9639, 9650) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 9649).

Lait : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9636, 9641, 9646, 9652, 9655, 9659) ; *Clément (Pascal)*, (p. 9646, 9652) ; *Delong (Jacques)*, (p. 9655) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 9658) ; *Crenn (Jean)*, (p. 9659).

Massif Central : *Raynal (Pierre)*, (p. 9662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9662).

M.C.M. (montants compensatoires monétaires) : *Miossec (Charles)*, (p. 9636) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9636).

Montagne (I.S.M.) : *Maisonnat (Louis)*, (p. 9642) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9642, 9643, 9653, 9654, 9659) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9642) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 9643) ; *Papet (Marcel)*, (p. 9653) ; *Pierret (Christian)*, (p. 9653) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 9659).

Ovins : *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 9640) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9640, 9650, 9658) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 9649) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 9658).

Petites productions : *Jarosz (Jean)*, (p. 9650) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9650).

Pluriactivité : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9642) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9642) ; *Papet (Marcel)*, (p. 9653).

Porc : *Miossec (Charles)*, (p. 9636) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9636, 9654, 9664) ; *Pignion (Lucien)*, (p. 9654) ; *Thibault (Jean)*, (p. 9664).

Primeurs : *Jagoret (Pierre)*, (p. 9654) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9654).

Production tabacole : *Ruffe (Hubert)*, (p. 9641) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9641).

Prophylaxie : *Brugnon (Maurice)*, (p. [illegible]0) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9640, 9652, 9656,

9660, 9664) ; *Harcourt (François d')*, (p. 9652) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 9656) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 9657) ; *Crenn (Jean)*, (p. 9664).

Remembrement : *Couepel (Sébastien)*, (p. 9638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9638) ; *Benoit (René)*, (p. 9657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9658, 9665) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9658) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 9665).

Retraites : *Wilquin (Claude)*, (p. 9638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9639).

Sucre : *Piot (Jacques)*, (p. 9651) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9651).

Viande bovine : *Guéna (Yves)*, (p. 9636) ; *Dubreuil (René)*, (p. 9651) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9651, 9665) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 9665).

Viticulture : *Richard (Lucien)*, (p. 9635) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 9635, 9637, 9638, 9639, 9643, 9663) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 9637) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9638) ; *Sénès (Gilbert)*, (p. 9639) ; *Jacob (Lucien)*, (p. 9643, 9662) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9656).

EXAMEN DES CRÉDITS ET ARTICLES RATTACHÉS [8 novembre 1979] (p. 9666), [17 novembre 1979] (p. 10301).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 425* de M. Claude Michel (diminution des crédits affectés au service Nouvelles du marché) : rejeté (p. 9667) ; *amendement n° 426* de M. Claude Michel (suppression des crédits relatifs aux objecteurs de conscience) : rejeté (p. 9668).

MM. Laborde (Jean), Bisson (Robert), Méhaignerie (Pierre), Jarosz (Jean), Hautecœur (Alain), Fouchier (Jacques).

– titre III, adopté (p. 9668).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) ; *amendement n° 432* de M. Jacques Chaminade (budget de l'agriculture ; intervention publique : réduction de 50 000 F des crédits du FORMA) : rejeté par scrutin public n° 252 (p. 9669) ; liste des votants (p. 9677).

MM. Chaminade (Jacques), Desanlis (Jean), Méhaignerie (Pierre).

– titre IV, adopté (p. 9669).

ETAT C. – TITRE V : investissements exécutés par l'Etat (mesures nouvelles) : adopté (p. 9669).

ETAT C. – TITRE VI : subventions d'investissement accordées par l'Etat (mesures nouvelles) ; *amendement n° 427* de M. Christian Nucci (diminution des crédits relatifs au stockage, conditionnement et mise en marché de la transformation et de la commercialisation) : rejeté (p. 9670) ; *amendement n° 428* de M. Claude Michel (réduction des crédits du chapitre 61-82 fonds d'action rurale) : rejeté (p. 9671).

MM. Nucci (Christian), Bisson (Robert), Méhaignerie (Pierre), Pasty (Jean-Claude), Pistre (Charles), Fouchier (Jacques).

– titre VI, adopté (p. 9671).

ART. 74 (modification de la redevance relative à l'agrément des producteurs et négociants en bois et plants de vignes) : *amendement n° 419* de M. Jacques Jouve (création d'un impôt spécial fondé sur le chiffre d'affaires hors taxe des importateurs de vins) : rejeté (p. 9672).

MM. Marin (Fernand), Goldberg (Pierre), Méhaignerie (Pierre).

– article 74, adopté (p. 9672).

APRÈS L'ART. 74 : *amendement n° 343* de M. Jean-Claude Pasty (réintroduction des terres en friche dans l'assiette des cotisations cadastrales servant à l'établissement des cotisations pour la mutualité sociale agricole) : retiré (p. 9673) ; *amendement n° 415* corrigé de M. Jean-Claude Pasty (majoration du produit de la taxe sur les corps gras alimentaires et diminution à due concurrence du produit de la cotisation cadastrale) : réservé (p. 9673) ; *sous-amendement n° 434* de M. Michel Delprat (limitation du champ d'application de l'amendement n° 415 corrigé) : réservé (p. 9673) ; *amendement n° 431* de M. Jacques Chaminade (création d'une surtaxe à la taxe sur les corps gras alimentaires assise sur le chiffre d'affaires des sociétés importatrices) : réservé (p. 9673) ; *amendement n° 422* de M. Eugène Berest (conditions d'attribution du F.N.S.) : retiré (p. 9675) ; *amendement n° 423* de M. Eugène Berest (subordination de l'attribution de l'allocation du F.N.S. à la cessation d'activité) : retiré (p. 9675).

MM. Pasty (Jean-Claude), Jouve (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Chaminade (Jacques), Nucci (Christian), Delprat (Michel), Boulay (Daniel), Revet (Charles), Soury (André).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES.

ART. 32 : crédits ouverts au titre des services votés : adopté (p. 9675).

ART. 33, paragraphe II : crédits ouverts au titre des mesures nouvelles : adopté (p. 9675).

APRES L'ART. 74 *(suite) [17 novembre 1979] : amendement n° 415* corrigé précédemment réservé de M. Jean-Claude Pasty (majoration du produit de la taxe sur les corps gras alimentaires et réduction du produit des cotisations cadastrales versées par les agriculteurs au titre de l'assurance-vieillesse ; *sous-amendement n° 434* précédemment réservé de M. Michel Delprat (application de la réduction de cotisations cadastrales par exploitation) : rejeté (p. 10301) ; *amendement n° 415* corrigé : rejeté (p. 10301) ; *amendement n° 431* de M. Jacques Chaminade précédemment réservé (création d'une surtaxe à la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés importatrices de corps gras alimentaires) : rejeté (p. 10301).

MM. Chauvet (Augustin), Delprat (Michel), Visse (René), Papon (Maurice).

ANCIENS COMBATTANTS

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1979] (p. 10024, 10033).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : rejet de crédits par la commission saisie pour avis et absence du rapporteur spécial ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 10025) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 10025).

Rappel au règlement de M. Bernard Madrelle : défense d'un amendement de M. Michel Sainte-Marie ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 10024) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 10024).

Rappel au règlement de M. André Tourné : présence du rapporteur de la commission des finances ; *Tourné (André)*, (p. 10024) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10024).

Anciens d'Afrique du Nord : *Tourné (André)*, (p. 10025) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10029) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 10038) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10040) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 10040).

Avis de la commission des affaires culturelles : *Berger (Henry)*, (p. 10024).

Ascendants : *Tourné (André)*, (p. 10025) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034).

Commission tripartite : *Tourné (André)*, (p. 10026) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10027) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 10028) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 10031) ; *Haby (Charles)*, (p. 10033) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 10035) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 10037) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10042).

Huit mai : *Tourné (André)*, (p. 10026) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 10029) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 10031) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10035) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 10035) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10041).

Institut national des invalides : *Ginoux (Henri)*, (p. 10030).

Légion d'honneur (nomination des anciens de 14-18) : *Brocard (Jean)*, (p. 10027) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 10031) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 10031) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10035) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10039).

Les « malgré nous » : *Haby (Charles)*, (p. 10034) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 10036) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10039).

Listes des unités combattantes en Afrique-du-Nord (publication des) : *Tourné (André)*, (p. 10025) ; *Haby (Charles)*, (p. 10034) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 10035).

Nécropoles nationales : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034).

Orphelins de guerre : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034).

Pensions : *Plantier (Maurice)*, (p. 10029) ; *Ginoux (Henri)*, (p. 10030) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 10031) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 10032) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10039, 10043).

Preuve des services : *Girardot (Pierre)*, (p. 10032).

Rapport constant : *Ginoux (Henri)*, (p. 10030) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10035) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 10037) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 10037) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 10038) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 10038) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 10042).

Veuves (mesures en faveur des) : *Tourné (André)*, (p. 10026) ; *Brocard (Jean)*, (p. 10027) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 10028) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 10031) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 10034) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 10035) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 10036) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 10038).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLES RATTACHES [14 novembre 1979] (p. 10043).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : rejeté par scrutin public n° 256 (p. 10044) ; liste des votants (p. 10049) ; crédits rétablis en seconde délibération (amendement n° 23 du Gouvernement).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des

services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 463* de M. Lucien Pignion (suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration de la retraite du combattant) : déclaré irrecevable en application de l'article 42 de la loi organique (p. 10044) ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande :** proteste contre les conditions de travail de l'Assemblée (p. 10044) ; *amendement n° 464* de M. Alain Hautecœur (suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration des pensions d'anciens combattants et d'ayants droit) : rejeté par scrutin public n° 257 (p. 10046) ; liste des votants (p. 10050).

MM. Hautecœur (Alain), Plantier (Maurice), Ginoux (Henri), Delalande (Jean-Pierre), Faure (Gilbert), Tourné (André), Guermeur (Guy).

– Etat B, titre IV, rejeté par scrutin public n° 258 (p. 10046) ; liste des votants (p. 10051) ; crédits rétablis en seconde délibération (amendement n° 24 du Gouvernement) ; crédits majorés en seconde délibération (amendement n° 25 du Gouvernement).

ART. 75 : augmentation de l'allocation aux grands invalides allouée aux aveugles de guerre et de la résistance : adopté (p. 10046).

MM. Ginoux (Henri), Plantier (Maurice).

ART. 76 : augmentation de la majoration spéciale allouée aux veuves de grands invalides : adopté (p. 10046) ; article modifié en seconde délibération (amendement n° 26 du Gouvernement).

COMMERCE ET ARTISANAT

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1979] (p. 8891).

Aide spéciale compensatrice : *Jacq (Marie)*, (p. 8882).

Apprentis : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8877) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Arriérés de cotisations d'assurance-vieillesse : *Jacq (Marie)*, (p. 8882).

Banques (attitude des – vis-à-vis du commerce et de l'artisanat) : *Hautecœur (Alain)*, (p. 8880) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 8883) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 8886).

Centre de formation de Chaumont : *Fèvre (Charles)*, (p. 8888).

Centres de gestion : *Tranchant (Georges)*, (p. 8878).

Charges sociales : *Bardol (Jean)*, (p. 8875) ; *Maujoüan du Gasset (Maurice)*, (p. 8877) ; *Houel (Marcel)*, (p. 8878) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 8882) ; *Delprat (Michel)*, (p. 8882) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 8885) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Charte de l'artisanat : *Benoit (René)*, (p. 8884) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 8888) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Commerçants non sédentaires : *Bayard (Henri)*, (p. 8887) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8891).

Commerce de détail/grandes surfaces : *Bonnet (Alain)*, (p. 8874) ; *Houel (Marcel)*, (p. 8877) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 8883) ; *Bayard (Henri)*, (p. 8887) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

Commission d'urbanisme : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 8884) ; *Bayard (Henri)*, (p. 8887).

Création d'entreprises : *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

Déduction forfaitaire de 20 % : *Bardol (Jean)*, (p. 8875) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 8886).

Déduction du salaire du conjoint : *Tranchant (Georges)*, (p. 8878).

Droits d'enregistrement sur les cessions de fonds : *Hautecœur (Alain)*, (p. 8880) ; *Millon (Charles)*, (p. 8881).

Emploi, commerce et artisanat : *Bonnet (Alain)*, (p. 8874).

Entreprise unipersonnelle : *Millon (Charles)*, (p. 8881) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

Epouses d'artisans et de commerçants (statut) : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8877) ; *Houel (Marcel)*, (p. 8878) ; *Tranchant (Georges)*, (p. 8879) ; *Millon (Charles)*, (p. 8880) ; *Bayard (Henri)*, (p. 8887) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 8888) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Fiscalité : *Tranchant (Georges)*, (p. 8878, 8879) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 8885) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Formation des commerçants et artisans : *Benoit (René)*, (p. 8884) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 8885) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 8887) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Grand Sud-Ouest (crédits) : *Vidal (Joseph)*, (p. 8886) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8891).

Harmonisation de la protection sociale : *Houel (Marcel)*, (p. 8878) ; *Tranchant (Georges)*, (p. 8879) ; *Jacq (Marie)*, (p. 8881) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 8885) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8890).

Loi d'orientation de 1973 : *Bardol (Jean)*, (p. 8874) ; *Jacq (Marie)*, (p. 8881).

Octroi des prêts : *Perrut (Francisque)*, (p. 8886) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 8886).

Prime à la création d'entreprise : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 88ée) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 8885).

Prime d'incitation à l'embauche d'un premier salarié : *Bardol (Jean)*, (p. 8875) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8876) ; *Tranchant (Georges)*, (p. 8879) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 8882) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

Prime d'installation : *Bardol (Jean)*, (p. 8875).

Prime aux maîtres d'apprentissage : *Bardol (Jean)*, (p. 8875).

Réforme des baux commerciaux : *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

Rôle du commerce et de l'artisanat en milieu rural : *Hautecœur (Alain)*, (p. 8879, 8880) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 8887).

Travail le dimanche : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8877).

Zones sensibles : *Bonnet (Alain)*, (p. 8874) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8877) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 8889).

EXAMEN DES CRÉDITS [24 octobre 1979] (p. 8891).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 8891).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 210 portant sur le Titre VI de l'état C (p. 8891).

ETAT C. - TITRE VI : subventions d'investissement accordées par l'Etat (mesures nouvelles) : *amendement n° 210* de la commission de la production et des échanges (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 12 millions de francs) : rejeté (p. 8893) ; *amendement n° 345* du Gouvernement (réduction de 10 millions des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 8893).

MM. Charretier (Maurice), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Bonnet (Alain), Bardol (Jean), Hautecœur (Alain).

- titre VI, ainsi modifié, adopté (p. 8893).

ETAT B. - TITRE IV, précédemment réservé : *amendement n° 346* du Gouvernement (majoration des crédits de 10 millions de francs) : adopté (p. 8893).

MM. Houteer (Gérard), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Bardol (Jean).

- titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 8893).

APRES L'ART. 73 : *amendement n° 218* de M. Jean Brocard (réactualisation du montant de la taxe pour frais de chambre de métiers) : rejeté (p. 8893).

MM. Bonnet (Alain), Brocard (Jean), Charretier (Maurice), Hautecœur (Alain), Bardol (Jean).

COMMERCE EXTÉRIEUR

DISCUSSION GÉNÉRALE [16 novembre 1979] (p. 10180).

Rappel au règlement de M. Jean-Louis Schneiter : intervention de M. Christian Pierret, rapporteur, ne reflétant pas la position de la commission des finances ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 10181) ; *Pierret (Christian)*, (p. 10181).

Agence pour la coopération technique industrielle et économique (A.C.T.I.M.) : *Deniau (Jean-François)*, (p. 10188).

Agro-alimentaire (industrie) : *Richard (Alain)*, (p. 10183) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 10188) ; ***Deniau (Jean-François)***, (p. 10188).

Aide publique au commerce extérieur : *Richard (Alain)*, (p. 10183) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187).

Algérie (commerce) : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182).

Armement : *Richard (Alain)*, (p. 10183).

Austérité et contrainte extérieure : *Bordu (Gérard)*, (p. 10183, 10184) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10185).

Automobile : *Richard (Alain)*, (p. 10183) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10190).

Biens de consommation (importations) : *Pierret (Christian)*, (p. 10190).

Brevets : *Pierret (Christian)*, (p. 10180).

Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187).

Chine (commerce) : *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 10188).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 10184).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (C.O.F.A.C.E.) : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187).

Déficit extérieur de 1979 : *Pierret (Christian)*, (p. 10180) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Moreau (Louise)*, (p. 10185) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10185) ; ***Deniau (Jean-François)***, (p. 10186).

Economie d'énergie et environnement : *Richard (Alain)*, (p. 10183).

Emploi : *Pierret (Christian)*, (p. 10181).

Equilibre extérieur en 1978 : *Pierret (Christian)*, (p. 10180) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10186).

Etats-Unis et Japon (commerce) : *Pierret (Christian)*, (p. 10180) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 10184) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10185) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187).

Franc : *Pierret (Christian)*, (p. 10180) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 10184).

Importations sauvages : ***Mayoud (Alain)***, (p. 10182) ; ***Deniau (Jean-François)***, (p. 10189).

Investissements à l'étranger : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182).

Machine-outil : ***Bordu (Gérard)***, (p. 10184).

Marché intérieur : ***Pierret (Christian)***, (p. 10181) ; ***Deniau (Jean-François)***, (p. 10189).

Pêche : *Revet (Charles)*, (p. 10186).

Pétrole : *Pierret (Christian)*, (p. 10180) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 10184) ; *Moreau (Louise)*, (p. 10184) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10185) ; *Revet (Charles)*, (p. 10186) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10186, 10187).

P.M.E. : *Moreau (Louise)*, (p. 10185) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187).

Recherche-développement : *Pierret (Christian)*, (p. 10180).

Service de l'expansion économique à l'étranger : *Mayoud (Alain)*, (p. 10182) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 10185) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10187, 10188).

Services (ventes de) : *Richard (Alain)*, (p. 10183) ; *Moreau (Louise)*, (p. 10185) ; *Deniau (Jean-François)*, (p. 10190).

Télématique : *Richard (Alain)*, (p. 10183) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 10184).

Zone franc : *Richard (Alain)*, (p. 10183).

EXAMEN DES CREDTIS [16 novembre 1979] (p. 10190).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 10190).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 444* de M. Georges Gosnat (réduction des crédits du centre français du commerce extérieur) : rejeté (p. 10191) ; *amendement n° 443* de M. Georges Gosnat (réduction des crédits de l'agence pour la coopération technique industrielle et économique) : rejeté (p. 10191).

MM. Bordu (Gérard), Pierret (Christian), Deniau (Jean-François).

– état B, titre IV, adopté (p. 10191).

ETAT C. TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat, adopté (p. 10191).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1979] (p. 10015).

Action de conversion : *Savary (Alain)*, (p. 10016).

Agro-alimentaire : *Monory (René)*, (p. 10019).

C.I.A.S.I. (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles) : *Monory (André)*, (p. 10018).

Emploi : *Savary (Alain)*, (p. 10016).

Entreprises nationales : *Delprat (Michel)*, (p. 10017).

Exportations (prêts aux) : *Savary (Alain)*, (p. 10016, 10017).

F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) : *Savary (Alain)*, (p. 10016) ; *Delprat (Michel)*, (p. 10017).

Fonds forestier national : *Delprat (Michel)*, (p. 10017).

F.S.I.R. (Fonds spécial d'investissement routier) : *Delprat (Michel)*, (p. 10017).

Présentation des comptes : *Savary (Alain)*, (p. 10015) ; *Delprat (Michel)*, (p. 10017) ; *Monory (René)*, (p. 10019).

Prêts aux Etats étrangers : *Savary (Alain)*, (p. 10017) ; *Monory (René)*, (p. 10019) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 10019).

Rapport Hannoun (aides à l'industrie) : *Savary (Alain)*, (p. 10016) ; *Monory (René)*, (p. 10018, 10019).

Sidérurgie : *Savary (Alain)*, (p. 10016) ; *Delprat (Michel)*, (p. 10018) ; *Monory (René)*, (p. 10020).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1979] (p. 10020).

ART. 34 (comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; services votés) : adopté (p. 10030).

ART. 36 à 44.

ART. 36 (comptes d'affectation spéciale : opérations définitives ; mesures nouvelles) : adopté (p. 10020).

ART. 37 (comptes retraçant des opérations à caractère temporaire ; services votés) : adopté (p. 10020).

ART. 38 (comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère temporaire ; mesures nouvelles) : adopté (p. 10020).

ART. 39 (clôture de comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 10020).

ART. 40 (comptes de commerce ; mesures nouvelles) : adopté (p. 10020).

ART. 41 (comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers ; mesures nouvelles) : adopté (p. 10020).

ART. 42 (clôture d'un compte de règlement avec les Gouvernements étrangers) : adopté (p. 10020).

ART. 43 (comptes d'avances ; mesures nouvelles) : adopté (p. 10021).

ART. 44 (regroupement de comptes d'avances et modification de l'objet d'un compte d'avances) : adopté (p. 10021).

ART. 45 (comptes de prêts et de consolidation ; mesures nouvelles) : *amendement n° 188* de M. Roger Combrisson (suppression de la dotation de la C.A.P.A. (Caisse d'amortissement pour l'acier) : rejeté (p. 10021).

Mme Gœuriot (Colette), Savary (Alain), Monory (René), Odru (Louis).

– article 45, adopté (p. 10021).

ART. 46 (clôture de comptes de prêts et modification de l'intitulé d'un compte de prêts), adopté (p. 10021).

ART. 47 (clôture d'un compte d'opérations monétaires) : adopté (p. 10021).

COOPERATION

DISCUSSION GENERALE [12 novembre 1979] (p. 9869).

Africanisation de l'enseignement primaire : *Ferretti (Henri)*, (p. 9872) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872).

Afrique du Sud : *Deschamps (Bernard)*, (p. 9872).

Aide au développement : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9869) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 9871) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873) ; *Bernard (Jean)*, (p. 9874).

Aide en matière de défense : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9870) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 9871) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9875) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9876).

Aides budgétaires : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9870) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 9871) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9875) ; *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Caisse centrale de coopération économique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873).

Cap Vert : *Galley (Robert)*, (p. 9880).

Centrafrique : *Galley (Robert)*, (p. 9877, 9879) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9878).

Contrôle de l'utilisation des crédits : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9876).

Convention de Lomé : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9870) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 9871) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9876).

Coopérants : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9870) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 9874) ; *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Coopération culturelle et technique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9875) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 9877) ; *Galley (Robert)*, (p. 9878).

Francophonie : *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Galley (Robert)*, (p. 9878).

Front Polisario : *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873).

Guinée-Bissau : *Galley (Robert)*, (p. 9880).

Haute-Volta : *Bernard (Jean)*, (p. 9874).

Ile Maurice : *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Interventions françaises en Afrique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 9873) ; *Vivien (Alain)*,

(p. 9875) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 9877) ; *Galley (Robert)*, (p. 9877, 9878).

Madagascar : *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Pétrole : *Bernard (Jean)*, (p. 9874).

Radio France internationale : *Ehrmann (Charles)*, (p. 9872) ; *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Recherche scientifique Outre-Mer : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9870).

Sahel : *Bernard (Jean)*, (p. 9874) ; *Galley (Robert)*, (p. 9879).

Scolarisation des enfants français à l'étranger : *Ferretti (Henri)*, (p. 9872).

Tchad : *Voisin (André-Georges)*, (p. 9869) ; *Galley (Robert)*, (p. 9878).

Volontaires du progrès : *Galley (Robert)*, (p. 9879).

EXAMEN DES CRÉDITS [12 novembre 1979] (p. 9880).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9880).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 457* de M. Alain Vivien (suppression des mesures nouvelles affectées aux aides aux armées nationales) : rejeté (p. 9882) ; *amendement n° 341* de M. Bernard Deschamps (suppression des crédits affectés à l'aide militaire au Zaïre, au Tchad et à la République centrafricaine) : rejeté par scrutin public n° 254 (p. 9882) ; liste des votants (p. 9885).

MM. Vivien (Alain), Montdargent (Robert), Voisin (André-Georges), Galley (Robert), Daillet (Jean-Marie).

- état B, titre IV, adopté (p. 9882).

ETAT C. - TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 9882).

ETAT C. - TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissements accordées par l'Etat : adopté (p. 9882).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 459* de M. Alain Vivien (information du Parlement sur la répartition des dotations des concours financiers ; réservant ces concours en priorité aux Etats dont le revenu national est le plus modeste) : rejeté par scrutin public n° 255 (p. 9884) ; liste des votants (p. 9886).

MM. Vivien (Alain), Voisin (André-Georges), Galley (Robert), Guermeur (Guy).

CRÉDITS MILITAIRES

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ESSENCES

DISCUSSION GÉNÉRALE [6 novembre 1979] (p. 9442, 9464, 9483).

Rappel au règlement de M. Pierre Girardot : irrecevabilité opposée en application de l'article 40 de la Constitution à six amendements communistes adoptés par la commission de la défense nationale et des forces armées : *Girardot (Pierre)*, (p. 9490) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 9491) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 9491).

Armée de conscription ou armée de métier : *Hernu (Charles)*, (p. 9465) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9471) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 9474) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9479).

Armée de l'air (crédits) : *Cressard (Jacques)*, (p. 9442) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 9445) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9450) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457).

Armée de terre (effectifs) : *Rossi (André)*, (p. 9444).

Armée de terre (réorganisation) : *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457).

Armement nucléaire tactique : *Cressard (Jacques)*, (p. 9443) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9452) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9478).

Appelés (effectifs) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9447) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9452) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467).

Appelés (solde et allocation spécifique en fin de service) : *Rossi (André)*, (p. 9444) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9451) ; *Hernu (Charles)*, (p. 9464) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9471) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 9474) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9479).

Aviation militaire de transport : *Bouvard (Loïc)*, (p. 9451) ; *Léotard (François)*, (p. 9470).

Carburants (estimation et effets de la hausse des prix) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9448) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9449) ; *Bouvard (loïc)*, (p. 9450) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9479).

Casernements (entretien et rénovation) : *Rossi (André)*, (p. 9445) ; *Cabanel (Guy)*,

(p. 9446) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9452) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480).

Entraînement des troupes : *Hernu (Charles)*, (p. 9465) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9470).

Entretien programmé des matériels : *Rossi (André)*, (p. 9445) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9447) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9461) ; *Rossinot (André)*, (p. 9459) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9471).

Force nucléaire stratégique : *Cressard (Jacques)*, (p. 9443) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9449) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9451) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9456) ; *Lancien (Yves)*, (p. 9460) ; *Léotard (François)*, (p. 9469) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9476, 9477).

Forces d'intervention : *Visse (René)*, (p. 9466) ; *Léotard (François)*, (p. 9470) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9479).

Garde républicaine : *Maillet (Raymond)*, (p. 9473) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9481).

Gendarmerie (crédits) : *Cressard (Jacques)*, (p. 9442) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9455).

Gendarmerie (effectifs) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9446) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9455) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 9472) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480).

Gendarmerie (équipement) : *Chinaud (Roger)*, (p. 9456) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457).

Gendarmes (conditions de travail et de logement) : *Chinaud (Roger)*, (p. 9455) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467) ; *Abadie (François)*, (p. 9475).

Gendarmes auxillaires : *Rossi (André)*, (p. 9445).

Impact des dépenses militaires sur l'économie : *Mauger (Pierre)*, (p. 9449) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9476).

Information du Parlement sur la défense : *Hernu (Charles)*, (p. 9464) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9473) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9475, 9476).

Ingénieurs des études et techniques de l'armement : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9447) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9448) ; *Berest (Eugène)*, (p. 9463) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9473) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480).

Loi de programmation militaire (application) : *Cressard (Jacques)*, (p. 9443) ; *Rossi (André)*, (p. 9444) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9448) ; *Tomasini (René)*, (p. 9453) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9456).

Marine (crédits) : *Cressard (Jacques)*, (p. 9442) ; *Tomasini (René)*, (p. 9453) ; *Darinot (Louis)*, (p. 9458) ; *Berest (Eugène)*, (p. 9464).

Marine (effectifs : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9447).

Marine (évolution du tonnage) : *Tomasini (René)*, (p. 9454) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457) ; *Darinot (Louis)*, (p. 9458) ; *Visse (René)*, (p. 9466) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9478).

Marine (missions du service public) : *Tomasini (René)*, (p. 9454) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9478).

Moral des troupes : *Bozzi (Jean)*, (p. 9452) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457) ; *Rolland (Hector)*, (p. 9467) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9470) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 9474) ; *Abadie (François)*, (p. 9475).

Objecteurs de conscience : *Avice (Edwige)*, (p. 9471).

O.T.A.N. et intégration européenne : *Hernu (Charles)*, (p. 9465) ; *Visse (René)*, (p. 9465) ; *Vial-Massat (Théo)*, (p. 9469) ; *Léotard (François)*, (p. 9470).

Ouvriers de l'armement et situation des arseneaux : *Mauger (Pierre)*, (p. 9449) ; *Darinot (Louis)*, (p. 9459) ; *Vial-Massat (Théo)*, (p. 9468, 9469) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9473, 9481) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9481).

Pouvoir d'achat des militaires : *Hernu (Charles)*, (p. 9465) ; *Visse (René)*, (p. 9465) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9467) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 9471).

Produit intérieur brut marchand (part consacrée à la défense) : *Rossi (André)*, (p. 9444).

Recherche militaire : *Cressard (Jacques)*, (p. 9443) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 9446) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 9452) ; *Hernu (Charles)*, (p. 9465).

Relations armée-nation : *Mauger (Pierre)*, (p. 9449) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457) ; *Léotard (François)*, (p. 9470).

Retraites militaires : *Rossi (André)*, (p. 9445) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 9456) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9457) ; *Berest (Eugène)*, (p. 9463, 8464) ; *Hernu (Charles)*, (p. 9464) ; *Aumont (Robert)*, (p. 9468) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 9471) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 9472) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 9473) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480, 9482).

S.D.E.C.E. (service de documentation et de contre-espionnage) : *Mauger (Pierre)*, (p. 9449).

Secrétaires administratifs : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9447) ; *Berest (Eugène)*, (p. 9464) ;

Le Drian (Jean-Yves), (p. 9473) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480).

Sécurité militaire et discipline dans l'armée : *Jourdan (Emile)*, (p. 9474) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9480).

Service de santé : *Mauger (Pierre)*, (p. 9448) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 980).

Situation internationale : *Tomasini (René)*, (p. 9453) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 9458) ; *Lancien (Yves)*, (p. 9460) ; *Visse (René)*, (p. 9465, 9466) ; *Rolland (Hector)*, (p. 9467) ; *Léotard (François)*, (p. 9469, 9470).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins : *Cabanel (Guy)*, (p. 9446) ; *Darinot (Louis)*, (p. 9459) ; *Lancien (Yves)*, (p. 9460) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9477).

Veuves de militaires : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 9448) ; *Hernu (Charles)*, (p. 9464) ; *Aumont (Charles)*, (p. 9468) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 9472) ; *Abadie (François)*, (p. 9475) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9482).

PROCEDURE DES QUESTIONS [6 novembre 1979] (p. 9484).

Arsenal de Lorient (plan de charge) : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 9486) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9486).

Défense civile (abris souterrains) : *Huyghues des Etages (Jacques)*, (p. 9490) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9490).

Force nucléaire stratégique : *Tourrain (Raymond)*, (p. 9488) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9488).

Gendarmerie (effectifs) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 9489) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9490).

Gendarmerie et police (coordination de leur action contre l'insécurité) et rapport Racine : *Hamelin (Xavier)*, (p. 9485) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9485).

Gendarmes (conditions de logement) : *Tourrain (Raymond)*, (p. 9489) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9489).

Gestion des participations publiques à la S.N.I.A.S. et à la société des avions Marcel Dassault : *Tourrain (Raymond)*, (p. 9484) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9484, 9485).

Groupement industriel des armements terrestres (G.I.A.T.) : *Auroux (Jean)*, (p. 9490) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9490).

Hôpital maritime de Lorient : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 9486) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9486).

Hôpitaux, écoles et arsenaux militaires (maintien en service) : *Lazzarino (Georges)*, (p. 9484) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9484).

Interventions françaises en Afrique : *Aumont (Robert)*, (p. 9487) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9487).

Médaille militaire (anciens combattants d'Orient) : *Crenn (Jean)*, (p. 9489) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9489).

Ouvriers de l'armement et situation des arsenaux : *Lazzarino (Georges)*, (p. 9484) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9484).

Retraites militaires : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 9486) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9487).

Sécurité militaire : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9488) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9488).

Systèmes radar Awacs, Nimrod et Nadge : *Huyghues des Etages (Jacques)*, (p. 9487) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9487).

Veuves de militaires : *Crenn (Jean)*, (p. 9485) ; *Bourges (Yvon)*, (p. 9485).

EXAMEN DES CREDITS [6 novembre 1979] (p. 9491).

ART. 29 (crédits ouverts au ministre de la défense au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires) : *amendement n° 391* de M. René Visse (suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire) : rejeté (p. 9491) ; *amendement n° 404* de M. Charles Hernu (suppression des crédits consacrés à la sécurité militaire) : rejeté par scrutin public n° 248 (p. 9492) ; liste des votants (p. 9499) ; *amendement n° 418* de M. Louis Mexandeau (réduction de crédits concernant les subventions à l'Institut Auguste Comte) : rejeté (p. 9493).

MM. Bourgois (Irénée), Rossi (André), Bourges (Yvon), Aumont (Robert), Bozzi (Jean), Vial-Massat (Théo), Mexandeau (Louis).

– article 29, adopté (p. 9493).

ART. 30 (crédits ouverts au ministre de la défense au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital) : *amendement n° 407* de M. René Visse (suppression des crédits affectés à l'étude de la bombe à neutrons) : rejeté (p. 9494) ; *amendement n° 245* de la commission des finances (suppression des crédits affectés aux organismes interarmées du budget du ministère de la défense en vue de leur rétablissement au budget du S.G.D.N.) : adopté (p. 9494) ; *amendement n° 405* de M. René Visse (suppression des crédits affectés au stationnement des troupes françaises en Afrique) : rejeté (p. 9494) ; *amendement n° 406* de M. René Visse (suppression des crédits affectés à la mise sur pied de la 31e demi-brigade destinée à renforcer les forces d'intervention) : rejeté (p. 9495) ; *amendement*

n° 392 de M. René Visse (suppression des mesures nouvelles prévues à l'article 30 pour le financement d'équipements destinés au S.D.E.C.E.) : rejeté (p. 9495) ; *amendement n° 393* de M. René Visse (suppression des mesures nouvelles destinées au financement des infrastructures de la direction de la sécurité militaire) : rejeté (p. 9496).

MM. Visse (René), Cressard (Jacques), Bourges (Yvon), Girardot (Pierre), Maillet (Raymond), Rossi (André), Vial-Massat (Théo).

– article 30, ainsi modifié, adopté (p. 9496) ; crédits supprimés rétablis en seconde délibération (amendement n° 21 du Gouvernement).

ART. 31, ETAT D. – TITRE III (autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1981) : adopté (p. 9496).

ART. 32 (budget annexe du service des essences ; services votés) : adopté (p. 9496).

ART. 33 (autorisations de programme et crédits ouverts au titre des mesures nouvelles du budget annexe du service des essences) : adopté (p. 9496).

APRES L'ART. 76 : *amendement n° 260* de la commission des finances (remplacement de la référence à un certain pourcentage du budget de l'Etat pour déterminer le montant global des crédits militaires par une référence à un certain pourcentage du produit intérieur brut marchand) : adopté (p. 9496).

MM. Cressard (Jacques), Bourges (Yvon).

CULTURE ET COMMUNICATION

DISCUSSION GENERALE [26 octobre 1979] (p. 9016).

André Malraux (action à la tête du ministère des affaires culturelles) : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9021, 9033) ; *Hermier (Guy)*, (p. 9024).

Année du patrimoine : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9021) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9022) ; Fuchs (Jean-Paul), (p. 9026) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 9027) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 9029).

Bibliothèques et lecture publique : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9018) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 9027) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9035).

Centre Georges-Pompidou : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016, 9017) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9018) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9033).

Charte culturelle bretonne : *Cressard (Jacques)*, (p. 9031, 9032) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9034, 9035).

Cinéma : *Ralite (Jack)*, (p. 9018, 9019, 9020, 9021) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9020).

Comédie française : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016, 9017).

Culture et profit : *Ralite (Jack)*, (p. 9018) ; *Hermier (Guy)*, (p. 9024) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 9028).

Décentralisation culturelle : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9017) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9022, 9034) ; *Hermier (Guy)*, (p. 9024) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9026) ; *Ralite (Jack)*, (p. 9030).

Livre et film français à l'étranger : *Baumel (Jacques)*, (p. 9032) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9035).

Lyon (développement culturel : *Taddei (Dominique)*, (p. 9027) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9027).

Magnétoscope : *Baumel (Jacques)*, (p. 9033).

Maison de la culture de Seine-Saint-Denis : *Hermier (Guy)*, (p. 9025).

Métiers d'art : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9017).

Musée des arts et techniques : *Hermier (Guy)*, (p. 9025).

Musées et monuments historiques (rémunération du personnel) : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9017) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9022) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9034).

Musique (enseignement) : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9018) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9021, 9035) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9023) ; *Hermier (Guy)*, (p. 9025) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9026) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 9028) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 9026).

Opéra de Paris : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016, 9017) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9018).

Théâtre de Chaillot : *Tissandier (Maurice)*, (p. 9016) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9018, 9034) ; *Hermier (Guy)*, (p. 9024) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 9028) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9033).

Un pour cent culturel (généralisation à tous les bâtiments d'Etat) : *Péricard (Michel)*, (p. 9023) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 9029).

EXAMEN DES CREDITS [26 octobre 1979] (p. 9035).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des

services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9035).

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9035).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 9035).

ETAT C. – TITRE VI : répartition autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissements accordées par l'Etat : adopté (p. 9035, 9036).

ETAT D. – TITRE III : autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1981 : adopté (p. 9036).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

DISCUSSION GENERALE [31 octobre 1979] (p. 9253).

Rappel au règlement de M. Jean Fontaine, article 118 du règlement, vote des crédits des D.O.M. avec ceux du ministère de l'intérieur : *Fontaine (Jean)*, (p. 9262) ; *Stasi (Bernard)*, (p. 9263).

Agitation politique dans les D.O.M. : *Franceschi (Joseph)*, (p. 9268 ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9270) ; *Debré (Michel)*, (p. 9272) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 9273) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 9274) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9277, 9278) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9282).

Agriculture : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9270) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 9273) ; *Moustache (José)*, (p. 9277) ; *Petit (Camille)*, (p. 9280) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9284).

B.U.M.I.D.O.M. (Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9253) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 9275) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9286).

Communauté européenne (situation des D.O.M.) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Debré (Michel)*, (p. 9254, 9271) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9286).

Conteneurisation des bananes : *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 9273).

Crise économique dans les D.O.M. : *Rocca Serra (Jean-Paul)*, (p. 9254) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9269) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 9273) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9278) ; *Petit (Camille)*, (p. 9279).

Cyclones ayant frappé les Antilles en 1979 : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9253, 9255) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9266) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 9273) ; *Sablé (Victor)*, (p. 9276) ; *Moustache (José)*, (p. 9277) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9279) ; *Petit (Camille)*, (p. 9280) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9285).

F.I.D.O.M. : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9253) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9266) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 9269) ; *Sablé (Victor)*, (p. 9276) ; *Moustache (José)*, (p. 9277) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9283).

Fiscalité (régime des D.O.M.) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9266) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Sablé (Victor)*, (p. 9276) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9278) ; *Petit (Camille)*, (p. 9280) ; *Rivierez (Hector)*, (p. 9276) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9278) ; *Petit (Camille)*, (p. 9280) ; *Rivierez (Hector)* ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9287).

Fonctionnaires en service dans les D.O.M. (rémunérations) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9266) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 9273) ; *Césaire (Aimé)*, (p. 9274) ; *Sablé (Victor)*, (p. 9276) ; *Moustache (José)*, (p. 9277) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9297) ; *Petit (Camille)*, (p. 9280) ; *Rivierez (Hector)*, (p. 9281) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9287).

Guyane : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9253) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9268) ; *Rivierez (Hector)*, (p. 9281) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9284).

La Réunion : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 9269) ; *Debré (Michel)*, (p. 9271) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 9275) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9283).

Législation sociale : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9265, 9266) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9268) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 9269) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 9270) ; *Debré (Michel)*, (p. 9271) ; *Sablé (Victor)*, (p. 9276) ; *Moustache (José)*, (p. 9277) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 9278) ; *Petit (Camille)*, (p. 9279) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9286).

Mayotte : *Bamana (Younoussa)*, (p. 9272, 9273) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9288).

Saint-Pierre et Miquelon : *Plantagenest (Marc)*, (p. 9279) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9288).

Secrétariat d'Etat aux D.O.M.-T.O.M. (missions et organisation) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9253) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 9265) ; *Martin (Claude)*, (p. 9267) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9283).

Tourisme : *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 9254) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9284).

Transport aérien : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 9269) ; *Debré (Michel)*, (p. 9272) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 9275).

EXAMEN DES CRÉDITS ET ARTICLES RATTACHÉS [31 octobre 1979] (p. 9289).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendements* identiques *n° 358* de M. Didier Julia et *n° 368* de la commission de la production (suppression des crédits affectés à l'augmentation des frais de personnel de l'administration centrale en signe de protestation contre les menaces pesant sur la prime de vie chère allouée aux fonctionnaires servant dans les D.O.M.) : retirés (p. 9289) ; *amendement n° 325* de M. Jean Fontaine (suppression des crédits prévus pour le corps préfectoral et les tribunaux administratifs dans les départements d'Outre-Mer en vue de leur transfert dans les crédits du ministère de l'intérieur) : rejeté (p. 9291) ; *amendement n° 383* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (suppression des crédits relatifs aux tribunaux administratifs dans les départements d'Outre-Mer en vue de leur rétablissement dans le budget du ministère de l'intérieur après augmentation du nombre de création de postes) : adopté (p. 9291) ; *amendement n° 384* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (suppression des crédits destinés au comité interministériel permanent de coordination pour les départements d'Outre-Mer qui n'existent plus) : adopté (p. 9292).

MM. Julia (Didier), Martin (Claude), Rocca Serra (Jean-Paul de), Dijoud (Paul), Moustache (José), Guermeur (Guy), Kalinsky (Maxime), Fontaine (Jean), Séguin (Philippe), Franceschi (Joseph).

– titre III, ainsi modifié, adopté (p. 9292).

ETAT B. – TITRE IV : réduction des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9292).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9292).

ETAT C. – TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat : *amendement n° 385* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (suppression d'un crédit inscrit au FIDOM pour le financement des programmes d'activités ou de recherche spatiale) : retiré (p. 9292).

MM. Séguin (Philippe), Rocca Serra (Jean-Paul de), Dijoud (Paul).

– titre VI, adopté (p. 9292).

ART. 77 RATTACHÉ : (institution dans les départements d'outre-mer d'un régime d'indemnisation des calamités agricoles) : *amendements* identiques n° 261 de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan et *n° 369* de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 77) : adopté (p. 9293).

ECONOMIE ET BUDGET

I. – Charges communes.

DISCUSSION GÉNÉRALE [12 novembre 1979] (p. 9834).

Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835).

Amnistie : *Léotard (François)*, (p. 9840) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9842).

Bonifications d'intérêts : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835).

Charbon (relance de la production) : *Nucci (Christian)*, (p. 9836).

Déficit extérieur : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835).

Dette extérieure des entreprises publiques : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9836).

Dette publique : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9834, 9835) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9841) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

E.D.F. (programme nucléaire) : *Nucci (Christian)*, (p. 9836).

Entreprises publiques (financement) : *Nucci (Christian)*, (p. 9836).

Fonds national de solidarité (plafond de ressources) : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

Indemnisation des rapatriés et A.N.I.F.O.M. : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835) ;

Bayou (Raoul), (p. 9837) ; *Léotard (François)*, (p. 9840) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9841) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9842).

Parc de la Villette (financement) : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 9837, 9838) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

Pensions de retraite : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9838, 9839) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 9839) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

Primes de développement régional : *Papon (Maurice)*, (p. 9841).

Sociétés nationales d'assurances sur la vie : *Chauvet (Augustin)*, (p. 9835).

EXAMEN DES CREDITS [12 novembre 1979] (p. 9842).

ETAT B. – TITRE III : adopté (p. 9843).

ETAT B. – TITRE IV : adopté (p. 9843).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : *amendement* n° 446 de M. Alain Richard (suppression des autorisations de programme et crédits de paiement destinés à doter en capital les entreprises publiques en vue de leur rétablissement dans le budget du ministère de l'économie) : rejeté (p. 9843) ; *amendement n° 243* de la commission des finances (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : rejeté (p. 9844).

MM. Richard (Alain), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

– état C, titre V, adopté (p. 9844).

ETAT C. – TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissements accordées par l'Etat) : *amendement n° 447* de M. Alain Richard (suppression des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs à l'aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois et aux primes de développement des petites et moyennes entreprises en vue de leur rattachement aux crédits du Premier ministre et du ministère de l'industrie) : rejeté (p. 9844) ; *amendement n° 244* de la commission des finances (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : rejeté (p. 9844).

MM. Richard (Alain), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

– état C, titre VI, adopté (p. 9844).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 449* de M. Alain Richard (amélioration de l'information du Parlement sur les bénéficiaires des aides publiques aux entreprises) : rejeté (p. 9845).

MM. Richard (Alain), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice).

II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

DISCUSSION GENERALE [12 novembre 1979] (p. 9821).

Commission de la concurrence : *Malvy (Martin)*, (p. 9823) ; *Monory (René)*, (p. 9825).

Contrôle fiscal : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9821) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9827).

Direction générale de la concurrence et de la consommation : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9821, 9822) ; *Malvy (Martin)*, (p. 9823) ; *Gosnat (Georges)*, (p. 9823) ; *Monory (René)*, (p. 9825).

Direction générale des impôts (effectifs) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 9824).

Economies d'énergie : *Papon (Maurice)*, (p. 9826).

Fraude fiscale : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9821) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 9824) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9826).

Fraude sur l'alcool : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9821) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9827).

Hausse des prix : *Gosnat (Georges)*, (p. 9823).

I.N.C. (Institut national de la consommation) : *Malvy (Martin)*, (p. 9822) ; *Monory (René)*, (p. 9826).

Libération des prix : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9822) ; *Malvy (Martin)*, (p. 9822, 9823) ; *Monory (René)*, (p. 9825).

Lutte contre les ententes : *Malvy (Martin)*, (p. 9823) ; *Gosnat (Georges)*, (p. 9824).

Protection du consommateur : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9822) ; *Malvy (Martin)*, (p. 9822) ; *Monory (René)*, (p. 9825).

Sécurité des personnels : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9821) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9826).

EXAMEN DES CREDITS [12 novembre 1979] (p. 27), [16 novembre 1979] (p. 10190).

II. – Section commune.

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 451* de M. Alain Richard (réduction des crédits du titre III qui correspondent à la rémunération des agents de la direction générale de la concurrence et de la consommation en signe de protestation contre la réduction des effectifs) : rejeté (p. 9828).

MM. Richard (Alain), Hamel (Emmanuel), Monory (René), Malvy (Martin), Emmanuelli (Henri).

– état B, titre III, adopté (p. 9829).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles); investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 9829).

II. – Economie.

ETAT B. – TITRE IV : **Economie et budget**. – III. **Economie :** *amendement n° 433* de la commission de la production et des échanges (réduction des crédits prévus pour les subventions accordées aux organisations de consommateurs en cas d'études insuffisamment vérifiées) : rejeté (p. 9830).

MM. Malvy (Martin), Hamel (Emmanuel), Monory (René), Malvy (Martin), Emmanuelli (Henri).

Crédits inscrits à la ligne Economie et Budget. – III. Economie ; vote lors de l'examen des crédits concernant le commerce extérieur (p. 9829), adoptés (p. 10190).

AVANT L'ART. 74 : *amendement n° 435* de la commission de la production et des échanges (tendant à rendre les sociétés holding définies selon les critères retenus par l'I.N.S.E.E. passibles en cas d'infraction à l'article 53 de l'ordonnance de 1945 d'amendes pouvant s'élever à cinq millions de francs) : rejeté (p. 9831) ; *amendement n° 436 de la commission de la production et des échanges (portant à un million de francs le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ou aux personnes morales ayant enfreint les règles à la répression des ententes illicites) ; sous-amendement du Gouvernement (portant à deux cent mille francs le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ayant enfreint les règles relatives à la répression des ententes illicites) : adopté (p. 9831) ; amendement n° 436,* ainsi modifié, adopté (p. 9831) ; *amendement n° 455* rectifié du Gouvernement (exécution des décisions du ministre de l'économie infligeant des sanctions pécuniaires selon les règles prévues pour les amendes et autres condamnations pécuniaires) : adopté (p. 9832) ; *amendement n° 437* de la commission de la production (recouvrement des sanctions pécuniaires infligées par le ministre de l'économie suivant suivant les règles prévues pour le recouvrement des impôts directs) : retiré (p. 9832).

MM. Malvy (Martin), Hamel (Emmanuel), Monory (René), Emmanuelli (Henri), Martin (Claude).

IV. – Budget.

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 456* de M. Joseph Franceschi (réduction de crédits en signe d'une volonté de voir aboutir la mensualisation des pensions) : adopté par scrutin public n° 253 (p. 9834) ; liste des votants (p. 9863) ; crédits rétablis en seconde délibération (amendement n° 22 du Gouvernement).

MM. Franceschi (Joseph), Hamel (Emmanuel), Emmanuelli (Henri), Papon (Maurice).

– état B, titre III, ainsi modifié, adopté (p. 9834).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : adopté (p. 9834).

EDUCATION

DISCUSSION GENERALE [22 octobre 1979] (p. 8714).

Apprentissage : *Bapt (Gérard),* (p. 8739).

Ateliers technologiques complémentaires : *Bapt (Gérard),* (p. 8739) ; *Neuwirth (Lucien),* (p. 8717) ; *Pinte (Etienne),* (p. 8718).

Autonomie des établissements : *Pelletier (Jacques),* (p. 8747).

Baccalauréat option sport : *Benoit (René),* (p. 8735).

Bourses : *Faure (Gilbert),* (p. 8742) ; *Beullac (Christian),* (p. 8750) ; *Royer (Jean),* (p. 8715) ; *Moreau (Gisèle),* (p. 8723) ; *Brunhes (Jacques),* (p. 8729).

Breton (enseignement du) : *Cressard (Jacques),* (p. 8730).

Contrôle de l'enseignement : *Pelletier (Jacques)*, (p. 8747).

Constructions dans les D.O.M.-T.O.M. : *Pelletier (Jacques)*, (p. 8748) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 8716).

Constructions scolaires : *Bapt (Gérard)*, (p. 8739) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 8748) ; *Pelletier (Jacques)*, (p. 8748) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 8716, 8717) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718) ; *Birraux (Claude)*, (p. 8728) ; *Durr (André)*, (p. 8734).

Cours spéciaux : *Perrut (Francisque)*, (p. 8740).

Directeurs d'école (statut des) : *Petit (André)*, (p. 8738) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 8726).

Documentalistes (statut des) : *Mancel (Jean-François)*, (p. 8744).

Ecoles françaises à l'étranger : *Pelletier (Jacques)*, (p. 8747) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 8732).

Ecoles normales : *Hage (Georges)*, (p. 8738).

Education physique : *Benoit (René)*, (p. 8734, 9735) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8749).

Effectifs des classes : *Kalinski (Maxime)*, (p. 8736) ; *Hage (Georges)*, (p. 8738) ; *Gœuriot (Colette)*, (p. 8741) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 8743) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8749) ; *Neuwirth (Lucien)*, (p. 8717) ; *Royer (Jean)*, (p. 8714) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 8723).

Enseignement en alternance : *Constans (Hélène)*, (p. 8744) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718) ; *Birraux (Claude)*, (p. 8728).

Enseignement des langues : *Constans (Hélène)*, (p. 8744) ; *Pelletier (Jacques)*, (p. 8748).

Enseignement pré-scolaire et primaire : *Royer (Jean)*, (p. 8714) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725) ; *Nucci (Christian)*, (p. 8727).

Enseignement privé : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 8732).

Enseignement technique : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8736) ; *Pelletier (Jacques)*, (p. 8748) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8750) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 8723) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 8733) ; *Durr (André)*, (p. 8734).

Fermetures de classes : *Neuwirth (Lucien)*, (p. 8716) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 8723) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 8732).

Formation des enseignants : *Beullac (Christian)*, (p. 8749) ; *Royer (Jean)*, (p. 8715).

Gratuité : *Faure (Gilbert)*, (p. 8742) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 8745) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8750).

Groupements de communes : *Petit (André)*, (p. 8738).

Histoire (enseignement de l') : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8736) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 8740) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725) ; *Cressard (Jacques)*, (p. 8730).

Ile-de-France (situation en) : *Petit (André)*, (p. 8737) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 8746) ; *Pelletier (Jacques)*, (p. 8748).

Institut de recherche sur l'enseignement mathématique : *Constans (Hélène)*, (p. 8744).

Instituteurs (nouvelle formation des) : *Benoit (René)*, (p. 8734) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 8745) ; *Royer (Jean)*, (p. 8715) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718).

Jeunes sortant du système éducatif sans diplôme : *Royer (Jean)*, (p. 8716) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 8723) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8726) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 8729) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 8733).

Loi Roustan : *Moreau (Gisèle)*, (p. 8724) ; *Birraux (Claude)*, (p. 8728) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 8732).

Maîtres auxiliaires : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 8735, 8736) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 8744) ; *Royer (Jean)*, (p. 8715) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8730, 8731) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 8732).

Morale et instruction civique : *Petit (André)*, (p. 8738) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 8740) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 8746) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8730, 8731).

Pédagogie (expériences nouvelles) : *Laurain (Jean)*, (p. 8731, 8732).

Personnels de l'éducation non enseignants : *Santrot (Jacques)*, (p. 8737) ; *Hage (Georges)*, (p. 8738) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 8746) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8750).

Polynésie française : *Flosse (Gaston)*, (p. 8741, 8742) ; *Pelletier (Jacque)*, (p. 8747).

Pré-scolarisation : *Micaux (Pierre)*, (p. 8743) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 8744).

Région Nord-Pas-de-Calais : *Pringalle (Claude)*, (p. 8746).

Remplacements : *Petit (André)*, (p. 8737) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 8744) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725).

Salaires des enseignants : *Hage (Georges)*, (p. 8738).

Santé scolaire : *Santrot (Jacques)*, (p. 8737).

Sections sport-études : *Benoit (René)*, (p. 8735) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8750).

Statut des enseignants : *Gœuriot (Colette)*, (p. 8741) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 8746) ; *Beullac (Christian)*, (p. 8750).

Surveillants : *Royer (Jean)*, (p. 8714) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 8718) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725).

Transports scolaires : *Faure (Gilbert)*, (p. 8742) ; *Royer (Jean)*, (p. 8715) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 8723) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8725) ; *Nucci (Christian)*, (p. 8727) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 8729).

EXAMEN DES CREDITS [22 octobre 1979] (p. 8751).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 264* de M. Jack Ralite (réduction des crédits affectés aux frais de déplacement de l'administration centrale en vue d'en faire bénéficier l'enseignement musical) : rejeté au scrutin public n° 244 (p. 8752) ; liste des votants (p. 8759) ; *amendement n° 295* de la commission des affaires culturelles (utilisation des économies réalisées par les suppressions de postes de surveillants pour accroître le nombre des emplois de personnels de service ou d'intendance) : rejeté (p. 8753).

MM. Ralite (Jack), Pinte (Etienne), Beullac (Christian), Pringalle (Claude), Laurain (Jean), Royer (Jean).

- titre III, adopté (p. 8753).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 8753).

ETAT C. - TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : *amendement n° 296* de la commission des affaires culturelles (diminution des autorisations de programme et des crédits de paiement pour favoriser l'éducation manuelle et technique) : rejeté (p. 8754).

MM. Pinte (Etienne), Gissinger (Antoine), Royer (Jean), Beullac (Christian), Ralite (Jack).

- titre V, adopté (p. 8754).

ETAT C. - TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) : subventions d'investissement accordées par l'Etat : adopté (p. 8754).

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

DISCUSSION GENERALE [30 octobre 1979] (p. 9166).

Accession à la propriété : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9176) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9195) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9201, 9202).

Agence pour l'atmosphère : *Ornano (Michel d')*, (p. 9207) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9167).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets : *Fost (Paulette)*, (p. 9196) ; *esmin (Georges)*, (p. 9167) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9169).

Amélioration de l'habitat : *Aubert (François d')*, (p. 9173) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9176) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9177) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 9184) ; *Briane (Jean)*, (p. 9191, 9192) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9195) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9201).

A.N.A.H. (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) : *Briane (Jean)*, (p. 9192).

A.P.L. (Aide personnalisée au logement) : *Aubert (François d')*, (p. 9173, 9274) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9175) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9177) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9195) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9201).

Apport personnel : *Ornano (Michel d')*, (p. 9201).

Assurance construction : *Aubert (François d')*, (p. 9174).

Blocage des loyers et réduction des charges : *Canacos (Henry)*, (p. 9178) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 9193) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 9194).

Bruit : *Raymond (Alex)*, (p. 9171) ; *Fost (Paulette)*, (p. 9196) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9208) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9168) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9169).

Charte de l'animal : *Nungesser (Roland)*, (p. 9189).

Comité des techniques propres : *Auroux (Jean)*, (p. 9179) ; *Fost (Paulette)*, (p. 9196) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9167).

Conservatoire du littoral : *Nungesser (Roland)*, (p. 9189) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 9198, 9199).

Construction : *Aubert (François d')*, (p. 9174) ; *Canacos (Henry)*, (p. 9178) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9180) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9200).

Conventionnement : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9175) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9177) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9180) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9203).

Documents d'urbanisme : *Canacos (Henry)*,

(p. 9172) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 9188) ; *Briane (Jean)*, (p. 9192) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9206) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9166, 9167).

D.O.M.-T.O.M. : *Raymond (Alex)*, (p. 9171) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9176).

Eau (protection de l') : *Raymond (Alex)*, (p. 9171) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 9190, 9191) ; *Ornano (Michel)*, (p. 9207, 9208).

Economies d'énergie : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9176) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9179) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 9173).

Epargne-logement : *Bèche (Guy)*, (p. 9194).

Espaces verts : *Ornano (Michel d')*, (p. 9206) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9167) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9169).

Etudes d'impact : *Mermaz (Louis)*, (p. 9188) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9168).

F.I.D.A.R. (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural : *Chazalon (André)*, (p. 9183).

Fiscalité du logement : *Andrieux (Maurice)*, (p. 9176) ; *Ornano (Michel)*, (p. 9202).

Forêt : *Garcin (Edmond)*, (p. 9198) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9169).

Habitat individuel : *Mermaz (Louis)*, (p. 9184) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 9189) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9202).

H.L.M. : *Andrieux (Maurice)*, (p. 9177) ; *Canacos (Henry)*, (p. 9178, 9179) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9180) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 9182).

Inspection des établissements classés : *Raymond (Alex)*, (p. 9170) ; *Fost (Paulette)*, (p. 9196).

Jeunes : *Bèche (Guy)*, (p. 9194).

Logement neuf : *Ornano (Michel d')*, (p. 9202).

Logement social : *Moreau (Gisèle)*, (p. 9194) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9202).

Logements vacants : *Mermaz (Louis)*, (p. 9184).

Méditerranée (pollution de la) : *Porelli (Vincent)*, (p. 9190) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9207) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9170).

Mer (pollution de la) : *Raymond (Alex)*, (p. 9171).

P.A.P. (Programme d'action prioritaire) : *Aubert (François d')*, (p. 9174) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9105).

Parcs nationaux : *Raymond (Alex)*, (p. 9171) ; *Fost (Paulette)*, (p. 9196) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9168).

Parcs régionaux : *Chazalon (André)*, (p. 9182) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 9190) ; *Duroure (Roger)*, (p. 9199, 9200) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9208).

Présentation budgétaire : *Canacos (Henry)*, (p. 9172) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9201) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9166).

Prêts pour le logement : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 9175) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9177).

Réforme de l'aide au logement : *Ligot (Maurice)*, (p. 9181) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9179) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 9184) ; *Briane (Jean)*, (p. 9132).

Réserves foncières des communes : *Canacos (Henry)*, (p. 9173).

Rhin (pollution du) : *Fost (Paulette)*, (p. 9196) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9170).

Rhône (pollution du) : *Porelli (Vincent)*, (p. 9189).

Ségrégation sociale dans le logement : *Canacos (Henry)*, (p. 9173) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 9184) ; *Briane (Jean)*, (p. 9192).

Sociétés d'économie mixte : *Ligot (Maurice)*, (p. 9181) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9207).

Spéculation foncière : *Canacos (Henry)*, (p. 9178) ; *Auroux (Jean)*, (p. 9179) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 9194) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9201).

Structures départementales de l'environnement : *Raymond (Alex)*, (p. 9171) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9208).

Subvention pour surcharge foncière : *Aubert (François d')*, (p. 9174) ; *Weinsenhorn (Pierre)*, (p. 9175) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9202).

Transports : *Fost (Paulette)*, (p. 9196).

Urbanisaion : *Mermaz (Louis)*, (p. 9184) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 9188).

Villes nouvelles : *Ornano (Michel d')*, (p. 9207) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9167).

PROCEDURE DES QUESTIONS [30 octobre 1979] (p. 9208).

Allocation logement supplémentaire supplémentaire pour les chômeurs : *Gouhier (Roger)*, (p. 9210) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9210).

A.N.A.H. (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) : Martin (Claude), (p. 9214) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9214, 9215) ; *Noir (Michel)*, (p. 9215).

A.P.L. (Aide personnalisée au logement) : *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9213) ; *Granet (Paul)*, (p. 9213).

Architecte (recours obligatoire à) : *Biwer (Claude)*, (p. 9213) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9213).

Architectes départementaux des bâtiments de France : *Marie (Bernard)*, (p. 9215) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9216, 9218) ; *Coulais (Claude)*, (p. 9218).

Bâtiment : *Marie (Bernard)*, (p. 9211) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9212).

Bruit (lutte contre le) : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9219) ; *Delmas (François)*, (p. 929219).

Conventionnement : *Canacos (Henry)*, (p. 9209) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9210, 9219) ; *Noir (Michel)*, (p. 9218).

Décentralisation : *Coulais (Claude)*, (p. 9218) ; *Ornano (Michel)*, (p. 9218).

Déchets radioactifs (immersion des) : *Lagorce (Pierre)*, (p. 9209) ; *Delmas (François)*, (p. 9208).

Dégât sur le littoral breton : *Gérard (Alain)*, (p. 9210) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9211).

D.O.M. (logement dans les) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 9213, 9214) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9214).

Eaux (pollution des) : le Cabellec (Yves), (p. 9217) ; *Delmas (François)*, (p. 9218).

Economies d'énergie : *Martin (Claude)*, (p. 9216) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9216).

Expulsions : *Tassy (Marcel)*, (p. 9210) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9210).

Hausse des loyers : *Auroux (Jean)*, (p. 9209) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9209).

Logements sociaux (implantation des) : *Canacos (Henry)*, (p. 9210) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9210) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9213) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9213).

Montagne : *Barnier (Michel)*, (p. 9212) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9212).

Parcs naturels : *Forens (André)*, (p. 9211) ; *Delmas (Francoi)*, (p. 9214, 9216) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 9214) ; *Barnier (Michel)*, (p. 929216).

Permis de construire (attribution des) : *Biwer (Claude)*, (p. 9217) ; *Ornano (Michel)*, (p. 9217).

Plafond légal de densité : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9220) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9220).

Pollution : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9217) ; *Delmas (François)*, (p. 9217).

P.O.S. (plans d'occupation des sols : *Perrut (Francisque)*, (p. 9219) ; *Ornano (Michel)*, (p. 9219).

Réhabilitation de l'habitat ancien : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 9313) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9213).

Rocade de Bordeaux : *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 9209) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9209).

Ségrégation sociale : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9219) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9219).

Servitude de passage sur le littoral : *Gérard (Alain)*, (p. 9210) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9211).

Tourbières de Bretagne : *Gérard (Alain)*, (p. 9215) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9215).

Urbanisme : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9214) ; *Ornano (Michel d')*, (p. 9214).

Utilisation du 1 % : *La Combe (René)*, (p. 9212) ; *Cavaillé (Marcel)*, (p. 9212).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLES RATTACHES [30 octobre 1979] (p. 9220).

ETAT B. – TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires de services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9220)

ETAT B. – TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9220).

ETAT C. – TITRE V (investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9220.

ETAT C. – TITRE VI : *amendement n° 275* de M. Michel Noir (diminution de la dotation budgétaire relative à la surtaxe foncière), (p. 9221).

MM. Noir (Michel), Mesmin (Georges), Ornano (Michel d'), Briane (Jean).

– titre VI, adopté (p. 9221).

ETAT C. – TITRE VII (répartition des dommages de guerre) : adopté (p. 9221).

ART. 53 (aide au logement social) : *amendement n° 366* de M. Pierre Mauger (contingent de prêts locatifs réservé à la construction de logements pour les gendarmes) : rejeté (p. 9222) : *amendement n° 189* de M. Henry Canacos (suppression de l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les sociétés immobilières d'investissement pour la fraction de bénéfices provenant de la location de leurs immeubles) : rejeté (p. 9223).

MM. Mauger (Pierre), Aubert (François d'), Ornano (Michel d'), Briane (Jean).

– article 53, adopté (p. 9223).

ART. 54 (nombre de logements susceptibles d'ouvrir à leurs occupants droit à l'aide personnalisée au logement) : *amendement n° 376* de M. Henry Canacos (diminution du nombre de logements susceptibles d'ouvrir à leurs occupants, droit à l'aide personnalisée au logement) : retiré (p. 9224).

MM. Canacos (Henry), Aubert (François d'), Ornano (Michel d'), Auroux (Jean).

– article 54, adopté (p. 9224).

IMPRIMERIE NATIONALE

DISCUSSION GENERALE [12 novembre 1979] (p. 9865)

Annuaire téléphonique et système vidéotex : *Moreau (Gisèle)*, (p. 9865) ; *Quilès (Paul)*, (p. 9866) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9867).

Imprimerie nationale (personnel) : *Moreau (Gisèle)*, (p. 9866) ; *Quilès (Paul)*, (p. 9867) ; *Papon (Maurice)*, (p. 9868).

Livres scolaires (impression par l'Imprimerie nationale) : *Moreau (Gisèle)*, (p. 9866) ; *Quilès (Paul)*, (p. 9867).

EXAMEN DES CREDITS [12 novembre 1979] (p. 9868).

ART. 32 (crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale) services votés : adopté (p. 9868).

ART. 33, paragraphe I (autorisations de programme du budget annexe de l'Imprimerie nationale), mesures nouvelles : adopté (9868).

ART. 33, paragraphe II (crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale (mesures nouvelles) : *amendement n° 448* de M. Georges Hage (réduction de crédits en vue de manifester la volonté du Parlement d'obtenir la construction d'un troisième hall à l'usine de Douai) : rejeté (p. 9869).

M. Hage (Georges), Mme Moreau (Gisèle), M. Papon (Maurice).

– article 33, paragraphe II, adopté (p. 9869).

INDUSTRIE

DISCUSSION GENERALE [5 novembre 1979] (p. 9354, 9381).

– **Rappel au règlement de M. Tondon :** problème de la publication des documents de l'exécutif : *Tondon (Yvon)*, (p. 9374) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 9374).

Agence pour la création d'entreprises : *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9361).

Agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9356) ; *Royer (Jean)*, (p. 9369) ; *Chazalon (André)*, (p. 9371, 9372) ; *Birraux (Claude)*, (p. 9386) ; *Giraud (André)*, (p. 9395).

Agro-alimentaire : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9374) ; *Giraud (André)*, (p. 9398).

Agro-énergie : *Royer (Jean)*, (p. 9370) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 9385) ; *Giraud (André)*, (p. 9394).

Aides (accès aux) : *Monfrais (Pierre)*, (p. 9367).

Aides à l'industrie (rapport Hannoun) : *Schvartz (Julien)*, (p. 9357) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 9364) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9368) ; *Billardon (André)*, (p. 9372) ; *Tranchant (Georges)*, (p. 9382).

Aides à Thomson et la C.G.E. : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9368) ; *Billardon (André)*, (p. 9372).

Alsthom (conflit d') : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9368) ; *Giraud (André)*, (p. 9369).

Biens d'équipement : *Schvartz (Julien)*, (p. 9357).

Brevets européens : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9375).

Chambres de commerce : *Monfrais (Pierre)*, (p. 9367) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9359) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9361).

Charbon : *Bocquet (Alain)*, (p. 9375, 9376) ; *Morellon (Jean)*, (p. 9376) ; *Delelis (André)*, (p. 9381, 9382) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 9384) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 9389) ; *Giraud (André)*, (p. 9393).

Charbonnages de France (subvention aux) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9354) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 9389).

Chine (commerce avec la) : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9374) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 9385) ; *Giraud (André)*, (p. 9397).

Contrats de développement : *Giraud (André)*, (p. 9361) ; *Billardon (André)*, (p. 9373) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 9375) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 9378) ; *Giraud (André)*, (p. 9395).

Durée du travail : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9356).

Economies d'énergie : *Quilès (Paul)*, (p. 9377) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9383) ; *Birraux (Claude)*, (p. 9386).

Emploi : *Rossinot (André)*, (p. 9378).

Energie nucléaire : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9364) ; *Quilès (Paul)*, (p. 9377) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 9384) ;

Deniau (Xavier), (p. 9388) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 9388) ; *Giraud (André)*, (p. 9392).

Energie thermique : *Schvartz (Julien)*, (p. 9356) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9363) ; *Giraud (André)*, (p. 9392).

Energies nouvelles : *Mellick (Jacques)*, (p. 9384) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 9388).

Entreprises nationales : *Féron (Jacques)*, (p. 9389) ; *Giraud (André)*, (p. 9395).

Eponges de titane : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9354) ; *Giraud (André)*, (p. 9396).

Exportations : *Rossinot (André)*, (p. 9378) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9391).

Filière bois : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Giraud (André)*, (p. 9360, 9398).

Fiscalité des entreprises : *Monfrais (Pierre)*, (p. 9367).

Gazéification du charbon : *Hamelin (Xavier)*, (p. 9364) ; *Royer (Jean)*, (p. 9369) ; *Bocquet (Alain)*, (p. 9374) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 9384).

Hydroélectricité : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Giraud (André)*, (p. 9360).

Informatique : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9368) ; *Giraud (André)*, (p. 9396, 9397).

Innovation : *Giraud (André)*, (p. 9360) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9361) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9367) ; *Rossinot (André)*, (p. 9379) ; *Birraux (Claude)*, (p. 9386) ; *Giraud (André)*, (p. 9395).

Investissement à l'étranger : *Porcu (Antoine)*, (p. 9365).

Libération des prix industriels : *Giraud (André)*, (p. 9360) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 9366).

Métallurgie : *Dhinnin (Claude)*, (p. 9385).

Ministère de l'industrie (augmentation des effectifs) : *Giraud (André)*, (p. 9360, 9391).

Nord-Pas-de-Calais : *Mellick (Jacques)*, (p. 9384).

Petites et moyennes industries : *Féron (Jacques)*, (p. 9357) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9358, 9359) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9361, 9362, 9390) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 9366).

Pétrole (ressources nationales) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9364) ; *Giraud (André)*, (p. 9392).

Poids lourds (industrie du) : *Mermaz (Louis)*, (p. 9387) ; *Giraud (André)*, (p. 9396).

Région parisienne : *Laurent (Paul)*, (p. 9370) ; *Tranchant (Georges)*, (p. 9382) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9390).

Secteur automobile : *Gantier (Gilbert)*, (p. 9355) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 9367) ; *Laurent (Paul)*, (p. 9370) ; *Charles (Serge)*, (p. 9387) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 9387) ; *Giraud (André)*, (p. 9398).

Sidérurgie : *Porcu (Antoine)*, (p. 9364, 9365) ; *Rossinot (André)*, (p. 9379) ; *Charles (Serge)*, (p. 9387) ; *Giraud (André)*, (p. 9396).

Sous-traitance : *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9362, 9391) ; *Birraux (Claude)*, (p. 9385).

Statut juridique de l'entreprise : *Féron (Jacques)*, (p. 9358) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 9363, 9391).

Surrégénération : *Quilès (Paul)*, (p. 9377) ; *Giraud (André)*, (p. 9393).

Textile : *Rufenacht (Antoine)*, (p. 9378) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 9385) ; *Charles (Serge)*, (p. 9386, 9387) ; *Giraud (André)*, (p. 9397).

Transfert des services du ministre de l'industrie à la Défense : *Billardon (André)*, (p. 9373) ; *Giraud (André)*, (p. 9391).

Travaux publics (délais de paiement) : *Monfrais (Pierre)*, (p. 9367).

EXAMEN DES CREDITS [5 novembre 1979] (p. 9398).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9398).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : adopté (p. 9398).

ETAT C. - TITRE V : investissements exécutés par l'Etat (mesures nouvelles) : *amendement n° 402* de M. Jean Laurain (diminution des crédits relatifs aux études industrielles) : rejeté (p. 9399).

MM. Laurain (Jean), Ribes (Pierre), Giraud (André).

- titre V, adopté (p. 9399).

ETAT C. - TITRE VI : répartition d'investissement accordées par l'Etat (mesures nouvelles) : *amendement n° 403* de M. Paul Quilès (réduction des autorisations de programmes relatives aux subventions au Commissariat à l'énergie atomique) : rejeté (p. 9400) ; *amendement n° 226* de M. Parfait Jans (limitation de l'augmentation des crédits affectés aux économies d'énergie) : rejeté (p. 9401) ; *amendement n° 225* de M. Roger Combrisson (diminution des crédits relatifs aux aides publiques) : rejeté (p. 9402).

MM. Quilès (Paul), Ribes (Pierre), Porcu (Antoine), Giraud (André), Bocquet (Alain).

– titre VI, adopté (p. 9402).

INTERIEUR

DISCUSSION GENERALE [13 novembre 1979] (p. 9906).

« Bavures » policières : *Aurillac (Michel),* (p. 9910) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 9913).

Commission d'enquête sur les feux de forêts : *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916) ; *Garcin (Edmond),* (p. 9917).

Dotation globale de fonctionnement : *Branche (René de),* (p. 9908) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9910) ; *Lagorce (Pierre),* (p. 9922).

Equipement : *Fossé (Roger),* (p. 9907).

Fiscalité locale : Aurillac (Michel), (p. 9911).

Fonction publique locale : *Colombier (Henri),* (p. 9918) ; *Derosier (Bernard),* (p. 9922).

Forêt (protection contre les incendies) : *Fossé (Roger),* (p. 9906) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9911) ; *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916, 9917) ; *20) ; Bonnet Christian),* (p. 9927).

F.I.R. (Fonds spécial d'investissement routier) : *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916).

Investissements des collectivités locales : *Richard (Alain),* (p. 9914) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9915).

Normes administratives : *Foyer (Jean),* (p. 9926) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9926).

Police : *Fossé (Roger),* (p. 9907) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9910) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 9912) ; *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916) ; *Marchand (Philippe),* (p. 9918, 9919) ; *Martin (Claude),* (p. 9919) ; *Royer (Jean),* (p. 9922) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9924).

Police (formation de la) : *Kalinsky (Maxime),* (p. 9913) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre),* (p. 9913) ; *Marchand (Philippe),* (p. 9919).

Pompiers : *Lagorce (Pierre),* (p. 9923) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9927).

Préfecture (personnel) : *Fossé (Roger),* (p. 9908) ; *Derosier (Bernard),* (p. 9921, 9922).

Région parisienne : *Aurillac (Michel),* (p. 9911).

Régions : *Branche (René de),* (p. 9909) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9911).

Relations Etat-collectivités locales : *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916) ; *Richard (Alain),* (p. 9914) ; *Branche (René de),* (p. 9908).

Sécurité civile : *Fossé (Roger),* (p. 9906, 9907) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9910) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9927).

Subventions aux collectivités locales : *Branche (René de),* (p. 9909) ; *Richard (Alain),* (p. 9914) ; *Aubert (Emmanuel),* (p. 9916) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9925).

T.V.A. (récupération de la) : *Branche (René de),* (p. 9998) ; *Royer (Jean),* (p. 9922).

Tribunaux adiminstratifs : *Fossé (Roger),* (p. 9907, 9908) ; *Aurillac (Michel),* (p. 9910) ; *Colombier (Henri),* (p. 9918) ; *Icart (Fernand),* (p. 9923) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9926).

PROCEDURE DES QUESTIONS [13 novembre 1979), (p. 9930).

Agents de bureau d'option voie publique : *Aurillac (Michel),* (p. 9936) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9936).

Démoustication : *Millon (Charles),* (p. 9931) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9931).

Départements (personnel des) : *Nucci (Christian),* (p. 9932) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9932, 9934) ; *Villa (Lucien),* (p. 9934).

Dotation globale de fonctionnement) : *Ligot (Maurice),* (p. 9931).

Eglises (entretient des) : *Longuet (Gérard),* (p. 9930) ; *Bonnet (Christian).*

Fiches de police : Bozzi (Jean) ; Bonnet (Christian), (p. 9936).

Juridictions administratives : *Montagne (Rémy),* (p. 9930) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9930, 9933) ; *Franceschi (Jorseph),* (p. 9933).

Montage (sécurité en) : *Barnier (Michel),* (p. 9937) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9937).

Paris (sécurité à) : *Bas (Pierre),* (p. 9938) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9938).

Personnels communaux : *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 9934) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9934).

Police (équipement) : *Franceschi (Joseph),* (p. 9932) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9932, 9933) ; *Raymond (Alex),* (p. 9932).

Police (équipement) : *Franceschi (Joseph),* (p. 9932) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9932, 9933) ; *Raymond (Alex),* (p. 9932).

Police (personnels) : *Tissandier (Maurice),* (p. 9930) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9931, 9934) ; *Delalande (Jean-Pierre),* (p. 9934).

Protection civile : *Delong (Jacques),* (p. 9937) ; *Bonnet (Christian),* (p. 9937).

Régions : *Foyer (Jean)*, (p. 9938) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9938).

Secteurs sauvegardés : *Poujade (Robert)*, (p. 9937) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9937).

Strasbourg (sécurité à) : *Durr (André)*, (p. 9935) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9935).

Toxicomanie : *Gœuriot (Colette)*, (p. 9933) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9933, 9937) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9936).

Victimes d'attentat (indemnisation des) : *Berest (Eugène)*, (p. 9931) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 9931).

EXAMEN DES CREDITS [19 novembre 1979] (p. 9939).

Rappel au règlement de M. Kalinsky (Maxime) : demande au président de la commission des finances d'expliquer l'opposition de l'article 40 à son amendement qui tendait à empêcher les forces de police de participer à des opérations dites de maintien de l'ordre et d'être équipées de grenades défensives (p. 9939).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 100* de M. Roger Combrisson (suppression des crédits pour le contrôle du contingent de l'approvisionnement des collectivités locales en fuel) : rejeté (p. 9939) ; *amendement n° 185* de M. Lucien Villa (suppression des crédits affectés aux centres de détention des étrangers expulsés) : rejeté (p. 9939).

MM. Barthe (Jean-Jacques), Fossé (Roger), Villa (Lucien), Bonnet (Christian), Kalinsky (Maxime).

- état B, titre III, adopté (p. 9939) ; crédits majorés en seconde délibération (amendement n° 19 du Gouvernement).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; réduction de crédits : adopté (p. 9939).

ETAT C. - TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat : *amendement n° 458* de M. Pierre Lagorce (suppression des crédits concernant les études liées au développement des responsabilités locales) : rejeté (p. 9940).

MM. Lagorce (Pierre), Bonnet (Christian), Vivien (Robert-André).

- état C, titre V, adopté (p. 9940).

ETAT C. - TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) : *amendement n° 460* de M. Jean Laborde (suppression des subventions pour travaux divers d'intérêt local) : rejeté (p. 9941) ; *amendement n° 429* de M. Louis Maisonnat (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de dix millions de francs) : rejeté (p. 9942).

MM. Laborde (Jean), Fosse (Roger), Bonnet (Christian), Maisonnat (Louis), Vivien (Robert-André).

- état C, titre VI, adopté (p. 9942).

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

I. - Jeunesse et sports.

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1979] (p. 9100).

Afrique-du-Sud (interdiction de la tournée en France d'une équipe de rugby) : *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120).

Associations de jeunesse et d'éducation populaire : *Zarka (Pierre)*, (p. 9117) ; *Laurain (Jean)*, (p. 9118).

Associations sportives scolaires ou universitaires : *Marie (Bernard)*, (p. 9100) ; *Héraud (Robert)*, (p. 9102) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Benoît (René)*, (p. 9112) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9118).

Brevet d'aptitude physique : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9104).

Centres de vacances et de loisirs : *Héraud (Robert)*, (p. 9103) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9105, 9130) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9116) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9118) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9126) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9128).

Clubs sportifs et fédérations : *Marie (Bernard)*, (p. 9100, 9102) ; *Héraud (Robert)*, (p. 9103) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9104, 9129, 9130) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 9108) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9118) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Hage (Georges)*, (p. 9121) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 9122) ; *Bord (André)*, (p. 9123) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 9124) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9126) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 9127) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9127).

Concours de pronostics : *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Bord (André)*, (p. 9124).

Education physique dans l'enseignement secondaire : *Marie (Bernard)*, (p. 9100) ; *Héraud (Robert)*, (p. 9102) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 9110) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Hage (Georges)*, (p. 9121) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 9122) ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 9125) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9125).

Education physique dans l'enseignement supérieur : *Marie (Bernard)*, (p. 9100).

Equipements sportifs : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9106) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 9108) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 9109) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 9111) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9118) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Héraud (Robert)*, (p. 9121) ; *Hage (Georges)*, (p. 9121) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 9122) ; *Bord (André)*, (p. 9123).

Fiscalité touchant le sport : *Bord (André)*, (p. 9124) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9127) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9130).

Fonds national pour le développement du sport : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9104, 9129) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 9110) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 9124) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9127).

Maîtres-nageurs sauveteurs et conseillers techniques : *Benoit (René)*, (p. 9112).

Ministre de la jeunesse et des sports (crédits personnels) : *Fiterman (Charles)*, (p. 9109).

Moniteurs de ski : *Barnier (Michel)*, (p. 9116).

Moutiers (lycée d'été) : *Barnier (Michel)*, (p. 9116) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9117).

Offices internationaux de la jeunesse : *Héraud (Robert)*, (p. 9103) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9105) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 9128).

Professeurs d'éducation physique : *Marie (Bernard)*, (p. 9102) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9104, 9129) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 9110, 9111) ; *Benoit (René)*, (p. 9111, 9112) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9118) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9119) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 9123) ; *Madrelle (Bernard)*, (p. 91é/) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 9125) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 9128).

Rérorme des rythmes scolaires : *Héraud (Robert)*, (p. 9103) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9104) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9126).

Sport de haut niveau et jeux olympiques de Moscou : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9105, 9129) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 9107) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 9109) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 9111) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 9120) ; *Gaudin (Jean-Claude) ; 22) ; Bord (André)*, (p. 9124).

Sport de masse : *Héraud (Robert)*, (p. 9103).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1979] (p. 9115).

ETAT B. - TITRE III : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 380* de M. Georges Hage (diminution des crédits concernant le traitement du ministre) : rejeté (p. 9131) ; *amendement n° 381* de M. Georges Hage (suppression des crédits consacrés aux heures supplémentaires) : rejeté (p. 9132) ; *amendement n° 276* de M. Christian Nucci (suppression des crédits de rémunération des heures supplémentaires) : rejeté (p. 9132) ; *amendement n° 382* de M. Georges Hage (suppression des crédits de rémunération des heures supplémentaires) : rejeté (p. 9132) ; *amendements* identiques *n° 277* corrigé de M. Roland Beix et *n° 382* de M. Georges Hage (suppression des crédits de fonctionnement des services d'animation sportive : rejeté (p. 9133) ; *amendement n° 278* corrigé de M. Christian Nucci (réduction des crédits prévus pour le fonctionnement du musée du sport : rejeté (p. 9134).

MM. Hage (Georges), Marie (Bernard), Soisson (Jean-Pierre), Hamel (Emmanuel), Vizet (Robert), Nucci (Christian), Beix (Roland), Benoit (René).

- état B, titre III, adopté (p. 9134).

ETAT B. - TITRE IV : répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles) : *amendement n° 279* de M. Guy Bêche (réduction des crédits consacrés aux centres d'information et de documentation de la jeunesse) : rejeté (p. 9135) ; *amendement n° 388* de M. Jean Laurain (réduction des crédits du centre d'information et de documentation de la jeunesse) : rejeté au scrutin public n° 246 (p. 9136) ; liste des votants (p. 9143, 9144) ; *amendement n° 386* de M. Georges Hage (réduction des crédits prévus pour l'office franco-allemand de la jeunesse) : rejeté (p. 9136) ; *amendement n° 280* corrigé de M. Gérard Bapt (réduction de dix millions de francs des crédits consacrés au service d'animation sportive) : rejeté (p. 9136) ; *amendement n° 281 corrigé* de M. Roland Beix (réduction d'un million de francs des crédits affectés à la préparation des jeux olympiques) : rejeté par scrutin public n° 247 (p. 9138) ; liste des votants (p. 9144, 9145).

MM. Vizet (Roland), Bèche (Guy), Marie (Bernard), Soisson (Jean-Pierre), Laurain

(Jean), Zarka (Pierre), Beix (Roland), Fiterman (Charles).

– état B, titre IV, adopté (p. 9144).

ETAT C. – TITRE V : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9138).

ETAT C. – TITRE VI : répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) : adopté (p. 9138).

ART. 35 : amendement du compte d'affectation spéciale (« fonds national pour le développement du sport ») : adopté (p. 9138).

APRES L'ART. 35 : *amendement n° 357* de la commission des affaires culturelles (contrôle parlementaire sur l'utilisation des ressources du fonds national pour le développement du sport) ; *sous-amendement n° 387* de M. Georges Hage (débat à l'Assemblée nationale sur le rapport prévu à l'amendement n° 357) : rejeté (p. 9140) ; *amendement n° 357* : adopté (p. 9140).

MM. Héraud (Robert), Marie (Bernard), Soisson (Jean-Pierre), Hage (Georges).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 389* de M. Roger Corrèze (organisation de concours de pronostics sur les matchs de foot-ball) : retiré (p. 9140) ; *amendement n° 390* de M. Jean Briane (prélèvement supplémentaire de 1 % sur les enjeux du P.M.U. au profit de l'Etat) : retiré (p. 9141).

II. – Tourisme.

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1979] (p. 9086).

Aménagement de la montagne : *Bégault (Jean)*, (p. 9088) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9092) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097).

Aménagement de l'espace rural : *Bégault (Jean)*, (p. 9088) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9092) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097).

Aménagement du littoral : *Bégault (Jean)*, (p. 9088) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9092) ; *Léotard (François)*, (p. 9094).

Chèques-vacances : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9087) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 9089) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 9091).

Départements d'Outre-Mer (tourisme) : *Bégault (Jean)*, (p. 9089) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097).

Dépenses d'équipement touristique : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9086) ; *Bégault (Jean)*, (p. 9087) ; *Léotard (François)*, (p. 9094).

Etalement des vacances : *Léotard (François)*, (p. 9094) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9098).

« France-information-loisirs » : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9086) ; *Bégault (Jean)*, (p. 9087) ; *Fenech (Roger)*, (p. 9090) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9095) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9096).

Gîtes ruraux : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097) ; *Richard (Alain)*, (p. 9097).

Groupements d'intérêt économique : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9086) ; *Bégault (Jean)*, (p. 9087) ; *Fenech (Roger)*, (p. 9090) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9095) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9096).

Hôtellerie : *Bégault (Jean)*, (p. 9088) ; *Richard (Alain)*, (p. 9093) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9096, 9098).

Rapport « choisir ses loisirs » de M. Jacques Blanc : *Fenech (Roger)*, (p. 9090) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 9091) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9092) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9096).

Syndicats d'initiative : *Léotard (François)*, (p. 9095).

Thermalisme : *Fenech (Roger)*, (p. 9090).

Tourisme social : *Madrelle (Philippe)*, (p. 9086, 9087) ; *Bégault (Jean)*, (p. 9088) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 9089) ; *Fenech (Roger) ; 9090) ; Porelli (Vincent)*, (p. 9091) ; *Richard (Alain)*, (p. 9093, 9094) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097).

T.V.A. (remise aux touristes étrangers) : *Fenech (Roger)*, (p. 9090) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 9095).

Vacances et inégalités : *Porelli (Vincent)*, (p. 9091) ; *Barnier (Michel)*, (p. 9092) ; *Richard (Alain)*, (p. 9093, 9094) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 9097).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1979] (p. 9098) :

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9098).

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9098).

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 378* de M. Maurice Pourchon (réduction de un million de francs des crédits destinés à la création de l'association « France-Information-Loisirs ») rejeté par scrutin public n° 245 (p. 9099) ; liste des votants (p. 9113) ; *amendement n° 379* de M. Maurice Pourchon (suppression du crédit de deux millions et demi de francs destiné au groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France ») rejeté (p. 9100).

MM. Forgues (Pierre), Madrelle (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Richard (Alain), Marie (Bernard).

– état B, titre IV, adopté (p. 9100).

ETAT C. – TITRE V (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) adopté (p. 9100).

ETAT C. – TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 9100).

JUSTICE

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1979] (p. 10196) :

Rappel au règlement de M. Alain Hautecœur : restriction au droit de parole : *Hautecœur (Alain), Gau (Jacques-Antoine),* en qualité de vice-président de l'Assemblée nationale (p. 10200).

Aide judiciaire, gratuité de la justice : *Baudouin (Henri),* (p. 10199) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10202) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 10208) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10213).

Avocats commis d'office (rémunération des) : *Sprauer (Germain),* (p. 10197) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10102) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 10209).

Centre national du casier judiciaire : *Sprauer (Germain),* (p. 10197).

Commissions administratives : *Hautecœur (Alain),* (p. 10214) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10214).

Créations d'emplois : *Sprauer (Germain),* (p. 10196) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10202).

Criminalité (évolution de la) : *Sprauer (Germain),* (p. 10158) ; *Piot (Jacques),* (p. 10204).

Délinquance économique et financière : *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10202).

Echelle des peines : *Peyrefitte (Alain),* (p. 10215).

Education surveillée : *Sprauer (Germain),* (p. 10197, 10198) ; *Baudouin (Henri),* (p. 10200) ; *Forni (Raymond),* (p. 10205) ; *Villa (Lucien),* (p. 10207) ; *Houteer (Gérard),* (p. 10211) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10214).

Equipement psychiatrique : *Bonnet (Alain),* (p. 10199).

Explosion du contentieux judiciaire : *Baudouin (Henri),* (p. 10199) ; *Masson (Marc),* (p. 10201) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 10266) ; *Foyer (Jean),* (p. 10212) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10213).

Greffes : *Baudouin (Henri),* (p. 10199) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 10266) ; *Foyer (Jean),* (p. 10212) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10213).

Grève des magistrats : *La Combe (René),* (p. 10200) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10214) ; *Foyer (Jean),* (p. 10214).

Indemnisation des victimes d'infractions : *Sprauer (Germain),* (p. 10198) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10214).

Indépendance judiciaire : *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10202) ; *Forni (Raymond),* (p. 10204, 10205) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10215).

Magistrats (effectifs des) : *Sprauer (Germain),* (p. 10197) ; *Baudouin (Henri),* (p. 10199) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 10209).

Ordonnance pénale (procédure de l') : *Sergheraert (Maurice),* (p. 10206).

Peine de mort : *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 10203) ; *Bas (Pierre),* (p. 10207) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 10211).

Personnel de la justice (emploi du) : *Baudouin (Henri),* (p. 10199) ; *Masson (Marc),* (p. 10201) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 10209) ; *Foyer (Jean),* (p. 10212).

Personnels pénitentiaires : *Houteer (Gérard),* (p. 10211).

Polynésie française (justice en) : *Flosse (Gaston),* (p. 10210) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 10214).

Population pénale : *Sprauer (Germain),* (p. 10197) ; *Bonnet (Alain),* (p. 10198) ; *Boudouin (Henri),* (p. 10202) ; *Houteer (Gérard),* (p. 10210).

Prud'hommes : *Sprauer (Germain),* (p. 10197) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 10206) ; *Hautecœur (Alain),* (p. 10208) ; *Foyer (Jean),* (p. 10212).

Services pénitentiaires : *Sprauer (Germain)*, (p. 10197) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 10198, 10199) ; *Boudouin (Henri)*, (p. 10200) ; *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 10202) ; *Piot (Jacques)*, (p. 10204).

Strasbourg (maison d'arrêt de) : *Koehl (Emile)*, (p. 10206, 10207).

Suspension des poursuites (procédures de) : *Mesmin (Georges)*, (p. 10209, 10210) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 10214).

Vacataires (recrutement de) : *Sergheraert (Maurice)*, (p. 10206).

EXAMEN DES CREDITS [16 novembre 1979] (p. 10216) :

ETAT B. - TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 470* de M. Raymond Forni (suppression de la Cour de sûreté de l'Etat) rejeté (p. 10218) ; *amendement n° 430* de M. Guy Ducoloné (suppression des crédits destinés au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat) rejeté (p. 10218) ; *amendement n° 480* de M. Alain Hautecœur (suppression des crédits relatifs à la création de quatorze emplois de magistrats dont l'affectation n'est pas précisée) rejeté (p. 10219) ; *amendements* identiques *n° 3* de M. Pierre Bas, *n° 472* de M. Philippe Seguin, *n° 478* de M. Guy Ducoloné et *n° 479* de M. Raymond Forni (suppression des crédits du bourreau) rejetés par scrutin public n° 259 (p. 10222) ; liste des votants (p. 10225).

MM. Forni (Raymond), Ducoloné (Guy), Sprauer (Germain), Peyrefitte (Alain), Foyer (Jean), Hautecœur (Alain), Bas (Pierre), Seguin (Philippe), Cressard (Jacques), Delong (Jacques), Comiti (Joseph), Vivien (Robert-André).

- titre III adopté (p. 10222).

ETAT B. - TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; services votés) : *amendement n° 481* portant sur le titre IV (suppression des crédits relatifs à la formation professionnelle des avocats) retiré (p. 10223).

MM. Hautecœur (Alain), Sprauer (Germain), Peyrefitte (Alain).

ETAT C. - TITRE V (investissements exécutés par l'Etat) adopté (p. 10223).

ETAT C. - TITRE VI (subventions d'investissements accordées par l'Etat) adopté (p. 10223).

Rappel au règlement de M. Houteer (Gérard) : s'indigne de l'absence de réponse du ministre aux questions qu'il avait posées durant le débat (p. 10223).

M. Houteer (Gérard).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

DISCUSSION GENERALE [16 novembre 1979] (p. 10194) :

Rappel au règlement de M. Jean Bégault : avis de la commission des finances : *Bégault (Jean)*, (p. 10195) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 10195).

Croix de la légion d'honneur (contingent de) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 10194, 10195) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 10195, 10196) ; *La Combe (René)*, (p. 10195).

Maisons d'éducation : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 10194, 10195) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 10195).

Ordre de la libération : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 10195).

EXAMEN DES CREDITS [16 novembre 1979] (p. 10196) :

Budget annexe de la légion d'honneur :

ART. 32 (services votés) adopté (p. 10196).

ART. 33 (paragraphes I et II : autorisations de programme et crédits de paiement ; mesures nouvelles) adopté (p. 10196).

Budget annexe de l'ordre de la libération :

ART. 33 (paragraphe II : mesures nouvelles) adopté (p. 10196).

MONNAIES ET MEDAILLES

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1979] (p. 10022) :

Pièce de 50 francs : *Combrisson (Roger)*, (p. 10022) ; *Monory (René)*, (p. 10023).

Quai Conti (établissement du) : *Villa (Lucien)*, (p. 10023) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 10023).

Usine de Pressac : *Combrisson (Roger)*, (p. 10022) ; *Monory (René)*, (p. 10023).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1979] (p. 10024) :

ART. 32 (crédits ouverts au titre des services votés) adopté (p. 10024).

ART. 33 paragraphe I (autorisations de programme au titre des mesures nouvelles) adopté (p. 10024).

ART. 33 paragraphe II (crédits ouverts au titre des mesures nouvelles) adopté (p. 10024).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DISCUSSION GENERALE [9 novembre 1979] (p. 9771) :

A.O.I.P. (Association des ouvriers en instruments de précision) : *Segard (Norbert)*, (p. 9789).

Bureaux de poste ruraux (polyvalence) : *Ribes (Pierre)*, (p. 9773) ; *Noir (Michel)*, (p. 9774) ; *Bayard (Henri)*, (p. 9776) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9779) ; *Soury (André)*, (p. 9780) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9783) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9783, 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9785).

Cabines téléphoniques publiques : *Bayard (Henri)*, (p. 9776) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9787).

Caisse nationale d'épargne : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9785, 9786).

Centre national des télécommunications (C.N.E.T.) : *Noir (Michel)*, (p. 9788).

Centres de tri : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9781) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9786).

Chèques postaux (rémunération des fonds par le Trésor) : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Michel (Claude)*, (p. 9777) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9786, 9787, 9790).

Créations d'emplois : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 9775) ; *Michel (Claude)*, (p.9777, 9778) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9779) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9781) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9783) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9783) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9785).

Déficit dû à l'acheminement de la presse : *Ribes (Pierre)*, (p. 9773) ; *Noir (Michel)*, (p. 9774) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9783) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9785).

Délai d'acheminement du courrier : *Jouve (Jacques)*, (p. 9775) ; *Michel (Claude)*, (p. 9776, 9777, 9778) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9778) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 9782) ; *Ségard (Norbert)*, (p. 9786).

Handicapés (emploi) : *Bayard (Henri)*, (p. 9776) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9790).

Industrie des télécommunications : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Noir (Michel)*, (p. 9774) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 9775) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9781) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9781) ; *Wagner (Robert)*, (p. 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9788, 9789).

Loi Roustan : *Bayard (Henri)*, (p. 9776).

Personnes âgées (téléphone) : *Bayard (Henri)*, (p. 9776) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9787).

Poste (personnel) : *Noir (Michel)*, (p. 9774) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 9775) ; *Michel (Claude)*, (p. 9776, 9777) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9778) ; *Delprat (Michel)*, (p. 9779) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9782) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9733) ; *Wagner (Robert)*, (p. 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9787, 9789, 9790).

Receveurs-distributeurs : *Nucci (Christian)*, (p. 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9790).

Tarifs postaux et téléphoniques : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Michel (Claude)*, (p. 9777).

Télécommunications (investissements) : *Ribes (Pierre)*, (p. 9772) ; *Noir (Michel)*, (p. 9773) ; *Bayard (Henri)*, (p. 9775) ; *Michel (Claude)*, (p. 9778) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 9779) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9780, 9781) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9781) ; *Nucci (Christian)*, (p. 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9787).

Télématique : *Noir (Michel)*, (p. 9773, 9774) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 9781) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 9781) ; *Wagner (Robert)*, (p. 9784) ; *Segard (Norbert)*, (p. 9785, 9786, 9788).

EXAMEN DES CREDITS [9 novembre 1979] (p. 9790) :

ART. 32 (crédits ouverts au titre des services votés) adopté (p. 9790).

ART. 33 (crédits ouverts au titre des mesures nouvelles) : *amendement n° 421* de la commission de la production et des échanges (réduction de crédits en signe d'inquiétude quant à l'évolution des fonds affectés à la recherche à travers le CNET) rejeté (p. 9791) ; *amendement n° 441* de M. Claude Michel (réduction de crédits concernant l'Institut Auguste Comte) rejeté (p. 9792) ; *amendement n° 246* de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (réduction de crédits dans le but d'obtenir du Gouvernement une décision sur la prise en charge par le budget général des pertes de recettes consécutives à l'acheminement de la presse) rejeté (p. 9793) ; *amendement n° 439* de M. Charles Pistre (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement au profit de crédits supplémentaires pour aider au renforcement du service public des P.T.T. en milieu rural) rejeté (p. 9794) ; *amendement n° 440* de M. Paul Quilès (réduction de cinq millions de francs les crédits d'équipement des télécommunications et affectation de cette somme à une étude relative à l'introduction des nouvelles technologies des télécommunications) rejeté (p. 9795).

MM. Noir (Michel), Ribes (Pierre), Segard (Norbert), Jouve (Jacques), Quilès (Paul), Pistre (Charles).

– article 33 adopté (p. 9795).

RADIO-TELEVISION

DISCUSSION GENERALE [26 octobre 1979] (p. 9038) :

Agence France presse (A.F.P.) : *Fillioud (Georges)*, (p. 9044) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9050).

Centralisation de la télévision : *Richard (Alain)*, (p. 9049).

Concurrence des chaînes de télévision : *Longuet (Gérard)*, (p. 9048).

Information télévisée (objectivité et indépendance) : *Juquin (Pierre)*, (p. 9041, 9042) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 9043, 9044, 9045) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 9045, 9046) ; *Péricard (Michel)*, (p. 9045) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9048) ; *Richard (Alain)*, (p. 9048) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9050).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Le Tac (Joël)*, (p. 9038) ; *Préaumont (Jean de)*, (p. 9049) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9051).

Magnétoscope : *Vivien (Robert-André)*, (p. 9046) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9046).

Monopole et service public de la radiotélévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 9039) ; *Préaumont (Jean de)*, (p. 9039, 9040, 9047) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 9042) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9046) ; *Richard (Alain)*, (p. 9046, 9049) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9050).

Publicité télévisée : *Vivien (Robert-André)*, (p. 9046) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9048).

Radios locales : *Le Tac (Joël)*, (p. 9039) ; *Richard (Alain)*, (p. 9049).

Redevance télévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 9038) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9049, 9050).

Satellites de diffusion directe : *Le Tac (Joël)*, (p. 9039) ; *Préaumont (Jean de)*, (p. 9040) ; *Moreau (Louise)*, (p. 9044, 9045) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 9045, 9046) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9046) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9048) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9051).

Société française de production (S.F.P.) : *Avice (Edwige)*, (p. 9047).

Télédiffusion de France (T.D.F.) : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 9042, 9043).

Télévision (perte d'audience) : *Avice (Edwige)*, (p. 9047) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9047) ; *Richard (Alain)*, (p. 9048).

Télévision (relations avec le cinéma) : *Le Tac (Joël)*, (p. 9038) ; *Avice (Edwige)*, (p. 9047) ; *Lecat (Jean-Philippe) ; 9050)*.

Télévisions régionales : *Moreau (Louise)*, (p. 9044).

T.F.1. (mise en couleur) : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 9042, 9043) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9051).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLES RATTACHES [26 octobre 1979] (p. 9051) :

Ligne 68 de l'ETAT E annexée à l'ART. 49 (redevance télévision) adopté (p. 9052).

ART. 49 (réservé jusqu'au vote sur l'ensemble de l'ETAT E relatif aux taxes parafiscales) (p. 9052).

ART. 57 (répartition du produit de la redevance télévision) : *amendement n° 359* de M. Jack Ralite (suppression de la T.V.A. sur la redevance télévision) rejeté (p. 9052) ; *amendement n° 360* de M. Jack Ralite (réduction du taux de T.V.A. sur la redevance télévision) rejeté (p. 9053) ; *amendement n° 367* de M. Marcel Tassy (interdisant d'utiliser la dotation de T.D.F. à des études préalables à la réalisation de satellites de diffusion directe avant que le Parlementr en ait délibéré) rejeté (p. 9054).

MM. Ralite (Jack), Le Tac (Joël), Lecat (Jean-Philippe), Vivien (Robert-André), Préaumont (Jean de), Tassy (Marcel).

– article 57 adopté (p. 9054).

SANTE ET SECURITE SOCIALE

DISCUSSION GENERALE [15 novembre 1979] (p. 10066) :

Rappel au règlement de M. Joseph Comiti : intervention de M. Laurent Fabius non conforme à l'opinion de la commission des finances : *Comiti (Joseph)*, (p. 10069) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 10069).

Rappel au règlement de M. Antoine Gissinger : intervention de M. Alain Léger non conforme à l'opinion de la commission des affaires culturelles : *Gissinger (Antoine)*, (p. 10072) ; *Pasquini (Pierre)*, (p. 10072) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 10072, 10073).

Rappel au règlement de M. Laurent Fabius : pouvoirs de contrôle des rapporteurs spéciaux : Fabius (Laurent), (p. 10073) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 10073, 10074) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10073) ; *Léger (Alain)*, (p. 10074).

Action sociale : *Pons (Bernard)*, (p. 10066) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10075) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10084) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10084) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10089) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 10095) ; *Geng (Francis)*, (p. 10108).

Administration de la santé : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10069) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10075) ; *Farge (Jean)*, (p. 10127).

Aide à l'enfance : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10069) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10075) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10084) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10089).

Alsace et Moselle (régime local de sécurité sociale) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 10114) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10121).

Assistance publique de Marseille : *Garcin (Edmond)*, (p. 10092) ; *Farge (Jean)*, (p. 10126).

Assistance publique de Paris : *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 10116, 10117) ; *Farge (Jean)*, (p. 10126).

Assistantes maternelles : *Gissinger (Antoine)*, (p. 10114) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10120).

Assurance-vieillesse : *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10083) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 10094, 10095) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10096) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10120).

Centralisation de la politique de santé : *Léger (Alain)*, (p. 10071) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Taugourdeau (Martial)*, (p. 10102) ; *Vizet (Robert)*, (p. 10104).

Charges indues : *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Audinot (André)*, (p. 10112).

Charges sociales et compétitivité des entreprises : *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Léger (Alain)*, (p. 10071).

C.H.U. de Seine-Saint-Denis : *Vizet (Robert)*, (p. 10105).

Cliniques privées : *Baridon (Jean)*, (p. 10087) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 10101) ; *Bord (André)*, (p. 10102).

Conditions de travail : *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Hage (Georges)*, (p. 10096).

Conférence annuelle de la santé : *Geng (Francis)*, (p. 10108).

Contrôle médical : *Berger (Henry)*, (p. 10081).

Contrôle parlementaire sur le financement de la sécurité sociale : Léger (Alain), (p. 10072) ; *Berger (Henry)*, (p. 10081).

Cotisations d'assurance-maladie : *Pons (Bernard)*, (p. 10066) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Léger (Alain)*, (p. 10071, 10072) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10077) ; *Berger (Henry)*, (p. 10080) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10088) ; *Audinot (André)*, (p. 10112).

Crèches : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10084).

Déficit de la sécurité sociale : *Fabius (Laurent)*, (p. 10067) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Léger (Alain)*, (p. 10070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10077) ; *Berger (Henri)*, (p. 10080, 10081) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10084) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10085) ; *Baridon (Jean)*, (p. 10087) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10088, 10089) ; *Geng (Francis)*, (p. 10107, 10109) ; *Audinot (Jean)*, (p. 10112).

Dettes des entreprises à la sécurité sociale : *Fabius (Laurent)*, (p. 10067, 10074) ; *Audinot (Jean)*, (p. 10112).

D.O.M.-T.O.M. (politique familiale et sociale) : *Fontaine (Jean)*, (p. 10096, 10097) ; *Flossé (Gaston)*, (p. 10098) ; *Moustache (José)*, (p. 10109) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 10115) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 10117, 10118) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10121, 10122) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 10123).

Ecole nationale de la santé publique : *Barrot (Jacques)*, (p. 10076).

Equipements sanitaires : *Pons (Bernard)*, (p. 10066) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 10090) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10076, 10118) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10084, 10086) ; *Baridon (Jean)*, (p. 10087) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 10092) ; *Briane (Jean)*, (p. 10098) ; *Taugourdeau (Martial)*, (p. 10102) ; *Geng (Francis)*, (p. 10108).

Essonne (équipement hospitalier) : *Vizet (Robert)*, (p. 10104).

Etudes sur le coût de la santé : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10069) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10078, 10119) ; *Berger (Henry)*, (p. 10081) ; *Bord (André)*, (p. 10102) ; *Audinot (Jean)*, (p. 10112) ; *Farge (Jean)*, (p. 10127).

Famille : *Pons (Bernard)*, (p. 10066) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10089) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10089) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10097) ; *Proriol (Jean)*, (p. 10112).

Fléaux sociaux (tabagisme, alcoolisme, toxicomanie) : *Barrot (Jacques)*, (p. 10075) ; *Berger (Henry)*, (p. 10081) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10089) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10091).

Généralisation de la sécurité sociale (application de la loi) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 10104).

Généralistes : *Barrot (Jacques)*, (p. 10075, 10078).

Handicapés : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10083) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10089) ; *Wilquin (Claude)*, (p. 10093, 10094) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 10096) ; *Briane (Jean)*, (p. 10098) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 10104) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 10105) ; *Revet (Charles)*, (p. 10107) ; *Moustache (José)*, (p. 10109) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 10113, 10114) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 10124).

Hôpitaux (dépenses) : *Pons (Bernard)*, (p. 10066, 10067) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10077) ; *Berger (Henry)*, (p. 10081) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10083) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10085) ; *Baridon (Jean)*, (p. 10087) ; *Bolo (Alexandre)*, (p. 10089) ; *Garcin (Edmond)*, (p. 10091) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 10092) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 10101) ; *Bord (André)*, (p. 10102) ; *Vizet (Robert)*, (p. 10104) ; *Royer (Jean)*, (p. 10106) ; *Geng (Francis)*, (p. 10108) ; *Clément (Pascal)*, (p. 10109) ; *Audinot (Jean)*, (p. 10112) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 10114, 10115) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 10116, 10117) ; *Farge (Jean)*, (p. 10125, 10126).

Hôpitaux de moyenne et petite dimension : *Revet (Charles)*, (p. 10107) ; *Clément (Pascal)*, (p. 10109, 10110) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10121) ; *Farge (Jean)*, (p. 10126).

Humanisation des hôpitaux : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 10117) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10119).

Infirmières : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10069) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10108).

Interruption volontaire de grossesse : *Millet (Gilbert)*, (p. 10086).

Laboratoire national de la santé : *Barrot (Jacques)*, (p. 10076).

Liberté de prescription : *Pons (Bernard)*, (p. 10067) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10085).

Livret médical : *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10084).

Lorraine (équipement hospitalier) : *Gœuriot (Colette)*, (p. 10099).

Maintien à domicile des personnes âgées : *Pons (Bernard)*, (p. 10066) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10075) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Laborde (Jean)*, (p. 10090) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 10094) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 10097) ; *Revet (Maurice)*, (p. 10107) ; *Moustache (José)*, (p. 10109) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 10123).

Médecine d'urgence et Samu : *Barrot (Jacques)*, (p. 10076) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10083).

Médecine solaire : *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10090) ; *Revet (Maurice)*, (p. 10107) ; *Morellon (Jean)*, (p. 10116) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10122).

Nord-Pas-de-Calais (équipement hospitalier) : *Hage (Georges)*, (p. 10095, 10096) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10119).

Personnalisation de la gestion des dépenses de santé : *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 10112, 10120) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10120).

Personnels sociaux : *Laborde (Jean)*, (p. 10090) ; *Geng (Francis)*, (p. 10108) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 10114) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 10124, 10125).

Personnes âgées dépendantes (structures d'accueil) : *Arreckx (Maurice)*, (p. 10095) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 10097) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 10017) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10122).

Petites et moyennes industries : *Millet (Gilbert)*, (p. 10086) ; *Héraud (Robert)*, (p. 10090) ; *Geuriot (Colette)*, (p. 10100) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10123).

Pharmacie et médicaments : *Pons (Bernard)*, (p. 10067) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10076, 10122) ; *Geng (Francis)*, (p. 10108).

Prévention : *Autain (François)*, (p. 10108) ; *Revet (Charles)*, (p. 10107) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10118,10122).

Prix de journée : *Pons (Bernard)*, (p. 10067) ; *Bourson (Pierre-Alexandre)*, (p. 10083) ; *Taugourdeau (Martial)*, (p. 10102) ; *Royer (Jean)*, (p. 10106) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10122) ; *Farge (Jean)*, (p. 10126).

Psychiatre : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10076, 10119).

Rapport « Sciences de la vie et société » : *Bérest (Eugène)*, (p. 10103).

Recherche médicale : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10076, 10119) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 10086).

Réfugiés du Sud-Est asiatique : *Barbier (Gilbert)*, (p. 10070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10075).

Réinsertion sociale des personnes âgées : *Grussenmeyer (François)*, (p. 10104).

Rentes mutalistes des anciens combattants : *Bolo (Alexandre)*, (p. 10089).

Secteur de la santé (rôle économique) : *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Léger (Alain)*, (p. 10071).

Sport et santé : *Bord (André)*, (p. 10103).

Ticket modérateur : *Fabius (Laurent)*, (p. 10068) ; *Autain (François)*, (p. 10082) ; *Taugourdeau (Martial)*, (p. 10102).

Thermalisme : *Voilquin (Hubert)*, (p. 10100) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10120).

Travailleurs frontaliers alsaciens : *Grussenmeyer (François)*, (p. 10104).

Veuves civiles : *Grussenmeyer (François)*, (p. 10104) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 10121).

EXAMEN DES CREDITS [15 novembre 1979] (p. 10127) :

TRAVAIL ET SANTE

I. – **Section commune.**

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 10127).

III. – **Santé et sécurité sociale.**

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 466* de M. Daniel Benoist (suppression des crédits relatifs au remboursement au ministère de la défense des soldats des médecins du contingent mis à la disposition des services d'urgence) rejeté (p. 10128) ; *amendement n° 467* de M. Yvon Tondon (réduction de cinq millions des crédits relatifs aux études et statistiques) rejeté (p. 10128).

MM. Tondon (Yvon), Tissandier (Maurice), Barrot (Jacques).

– état B, titre III, adopté (p. 10128).

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 10128).

ETAT C. – TITRE V (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) adopté (p. 10128).

ETAT C. – TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 10128).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. – **Services généraux. – Aménagement du territoire.**

DISCUSSION GENERALE [13 novembre 1979] (p. 9952) :

Aide spéciale rurale : *Geng (Francis)*, (p. 9963).

Alsace : *Zeller (Adrien)*, (p. 9967).

Biens sectionnaires : *Raynal (Pierre)*, (p. 9966).

Carte des aides (rigidité de la) : *Fèvre (Charles)*, (p. 9961) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 9959) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 9957) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 9962) ; *Geng (Francis)*, (p. 9963) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 9966).

Comité interministériel sur la stratégie industrielle : *Clément (Pascal)*, (p. 9954).

Conseil de planification : *Clément (Pascal)*, (p. 9953).

Conservatoire du littoral : *Alduy (Paul)*, (p. 9953) ; *Clément (Pascal)*, (p. 9954) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9954).

Contrats de pays : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9955) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 9958) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9958) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9962) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 9966).

D.A.T.A.R. : *Alduy (Paul)*, (p. 9952) ; *Clément (Pascal)*, (p. 9953) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9954) ; *Poujade (Robert)*, (p. 9956) ; *Biwer (Claude)*, (p. 9967) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9970).

Décentralisation : *Alduy (Paul)*, (p. 9953) ; *Clément (Pascal)*, (p. 9953) ; *Poujade (Robert)*, (p. 9956).

Désenclavement : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 9962).

Disparités régionales : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9955) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 9957) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 9958).

Emplois (création d') : *Huguet (Roland)*, (p. 9960) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 9961) ; *Madelin (Alain)*, (p. 9965).

Energie : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9955) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9970).

F.I.D.A.R. (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) : *Boucheron (Jean-Marie)*, (p. 9954) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9960) ; *Geng (Francis)*, (p. 9963) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9969).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Boucherin (Jean-Michel)*, (p. 9955).

Haute-Bresse : *Boyon (Jacques)*, (p. 9959).

Informatique : *Limouzy (Jacques)*, (p. 9970).

Interventions économiques des communes : *Cointat (Michel)*, (p. 9963).

Massif central : *Alduy (Paul)*, (p. 9953) ; *Raynal (Pierre)* ; *9965).*

Meuse : *Biwer (Claude)*, (p. 9967).

Montagne (politique de la) : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9955) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 9965) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9969).

Ouest : *Hunault (Xavier)*, (p. 9959) ; *Narquin (Jean)*, (p. 9964) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 9966, 9967) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9968).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 9962).

Plan du grand Sud-Ouest : *Alduy (Paul)*, (p. 9952) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9954) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9970).

Plans régionaux : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9954) ; *Alduy (Paul)*, (p. 9952).

Primes de développement régional : *Clément (Pascal)*, (p. 9954) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 9958) ; *Cointat (Michel)*, (p. 9963).

Rapport Mayoux : *Limouzy (Jacques)*, (p. 9970).

Région parisienne : *Monfrais (Pierre)*, (p. 9958).

Régions (rôle des) : *Alduy (Paul)*, (p. 9952) ; *Huguet (Roland)*, (p. 9960) ; *Narquin (Jean)*, (p. 9964) ; *Biwer (Claude)*, (p. 9967) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 9968).

Rénovation et aménagement rural : *Alduy (Paul)*, (p. 9952) ; *Clément (Pascal)*, (p. 9953) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 9955) ; *Poujade (Robert)*, (p. 9956) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9969).

Sociétés de développement régional : *Sourdille (Jacques)*, (p. 9962).

Taxe professionnelle (exonération) : *Boyon (Jacques)*, (p. 9960).

Zone fragile : *Cornet (Pierre)*, (p. 9966) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9969).

Zones minières : *Delelis (André)*, (p. 9959) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9969).

EXAMEN DES CRÉDITS [13 novembre 1979] (p. 9970) :

Les crédits concernant l'aménagement du territoire inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. – I. Services généraux » seront mis aux voix lors de l'examen concernant la fonction publique (p. 9970).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. Services généraux. – Fonction publique

DISCUSSION GÉNÉRALE [14 novembre 1979] (p. 9993) :

Rappel au règlement de M. Bernard Derosier : déclaration du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre mettant en cause le groupe socialiste au sujet d'un amendement tendant à supprimer les crédits affectés à la

mensualisation du paiement des retraites : *Derosier (Bernard)*, (p. 10004) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10005).

Administrateurs civils (carrière des) : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9995) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 9996) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10004).

Catégorie B : *Longuet (Gérard)*, (p. 9996).

Création d'emploi : *Renard (Roland)*, (p. 9997) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 9998) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10001).

Départements d'Outre-Mer (agents des) : *Fontaine (Jean)*, (p. 9999) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10004).

Direction de la concurrence et des prix : *Renard (Roland)*, (p. 9997).

Direction générale de l'administration et de la fonction publique : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9994) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9995).

Droits syndicaux : *Renard (Roland)*, (p. 9998) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 9999) ; *Richard (Alain)*, (p. 10000) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10002).

Femmes (admission des) : *Dominati (Jacques)*, (p. 10003).

Formation des fonctionnaires : *Longuet (Gérard)*, (p. 9995).

Grille indiciaire : *Renard (Roland)*, (p. 9998) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 9999) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10002).

Instituts régionaux d'administration (I.R.A.) : *Dominati (Jacques)*, (p. 10004).

Loi Roustan : *Dominati (Jacques)*, (p. 10003).

Non titulaires : *Longuet (Gérard)*, (p. 9996) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 9998) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10002, 10003, 10004).

Pensions : *Renard (Roland)*, (p. 9997).

Pensions (mensualisation des) : *Alphandery (Edmond)*, (p. 9995) ; *Renard (Roland)*, (p. 9997) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10003) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 10004, 10005).

Politique contractuelle : *Longuet (Gérard)*, (p. 9996) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10002).

Privatisation de la fonction publique : *Richard (Alain)*, (p. 10001).

Rémunération (évolution) : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9994) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 9996) ; *Renard (Roland)*, (p. 9997) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 9998) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 10001).

Rémunérations annexes : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9995).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1979] (p. 10005) :

ETAT B. - TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 10005).

ETAT B. - TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 10005).

ETAT C. - TITRE V (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) adopté (p. 10005).

ETAT C. - TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 10005).

I. - **Services généraux. - Information.**

DISCUSSION GENERALE [26 octobre 1979] (p. 9054) :

Agence de presse gouvernementale : *Bariani (Didier)*, (p. 9056, 9059).

Agence de presse (A.F.P.) : *Sallé (Louis)*, (p. 9054).

Aides publiques à la presse : *Sallé (Louis)*, (p. 9054) ; *Bariani (Didier)*, (p. 9055) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 9057) ; *Leroy (Roland)*, (p. 9058) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 9060).

Haut conseil de l'audiovisuel : *Sallé (Louis)*, (p. 9054) ; *Bariani (Didier)*, (p. 9056).

Monopole de la radio-télévision : *Narquin (Jean)*, (p. 9059).

Ordonnances de 1944 sur la presse : *Leroy (Roland)*, (p. 9058).

Presse et nouvelles techniques de communication : *Bariani (Didier)*, (p. 9055) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 9056).

Publicité : *Sallé (Louis)*, (p. 9055).

Radios locales : *Bariani (Didier)*, (p. 9056).

Rapport Vedel sur la presse : *Vivien (Robert-André)*, (p. 9057) ; *Leroy (Roland)*, (p. 9059).

Service juridique et technique de l'information : *Sallé (Louis)*, (p. 9054) ; *Bariani (Didier)*, (p. 9056).

Sofirad (Société financière de la radiodiffusion) : *Sallé (Louis)*, (p. 9055).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLE RATTACHE [26 octobre 1979] (p. 9061) :

Les crédits concernant l'information inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. - I. Services généraux » seront mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant la fonction publique.

ART. 70 (réduisant de 70 à 50 % pour les périodiques et de 50 à 30 % pour les autres publications le montant de la provision hors impôt prélevée sur les bénéfices en application de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec ces provisions) : *amendements n° 257* de la commission des finances et *n° 193* de M. Georges Gosnat (suppression de l'article 70) rejeté (p. 9061) ; *amendement n° 329* de M. Laurent Fabius (reconduction des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts pour les exercices 1980-1981) rejeté (p. 9062) ; *amendement n° 374* du Gouvernement (augmentant le pourcentage de bénéfice susceptible d'être utilisé par les quotidiens pour la constitution des provisions prévues par l'article 39 *bis* du code général des impôts ; augmentant le pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec ses provisions) ; *sous-amendement n° 375* de M. Louis Sallé (augmentation pour les non-quotidiens du pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec les provisions pour l'article 39 *bis* du code général des impôts) retiré (p. 9062) ; sous-amendement du Gouvernement (reprenant le *sous-amendement n° 375* de M. Louis Sallé sans son gage) adopté (p. 9062) ; *amendement n° 362* de M. Marcel Tassy (privant du bénéfice des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts les entreprises de presse dont tout ou partie des publications est imprimé à l'étranger) rejeté (p. 9063).

MM. Sallé (Louis), Gosnat (Georges), Lecat (Jean-Philippe), Fillioud (Georges), Tassy (Marcel).

- article 70, ainsi modifié, adopté (p. 9063).

I. - **Services généraux. - Services divers.** - II. - **Secrétariat général de la défense nationale.** - III. - **Conseil économique et social.** - Budget annexe des journaux officiels.

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1979] (p. 9520) :

C.I.R.A. (Centres interministériels des renseignements administratifs) : *Rieubon (René)*, (p. 9521).

Commission d'accès aux documents administratifs : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 9522).

Conseil économique et social : *Pourchon (Maurice)*, (p. 9524) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9527).

Documentation française : *Rieubon (René)*, (p. 9520) ; *Boinvilliers (Jean)*, (p. 9522) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9525).

Expérience vidoétex : *Dominati (Jacques)*, (p. 9525).

Fonds spéciaux : *Rieubon (René)*, (p. 9521).

Guide de vos droits et démarches : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 9522) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9525).

Haut comité de la langue française : *Rieubon (René)*, (p. 9521) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9526).

Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme : *Rieubon (René)*, (p. 9520) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9526).

Information publique : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 9522) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9526).

Informatique documentaire dans l'administration : *Rieubon (René)*, (p. 9520) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9525).

Journaux officiels : *Pourchon (Maurice)*, (p. 9524) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9527).

Médiateur : *Rieubon (René)*, (p. 9521).

Mission interministérielle de la mer : *Rieubon (Jean)*, (p. 9521) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 9526).

Rémunérations des membres du Gouvernement : *Rieubon (Jean)*, (p. 9520).

Secrétariat général de la défense nationale : *Cressard (Jacques)*, (p. 9523, 9524).

Services d'information et de diffusion : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 9522).

EXAMEN DES CREDITS [7 novembre 1979] (p. 9527) :

ETAT B. - TITRE III : Services du Premier ministre. - I. Services généraux : *amendement n° 420* de M. Guy Guermeur (réduction des crédits du titre III en signe de protestation contre la multiplication des organismes, comités, délégations et commissions rattachés au Premier ministre), adopté (p. 9528) ; *amendement n° 416* de M. Henri Emmanuelli (suppression des crédits consacrés aux dépenses diverses des fonds spéciaux à destination particulière) rejeté par scrutin public n° 249 (p. 9529) ; liste des votants (p. 9532).

MM. Guermeur (Guy), Fossé (Roger), Dominati (Jacques), Emmanuelli (Henri), Joxe (Pierre).

Crédits des services du Premier ministre. - I. Services généraux : mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant la fonction publique (p. 9527) ; crédits majorés en seconde délibération (*amendement n° 20* du Gouvernement).

ETAT B. - TITRE III : Services du Premier ministre. - II. Secrétariat général de la défense nationale (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté par scrutin public n° 250 (p. 9529) ; liste des votants (p. 9533).

Rappel au règlement de M. Guermeur (Guy) : vote de crédits importants en séance publique alors que le travail se poursuit dans les commissions (p. 9529).

ETAT C. - TITRE V : Services du Premier ministre. - II. Secrétariat général de la défense nationale (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9530).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 262* de la commission des finances (récapitulation par ministère et par chapitre, chaque année, en annexe du fascicule budgétaire du secrétariat général de la défense nationale, des crédits de toute nature qui concourent à la défense de la Nation à l'exclusion des crédits du ministère de la défense) adopté (p. 9530).

MM. Cressard (Jacques), Dominati (Jacques).

ETAT B. - TITRE III : Services du premier ministre. - III. Conseil économique et social (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9531).

MM. Pourchon (Maurice), Dominati (Jacques).

ART. 32 (budget annexe des journaux officiels : crédits ouverts au titre des services votés) adopté (p. 9533).

ART. 33, paragraphe 1 (budget annexe des journaux officiels : autorisations de programmes ; mesures nouvelles) adopté (p. 9531).

ART. 33, paragraphe 2 (budget annexe des journaux officiels) : crédits ouverts au titre des mesures nouvelles) adopté (p. 9531).

IV. – **Commissariat général du Plan.**

DISCUSSION GENERALE [13 novembre 1979] (p. 9946) :

C.R.E.D.O.C. (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 9943) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9950).

Dégradation de la notion de plan : *Pourchon (Maurice)*, (p. 9942, 9943) ; *Richard (Alain)*, (p. 9946) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 9947) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9950).

Informatique : *Richard (Alain)*, (p. 9947).

Plan Sud-Ouest : *Forgues (Pierre)*, (p. 9949).

P.M.I. : *Richard (Alain)*, (p. 9947).

Prévision économique : *Dutard (Lucien)*, (p. 9948) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9951).

Programmes d'action prioritaire (exécution des) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 9943) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 9943) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 9948).

Prévision économique : *Dutard (Lucien)*, (p. 9948) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 9951).

Rapport Hannoun : *Richard (Alain)*, (p. 9947).

Recherche : *Barbera (Myriam)*, (p. 9943).

Rejet des crédits : *Limouzy (Jacques)*, (p. 9951) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 9951).

EXAMEN DES CREDITS [13 novembre 1979] (p. 9951) :

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des crédits civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9951).

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9952).

ETAT C. – TITRE VI (subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 9952).

V. – **Recherche.**

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1979] (p. 8906) :

Agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 88904) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Bourse aux innovations : *Barbier (Gilbert)*, (p. 8903) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905).

Brevets : *Barbier (Gilbert)*, (p. 8903).

Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) (réforme du) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8900) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8896).

Comité d'évaluation des choix technologiques : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Coordination interministérielle : *Laurain (Jean)*, (p. 8906).

Crédits militaires-crédits civils : *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8899) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 8897).

Dépendance technologique de la France : *Vizet (Robert)*, (p. 8901).

Effectifs des chercheurs : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8901) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 8901) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8899) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8894) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8896) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 8897).

Energies nouvelles : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906) ; *Donnadieu (Louis)*, (p. 8904) ; *Birraux (Claude)*, (p. 8899) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 8898).

Exemple allemand : *Devaquet (Alain)*, (p. 8900) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 8903) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905) ; *Birraux (Claude)*, (p. 8899).

Financement par l'Etat de la recherche privée : *Porcu (Antoine)*, (p. 8898).

Ganil (Groupe accélérateur national d'ions lourds) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8900) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Gazéification du charbon : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906).

Industrie pharmaceutique : *Donnadieu (Louis)*, (p. 8904) ; *Aigrain (Louis)*, (p. 8906).

Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) (réorganisation de) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. F8895).

Institut national de recherche des économies de matières (I.N.R.E.M.) : *Laurain (Jean)*, (p. 8906).

Institut de recherche pour la sidérurgie (I.R.S.) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 8989).

Liquéfaction du charbon : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906).

Mesures d'incitation fiscale : *Barbier (Gilbert)*, (p. 8904).

Océanographie : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907).

Océanologie : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8897).

Pluridisciplinarité : *Faure (Edgar)*, 8903).

Programme décennal de la recherche : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 8900) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8896).

Programme Spot : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Réacteurs à eau pressurisée : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906).

Réacteurs à haute température : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Réalisation du 7e Plan : *Laurain (Jean)*, (p. 8899) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 8897).

Recherche appliquée/recherche fondamentale : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906) ;) ; *Houeteer (Gérard)*, (p. 8906) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8897) ; *Porcu (Antoine) ; 8898)*.

Recherche médicale : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8907) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 8904) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8895).

Région (rôle de la) : *Faure (Edgar)*, (p. 8903) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 8905) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 8901).

Statut des chercheurs : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8904) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 8901) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8896).

Surrégénérateurs : *Aigrain (Pierre)*, (p. 8906) ; *Vizet (Robert)*, (p. 8902).

EXAMEN DES CREDITS [24 octobre 1979] (p. 8908) :

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 8908).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Laurain (Jean)* : vote hostile du groupe socialiste contre les titres III, IV, V et VI.

– *Vizet (Robert)* : attitude identique du groupe communiste.

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 8908).

ETAT C. – TITRE V (investissements exécutés par l'Etat ; mesures nouvelles) adopté (p. 8908).

ETAT C. – TITRE VI (subventions d'investissements accordées par l'Etat ; mesures nouvelles) adopté (p. 8908).

TAXES PARAFISCALE

DISCUSSION GENERALE [12 novembre 1979] (p. 9845) :

A.N.D.A. (Association nationale pour le développement agricole) : *Vizet (Robert)*, (p. 9845).

C.E.T.I.A.T. (Centre technique des industries aérauliques et techniques) : *Vizet (Robert)*, (p. 9846).

C.E.T.I.M. (Centre d'études techniques des industries mécaniques).

C.O.R.E.M. (Comité de coordination des centres de recherche en mécanique) : *Vizet (Robert)*, (p. 9846).

C.T.I.C.M. :(Centre technique industriel de la construction mécanique) : *Vizet (Robert)*, (p. 9846).

Nouvelle réglementation des taxes parafiscales appliquées en 1980 : *Papon (Maurice)*, (p. 9846).

Taxe sur les huiles minérales et synthétiques : *Papon (Maurice)*, (p. 9846).

Unigrains : *Vizet (Robert)*, (p. 984).

EXAMEN DES CREDITS ET ARTICLE RATTACHE [12 novembre 1979] (p. 9846) :

ART. 49 (autorisation de la perception en 1980 des taxes parafiscales dont la liste figure à l'Etat E annexé) réservé Jusqu'au vote sur l'Etat E (p. 9846).

ETAT E : ligne 1 à 53 adoptées (p. 9860).

ETAT E : ligne 54 : *amendement n° 319* de M. Pierre Mauger (suppression de la ligne 54 : cotisations des entreprises ressortissant aux centres de recherche en mécanique) retiré (p. 9861).

MM. Mauger (Pierre), Vizet (Robert), Papon (Maurice).

– état E, ligne 54 adoptée (p. 9861).

ETAT E : lignes 55 à 59 adoptées (p. 9861).

ETAT E : ligne 60 : *amendement n° 297* de M. Adrien Zeller (suppression de la ligne 60) non soutenu), (p. 9861).

– état E, ligne 60 adoptée (p. 9861).

ETAT E : lignes 61 à 64 adoptées (p. 9861).

ETAT E : ligne 64 : *amendement n° 48* de M. Adrien Zeller (suppression de la ligne 64) non soutenu (p. 9861).

– état E, ligne 64 adoptée (p. 9861).

ETAT E : lignes 65 à 80 à l'exception de la ligne 68 concernant la redevance télévision, adoptées (p. 9861).

– état E et article 49 adoptés (p. 9861).

APRES L'ART. 49 : *amendement n° 424* de M. Julien Schvartz (insertion d'un article additionnel après l'article 49) non soutenu (p. 9861).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

DISCUSSION GENERALE [31 octobre 1979] (p. 9236) :

Atteinte à la démocratie : *Montdargent (Robert)*, (p. 9243) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9243, 9251).

Budget (diminution du) : *Flosse (Gaston)*, (p. 9242) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 9242) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 9244).

Conférence sur la mer : *Lafleur (Jacques)*, (p. 9241) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 9246).

Desserte aérienne : *Flosse (Gaston)*, (p. 9237).

Dotation globale de fonctionnement : *Flosse (Gaston)*, (p. 9237) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9251).

Indépendance : *Vivien (Alain)*, (p. 9240) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 9242) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 9243) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9245) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9248).

Mélanésiens : *Pidjot (Roch)*, (p. 9244, 9249) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9245) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9248, 9250) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9248).

Navires desservant les terres australes : *Couderc (Pierre)*, (p. 9239) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9251).

Nickel : *Lafleur (Jacques)*, (p. 9241, 9242).

Non-salariés (couverture sociale des) : *Flosse (Gaston)*, (p. 9237) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 9246).

Nouvelle-Calédonie : *Flosse (Gaston)*, (p. 9237) ; *Piot (Jacques)*, (p. 9238, 9239) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 9240) ; *Vivien (Alain)*, (p. 9240) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 9241) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 9243) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 9244) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 9244) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9246).

Nouvelles Hébrides : *Flosse (Gaston)*, (p. 91237) ; *Piot (Jacques)*, (p. 9238) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9249).

Opération café : *Lafleur (Jacques)*, (p. 9241) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9247).

Polynésie : *Couderc (Pierre)*, (p. 9239) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 9240) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 9250).

Zone économique : *Flosse (Gaston)*, (p. 9237) ; *Couderc (Pierre)*, (p. 9239) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 9246).

Wallis et Futuna : *Douffiagues (Jacques)*, (p. 9240) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 9245, 9246).

EXAMEN DES CREDITS [31 octobre 1979] (p. 9252) :

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 9252).

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : adopté (p. 9252);

ETAT C. – TITRE V (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9252).

ETAT C. – TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 9252).

TRANSPORTS

DISCUSSION GENERALE [23 octobre 1979] (p. 8772, 8783, 8803, 8835) :

Aéroglisseurs : *Thomas (Abel)*, (p. 8810).

Airbus : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Labbé (Claude)*, (p. 8776) ; *Raymond (Alex)*, (p. 8797, 8798) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8798, 8832) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 8820) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 8822).

Air France : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 883).

Air Inter : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8833).

A.M.D.-B.A. (Avions Marcel Dassault-Bréguet Aviation) : *Bas (Pierre)*, (p. 8775).

Autoroutes : *Torre (Henri)*, (p. 8780) ; *Manet (Michel)*, (p. 8784) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 8788) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 8796) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8797, 8810, 8828, 8829) ;

Bonhomme (Jean), (p. 8810) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 8824).

Aviation légère : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Labbé (Claude)*, (p. 8776) ; *Raymond (Alex)*, (p. 8798) ; *Le Theule (Joël) ; 8833).*

Centre-Europe-Atlantique (route) : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 8805).

Communauté européenne (problèmes maritimes) : *Denvers (Albert)*, (p. 8778) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 8789) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 8790, 8791) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 8801) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 8811) ; *Bardol (Jean)*, (p. 8814) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8830).

Conchyliculture et aquaculture : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 8820) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8831).

Concorde (avion) : *Labbé (Claude)*, (p. 8776) ; *Raymond (Alex)*, (p. 8797) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 8820) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8832).

Construction et réparation navales : *Denvers (Albert)*, (p. 8777) ; *Duroméa (André)*, (p. 8779) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 8787, 8788) ; *Evin (Claude)*, (p. 8807, 8808) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8808) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8831).

Contrôleurs aériens : *Raymond (Alex)*, (p. 8799) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8806) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 8821) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8827).

Corse (desserte de la) : *Cornet (Pierre)*, (p. 8772) ; *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Rocca Serra (Jean-Paul de)*, (p. 8812, 8813) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8812, 8833) ; *Arreckx (Maurice)*, (p. 8818).

Economies d'énergie : *Le Theule (Joël)*, (p. 8827).

Flotte de commerce (crise) : *Denvers (Albert)*, (p. 8777) ; *Duroméa (André)*, (p. 8778) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 8786, 8787, 8788) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 8817) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 8819) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8831).

Ile-de-France (transports) : *Forgues (Pierre)*, (p. 8774) ; *Richard (Alain)*, (p. 8816) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8830).

La Réunion (desserte et équipement) : *Fontaine (Jean)*, (p. 8813) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 8815, 8816).

Liaison Mer du Nord-Méditérranée : *Torre (Henri)*, (p. 8781) ; *Valleix (Jean)*, (p. 8785) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8785, 8829, 8830) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 8786) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 8805) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 8805).

Lyon (métro) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8806) ; *Richard (Alain)*, (p. 8816) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8830).

Météorologie : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Raymond (Alex)*, (p. 8799) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8828).

Moteurs C.F.M. 56 : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Canacos (Henry)*, (p. 8817) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 8821) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 8822) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8833).

Nice (port de commerce) : *Valleix (Jean)*, (p. 8785) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8829).

Nuisances dues aux aéroports : *Canacos (Henry)*, (p. 8818) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8830).

Pavillons de complaisance : *Denvers (Albert)*, (p. 8777) ; *Duroméa (André)*, (p. 8779) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 8786) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8808) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8827).

Pêches maritimes : *Denvers (Albert)*, (p. 8777) ; *Duroméa (André)*, (p. 8779) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 8789) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 8790) ; *Plantagenest (Marc)*, (p. 8799) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 8801, 8802) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8809) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 8811) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8812, 8830, 8831) ; *Bardol (Jean)*, (p. 8814, 8815) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 8819).

Pensions des marins et ENIM : *Duroméa (André)*, (p. 8779) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 8802) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8808) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8808, 8832).

Ports maritimes : *Torre (Henri)*, (p. 8781) ; *Valleix (Jean)*, (p. 8784, 8785) ; *Colombier (Henri)*, (p. 8791, 8792) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8792, 8793, 8829) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 8792, 8793) ; *Denvers (Albert)*, (p. 8804) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 8806) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 8819).

R.A.T.P. : *Cornet (Pierre)*, (p. 8773) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8806).

Routes : *Forgues (Pierre)*, (p. 8774) ; *Torre (Henri)*, (p. 8780) ; *Manet (Michel)*, (p. 8783, 8784) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 8788) ; *Couillet (Michel)*, (p. 8795) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 8796, 8797) ; *Bernard (Jean)*, (p. 8800) ; *Delong (Jacques)*, (p. 8804) ; *Bonhomme (Jean)*, (p. 8810) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8810, 8828) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 8820) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 8823) ; *Forens (André)*, (p. 8823).

Sécurité en mer : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 8800) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8808) ; *Bardol (Jean)*, (p. 8815) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8826).

Sécurité routière : *Le Theule (Joël)*, (p. 8827, 8828).

S.N.C.F. (contrat d'entreprise avec l'Etat) : *Cornet (Pierre)*, (p. 8772) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 8773, 8774) ; *Couillet (Michel)*, (p. 8795) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8826, 8833).

S.N.C.F. (fermeture de lignes) : *Le Theule (Joël)*, (p. 8774, 8833) ; *Gaillard (René)*, (p. 8794) ; *Couillet (Michel)*, (p. 8795) ; *Forens (André)*, (p. 8823).

S.N.C.F. (qualité du service) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8807) ; *Richard (Alain)*, (p. 8817) ; *Pistre (Charles)*, (p. 8822) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8833).

Société nationale de sauvetage en mer : *Duroméa (André)*, (p. 8779) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 8791) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 8808).

Subvention aux départements pour la voirie nationale déclassée : *Torre (Henri)*, (p. 8780) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8780) ; *Manet (Michel)*, (p. 8784) ; *Pistre (Charles)*, (p. 8822).

Sud-Ouest (routes) : *Pistre (Charles)*, (p. 8822) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 8824).

Tarifs aériens : *Bas (Pierre)*, (p. 8775) ; *Labbé (Claude)*, (p. 8776).

Toulon (port de commerce) : *Arreckx (Maurice)*, (p. 8818).

Trafic Transmanche : *Duroméa (André)*, (p. 8778) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 8789) ; *Thomas (Abel)*, (p. 8809, 8810) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8809, 8832).

Transports collectifs urbains : *Gaillard (René)*, (p. 8793, 8794) ; *Couillet (Michel)*, (p. 8795) ; *Richard (Alain)*, (p. 8816).

Travaux publics : *Torre (Henri)*, (p. 8780) ; *Manet (Michel)*, (p. 8784).

Voie d'eau et batellerie : *Cornet (Pierre)*, (p. 8773) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 8774) ; *Torre (Henri)*, (p. 8780) ; *Valleix (Jean)*, (p. 8784, 8785) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 8786) ; *Bernard (Jean)*, (p. 8800) ; *Denvers (Albert)*, (p. 8804) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 8805, 8829, 8830) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 8805) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 8805) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8807).

EXAMEN DES CRÉDITS ET ARTICLE RATTACHÉ [23 octobre 1979] (p. 8835) ; [17 novembre 1979] (p. 10299).

ETAT B. - TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 8835).

ETAT B. - TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 320* de M. François d'Harcourt (réduction de crédits en vue d'accroître l'aide au carburant utilisé par les marins pêcheurs) rejeté (p. 8835) ; *amendement n° 318* rectifié de M. Jean-Louis Goasduff (réduction de crédits en vue d'organiser la continuité territoriale entre le continent et les îles du Finistère) rejeté (p. 8837) ; *amendement n° 331* de M. Guy Guermeur (réduction de crédits en vue d'accroître l'aide au carburant utilisé pour la pêche) rejeté (p. 8839) ; *amendement n° 242* de la commission des finances (suppression de la dotation prévue pour 1980 en faveur de la contribution de l'Etat aux transports publics parisiens) rejeté (p. 8841) ; *amendement n° 340* de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits prévus en faveur de la contribution de l'Etat aux transports publics parisiens) rejeté (p. 8841).

MM. Harcourt (François d'), Cornet (Pierre), Le Theule (Joël), Le Drian (Jean-Yves), Duroméa (André), Guermeur (Guy), Goasduff (Jean-Louis), Torre (Henri), Le Pensec (Louis), Forgues (Pierre), Canacos (Henry), Gantier (Gilbert), Gouhier (Roger), Wagner (Robert).

- état B, titre IV, adopté (p. 8841).

ETAT C. - TITRE V (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) adopté (p. 8841).

ETAT C. - TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissement accordées par l'Etat) adopté (p. 8841).

ETAT D. - TITRE III (autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1981) adopté (p. 8841).

ART. 56 rattaché (subventions aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé) réservé jusqu'à la fin de la discussion du projet de loi de finances (p. 8842).

ART. 56 *(suite)* précédemment réservé : *amendements n° 248* précédemment réservé de la commission des finances et *n° 307* précédemment réservé de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 56) rejeté (p. 10300).

MM. Vivien (Robert-André), Voisin (André-Georges), Huguet (Roland), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique).

- article 56 adopté (p. 10300).

TRAVAIL ET PARTICIPATION FORMATION PROFESSIONNELLE

DISCUSSION GÉNÉRALE [25 octobre 1979] (p. 8920) :

Accidents de travail : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945) ; *Bèche (Guy)*, (p. 8949) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8965) ; *Jans (Parfait)*, (p. 8926) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 8933).

Alsthom (grève d') : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 8958,8959) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8958).

Apprentissage : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8963, 8964) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8931).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8963) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 8921) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8931).

Chômage dans les D.O.M.-T.O.M. (indemnisation du) : *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 8954) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8961) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8927).

Chômage des cadres : *Bariani (Didier)*, (p. 8946) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8959).

Chômeurs âgés : *Frelaut (Dominique)*, (p. 8920).

Conflit des loyers : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8944) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8966) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 8933).

Congé de formation : *Séguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Evin (Claude)*, (p. 8936).

Conservatoire national des arts et métiers (C.N.A.M.) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945).

Coordination entre ministères de l'éducation et du travail : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945).

Cumuls retraite-emploi : *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8960).

Démographie : *Fonteneau (Jean)*, (p. 8929, 8930) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8935).

Durée du travail : *Fabre (Robert)*, (p. 8949) ; *Rossinot (André)*, (p. 8959) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8935, 8957, 8960) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8928) ; *Boulay (Robert)*, (p. 8932) ; *Laurain (Jean)*, (p. 8940).

Effort de construction : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8944) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8966) ; *Jans (Parfait)*, (p. 8926).

Emploi des jeunes : *Séguin (Philippe)*, (p. 8954) ; *Chavatte (Angèle)*, (p. 8950) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8963) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8931).

Emplois d'intérêt collectif : *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8960).

Evolution du chômage : *Frelaut (Dominique)*, (p. 8920) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8927) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8934) ; *Evin (Claude)*, (p. 8935, 8936) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 8937) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 8938).

Fonds d'action sociale : *Stoléru (Lionel)*, (p. 8966) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 8944).

Fonds national européen : *Legendre (Jacques)*, (p. 8964) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8938).

Formation agricole : *Séguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8964) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 8938).

Formation professionnelle : *Chavatte (Angèle)*, (p. 8951) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8964) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8928) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8930) ; *Evin (Claude)*, (p. 8936) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 8938).

Handicapés : *Legrand (Joseph)*, (p. 8947, 8948) ; *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8934, 8959).

Immigrés : *Bèche (Guy)*, (p. 8949) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8965, 8966) ; *Jans (Parfait)*, (p. 8926, 8927) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 8933).

Indemnisation du chômage : *Séguin (Philippe)*, (p. 8952) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 8921).

Investissements français à l'étranger : *Frelaut (Dominique)*, (p. 8920) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 8939, 8940).

Libertés syndicales : *Le Meur (Daniel)*, (p. 8955) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8961).

Livret d'épargne manuelle : *Stoléru (Lionel)*, (p. 8965).

Machine-outil : *Frelaut (Dominique)*, (p. 8920).

Pactes pour l'emploi : *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 8953) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 8921, 8960) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8927) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 8930) ; *Evin (Claude)*, (p. 8936).

Participation : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 8928, 8929) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8935).

Plans régionaux de formation : *Séguin (Philippe)*, (p. 8953).

Précarité du travail (développement de la) : *Bariani (Didier)*, (p. 8946) ; *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Bèche (Guy)*, (p. 8950) ; *Le Meur (Daniel)*, (p. 8955) ; *Laborde (Jean)*, (p. 8957) ; *Evin (Claude)*, (p. 8936) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 8938).

Rapport de la commission d'enquête sur l'emploi : *Rossinot (André)*, (p. 8950).

Réforme de l'A.N.P.E. : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945) ; *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Séguin*

(Philippe), (p. 8952) ; *Laborde (Jean)*, (p. 8956) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8934, 8957, 8958, 8961) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 8921) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 8927) ; *Evin (Claude)*, (p. 8936) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 8937).

Réfugiés indochinois : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8945).

Règlement intérieur : *Boulin (Robert)*, (p. 8935).

Retraites : *Fabre (Robert)*, (p. 8948) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8960).

Sonacotra (Société nationale de construction pour les travailleurs) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 8944) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8966) ; *Jans (Parfait)*, (p. 8926) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 8933).

Stages de formation : *Chavatte (Angèle)*, (p. 8951) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 8964) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 8921).

Travail des femmes : *Chavatte (Angèle)*, (p. 8951) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 8962).

Travail manuel : *Bèche (Guy)*, (p. 8949) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 8965) ; *Boulin (Robert)*, (p. 8931, 8932).

EXAMEN DE CREDITS [25 octobre 1979] (p. 8966) :

ETAT B. - TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 8966).

ETAT B. - TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 324* de M. Jean Fontaine (réduction des crédits de quarante-cinq millions de francs) adopté (p. 8968).

MM. Fontaine (Jean), Frelaut (Dominique), Boulin (Robert), Séguin (Philippe), Lagourgue (Pierre).

- état B, titre IV, ainsi modifié adopté (p. 8968).

ETAT C. - TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils ; mesures nouvelles) adopté (p. 8968).

Crédits concernant la formation professionnelle inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre. - I. Services généraux » : *amendement n° 309* de M. Pierre Zarka (suppression des crédits relatifs au contrôle sur le contenu de la formation professionnelle par l'administration) rejeté (p. 8969).

MM. Boulay (Daniel), Dehaine (Arthur), Legendre (Jacques), Gissinger (Antoine).

Les crédits seront mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant la fonction publique.

UNIVERSITES

DISCUSSION GENERALE [9 novembre 1979] (p. 9750) :

Rappel au règlement de M. Pascal Clément : rapport oral de M. Louis Le Pensec ne reflétant pas les positions de la commission : *Clément (Pascal)*, (p. 9753) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 9753).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : protestation contre l'attitude du ministre des universiés à l'égard de l'opposition : *Mexandeau (Louis)*, (p. 9766) ; *Coulais (Claude)*, (p. 9766).

Action sociale en faveur des étudiants : *Le Pensec (Louis)*, (p. 9752) ; *Ralite (Jack)*, (p. 9756) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9760) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9765).

Adaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie : *Coulais (Claude)*, (p. 9751) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9753) ; *Ralite (Jack)*, (p. 9755) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 9756) ; *Muller (Emile)*, (p. 9758) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 9762) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764, 9765).

AUDIST (Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique) : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9753) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9766).

Bibliothèques : *Coulais (Claude)*, (p. 9750) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9760) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9766).

Bourses : *Coulais (Claude)*, (p. 9750, 9751) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9754) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9760, 9761) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9765).

Carte universitaire : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9754) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9757, 9758).

C.N.R.S. et recherche universitaire : *Coulais (Claude)*, (p. 9750) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 9752) ; *Ralite (Jack)*, (p. 9754, 9755, 9756) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 9756) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9757, 9758) ; *Muller (Emile)*, (p. 9758) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 9763) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9765, 9766).

Démocratisation de l'université : *Ralite (Jack)*, (p. 9755) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 9761) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 9763) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764).

Ecole normale supérieure de Saint-Cloud : *Ralite (Jack)*, (p. 9755).

Ecoles dentaires : *Comiti (Joseph)*, (p. 9757) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764).

Ecoles d'ingénieurs de Mulhouse (personnel) : *Muller (Emile)*, (p. 9759).

Ecoles normales supérieures de lettres et classes préparatoires : *Berest (Eugène)*, (p. 9761) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764).

Gestion des universités : *Coulais (Claude)*, (p. 9751) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9765).

Grandes écoles : *Devaquet (Alain)*, (p. 9763).

Habilitation des formations universitaires : *Coulais (Claude)*, (p. 9751) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9758) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 9763).

Heures supplémentaires (rémunération) : *Coulais (Claude)*, (p. 9751).

Informatique : *Coulais (Claude)*, (p. 9750).

Institut Auguste Comte : *Mexandeau (Louis)*, (p. 9758).

I.U.T. : *Schneiter (Jean-Paul)*, (p. 9753) ; *Privat (Colette)*, (p. 9759) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764).

Loi d'orientation de l'enseignement supérieur et autonomie des universités : *Comiti (Joseph)*, (p. 9757) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9757).

Mathématique : *Ralite (Jack)*, (p. 9755).

Patrimoine universitaire : *Coulais (Claude)*, (p. 9750) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 9752) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9753) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9765).

Universitaires (statut et carrière) : *Coulais (Claude)*, (p. 9750) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 9751, 9752) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 9753) ; *Ralite (Jack)*, (p. 9754, 9756) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 9756) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 9757) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 9764).

Université (problèmes généraux) : *Devaquet (Alain)*, (p. 9762).

Université de Haute Alsace : *Muller (Emile)*, (p. 9758).

Université de Nancy : *Privat (Colette)*, (p. 9760).

EXAMEN DES CREDITS [9 novembre 1979] (p. 9767) :

ETAT B. – TITRE III (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils ; mesures nouvelles) : *amendement n° 414* de M. Xavier Deniau (suppression des mesures nouvelles proposées au chapitre 36 du fascicule des universités en signe de protestation contre l'invasion de la langue anglaise dans les congrès, colloques et publications scientifiques) retiré (p. 9769).

MM. Deniau (Xavier), Coulais (Claude), Mme Saunier-Seïté (Alice), MM. Ralite (Jack), Le Pensec (Louis).

– état B, titre III, adopté (p. 9769).

ETAT B. – TITRE IV (répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils) ; mesures nouvelles) adopté (p. 9769).

ETAT C. – TITRE V (répartition des autorisation de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; investissements exécutés par l'Etat) : adopté (p. 9769).

ETAT C. – TITRE VI (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles) ; subventions d'investissements accordées par l'Etat) adopté (p. 9769).

ARTICLES ET ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES

[17 novembre 1979] (p. 10242) :

ART. 48 (participation de la France à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international). Inscrit : *Odru (Louis)* : hiérarchisation des puissances capitalistes réalisée par les accords de la Jamaïque ; renforcement du pillage des ressources des pays en voie de développement ; dégradation des termes de l'échange entre pays capitalistes développés et pays en voie de développement (p. 10242) ; nécessité d'une réforme profonde du système monétaire international s'orientant vers la réduction de la part des droits de tirage spéciaux par rapport aux droits de tirage ordinaire (p. 10243).

– article 48 adopté (p. 10243).

ART. 50 et ETAT F annexé (crédits évaluatifs) adoptés (p. 10244).

ART. 51 et ETAT G annexé (crédits provisionnels) adopté (p. 10245).

ART. 52 et ETAT H annexé (report de crédits) adopté (p. 10247).

APRES L'ART. 54 : *amendement n° 486* du Gouvernement (prorogation du système actuel d'exonération de la taxe foncière pour les logements neufs pendant deux ans) adopté (p. 10249) ; *amendement n° 247* de la commission (exonération de la taxe foncière pendant

quinze ans pour les logements financés par les nouveaux prêts aidés par l'Etat) devient sans objet (p. 10249) ; *amendement n° 377* de M. Henry Canacos (exonération de la taxe foncière pendant quinze ans pour les logements financés par les nouveaux prêts aidés par l'Etat) rejeté (p. 10249).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand), Canacos (Henry), Fabius (Laurent), Branche (René de), Jans (Parfait).

ART. 55 (financement de grands travaux intéressant la région Ile-de-France). Inscrit : *Brunhes (Jacques) :* volonté délibérée du Gouvernement d'organiser la stagnation et le déclin de la région englobant la capitale ; progression du nombre d'usagers des transports en commun ; nécessité de prolonger certaines lignes de métro ; absence de crédits pour la couverture du boulevard périphérique et des autoroutes en milieu urbain (p. 10249).

– article 55, adopté (p. 10250).

AVANT L'ART. 58 : *amendement n° 326* corrigé de M. Laurent Fabius (suppression de l'anonymat des bons de caisse et des bons du Trésor) rejeté (p. 10252) ; *amendement n° 462* de M. Jacques Marette (suppression de l'anonymat des bons du Trésor à partir du 1er janvier 1980) adopté (p. 10252) ; article nouveau modifié en seconde délibération (*amendement n° 27* du Gouvernement ; *amendement n° 211*, 3e rectification, de M. René de Branche, devient sans objet (p. 10252) ; *amendement n° 212* de M. René de Branche (interdiction de faire de la publicité pour les titres anonymes) devient sans objet (p. 10253).

MM. Fabius (Laurent), Marette (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice), de Branche (René), Vivien (Robert-André).

ART. 58 (imposition aux droits de succession des sommes reçues au titre de certains contrats d'assurances). Inscrits : *Combrisson (Roger) :* l'évasion fiscale des sociétés est une fraude légalisée ; fraude sur la T.V.A. ; stagnation des redressements fiscaux portant sur l'impôt sur les sociétés ; demande la levée du secret pesant sur certaines transactions ; nécessité de renforcer les effectifs consacrés au contrôle fiscal (p. 10253) ; *Bonnet (Alain) :* le texte de l'article 58 touche les petits retraités ; propose une modification du paragraphe 1 limitant l'application de l'article 58 (p. 10254) ; *amendement n° 322* de M. Robert-André Vivien (limitation de l'application des droits de mutation prévus à l'article 58) rejeté (p. 10255) ; *amendement n° 323* de M. Robert-André Vivien (portant à 66 ans la limite d'âge fixé à l'article 58) adopté en tant que sous-amendement à l'*amendement n° 249* de la commission (p. 10256) ; *amendement n° 249* modifié de la commission des finances (précisant que c'est l'âge de l'assuré qui constitue la limite au-delà de laquelle l'exonération ne peut jouer) adopté (p. 10256).

MM. Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 58, ainsi modifié, adopté (p. 10256).

ART. 59 (imposition aux droits de succession des biens recueillis en vertu d'une clause d'accroissement). Inscrits : *Chauvet (Augustin) :* conséquence de la clause d'accroissement sur le plan civil ; souhaite que le texte de l'article 59 ne s'applique que pour l'avenir (p. 10256) ; *Franceschi (Joseph) :* l'article 59 aboutirait à interdire la pratique du « pacte tontinier » et remettrait en cause un très ancien principe du droit français ; il supprime une forme originale d'acquisition de biens en commun pour les particuliers (p. 10256) ; *amendement n° 250* de la commission des finances (exlusion du champ d'application de l'aticle 59 de l'habitation principale) adopté après rectification (p. 10257).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Franceschi (Joseph), Chauvet (Augustin), Comiti (Joseph), Combrisson (Roger).

– article 59, ainsi modifié, adopté (p. 10258) ; article nouveau modifié en seconde délibération (*amendement n° 28* du Gouvernement).

ART. 60 (régime fiscal applicable aux bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée). Inscrit : *Jans (Parfait) :* importance de la fraude fiscale due aux relations capitalistes internationale (p. 10258) ; le Gouvernement est complice des grandes sociétés ; refus d'instaurer un véritable contrôle des changes (p. 10259) ; *amendement n° 484* du Gouvernement (précisant que les dispositions de l'article 60 ne s'appliqueront pas lorsque l'entreprise était que les opérations de sa filiale à l'étranger n'ont pas pour principal effet de faire échapper les bénéfices à l'impôt français) adopté avec modification (p. 10260) ; *amendement n° 251* de la commission des finances (distinction entre les filiales ayant une activité industrielle et commerciale effective dans un des pays à fiscalité privilégiée et les filiales fictives) devient sans objet (p. 10260).

MM. Icart (Fernand), Marette (Jacques), Papon (Maurice), Gantier (Gilbert), Jans (Parfait), Branche (René de), Tranchant (Georges).

– article 60, ainsi modifié, adopté (p. 10260).

ART. 61 (aménagement des conditions d'imposition des sommes versées à l'étranger au titre des services rendus en France). Inscrit :

Thomas (Abel) : nécessité de ne pas appliquer l'article 61 aux opérations faites par les courtiers d'assurances français et étrangers (p. 10261).

– article 61 adopté (p. 10261).

ART. 62 (aménagement du régime d'imposition des rémunérations occultes). Inscrit : *Jans (Parfait)* : l'article 62 entraînera un développement des rémunérations occultes (p. 10261) ; *amendement n° 41* de M. Adrien Zeller (caractère de taxation réelle et non de pénalité des sommes perçues par le Trésor) rejeté (p. 10262).

MM. Zeller (Adrien), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent).

– article 62 adopté (p. 10262).

ART. 63 (intérêts applicables en matières d'impôts directs en cas de décision défavorable de la juridication administrative) : *amendement n° 442* de M. Edmond Alphandéry (limitation du paiement des intérêts de retard au cas où les juridictions administratives décident de la mauvaise foi du contribuable ayant introduit un recours contentieux) rejeté (p. 10263) ; *amendements n° 300* et *301* de M. Edmond Alphandéry non soutenus (p. 10263) ; *amendement n° 302* de M. Edmond Alphandéry (caractère non rétroactif de l'intérêt moratoire dû au profit du Trésor) adopté (p. 10263).

MM. Mesmin (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gantier Gilbert).

– article 63, ainsi modifié, adopté (p. 10263).

ART. 64 (responsabilité fiscale des dirigeants de société, d'une personne morale ou de tout autre groupement) : *amendement n° 6* de M. Edmond Alphandéry (nécessité d'une condamnation devant une juridiction pénale) retiré (p. 10264).

MM. Mesmin (Georges), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gantier (Gilbert).

– article 64 adopté (p. 10264).

ART. 65 (extension à tous les établissements bancaires ou assimilés de l'obligation de déclarer les ouvertures et clôtures de comptes) : *amendement n° 365* rectifié de M. Jean-Marie Caro (suppression de l'article 65) rejeté (p. 10267).

MM. Caro (Jean-Marie), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 65 adopté (p. 10267).

ART. 66 (communication de renseignements fiscaux aux présidents des centres de gestion et associations agréés) : *amendement n° 252* de la commission des finances (formel) adopté (p. 10267).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 66, ainsi modifié, adopté (p. 10267).

ART. 67 (droit de communication de l'administration auprès de certains membres de professions non commerciales) : *amendement n° 344* de M. Arthur Dehaine (limitant les possibilités d'investigation de l'administration aux documents comptables) adopté avec une rectification formelle (p. 10268).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 67, ainsi modifié, adopté (p. 10268).

ART. 68 (communication de certains renseignements par l'administration des douanes) adopté (p. 10268).

ART. 69 (aménagement du régime fiscal des départements d'Outre-Mer). Inscrits : *Fontaine (Jean)* : nécessité de maintenir les mesures fiscales tendant à compenser les handicaps économiques des D.O.M. ; exemple de la réfaction d'impôt sur le revenu et de la réfaction d'assiette d'impôt sur les sociétés ; prix supérieurs de 25 % dans les départements d'Outre-Mer par rapport à la métropole ; son vote hostile sur l'article 69 (p. 10269) ; *Lagourgue (Pierre)* : modification du régime fiscal des D.O.M. risquant de rompre leur équilibre économique (p. 10269) ; régime fiscal des D.O.M. ne constituant qu'une compensation des handicaps économiques tenant à l'augmentation du coût de la vie et à la distance ; alignement du régime fiscal sur celui de la métropole conduisant à une diminution du pouvoir d'achat et à une dégradation de l'emploi ; demande au ministre des précisions sur l'extension aux D.O.M. du système de paiement mensuel de l'impôt (p. 10270) ; *Riviérez (Hector)* : système fiscal des D.O.M. conçu pour tenir compte de la spécificités de l'environnement et des difficultés économiques des département d'Outre-Mer (p. 10270) ; *amendements* identiques *n° 253* de la commission des finances, *n° 104* de M. Edmond Alphandéry et *n° 370* de la commission de la production (suppression des dispositions de l'article 69 concernant l'impôt sur le revenu) rejetés (p. 10273) ; *amendement n° 473* de M. Philippe Séguin (limitant l'application de l'article 69 aux plus hauts revenus) ; *sous-amendement n° 483* du Gouvernement (évolution du montant de la réduction d'impôt prévue en faveur des contribuables des départements d'Outre-Mer en fonction de la limite supérieure de la deuxième tranche du barème) adopté (p. 10273) ; *amendement n° 473*, ainsi modifié, adopté (p. 10273) ; *amendement n° 485* du Gouvernement (nouvelle rédaction des dispositions relatives à la fiscalité des

entreprises dans les D.O.M.) ; *sous-amendement n° 488* de M. Claude Martin (suppression des dispositions limitant la réduction d'assiette prévue dans les D.O.M. en matière d'impôt sur les sociétés) adopté (p. 10276) ; *sous-amendement n° 489* de M. Claude Martin (suppression des dispositions relatives à l'exonération accordée aux sociétés qui entreprennent une activité nouvelle dans les D.O.M.) retiré (p. 10276) ; *amendement n° 485*, ainsi modifié, adopté (p. 10276) ; *amendements* identiques *n° 254* de la commission des finances, *n° 105* de M. Edmond Alphandéry, *n° 371* de la commission de la production et *n° 474* de M. Philippe Séguin (suppression du paragraphe 2 de l'article 69 relatif à la réduction d'assiette d'impôt sur les sociétés dans les D.O.M.) deviennent sans objet (p. 10276) ; *amendement n° 255* de la commission des finances (suppression du paragraphe 3 de l'article 69 relatif à l'exonération d'impôt accordée aux sociétés qui entreprennent une activité nouvelles dans les départements d'Outre-Mer) devient sans objet (p. 10276) ; *amendements* identiques *n° 256* de la commission des finances et *n° 373* de la commission de la production (suppression du paragraphe 4 de l'article 69 relatif à l'exonération d'impôt prévue en faveur des bénéfices réalisés dans les départements d'Outre-Mer et réinvestis dans ces départements) deviennent sans objet (p. 10276) ; *amendement n° 482* de M. Hector Riviérez (application du paragraphe 5 de l'article 69 à la Guyane) devient sans objet (p. 10276).

MM. Roca Serra (Jean-Paul de), Lagourgue (Pierre), Martin (Claude), Icart (Fernand), Brunhes (Jacques), Papon (Maurice), Séguin (Philippe), Chinaud (Roger), Douffiagues (Jacques), Fontaine (Jean), Fabius (Laurent), Gantier (Gilbert), Debré (Michel), Riviérez (Hector), Defferre (Gaston).

– article 69, ainsi modifié, adopté (p. 10276).

ART. 71 (amélioration des dispositifs d'incitation à l'expansion des entreprises françaises sur les marchés internationaux) : *amendement n° 195* de M. Roger Combrisson (suppression de l'article 71) rejeté (p. 10277) ; *amendement n° 258* de la commission des finances (application de l'article 39, *octies A*, du code général des impôts aux établissements financiers qui prendront une participation dans un investissement d'une entreprise française à l'étranger) adopté (p. 10277).

MM. Combrisson (Roger), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gantier (Gilbert).

– article 71, ainsi modifié, adopté (p. 10277).

APRES L'ART. 71 : *amendement n° 196* de M. Jacques Jouve (extension des dispositions de l'article 80 de la loi de finances pour 1974 faisant obligation au Gouvernement de publier un rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aides aux entreprises industrielles, au recensement des éléments suivants : marchés publics, aide fiscale et toute cession de l'Etat susceptible d'entraîner des rentes de situation en faveur des entreprises) rejeté (p. 10278).

MM. Jouve (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Combrisson (Roger).

ART. 72 (droits de la femme mariée en matière d'impôt sur le revenu). Inscrits : *Cointat (Michel)* : son vote favorable sur l'article 72 ; souhaite son application immédiate par les services fiscaux (p. 10279) ; *Jacq (Marie)* : retard du code général des impôts sur le code civil en ce qui concerne l'amélioration des droits de la femme mariée ; inégalité des époux en droit fiscal ; irrecevabilité au titre de l'article 40 opposée à un amendement socialiste donnant, en matière d'impôt sur le revenu, les mêmes droits à la femme qu'au mari (p. 10279) ; *amendement n° 197* de Mme Gisèle Moreau (établissement de l'impôt sur le revenu par foyer fiscal dont le représentant peut être un dans un couple marié, le mari ou la femme) rejeté par scrutin public n° 260 (p. 10281) ; liste des votants (p. 10287).

Mme Constans (Hélène), MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 72 adopté (p. 10281).

APRES L'ART. 72 : *amendement n° 259* de la commission des finances (possibilité pour les contribuables assujettis au régime des bénéfices non commerciaux d'arrêter leur exercice comptable en cours d'année civile) déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution (p. 10281) ; *amendement n° 327* rectifié de M. Alain Hautecœur (permettant aux commerçants, artisans et travailleurs indépendants de bénéficier de l'abattement de 20 % applicable actuellement aux traitements, salaires et pensions) rejeté (p. 10282) ; *amendement n° 332* rectifié de M. Laurent Fabius (institution de titres-vacances) rejeté (p. 10282) ; *amendement n° 333* de Laurent Fabius (augmentation des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires) rejeté (p. 10284).

MM. Icart (Fernand), Dehaine (Arthur), Papon (Maurice), Vivien (Robert-André), Hautecœur (Alain), Bèche (Guy), Comiti (Joseph), Mme Jacq (Marie).

ART. 73 (extension du champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail) : *amendement n° 214* de M. Robert Vizet (exo-

nération de la taxe additionnelle au droit de bail des immeubles ayant appartenu aux sociétés d'économie mixte de construction ou ayant pour objet la rénovation urbaine, ou la restauration immobilière) ; *sous-amendement n° 487* de M. Robert Vizet (exonération de la taxe additionnelle au droit de bail pour les logements ayant bénéficié ou bénéficiant de l'aide de l'Etat) rejeté (p. 10285) ; *amendement n° 214* rejeté (p. 10285) ; *amendement n° 44* de M. Alain Gérard (incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail et admettant au bénéfice des subventions de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat des locaux non destinés initialement à l'habitation et transformés en locaux habitables) retiré (p. 10286).

MM. Canacos (Henry), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gérard (Alain).

– article 73 adopté (p. 10286).

APRES L'ART. 73 : *amendement n° 106* de M. Vincent Ansquer (relèvement du plafond d'imposition pour les impôts régionaux à soixante-cinq francs par habitant) rejeté au scrutin public n° 261 (p. 10293) ; liste des votants (p. 10328) ; *amendement n° 396* de M. Edgar Faure (relèvement du plafond d'imposition pour les impôts régionaux) devenu sans objet (p. 10293) ; *amendement n° 397* de M. Edgar Faure (possibilité pour les établissements publics régionaux d'intégrer dans leur budget les excédents de recettes fiscales réalisés au cours de l'exercice précédent) devenu sans objet (p. 10294) ; *amendement n° 192* de M. Roger Combrisson (rémunération des dépôts à vue ; gratuité des chèques) déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959 (p. 10295) ; *amendement n° 328* rectifié de M. Laurent Fabius (gratuité des chèques) déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959 (p. 10295) ; *amendement n° 334* rectifié de M. Michel Rocard (application du taux réduit de T.V.A. aux journaux et publications des collectivités locales gagée par un doublement de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes imposables à l'impôt sur les sociétés rejeté (p. 10295).

MM. Sourdille (Jacques), Goulet (Daniel), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Guichard (Olivier), Pourchon (Maurice), Combrisson (Roger), Vivien (Robert-André), Faure (Edgar), Fabius (Laurent), Richard (Alain).

AVANT L'ART. 74 : *amendement n° 184* de M. Julien Schvartz (écrêtement de l'augmentation annuelle des sommes perçues par le détenteurs d'obligations de la caisse nationale de l'énergie en calculant le produit du 1 % sur les ventes réalisées en 1978 et en l'affectant de l'augmentation de la consommation d'énergie primaire) rejeté (p. 10296).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

APRES L'ART. 74 : *amendement n° 12* de M. Michel Cointat (suppression de la non facturation pour les ventes de produits agricoles provenant de l'exploration et effectuées directement par les producteurs dans les secteurs de la floriculture, bulbiculture et pépinière) ; sous-amendement du Gouvernement (reportant l'application du dispositif de l'*amendement n° 12* au 1er janvier 1982) adopté (p. 10297) ; *amendement n° 12*, ainsi modifié, adopté (p. 10297).

MM. Cointat (Michel), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

APRES L'ART. 77 : *amendement n° 335* de M. Laurent Fabius (obligation du Gouvernement de fournir au Parlement les moyens lui permettant d'évaluer avec précision le coût des mesures proposées) rejeté (p. 10297) ; *amendement n° 336* rectifié de M. Laurent Fabius (obligation de donner au Parlement des renseignements précis sur le nombre et le montant des remises gracieuses consenties par l'administration) rejeté (p. 10298) ; *amendement n° 337* de M. Christian Pierret (rapport du Gouvernement sur l'évaluation du coût de l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur) retiré (p. 10298) ; *amendement n° 338* de M. Christian Pierret (obligation du Gouvernement de déposer un rapport sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs, publics ou privés, à l'étranger) retiré (p. 10298) ; *amendement n° 339* de M. Laurent Fabius (limitation du secret fiscal) rejeté (p. 10298) ; *amendement n° 363* de M. Maurice Pourchon (élargissement des possibilités d'action des établissements publics régionaux) rejeté (p. 10299).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Lagorce (Pierre), Pourchon (Maurice).

ARTICLES RESERVES

[17 novembre 1979] (p. 10299) :

ART. 56 précédemment réservé (transports : subventions aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé) : *amendements n° 248* précédemment réservé de la commission des finances et *n° 307* précédemment réservé de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 56) rejeté (p. 10300).

MM. Vivien (Robert-André), Voisin (André-Georges), Huguet (Roland), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique).

– article 56 adopté (p. 10300).

APRES L'ART. 74 *(suite)* : *amendement n° 415* corrigé précédemment réservé de M. Jean-Claude Pasty (majoration du produit de la taxe sur les corps gras alimentaires et réduction du produit des cotisations cadastrales versées par les agriculteurs au titre de l'assurance-vieillesse) ; *sous-amendement n° 434* précédemment réservé de M. Michel Delprat (application de la réduction de cotisations cadastrales par exploitation) rejeté (p. 10301) ; *amendement n° 415* corrigé, rejeté (p. 10301) ; *amendement n° 431* de M. Jacques Chaminade précédemment réservé (création d'une surtaxe à la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés importatrices de corps gras alimentaires) rejeté (p. 10301).

MM. Chauvet (Augustin), Delprat (Michel), Visse (René), Papon (Maurice).

ARTICLES DE RECAPITULATION

[17 novembre 1979] (p. 10301) :

ART. 26 (budget général ; services votés) adopté (p. 10301).

ART. 27 et ETAT B (mesures nouvelles ; dépenses ordinaires des services civils) adopté (p. 10302).

ART. 28 et ETAT C (mesures nouvelles ; dépenses en capital des services civils) adopté (p. 10302).

ART. 31 et ETAT D (autorisations d'engagement par anticipation) adopté (p. 10302).

ART. 32 (budgets annexes ; services votés) adopté (p. 10302).

ART. 33 (budgets annexes ; mesures nouvelles) adopté (p. 10302).

DEUXIEME DELIBERATION

[17 novembre 1979] (p. 10306) :

De droit à la demande du Gouvernement sur la première et la seconde parties du projet de loi de finances, adoptées en première délibération, modifiés par les *amendements 1* à *28* du Gouvernement.

MM. Barre (Raymond), Chaban-Delmas (Jacques).

Engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

M. Barre (Raymond).

Texte de la lettre du Premier ministre [20 novembre 1979] (p. 10382) :

Les deux motions de censure déposées le 18 novembre à 0 h 35 n'étant pas adoptées, **le projet de loi est considéré comme adopté.**

[20 novembre 1979] (p. 10382).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [13 décembre 1979] (p. 11741) :

Anciens combattants : *Papon (Maurice)*, (p. 11746).

Article 49, alinéa 3 : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11745) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11746) ; *Barre (Raymond)*, (p. 11747).

Bons anonymes : *Icart (Fernand)*, (p. 11742).

Centres de gestion agréés : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Codes en ville (utilisation des) : *Icart (Fernand)*, (p. 11742) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 11743).

Commission chargée de rechercher des économies : *Barre (Raymond)*, (p. 11746).

Crédit mutuel : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Départements d'outre-mer : *Icart (Fernand)*, (p. 11743).

Donations : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Entreprises pétrolières : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Ministères (crédits) : *Icart (Fernand)*, (p. 11742).

Pensions de réversion : *Icart (Fernand)*, (p. 11743).

Quotient familial : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Régions : *Icart (Fernand)*, (p. 11743).

Réseau routier national déclassé : *Icart (Fernand)*, (p. 11742).

R.P.R. : *Combrisson (Roger)*, (p. 11744) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11745).

Taxe professionnelle : *Malvy (Martin)*, (p. 11743) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11746).

Vignette auto : *Icart (Fernand)*, (p. 11741).

Engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1980, compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire [13 décembre 1979] (p. 11747) (texte p. 11764).

Les deux motions de censure déposées le 14 décembre 1979 n'étant pas adoptées, **le projet de loi,** compte tenu du texte de la commission

mixte paritaire, **est considéré comme adopté** [17 décembre 1979] (p. 12144).

4. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1443** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 40 DE L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 4 décembre 1979 par M. Gilbert Gantier. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [13 décembre 1979].

5. – PROPOSITION DE LOI **n° 1552** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 4 DE L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1979 par M. Julien Schvartz. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [10 avril 1978].

6. – PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1980 **n° 1560,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 décembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

ANNEXES : liste des modifications apportées aux annexes accompagnant le projet de loi de finances n° 1290.

Le 28 décembre 1979 :

– renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ;

– renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères ;

– renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées ;

– renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

– renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges.

Rapport général n° 1566 [7 janvier 1980].

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Fernand Icart.

Tome I. – Examen de la première partie du projet de loi de finances.

Tome II. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. – Moyens des services et dispositions spéciales. – Rapports spéciaux.

AVIS

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 1562 [28 décembre 1979] :

Tome I. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Delehedde.

Tome II. – Agriculture : enseignement agricole : M. Jean Brocard.

Tome III. – Anciens combattants : M. Henri Berger.

Culture et communication :

Tome IV. – Culture : M. Georges Fillioud.

Tome V. – Cinéma : M. Jack Ralite.

Tome VI. – Information et communication (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Didier Bariani.

Tome VII. – Radiotélévision : M. Jean de Préaumont.

Tome VIII. – Education : M. Etienne Pinte.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. – Environnement : M. Michel Péricard.

Tome X. – Logement (problème social) : M. Maurice Andrieux.

Tome XI. – Jeunesse, sports et loisirs : jeunesse et sports : M. Robert Héraud.

Santé et sécurité sociale :

Tome XII. – Santé et assurance maladie (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Gilbert Barbier.

Tome XIII. – Sécurité sociale (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Alain Léger.

Services du Premier ministre :

Tome XIV. – Recherche : M. Jean-Claude Pasty.

Tome XV. – Services d'information (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Jean Boinvilliers.

Travail et participation :

Tome XVI. – Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jacques Sourdille.

Tome XVII. – Participation (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean-Pierre Delalande.

Tome XVIII. – Population (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean Fonteneau.

Tome XIX. – Travail manuel (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Daniel Boulay.

Tome XX. – Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Pierre Zarka.

Tome XXI. – Travailleurs immigrés (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Bernard Derosier.

Tome XXII. – Universités : M. Louis Le Pensec.

Tome XXIII. – Prestations sociales agricoles : M. Francis Geng.

Commission des affaires étrangères, avis n° 1563 [28 décembre 1979] :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Xavier Deniau.

Tome II. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Chandernagor.

Tome III. – Coopération : M. Henri Ferretti.

Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 1564 [29 décembre 1979] :

Tome I. – Dépenses en capital : M. Guy Cabanel.

Tome II. – Dépenses ordinaires : M. Jean-Pierre Bechter.

Tome III. – Section commune et budget annexe des essences : M. Pierre Mauger.

Tome IV. – Section Air : M. Loïc Bouvard.

Tome V. – Section Forces terrestres : M. Jean Bozzi.

Tome VI. – Section Marine : M. René Tomasini.

Tome VII. – Section Gendarmerie : M. Roger Chinaud.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 1565 [7 janvier 1980] :

Tome I. – Justice : M. Henri Baudouin.

Tome II. – Intérieur : M. Michel Aurillac.

Tome III. – Services du Premier ministre : fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Gérard Longuet.

Tome IV. – Départements d'outre-mer : M. Philippe Séguin.

Tome V. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Piot.

Commission de la production et des échanges, avis n° 1567 [9 janvier 1980] :

Agriculture :

Tome I. – Dépenses ordinaires : M. Jean Desanlis.

Tome II. – Dépenses en capital : M. Roland Huguet.

Tome III. – Commerce et artisanat : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.

Tome IV. – Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et budget) : M. Alain Mayoud.

Tome V. – Départements d'outre-mer : M. Claude Martin.

Economie et budget :

Tome VI. – Consommation : M. Martin Malvy.

Tome VII. – Entreprises nationales : M. Christian Nucci.

Environnement et cadre de vie :

Tome VIII. – Environnement : M. Alex Raymond.

Tome IX. – Logement : M. Pierre Weisenhorn.

Tome X. – Urbanisme : M. Henry Canacos.

Tome XI. – Industrie : M. Julien Schvartz.

Tome XII. – Industrie (petite et moyenne industrie) : M. Xavier Hamelin.

Tome XIII. – Jeunesse, sports et loisirs : tourisme : M. Jean Bégault.

Services du Premier ministre.

Tome XIV. – Aménagement du territoire (fascicule budgétaire : Services du Premier

ministre. – Services généraux) : M. Pascal Clément.

Tome XV. – Commissariat général du Plan : Mme Myriam Barbéra.

Tome XVI. – Recherche : M. Antoine Porcu.

Tome XVII. – Territoires d'outre-mer : M. Pierre Couderc.

Tome XVIII. – Transports : transports terrestres : M. Pierre Forgues.

Tome XIX. – Aviation civile et météorologie : M. Claude Labbé.

Tome XX. – Marine marchande : M. André Duroméa.

Tome XXI. – Routes : M. Michel Manet.

Tome XXII. – Ports et voies navigables : M. Jean Valleix.

Tome XXIII. – Postes et télécommunications : M. Michel Noir.

Tome XXIV. – Prestations sociales agricoles : M. Emile Bizet.

Tome XXV. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Michel Delprat.

DISCUSSION GENERALE ET PREMIERE PARTIE [7 janvier 1980] :

Demande de vote unique sur les articles 1 à 32, qui constituent la première partie du projet de loi, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [7 janvier 1980] (p. 13).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, sur la première partie du projet de loi (articles 1 à 32) [7 janvier 1980] (p. 13).

Motions de censure : prise d'acte du dépôt simultané de deux motions de censure [7 janvier 1980] (p. 13).

Vote le 9 janvier 1980. – Résultats des scrutins (p. 23) (*voir* MOTIONS DE CENSURE. 14, 15).

Les deux motions de censure ne sont pas adoptées ; la première partie du projet de loi de finances pour 1980 est donc considérée comme adoptée.

DEUXIEME PARTIE [9 janvier 1980] :

Demande de vote unique sur les articles 33 à 96 qui constituent la deuxième partie du projet de loi, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [9 janvier 1980] (p. 23).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement sur ce texte [9 janvier 1980] (p. 23).

Motions de censure : prise d'acte du dépôt simultané de deux motions de censure [9 janvier 1980] (p. 23).

Vote le 11 janvier 1980. – Résultats des scrutins (p. 37) (*voir* MOTIONS DE CENSURE. 16, 17).

Les deux motions de censure ne sont pas adoptées ; la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1980 et l'ensemble de ce projet sont donc considérés comme adoptés.

Projet de loi de finance **n° 276.**

SENAT (première lecture), n° 148 (1979-1980). Dépôt le 15 janvier 1980. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur général de la commission des finances : M. Maurice Blin. – Rapport général n° 149 (1979-1980) [15 janvier 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Robert Schwint. – Avis n° 151 (1979-1980) [15 janvier 1980]. – Discussion les 15, 16, 17 janvier 1980. – Adoption définitive le 17 janvier 1980. – Projet de loi n° 49 (1979-1980).

Loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 publiée au *J.O.* du 19 janvier 1980 (p. 147).

Pour la table de concordance de la numérotation des articles, *voir* LOIS DE FINANCES. 3.

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [7 janvier 1980] (p. 2) :

Question préalable de M. André Lajoinie : *Lajoinie (André)*, (p. 3, 4) ; *Papon (Maurice)*, (p. 5) ; rejetée par scrutin public n° 36 (p. 5) ; liste des votants (p. 5).

Article 9, alinéa 3 : *Lajoinie (André)*, (p. 3) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 5).

Chômage : *Visse (René)*, (p. 8).

Compagnies pétrolières (profits des) : *Lajoinie (André)*, (p. 5) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 7) ; *Visse (René)*, (p. 9).

Décision du Conseil constitutionnel : *Icart (Fernand)*, (p. 2) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 6) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10,12).

Durée du travail : *Visse (René)*, (p. 9).

Pouvoir d'achat : *Lajoinie (André)*, (p. 4).

Réforme fiscale : *Visse (René)*, (p. 10) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8).

Texte de la commission mixte paritaire : *Icart (Fernand)*, (p. 2) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 6) ; *Barre (Raymond)*, (p. 12).

PREMIERE PARTIE :

Demande de vote unique sur les articles 1 à 32 qui constituent la première partie du projet de loi, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [7 janvier 1980] (p. 13).

Engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [7 janvier 1980] (p. 13).

Les deux motions de censure déposées le 7 janvier 1980 n'ayant pas été adoptées, les articles 1 à 32 qui constituent la première partie du projet de loi sont considérés comme adoptés [9 janvier 1980] (p. 23).

DEUXIEME PARTIE :

DISCUSSION GENERALE [9 janvier 1980] (p. 23) :

Article 49, alinéa 3 : *Barre (Raymond)*, (p. 23).

Engagement de responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [9 janvier 1980] (p. 23).

Les deux motions de censure déposées le 9 janvier 1980 n'ayant pas été adoptées, les articles 33 à 96 qui constituent la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1980 et l'ensemble de ce projet de loi sont considérés comme adoptés [11 janvier 1980] (p. 37).

7. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1580** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 40 DE L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Etienne Pinte. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [10 avril 1980].

8. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1595** TENDANT A MODIFIER L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1980 par MM. Jean Foyer et Robert-André Vivien. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [10 avril 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [8 avril 1980].

9. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1718** TENDANT A MODIFIER, PRECISER ET COMPLETER LES DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Richard [29 mai 1980].

10. – PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1981 **n° 1933,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget.

ANNEXES : Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la Nation pour 1980 et principales hypothèses économiques pour 1981. – Annexe au rapport économique et financier (rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1979). – Autres annexes (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor ; vingt-sixième rapport du Conseil de direction du Fonds de développement économique et social ; documents comptables et budgétaires concernant les organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision).

DOCUMENTS BLEUS PAR MINISTERE (services votés, mesures nouvelles) : I. – *Budgets civils : a)* Budget général : affaires étrangères ; agriculture ; anciens combattants ; commerce et artisanat ; coopération ; culture et communication ; départements et territoires d'outre-mer ; économie et budget (I. – Charges communes ; II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget) ; éducation ; environnement et cadre de vie ; industrie ; intérieur et rapatriés ; jeunesse, sports et loisirs (I. – Section commune ; II. – Jeunesse et sports ; III. – Tourisme) ; justice ; services du Premier ministre (I. – Services généraux ; II. – Secrétariat général de la défense nationale ; III. – Conseil économique et social ; IV. – Commissariat général du Plan ; V. – Recherche ; VI. – Industries agricoles et alimentaires) ; transports ; travail et santé (I. – Section commune ; II. – Travail et participation ; III. – Santé et sécurité sociale) ; universités. – *b)* Budgets annexes : imprimerie nationale ; journaux officiels ; Légion d'honneur, Ordre de la Libération ; monnaies

et médailles ; postes et télécommunications ; prestations sociales agricoles. – II. – *Budgets militaires : a)* Budget général : défense ; *b)* Budget annexe : défense. – Essences.

DOCUMENTS BLANCS (présentation du budget sous forme de « budgets de programmes ») : affaires étrangères, agriculture, anciens combattants, commerce et artisanat, culture et communication, défense, départements et territoires d'outre-mer, éducation, environnement et cadre de vie, industrie, jeunesse, sports et loisirs, justice, postes et télécommunications, services du Premier ministre, transports, travail et santé, universités.

NOTES DE SYNTHESE SUR LES BUDGETS : affaires étrangères, agriculture, aménagement du territoire (DATAR), anciens combattants, coopération, commerce et artisanat, culture et communication, défense, départements et territoires d'outre-mer, économie et budget, éducation, environnement et cadre de vie, imprimerie nationale, industrie, intérieur, jeunesse, sports et loisirs, journaux officiels, justice, légion d'honneur, monnaies et médailles, postes et télécommunications, recherche, santé et sécurité sociale, services du Premier ministre, transports, travail et participation, universités.

DOCUMENTS JAUNES : compte rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1979 ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort financier prévu en 1981 au titre de la coopération avec les Etats en voie de développement ; état récapitulatif de l'effort financier prévu au titre de la recherche en 1981 ; état retraçant l'effort social de la nation, résultats 1977, 1978, 1979 ; formation professionnelle et promotion sociale ; imposition des plus-values ; la recherche scientifique et technique en France en 1980 ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1980 et 1981 ; rapport d'exécution du VIIe Plan ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles, présenté à M. le Président de la République par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, rapport sur les progrès réalisés en matière de connaissance des revenus des professions non salariées bénéficiant des avantages accordés dans le cadre des centres de gestion et associations agréés ; rapport sur les taxes parafiscales ; récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1981.

Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Le 7 octobre 1980 :

– renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ;

– renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères ;

– renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées ;

– renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

– renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges.

Rapport général n° 1976 [9 octobre 1980].

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Fernand Icart.

Tome I. – Rapport général.

Tome II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (nommés le 30 avril 1980) :

I. – BUDGETS CIVILS

A. – BUDGET GENERAL.

Annexes n[os] :

1. – Affaires étrangères : M. Jacques Marette.

Agriculture :

2. – Dépenses ordinaires : M. Robert Bisson.

3. – Dépenses en capital : M. Henri Emmanuelli.

4. – Marchés agricoles : M. Pierre Goldberg.

5. – Anciens combattants : M. Henri Ginoux.

Commerce et artisanat :

6. – Commerce : M. Alain Bonnet.

7. – Artisanat : M. Jean Bardol.

8. – Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et budget) : M. Christian Pierret.

9. – Coopération : André-Georges Voisin.

Culture et communication :

10. – Culture : M. Maurice Tissandier.

11. – Information (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Louis Sallé.

12. – Radiotélévision : M. Joël Le Tac.

Département et territoires d'outre-mer :

13. – Départements d'outre-mer : M. Jean-Paul de Rocca Serra.

14. – Territoires d'outre-mer : M. Gaston Flosse.

Economie et budget :

15. – Charges communes : M. Henri de Gastines (en remplacement de M. Augustin Chauvet).

16. – Entreprises publiques : M. Jacques Feron.

17. – Economie et budget : M. Emmanuel Hamel.

Education :

18. – Dépenses ordinaires : M. Jean Royer.

19. – Constructions scolaires : M. Lucien Neuwirth.

Environnement et cadre de vie :

20. – Environnement : M. Georges Mesmin.

21. – Urbanisme : M. Georges Mesmin.

22. – Logement et architecture : M. François d'Aubert.

23. – Industrie : M. Gilbert Gantier.

24. – Industrie (petite et moyenne) : M. Alain Devaquet.

25. – Intérieur : M. Roger Fossé.

26. – Intérieur (collectivités locales) : M. René de Branche.

Jeunesse, sports et loisirs :

27. – Jeunesse et sports : M. Bernard Marie.

28. – Tourisme : M. Maurice Pourchon.

29. – Justice : M. Germain Sprauer.

30. – Justice (condition pénitentiaire) : M. Alain Bonnet.

Santé et sécurité sociale :

31. – Santé et assurance-maladie (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Bernard Pons.

32. – Sécurité sociale (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Laurent Fabius.

Services du Premier ministre :

33. – Services généraux divers : M. René Rieubon.

34. – Aménagement du territoire (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Paul Alduy.

35. – Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Edmond Alphandéry.

36. – Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – Services généraux) : M. Arthur Dehaine.

37. – Conseil économique et social : M. Jean Auroux.

38. – Commissariat général du Plan : M. Michel Rocard.

39. – Recherche : M. Jean-Pierre Chevènement.

40. – Industries agricoles et alimentaires : M. Maurice Ligot.

Transports :

41. – Section commune et transports terrestres : M. Pierre Cornet.

42. – Aviation civile et météorologie : M. Pierre Bas.

43. – Marine marchande : M. Albert Denvers.

44. – Routes, ports et voies navigables : M. Bertrand de Maigret (en remplacement de M. Henri Torre).

Travail et participation :

45. – Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Dominique Frelaut.

46. – Travailleurs immigrés (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Parfait Jans.

47. – Universités : M. Claude Coulais.

B. – BUDGETS ANNEXES

48. – Imprimerie nationale : Mme Gisèle Moreau.

49. – Journaux officiels : M. Jean Auroux.

50. – Légion d'honneur, ordre de la Libération : M. Jean Auroux.

51. – Monnaies et médailles : M. Roger Combrisson.

52. – Postes et télécommunications : M. Arthur Dehaine (en remplacement de M. Pierre Ribes).

53. – Prestations sociales agricoles : M. Jacques Jouve.

C. – DIVERS

54. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Alain Savary.

55. – Taxes parafiscales : M. Robert Vizet.

II. – BUDGETS MILITAIRES

56. – Défense : Considérations générales ; Dépenses en capital ; Secrétariat général de la défense nationale (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. – III. – Secrétariat général de la défense nationale) : M. Jacques Cressard.

57. – Défense : Dépenses ordinaires et essences : M. André Rossi.

AVIS

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 1977 [9 octobre 1980] :

Tome I. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Delehedde.

Tome II. – Agriculture : enseignement agricole : M. Jean Brocard.

Tome III. – Anciens combattants : M. Jean Falala.

Culture et communication :

Tome IV. – Culture : M. Rodolphe Pesce.

Tome V. – Cinéma : M. Jack Ralite.

Tome VI. – Information et communication (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux) : M. Didier Bariani.

Tome VII. – Radiotélévision : M. Jean de Préaumont.

Tome VIII. – Education : M. Etienne Pinte.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. – Environnement : M. Michel Péricard.

Tome X. – Logement (problème social) : M. Maurice Andrieu.

Tome XI. – Jeunesse, sports et loisirs : jeunesse et sports : M. Robert Héraud.

Santé et sécurité sociale :

Tome XII. – Santé et assurance-maladie (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Gilbert Barbier.

Tome XIII. – Sécurité sociale (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Alain Léger.

Services du Premier ministre :

Tome XIV. – Recherche : M. Jean-Claude Pasty.

Tome XV. – Services d'information (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux) : M. Jean Boinvilliers.

Tome XVI. – Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux) : M. Pierre Zarka.

Travail et participation :

Tome XVII. – Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jacques Sourdille.

Tome XVIII. – Participation (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean-Pierre Delalande.

Tome XIX. – Population (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Jean Fonteneau.

Tome XX. – Travail manuel (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Daniel Boulay.

Tome XXI. – Travailleurs immigrés (fascicule budgétaire : Travail et santé) : M. Bernard Derosier.

Tome XXII. – Universités : M. Louis Mexandeau.

Tome XXIII. – Prestations sociales agricoles : M. Francis Geng.

Commission des affaires étrangères, avis n° 1978 [9 octobre 1980] :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Xavier Deniau.

Tome II. – Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques : M. André Chandernagor.

Tome III. – Coopération : M. Henri Ferretti.

Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 1979 [9 octobre 1980] :

Défense :

Tome I. – Dépenses en capital : M. Guy Cabanel.

Tome II. – Dépenses ordinaires : M. Jean-Pierre Bechter.

Tome III. – Section commune et essences : M. Pierre Mauger.

Tome IV. – Section Air : M. Loïc Bouvard.

Tome V. – Section Forces terrestres : M. Jean Bozzi.

Tome VI. – Section Marine : M. Raymond Tourrain.

Tome VII. – Section Gendarmerie : M. Eugène Berest.

Tome VIII. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale : M. Pierre Mauger.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 1980 [9 octobre 1980] :

Tome I. – Justice : M. Henri Baudouin.

Tome II. – Intérieur : M. Emmanuel Aubert.

Tome III. – Services du Premier ministre : fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux) : M. Gérard Longuet.

Tome IV. – Départements d'outre-mer : M. Philippe Séguin.

Tome V. – Territoires d'outre-mer : M. Pierre Raynal.

Commission de la production et des échanges, avis n° 1981 [9 octobre 1980] :

Agriculture :

Tome I. – Dépenses ordinaires : M. Jean Desanlis.

Tome II. – Dépenses en capital : M. Roland Huguet.

Tome III. – Commerce et artisanat : M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.

Tome IV. – Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Economie et budget) : M. Alain Mayoud.

Tome V. – Départements d'outre-mer : M. Claude Martin.

Tome VI. – Territoires d'outre-mer : M. Claude Biwer (en remplacement de M. Pierre Couderc).

Economie et budget :

Tome VII. – Consommation : M. Martin Malvy.

Tome VIII. – Entreprises nationales : M. Christian Nucci.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. – Environnement : M. Alex Raymond.

Tome X. – Logement et architecture : M. Pierre Weisenhorn.

Tome XI. – Urbanisme et paysages : M. Henry Canacos.

Tome XII. – Industrie : M. Julien Schvartz.

Tome XIII. – Industrie (petite et moyenne industrie) : M. Xavier Hamelin.

Tome XIV. – Jeunesse, sports et loisirs : tourisme : M. Jean Bégault.

Services du Premier ministre.

Tome XV. – Aménagement du territoire (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux) : M. Pascal Clément.

Tome XVI. – Commissariat général du Plan : M. Roger Gouhier.

Tome XVII. – Recherche : M. Antoine Porcu.

Tome XVIII. – Industries agricoles et alimentaires : M. Michel Delprat.

Transports.

Tome XIX. – Transports terrestres : M. Pierre Forgues.

Tome XX. – Aviation civile et météorologie : M. Claude Labbé.

Tome XXI. – Marine marchande : M. André Duroméa.

Tome XXII. – Routes : M. Alain Chenard.

Tome XXIII. – Ports et voies navigables : M. Jean Valleix.

Tome XXIV. – Postes et télécommunications : M. Michel Noir.

Tome XXV. – Prestations sociales agricoles : M. Emile Bizet.

DISCUSSION GENERALE ET PREMIERE PARTIE les 14, 15, 16, 17 et 21 octobre 1980. – Adoption le 21 octobre 1980.

Deuxième délibération, de droit à la demande du Gouvernement, sur les articles 2 A, 2 *quater* et 8 *bis* de la première partie du projet de loi de finances.

DISCUSSION DE LA DEUXIEME PARTIE les 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 octobre, 3, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 15, 17, 18 novembre 1980.

Deuxième délibération, de droit à la demande du Gouvernement sur les articles 13, 14, 36, après l'article 43, avant l'article 44 de la deuxième partie du projet de loi de finances et, pour coordination, sur l'article 11 de la première partie.

Adoption le 18 novembre 1980. – Projet de loi de finances **n° 359.**

SENAT (première lecture) n° 97 (1980-1981). Dépôt le 19 novembre 1980. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur général : M. Maurice Blin. – Rapport général n° 98 (1980-1981) [19 novembre 1980] :

Tome I. – Le budget de 1981 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances).

Rapports spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – BUDGET GENERAL.

Annexes n^os^ :

1. – Affaires étrangères : M. Gustave Héon.

2. – Agriculture : M. Jean Chamant.

3. – Anciens combattants : M. René Tomasini.

4. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.

5. – Commerce extérieur : M. Tony Larue.

6. – Coopération : M. Robert Schmitt.

Culture et communication :

7. – Culture : M. Jean-Pierre Fourcade.

8. – Information : M. Henri Goetschy.

9. – Départements et territoires d'outre-mer : M. René Jager.

Economie et budget :

10. – I. – Charges communes : M. Henri Duffaut.

11. – II. – Section commune ; III. – Economie ; IV. – Budget : M. Michel Manet.

12. – Education : M. Gérard Delfau.

Environnement et cadre de vie :

13. – Environnement : M. Henri Torre.

14. – Logement et cadre de vie : M. Josy Moinet.

15. – Industrie : M. René Tomasini.

16. – Intérieur et rapatriés : M. Joseph Raybaud.

Jeunesse, sports et loisirs :

17. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports : M. Stéphane Bonduel.

18. – III. – Tourisme : M. Yves Durand.

19. – Justice : M. Georges Lombard.

Services du Premier ministre :

20. – I. – Services généraux : M. Robert Guillaume.

21. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.

22. – II. – Secrétariat général de la défense nationale : M. Raymond Marcellin.

23. – III. – Conseil économique et sociale : M. Paul Jargot.

24. – IV. – Commissariat général du Plan : M. Anicet Le Pors.

25. – V. – Recherche : M. Jacques Descours Desacres.

26. – VI. – Industries agricoles et alimentaires : M. Henri Goetschy.

Transports :

27. – I. – Section commune : Mlle Irma Rapuzzi.

28. – II. – Aviation civile : M. Raymond Marcellin.

29. – III. – Marine marchande : M. Anicet Le Pors.

30. – Ports : M. Tony Larue.

IV. – Transports intérieurs :

27. – Transports terrestres : Mlle Irma Rapuzzi.

31. – Routes et voies navigables : M. Josy Moinet.

28. – V. – Météorologie : M. Raymond Marcellin.

Travail et santé :

32. – I. – Section commune. – II. – Travail et participation : M. André Fosset.

33. – Santé et sécurité sociale : M. Marcel Fortier.

34. – Universités : M. René Chazelle.

B. – BUDGETS ANNEXES.

35. – Imprimerie nationale : M. Camille Vallin.

36. – Journaux officiels : M. Paul Jargot.

37. – Légion d'honneur et ordre de la Libération : M. René Chazelle.

38. – Monnaies et médailles : M. Jean-Pierre Fourcade.

39. – Postes et télécommunications : M. Louis Perrein.

40. – Prestations sociales agricoles : M. Henri Torre.

II. – DEFENSE

A. – BUDGET GENERAL.

41. – Exposé d'ensemble : M. Jean Francou.

42. – Dépenses ordinaires : M. Modeste Legouez.

41. – Dépenses en capital : M. Jean Francou.

B. – BUDGET ANNEXE.

43. – Essences : M. Michel Manet.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

44. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Christian Poncelet.

45. – Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974) : M. Jean Cluzel.

AVIS

Le 19 novembre 1980 : renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires économiques et du Plan ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission des affaires culturelles, avis n° 99 (1980-1981) :

Tome I. – Culture : M. Michel Miroudot.

Tome II. – Cinéma-théâtre dramatique : M. Jacques Carat.

Tome III. – Environnement : M. Hubert Martin.

Tome IV. – Education : M. Paul Séramy.

Tome V. – Enseignement agricole : M. René Tinant.

Tome VI. – Enseignements supérieurs : M. Jean Sauvage.

Tome VII. – Recherche scientifique et technique : M. Adrien Gouteyron.

Tome VIII. – Formation professionnelle continue : Mme Brigitte Gros.

Tome IX. – Jeunesse et sports : M. Roland Ruet.

Tome X. – Information-presse : Mme Brigitte Gros.

Tome XI. – Radiodiffusion-télévision : M. Charles Pasqua.

Tome XII. – Relations culturelles, scientifiques et techniques : M. Jacques Pelletier.

Tome XIII. – Coopération : M. Lucien Delmas.

Commission des affaires économiques et du PLan, avis n° 100 (1980-1981) :

Tome I. – Agriculture : M. Michel Sordel.

Tome II. – Aménagement rural : M. Jules Roujon.

Tome III. – Industries agricoles et alimentaires : M. Pierre Jeambrun.

Tome IV. – Industrie : M. Francisque Collomb.

Tome V. – Energie : M. Jean-François Pintat.

Tome VI. – Recherche scientifique : M. Pierre Noé.

Tome VII. – Commerce et artisanat : M. Raymond Brun.

Tome VIII. – Consommation et concurrence : M. Gérard Ehlers.

Tome IX. – Commerce extérieur : M. Maurice Prévoteau.

Tome X. – Aménagement du territoire : M. Roger Rinchet.

Tome XI. – Plan : M. Marcel Lucotte.

Tome XII. – Routes et voies navigables : M. Jacques Braconnier.

Tome XIII. – Ports maritimes : M. Daniel Millaud.

Tome XIV. – Logement : M. Robert Laucournet.

Tome XV. – Urbanisme : M. Pierre Ceccaldi-Pavard.

Tome XVI. – Tourisme : M. Paul Malassagne.

Tome XVII. – Environnement : M. Richard Pouille.

Tome XVIII. – Transports terrestres : M. Georges Berchet.

Tome XIX. – Aviation civile : M. Bernard Legrand.

Tome XX. – Marine marchande : M. Joseph Yvon.

Tome XXI. – Postes et télécommunications : M. Jean-Marie Rausch.

Tome XXII. – Départements d'outre-mer : M. Bernard Parmantier.

Tome XXIII. – Territoires d'outre-mer : M. Jacques Mossion.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 101 (1980-1981) :

Tome I. – Affaires étrangères : M. Claude Mont.

Tome II. – Affaires étrangères. – Relations culturelles : M. Francis Palmero.

Tome III. – Coopération : M. Louis Martin.

Tome IV. – Défense. – Section commune : M. Jacques Genton.

Tome V. – Défense. – Section Gendarmerie : M. Lucien Gautier.

Tome VI. – Défense. – Section Forces terrestres : M. Jacques Chaumont.

Tome VII. – Défense. – Section Air : M. Albert Voilquin.

Tome VIII. – Défense. – Section Marine : M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 102 (1980-1981) :

Tome I. – Anciens combattants : M. André Méric.

Tome II. – Santé : M. Jean Chérioux.

Tome III. – Sécurité sociale : M. Louis Boyer.

Tome IV. – Travail : M. Jean Béranger.

Tome V. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Gravier.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 103 (1980-1981) :

Tome I. – Intérieur : M. Pierre Salvy.

Tome II. – Justice : M. Edgar Tailhades.

Tome III. – Départements d'outre-mer : M. Louis Virapoullé.

Tome IV. – Territoires d'outre-mer : M. Lionnel Cherrier.

Tome V. – Protection civile : M. Paul Girod.

Discussion les 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, novembre 1980, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, décembre 1980. – Adoption le 9 décembre 1980. – Projet de loi **n° 25** (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 2142.** Dépôt le 10 décembre 1980. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE Nomination [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922). – Bureau [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 2144** [11 décembre 1980]. – Discussion le 16 décembre 1980. – Adoption avec modification le 16 décembre 1980. – Projet de loi **n° 409.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 156 (1980-1981) [11 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption définitive le 17 décembre 1980. – Projet de loi n° 39 (1980-1981).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL le 18 décembre 1980 (article 61, alinéa 2 de la Constitution). – Décision le 30 décembre 1980 [*J.O.* du 31 décembre 1980] (p. 3242).

Loi n° 80-1094 du 30 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1980 (p. 3099).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : art. 2 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : art. 2 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **5** : art. 2 *quater* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : art. 3 A (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **7** : art. 3 B (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **9** : art. 3 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **10** : art. 3 *bis* (A.N. 2. – S. 1).
Loi, article **11** : art. 3 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : art. 3 *quater* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : art. 4 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **16** : art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **17** : art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **18** : art. 8 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **19** : art. 8 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **20** : art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **21** : art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **22** : art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **23** : art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **24** : art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **25** : art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **26** : art. 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : art. 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **28** : art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **29** : art. 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **30** : art. 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **31** : art. 20 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **32** : art. 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **33** : art. 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** : art. 22 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **35** : art. 23 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **36** : art. 24 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **37** : art. 25 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **38** : art. 26 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **39** : art. 27 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **40** : art. 28 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **41** : art. 29 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **42** : art. 30 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **43** : art. 31 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : art. 32 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **45** : art. 33 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **46** : art. 34 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article 47 : art. 35 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **48** : art. 36 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **49** : art. 37 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **50** : art. 38 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **51** : art. 40 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **52** : art. 41 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **53** : art. 42 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **54** : art. 42 *bis* A (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **55** : art. 42 *bis* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **56** : art. 42 *ter* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **57** : art. 43 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **58** : art. 43 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **59** : art. 43 *ter* (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **60** : art. 43 *quater* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **61** : art. 43 *quinquiès* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **62** : art. 44 A (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **63** : art. 44 B (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **64** : art. 44 C (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **65** : art. 44 D (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **66** : art. 44 E (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **67** : art. 44 F (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **68** : art. 44 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **69** : art. 44 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **70** : art. 45 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **71** : art. 45 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **72** : art. 46 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **73** : art. 46 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **74** : art. 47 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **75** : art. 49 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **76** : art. 50 (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [15 octobre 1980] (p. 2718) :

Agence Havas : *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733).

Agence nationale pour l'emploi : *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718).

Aide aux pays en voix de développement : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715).

Aides à l'industrie : *Papon (Maurice)*, (p. 2693) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2697) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 2719) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741).

Allemagne fédérale (déficit budgétaire et hausse des prix) : *Noir (Michel)*, (p. 2705) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2746).

Allocations familiales : *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706).

Alsace : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2694) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2699) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2699).

Article 49 alinéa 3 de la Constitution : *Marette (Jacques)*, (p. 2743).

Autoritarisme politique : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 2722) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2742) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2746).

Bénéfices agricoles (imposition) : *Bariani (Didier)*, (p. 2721).

Bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing : *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2745, 2746).

Bourses scolaires : *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706).

Chèques barrés : *Marette (Jacques)*, (p. 2743).

Chômage : *Papon (Maurice)*, (p. 2749, 2750) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2698) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Noir (Michel)*, (p. 2704) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2705) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2736, 2738) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2745, 2747).

Collectivités locales : *Noir (Michel)*, (p. 2705) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2751) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 2751).

Commission des finances (information) : *Vivien (Robert-André)*, (p. 2732) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735).

Concision du projet de loi de finances : *Vivien (Robert-André)*, (p. 2732) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744).

Concurrence internationale et guerre économique : *Bas (Pierre)*, (p. 2695) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2736).

Consommation des ménages : *Icart (Fernand)*, (p. 2687) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706).

Cotisations sociales : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Bas (Pierre)*, (p. 2695) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720).

Crédit agricole : *Lajoinie (André)*, (p. 2694).

Crédits transférés à la CEE : *Marchais (Georges)*, (p. 2741).

Crise et théorie économique : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2736).

Défense : *Papon (Maurice)*, (p. 2692) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2738).

Déficit budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2692, 2751) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2745).

Déficité commercial : *Papon (Maurice)*, (p. 2689) ; *Bas (Pierre)*, (p. 2695) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696, 2697) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2702) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2734) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2740) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2745, 2746).

Demi-part supplémentaire de quotient familial attribuée familles de trois enfants et plus : *Papon (Maurice)*, (p. 2692, 2750) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2698) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2699) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2738) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741).

Dépenses publiques de fonctionnement : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2692, 2693) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2697) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2704) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2742, 2743).

Dette publique : *Papon (Maurice)*, (p. 2692) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714).

Droits sur les boissons alcoolisées et le tabac : *Papon (Maurice)*, (p. 2691) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2699).

Economies d'énergie : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2694) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2697) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2698) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710).

Effort social de la nation : *Marette (Jacques)*, (p. 2743) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2750).

Emplois publics : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2693) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2704) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Emprunt Pinay : *Marette (Jacques)*, (p. 2743).

Endettement des ménages : *Aubert (François d')*, (p. 2711).

Energies nouvelles : *Mermaz (Louis)*, (p. 2696).

Entreprises publiques : *Papon (Maurice)*, (p. 2693, 2751) ; *Lajoinie (André)*, (p. 2694) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Epargne : *Grussenmeyer (François)*, (p. 2699) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739).

Exécution du budget de 1980 : *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733).

Femmes (inégalités sociales) : *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706).

Fiscalité des sociétés pétrolières : *Papon (Maurice)*, (p. 2691,2750) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 2711, 2712, 2713) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741).

Fonds d'action conjoncturelle : *Papon (Maurice)*, (p. 2690) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2704) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2734).

Horticulture : *Dhinnin (Claude)*, (p. 2719) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2750).

Huitième plan : *Papon (Maurice)*, (p. 2689, 2751) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2707, 2709) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Imposition des grandes fortunes et rapport Blot, Méraud, Ventejol : *Bariani (Didier)*, (p. 2721).

Impôt-emploi sur les profits : *Marchais (Georges)*, (p. 2742).

Impôt sur le revenu : *Bas (Pierre)*, (p. 2695, 2696) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706) ; *Aubert (François d')*, (p. 2711) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2734) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2750).

Impôt sur les sociétés : *Combrisson (Roger)*, (p. 2720).

Incitation fiscale en faveur de l'investissement productif : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2690, 2691, 2749) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2697) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2697) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2698) ; *Guéna*

(Yves), (p. 2704) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2709) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 2719) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 2721) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Inflation : *Icart (Fernand)*, (p. 2687) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2689, 2748) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Noir (Michel)*, (p. 2705) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2705) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2736, 2738) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2745).

Investissements privés : *Icart (Fernand)*, (p. 2687) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2702) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 2719) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737).

Investissements agricoles : *Papon (Maurice)*, (p. 2692).

Investissements à l'étranger : *Combrisson (Roger)*, (p. 2720) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2740).

Investissements publics : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2693, 2750) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2704) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Libération des prix : *Icart (Fernand)*, (p. 2687).

Logement : *Zeller (Adrien)*, (p. 2698, 2699) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 2699) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710).

Luttes des travailleurs : *Lajoinie (André)*, (p. 2695) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2740, 2741).

Manufrance : *Marchais (Georges)*, (p. 2740).

Marché financier : *Barre (Raymond)*, (p. 2735) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739).

Nationalisations : *Lajoinie (André)*, (p. 2695) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2742).

Opinion publique et classe politique : *Marette (Jacques)*, (p. 2744).

Petites et moyennes entreprises et artisanat : *Papon (Maurice)*, (p. 2691) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2702).

Plan Barre : *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2736).

Plan quinquennal de l'élevage : *Papon (Maurice)*, (p. 2692).

Politique monétaire : *Noir (Michel)*, (p. 2705) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2773) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2738, 2739).

Postes et télécommunications : *Lajoinie (André)*, (p. 2694).

Pouvoir d'achat des ménages : *Papon (Maurice)*, (p. 2690, 2849) ; *Moreau (Gisèle)*, (p. 2706).

Pression fiscale : *Icart (Fernand)*, (p. 2688) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2691) ; *Bas (Pierre)*, (p. 2695) ; *Noir (Michel)*, (p. 2704) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Aubert (François d')*, (p. 2711) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 2720) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 2721) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2747).

Prix du pétrole (conséquences économiques et financières des hausses de 1973 à 1979) : *Icart (Fernand)*, (p. 2686) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2688, 2689, 2750) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2707) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 271) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2737, 2738) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2740) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2746).

Procédure budgétaire : *Marchais (Georges)*, (p. 2742).

Projet socialiste : *Fabius (Laurent)*, (p. 2748).

Rassemblement pour la République (RPR) : *Fabius (Laurent) ; 2748).*

Recherche scientifique et technique : *Papon (Maurice)*, (p. 2691) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2697) ; *Noir (Michel)*, (p. 2704) ; *Aubert (François d')*, (p. 2710) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2738) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2741).

Réforme administrative : *Papon (Maurice)*, (p. 2693).

Relance économique : *Icart (Fernand)*, (p. 2687) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2690) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Noir (Michel)*, (p. 2704) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718) ; *Bariani (Didier)*, (p. 2720) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739).

Retraites : *Rocard (Michel)*, (p. 2709).

Rôle de l'Etat dans la vie économique : *Papon (Maurice)*, (p. 2692) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 2718), (p. Emmanuelli (Henri), (p. 2721) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733).

Sécurité des personnes et des biens : *Papon (Maurice)*, (p. 2693) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2715).

Sécurité sociale : *Rocard (Michel)*, (p. 2709) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2739).

SEITA : *Lajoinie (André)*, (p. 2694).

Septième plan : *Rocard (Michel)*, (p. 2707, 2708) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2707, 2751).

Serisette : *Marette (Jacques)*, (p. 2743).

Services publics : *Lajoinie (André)*, (p. 2694) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Richard (Lucien)*, (p. 2697) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2704) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708).

Services votés : *Papon (Maurice)*, (p. 2693).

Situation du franc : *Icart (Fernand)*, (p. 2687) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2689) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 2694) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2702) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2736) ; *Marchais (Georges)*, (p. 2740) ; *Marette (Jacques)*, (p. 2744).

SNCF : *Lajoinie (André)*, (p. 2694).

Taux de croissance : *Icart (Fernand)*, (p. 2686, 2687) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2690, 2749) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 2696) ; *Pierret (Christian)*, (p. 2703) ; *Guéna (Yves)*, (p. 2703) ; *Noir (Michel)*, (p. 2704) ; *Rocard (Michel)*, (p. 2708) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 2714) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 2733) ; *Barre (Raymond)*, (p. 2735).

Taux d'intérêt : *Marette (Jacques)*, (p. 2744).

Taxation des plus-values : *Marette (Jacques)*, (p. 2743).

Taxe à la valeur ajoutée (TVA) : *Combrisson (Roger)*, (p. 2720).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Combrisson (Roger)*, (p. 2720).

Technocratie : *Marette (Jacques)*, (p. 2745).

Textile : *Pierret (Christian)*, (p. 2702).

Vote du budget de 1980 (conditions politiques) : *Marette (Jacques)*, (p. 2742).

DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE DE LA LOI DE FINANCES (art. 1er à 11) [15 octobre 1980] (p. 2754).

ART. 1er (autorisation de percevoir les impôts existants) : adopté (p. 2754).

AVANT L'ART. 2 : *amendement n° 69* de M. Jacques Jouve (création d'un impôt sur la fortune des personnes physiques et barème de cet impôt) : rejeté (p. 2756) ; *amendement n° 7* de M. Laurent Fabius (création d'un impôt annuel progressif sur les grandes fortunes des personnes physiques et barème de cet impôt) : rejeté (p. 2756) ; discussion du rapport de MM. Blot, Méraud et Ventejol sur l'imposition des grandes fortunes (p. 2755) ; *amendement n° 91* de Mme Gisèle Moreau (prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes et barème) : rejeté par scrutin public n° 482 (p. 2757) ; *amendement n° 85* de M. Jacques Chaminade (prélèvement de 0,50 % sur les grandes fortunes ; affectation aux crédits du titre VI de l'agriculture) : rejeté (p. 2757) ; *amendement n° 87* de M. Robert Vizet (création d'une taxe de 5 % sur les grandes fortunes permettant de porter le SMIC à 3 100 francs en octobre 1980) : rejeté (p. 2758) ; *amendement n° 8* de M. Laurent Fabius (création d'un impôt progressif sur les fortunes pour les personnes physiques permettant d'indexer l'épargne populaire) : rejeté (p. 2759) ; *amendement n° 125* de M. Georges Gosnat (indexation de l'épargne populaire par la suppression de certains privilèges fiscaux) : rejeté (p. 2759) ; *amendement n° 70* de M. Jean Bardol (création d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) : rejeté (p. 2761) ; *amendement n° 9* de M. Laurent Fabius (création d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées) : rejeté (p. 2761) ; existence de cet impôt en Allemagne ; cas des sociétés civiles agricoles et des GAEC (p. 2761) ; *amendement n° 79* de M. Parfait Jans (création d'un prélèvement exceptionnel sur les sociétés en vue d'aider les offices d'HLM) : rejeté (p. 2762) ; *amendement n° 72* de M. Parfait Jans (création d'une contribution directe annuelle des entreprises de 50 salariés au profit des comités d'entreprises) : rejeté (p. 2762) ; *amendement n° 106* de M. Théo Vial-Massat (suppression de la faculté d'étaler l'imposition des plus-values à court-terme) : rejeté par scrutin public n° 483 (p. 2763) ; aide de 150 millions de francs à Manufrance (p. 2763) ; *amendement n° 107* de M. Jacques Brunhes (dissolution des sociétés inactives) : rejeté (p. 2763) ; problème de l'échec scolaire ; mesures à prendre dans les villes à fort pourcentage d'immigrés (p. 2763) ; *amendement n° 95* de Mme Marie-Thérèse Goutmann (création d'une taxe de 0,5 % sur la masse salariale des entreprises employant plus de 500 salariés) : rejeté (p. 2764) ; multiplication des places dans les crèches ; perversion du projet d'amendement ; utilisation d'une recette affectée (p. 2764) ; *amendement n° 78* de M. Georges Gosnat (création de nouveaux emplois par un prélèvement exceptionnel de 10 % sur les liquidités des entreprises de plus de 50 salariés et en portant à 60 % le taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés de plus de 500 salariés) : rejeté (p. 2767) ; inflation ; chômage ; liquidité financière des grandes sociétés ; création d'une commission

d'enquête parlementaire sur l'activité des partis ; financement des partis (p. 2764, 2765) ; *amendement n° 100* de M. Jacques Brunhes (création d'un prélèvement fiscal sur les investissements réalisés en 1980 à l'étranger par les sociétés françaises) : rejeté (p. 2767) ; amendement contraire à l'article 34 de la Constitution ; majoration de la prime de premier équipement des élèves des sections industrielles de l'enseignement technique (p. 2767) ; *amendement n° 80* de M. Georges Gosnat (création d'un prélèvement sur les investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises en 1979 et 1980) : rejeté (p. 2768) ; créations d'emplois ; réduction du temps de travail ; l'article 34 de la Constitution lui est opposé (p. 2767, 2768) ; *amendement n° 82* de M. Robert Vizet (création d'une taxe forfaitaire et d'une surtaxe additionnelle à la taxe professionnelle par emploi supprimé pour les sociétés ayant procédé à des licenciements économiques à la suite d'investissements à l'étranger en 1979 et 1980) : rejeté (p. 2768) ; maintien de l'emploi sur le territoire national (p. 2768) [16 octobre 1980] ; *amendement n° 81* de M. Roger Combrisson (taxe forfaitaire sur les banques dont dépendent pour leurs besoins de financement les petites entreprises opérant des licenciements pour motifs économiques) : adopté (p. 2774) ; *amendement n° 83* de M. Lucien Dutard (augmentation du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement frappant les investisseurs français ou étrangers non agriculteurs) : rejeté (p. 2775) ; difficultés d'installation des jeunes agriculteurs (p. 2775) ; *amendements n° 86* de M. Jean Jarosz (augmentation du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés non coopératives, clientes ou fournisseurs de l'agriculture) : rejeté (p. 2776) ; *prix et revenus agricoles (p. 2775, 2776) ; amendement n° 88* de M. Paul Balmigère (augmentation du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement lorsque des terres agricoles changent d'utilisation ou sont achetées par des étrangers ou des non agriculteurs) : rejeté (p. 2777) ; productivité et revenu agricole (p. 2776) ; *amendement n° 92* de M. Jacques Brunhes (création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) : rejeté (p. 2777) ; gratuité des livres scolaires ; sélection sociales et échecs scolaires ; impression à l'étranger de nombreuses publications communistes (p. 2777) ; *amendement n° 93* de Mme Gisèle Moreau (taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires des groupes Hachette et Presses de la Cité) : rejeté (p. 2778) ; difficultés de l'industrie du livre ; programme d'investissement pour l'imprimerie nationale (p. 2777) ; *amendement n° 96* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (création d'une taxe de 5 % sur le chiffre d'affaires des sociétés pharmaceutiques en vue de procurer aux hôpitaux les moyens nécessaires à l'ouverture de services d'interruption de grossesse et de contraception) : rejeté (p. 2778) ; *amendement n° 71* de M. Antoine Porcu (prélèvement exceptionnel sur les actifs des entreprises sidérurgiques si leur production de 1981 n'augmente pas de 10 % par rapport à leur production de 1980) : rejeté par scrutin public n° 484 (p. 2779) ; crise de la sidérurgie et politique européenne (p. 2778) ; dépendance vis-à-vis de la R.F.A. (p. 2779) ; *amendement n° 76* de M. Georges Gosnat (suppression de la fiscalisation du crédit mutuel) : rejeté (p. 2780) ; *amendement n° 169* de M. Maurice Andrieux (création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés de travail temporaire ou intérimaire) : rejeté (p. 2780) ; problème des chômeurs qui ont épuisé leurs possibilités d'indemnisation (p. 2780) ; *amendement n° 101* de M. Gilbert Millet (suppression du titre 1er de la loi relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises en vue de dégager des recettes en faveur des hôpitaux) : rejeté (p. 2781) ; difficultés des centres de santé ; loi Monory (p. 2780) ; *amendement n° 89* de M. Roger Combrisson (exonération des collectivités publiques pour un dixième du paiement de la taxe intérieure sur le fuel domestique ; supprssion du régime fiscal favorable des sociétés immobilières d'investissement) : rejeté par scutin public n° 485 (p. 2781) ; contingentement du fuel domestique et interdiction des appels d'offres pour les collectivités publiques (p. 2781) ; *amendement n° 170* de M. Joseph Legrand (suppression de la TVA pour les combustibles vendus aux mineurs pour leurs besoins personnels) : rejeté (p. 2782) ; *amendement n° 199* de M. Parfait Jans (suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes) : rejeté (p. 2782) ; *amendement n° 183* de M. Robert Vizet (abattement fiscal pour les pensions de retraite et d'invalidité) ; suppression de l'avoir fiscal ; surtaxe frappant les gros revenus) : rejeté (p. 2782) ; *amendement n° 77* de M. Pierre Goldberg (surtaxe frappant les gros revenus) : rejeté (p. 2784) ; *amendement n° 90* rectifié de Mme Gisèle Moreau (surtaxe frappant les gros revenus) : rejeté (p. 2784) ; *amendement n° 98* de M. Jacques Brunhes (surtaxe frappant les gros revenus) : rejeté (p. 2784) ; pouvoir d'achat des rentes viagères ; primes de rentrée ; bourses scolaires (p. 2783).

ART. 2 (barême de l'impôt sur le revenu ; mesures d'accompagnement et relèvement des limites d'adhésion aux centres de gestion et associations agréés) ; augmentation réelle de l'impôt sur le revenu ; demi-part accordée au troisième enfant ; injustice du quotient familial et du barême de l'impôt (p. 2784) ; *amendement n° 110* de M. Robert Vizet (barême de l'impôt sur le revenu ; révision du quotien familial ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi

Monory et de la loi de 1979 relative à l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 2785) ; *amendement n° 111* de M. Robert Vizet (barème de l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de loi de 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 2789) ; *amendement n° 10* de M. Laurent Fabius (barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 2789) ; *amendement n° 112* de M. Robert Vizet (barème de l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la loi de 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 2789) ; *amendement n° 5* de M. Pierre Bas (majoration uniforme de toutes les branches du barème de l'impôt à un taux identique à celui de la hausse prévisible des prix en 1980) : rejeté (p. 2789) ; lutte contre les inégalités ; réforme de l'impôt sur le revenu ; part des impôts indirects dans les recettes de l'Etat (p. 2788) ; stabilité ou augmentation de l'impôt sur le revenu (p. 2789) ; *amendement n° 1* de M. Pierre Bas (exonération de tous les foyers fiscaux assujettis à un impôt sur un revenu imposable égal ou inférieur à 50 000 francs) : rejeté (p. 2792) ; rendement de l'impôt sur le revenu et crise économique ; effets anti-économiques de l'impôt sur le revenu ; poids des charges sociales et des prélèvements obligatoire en France ; évasion et fraude fiscales (p. 2790) ; injustice de l'impôt indirect ; réduction des inégalités ; quotient familial (p. 2791) ; injustice de l'impôt indirect (p. 2792) ; *amendement n° 178* de M. Pierre Bas (exonération de tous les foyers fiscaux assujettis à un impôt sur un revenu annuel imposable égal ou inférieur à 50 000 francs) : rejeté (p. 2792) ; *amendement n° 11* rectifié de M. Laurent Fabius (attribution d'une demi-part supplémentaire aux ménages d'invalides ; augmentation de la taxe sur les métaux précieux, les bijours et les objets d'art) : rejeté par scrutin public n° 486 (p. 2794) ; *amendement n° 114* rectifié de M. René Rieubon (attribution d'une demi-part supplémentaire aux ménages d'invalides ; imposition des dirigeants de société) : rejeté (p. 2794) ; *amendement n° 218* du gouvernement (augmentation d'une part du quotient familial attribué aux contribuables mariés invalides ; relèvement des taux du droit de timbre des effets de commerce) : adopté (p. 2794) ; *amendement n° 50* de la commission (abattement sur le revenu imposable en faveur des salariés célibataires ; augmentation du taux de la TVA perçue sur les aliments destinés aux chiens, chats et animaux d'agrément) ; *sous-amendement n° 228* de M. Roger Combrisson (augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés fabriquant des aliments pour chiens, chats et animaux d'agrément) : rejeté (p. 2797) ; *amendement n° 50* rejeté (p. 2979) ; *amendement n° 161* de M. Laurent Fabius (abattement sur le revenu imposable en faveur des salariés célibataires ; suppression de la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values à court terme)) : rejeté (p. 2797) ; industrie agro-alimentaire (p. 2795) ; production de fer blanc et difficultés de la sidérurgie (p. 2796, 2979) ; publicité télévisée (p. 2797) ; *amendement n° 51* de la commission (relèvement de la limite d'adhésion aux centres de gestion agréés) ; *sous-amendement n° 219* du gouvernement (relèvement de la limite d'adhésion aux centres de gestion agréés ; augmentation des tarifs du droit de timbre applicable aux cartes d'entrée dans les casinos) : adopté (p. 2798) ; *amendement n° 51*, ainsi modifié, adopté (p. 2798) ; *amendement n° 113* de Mme Jacqueline Chonavel (abattement sur le salaire du conjoint le moins bien rémunéré dans les familles de condition modeste ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 2798) ; *amendement n° 118* de M. Robert Vizet (exonération de l'impôt sur le revenu des assujettis dont la contribution est inférieure ou égale à 700 francs ; surtaxe frappant les gros revenus) : rejeté (p. 2799) ; *amendement n° 52* de la commission (augmentation de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession pour les adhérents des centres et associations de gestion agréés) ; *sous-amendement n° 220* du gouvernement (augmentation du droit de timbre sur les formules de chèque ne répondant pas aux caractéristiques de barrement d'avance et de non transmissibilité par voie d'endossement) : adopté (p. 2799) ; *amendement n° 52*, ainsi modifié, adopté (p. 2799) ; *amendement n° 208* de M. Laurent Fabius (généralisation à tous les revenus de l'abattement de 20 % accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; imposition des dirigeants de société ; abrogation de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2807) ; *amendement n° 117* de M. Jean Bardol (généralisation aux artisans et commerçants non adhérents à des centres de gestion agréés de l'abattement de 20 % accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; abrogation de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la provision pour hausses de prix) : rejeté (p. 2807) ; salaire fiscal (p. 2806) ; *amendement n° 200* de M. René Rieubon (plafonnement de l'atténuation d'impôt résultant du jeu du quotient familial) ; suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2808) ; *amendement n° 207* de M. Laurent Fabius (plafonnement de l'avantage dû au quotient familial et création d'un crédit d'impôt au bénéfice des contribuables les plus modestes) : rejeté par scrutin public n° 487 (p. 2808) ; *amendement n° 162*

de M. Henri Emmanuelli (augmentation de la déduction forfaitaire accordée aux voyageurs représentants de commerce) : rejeté par scrutin public n° 488 (p. 2809) ; *amendement n° 225* de M. Michel Rocard (modification du régime fiscal des divorcés) : rejeté (p. 2810).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 2810).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 53* de la commission (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants et plus ; augmentation temporaire du tarif du droit de consommation sur les alcools et du tarif du droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels et « pétillants de raisin » ; majoration du taux du droit de consommation sur les tabacs) ; *sous-amendement n° 215* de M. Robert Vizet (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants et plus dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les gros revenus) : réservé (p. 2813) ; *sous-amendement n° 172* du gouvernement (suppression de la majoration du taux du droit de consommation sur les tabacs prévue par l'*amendement n° 53* de la commission) : réservé (p. 2812) ; *sous-amendement n° 173* du gouvernement (modalités de versement des surtaxes exceptionnelles prévues par l'*amendement n° 53* de la commission) : réservé (p. 2812) ; *amendement n° 53* réservé (p. 2812) ; *amendement n° 17* de M. Laurent Fabius (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants et plus ; abrogation de la déduction forfaitaire de 20 % sur les revenus des propriétés urbaines) : réservé (p. 2812) ; *amendement n° 103* de M. Robert Vizet (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables qui ont au moins trois enfants à charge et dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les gros revenus) : réservé (p. 2812) ; *amendement n° 120* de M. Robert Vizet (attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont moins trois enfants à charge et dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les gros revenus) : réservé (p. 2812).

Rappel au règlement de M. Michel (Claude) : alinéa 4 de l'article 95 du règlement prévoyant que peut être demandée la réserve d'un article ou d'un amendement dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion ; *amendement n° 53* de la commission anticipant sur l'article 4, demande la réserve de l'*amendement n° 53* jusqu'après l'article 4 (p. 2811, 2812) ; *Lagorce (Pierre)* en qualité de vice-président : décide la réserve de l'*amendement n° 53* de la commission jusqu'après la discussion de l'article 4 en application de l'article 95, alinéa 5, du règlement (p. 2812).

– amendements après l'article 2 et avant l'article 3, article 3 et amendements s'y rapportant, amendements après l'article 3 et avant l'article 4 : réservés (p. 2813).

ART. 4 (nouveau barème des droits indirects sur les alcools, les vins, les cidres et les bières ; modification des règles relatives au remboursement des droits indirects) : arrêt du 27 février 1980 de la cour de justice des communautés européennes (p. 2813, 2814, 2815, 2816) ; évolution du marché des spiritueux (p. 2813, 2814, 2815, 2816) ; lutte contre l'alcoolisme (p. 2813, 2814, 2815) ; discrimination fiscale entre les eaux-de-vie naturelles et les anisés et alcools de céréales (p. 2813, 2814, 2815, 2816) ; mécontentement des producteurs d'armagnac, de cognac, de calvados et d'eaux-de-vie (p. 2814, 2815, 2816) ; baisse du prix du vin et du revenu des viticulteurs (p. 2815) ; privilège des bouilleurs de cru (p. 2816, 2817).

[17 octobre 1980] (p. 2822)

ART. 4 *(suite)* : taxe forfaitaire acquittée par les propriétaires récoltants désireux de distiller (p. 2822) ; arrêt de la cour de justice des communautés européennes du 27 février 1980 (p. 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834) ; *amendements n° 141* de M. André Soury et *n° 164* de M. François Autain (suppression de l'article 4) : rejetés par scrutin public n° 489 (p. 2827) ; *amendement n° 4* de M. Francis Hardy (nouveau barème des droits indirects sur les alcools ; extension à l'ensemble des produits spiritueux et surtaxe sur les apéritifs anisés) ; *sous-amendement n° 233* de M. Roland Beix (stabilisation des droits actuels sur les eaux-de-vie naturelles et de fruit et création d'une surtaxation sur les pastis et les boissons anisées) : rejeté (p. 2833) ; *amendement n° 4* adopté par scrutin public n° 490 (p. 2833) ; *amendement n° 63* de M. Francis Hardy : retiré (p. 2833) ; *amendement n° 67* de M. Gérard César (modération de l'augmentation du droit de circulation sur les vins) : rejeté (p. 2834) ; *amendement n° 60* de la commission (conditions de remboursement des droits indirects régis par le code général des impôts ou des droits et taxes recouvrés selon les procédures du code des douanes lorsqu'ils ont été acquittés indûment) : adopté (p. 2834).

– article 4, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 491 (p. 2834).

APRES L'ART. 2 *(suite)* : *amendement n° 53* de la commission précédemment réservé ; *sous-amendement n° 215* de M. Robert Vizet

précédemment réservé : rejeté (p. 2838) ; *sous-amendement n° 172* du gouvernement précédemment réservé : adopté (p. 2838) ; *sous-amendement n° 173* du gouvernement précédemment réservé : adopté (p. 2838) ; *amendement n° 53*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 492 (p. 2839) ; *amendement n° 17* de Laurent Fabius précédemment réservé : devient sans objet (p. 2839) ; *amendement n° 103* de M. Robert Vizet précédemment réservé : retiré (p. 2836) ; *amendement n° 120* de M. Robert Vizet précédemment réservé : devient sans objet (p. 2839 ; *amendement n° 116* de M. Parfait Jans (extension de l'avantage pour garde d'enfant ; remplacement de la déduction par un crédit d'impôt calculé par enfant ; suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2846) ; *amendement n° 20* de M. Laurent Fabius (remplacement de la déduction des revenus professionnels des dépenses nécessitées par la garde des enfants de moins de trois ans, par un crédit d'impôt calculé par enfant) : rejeté (p. 2846) ; *amendement n° 14* de M. Pierre Jagoret (rattachement des jeunes chômeurs âgés de plus de 18 ans et de moins de 25 ans au foyer fiscal de leurs parents ; suppression des abattements sur le revenu d'actions et d'obligations) : rejeté (p. 2847) ; extension de l'application du quotient familial ; possibilité d'accorder des remises gracieuses ; *amendement n° 171* de M. Roger Combrisson (suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu dû par les chômeurs et en contre-partie, suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2848) ; *amendement n° 104* corrigé de M. Robert Vizet (suppression de l'imposition des indemnités journalières de sécurité sociale gagée par la suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2849) ; exonération en faveur des victimes d'accidents du travail et des personnes atteintes d'une longue maladie ; *amendement n° 75* rectifié de M. Dominique Frelaut (dégrèvement de la taxe d'habitation pour les familles exonérées de l'impôt sur le revenu gagé par une surtaxe additionnelle à l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 2850) ; *amendement n° 66* de M. Roger Chinaud (dégrèvement de la taxe d'habitation pour les personnes âgées dont l'impôt sur le revenu n'est pas supérieur à 185 francs gagé par la majoration du droit de timbre) ; *sous-amendement n° 221* du gouvernement (augmentation du droit de timbre sur les contrats de transport) : adopté (p. 2850) ; *amendement n° 66*, ainsi modifié, adopté par scrutin public n° 493 (p. 2850) ; *amendement n° 198* de M. Dominique Frelaut (dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour les contribuables acquittant un très faible impôt sur le revenu) : rejeté (p. 2850) ; exonération de la redevance télévision et de la taxe de raccordement téléphonique pour les contribuables produisant un certificat de non imposition (p. 2850) ; *amendement n° 16* de M. Laurent Fabius (crédit d'impôt pour les intérêts d'emprunts réalisés pour la construction d'habitation principale avec un plafonnement de 2 500 francs par foyer porté à 5 000 pour les travaux réalisés pour économiser l'énergie et utiliser des énergies nouvelles) : rejeté (p. 2852) ; *amendement n° 155* de M. Adrien Zeller (crédit d'impôt à valoir sur la cotisation d'impôt sur le revenu égal à 25 % du montant des dépenses engagées au titre des économies d'énergie en matière de résistance principale) : retiré (p. 2852) ; problème de la substitution d'un crédit d'impôt à une déduction de revenu imposable ; mise en cause du système du quotient familial ; amélioration de l'isolation thermique des logements grâce à la déduction fiscale (p. 2851) ; organisation d'un débat sur les propositions de réforme fiscale ; impôt sur les successions (p. 2852) ; *amendement n° 54* de la commission (indexation des plus-values professionnelles en tenant compte de la variation annuelle des prix à la consommation gagée par le relèvement du taux sur les conventions d'assurances) : rejeté (p. 2854) ; organisation d'un débat parlementaire sur le problème des plus-values ; la législation fiscale sur les plus-values repose sur la notion de revenu différé (p. 2853) ; *amendement n° 40* de M. Laurent Fabius (modification de l'impôt sur les successions : doubler les abattements à la base, augmenter les impôts sur les grosses successions, moduler l'impôt en fonction de la situation personnelle de l'héritier) : rejeté (p. 2857) ; conclusions du rapport Ventejol-Blot-Méraud sur les droits de succession et du rapport Gomart ; organisation d'un débat en commission sur la modification des droits de succession et la réforme de l'impôt sur les plus-values ; rejeté de la taxation de la fortune (p. 2855, 2856, 2857) ; *amendement n° 55* de la commission (réduction des droits de succession pour les familles de plus de trois enfants, cette réduction ne pouvant excéder 4 000 francs par enfant) : adopté (p. 2857) ; *amendement n° 2* de M. Georges Gorse (relèvement du seuil à partir duquel les employeurs sont tenus de déclarer les rémunérations de toute nature et remboursements de frais versés à des tiers ; majoration de la taxe sur les contrats d'assurance : retiré (p. 2858) ; problème des clubs sportifs ; le gage proposé risque d'affecter l'industrie automobile (p. 2857) ; *amendement n° 124* de M. Georges Gosnat (cumul du livret A des caisses d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel ; taxe de 1 % sur l'actif net des banques privées et nationalisées) : rejeté (p. 2858) ; taux d'intérêt servi à l'épargne populaire ; décloisonnement des réseaux de collecte de l'épargne ; danger d'évasion fiscale (p. 2858) ; *amendement n° 126* de M. Robert Vizet (étalement du versement des impôts sur le revenu après le décès d'un contribuable lorsque le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche ;

majoration des dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 2858) ; *amendement n° 202* de M. Etienne Pinte (actualisation des limites d'exonération et des abattements prévus par la loi sur les plus-values gagée par la majoration des droits indirects sur l'alcool) : rejeté (p. 2860) ; *amendement n° 203* de M. Etienne Pinte (mettre fin aux dispenses de droit ou de fait que certains employeurs ont de déclarer les rémunérations payées à leurs salariés) rejeté (p. 2861) ; cas des employés de maison (p. 2860) ; *amendement n° 204* de M. Etienne Pinte (extension à l'acquisition des terrains des déductions d'intérêts des emprunts applicables à la construction elle-même ; création d'une nouvelle tranche du barème de l'impôt sur le revenu imposable à 65 %) : retiré (p. 2862) ; cas des maisons individuelles à usage familial (p. 2861) ; *amendement n° 205* de M. Etienne Pinte (actualisation des abattements opérés sur le montant des revenus imposables provenant de valeurs mobilières à revenu fixe) : retiré (p. 2862).

AVANT L'ART. 3 précédemment réservé : *amendement n° 64* rectifié, sous-amendements qui s'y rapportent et *amendement n° 28* : réservés (p. 2862) ; *amendement n° 210* de M. Pierre Mauger (extension aux TOM et à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions inscrites dans la loi de finances pour 1981 en faveur des DOM) : retiré (p. 2863) ; extension des mesures fiscales adoptées en 1979 au secteur agricole et aux opérations de construction immobilière (p. 2862) ; *amendement n° 31* de M. Laurent Fabius (suppression du bénéfice mondial et du régime de l'avoir fiscal ; affectation des sommes ainsi dégagées à un effort de modernisation et à la lutte contre le chômage) : rejeté (p. 2864) ; *amendement n° 29* de M. Laurent Fabius (suppression du bénéfice mondial permettant aux groupes multinationaux de pratiquer un certain nombre de fraudes) : rejeté (p. 2864) ; *amendement n° 135* rectifié de M. Georges Gosnat (abrogation du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé sur option) : rejeté (p. 2864) ; suppression des avantages des compagnies pétrolières (p. 2863) ; *amendement n° 102* de M. René Visse (suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2864) ; relèvement du prêt du soldat ; réforme démocratique du service militaire (p. 2864) ; *amendement n° 99* de M. Jacques Brunhes (création de recettes nouvelles par la suppression des provisions pour risques afférents au crédit à moyen et long terme réalisées par les banques et établissements de crédits) : rejeté (p. 2865) ; gratuité des transports scolaires ; gratuité de la carte orange pour les scolaires et les étudiants (p. 2864) ; dispositions relevant du domaine législatif (p. 2865) ; *amendement n° 132* de M. Roger Combrisson (réintégration des provisions dans le bénéfice imposable ; suppression des contingents grevant les budgets des communes et des départements) : rejeté par scrutin public n° 494 (p. 2866) ; présentation des amendements en vue d'éviter le « couperet » de l'article 40 de la Constitution ; diminution du produit de l'impôt sur les sociétés et augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; avoir fiscal (p. 2865) ; *amendement n° 26* de M. Laurent Fabius (réintégration dans le bénéfice imposable d'un certain nombre de provisions : provisions constituées en franchise d'impôt par les entreprises d'assurances ; provisions pour fluctuation des cours) : rejeté (p. 2866) ; *amendement n° 109* de M. Raymond Maillet (abrogation des dispositions ayant trait aux provisions pour fluctuation des cours ; risques afférents aux opérations de crédit à moyen et à long terme ; provision pour implantations industrielles et commerciales à l'étranger) : rejeté (p. 2866) ; application des décrets pris en faveur des personnels ouvriers des arsenaux et des établissements d'Etat (p. 2866) ; *amendement n° 23* de M. Christian Pierret (abrogation de la provision pour implantation d'entreprises industrielles à l'étranger en franchise d'impôt) : rejeté (p. 2867) ; pénalisation de l'implantation d'entreprises en France (p. 2867) ; *amendement n° 27* de M. Laurent Fabius (remplacement de l'amortissement dégressif par l'amortissement linéaire) : rejeté (p. 2868) ; incitation fiscale à l'investissement sur les bâtiments industriels ; l'amortissement dégressif est adapté à la période d'inflation (p. 2867, 2868).

[21 octobre 1980] (p. 2878)

AVANT L'ART. 3 (amendements précédemment réservés) : *amendement n° 122* de M. Roger Combrisson (abrogation de l'amortissement dégressif et de la provision sur hausse de prix) : rejeté (p. 2878) ; *amendement n° 201* de M. Jack Ralite (réintégration dans le bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés des provisions pratiquées par les banques pour financer les ventes à l'étranger, en vue de dégager des crédits destinés au service des archives du film de Bois-d'Arcy et à la lecture publique) : rejeté par scrutin public n° 495 (p. 2879) ; *amendement n° 25* de M. Laurent Fabius (suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés) : rejeté (p. 2880) ; *amendement n° 130* de M. Jacques Jouve (suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés) : rejeté (p. 2880) ; *amendement n° 129* de M. Pierre Goldberg (suppression du régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère) : rejeté (p. 2830) ; *amendement n° 24* de M. Michel Rocard (crédit d'impôt pour les entreprises ayant institué une cinquième équipe de travail) : non soutenu (p. 2881) ; *amendement n° 74* de M. Roger Combrisson

(sanction fiscale frappant le refus des entreprises d'instituer une cinquième équipe de travail) : rejeté (p. 2881) ; *amendement n° 28* de M. Laurent Fabius (incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales) : retiré (p. 2883) ; *amendement n° 64* rectifié du gouvernement (incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales) ; transfert des dispositions de l'article 39 du projet dans la première partie de la loi de finances (p. 2881) ; exclusion des entreprises agricoles (p. 2882, 2883, 2884, 2885) ; lien entre le profit, l'investissement et l'emploi (p. 2882, 2883, 2886) ; *sous-amendement n° 175* de la commission (extension aux entreprises qui réalisent des bénéfices non commerciaux de l'incitation fiscale à l'investissement) : réservé (p. 2884) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 176* de la commission (extension de l'incitation fiscale à l'investissement aux exploitations agricoles) : réservé (p. 2884) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 167* de M. Robert Héraud (extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement) : réservé (p. 2885) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 217* de M. Arnaud Lepercq (extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement) : réservé (p. 2885) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 229* rectifié de M. André Soury (extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement) : réservé (p. 2885) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 194* de M. Georges Gosnat (conditions de l'octroi de l'aide à l'investissement) : achat de matériel français, avis des comités d'entreprise, création nette d'emplois) : réservé (p. 2885) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 211* de M. Henri Ginoux (faisant bénéficier le matériel reconstruit en France des avantages accordés par l'amendement du gouvernement au matériel neuf importé de l'étranger) : réservé (p. 2886) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 213* de M. Henri Ginoux (fait générateur de la déduction) : réservé (p. 2886) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 214* de M. Henri Ginoux (cas des matériels qui se trouvent amortis avant la limite de cinq ans fixée dans le projet) : réservé (p. 2886) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 177* de la commission (en cas de revente avant le délai de cinq ans, réintégration au bénéfice de la valeur résiduelle du bien) : réservé (p. 2886) ; adopté par scrutin public n° 496 en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 181* de M. René de Branche (interdiction de tout cumul entre la déduction instituée par l'article 3 et toute autre forme d'aide à l'investissement) : réservé (p. 2886) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 195* de M. Pierre Goldberg (affectation des sommes déduites du bénéfice imposable à un fonds emploi-investissement géré par les comités d'entreprise et destiné à financer des créations d'emplois ou des réductions de temps de travail) : réservé (p. 2887) ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; *sous-amendement n° 237* de M. Jean-Pierre Delalande (empêchant que l'octroi de l'aide fiscale à l'investissement ne se traduise par une diminution des droits à participation des salariés prévus par l'ordonnance de 1967) : réservé (p. 2887) ; adopté par scrutin public n° 496 en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889) ; compétitivité de l'industrie française (p. 2888) ; exclusion des entreprises agricoles (p. 2888) ; *amendement n° 64* rectifié du gouvernement, adopté avec modification par scrutin public n° 496, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 2889).

ART. 3 précédemment réservé (aménagement de la fiscalité des sociétés pétrolières) ; provision pour reconstitution de gisements ; recherche pétrolière ; développement des réacteurs surrégénérateurs ; bénéfice mondial et bénéfice consolidé (p. 2890, 2891, 2892, 2893, 2894) ; *amendement n° 56* de la commission (ramenant de cinq à deux ans, et non à un an, le délai d'emploi de la provision pour reconstitution de gisements) : rejeté par scrutin public n° 497 (p. 2893 ; information exclusive de certains parlementaires par les sociétés industrielles (p. 2892) ; *amendement n° 57* de la commission (suppression de toute référence dans le temps en ce qui concerne la limitation du cumul entre provision pour reconstitution de gisements et amortissement pour les recherches à l'étranger) : rejeté (p. 2894) ; *amendement n° 3* de M. Gilbert Gantier (maintien du règime actuel de la provision pour reconstitution de gisements, pour la recherche en France) : retiré (p. 2894) ; *amendement n° 30* de M. Laurent Fabius (affectation au budget des régions de production du produit de la majoration de la redevance progressive des mines d'hydrocarbures) : rejeté par scrutin public n° 498 (p. 2901) ; *amendement n° 65*

rectifié de M. Michel Inchauspé (augmentation du tarif de la redevance minière communale et départementale) : adopté (p. 2902) ; *amendement n° 58* de la commission (affectation aux groupements de communes du bénéfice de l'augmentation du taux des redevances minières communales) : retiré (p. 2902) ; *amendement n° 157* rectifié de M. Michel Inchauspé (affectation aux groupements de communes du bénéfice de l'augmentation du taux des redevances minières communales) : adopté (p. 2902) ; *amendement n° 134* rectifié de M. Georges Gosnat (prélèvement sur les profits des sociétés pétrolières ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks réalisés par les sociétés pétrolières exerçant leur activité en France) : rejeté (p. 2903) ; stocks pétroliers (p. 2903) ; *amendement n° 136* rectifié de M. Georges Gosnat (taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières étrangères exerçant leur activité en France) : rejeté (p. 2904).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2904).

APRES L'ART. 3 (amendements précédemment réservés) : *amendement n° 165* de M. Julien Schvartz (augmentation du taux des redevances communale et départementale des mines pour le charbon) : adopté (p. 2905) ; *amendement n° 158* de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (augmentation des taux des redevances communale et départementale des mines applicables aux minerais d'uranium, aux minerais aurifères, aux minerais de tungstène, aux minerais argentifères, au chlorure de sodium, à la bauxite, à la fluorine et aux minerais de soufre) : adopté (p. 2905) ; *amendement n° 59* de la commission (régime fiscal favorisant la transformation des entreprises individuelles en sociétés ; augmentation de la taxe sur les conventions d'assurances) ; *sous-amendement n° 190* du gouvernement (taux du droit de mutation afférent à la prise en charge du passif dont sont grevés les apports) : adopté (p. 2907) ; *sous-amendement n° 191* du gouvernement (sous-amendement de conséquence) : adopté (p. 2907) ; *sous-amendement n° 192* du gouvernement (transmission à titre gratuit des entreprises individuelles) : adopté (p. 2907) ; *sous-amendement n° 222* du gouvernement (augmentation du droit de timbre applicable aux cartes de séjour des étrangers) : adopté (p. 2907) ; *amendement n° 59*, ainsi modifié, adopté (p. 2907) ; *amendement n° 33* de M. Christian Pierret (accordant un crédit d'impôt aux entreprises industrielles qui augmentent leur effectif de salariés munis d'un contrat de travail à durée indéterminée ; impôt sur les fortunes des personnes physiques) : rejeté (p. 2908) ; *amendement n° 138* de M. Guy Ducoloné (augmentation de l'impôt sur le bénéfice des sociétés versé par les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense nationale) : rejeté par scrutin public n° 499 (p. 2909) ; *amendement n° 97* de M. Jacques Jouve (exonération des chèques-vacances de l'impôt sur le revenu et du versement forfaitaire sur les salaires) : rejeté (p. 2910) ; *amendement n° 209* rectifié de M. Laurent Fabius (régime fiscal des titres-vacances) : rejeté (p. 2910) ; *amendements* identiques *n° 32* de M. Laurent Fabius et *n° 133* de M. Jean Bardol (exonérant les associations de la taxe sur les salaires lorsqu'elles emploient moins de trois salariés) : rejetés (p. 2910) ; *amendement n° 216* de M. Jean Bonhomme (incitation fiscale à l'utilisation de l'énergie tirée de la biomasse) : retiré (p. 2911).

AVANT l'ART. 4 (amendements précédemment réservés) : *amendements* identiques *n° 37* rectifié de M. Laurent Fabius et *n° 140* rectifié de M. Pierre Goldberg (remboursement de la TVA aux associations) : rejetés (p. 2912) ; *amendement n° 36* de M. Christian Pierret (augmentation du taux de TVA portant sur la publicité des produits sensibles importés de pays extérieurs à la communauté européenne) : rejeté (p. 2913) ; *amendement n° 73* de M. Roger Combrisson (surtaxe à l'importation des produits sensibles) : rejeté (p. 2913) ; *amendement n° 145* rectifié de M. Robert Vizet (assujettissement au taux 0 de la TVA des opérations de commerce concernant les produits alimentaires de première nécessité ; impôt sur la fortune des personnes physiques) : rejeté (p. 2914) ; *amendement n° 38* de M. Laurent Fabius (assujettissement au taux 0 de la TVA des produits alimentaires de première nécessité) : rejeté (p. 2914) ; *amendement n° 39* de M. Laurent Fabius (assujettissement au taux 0 de la TVA des opérations portant sur le fuel domestiques destiné au chauffage de la résidence principale) : rejeté (p. 2914) ; *amendement n° 156* de M. Adrien Zeller (perception de la TVA au taux majoré pour les opérations concernant les climatiseurs, les tondeuses à moteur autoportées et les piscines ; perception de la TVA au taux réduit pour les opérations concernant des appareils de chauffage utilisant l'énergie solaire et les pompes à chaleur) : rejeté (p. 2914) ; *amendement n° 163* de M. Henri Emmanuelli (diminution du taux de TVA applicable aux voitures automobiles achetées par des représentants de commerce pour leur usage professionnel) : rejeté (p. 2915) ; *amendement n° 230* de M. Pierre Goldberg (diminution du taux de TVA applicable aux voitures automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux fiscaux) : rejeté (p. 2915) ; *amendement n° 231* de M. Robert Vizet (perception au taux 0 de la TVA pour les véhicules achetés pour les handicapés) : rejeté (p. 2915) ; *amendement n° 227* de M. Jack Ralite (fixation à 2,5 % du taux de TVA perçu sur le droit

d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai) : rejeté par scrutin public n° 500 (p. 2916) ; *amendement n° 137* de M. Robert Vizet (exonération des associations reconnues d'utilité publique, des hôpitaux et hospices, et des maisons de retraite du paiement de la taxe sur les salaires) : rejeté (p. 2916).

APRES l'ART. 4 : *amendements* identiques *n° 61* de la commission et *n° 142* de M. Robert Vizet (taxe sur les locations et les ventes d'espaces publicitaires) : réservés jusqu'après l'article 42 (p. 2917) ; *amendement n° 49* rectifié de M. Germain Sprauer (augmentation de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance-vie en vue d'augmenter le plafond d'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction) : retiré (p. 2917) ; *amendement n° 34* rectifié de M. Laurent Fabius (augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) : rejeté (p. 2918) ; *amendement n° 147* de M. Parfait Jans (augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue) : rejeté (p. 2918) ; *amendement n° 223* du gouvernement (relèvement des tarifs du droit de timbre de dimension) : adopté (p. 2918).

ART. 5 (dispositions relatives aux affectations) : adopté (p. 2918).

ART. 6 (fonds spécial d'investissement routier) : *amendement n° 149* de M. René Rieubon (portant à 25 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances (p. 2920) ; *amendement n° 159* de M. René Gaillard (portant à 16,4 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : non soutenu (p. 2918) ; *amendement n° 41* de M. Jacques Lavédrine (portant à 13,62 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances (p. 2920) ; *amendement n° 62* de la commission (portant a' 13,52 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier) : déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances (p. 2920 ; subvention aux collectivités locale pour le réseau routier national secondaire déclassé (p. 2919, 2920) ; irrecevabilité financière et rapport Charbonnel (p. 2919, 2920) ; comptes d'affectation spécial (p. 2919, 2920).

- article 6 rejeté (p. 2921).

ART. 7 (majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA) : *amendement n° 150* de M. Michel Couillet (soumission à la taxe de tous les corps gras importés) : rejeté (p. 2921).

- article 7 adopté (p. 2921).

APRES l'ART. 7 : *amendement n° 123* de M. Jacques Chaminade (augmentation des taux de cotisations au BAPSA pour les cotisants disposant d'un revenu cadastral supérieur à 7 680 francs et diminution des cotisations des autres assujettis) : rejeté (p. 2922).

ART. 8 (détaxation des carburants agricoles) ; diminution des prix et du revenu agricoles et augmentation du prix de l'énergie utilisée en agriculture (p. 2922) ; *amendement n° 185* de M. Hubert Voilquin (tendant à ce que la répartition de l'essence détexée se fasse au prorata de la consommation des agriculteurs) : adopté (p. 2922) ; agriculture de montagne (p. 2922).

- article 8, ainsi modifié, adopté (p. 2923).

APRES l'ART. 8 : *amendement n° 43* de M. Michel Rocard (extension au bulletin d'information publié par les collectivités locales des dispositions relatives aux publications administratives : repoussé (p. 2923) ; *amendement n° 151* de M. Robert Vizet (extension aux publications des collectivités locales des avantages fiscaux des publications administratives) : repoussé (p. 2923) ; *amendement n° 146* de M. Parfait Jans (portant de 0,9 à 2 % le taux de la participation patronale figurant à l'article 313-1 du code de la construction et de l'habitation) : rejeté (p. 2923) ; construction de 50 000 logements HLM supplémentaires (p. 2923) ; *amendement n° 35* de M. Laurent Fabius (portant de 0,9 à 1 % le taux de la participation patronale figurant à l'article 313-1 du code de la construction et de l'habitation) : rejeté (p. 2923) ; *amendement n° 42* de M. Christian Pierret (revalorisation du montant de la surtaxe perçue par les communes sur les eaux minérales) : rejeté (p. 2924) ; rapport du docteur Jean Bernard sur l'alcoolisme préconisant la suppression de toutes les taxes spécifiques sur les boissons non alcoolisées (p. 2924) ; *amendement n° 44* de M. Laurent Fabius (octroi aux taxis de 5 000 litres d'essence détaxée par an gagé par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières exerçant leur activité en France) : adopté par scrutin public n° 501 (p. 2925) ; *amendement n° 152* de M. Parfait Jans (octroi aux taxis de 5 000 litres d'essence détaxée par an gagé par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières exerçant leur activité

en France) : devient sans objet (p. 2025) ; revalorisation des tarifs ; avantages fiscaux des chauffeurs de taxi : exonération de la vignette, de la taxe professionnelle, régime du forfait (p. 2924, 2925) ; *amendement n° 154* de M. Jean Bardol (détaxation des carburants pour les marins-pêcheurs gagée par une taxe sur le chiffre d'affaires hors-taxes des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères exerçant leur activité en France) : rejeté (p. 2926) ; *amendements n° 131* de M. Parfait Jans, *n° 45* de M. Laurent Fabius, *n° 127* de M. Pierre Goldberg et *n° 46* de M. Louis Darinot (seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun) : rejetés (p. 2927) ; *amendements n° 47* de M. Laurent Fabius et *n° 128* de M. René Rieubon (suppression de l'anonymat des bons de caisse) : rejetés (p. 2928).

ART. 9 (confirmation de dispositions législatives antérieures) : adopté (p. 2928).

ART. 10 (majoration des rentes viagères) : indexation annuelle et automatique des rentes viagères revalorisées en fonction de l'évolution monétaire depuis la date de souscription ; application des conclusion du rapport de la Cour des comptes (p. 2928, 2929) ; *amendement n° 180* de M. Joseph Franceschi (suppression de l'article 10 en vue d'obtenir l'indexation) : rejeté par scrutin public n° 502 (p. 2930) ; l'article 40 de la Constitution interdit de proposer un relèvement du taux des rentes viagères (p. 2929).

– article 10 adopté (p. 2930).

ART. 11 et ETAT A (équilibre général du budget) : *amendement n° 238* du gouvernement (modification des chiffres récapitulatifs figurant à l'article 11 pour tenir compte des votes précédemment intervenus) : adopté (p. 2941).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Abaissement du déficit : *Papon (Maurice)*, (p. 2942).

Aggravation du chômage : *Rigout (Marcel)*, (p. 2941).

Augmentation du déficit commercial : *Rigout (Marcel)*, (p. 2941).

Diminution de la pression fiscale : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2941) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2942).

Economies réalisées : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2942)).

Indépendance de la France grâce au budget militaire : *Papon (Maurice)*, (p. 2942).

Mesures en faveur des investissements et de la famille : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2941) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2942) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2942).

Recours du groupe socialiste devant le conseil constitutionnel : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 2942).

Sauvegarde de l'emploi : *Papon (Maurice)*, (p. 2942).

Soutien aux sociétés multinationales : *Rigout (Marcel)*, (p. 2941).

Vote favorable du groupe RPR et du groupe UDF : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 2942) ; *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2941).

Vote hostile du groupe communiste et du groupe socialiste : *Rigout (Marcel)*, (p. 2941) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 2942).

Adoption de l'article 11 modifié par l'*amendement n° 238* par scrutin public n° 503 (p. 2943).

SECONDE DELIBERATION DE LA PREMIERE PARTIE DU PROJET DE LOI :

ART. 2 *A* (taxe forfaitaire sur les banques ayant consenti un crédit à des entreprises procédant à des licenciements économiques) : *amendement n° 1* du gouvernement (de suppression) : réservé (p. 2943) puis adopté par scrutin public n° 504 (p. 2944).

ART. 2 *quater* : *amendement n° 2* du gouvernement (financement de la majoration de la réduction des droits de succession accordés aux héritiers ayant trois enfants et plus) : réservé (p. 2943) puis adopté par scrutin public n° 504 (p. 2944).

ART. 8 *bis* (exonération de taxe sur les carburants pour les chauffeurs de taxi) : *amendement n° 3* du gouvernement (tendant à supprimer l'article 8 bis) : réservé (p. 2944) puis adopté par scrutin public n° 504 (p. 2944) ; abaissement du rôle du parlement ; propos de M. Marette à ce sujet (p. 2944).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES ETRANGERES

DISCUSSION GENERALE [12 novembre 1980] (p. 3766, 3784) :

Accords SALT : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3799) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3778).

Action culturelle et rapport Rigaud : *Marette (Jacques)*, (p. 3767) ; *Chandernagor (André)*, (p. 3769, 3770) ; *Delehedde (André)*, (p. 3770, 3771) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3775, 3801) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3775) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Die-*

nesch (Marie-Madeleine), (p. 3788) ; *Constans (Hélène)*, (p. 3789) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3791, 3792) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3792).

Afrique australe, Zimbabwe et Namibie : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3800, 3801) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3794).

Afrique (politique française) : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3781) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Constans (Hélène)*, (p. 3790).

Agence internationale de l'énergie et politique énergétique européenne : *Valleix (Jean)*, (p. 3795).

Aide aux victimes de calamités : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3775, 3800) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3788).

Algérie : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780).

Allemagne fédérale (évolution politique et relations avec la France) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3778) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3788) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Alliance atlantique : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3793) ; *Thomas (Abel)*, (p. 3797).

Amérique latine (politique française) : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3779) ; *Constans (Hélène)*, (p. 3790) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3795, 3796) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3801).

Assemblée européenne : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3788).

Associations de la loi de 1901 et démembrements de l'Etat : *Marette (Jacques)*, (p. 3767) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3801).

Associations de relais et accueil des invités étrangers en France : *Deniau (Xavier)*, (p. 3768).

Budget des affaires étrangères (part dans le budget de l'Etat et évolution) : *Marette (Jacques)*, (p. 3766) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3775) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3792).

Cambodge : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3775, 3801) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3779) ; *Marcus (Gérard)*, (p. 3786) ; *Mesmin (Georges)*, (p. 3794).

Cap Vert et Nigéria (collaboration culturelle de la France) : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 3784).

Carte diplomatique et consulaire : *Marette (Jacques)*, (p. 3766) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 3768) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3792) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3801).

Chine (Coopération culturelle) : *Delehedde (André)*, (p. 3771).

Condition des étrangers en France : *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3784) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Conférence de Madrid et droits de l'homme : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3799) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3778) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780, 3781) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3786) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 3791) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3793) ; *Valleix (Jean)*, (p. 3795).

Conflit entre l'Irak et l'Iran : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3782) ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 3786).

Construction européenne et rôle de l'Europe dans le monde : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3775, 3798, 3800) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3779) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780, 3781) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 3786) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3788).

Contributions internationales de la France (affectation aux charges communes : *Marette (Jacques)*, (p. 3767).

Coopération de l'Europe et des Etats-Unis en matière d'armement et groupe européen indépendant de programmes : *Valleix (Jean)*, (p. 3795) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Défense et force de dissuasion : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3789).

Défense européenne : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3779).

Désarmement : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3799) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3779).

Détente : *Ehrmann (Charles)*, (p. 3789) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3793) ; *Valleix (Jean)*, (p. 3795).

Egypte (établissements français d'enseignement) : *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 3786).

Etudiants étrangers en France : *Constans (Hélène)*, (p. 3780).

Europe (accumulation des armements) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3799).

Français de l'étranger : *Marette (Jacques)*, (p. 3766) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 3768) ; *Delehedde (André)*, (p. 3771) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774, 3801, 3802) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 3785) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3792, 3793).

Francophonie : *Deniau (Xavier)*, (p. 3769) ; *Delehedde (André)*, (p. 3771).

Grande-Bretagne (évolution politique) : *Elrmann (Charles)*, (p. 3788) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Haïti (coopération culturelle) : *Delehedde (André)*, (p. 3771).

Intervention soviétique en Afghanistan : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3772) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3779) ; *Gremetz (Maxime)*, (p.3782) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 3791).

Langue anglaise : *Constans (Hélène)*, (p. 3790) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3801).

Liban : *Stasi (Bernard)*, (p. 3796, 3797) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Livre français à l'étranger : *Marette (Jacques)*, (p. 3767) ; *Delehedde (André)*, (p. 3771).

Mouvement des non alignés et groupe des 77 : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3781).

Non-prolifération nucléaire et fourniture de l'Irak d'un réacteur de recherche : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3778).

Nouvel ordre international : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774, 3798) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3781).

Obligation des visas : *Marette (Jacques)*, (p. 3766) ; *Deniau (Xavier)*, (p. 3768).

Parti communiste français (position sur le Cambodge et l'Afghanistan) : *Gremetz (Maxime)*, (p. 3779, 3782) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3786) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3798, 3799).

Personnel du ministère des affaires étrangères (recrutement et carrière) et secrétaires adjoints : *Deniau (Xavier)*, (p. 3768) ; *Julien (Raymond)*, (p.3792).

Plan quinquennal de redressement de la situation du Ministère des affaires étrangères : *Chandernagor (André)*, (p. 3770) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3775).

Politique agricole commune : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3788) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3800).

Pologne : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3777) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3778) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3786).

Pouvoirs des ambassadeurs : *Marette (Jacques)*, (p. 3767).

Président des Etats-Unis (élection de M. Reagan) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773) ; *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3778) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3779) ; *Elrmann (Charles)*, (p. 3789) ; *Thomas (Abel)*, (p. 3797) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3798).

Principes généraux de la politique étrangère et action du Général de Gaulle : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3787) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 3791) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3798).

Proche-Orient : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3773, 3799) ; *Gremetz (Maxime)* ; *3782)* ; *Marcus (Claude-Gérard)*, (p. 3786) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3787) ; *Thomas (Abel)*, (p. 3797).

Protection des réfugiés et apatrides : *Marette (Jacques)*, (p. 3766).

Radio française à l'étranger : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3775) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 3786) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3792).

Style et politique étrangère : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Guidoni (Pierre)*, (p. 3787) ; *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3787, 3788) ; *François-Poncet (Jean)*, (p. 3798).

Tension internationale : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3772, 3798) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 3777).

Tiers-monde (relations avec la France) : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774).

Trilogue et dialogue Nord-Sud : *François-Poncet (Jean)*, (p. 3774) ; *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 3785) ; *Julien (Raymond)*, (p. 3793).

URSS (évolution politique) : *Couve de Murville (Maurice)*, (p. 3776) ; *Gremetz (Maxime)*, (p. 3780) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3791) ; *Thomas (Abel)*, (p. 3797).

URSS (situation des juifs) : *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3787).

« Villa Médicis » créée en Amérique : *Chandernagor (André)*, (p. 3769) ; *Delehedde (André)*, (p. 3771).

EXAMEN DES CREDITS [12 novembre 1980] (p. 3802).

TITRE III : adopté (p. 3802).

TITRE IV : *amendement n° 127* de la commission des affaires étrangères (diminution de la contribution du ministère des affaires étrangères au financement des émissions en direct vers l'étranger en vue d'accroître les crédits affectés à la réalisation de l'émetteur de Kourou) : adopté (p. 3803).

– titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 3803).

TITRE V : autorisations de programme, adoptées (p. 3803).

Crédits de paiement, adoptés (p. 3803).

TITRE VI : *amendement n° 193* du gouvernement (augmentation des autorisations de programme et des crédits de paiement en vue de financer la construction de l'émetteur de Kourou) : adopté (p. 3803).

– autorisations de programme, ainsi modifiées, adoptées (p. 3803).

– crédits de paiement, ainsi modifié, adoptés (p. 3803).

AGRICULTURE - BAPSA

DISCUSSION GENERALE [6 novembre 1980] (p. 3613, 3635, 3664) :

Rappel au règlement de M. Vizet : fonctionnement et financement de l'association nationale pour le développement agricole et d'Unigrains (p. 3643).

Action sanitaire et sociale : *Geng (Francis)*, (p. 3626).

Aides directes au revenu : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3639, 3655) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3646) ; *Nucci (Christian)*, (p. 3648).

Amélioration sanitaire du cheptel et prophylaxie : *Brisson (Robert)*, (p. 3615).

Assainissement : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Association nationale pour le développement agricole : *Vizet (Robert)*, (p. 3643) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3654).

Assurance invalidité des agriculteurs : *Jouve (Jacques)*, (p. 3624) ; *Geng (Francis)*, (p. 3626) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641).

Assurance maladie-maternité des agriculteurs : *Jouve (Jacques)*, (p. 3624) ; *Geng (Francis)*, (p. 3626) ; *Bizet (Emile)*, (p. 3627) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3637) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3643).

Bail de carrière : *Hunault (Xavier)*, (p. 3629).

Balance extérieure agro-alimentaire : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Michel (Claude)*, (p. 3630) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3639, 3640).

Basse-Normandie : *Bisson (Robert)*, (p. 3615).

Bonifications d'intérêts : *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Lajoinie (André)*, (p. 3629) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3647).

Calamités agricoles : *Bisson (Robert)*, (p. 3615).

Céréales protéagineuses : Desanlis (Jean), (p. 3620) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640).

Cotisations sociales des agriculteurs : *Jouve (Jacques)*, (p. 3625) ; *Geng (Francis)*, (p. 3626) ; *Bizet (Emile)*, (p. 3628) ; *Lajoinie (André)*, (p. 3628) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3637) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640, 3641, 3654) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3643).

Directive nationale d'aménagement rural : *Nucci (Christian)*, (p. 3648).

Dotation globale de fonctionnement et remboursement de la TVA aux collectivités locales : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642).

Droits des conjoints d'exploitants : *Bizet (Emile)*, (p. 3627) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3637).

Elargissement de la CEE : *Lajoinie (André)*, (p. 3628) ; *Soury (André)*, (p. 3649) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 3652).

Electrification rurale : *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642).

Elevage bovin : Desanlis (Jean), (p. 3620).

Elevage ovin : Goldberg (Pierre), (p. 3618) ; *Soury (André)*, (p. 3649).

Elevage et plan pluriannuel : *Bisson (Robert)*, (p. 3614, 3615) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3618) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641, 3655) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3645).

Elevage porcin : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3619) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620).

Endettement des agriculteurs : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3618) ; *Pistre (Charles)*, (p. 3644) ; *Soury (André)*, (p. 3649).

Energie verte : *Mayoud (Alain)*, (p. 3636).

Enseignement agricole féminin : *Brocard (Jean)*, (p. 3623) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3644).

Enseignement agricole privé et maisons familiales rurales (procédure d'agrément) : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3623) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641, 3654) ; *La Combe (René)*, (p. 3642) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 3644).

Enseignement et formation professionnelle agricoles : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3622) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3623, 3624) ; *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3633) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641, 3642, 3654) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3643) ; *Tissan-*

dier (Maurice), (p. 3644) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3648) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Equipements publics ruraux et FIDAR : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3634) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642) ; *Nucci (Christian)*, (p. 3647, 3648).

Exode rural : *Lajoinie (André)*, (p. 3628) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3643) ; *Couillet (Michel)*, (p. 3646).

Exportations agricoles européennes : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 3650).

Fiscalité agricole : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3634) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3647) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3655).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3633).

Fonds national de solidarité : *Jouve (Jacques)*, (p. 3625).

Forêt : *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3647) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Fruits et légumes : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620).

Horticulture : *Dhinnin (Claude)*, (p. 3652, 3653) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3655).

Hydraulique agricole : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Incitation fiscale à l'investissement : *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3647).

Installation des jeunes agriculteurs : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Lajoinie (André)*, (p. 3628) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 3629) ; *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3633) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641, 3655) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3648) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Institut de développement des industries agricoles et alimentaires : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3654).

Loi d'orientation agricole de 1980 : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3619) ; *Michel (Claude)*, (p. 3630) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3633) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3638, 3642) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Matières grasses : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640, 3655).

Niveau technique des exploitations : *Huguet (Roland)*, (p. 3622) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3646).

Office national interprofessionnel des céréales : *Goldberg (Pierre) ; 3618)*.

Organisation des marchés : *Goldberg (Pierre)*, (p. 3618).

Organisation des producteurs : *Huguet (Roland)*, (p. 3622).

Pluriactivité : *Séguin (Philippe)*, (p. 3654) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3656).

Politique agricole commune : *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3646) ; *Soury (André)*, (p. 3649) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 3649).

Préférence communautaire : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640) ; *Soury (André)*, (p. 3649).

Prime au troupeau de vaches allaitantes : *Bisson (Robert)*, (p. 3615) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3619) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641, 3656).

Prix agricoles : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Michel (Claude)*, (p. 3630) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3639, 3655) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3646, 3647) ; *Soury (André)*, (p. 3649) ; *Lepeltier (Antoine)*, (p. 3649).

Prix des consommations intermédiaires : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3638) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3639, 3656) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Prix de détail des produits alimentaires : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3638).

Problème foncier et SAFER : *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 3629) ; *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Pistre (Charles)*, (p. 3644, 3645) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3647) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3654).

Production agricole : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Michel (Claude)*, (p. 3630) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3638).

Production de lait et taxe de coresponsabilité : *Bisson (Robert)*, (p. 3615) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3618) ; *Lajoinie (André)*, (p. 3629) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3638) ; *Soury (André)*, (p. 3649) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3633) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3656).

Recherche et INRA : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621, 3622) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3637) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3641,

3655) ; *Vidal (Joseph)*, (p. 3650) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Remembrement : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3642) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Répression des fraudes : *Michel (Claude)*, (p. 3631) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640).

Revenu agricole : *Bisson (Robert)*, (p. 3615) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3616) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3619) ; *Huguet (Roland)*, (p. 3621, 3622) ; *Lajoinie (André)*, (p. 3628) ; *Hunault (Xavier)*, (p. 3629) ; *Michel (Claude)*, (p. 3630) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 3632) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3639) ; *Couillet (Michel)*, (p. 3645) ; *Soury (André)*, (p. 3648) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Revenu cadastral : *Jouve (Jacques)*, (p. 3625) ; *Geng (Francis)*, (p. 3636) ; *Bizet (Emile)*, (p. 3628) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3643) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3654).

Retraites agricoles : *Jouve Jacques)*, (p. 3624, 3625) ; *Geng (Francis)*, (p. 3626) ; *Bizet (Emile)*, (p. 3627) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3637) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3640) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3651).

Salariés agricoles : *Jacq (Marie)*, (p. 3643).

Sologne : *Corrèze (Roger)*, (p. 3653) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3656).

Subventions à la valorisation des productions : *Goldberg (Pierre)*, (p. 3618) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636).

Sud-Ouest : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617).

Taxe sur les betteraves : *Geng (Francis)*, (p. 3627).

Unigrains : *Vizet (Robert)*, (p. 3643) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3654).

Veau : *Bisson (Robert)*, (p. 3615) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 3620) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636).

Viticulture : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3617) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3636) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 3651, 3652) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3655).

Vosges : *Voilquin (Hubert)*, (p. 3638) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3653).

Zones défavorisées et zones de montagne : *Bisson (Robert)*, (p. 3614) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 3619) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3638, 3642, 3655) ; *Nucci (Christian)*, (p. 3642).

PROCEDURE DES QUESTIONS [6 novembre 1980]

Agriculture de montagne : *Cazalet (Auguste)*, (p. 3671) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3671, 3679).

Aide fiscale à l'investissement : *Lepercq (Arnaud)*, (p. 3676) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3676, 3685, 3686) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 3685) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3686).

Aide ménagère à domicile : *Cattin-Bazin (Maurice)*, (p. 3669) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3669).

Aides au revenu : *Cattin-Bazin (Maurice)*, (p. 3669) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3669, 3679) ; *Benoit (René)*, (p. 3678).

Alimentation du bétail : *Delong (Jacques)*, (p. 3675) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3675).

Alsace (agriculture) : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3686) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3686).

Assainissement et irrigation : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3672) ; *Garrouste (Marcel)*, (p. 3677).

Assurance invalidité des agriculteurs : *Miossec (Charles)*, (p. 3680) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3680).

Bois et pâte à papier : *Delong (Jacques)*, (p. 3675) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3675, 3676).

Bretagne (urbanisme) : *Guermeur (Guy)*, (p. 3662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3662).

Centre technique du génie rural des eaux et forêts et centre national d'étude du machinisme agricole : *Méhaignerie Pierre)*, (p. 3670).

Clubs « cent quintaux » : *Pignion (Lucien)*, (p. 3673) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3673).

Cognac : *Hardy (Francis)*, (p. 3671) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3671).

Comités interprofessionnels du vin (taxe parafiscale) : *Godfrain (Jacques)*, (p. 3656) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3657, 3668) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 3668).

Comités SOS-agriculteurs : *Benoit (René)*, (p. 3678) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3679).

Contrôle de la qualité des produits alimentaires agricoles : *Pignion (Lucien)*, (p. 3672, 3673) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 3673).

Crédit agricole : Godfrain (Jacques), (p. 3657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3657, 3661, 3662, 3666, 3674) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 3661) ; *Richard (Lucien)*, (p. 3666) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3674).

Départements d'Outre-Mer (agriculture) : *Moustache (José)*, (p. 3685) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3685).

Directive nationale d'aménagement rural : *Fèvre (Charles)*, (p. 3668) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3668).

Dotation globale de fonctionnement et remboursement de la TVA aux collectivités locales : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3672).

Droits des conjoints d'exploitants : *Miossec (Charles)*, (p. 3680) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3680).

Ecole nationale vétérinaire de Nantes : *Richard (Lucien)*, (p. 3666) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 3666).

Electrification rurale : *Raynal (Pierre)*, (p. 3665) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3665, 3672).

Elevage caprin (Poitou-Charentes) : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3674) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 3674).

Elevage ovin : *Serres (René)*, (p. 3659) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3660, 3678, 3683) ; *Pineau (Jean)*, (p. 3678) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 3682, 3683).

Endettement des agriculteurs : *Gascher (Pierre)*, (p. 3686) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3686).

Enseignement agricole féminin : *Guermeur (Guy)*, (p. 3663) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3663) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3676).

Enseignement agricole privé et procédure d'agrément : *Guermeur (Guy)*, (p. 3662, 3663) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3662, 3666,3675, 3679) ; *Hardy (Francis)*, (p. 3666) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3674) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 3679).

Equipements publics ruraux : *Laborde (Jean)*, (p. 3672) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3672, 3676) ; *Lepercq (Arnaud)*, (p. 3676).

Finistère (développement agricole) : *Guermeur (Guy)*, (p. 3662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3662).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Deniau (Xavier)*, (p. 3683) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3683).

Fonds national d'adduction d'eau : *Beix (Roland)*, (p. 3658) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3658, 3672).

Fonds national d'adduction d'eau : *Beix (Roland)*, (p. 3658) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3658, 3672).

Forêt et école nationale du bois : *Proriol (Jean)*, (p. 3681) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3681).

Formation professionnelle : *Dienesch (Marie-Madeleine)*, (p. 3671) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3671, 3681) ; *Miossec (Charles)*, (p. 3680).

Fruits et légumes : *Marin (Fernand)*, (p. 3660) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3661).

Gironde : *Godfrain (Jacques)*, (p. 3657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3657, 3668) ; *Madrelle (Philippe)*, (p. 3667, 3668).

Gruyère (évolution des cours) : *Birraux (Claude)*, (p. 3679) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3679, 3682) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3682).

Horticulture : *Pringalle (Claude)*, (p. 3684, 3685) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3685).

Hydraulique agricole : *Lepercq (Arnaud)*, (p. 3676) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3676).

Installation des jeunes agriculteurs : *Richomme (Jacques)*, (p. 3659) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3659, 3665, 3671, 3677) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3665) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 3671) ; *Malvy (Martin)*, (p. 3677).

Lavande : *Serres (René)*, (p. 3660) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3660, 3667) ; *Michel (Henri)*, (p. 3667).

Loi d'orientation agricole de 1980 : *Le Pensec (Louis)*, (p.3659) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3659, 3682) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 3682).

Lycée agricole de Pau-Montardon : *Cazalet (Auguste)*, (p. 3671) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3671).

Lycée d'enseignement professionnel de Cognin (Savoie) : *Barnier (Michel)*, (p. 3684) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3684).

Ministère de l'agriculture (personnel) : *Renard (Roland)*, (p. 3670) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3670).

Négociants en bestiaux : *Brochard (Albert)*, (p. 3668, 3669) ; *Fouchier (Jacques)*, (p. 3669).

Organisation du débat et procédure des questions : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3665).

Pays de Loire (hydraulique agricole) : *Chasseguet (Gérard)*, (p. 3657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3657, 3674) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3674).

Pluriactivité : *Barnier (Michel)*, (p. 3683) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3684).

Poitou-Charentes (production laitière) : *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3662).

Préférence communautaire : *Guermeur (Guy)*, (p. 3662) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3662) ; *Delong (Jacques)*, (p. 3675).

Prime au troupeau de vaches allaitantes : *Chasseguet (Gérard)*, (p. 3657) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3657).

Prix agricoles : *Gascher (Pierre)*, (p. 3686) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3686).

Problème foncier et SAFER : *Richomme (Jacques)*, (p. 3659) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3659, 3665, 3677) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3665) ; *Malvy (Martin)*, (p. 3677).

Programmes régionaux d'orientation : *Boyon (Jacques)*, (p. 3682) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3682).

Race bovine montbéliarde : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3682) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3682).

Recherche agronomique : *Le Pensec (Louis)*, (p. 3658) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3659).

Réseau national d'expérimentation et de développement : *Le Pensec (Louis)*, (p. 3658) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3659).

Rhônes-Alpes (élevage) : *Boyon (Jacques)*, (p. 3681) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3681, 3682).

Salariés agricoles : *Cellard (André)*, (p. 3677) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3678).

Semences potagères et haricots de semences : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 3669) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3669).

Sologne : *Deniau (Xavier)*, (p. 3683) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3683).

Sud-Ouest : *Cambolive (Jacques)*, (p. 3658) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3658, 3672, 3677) ; *Laborde (Jean)*, (p. 3672) ; *Garrouste (Marcel)*, (p. 3676, 3677).

Tabaculture et SEITA : *Lagorce (Pierre)*, (p. 3667) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3667, 3670) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 3670).

Taxe de coresponsabilité : *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3662).

Taxe sur le défrichement : *Lepercq (Arnaud)*, (p. 3680) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3680, 3685) ; *Moustache (José)*, (p. 3685).

Veau : *Fouchier (Jacques)*, (p. 3673).

Viticulture et enrichissement des vins : *Bayard (Henri)*, (p. 3659).

Méhaignerie (Pierre), (p. 3659, 3661, 3667, 3673) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 3661) ; *Michel (Henri)*, (p. 3667) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3673).

Zones de montagne (procédure de classement) : *Bayard (Henri)*, (p. 3678) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 3678).

EXAMEN DES CREDITS [6 novembre 1980] (p. 3686)

TITRE III : adopté (p. 3686).

TITRE IV : adopté (p. 3686).

TITRE V : autorisations de programme, adoptées (p. 3687) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3687).

TITRE VI : *amendement n° 123* de la commission de la production et des échanges (suppression des crédits relatifs aux regroupements de communes) : rejeté (p. 3687) ; autorisations de programme, adoptées (p. 3687) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3687).

Budget annexe des prestations sociales agricoles

ART. 18 (services votés) : adopté (p. 3687).

ART. 19, paragraphe II (mesures nouvelles) : adopté (p. 3687).

ANCIENS COMBATTANTS

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1980] (p. 3909) :

Anciens d'Afrique du Nord : *Falala (Jean)*, (p. 3911) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3914) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3915) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3916) ; *Renard (Roland)*, (p. 3917) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 3918).

Appareillage des mutilés : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909).

Ascendants : *Brocard (Jean)*, (p. 3911).

Commission tripartite (conclusions de la) : *Ginoux (Henri)*, p. 3909) ; *Falala (Jean)*, (p. 3910) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3912) ; *Tourné (André)*, (p. 3913) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3914) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3915) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3916) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 3918) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3919).

Déportés du travail : *Renard (Roland)*, (p. 3917).

Dix-neuf mars (commémoration du) : *Renard (Roland)*, (p. 3917).

Egalité des droits entre les trois générations du feu : *Renard (Roland)*, (p. 3918).

Emplois réservés : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909).

Huit mai : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909) ; *Falala (Jean)*, (p. 3910) ; *Tourné (André)*, (p. 3914) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3914) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3915) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 43916) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 3918) ; *Duroméa (André)*, (p. 3919) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3922).

Institut national des invalides : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909).

Internés civils d'Indochine : *Mauger (Pierre)*, (p. 3916).

Internés politiques : *Durouméa (André)*, (p. 3919).

Légion d'Honneur (nomination des anciens de 14-18) : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909).

Les « malgré nous » (incorporés de force dans l'armée allemande) : *Renard (Roland)*, (p. 3917).

Listes des unités combattantes en Afrique du Nord (publication des) : *Falala (Jean)*, (p. 3911) ; *Vacand (Edmond)*, (p. 3918).

Monuments aux morts : *Falala (Jean)*, (p. 3911).

Office national des anciens combattants : *Vacant (Edmond)*, (p. 3919).

Onze novembre : *Plantier (Maurice)*, (p. 3922).

Orphelins de guerre : *Brocard (Jean)*, (p. 3911).

Pensions (revalorisation des) : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909) ; *Brocard (Jean)*, (p. 3912) ; *Tourné (André)*, (p. 3913) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3916).

Petites pensions (revalorisation des) : *Ginoux (Henri)*, (p. 3910) ; *Falala (Jean)*, (p. 3911) ; *Tourné (André)*, (p. 3913) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3914) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3915) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3921).

Proposition de loi permettant aux anciens combattants d'agir en justice : *Durouméa (André)*, (p. 3919).

Rapport constant : *Ginoux (Henri)*, (p. 3909) ; *Falala (Jean)*, (p. 3910) ; *Tourné (André)*, (p. 3913) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3914) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3915) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3916) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3919).

Résistants (carte du combattants des) : *Vacant (Edmond)*, (p. 3919).

Retraite mutualiste : *Falala (Jean)*, (p. 3911) ; *Tourné (André)*, (p. 3914) ; *Vacant (Edmond)*, (p. 3918).

Taux de réversion : *Plantier (Maurice)*, (p. 3921).

Veuves (mesures en faveur des) : *Brocard (Jean)*, (p. 3911).

PROCEDURE DES QUESTIONS [14 novembre 1980] (p. 3923).

Anciens combattants du Nord : *Gérard (Alain)*, (p. 3923) ; *Revet (Charles)*, (p. 3925) ; *Mathieu (Gilbert)*, (p. 3926) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3926, 3929) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3929).

Anciens incorporés de force dans l'armée allemande ayant séjourné dans des camps de prisonniers en Union Soviétique (Tambow) : *Koehl (Emile)*, (p. 43925) ;) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3925).

Appareillage des mutilés : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3928) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3929) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 3928).

Application de l'article R 227 du code des pensions aux titulaires d'une citation personnelle : *Plantier (Maurice)*, (p. 3926).

Carte du combattant : *Gérard (Alain)*, (p. 3924) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3924).

Carte du combattant volontaire de la résistance : *Gérard (Alain)*, (p. 3924) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3924).

Huit mai : *Revet (Charles)*, (p. 3925) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 3927).

Indemnisation par la République fédérale d'Allemagne des anciens incorporés de force dans l'armée allemande : *Bord (André)*, (p. 3924) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3924, 3925) ; *Koehl (Emile)*, (p. 3925).

Légion d'honneur (nomination des anciens de 14-18) : *Revet (Charles)*, (p. 3925) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3926).

Patriotes résistants à l'occupation (PRO) : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 3926) ; *Bousch (Jean-Eric)*, (p. 3927) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3926, 3927).

Prise en compte de l'amibiase et autres maladies tropicales : *Gérard (Alain)*, (p. 3924) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3924).

Reconstruction des services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, rue de Bercy : *Pernin (Paul)*, (p. 3928) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3928).

Retraite mutualiste : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 3926).

Service historique de l'armée : *Revet (Charles)*, (p. 3925) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3926).

Titre d'interné résistant aux évadés de France internés en Espagne : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 3926) ; *Plantier (Gilbert)*, (p. 3926).

Veuves (pensions des) : *Mathieu (Gilbert)*, (p. 3926).

Victimes du service du travail obligatoire : *Corrèze (Roger)*, (p. 3928) ; *Plantier (Maurice)*, (p. 3928).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1980] (p. 3929).

ETAT B. - TITRE III : rejeté (p. 3929).

ETAT B. – TITRE IV : *amendement n° 198* de M. André Delehedde (réduction de crédits ; application du rapport constant) : rejeté (p. 3930) ; revalorisation proposée par la commission tripartite ; rattrapage de 14,26 % ; revalorisation des petites pensions ; *amendement n° 5* du gouvernement (majoration des crédits de 98 millions de francs ; mesures nouvelles favorables aux anciens combattants) : adopté (p. 3930).

– titre IV, ainsi modifié, rejeté par scrutin publi n° 517 (p. 3931).

AVANT L'ART. 44 : *amendements n° 6* à *10* du gouvernement (modification du code des pensions ; mesures nouvelles en faveur des anciens combattants) : retirés (p. 3932) ; impossibilité de discuter des amendements sans crédit du fait du rejet du titre IV (p. 3931, 3932).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 192* de M. Jean Laurain (inscription au budget de l'Etat des fonds versés par l'Allemagne pour l'indemnisation des Français originaires d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande pendant la dernière guerre mondiale) : rejeté (p. 3933) ; impossibilité pour le parlement de contrôler des sommes votées par le parlement de la République fédérale d'Allemagne.

COMMERCE ET ARTISANAT

DISCUSSION GENERALE [31 octobre 1980] (p. 3372) :

Aide en faveur du groupement d'entreprises communales : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372).

Aide spéciale compensatrice : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3377).

Apprentissage : *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Revet (Charles)*, (p. 3378) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Baccalauréat du commerce et de l'artisanat : *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376).

Centres de gestion : *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3380) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3384).

Chambre des métiers : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375).

Charges sociales : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381).

Charte de l'artisanat : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 3377) ; *Royer (Jean)*, (p. 3379) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Commerce de détail, grandes surfaces : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3377) ; *Royer (Jean)*, (p. 3378) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3379).

Contrat emploi-formation : *Charretier (Maurice)*, (p. 3382).

Déduction forfaitaire de 20 % : *Bardol (Jean)*, (p. 3374).

Droits d'enregistrement sur les cessions de fonds : *Bardol (Jean)*, (p. 3374) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3384).

Emploi (commerce et artisanat) : *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 3382).

Emplois saisonniers ou temporaires : *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Encadrement du crédit : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 3382).

Entreprises de main-d'œuvre : *Bardol (Jean)*, (p. 3373).

Fiscalité : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 3377) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3380).

Formation des commerçants et artisans : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Revet (Charles)*, (p. 3378) ; *Royer (Jean)*, (p. 3379) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 3382) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Harmonisation de la protection sociale : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 3377) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3380) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3384).

Horticulture : *Dhinnin (Claude)*, (p. 3382).

Information statistique concernant le commerce : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372).

Impôt sur les plus-values : *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Revet (Charles)*, (p. 3378).

Livret d'épargne manuel : *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Loi d'orientation : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3377) ; *Royer (Jean)*, (p. 3378) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3385).

Octroi de prêts : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Royer (Jean)*, (p. 3379) ; *Dhinnin (Claude)*, (p. 3382) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3383).

Pacte de l'emploi : *Charretier (Maurice)*, (p. 3382).

Prime d'incitation à l'embauche d'un premier salarié : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3376) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3382).

Prime d'installation : *Bardol (Jean)*, (p. 3373) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Royer (Jean)*, (p. 3379).

Rôle du commerce et de l'artisanat en milieu rural : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3377) ; *Royer (Jean)*, (p. 3379) ; *Pierret (Christian)*, (p. 3379) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3383, 3385).

Seuil des 10 salariés : *Delprat (Michel)*, (p. 3380) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3382).

Statut des conjoints d'artisans et commerçants : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3375) ; *Mancel (Jean-François)*, (p. 3377) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3380) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3381) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3384).

Vente par correspondance : *Bonnet (Alain)*, (p. 3372).

Zones sensibles : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3375).

PROCEDURE DES QUESTIONS [31 octobre 1980] (p. 3385) :

Aide à l'embauche d'un premier salarié : *Mauger (Pierre)*, (p. 3389).

Aide compensatrice : *Millon (Charles)*, (p. 3390) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 3391).

Apprentissage : *Mauger (Pierre)*, (p. 3389) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 3389) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3389).

Commerçants et artisans non sédentaires : *Bayard (Henri)*, (p. 3387) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3387).

Commerce de détail, grandes surfaces : *Le Cabellec (Yves)*, (p. 3387) ; *Hautecœur (Alain)*, (p. 3388) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3388).

Commerce et artisanat en milieu rural : *Madelin (Pierre)*, (p. 3385) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3390) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3385, 3390) ; *Bayard (Henri)*, (p. 3390).

Faillites : *Le Cabellec (Yves)*, (p. 3387) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3387).

Formation (initiation à la gestion) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3390) ; *Millon (Charles)*, (p. 3390) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3387, 3390).

Implantation des grandes surfaces dans la région Provence - Alpes Côte d'Azur : *Hautecœur (Alain)*, (p. 3388).

Livret d'épargne manuel : *Mauger (Pierre)*, (p. 3389) ; *Charretier (Maurice)* ; *3389)*.

Manifestations commerciales : *Tranchant (Georges)*, (p. 3384) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3389).

Primes d'installation aux jeunes artisans : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3390) ; *Millon (Charles)*, (p. 3390) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3390).

Régime des retraites des commerçants et artisans : *Proriol (Jean)*, (p. 3386) ; *Beix (Roland)*, (p. 3388) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3386, 3388).

Réforme du cautionnement mutuel : *Charretier (Maurice)*, (p. 3391).

Statut du conjoint de l'artisan et du commerçant : *Madelin (Pierre)*, (p. 3385) ; *Avice (Edwige)*, (p. 3387) ; *Charretier (Maurice)*, (p. 3386, 3387).

EXAMEN DES CREDITS [31 octobre 1980] (p. 3394) :

ETAT B. – TITRE III : adopté (p. 3394).

TITRE IV : les crédits du titre IV sont réservés jusqu'après l'examen du titre VI.

ETAT C. – TITRE VI : *amendement n° 28* de la commission de la production et des échanges (réduction des crédits de 5 millions ; contrôle des dépenses publiques ; limitation des transferts des crédits du titre VI au titre IV ; gestion des crédits d'aides au commerce et à l'artisanat en zones sensibles) : retiré (p. 3395) ; *amendement n° 125* du gouvernement (limitation de la réduction des crédits à 2 500 000 F ; aide au commerce et à l'artisanat en zones sensibles) : adopté (p. 3395).

– titre VI, ainsi modifié, adopté (p. 3395).

ETAT B. – TITRE IV (précédemment réservé) : *amendement n° 122* de M. Alain Richard (réduction des crédits destinés à la formation professionnelle) : retiré (p. 3295) ; utilisation des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage ; ne pas donner aux chambres de métiers un monopole sur les actions de formation ; priorité de l'action de formation ; *amendement n° 124* du gouvernement (rétablissement des crédits de fonctionnement pour les zones sensibles) : adopté (p. 3395).

– titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 3395).

ART. 44 : prorogation de l'application de l'aide compensatrice ; critique de la procédure d'irrecevabilité financière : adopté (p. 3396).

APRES L'ART. 44 : *amendement n° 120* de M. Jean-François Mancel (portant de 200 à 240 F le montant maximum de la taxe pour frais de chambre des métiers) : adopté (p. 3396).

COMMERCE EXTERIEUR

DISCUSSION GENERALE [31 octobre 1980] (p. 3396) :

Agence pour la coopération technique, industrielle et économique : *Mayoud (Alain)*, (p. 3399) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Aide à l'exportation (lourdeur des procédures) : *Pierret (Christian)*, (p. 3397).

Allemagne (déficit commercial avec) : *Bordu (Gérard)*, (p. 3401) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Balance commerciale (déficit) : *Pierret (Christian)*, (p. 3396) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398) ; *Millon (Charles)*, (p. 3399) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3400) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3402) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Banque de données des opérateurs français du commerce extérieur : *Moreau (Louise)*, (p. 3403) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Centre français du commerce extérieur : *Mayoud (Alain)*, (p. 3399) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Comité français des manifestations économiques à l'étranger : *Mayoud (Alain)*, (p. 3399) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Compétitivité des entreprises : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3399).

Consommation des ménages : *Bordu (Gérard)*, (p. 3401) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Crédits affectés au commerce extérieur : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Millon (Charles)*, (p. 3399) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3403).

Déficit vis-à-vis des pays industrialisés : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398).

Déficit vis-à-vis des pays de l'OPEP : *Pierret (Christian)*, (p. 3397).

Emploi : *Moreau (Louise)*, (p. 3404).

Etats-Unis : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Facture pétrolière : *Pierret (Christian)*, (p. 3396) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398).

Franc (parité) : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398) ; *Millon (Charles)*, (p. 3400) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3401).

G.A.T.T. (General agreement on tarifs and trade) (négociations au sein du) : *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Importations : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3401) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3402) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Incidences régionales du déficit commercial : *Pierret (Christian)*, (p. 3397).

Industrie automobile : *Bordu (Gérard)*, (p. 3401) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Industrie textile : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3399) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Information des P.M.E. : *Millon (Charles)*, (p. 3400) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3403).

Investissements à l'étranger : *Bordu (Gérard)*, (p. 3401).

Japon : *Pierret (Christian)*, (p. 3398) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3405).

Lorraine : *Pierret (Christian)*, (p. 3397).

Petites et moyennes entreprises : *Millon (Charles)*, (p. 3400) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3403) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Pétrodollars (recyclage) : *Pierret (Christian)*, (p. 3397).

Produits étrangers (pénétration sur le marché français) : *Pierret (Christian)*, (p. 3398, 3405) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3398) ; *Bordu (Gérard)*, (p. 3401) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3402).

Représentation commerciale française à l'étranger : *Mayoud (Alain)*, (p. 3399).

Réseau de conseils aux P.M.E. : *Millon (Charles)*, (p. 3400) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3406).

Secteur agro-alimentaire : *Mayoud (Alain)*, (p. 3398) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3404).

Service de l'expansion économique à l'étranger (dotation) : *Pierret (Christian)*, (p. 3397) ; *Mayoud (Alain)*, (p. 3399).

PROCEDURE DES QUESTIONS [31 octobre 1980] (p. 3406) :

Indemnisation par la COFACE : *Millon (Charles)* au nom de *Longuet (Gérard)*, (p. 3406) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3406).

Présence française en Amérique latine : *Bouvard (Loïc)*, (p. 3406) ; *Cointat (Michel)*, (p. 3407).

EXAMEN DES CREDITS [31 octobre 1980] (p. 3407) :

Crédits concernant le commerce extérieur inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Economie et budget. – III – Economie », mis au voix lors de l'examen des crédits concernant l'économie.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3470) :

Aide fiscale à l'investissement : *Savary (Alain)*, (p. 3471).

Aides publiques à l'industrie : *Savary (Alain)*, (p. 3471).

Difficultés de paiement des pays en voie de développement : *Monory (René)*, (p. 3472).

Emprunts à l'extérieur : *Monory (André)*, (p. 3473).

Entreprises nationales : *Savary (Alain)*, (p. 3471) ; *Monory (René)*, (p. 3472).

FDES : *Savary (Alain)*, (p. 3470, 3471) ; *Monory (René)*, (p. 3472).

FSIR : *Savary (Alain)*, (p. 3470) ; *Monory (René)*, (p. 3472).

Information de la commission des finances et secret des affaires : *Savary (Alain)*, (p. 3470, 3472) ; *Monory (René)*, (p. 3472).

Prêts participatifs privés : *Savary (Alain)*, (p. 3471) ; *Monory (René)*, (p. 3472).

EXAMEN DES CREDITS (p. 3473) :

AVANT L'ART. 20 : *amendement n° 95* du gouvernement (clôture du compte spécial du trésor intitulé « fonds spécial d'investissement routier ») : adopté (p. 3473).

ART. 20 (comptes d'affectation spéciale : opérations définitives services votés) : *amendement n° 96* du gouvernement (conséquence de la suppression du FSIR) : adopté (p. 3473).

– article 20, ainsi modifié, adopté (p. 3473).

ART. 21 (comptes d'affectation spéciale : opérations définitives mesures nouvelles) : *amendement n° 97* du gouvernement (conséquence de la suppression du FSIR) : adopté (p. 3474).

– article 21, ainsi modifié, adopté (p. 3474).

ART. 22 (comptes retraçant des opérations à caractère temporaire services votés), adopté (p. 3474).

ART. 23 (comptes d'affectation spéciale opérations à caractère temporaire mesures nouvelles), adopté (p. 3474).

ART. 24 (comptes de commerce mesures nouvelles), adopté (p. 3474).

ART. 25 (extension de l'objet d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers), adopté (p. 3474).

ART. 26 (comptes de règlement avec les gouvernements étrangers mesures nouvelles), adopté (p. 3474).

ART. 27 (comptes d'avances mesures nouvelles), adopté (p. 3474).

ART. 28 (clôture du compte de prêts « prêts à la société nationale industrielle aérospatiale et à la SNECMA »), adopté (p. 3474).

ART. 29 (comptes de prêts et de consolidation mesures nouvelles), adopté (p. 3474).

COOPERATION

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1980] (p. 3749) :

Accords de Lomé II et Stabex : *Vivien (Alain)*, (p. 3749).

Afrique (Aide française) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3749) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3750) ; *Galley (Robert)*, (p. 3751).

Afrique (situation économique) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3745) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3746) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3748) ; *Galley (Robert)*, (p. 3753).

Afrique (situation politique) : *Ferretti (Henri)*, (p. 3745).

Aide à l'administration des Etats : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3746).

Aide bilatérale ou multilatérale : *Ferretti (Henri)*, (p. 3745) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3748).

Aide économique, culturelle et sociale : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3746) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3749) ; *Galley (Robert)*, (p. 3752).

Aide aux investissements : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Galley (Robert)*, (p. 3752).

Caisse centrale de coopération économique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Compromissions politiques de la France en Afrique : *Vivien (Alain)*, (p. 3749).

Coopération et indépendance : *Guermeur (Guy)*, (p. 3749) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3751) ; *Galley (Robert)*, (p. 3752).

Coopération maritime franco-seychelloise : *Guermeur (Guy)*, (p. 3750).

Coopérants civils : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3750) ; *Revet (Charles)*, (p. 3751) ; *Galley (Robert)*, (p. 3754).

Cultures vivrières et cultures d'exportation : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3746).

Démographie : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3747).

Ecart entre les pays riches et les pays pauvres : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3743) ; *Revet (Charles)*, (p. 3751).

Endettement des pays en voie de développement : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3714) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3746).

Fidel Castro (propositions au nom du mouvement des non-alignés) : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Fonds d'aide et de coopération : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744, 3745) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3746) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Instituts de recherche et instituts culturels français : *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 2748).

Interventions militaires françaises en Afrique : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Multinationales (mainmise sur les économies africaines) : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Nouvel ordre économique mondial : *Deschamps (Bernard)*, (p. 3747).

Pays communistes (aide au développement) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3748) ; *Galley (Robert)*, (p. 3752).

Pays de l'OCDE (aide au développement) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3748).

Pêche : *Guermeur (Guy)*, (p. 3750) ; *Galley (Robert)*, (p. 3753).

Pénurie alimentaire : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3746).

Présence radiophonique de la France : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744).

Prix du pétrole (effets des hausses sur les pays en voie de développement) : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3744) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3745) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3750).

Recherche scientifique d'Outre-Mer : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3745) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3746) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3753).

Stagiaires militaires africains : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3750) ; *Galley (Robert)*, (p. 3753).

Tarifs aériens : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3745) ; *Galley (Robert)*, (p. 3752).

Tchad : *Voisin (André-Georges)*, (p. 3745) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3745) ; *Galley (Robert)*, (p. 3754).

Télévision scolaire : *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3748).

Trilogue : *Vivien (Alain)*, (p. 3749).

Volontaires de progrès : *Galley (Robert)*, (p. 3753).

PROCEDURE DES QUESTIONS (p. 3754) :

Energies nouvelles : *Galley (Robert)*, (p. 3754).

Pays africains non producteurs de pétrole : *Bernard (Jean)*, (p. 3754) ; *Galley (Robert)*, (p. 3754).

EXAMEN DES CREDITS [7 novembre 1980] (p. 3754) :

TITRE III : adopté (p. 3755).

TITRE IV : adopté (p. 3755).

TITRE V : autorisations de programme, adoptées (p. 3755) ; crédits de paiement adoptés (p. 3755).

TITRE VI : *amendement n° 18* rectifié de la commission des finances (réduction de crédits en vue d'obtenir une augmentation des autorisations de programme du fonds d'aide et de coopération) : rejeté (p. 3756) ; autorisations de programme, adoptées (p. 3756) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3756).

CREDITS MILITAIRES – BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ESSENCES

DISCUSSION GENERALE [23 octobre 1980] (p. 3012) :

Appelés (conditions de vie et solde) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Rossi (André)*, (p. 3014) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3016, 1017) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037, 3039) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3045) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 3046) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 3051) ; *Avice (Edwige)*, (p. 3054).

Arme chimique binaire : *Roux (Claude)*, (p. 3059).

Armée de l'air (activité) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037) ; *Huyghes des Etages (Jacques)*, (p. 3057).

Armée de l'air (crédits) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Daillet (Jean-Marie)*,

(p. 3034) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3043) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048).

Armée de l'air (équipement) : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029).

Armée de terre (activité) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3020) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Visse (René)*, (p. 3027) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037) ; *Huyghes des Etages (Jacques)*, (p. 3057).

Armée de terre (crédits) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029).

Armée de terre (équipement) : *Bozzi (Jean)*, (p. 3021) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3041).

Arme nucléaire tactique : *Bozzi (Jean)*, (p. 3021) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3041) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3044).

Arsenaux : *Berest (Eugène (3059) ; Maillet (Raymond)*, (p. 3042) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3052, 3053) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3062).

Bataille de l'avant et participation française à la défense de l'Europe : *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Visse (René)*, (p. 3027) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3041) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 3042) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3043, 3044) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 3051) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056).

Bombe à neutrons (arme à rayonnement renforcé) : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Visse (René)*, (p. 3027) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3040, 3064) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3043) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 3047) ; *Roux (Claude)*, (p. 3059).

Char franco-allemand (engin principal de combat) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3021) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 3042) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3063).

Cinquième loi de programmation militaire : *Le Theule (Joël)*, (p. 3040, 3062).

Composante aérienne de la force nucléaire stratégique : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3058) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3020) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3063).

Conflits dans le Tiers-monde) : *Le Theule (Joël)*, (p. 3040).

Conscription ou armée de métier : *Visse (René)*, (p. 3027) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 3046) ; *Jourdan (Emile)*, (p. 3051) ; *Avice (Edwige)*, (p. 3054, 3055) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3064).

Croix du combattant volontaire, croix de la valeur militaire, campagne double : *Brocard (Jean)*, (p. 3050).

Défense civile : *Poujade (Robert)*, (p. 3052) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056) ; *Huyghes des Etages (Jacques)*, (p. 3057).

Délégation générale pour l'armement : *Mauger (Pierre)*, (p. 3015).

Désarmement : *Visse (René)*, (p. 3026) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3039).

Détente : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3040).

Doctrine militaire du Général de Gaulle : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3028).

Emprunt ou contribution exceptionnels pour la défense : *Roux (Claude)*, (p. 3059).

Entretien des matériels : *Rossi (André)*, (p. 3014).

Forces d'intervention extérieure : *Le Theule (Joël)*, (p. 3041, 3063) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3053) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056) ; *Roux (Claude)*, (p. 3059).

Forces françaises stationnées à Berlin (équipement) : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017).

Gendarmerie (créations d'emplois) : *Berest (Eugène)*, (p. 3023) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037, 3065) ; *Aumont (Robert)*, (p. 3050).

Gendarmerie (crédits) : *Rossi (André)*, (p. 3015) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017) ; *Berest (Eugène)*, (p. 3023) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036).

Gendarmes (conditions de services et de logement) : *Berest (Eugène)*, (p. 3023, 3024) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036, 3065) ; *Vial-Massat (Théo)*, (p. 3049) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3052) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3060).

Information du Parlement : *Cressard (Jacques)*, (p. 3014) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3035, 3062) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3044) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3052).

Ingénieurs et techniciens d'études et de fabrication : *Mauger (Pierre)*, (p. 3015).

Loi de programmation militaire de 1976 : *Cressard (Jacques)*, (p. 3012) ; *Rossi (André)*, (p. 3015) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3020) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3035) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056).

Marine (activité) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037).

Marine (crédits) : *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3022) ; *Daillet (Jean-*

Marie), (p. 3034) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 3049) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3062, 3063).

Marine (équipement) : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3022, 3023, 3029) ; *Berest (Eugène)*, (p. 3059) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036,3038, 3062).

Médiateur militaire : *Avice (Edwige)*, (p. 3055).

Mirage 2000 : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3038, 3063) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3043) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048) ; *Huyghes des Etages (Jacques)*, (p. 3057).

Missile air-sol à moyenne portée : *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036, 3041).

Missiles stratégiques mobiles : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3058) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3045).

Missions de service public accomplies par les armées : *Rossi (André)*, (p. 3015) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3023) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3038) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 3048).

Objection de conscience : *Avice (Edwige)*, (p. 3055) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3064).

OTAN : *Visse (René)*, (p. 3026) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3045).

Part de la défense dans le budget de l'Etat : *Cressard (Jacques)*, (p. 3012) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3024) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3035).

Part de la défense dans le PIBM : *Tourrain (Raymond)*, (p.3029) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3034) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3047).

Parti communiste (propositions en matière de défense) : *Visse René)*, (p. 3028, 3040) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3040).

Personnels civils de la défense : *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3016) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 3042) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3060) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3065).

Personnels militaires de carrière : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Harcourt (Florence d')*, (p. 3047).

Plan naval : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3052).

Présence française à l'étranger : *Goulet (Daniel)*, (p. 3053, 3054) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3063).

Priorité des forces nucléaires et stratégie de dissuasion : *Cressard (Jacques)*, (p. 3012, 3013) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3016) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3028, 3029) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3035, 3037, 3041, 3064) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3044, 3045) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3051) ; *Lancien (Yves)*, (p. 3056).

Produits pétroliers (hausses de prix) et budget annexe du service des essences : *Rossi (André)*, (p. 3014) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3016) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3020) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3022) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3037) ; *Paecht (Arthur)*, (p. 3049).

Protection des bases aériennes : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036).

Recherche militaire : *Cabanel (Guy)*, (p. 3019) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3052) ; *Huyghes des Etages (Jacques)*, (p. 3057).

Répartition des crédits entre le titre III et le titre V : *Cressard (Jacques)*, (p. 3039) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3038).

Réseau d'alerte et de détection : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013).

Retraités militaires : *Rossi (André)*, (p. 3014) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3016) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3017) ; *Berest (Eugène)*, (p. 3023) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3026) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3039, 3065) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3043) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 3046) ; *Aumont (Robert)*, (p. 3050) ; *Abadie (François)*, (p. 3055).

Service de documentation extérieure et de contre-espionnage : *Mauger (Pierre)*, (p. 3015).

Service de santé : *Mauger (Pierre)*, (p. 3015).

Services votés : *Rossi (André)*, (p. 3014).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et force océanique stratégique : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3022, 3023, 3029) ; *Bechter (Jean-Pierre)*, (p. 3058).

Sport : *Héraud (Robert)*.

Stocks de rechange et de carburants : *Rossi (André)*, (p. 3014) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3020) ; *Hernu (Charles)*, (p. 3030).

Transport aérien militaire : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Cabanel (Guy)*, (p. 3018) ; *Bouvard (Loïc)*, (p. 3019) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3036) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3053) ; *Roux (Claude)*, (p. 3059).

Tribunaux permanents des forces armées : *Avice (Edwige)*, (p. 3055).

Union soviétique : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Bigeard (Marcel)*, (p. 3025) ; *Visse (René)*, (p. 3026) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 3034) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 3042).

USA (politique de défense) : *Tourrain (Raymond)*, (p. 3029) ; *Branger (Jean-Guy)*, (p. 3043) ; *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 3044).

Ventes d'armes et industrie de l'armement : *Cressard (Jacques)*, (p. 3014) ; *Visse (René)*, (p. 3063) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 3042) ; *Darinot (Louis)*, (p. 3048) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3052, 3053, 3065) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3065).

Yvon Bourges (hommages rendus à) : *Cressard (Jacques)*, (p. 3013) ; *Le Theule (Joël)*, (p. 3035).

EXAMEN DES CREDITS [23 octobre 1980] (p. 3061) :

ART. 15 (mesures nouvelles, dépenses ordinaires des services militaires) *amendement n° 66* de M. Joseph Franceschi (suppression des crédits relatifs à la création d'une brigade de gendarmerie destinée à la protection de la tour de la délégation générale pour l'armement) : rejeté (p. 3066) ; *amendement n° 57* de Mme Marie Jacq (suppression des crédits affectés à la commission juridictionnelle chargée de statuer sur les demandes des jeunes qui se réclament de l'objection de conscience) : rejeté (p. 3067) ; accident survenu à des appelés en Nouvelle Calédonie (p. 3067) ; *amendement n° 35* de M. René Visse (suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire) : rejeté (p. 3067) ; préparation militaire (p. 3067) ; *amendement n° 67* de M. Robert Aumont (suppression des crédits de la sécurité militaire) : rejeté (p. 3068) ; *amendement n° 75* de M. Raymond Maillet (réduction de moitié des crédits affectés à l'entretien et aux achats des matériels de la sécurité militaire) : rejeté (p. 3068) ; revendications des retraités militaires (p. 3068).

Rappel au règlement de M. Pierre Girardot : irrecevabilité opposée à trois amendements communistes traitant des revendications des retraités militaires (p. 3068) ; **Delehedde (André)** en qualité de vice-président (p. 3068).

– article 15 adopté (p. 3068).

ART. 16 (mesures nouvelles, dépenses en capital des services militaires) : *amendement n° 76* de M. Georges Lazzarino (suppression des crédits affectés à l'étude et à la fabrication de la bombe à neutrons) rejeté (p. 3069) ; conditions d'entraînement des appelés (p. 3069) ; *amendement n° 45* de M. Charles Hernu (diminution des crédits de fabrication des rechanges destinées à l'entretien programmé des matériels de l'armée de terre) : retiré (p. 3069) ; *amendement n° 19* de la commission des finances (suppression des crédits du titre V affectés au SGDN) rejeté (p. 3070) ; virements de crédits et principes budgétaires (p. 3070) ; *amendement n° 77* de M. Georges Lazzarino (suppression de crédits affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées Outre-Mer) : rejeté (p. 3070) ; interventions françaises en Afrique (p. 3070) ; *amendement n° 49* corrigé de M. Raymond Maillet (suppression des mesures nouvelles prévues pour le financement d'équipements du SDECE) : rejeté (p. 3071) ; entraînement des réserves ; action du KGB en France (p. 3071) ; *amendement n° 78* de M. René Visse (réduction des mesures nouvelles prévues en 1981 pour le financement des infrastructures de la direction de la sécurité militaire) : rejeté (p. 3071).

– article 16 adopté (p. 3071).

ETAT D (autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1982).

– titre III adopté (p. 3071).

ART. 18 (crédits ouverts au titre des services votés du budget annexe du service des essences) : adopté (p. 3071).

ART. 19 (crédits ouverts au titre des mesures nouvelles du budget annexe du service des essences) ; autorisations de programme : adoptées (p. 3072) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3072).

CULTURE ET COMMUNICATION

DISCUSSION GENERALE [4 novembre 1980] (p. 3484) :

Action culturelle : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 3488) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490).

Artistes interprètes et moyens modernes de reproduction : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484, 3485) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 3488) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3493) ; *About (Nicolas)*, (p. 3494, 3495) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3501) ; *Ralite (Jack)*, (p. 3501) ; *Vivien (Robert-André)*.

Centres d'animation culturelle : *Péricard (Michel)*, (p. 3493) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Cinéma d'art et d'essai : *Ralite (Jack)*, (p. 3487) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3486, 3497).

Comédie française : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482).

Création artistique : *Fillioud (Georges)*, (p. 3491).

Culture et télématique : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3485).

Culture rurale : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 3493, 3494).

Décentralisation lyrique et dramatique : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3493).

Désengagement de l'Etat à l'égard du cinéma : *Ralite (Jack)*, (p. 3486) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3496).

Déséquilibre entre la région parisienne et la province : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3483) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3492).

Distribution et exploitations des films : *Ralite (Jack)*, (p. 3485, 3486) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3496).

Enseignement musical : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3483) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3489) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Gardiens de musées et de monuments historiques : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3500).

Industrie phonographique : *About (Nicolas)*, (p. 3495).

Inégalités sociales pour l'accès à la culture : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3489).

Information du rapporteur du budget du cinéma : *Ralite (Jack)*, (p. 3485).

Langues et littérature régionales : *Girardot (Pierre)*, (p. 3494).

Liens entre le cinéma et la télévision : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3497).

Livre et lecture publique : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3483) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3483) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3492) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3493) ; *Duroméa (André)*, (p. 3495, 3496) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3500).

Loi de programme sur les musées : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498, 3499).

Maisons de la culture et centres d'animation culturelle : *Péricard (Michel)*, (p. 3493) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Mécénat : Leblanc (Chantal), (p. 3488) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3493).

Métiers d'art : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3499).

Musée du XIXe siècle (musée d'Orsay) : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3501).

Odéon : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3483).

Opéra de Paris : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3483) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Part de la culture dans le budget de l'Etat : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3483) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 3487) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3490) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3492) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3497).

Patrimoine : *Tissandier (Maurice)*, (p. 348) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3492) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3493) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3499).

Procédure du 1 % pour la décoration : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Rapport Seydoux : *Ralite (Jack)*, (p. 3485) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3496).

Service des archives du film de Bois d'Arcy : *Ralite (Jack)*, (p. 3486).

Situation du cinéma français : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3497, 3501, 3502).

Subventions allouées aux collectivités locales : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3483) ; *Leblanc (Chantal)*, (p. 3488) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 3493).

Théâtre : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3484) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3490) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3498).

Théâtre de l'Est Parisien : *Tissandier (Maurice)*, (p. 3482).

PROCEDURE DES QUESTIONS (p. 3503) :

Action culturelle en milieu rural : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3510) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3510).

Centre dramatique national « Grenier de Toulouse » : *Forgues (Pierre)*, (p. 3506) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3506).

Centres d'action culturelle de Villeneuve d'Asq et de Tourcoing : *Derosier (Bernard)*, (p. 3506) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3507).

Conseil de l'éthnologie française : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3508).

Coopération entre l'Etat et la ville de Paris pour le logement des artistes : *Lancien (Yves)*, (p. 3509) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3509).

Décentralisation lyrique et musicale (orchestre de Nancy) : *Coulais (Claude)*, (p. 3507) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3507).

Diplôme national d'art et techniques : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3505) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3905).

Ecoles d'art (école nationale d'Angoulême) : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3505) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3505).

Fédération nationale pour l'animation des monuments historiques privés : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3504) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3504).

Langues et cultures régionales (place à la télévision) : *Briane (Jean)*, (p. 3508) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3508).

Livre et lecture publique : *Missoffe (Hélène)*, (p. 3504, 3505) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3505).

Maison de la culture de Nantes : *Pervenche (Dominique)*, (p. 3509) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3509).

Maisons de la culture et centres d'action culturelle : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3505) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3506) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3506, 3507).

Marseille (vie culturelle) : *Defferre (Gaston)*, (p. 3508) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3511) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3509, 3511).

Orchestres régionaux (orchestre philharmonique des Pays de Loire) : *Pervenche (Dominique)*, (p. 3504) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3504).

Procédure du 1 % pour la décoration et soutien aux métiers d'art : *Pernin (Paul)*, (p. 3507) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3507).

Sillé le Guillaume (restauration de l'église et du château) : *Chasseguet (Gérard)*, (p. 3508) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3508).

EXAMEN DES CREDITS [4 novembre 1980] (p. 3511) :

TITRE III : *amendement n° 107* de M. Jean-Michel Boucheron (suppression des crédits couvrant les frais de fonctionnement et d'entretien des palais nationaux affectés comme résidences présidentielles au Chef de l'Etat) : rejeté (p. 3512) ; *amendement n° 133* de la commission des affaires culturelles (suppression des crédits de fonctionnement de la lecture publique) : rejeté (p. 3513) ; *amendement n° 128* de M. Jack Ralite (diminution des subventions de fonctionnement accordées au théâtre) : rejeté (p. 3514) ; théâtre de l'Est parisien ; *amendement n° 129* de M. Guy Hermier (réduction des subventions de fonctionnement du théâtre) : rejeté par scrutin public n° 510 (p. 3515) ; problème des droits des artistes interprètes (p. 3514, 3515).

– titre III, adopté (p. 3515).

TITRE IV : *amendement n° 130* de M. Jack Ralite (réduction des crédits destinés à l'enseignement musical) : rejeté (p. 3526) ; *amendement n° 131* de M. Jack Ralite (réduction de crédits en vue d'attirer l'attention sur les difficultés des danseurs et chorégraphes) : rejeté (p. 3517).

– titre IV, adopté (p. 3517).

TITRE V : *amendement n° 134* de la commission des affaires culturelles (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de la lecture publique) : rejeté (p. 3517).

Autorisations de programme et crédits de paiement du titre V, adoptés par scrutin public n° 511 (p. 3517).

TITRE VI : *amendement n° 135* de la commission des affaires culturelles (réduction des subventions d'investissement accordées à la lecture publique) : rejeté (p. 3518) ; *amendement n° 132* de M. Jack Ralite (diminution des subventions d'investissement de la lecture publique) : rejeté par scrutin public n° 512 (p. 3518) ; autorisations de programme, adoptées (p. 3518) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3518).

ETAT D. – TITRE III adopté (p. 3518).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

II – **Départements d'Outre-Mer**

DISCUSSION GENERALE [28 octobre 1980] (p. 3210) :

Antilles françaises : *Sablé (Victor)*, (p. 3223) ; *Moustache (José)*, (p. 3227) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Autodétermination : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3216).

Autonomistes : *Petit (Camille)*, (p. 3221).

Bananes : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Julia (Didier)*, (p. 3215) ; *Petit (Camille)*, (p. 3220) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 3226).

BUMIDON (Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'Outre-Mer) : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Martin (Claude)*, (p. 3213) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3219) ; *Debré (Michel)*, (p. 3224).

Canne à sucre : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 3226).

Chômage : *Séguin (Philippe)*, (p. 3212) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3215) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3216) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3218) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3219) ; *Petit (Camille)*, (p. 3220) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 3222) ; *Sablé (Victor)*, (p. 3223) ; *Debré (Michel)*, (p. 3224) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 3226) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Cyclones : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Martin (Claude)*, (p. 3213) ; *Julia (Didier)*, (p. 3215) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3217) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3219) ; *Sablé (Victor)*, (p. 3223).

Décentralisation : *Riviérez (Hector)*, (p. 3224).

Déficit commercial : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3219) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Départementalisation : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3219) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Emigration : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3218) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 3226).

Emploi : *Séguin (Philippe)*, (p. 3212) ; *Martin (Claude)*, (p. 3213).

FIDAR : *Martin (Claude)*, (p. 3213) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 3224).

FIDOM (Fonds d'investissement et de développement économique et social) : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Plantegenest (Marc)*, (p. 3228) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3229).

Industrie sucrière : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3217) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Investissements : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3218) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3219) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 3222) ; *Debré (Michel)*, (p. 3224) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 3225) ; *Maximin (Mariani)*, (p. 3226).

La Réunion : *Debré (Michel)*, (p. 3224) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

Libertés : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3216).

Mayotte : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3212) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3221) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 3225) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3228).

Nouvelles-Hébrides : *Debré (Michel)*, (p. 3224) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3231).

Officiers du service militaire adapté : *Moustache (José)*, (p. 3227).

Pêche : *Plantegenest (Marc)*, (p. 3228).

Plan de développement de la Guyane : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Riviérez (Hector)*, (p. 3224).

Port de la pointe des Galets : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3219).

Prestations familiales : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3218).

Protection du littoral : *Guilliod (Raymond)*, (p. 3222).

Racisme : *Guilliod (Raymond)*, (p. 3222).

Rapports entre les DOM et la CEE : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Sablé (Victor)*, (p. 3223) ; *Moustache (José)*, (p. 3227) ; *Plantegenest (Marc)*, (p. 3228).

SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) : *Julia (Didier)*, (p. 3215).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Vivien (Alain)*, (p. 3221) ; *Plantegenest (Marc)*, (p. 3228) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3231).

Tarifs aériens : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3218).

Tourisme : *de Rocca-Serra (Jean-Paul)*, (p. 3210) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3232).

EXAMEN DES CRÉDITS [28 octobre 1980] (p. 3223).

TITRE IV : adopté (p. 3233).

TITRE V : autorisations de programme : adopté (p. 3233) ; crédits de paiement : adopté (p. 3233).

TITRE IV : *amendement n° 79* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (suppression des crédits relatifs à la contribution du FIDOM au centre national d'études spatiales et au déficit de la ligne aérienne Saint-Denis de la Rénion-Dzaoudzi) : rejeté (p. 3234).

Autorisations de programme du titre VI : adopté (p. 3234) ; crédits de paiement du titre VI : adopté (p. 3234).

I – Section commune – III – Territoires d'Outre-Mer :

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1980] (p. 3291) :

Rappel au règlement de M. Marc Lauriol : discussion séparée du budget des TOM et des DOM (p. 3291).

Base Dumont d'Urville (construction d'une piste d'atterrissage) : *Biwer (Claude)*, (p. 3295).

Desserte aérienne : *Flosse (Gaston)*, (p. 3293) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3302).

Essais nucléaires en Polynésie : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3298).

FIDES : *Flosse (Gaston)*, (p. 3292) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3298).

Mélanésiens : *Brunhes (Jacques)*, (p. 3297) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3302).

Nouvelle-Calédonie : *Flosse (Gaston)*, (p. 3292) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3294) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3295) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 3296) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 3297) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3298) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 3299) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3302).

Nouvelles-Hébrides (indépendance des) : *Flosse (Gaston)*, (p. 3293) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3294) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3295) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 3296) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 3300) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3303).

Polynésie française : *Flosse (Gaston)*, (p. 3292) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3294) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3295) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 3297) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3297) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3298) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3301).

Processus de départementalisation des TOM : *Brunhes (Jacques)*, (p. 3297) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 3299).

Terres australes : *Biwer (Claude)*, (p. 3295) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3304).

Vanuatu : *Lafleur (Jacques)*, (p. 3296) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3303).

Wallis et Futuna : *Flosse (Gaston)*, (p. 3292) ; *Raynal (Pierre)*, (p. 3294) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 3300) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3304).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1980] (p. 3304) :

I – **Section commune**

ETAT B. – TITRE III, adoption (p. 3304).

III. **Territoires d'Outre-Mer**

ETAT B. – TITRE IV : *amendement n° 86* rectifié de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (réduction du crédit prévu à l'article 12 du chapitre 41-91 concernant la subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides, ce territoire ayant accédé à l'indépendance) : adopté (p. 3305) ; rétablissement de ce crédit au fascicule des affaires étrangères ; indemnisation de nos compatriotes ; liquidation de la situation de l'ancien condominium des Nouvelles-Hébrides ; rémunération et frais de rapatriement d'agents français intégrables dans la fonction publique.

– adoption du titre IV, ainsi modifié (p. 3305).

ETAT C. – TITRES V et VI, adoption (p. 3305).

ECONOMIE ET BUDGET

I – **Charges communes**

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3410) :

Aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3413).

Amnistie : *Léotard (François)*, (p. 3420).

Association pour le développement des œuvres sociales d'Outre-Mer : *Senès (Gilbert)*, (p. 3416).

Bonifications d'intérêts (incidences économiques) : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412).

Caisse nationale des marchés de l'Etat et crédits d'équipement des petites et moyennes entreprises : *Nucci (Christian)*, (p. 3415).

Contrats d'entreprises : *Nucci (Christian)*, (p. 3415).

Cotisation d'assurance-maladie sur les retraites : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3418).

Dette intérieure publique : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3411) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3421).

Dotation « garanties diverses destinées à favoriser les exportations » : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3411).

Emprunt libératoire de 1976 (impôt-sécheresse) : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3411) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3422).

Emprunts publics : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3411) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3421).

Entreprises publiques (développement des filiales) : *Monory (René)*, (p. 3420).

Entreprises publiques (liens avec le secteur privé) : *Nucci (Christian)*, (p. 3414) ; *Monory (René)*, (p. 3420, 3421).

Entreprises publiques (relations avec l'Etat) : *Féron (Jacques)*, (p. 3413, 3413) ; *Monory (René)*, (p. 3420).

Entreprises publiques (situation financière et investissements) : *Nucci (Christian)*, (p. 3415) ; *Monory (René)*, (p. 3420, 3421).

Epargne-Logement : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412).

Fonds national de solidarité et minimum vieillesse : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3418) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3422).

Fonction publique : *Papon (Maurice)*, (p. 3422).

Français musulmans (harkis) : Léotard (François), (p. 3420) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3422, 3423).

Hommage à M. Augustin Chauvet : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3410) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3421).

Indemnisation des rapatriés : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412) ; *Senès (Gilbert)*, (p. 3415, 3416) ; *Fabre (Robert-Félix)*, (p. 3417) ; *Léotard (François)*, (p. 3419) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3422) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3422, 3423).

Moratoire des dettes des rapatriés : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3419) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3423).

Pacte pour l'emploi : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412).

Pensions civiles et militaires : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3411) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3417, 3418) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3422).

Revalorisation des rentes viagères : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3412) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3422).

Tarifs publics : *Monory (René)*, (p. 3420).

PROCEDURE DES QUESTIONS (p. 3424) :

Mensualisation des pensions (région parisienne) : *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3424) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3424).

Rentes viagères (région parisienne) : *Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 3424) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3424).

EXAMEN DES CREDITS [3 novembre 1980] (p. 3424) :

TITRE I : adopté (p. 3424).

TITRE II : adopté (p. 3424).

TITTE III : adopté (p. 3424).

TITRE IV : *amendement n° 16* de la commission des finances (réduction de crédits en vue d'améliorer l'indemnisation des rapatriés) : rejeté (p. 3427) ; *amendement n° 102* de M. Pierre Lagourgue (réduction de crédits pour attirer l'attention du gouvernement sur la situation des fermiers de la société professionnelle agricole de la Sakay à Madagascar) : retiré (p. 3427) ; *amendement n° 105* de M. Robert-Félix Fabre (réduction de crédits en vue d'obtenir l'affectation de crédits supplémentaires à l'amélioration du système d'indemnisation des rapatriés) : retiré (p. 3427) ; *amendement n° 103* de M. Paul Caillaud (réduction de crédits en vue d'améliorer l'indemnisation des pharmaciens d'officine rapatriés d'Algérie) : retiré (p. 3427) ; *amendement n° 104* de M. Georges Mesmin (réduction de crédits pour obtenir l'abaissement à 65 ans de l'âge requis pour être indemnisable en cinq ans) : retiré (p. 3427).

– titre IV : adopté (p. 3427).

TITRE V : autorisations de programme : adoptées (p. 3427) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3427).

TITRE VI : autorisations de programme : adoptées (p. 3427) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3427).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 13* du gouvernement (réduction de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation ; maintien du caractère prioritaire des titres en cas de décès du bénéficiaire ; relèvement du seuil du paiement en numéraire) : adopté (p. 3428).

II – **Section commune** – III – **Economie** – IV – Budget

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3450) :

Caisse centrale de coopération : *Monory (René)*, (p. 3463).

Choc pétrolier : *Monory (René)*, (p. 3464).

Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles : *Monory (René)*, (p. 3462).

Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi : *Monory (René)*, (p. 3462).

Commission de la concurrence : *Monory (René)*, (p. 3461) ; *Malvy (Martin)*, (p. 43465).

Consommateurs : *Malvy (Martin)*, (p. 3452) ; *Birraux (Claude)*, (p. 3458) ; *Monory (René)*, (p. 3461).

Création d'emplois : *Papon (Maurice)*, (p. 3459).

Crédit mutuel : *Monory (René)*, (p. 3463).

Dépenses publiques : *Papon (Maurice)*, (p. 3459).

Direction de la concurrence et de la consommation : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3450) ; *Malvy (Martin)*, (p. 3453) ; *Odru (Louis)*, (p. 3458) ; *Monory (René)*, (p. 3465) ;

Martin (Claude), (p. 3465) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3468).

Direction générale des douanes : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3451) ; *Odru (Louis)*, (p. 3458).

Direction générale des impôts : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3451) ; *Odru (Louis)*, (p. 3458).

Encadrement du crédit : *Monory (René)*, (p. 3463).

Epargne (orientation de l') : *Monory (René)*, (p. 3462).

Exportations : *Monory (René)*, (p. 3462).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Monory (René)*, (p. 3462).

Franc (maintien de la parité du) : *Monory (René)*, (p.32464).

Fraude fiscale et douanière : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3450) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3460).

Fraude sur l'alcool : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3451) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3461).

Institut national de la consommation : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3450) ; *Birraux (Claude)*, (p. 3459) ; *Monory (René)*, (p. 3641).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3450).

Marché obligatoire : *Monory (René)*, (p. 3463).

Pays en voie de développement (aide aux) : *Monory (René)*, (p. 3463).

Pensions (paiement mensuel des) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3451) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3460) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3466) ; *Odru (Louis)*, (p. 3467).

Prix (liberté des) : *Malvy (Martin)*, (p. 3452) ; *Odru (Louis)*, (p. 3458) ; *Birraux (Claude)*, (p. 3459).

Sociétés de développement régional : *Monory (René)*, (p. 3462).

Systyme monétaire européen (SME) : *Monory (René)*, (p. 3464).

Veau (boycott du) : *Birraux (Claude)*, (p. 3459).

EXAMEN DES CREDITS [3 novembre 1980] (p. 3464).

Economie et budget - II - Section commune :

- titre III, adopté (p. 3464).
- titre V (autorisations de programme), adopté (p. 3464) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3464).

Economie et budget - III - Economie :

TITRE III : *amendement n° 126* de M. Claude Martin (réduction des crédits de la direction générale de la concurrence et de la consommation en vue de les affecter à la commission de la concurrence) : retiré (p. 3465).

- titre III, adopté (p. 3465).
- titre IV, adopté (p. 3465).
- titre V (autorisations de programme), adopté (p. 3465) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3465).

Economie et budget - IV - Budget :

TITRE III : *amendement n° 43* de M. Joseph Franceschi (suppression des crédits relatifs à la mensualisation des pensions) : rejeté par scrutin public n° 508 (p. 3467) ; *amendement n° 82* de M. Louis Odru (suppression de la dotation concernant la comptabilité des engagements des dépenses des établissements hospitaliers en vue d'augmenter les crédits de la mensualisation des pensions) : rejeté par scrutin public n° 509 (p. 3467) ; *amendement n° 83* de M. Louis Odru (réduction des crédits en vue d'empêcher le démantèlement de la direction de la concurrence et de la consommation) : rejeté (p. 3468).

- titre III, adopté (p. 3468).
- titre V (autorisations de programme), adopté (p. 3468) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3468).

EDUCATION

DISCUSSION GENERALE [24 octobre 1980] (p. 3075) :

Audiovisuel et informatique : *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Auxiliariat (résorption de l') : *Royer (Jean)*, (p. 3077) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3099) ; *Tourrain (Raymond)*, (p. 3100) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 3079).

Bourses scolaires : *Royer (Jean)*, (p. 3076) ; *Hermier (Guy)*, (p. 3080) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 3080) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3086) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090).

Carte scolaire : *Pinte (Etienne)*, (p. 3079).

Collaboration de l'école et de l'entreprise : *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Collège unique : *Beullac (Christian)*, (p; 3105) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 3087).

Commémoration du souvenir de Jules Ferry : *Beullac (Christian)*, (p. 3104) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 3084).

Constructions scolaires et entretien : *Andrieux (Maurice)*, (p. 3091) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3100) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3110) ; *Royer (Jean)*, (p. 3076).

Démocratisation : *Beullac (Christian)*, (p. 3102).

Echecs et retards scolaires : *Royer (Jean)*, (p. 3077) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 3091) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3105) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 3087) ; *Hermier (Guy)*, (p. 3080).

Ecole rurale : *Delehedde (André)*, (p. 3088).

Ecoles normales : *Derosier (Bernard)*, (p. 3098).

Education physique et sportive : *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3088).

Education spécialisée : *Beullac (Christian)*, (p. 3103) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090).

Enfants d'immigrés (scolarisation des) : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090).

Enseignement en alternance : *Héraud (Robert)*, (p. 3097).

Enseignement privé : *Royer (Jean)*, (p. 3077) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3098) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 3084).

Enseignement technique : *Hermier (Guy)*, (p. 3080) ; *Ralite (Jack)*, (p. 3092) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3099).

Formation des enseignants : *Royer (Jean)*, (p. 3077) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3091) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3105) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3098) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3085) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3088) ; *Lataillade (Pierre)*, (p. 3081) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 3078) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3099).

Formation professionnelle : *Bariani (Didier)*, (p. 3091) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3105) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3085) ; *Hermier (Guy)*, (p. 3080) ; *Ralite (Jack)*, (p. 3092).

Gratuité : *Brunhes (Jacques)*, (p. 3086) ; *Hermier (Guy)*, (p. 3080).

Grille Guichard : *Delehedde (André)*, (p. 3088) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3105).

Groupe d'aides psycho-pédagogique : *Bariani (Didier)*, (p. 3091) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3102).

Histoire et géographie (enseignement de) : *Mexandeau (Louis)*, (p. 3085) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3088) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Institut Auguste Comte : *Mexandeau (Louis)*, (p. 3085).

Institut national de recherches pédagogiques : *Andrieux (Maurice)*, (p. 3091).

Instituteurs (formation des) : *Laurain (Jean)*, (p. 3100).

Instruction civique (enseignement de l') : *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3088).

Laïcité : *Mexandeau (Louis)*, (p. 3084) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3102).

Mathématiques (enseignement des) : *Lataillade (Pierre)*, (p. 3084) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Micro-informatique : *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Municipalités accueillant des enfants d'autres communes : *Lataillade (Pierre)*, (p. 3083).

Musique (enseignement de la) : *Beullac (Christian)*, (p. 3104).

Orientation : *Beullac (Christian)*, (p. 3106).

Pacte de l'emploi : *Héraud (Robert)*, (p. 3097).

Participation des parents : *Berest (Eugène)*, (p. 3101) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3106) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3086) ; *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3090).

Pédagogie différenciée : *Beullac (Christian)*, (p. 3102).

Personnels de l'éducation non enseignants : *Delehedde (André)*, (p. 3118) ; *Lataillade (Pierre)*, (p. 3081).

Polynésie française : *Beullac (Christian)*, (p. 3105) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 3101).

Pré-scolarisation : *Delehedde (André)*, (p. 3088) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3091) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3099).

Revalorisation des traitements des enseignants : *Royer (Jean)*, (p. 3078) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3098) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3100).

Scolarisation des enfants français à l'étranger : *Lataillade (Pierre)*, (p. 3082) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3105).

Ségrégation sociale à l'école : *Hermier (Guy)*, (p. 3080).

Séquences éducatives en entreprise : *Beullac (Christian)*, (p. 3104) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3085) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 3078).

Stages en entreprise des enseignants : *Beullac (Christian)*, (p. 3104) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 3078).

Surveillants (suppression de postes de) : *Lataillade (Pierre)*, (p. 3081) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 3100).

PROCEDURE DES QUESTIONS [24 octobre 1980] (p. 3107) :

Académie de Lille : *Pringalle (Claude)*, (p. 3118).

Allocations de rentrée : *Faure (Gilbert)*, (p. 3114) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3114).

Anjou (enseignement en) : *Narquin (Jean)*, (p. 3118).

Bourses scolaires : *Benoît (René)*, (p. 3107) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3107, 3114) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 3114).

Bretagne (constructions scolaires en) : *Miossec (Charles)*, (p. 3114).

CAP : *Bayard (Henri)*, (p. 3108).

Carte scolaire : *Boyon (Jacques)*, (p. 3117) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3117).

Classe de seconde : *Beullac (Christian)*, (p. 3107) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3107).

Classes optionnelles : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3115).

Collège unique : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3117) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3117).

Constructions scolaires : *Delhalle (Jacques)*, (p. 3111) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3111, 3114) ; *Miossec (Charles)*, (p. 3114) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3110).

Cultures régionales : *Madelin (Alain)*, (p. 3112) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3112).

Directeurs d'école : *Petit (André)*, (p. 3112).

Disciplines culturelles : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3115).

Ecoles maternelles : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3118) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3118).

Enseignants mis à la disposition de diverses associations : *Garrouste (Marcel)*, (p. 3114) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3114).

Enseignement primaire : *Pignion (Lucien)*, (p. 3116).

Enseignement primaire en zone rurale : *Pierret (Christian)*, (p. 3109) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3109).

Enseignement privé : *Pervenche (Dominique)*, (p. 3115) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3115, 3119) ; *Delehedde (André)*, (p. 3119) ; *Miossec (Charles)*, (p. 3115).

Enseignement technique : *Bayard (Henri)*, (p. 3108) ; *Durr (André)*, (p. 3109) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3109).

Formation des enseignants : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3117) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3117).

Gratuité de l'enseignement : Faure (Gilbert), (p. 3114) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3114).

Grille Guichard : *Pierret (Christian)*, (p. 3109) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3109, 3112) ; *Petit (André)*, (p. 3112).

Histoire et géographie (enseignement de l') : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3119).

Instruction civique : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3119).

Langues locales et dialectes : *Madelin (Alain)*, (p. 3112) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3112).

La Réunion (plan de rattrapage) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3112) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3112).

Mathématiques (enseignement des) : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3119).

Personnel non enseignant : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 3108) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3108, 3118) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 3118).

Personnel des services des écoles maternelles : *Cambolive (Jacques)*, (p. 3109) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3109).

Politique de concentration et de concertation : *Beullac (Christian)*, (p. 3109) ; *Haby (René)*, (p. 3114).

Préscolarisation en école maternelle : *Cambolive (Jacques)*, (p. 3108) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3115).

Projet de loi sur le développement des collectivités locales : *Pervenche (Dominique)*, (p. 3115) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3115).

Remplacement des maîtres absents : *Pignion (Lucien)*, (p. 3116) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3116).

Taxe d'apprentissage en Alsace-Lorraine : *Durr (André)*, (p. 3110).

Transports scolaires : *Cambolive (Jacques)*, (p. 3113) ; *Beullac (Christian)*, (p. 3113, 3120) ; *Boyon (Jacques)*, (p. 3120).

EXAMEN DES CREDITS [24 octobre 1980] (p. 3120) :

ETAT B. - TITRE III : *amendement n° 80* de M. Jack Ralite (réduction des crédits -

enseignement de la musique) : rejeté (p. 3121) ; prise en charge des frais de personnels des classes à horaire aménagé ; *amendement n° 15* de la commission des finances et *amendement n° 71* de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits – plan de résorption de l'auxiliariat) : rejet des deux amendements (p. 3122).

– adoption du titre III (p. 3122).

TITRE IV : *amendement n° 17* de la commission des finances et *amendement n° 72* de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits et amélioration de la politique des bourses scolaires) : rejet des deux amendements (p. 3123) ; affectation de l'intégralité des crédits aux bourses scolaires.

– adoption du titre IV (p. 3123).

ETAT C. – TITRE V : *amendement n° 73* de la commission des affaires culturelles (réduction des autorisations de programme et des crédits – insuffisance des crédits d'équipement – octroi d'une dotation supplémentaire) : rejeté (p. 3124) ; importance accordée par le gouvernement aux problèmes des constructions scolaires ; plan de construction et de maintenance des établissements scolaires.

– adoption du titre V (p. 3124).

ART. 45 (titularisation des maîtres en service dans les établissements d'enseignement technique des houillères du bassin de Lorraine et de Merlebach et de l'hôpital Schoeneck (Moselle) : adopté (p. 3125).

APRES L'ART. 33 : *amendement n° 59* de M. René de Branche (avis des présidents et rapporteurs généraux des commissions des finances sur les actes réglementaires modifiant les lois de finances en matière de bourses scolaires) : non soutenu (p. 3125).

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

DISCUSSION GENERALE [30 octobre 1980] (p. 3341).

Agences financières de bassins : *Couillet (Michel)*, (p. 3334).

Agences d'urbanisme : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3333).

Aide à la pierre : *d'Aubert (François)*, (p. 3308) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Aide aux collectivités locales : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Beix (Roland)*, (p. 3330).

Aide personnalisée au logement : *d'Aubert (François)*, (p. 3308) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 3312) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3320) ; *Benoit (René)*, (p. 3336) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3324, 3341, 3343).

Allocation logement : *Andrieu (Maurice)*, (p. 3312).

Amélioration de l'habitat : *d'Aubert (François)*, (p. 3309) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310, 3311) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3321) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3328) ; *Tibéri (Jean)*, (p. 3329) ; *Rossinot (André)*, (p. 3332) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342).

Aménagement de la Garonne : *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 3339) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Aménagement de la Loire et de la Seine : *Couillet (Michel)*, (p. 3334) ; *Royer (Jean)*, (p. 3335) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Assainissement : *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Associations de protection de l'environnement : *Beix (Roland)*, (p. 3331).

Banlieues : *Mesmin (Georges)*, (p. 3314) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Barrages de Naussac et de Villerest : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3316) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3318) ; *Royer (Jean)*, (p. 3335).

Bureaux d'études privés : *Beix (Roland)*, (p. 3331).

Canal du Midi : *Mesmin (Georges)*, (p. 3316).

Centrale nucléaire de Golfech : *Baylet (Jean-Michel)*, (p. 3339) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3348).

Centre de recherches et de rencontres d'urbanisme : *Canacos (Henry)*, (p. 3314) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3333) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3345).

Charte de la qualité de la vie : *Péricard (Michel)*, (p. 3317).

Chasse : *Voilquin (Hubert)*, (p. 3322) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 3335, 3336) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Code de l'environnement : *Beix (Roland)*, (p. 3331) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3347) ; *Richard (Alain)*, (p. 3347).

Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement : *Péricard (Michel)*, (p. 3316).

Construction de parkings souterrains (encadrement financier) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3338).

Conventionnement : *d'Aubert (François)*, (p. 3309) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *An-*

drieu (Maurice), (p. 3311) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3321) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3342, 3343) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3328) ; *Tibéri (Jean)*, (p. 3329) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342, 3347).

Cyclones : *Fontaine (Jean)*, (p. 3326).

Délégations à la qualité de la vie : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3318, 3319).

Départements d'Outre-Mer (logement) : *Fontaine (Jean)*, (p. 3325) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Direction de l'architecture : *Péricard (Michel)*, (p. 3316).

Direction de l'urbanisme et des paysages : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313).

Documents d'urbanisme : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3314) ; *Beix (Roland)*, (p. 3331) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3344).

Ecologie : *Raymond (Alex)*, (p. 3318).

Economies d'énergie : *d'Aubert (François)*, (p. 3309) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342).

Encadrement du crédit et du taux d'intérêt : *d'Aubert (François)*, (p. 3308) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Tibéri (Jean)*, (p. 3329) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Endettement des ménages : *d'Aubert (François)*, (p. 3308).

Enseignement de l'architecture : *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342).

Ensemble Bagatelle de Toulouse : *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3343).

Espaces verts : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3315) ; *Fost (Paulette)*, (p. 3322) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 3325) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3345).

Etudes d'impact : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3319) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3320) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Expulsions : *d'Aubert (François)*, (p. 3309).

Fonds d'action conjoncturelle : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310, 3311) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 3311) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3314, 3328) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3321) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Tibéri (Jean)*, (p. 3329) ; *Beix (Roland)*, (p. 3330) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3340).

Habitations à loyé modéré (HLM) : *Andrieu (Maurice)*, (p. 3311, 3312) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3327) ; *Rossinot (André)*, (p. 3322) ; *Millon (Charles)*, (p. 3333) ; *Denvers (Albert)*, (p. 3336, 3337).

Indemnités versées aux promoteurs et affaire de la tour Apogée : *Canacos (Henry)*, (p. 3314) ; *Villa (Lucien)*, (p. 3337) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3344, 3345).

Industrie du bâtiment : *d'Aubert (François)*, (p. 3308, 3309) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3321) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3322) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3328) ; *Benoit (René)*, (p. 3326).

Inspection des établissements classés : *Mesmin (Georges)*, (p. 3316) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3316) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Logement des classes moyennes : *Tibéri (Jean)*, (p. 3329).

Logement des personnes âgées et des handicapés : *Rossinot (André)*, (p. 3332).

Loyers et charges : *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3327) ; *Villa (Lucien)*, (p. 3338).

Lutte contre le bruit : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3319) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3320) ; *Fost (Paulette)*, (p. 3322) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3332) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3349).

Maisons individuelles : *Nungesser (Roland)*, (p. 3319) ; *de Gastines (Henri)*, (p. 3340).

Maîtres d'ouvrages : *d'Aubert (François)*, (p. 3309).

Mitage et développement des lotissements : *de Gastines (Henri)*, (p. 3340) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3344).

Mont Saint-Michel : *Mesmin (Georges)*, (p. 3316) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Parcs nationaux : *Raymond (Alex)*, (p. 3319).

Permis de construire : *Couepel (Sébastien)*, (p. 3325).

Politique de l'eau : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315, 3316) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3319) ; *Fost (Paulette)*, (p. 3323) ; *Beix (Roland)*, (p. 3331) ; *Couillet (Michel)*, (p. 3334) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Pollution agricole : *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Pollution atmosphérique et agence pour la qualité de l'air : *Mesmin (Georges)*, (p. 3316).

Pollution industrielle et pollution domestique : *Couillet (Michel)*, (p. 3334).

Préprogrammation des crédits de la construction : *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342).

Prêts conventionnés : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3311) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3320) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3322) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3329).

Prêts locatifs aidés : *Tibéri (Jean)*, (p. 3329).

Prêts pour l'accession à la propriété : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3311) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3319, 3320) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3321) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3322) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3329) ; *Tibéri (Jean)*, (p. 3329) ; *Millon (Charles)*, (p. 3333) ; *Benoît (René)*, (p. 3336) ; *Denvers (Albert)*, (p. 3337) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341, 3345).

Propriété et liberté : *Millon (Charles)*, (p. 3333).

Protection des sites et monuments historiques : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3314) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 3325).

Protection du littoral et de la montagne : *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341).

Publicité pour les constructions neuves : *Benoît (René)*, (p. 3336).

Qualité des logements : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 3312) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3319, 3320) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3323) ; *Rossinot (André)*, (p. 3331) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3341, 3343).

Récupération des déchets : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315, 3316) ; *Péricard (Michel)*, (p. 3317) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3319) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3346).

Récupération des huiles usagées : *Mesmin (Georges)*, (p. 3316).

Région parisienne (logement) : *Villa (Lucien)*, (p. 3337, 3338).

Réserves naturelles : *Mesmin (Georges)*, (p. 3315) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3319) ; *Nungesser (Roland)*, (p. 3320) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 3321) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3345).

Rythme de construction de logements : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *Benoît (René)*, (p. 3336) ; *Villa (Lucien)*, (p. 3338).

Services techniques de l'urbanisme : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313).

Servitudes d'aspect : *Couepel (Sébastien)*, (p. 3325) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3344).

Sociétés d'économie mixte de construction : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3339).

Spéculation immobilière et hausse des prix : *d'Aubert (François)*, (p. 3309) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3310) ; *Andrieu (Maurice)*, (p. 3312) ; *Canacos (Henry)*, (p. 3314, 3328) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3320, 3321) ; *Fost (Paulette)*, (p. 3322) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3324) ; *Beix (Roland)*, (p. 3331) ; *Denvers (Albert)*, (p. 3337) ; *Villa (Lucien)*, (p. 3337) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3338) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3344).

Surcharges foncières : *Rossinot (André)*, (p. 3332) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3342).

Villes nouvelles : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313).

Zones d'aménagement concerté : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313).

Zones d'environnement protégé : *Mesmin (Georges)*, (p. 3313) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 3325).

Rappel au règlement de M. Robert Vizet : absence de réponse de M. d'Ornano à la deuxième partie de sa question relative à l'activité des sociétés d'économie mixte des municipalités (p. 3356).

Rappel au règlement de M. Henry Canacos : rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges (p. 3365).

PROCEDURE DES QUESTIONS :

Accession à la propriété : *Madelin (Alain)*, (p. 3360) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3360, 3363) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3363).

Alsace (logement) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 3348) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3348).

Amélioration de l'habitat : *Prioriol (Jean)*, (p. 3359, 3360) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3360).

Aménagement de la Villette et de la gare d'Orsay : *Wilquin (Claude)*, (p. 3350) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3350).

Architectes des bâtiments de France : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3357) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3357, 3363) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3363).

Architecture : *Wilquin (Claude)*, (p. 3350) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3350, 3354) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3353).

Associations de défense de l'environnement : *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 3354) ; *Delmas (François)*, (p. 3355, 3359) ; *Le Cabellec (Yves)*, (p. 3359).

Centrales nucléaires : *Charles (Serge)*, (p. 3360) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3361).

Certificats d'urbanisme (durée de validité) : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 3364) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3364).

Collectivités locales (recours à un architecte) : *Fèvre (Charles)*, (p. 3363) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3363).

Commissions départementales des sites : *Gérard (Alain)*, (p. 3362) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3361).

Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (Finistère) : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 3348) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3348, 3363).

Espaces naturels acquis par des collectivités publiques : *Dupilet (Dominique)*, (p. 3359) ; *Delmas (François)*, (p. 3359).

Essonne (construction) : *Vizet (Robert)*, (p. 3356) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3356).

Fonds d'aménagement urbain : *Richard (Alain)*, (p. 3351) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3351).

Haut Comité de l'environnement : *Charles (Serge)*, (p. 3361) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3361).

Législation des locations à loyer libre : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3363) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3364).

Logement des gendarmes : *Proriol (Jean)*, (p. 3360) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3360).

Logement des jeunes : *Jacq (Marie)*, (p. 3362) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3362).

Maîtres d'œuvre en bâtiment : *Wilquin (Claude)*, (p. 3350) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3351, 3354) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3353).

Ministère de l'environnement (rôle et structure) : *Charles (Serge)*, (p. 3356) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3356, 3357).

Office central interprofessionnel du logement : *Couillet (Michel)*, (p. 3355) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3355).

Paris (logement) : *Auroux (Jean)*, (p. 3358) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3358, 3359).

Parcs naturels régionaux : *Jarrot (André)*, (p. 3349) ; *Delmas (François)*, (p. 3349, 3364) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 3364).

Pays de Loire (logement) : *Narquin (Jean)*, (p. 3357) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3357).

Permis de construire : *Biwer (Claude)*, (p. 3354) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3354, 3361, 3363) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 3361) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3363).

Protection du littoral : *Wilquin (Claude)*, (p. 3357, 3358) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3358, 3362) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 3359) ; *Delmas (François)*, (p. 3359, 3362) ; *Gérard (Alain)*, (p. 3361) ; *Jacq (Marie)*, (p. 3362).

Réserves naturelles : *Micaux (Pierre)*, (p. 3364) ; *Delmas (François)*, (p. 3364).

Saisies et expulsions : *Gouhier (Roger)*, (p. 3355) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3355).

Sociétés d'économie mixte de construction : *Vizet (Robert)*, (p. 3356) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3356, 3365) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 3364, 3365).

Spéculation foncière : *Briane (Jean)*, (p. 3362) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3362, 3363).

Versement patronal pour le logement : *Huguet (Roland)*, (p. 3349) ; *d'Ornano (Michel)*, (p. 3350, 3555) ; *Couillet (Michel)*, (p. 3355).

EXAMEN DES CREDITS [10 octobre 1980] (p. 3366)

TITRE III : *amendement n° 118* du Gouvernement (majoration de 500 000 F des crédits de fonctionnement des réserves naturelles) : adopté (p. 3366).

– titre III, ainsi modifié, adopté (p. 3366).

TITRE IV : adopté (p. 3367).

TITRE V : autorisations de programme : adopté (p. 3367) ; crédits de paiement : adopté (p. 3367).

TITRE VI : *amendement n° 108* rectifié de M. Roland Beix (réduction des crédits mis à la disposition de l'institut Auguste Comte) : rejeté (p. 3368) ; *amendement n° 81* rectifié de la commission de la production (réalisant un million de francs d'économie sur les crédits destinés aux grands barrages) : adopté (p. 3368) ; *amendement n° 119* du Gouvernement (majoration des crédits d'investissement des réserves naturelles) : adopté (p. 3368).

Autorisations de programme, ainsi modifiées, adoptées (p. 3368) ; crédits de paiement, ainsi modifiés, adoptés (p. 3368).

TITRE VII : autorisations de programme, adoptées (p. 3368) ; crédits de paiement, adoptés (p. 3368).

ART. 34 (aide au logement social) : adopté (p. 3368).

APRES L'ART. 43 : *amendement n° 48* rectifié de M. Alain Gérard (incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail et admettant au bénéfice de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat les locaux non destinés initialement à l'habitat et transformés en locaux habitables) : retiré (p. 3368).

IMPRIMERIE NATIONALE

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3428)

Annuaire téléphonique : *Moreau (Gisèle)*, (p. 3429) ; *Quilès (Paul)*, (p. 3429) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3430).

Effectifs de l'imprimerie nationale : *Moreau (Gisèle)*, (p. 3429).

Investissements de l'imprimerie nationale : *Moreau (Gisèle)*, (p. 3429) ; *Quilès (Paul)*, (p. 3429) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3430).

Livres scolaires : *Moreau (Gisèle)*, (p. 3429) ; *Quilès (Paul)*, (p. 3430) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3431).

Papiers recyclés : *Quilès (Paul)*, (p. 3429) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3431).

Télémécanique et système Vidéotex : *Quilès (Paul)*, (p. 3429) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3430).

PROCEDURE DES QUESTIONS (p. 3431)

Effectifs de l'imprimerie nationale : *Hage (Georges)*, (p. 3431) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3431).

Livres scolaires : *Hage (Georges)*, (p. 3431).

EXAMEN DES CREDITS [3 novembre 1980] (p. 3431)

ART. 18 (services votés) : adopté par scrutin public n° 507 (p. 3431).

ART. 19 : autorisations de programme : adoptées (p. 3431) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3431).

INDUSTRIE

DISCUSSION GENERALE [13 novembre 1980] (p. 3805-3825) :

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Giraud (André)*, (p. 3836).

Agence pour la création d'entreprises : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810).

Agriculture : *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823).

Aide aux travailleurs privés d'emploi créant une entreprise : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Rossinot (André)*, (p. 3822).

Aide fiscale à l'investissement : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *de Branche (René)*, (p. 3811) ; *Billardon (André)*, (p. 3815) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830) ; *Giraud (André)*, (p. 3835).

Aides à l'exportation et à l'innovation : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810).

Aides à l'industrie : *de Branche (René)*, (p. 3810, 3811) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 3812) ; *Giraud (André)*, (p. 3834, 3835).

Airbus : *Montdargent (Robert)*, (p. 3829).

Approvisionnements énergétiques : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3807) ; *Giraud (André)*, (p. 3832, 3833).

Assistance technique et conseil des PME : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3837).

Auvergne et Limousin (situation économique) : *Goldberg (Pierre)*, (p. 3831).

Budget du ministère de l'industrie (part dans le budget de l'Etat) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806).

Cautionnement mutuel et crédit interentreprises : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3838).

Charbon : *Quilès (Paul)*, (p. 3819) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3822) ; *Depietri (César)*, (p. 3827, 3828) ; *Delelis (André)*, (p. 3832) ; *Giraud (André)*, (p. 3833).

Charges sociales : *de Branche (René)*, (p. 3811).

Comité d'orientation et de développement des industries stratégiques (CODIS) : *Giraud (André)*, (p. 3835).

Commercialisation des produits industriels : *de Branche (René)*, (p. 3811).

Concurrence internationale et compétitivité de l'industrie française : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3816) ; *Giraud (André)*, (p. 3835).

Crédits d'équipement des PME : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3838).

Crise économique mondiale : *Schvartz (Julien)*, (p. 3807).

Défaillances d'entreprises : *Billardon (André)*, (p. 3814).

Déficit extérieur : *Billardon (André)*, (p. 3814) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830).

Droit des activités d'information : *Madelin (Alain)*, (p. 3827).

Economies d'énergie et énergies nouvelles : *Zeller (Adrien)*, (p. 3818) ; *Quilès (Paul)*, (p. 3819) ; *Giraud (André)*, (p. 3834).

Emploi industriel : *Billardon (André)*, (p. 3814) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3816) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3826) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830) ; *Giraud (André)*, (p. 3835).

Financement des entreprises : *de Branche (René)*, (p. 3811).

Financement des PMI : *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3838).

Formation des dirigeants d'entreprises : *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3838).

Grève des mineurs de Lorraine : *Delelis (André)*, (p. 3832).

Industrie aéronautique : *Montdargent (Robert)*, (p. 3829).

Industrie automobile : *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3826) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 3828, 3829) ; *Giraud (André)*, (p. 3836).

Industrie des composants électroniques : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3817) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3827) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 3829).

Industrie des pâtes à papier : *Mermaz (Louis)*, (p. 3825).

Industrie informatique : *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3826) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 3829).

Industrie sidérurgique : *Porcu (Antoine)*, (p. 3817) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 3820) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3822) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3826) ; *Depietri (César)*, (p. 3827) ; *Ferretti (Henri)*, (p. 3828).

Industrie textile : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *de Branche (René)*, (p. 3811) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3815, 3816) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 3820) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823) ; *Depietri (César)*, (p. 3828).

Informatique et libertés : *Madelin (Alain)*, (p. 3826).

Innovation, liberté d'entreprise et démocratie : *Giraud (André)*, (p. 3836).

Investissements privés : *Billardon (André)*, (p. 3814, 3815) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3817).

Libéralisme économique : *Billardon (André)*, (p. 3815) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830).

Liens entre l'administration et les entreprises : *Schvartz (Julien)*, (p. 3808).

Logement (économies d'énergie) : *Quilès (Paul)*, (p. 3819).

Machines-outils : *Billardon (André)*, (p. 3814) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 3817) ; *Depietri (César)*, (p. 3828).

Marchés publics : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3827) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3839).

Mirage 2000 : *Montdargent (Robert)*, (p. 3829).

Nodules polymétalliques et sources hydrothermales : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3807) ; *Giraud (André)*, (p. 3834).

Nord-Pas-de-Calais : *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830).

Parti communiste (propositions en matière de politique industrielle) : *Ansart (Gustave)*, (p. 3813) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 3821) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823).

Parti socialiste (propositions en matière de politique industrielle) : *Billardon (André)*, (p. 3815).

Patronat (politique industrielle) : *Mauroy (Pierre)*, (p. 3830).

Pays de Loire (restructurations d'entreprises) : *Narquin (Jean)*, (p. 3813).

Pays en voie de développement (concurrence) : *Giraud (André)*, (p. 3835).

Pénétration des importations sur le marché intérieur : *Porcu (Antoine)*, (p. 3817) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3826).

Petites et moyennes industries (importance économique) : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3809) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3837).

Planification : *Schvartz (Julien)*, (p. 3807, 3808).

Pots de vin et trafics d'influences : *Narquin (Jean)*, (p. 3814) ; *Giraud (André)*, (p. 3814).

Productivité : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806).

Profits, investissements et chômage : *Ansart (Gustave)*, (p. 3812) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 3820) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3822).

Programme aérospatial : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3807) ; *Giraud (André)*, (p. 3836).

Programme nucléaire et politique énergétique : *Quilès (Paul)*, (p. 3818, 3819, 3820, 3833) ; *Giraud (André)*, (p. 3818, 3833, 3836) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3822).

Provision pour reconstitution de gisements : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3807) ; *Giraud (André)*, (p. 3833).

Publicité pour les produits importés : *de Branche (René)*, (p. 3811).

Recherche géologique et minière : *Giraud (André)*, (p. 3835).

Rémunérations et inégalités sociales : *Ansart (Gustave)*, (p. 3812) ; *Warguies (Claude)*, (p. 3820).

Responsabilités sociales des grandes entreprises : *Rossinot (André)*, (p. 3821).

Ressources énergétiques nationales : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3807) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 3813) ; *Horvath (Adrienne)*, (p. 3822) ; *Giraud (André)*, (p. 3833).

Secteur public et nationalisé : *Horvath (Adrienne)*, (p. 3823).

Société duale : *Mermaz (Louis)*, (p. 3826).

Statut des entrepreneurs individuels : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809).

Stockage stratégique des matières premières et caisse française des matières premières : *Giraud (André)*, (p. 3834).

Subvention aux charbonnages de France : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *Giraud (André)*, (p. 3833).

Tarif extérieur commun : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3806) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3816).

Transformation de sociétés (fiscalité) : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809).

Transmission d'entreprises et rapport Gomart : *Devaquet (Alain)*, (p. 3809) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3810) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3837).

Transports (économies d'énergie) : *Quilès (Paul)*, (p. 3819).

PROCEDURE DES QUESTIONS [13 novembre 1980] (p. 8839) :

Aides à l'industrie et rapport Hannoun : *Gouhier (Roger)*, (p. 3840).

Alsace (avenir du bassin de potasse) : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3859) ; *Giraud (André)*, (p. 3860).

Association technique chargée des importations de charbon : *Goeuriot (Colette)*, (p. 3839) ; *Giraud (André)*, (p. 3839).

Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (transformation en centrale électro-calogène) : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3861) ; *Giraud (André)*, (p. 3861, 3862).

Centrale nucléaire de Plogoff : *Barnier (Michel)*, (p. 3855) ; *Giraud (André)*, (p. 3856).

Charbon : *Thomas (Abel)*, (p. 3842) ; *Giraud (André)*, (p. 3842, 3852) ; *Jarrot (André)*, (p. 3852).

Comité d'orientation et de développement des industries stratégiques (CODIS) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3847) ; *Giraud (André)*, (p. 3847, 3848, 3857).

Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE) : *Giraud (André)*, (p. 3864).

Confection (situation des entreprises de sous-traitance) : *Séguin (Philippe)*, (p. 3863) ; *Giraud (André)*, (p. 3863, 3864).

Droit de la mer : *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3844) ; *Giraud (André)*, (p. 3844).

Energies nouvelles : *Paecht (Arthur)*, (p. 3840) ; *Giraud (André)*, (p. 3841, 3842, 3853) ; *Jarrot (André)*, (p. 3852) ; *Bonhomme (Jean)*, (p. 3852, 3853).

Fermeture des mines de fer et importations d'acier : *Goeuriot (Colette)*, (p. 3839) ; *Giraud (André)*, (p. 3839).

Financement des investissements des PMI : *Monfrais (Pierre)*, (p. 3857, 3858) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 3858, 3859) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3858, 3859).

Géothermie et thermalisme : *Morellon (Lean)*, (p. 3855) ; *Giraud (André)*, (p. 3855).

Indemnité de raccordement : *Giraud (André)*, (p. 3839, 3862).

Industrie automobile (concurrence japonaise) : *Bèche (Guy)*, (p. 3842) ; *Giraud (André)*, (p. 3842).

Industrie de la chaussure et de l'espadrille : *Inchauspé (Michel)*, (p. 3844, 3845) ; *Giraud (André)*, (p. 3845).

Industrie de la machine-outil et entreprise Dufour de Montreuil : *Odru (Louis)*, (p. 3840) ; *Cazalet (Auguste)*, (p. 3857) ; *Giraud (André)*, (p. 3840, 3857).

Industrie des circuits intégrés : *Noir (Michel)*, (p. 3862, 3863) ; *Giraud (André)*, (p. 3863).

Industrie électronique dans l'ouest de la France : *d'Aubert (François)*, (p. 3854) ; *Giraud (André)*, (p. 3854).

Industrie textile : *Pierret (Christian)*, (p. 3843) ; *Giraud (André)*, (p. 3843, 3846, 3850, 3860, 3861, 3864) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3846) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3849, 3850) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3860) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3864).

Installation de micro-centrales : *Inchauspé (Michel)*, (p. 3845) ; *Giraud (André)*, (p. 3845).

Investissements à l'étranger : *Gouhier (Roger)*, (p. 3840) ; *Giraud (André)*, (p. 3840).

La Réunion (politique énergétique) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3847) ; *Giraud (André)*, (p. 3847).

Loi relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (application) : *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 3861) ; *Giraud (André)*, (p. 3861, 3862).

Lorraine (difficultés économiques) : *Tondon (Yvon)*, (p. 3849) ; *Giraud (André)*, (p. 3849).

Mine de Sainte-Fontaine en Lorraine et approvisionnement en coke : *Schvartz (Julien)*, (p. 3862) ; *Giraud (André)*, (p. 3862).

Parts ou actions de sociétés non cotées (acquisition par les compagnies d'assurances) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3846) ; *Prouteau (Jean-Pierre)*, (p. 3847).

Pétrochimie (rachat par Elf-Aquitaine d'une division de Rhône-Poulenc) : *Fost (Paulette)*, (p. 3853) ; *Giraud (André)*, (p. 3854).

Production et importations d'ardoises : *Goeuriot (Colette)*, (p. 3839) ; *Giraud (André)*, (p. 3839).

Programme nucléaire : *Paecht (Arthur)*, (p. 3840) ; *Giraud (André)*, (p. 3841, 3846).

Recherche pétrolière à l'étranger : *Fost (Paulette)*, (p. 3853) ; *Giraud (André)*, (p. 3854).

Ressources minières sous-marines et nodules polymétalliques : *Paecht (Arthur)*, (p. 3841) ; *Giraud (André)*, (p. 3841, 3844) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3844).

Retraite des mineurs de fer : *Schvartz (Julien)*, (p. 3862) ; *Giraud (André)*, (p. 3862).

Sidérurgie : *Huguet (Roland)*, (p. 3848) ; *Giraud (André)*, (p. 3848, 3849).

Sidérurgie fine et aciers spéciaux (usine d'Ugine en Savoie) : *Barnier (Michel)*, (p. 3856) ; *Giraud (André)*, (p. 3856, 3857).

Société Vincey-Bourget (situation et relations avec Usinor) : *Séguin (Philippe)*, (p. 3864) ; *Giraud (André)*, (p. 3865).

Stockage stratégique des matières premières et caisse française des matières premières : *Ferretti (Henri)*, (p. 3854) ; *Giraud (André)*, (p. 3854).

Tarification électrique (incidences économiques) : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3845) ; *Giraud (André)*, (p. 3846).

EXAMEN DES CREDITS [13 novembre 1980] (p. 3865)

TITRE III : adopté (p. 3865).

TITRE IV : adopté (p. 3865)

TITRE V : autorisations de programme, adoptées (p. 3865) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3865).

TITRE VI : *amendement n° 9* de M. Jean Laurain (réduction des crédits affectés à l'aide au développement de la recherche industrielle distribuée par le canal de l'Anvar en vue d'accroître la contribution de l'Etat au budget de l'IRSID (Institut de recherche de la sidérurgie) : rejeté (p. 3866) ; *amendement n° 6* de la commission de la production (suppression d'une dotation de 45 millions affectée à la promotion et au développement du charbon, inscrite au chapitre concernant les aides au développement de la recherche, en vue de sa réinscription au chapitre concernant les interventions dans le domaine de l'énergie) : adopté (p. 3867) ; *amendement n° 97* du Gouvernement (inscription au chapitre concernant les interventions dans le domaine de l'énergie d'une dotation affectée à la promotion et au développement du charbon) : adopté (p. 3867) ; réserves françaises de charbon et de schistes bitumineux (p. 3867).

– autorisations de programme ainsi modifiées, adoptées (p. 3867).

– crédits de paiement ainsi modifiés, adoptés (p. 3867).

APRES L'ART. 43 : *amendement n° 2* de M. Jean Foyer (champ d'application des taxes établies au profit de l'institut national de la propriété industrielle) : adopté (p. 3868).

APRES L'ART. 45 : *amendement n° 11* du Gouvernement (augmentation des redevances perçues à l'occasion des examens techniques de sûreté nucléaire) : adopté (p. 3869).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 157* de M. Gilbert Gantier (faisant figurer au fascicule budgétaire du ministère de l'industrie un tableau récapitulatif par ministère et par chapitre les crédits de toutes natures concourrant à l'intervention de l'Etat dans le domaine de la politique industrielle) : retiré (p. 3870).

INTERIEUR

DISCUSSION GENERALE [28 octobre 1980] (p. 3168) :

Attentat de la rue Copernic : *Léotard (François)*, (p. 3183).

Brigade des sapeurs-pompiers de Paris : *Fossé (Roger)*, (p. 3169).

Calamités (charges pour les communes) : *Richard (Alain)*, (p. 3181).

Carte nationale d'identité : *Fossé (Roger)*, (p. 3170).

Collectivités locales (investissements) : *Richard (Alain)*, (p. 3180).

Concours de l'Etat aux collectivités locales : *de Branche (René)*, (p. 3170) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 3179) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3184).

Contrôles d'identité (attitude du syndicat de la magistrature et du syndicat des avocats de France) : *Vivien (Robert-André)*, (p. 3184) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3185).

Défense civile : *Fossé (Roger)*, (p. 3169) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3178) ; *Royer (Jean)*, (p. 3182) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3187).

Dotation globale de fonctionnement : *de Branche (René)*, (p. 3170) ; *Richard (Alain)*, (p. 3181).

Etat et collectivités locales (répartition des compétences) : *Colombier (Henri)*, (p. 3180).

Explosifs (réglementation) : *Martin (Claude)*, (p. 3177).

Expulsions d'étrangers : *Fiterman (Charles)*, (p. 3174).

Extrême-droite : *Marchand (Philippe)*, (p. 3176).

Ilotage : *Fiterman (Charles)*, (p. 3174) ; *Royer (Jean)*, (p. 3182) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3186).

Insécurité : *Fiterman (Charles)*, (p. 3173) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 3175) ; *Martin (Claude)*, (p. 3176) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3178) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3184, 3188).

Lutte contre les feux de forêts (personnel et équipement) : *Fossé (Roger)*, (p. 3169) ; *Martin (Claude)*, (p. 3177) ; *Léotard (François)*, (p. 3183).

Parcs naturels régionaux : *Maisonnat (Louis)*, (p. 3179).

Permissions de sortie accordées aux détenus : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3182).

Personnel communal : *Maisonnat (Louis)*, (p. 3180) ; *Richard (Alain)*, (p. 3181).

Personnels de police en tenue (utilisation à des emplois administratifs) : *Fossé (Roger)*, (p. 3168).

Personnel des préfectures : *Fossé (Roger)*, (p. 3170) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3171) ; *Colombier (Michel)*, (p. 3180) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3187).

Police (action) : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3172) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 3173, 3174) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3175) ; *Martin (Claude)*, (p. 3178) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3178) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3181, 3182) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 3184) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3186, 3187, 3188).

Police (créations d'emplois) : *Fossé (Roger)*, (p. 3168) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 3175) ; *Martin (Claude)*, (p. 3177) ; *Léotard (François)*, (p. 3183) ; *Koehl (Emile)*, (p. 3183).

Police (équipement et logement) : *Fossé (Roger)*, (p. 3169) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3172) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3175) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 3176) ; *Martin (Claude)*, (p. 3177) ; *d'Harcourt (Florence)*, (p. 3178) ; *Léotard (François)*, (p. 3183) ; *Koehl (Emile)*, (p. 3183) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3185).

Police (formation) : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3172) ; *Pierre-Bloch (Jean-Pierre)*, (p. 3175) ; *Martin (Claude)*, (p. 3177) ; *Colombier (Michel)*, (p. 3180) ; *Royer (Jean)*, (p. 3182) ; *Léotard (François)*, (p. 3183) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3185).

Police (rémunération) : *Fossé (Roger)*, (p. 3168) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3172) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 3175).

Police (syndicats) : *Fiterman (Charles)*, (p. 3174) ; *Marchand (Philippe)*, (p. 3175, 3176) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3176).

Polices municipales : *Martin (Claude)*, (p. 3177).

Préfectures de Toulon et de Bastia : *Fossé (Roger)*, (p. 3170).

Régions (ressources fiscales) : *de Branche (René)*, (p. 3171).

Regroupements de communes : *Maisonnat (Louis)*, (p. 3180).

Remboursement de la TVA aux collectivités locales : *de Branche (René)*, (p. 3170) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 3179) ; *Richard (Alain)*, (p. 3180) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3184).

Secrétaires généraux pour l'administration de la police (SGAP) : *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3172).

Sécurité civile : *Fossé (Roger)*, (p. 3169) ; *Léotard (François)*, (p. 3183) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3187).

Service central des rapatriés : *Fossé (Roger)*, (p. 3170).

Subventions d'assainissement : *de Branche (René)*, (p. 3170) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 3179).

Transports en commun : *Maisonnat (Louis)*, (p. 3179).

Tribunaux administratifs : *Fossé (Roger)*, (p. 3169) ; *Aubert (Emmanuel)*, (p. 3171) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3187).

PROCEDURE DES QUESTIONS [28 octobre 1980] (p. 3190)

Action sociale des communes : *Jacq (Marie)*, (p. 3201) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3201).

Agents de contrôle du stationnement payant : *de Hauteclocque (Nicole)*, (p. 3191) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3191).

Agents de surveillance de la police nationale (Personnel féminin) : *Avice (Edwige)*, (p. 3198) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3198).

Alfortville (commissariat de police) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3200) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3200).

Attentats en Corse : *Pasquini (Pierre)*, (p. 3190) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3191).

Communautés urbaines et transports en commun : *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3192, 3193) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3193).

Communes accueillant des camps militaires : *Micaux (Pierre)*, (p. 3193, 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3194).

Communes (compétences et moyens) : *Abadie (François)*, (p. 3200) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3201).

Compagnies et unités d'hébergement : *Aurillac (Michel)*, (p. 3197) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3197).

Conseils généraux (organisation et fonctionnement) : *Nucci (Christian)*, (p. 3198) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3199).

Contrôle des frontières : *Aurillac (Michel)*, (p. 3197) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3197).

Défense civile : *Aurillac (Michel)*, (p. 3196) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3197) ; *Druon (Maurice)*, (p. 3197).

Dotation globale de fonctionnement : *Huguet (Roland)*, (p. 3199, 3200) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3200).

Effectifs de police à Strasbourg : *Durr (André)*, (p. 3190) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3190).

Explosifs (réglementation) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3193) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3193).

Fiscalité locale : *Huguet (Roland)*, (p. 3200) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3200).

Fonds spécial d'investissement routier : *Laborde (Jean)*, (p. 3198) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3198).

Indemnité de sujétion spéciale des fonctionnaires de police (prise en compte pour le calcul de la retraite) : *de Hauteclocque (Nicole)*, (p. 3191) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3191, 3195) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3195).

Lutte contre les feux en forêt : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3194, 3195, 3196) ; *Garcin (Edmond)*, (p. 3195).

Personnel communal : *Abadie (François)*, (p. 3201) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3201).

Personnel des préfectures : *Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3195, 3199) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3199).

Police (équipement et logement) : *de Hauteclocque (Nicole)*, (p. 3191) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3191).

Police (étatisation) : *Jagoret (Pierre)*, (p. 3201) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3201).

Police (formation) : *Durr (André)*, (p. 3190) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3190, 3195) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3195).

Police parisienne (moyens et méthodes) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3193) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3193).

Police (rémunérations) : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3195).

Pont de Pagny-sur-Meuse : *Longuet (Gérard)*, (p. 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3194).

Radio-Quinquin : *Huguet (Roland)*, (p. 3200) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3200).

Rapatriés (information dans les préfectures) : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3199) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3199).

Reconstruction d'ouvrages détruits pendant la guerre : *Longuet (Gérard)*, (p. 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3194).

Régions (statut, compétences et ressources) : *Hautecœur (Alain)*, (p. 3191, 3192) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3192).

Sapeurs forestiers : *Garcin (Edmond)*, (p. 3195) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3196).

Secours en montagne : *Barnier (Michel)*, (p. 3196) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3196).

Subventions pour la voirie locale : *Laborde (Jean)*, (p. 3197) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3198).

Tribunaux administratifs : *Hautecœur (Alain)*, (p. 3192) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3192).

Unités d'instruction de sécurité civile : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3194) ; *Bonnet (Christian)*, (p. 3194).

EXAMEN DES CREDITS [28 octobre 1980] (p. 3201) :

TITRE III : *amendement n° 88* de M. Raymond Forni (suppression des crédits

devant servir à la mise en œuvre du système de carte d'identité informatisée) : rejetée (p. 3202) ; contrôles d'identité et libertés publiques (p. 3202) ; *amendement n° 89* de M. Alain Richard (réduction des crédits de formation de la police) : rejeté (p. 3203).

– titre III adopté par scrutin public n° 505 (p. 3203).

TITRE IV : réduction de crédits : adopté (p. 3203).

TITRE V : *amendement n° 90 corrigé* de M. Roland Beix (réduction des crédits destinés à poursuivre la réalisation de la nouvelle préfecture du Var et des dotations destinées à accentuer le contrôle financier exercé sur les communes) : rejeté (p. 3203).

– autorisations de programme et crédits de paiement du titre V adoptés par scrutin public n° 506 (p. 3203).

TITRE VI : *amendement n° 92* du Gouvernement (amendement de coordination ; conséquence de la décision de l'Assemblée de supprimer le fonds spécial d'investissement routier) : adopté (p. 3204) ; irrecevabilité financière tirée de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances ; dotation affectée au réseau routier national déclassé (p. 3204).

– autorisations de programme du titre VI ainsi modifiées adoptées (p. 3204) ; crédits de paiement du titre VI ainsi modifiés adoptés (p. 3204).

Rapatriés : TITRE IV : réduction de crédit : adopté (p. 3204).

APRES L'ART. 45 : *amendement n° 30* de M. Arthur Notebart (regroupement dans un chapitre unique ouvert au titre VI du budget du ministère de l'intérieur des autorisations de programme et crédits de paiement afférents à la majoration spéciale des subventions de l'Etat allouées aux communautés urbaines) : rejeté (p. 3205).

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

I - Section commune. – II – Jeunesse et sports

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1980] (p. 3708, 3712) :

Animateurs : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3721) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3721) ; *Visse (René)*, (p. 3723).

Associations sportives et scolaires ou universitaires : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3716) ; *Royer (Jean)*, (p. 3718).

Aubervilliers (terrain de sport d') : *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Ralite (Jack)*, (p. 3716).

Brevet d'aptitude physique : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS) : *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3714) ; *Benoît (René)*, (p. 3719).

Centres d'animation sportifs : *Marie (Bernard)*, (p. 3708).

Centres de vacances et de loisirs : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3721) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

Clubs sportifs et fédérations : *Marie (Bernard)*, (p. 3709) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3713).

Collectivités locales (charges financières des) : *Hage (Georges)*, (p. 3717) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3721).

Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) : *Laurain (Jean)*, (p. 3721).

Contrôle parlementaire : *Hage (Georges)*, (p. 3717).

Désengagement de l'Etat : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3713) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3721).

Directions départementales de la jeunesse et des sports : *Benoît (René)*, (p. 3720).

Echanges internationaux : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

Education physique à l'école primaire : *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Benoît (René)*, (p. 3719).

Education physique dans l'enseignement secondaire : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3712) ; *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Benoît (René)*, (p. 3719).

Education physique et sport dans l'enseignement supérieur : *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Royer (Jean)*, (p. 3719) ; *Benoît (René)*, (p. 3719).

Equipements sportifs : *Marie (Bernard)*, (p. 3708).

Equitation : *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3714).

Fonds de coopération de la jeunesse et

d'éducation populaire (FONJEP) : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3720).

Fonds national de développement du sport : *Marie (Bernard)*, (p. 3709) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3713) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3714) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3718) ; *Benoit (René)*, (p. 3719) ; *Laurain (Jean)*, (p. 3720) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726).

Loto (crédits prélevés sur les fonds du) : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715).

Médecine scolaire : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715).

Moniteurs de sports : *Royer (Jean)*, (p. 3719).

Moyens extra-budgétaires : *Hage (Georges)*, (p. 3713).

Nice (sport à – (Nikaïa)) : *Ehrmann (Charles)*, (p. 3721).

Opération 1 000 terrains et 5 000 courts de tennis : *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3718) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3722) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726).

Plan de relance du sport : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Benoit (René)*, (p. 3719) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

Professeurs d'éducation physique et professeurs adjoints : *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3713) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Hage (Georges)*, (p. 3716) ; *Benoit (René)*, (p. 3719) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3721) ; *Visse (René)*, (p. 3722) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

Réforme des rythmes scolaires : *Héraud (Robert)*, (p. 3712) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Ehrmann (Charles)*, (p. 3722) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726).

Salles polyvalentes : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726).

Sections sports-études : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3712) ; *Royer (Jean)*, (p. 3719).

Sport à l'école : *Héraud (Robert)*, (p. 3712).

Sport dans les entreprises : *Héraud (Robert)*, (p. 3713).

Sport de haut niveau et Jeux Olympiques : *Héraud (Robert)*, (p. 3713) ; *Sainte-Marie (Michel)*, (p. 3714) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3715) ; *Hage (Georges)*, (p. 3717) ; *Royer (Jean)*, (p. 3719) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3724).

Sport de masse : *Héraud (Robert)*, (p. 3713) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3718).

Sport en milieu urbain (Paris) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3723).

Sport optionnel et extra-scolaire : *Marie (Bernard)*, (p. 3708) ; *Héraud (Robert)*, (p. 3712) ; *Benoit (René)*, (p. 3719) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3725).

UER d'éducation physique : *Héraud (Robert)*, (p. 3712).

PROCEDURE DES QUESTIONS [7 novembre 1980] (p. 3726) :

Animation socio-culturelle : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 3730) ; *Goulet (Daniel)*, (p. 3731).

Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS) de Vichy : *Vacant (Edmond)*, (p. 3728).

Centres socio-éducatifs et sportifs : *Goulet (Daniel)*, (p. 3732) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3732).

Concours de pronostics : *Corrèze (Roger)*, (p. 3726) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726).

Conseillers pédagogiques : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3734).

Educateurs sportifs contractuels : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3724).

Education physique dans le secondaire : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3728) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3728).

Equipements sportifs en zone rurale : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3737, 3729) ; *Gérard (Alain)*, (p. 3727) ; *Defontaine (Jean-Pierre)*, (p. 3729).

Equipements sportifs en zone urbaine : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3727) ; *Gérard (Alain)*, (p. 3727).

Equipements sportifs scolaires : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3731) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3731).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (création de postes) : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3731).

Fonds national pour le développement du sport (financement) : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3727, 3733) ; *Gérard (Alain)*, (p. 3727) ; *Nucci (Christian)*, (p. 3733).

Formation des instituteurs à l'éducation sportive : *Lepeltier (Antoine)*, (p. 3734).

Frais de déplacement des dirigeants bénévoles de petits clubs sportifs : *Séguin (Philippe)*, (p. 3732) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3732).

Institut national de sciences appliquées à Lyon : *Hamelin (Xavier)*, (p. 3727) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3728).

Interdiction légale de buvettes sur les stades : *Gérard (Alain)*, (p. 3727) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3727) ; *Le Pensec (Louis)*, (p. 3734).

Mécénat sportif : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3724).

Moto (problème de la) : *Cabanel (Guy)*, (p. 3731) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3731).

Moto (circuit à Tremblay-les-Gonesse) : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3731).

Opération 1 000 terrains de sport et 5 000 courts de tennis : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3730) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3730).

Plan de relance du sport : *Huguet (Roland)*, (p. 3733) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3733).

Professeurs adjoints d'éducation physique : *Madrelle (Bernard)*, (p. 3729) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3729).

Professeur EPS : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3724) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 3727) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3733).

Rémunération des responsables de maisons de jeunes et de la culture : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3731) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3731).

Salles polyvalentes : *Corrèze (Roger)*, (p. 3726) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3726) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3729).

Services extérieurs du ministère (frais de fonctionnement) : *Séguin (Philippe)*, (p. 3732) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3732).

Sport optionnel : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3732).

Substitution des crédits extra-budgétaires aux crédits budgétaires non utilisés : *Nucci (Christian)*, (p. 3733).

UER d'éducation physique et sportive : *Vacant (Edmond)*, (p. 3728) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3728).

EXAMEN DES CREDITS [7 novembre 1980] (p. 3734) :

I - **Section commune :**

ETAT B - TITRE III : adoption (p. 3734).

ETAT C - TITRE V : adoption (p. 3734).

II - **Jeunesse et sports :**

ETAT B - TITRE III : *amendement n° 164* de M. Georges Hage (réduction des crédits affectés aux heures supplémentaires ; création de postes d'enseignants) : rejeté par scrutin public n° 515 (p. 3735) ; recherche d'une solution au problème des UER-Education physique et sportive (EPS) ; *amendement n° 172* de M. Jacques Mellick (réduction des crédits du chapitre 31-52 ; création massive de postes d'enseignants EPS) : rejeté (p. 3735) ; *amendement n° 163* de M. Georges Hage (réduction des crédits du chapitre 34-12 ; animation sportive) : rejeté (p. 3735) ; sport optionnel ; création de postes d'enseignants EPS ; *amendement n° 174* de M. Pierre Forgues (réduction de crédits ; animation sportive ; actions en faveur des associations sportives) : rejeté (p. 3735) ; *amendement n° 173* de M. Roland Beix (réduction de la dotation du chapitre 34-12 ; économies d'énergie dans les directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et des loisirs ; report de ces crédits sur la médecine du sport) : rejeté (p. 3736) ; *amendement n° 175* de M. Roland Beix (réduction des crédits ; article 10 du chapitre 36-40 ; subventions à l'école nationale d'équitation) : rejeté (p. 3736) ; *amendement n° 176* de M. Roland Beix (réduction de crédits ; situation des UER-EPS) : rejeté (p. 3737).

- titre III adopté par scrutin public n° 516 (p. 3737).

TITRE IV : *amendements n° 177* et *n° 178* de M. Christian Pierret (réduction des crédits des centres de documentation et d'information de la jeunesse ; problème du FONJEP ; refus de tout transfert de charges fait au détriment des collectivités locales ; entretien des installations sportives et scolaires, d'animation et d'enseignement) : rejetés (p. 3738) ; *amendement n° 179* de M. Bernard Derosier (réduction de crédits ; article 20 du chapitre 43-91 ; création de postes d'enseignants dans le cadre de l'animation sportive) : rejeté (p. 3738) ; *amendement n° 188* de M. Georges Hage (réduction des crédits du chapitre 43-91 ; augmentation des crédits pour le sport de masse et le sport de haut niveau) : rejeté (p. 3738) ; affectation d'une partie de nos dépenses militaires au développement du sport ; vote du budget par la majorité (p. 3739).

- titre IV adopté (p. 3739).

- titres V et VI adoptés (p. 3739).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 100 rectifié* de M. Bernard Marie (établissement, chaque année, à compter du projet de loi de finances de 1982, d'un tableau récapitulant par ministère et par chapitre les crédits de toute nature qui concourent à l'intervention de l'Etat en faveur du sport et de l'équipement sportif et socio-éducatif) : adopté (p. 3739).

III – **Tourisme**

DISCUSSION GENERALE [7 novembre 1980] (p. 3692)

Rappel au règlement (droit de parole des rapporteurs) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3702).

Agents de voyages : *Fenech (Roger)*, (p. 3696) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3699).

Alpes-Maritimes (réglementation nationale en matière de terrains de camping) : *Bégault (Jean)*, (p. 3695).

Aménagement de l'espace rural : *Bégault (Jean)*, (p. 3693) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Aménagement du littoral : *Bégault (Jean)*, (p. 3693) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Aménagement de la montagne : *Bégault (Jean)*, (p. 3693) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700) ; *Barnier (Michel)*, (p. 3697).

Aménagement du temps : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Association française d'action touristique : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3693).

« Bienvenue en France » : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3693) ; *Bégault (Jean)*, (p. 3695) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3701).

Bureaux à l'étranger : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3692).

Calendrier scolaire : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700) ; *Barnier (Michel)*, (p. 3697).

Camping-caravaning : *Bégault (Jean)*, (p. 3694).

Chèques-vacances : *Porelli (Vincent)*, (p. 3697).

Comité régional du tourisme en Guyane : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Conseil supérieur du tourisme : *Bégault (Jean)*, (p. 3695).

Cour des comptes (observations de la) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3692).

Délégations régionales : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3692).

Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3699).

Fonds interministériel pour les loisirs (création d'un) : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3693).

Forfaits en montagne : *Fenech (Roger)*, (p. 3696).

France-information-loisirs : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3692) ; *Bégault (Jean)*, (p. 3695) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 3697).

Grand Sud-ouest : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Hôtellerie : *Fenech (Roger)*, (p. 3696) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3698).

Institut national du tourisme : *Fench (Roger)*, (p. 3695).

Péages autoroutiers : *Porelli (Vincent)*, (p. 3696).

Professionnels du tourisme (formation) : *Fenech (Roger)*, (p. 3695) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3696).

Syndicats d'initiative : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3699).

Thermalisme : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3693) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Tourisme outre-mer : *Fenech (Roger)*, (p. 3696) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3700).

Tourisme social : *Pourchon (Maurice)*, (p. 3693) ; *Bégault (Jean)*, (p. 3693) ; *Fenech (Roger)*, (p. 3696) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 3696) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3699).

Tourisme et travail : *Porelli (Vincent)*, (p. 3697).

Villages de vacances : *Bégault (Jean)*, (p. 3694).

Voyages organisés : *Fenech (Roger)*, (p. 3696).

PROCEDURE DES QUESTIONS :

Chèques-vacances : *Nucci (Christian)*, (p. 3704).

Cour des comptes (observations de la) : *Forgues (Pierre)*, (p. 3701).

Hôtellerie : *Marie (Bernard)*, (p. 3703) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3703, 3704).

Ministère du temps libre (création d'un) : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3702).

Thermalisme : *Pierret (Christian)*, (p. 3702) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3703).

« Titres-vacances » : *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3705).

Tourisme en Guyane : *Rivierez (Hector)*, (p. 3704) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3704).

Tourisme rural : *Masquère (Maurice)*, (p. 3703) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3703).

Tourisme social : *Garrouste (Marcel)*, (p. 3704) ; *Nucci (Christian)*, (p. 3705) ; *Soisson (Jean-Pierre)*, (p. 3705).

EXAMEN DES CREDITS [7 novembre 1980] (p. 3692) :

Les crédits inscrits à la ligne : Jeunesse, sports et loisirs ; I. Section commune, sont réservés jusqu'à l'examen des crédits de la Jeunesse et des sports.

ETAT B - TITRE III : *amendement n° 165* de M. Pierre Forgues (réduction des crédits du chapitre 34-13 concernant les crédits d'études) : rejeté (p. 3706) ; regroupement de tous les crédits d'études au chapitre 34-13.

- adoption de la réduction de crédits du titre III.

TITRE IV : *amendement n° 166* de M. Christian Nucci (tendant à réduire les crédits du chapitre 44-01 affectés à l'association « France-Information-Loisirs » ; contrôle de l'utilisation des fonds) : rejeté (p. 3706) ; création d'un office national du tourisme ; les dépenses de l'association « France-Information-Loisirs » sont soumises au contrôle financier du ministère ; diminution des crédits des organismes traditionnels du tourisme (comités régionaux, syndicats d'initiative) ; *amendement n° 167* de M. Alain Hautecœur (réduction des crédits de l'article 20 du chapitre 44-11 ; mauvaise répartition des crédits ; problèmes du tourisme rural et du camping) : rejeté (p. 3708) ; camping sauvage dans le Var ; développement du camping à la ferme, des gîtes ruraux et de la petite hôtellerie rurale ; observations de la Cour des comptes sur l'association française d'action touristique (AFAT).

- adoption du titre V (p. 3708).

ETAT C - TITRES V et VI : adoption (p. 3708).

JUSTICE

DISCUSSION GENERALE [5 novembre 1980] (p. 3576)

Augmentation de la population pénitentiaire : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 3578) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Richard (Alain)*, (p. 3587) ; *Micaux (Pierre)*, (p. 3587) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3589).

Autodéfense : *Micaux (Pierre)*, (p. 3588).

Avoués et avocats (cours d'appel) : *Massot (François)*, (p. 3586).

Casier judiciaire : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Code pénal et code de procédure pénale (extension aux TOM) : *Flosse (Gaston)*, (p. 3585).

Conciliateurs : *Massot (François)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Conseil de contentieux administratif de Papeete : *Flosse (Gaston)*, (p. 3585).

Conseils de prud'hommes : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Constructions pénitentiaires : *Bonnet (Alain)*, (p. 3578) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Koehl (Emile)*, (p. 3588) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Cour d'appel de Papeete : *Flosse (Gaston)*, (p. 3585) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3590).

Créations d'emplois : *Sprauer (Germain)*, (p. 3576) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 3578) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3582) ; *Massot (François)*, (p. 3586) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3589) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3590).

Crédits d'équipement des juridictions : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3590, 3591).

Délinquance financière : *Juquin (Pierre)*, (p. 3584).

Détention préventive : *Richard (Alain)*, (p. 3587).

Education surveillée : *Sprauer (Germain)*, (p. 3578) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Richard (Alain)*, (p. 3579) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3588) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3590, 3591).

Effectifs de magistrats : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Baudoin (Henri)*, (p. 3579) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3580) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3582) ; *Massot (François)*, (p. 3586) ; *Masson (Marc)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3590).

Encombrement des tribunaux : *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3580) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3582) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 3584, 3585) ; *Richard (Alain)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Fonctionnaires des cours et tribunaux (indemnités) : *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 3584) ; *Masson (Marc)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Fonds d'action conjoncturel : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577).

Formation professionnelle des avocats : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Indemnisation des victimes d'actes de violence : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Indépendance de la magistrature : *Forni (Raymond)*, (p. 3581).

Informatique de gestion : *Baudouin (Henri)*, (p. 3579) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Insécurité : *Forni (Raymond)*, (p. 3581) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 3583).

Libertés publiques : *Juquin (Pierre)*, (p. 3583).

Loi organique relative au statut de la magistrature : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3592).

Magistrats volants : *Sergheraert (Maurice)*, (p. 3585).

Maison d'arrêt de Mayotte : *Houteer (Gérard)*, (p. 3589).

Mineurs délinquants et juges des enfants : *Richard (Alain)*, (p. 3587) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3588).

Mission parlementaire d'information sur la situation des juridictions : *Foyer (Jean)*, (p. 3580).

Peine de mort : *Forni (Raymond)*, (p. 3581) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 3584).

Peines de substitution aux courtes peines de prison : *Richard (Alain)*, (p. 3587).

Personnel pénitentiaire (conditions de travail) : *Sprauer (Germain)*, (p. 3578) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 3578) ; *Baudouin (Henri)*, (p. 3579).

Plafond d'obtention de l'aide judiciaire et indemnité versée aux avocats : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3583) ; *Massot (François)*, (p. 3585) ; *Masson (Marc)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Polynésie (criminalité) : *Flosse (Gaston)*, (p. 3585).

Projet sécurité et liberté : *Forni (Raymond)*, (p. 3581) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 3583, 3584) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3589).

Réinsertion des prisonniers : *Richard (Alain)*, (p. 3587).

Rémunération des avocats commis d'office : *Sprauer (Germain)*, (p. 3577) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3581) ; *Masson (Marc)*, (p. 3586) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3591).

Répression : *Forni (Raymond)*, (p. 3582) ; *Juquin (Pierre)*, (p. 3583) ; *Massot (François)*, (p. 3585).

Secteur socio-éducatif de l'administration pénitentiaire : *Houteer (Gérard)*, (p. 3589).

Travail et formation professionnelle des détenus : *Bonnet (Alain)*, (p. 3578) ; *Richard (Alain)*, (p. 3587).

PROCEDURE DES QUESTIONS [5 novembre 1980] (p. 3594)

Assassinats de policiers : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3594).

Casier judiciaire : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3596).

Conciliateurs : *Martin (Claude)*, (p. 3595) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3595).

Concours exceptionnels de recrutement de magistrats : *Millon (Charles)*, (p. 3596) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3596).

Encombrement des tribunaux et effectifs des magistrats : *Briane (Jean)*, (p. 3594) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3594).

Explosifs (détention illégale) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3596) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3597).

Informatique dans les juridictions : *Charles (Serge)*, (p. 3596) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3596).

Permissions de sortie : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3594) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3594).

Programmes immobiliers des juridictions : *Martin (Claude)*, (p. 3595) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 3595).

EXAMEN DES CREDITS [5 novembre 1980] (p. 3593)

TITRE III (développement de la violence ; problème de la peine de mort ; réforme des jurys favorisant les condamnations à mort (p. 3597) ; abolition de la peine de mort (p. 3598) ; *amendement n° 111* de M. Raymond Forni (suppression des crédits affectés au secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice, de frais de déplacement et d'un crédit relatif aux frais en matière de faillite, de règlement judiciaire et de liquidation de biens réglés par l'Etat) : rejeté (p. 3599) ; vacations à l'école nationale de la magistrature (p. 3598, 3599) ; *amendement n° 112* de M. Alain Hautecœur (suppression des crédits prévus au titre des frais en matière de faillite, de règlement judiciaire et de liquidation de biens) : rejeté (p. 3600) ; aide judiciaire ; rémunérations des avocats commis d'office (p. 3599, 3600) ; *amendements identiques n° 110* de M. Philippe Marchand et *n° 146* de M. Guy Ducoloné (suppression des crédits de la cour de sûreté de l'Etat) : rejetés (p. 3603) ; affaire Delpey (p. 3601, 3602) ; *amendements identiques n° 1* de M. Pierre Bas, *n° 143* de M. Raymond Forni et *n° 144* de Mme Hélène Constans (suppression des crédits relatifs aux exécutions capitales) ; amendement n° 143 : retiré (p. 3607) ; amendements n°s 1 et 144 : rejetés par scrutin public n° 514 (p. 3607) ; abolition

de la peine de mort (p. 3603, 3604, 3605, 3606).

– titre III, adopté (p. 3607).

TITRE IV, adopté (p. 3607).

TITRE V : autorisations de programme : adoptées (p. 3607) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3607).

TITRE VI : autorisations de programme : adoptées (p. 3607) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3607).

ART. 46 (relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée auxavocats en matière d'aide judiciaire) : *amendement n° 27* de M. Etienne Pinte (formel) : rejeté (p. 3608).

– article 46, adopté (p. 3608).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 113* de M. Alain Hautecœur (présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel relatif à la formation professionnelle des avocats) : rejeté (p. 3609).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

DISCUSSION GENERALE [5 novembre 1980] (p. 3574)

Anciens combattants de 1914-1918 (contingent exceptionnel de croix de chevalier de la Légion d'Honneur) : *Auroux (Jean),* (p. 3574) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3575).

Croix de la Légion d'Honneur (contingent de) : *Auroux (Jean),* (p. 3574) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3575).

Légion d'Honneur (musée national de la) : *Peyrefitte (Alain),* (p. 3575).

Maison d'éducation de la Légion d'Honneur (construction de l'ensemble scolaire de Saint-Denis) : *Auroux (Jean),* (p. 3574) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3575).

Maison d'éducation (statut des dames éducatrices et des répétitrices) : *Auroux (Jean),* (p. 3574).

Ordre de la libération (rénovation de l'hôtel Robert de Cotte abritant l'Ordre de la Libération et son musée) : *Auroux (Jean),* (p. 3575) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3576) ; *Vivien (Robert-André),* (p. 3576).

Œuvres sociales (possibilité pour les légionnaires et les médaillés militaires d'affecter leur traitement à des) : *Auroux (Jean),* (p. 3574) ; *La Combe (René),* (p. 3575) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 3575).

EXAMEN DES CREDITS (p. 3576)

Budget annexe de la Légion d'Honneur :

ART. 18 (services votés) : adoptés (p. 3576).

ART. 19 (paragraphe I : autorisations de programme ; mesures nouvelles) : adoptées (p. 3576).

ART. 19 (paragraphe II : crédits de paiement ; mesures nouvelles) : adoptés (p. 3576).

Budget annexe de l'Ordre de la Libération :

ART. 18 (services votés) : adoptés (p. 3576).

ART. 19 (paragraphe II : mesures nouvelles) : adoptées (p. 3576).

MONNAIES ET MEDAILLES

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3466)

Arrêt de la fabrication de la pièce de 50 F : *Combrisson (Roger),* (p. 3468) ; *Monory (René),* (p. 3469).

Conditions de travail : *Monory (René),* (p. 3469).

Cours des métaux : *Monory (René),* (p. 3469).

Demande de monnaie métallique : *Monory (René),* (p. 3469).

Frappe d'une pièce de 200 F en argent : *Combrisson (Roger),* (p. 3468) ; *Monory (René),* (p. 3469).

Investissements de l'administration des monnaies et médailles : *Combrisson (Roger),* (p. 3468) ; *Monory (René),* (p. 3469).

Secteur de la médaille : *Monory (René),* (p. 3469).

Usine de Pessac et établissement de Paris : *Combrisson (Roger),* (p. 3468).

EXAMEN DES CREDITS (p. 3470)

ART. 18 (services votés) : adoptés (p. 3470).

ART. 19 (mesures nouvelles, autorisations de programme) : adoptées (p. 3470) ; réduction des crédits de paiement : adoptée (p. 3470).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DISCUSSION GENERALE [14 novembre 1980] (p. 3874)

Acheminement du courrier (délai d') : *Jouve (Jacques)*, (p. 3881) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 3882).

Annuaire électronique : *Jagoret (Pierre)*, (p. 3884) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3886).

Antiope (service de télétex) : *Ribes (Pierre)*, (p. 3887).

Banque de données : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3882).

Bureaux de poste ruraux (polyvalence) : *Noir (Michel)*, (p. 3877) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 3882) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3884).

Caisse nationale d'épargne : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3875).

Centres de tri du courrier : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874) ; *Michel (Claude)*, (p. 3878) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3884).

Chèques postaux (rémunération des fonds par le Trésor) : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3875) ; *Michel (Claude)*, (p. 3878).

Concours (reçus non engagés) : *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 3884).

Créations d'emplois : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874) ; *Michel (Claude)*, (p. 3877) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 3880) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 3884) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3884, 3888).

Déficit dû à l'acheminement de la presse : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3875) ; *Michel (Claude)*, (p. 3878) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3888).

Expérience de Vélizy : *Ribes (Pierre)*, (p. 3886).

Formation des personnels : *Noir (Michel)*, (p. 3876) ; *Cornet (Pierre)*, (p. 3882) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883).

Frais financiers relatifs aux emprunts et aux intérêts versés aux déposants de la CNE : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874).

Harmonisation concernant les services et les équipements au sein de la CEE : *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3887).

Industrie des télécommunications : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3875) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Jagoret (Pierre)*, (p. 3884) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3886).

Parc téléphonique (extension et modernisation du) : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874).

Personnes âgées (téléphone) : *Ribes (Pierre)*, (p. 3885).

Politique sociale des P et T : *Ribes (Pierre)*, (p. 3888).

Privatisation : *Michel (Claude)*, (p. 3878) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 3879).

Receveurs distributeurs : *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 3881) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3888).

Recherche et développement (importance des crédits) : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874) ; *Noir (Michel)*, (p. 3877) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3887).

Satellite de télédiffusion TDF1 : *Ribes (Pierre)*, (p. 3887).

Système français de commutation spatiale : *Zeller (Adrien)*, (p. 3883).

Télécommunications : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874) ; *Noir (Michel)*, (p. 3876) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3879).

Télématique : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3874) ; *Noir (Michel)*, (p. 3877) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Jouve (Jacques)*, (p. 3881) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 3882) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 3883) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3885).

Téléphone en milieu rural : *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3885).

Téléphone (facturation du) : *Mauger (Pierre)*, (p. 3879) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3885).

Traitement des personnels des P et T : *Jouve (Jacques)*, (p. 3880) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3888).

Transfert de la tutelle de TDF au secrétariat d'Etat aux P et T : *Ribes (Pierre)*, (p. 3887).

PROCEDURE DES QUESTIONS [14 novembre 1980] (p. 3889)

Agences commerciales et téléboutiques : *Cazalet (Auguste)*, (p. 3891).

Bureaux de poste (rénovation et construction) : *Cazalet (Auguste)*, (p. 3891) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3891).

Bureaux de poste ruraux (polyvalence) : *Biwer (Claude)*, (p. 3890) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3890).

Citizen Band : *Madelin (Alain)*, (p. 3889) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3889).

Courrier (distribution et acheminement) : *Benoit (René)*, (p. 3890) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3890).

Développement du réseau de télécommunications en Bretagne : *Ribes (Pierre)*, (p. 3890).

Facturation des communications téléphoniques : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3889) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3889).

Formation continue : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3890) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3890).

Personnel des postes et télécommunications : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3890).

Recrutement de personnel : *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3890) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3890).

Téléphone (installation des lignes longues) : *Cazalet (Auguste)*, (p. 3891) ; *Ribes (Pierre)*, (p. 3891).

EXAMEN DES CREDITS [14 novembre 1980] (p. 3891)

Crédits ouverts à l'article 18, au titre des services votés :

Amendement n° 189 de la commission de la production et des échanges (réduction de crédits ; tarification du « trafic presse ») : rejeté (p. 3892) ; plan relatif à la presse administrative ; plan de hausse tarifaire ; déficit du compte d'exploitation de la poste dû à l'importance des charges indues (acheminement de la presse, insuffisance des taux de rémunération des comptes chèques postaux).

– crédits ouverts à l'article 18, adopté (p. 3892).

Crédits ouverts àl'article 19, au titre des mesures nouvelles :

Amendement n° 94 de M. Jean Jarosz (suppression des crédits affectés à la substitution des vélomoteurs aux automobiles) : rejeté (p. 3893) ; retard dans l'acheminement du courrier et de la presse ; distribution rurale ; crédits permettant d'ajouter 1 200 cyclomoteurs au moyen de la distribution ; reclassement des receveurs-distributeurs ; *amendements n° 98* de M. Michel Noir et *n° 182* de la commission de la production et des échanges (réduction des crédits affectés à la télématique) : retirés (p. 3894) ; mise au point d'un code de déontologie et de cahiers des charges et d'une loi de base en matière de télématique ; *amendement n° 195* de M. Jacques Jouve (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I affectées à la télématique) : rejeté (p. 3895) ; les recherches et le développement des nouvelles techniques de liaison doivent rester du domaine des P. et T. ; création d'une commission composée de députés et de sénateurs chargés de suivre les expériences de télématique (expérience de Vélizy) ; fixation de règles déontologiques, concertation avec la presse écrite (p. 3895) ; organisation d'un débat sur la télématique ; effort de présentation budgétaire pour faciliter le contrôle du Parlement ; implications sociales de la télématique ; rôle de la commission « informatique et libertés » ; *amendement n° 121* de M. Michel Noir (réduction de crédits ; création de tours hertziennes) : adopté (p. 3904) ; implantation contestable sur le plan urbanistique ; exemple de la tour hertzienne de Lyon-Lacassagne ; *amendement n° 181* de la commission de la production et des échanges (réduction des crédits correspondants à la création de 13 agences commerciales et de diverses boutiques) : rejeté (p. 3905) ; *amendement n° 156* de M. Daniel Goulet (réduction de crédits ; extension au profit de la presse hebdomadaire régionale de la réduction des tarifs téléphoniques consentie à d'autres formes de presse) : retiré (p. 3906) ; compensation nécessaire pour les quotidiens dans les DOM ; *amendement n° 196* de M. André Duroméa (réduction de crédits ; suppression d'une partie de la TVA payée par les P. et T. pour les sociétés de financement) : rejeté (p. 3906) ; *amendement n° 202* de M. Marcel Garrouste (réduction de crédits ouverts au paragraphe II ; économies sur les dépenses publicitaires de la poste ; affectation de ces crédits au développement des moyens en personnel) : rejeté (p. 3907) ; *amendement n° 203* de M. Christian Pierret (réduction des crédits ; dépenses publicitaires des télécommunications ; problème du personnel) : rejeté (p. 3908) ; programmation de 40 000 emplois nécessaires ; distribution ; receveurs-distributeurs ; cas des lauréats de concours officiels attendant leur nomination ; *amendement n° 204* de M. Christian Nucci (réduction de crédits ; difficultés des P. et T. ; situation des receveurs-distributeurs) : rejeté (p. 3908) ; *amendement n° 205* de M. Christian Pierret (réduction des crédits consacrés à l'Institut Auguste Comte) : rejeté (p. 3908) ; création d'un bureau de réglementation d'autorisations d'utilisation de la Citizen Band.

– crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles, adoptés avec modifications (p. 3909).

RADIO-TELEVISION

DISCUSSION GENERALE [4 novembre 1980] (p. 3518)

Anticommunisme de la télévision : *Tassy (Marcel)*, (p. 3532).

Comités régionaux de l'audiovisuel : *Fillioud (Georges)*, (p. 3530).

Communication audiovisuelle (cadre juridique et développement industriel) : *de Préaumont (Jean)*, (p. 3521) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3531) ; *Moreau (Louise)*, (p. 3534).

Contrôle parlementaire : *Fillioud (Georges)*, (p. 3528)

Culture et télévision : *Tassy (Marcel)*, (p. 3531).

Déontologie des collaborateurs du service public de la radio-télévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3535).

Direction générale des télécommunications : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519).

Emission « Mosaïques » de FR3 : *Fillioud (Georges)*, (p. 3529).

Haute autorité de l'audiovisuel : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519).

Information télévisée (objectivité) : *Fillioud (Georges)*, (p. 3529) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3531, 3532, 3533) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3534).

Institut national de l'audiovisuel : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3537).

Loi de 1974 sur la radio-télévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 3518).

Monopole de programmation et progrès technique : *de Préaumont (Jean)*, (p. 3520) ; *Madelin (Alain)*, (p. 3530, 3531).

Postes périphériques : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519).

Président de la République (action à l'égard de la télévision) : *Fillioud (Georges)*, (p. 3529) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3531).

Présidents des sociétés de programme : *Le Tac (Joël)*, (p. 3520).

Programmes étrangers à la télévision : *Avice (Edwige)*, (p. 3533).

Quotidiens et hebdomadaires métropolitains (prix de vente dans les TOM) : *Flosse (Gaston)*, (p. 3535).

Radios locales, radios libres et radios pirates : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3530) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3533).

Rapports de la télévision et du cinéma : *Le Tac (Joël)*, (p. 3519).

Redevance télévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 3518) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3537).

Satellites de diffusion directe : *Moreau (Louise)*, (p. 3534).

Service public et concurrence : *de Préaumont (Jean)*, (p. 3520) ; *Avice (Edwige)*, (p. 3533) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3537).

Société française de production : *Avice (Edwige)*, (p. 3533) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 3533) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3537).

Sourds et mal-entendants : *Moreau (Louise)*, (p. 3534).

Station FR3 Tahiti : *Flosse (Gaston)*, (p. 3536).

Vie politique et télévision : *Tassy (Marcel)*, (p. 3532).

Violence à la télévision : *Le Tac (Joël)*, (p. 3520) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 3530) ; *Houteer (Gérard)*, (p. 3535).

Zones d'ombre : *Moreau (Louise)*, (p. 3534) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 3535).

PROCEDURE DES QUESTIONS [4 novembre 1980] (p. 3537)

Hebdomadaires métropolitains (prix de vente dans les DOM-TOM) : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3538)

Polynésie (télévision) : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3538).

Satellites de diffusion directe : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3538).

Zones d'ombre (Aveyron et Meuse) : *Briane (Jean)*, (p. 3537) ; *Biwer (Claude)*, (p. 3538) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3537, 3538).

EXAMEN DES CREDITS [4 novembre 1980] (p. 3539)

ETAT E, ligne 74 (redevance télévision) : adoptée (p. 3539).

ART. 30 (précédemment réservé) (autorisation de la perception des taxes parafiscales) : adopté (p. 3539).

ART. 37 (répartition du produit de la redevance télévision) : adopté (p. 3540). Budget d'Antenne 2, coût du redressement de la SFP (p. 3539).

APRES L'ART. 37 : *amendement n° 115* de Mme Chantal Leblanc (dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur les activités de la SOFIRAD) : rejeté par scrutin public n° 513 (p. 3541).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 142* de M. Georges Fillioud (transformant la redevance télévision en taxe fiscale) : rejeté (p. 3542).

SANTE ET SECURITE SOCIALE
TRAVAIL ET SANTE

I. **Section commune** - III. **Santé et sécurité sociale**

DISCUSSION GENERALE [17 novembre 1980] (p. 4014, 4035).

Absentéisme : *Comiti (Joseph)*, (p. 4027).

Accidents du travail : *Hage (Georges)*, (p. 4030) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Administration centrale (effectifs, direction générale de la santé et des hôpitaux) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4016) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4046).

Aide aux familles et travailleuses familiales : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4016) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4034) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4041) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Aide aux handicapés : *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4033) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Aide sociale : *Pons (Bernard)*, (p. 4016) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4050).

Aide sociale à l'enfance : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4016).

Aide sociale aux personnes âgées et aide ménagère à domicile : *Pons (Bernard)*, (p. 4016) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4033, 4034) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Amélioration de la santé en France : *Comiti (Joseph)*, (p. 4026).

Anesthésie réanimation : *Comiti (Joseph)*, (p. 4028) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Année internationale des handicapés : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Assistantes maternelles : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4041) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Caisses d'assurance-maladie (gestion) : *Pons (Bernard)*, (p. 4015) ; *Farge (Jean)*, (p. 4049).

Carte sanitaire : *Autain (François)*, (p. 4026) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044).

Centres de santé et dispensaires : *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Léger (Alain)*, (p. 4038).

Centres sociaux et socio-culturels : *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Charges sociales des entreprises : *Léger (Alain)*, (p. 4020) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4039).

Chômage (coût pour la sécurité sociale) : *Léger (Alain)*, (p. 4021) ; *Farge (Jean)*, (p. 4050).

Contrôle médical : *Pons (Bernard)*, (p. 4015).

Convention entre les médecins et la sécurité sociale : *Pons (Bernard)*, (p. 4015) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4018) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 4019) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4048) ; *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4027) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044) ; *Farge (Jean)*, (p. 4048).

Corbeil-Essonne (hôpital) : *Combrisson (Roger)*, (p. 4038).

Croissance économique et financement de la sécurité sociale : *Pons (Bernard)*, (p. 4014) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 4019) ; *Léger (Alain)*, (p. 4020) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4043, 4044) ; *Farge (Jean)*, (p. 4050).

Démantèlement de la sécurité sociale : *Autain (François)*, (p. 4026).

Démographie médicale : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4026) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044) ; *Farge (Jean)*, (p. 4048).

Départements d'Outre-Mer (application des lois sociales) : *Fontaine (Jean)*, (p. 4035) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Dépenses relatives à la médecine libérale et système de l'enveloppe globale : *Pons (Bernard)*, (p. 4015) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 4019) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4027).

Effort social de la nation (vote au Parlement) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4018).

Etablissements hospitaliers (concurrence) : *Delaneau (Jean)*, (p. 4025) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029).

Etudiants en cours de spécialisation en médecine : *Delaneau (Jean)*, (p. 4025) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Fléaux sociaux (alcoolisme, tabagisme) : *Comiti (Joseph)*, (p. 4028) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4045).

Formation des médecins : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 4036) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4045).

Formation des travailleurs sociaux : *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Hôpitaux locaux : *Geng (Francis)*, (p. 4042, 4043) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044).

Hôpitaux publics (dépenses, règles d'établissement des budgets) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4018) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Autain (François)*, (p. 4026) ; *Delfosse (Georges)*, (p. 4037) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4039) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 4038) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 4042) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044) ; *Farge (Jean)*, (p. 4048, 4049).

Hôpitaux publics (équipement) : *Comiti (Joseph)*, (p. 4026, 4027) ; *Bonhomme (Jean)*, (p. 4032) ; *Delfosse (Georges)*, (p. 4037) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 4042) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4044, 4046).

Hôpitaux publics (missions) : *Pons (Bernard)*, (p. 4015) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4027).

Hôpitaux publics (réduction du nombre de lits et d'emplois) : *Autain (François)*, (p. 4026).

Hospitalisation privée : *Comiti (Joseph)*, (p. 4028).

Importance économique du secteur de la santé : *Léger (Alain)*, (p. 4021) ; *Farge (Jean)*, (p. 4049).

Industrie pharmaceutique : *Léger (Alain)*, (p. 4021) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4026) ; *Chantelat (Pierre)*, (p. 4041) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4046).

Inégalités sociales : *Léger (Alain)*, (p. 4021, 4038) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4022) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4027) ; *Hage (Georges)*, (p. 4030).

La Réunion (hôpitaux ruraux) : *Fontaine (Jean)*, (p. 4036).

Logement : *Hage (Georges)*, (p. 4031).

Maintien à domicile des personnes âgées : *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4034) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Maisons d'accueil spécialisées pour les handicapés (centres d'aide par le travail, ateliers protégés) : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4033) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Maîtrise des dépenses de santé : *Pons (Bernard)*, (p. 4014) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4018) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 4024) ; *Bonhomme (Jean)*, (p. 4031, 4032) ; *Delfosse (Georges)*, (p. 4037) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4038) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4043) ; *Farge (Jean)*, (p. 4047).

Maladies de longue durée (institution d'une franchise) : *Fabius (Laurent)*, (p. 4018).

Médecins-conseils : *Pons (Bernard)*, (p. 4016).

Médecins généralistes (rôle, formation) : *Barrot (Jacques)*, (p. 4044, 4045).

Médicaments (distribution, prix) : *Chantelat (Pierre)*, (p. 4040, 4041).

Mutualité : *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4027) ; *Léger (Alain)*, (p. 4038).

Parti communiste français (idéologie) : *Farge (Jean)*, (p. 4050).

Personnes âgées (hospitalisation, hospices, maisons de retraite) : *Chantelat (Pierre)*, (p. 4040) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4046, 4052) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4051).

Plan cancer : *Barrot (Jacques)*, (p. 4046).

Prévention : *Pons (Bernard)*, (p. 4015) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4028) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Delfosse (Georges)*, (p. 4037) ; *Léger (Alain)*, (p. 4038) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4045).

Prix de journée : *Delfosse (Georges)*, (p. 4037).

Prix Nobel de médecine (attribution au professeur Dousset) : *Millet (Gilbert)*, (p. 4022) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 4024) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4045).

Protection sociale des chômeurs non indemnisés : *Fabius (Laurent)*, (p. 4019) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4034) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Protection sociale et niveau de l'emploi : *Léger (Alain)*, (p. 4020, 4021).

Prothèses auditives : *Comiti (Joseph)*, (p. 4028).

Psychiatrie et sectorisation : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4017) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Delfosse (Georges)*, (p. 4037) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4046).

Rapports budgétaires (présentation par des députés de l'opposition) : *Bonhomme (Jean)*, (p. 4031).

Recherche médicale : *Millet (Gilbert)*, (p. 4023) ; *Briane (Jean)*, (p. 4029) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4045).

Redressement financier de la sécurité sociale (mesures de juillet 1979 ; contribution exceptionnelle des salariés et des professions de santé) : *Pons (Bernard)*, (p. 4014) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 4018) ; *Autain (François)*, (p. 4025) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 4042) ; *Farge (Jean)*, (p. 4046, 4047, 4049).

Régimes sociaux déficitaires : *Pons (Bernard)*, (p. 4016).

Régionalisation de la politique de santé : *Delaneau (Jean)*, (p. 4024) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4046).

Responsabilités économiques des médecins : *Pons (Bernard)*, (p. 4015).

Santé scolaire : *Fontaine (Jean)*, (p. 4036).

Services extérieurs et réforme des collectivités locales : *Barbier (Gilbert)*, (p. 4016).

Situation financière de la sécurité sociale (perspectives du huitième plan) : *Pons (Bernard)*, (p. 4014) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 4018, 4019).

Soins à domicile : *Comiti (Joseph)*, (p. 4028).

Subventions sociales inscrites au budget des charges communes : *Léger (Alain)*, (p. 4022).

Surconsommation médicale : *Bonhomme (Jean)*, (p. 4032).

Système comptable de la sécurité sociale : *Farge (Jean)*, (p. 4048).

Tétanos (lutte contre le) : *Barrot (Jacques)*, (p. 4045) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4045).

Thermalisme et hydrologie : *Morellon (Jean)*, (p. 4032, 4033) ; *Voilquin (Hubert)*, (p. 4042) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

Ticket modérateur d'ordre public : *Fabius (Laurent)*, (p. 4018).

Travailleurs indépendants (régime de protection sociale) : *Audinot (André)*, (p. 4028, 4029) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4052).

PROCEDURE DES QUESTIONS [17 novembre 1980] (p. 4052, 4061)

Accidents du travail : *Duraffour (Paul)*, (p. 4064) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4064, 4065).

Aide familiale et travailleuses familiales : *Delhalle (Jacques)*, (p. 4063) ; *Chasseguet (Gérard)*, (p. 4066) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4066, 4075) ; *Pénicaut (Jean-Pierre)*, (p. 4075).

Aide sociale à l'enfance et rapport Bianco : *Gantier (Gilbert)*, (p. 4070) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4070).

Assurance veuvage et pensions de réversion : *Grussenmeyer (François)*, (p. 4053) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4054).

Berck (centre d'aide par le travail) : *Wilquin (Claude)*, (p. 4055) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4055).

Centrales nucléaires (soins aux victimes d'accidents ; information des médecins ; plan ORSEC-RAD) : *Héraud (Robert)*, (p. 4057) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4057).

Centres de santé mutualistes de Marseille : *Hermier (Guy)*, (p. 4058) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4058).

Centres de santé et de soins : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 4059) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4059, 4072) ; *Cambolive (Jacques)*, (p. 4068) ; *Charles (Serge)*, (p. 4071) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 4071).

Centres sociaux et socio-culturels : *Chonavel (Jacqueline)*, (p. 4059) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4059, 4063) ; *Delhalle (Jacques)*, (p. 4063).

Contribution exceptionnelle des salariés à la sécurité sociale : *Tondon (Yvon)*, (p. 4067) ; *Farge (Jean)*, (p. 4068).

Convention entre les médecins de la sécurité sociale et enveloppe globale : *Cambolive (Jacques)*, (p. 4068) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4068).

Côtes du Nord (handicapés) : *Couepel (Sébastien)*, (p. 4069) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4069).

Cotisation d'assurance-maladie sur les pensions : *Koehl (Emile)*, (p. 4069) ; *Farge (Jean)*, (p. 4070).

Crise économique et dépenses sociales : *Tondon (Yvon)*, (p. 4068).

Départements d'Outre-Mer (application des lois sociales) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 4056) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4056, 4062) ; *Guilliod (Raymond)*, (p. 4062).

Départements d'Outre-Mer (situation des hôpitaux) : *Guilliod (Raymond)*, (p. 4062) ; *Farge (Jean)*, (p. 4062).

Etablissements hospitaliers privés à but non lucratif : *Bord (André)*, (p. 4071) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4071).

Examens de santé et prévention : *Taugourdeau (Martial)*, (p. 4075) ; *Donnadieu (Louis)*, (p. 4076) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4075, 4076).

Exercice illégal de la médecine (ostéopathie) : *Mesmin (Georges)*, (p. 4057) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4058).

Handicapés (insertion professionnelle ; COTOREP ; établissements spécialisés) : *Wilquin (Claude)*, (p. 4055) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4055, 4069) ; *Couepel (Sébastien)*, (p. 4069) ; *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 4069).

Handicapés (prestations) : *Laurain (Jean)*, (p. 4063) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4063).

Hôpital de Bar-sur-Seine dans l'Aube : *Delhalle (Jacques)*, (p. 4062) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4063).

Hôpitaux d'Elbeuf et de Caudebec : *Jagoret (Pierre)*, (p. 4073) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4073).

Hôpitaux publics (équipement) : *Jagoret (Pierre)*, (p. 4073) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4073).

Hôpitaux publics (gestion) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4067) ; *Farge (Jean)*, (p. 4067, 4072) ; *Garrouste (Marcel)*, (p. 4072).

Hôpitaux ruraux (hôpital de Sées dans l'Orne) : *Goulet (Daniel)*, (p. 4059) ; *Eymard-Duvernay (Claude)*, (p. 4059, 4060) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4060).

Hospitalisation privée : *Pailler (René)*, (p. 4074) ; *Farge (Jean)*, (p. 4074).

Hospitalisation publique (dépenses) : *Bord (André)*, (p. 4071) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4071) ; *Garrouste (Marcel)*, (p. 4072) ; *Farge (Jean)*, (p. 4072).

Interruption volontaire de grossesse et contraception : *Mellick (Jacques)*, (p. 4054) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4054, 4055).

Le Mans (création d'un service de neurochirurgie) : *Pailler (René)*, (p. 4074) ; *Farge (Jean)*, (p. 4075).

Maisons d'accueil pour handicapés de Loroux-Bottereau (Loire-Atlantique) : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)*, (p. 4069) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4069).

Malades en long et moyen séjours (couverture sociale) : *Eymard-Duvernay (Claude)*, (p. 4053) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4053, 4076) ; *Taugourdeau (Martial)*, (p. 4075).

Moniteurs de ski : *Barnier (Michel)*, (p. 4053) ; *Farge (Jean)*, (p. 4053).

Nord (psychiatrie) : *Pringalle (Claude)*, (p. 4073) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4074).

Officines de pharmacie (employés) : *Chasseguet (gérard)*, (p. 4066) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4066).

Personnes âgées (hospitalisation ; maisons de retraite) : *Proriol (Jean)*, (p. 4065, 4066) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4066, 4071) ; *Bord (André)*, (p. 4070).

Personnes âgées (maintien à domicile ; aide ménagère ; prévention) : *Avice (Edwige)*, (p. 4055, 4056) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4056) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4056, 4071) ; *Delhalle (Claude)*, (p. 4063) ; *Bord (André)*, (p. 4070).

Personnes âgées (prestations) : *Laurain (Jean)*, (p. 4063) ; *Montagne (Rémy)*, (p. 4063).

Pluriactifs (sécurité sociale) : *Barnier (Michel)*, (p. 4052) ; *Farge (Jean)*, (p. 4053, 4065) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 4065).

Psychiatrie : *Saint-Paul (André)*, (p. 4063, 4064) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4064, 4074) ; *Pringalle (Claude)*, (p. 4073).

Régime local de sécurité sociale d'Alsace-Lorraine (retraites des travailleuses manuelles) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 4054).

Régime minier de sécurité sociale : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4067) ; *Farge (Jean)*, (p. 4067).

Retraités de la fonction publique : *Koehl (Emile)*, (p. 4069) ; *Farge (Jean)*, (p. 4070).

Santé scolaire : *Cambolive (Jacques)*, (p. 4068) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4068).

Situation financière de la sécurité sociale : *Pringalle (Claude)*, (p. 4073) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4074).

Travailleurs frontaliers (couverture sociale) : *Grussenmeyer (François)*, (p. 4054) ; *Barrot (Jacques)*, (p. 4054).

Vanniers-osiéristes de Haute-Marne : *Fèvre (Charles)*, (p. 4065) ; *Farge (Jean)*, (p. 4065).

EXAMEN DES CREDITS [17 novembre 1980] (p. 4076)

I. **Section commune :**

TITRE III : adopté (p. 4076).

TITRE V : autorisations de programme : adoptées (p. 4076) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4076).

III. **Santé et sécurité sociale :**

TITRE III : adopté (p. 4076).

TITRE IV : adopté (p. 4076).

TITRE V : autorisations de programme : adoptées (p. 4077) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4077).

TITRE VI : autorisations de programme : adoptées (p. 4077) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4077).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 220* de M. Gérard Bapt (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les économies que permettrait de réaliser dans les hôpitaux publics la suppression des consultations et lits privés) : rejeté (p. 4078) ; *amendement n° 221* de M. Martin Malvy (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les économies réalisées par les caisses d'assurance-maladie et par l'Etat grâce à la suppression de lits hospitaliers) : rejeté (p. 4079) ; *amendement n° 222* de M. Christian Nucci (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur l'intervention financière de l'Etat pour humaniser les maisons de retraite) : rejeté (p. 4080) ; *amendement n° 223* de M. Daniel Benoist (présenta-

tion par le Gouvernement d'un rapport sur les économies et l'amélioration de la qualité du service public hospitalier qui résulteraient de la transformation de la plupart des postes des médecins à temps partiel dans les hôpitaux par l'emploi de médecins à temps plein) : rejeté ; *amendement n° 224* de M. René Gaillard (présentation par le Gouvernement d'un rapport faisant apparaître l'intérêt financier pour les caisses d'assurance-maladie du maintien des abattements tarifaires opérés sur la valeur des actes des centres de santé de soins et de dispensaires) : rejeté (p. 4082).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. **Services généraux : aménagement**

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1980] (p. 3263) :

Agriculture : *Vizet (Robert)*, (p. 3276) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3269) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3272).

Aide spéciale rurale : *Delprat (Michel)*, (p. 3271) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3272).

Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois : *Alduy (Paul)*, (p. 3265) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3275).

Aménagement du territoire (crédits pour 1981) : *Alduy (Paul)*, (p. 3264) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3271).

Aménagement du territoire en 1980 : *Alduy (Paul)*, (p. 3263, 3264) ; *Vizet (Robert)*, (p. 3267).

Aménagement du territoire et crise économique : *Clément (Pascal)*, (p. 3265) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3271) ; *Geng (Francis)*, (p. 3273).

Aménagement du territoire et restructuration de l'appareil productif : *Savary (Alain)*, (p. 3269).

Assistance technique des élus locaux : *Chapel (Paul)*, (p. 3274).

Bourgogne : *Poujade (Robert)*, (p. 3269).

Bretagne : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Canal du Midi : *Savary (Alain)*, (p. 3270).

Carte des aides : *Clément (Pascal)*, (p. 3265) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3268) ; *Geng (Francis)*, (p. 3273).

Consensus politique : *Vizet (Robert)*, (p. 3267).

Conservatoire de l'espace littoral : *Poujade (Robert)*, (p. 3269, 3277) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3273) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3277).

Contrats de pays : *Poujade (Robert)*, (p. 3268) ; *Chapel (Paul)*, (p. 3274) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Corse : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

DATAR : *Alduy (Paul)*, (p. 3263) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3265) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3268).

Décentralisation administrative : *Alduy (Paul)*, (p. 3264, 3265) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3266) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3269).

Département de l'Orne : *Geng (Francis)*, (p. 3273).

Financement des bâtiments industriels : *d'Aubert (François)*, (p. 3275) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3277).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Savary (Alain)*, (p. 3270) ; *Geng (Francis)*, (p. 3273).

Fonds d'intervention d'aménagement du territoire (FIAT) : *Alduy (Paul)*, (p. 3264) ; *Geng (Francis)*, (p. 3273).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Delprat (Michel)*, (p. 3271) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3272) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Alduy (Paul)*, (p. 3265) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3266) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3268) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3275).

Habilitations universitaires : *Alduy (Paul)*, (p. 3264) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Huitième plan : *Alduy (Paul)*, (p. 3263) ; *Savary (Alain)*, (p. 3270) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3272).

Infrastructures de communication : *Alduy (Paul)*, (p. 3265) ; *Clément (Pascal)*, (p. 3266) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3269).

Investissements étrangers en France : *d'Aubert (François)*, (p. 3275).

Métropoles d'équilibre : *Poujade (Robert)*, (p. 3268).

Missions d'aménagement touristique : *Alduy (Paul)*, (p. 3264) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3272).

Nord-Pas-de-Calais : *Vizet (Robert)*, (p. 3267) ; *Delelis (André)*, (p. 3274) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276, 3277).

Plan du Grand Sud-Ouest : *Alduy (Paul)*, (p. 3264) ; *Savary (Alain)*, (p. 3270) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Plan Massif Central : *Vizet (Robert)*, (p. 3267) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Politique de la montagne : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Primes de développement régional et primes d'orientation agricole : *d'Aubert (François)*, (p. 3275).

Primes de localisation des activités tertiaires : *Clément (Pascal)*, (p. 3266) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 3266) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3275).

Région parisienne : *Alduy (Paul)*, (p. 3265) ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 3267) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3276).

Régions et aménagement du territoire : *Clément (Pascal)*, (p. 3266) ; *Vizet (Robert)*, (p. 3267) ; *Poujade (Robert)*, (p. 3268) ; *Savary (Alain)*, (p. 3269, 3270) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3271) ; *Fèvre (Charles)*, (p. 3272) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 3273) ; *d'Aubert (François)*, (p. 3275) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3277).

Régions industrielles : *Vizet (Robert)*, (p. 3267).

Restructuration des zones minières : *Delelis (André)*, (p. 3274) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3277).

Structures polyvalentes de service public : *Chapel (Paul)*, (p. 3275).

Train à grande vitesse (TGV) : *Alduy (Paul)*, (p. 3264).

Urbanisme et aménagement de l'espace : *Poujade (Robert)*, (p. 3268) ; *La Combe (René)*, (p. 3271).

PROCEDURE DES QUESTIONS [29 octobre 1980] (p. 3278) :

Aide spéciale rurale : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3280).

Bretagne centrale : *Bouvart (Loïc)*, (p. 3279) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3279).

Carte des aides : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3280) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3281).

Conservatoire national du littoral et aquiculture : *de Kerguéris (Aimé)*, (p. 3281).

Département de la Meuse : *Biwer (Claude)*, (p. 3280) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3280).

Pays Basque : *Inchauspé (Michel)*, (p. 3279) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3279).

Plan Vosges et vallées vosgiennes d'Alsace : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3280) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3280).

Poitou-Charentes : *de Lipkowski (Jean)*, (p. 3278) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3278).

Régions et aménagement du territoire : *Rossinot (André)*, (p. 3281) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3281).

Services publics en milieu rural : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3279).

Zones défavorisées (initiatives locales) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3281) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3281).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1980] (p. 3282) :

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 108* de M. François d'Aubert (information du rapporteur spécial des crédits concernant l'aménagement du territoire) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 43 (p. 3282).

Crédits concernant l'aménagement du territoire inscrits à la ligne Services du Premier ministre – I. – Services généraux : mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant la Fonction publique.

I. **Services généraux : Fonction publique**

DISCUSSION GENERALE [5 novembre 1980] (p. 3553) :

Accord salarial du 1er avril 1980 : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Auxiliariat (plan de résorption de) : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3558).

Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3555).

Comité interministériel des services sociaux : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3556) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

Comités d'hygiène et de sécurité : *Derosier (Bernard)*, (p. 3558).

Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel : *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

Création d'emplois : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Derosier (Bernard)*, (p. 3557) ; *Laurent (Paul)*, (p. 3559) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Direction générale de l'administration et de la fonction publique : *Longuet (Gérard)*, (p. 3555).

Droits syndicaux : *Derosier (Bernard)*, (p. 3557) ; *Laurent (Paul)*, (p. 3559) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3562).

Ecole nationale d'administration : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3555) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3562).

Fonctionnaires (campagne menée contre les) : *Derosier (Bernard)*, (p. 3557) ; *Laurent (Paul)*, (p. 3559).

Formation permanente des fonctionnaires : *Derosier (Bernard)*, (p. 3558) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3561, 3562).

Grille indiciaire des salaires de la fonction publique : *Longuet (Gérard)*, (p. 3555).

Handicapés (insertion professionnelle des) : *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

Institut international d'administration publique : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3555) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3562).

Instituts régionaux d'administration (IRA) : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3555) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3556) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

Maintien du pouvoir d'achat : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Laurent (Paul)*, (p. 3558) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Non-titulaires : *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

Pensions : *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Pensions (mensualisation) : *Alphandery (Edmond)*, (p. 3554) ; *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Peronnet (Gabriel)*, (p. 3557) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Pensions de reversion : *Longuet (Gérard)*, (p. 3555) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Politique contractuelle : *Dominati (Jacques)*, (p. 3560).

Privatisation de la fonction publique : *Derosier (Bernard)*, (p. 3558) ; *Laurent (Paul)*, (p. 3559).

Rapports de l'administration avec le public : *Peronnet (Gabriel)*, (p. 3557) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3562).

Régionalisation des carrières : *Longuet (Gérard)*, (p. 3556).

Répartition des compétences entre le ministre chargé des réformes administratives et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique : *Lauriol (Marc)*, (p. 3562) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3562).

Surqualification : *Longuet (Gérard)*, (p. 3556).

Statut des fonctionnaires : *Derosier (Bernard)*, (p. 3558).

Travail à temps partiel : *Dominati (Jacques)*, (p. 3561).

PROCEDURE DES QUESTIONS

Administrateurs civils : *Koehl (Emile)*, (p. 3563, 3564) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3564).

Ecole nationale d'administration : *de Branche (René)*, (p. 3562) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 3563).

EXAMEN DES CREDITS [5 novembre 1980] (p. 3564) :

ETAT B – TITRE III : adopté (p. 3564).

ETAT B – TITRE IV : adopté (p. 3564).

ETAT C – TITRE V : adopté (p. 3564).

ETAT C – TITRE VI : adopté (p. 3564).

I. Services généraux : formation

DISCUSSION GENERALE [22 octobre 1980] (p. 2999) :

Apprentissage et taxe d'apprentissage : *Dehaine (Arthur)*, (p. 2999) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 3000) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3001) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3003) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3005).

Association pour la formation professionnelle des adultes : *Zarka (Pierre)*, (p. 3001) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3001) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3004) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3004, 3005).

Contrats emploi-formation : *Zarka (Pierre)*, (p. 3001) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3003).

Contrôle de la formation professionnelle : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3003) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3005).

Coordination administrative en matière de formation professionnelle : *Perrut (Francisque)*, (p. 3001) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3003).

Emploi : *Dehaine (Arthur)*, (p. 2999) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3001).

Enveloppe formation professionnelle : *Dehaine (Arthur)*, (p. 2999) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 3000) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3004).

Fonds de la formation professionnelle : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3004).

Formation des demandeurs d'emploi : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002).

Formation professionnelle et politique industrielle : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3004).

Formations professionnelles alternées et quota alternance : *Dehaine (Arthur)*, (p. 2999, 3000) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3001) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3006).

Handicapés : *Legendre (Jacques)*, (p. 3005).

Maisons familiales rurales et formation professionnelle en agriculture : *Perrut (Francisque)*, (p. 3002) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3005).

Pactes pour l'emploi : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3000) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 3001) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 3001) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3006).

Participation des employeurs au financement de la formation professionnelle : *Dehaine (Arthur)*, (p. 3000) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 3001) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3006).

Plan quinquennal de développement de la formation professionnelle : *Gissinger (Antoine)*, (p. 3004) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3006).

Précarité du travail pour la jeunesse : *Zarka (Pierre)*, (p. 3001).

Promotion sociale et épanouissement culturel des travailleurs : *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002).

Stages de formation professionnelle (durée et rémunération) : *Zarka (Pierre)*, (p. 3001) ; *Gau (Jacques-Antoine)*, (p. 3002) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 3003) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3005, 3006).

Système scolaire et formation professionnelle : *Legendre (Jacques)*, (p. 3006).

PROCEDURE DES QUESTIONS [22 octobre 1980] (p. 3007) :

Association pour la formation professionnelle des adultes : *Legendre (Jacques)*, (p. 3008).

Centres de formation : *Derosier (Bernard)*, (p. 3008) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3008) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3008).

Contrats emploi-formation : *Wilquin (Claude)*, (p. 3007) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3007).

Formation professionnelle en agriculture : *Legendre (Jacques)*, (p. 3008).

Plan quinquennal de développement de la formation professionnelle : *Legendre (Jacques)*, (p. 3009).

Stages de formation professionnelle (durée et rémunération) : *Derosier (Bernard)*, (p. 3007, 3008) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3008) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3008).

Stages pratiques en entreprise : *Séguin (Philippe)*, (p. 3008) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 3009).

EXAMEN DES CREDITS [22 octobre 1980] (p. 3009) :

Crédits des services du Premier ministre – I. – Services généraux : formation professionnelle : mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant l'information (p. 3009).

I. Services généraux : Information

DISCUSSION GENERALE [4 novembre 1980] (p. 3542) :

Agence France presse (AFP) : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3543) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Centre de presse du Grand Palais : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Départements d'Outre-Mer - Territoires d'Outre-Mer (acheminement des journaux métropolitains) : *Sallé (Louis)*, (p. 3542).

Entreprises de presse (investissements des) : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3543) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Haut conseil de l'audiovisuel : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3543) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Information pluraliste : *Tassy (Marcel)*, (p. 3545).

Journaux gratuits : *Bariani (Didier)*, (p. 3544).

Ordonnances de 1944 : *Tassy (Marcel)*, (p. 3545).

Poste (rapports entre la presse et la) : *Bariani (Didier)*, (p. 3543) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3545).

Presse d'opinion : *Tassy (Marcel)*, (p. 3545).

Presse écrite : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Bariani (Didier)*, (p. 3543, 3544) ; *Tassy (Marcel)*, (p. 3544).

Service juridique et technique de l'information : *Sallé (Louis)*, (p. 3542).

Télématique : *Sallé (Louis)*, (p. 3542) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 3546).

Télétexte Antiope : *Bariani (Didier)*, (p. 3544).

Taxe sur la valeur ajoutée (application à la presse) : *Bariani (Didier)*, (p. 3544) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3546).

Vidéotexte télétel (Vélizy) : *Bariani (Didier)*, (p. 3544).

EXAMEN DES CREDITS [4 novembre 1980] (p. 3547) :

Crédits concernant l'information inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre – I. – Services généraux » mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant la fonction publique (p. 3547).

I. **Services généraux : services divers**
II. **Secrétariat général de la défense nationale**
III. **Conseil économique et social ; budget annexe des journaux officiels**

DISCUSSION GENERALE [22 octobre 1980] (p. 2986) :

Accès aux documents administratifs : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2988).

Banques de données : *Dominati (Jacques)*, (p. 2994).

Centres interministériels de renseignements administratifs (CIRA) : *Rieubon (René)*, (p. 2987) ; *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2988) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2994).

Commission d'accès aux documents administratifs : *Dominati (Jacques)*, (p. 2994).

Commission de Baecque : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2988).

Conseil économique et social : *Auroux (Jean)*, (p. 2991) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2995).

Documentation administrative : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2988).

Documentation française : *Rieubon (René)*, (p. 2986) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2993).

Fonds spéciaux : *Rieubon (René)*, (p. 2987).

Guide des droits et démarches : *Dominati (Jacques)*, (p. 2994).

Guide du retraité : *Dominati (Jacques)*, (p. 2994).

Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme : *Rieubon (René)*, (p. 2986) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2993).

Haut comité de la langue française : *Rieubon (René)*, (p. 2987) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2993).

Médiateur : *Rieubon (René)*, (p. 2987) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2993).

Mission interministérielle de la mer : *Rieubon (René)*, (p. 2987) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2993).

Motivation des actes administratifs : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2988).

Photocomposition des journaux officiels : *Auroux (Jean)*, (p. 2992) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2995).

Programme civil de défense : *Cressard (Jacques)*, (p. 2989) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2995).

Réforme administrative : *Rieubon (René)*, (p. 2986) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2996).

Régions (comités économiques et sociaux des) : *Auroux (Jean)*, (p. 2991).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : *Cressard (Jacques)*, (p. 2989) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 2990) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2995).

Service technique central des chiffres : *Rieubon (René)*, (p. 2987).

Télétel : *Boinvilliers (Jean)*, (p. 2989).

Terrorisme : *Cressard (Jacques)*, (p. 2990).

PROCEDURE DES QUESTIONS [22 octobre 1980] (p. 2996) :

Français (langue française) : *Lauriol (Marc)*, (p. 2996) ; *Dominati (Jacques)*, (p. 2997).

Haut comité de défense de la langue française : *Deniau (Xavier)*, (p. 2997).

EXAMEN DES CREDITS [22 octobre 1980] (p. 2998) :

Crédits des services du Premier ministre – I. – Services généraux :

TITRE III : *amendement n° 58* de M. Henri Emmanuelli (suppression des crédits consacrés

aux dépenses diverses des fonds spéciaux à destination particulière) : rejeté (p. 2998).

Crédits mis aux voix lors de l'examen des crédits concernant l'information (p. 2998).

Crédits des services du Premier ministre – II. – Secrétariat général de la défense nationale :

TITRE III : adopté (p. 2998).

Autorisations de programme du TITRE V : adoptées (p. 2998).

Crédits de paiement du TITRE V : adoptés (p. 2998).

Crédits des services du Premier ministre – III. – Conseil économique et social :

TITRE III : adopté (p. 2998).

Crédits du budget annexe des Journaux officiels :

ART. 18 (services votés) : adopté (p. 2999).

ART. 19 (autorisations de programme) : adoptées (p. 2999) ; crédits de paiement : adoptés (p. 2999).

IV. **Commissariat général du Plan**

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1980] (p. 3284) :

CEPERMAP (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification) : *Gouhier (Roger)*, (p. 3286).

CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) : *Rocard (Michel)*, (p. 3284) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3286).

CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) : *Gouhier (Roger)*, (p. 3286) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3289).

Chômage (aggravation du) : *Auroux (Jean)* (p. 3288).

CORDES (Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social) : *Rocard (Michel)*, (p. 3284) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3286).

Contrôle parlementaire (exercice du) : *Rocard (Michel)*, (p. 3285).

CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) : *Rocard (Michel)*, (p. 3284) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3286) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3289).

Dénationalisation à moyen terme : *Auroux (Jean)*, (p. 3288).

Déplanification : *Auroux (Jean)*, (p. 3288).

Emploi : *Barbera (Myriam)*, (p. 3287).

Législation du travail (remise en cause de la) : *Auroux (Jean)*, (p. 3288).

Manufrance : *Barbera (Myriam)*.

VIIIe Plan (discussion du) : *Rocard (Michel)*, (p. 3285) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3287) ; *Auroux (Jean)*, (p. 3288) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3289).

Planification française (mort lente de la) : *Rocard (Michel)*, (p. 3284).

Planification orientée dans les instances supranationales sans concertation démocratique : *Gouhier (Roger)*, (p. 3286).

PAP (Programme d'actions prioritaires) : *Gouhier (Roger)*, (p. 3286) ; *Rocard (Michel)*, (p. 3285).

Recherche : *Limouzy (Jacques)*, (p. 3289).

Réponses aux demandes des rapporteurs (délais de transmission des) : *Rocard (Michel)*, (p. 3284) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3289).

Sidérurgie (réduction du taux de croissance de la) : *Barbera (Myriam)*, (p. 3287).

Suppression des subventions aux monopoles : *Barbera (Myriam)*, (p. 3287).

PROCEDURE DES QUESTIONS [29 octobre 1980] (p. 3290) :

PAP n° 23 (effort en faveur des zones rurales) : *Longuet (Gérard)*, (p. 3290).

VIIIe Plan (élaboration du) : *Clément (Pascal)*, (p. 3290) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3290).

Primes d'aides à la création et au maintien d'emplois en milieu rural : *Longuet (Gérard)*, (p. 3290) ; *Limouzy (Jacques)*, (p. 3290).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1980] (p. 3291) :

ETAT B – TITRES III et IV : adoption (p. 3291).

ETAT C – TITRE VI : adoption (p. 3291).

V. **Recherche**

DISCUSSION GENERALE [22 octobre 1980] (p. 2964) :

Agence nationale de revalorisation de la recherche (ANVAR) : *Chenèvement (Jean-Pierre)*, (p. 2966) ; *Birraux (Claude)*, (p. 2973).

Agronomie-biologie (recherche en) : *Birraux (Claude)*, (p. 2973).

Aide à l'innovation : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966).

Charbon (gazéification du) : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2967) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2972) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2977).

CII-Honeywell-Bull : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966).

Contrats de programme : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966).

Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) : *Devaquet (Alain)*, (p. 2970) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2975).

DOM-TOM (recherche dans les) : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2967) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2977).

Energie solaire : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966) ; *Birraux (Claude)*, (p. 2973).

Huitième Plan (recherche) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2964) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2966).

Industries de base : *Porcu (Antoine)*, (p. 2968).

Ingénieurs-techniciens et administratifs (statut des) : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2967) ; *Chénard (Alain)*, (p. 2970) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 2970) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2971) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2977).

Institut national de recherche en économie de matière (INREM) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2979).

Institut de recherche de la sidérurgie (IRSID) : *Porcu (Antoine)*, (p. 2968) ; *Laurain (Jean)*, (p. 2974) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2978).

Livre blanc de la recherche : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2964) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2972) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2976).

Metz (université de) : *Laurain (Jean)*, (p. 2974).

Mission interministérielle de documentation et d'information scientifique et technique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2978).

Programme décennal de la recherche : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2964) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2975).

Programmes aéronautiques civils : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966).

Recherche (création de postes de chercheurs) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2965) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2966) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 2968) ; *Chénard (Alain)*, (p. 2970) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 2970) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2977).

Recherche (dans les entreprises) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2965) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 2967) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 2968) ; *Birraux (Claude)*, (p. 2973).

Recherche (dans les universités) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966) ; *Laurain (Jean)*, (p. 2974) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2976).

Recherche fondamentale : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2965) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 2969) ; *Chénard (Alain)*, (p. 2969) ; *Ralite (Jack)*, (p. 2971) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2976).

Régions (rôle des) : *Devaquet (Alain)*, (p. 2970).

Sciences sociales (recherche en) : *Chevènement (Jean-Pierre)*, (p. 2966) ; *Chénard (Alain)*, (p. 2970) ; *Devaquet (Alain)*, (p. 2970) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2977).

Surrégénérateurs : *Ralite (Jack)*, (p. 2972).

PROCEDURE DES QUESTIONS [22 octobre 1980] (p. 2979) :

Anglais (langue anglaise) : *Feït (René)*, (p. 2979).

Agence nationale de revalorisation de la recherche (ANVAR) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2981).

Brevets d'invention : *Alphandéry (Edmond)*, (p. 2982) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2982).

Contrats de programme : *Hamelin (Xavier)*, (p. 2981).

Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2981).

Français (langue française) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2980).

Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2980).

Groupements d'intérêt scientifique : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2981).

Institut national de recherche agronomique (INRA) : *Aigrain (Pierre)*, (p. 2980, 2982).

La Réunion : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 2980) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2980).

Petites et moyennes industries : *Hamelin (Xavier)*, (p. 2981) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2981).

Recherche agricole : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 2980).

Recherche forestière : *Proriol (Jean)*, (p. 2982) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2982).

Régions (rôle des) : *Berest (Eugène)*, (p. 2979) ; *Hamelin (Xavier)*, (p. 2980) ; *Aigrain (Pierre)*, (p. 2980, 2981).

EXAMEN DES CREDITS [22 octobre 1980] (p. 2983) :

TITRE III : adopté (p. 2983).

TITRE IV : adopté (p. 2983).

TITRE V : autorisations de programme : adopté (p. 2983).

TITRE VI : autorisations de programme : adopté (p. 2983).

TITRE VI : crédits de paiement : adopté (p. 2983).

VI. **Industries agricoles et alimentaires**

DISCUSSION GENERALE [29 octobre 1980] (p. 3242) :

Aides à l'exportation : *Benoit (René)*, (p. 3242) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 3239).

Conserves de fruits : *Delprat (Michel)*, (p. 3240).

Contrôle du Parlement : *Cellard (André)*, (p. 3244).

Conventions de développement : *Delprat (Michel)*, (p. 3240) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3241) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 3242) ; *Cellard (André)*, (p. 3244) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3244) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

Coopératives : *Chaminade (Jacques)*, (p. 3243) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

Crise du veau : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3244).

Développement commercial à l'étranger : *Debatisse (Michel)*, (p. 3245).

Fonds d'intervention stratégique : *Ligot (Maurice)*, (p. 3238) ; *Cellard (André)*, (p. 3244) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3244) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

Fonds de promotion des exportations agricoles : *Delprat (Michel)*, (p. 3240) ; *Ligot (Maurice)*, (p. 3239).

Grandes surfaces : *Delprat (Michel)*, (p. 3239).

Primes d'orientation agricole : *Ligot (Maurice)*, (p. 3238) ; *Mermaz (Louis)*, (p. 3241) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 3242) ; *Cellard (André)*, (p. 3244) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

Produits de la mer (transformation) : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3247) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3247).

Produits laitiers : *Delprat (Michel)*, (p. 3240).

Recherche : *Ligot (Maurice)*, (p. 3239) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

SOPEXA (Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles) : *Ligot (Maurice)*, (p. 3239) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3246).

Vins : *Delprat (Michel)*, (p. 3240).

Viande : *Delprat (Michel)*, (p. 3240).

PROCEDURE DES QUESTIONS [29 octobre 1980] (p. 3248) :

Agriculture de montagne : *Morellon (Jean)*, (p. 3249) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3249).

Aviculture : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 3250).

Bretagne : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 3249) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3249).

Ethanol : *Geng (Francis)*, (p. 3249) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3249).

Exportations au Moyen-Orient : *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 3250) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3250).

FIDAR : *Morellon (Jean)*, (p. 3249) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3249).

Fonds de promotion des exportations agricoles : *Mayoud (Alain)*, (p. 3248) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3248) ; *Goasduff (Jean-Louis)*, (p. 3249).

Fromagerie Bourdin : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3248).

Interprofessions : *Debatisse (Michel)*, (p. 3248).

Mamers : *Geng (Francis)*, (p. 3249) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3249).

Primes d'orientation agricole : *Longuet (Gérard)*, (p. 3250) ; *Debatisse (Michel)*, (p. 3250).

Union des coopératives fromagères françaises, Scoff : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 3248).

EXAMEN DES CREDITS [29 octobre 1980] (p. 3251) :

TITRE III : adopté (p. 3251).

TITRE IV : adopté (p. 3251).

TITRE V : autorisations de programme : adopté (p. 3251) ; crédits de paiement : adopté (p. 3251).

TITRE VI : autorisations de programme : adopté (p. 3251) ; crédits de paiement : adopté (p. 3251).

TAXES PARAFISCALES

DISCUSSION GENERALE [3 novembre 1980] (p. 3431) :

Association nationale pour le développement agricole (ANDA) : *Vizet (Robert),* (p. 3432).

Centre technique des industries aérauliques et thermiques (CETIAT) : *Vizet (Robert),* (p. 3432).

Centre technique industriel de la construction mécanique (CTICM) : *Vizet (Robert),* (p. 3432).

Comité de coordination des centres de recherche en mécanique : *Vizet (Robert),* (p. 3432) ; *Papon (Maurice),* (p. 3434).

Comité interprofessionnel de la conchyliculture (financement des sections régionales) : *de Lipkowski (Jean),* (p. 3433).

Contrôle parlementaire : *Vizet (Robert),* (p. 3433).

Décret du 30 octobre 1980 et réforme des taxes parafiscales : *Vizet (Robert),* (p. 3432) ; *Papon (Maurice),* (p. 3434).

Huitième plan : *Vizet (Robert),* (p. 3433).

Taxe sur les granulats : *Vizet (Robert),* (p. 3433) ; *Papon (Maurice),* (p. 3434).

Taxe sur les nuisances des aéroports : *Vizet (Robert),* (p. 3433) ; *Papon (Maurice),* (p. 3434).

Taxe sur les textiles : *Vizet (Robert),* (p. 3433).

Unigrains : *Vizet (Robert),* (p. 3432).

EXAMEN DES CREDITS (p. 3434) :

ART. 30 et ETAT E annexé :

Lignes 1 à 21 : adoptées (p. 3449).

Ligne 22 : *amendement n° 12* de M. Aimé Kerguéris (suppression de la ligne 22 concernant le financement du comité interprofessionnel de la conchyliculture ; nécessité de créer une taxe parafiscale au profit des sections régionales) : retiré (p. 3449).

– ligne 22, adoptée (p. 3449).

Lignes 23 à 42 : adoptées (p. 3449).

Ligne 43 : *amendement n° 116* de M. Gérard César (suppression de la ligne 43 en vue d'obtenir le relèvement de la taxe parafiscale affectée aux conseils, comités et unions interprofessionnels des vins) : retiré (p. 3449).

– ligne 43, adoptée (p. 3449).

Ligne 44 : *amendement n° 117* de M. Gérard César (suppression de la ligne 44) : retiré (p. 3450).

– ligne 44, adoptée (p. 3450).

Lignes 45 à 78, à l'exception de la ligne 74 concernant la redevance-télévision réservée : adoptées (p. 3450).

ART. 30 réservé jusqu'à l'examen des crédits concernant la radio-télévision (p. 3450).

TRANSPORTS

DISCUSSION GENERALE [15 novembre 1980] (p. 3939) :

Aéroport Charles de Gaulle : *Bas (Pierre),* (p. 3941) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 3977) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3985).

Aéroport de Nice : *Raymond (Alex),* (p. 3962) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3982).

Airbus : *Bas (Pierre),* (p. 3941) ; *Raymond (Alex),* (p. 3963) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 3968) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3982).

Air France : *Bas (Pierre),* (p. 3940) ; *Fontaine (Jean),* (p. 3969) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 3968) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3985).

Air Inter : *Bas (Pierre),* (p. 3940) ; *Raymond (Alex),* (p. 3962) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 3968) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3985).

Air Miss (emploi du terme anglais) : *Hoeffel (Daniel),* (p. 3978) ; *Bas (Pierre),* (p. 3978).

Alsace (transports) : *Caro (Jean-Marie),* (p. 3972).

Autoroute Calais-Marseille (section Châlons-Troyes) : *Micaux (Pierre),* (p. 3963).

Autoroutes (crédits) : *de Maigret (Bertrand),* (p. 3946) ; *Hoeffel (Daniel),* (p. 3980).

Aveyron (désenclavement du Sud du département) : *Godfrain (Jacques),* (p. 3951).

Aviation civile (crédits) : *Bas (Pierre),* (p. 3940).

Aviation légère et aéroclubs : *Labbé (Claude),* (p. 3943) ; *Raymond (Alex),*

(p. 3963) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3977) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Avion de transport régional : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3963).

Batellerie : *Cornet (Pierre)*, (p. 3939) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982).

Cabotage : *Duroméa (André)*, (p. 3945).

Centres et contrôleurs de la navigation aérienne : *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3962) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3977) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3978, 3979).

Citizen Band (CB) : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947).

Commercialisation du poisson : *Baudouin (Henri)*, (p. 3949) ; *Kerguéris (André)*, (p. 3976) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Compagnie générale maritime : *Lauriol (Marc)*, (p. 3977, 3983) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Concessions autoroutières : *Chénard (André)*, (p. 3949).

Conchyliculture et aquaculture : *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Concorde et super-Concorde : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Labbé (Claude)*, (p. 3942).

Concurrence rail-route : *Forgues (Pierre)*, (p. 3939) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Construction et réparation navales : *Denvers (Albert)*, (p. 3943, 3944) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 3953) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983).

Coût de l'énergie : *Bas (Pierre)*, (p. 3942) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3966).

Desserte aérienne de la Corse (capacités, horaires et tarifs) : *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Bozzi (Jean)*, (p. 3942, 3969, 3970) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Desserte aérienne des DOM-TOM : *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 3965) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3975) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Deux roues : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947).

Economies d'énergie : *Forgues (Pierre)*, (p. 3939) ; *Denvers (Albert)*, (p. 3944) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Elargissement de la C.E.E. : *Bardol (Jean)*, (p. 3960) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 3999).

Elèves pilotes de ligne : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983).

Enseignement et apprentissage maritime : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3955) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Etats-Unis (flotte de commerce) : *Godfrain (Jacques)*, (p. 3951).

Eurocontrol : *Raymond (Alex)*, (p. 3962).

Fonds d'action conjoncturelle : *Chénard (André)*, (p. 3948) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3981).

Fonds d'intervention et d'orientation des marchés (FIOM) : *Mauger (Pierre)*, (p. 3955) ; *Bardol (Jean)*, (p. 3959) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3961) ; *d'Harcourt (François)*, (p. 3968) ; *Kerguéris (André)*, (p. 3976) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Fonds spécial d'investissement routier : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947) ; *Gaillard (René)*, (p. 3951) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980).

Hélicoptère : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3963) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983).

Huitième Plan : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3946) ; *Bardol (Jean)*, (p. 3960).

Ile-de-France (transports) : *Richard (Alain)*, (p. 3970, 3971) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3973) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982, 3985).

Industrie des travaux publics : *Chénard (André)*, (p. 3949).

Institut du transport aérien : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3962) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

La Réunion (port) : *Fontaine (Jean)*, (p. 3965) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3974).

Liaison maritime Corse-Italie : *Porte (Jeanine)*, (p. 3953) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3986).

Liaison Rhin-Rhône : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3948) ; *Valleix (Jean)*, (p. 3950) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 3964) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3981).

Lutte contre les pollutions accidentelles : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3961) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3981).

Marine marchande : *Denvers (Albert)*, (p. 3943, 3944) ; *Duroméa (André)*, (p. 3944, 3945) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 3953, 3954) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3966) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 3975) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 3976, 3977) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983).

Marseille-Fos (avenir du port) : *Gaudin (Jean-Claude)*, (p. 3952, 3953).

Mers australes (pêches) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3974).

Météorologie et satellite Météosat : *Raymond (Alex)*, (p. 3962) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980).

Moteur CFM 56 : *Bas (Pierre)*, (p. 3941) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982).

Nuisance des aéroports : *Kalinsky (Maxime)*, (p. 3969) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982).

Parti communiste français (propositions pour la marine marchande et la pêche) : *Porte (Jeanine)*, (p. 3954) ; *Bardol (Jean)*, (p. 3960).

Pavillons de complaisance : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 3953) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3966) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983).

Pêches maritimes : *Denvers (Albert)*, (p. 3943, 3944) ; *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3954, 3955) ; *Dupilet (Dominique)*, (p. 3957, 3958) ; *Baudoin (Henri)*, (p. 3958, 3959) ; *Bardol (Jean)*, (p. 3959, 3960) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3960, 3961) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3967) ; *d'Harcourt (François)*, (p. 3968) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 3975) ; *Kerguéris (Aimé)*, (p. 3976) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3983, 3984).

Plan routier breton : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3946) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980).

Plan routier Massif central : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3946) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980).

Ports maritimes : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3948) ; *Valleix (Jean)*, (p. 3950) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 3964) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3967) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980, 3981) ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3981).

Programmes spatiaux : *Raymond (Alex)*, (p. 3963).

Protection et aménagement du littoral : *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3981).

RATP (endettement) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938).

RATP (subventions) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 3939).

Retraites des marins, ENIM et rapport Dufour : *Denvers (Albert)*, (p. 3944) ; *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Godfrain (Jacques)*, (p. 3980) ; *Porte (Jeanine)*, (p. 3954) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3955) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3966) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Route Centre-Europe-Atlantique : *Gaillard (René)*, (p. 3952).

Routes (crédits) : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3946) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3948, 3949) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3954) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3980).

Saint-Florentin (déviation) : *Delprat (Michel)*, (p. 3954).

Saint-Pierre-et-Miquelon (pêche et négociations avec le Canada) : *Plantegenest (Marc)*, (p. 3973) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3984).

Section commune : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938).

Sécurité routière : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3946) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3949) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3978).

Sécurité des transports : *Forgues (Pierre)*, (p. 3939) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 3977) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3978).

Service public et transports : *Labbé (Claude)*, (p. 3942) ; *Gaillard (René)*, (p. 3951, 3952) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3962) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3972) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3978).

SNCF (charges de retraite) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

SNCF (compensations d'égalisation des conditions de concurrence avec les autres modes de transports) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

SNCF (fermeture de lignes) : *Forgues (Pierre)*, (p. 3939) ; *Gaillard (René)*, (p. 3951) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3972) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

SNCF (investissements) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 3939).

SNCF (résultat d'exploitation) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 3940) ; *Gouhier (Roger)*, (p. 3972) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

SNCF (tarifs) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 3939).

Société nationale de sauvetage en mer : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 3955) ; *d'Harcourt (François)*, (p. 3968) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3979).

Subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3949).

Surveillance et sécurité de la navigation maritime : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3961, 3979) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3979).

Taux de couverture du commerce national par la flotte de commerce française : *Duroméa (André)*, (p. 3945) ; *Rufenacht (Antoine)*, (p. 3966) ; *Lauriol (Marc)*, (p. 3976).

Transport aérien régional et aérodromes de deuxième niveau : *Bas (Pierre)*, (p. 3940) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Transport aérien (crise) : *Bas (Pierre)*, (p. 3940) ; *Raymond (Alex)*, (p. 3962) ; *Gantier*

(Gilbert), (p. 3977) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3985).

Transports collectifs urbains : *Gaillard (René)*, (p. 3951) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3974) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982).

Transports routiers : *Cornet (Pierre)*, (p. 3939) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 3940) ; *Gaillard (René)*, (p. 3952) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3978).

Transports terrestres (investissements) : *Cornet (Pierre)*, (p. 3938).

Travail intérimaire et sous-traitance dans l'aéronautique : *Raymond (Alex)*, (p. 3963).

Tramway : *Richard (Alain)*, (p. 3971) ; *Chénard (Alain)*, (p. 3974) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3982).

Val de Durance (autoroute) : *Guadin (Jean-Claude)*, (p. 3953).

Voies navigables : *de Maigret (Bertrand)*, (p. 3947) ; *Valleix (Jean)*, (p. 3950) ; *Gaillard (René)*, (p. 3952) ; *Delprat (Michel)*, (p. 3954) ; *Bourgois (Irénée)*, (p. 3964) ; *Mellick (Jacques)*, (p. 3967) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3981).

PROCEDURE DES QUESTIONS (p. 3989) :

Aérodrome de Chateauroux-Déols (transfert des installations de Bonneuil-sur-Marne) : *Aurillac (Michel)*, (p. 3999) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3999).

Ain (infrastructures routières) : *Millon (Charles)*, *Gantier (Gilbert)*, (p. 3995) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3995).

Airbus et Boing 757 (concurrence au point de vue des économies d'énergie) : *Gantier (Gilbert)*, (p. 3995) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3995).

Alsace (axe routier Nord-Sud) : *Bord (André)*, (p. 4001) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4002).

Arcachon (administration des affaires maritimes, infrastructures routières) : *Lataillade (Pierre)*, *Gueurmeur (Guy)*, (p. 3996) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3996).

Auto-écoles : *Lanciens (Yves)*, (p. 4002) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4002).

Bonny-sur-Loire (déviation, participation financière d'EDF) : *Deniau (Xavier)*, (p. 3999) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4000).

Canal du Midi : *Lagorce (Pierre)*, (p. 3997) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3997).

Centre (aménagement de la route nationale 20) : *Aurillac (Michel)*, (p. 3999) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3999).

Centre (voies navigables) : *Deniau (Xavier)*, (p. 4000) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4000).

Chauffeurs-routiers (régime de retraite) : *Bernard (Jean)* ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3995, 3996) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3996).

Commercialisation du poisson (halles à marée) : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3998) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3998).

Construction navale : *Evin (Claude)*, (p. 3993, 3994) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3994).

Eure (infrastructures ferroviaires) : *Monfrais (Pierre)*, (p. 3991) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3991).

Fonds d'intervention et d'orientation des marchés : *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3998) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3998).

Gers (infrastructures routières ; plan du Grand Sud-Ouest) : *Laborde (Jean)*, (p. 3995) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3995).

Iles finistériennes et îles du Ponant (desserte) : *Goasduff (Jean-Louis)* ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3997) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3997).

Liaison fluviale Seine-Nord : *Nungesser (Roland)*, (p. 3992) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3993).

Liaison Rhin-Rhône (financement européen, pont de Mâcon) : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 3993) ; *Weisenhorn (Pierre)*, (p. 4001) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3993, 4001).

Liaison Rhône-Fos : *Cousté (Pierre-Bernard)*, (p. 3993).

Lyon (ligne C du métro) : *Noir (Michel)* ; *Guermeur (Guy)*, (p. 3996) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3997).

Massif central (infrastructures routières, traversée du Lot) : *Malvy (Martin)*, (p. 4000) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4001).

Pas-de-Calais (infrastructures routières et ferroviaires) : *Wilquin (Claude)*, (p. 3990) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3990).

Pêches maritimes : *Gérard (Alain)*, (p. 3988) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3989).

Retraites des marins et rapport Dufour : *Le Pensec (Louis)* ; *Le Drian (Jean-Yves)*, (p. 3994) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3994).

Rouen (situation du port) : *Colombier (Henri)*, (p. 3992) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3992).

Route nationale 4 Paris-Strasbourg : *Bernard (Jean)*, (p. 3989) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3989).

Route Paris-Bordeaux-Hendaye (élargissement de la section Poitiers-Angoulême-Bordeaux) : *Hardy (Francis)*, (p. 3998) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3988).

Route Rennes-Brest : *Couepel (Sébastien)* ; *Monfrais (Pierre)*, (p. 3991) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3991).

Société nationale de sauvetage en mer : *Jagoret (Pierre)* ; *Evin (Claude)*, (p. 3989) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3989).

Strasbourg (voirie rapide urbaine) : *Bord (André)*, (p. 4001) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4002).

Tarification ferroviaire : *Monfrais (Pierre)*, (p. 3991) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3991).

Transports collectifs urbains (financement, versement des employeurs, taxe intérieure sur les produits pétroliers) : *Evin (Claude)*, (p. 3990) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3991).

Utilisation des feux de croisement en agglomération : *Lancien (Yves)*, (p. 4002) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 4002).

Val de Loire (aménagement de la route nationale 7) : *Huyghues des Etages (Jacques)* ; *Nucci (Christian)*, (p. 3998) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3999).

Voies navigables : *Nungesser (Roland)*, (p. 3992) ; *Hoeffel (Daniel)*, (p. 3992).

EXAMEN DES CREDITS [15 novembre 1980] (p. 4002) :

TITRE III : *amendement n° 210* de M. Jean-Yves Le Drian (suppression des crédits prévus pour le recrutement de trois techniciens contractuels de la sécurité de la navigation) : retiré (p. 4004) ; *amendement n° 218* de M. Jean-Yves Le Drian (réduction des crédits consacrés aux études générales en faveur des pêches maritimes et des cultures marines) : retiré (p. 4004).

– titre III, adopté (p. 4004).

TITRE IV, adopté (p. 4004).

TITRE V : *amendement n° 21* de M. Jean-Yves Le Drian (suppression des autorisations de programme prévues pour l'aménagement des chemins douaniers en bordure du littoral) : retiré (p. 4005) ; *amendement n° 93* du Gouvernement (rattachement au budget général du ministère des transports des crédits relatifs à la tranche nationale des routes inscrits au fonds spécial d'investissement routier) ; *sous-amendement n° 169* corrigé de la commission de la production et des échanges (tendant à faire supporter par le budget des charges communes et non par celui des transports les dépenses résultant d'une mise en jeu de la garantie de l'Etat pour les emprunts émis par les sociétés autoroutières) : rejeté (p. 4006) ; amendement n° 93 : adopté (p. 4006) ; *amendement n° 187* de la commission de la production et des échanges (suppression des crédits d'investissement des voies navigables) : retiré (p. 4007).

– autorisations de programme, ainsi modifiées, adoptées (p. 4007).

– crédits de paiement, ainsi modifiés, adoptés (p. 4007).

TITRE VI : *amendement n° 217* de M. Maxime Kalinsky (réduction de crédits en vue d'attirer l'attention sur les menaces de disparition pesant sur l'institut du transport aérien) : retiré (p. 4008) ; institut de recherche des transports (p. 4007, 4008).

– autorisations de programme, adoptées (p. 4008).

– crédits de paiement, adoptés (p. 4008).

ETAT D – TITRE III, adopté (p. 4008).

ART. 36 (subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé) : *amendements identiques n° 20* de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et *n° 170* de la commission de la production et des échanges (suppression de l'article 36) : rejetés (p. 4009).

– article 36, adopté (p. 4009).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 209* de M. Claude Evin (présentation par le Gouvernement d'un rapport relatif aux modalités actuelles du financement des transports urbains de voyageurs) : retiré (p. 4010) ; *amendement n° 212* de M. Christian Nucci (présentation par le Gouvernement d'un rapport analysant la situation actuelle des aéroports français de deuxième niveau) : retiré (p. 4011) ; multiplication dangereuse des rapports au Parlement (p. 4010, 4011) ; *amendement n° 213* de M. Claude Evin (présentation par le Gouvernement d'un rapport faisant le bilan de la situation des ports maritimes français) : retiré (p. 4011).

TRAVAIL ET PARTICIPATION

DISCUSSION GENERALE [27 octobre 1980] (p. 3128) :

Accueil des familles : *Jans (Parfait)*, (p. 3130) ; *Stoleru (Lionel)*, (p. 3155).

Accord franco-algérien de septembre 1980 : *Jans (Parfait)*, (p. 3131, 3136) ; *Evin (Claude)*, (p. 3135) ; *Stoleru (Lionel)*, (p. 3154).

Actionnariat : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3133).

Agence nationale pour l'emploi : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131) ; *Séguin (Philippe)*,

(p. 3137) ; *Evin (Claude)*, (p. 3139) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150, 3152).

Aide au retour : *Jans (Parfait)*, (p. 3131) ; *Evin (Claude)*, (p. 3136) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3154, 3155).

Aménagement de l'espace : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146).

Association pour la formation professionnelle des adultes : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152).

Centre d'information sur les problèmes de la population : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134).

Chômage (aggravation) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3128) ; *Evin (Claude)*, (p. 3138) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3140) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3141) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3146) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 3148) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150).

Chômage (coût économique et social) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3130) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146).

Chômage (durée) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3129) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3146).

Chômage des cadres : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132).

Chômage des femmes : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3143) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3147) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 3156).

Chômage des jeunes : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152).

Chômeurs âgés : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3129) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3143) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3147) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3151, 3152).

Collectivités locales : *Evin (Claude)*, (p. 3140).

Concurrence japonaise : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3140).

Convention générale de protection sociale dans la sidérurgie : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3143) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3151).

Démographie : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134).

DOM (indemnisation du chômage) : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3129) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150).

Droit au travail : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3128) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 3148).

Durée du travail : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3122) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 3135) ; *Evin (Claude)*, (p. 3140) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3140) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3153).

Employeurs d'immigrés clandestins : *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Enseignement technique : *Stoléru (Lionel)*, (p. 3153).

Fécondité : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150).

Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés : *Jans (Parfait)*, (p. 3130) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Fonds du chômage : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3128) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131).

Formation professionnelle : *Séguin (Philippe)*, (p. 3137) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3144) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 3156).

Formation professionnelle agricole : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3141).

Handicapés : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150, 3152) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Haut comité de la population : *Jans (Parfait)*, (p. 3130).

Huitième plan : *Jarosz (Jean)*, (p. 3147) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 3148) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152).

Immigration et démographie : *Jans (Parfait)*, (p. 3130) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Indemnisation des chômeurs : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3128, 3129, 3151) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3137) ; *Evin (Claude)*, (p. 3139) ; *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3140) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3142) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 3148) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150, 3151).

Inspection du travail : *Legrand (Joseph)*, (p. 3148).

Institut national d'études démographiques : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134).

Intéressement : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3133).

Investissement et emploi : *Evin (Claude)*, (p. 3139).

Législation sociale et délits d'entrave : *Séguin (Philippe)*, (p. 3136) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3142) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 3148, 3149).

Logement des immigrés : *Jans (Parfait)*, (p. 3131) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Lutte des travailleurs : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3142).

Manufrance : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3141).

Nord-Pas-de-Calais (emploi) : *Jarosz (Jean)*, (p. 3147).

Offre et demande de travail : *Séguin (Philippe)*, (p. 3137).

Pactes nationaux pour l'emploi : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 3147) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 3156).

Participation : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3133) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 3136).

Pauvreté : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Andrieux (Maurice)*, (p. 3148).

Petites entreprises (représentation des salariés) : *Legrand (Joseph)*, (p. 3149).

PME (création d'emplois) : *Evin (Claude)*, (p. 3140).

Politique de l'emploi et politique économique : *Séguin (Philippe)*, (p. 3137).

Population active et création d'emplois : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152).

Pouvoir d'achat : *Abelin (Jean-Pierre)*, (p. 3140).

Projet « sécurité et liberté » : *Legrand (Joseph)*, (p. 3149).

Racisme : *Stoléru (Lionel)*, (p. 3155).

Radio-quinquin : *Legrand (Joseph)*, (p. 3148).

Régions (distorsions en matière de chômage) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3131).

Rhône-Poulenc-textiles : *Jarosz (Jean)*, (p. 3147).

Robert Boulin (hommage à) : *Séguin (Philippe)*, (p. 3136) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150).

Seine-Saint-Denis (emploi) : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3141).

Service social d'aide aux migrants : *Jans (Parfait)*, (p. 3130).

SMIC : *Boulay (Daniel)*, (p. 3135).

Structures juridiques de l'entreprise et participation : *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 3133) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3149).

Travail à domicile : *M. Stoléru (Lionel)*, (p. 3134).

Travail des femmes et maternité : *Goeuriot (Colette)*, (p. 3143) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 3156, 3157).

Travail manuel : *Boulay (Daniel)*, (p. 3135) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3153, 3154).

Travail noir : *Stoléru (Lionel)*, (p. 3154).

Travail à temps partiel et aménagement du temps de travail : *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3143) ; *Rossinot (André)*, (p. 3146) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3149) ; *Pasquier (Nicole)*, (p. 3157).

Travail temporaire ou intérimaire : *Frelaut (Dominique)*, (p. 3129) ; *Evin (Claude)*, (p. 3139) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3142) ; *Goeuriot (Colette)*, (p. 3143) ; *Legrand (Joseph)*, (p. 3149).

Travailleurs immigrés : *Jans (Parfait)*, (p. 3130) ; *Sourdille (Jacques)*, (p. 3132) ; *Evin (Claude)*, (p. 3135) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 3142) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3154).

Tremblement de terre d'El Asnam : *Stoléru (Lionel)*, (p. 3154).

UNEDIC : *Séguin (Philippe)*, (p. 3138) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3150).

Vallée de la Bruche (emploi) : *Caro (Jean-Marie)*, (p. 3142) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3152).

Vieillissement de la population : *Fonteneau (Jean)*, (p. 3134).

PROCEDURE DES QUESTIONS [27 octobre 1980] (p. 3157) :

Accidents du travail dûs à une faute inexcusable du salarié : *Longuet (Gérard)*, (p. 3164) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3164).

Agence nationale pour l'emploi : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3159) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3159, 3165) ; *Laborde (Jean)*, (p. 3165).

Association pour la formation professionnelle des adultes : *Delehedde (André)*, (p. 3157) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3157, 3158).

Ateliers protégés : *Miossec (Charles)*, (p. 3161) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3162).

Charges pesant sur les artisans à partir de l'embauche du dixième salarié : *Delfosse (Georges)*, (p. 3159) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3159).

Chômage des cadres : *Quilès (Paul)*, (p. 3163) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3163).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Bayard (Henri)*, (p. 3159, 3160) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3160, 3161) ; *Miossec (Charles)*, (p. 3161).

Contrats de travail à durée déterminée et travail intérimaire : *Bèche (Guy)*, (p. 3162) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3163).

Droit de grève : *Tondon (Yvon)*, (p. 3158).

Droits syndicaux et licenciements de représentants du personnel : *Tondon (Yvon)*, (p. 3158) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3158).

Durée du travail : *Avice (Edwige)*, (p. 3162) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3162).

Indemnisation du chômage : *Laborde (Jean)*, (p. 3165) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3165).

Industrie textile et difficultés de la société Vincey-Bourget : *Séguin (Philippe)*, (p. 3160, 3161) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3162).

La Réunion (Chômage) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 3159) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3159).

Législation sociale : *Proriol (Jean)*, (p. 3160) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3160, 3161) ; *Marie (Bernard)*, (p. 3161).

Mineurs marocains de Lorraine : *Tondon (Yvon)*, (p. 3158).

Pactes nationaux pour l'emploi : *Delehedde (André)*, (p. 3157) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3157).

PME (emploi) : *Proriol (Jean)*, (p. 3160) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3160, 3161) ; *Marie (Bernard)*, (p. 3161).

Travail à temps partiel : *Avice (Edwige)*, (p. 3162) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3162).

Travail manuel : *Tondon (Yvon)*, (p. 3158) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3159, 3165) ; *Miossec (Charles)*, (p. 3164).

Travail noir : *Marie (Bernard)*, (p. 3164) ; *Stoléru (Lionel)*, (p. 3164).

Travailleurs immigrés : *Tondon (Yvon)*, (p. 3158).

Travailleurs saisonniers (indemnisation du chômage) : *Miossec (Charles)*, (p. 3160) ; *Mattéoli (Jean)*, (p. 3160).

EXAMEN DES CREDITS [27 octobre 1980] (p. 3165) :

TITRE III : adopté (p. 3164).

TITRE IV : adopté (p. 3166)

TITRE VI : autorisations de programme : adoptées (p. 3166) ; crédits de paiement : adoptés (p. 3166).

UNIVERSITES

DISCUSSION GENERALE [18 novembre 1980] (p. 4084) :

Accès des universités aux étudiants d'origine modeste : *Sergheraert (Maurice)*, (p. 4091).

Action sociale, bourses et prêts d'honneur : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085) ; *Delehedde (André)*, (p. 4087) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4089) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 4093) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4096, 4097).

Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique (AUDIST) : *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Autonomie des universités : *Comiti (Joseph)*, (p. 4087) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 4091).

Bibliothèques universitaires : *Privat (Colette)*, (p. 4089).

Bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière universitaire : *Mexandeau (Louis)*, (p. 4086).

Budget des universités (évolution, part dans le budget de l'Etat) : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085, 4086).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Centres universitaires d'informatique : *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Composition des conseils d'université et loi Sauvage : *Delehedde (André)*, (p. 4087) ; *Privat (Colette)*, (p. 4090).

Concours en médecine : *Comiti (Joseph)*, (p. 4089).

Créations et transformations d'emplois : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085) ; *Delehedde (André)*, (p. 4086, 4087) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4095, 4096).

Crédits de fonctionnement des universités : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085) ; *Delehedde (André)*, (p. 4087) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Diplômes de docteur-ingénieur : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4096).

Entretien du patrimoine immobilier universitaire : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4091) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 4091) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Etudiants étrangers : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4096).

Formalités et droits d'inscription : *Sergheraert (Maurice)*, (p. 4091) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Grandes écoles : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Habilitations universitaires, valorisation des diplômes, carte universitaire : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4086) ; *Delehedde (André)*, (p. 4087) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089, 4090) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4090, 4091) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 4092) ; *Delaneau (Jean)*, (p. 4093) ; *Barbera (Myriam)*, (p. 4093, 4094) ; *Berest (Eugène)*, (p. 4094) ; *Alduy (Paul)*, (p. 4095) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4096).

Heures complémentaires : *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085) ; *Sergheraert (Maurice)*, (p. 4092).

Langedoc-Roussillon (universités) : *Barbera (Myriam)*, (p. 4093) ; *Alduy (Paul)*, (p. 4095) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4096).

Loi d'orientation universitaire de 1968 : *Delehedde (André)*, (p. 4086) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4087) ; *Santrot (Jacques)*, (p. 4092).

Participation dans les universités : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Berest (Eugène)*, (p. 4094).

Pluridisciplinarité : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088).

Rapports budgétaires (présentation par des députés de l'opposition) : *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4090).

Recherche universitaire : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Mexandeau (Louis)*, (p. 4085, 4086) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 4097).

Régime fiscal et protection sociale des étudiants : *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4097).

Relations universitaires internationales et système des délégations : *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Universités et formation professionnelle : *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Berest (Eugène)*, (p. 4095) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Universités et monde professionnel : *Coulais (Claude)*, (p. 4084) ; *Privat (Colette)*, (p. 4089).

Universités (gestion et financement) : *Coulais (Claude)*, (p. 4084).

PROCEDURE DES QUESTIONS [18 novembre 1980] (p. 4098) :

Bourses et prêts d'honneur : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4099, 4100) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4100, 4101) ; *Falala (Jean)*, (p. 4100).

Coopérants de l'enseignement supérieur (système des délégations) : *Durr (André)*, (p. 4099) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4099).

Diplômes de docteur-ingénieur : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4101).

Enseignement technologique supérieur : *Pervenche (Dominique)*, (p. 4098) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Etudiants en médecine en cours de spécialisation, oto-rhino-laryngologie : *Pailler (René)*, (p. 4098) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4099).

Financement des études universitaires (commission Fréville) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4101) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4101).

Grandes écoles : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4101) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4101).

Habilitations universitaires et carte universitaire : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4100) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4100, 4101) ; *Bèche (Guy)*, (p. 4100) ; *Falala (Jean)*, (p. 4100).

Mères de famille (conditions d'accueil à l'université) : *Pervenche (Dominique)*, (p. 4098) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4098).

Ségrégation sociale à l'université : *Le Pensec (Louis)*, (p. 4100).

Université de Besançon : *Bèche (Guy)*, (p. 4100) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4100).

Université de Reims : *Falala (Jean)*, (p. 4100) ; *Saunier-Seïté (Alice)*, (p. 4101).

EXAMEN DES CREDITS [18 novembre 1980] (p. 4101) :

TITRE III : *amendement n° 101* de M. Louis Mexandeau (réduction des crédits en vue d'attirer l'attention sur la catégorie des techniciens principaux qui ne sont pas satisfaits de la transformation de leurs postes en postes d'ingénieurs) : rejeté (p. 4101).

– titre III, adopté (p. 4102).

TITRE IV, adopté (p. 4102).

TITRE V : autorisations de programme : adoptées (p. 4102) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4102).

TITRE VI : autorisations de programme : adoptées (p. 4102) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4102).

ARTICLES ET ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES

[18 novembre 1980] (p. 4103) :

ART. 31 et ETAT F annexé (crédits évaluatifs) : adoptés (p. 4105).

ART. 32 et ETAT G annexé (crédits provisionnels) : adoptés (p. 4106).

ART. 33 et ETAT H annexé (reports de crédits) : adoptés (p. 4108).

ART. 35 (financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France) : SNCF et RATP ; désengagement de l'Etat ; ligne Ermont-Invalides ; versement des entreprises (p. 4109) ; desserte de Gennevilliers ; ligne Ermont-Invalides ; agressions dans le métro ; extension du métro à Bobigny (p. 4110) : adopté (p. 4111).

ART. 38 (reconduction du régime de l'électrification rurale en 1981) : travaux du VIIIe plan : adopté (p. 4111).

ART. 39 (incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales) : *amendement n° 3* du Gouvernement (suppression de l'article 39 du fait du transfert de ses dispositions dans la première partie du projet de loi de finances) : adopté (p. 4112).

– article 39, supprimé (p. 4112).

ART. 40 (octroi d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour les familles ayant à charge trois enfants ou plus) : *amendement n° 4* de la commission des finances (suppression de l'article 40 du fait du transfert de ses dispositions dans la première partie de la loi de finances) : adopté (p. 4112).

– article 40, supprimé (p. 4112).

APRES L'ART. 40 : *amendement n° 85* de M. Jacques Marette (abrogation de la loi du 30 décembre 1974 instituant un prélèvement conjoncturel) : adopté (p. 4113) ; serisette (p. 4112, 4113) ; recevabilité financière des amendements (p. 4113).

ART. 41 (option des sociétés à responsabilité limitée familiales pour le régime fiscal des sociétés de personnes) : adopté (p. 4113).

ART. 42 (majoration forfaitaire des valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties) évolution des bases des impôts locaux, taxe professionnelle (p. 4113) ; composante « outillage » des bases de la taxe professionnelle (p. 4114) ; *amendement n° 25* de la commission des finances (application des majorations forfaitaires aux valeurs locatives cadastrales des immeubles entrant dans l'assiette de la taxe professionnelle) ; *sous-amendement n° 200* de M. Hubert Dudebout (application des majorations forfaitaires à des biens non passibles de la taxe foncière) : rejeté (p. 4115) ; amendement n° 25 : rejeté par scrutin public n° 518 (p. 4115) ; bases des impôts locaux ; taxe professionnelle et taxe d'habitation (p. 4114, 4115).

– article 42, adopté (p. 4115).

APRES L'ART. 42 : *amendements identiques n° 50* de la commission des finances et *n° 51* de M. Vizet (application de la taxe sur les locations ou ventes d'espaces publicitaires prévue par l'article 40 de la loi de finances pour 1979) : retirés (p. 4118) ; *amendement n° 136* du Gouvernement (application de la taxe sur les emplacements publicitaires assise sur la superficie affichable) ; *sous-amendement n° 184* de M. Vizet (permettant aux consils municipaux de créer la taxe dès le vote de la loi et non au 1er janvier 1982) : rejeté (p. 4118) ; *sous-amendements identiques n° 168* de M. Schneiter et *n° 185* corrigé de M. Vizet (suppression de l'exonération des abribus) : rejetés (p. 4118) ; *sous-amendement n° 186* de M. Vizet (permettant aux conseils municipaux des villes de plus de 10 000 et non plus de 100 000 habitants de doubler le taux de la taxe) : rejeté par scrutin public n° 519 (p. 4118) ; amendement n° 136 : adopté (p. 4118).

ART. 43 (reconduction pour 1 an des dispositions fiscales prévues pour l'amélioration des structures industrielles et de diverses mesures temporaires venant à expiration le 31 décembre 1980) : adopté (p. 4120).

APRES L'ART. 43 : *amendement n° 33* du Gouvernement (évolution du montant maximal par habitant des ressources fiscales des régions aligné sur l'évolution de la formation brute du capital fixe des administrations publiques) ; *sous-amendement n° 152* de la commission des finances (évolution du montant maximal par habitant des ressources fiscales des régions aligné sur l'évolution de l'indice de valeur de la formation brute de capital fixe des administrations publiques) : adopté (p. 4124) ; *sous-amendement n° 151* de M. de Branche (limitant à 20 % par an la progression du montant effectif des ressources fiscales par habitant de chaque région) : adopté (p. 4124) ; *sous-amendement n° 150* de M. de Branche (interdisant aux régions de tirer plus de 35 % de leurs ressources d'une seule taxe) : rejeté (p. 4124) ; *sous-amendement n° 219* de M. Guichard (tendant à ce que seul l'excédent des ressources recouvrées par une région dépassant de plus de 5 % le montant maximum autorisé au titre d'un exercice donne lieu à déduction) : adopté (p. 4124) ; *sous-amendement n° 225* de M. Pourchon (évolution du montant maximal par habitant des ressources

fiscales de chaque région aligné sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation) : rejeté (p. 4124) ; amendement n° 33 ainsi modifié : adopté (p. 4124) ; *amendement n° 26* de la commission des finances (limitant à 65 F le montant maximal par habitant des ressources fiscales de chaque région) ; *sous-amendement n° 87* de M. Pourchon (limitation à 65 F en 1981 du montant maximal par habitant des ressources fiscales de chaque région et alignement de la progression de ce montant sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation) : devient sans objet (p. 4124) ; amendement n° 26 : devient sans objet (p. 4124) ; *amendement n° 42* de M. Fabius (pouvoir d'investigation et de contrôle des rapporteurs budgétaires, cas des fonds spéciaux et des voies et moyens ; possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de demander des enquêtes à la Cour des comptes ; possibilité pour les commissions des finances du Parlement de saisir la Cour de discipline budgétaire) : rejeté (p. 4126) ; *amendement n° 108* rectifié de M. François d'Aubert (information du rapporteur spécial des crédits concernant l'aménagement du territoire) : retiré (p. 4124).

APRES L'ART. 46 : *amendement n° 190* de la commission des finances (présentation d'annexes récapitulant par ministère l'ensemble des crédits budgétaires qui s'appliquent à une action conduite par un ministère et faisant l'objet de financements budgétaires provenant d'autres ministères) ; *sous-amendement* de M. Fernand Icart (document récapitulatif unique annexé à la loi de finances elle-même et non à chaque fascicule budgétaire) : adopté (p. 4134) ; amendement n° 190, ainsi modifié, adopté (p. 4134).

ARTICLES DE RECAPITULATION

[18 novembre 1980] (p. 4134) :

ART. 12 (budget général ; services votés) : *amendement n° 94* du Gouvernement (transfert des crédits du FSIR aux budgets des ministères des transports et de l'intérieur) : adopté (p. 4134).

– article 12, ainsi modifié, adopté (p. 4134).

ART. 13 et ETAT B (mesures nouvelles ; dépenses ordinaires des services civils) : adopté (p. 4134).

ART. 14 et ETAT C (mesures nouvelles ; dépenses en capital des services civils) : adopté (p. 4134).

ART. 17 et ETAT D (autorisations d'engagement par anticipation) : adopté (p. 4135).

ART. 18 (budgets annexes ; services votés) : adopté (p. 4135).

ART. 19 (budgets annexes ; mesures nouvelles) : adopté (p. 4135).

DEUXIEME DELIBERATION

[18 novembre 1980] (p. 4135) :

De droit à la demande du Gouvernement.

ART. 13 : *amendement n° 1* du Gouvernement (majoration des crédits du titre III de l'état B concernant l'agriculture) : réservé (p. 4138) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 2* du Gouvernement (rétablissement des crédits du titre III de l'état B concernant les anciens combattants) : réservé (p. 4138) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 3* du Gouvernement (rétablissement des crédits du titre IV de l'état B concernant les anciens combattants) : réservé (p. 4138) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 4* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les anciens combattants) : réservé (p. 4138) ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 5* du Gouvernement (majoration des crédits du titre III de l'état B concernant l'intérieur) : réservé (p. 4138) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 6* du Gouvernement (majoration des crédits du titre III de l'état B concernant la jeunesse, les sports et les loisirs, II. Jeunesse et sports) : réservé (p. 4138) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 7* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les transports) : réservé (p. 4138) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 8* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les transports) : réservé (p. 4139) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; subvention de la société nationale de sauvetage en mer ; insuffisance des salaires forfaitaires servant de base

pour le calcul des pensions des marins (p. 4138, 4139) ; *amendement n° 9* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant le travail et la santé, III. Santé et sécurité sociale) : réservé (p. 4138) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 10* du Gouvernement (majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les universités) : réservé (p. 4139) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; insuffisance des bourses universitaires (p. 4139).

– article 13 et état B réservés (p. 4139) puis adoptés en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

ART. 14 : *amendement n° 11* du Gouvernement (majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant la culture et la communication) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 12* du Gouvernement ((majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant les DOM-TOM, II. Section départementale d'outre-mer) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 13* du Gouvernement (majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant les DOM-TOM, III. Section territoires d'outre-mer) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 14* du Gouvernement (majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant l'éducation) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 15* du Gouvernement (majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant l'intérieur) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 16* du Gouvernement (majoration des crédits du titre V de l'état C concernant la justice) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 17* du Gouvernement (majoration des crédits du titre V de l'état C concernant les transports) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

– article 14 et état C, réservés (p. 4141) puis adoptés en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

ART. 36 : *amendement n° 18* du Gouvernement (augmentation de la subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

– article 36, réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

APRES L'ART. 43 : *amendement n° 19* du Gouvernement (majoration des salaires forfaitaires correspondant aux cinq premières catégories et servant de base au calcul des pensions d'ancienneté proportionnelles ou spéciales des marins) : réservé (p. 4141) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

AVANT L'ART. 44 : *amendement n° 20* du Gouvernement (modification des indices des pensions d'invalidité au taux du soldat) : réservé (p. 4142) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 21* du Gouvernement (modification des articles L.30 et L.215 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) : réservé (p. 4142) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 22* corrigé du Gouvernement (augmentation de l'indice de l'allocation spéciale aux grands invalides attribuée aux aveugles de guerre et de l'indice de la majoration spéciale en faveur des aveugles qui se sont engagés dans la Résistance) : réservé (p. 4143) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 23* du Gouvernement (augmentation du taux de la pension de veuve de combattant) : réservé (p. 4143) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150) ; *amendement n° 24* du Gouvernement (augmentation des indices des pensions d'ascendants des morts pour la France) : réservé (p. 4143) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

ART. 11 et ETAT A : *amendement n° 25* du Gouvernement (modification de l'article d'équilibre en fonction des amendements acceptés par le Gouvernement ou présentés par lui en deuxième délibération) : réservé (p. 4146) puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin

public n° 520 (p. 4150) ; crédits de la société nationale de sauvetage en mer ; crédits des prêts d'honneur aux étudiants (p. 4146).

– article 11 et état A, réservés (p. 4146) puis adoptés en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

EXPLICATIONS DE VOTE [18 novembre 1980] (p. 4146)

Attitude du Gouvernement : *Fabius (Laurent)*, (p. 4147) ; *Lajoinie (André)*, (p. 4147).

Attitude du groupe RPR : *Fabius (Laurent)*, (p. 4147) ; *Delalande (Jean-Pierre)*, (p. 4149) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4149).

Attitude du groupe UDF : *Fabius (Laurent)*, (p. 4147) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4148) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4149).

Coupure entre le pays et le pouvoir : *Lajoinie (André)*, (p. 4147).

Déclin du Parlement : *Fabius (Laurent)*, (p. 4146) ; *Lajoinie (André)*, (p. 4147).

Mérites du budget : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4148) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4149).

Procédure budgétaire : *Lajoinie (André)*, (p. 4148).

Profits, investissements et chômage : *Lajoinie (André)*, (p. 4147).

Rejet des amendements de l'opposition : *Fabius (Laurent)*, (p. 4146) ; *Lajoinie (André)*, (p. 4147) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4148).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances, dans le texte adopté par l'Assemblée nationale modifié par les amendements n° 1 à 25 déposés par le Gouvernement en deuxième délibération, dans les conditions prévues par l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, par scrutin public n° 520 (p. 4150).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [16 décembre 1980] (p. 4903)

Actualisation des valeurs locatives foncières : *Papon (Maurice)*, (p. 4904).

Agricultrices (indemnité de remplacement en cas de maternité) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Aide à l'investissement dans les TOM) : *Icart (Fernand)*, (p. 4903).

Aide fiscale à l'investissement : *Icart (Fernand)*, (p. 4903) ; *Maillet (Raymond)*, (p. 4908).

Cantal (difficultés économiques) : *Souchon (Pierre)*, (p. 4916).

Centre de protection civile de Lacq : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Chômage : *Maillet (Raymond)*, (p. 4907, 4908).

Crédits budgétaires (document regroupant l'ensemble des crédits d'un ministère) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Déficit budgétaire : *Maillet (Raymond)*, (p. 4909).

Dépenses publiques de fonctionnement : *Maillet (Raymond)*, (p. 4908).

Droit de timbre applicable aux cartes d'identité : *Icart (Fernand)*, (p. 4903).

Droits sur les alcools : *Icart (Fernand)*, (p. 4903) ; *Hardy (Francis)*, (p. 4905, 4906) ; *Beix (Roland)*, (p. 4908, 4909) ; *de Lipkowski (Jean)*, (p. 4909, 4910) ; *de Branche (René)*, (p. 4910) ; *Daillet (Jean-Marie)*, (p. 4914) ; *Boucheron (Jean-Michel)*, (p. 4914, 4915) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4915) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 4915, 1916) ; *Godefroy (Pierre)*, (p. 4916) ; *Soury (André)*, (p. 4917) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4909, 4917).

Droits de francisation et de navigation : *Icart (Fernand)*, (p. 4903).

Epargne-logement : *Maillet (Raymond)*, (p. 4908).

Etablissement de la métropole Lorraine (ressources) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Etablissement public de la Basse-Seine (ressources) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Huitième plan : *Maillet (Raymond)*, (p. 4907).

Pénétration des importations sur le marché intérieur : *Maillet (Raymond)*, (p. 4907).

Personnes âgées (services ménagers) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Plafond légal de densité (taxe en cas de dépassement) : *Icart (Fernand)*, (p. 4904).

Président et rapporteur général de la commission des finances : *Hardy (Francis)*, (p. 4906) ; *Icart (Fernand)*, (p. 4906, 4907).

Privilège des bouilleurs de cru : *Micaux (Pierre)*, (p. 4914) ; *Grussenmeyer (François)*, (p. 4916).

Redevances communale et départementale des mines : *Icart (Fernand),* (p. 4903).

Régions (ressources fiscales) : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Sociétés de personnes et SARL (régime fiscal) : *Icart (Fernand),* (p. 4903).

Supplément exceptionnel s'ajoutant aux pensions de veuves de guerre : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Taxe communale sur l'affichage : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Taxe départementale destinée au financement des espaces verts : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Taxe d'habitation (dégrèvements et mode de paiement) : *Icart (Fernand),* (p. 4903, 4904).

Taxe perçue par les communes thermales sur les eaux minérales : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Taxe sur les contrats d'assurance des bateaux de plaisance : *Icart (Fernand),* (p. 4903).

Taxe sur les contrats d'assurance-vie : *Icart (Fernand),* (p. 4903).

Taxe sur les gazoducs et oléoducs enterrés : *Icart (Fernand),* (p. 4904).

Taxe sur les huiles : *Icart (Fernand),* (p. 4903).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4918)

ART. 42 : *amendement n° 1* du Gouvernement (conditions de majoration des abattements à la taxe d'habitation fixés en valeur absolue) : adopté (p. 4926).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement du Gouvernement, par scrutin public n° 565 (p. 4926).

11. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1990** TENDANT A MODIFIER L'ORDONNANCE n° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 EN VUE DE DEMOCRATISER LA PREPARATION, LA DISCUSSION ET LE CONTROLE DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES ET D'ACCROITRE LES POUVOIRS DU PARLEMENT, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 15 octobre 1980, par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe [20 novembre 1980].

Voir PROCEDURE LEGISLATIVE. 1 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 52 ; REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 9, 10 ; REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 455.

– **Aménagement de l'ordre du jour.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 90, 91.

– **Articles et articles additionnels non rattachés.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 92.

– **Organisation de la discussion.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 223, 226, 231, 232, 238, 411.

– **Annulation de la –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 281.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1978 **n° 234,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Icart (Fernand). – Rapport **n° 294** [25 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 mai 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Perrut (Francisque). – Avis **n° 254** [24 mai 1978]. – Discussion les 31 mai et 1er juin 1978. – Adoption le 1er juin 1978. – Projet de loi de finances rectificatives **n° 17.**

SENAT (première lecture), n° 394 (1977-1978). Dépôt le 6 juin 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Blin (Maurice). – Rapport n° 399 [8 juin 1978] (1977-1978). – Discussion le 15 juin 1978. – Adoption avec modifications le 15 juin 1978. – Projet de loi n° 152.

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 16 juin 1978 **(n° 393).** – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [16 juin 1978] (p. 3100). – Nomination [16 juin 1978] (p. 3101).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Chauvet (Augustin), Cornet (Pierre), Hamel (Emmanuel), Pons (Bernard), Ribes (Pierre),

Tissandier (Maurice), Vivien (Robert-André) ; membres suppléants : MM. Icart (Fernand), Voisin (André-Georges), d'Aubert (François), Bas (Pierre), Torre (Henri), Marie (Bernard), Rossi (André).

Sénateurs. - Membres titulaires : MM. Bonnefous (Edouard), Blin (Maurice), de Montalembert (Geoffroy), Descours-Desacres (Jacques), Tournan (Henri), Durand (Yves), Duffaut (Henri) ; membres suppléants : MM. Raybaud (Joseph), Ballayer (René), Jacquet (Marc), Legouez (Modeste), Alliès (Charles), Boscary-Monsservin (Roland), Fosset (André).

Bureau [20 juin 1978]. - Président : M. Edouard Bonnefous ; vice-président : M. Robert-André Vivien.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Icart (Fernand). - Rapport **n° 403** [20 juin 1978]. - Discussion le 20 juin 1978. - Adoption le 20 juin 1978. - Projet de loi **n° 32.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Blin (Maurice). - Rapport n° 452 (1977-1978) [20 juin 1978]. - Discussion le 21 juin 1978. - Adoption définitive le 21 Juin 1978. - Projet de loi n° 159 (année 1977-1978).

Loi n° 78-653 du 22 juin 1978 publiée au *J.O.* du 23 Juin 1978 (p. 2462).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. - A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **5** : 5 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **6** : 5 *bis* (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **7** : 6 (projet. - A.N. 1. S. 1).
Loi, article **8** : 7 (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [31 mai 1978] (p. 2280) ; [1er juin 1978] (p. 2360).

Question préalable de M. Fiterman (Charles) : *MM. Fiterman (Charles),* (p. 2293) ; *Papon (Maurice),* (p. 2296) ; *Tissandier (Maurice),* (p. 2296) ; rejet au scrutin public n° 24 (p. 2296) ; liste des votants (p. 2301).

« Amoco Cadiz » : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2280, 2362) ; *Guermeur (Guy),* (p. 2317).

Aniche Somain (situation de l'emploi) : *M. Hage (Georges),* (p. 2322).

Annulations de crédits : *MM. Icart (Fernand),* (p. 2282) ; *Papon (Maurice),* (p. 2285).

Aquitaine (situation de l'emploi) : *M. Dutard (Lucien),* (p. 2320).

Charges sociales (poids sur les entreprises) : *MM. Tissandier (Maurice),* (p. 2296) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2314) ; *Guermeur (Guy),* (p. 2316).

Chômage : *MM. Icart (Fernand),* (p. 2281) ; *Fiterman (Charles),* (p. 2294) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 2312) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2321) ; *Chaminade (Jacques),* (p. 2321) ; *Hage (Georges),* (p. 2322) ; *Zeller (Adrien),* (p. 2323) ; *Legendre (Jacques),* (p. 2361).

Collectivités locales : *MM. Frelaut (Dominique),* (p. 2317, 2318) ; *Zeller (Adrien),* (p. 2323) ; *Papon (Maurice),* (p. 2362).

Commerce extérieur : MM. Icart (Fernand), (p. 2281) ; *Fabius (Laurent),* (p. 2298) ; *Royer (Jean),* (p. 2299) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2213, 2315) ; *Papon (Maurice),* (p. 2362).

Contrats emploi-formation : *MM. Icart (Fernand),* (p. 2281) ; *Perrut (Francisque),* (p. 2283) ; *Gœuriot (Colette),* (p. 2306) ; *Brunhes (Jacques),* (p. 2315).

Crise économique : *MM. Fiterman (Charles),* (p. 2293) ; *Fabius (Laurent),* (p. 2297) ; *Royer (Jean),* (p. 2300) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2313).

Déficit budgétaire : *MM. Icart (Fernand),* (p. 2281) ; *Papon (Maurice),* (p. 2284) ; *Fabius (Laurent),* (p. 2297) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2314).

Demande des ménages : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2283) ; *Fabius (Laurent),* (p. 2297) ; *Gantier (Gilbert),* (p. 2313).

Départements d'Outre-Mer (situation de l'emploi) : *MM. Lagourgue (Pierre),* (p. 2306, 2307) ; *Fontaine (Jean),* (p. 2308, 2309, 2310) ; *Papon (Maurice),* (p. 2361).

Dépenses du collectif budgétaire 1978 : *M. Icart (Fernand),* (p. 2280).

Durée du travail : *M. Fiterman (Charles),* (p. 2295).

Education (problèmes de l') : *MM. Brunhes (Jacques),* (p. 2315, 2316) ; *Guermeur (Guy),* (p. 2317) ; *Richard (Alain),* (p. 2318, 2319).

Exonérations de cotisations sociales patronales : *MM. Icart (Fernand) ; 2282) ; Perrut (Francisque),* (p. 2282, 2283).

Famille (politique de la) : *Mme Moreau (Gisèle),* (p. 2311, 2312) ; *M. Guermeur (Guy),* (p. 2317).

Fermetures d'entreprises : *MM. Fiterman (Charles)*, (p. 2294, 2295) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 2312, 2313) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 2314, 2315) ; *Frelaut (Dominique)*, (p. 2318) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 2322).

Fiscalité agricole : *M. Zeller (Adrien)*, (p. 2323).

Formation professionnelle (financement) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2282) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2283) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2285).

Franche-Comté (situation de l'emploi) : *M. Gouhier (Roger)*, (p. 2321).

Handicapés (garantie des ressources) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 2281).

Liberté des prix : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2281) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2284) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 2294) ; *Royer (Jean)*, (p. 2299) ; *Falala (Jean)*, (p. 2305) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 2314) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2323).

Loto : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2282) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2285).

Massif Central (situation de l'emploi) : *M. Chaminade (Jacques)*, (p. 2321).

Nord - Pas-de-Calais (situation de l'emploi) : *M. Barthe (Jean-Jacques)*, (p. 2320).

Pacte national pour l'emploi des jeunes : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2281, 2282) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2282) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2283, 2284) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2297) ; *Royer (Jean)*, (p. 2299) ; *Falala (André)*, (p. 2304) ; *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 2305) ; *MM. Franceschi (Joseph)*, (p. 2312) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 2314) ; *Guermeur (Guy)*, (p. 2317) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2306) ; *Legendre (Jacques)*, (p. 2360).

Pêche maritime : *M. Guermeur (Guy)*, (p. 2317).

Profits (augmentation) : *M. Fiterman (Charles)*, (p. 2294).

Rémunérations (politique des) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2281) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2284, 2296, 2362) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 2294, 2295) ; *Falala (Jean)*, (p. 2305).

Taxe d'apprentissage : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2282) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2283).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2282) ; *Papon (Maurice)*, (p. 2285, 2361) ; *Fiterman (Charles)*, (p. 2295) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2298) ; *Royer (Jean)*, (p. 2299) ; *Gosnat (Georges)*, (p. 2307) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 2323).

Taxe professionnelle : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 2315).

Taxis (prix des carburants) : *M. Frédéric-Dupont (Édouard)*, (p. 2310, 2311).

Travailleurs immigrés (aide au retour) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 2281) ; *Perrut (Francisque)*, (p. 2283) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 2298).

DISCUSSION DES ARTICLES [1er juin 1978] (p. 2363).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 19* de Roger Combrisson (possibilité pour les chômeurs de surseoir au versement du solde de l'impôt sur le revenu pour 1977 compensée par l'abrogation de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2364) ; *amendement n° 20* de M. Robert Vizet (application par part et non par foyer de la déduction de 10 p. 100 prévue pour les titulaires de pension de retraite ; majoration de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 2365) ; *amendement n° 21* de Mme Gisèle Moreau (augmentation de l'impôt sur les hauts revenus et suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 25 (p. 2365) ; liste des votants (p. 2385, 2386) ; *amendement n° 23* de M. Roger Combrisson (financement des mesures relatives à l'emploi par une cotisation supplémentaire pour les entreprises de plus de 1 000 salariés) : rejeté (p. 2366) ; *amendement n° 40* de M. Le Pensec (contribution financière des sociétés pétrolières de 1 franc par hectolitre de produit pétrolier mis à la consommation au financement des équipements nécessaires à la lutte contre les marées noires) : rejeté (p. 2367).

MM. Le Meur (Daniel), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Combrisson (Roger), Marette (Jacques), Vizet (Robert), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Fabius (Laurent), Jacq (Marie), Guermeur (Guy), Gosnat (Georges).

ART. 1er (nouveau barème de la taxe intérieure de consommation applicable aux produits pétroliers) : *amendement* de suppression *n° 3* de M. Laurent Fabius : rejeté (p. 2368) ; *amendement n° 24* de M. Georges Gosnat (création d'une taxe de 7 p. 100 sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exerçant en France) ; sous-amendement de M. Christian Pierret (limitation à l'exercice 1978 de la taxe prévue par l'amendement n° 24) : rejeté (p. 2369) ; *amendement n° 24* rejeté par scrutin public (n° 26) (p. 2369) ; liste des votants (p. 2386) ; *amendement n° 43* de M. Guy Guermeur (majoration de la taxe intérieure sur le supercarburant et l'essence ordinaire pour détaxer le gas-oil utilisé pour les pêches maritimes) : retiré (p. 2371).

article 1er adopté (p. 2371).

MM. Pierret (Christian), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gosnat (Georges), Vivien (Robert-André), Guermeur (Guy), Jacq (Marie).

ART. 2 (cotisation supplémentaire à la taxe d'apprentissage) : *amendement n° 9* de la com-

mission (limitation de l'application du texte à l'année 1978) : adopté (p. 2372) ; *amendement n° 10* de la commission (suppression de la disposition permettant au Gouvernement de majorer l'assiette de la cotisation par arrêté) : adopté (p. 2372) ; amendement du Gouvernement (fixation à 8 p. 100 de la majoration forfaitaire du montant des salaires retenus pour l'assiette de la taxe) : adopté (p. 2372) ; *amendements n° 11* de la commission et *n° 4* de M. Laurent Fabius, identiques (exonération des entreprises employant moins de dix salariés) : rejetés (p. 2374) ; *amendement n° 42* corrigé de M. René de Branche (exonération des entreprises dont le montant des salaires retenu pour l'assiette de la taxe d'apprentissage au titre de l'année précédente est inférieur à 350 000 francs) : retiré (p. 2374).

– article 2, ainsi modifié, adopté 2374).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), de Branche (René).

ART. 3 (participation des employeurs au financement de la formation professionnelle, maintien de l'obligation d'affecter 0,2 p. 100 à la formation des jeunes demandeurs d'emploi sous forme d'un versement à l'Etat) : *amendements* identiques *n° 5* de M. Laurent Fabius et *n° 25* de M. Dominique Frelaut (fixation à 2 p. 100 du taux de participation des employeurs à la formation professionnelle) : rejetés (p. 2379) ; *amendement n° 26* corrigé de M. Dominique Frelaut (gestion par les travailleurs dans le cadre du comité d'entreprise de la formation professionnelle) : rejeté (p. 2380) ; *amendement n° 12* de la commission (limitation de l'article 3 à 1978) : adopté (p. 2380) ; amendement du Gouvernement (fixation à 8 p. 100 de la majoration forfaitaire, du montant des salaires retenus comme assiette du versement de 0,2 p. 100) : adopté (p. 2380) ; *amendement n° 13* de M. Fernand Icart (suppression de la disposition permettant de majorer par arrêté l'assiette du versement) : adopté (p. 2380) ; *amendement n° 6* de M. Laurent Fabius (interdiction d'imputer le versement de 0,2 p. 100 sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle) : rejeté (p. 2380) ; *amendement n° 27* de M. Pierre Zarka (contrat d'embauche définitive à la fin des stages pratiques en entreprise) : rejeté par scrutin public n° 27 (p. 2381) ; liste des votants (p. 2387).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2381).

MM. Porelli (Vincent), Léger (Alain), Mme Goutmann (Marie-Thérèse), MM. Jarosz (Jean), Montdargent (Robert), Mme Privat (Colette), MM. Jouve (Jacques), Douffiagues (Jacques), Besson (Louis), Frelaut (Dominique), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Jans (Parfait), Vivien (Robert-André).

ART. 4 (réduction de 0,2 p. 100 à 0,1 p. 100 du pourcentage au logement des immigrés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) : *amendements* identiques de suppression de l'article 4, *n° 14* de la commission, *n° 7* de M. Claude Michel et *n° 29* de M. Parfait Jans : rejetés par scrutin public n° 28 (p. 2384) ; liste des votants (p. 2388).

– article 4 adopté (p. 2384).

Mme Fost (Paulette), MM. Briane (Jean), Michel (Claude), Jans (Parfait), Papon (Maurice).

APRES l'ART. 4 : *amendement n° 31* rectifié de M. Dominique Frelaut (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les personnes bénéficiant de cet avantage pour l'impôt sur le revenu, abattement de 20 p. 100 pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans assujetties aux trois premières tranches de l'impôt sur le revenu et pour les titulaires de carte d'invalidité, suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 29 (p. 2393) ; liste des votants (p. 2420) ; *amendement n° 32* de M. Dominique Frelaut (prise en compte des indemnités de chômage total et partiel et du pacte national pour l'emploi pour le calcul du V.R.T.S., suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 30 (p. 2395) ; liste des votants (p. 2420) ; *amendement n° 44* de M. Dominique Frelaut (remboursement de la T.V.A. payée par les collectivités locales sur leurs travaux, suppression de l'avoir fiscal et de l'amortissement dégressif, augmentation de l'impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 240 000 francs par an) : rejeté (p. 2396).

MM. Frelaut (Dominique), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Aumont (Robert), Marette (Jacques), de Branche (René), Besson (Louis).

ART. 5 (réduction à 15 p. 100 du taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure appliquée au carburant routier au profit du F.S.I.R.) : *amendement n° 34* de M. René Rieubon (portant à 25 p. 100 le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure appliquée au carburant routier, suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin publivc n° 31 (p. 2399) ; liste des votants (p. 2421) ; *amendement n° 15* de la commission et *amendement n° 8* de M. Louis Besson identique (portant à 15,36 p. 100 le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure appliquée au carburant routier) : rejetés par scrutin public n° 32 (p. 2399) ; liste des votants (p. 2422).

– article 5 adopté (p. 2399).

MM. Chaminade (Jacques), Icart (Fernand), Fabius (Laurent), Besson (Louis), Papon (Maurice).

APRES l'ART. 5 : *amendement n° 16* de la commission (élargissement de l'assiette de la taxe perçue par les communes sur la consommation de gaz et d'électricité, conditions d'emploi du produit de l'accroissement de cette taxe) : adopté (p. 2401) ; *amendement n° 36* rectifié de Mme Chantal Leblanc (institution d'un impôt de 2,5 p. 100 sur l'actif net des banques et des établissements financiers) : rejeté (p. 2402) ; *amendement n° 37* rectifié de M. Roger Combrisson (suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 2402) ; *amendement n° 38* de Mme Colette Privat (suppression du régime spécial de taxation des profits de construction) : rejeté (p. 2402) ; *amendement n° 39* de M. Jack Ralite (fixation à 7 p. 100 de la T.V.A. sur le spectacle cinématographique, suppression de l'avoir fiscal) : rejeté par scrutin public n° 33 (p. 2403) ; liste des votants (p. 2424).

MM. Icart (Fernand), Chauvet (Augustin), Papon (Maurice), Ginoux (Henri), Frelaut (Dominique), Brunhes (Jacques), Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Mme Privat (Colette), M. Ralite (Jack).

ART. 6 (ouverture de crédits supplémentaires de 4 680 millions de francs répartis conformément à l'état A annexé à la loi) : crédits concernant le ministère de l'économie et des finances, charges communes : titre III adopté (p. 2406) ; titre IV adopté (p. 2406) ; crédits concernant le ministère de l'éducation : titre III adopté (p. 2406) ; crédits concernant les services du Premier ministre ; *amendement n° 17* de la commission (diminuer les crédits du titre III de 20 millions de francs) : rejeté (p. 2406) ; titre III adopté (p. 2406) ; titre IV adopté (p. 2406) ; crédits concernant les ministères du travail et de la santé : titre IV adopté (p. 2406).

– article 6 adopté (p. 2406).

MM. Kalinsky (Maxime), Vizet (Robert), Chevènement (Jean-Pierre), Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Neuwirth (Lucien), Legendre (Jacques).

APRES l'ART. 6 : *amendement n° 1* de M. Maurice Cornette faisant bénéficier les syndicats intercommunaux à vocation multiple de l'aide du fonds de compensation pour la T.V.A. au même taux que les communes : adopté (p. 2407).

MM. Cornette (Maurice), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Frelaut (Dominique).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Fabius (Laurent)* : insuffisance des mesures proposées face à la gravité de la situation, notamment en matière d'emploi des jeunes ; attitude négative du Gouvernement et de la majorité lors de la dicussion des amendements ; attitude équivoque de la majorité critiquant la politique gouvernementale et se ralliant à elle au moment des votes (p. 2407) ; hostilité du groupe socialiste au projet (p. 2408).

– *M. Frelaut (Dominique)* : opposition du groupe communiste à la loi de finances rectificative ; déplore le rejet de tous les amendements qui tendaient à la justice sociale ; attitude équivoque de la majorité (p. 2408) ; adoption de l'ensemble du projet par scrutin public (p. 2408).

Adoption de l'ensemble du projet par scrutin public n° 34 (p. 2408) ; liste des votants (p. 2425).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 juin 1978] (p. 3149).

Question préalable de M. Andrieux (Maurice) : *MM. Andrieux (Maurice)*, (p. 3150, 3151)) ; *Frelaut (Dominique)*. – Rejet au scrutin public n° 53 (p. 3151) ; liste des votants (p. 3175, 3176).

Cotisation patronale pour la construction : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 3149) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 3152).

Difficultés financières des collectivités locales : *MM. Andrieux (Maurice)*, (p. 3150, 3151).

Logement social (difficultés financières) : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 3150) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 3152) ; *Papon (Maurice)*, (p. 3153).

Opposition (place du Parlement) : *MM. Vivien (Robert-André)*, (p. 3150, 3152) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 3151, 3152).

Question préalable portant sur un texte de commission mixte paritaire (recevabilité) : *MM. Andrieux (Maurice)*, (p. 3150) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 3150).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 juin 1978] (p. 3154).

ART. 4. – ART. 5 *bis*. – ART. 7.

M. Frelaut (Dominique).

Explications de vote : *M. Frelaut (Dominique)* : maintient les raisons du vote hostile du groupe communiste en première lecture ; différent entre la ville de Paris et l'Etat ; absence d'aide consentie aux collectivités locales pour l'élaboration de leur budget supplémentaire (p. 3154).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 3154).

2. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1978 **n° 564,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, et Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart [5 octobre 1978]. – Rapport **n° 569** [5 octobre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [2 octobre 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Julien Schvartz [5 octobre 1978]. – Discussion les 9 et 10 octobre 1978. – Adoption le 10 octobre 1978. – Projet de loi de finances rectificative **n° 75.**

SENAT (première lecture), n° 15 (1978-1979). Dépôt le 11 octobre 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 21 (1978-1979) [13 octobre 1978). – Discussion le 18 octobre 1978. – Adoption définitive le 18 octobre 1978. – Projet de loi de finances rectificative n° 7.

Loi n° 78-1023 du 23 octobre 1978 publiée au *J.O.* du 24 octobre 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 8 (A.N. 1. – S. 1).

Discussion générale commune du projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier **(n° 563)** et du projet de loi de finances rectificative pour 1978 **(n° 564)** [9 octobre 1978] (p. 5797), [10 octobre 1978] (p. 5869) : Industrie sidérurgique, 3.

DISCUSSION DES ARTICLES [10 octobre 1978] (p. 5900).

ART. 1er (garantie par l'Etat de l'équilibre des opérations effectuées par la C.A.P.A.) : adopté (p. 5900).

ART. 2 (garantie par l'Etat des emprunts de la C.A.P.A.) : adopté (p. 5900).

ART. 3 (dépôt des fonds de la C.A.P.A. au Trésor) : adopté (p. 5900).

ART. 4 (ouverture d'un compte spécial « Prêts à la caisse d'amortissement pour l'acier ») : adopté (p. 5900).

ART. 5 (ouverture de deux milliards de francs par crédits au ministre de l'économie au titre des comptes de prêts et de consolidation) : *amendement n° 15* du Gouvernement (augmentation de la somme prévue à l'article 5) : adopté (p. 5901).

MM. Monory (René), Icart (Fernand), Schvartz (Julien).

– article 5, ainsi modifié : adopté (p. 5901).

ART. 6 (possibilité de reporter les crédits disponibles du compte « Prêts à la caisse d'amortissement pour l'acier ») : adopté (p. 5901).

ART. 7 (ouverture au budget des charges communes de 300 millions de francs d'autorisations de programme et de 300 millions de francs de crédit de paiement) : *amendement* de suppression *n° 2* de M. Antoine Porcu : retiré (p. 5901).

M. Porcu (Antoine).

– article 7 : adopté (p. 5901).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 16* du Gouvernement (ouverture de crédits supplémentaires au budget des charges communes) : adopté (p. 5901) ; *amendement n° 6* rectifié de la F.D.E.S.) : rejeté (p. 5902) ; *amendement n° 12* de M. Maurice Cornette : retiré (p. 5902) ; *amendement n° 1* de M. Maurice Cornette : retiré (p. 5902) ; *amendement n° 7* rectifié de la commission et *sous-amendement n° 18* de M. Jacques Cressard : retirés (p. 5902) ; *amendement n° 17* de M. Jean-Louis Masson (soumission par le Gouvernement d'un plan de sauvegarde de l'économie des zones où la sidérurgie constitue une mono-industrie) : déclaré irrecevable (p. 5905) ; *amendement n° 3* de M. Jean-Louis Masson (soumission d'un plan du Gouvernement au Parlement pour la sauvegarde de l'économie des zones où la sidérurgie constitue une mono-industrie) : retiré (p. 5905) ; *sous-amendement n° 13* de la commission de la production et des échanges à l'*amendement n° 3* (modification de la délimitation géographique d'application du plan prévu à l'amendement n° 3) : devenu sans objet (p. 5905) ; *sous-amendement n° 19* de M. César Depietri à l'amendement n° 3 (maintien de l'industrie sidérurgique et minière dans les zones concernées par l'amendement n° 3) : devenu sans objet (p. 5905) ; *amendement n° 14* de M. Henri Ferretti (obligation pour le Gouvernement de présenter un plan d'action pour la sauvegarde de l'activité économique dans les zones où la sidérurgie constitue une mono-industrie) : retiré (p. 5904) ; *amendement n° 9* de M. Jean-Louis Masson (obligation pour le Gouvernement de présenter un plan de réorganisation des mines de fer de

Lorraine) : retiré (p. 5905) ; *sous-amendement n° 21* de Mme Colette Gœuriot à l'*amendement n° 9* de M. Jean-Louis Masson (but du plan : relance de l'activité des mines de fer de Lorraine, consultation des organisations syndicales) : devenu sans objet (p. 5905) ; *amendement n° 10* de M. Jean-Louis Masson (contenu du plan de réorganisation des mines de fer de Lorraine) : retiré (p. 5905) ; *sous-amendement n° 20* de M. Antoine Porcu à l'*amendement n° 10* (survie des activités extractives assurée par le plan de développement des mines de fer de Lorraine) : devenu sans objet (p. 5905) ; *amendement n° 11* de M. Jean-Louis Masson (rapport sur le problème de la compensation des déséquilibres financiers créés par la structure démographique du personnel des mines de fer) : retiré (p. 5905) ; *amendement n° 5* de M. Jean-Louis Masson (présentation par le Gouvernement de bilans annuels de réalisation des mesures prévues par le plan de sauvegarde) : retiré (p. 5906) ; *amendement n° 8* rectifié de M. Michel Debré (intervention de mesures protectionnistes en cas d'inapplication des dispositions de traites relatives à l'état de crise par la Commission économique européenne) : retiré (p. 5907).

MM. Monory (René), Icart (Fernand), Schvartz (Julien), Cornette (Maurice), Cressard (Jacques), Masson (Jean-Louis), Ferretti (Henri), Depietri (César), Porelli (Vincent), Vivien (Robert-André), Mexandeau (Louis), Porcu (Antoine), Billardon (André).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Masson (Jean-Louis)* : son vote hostile (p. 5907).

– *M. Mexandeau (Louis)* : le vote hostile du groupe socialiste (p. 5907).

– *M. Rigout (Marcel)* : le vote hostile du groupe communiste (p. 5907).

L'ensemble du projet de loi est adopté (p. 5907).

3. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1978 **n° 709.** – Lettre rectificative **n° 735** [29 novembre 1978]. – Deuxième lettre rectificative **n° 749** [5 décembre 1978], Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 21 novembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 736** [30 novembre 1978]. – Rapport supplémentaire **n° 748** [5 décembre 1978]. – Deuxième rapport supplémentaire **n° 767** [7 décembre 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur pour avis : M. Jean-Claude Pasty [30 novembre 1978]. – Avis **n° 750** [6 décembre 1978]. – Discussion les 6 et 7 décembre 1978. – Adoption le 7 décembre 1978. – Projet de loi **n° 105.**

SENAT (première lecture), n° 124 (1978-1979). Dépôt le 8 décembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteurs : M. Maurice Blin, rapporteur général, et M. Yves Durand. – Rapport n° 131 (1978-1979) [9 décembre 1978]. – Discussion le 14 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 14 décembre 1978. – Projet de loi n° 31 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 801.** Dépôt le 15 décembre 1978. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [15 décembre 1978] (p. 9580). – Nomination [19 décembre 1978] (p. 9713).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Augustin Chauvet, Gilbert Gantier, Emmanuel Hamel, Fernand Icart, Bernard Pons, Louis Sallé, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Pierre Ribes, François d'Aubert, André-Georges Voisin, Rémy Montagne, Arthur Dehaine, Henri Ginoux, Maurice Ligot.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Yves Durand, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descoures-Desacres, Henri Tournan, Jean-Pierre Fourcade ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Georges Lombard, Gaston Pams, Marcel Fortier, Modeste Legouez, Marcel Debarge, René Ballayer.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9775). – Président : M. Edouard Bonnefous. – vice-président : M. Robert-André Vivien.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 816** [20 décembre 1978]. – Discussion : 20 décembre 1978. – Adoption : 20 décembre 1978. – Projet **n° 135.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 176 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet n° 61 (1978-1979).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (article 61, alinéa 2 de la Constitution) : le 21 décembre 1978 par MM. Alain Savary, Gaston Defferre, Laurent Fabius, Jean-Pierre Cot, André Chandernagor, Jean Poperen, Jacques Santrot, Christian Laurissergues, Henri Emmanuelli, Pierre Forgues, Alain Richard, Robert Aumont, René Gaillard, Michel Manet, Guy Bêche, Yvon Tondon, Paul Quilès, Philippe Marchand, Louis Mexandeau, André Cellard, Roger Duroure, André Billardon, Jacques Lavedrine, Christian Nucci, François Autain, Pierre Jagoret, André Delehedde, Henri Lavielle, Raoul Bayou, Edmond Vacant, Georges Lemoine, Mme Marie Jacq, MM. Pierre Guidoni, Henri Michel, Roland Huguet, Roland Beix, Maurice Brugnon, Maurice Masquère, Raymond Julien, Jacques Cambolive, Gérard Houteer, François Massot, Joseph Vidal, Roland Florian, Louis Le Pensec, Jean-Pierre Chevènement, Georges Fillioud, Mme Edwige Avice, MM. Jean-Michel Baylet, Alain Vivien, Claude Michel, Martin Malvy, Maurice Andrieu, Jean-Pierre Defontaine, Alain Hautecœur, Jean-Michel Boucheron, Henri Darras, André Laurent, Alain Faugaret, Louis Darinot, Lucien Pignon, Jacques-Antoine Gau, Gilbert Sénès, Gérard Haesebroeck, Arthur Notebart, André Saint-Paul, députés à l'Assemblée nationale ; le 22 décembre 1978 par MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Mme Angèle Chavatte, M. Jacques Chaminade, Mme Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Alain Léger, Joseph Legrand, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka, députés à l'Assemblée nationale.

Décision le 29 décembre 1978 (*J.O.* du 30 décembre 1978) (p. 4414, 4415) : conforme en totalité.

Loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1978 (p. 4385).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **4** : 3 *bis* (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **5** : 4 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **6** : 4 *bis* (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **7** : 5 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **8** : 6 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **9** : 7 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **10** : 8 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **11** : 8 *bis* (A.N. 1. - S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 8 *quater* (S. A. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **13** : 9 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **14** : 10 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **15** : 11 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **16** : 12 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **17** : 12 *bis* (S. 1. - A.N. C.M.P. - S. C.M.P.).
Loi, article **18** et ETAT A : 13 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **19** et ETAT B : 14 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **20** : 15 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **21** : 16 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **22** : 17 (projet. - A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **23** : lettre rectificative n° 735. - 18 (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **24** : 1 lettre rectificative n° 749. - 19 (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **25** : 2 lettre rectificative n° 749. - 20 (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **26** : 3 lettre rectificative n° 749. - 21 (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **27** : 4 lettre rectificative n° 749. - 22 (A.N. 1. - S. 1).
Loi, article **28** : 5 lettre rectificative n° 749.

– 23 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **29** : 6 lettre rectificative n° 749.
– 24 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **30** : 7 lettre rectificative n° 749.
– 25 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **31** : 8 lettre rectificative n° 749.
– 26 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **32** : 9 lettre rectificative n° 749.
– 27 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **33** : 10 lettre rectificative n° 749.
– 28 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **34** : 11 lettre rectificative n° 749.
– 29 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **35** : 12 lettre rectificative n° 749.
– 30 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **36** : 13 lettre rectificative n° 749.
– 31 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **37** : 14 lettre rectificative n° 749.
– 32 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **38** : 15 lettre rectificative n° 749.
– 33 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **39** : 16 lettre rectificative n° 749.
– 34 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **40** : 17 lettre rectificative n° 749.
– 35 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **41** : 18 lettre rectificative n° 749.
– 36 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **42** : 19 lettre rectificative n° 749.
– 37 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **43** : 20 lettre rectificative n° 749.
– 38 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **44** : 21 lettre rectificative n° 749.
– 39 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **45** : 22 lettre rectificative n° 749.
– 40 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **46** : 23 lettre rectificative n° 749.
– 41 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **47** : 24 lettre rectificative n° 749.
– 42 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **48** : 25 lettre rectificative n° 749.
– 43 (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **49** : 26 lettre rectificative n° 749.
– 44 (A.N. 1. – S. 1).

DISCUSSION GENERALE [6 décembre 1978] (p. 8888) ; [7 décembre 1978] (p. 8953).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Louis Odru et les membres du groupe communiste : *MM. Odru (Louis)*, (p. 8896) ; *Hamel (Emmanuel)* ; rejetée au scrutin public n° 132, (p. 8897) ; liste des votants (p. 8917, 8918).

Question préalable opposée par M. Jacques Chaminade et les membres du groupe communiste : *MM. Odru (Louis)*, (p. 8897) ; *Ducoloné (Guy)*, retirée (p. 8898).

Airbus (aide à la commercialisation) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 8893).

Allemagne fédérale (domination économique) : *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 8902).

« Amoco Cadiz » : *M. Papon (Maurice)*, (p. 8958).

Avions Marcel Dassault (participation de l'Etat) : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 8888, 8889) ; *Icart (Fernand)*, (p. 8892) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8906) ; *Savary (Alain)*, (p. 8906, 8907, 8908) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 8953, 8954) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959) ; *Monory (René)*, (p. 8960).

B.A.P.S.A. : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8894) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 8908) ; *Jarosz (Jean)*, (p. 8955) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Crédit agricole (assujettissement à l'impôt sur les sociétés) : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 8888) ; *Icart (Fernand)*, (p. 8893) ; *Schneiter (Jean-Louis)*, (p. 8898, 8899) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8901) ; *Monory (René)*, (p. 8960, 8961).

Culture (dépenses budgétaires) : *M. Villa (Lucien)*, (p. 8955).

Découvert pour 1978 : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 8888) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8901) ; *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 8902) ; *MM. Fontaine (Jean)*, (p. 8904) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8905) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8958).

Départements d'Outre-Mer (protection sociale des agriculteurs) : *MM. Fontaine (Jean)*, (p. 8904) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Dépenses sociales : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 8892) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8894, 8895) ; *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 8902, 8903) ; *MM. Zeller (Adrien)*, (p. 8905, 89056) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 8908) ; *Léger (Alain)*, (p. 8954) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Education physique et sportive : *M. Hage (Georges)*, (p. 8954, 8955).

Education (problèmes de l') : *M. Brunhes (Jacques)*, (p. 8956, 8957).

Emploi (politique de l') : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8895) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8905) ; *Beix (Roland)*, (p. 8910).

Entreprises publiques (dotations budgétaires) : *M. Icart (Fernand)*, (p. 8893).

Fiscalité frappant les bas salaires : *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 8903).

Fonds de garantie contre les calamités agricoles : *MM. Icart (Fernand)*, (p. 8892, 8893) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8901) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 8905) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Handicapés : *MM. Pasty (Jean-Claude)*, (p. 8895) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 8905, 8906) ; *Léger (Alain)*, (p. 8954) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Productions animales (crise) : *MM. Soury (André)*, (p. 8956) ; *Monory (René)*, (p. 8961).

Relance économique (propositions communistes) : *Mme Gœuriot (Colette)*, (p. 8903).

Secteurs industriels en crise : *M. Beix (Roland)*, (p. 8911).

Sixième directive des communautés européennes : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 8888, 8889, 8890) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 8890) ; *Icart (Fernand)*, (p. 8893) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 8896) ; *Odru (Louis)*, (p. 8896) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 8897) ; *Fabius (Laurent)*, (p. 8900) ; *Corrèze (Roger)*, (p. 8908) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 8908, 8909) ; *Papon (Maurice)*, (p. 8959).

Système monétaire européen : *M. Fabius (Laurent)*, (p. 8901).

DISCUSSION DES ARTICLES [7 décembre 1978] (p. 8961).

ART. 1er (fixation des bénéfices agricoles forfaitaires de l'année 1978) : adopté (p. 8961).

ART. 2 (conséquences fiscales de l'exercice d'une activité professionnelle par la femme mariée) ; *amendement n° 13* de Mme Jacqueline Chonavel (égalité fiscale de l'homme et de la femme) : rejeté (p. 8962) ; *amendement n° 6* de la commission (suppression du deuxième alinéa de l'article 2) : retiré (p. 8962) ; *amendement n° 22* de la commission (nouvelle rédaction du second alinéa de l'article 2) : adopté (p. 8962).

Mme Moreau (Gisèle), MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Vizet (Robert), Vivien (Robert-André).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8962).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 14* de Mme Gisèle Moreau (demandant au Gouvernement de soumettre au Parlement une réforme de l'impôt sur le revenu reconnaissant l'égalité de la femme mariée et reposant sur la possibilité d'imposition séparée, la suppression du quotient familial, la création d'un crédit d'impôt correspondant aux frais de garde) : déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution (p. 8963) ; *amendement n° 2* de M. Laurent Fabius (suppression de la notion de chef de famille) : rejeté par scrutin public n° 133 (p. 8966) ; liste des votants (p. 8976, 8977) ; *amendement n° 29* de M. Lucien Neuwirth (possibilité d'imposition distincte pour la femme) : rejeté par scrutin public n° 134 (p. 8966) ; liste des votants (p. 8977, 8978) ; *amendement n° 31* de M. Laurent Fabius (suppression des réductions de part des handicapés en cas de mariage gagée par une augmentation de la taxe sur les véhicules de sociétés) : rejeté (p. 8967).

Mme Moreau (Gisèle), MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), de Branche (René), Vivien (Robert-André), Gantier (Gilbert), Neuwirth (Lucien), Combrisson (Roger), Marie (Bernard).

ART. 3 (aménagement du régime simplifié d'imposition des exploitants agricoles). Inscrit : *M. Girardot (Pierre)* : souhaite que les entreprises n'acquittent la T.V.A. qu'après encaissement de leurs ressources (p. 8967). – *Amendements n°s 25, 26, 27* et *28* de M. Arnaud Lepercq (modification de la période d'exercice des exploitants en fonction du cycle cultural et des entrées de paille dans leurs fermes) : retirés (p. 8968).

MM. Lepercq (Arnaud), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 3 adopté (p. 8968).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 9* de M. Dominique Frelaut (dispositions transitoires pour la taxe professionnelle) : rejeté (p. 8968) ; *amendement n° 10* de M. Parfait Jans (exonération de la taxe foncière pour les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions à usage d'habitation pendant vingt-cinq ou quinze ans) : rejeté (p. 8969) ; *amendement n° 12* de M. Pierre Lagourgue (relèvement de la taxe à la consommation sur les carburants alimentant le fonds d'investissement routier dans les départements d'Outre-Mer) : adopté (p. 8969).

MM. Combrisson (Roger), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Lagourgue (Pierre).

ART. 4 (modification des ressources du fonds de garantie contre les calamités agricoles). Inscrits : *MM. Pasty (Jean-Claude)* : problème du financement du fonds de garantie ; emballement des dépenses d'indemnisation ; échec de la décentralisation des procédures ; institution d'une taxe de 7. p. 100 sur les contrats d'assurances relatifs aux véhicules et engins terrestres à moteur des exploitants agricoles proposée pour financer le fonds d'indemnisation des calamités agricoles ; injustice de ce financement qui pèse davantage sur les petits exploitants ; nécessité d'une réforme du fonds de garantie contre les calamités agricoles (p. 8969) ; *M. Laurissergues (Christian)* : déficit de 330 millions du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; absence de garantie sur la non-reconduction de la mesure prévue à l'article 4 pour financer le fonds ; proposition de loi socialiste (p. 8969) ; possibilité d'étendre le champ de l'assurance obligatoire ; vote hostile des socialistes sur l'article 4 (p. 8970) ; *M. Fontaine (Jean)* : inapplication de la loi du 31 décembre 1974 créant un fonds de garantie contre les calamités agricoles pour les départements d'Outre-Mer (p. 8970) ; *M. Méhaignerie (Pierre)* : échec de l'expérience de décentralisation ; volonté de

créer un comité régional des calamités agricoles ; assiette de la taxe non satisfaisante mais transitoire (p. 8970) ; *amendements* identiques *n° 7* de la commission, *1* de M. Augustin Chauvet et *21* de M. Hector Rolland (suppression de l'article 4) : rejetés par scrutin public n° 135 (p. 8972) ; liste des votants (p. 8978, 8979) ; *amendement n° 34* de M. Gérard César (taxe additionnelle de 5 p. 100 applicable à compter du 1er janvier 1980) : adopté avec modification (p. 8972) ; *sous-amendement n° 54* de M. Jean-Claude Pasty (caractère exceptionnel de la taxe) : adopté (p. 8972) : *amendement n° 34,* ainsi modifié, adopté (p. 8972) ; *amendement n° 17* de M. Jacques Chaminade (inapplication de la taxe aux petites exploitations, différence supportée par les compagnies d'assurances non mutualistes) : rejeté par scrutin public n° 136 (p. 8973) ; liste des votants (p. 8979, 8980).

MM. Icart (Fernand), Vivien (Robert-André), Chauvet (Augustin), de Branche (René), Revet (Charles), Soury (André), Fabius (Laurent).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 8973).

APRES L'ART. 4 : *amendement n° 47* du Gouvernement (actualisation des tranches du barème de l'impôt sur les spectacles affectant les plafonds de chaque tranche de recettes mensuelles du coefficient 3 pour les réunions sportives) : adopté (p. 8974).

MM. Papon (Maurice), Neuwirth (Lucien), Icart (Fernand).

ART. 5 (aménagement de l'assiette de la redevance annuelle due par les sociétés de courses) : adopté (p. 8974).

ART. 6 (transfert aux collectivités locales du service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud) : *amendement n° 35* de M. Jacques Chaminade (maintien de la possibilité de détachement offerte par le statut de la fonction publique aux personnels d'Etat des eaux et fonfaines de Versailles) : rejeté (p. 8974).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Gouhier (Roger), Fabius (Laurent).

– article 6 adopté (p. 8974).

ART. 7 (contrôle légal des thermomètres médicaux, alcoomètres et densimètres) : adopté (p. 8974).

ART. 8 (affectation du produit des amendes relatives à la circulation routière) : adopté (p. 8974).

APRES l'ART. 8 : *amendement n° 16* de M. Jean Foyer (nullité des précisions des conseils municipaux et départementaux ayant pour effet la restitution de tout ou partie des impôts perçus pour le compte du département ou de la commune) : adopté (p. 8975).

MM. Foyer (Jean), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), de Branche (René), Combrisson (Roger).

ART. 9 (relèvement de la dotation du fonds des approvisionnements généraux du service des essences des armées) : adopté (p. 8975).

ART. 10 (garantie de l'Etat à un emprunt contracté par l'agence de coopération culturelle et technique) : adopté (p. 8975).

ART. 11 (consolidation sous forme de prêt d'une avance consentie à l'office de radiodiffusion-télévision française) : adopté (p. 8975).

ART. 12 (prise de participation de l'Etat dans le capital de la Société des avions Marcel Dassault-Breguet aviation). Inscrits : *M. Combrisson (Roger) :* nécessité de la nationalisation du groupe Marcel Dassault-Breguet aviation en raison du caractère militaire de ses productions et de son financement sur fonds publics (p. 8982) ; *M. Madelin (Alain) :* inopportunité de la prise de participation de l'Etat Pour les contribuables, pour l'Etat et pour l'entreprise (p. 8982, 8983) ; *amendement n° 8* de la commission (nouvelle rédaction prévoyant la présentation d'un rapport par le Gouvernement sur les moyens financiers affectés au soutien des programmes des sociétés aéronautiques ainsi qu'aux commandes passées auprès de chacune de ces sociétés) : rejeté par scrutin public n° 137 (p. 8986) ; liste des votants (p. 9010, 9011).

MM. Icart (Fernand), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Hamel (Emmanuel).

– article 12 adopté (p. 8986).

ART. 13 et ETAT A annexé (ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses ordinaires des services civils des ministères des affaires étrangères, agriculture, anciens combattants, coopération, culture et environnement, départements d'Outre-Mer, économie et finance, éducation, équipement et aménagement du territoire, industrie, commerce et artisanat, intérieur ; titres III et IV) : adoptés (p. 8987).

(Ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses ordinaires des services civils du ministère de la jeunesse et des sports) : *amendement n° 19* de M. Georges Hage (suppression des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires) : rejeté par scrutin public n° 138 (p. 8988) ; liste des votants (p. 9011, 9012). Inscrit : *M. Vacant (Edmond) :* s'élève contre le financement des heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique ; chômage des

enseignants en éducation physique et sportive ; non-respect des objectifs du VIIe Plan (p. 8986).

MM. Hage (Georges), Gissinger (Antoine), Vivien (Robert-André), Berest (Eugène), Papon (Maurice).

– titre III adopté (p. 8988).

(Ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses ordinaires des services civils de la justice, des services du Premier ministre, des territoires d'Outre-Mer, du travail et de la santé, des universités, titres III et IV).

– article 13 et état A annexé : adoptés (p. 8988).

ART. 14 et ETAT B annexé (dépenses en capital des services civils ; ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiements supplémentaires pour les ministères des affaires étrangères, agriculture, culture et environnement, départements d'Outre-Mer, économie et finances, équipement et aménagement du territoire, industrie, commerce et artisanat, intérieur, justice, jeunesse et sports, services du Premier ministre, travail et santé ; titre V et VI) : adoptés (p. 8989).

(Dépenses en capital des services civils ; ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement supplémentaires pour le ministère des universités ; titres V et VI) : adoptés (p. 8989) ; *amendement n° 41* de M. Louis Mexandeau (suppression des crédits ouverts au chapitre 56-10 du budget des universités et relatifs au transfert de l'université de Paris-VIII Vincennes) : rejeté (p. 8989).

MM. Laurain (Jean), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– M. Odru (Louis) : le vote favorable du groupe communiste sur l'*amendement n° 4* (p. 8989).

– article 14 et état B annexé : adoptés (p. 8989).

ART. 15 (dépenses ordinaires des services militaires). Inscrit : *M. Maillet (Raymond)* : absence d'information du Parlement sur l'utilisation exacte des crédits supplémentaires demandés ; vote hostile du groupe communiste sur des crédits destinés à financer la politique du Gouvernement en Afrique (p. 8989) ; proteste contre l'annulation d'un crédit de 2 millions au titre des versements à la S.N.C.F. de l'indemnité compensatrice des réductions de tarifs accordées pour le transport militaire (p. 8990).

– article 15 adopté (p. 8990).

ART. 16 (dépenses en capital des services militaires) : adopté (p. 8990).

ART. 17 (crédits de paiement supplémentaires ouverts au titre des dépenses des budgets annexés pour 1978).

M. Vivien (Robert-André).

– article 17 adopté (p. 8990).

APRES L'ART. 17 : *amendement n° 48* de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (tendant à maintenir au régime général la moitié des 820 millions de francs que représente le solde de l'apurement de la compensation démographique au titre de 1977 en ce qui concerne le prélèvement sur les recettes de l'Etat ; contribution exceptionnelle sur les alcools) : rejeté (p. 8991).

MM. Pasty (Jean-Claude), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

Première lettre rectificative n° 735 :

ART. ADDITIONNEL (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit agricole). Inscrit : *M. Biwer (Claude)* : intervient au nom de M. Alain Mayoud et en son nom personnel ; justifie les privilèges dont bénéficiait le crédit agricole (p. 8991) ; contenu et compromis entre l'Etat et le crédit agricole : assujettissement du crédit agricole à l'impôt sur les sociétés et extension de sa compétence ; souhaite l'application rapide et complète de ce compromis ; son vote favorable sur l'article additionnel (p. 8992) ; *amendement n° 20* de M. Jacques Jouve (suppression de l'article additionnel) : rejeté par scrutin public n° 139 (p. 8994) ; liste des votants (p. 9012, 9013) ; *amendement n° 23* du Gouvernement (attribuant la qualité d'établissement public à caractère industriel et commercial à la caisse nationale de crédit agricole) : adopté (p. 8994) ; *amendement n° 24* du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles certaines catégories de bénéficiaires de prêts et d'engagement de cautions de la part des caisses de crédit agricole mutuel peuvent ne pas avoir la qualité de sociétaires) : adopté (p. 8994) ; *amendement n° 33* de M. Guy Guermeur (faisant obligation au Gouvernement de déposer avant le 31 décembre 1979 un projet de loi portant harmonisation des conventions d'intervention du crédit maritime avec celle du crédit agricole) : retiré (p. 8995).

MM. Jarosz (Jean), Icart (Fernand), Papon (Maurice), de Branche (René), Schneiter (Jean-Louis), Godefroy (Pierre).

– article additionnel : adopté avec modification (p. 8995)»

Deuxième lettre rectificative n° 749 :

ART. ADDITIONNEL 1er (articles 256, 256 *a* et 256 *b* du code des impôts) : soumission à la T.V.A. des livraisons de biens meubles et des prestations de services effectuées à titre onéreux par un assujetti ; assujettissement à la T.V.A. des personnes effectuant de manière indépendante à titre habituel ou occasionnel une ou plusieurs opérations soumises à la T.V.A. ; exonération des personnes morales de droit public pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsion dans les conditions de la concurrence. Inscrits : *M. Neuwirth (Lucien)* : système français de T.V.A. comportant des dispositions uniques en Europe : décalage d'un mois et règle du butoir ; harmonisation de la T.V.A. menaçant la compétitivité des entreprises françaises (p. 8995) ; *M. Papon (Maurice)* : suppression du butoir depuis le 1er janvier 1972 ; coût élevé de la suppression du décalage d'un mois (p. 8995) ; *amendement n° 36* de M. Jacques Chaminade (repoussant au 1er janvier 1983 l'application des trois articles du code des impôts concernant l'assujettissement des professions libérales à la T.V.A.) : rejeté (p. 8996).

MM. Jarosz (Jean), Icart (Fernand), Fabius (Laurent).

– article additionnel 1er : adopté (p. 8996).

APRES l'ART. ADDITIONNEL 1er : *amendement n° 42* de M. Laurent Fabius (répercussion du nouveau système d'imposition dans le prix des produits vendus ou des prestations fournies) : rejeté (p. 8997).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. ADDITIONNEL 2 (abrogation des dispositions des 4e, 4e *bis*, 4e *ter*, 5e, 12e, 14e, 16e et 17e de l'article 257 du code général des impôts) : adopté (p. 8997).

ART. ADDITIONNEL 3 (article 257 du code général des impôts) : régime d'imposition des livraisons à soi-même : adopté (p. 8997).

ART. ADDITIONNEL 4 (article 258 du code général des impôts) : lieu d'imposition des biens meubles corporel : adopté (p. 8997).

ART. ADDITIONNEL 5 (articles 259, 259 *A*, 259 *B* et 259 *C* du code général des impôts) : champs d'application territorial pour la T.V.A. pour les prestations de services ; dérogations aux règles de territorialité de la T.V.A. pour les prestations de services ; régime des prestations de services effectuées par un prestataire établi lors de la C.E.E. lorsque le bénéficiaire est établi et domicilié en France sans y être assujetti à la T.V.A. ; *amendement n° 43* de M. Laurent Fabius (suppression de l'exonération de T.V.A. pour les prestataires établis à l'étranger lorsque le preneur est établi en France sans y être assujetti à la T.V.A.) : retiré (p. 8998).

MM. Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article additionnel 5 : adopté (p. 8998).

ART. ADDITIONNEL 6 (article 260 du code général des impôts : énumération de personnes ou organismes pouvant opter pour l'assujettissement à la T.V.A.) : adopté (p. 8998).

ART. ADDITIONNEL 7 (abrogation des dispositions des 1er, 2e, 3e *C* et 5e du I de l'article 261 du code général des impôts : abrogation du 5e du 5, du 6, du 2e, deuxième alinéa et du 4e du 7 de l'article 261 du code général des impôts) : adopté (p. 8998).

ART. ADDITIONNEL 8 (article 261 du code général des impôts : énumération d'activités qui, en régime intérieur, vont se trouver exonérées de T.V.A.) : *amendement n° 51* de M. Paul Chapel (parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé) : retiré (p. 8999) ; *amendement n° 52* de M. Paul Chapel (faisant bénéficier de l'exonération de T.V.A. les écoles de formation des maîtres qui, sans être des établissements secondaires, ne sont pas assimilées aux établissements universitaires) : retiré (p. 8999) ; *amendement n° 49* de M. Louis Mexandeau (supprimant l'exonération de T.V.A. pour les établissements d'enseignement privé sous contrat simple) : rejeté (p. 9000) ; *amendement n° 53* de M. Paul Chapel (exonération des organismes à but culturel) : retiré (p. 9000).

MM. Chapel (Paul), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Fabius (Laurent), Corrèze (Roger).

– article additionnel 8 : adopté (p. 9000).

ART. ADDITIONNEL 9 (article 261 *B* du code général des impôts : exonération des remboursements de frais effectués par les membres des personnes morales qui ont pour objet l'utilisation en commun par leurs membres des moyens nécessaires à l'exercice de leur profession) : adopté (p. 9000).

ART. ADDITIONNEL 10 (articles 361 *C*, 261 *D* et 261 *E* du code général des impôts : exonérations de T.V.A.) : *amendement n° 46* de M. Jean-Pierre Delalande (suppression de l'exonération pour les commissions, agios et intérêts payés) : rejeté (p. 9001).

MM. Gissinger (Antoine), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article additionnel 10 : adopté (p. 9001).

ART. ADDITIONNEL 11 (article 262 du code général des impôts : exonération de la T.V.A. pour les exportations de biens meubles corporels et pour les prestations de services qui leur sont directement liées) : adopté (p. 9001).

ART. ADDITIONNEL 12 (article 263 du code général des impôts : exonération des commissions et courtages relatifs à des opérations d'exportation) : adopté (p. 9001).

ART. ADDITIONNEL 13 (article 266 du code général des impôts : bases d'imposition à la T.V.A. de diverses opérations) : adopté (p. 9002).

ART. ADDITIONNEL 14 (article 267 du code général des impôts : éléments retenus ou non dans la base d'imposition de la T.V.A.) : *amendement n° 38* de M. Fernand Marin (tendant à ce que les taxes spéciales et parafiscales perçues en addition à la T.V.A. ne soient pas comprises dans la base d'imposition) : rejeté (p. 9002).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article additionnel 14 : adopté (p. 9002).

ART. ADDITIONNEL 15 (article 269 du code général des impôts : faits générateurs et exigibilité de la T.V.A) : adopté (p. 9002).

ART. ADDITIONNEL 16 (article 271 du code général des impôts : possibilité de déduction en cas d'activités exonérées de T.V.A.) : adopté (p. 9002).

ART. ADDITIONNEL 17 (article 275 du code général des impôts : régime des biens livrés ou importés en franchise en vue de leur exportation) : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 18 (article 283 du code général des impôts : paiement de la taxe par le bénéficiaire pour les opérations imposables mentionnées à l'article 259 *B*, solidarité du prestataire et du bénéficiaire) : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 19 (article 289 du code général des impôts) : remise par les redevables de la T.V.A. d'une facture à leurs clients assujettis à la T.V.A.) : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 20 (article 289 *A* du code général des impôts : obligeant le redevable de la T.V.A. établi hors de France à faire accréditer auprès de l'administration fiscale un représentant domicilié en France : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 21 (articles 291 à 293 du code général des impôts : soumission à la T.V.A. des importations de biens et produits exonérés) : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 22 (article 298 *bis* du code général des impôts : régime du remboursement forfaitaire pour les exploitants agricoles) : adopté (p. 9003).

ART. ADDITIONNEL 23 (article 298 *bis* du code général des impôts : personnes obligatoirement assujetties au régime simplifié) : adopté (p. 9004).

ART. ADDITIONNEL 24 (article 298 *quater* du code général des impôts : remboursements liquidés sur le montant des livraisons de produits agricoles faites à des redevables de la T.V.A.) : adopté (p. 9004).

ART. ADDITIONNEL 25 (abrogation des articles 266-4, 290 *ter*, 297-2, 298 *sexies* du code général des impôts et des articles 162 *bis*, 173 *bis*, 173 *sexies*, 175, 190 et 195 du code des douanes) : adopté (p. 9004).

ART. ADDITIONNEL 26 (entrée en vigueur des dispositions des articles additionnels 1 à 25 le 1er janvier 1979 : fixation par décret en Conseil d'Etat des dispositions transitoires nécessaires pour leur application) ; *amendements* identiques *n° 40* de M. Roger Combrisson et *n° 45* de M. Laurent Fabius (reportant au 1er janvier 1980 l'application des dispositions des articles additionnels 1 à 25) : rejetés (p. 9004).

MM. Combrisson (Roger), Fabius (Laurent), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article additionnel 26 : adopté (p. 9004).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Foyer (Jean) :* rejet du projet sur l'harmonisation de la T.V.A. témoignant de la prise de conscience du Parlement de la disparition progressive de son pouvoir législatif à cause du mécanisme des directives ; inadaptation des règles constitutionnelles à l'appartenance de la France à une communauté dont l'activité législative devient considérable ; ses doutes sur la conformité de la procédure suivie avec l'article 42 de l'ordonnance organique sur les lois des finances (p. 9004, 9005).

– *M. Combrisson (Roger) :* manœuvres procédurières du Gouvernement dont l'objectif est d'intégrer la France dans l'Europe des multinationales ; vote hostile du groupe communiste (p. 9005).

– *M. Hamel (Emmanuel) :* vote favorable du groupe U.D.F. (p. 9005).

– *M. Fabius (Laurent) :* revirement du R.P.R. et constance du P.S. ; vote hostile du groupe socialiste (p. 9005).

– *M. Papon (Maurice) :* demande un scrutin public sur l'adoption de l'ensemble du projet (p. 9005, 9006).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 140 (p. 9006) ; liste des votants (p. 9013, 9014).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9755).

Enlèvement des ordures ménagères (taxe ou redevance) : *M. Icart (Fernand),* (p. 9736).

Enseignement supérieur (exonération de T.V.A.) : *M. Icart (Fernand),* (p. 9756).

Impôts locaux (nullité des délibérations tendant à restituer certains impôts perçus pour le compte du département ou de la commune) : *MM. Icart (Fernand),* (p. 9756) ; *Papon (Maurice),* (p. 9756).

Taxe à la charge des chasseurs de gros gibier : *M. Icart (Fernand),* (p. 9756).

Taxe sur les contrats d'assurance automobile des agriculteurs : *M. Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri),* (p. 9756).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978] (p. 9756).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Fabius (Laurent) :* vote hostile du groupe socialiste (p. 9757).

– *M. Frelaut (Dominique) :* vote hostile du groupe communiste (p. 9757).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9757).

4. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1979 **n° 1397,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 novembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 1429** [27 novembre 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [21 novembre 1979]. – Rapporteur pour avis : M. Charles Miossec [22 novembre 1979]. – Avis **n° 1442** [29 novembre 1979]. – Discussion le 3 décembre 1979. – Deuxième délibération (article 11 et 12) (p. 11159). – Adoption le 3 décembre 1979. – Projet de loi **n° 237.**

SENAT (première lecture) n° 78 (1979-1980). Dépôt le 4 décembre 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 100 (1979-1980) [11 décembre 1979]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. – Rapporteur pour avis : M. Robert Schwint. – Avis n° 107 (1979-1980) [11 décembre 1979]. – Discussion le 17 décembre 1979. – Projet de loi n° 18 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1493.** Dépôt le 17 décembre 1979. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [17 décembre 1979] (p. 12168). – Nomination *[J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Emmanuel Hamel, Fernand Icart, Jacques Marette, Pierre Ribes, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Roger Fossé, René de Branche, Augustin Chauvet, Maurice Tissandier, Jean-Paul de Rocca Serra, Maurice Ligot, Henri Ginoux.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Paul Ribeyre, Jacques Descours-Desacres, Henri Tournan, Yves Durand ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, André Fosset, Christian Poncelet, René Ballayer, Roland Boscary-Monsservin, Henri Duffaut, René Jager.

Bureau [J.O. du 20 décembre 1979] (p. 3207). – Président : M. Robert-André Vivien ; vice-président : M. Edouard Bonnefous.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1503** [18 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption avec modification le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 268.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 126 (1979-1980) [18 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi n° 41 (1979-1980).

Loi n° 79-1102 du 21 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1979 (p. 3227).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 2 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **4** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 3 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **6** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 4 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **8** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 5 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : 6 *bis* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **12** : 7 (projet. A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : art. 7 *bis A* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **14** : art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **16** : art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1). – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **18** : art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **19** : art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **20** : art. 13 *ter* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **21** : art. 13 *quater* (S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **22** : art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **23** : art. 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **24** : art. 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **25** : art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **26** : art. 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **27** : art. 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **28** : art. 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [3 décembre 1979] (p. 11107) :

Action éducative : *Miossec (Charles)*, (p. 11111).

Aide à la famille : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11112).

Auvergne : *Goldberg (Pierre)*, (p. 11120).

Bauxite : *Porelli (Vincent)*, (p. 11121).

Bourses scolaires : *Miossec (Charles)*, (p. 11111).

Bretagne : *Leizour (François)*, (p. 11120).

Budget annexe des prestations agricoles (B.A.P.S.A.) : *Miossec (Charles)*, (p. 11110) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11112) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 11116, 11117, 11118) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 11118) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 11112) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11127).

Chantiers navals : *Porelli (Vincent)*, (p. 11121) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 11124) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11127).

Charbonnages de France : *Icart (Fernand)*, (p. 11108).

C.I.T.-ALCATEL : *Tondon (Yvon)*, (p. 11123).

Compagnie Delmas-Viljeux : *Papon (Maurice)*, (p. 11127) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 11121).

Concorde : *Icart (Fernand)*, (p. 11108).

Constructions aéronautiques : *Icart (Fernand)*, (p. 11108).

Déficit budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 11107, 11109) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11111) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11113) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 11118, 11119) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11126).

Entreprises publiques : *Icart (Fernand)*, (p. 11108).

Environnement : *Tondon (Yvon)*, (p. 11123).

Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : *Icart (Fernand)*, (p. 11109).

Fonds spécial d'adaptation industrielle : *Icart (Fernand)*, (p. 11109) ; *Tondon (Yvon)*, (p. 11122) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11126).

Formation professionnelle : *Miossec (Charles)*, (p. 11111).

Investissement : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11115).

Maîtres auxiliaires : *Miossec (Charles)*, (p. 11111).

Pêche : *Leizour (François)*, (p. 11120).

Pression fiscale : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 11112).

Prêts participatifs : *Papon (Maurice)*, (p. 11127).

Renault : *Icart (Fernand)*, (p. 11108) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11112) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 11125) ; *Papon (Maurice)*, (p. 11127).

Répartition des crédits : *Icart (Fernand)*, (p. 11108) ; *Miossec (Charles)*, (p. 11110) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11112) ; *Goldbert (Pierre)*, (p. 11119).

Services votés : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11113).

Sidérurgie : *Miossec (Charles)*, (p. 11110) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 11112) ; *Schvartz (Ju-*

lien), (p. 11116, 11117, 11118) ; *Wargnies (Claude),* (p. 11118) ; *Tondon (Yvon),* (p. 11112) ; *Papon (Maurice),* (p. 11127).

Société française de production : *Miossec (Charles),* (p. 11111).

Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) : *Icart (Fernand),* (p. 11108) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 11112) ; *Boulay (Daniel),* (p. 11125).

Taxe professionnelle : *Hamel (Emmanuel),* (p. 11113).

DISCUSSION DES ARTICLES [3 décembre 1979] (p. 11130) :

ART. 1er (détermination du revenu imposable des assistantes maternelles. Inscrit : *M. Vizet (Robert) :* se réjouit que le problème de la détermination du revenu imposable des assistantes maternelles soit enfin posé (p. 11130) ; progrès insuffisant en ce qui concerne les assistantes maternelles de la direction départementale de l'action sociale et sanitaire ; estime inadmissible que l'indemnité de sujétion exceptionnelle pour la garde d'un enfant handicapé soit imposable (p. 11131) ; *amendement n° 45* de M. Robert Vizet (application de l'article 1er aux seules assistantes maternelles ne relevant pas de la direction de l'action sociale et sanitaire du ministère de la santé) rejeté (p. 11131) ; *amendement n° 46* de M. Robert Vizet (régime particulier des assistantes maternelles relevant de la direction de l'action sociale et sanitaire) rejeté (p. 11131).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 1er adopté (p. 11131).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 28* de M. Parfait Jans (supprimant la fiscalisation des indemnités journalières versées à compter du 1er janvier par les organismes de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; suppression de l'avoir fiscal) rejeté (p. 11132).

MM. Jouve (Jacques), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 2 (déductibilité du revenu global des déficits subis par les inventeurs) : *amendement n° 26* de M. Alain Devaquet (déduction dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 156-1 du code général des impôts) retiré (p. 11132) ; amendement du Gouvernement (portant à neuf ans la durée de déductibilité du revenu global des déficits subis par les inventeurs) adopté (p. 11132).

MM. Vivien (Robert-André), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 11132).

ART. 3 (aménagement du régime d'imposition des plus-values professonnelles des petites entreprises) : *amendement n° 24* du Gouvernement (soumission aux articles 150-A à 150-S du code général des impôts des plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles par des loueurs en meublé qui ne retirent pas de cette activité l'essentiel de leur revenu) adopté (p. 11133).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 11133).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 20* de M. Julien Schwartz (ratification parlementaire obligatoire pour toute taxe parafiscale) retiré (p. 11133).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

ART. 4 (régime d'imposition à l'impôt sur le revenu des sociétés créées de fait ou en participation et des contribuables exerçant leur activité professionnelle en société). Inscrits : *Chauvet (Augustin) :* souhaite que les règles édictées par le paragraphe II de l'article 4 soient retenues pour la solution de tous les litiges en cours (p. 11133) ; *Hamel (Emmanuel) :* demande l'assimilation des cotisations au régime de garantie sociale des chefs d'entreprise à des cotisations de l'U.N.E.D.I.C., déductibles du bénéfice imposable des entreprises) (p. 11133) ; *Papon (Maurice) :* accepte l'application de l'article 4 à la solution des litiges en cours relatifs à la déduction des intérêts d'emprunt ; refuse d'admettre la déductibilité fiscale des cotisations facultatives versées au système de garantie sociale des chefs d'entreprise (p. 11134).

– article 4 adopté (p. 11134).

AVANT L'ART. 5 : *amendement n° 30* de M. Parfait Jans (obligeant le Gouvernement à déposer un rapport sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés et sur les moyens de l'évasion fiscale) rejeté (p. 11134).

MM. Goldberg (Pierre), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Emmanuelli (Henri), Branche (René de).

ART. 5 (détermination de la part du bénéfice correspondant aux droits d'une entreprise dans une société de personnes ou dans un groupement) ; *amendement n° 2* de la commission des finances (non rétroactivité de l'article 5) adopté (p. 11135).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 11135).

APRES L'ART. 5 : *amendement n° 25* du Gouvernement (autorisant les sociétés agréées pour le financement des télécomunications à concourir au financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie ou à développer l'utilisation des énergies nouvelles) rejeté (p. 11136) ; *amendement n° 12* de M. Louis Besson (paiement par toute personne qui donne en location un espace publicitaire de la taxe prévue par l'article 40 de la loi de finances pour 1979) rejeté (p. 11136) ; *amendement n° 19* rectifié de M. René de Branche (portant à deux ans le délai fixé à l'administration pour donner assignation à fin de condamnation en matière de contribution indirecte) ; sous-amendement du Gouvernement (portant à trois ans le délai fixé à l'administration pour donner assignation à fin de condamnation en matière de contribution indirecte) adopté (p. 11137) ; *amendement n° 19* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 11137).

MM. Papon (Maurice), Icart (Fernand), Emmanuelli (Henri), Branche (René de), Schvartz (Julien), Vizet (Robert).

ART. 6 (exonération de l'impôt sur les opérations de bourse en faveur des opérations réalisées dans les bourses régionales) : *amendement n° 13* de M. Henri Emmanuelli (suppression de l'article 6) rejetée (p. 11138) ; *amendement n° 3* de la commission des finances (rédactionnel) retiré (p. 11138) ; *amendement n° 44* de M. René de Branche (rédactionnel) adopté (p. 11138).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Chauvet (Augustin), Branche (René de).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 11139).

ART. 7 (mesures diverses relatives au domaine de l'Etat). Inscrit : *M. Porelli (Vincent)* : dénonce la volonté du Gouvernement de privatiser l'hôtel Martinez de Cannes (p. 11139) ; *amendement n° 14* de M. Henri Emmanuelli (avis conforme du conseil général pour la dévolution des biens de l'Etat aux collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon) rejeté (p. 11139).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Porelli (Vincent).

– article 7 adopté (p. 11139).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 5* de M. Edgar Faure (élevant de 55 à 60 francs par habitant le plafond des ressources fiscales des régions) adopté (p. 11141).

MM. Rocca Serra (Jean-Paul de), Vivien (Robert-André), Papon (Maurice), Guichard (Olivier), Porcu (Antoine), Emmanuelli (Henri), Branche (René de).

ART. 8 (avantages viagers d'anciens ressortissants français) adopté (p. 11141).

ART. 9 (indemnisation des familles de fonctionnaires victimes d'un accidents de service causé par un tiers) adopté (p. 11141).

ART. 10 (limitation à 100 % du dernier revenu d'activité de la rémunération des agents en position spéciale de l'ex-O.R.T.F.) adopté (p. 11141).

ART. 11 (institution d'une contribution exceptionnelle due par les exploitants agricoles au B.A.P.S.A.). Inscrit : *Jouve (Jacques)* : s'oppose à une augmentation de la participation des exploitants agricoles au B.A.P.S.A. alors que le revenu agricole diminue (p. 11141) ; *amendement n° 40* de M. Gilbert Mathieu (suppression de l'article 11) adopté (p. 11142).

MM. Mathieu (Gilbert), Icart (Fernand), Méhaignerie (Pierre).

– article 11 supprimé (p. 11142).

ART. 12 (octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts que contractera l'agence centrale des organismes de sécurité sociale auprès de la caisse et consignations) : *amendement n° 9* de M. René de Branche (suppression de l'article 12) non soutenu (p. 11143).

MM. Vivien (Robert-André), Branche (René de).

– article 12 rejeté (p. 11143).

ART. 13 (stabilisation des charges du service d'emprunts en devises étrangères contractés par les établissements de crédit à statut légal spécial) : *amendement n° 10* de René de Branche (suppression de l'article 13) retiré (p. 11144).

MM. Branche (René de), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 13 adopté (p. 11144).

APRES L'ART. 13 : *amendement n° 21* de M. Julien Schvartz (réforme des bases d'indemnisation des anciens propriétaires de centrales et de réseaux de distribution électrique touchés par la nationalisation du gaz et de l'électricité) adopté (p. 11144) ; *amendement n° 31* de M. Roger Combrisson (paiement par les entreprises françaises réalisant des investissements non commerciaux susceptibles de se traduire par une détérioration de la balance des paiements, d'un prélèvement de 2 % assis sur la valeur brute de ces investissements) rejeté (p. 11145) ; *amendement n° 42* du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 1981 des dispositions de l'article 1er de la loi du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-

de-France) ; *sous-amendement n° 47* de M. Jacques Brunhes (concertation obligatoire avec la S.N.C.F., la R.A.T.P., les organisations d'usagers, les élus et l'établissement public régional) rejeté (p. 11146) ; *amendement n° 42* adopté (p. 11146).

MM. Schvartz (Julien), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Branche (René de), Vizet (Robert), Vivien (Robert-André).

ART. 14 (dépenses ordinaires des services civiles ; ouverture de crédits). Inscrits : *Brunhes (Jacques)* : regrette qu'aucune ligne du budget supplémentaire ne concerne les problèmes de l'éducation nationale ; 4 000 maîtres auxiliaires sans emploi ; problème des effectifs des classes ; problème des personnels non enseignants de l'éducation (p. 11146) ; *Kalinsky (Maxime)* : inégalité dans la répartition de l'indemnisation accordée à la Guadeloupe et à la Martinique à la suite du cyclone David ; privilèges accordés au tourisme de luxe (p. 11146).

– article 14 réservé jusqu'au vote sur l'Etat A annexé (p. 11147).

ETAT A (répartition des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils).

Affaires étrangères : titre III adopté (p. 11147).

Affaires étrangères : titre IV : *amendement n° 32* de M. Antoine Porcu (supprimant la contribution supplémentaire au budget de la communauté européenne du charbon et de l'acier) rejeté (p. 11147).

MM. Porcu (Antoine), Vivien (Rovert-André), Papon (Maurice).

– titre IV adopté (p. 11147).

Agriculture : titre III adopté (p. 11147).

Agriculture : titre IV adopté (p. 11147).

Anciens combattants : titre III adopté (p. 11147).

Anciens combattants : titre IV adopté (p. 11147).

Commerce et artisanat : titre III adopté (p. 11147).

Commerce et artisanat : titre IV : *amendement n° 15* de M. Henri Emmanuelli (suppression des crédits destinés à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers, industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises) adopté (p. 11148).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 11148).

Coopération : titre III adopté (p. 11148).

Coopération : titre IV adopté (p. 11148).

Départements d'Outre-Mer : titre IV adopté (p. 11148).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre III adopté (p. 11148).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre IV adopté (p. 11148).

Economie et budget. – II. Section commune : titre III adopté (p. 11148).

Economie et budget. – III. Economie : titre III adopté (p. 11148).

Economie et budget. – III. Economie : titre IV adopté (p. 11148).

Economie et budget. – IV. Budget : titre III adopté (p. 11148).

Economie et budget. – IV. Budget : titre IV adopté (p. 11148).

Education : titre III : *amendement n° 7* de la commission des affaires culturelles (supprimant des crédits destinés au remboursement de dettes anciennes envers l'administration des Journaux officiels et les P.T.T. et proposant d'affecter ces crédits aux bourses scolaires, rejeté (p. 11149).

MM. Miossec (Charles), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Branche (René de), Emmanuelli (Henri), Brunhes (Jacques).

– titre III adopté (p. 11149).

Environnement et cadre de vie. – I. Environnement : titre III adopté (p. 11149).

Environnement et cadre de vie. – II. Cadre de vie et logement : titre III adopté (p. 11149).

Environnement et cadre de vie. – II. Cadre de vie et logement : titre IV adopté (p. 11149).

Environnement et cadre de vie. – III. Architecture : titre III adopté (p. 11150).

Environnement et cadre de vie. – III. Architecture : titre IV adopté (p. 11150).

Industrie : titre III : *amendement n° 33* de M. Roger Combrisson (suppression de la dotation supplémentaire prévue pour la mise en place de l'encadrement des consommations de fuel domestique) rejeté (p. 11150).

MM. Vizet (Robert), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Schvartz (Julien).

– titre III adopté (p. 11150).

Industrie : titre IV adopté (p. 11150).

Intérieur : titre III adopté (p. 11150).

Intérieur : titre IV adopté (p. 11150).

Jeunesse, sports et loisirs. – I. Jeunesse et sports : titre III adopté (p. 11150).

Jeunesse, sports et loisirs. – II. Tourisme : titre III adopté (p. 11150).

Justice : titre III adopté (p. 11150).

Services du Premier ministre. – I. Services généraux : titre III adopté (p. 11150).

Services du Premier ministre. – I. Services généraux : titre IV adopté (p. 11150).

Territoires d'Outre-Mer : titre III adopté (p. 11150).

Territoires d'Outre-Mer : titre IV adopté (p. 11150).

Transports. – II. Transports terrestres : titre IV adopté (p. 11150).

Transports. – III. Aviation civile et météorologie : titre IV adopté (p. 11150).

Transports. – IV. Marine marchande : titre III adopté (p. 11151).

Transports. – IV. Marine marchande : titre IV adopté (p. 11151).

Transports. – V. Routes, ports et voies navigables : titre IV adopté (p. 11151).

Travail et santé. – I. Section commune : titre III adopté (p. 11151).

Travail et santé. – II. Travail et participation : titre III adopté (p. 11151).

Travail et santé. – II. Travail et participation : titre IV adopté (p. 11151).

Travail et santé. – III. Santé et famille : titre IV adopté (p. 11151).

Universités : titre III adopté (p. 11151).

– article 14, précédemment réservé, adopté (p. 11151).

ART. 15 (dépenses en capital des services civils ; ouverture de crédits) réservé jusqu'au vote sur l'Etat B annexé (p. 11151).

ETAT B (répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des dépenses en capital des services civils).

Affaires étrangères : titre V adopté (p. 11151).

Agriculture : titre V adopté (p. 11151).

Agriculture : titre VI adopté (p. 11151).

Coopération : titre V adopté (p. 11151).

Coopération : titre VI adopté (p. 11151).

Culture et communication : titre VI adopté (p. 11151).

Départements d'Outre-Mer : titre VI adopté (p. 11152).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre V : *amendements* identiques *n° 4* rectifié de la commission des finances, *n° 8* de la commission des affaires culturelles et *n° 36* rectifié de M. Hubert Voilquin (suppression de la dotation en capital supplémentaire accordée à la S.F.P.) adoptés (p. 11153).

MM. Vivien (Robert-André), Miossec (Charles), Hamel (Emmanuel), Papon (Maurice).

– titre V, ainsi modifié, adopté (p. 11153).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre VI adopté (p. 11153).

Economie et budget. – II. Section commune : titre V adopté (p. 11153).

Economie et budget. – IV. Budget : titre V adopté (p. 11153).

Education : titre V adopté (p. 11153).

Environnement et cadre de vie. – II. Cadre de vie et logement : titre V adopté (p. 11153).

Environnement et cadre de vie. – II. Cadre de vie et logement : titre VI adopté (p. 11153).

Environnement et cadre de vie. – III. Architecture : titre V adopté (p. 11153).

Environnement et cadre de vie. – III. Architecture : titre VI adopté (p. 11154).

Industrie : titre V adopté (p. 11154).

Intérieur : titre V adopté (p. 11154).

Intérieur : titre VI adopté (p. 11154).

Jeunesse, sports et loisirs. – I. Jeunesse et sports : titre VI adopté (p. 11154).

Jeunesse, sports et loisirs. – II. Tourisme : titre V adopté (p. 11154).

Justice : titre V adopté (p. 11154).

Services du Premier ministre. – I. Services généraux : titre VI adopté (p. 11154).

Transports. – II. Transports terrestres : titre V adopté (p. 11154).

Transports. – III. Aviation civile et météorologie : titre V adopté (p. 11154).

Transports. – IV. Marine marchande : titre V adopté (p. 11154).

Transports. – IV. Marine marchande : titre VI adopté (p. 11154).

Transports. – V. Routes, ports et voies

navigables : titre V adopté (p. 11155).

Transports. – V. Routes, ports et voies navigables : titre VI adopté (p. 11155).

Universités : titre V adopté (p. 11155).

Universités : titre VI adopté (p. 11155).

– article 15, précédemment réservé, adopté (p. 11155).

APRES l'ART. 15 : *amendement n° 39* de M. Henri Emmanuelli (faisant figurer dans les annexes au projet de loi de finances et au projet de loi de finances rectificative la liste des entreprises publiques ou d'économie mixte bénéficiant des apports inscrits au chapitre 54-90 du budget des charges communes) ; *sous-amendement n° 48* de M. Robert Vizet (faisant figurer dans les annexes au projet de loi de finances et au projet de loi de finances rectificative une liste des entreprises privées ayant bénéficié d'aides publiques) rejeté (p. 11155) ; *amendement n° 39* rejeté (p. 11155).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice), Vizet (Robert).

ART. 16 (dépenses ordinaires des services militaires : ouverture de crédits) : *amendement n° 16* de M. Henri Emmanuelli (réduction de crédits en signe de protestation contre la politique d'intervention de la France en Afrique) rejeté (p. 11156).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 16 adopté (p. 11156).

ART. 17 (dépenses en capital des services militaires : ouverture de crédits) : *amendement n° 17* de M. Henri Emmanuelli (suppression des crédits destinés à l'opération de remembrement du Larzac) rejeté (p. 11156).

ART. 18 (budget annexe des P.T.T. : ouverture de crédits) adopté (p. 11156).

ART. 19 (comptes de prêts : ouverture de crédits) : *amendement n° 22* de M. Julien Schvartz (suppression des crédits destinés au financement des nouvelles sociétés sidérurgiques) retiré (p. 11157) ; *amendements* identiques *n° 35* de M. Antoine Porcu et *n° 38*, 2e rectification, de M. André Billardon (suppression des crédits destinés au financement des nouvelles sociétés sidérurgiques) rejeté par scrutin public n° 291 (p. 11157) ; liste des votants (p. 11161).

MM. Schvartz (Julien), Porcu (Antoine), Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 19 adopté (p. 11157).

ART. 20 (ratification du décret d'avance du 29 août et du 27 septembre 1979). Inscrit : *Brunhes (Jacques)* : lenteur de l'indemnisation des victimes du cyclone David aux Antilles (p. 11158) ; *amendement n° 18* de M. Henri Emmanuelli (limitant le montant de crédits pour lequel est ratifié le décret d'avance du 29 août 1979 et refusant la ratification du décret d'avance du 27 septembre 1979) rejeté (p. 11159).

MM. Emmanuelli (Henri), Icart (Fernand), Papon (Maurice).

– article 20 adopté (p. 11159).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI :

ART. 11 précédemment supprimé : *amendement n° 1* du Gouvernement (rétablissement de l'article 11) adopté (p. 11160).

MM. Papon (Maurice), Vivien (Robert-André), Icart (Fernand).

– article 11 rétabli (p. 11160).

ART. 12 précédemment rejeté : *amendement n° 2* du Gouvernement (rétablissement de l'article 12) adopté (p. 11160).

MM. Icart (Fernand), Branche (René de), Papon (Maurice).

– article 12 rétabli (p. 11160).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Dehaine (Arthur)* : projet aboutissant à porter de 15 à 35 milliards de francs le déficit budgétaire pour 1979 ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 11160).

– *Hamel (Emmanuel)* : vote favorable du groupe U.D.F. (p. 11160).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 11160).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12408) :

Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) : *Icart (Fernand)*, (p. 12408).

Déficit budgétaire : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 12409).

Jeux : *Icart (Fernand)*, (p. 12408).

Pensions d'ascendants : *Icart (Fernand)*.

Plus-values (exonération en cas de fusion) : *Papon (Maurice)*, (p. 12409) ; *Icart (Fernand)*, (p. 12408).

Société française de production (S.F.P.) : *Vivien (Robert-André)*, (p. 12409).

Université Sabatier de Toulouse : *Ralite (Jack)*, (p. 12410).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1979] (p. 12411) :

ART. 1er ; ART. 2 *bis* ; ART. 3 *bis* ; ART. 4 *bis* ; ART. 7 *bis A* ; ART. 7 *bis* ; ART. 11 ; ART. 13 ; ART. 13 *bis* ; ART. 13 *quater* ; ART. 15 ; Etats annexés ; ETAT B, titre V ; ETAT B, titre VI.

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 12411).

5. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1980 **n° 2053,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 12 novembre 1980 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 2075** [19 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commisson de la défense nationale et des forces armées [14 novembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Pierre Mauger. – Avis : **n° 2099** [25 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 novembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Michel Aurillac [20 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 novembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Antoine Gissinger [20 novembre 1980]. – Avis **n° 2100** [26 novembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [19 novembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Julien Schvartz [20 novembre 1980]. – Avis : **n° 2102** [26 novembre 1980]. – Discussion le 27 novembre 1980. – Deuxième délibération (article 1er). – Adoption le 27 novembre 1980. – Projet de loi **n° 385.**

SENAT (première lecture) n° 129 (1980-1981). Dépôt le 28 novembre 1980. – Renvoi à la commisson des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 147 (1980-1981) [4 décembre 1980]. – Discussion le 15 décembre 1980. – Adoption le 15 décembre 1980. – Projet de loi n° 36 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 2161.** Dépôt le 16 décembre 1980. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 2162** [16 décembre 1980]. – Discussion le 17 décembre 1980. – Adoption avec modification le 17 décembre 1980. – Projet de loi **n° 411.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 185 (1980-1981) [16 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Adoption définitive le 19 décembre 1980. – Projet de loi n° 46 (1980-1981).

Loi n° 80-1055 du 23 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 26 décembre 1980 (p. 3038). – Rectificatif [*J.O.* du 3 février 1981] (p. 425).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : art. 11 *A* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : art. 11 *bis* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 novembre 1980] (p. 4437) :

Agence France-Presse : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4440).

Agriculture – revenu agricole : *Icart (Fernand)*, (p. 4438, 4439, 4446) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 4442, 4443) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445, 4455) ; *de Branche (René)*, (p. 4446, 4447, 4448) ; *Huguet (Roland)*, (p. 4452).

Association française des banques : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4454) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4455).

Assurance maladie (contribution exceptionnelle de l'Etat) : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 4439).

Banques nationalisées (répartition du capital – rapport Mayoux) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4454) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4455).

Centrales nucléaires : *Schvartz (Julien)*, (p. 4443) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Chantiers de travaux publics (assujettissement à la taxe professionnelle) : *Papon (Maurice)*, (p. 4446).

Chômage : *Jans (Parfait)*, (p. 4448) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4450).

Commerce extérieur : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Jans (Parfait)*, (p. 4449) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4450).

Décrets d'avances et respect des règles budgétaires : *Icart (Fernand)*, (p. 4437) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 4442) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4444) ; *Huguet (Roland)*, (p. 4451, 4452).

Déficité budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 4437) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4444) ; *Jans (Parfait)*, (p. 4449).

Dépenses de carburant des armées : *Mauger (Pierre)*, (p. 4441, 4442) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4444).

Dette publique : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4450) ; *Papon (Maurice)*, (p. 44455).

Education et universités : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4440) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4446).

Entreprises publiques : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 4444) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Entretien programmé des matériels : *Mauger (Pierre)*, (p. 4441).

Epargne-logement : *Millet (Gilbert)*, (p. 4453) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4455).

Fonction publique (rémunérations : *Icart (Fernand)*, (p. 4437).

Fonds de développement économique et social (FDES) (prêts à EDF – contrôle parlementaire) : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Schvartz (Julien)*, (p. 4443) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Formation professionnelle : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4440).

Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et cotisations sociales : *Aurillac (Michel)*, (p. 4442).

Franc (parité) : *Pierret (Christian)*, (p. 4450) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4455).

Huitième plan : *Jans (Parfait)*, (p. 4449) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4450).

Immigrés (conditions de vie en France – cités de transit – concentration géographique : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 4451).

Impôt sur les sociétés et TVA (recettes) : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Jans (Parfait)*, (p. 4449).

Impôts locaux (provision prélevée par l'Etat pour frais de dégrèvement et de mise en non-valeur) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4442).

Inflation : *Jans (Parfait)*, (p. 4449).

Libéralisme économique : *Pierret (Christian)*, (p. 4450) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4454).

Marine marchande : *Icart (Fernand)*, (p. 4438).

Pensions alimentaires (intervention des caisses d'allocations familiales) : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4439) ; *Aurillac (Michel)*, (p. 4442) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Profits et investissements : *Jans (Parfait)*, (p. 4449).

Sécurité sociale (situation de l'Etat employeur) : *Icart (Fernand)*, (p. 4438) ; *Gissinger (Antoine)*, (p. 4439).

Sidérurgie : *Schvartz (Julien)*, (p. 4443) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Sociétés nationales de programmes et télévision : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4440) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4446).

Tanio (épave du pétrolier) : *Mauger (Pierre)*, (p. 4441) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4444).

Taxe d'habitation (abattement à la base pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu) : *Aurillac (Michel)*, (p. 4442) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4446).

Textile : *Papon (Maurice)*, (p. 4445).

Travail manuel : *Gissinger (Antoine)*, (p. 4440) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4446).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Icart (Fernand)*, (p. 4438).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4455) :

ART. 1er et ETAT A annexé (équilibre général) : adoptés (p. 4445).

ART. 2 et ETAT B annexé (dépenses ordinaires des services civils ; ouverture de crédits) ; problème de la production de coke ; situation budgétaire de l'université Paris XI et du centre d'Orsay (p. 4459).

– article 2 réservé jusqu'au vote sur l'Etat B (p. 4459).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre I : *amendement n° 27* de la commission de la production (suppression des crédits destinés à couvrir les échéances des emprunts garantis par l'Etat émis par la société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine qui sont en fait mis à la charge du FSIR) : rejeté (p. 4460).

– titre I adopté (p. 4460).

Affaires étrangères : titre III : *amendement n° 29* de M. René de Branche (suppression des crédits pour l'ambassade de France au Vanuatu) : retiré (p. 4461).

– titre III adopté (p. 4461).

Agriculture : titre III adopté (p. 4461).

Anciens combattants : titre III : *amendement n° 3* de la commission des finances (réduction du crédit destiné à rembourser aux autorités vietnamiennes les dépenses d'entretien des sépultures françaises au Vietnam) : adopté (p. 4463) ; *amendement n° 18* de M. Lucien Villa (suppression des frais d'étude relatifs à la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants) : rejeté (p. 4463).

– titre III, ainsi modifié, adopté (p. 4463).

Commerce et artisanat : titre III adopté (p. 4463).

Coopération : titre III adopté (p. 4463).

Culture et communication : titre III adopté (p. 4463).

Départements d'Outre-Mer : titre III adopté (p. 4463).

Economie et budget : titre III adopté (p. 4463).

Education : titre III adopté (p. 4463).

Environnement et cadre de vie : titre III adopté (p. 4463).

Industrie : titre III adopté (p. 4463).

Intérieur : titre III adopté (p. 4463).

Jeunesse, sports et loisirs : titre III adopté (p. 4463).

Justice : titre III adopté (p. 4463).

Services du Premier ministre : titre III adopté (p. 4463).

Territoires d'Outre-Mer : titre III adopté (p. 4463).

Transports : titre III adopté (p. 4463).

Travail et santé : titre III adopté (p. 4463).

Universités : titre III adopté (p. 4463).

Affaires étrangères : titre IV adopté (p. 4464).

Agriculture : titre IV adopté (p. 4464).

Anciens combattants : titre IV adopté (p. 4464).

Commerce et artisanat : titre IV : *amendements* identiques *n° 4* de la commission des finances et *n° 8* de M. Laurent Fabius (suppression d'un crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers, industriels et commerciaux, des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises) : adoptés (p. 4465) ; affaire du sucre à la bourse de commerce en 1974 (p. 4464, 4465).

– titre IV, ainsi modifié, adopté (p. 4465).

Coopération : titre IV adopté (p. 4465).

Départements d'Outre-Mer : titre IV adopté (p. 4465).

Economie et budget. – I. Charges communes : titre IV : *amendement n° 45* du gouvernement (inscription au budget des charges communes du crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers, industriels et commerciaux, des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises) : rejeté (p. 4465).

– titre IV adopté (p. 4465).

Education : titre IV adopté (p. 4465).

Environnement et cadre de vie : titre IV adopté (p. 4465).

Industrie : titre IV adopté (p. 4465).

Intérieur : titre IV adopté (p. 4465).

Services du Premier ministre : titre IV adopté (p. 4465).

Territoires d'Outre-Mer : titre IV adopté (p. 4465).

Transports : titre IV adopté (p. 4465).

Travail et santé. – II. Travail et participation : titre IV : *amendement n° 19* de la commission des affaires culturelles (suppres-

sion de crédits supplémentaires demandés pour l'organisation de la semaine du travail manuel) : retiré (p. 4466) ; repris par M. Parfait Jans (p. 4466) et rejeté par scrutin public n° 540 (p. 4469).

– titre IV adopté (p. 4469).

Universités : titre IV adopté (p. 4469).

Situation au Vanuatu (p. 4468).

– article 2 et Etat B annexé ainsi modifiés, adoptés (p. 4469).

ART. 3 et ETAT C (dépenses en capital des services civils ; ouverture de crédits) : article 3 réservé jusqu'au vote sur l'Etat C (p. 4469) ; problème de la battellerie (p. 4470).

Affaires étrangères : titre V adopté (p. 4471).

Agriculture : titre V adopté (p. 4471).

Coopération : titre V adopté (p. 4471).

Culture et communication : titre V adopté (p. 4471).

Economie et budget : titre V : autorisations de programme : adoptées (p. 4471) ; *amendement n° 20* de la commission des affaires culturelles (réduction des crédits de paiement du titre V en vue de supprimer une dotation en capital aux sociétés de programme de télévision) : retiré (p. 4472) ; crédits de paiement : adoptés (p. 4472).

Education : titre V adopté (p. 4472).

Environnement et cadre de vie : titre V adopté (p. 4472).

Jeunesse, sports et loisirs : titre V adopté (p. 4472).

Services du Premier ministre : titre V adopté (p. 4472).

Transports : titre V adopté (p. 4472).

Travail et santé : titre V adopté (p. 4472).

Universités : titre V adopté (p. 4472).

Affaires étrangères : titre VI adopté (p. 4472).

Agriculture : titre VI adopté (p. 4472).

Départements d'Outre-Mer : titre VI : adopté (p. 4472).

Economie et budget : titre VI adopté (p. 4472).

Environnement et cadre de vie : titre VI adopté (p. 4472).

Industrie : titre VI : *amendement n° 26* de la commission de la production (suppression d'une dotation destinée à la promotion et à l'utilisation du charbon en vue de son transfert au chapitre 62-91 relatif aux interventions dans le domaine de l'énergie du ministère de l'industrie) : retiré (p. 4472).

– titre VI adopté (p. 4472).

Intérieur : titre VI adopté (p. 4472).

Jeunesse, sports et loisirs : titre VI adopté (p. 4472).

Services du Premier ministre : titre VI adopté (p. 4472).

Transports : titre VI adopté (p. 4472).

– article 3 et Etat C annexé adoptés (p. 4472).

ART. 4 (dépenses ordinaires des services militaires ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4472).

ART. 5 (dépenses en capital des services militaires ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4472).

ART. 6 (budgets annexes ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4473).

ART. 7 (comptes d'affectation spéciale ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4473).

ART. 8 (comptes d'avances ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4473).

ART. 9 (comptes de prêts ; ouverture de crédits) : adopté (p. 4473).

ART. 10 (ratification des décrets d'avances du 19 mars 1980 et du 12 juillet 1980) : adopté (p. 4473).

AVANT l'ART. 11 : *amendement n° 14* de Mme Angèle Chavatte (création d'une ressource supplémentaire pour les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 4473) ; *amendement n° 5* de la commission des finances (déduction du revenu imposable des dépenses relatives à la réalisation d'installations de chauffage solaire ; majoration du droit de timbre sur le loto) ; *sous-amendement n° 30* de M. Henri Emmanuelli (extension de la déduction du revenu imposable à toutes les dépenses relatives à des installations utilisant des formes d'énergie nouvelles) : rejeté (p. 4474) ; *sous-amendement n° 31* de M. Georges Mesmin (augmentation de la taxe sur le PMU et non sur le loto) : retiré (p. 4474) ; *amendement n° 5* rejeté (p. 4474) ; *amendement n° 6* de la commission des finances (régime fiscal au regard de l'impôt sur le revenu des primes d'incitation au départ versées par de nombreuses entreprises) ; sous-amendement de M. François d'Aubert (application de l'étalement prévu par l'article 163 du code général des impôts aux primes de départ volontaire) : réservé (p. 4475) ; *amendement n° 12* de

M. Louis Besson (déductibilité du revenu imposable des sommes engagées pour permettre le maintien à domicile d'un ascendant, descendant ou d'un conjoint ou pour faire face à son placement dans un établissement sanitaire de long séjour) : rejeté (p. 4476) ; *amendement n° 42* de M. Jacques Brunhes (abrogation de l'avoir fiscal en vue de dégager des recettes permettant d'augmenter la subvention de fonctionnement des établissements scolaires) : rejeté (p. 4476) ; *amendement n° 15* de M. Parfait Jans (création de ressources pour augmenter l'aide aux associations d'aide ménagère) : rejeté (p. 4477) ; *amendement n° 16* de Mme Jacqueline Chonavel (création de recettes pour couvrir les besoins d'intervention des travailleuses familiales) : rejeté (p. 4477) ; conditions d'exercice du droit d'amendement et principe de la non affectation des recettes (p. 4477, 4478, 4479) ; *amendement n° 17* de M. Jacques Brunhes (dégageant des moyens financiers pour permettre de remplacer les maîtres dans le premier et le second degrés) : rejeté (p. 4478) ; *amendement n° 21* de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (dégageant une recette pour permettre à l'Etat d'augmenter sa subvention aux centres de formation des travailleurs sociaux) : rejeté (p. 4480). **Rappel au règlement de M. Vivien (Robert-André) :** violation de l'article 54 du Règlement par le groupe communiste ; interventions sans rapport avec l'objet des amendements (p. 4479). **Rappel au règlement de M. Delehedde (André) :** responsabilité du président dans la direction des débats (p. 4479). Investissements à l'étranger des entreprises pharmaceutiques (p. 4479); *amendement n° 35* de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 216 du code général des impôts relatif au régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère pour procurer des ressources nouvelles permettant de rétablir des dotations réservées à l'amélioration de l'habitat) : rejeté (p. 4480) ; *amendement n° 6* de la commission des finances précédemment réservé (régime fiscal au regard de l'impôt sur le revenu et prime d'incitation au départ) ; *sous-amendement n° 46* rectifié de M. François d'Aubert précédemment réservé (conditions d'application de l'étalement prévu par l'article 163 du code général des impôts à l'imposition des primes de départ volontaire) : adopté (p. 4481) ; *sous-amendement n° 47* du gouvernement (supprimant le gage prévu par l'*amendement n° 6* qui prévoyait une taxe sur les conventions d'assurances) : adopté (p. 4481) ; *amendement n° 6*, ainsi modifié, adopté (p. 4481).

ART. 11 (non application pour le calcul de la taxe d'habitation perçue par les départements, les communautés urbaines et les districts de l'abattement spécial à la base prévu en faveur des contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu) ; problèmes fiscaux résultant de la fusion de la commune de Dieppe et de la commune de Neuville-lès-Dieppe (p. 4481) ; *amendements* identiques *n° 24* de la commission des lois et *n° 34* de M. Alain Richard (suppression de l'article 11) : rejetés (p. 4484) ; *amendement n° 22* de M. Irénée Bourgois (dégrèvements de taxe d'habitation accordés aux contribuables modestes) : rejeté (p. 4485) ; *amendement n° 25* de M. Michel Aurillac (suspendant la possibilité pour les départements de prévoir un abattement à la base pour la taxe d'habitation en faveur des contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu jusqu'à la date où pour chaque collectivité ou groupement de communes aura été réalisée la gestion de la taxe d'habitation par des procédés informatiques) ; *sous-amendement n° 48* du gouvernement (suspension de la possibilité pour les départements de prévoir un abattement à la base pour la taxe d'habitation en faveur des contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu jusqu'au 1er janvier 1984) : adopté (p. 4485) ; *amendement n° 25*, ainsi modifié, adopté (p. 4485).

– le texte de l'*amendement n° 25* modifié devient l'article 11 (p. 4485).

APRES l'ART. 11 : *amendement n° 11* de M. Laurent Fabius (dégageant les moyens financiers permettant aux communes d'utiliser le droit qu'elles ont d'exonérer de la taxe d'habitation certaines catégories de redevables sans reporter la charge sur les autres) : rejeté (p. 4485) ; *amendement n° 28* de M. Michel Inchauspé (répartition des redevances communale et départementale des mines applicables au minerai de soufre autre que les pyrites de fer) : adopté (p. 4486) ; *amendement n° 1* de M. René de Branche (accordant douze mois d'exonération de taxe professionnelle en cas de création d'établissements ou de nouvelles installations) : retiré (p. 4486).

ART. 12 (modalités d'imposition des chantiers de travaux publics à la taxe professionnelle) : adopté (p. 4486).

APRES l'ART. 12 : *amendement n° 9* de M. Laurent Fabius (cumul des peines sanctionnant la fraude fiscale) : rejeté (p. 4485) ; *amendement n° 10* de M. Laurent Fabius (instaurant une saisine automatique du tribunal correctionnel en matière de fraude fiscale) : adopté (p. 4488).

ART. 13 (recouvrement des avances sur pensions alimentaires consenties par les caisses d'allocations familiales) : adopté (p. 4488).

APRES l'ART. 13 : *amendement n° 37* de la commission des lois (publication des textes réglementaires portant répartition du produit

des frais d'assiette et de recouvrement des impositions et des cotisations sociales de toute nature) ; *sous-amendement n° 38* de M. Alain Richard (incluant les taxes parafiscales dans le champ d'application de l'*amendement n° 37* non soutenu (p. 4488) ; *sous-amendement n° 38* devient sans objet (p. 4488) ; *amendement n° 39* de la commission des lois (état annexé à la loi de finances rendant compte de l'emploi de la provision prélevée par l'Etat sur les impositions directes locales pour faire face aux frais de dégrèvement et mise en non-valeur) ; *sous-amendement n° 40* de M. Alain Richard (état annexé à la loi de finances rendant compte de l'emploi de la cotisation nationale de 7 % sur la taxe professionnelle) ; *amendement n° 39* non soutenu (p. 4488) ; *sous-amendement n° 40* devient sans objet (p. 4488) ; *amendement n° 36* de M. Henri Emmanuelli (rappelant sur les banques nationales et les sociétés centrales d'assurance ne peuvent procéder à aucune cession de leur capital ni à aucune augmentation de leur capital sans autorisation législative expresse) : rejeté (p. 4489) ; *amendement n° 41* de M. Laurent Fabius (interdisant de modifier le statut de la caisse nationale des marchés de l'Etat sans autorisation législative expresse) : déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4489).

SECONDE DELIBERATION DU PROJET DE LOI (p. 4489).

ART. 1er : *amendement n° 1* du gouvernement (amendement de coordination prenant en compte les amendements votés par l'Assemblée en première délibération) : adopté (p. 4489).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4489).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4490).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [17 décembre 1980] (p. 4984) :

Assistantes maternelles (impôt sur le revenu) : *Icart (Fernand)*, (p. 4984).

Avances sur pensions alimentaires consenties par les caisses d'allocations familiales : *Icart (Fernand)*, (p. 4984).

Commission des infractions fiscales : *Icart (Fernand)*, (p. 4984).

Sépultures des combattants français au Vietnam (crédits d'entretien) : *Icart (Fernand)*, (p. 4984) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4985).

Taxe professionnelle (secteur de l'énergie) : *Icart (Fernand)*, (p. 4984).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4985).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 4986).

6. – PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1980 **n° 2141,** Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 décembre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 2156** [12 décembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [11 décembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Jean Desanlis [11 décembre 1980]. – Avis **n° 2163** [16 décembre 1980]. – Discussion les 16 et 17 décembre 1980. – Adoption le 17 décembre 1980. – Projet de loi **n° 410.**

SENAT (première lecture) n° 192 (1980-1981). Dépôt le 17 décembre 1980. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 193 (1980-1981) [17 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Adoption le 19 décembre 1980. – Projet de loi n° 48 (1980-1981).

Loi n° 80-1039 du 23 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 24 décembre 1980 (p. 3027).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [16 décembre 1980] (p. 4926) ; [17 décembre 1980] (p. 4940) :

Agriculture (place dans l'économie française) : *Rigout (Marcel)*, (p. 4933) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4972).

Agriculture de montagne : *Tourné (André)*, (p. 4949) ; *Girardot (Pierre)*, (p. 4952) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 4953) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 4953, 4954) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4971).

Aide directe au revenu agricole : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4928, 4929) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Pasty*

(Jean-Claude), (p. 4932) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4941) ; *Pistre (Charles)*, (p. 4943) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4947) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 4951) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 4953) ; *Vizet (Robert)*, (p. 4955) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4971).

Allier (éleveurs) : *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942).

Ariège (agriculture) : *Faure (Gilbert)*, (p. 4953).

Colloque d'Echternach en 1978 : *Soury (André)*, (p. 4954).

Comité d'études fiscales : *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4972).

Conférence annuelle agricole et rôle du parlement : *Desanlis (Jean)*, (p. 4929) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4940) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4946) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4972).

Consommations intermédiaires de l'agriculture (hausse des prix) : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4928) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4940) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946) ; *Couillet (Michel)*, (p. 4951) ; *Vizet (Robert)*, (p. 4955) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4970).

Cotisations sociales agricoles : *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4971).

Déficit budgétaire : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4932).

Desjardin (cultivateur en Seine-Maritime) : *Bourgois (Irénée)*, (p. 4957).

Elargissement de la CEE : *Chaminade (Jacques)*, (p. 4951).

Election de Mme Veil à la présidence du parlement européen et présidence de la commission agricole : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4948).

Electoralisme du projet : *Duroure (Roger)*, (p. 4940) ; *Pistre (Charles)*, (p. 4943) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4945, 4947) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4946) ; *Couillet (Michel)*, (p. 4951) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 4953) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4971).

Elevage du mouton : *Girardot (Pierre)*, (p. 4952) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 4953).

Embargo sur les céréales à destination de l'Union Soviétique : *Couillet (Michel)*, (p. 4951).

Essence détaxée attribuée aux agriculteurs : *Forgues (Pierre)*, (p. 4952).

Excédents agricoles : *Soury (André)*, (p. 4954).

Faim dans le monde : *Soury (André)*, (p. 4954).

Financement par l'emprunt : *Icart (Fernand)*, (p. 4926) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4931) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4932) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4947).

Gard (agriculture) : *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944).

Gel du 5 novembre 1980 dans l'Hérault : *Balmigère (Paul)*, (p. 4944) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 4950).

Ile de France (maraîchers) : *Vizet (Robert)*, (p. 4955).

Indemnité spéciale de montagne : *Faure (Gilbert)*, (p. 4953) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 4954).

Indemnité viagère de départ : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930).

Industrie de la conserve : *Tourné (André)*, (p. 4949).

Inflation : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931, 4932).

Installation des jeunes agriculteurs : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4929) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Faure (Gilbert)*, (p. 4953).

Isère (agriculture) : *Maisonnat (Louis)*, (p. 4954).

Languedoc (viticulture) : *Balmigère (Paul)*, (p. 4945) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 4949, 4950).

La Réunion (agriculture) : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 4943).

Ménages de retraités actifs (aide au revenu) : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4947) ; *Dutard (Lucien)*, (p. 4948).

Organisation des marchés : *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 4943) ; *Vizet (Robert)*, (p. 4955).

Parti socialiste (propositions en matière de politique agricole) : *Duroure (Roger)*, (p. 4941).

Pays de Loire (agriculture) : *Boulay (Daniel)*, (p. 4956).

Pays socialistes (agriculture) : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946).

Pluriactivité : *Faure (Gilbert)*, (p. 4953) ; *Maisonnat (Louis)*, (p. 4954).

Politique agricole commune : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 4933) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946) ; *Tourné (An-*

dré), (p. 4948) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 4951) ; *Soury (André)*, (p. 4954).

Prêts aux agriculteurs (prise en charge d'intérêts par l'Etat) : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4929) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4941) ; *Lagourgue (Pierre)*, (p. 4943) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 4950).

Prix agricoles : *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 4945) ; *Couillet (Michel)*, (p. 4951) ; *Soury (André)*, (p. 4954) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4971).

Producteurs de céréales : *Couillet (Michel)*, (p. 4951).

Producteurs de fruits et légumes : *Desanlis (Jean)*, (p. 4928) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Vizet (Robert)*, (p. 4955).

Producteurs de géraniums à la Réunion : *Lagourgue (Pierre)*, (p. 4943).

Producteurs de lait : *Desanlis (Jean)*, (p. 4928) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4956).

Producteurs de lavande et de lavandin : *Girardot (Pierre)*, (p. 4952).

Producteurs de maïs : *Desanlis (Jean)*, (p. 4928).

Producteurs de viande : *Desanlis (Jean)*, (p. 4929) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4932) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 4933) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4956) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4972).

Pyrénées-Orientales (difficultés économiques) : *Tourné (André)*, (p. 4948).

Recherche agronomique/INRA/réseau national d'expérimentation : *Icart (Fernand)*, (p. 4928).

Renforcement des structures productives : *Icart (Fernand)*, (p. 4927) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4929) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 4950).

Retraités agricoles : *Dutard (Lucien)*, (p. 4948).

Revenu agricole (évolution) : *Icart (Fernand)*, (p. 4926) ; *Desanlis (Jean)*, (p. 4928) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4930) ; *Pasty (Jean-Claude)*, (p. 4931) ; *Rigout (Marcel)*, (p. 4933) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4940) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 4942) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4945) ; *Forgues (Pierre)*, (p. 4952) ; *Vizet (Robert)*, (p. 4955).

Revenu agricole (mesure) : *Icart (Fernand)*, (p. 4926) ; *Duroure (Roger)*, (p. 4941) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946) ; *Méhaignerie (Pierre)*, (p. 4972).

Revenu brut d'exploitation et valeur de production : *Desanlis (Jean)*, (p. 4929).

Seine-Maritime (producteurs de lin) : *Bourgois (Irénée)*, (p. 4956).

Solidarié nationale : *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4946) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 4948).

Sud-ouest (agriculture) : *Forgues (Pierre)*, (p. 4952).

Tarn (agriculture) : *Pistre (Charles)*, (p. 4943).

Taxes de coresponsabilité : *Rigout (Marcel)*, (p. 4933) ; *Chaminade (Jacques)*, (p. 4951) ; *Boulay (Daniel)*, (p. 4956).

Train de haute montagne Villefranche de Conflent-Latour de Carol : *Tourné (André)*, (p. 4949).

Vin (défense du) : *Balmigère (Paul)*, (p. 4945) ; *Tourné (André)*, (p. 4949).

Viticulteurs : *Desanlis (Jean)*, (p. 4928) ; *Deschamps (Bernard)*, (p. 4944) ; *Balmigère (Paul)*, (p. 4944) ; *Bayou (Raoul)*, (p. 4949).

DISCUSSION DES ARTICLES [17 décembre 1980] (p. 4972).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 11* de M. Jacques Chaminade (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du budget des charges communes destinés à la participation de la France au fonds européen de développement) : rejeté par scrutin public n° 566 (p. 4793) ; *amendement n° 3* de M. Jacques Chaminade (institution d'un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés non coopératives de plus de 500 salariés fournissant des biens nécessaires à l'agriculture ou utilisant des produits agricoles) rejeté par scrutin public n° 567 (p. 4975) ; industries agro-alimentaires (p. 4973, 4974) ; *amendement n° 7* de M. Henri Emmanuelli (instauration d'un impôt annuel progressif sur les fortunes ; contribution exceptionnelle de solidarité mise à la charge des gros exploitants agricoles) : rejeté par scrutin public n° 568 (p. 4976).

ART. 1er (supplément de charges du budget de l'Etat pour 1980) : adopté (p. 4976).

ART. 2 (crédits supplémentaires ouverts au ministre de l'agriculture au titre des dépenses ordinaires du titre IV des services civils pour 1980) ; diminution des subventions de l'Etat aux collectivités locales en contre-partie des attributions du fonds de compensation de la TVA (p. 4976) ; *amendement n° 5* de la commission de la production (suppression des crédits ouverts au titre de l'octroi d'une prime de 10 000 francs aux agriculteurs retraités continuant d'exploiter qui donneraient leurs

biens à bail à un jeune agriculteur) : retiré (p. 4977) ; *amendement n° 6* de la commission de la production (diminuant des deux tiers le montant des crédits correspondant à l'indemnisation des producteurs de maïs) : retiré (p. 4978) ; *amendement n° 8* de M. Henri Emmanuelli (excluant de l'aide au revenu les agriculteurs dont les recettes ont excédé 1 500 000 francs pour le total des années 1978 et 1979 à l'exception de ceux dont les recettes proviennent en totalité de l'élevage) : rejeté (p. 4978).

– article 2 adopté (p. 4978).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 1* de M. Georges Mesmin (régime d'amortissement exceptionnel accordé aux entreprises qui construisent ou font construire des immeubles et des installations destinés à utiliser le charbon comme combustible ; taxe sur les fuels lourds industriels) : retiré (p. 4980) ; *amendement n° 4* de la commission de la production (appliquant les sanctions pénales frappant la fraude fiscale aux agriculteurs produisant une déclaration de chiffre d'affaires inexacte à l'appui de leur demande d'aide exceptionnelle au revenu) : retiré (p. 4981) ; *amendement n° 10* de M. Henri Emmanuelli (présentation par le gouvernement en annexe au projet de loi de finances pour 1980 d'un rapport sur l'exécution de la présente loi) : retiré (p. 4981) ; *amendement n° 12* de M. André Cellard (institution d'une commission tripartite chargée d'examiner les incidences de la taxation sur les alcools prévue par l'article 4 du projet de loi de finances pour 1981) ; *sous-amendement n° 15* de M. Francis Hardy (composition de la commission tripartite prévue par l'*amendement n° 12*) : *amendement n° 12* déclaré irrecevable au titre de l'article 41 de la Constitution (p. 4981) ; *sous-amendement n° 15* devient sans objet (p. 4981). **Rappel au règlement de M. Beix (Roland) :** *amendement n° 13* de M. Maurice Andrieu (présentation par le gouvernement d'un rapport relatif aux conditions et au calendrier de la modernisation du canal du Midi) : retiré (p. 4982).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Abstention du groupe communiste : *Chaminade (Jacques)*, (p. 4983).

Abstention du groupe socialiste : *Cellard (André)*, (p. 4983).

Aides au revenu agricole : *Chaminade (Jacques)*, (p. 4982) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4983) ; *Cellard (André)*, (p. 4983).

Baisse du revenu agricole en 1980 : *Chaminade (Jacques)*, (p. 4982) ; *Pontet (Philippe)*, (p. 4983) ; *Cellard (André)*, (p. 4983).

Contribution de l'agriculture à l'économie française : *Pontet (Philippe)*, (p. 4983).

Election présidentielle de 1981 : *Cellard (André)*, (p. 4983).

Financement du projet par l'emprunt : *Pontet (Philippe)*, (p. 4983).

Industrie agro-alimentaire : *Chaminade (Jacques)*, (p. 4983).

Rôle du Parlement et de la conférence annuelle agricole : *Pontet (Philippe)*, (p. 4983).

Taxes sur les alcools (article 4 de la loi de finances pour 1981) : *Cellard (André)*, (p. 4984).

Vote favorable du groupe UDF : *Pontet (Philippe)*, (p. 4984).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 569 (p. 4984).

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73.

LOIS ORGANIQUES

1. – PROJET DE LOI ORGANIQUE **n° 1575** PORTANT SUPPRESSION DU RENVOI AU REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LES LOIS ORGANIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 février 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1656** [24 avril 1980]. – Demande de vote sans débat le 25 avril 1980. – Vote sans débat le 22 mai 1980. – Adoption le 22 mai 1980. – Projet de loi **n° 295.**

SENAT (première lecture) n° 260 (1979-1980). Dépôt le 27 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Larché. – Rapport n° 333 [24 juin 1980]. – Discussion le 29 juin 1980. – Adoption le 29 juin 1980. – Projet de loi n° 111 (1979-1980).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (articles 46 et 61, alinéa de la Constitution). – Décision le 17 juillet 1980 [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837).

Loi n° 80-563 du 21 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 22 juillet 1980 (p. 1850).

Voir LOIS DE FINANCES. 8, 11.

LOIS DE REGLEMENT

1. – PROJET DE LOI **n° 17** PORTANT REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1976, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Raymond Barre, Premier ministre et Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart, rapporteur général. – Rapport **n° 253** [24 mai 1978]. – Discussion le 30 mai 1978. – Adoption le 30 mai 1978. – Projet de loi **n° 15.**

SENAT (première lecture) n° 384 (1977-1978). Dépôt le 1er juin 1978. – Renvoi à la commission des finances. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 413 (1977-1978) [14 juin 1978]. – Discussion le 21 juin 1978. – Adoption définitive le 21 juin 1978. – Projet de loi n° 160 (1977-1978).

Loi n° 78-686 du 3 juillet 1978 publiée au *J.O.* du 5 juillet 1978 (p. 2582), (rectificatif : *J.O.* du 27 septembre 1978 [p. 3398]).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **16** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **18** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **19** : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **20** : 20 (A.N. 1. – S. 1).

DISCUSSION GENERALE [30 mai 1978] (p. 2154).

Administration (rapports avec les citoyens) : *M. Papon (Maurice),* (p. 2158).

Aides financières aux entreprises : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2164) ; *Icart (Fernand),* (p. 2156) ; *Jans (Parfait),* (p. 2161).

Budget (gestion du) : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2157) ; *Icart (Fernand),* (p. 2156).

Contrôle fiscal : *M. Marette (Jacques),* (p. 2163).

Croissance : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2164) ; *Jans (Parfait),* (p. 2161).

Déficit budgétaire : *MM. Papon (Maurice),* (p. 2157) ; *Icart (Fernand),* (p. 2155) ; *Joxe (Pierre),* (p. 2158, 2159) ; *Jans (Parfait),* (p. 2165).

Equipements civils (dépenses d') : *M. Icart (Fernand),* (p. 2156).

Fonds de concours : *M. Papon (Maurice),* (p. 2164).

Impôt sur le revenu : *M. Joxe (Pierre),* (p. 2160).

Lois de règlement : *MM. Hamel (Emmanuel),* (p. 2162) ; *Papon (Maurice),* (p. 2157).

Sécheresse de l'été 1976 : *MM. Jans (Parfait),* (p. 2162) ; *Icart (Fernand),* (p. 2155).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 mai 1978] (p. 2165).

ART. 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1976) : adopté (p. 2165).

ART. 2 (recettes du budget général de 1976) : article 2 et tableau A annexé adoptés (p. 2166).

ART. 3 (dépenses ordinaires civiles du budget général) : article 3 et tableau B annexé adoptés (p. 2184).

ART. 4 (dépenses civiles en capital) : article 4 et tableau C annexé adoptés (p. 2200).

ART. 5 (dépenses ordinaires militaires du budget général) : article 5 et tableau D annexé adoptés (p. 2202).

ART. 6 (dépenses militaires en capital du budget général) : article 6 et tableau E annexé adoptés (p. 2204).

ART. 7 (résultat du budget général de 1976) : article 7 et tableau F annexé adoptés (p. 2206).

ART. 8 (résultats des budgets annexes, services civils) : article 8 et tableau G annexé adoptés (p. 2210).

ART. 9 (résultats des budgets annexes,

services militaires) : article 9 et tableau H annexé adoptés (p. 2212).

ART. 10 (opérations à caractère définitif des compte spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1977) : adopté (p. 2218).

ART. 11 (opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1977) : adopté (p. 2218).

ART. 12 (soldes à la date du 31 décembre 1976 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1977) : article 12 et tableau I annexé adoptés (p. 2218).

ART. 13 (opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1976) : adopté (p. 2220).

ART. 14 (solde à la date du 31 décembre 1976 des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1976) : article 14 et tableau J annexé adoptés (p. 2220).

ART. 15 (apurement d'une opération propre à l'année 1976 et constatée au compte n° 908-90 « Ressources affectées à la consolidation des prêts spéciaux à la construction ») : adopté (p. 2222).

ART. 16 (résultats des opérations d'emprunts pour l'année 1976) : adopté (p. 2222).

ART. 17 (admission en surséance des avances par le Trésor irrecouvrables) : article 17 et tableau K annexé adoptés (p. 2222).

ART. 18 (transfert au compte permanent des découverts du Trésor d'une partie du solde créditeur d'un compte spécial du Trésor) : adopté (p. 2223).

ART. 19 (transfert au découvert du Trésor des résultats définitifs de 1976) : adopté (p. 2223).

APRES L'ART. 19 : *amendements* identiques *n° 1* de la commission et *n° 5* de M. Pierre Joxe (obligation pour le Gouvernement de publier au *Journal officiel* les textes réglementaires intervenant pour l'exécution des lois de finances) : adoptés (p. 2224) ; *amendement n° 2* de M. Pierre Joxe (extension des pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes aux recettes budgétaires) : rejeté (p. 2225) ; *amendement n° 3* de M. Pierre Joxe (obligation pour le Gouvernement d'adresser au Parlement un rapport relatif à la gestion des fonds de concours) : rejeté (p. 2225) ; *amendement n° 4* de M. Pierre Joxe (transformation des différents prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en crédit de dépenses inscrits dans les budgets des divers ministères intéressés) : rejeté (p. 2226) ; *amendement n° 6* de M. Pierre Joxe (rapport annuel du Gouvernement sur la gestion des autorisations de programme) : rejeté (p. 2227) ; *amendement n° 7* de M. Pierre Joxe (saisine obligatoire de la cour de discipline budgétaire pour tout dépassement de crédits limitatifs ou provisionnels) : rejeté (p. 2228).

MM. Icart (Fernand), Joxe (Pierre), Papon (Maurice), Vivien (Robert-André).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2228).

2. – PROJET DE LOI **n° 782** PORTANT REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1977, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 décembre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Annexes (un volume). – Rapport au Parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aides aux entreprises industrielles (un volume). – Rapport et déclaration générale de conformité de la Cour des comptes (un volume). – Compte général de l'administration des finances rendu pour l'année 1977 (vingt-six fascicules verts). – Annexe au compte général de l'administration des finances rendu pour l'année 1977 (sept fascicules violets). – Développement des opérations constatées aux comptes spéciaux du Trésor (2 volumes jaunes). – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1068** [17 mai 1979]. – Discussion les 23 et 30 mai 1979. – Adoption le 30 mai 1979. – Projet de loi **n° 168.**

SENAT (première lecture) n° 359 (1978-1979). Dépôt le 31 mai 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 374 (1978-1979). – Discussion le 27 juin 1979. – Adoption définitive le 27 juin 1979. – Projet de loi n° 119 (1978-1979).

Loi n° 79-590 du 12 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1979 (p. 1726).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **11** : 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **12** : 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **13** : 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **14** : 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **15** : 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **16** : 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **17** : 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **18** : 18 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **19** : 19 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **20** : 20 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [23 mai 1979] (p. 4133) :

Question préalable de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4136, 4137) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 4137) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4137) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4138) ; question préalable rejetée par scrutin public n° 183 (p. 4138) ; liste des votants (p. 4145).

Aides aux entreprises industrielles : Icart (Fernand), (p. 4134) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4135) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4139) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 4139).

Cour des comptes : *Icart (Fernand)*, (p. 4134).

Déficit budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 4133) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4135, 4143) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4138) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 4139).

Finances locales : *Combrisson (Roger)*, (p. 4140).

Fiscalité directe (part dans la fiscalité d'Etat) : *Icart (Fernand)*, (p. 4134) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4136).

Fonds de concours et transferts de crédits : *Icart (Fernand)*, (p. 4134) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4135).

Handicapés : *Girardot (Pierre)*, (p. 4142).

Inflation (plan de lutte de 1976) : *Papon (Maurice)*, (p. 4135).

Investissements publics (diminution en 1977) : *Icart (Fernand)*, (p. 4134) ; *Pierret (Christian)*, (p. 4138).

Lorraine (crise économique) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4137).

Marine marchande : *Boulay (Daniel)*, (p. 4141).

Personnes âgées : *Legrand (Joseph)*, (p. 4141, 4142) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4143).

Police (utilisation à des tâches de répression) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 4136).

Pouvoir d'achat des salaires : *Pierret (Christian)*, (p. 4138) ; *Combrisson (Roger)*, (p. 4139) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4144).

Pression fiscale : *Icart (Fernand)*, (p. 4133).

Prévisions budgétaires et réalités : *Icart (Fernand)*, (p. 4133) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4135).

Rentes viagères : *Soury (André)*, (p. 4143).

S.N.C.F. (démantèlement) : *Jourdan (Emile)*, (p. 4140) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4143).

T.V.A. (abaissement à 17,6 % en 1977) : *Pierret (Christian)*, (p. 4138).

Viticulture : *Barbera (Myriam)*, (p. 4142).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 mai 1979] (p. 4363) :

ART. 1er (résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1977) adopté (p. 4363).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Combrisson (Roger)* : vote hostile du groupe communiste.

ART. 2 et tableau A annexé (montant définitif des recettes du budget général de l'année 1977) adoptés (p. 4364).

ART. 3 et tableau B annexé (résultats définitifs des dépenses ordinaires civiles du budget général de l'année 1977) adopté (p. 4382).

ART. 4 et tableau C annexé (résultats définitifs des dépenses civiles en capital du budget général de 1977) adoptés (p. 4398).

ART. 5 et tableau D annexé (résultats définitifs des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1977) adoptés (p. 4402).

ART. 7 et tableau F annexé (résultats du budget général de 1977) adoptés (p. 4404).

ART. 8 et tableau G annexé (résultats définitifs des budgets annexes ; services civils) adoptés (p. 4408).

ART. 9 et tableau H annexé (résultats définitifs des budgets annexes ; services militaires) adoptés (p. 4410).

ART. 10, 11, 12 et tableau I annexé (règlement définitif des comptes spéciaux du

Trésor dont les opérations se poursuivent en 1978) adoptés (p. 4420).

ART. 13 et tableau J annexé (résultats du compte d'opérations monétaires « émission de billets du Trésor libellés en francs de Djibouti ») adoptés (p. 4422).

ART. 14 (apurement du solde créditeur apparaissent au compte « ressources affectées à la consolidation des prêts spéciaux à la construction ») adopté (p. 4424).

ART. 15 (solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor) adopté (p. 4424).

ART. 16 (fonds en banque du payeur auprès de l'ambassade de France en Côte-d'Ivoire : adopté (p. 4424).

ART. 17 (solde débiteur du compte « Apurement des créances de dettes réglées par le protocole franco-tunisien du 8 janvier 1963) : adopté (p. 4424).

ART. 18 (remise de dettes à la République de Djibouti) : adopté (p. 4424).

APRES L'ART. 18 : *amendement n° 1* rectifié de la commission (récapitulation des transferts en diminution ou en augmentation des découverts du Trésor) adopté (p. 4425) ; *amendement n° 2* de M. Maurice Pourchon (exigeant du Gouvernement qu'il fournisse le chiffre exact des recettes de l'impôt sur le revenu); sous-amendements de la commission (sous-amendements de clarification) adoptés (p. 4426) ; *amendement n° 2*, ainsi modifié, adopté (p. 4426) ; *amendement n° 4* de M. Christian Pierret (refusant d'approuver les opérations exécutées par l'Etat en 1977 en ce qui concerne les avantages consentis à l'Empire centrafricain, demandant un rapport relatif à l'ensemble des avantages et aides consenties par l'Etat à l'Empire centrafricain) : rejeté (p. 4427).

MM. Icart (Fernand), Papon (Maurice), Pourchon (Maurice).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Porcu (Antoine)* : aide accordée à la sidérurgie n'aboutissant qu'à son démantèlement ; compétitivité de l'acier français ; vote hostile du groupe communiste (p. 4427).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4427).

3. – PROJET DE LOI **n° 1491** PORTANT REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1978, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 décembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1722** [21 mai 1980]. – Discussion le 28 mai 1980. – Adoption le 28 mai 1980. – Projet de loi **n° 307.**

SENAT (première lecture) n° 279 (1979-1980). Dépôt le 29 mai 1980. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 280 (1979-1980). – Discussion le 28 octobre 1980. – Adoption le 28 octobre 1980. – Projet de loi n° 6 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) **n° 2012.** Dépôt le 29 octobre 1980. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 2155** [12 décembre 1980]. – Discussion le 16 décembre 1980. – Adoption définitive le 16 décembre 1980. – Projet de loi **n° 408.**

Loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1980 (p. 3143).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **4** : art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **5** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **6** : art. 6 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **7** : art. 7 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **8** : art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **9** : art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **10** : art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **11** : art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **12** : art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **13** : art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **14** : art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **15** : art. 15 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **16** : art. 16 (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **17** : art. 16 *bis* (S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **18** : art. 16 *ter* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **19** : art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [28 mai 1980] (p. 1332) :

Aide à Bokassa et au Zaïre : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Aides aux entreprises industrielles : *Icart (Fernand)*, (p. 1323) ; *Porelli (Vincent)*, (p. 1331).

Amoco-Cadiz : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Associations et démembrements de l'administration : *Séguin (Philippe)*, (p. 1326) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Caisse d'amortissement pour l'acier : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327).

Chômage : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1328).

Cour des comptes : *Icart (Fernand)*, (p. 1322) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 1324) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 1327) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1329) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1345).

Déficit budgétaire : *Icart (Fernand)*, (p. 1322) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1329) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1345).

Déficit extérieur : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1328).

Dépenses en capital : *Icart (Fernand)*, (p. 1322) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330).

Dépenses d'intervention en matière sociale : *Icart (Fernand)*, (p. 1322) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330).

Dépenses ordinaires : *Icart (Fernand)*, (p. 1322).

Emploi dans la fonction publique : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1328).

Fonds d'action rurale : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330).

Fonds de concours : *Séguin (Philippe)*, (p. 1325, 1326) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Impôt sur le revenu : *Icart (Fernand)*, (p. 1322) ; *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1329) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1345).

Intégration européenne : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1328).

Libération des prix : *Porelli (Vincent)*, (p. 1332) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1344).

Ordonnance de 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : *Séguin (Philippe)*, (p. 1325) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1329, 1331) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Pacte pour l'emploi des jeunes : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327).

Pauvreté : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327).

Profits des multinationales : *Goldberg (Pierre)*, (p. 1327).

Rapporteurs spéciaux : *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330) ; *Vivien (Robert-André)*, (p. 1331).

Redevance TV : *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

Remise des dettes de certains pays en voie de développement : *Icart (Fernand)*, (p. 1323).

Réorientation de l'épargne des ménages : *Porelli (Vincent)*, (p. 1332).

Services votés : *Séguin (Philippe)*, (p. 1325).

Virements, dépassements et reports de crédits : *Icart (Fernand)*, (p. 1323) ; *Séguin (Philippe)*, (p. 1324) ; *Emmanuelli (Henri)*, (p. 1330) ; *Papon (Maurice)*, (p. 1346).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1347).

ART. 1er (résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1978) : adopté (p. 1347).

ART. 2 et tableau A annexé (montant définitif des recettes du budget général de l'année 1978) : adoptés (p. 1348).

ART. 3 et tableau B annexé (résultats définitifs des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1978) : adoptés (p. 1366).

ART. 4 et tableau C annexé (résultats définitifs des dépenses civiles en capital du budget général de 1978) : adoptés (p. 1384).

ART. 5 et tableau D annexé (résultats définitifs des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1978) : adoptés (p. 1386).

ART. 6 et tableau E annexé (résultats définitifs des dépenses militaires en capital du budget général de 1978) : adoptés (p. 1388).

ART. 7 et tableau F annexé (résultats du budget général de 1978) : adoptés (p. 1390).

ART. 8 et tableau G annexé (résultats définitifs des budgets annexes : services civils) : adoptés (p. 1394).

ART. 9 et tableau H annexé (résultats définitifs des budgets annexes : services militaires) : adoptés (p. 1396).

ART. 10, 11, 12 et tableau I annexé (résultats des opérations à caractère définitif des comptes spéciaux du Trésor dont les

opérations se poursuivent en 1979) : adoptés (p. 1406).

ART. 13, 14 et tableau J annexé (résultats des opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1978) : adoptés (p. 1408).

ART. 15 (solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à charge du Trésor pour 1978) : adopté (p. 1408).

ART. 16 (remise des dettes contractées à l'égard de la France au titre de l'aide publique par certains pays en voie de développement) : *amendements* identiques *n° 1* de M. Laurent Fabius et *n° 8* de M. Philippe Séguin (suppression de l'article 16) : rejetés (p. 1412).

– article 16 adopté (p. 1412).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 2* de M. Laurent Fabius (extension du contrôle de la Cour des comptes à l'application des textes concernant les recettes fiscales et non fiscales) : rejeté (p. 1413) ; *amendement n° 3* de M. Laurent Fabius (moyens mis à la disposition de la Cour des comptes) : rejeté (p. 1413) ; *amendement n° 4* de M. Laurent Fabius (inscription au budget des divers ministères des crédits alimentant les prélèvements au profit des collectivités locales, des communautés européennes et du régime général de la sécurité sociale) : rejeté (p. 1414) ; *amendement n° 5* de M. Laurent Fabius (rapport du gouvernement au Parlement sur la gestion des fonds de concours) : retiré (p. 1415) ; *amendement n° 6* de M. Laurent Fabius (rapport sur la gestion des autorisations de programme au cours de l'exercice qui fait l'objet du règlement) : rejeté (p. 1415) ; *amendement n° 7* de M. Laurent Fabius (sanctions des dépassements temporaires de crédits limitatifs ou prévisionnels) : retiré (p. 1415) ; *amendement n° 9* de M. Laurent Fabius (information du parlement sur les activités du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles, du comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi, du comité interministériel chargé de fixer les orientations des actions de développement industriel à caractère stratégique et des comités départementaux (CODEFI) : rejeté (p. 1416).

ART. 17 (augmentation des découverts du Trésor) : adopté (p. 1416).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1416).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [16 décembre 1980] (p. 4902) :

Actions financées dans le cadre des attributions de comités spécialisés d'aide à l'industrie : *Icart (Fernand)*, (p. 4902) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4902).

Gestion des autorisations de programme : *Icart (Fernand)*, (p. 4902) ; *Papon (Maurice)*, (p. 4902).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4903).

ART. 16 *bis* : adopté (p. 4903).

ART. 16 *ter* : adopté (p. 4903).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4903).

4. – PROJET DE LOI **n° 2180** PORTANT REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1979, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Maurice Papon, ministre du budget. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LOI « Sécurité et liberté »

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 504.

LOISIRS

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

LOME (accords de –)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 419 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 244.

LONGWY (Bassin de –)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 271, 278, 310 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 220, 443 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 157.

LORIENT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 84.

LORRAINE

Voir EAU. 7 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE. 1, 5 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce extérieur ; MINES ET CARRIERES. 3 ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 275, 278, 548 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 1, 150, 170 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 373 ; VOIES NAVIGABLES. 2.

– **Bassin ferrifère de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 202.

– **Démantèlement des industries en –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 862.

– **Difficultés économiques.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Economie.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 448.

– **Equipement hospitalier.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Revendications des mineurs de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 920.

LOTERIE NATIONALE (Prélèvement sur la –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Après l'article 30.

LOTISSEMENTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; TERRAINS A BATIR. 1.

LOTO NATIONAL

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 30 bis ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Crédits prélevés sur les fonds du –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

– **Utilisation du prélèvement sur le –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 263.

LOURDES (Banque Lacaze)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 334.

LOYERS

Voir BAUX COMMERCIAUX. 2, 4, 6 ; BAUX DE LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. 1, 3, 5, 9 ; CAUTIONS. 1 ; ENERGIE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 416, 459, 472, 660, 680 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 43, 164.

– **des HLM.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 975.

LOZERE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

LUÇON (Gare)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

LYCEE AGRICOLE DE PAU-MONTARDON

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE COGNIN (Savoie)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

LYCEE TECHNIQUE LOUIS LUMIERE DE PARIS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 560.

LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 383.

LYON (Ligne C du métro)

Voir LOIS DE FINANCES. (deuxième partie). Transports.

LYON (Police)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Intérieur.

LYON (Ville de -)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Transports. - I. - Section commune. - II. - Transports terrestres ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Transports ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 1, 354, 433.

M

MACHINE-OUTIL

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 466, 478, 837 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 442, 481, 516.

MADAGASCAR

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Coopération ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 315.

MAGASINS (Ouverture des – le dimanche)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 483.

MAGASINS A GRANDE SURFACE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

MAGASINS D'ALIMENTATION (Gérants de succursale)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 551.

MAGASINS D'AMEUBLEMENT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 317.

MAGHREB

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8.

MAGISTRATS

1. – PROJET DE LOI ORGANIQUE **n° 687** MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 58-1270 DU 22 DECEMBRE 1958 MODIFIEE PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU STATUT DE LA MAGISTRATURE, Sénat (première lecture), n° 41 (1978-1979). Dépôt le 24 octobre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 67 (1978-1979) [14 novembre 1978]. – Discussion le 15 novembre 1978. – Adoption le 15 novembre 1978. – Projet de loi organique n° 22 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 687.** Dépôt le 16 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [23 novembre 1978]. – Rapport **n° 770** [7 décembre 1978]. – Discussion le 11 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 11 décembre 1978. – Projet de loi organique **n° 109.**

SENAT (deuxième lecture), n° 136 (1978-1979). Dépôt le 12 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 157 (1978-1979) [14 décembre 1978]. – Discus-

sion le 19 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 19 décembre 1978. – Projet de loi organique n° 54 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 825.** Dépôt le 20 décembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [20 décembre 1978]. – Rapport **n° 827** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 20 décembre 1978. – Projet de loi organique **n° 136.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [20 décembre 1978] (p. 9758). – Nomination [20 décembre 1978] (p. 9773, 9775).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Maurice Charretier, Pierre-Charles Krieg, Antoine Lepeltier, Pierre Raynal, Alain Richard, Jacques Richomme ; membres suppléants : MM. Pierre-Alexandre Bourson, Alain Hautecœur, Marc Lauriol, François Massot, Charles Millon, Jacques Piot, Philippe Séguin.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jacques Thyraud, Lionel de Tinguy, Yves Estève, Edgar Tailhades, Pierre Marcilhacy, Etienne Dailly ; membres suppléants : MM. Guy Petit, Baudouin de Hautecloque, Jean Geoffroy, Paul Pillet, Charles Lederman, Marcel Rudloff, Paul Girod.

Bureau [20 décembre 1978] (p. 9773, 9775). – Président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-président : M. Pierre-Charles Krieg.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer [20 décembre 1973]. – Rapport **n° 833** [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption le 20 décembre 1978. – Projet de loi organique **n° 143.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 184 (1978-1979) [20 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi organique n° 68 (1978-1979).

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL par le Premier ministre (articles 46 et 61 de la Constitution) le 26 décembre 1978. – Décision le 17 janvier 1979 (*J.O.* du 19 janvier 1979) (p. 174) : conforme en totalité.

Loi organique n° 79-43 du 18 janvier 1979 publiée au *J.O.* du 19 janvier 1979.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er *A* (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).
Loi, article **2** : 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **3** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **4** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **5** : 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **6** : 5 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).
Loi, article **7** : 6 (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 décembre 1978] (p. 9220).

Ecole nationale de la magistrature (élargissement des conditions d'accès aux concours) : *MM. Foyer (Jean),* (p. 9221) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 9221).

Magistrats (départs à la retraite) : *MM. Foyer (Jean),* (p. 9221) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 9221).

DISCUSSION DES ARTICLES [11 décembre 1978] (p. 9221).

AVANT L'ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (responsabilité personnelle des magistrats limitée aux dommages causés par une faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions) : retiré (p. 9222) ; *amendement n° 4* du Gouvernement (responsabilité des magistrats du corps judiciaire limitée à leurs fautes personnelles ; possibilité de mise en cause de leur responsabilité pour leur faute personnelle non détachable de l'exercice de leur fonction sur action récursoire de l'Etat) : adopté (p. 9222).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

ART. 1er (élargissement des conditions d'accès aux concours de l'école nationale de la magistrature) : adopté (p. 9222).

M. Foyer (Jean).

ART. 2 (ouverture du concours interne de l'école nationale de la magistrature aux candidats justifiant d'une durée de cinq ans au moins de service en qualité de fonctionnaire) : adopté (p. 9222).

ART. 3 (maintien en fonction jusqu'au 30 juin ou au 31 décembre de l'année en cours des magistrats appartenant au premier ou au second grade de la hiérarchie judiciare selon qu'ils ont atteint la limite d'âge au cours du premier ou du second semestre) : *amendement n° 2* de la commission (application de l'article

3 à tous les grades de la hiérarchie judiciaire) : rejeté (p. 9223) ; *amendement n° 7* du Gouvernement (inapplication de l'article 3 aux magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation) : adopté (p. 9223).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 3 ainsi modifié : adopté (p. 9223).

ART. 4 (entrée en vigueur le 1er mars 1979 des dispositions de l'article 3) : adopté (p. 9223).

APRES l'ART. 4 : *amendement n° 5* du Gouvernement (impossibilité pour un magistrat d'être nommé ou d'exercer ses fonctions dans une juridiction dans le ressort de laquelle se trouve tout ou partie du département dont son conjoint est député ou sénateur) : adopté (p. 9224) ; *amendement n° 6* du Gouvernement (alignant le régime disciplinaire des magistrats du cadre de l'administration centrale sur celui des magistrats du parquet) : adopté (p. 9224).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 9224).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9757).

Incompatibilités parlementaires (problème posé par l'élection du conjoint d'un magistrat) : *MM. Foyer (Jean)*, (p. 9757) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 9758).

Responsabilité personnelle des magistrats : *MM. Foyer (Jean)*, (p. 9758) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 9758).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978].

ART. 1er *A* : *amendement n° 1* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (responsabilité des magistrats pour leurs fautes personnelles, possibilité d'action récursoire de l'Etat en cas de faute personnelle non détachable de l'exercice de leur fonction ; action récursoire exercée devant une chambre civile de la Cour de cassation) : adopté (p. 9758).

ART. 5 : adopté (p. 9758).

Adoption de l'ensemble du projet (p. 9758).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1978] (p. 9769).

Responsabilité personnelle des magistrats : *MM. Foyer (Jean)*, (p. 9769) ; *Mourot (Jean-Paul)*, (p. 9769).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1978].

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9769).

2. – PROJET DE LOI ORGANIQUE **n° 1301** RELATIF AU STATUT DE LA MAGISTRATURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [2 octobre 1979]. – Rapport **n° 1332** [10 octobre 1979]. – Discussion le 11 octobre 1979. – Adoption le 11 octobre 1979. – Projet de loi **n° 224.**

SENAT (première lecture), n° 19 (1979-1980). Dépôt le 16 octobre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 46 (1979-1980) [9 novembre 1979]. – Discussion les 12 et 13 décembre 1979 ; 2, 3 et 8 avril 1980. – Adoption avec modifications le 8 avril 1980. – Projet de loi n° 51 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1607.** Dépôt le 9 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1638** [11 avril 1980]. – Discussion le 16 avril 1980. – Adoption avec modifications le 16 avril 1980. – Projet de loi **n° 280.**

SENAT (deuxième lecture), n° 212 (1979-1980). Dépôt le 17 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 231 (1979-1980) [24 avril 1980]. – Discussion le 29 avril 1980. – Adoption avec modifications le 29 avril 1980. – Projet de loi n° 56 (1979-1980).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE Nomination [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Bureau [*J.O.* du 14 mai 1980] (p. 1215).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1695** [13 mai 1980].

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 245 (1979-1980) [13 mai 1980]. – La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte.

ASSEMBLEE NATIONALE (troisième lecture), **n° 1673.** Dépôt le 30 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1726** [21 mai 1980]. – Discussion le 24 juin 1980. – Adoption avec modifications le 24 juin 1980. – Projet de loi **n° 319.**

SENAT (troisième lecture), n° 341 (1979-1980). Dépôt le 25 juin 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jacques Thyraud. – Rapport n° 346 [25 juin 1980]. – Discussion le 29 juin 1980. – Adoption avec modifications le 29 juin 1980. – Projet de loi n° 112 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (quatrième lecture), **n° 1882.** Dépôt le 30 juin 1980. – Renvoi à la commisson des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer. – Rapport **n° 1885** [30 juin 1980]. – Discussion le 30 juin 1980. – Scrutin public à la tribune en vertu de l'article 46 de la Constitution et de l'article 65 du Règlement de l'Assemblée nationale reporté. – Adoption définitive le 8 octobre 1980. – Projet de loi **n° 352.**

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL par le Premier ministre (articles 46 et 61 de la Constitution). – Décision le 24 octobre 1980 (*J.O.* du 25 octobre 1980) (p. 2491). – Articles déclarés non conformes : deuxième phrase du second alinéa de l'article 3-1 ajouté à l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958.

Loi n° 80-844 du 29 octobre 1980 publiée au *J.O.* du 30 octobre 1980 (p. 2522).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **2** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3. et décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution une phrase de cet article).

Loi, article **3** : art. 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **4** : art. 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **5** : art. 4 *bis* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **6** : art. 5 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **7** : art. 8 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **8** : art. 9 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **9** : art. 9 *bis* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **10** : art. 10 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **11** : art. 10 *bis* (S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **12** : art. 11 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **13** : art. 12 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **14** : art. 13 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3).

Loi, article **15** : art. 14 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3. – A.N. 4).

Loi, article **16** : art. 17 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **17** : art. 21 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **18** : art. 21 *bis* (S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3. – A.N. 4).

Loi, article **19** : art. 22 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **20** : art. 23 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **21** : art. 24 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3. – A.N. 4).

Loi, article **22** : art. 25 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3. – S. 3).

Loi, article **23** : art. 25 *bis* (S. 2. – A.N. 3).

Loi, article **24** : art. 26 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **25** : art. 27 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **26** : art. 27 *bis* (A.N. 2. – S. 2. – A.N. 3).

Loi, article **27** : art. 28 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **28** : art. 29 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **29** : art. 30 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

Loi, article **30** : art. 31 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **31** : art. 33 (projet. – A.N. 1. – S. 1).

Loi, article **32** : art. 35 (A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [11 octobre 1979] (p. 8099) :

Exception d'irrecevabilité de M. Ducoloné : *Ducoloné (Guy)*, (p. 8100 à 8102) ; *Foyer (Jean)*, (p. 8101) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 8101) ; rejetée au scrutin public n° 209 (p. 8109) ; liste des votants (p. 8111).

Auditeurs de justice : *Sergheraert (Maurice)*, (p. 8103).

Commission d'avancement : *Richard (Alain)*, (p. 8102) ; *Constans (Hélène)*, (p. 8105).

Concertation avec les organisations professionnelles : *Peyrefitte (Alain)*, (p. 8101, 8106).

Concours exceptionnels : *Foyer (Jean)*, (p. 8099).

Corps judiciaire (réforme du) : *Foyer (Jean)*, (p. 8100).

Ecole nationale de la magistrature (E.N.M.) (rôle et place de l') : *Richard (Alain)*, (p. 8103) ; *Constans (Hélène)*, (p. 8104) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 8106).

Effectifs de la justice : *Richard (Alain)*, (p. 8102) ; *Constants (Hélène)*, (p. 8104).

Indépendance des magistrats : *Richard (Alain)*, (p. 8103).

Intégration directe : *Foyer (Jean)*, (p. 8100).

Principe d'inamovibilité : *Ducoloné (Guy)*, (p. 8100) ; *Foyer (Jean)*, (p. 8101) ; *Constans (Hélène)*, (p. 8105).

Pyramide des âges dans le corps judiciaire : *Foyer (Jean)*, (p. 8099) ; *Richard (Alain)*, (p. 8102) ; *Constans (Hélène)*, (p. 8104) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 8105, 8106).

Recrutement extérieur : *Sergheart (Maurice)*, (p. 8104) ; *Constans (Hélène)*, (p. 8104) ; *Peyrefitte (Alain)*, (p. 8106).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 8106) :

ART. 1er (définition du corps judiciaire comprenant les magistrats chargés d'effectuer les remplacements) : *amendement* de suppression *n° 1* de Mme Hélène Constans : rejeté (p. 8107).

Mme Constans (Hélène), MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 1er, adopté (p. 8107).

ART. 2 (statut des magistrats chargés d'effectuer des remplacements) : *amendements* identiques *n° 2* de M. Lucien Villa et *n° 38* de M. Raymond Forni (de suppression) devenus sans objet (p. 8107) ; *amendement n° 17* de la commission (rédactionnel) adopté (p. 8107) ; *amendement n° 18* de la commission (rattachement des magistrats remplaçants au tribunal le plus important du siège de la Cour d'appel) : adopté (p. 8107) ; *amendement n° 19* de la commission (limitation à un an de la durée d'exercice des fonctions de magistrat remplaçant) : adopté (p. 8107).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8107).

ART. 3 (installation des magistrats) : *amendement* de suppression *n° 3* de M. Lucien Villa : devenu sans objet (p. 8107).

– article 3, adopté (p. 8107).

ART. 4 (incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'un mandat de conseiller général ou municipal dans le ressort de la juridiction du magistrat) : *amendement* de suppression *n° 4* de M. Edmond Garcin : devenu sans objet (p. 8107).

– article 4, adopté (p. 8107).

– ART. 5 (obligation de résidence) : *amendement* de suppression *n° 5* de M. Edmond Garcin : devenu sans objet (p. 8107).

– article 5, adopté (p. 8107).

ART. 6, 7 et 10 : réservés jusqu'après l'examen de l'article 14 (p. 8107).

ART. 8 (concours de recrutement des auditeurs de justice) : adopté (p. 8108).

ART. 9 (admission sur titre en qualité d'auditeur de justice) : *amendement n° 47* de M. Alain Richard (alignement des règles de recrutement proposées à l'article 9 sur celles prévues par l'E.N.A.) : adopté (p. 8109) ; *amendement n° 15* de Mme Hélène Constans (suppression de l'exigence de titularisation pour les fonctionnaires et agents publics et élargissement aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics) : satisfait par l'adoption de l'*amendement n° 22* de la commission (p. 8109) ; *amendement n° 22* de la commission (suppression de l'exigence de titularisation pour les fonctionnaires et agents publics et élargissement aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics) : adopté (p. 8109) ; *amendements* identiques *n° 6* de M. Edmond Garcin et *n° 40* de M. Alain Richard (limitation du recrutement hors concours) : rejeté (p. 8110) ; *amendement n° 39* de M. Raymond Forni (suppression de l'exigence de titularisation pour les fonctionnaires et agents publics) : satisfait par l'adoption de l'*amendement n° 22* de la commission (p. 8109).

MM. Massot (François), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain), Richard (Alain), Mme Constans (Hélène), M. Villa (Lucien).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 8110).

AVANT L'ART. 10 : *amendement n° 49* de M. Alain Madelin (possibilité d'intégration dans la magistrature de la catégorie des chargés de cours de la faculté de droit et des assistants) : retiré (p. 8115) ; *amendements* identiques *n° 16* corrigé de Mme Hélène

Constans et *n° 41* de M. Raymond Forni (accès des assistants des U.E.R. de droit à la magistrature par le recrutement latéral) : retirés (p. 8115) ; *amendement n° 14* corrigé de M. Guy Guermeur (accès à la magistrature des assistants de faculté de droit ayant enseigné pendant au moins huit ans) : retiré (p. 8115).

M. Madelin (Alain), Mme Constans (Hélène), MM. Massot (François), Aubert (Emmanuel), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

ART. 10 : réservé (p. 8115).

ART. 11 (recrutement direct des greffiers en chef et des attachés d'administration centrale) : *amendement n° 7* de Mme Hélène Constans (diminution du nombre d'années de service nécessaires pour l'admission des greffiers) : rejeté (p. 8116) ; *amendement n° 8* de Mme Hélène Constans (diminution du nombre d'années de services nécessaires pour l'admission des greffiers) : rejeté (p. 8116).

Mme Constans (Hélène), MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 11, adopté (p. 8116).

APRES L'ART. 11 : *amendement n° 9* de Mme Hélène Constans (limitation du recrutement extérieur à l'E.N.M. à 10 %) : rejeté (p. 8116).

Mme Constans (Hélène), MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

ART. 12 (recrutement direct des greffiers en chef et des attachés d'administration centrale) adopté (p. 8116).

ART. 13 : réservé (p. 8116).

ART. 14 (composition de la commission d'avancement) : *amendement n° 10* de Mme Hélène Constans (parité dans la composition d'avancement) : rejeté (p. 8117) ; *amendement n° 42* de M. Raymond Forni (parité dans la composition de la commission d'avancement) : rejeté (p. 8117) ; *amendement n° 25* de la commission (maintien du système actuel de désignation des membres de la commission d'avancement) : adopté au scrutin public n° 210 (p. 8118) ; liste des votants (p. 8131).

Mme Constans (Hélène), MM. Massot (François), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain), Madelin (Alain), Ducoloné (Guy).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 8118).

ART. 6 précédemment réservé (désignation des membres de la commission d'avancement et des membres de la commission de discipline du parquet) : *amendement* de suppression *n° 20* de la commission : adopté (p. 8118).

– article 6, supprimé (p. 8118).

ART. 7 précédemment réservé (réunion du collège des magistrats) : *amendement* de suppression *n° 21* de la commission : adopté (p. 8119).

– article 7, supprimé (p. 8119).

ART. 10 précédemment réservé (recrutement par intégration directe) : *amendement n° 23* de la commission (suppression de la nécessité d'un avis conforme de la commission) : adopté (p. 8119).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 8119).

ART. 13 précédemment réservé (composition de la commission d'avancement statuant en matière de recrutement) : *amendement n° 24* de la commission (réduction de l'effectif de la commission d'avancement lorsque celle-ci procède à des opérations de classement ; tirage au sort de ses membres magistrats) ; *sous-amendement n° 52* du Gouvernement (suppression du tirage au sort pour la désignation des magistrats membres de la commission) : adopté (p. 8121) ; *amendement n° 24*, ainsi modifié, adopté (p. 8121).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain), Massot (François), Villa (Lucien).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 6121).

ART. 15 (remplacement des membres de la commission d'avancement) : *amendement* de suppression *n° 26* de la commission : adopté (p. 8121).

M. Foyer (Jean).

– article 15, supprimé (p. 8121).

ART. 16 (remplacement des membres de la commission d'avancement) : *amendement* de suppression *n° 27* de la commission : adopté (p. 8121).

M. Foyer (Jean).

– article 16, supprimé (p. 8121).

ART. 17 (nomination directe aux fonctions hors hiérarchie) : adopté (p. 8121).

ART. 18 (composition de la commission de discipline du parquet) : *amendement* de suppression *n° 28* de la commission : adopté (p. 8121).

M. Foyer (Jean).

– article 18, supprimé (p. 8121).

ART. 19 (remplacement des membres de la commission de discipline du parquet) : *amendement* de suppression *n° 29* de la commission : adopté (p. 8121).

M. Foyer (Jean).

– article 19, supprimé (p. 8121).

ART. 20 (remplacement des membres de la commission de discipline du parquet) : *amendement* de suppression *n° 30* de la commission : adopté (p. 8122).

M. Foyer (Jean).

– article 20, supprimé (p. 8122).

AVANT L'ART. 21 : *amendement n° 31* de la commission (incluant les membres de la Cour de cassation dans le statut de la magistrature) : rejeté (p. 8122).

MM. Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

ART. 21 (honorariat des magistrats) : adopté (p. 8122).

ART. 22 (accès aux fonctions du second groupe du second grade) : adopté (p. 8122).

ART. 23 (élargissement du recrutement latéral) : *amendement n° 43* de M. Alain Richard (prorogation du recrutement latéral pour cinq ans) : rejeté (p. 8123) ; *amendement n° 44* de M. Raymond Forni (réduction au dixième du pourcentage prévu pour le recrutement latéral) : rejeté (p. 8123).

MM. Massot (François), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 23, adopté (p. 8123).

ART. 24 (concours exceptionnels de recrutement) : *amendement* de suppression *n° 11* de M. Lucien Villa : retiré (p. 8123) ; *amendement n° 12* du Gouvernement (existence d'épreuves anonymes pour les concours exceptionnels) ; *sous-amendement n° 32* de la commission (caractère pratique des épreuves visées à l'*amendement n° 12)* : adopté (p. 8124) ; sous-amendement de M. Massot (suppression des épreuves sur titres et sur travaux) : rejeté (p. 8124) ; *amendement n° 12*, ainsi modifié : adopté (p. 8124) ; *amendement n° 45* de M. Alain Richard (suppression des épreuves sur titres et sur travaux) : devenu sans objet (p. 8124) ; *amendement n° 48* de M. Alain Richard (alignement des diplômes exigés pour les concours exceptionnels sur ceux exigés pour l'entrée à l'école nationale d'administration) : adopté (p. 8124) ; *amendement n° 51* du Gouvernement (tendant à permettre aux assistants de passer les concours exceptionnels s'ils justifient de huit années de fonction) : adopté (p. 8124) ; *amendement n° 33* de la commission (tendant à porter de quatre à cinq ans la durée des services antérieurs au recrutement dans la magistrature ; prise en compte pour le classement des magistrats recrutés) : adopté (p. 8125) ; *amendement n° 34* de la commission (institution d'une deuxième espèce de concours exceptionnels permettant de recruter des magistrats placés au deuxième groupe du deuxième grade) : adopté (p. 8125).

MM. Ducoloné (Guy), Peyrefitte (Alain), Foyer (Jean), Massot (François), Mme Constans (Hélène).

– article 24, ainsi modifié, adopté (p. 8125).

ART. 25 (concours exceptionnels de recrutement) : *amendement n° 46* de M. Raymond Forni (réduction de moitié du nombre de postes à pourvoir annuellement par le recrutement ouvert à titre exceptionnel) : rejeté (p. 8125) ; *amendement n° 35* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8126).

MM. Massot (François), Foyer (Jean), Peyrefitte (Alain).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 8126).

ART. 26 (abrogation de l'article 20 de la loi organique du 17 juillet 1970) : adopté (p. 8126).

ART. 27 (prorogation de l'application des dispositions transitoires de l'article 21 de la loi organique du 17 juillet 1970) : adopté (p. 8126).

ART. 28 (durée du mandat des membres de la commission de discipline du parquet récemment renouvelé) : adopté (p. 8126).

ART. 29 (entrée en vigueur des dispositions des articles 6, 7 et 13 à 20 de la loi) : adopté (p. 8126).

ART. 30 (prorogation de l'application des dispositions transitoires de l'article 14 de la loi organique du 17 juillet 1970) : adopté (p. 8126).

ART. 31 (allongement de la durée du recrutement temporaire) : adopté (p. 81126).

ART. 32 (non cumul d'une pension de retraite avec la rémunération des magistrats recrutés à titre temporaire) : *amendement* de suppression *n° 36* de la commission : rejeté (p. 8127).

M. Foyer (Jean).

– article 32, adopté (p. 8127).

ART. 33 (report de la date de cessation des fonctions des magistrats recrutés à titre temporaire au 30 juin ou au 31 décembre) : adopté (p. 8127).

ART. 34 (respect des droits acquis par les magistrats recrutés à titre temporaite avant la date d'entrée en vigueur de la loi) : *amendement* de suppression *n° 37* de la commission : devenu sans objet (p. 8127).

M. Foyer (Jean).

– article 34, adopté (p. 8127).

APRES L'ART. 34 : *amendement n° 13* du Gouvernement (inapplication de l'article 8 aux concours prévus pour le premier semestre de 1980) : adopté (p. 8127).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste et du groupe socialiste sur le projet de loi.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8127).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [16 avril 1980] (p. 431).

Commission d'avancement : *Foyer (Jean),* (p. 432) ; *Richard (Alain),* (p. 433) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 434).

Concours exceptionnels : *Richard (Alain),* (p. 433).

Ecole nationale d'administration : *Richard (Alain),* (p. 434).

Ecole nationale de la magistrature : *Richard (Alain),* (p. 434).

Juridictions pour enfants : *Sergheraert (Maurice),* (p. 434).

Magistrats remplaçants : *Peyrefitte (Alain),* (p. 432) ; *Richard (Alain),* (p. 433) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 434).

Pyramide des âges de la magistrature : *Foyer (Jean),* (p. 432) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 432) ; *Richard (Alain),* (p. 433) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 434).

Recrutement latéral : *Richard (Alain),* (p. 433) ; *Sergheraert (Maurice),* (p. 434).

Vacances d'emplois : *Richard (Alain),* (p. 433).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 435).

ART. 1er (définition du corps judiciaire) : *amendements* identiques *n° 29* de M. François Massot et *n° 45* rectifié de M. Lucien Villa (suppression de l'article 1er) : rejetés (p. 437) ; *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 437).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 437).

ART. 2 (statut des magistrats chargés d'effectuer des remplacements) : *amendements* identiques *n° 30* de M. Alain Richard et *n° 46* de M. Lucien Villa : deviennent sans objet (p. 438) ; *amendement n° 2* de la commission (supprimant l'obligation pour les magistrats remplaçants de demeurer en fonctions jusqu'au retour du magistrat qu'ils remplacent) : adopté (p. 438) ; *amendements n° 3* et *4* de la commission (supprimant la possibilité de nommer en surnombre les magistrats remplaçants au terme de deux années d'exercice de leurs fonctions) : adopté (p. 439) ; *amendement n° 5* de la commission (supprimant la limitation à quatre années maximum de l'exercice des fonctions de magistrat remplaçant) : adopté (p. 439).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 439).

ART. 4 (incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exerice d'un mandat au parlement, à l'Assemblée des communautés européennes ou au conseil économique et social) : *amendement n° 31* de M. François Massot : devient sans objet (p. 439).

– article 4 adopté (p. 439).

ART. 4 *bis* (nomination dans les corps recrutés par la voie de l'ENA) : *amendement n° 55* du gouvernement (suppression de la possibilité de nomination directe d'un magistrat dans une des administrations centrales de l'Etat, des services extérieurs ou des établissements publics de l'Etat) : rejeté (p. 440) ; *amendement n° 28* de M. Gérard Longuet (détachement temporaire de magistrats dans l'administration) : retiré (p. 441) ; *amendement n° 56* du gouvernement (détachement de magistrats dans les emplois de l'un des corps recrutés par la voie de l'ENA) : rejeté (p. 441).

– article 4 bis adopté (p. 441).

ART. 5 *bis* (exercice des fonctions du ministère public auprès de la Cour de cassation par des magistrats du parquet des Cours d'appel) : *amendements* identiques *n° 6* de la commission et *n° 47* de M. Lucien Villa (suppression de l'article 5 *bis*) : adoptés (p. 442).

– article 5 bis supprimé (p. 442).

ART. 5 *ter* (conditions de nomination à un emploi hors hiérarchie de la Cour de cassation) : *amendement n° 7* de la commission (suppression de l'article 5 *ter*) : adopté (p. 442).

– article 5 ter supprimé (p. 442).

ART. 6 : réservé (p. 442).

ART. 7 : réservé (p. 442).

ART. 9 (intégration directe en qualité d'auditeur de justice) : *amendement n° 33* de M. Alain Richard (application de l'article 9 aux agents titulaires de la fonction publique) : adopté (p. 443) ; *amendements* identiques *n° 34* de M. François Massot et *n° 48* de M. Lucien Villa (réduisant au sixième du nombre des auditeurs recrutés par concours le nombre d'auditeurs pouvant être nommés directement) : rejetés (p. 443).

– article 9 adopté (p. 443).

ART. 9 *bis* (liste de classement des auditeurs de justice) : *amendements* identiques *n° 35* de M. Alain Richard et *n° 49* de M. Lucien Villa (suppression de l'article 9 *bis*) : rejetés (p. 444).

– article 9 bis adopté (p. 444).

ART. 10 *A* (intégration des assistants des facultés de droit) : *amendement n° 10* de la commission (suppression de l'article 10 *A*) : adopté (p. 444) ; *amendement n° 50* de M. Lucien Villa : devient sans objet (p. 444).

– article 10 A supprimé (p. 444).

ART. 10 *B* (intégration des anciens avoués titulaires de la capacité en droit) : *amendement n° 11* de la commission (suppression de l'article 10 *B*) : adopté (p. 445).

– article 10 B supprimé (p. 445).

ART. 10 : réservé (p. 445).

ART. 10 *bis* (retraite des auxiliaires de justice intégrés dans la magistrature) : adopté (p. 445).

ART. 13 : réservé (p. 445).

ART. 13 *bis* (nomination des juges d'instruction) : *amendement n° 15* de la commisson (suppression de l'article 13 *bis*) : adopté (p. 445).

– article 13 bis supprimé (p. 445).

ART. 13 *ter* (nomination des juges d'instruction) : *amendement n° 16* de la commission (suppression de l'article 13 *ter*) : adopté (p. 446).

– article 13 ter supprimé (p. 446).

ART. 14 (composition de la commission d'avancement) : *amendement n° 37* de M. François Massot (faisant disparaître de la commission d'avancement le directeur des affaires civiles et du sceau et le directeur des affaires criminelles et des grâces) : rejeté (p. 446) ; *amendement n° 17* de la commission (désignation et composition de la commission d'avancement) : adopté avec une rectification par scrutin public n° 369 (p. 450) ; *amendement n° 53* de M. Lucien Villa (élection des représentants des magistrats à la commission d'avancement) : devient sans objet (p. 450).

– article 14 ainsi modifié, adopté (p. 450).

ART. 6 précédemment réservé (désignation des membres de la commission d'avancement et des membres de la commission de discipline du parquet) : *amendement n° 8* de la commission (suppression de l'article 6) : adopté (p. 450) ; *amendement n° 32* de M. François Massot : devient sans objet (p. 450).

– article 6 supprimé (p. 450).

ART. 7 précédemment réservé (réunion du collège des magistrats) : *amendement n° 9* de la commission (suppression de l'article 7) : adopté (p. 450).

– article 7 supprimé (p. 450).

ART. 10 précédemment réservé (intégration directe dans la hiérarchie judiciaire) : *amendement n° 12* de la commission (limitant l'avis conforme de la commission au seul principe de l'intégration dans le sein de la magistrature) : rejeté (p. 452).

– article 10 adopté (p. 452).

ART. 13 précédemment réservé (composition de la commission d'intégration) : *amendement n° 13* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 456) ; *amendement n° 14* de la commission (supprimant l'adjonction de trois personnalités extérieures à la commission d'intégration) : adopté (p. 457) ; *amendement n° 36* de M. Alain Richard (faisant figurer dans la commission d'intégration six personnalités désignées par le parlement) : devient sans objet (p. 457).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 457).

ART. 15 (commission d'avancement) : *amendement n° 18* de la commission (suppression de l'article 15) : adopté (p. 457).

– article 15 supprimé (p. 457).

ART. 16 (commission d'avancement) : *amendement n° 19* de la commission (suppression de l'article 16) : adopté (p. 457).

– article 16 supprimé (p. 457).

ART. 17 *bis* (régime de l'avertissement donné aux magistrats) : *amendement n° 44* du gouvernement (suppression de l'article 17 *bis*) : adopté (p. 458).

– article 17 bis supprimé (p. 458).

ART. 18 (commission de discipline du parquet) : *amendement n° 20* de la commission (suppression de l'article 18) : adopté (p. 459).

– article 18 supprimé (p. 459).

ART. 19 (commission de discipline du parquet) : *amendement n° 21* de la commission (suppression de l'article 19) : adopté (p. 459).

– article 19 supprimé (p. 459).

ART. 20 (commission de discipline du parquet) : *amendement n° 22* de la commission (suppression de l'article 20) : adopté (p. 459).

– article 20 supprimé (p. 459).

ART. 21 (honorariat des magistrats) : adopté (p. 459).

ART. 21 *bis* (participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux) : *amendement*

n° 38 rectifié de M. Alain Richard (participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux en qualité de collaborateurs d'un avocat inscrit) : adopté (p. 461) ; *amendement n° 23* de la commission : devient sans objet (p. 461) ; *amendement n° 54* de M. Pascal Clément : non soutenu (p. 461).

– le texte de l'*amendement n° 38* rectifié devient l'article 21 bis (p. 461).

ART. 22 (accès aux fonctions du second groupe du second grade) : adopté (p. 461).

ART. 24 (concours exceptionnels de recrutement) : *amendement n° 51* de M. Lucien Villa (suppression de l'article 24) : rejeté (p. 462) ; *amendement n° 39* de M. François Massot (recrutement exceptionnel par un concours sur épreuves) : rejeté (p. 464) ; *amendement n° 52* de M. Lucien Villa (recrutement exceptionnel par concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales) : rejeté (p. 464) ; *amendement n° 40* de M. François Massot (fixant à quatre mois la durée du stage professionnel dans la magistrature pour les personnes recrutées en cours de vie professionnelle) : rejeté (p. 464) ; *amendement n° 24* rectifié de la commission (rétablissement du concours ouvert aux docteurs en droit pour le recrutement de magistrats nommés à des postes du second groupe du second grade) : adopté (p. 464).

– article 24, ainsi modifié, adopté (p. 464).

ART. 25 (nombre des nominations prononcées au titre des concours exceptionnels) : *amendement n° 41* de M. Alain Richard (réduisant de moitié le nombre de postes qui pourront être pourvus par le recrutement ouvert à titre exceptionnel) : rejeté (p. 465) ; *amendement n° 27* de M. Jacques Piot (supprimant la disposition limitant le nombre des nominations prononcées au titre de recrutement exceptionnel à la moitié du nombre de postes de magistrat créés) : adopté (p. 465) ; *amendement n° 42* de M. Alain Richard (limitant le nombre des nominations prononcées au titre de recrutement exceptionnel au quart du nombre de postes de magistrat créés) : devient sans objet (p. 465).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 465).

APRES L'ART. 27 : *amendement n° 25* de la commission (intégration dans la magistrature des assistants de droit ayant huit années d'ancienneté et des anciens avoués ; *sous-amendement n° 57* de M. Lucien Villa (intégration dans la magistrature des assistants de droit ayant cinq années d'ancienneté) : rejeté (p. 466) ; *amendement n° 25* adopté (p. 466).

ART. 30 (prorogation de l'application des dispositions transitoires de l'article 14 de la loi organique du 17 juillet 1970 autorisant le recrutement de magistrats à titre temporaire) : adopté (p. 466).

ART. 32 : supprimé (p. 466).

ART. 34 : supprimé (p. 466).

ART. 35 (concours internes d'accès à l'ENM en 1980) : adopté (p. 466).

ART. 36 (participation des futurs avocats aux travaux des juridictions) : *amendement n° 26* de la commission (suppression de l'article 36) : adopté (p. 467) ; *amendement n° 43* de M. François Massot (possibilité de stage dans une juridiction offerte aux futurs avocats) : devient sans objet (p. 467).

– article 36 supprimé (p. 467).

EXPLICATIONS DE VOTE [16 avril 1980].

Commission d'avancement : *Richard (Alain)*, (p. 467).

Indépendance de la magistrature : *Maisonnat (Louis)*, (p. 467).

Magistrats remplaçants : *Richard (Alain)*, (p. 467).

Recrutements latéraux : *Richard (Alain)*, (p. 467).

Vote hostile du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)*, (p. 467).

Vote hostile du groupe socialiste : *Richard (Alain)*, (p. 467).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 467).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [24 juin 1980] (p. 2195).

Commission d'avancement : *Foyer (Jean)*, (p. 2195) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 2195).

Magistrats volants : *Franceschi (Joseph)*, (p. 2196).

Projet « sécurité et liberté » : *Franceschi (Joseph)*, (p. 2196).

Recrutement latéral et concours exceptionnels) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 2196).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2196).

ART. 2 : *amendement n° 1* de M. Alain Richard (suppression de l'article 2) : rejeté (p. 2197) ; *amendement n° 10* de la commission (statut des magistrats remplaçants) : adopté (p. 2198) ; *amendement n° 11* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2198).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 2198).

ART. 5 *bis* : *amendement n° 12* de la commission (suppression de l'article 5 *bis*) : adopté (p. 2198).

– article 5 bis, supprimé (p. 2198).

ART. 5 *ter* : *amendement n° 13* de la commission (suppression de l'article 5 *ter*) : adopté (p. 2199).

– article 5 ter, supprimé (p. 2199).

ART. 6, ART. 7, ART. 13, ART 13 *ter*, réservés (p. 2199).

ART. 14 : *amendement n° 4* de M. François Massot (excluant de la commission d'avancement le directeur des affaires civiles et du sceau et le directeur des affaires criminelles et des grâces) : rejeté (p. 2200) ; *amendement n° 18* de la commission (désignation des magistrats représentant leurs collègues à la commission d'avancement) : adopté par scrutin public n° 450 (p. 2201).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 2201).

ART. 6 précédemment réservé : *amendement n° 14* de la commission (suppression de l'article 6) : adopté (p. 2201).

– article 6, supprimé (p. 2201) ; *amendement n° 2* de M. Alain Richard : sans objet (p. 2201).

ART. 7 précédemment réservé : *amendement n° 15* de la commission (suppression de l'article 7) : adopté (p. 2201).

– articl 7, supprimé (p. 2201).

ART. 13 précédemment réservé : *amendement n° 16* de la commission (excluant les personnalités qualifiées de la commission d'avancement lorsqu'elle est appelée à connaître du recrutement) : adopté (p. 2202) ; *amendement n° 3* de M. Alain Richard (faisant figurer six personnalités qualifiées dans la commission d'avancement lorsqu'elle est appelée à connaître du recrutement) : devient sans objet (p. 2202).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 2202).

ART. 13 *ter* précédemment réservé : *amendement n° 17* de la commission (suppression de l'article 13 *ter*) : adopté (p. 2202).

– article 13 ter, supprimé (p. 2202).

ART. 15 : *amendement n° 19* de la commission (suppression de l'article 15) : adopté (p. 2202).

– article 15, supprimé (p. 2202).

ART. 16 : *amendement n° 20* de la commission (suppression de l'article 16) : adopté (p. 2202).

– article 16, supprimé (p. 2202).

ART. 18 : *amendement n° 21* de la commission (suppression de l'article 18) : adopté (p. 2203).

– article 18, supprimé (p. 2203).

ART. 19 : *amendement n° 22* de la commission (suppression de l'article 19) : adopté (p. 2203).

– article 19, supprimé (p. 2203).

ART. 20 : *amendement n° 23* de la commission (suppression de l'article 20) : adopté (p. 2203).

– article 20, supprimé (p. 2203).

ART. 21 *bis* : *amendement n° 5* de M. Alain Richard (conditions dans lesquelles les auditeurs de justice pourront exercer la profession d'avocat à titre de stage) : adopté (p. 2204).

– article 21 bis, ainsi modifié, adopté (p. 2204).

ART. 24 : *amendement n° 6* de M. François Massot (organisation de concours exceptionnels sur épreuves et non sur titres et travaux) : rejeté (p. 2204) ; *amendement n° 7* de M. François Massot (fixant à 4 mois la durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la Magistrature des candidats admis aux concours exceptionnels) : rejeté (p. 2204) ; *amendement n° 24* de la commission (rétablissant les concours exceptionnels conduisant à des emplois du 2e groupe ou du 2e grade) : adopté (p. 2205).

– article 24, ainsi modifié, adopté (p. 2205).

ART. 25 : *amendement n° 25* de la commission (amendement de coordination) : adopté (p. 2205) ; *amendements n°s 8* et *9* de M. Alain Richard (limitant la proportion des recrutements de magistrats qui sera affectée par la formule des recrutements exceptionnels) : rejetés (p. 2205) ; *amendement n° 26* corrigé de la commission (augmentation du nombre de magistrats recrutés par concours exceptionnels) : retiré (p. 2205) ; *amendement n° 27* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2205).

– article 25, ainsi modifié, adopté (p. 2205).

ART. 25 *bis* : adopté (p. 2206).

ART. 27 *bis* : adopté (p. 2206).

ART. 36 : *amendement n° 28* de la commission (suppression de l'article 36) : adopté (p. 2206).

– article 36, supprimé (p. 2206).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Ecole nationale de la magistrature : *Peyrefitte (Alain),* (p. 2207).

Exclusion de l'opposition de la commission mixte paritaire : *Forni (Raymond),* (p. 2206).

Projet « sécurité et liberté » : *Forni (Raymond),* (p. 2206).

Recrutements exceptionnels : *Forni (Raymond),* (p. 2206) ; *Peyrefitte (Alain),* (p. 2207).

Suspicion jetée sur la magistrature : *Forni (Raymond),* (p. 2206).

Vote hostile du groupe communiste : *Garcin (Edmond),* (p. 2206).

Vote hostile du groupe socialiste : *Forni (Raymond),* (p. 2206).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 2207).

QUATRIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 juin 1980] (p. 2458).

Texte adopté par la Commission des lois : *Foyer (Jean),* (p. 2458).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2459).

TITRE 1er (dispositions permanentes).

Section I (dispositions générales).

ART. 2.

ART. 5 *bis.*

ART. 5 *ter.*

Section II (dispositions relatives au collège des magistrats).

ART. 6.

ART. 7.

Section III (dispositions relatives à la formation professionnelle des magistrats).

Section IV (dispositions relatives aux magistrats des premier et second grades).

ART. 13.

ART. 13 *ter.*

Section V (dispositions relatives à la commission d'avancement).

ART. 14.

ART. 15.

ART. 16.

Section VI (dispositions relatives aux magistrats hors hiérarchie).

Section VII (dispositions relatives à la discipline des magistrats du parquet).

ART. 18.

ART. 19.

ART. 20.

Section VIII (dispositions relatives à la cessation des fonctions).

Section XI (dispositions diverses).

ART. 21 *bis.*

TITRE II (dispositions transitoires).

Section I (dispositions relatives aux magistrats des premier et second grades).

ART. 24.

ART. 25

ART. 25 *bis.*

ART. 27 *bis.*

Section II (dispositions relatives à la commission d'avancement et à la commission de discipline des magistrats du parquet).

Section III (dispositions relatives au recrutement de magistrats à titre temporaire).

ART. 36.

Absence de scrutin sur le texte en raison de la nécessité d'un scrutin public à la tribune en vertu de l'article 46 de la Constitution et de l'article 65 du Règlement de l'Assemblée nationale.

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique par scrutin public à la tribune n° 480 [8 octobre 1980] (p. 2610).

3. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1306** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 30, 2° DE L'ORDONNANCE N° 58-1270 DU 22 DECEMBRE 1958 PORTANT STATUT DE LA MAGISTRATURE MODIFIEE PAR LA LOI ORGANIQUE N° 67-130 DU 20 FEVRIER 1967, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 octobre 1979 par M. Eugène Berest. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Alain Madelin [8 novembre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 2076** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 10 DE L'ORDONNANCE N° 58-1270 DU 22 DECEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AU STATUT DE LA MAGISTRATURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 novembre 1980 par M. Henri Baudouin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la

commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [4 décembre 1980].

Voir COUR DE CASSATION. 1, 2 ; JUSTICE (organisation de la). 2 ; LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie). Justice ; PROCEDURE PENALE. 9 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 768 ; TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS. 2, 5.

– **Obligation de réserve.** *Voir* PROCEDURE PENALE. 9.

– **Pressions exercées par les gangs.** *Voir* DETENTIONS. 1 CMP.

– **Recrutement des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 394.

– **Syndicats des –.** *Voir* DETENTION. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 446.

MAGISTRATS REMPLAÇANTS

Voir MAGISTRATS. 2.

MAGISTRATS VOLANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Justice.

MAGISTRATURE (Mutation de la commission informatique et libertés)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 987.

MAGNETOSCOPES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Culture et communication. – Radio-télévision.

MAI 1968

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Universités.

MAIN-D'ŒUVRE (Industrie de –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 114** RELATIVE AUX INDUSTRIES DE MAIN-D'ŒUVRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Michel Cointat et Pierre-Bernard Cousté. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Godfrain [11 mai 1978].

MAIN-D'ŒUVRE FEMININE (Situation en France)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

MAINLEVEE JUDICIAIRE

Voir ENVIRONNEMENT. 1, Article 19 *E*.

MAINE-ET-LOIRE (Enseignement)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Education.

MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGEES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 et 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale. – Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 409.

MAIRE (Inculpation de M. Badet, maire de Saint-Chamond)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 504.

MAIRES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 483** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 62 DU CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE EN VUE DE FAIRE CESSER L'INCOMPATIBILITE EXISTANT ENTRE LES FONCTIONS DE GEOMETRE DU

CADASTRE ET LE MANDAT DE MAIRE OU D'ADJOINT, Assemblée nationale (première lecture) **n° 2058.** Dépôt le 6 octobre 1966. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Fanton. – Rapport **n° 2129** [9 novembre 1966]. – Adoption le 8 décembre 1966. – Proposition de loi **n° 606.**

SENAT (première lecture) n° 97 (1966-1967). Dépôt le 9 décembre 1966. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Geoffroy. – Rapport n° 210 (1966-1967) [21 décembre 1966]. – Rejet le 13 avril 1967.

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture) :
3e législature : **n° 96.** Dépôt le 18 avril 1967. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
4e législature : **n° 29.** Dépôt le 12 juillet 1968. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
5e législature : **n° 271.** Dépôt le 2 mai 1973. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
6e législature : **n° 483.** Dépôt le 30 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo [5 octobre 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1699** TENDANT A DEGAGER, EN L'ABSENCE DE FAUTE, LA RESPONSABILITE PERSONNELLE DES MAGISTRATS MUNICIPAUX, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 14 mai 1980 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About [12 juin 1980].

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 5 ; CONSEILS GENERAUX, 1 ; ENVIRONNEMENT, 1.

MAISON D'ARRET DE MAYOTTE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Justice.

MAISON D'EDUCATION DE LA LEGION D'HONNEUR

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'Honneur.

MAISON DES METIERS D'ART FRANÇAIS

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISEES POUR HANDICAPES

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

MAISONS DE LA CULTURE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Culture et communication ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 24.

– **de Nantes.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

– **de la Seine-Saint-Denis.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Culture et communication.

MAISONS DE RETRAITE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 425.

MAISONS FAMILIALES RURALES

Voir AGRICULTURE, 3 ; FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, 3 ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : formation professionnelle ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 270, 667 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 430.

MAISONS INDIVIDUELLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (première partie). Après l'article 2 ; (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

– **Location, vente.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 130.

MAITRES-ASSISTANTS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 170, 205.

MAITRES AUXILIAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Education ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 474, 481 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 298.

MAITRES DE LA MARINE NATIONALE (Reclassement des –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 267.

MAITRES D'ŒUVRE EN BATIMENT

Voir IMPOTS. 8 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 216, 451, 522.

MAITRES D'OUVRAGES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Environnement et cadre de vie.

MAITRES NAGEURS SAUVETEURS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie). Intérieur ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie). Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

MAJORITE (Age de la –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 307** COMPLETANT LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES EN MATIERE CIVILE DE LA LOI n° 74-631 DU 5 JUILLET 1974 FIXANT A DIX-HUIT ANS L'AGE DE LA MAJORITE. Sénat (première lecture), n° 473 (1976-1977). Dépôt le 30 juin 1977 par MM. Jean Geoffroy et Pierre Jourdan. – Renvoi à la commission des lois. – Rapporteur : M. Marcel Rudloff. – Rapport n° 375 (1977-1978 [25 mai 1978]. – Discussion le 30 mai 1978. – Adoption le 30 mai 1978. – Projet de loi n° 142 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 30 mai 1978, **n° 307.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [8 juin 1978].

MALADIES DE LONGUE DUREE (Institution d'une franchise)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

MALADIES DU BETAIL

Voir ELEVAGE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie). Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 301 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 13.

MALADIES PROFESSIONNELLES

Voir CONTRAT DE TRAVAIL. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 76 ; SECURITE SOCIALE. 2, 7.

« MALGRE NOUS » (Incorporés de force dans l'armée allemande)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie). Anciens combattants ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 232, 544.

MALI

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 45, 90, 108.

MALLEY (Simon) (Expulsion de –, directeur de la revue Afrique-Asie)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 842.

MALTE (République de –)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 44.

MAMERS (Usine de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires.

MANCHE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 138.

– **Collèges.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 158.

– **Ecole normale de la –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 206.

MANDAT IMPERATIF

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 252.

MANDATS ELECTIFS

Voir CONSEILLERS MUNICIPAUX. 1 ; ELECTIONS (LEGISLATION). 7 ; INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. 4.

MANIFESTATIONS

Voir AMNISTIE. 6, 7 ; LIBERTES PUBLIQUES. 2, 4 ; ORDRE PUBLIC. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 341 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 183 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 72, 120.

– **A Rouen,** comdamnation d'un syndicaliste. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 500.

– **Droit de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 302.

– **Du 23 mars 1979.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 395 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 179, 253.

MANILLE (Conférence de –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 244.

MANIOC

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

MANTELZESSION

Voir ENTREPRISES. 12.

MANUELS SCOLAIRES

Voir ENSEIGNEMENT. 1, 3 ; FEMME (CONDITION DE LA). 8 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 264.

– **Fabrication.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe de l'imprimerie nationale.

– **Gratuité des –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 534.

MANUFRANCE

Voir CHOMAGE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; (deuxième partie), Services du Premier ministre. – IV. – Commissariat général du Plan ; Travail et participation ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 240, 249, 267, 311, 345, 357, 854, 888 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 479 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 419.

MARAICHERS (Revenu des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 718, 724.

MARCHE A TERME DES MATIERES PREMIERES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 402, 514.

MARCHE COMMUN

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 156, 163.

MARCHE COMMUN AGRICOLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 486, 487.

MARCHE DE LA VIANDE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 19.

MARCHE DES FRUITS ET LEGUMES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 564.

MARCHE FINANCIER

Voir IMPOT SUR LE REVENU. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 760, 826 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 402.

MARCHE INTERIEUR

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

MARCHES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1569** TENDANT A REGLEMENTER LES MANIFESTATIONS DONNANT LIEU A VENTE OU ECHANGE D'OBJETS ANCIENS OU D'OCCASION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 janvier 1980 par M. Jean Fonteneau. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. André Petit [10 avril 1980].

MARCHES ADMINISTRATIFS

Voir ADMINISTRATION. 1.

MARCHES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE. 3 ; COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE). 1, 2, 7, 9 ; FRUITS ET LEGUMES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – VI. – Industries agricoles et alimentaires ; PRODUITS AGRICOLES. 1, 2 ; VIANDE. 1.

MARCHES PUBLICS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 852** TENDANT A INSTAURER UNE COMMISSION DES COMMANDES PUBLIQUES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1978 par M. Julien Schvartz. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Georges Tranchant [5 avril 1979].

2. – PROJET DE LOI **n° 1035** MODIFIANT LA LOI n° 78-13 DU 4 JANVIER 1978 RELATIVE AUX PROCEDURES D'INTERVENTION DE LA CAISSE NATIONALE DES MARCHES DE L'ETAT DANS LE PAIEMENT DE CERTAINES CREANCES DE PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 mai 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre, et M. René Monory, ministre de l'économie. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. – Rapporteur : M. Fernand Icart. – Rapport **n° 1071** [17 mai 1979]. – Discussion le 5 juin 1979. – Adoption le 5 juin 1979. – Projet de loi **n° 175.**

SENAT (première lecture), n° 368 (1978-1979). Dépôt le 6 juin 1979. – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. – Rapporteur : M. Maurice Blin. – Rapport n° 389 (1978-1979) [12 juin 1979]. – Discussion le 22 juin 1979. – Adoption définitive le 22 juin 1979. – Projet de loi n° 110 (1978-1979).

Loi n° 79-566 du 6 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1979 (p. 1645) ; rectificatif [*J.O.* du 11 juillet 1979] (p. 1697).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [5 juin 1979] (p. 4644) :

Caisse nationale des marchés de l'Etat (intervention dans le paiement de certaines créances des P.M.E. sur les collectivités locales) : *Icart (Fernand),* (p. 4644) ; *Monory (René),* (p. 4645) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4647).

Etablissements publics à caractère industriel et commercial de l'Etat : *Icart (Fernand),* (p. 4644) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4647) ; *Monory (René),* (p. 4648).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) (rôle dans l'économie) : *Monory (René),* (p. 4645).

Retard des paiements des collectivités publiques : *Icart (Fernand),* (p. 4644) ; *Monory (René),* (p. 4645, 4647) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 4647).

DISCUSSION DES ARTICLES [5 juin 1979] (p. 4644) :

ART. UNIQUE (possibilité pour la petite ou moyenne entreprise titulaire d'un marché passé avec l'Etat ou avec une collectivité locale de céder à la caisse nationale des marchés de l'Etat les créances qu'elle détient au titre de ce marché selon la procédure simplifiée prévue par la loi du 4 janvier 1978) : *amendement n° 1* de M. Emmanuel Hamel (extension de la procédure d'intervention de la caisse des marchés de l'Etat aux créances que les petites et moyennes entreprises peuvent détenir sur les établissements publics industriels et commerciaux de l'Etat) : adopté (p. 4650).

MM. Hamel (Emmanuel), Icart (Fernand), de Branche (René), Bonnet (Alain), Monory (René).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Bonnet (Alain)* : nécessité d'une politique d'ensemble en faveur des P.M.E. ; vote favorable du groupe socialiste (p. 4650).

– *Monory (René)* : surenchère démagogique du parti socialiste refusant de reconnaître l'effort sans précédent accompli par le Gouvernement en faveur des P.M.E. (p. 4650).

– article unique, ainsi modifié, adopté (p. 4650).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1160** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 175 DU CODE PENAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 19 juin 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Pasquini [4 octobre 1979].

Voir ADMINISTRATION, 1 ; COMMUNES, 1 ; ENTREPRISES, 7, 12 ; LOIS DE FINANCES, 1, article 25 *bis* nouveau ; (deuxième partie), Industrie ; Articles et articles additionnels non rattachés, Après l'article 73 ; LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Industrie.

– **Dans le secteur du bâtiment.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 563.

– **Taxe sur les –.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MARCOULE (Arrêt du réacteur G2)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 654.

MAREE NOIRE (Emission des dossiers de l'écran)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, 33.

MARIAGES

Voir AGENCES MATRIMONIALES, 1 ; EXPLOITANTS AGRICOLES, 3.

MARINE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 5.

MARINE MARCHANDE

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 2228** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA CRISE DE LA MARINE MARCHANDE

FRANÇAISE, Assemblée nationale. Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Louis Le Pensec et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir ASSURANCE-VIEILLESSE. 16 ; CONSTRUCTION NAVALE. 1, 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5 ; LOIS DE REGLEMENT. 2 ; NAVIGATION MARITIME. 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 180, 207 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 185, 210, 306, 421 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 5, 69.

– **Grève de la –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 184, 189, 190.

– **Personnel.** *Voir* ADMINISTRATION. 1.

MARINE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – II. – Secrétariat général de la défense nationale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 10, 12, 15.

– **Maîtres retraités.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 267.

MARINS

Voir ASSURANCE-VIEILLESSE. 16 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 166.

MARINS PECHEURS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 201** TENDANT A AMENAGER LA FISCALITE FRAPPANT LES MARINS PECHEURS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Pierre Mauger. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1848** RELATIVE AUX CONGES PAYES DES MARINS PECHEURS REMUNERES A LA PART, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 juin 1980 par M. Aimé Kergueris. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Louis Le Pensec [2 octobre 1980].

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

– **Détaxation du carburant.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (première partie), Après l'article 8, article 43 *quater*.

MARNE (Routes)

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

MARNE-LA-VALLEE (Financement des équipements collectifs)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 262.

MAROC

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; TRAITES ET CONVENTIONS. 98.

MARQUAGE DES PRODUITS IMPORTES

Voir INDUSTRIE TEXTILE. 2.

MARQUAGE D'ORIGINE DES PRODUITS INDUSTRIELS

Voir IMPOTS. 8.

MARQUES COMMUNAUTAIRES (Régime des –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 582.

MARRONS GLACES (Importations de –)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 321.

MARSEILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 865 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 106.

– **Chèques postaux de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 421.

– **Expulsions d'immigrés.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 633.

– **Jeune homme abattu par un CRS à –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 875.

– **Police.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

– **Port.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

– **Réparation navale.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 250.

– **Vie culturelle.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

MARSEILLE-FOS (Avenir du port)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

MARTINIQUE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. 4 ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer. – II. – Départements d'outre-mer ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 669 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 295.

– **Dommages occasionnés par les cyclones.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 485.

MASSACRE DU BAR DU TELEPHONE (Compétence juridictionnelle)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 21.

MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 95** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE L.487 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par M. Bernard Pons. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Martial Taugourdeau [25 mai 1978].

Voir INFIRMIERS-INFIRMIERES. 2 ; PROFESSIONS MEDICALES. 3.

MASSIF CENTRAL

Voir LOIS DE FINANCES. 3, Aménagement du Territoire ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

– **Désenclavement du –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 961.

– **Infrastructures routières.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 933.

– **Plan.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Aménagement du territoire.

MATERNITE

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4, Article 2 ; FEMME (CONDITION DE LA). 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; SECURITE SOCIALE. 16 ; SECURITE SOCIALE (PRESTATIONS). 1 ; TRAVAIL DES FEMMES. 1.

MATHEMATIQUES (Enseignement des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

MATIERES GRASSES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

MATIERES NUCLEAIRES

Voir ENERGIE NUCLEAIRE. 2.

MATIERES PREMIERES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Industrie ; PLAN. 2.

– **Marché à terme.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 514.

MATRA (Rachat du groupe Hachette)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 986.

MAURICE (Ile –)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 110.

MAURITANIE

Voir AFRIQUE. 1, 2, 3 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 34 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 33 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 76.

– **Politique française.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 538.

MAX PETIT (Camille)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

MAYOTTE

1. – PROJET DE LOI **n° 1434** RELATIF A MAYOTTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 29 novembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'Outre-Mer). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [29 novembre 1979]. – Rapport **n° 1444** [5 décembre 1979]. – Discussion le 6 décembre 1979. – Adoption le 6 décembre 1979. – Projet de loi **n° 241.**

SENAT (première lecture), n° 88 (1979-1980). Dépôt le 7 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Baudouin de Hautecloque. – Rapport n° 117 (1979-1980) [13 décembre 1979]. – Discussion le 18 décembre 1979. – Adoption avec modifications le 18 décembre 1979. – Projet de loi n° 22 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1508.** Dépôt le 19 décembre 1979. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg. – Rapport **n° 1509** [19 décembre 1979]. – Discussion le 20 décembre 1979. – Adoption définitive le 20 décembre 1979. – Projet de loi **n° 270.**

Loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 23 décembre 1979 (p. 3254).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er *A* (A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **2** : art. 1er (projet. – A.N. 1. – S. 1).
Loi, article **3** : art. 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [6 décembre 1979] (p. 11351) :

Comores : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 11351) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 11355, 11356) ; *Vivien (Alain),* (p. 11357) ; *Debré (Michel),* (p. 11362).

Départementalisation de Mayotte : *Krieg (Pierre-Charles),* (p. 11352) ; *Dijoud (Paul),* (p. 11353) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 11356) ; *Douffiagues (Jacques),* (p. 11356) ; *Vivien (Alain),* (p. 11357) ; *Mauger (Pierre),* (p. 11360) ; *Piot (Jacques),* (p. 11361) ; *Lagorce (Pierre),* (p. 11361).

Développement économique de Mayotte : *Bamana (Younoussa),* (p. 11354, 11355) ; *Douffiagues (Jacques),* (p. 11356) ; *Julia (Didier),* (p. 11358) ; *Mauger (Pierre),* (p. 11360) ; *Debré (Michel),* (p. 11363).

Opinion publique internationale (O.N.U., O.U.A., et non alignés) : *Bamana (Younoussa),* (p. 11354) ; *Kalinsky (Maxime),* (p. 11356) ; *Fontaine (Jean),* (p. 11359, 11360) ; *Lagorce (Pierre),* (p. 11361) ; *Debré (Michel),* (p. 11362).

Statut actuel de Mayotte (prorogation pendant cinq ans) : *Dijoud (Paul)*, (p. 11353, 11363) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 11356) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 11359) ; *Piot (Jacques)*, (p. 11361) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 11361) ; *Debré (Michel)*, (p. 11362).

Volonté des Mahorais de rester Français : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 11351) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 11353, 11363) ; *Bamana (Younoussa)*, (p. 11353) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 11356) ; *Julia (Didier)*, (p. 11358) ; *Fontaine (Jean)*, (p. 11358) ; *Mauger (Pierre)*, (p. 11360) ; *Piot (Jacques)*, (p. 11361) ; *Debré (Michel)*, (p. 11363).

DISCUSSION DES ARTICLES [6 décembre 1979] (p. 11363) :

AVANT L'ART. 1er : *amendements* identiques *n° 3* de la commission et *n° 1* de M. Younoussa Bamana (rappelant que l'île de Mayotte fait partie de la République française et ne peut cesser d'y appartenir sans le consentement de sa population) adoptés (p. 11364).

MM. Krieg (Pierre-Charles), Bamana (Younoussa), Dijoud (Paul), Debré (Michel).

ART. 1er (consultation au terme d'un délai de cinq ans de la population de Mayotte sur le maintien du statut définit par la loide 1976 ou sur la départementalisation ou sur l'adoption d'un statut différent) : *amendement n° 5* de M. Pierre Mauger (ramenant à trois ans le délai prévu par l'article 1er) retiré (p. 11365) ; *amendement n° 2* de M. Didier Julia (précisant que le délai par la loi est un délai maximum) ; sous-amendement de la commission (supprimant le mot maximum dans l'*amendement n° 2* rectifié) adopté (p. 11365) ; *amendement n° 2* rectifié, ainsi modifié, adopté (p. 11365).

MM. Mauger (Pierre), Krieg (Pierre-Charles), Dijoud (Paul), Debré (Michel).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 11365).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 10* de M. Pierre Mauger (représentation de Mayotte au Conseil économique et social) déclaré irrecevable en application de l'article 127 alinéa 3 du règlement de l'Assemblée (p. 11365).

MM. Mauger (Pierre), Krieg (Pierre-Charles).

ART. 2 (autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances avant le 30 septembre 1982 des mesures tendant à étendre et à adapter les textes intervenus dans le domaine législatif qui ne sont pas applicables à Mayotte ; ratification de ces ordonnances par le Parlement) : *amendement n° 7* de la commission, devient sans objet (p. 11365) ; *amendement n° 4* rectifié de la commmission (permettant au Gouvernement de prendre par ordonnance les mesures d'ordre législatif justifiées par la spécificité mahoraise et l'obligeant à rendre compte chaque année au Parlement de ces mesures) repris par le Gouvernement et adopté (p. 11366) ; *amendement n° 8* de la commission (amendement de coordination) adopté (p. 11366).

MM. Krieg (Pierre-Charles), Douffiagues (Jacques), Foyer (Jean), Dijoud (Paul), Kalinsky (Maxime).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 11366).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 11366).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1979] (p. 12417) :

Conseil général (rôle du) : *Dijoud (Paul)*, (p. 12418) ; *Foyer (Jean)*, (p. 12418).

Législation métropolitaine (adaptation de la) : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 12418).

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 1979] (p. 12418) :

ART. 1er : adopté (p. 12418).

ART. 2 : adopté (p. 12418).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 12419).

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 6 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20 ; DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 31 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Départements d'outre-mer ; Transports ; LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), Après l'article 2 ; (deuxième partie), Départements et territoires d'outre-mer. – II. – Départements d'outre-mer ; Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 315 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 111 ; SOCIETES, 3 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 75, 81.

– **Aides à l'investissement.** *Voir* IMPOTS, 8.

MAYOUD (Rapport)

Voir VALEURS MOBILIERES, 1.

MAZAMET (Discours du Président de la République à -)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 596.

MAZURIER (Antoine)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 35.

MBIDA (André)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 19.

MECENAT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; PLAN. 2.

MEDAILLE D'HONNEUR DU TRAVAIL

Voir DECORATIONS. 3.

MEDAILLE MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de la Libération.

- **Anciens combattants d'Orient.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MEDAILLES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Budget annexe des monnaies et médailles.

MEDECINE

1. - PROJET DE LOI **n° 1033** RELATIF AUX ETUDES MEDICALES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 mai 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jacques Sourdille [3 mai 1979]. - Rapport **n° 1070** [10 mai 1979]. - Discussion le 22 mai 1979. - Adoption le 22 mai 1979. - Projet de loi **n° 166.**

SENAT (première lecture), n° 353 (1978-1979). Dépôt le 29 mai 1979. - Renvoi à la commission spéciale. - Rapporteur : M. Andrien Gouteyron. - Rapport n° 423 (1978-1979) [21 juin 1979]. - Discussion le 27 juin 1979. - Adoption avec modifications le 27 juin 1979. - Nouveau titre : « PROJET DE LOI RELATIF AUX ETUDES MEDICALES ET PHARMACEUTIQUES. - Projet de loi n° 118 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1206.** Dépôt le 28 juin 1979. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jacques Sourdille. - Rapport **n° 1207** [28 juin 1979]. - Discussion le 28 juin 1979. - Adoption avec modifications le 28 juin 1979. - Projet de loi **n° 210.**

SENAT (deuxième lecture), n° 460 (1978-1979). Dépôt le 29 juin 1979. - Renvoi à la commission spéciale. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° 467 (1978-1979) [30 juin 1969]. - Discussion le 30 juin 1979. - Adoption définitive le 30 juin 1979. - Projet de loi n° 141 (1978-1979).

Loi n° 79-565 du 6 juillet 1979 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1979 (p. 1644).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** (globalement) : 1er (projet. - A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 2. - S.E. 2).
- article 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968 modifiée : 45 bis (projet. - A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 2. - S.E. 2).
- article 45 *ter* de la loi du 12 novembre 1968 modifiée : 45 bis, dernier alinéa (projet. - A.N. 1) : 45 ter (S.E. 1. - A.N. 2).
- article 45 *quater* de la loi du 12 novembre 1968 modifiée : 45 quater (S.E. 1. - A.N. 2. - S.E. 2).

Loi, article **2** : 2 (projet. - A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 2. - S.E. 2).
Loi, article **3** : 3 (projet. - A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 2).
Loi, article **4** : 4 (A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 2. - S.E. 2).
Loi, article **5** : 5 (A.N. 1. - S.E. 1. - A.N. 1).
Loi, article **6** : 6 (S.E. 1. - A.N. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [22 mai 1979] (p. 4070, 4086) :

Aquitaine (situation hospitalière) : *Dutard (Lucien)*, (p. 4094).

Concours en fin de second cycle : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4072) ; *Veil (Simone)*, (p. 4073) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4082) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4087).

Décrets d'application : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4070) ; *Veil (Simone)*, (p. 4074, 4097) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4082) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 4083) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4091).

Effectifs d'étudiants en médecine et besoins de santé : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4071) ; *Veil (Simone)*, (p. 4074) ; *Autain (François)*, (p. 4076) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4081) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 4083) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 4089) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 4093) ; *Ralite (Jack)*, (p. 4095).

Formation continue des médecins : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4072).

Hôpitaux généraux : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4072) ; *Pons (Bernard)*, (p. 4078) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4080) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 4083) ; *Montdargent (Robert)*, (p. 4094) ; *Veil (Simone)*, (p. 4097).

Inégalités sociales en matière de santé : *Millet (Gilbert)*, (p. 4079) ; *Ralite (Jack)*, (p. 4096).

Intégration européenne dans le domaine médical : *Pons (Bernard)*, (p. 4078) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4080) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 4090).

Internat qualifiant et formation des spécialistes : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4071) ; *Veil (Simone)*, (p. 4073) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 4075) ; *Autain (François)*, (p. 4077) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4082) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 4083) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 4089) ; *Berest (Eugène)*, (p. 4091) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4091).

Médecine générale : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4072) ; *Veil (Simone)*, (p. 4074) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 4075) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4081) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4087) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4092).

Médecine libérale : *Bapt (Gérard)*, (p. 4084).

Nord-Pas-de-Calais (sous-équipement hospitalier) : *Andrieux (Maurice)*, (p. 4093).

Psychiatrie (internat) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4071) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4092).

Résidanat et formation des généralistes : *Sourdille (Jacques)*, (p. 4071) ; *Veil (Simone)*, (p. 4073, 4097) ; *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 4075) ; *Autain (François)*, (p. 4077) ; *Pons (Bernard)*, (p. 4078, 4079) ; *Millet (Gilbert)*, (p. 4081) ; *Barbier (Gilbert)*, (p. 4082) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 4083) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4088) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 4089) ; *Berest (Eugène)*, (p. 4091) ; *Laborde (Jean)*, (p. 4092).

Sélection des étudiants en médecine (critères) : *Beaumont (Jean-Louis)*, (p. 4076) ; *Autain (François)*, (p. 4077) ; *Comiti (Joseph)*, (p. 4087) ; *Zarka (Pierre)*, (p. 4089) ; *Veil (Simone)*, (p. 4096).

DISCUSSION DES ARTICLES [22 mai 1979] (p. 4097) :

ART. 1er (dualité du troisième cycle : « résidanat et internat qualifiant » ; fixation par arrêté ministériel des effectifs de résidents et d'internes en médecine).

Inscrit : *Millet (Gilbert)* : nécessité de donner un rôle de premier plan aux médecins généralistes (p. 4098) ; *amendement n° 21* de M. Gilbert Millet (organisation du troisième cycle des études médicales) rejeté (p. 4099) ; *amendement n° 8* de la commission (fixant à 2 ans la durée du résidanat) n'est pas soutenu (p. 4099) ; *amendement n° 37* du Gouvernement (fixant à 2 ans la durée du résidanat et permettant de la réduire jusqu'à l'année universitaire 1986-1987) réservé (p. 4099) ; *amendement n° 9* de la commission (impossibilité de nommer des résidents sans nommer les internes dans le même établissement) adopté (p. 4100) ; *amendement n° 10* de la commission (statut des résidents) ; *sous-amendement n° 38* du Gouvernement (précisant que la formation des résidents comporte non seulement l'exercice de fonctions hospitalières mais aussi un enseignement théorique) adopté (p. 4100) ; *amendement n° 10*, ainsi modifié, adopté (p. 4100) ; *amendement n° 37*, adopté (p. 4100) ; *amendement n° 25* de M. Joseph Comiti (permettant aux internes de poursuivre une carrière de généralistes dans les hôpitaux) retiré (p. 4101) ; *amendement n° 32* de M. Gilbert Millet (inapplication de la présente loi aux étudiants en psychiatrie) rejeté (p. 4101) ; *amendement n° 2* de M. Jacques-Antoine Gau (appréciation par les conseils régionaux des besoins de la population quant aux effectifs médicaux et à la répartition entre spécialités) rejeté (p. 4102) ; *amendement n° 11* de la commission (détermination des effectifs de résidents et d'internes par arrêté ministériel pris après avis de commissions institutées dans chaque région d'internat) ; sous-amendement du Gouvernement (retranchant de l'*amendement n° 11* l'énumération des membres des commissions instituées dans chaque région d'internat) adopté (p. 4103) ; *amendement n° 11*, ainsi modifié, adopté (p. 4103) ; *amendement n° 26* de M. Joseph Comiti (conséquence de son *amendement n° 29)* réservé (p. 4103) ; *amendement n° 27* de M. Joseph Comiti (conséquence de son *amendement n° 25)* retiré (p. 4103) ; *amendement n° 33* de M. Joseph Comiti (conséquence de son *amendement n° 25)* retiré (p. 4103) ;

amendement n° 3 de M. Jacques-Antoine Gau (suppression de la disposition fixant le nombre d'internes en fonction non pas des besoins de la population mais de la capacité de formation) rejeté (p. 4103) ; *amendement n° 13* de la commission (institution d'un examen avec classement en fin de deuxième cycle ; épreuves anonymes supplémentaires constituant l'admissibilité au concours de l'internat) adopté (p. 4105) ; *amendement n° 28* de M. Jacques Sourdille (institution d'un examen probatoire de fin de second cycle) devient sans objet (p. 4105) ; *amendement n° 14* de la commission (condition de prise en compte des services déjà accomplis dans des fonctions de résidents ou d'internes par des médecins ayant terminé leurs études pour la durée ou le déroulement des cycles de formation régis par la loi) ; *sous-amendement n° 36* de M. Jacques Sourdille (accès des praticiens aux études de spécialistes) adopté (p. 4105) ; *amendement n° 14*, ainsi modifié, adopté (p. 4105) ; *amendement n° 29* de M. Joseph Comiti (plaçant les internes en pharmacie dans des conditions analogues à celles des internes en médecine) retiré (p. 4106) ; *amendement n° 34* rectifié par M. Jacques Sourdille (invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi concernant l'accès des internes en pharmacie aux formations spécialisées) retiré (p. 4106) ; *amendement n° 26* devient sans objet (p. 4106).

MM. Millet (Gilbert), Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone), MM. Brocard (Jean), Comiti (Joseph), Autain (François), Pons (Bernard), Marie (Bernard).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4106).

ART. 2 (retranchant de la liste des compétences des conseils d'administration d'hôpitaux la fixation des effectifs des personnels hospitalo-universitaires et des personnes accomplissant le troisième cycle de leurs études médicales) : *amendement n° 22* de M. Gilbert Millet (suppression de l'article 2) rejeté (p. 4107) ; *amendement n° 30* de M. Joseph Comiti (conséquence de son *amendement n° 29*) devient sans objet (p. 4107).

Mme Leblanc (Chantal), M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone).

– article 2, adopté (p. 4107).

ART. 3 (fixation par arrêté ministériel, pour chaque année, compte tenu des besoins de la population et des capacités de formation du nombre des étudiants admis à poursuivre des études médicales au-delà de la première année du premier cycle).

Inscrite : *Leblanc (Chantal)* : caractère malthusien du projet adaptant le nombre d'étudiants en médecine à la pénurie que connaît l'université ; nécessité de définir démocratiquement les besoins de santé (p. 4107) ; *amendements identiques n° 4* de M. Jacques-Antoine Gau et *n° 35* de M. Gilbert Millet (suppression de l'article 3) rejetés par scrutin public n° 181 (p. 4107) ; liste des votants (p. 4113, 4114) ; *amendement n° 23* de M. Gilbert Millet (institution d'une commission chargée de définir ces objectifs, ces modalités et la mise en place d'unités de valeur dans le cadre d'un premier cycle d'orientation commun aux professions médicales et paramédicales) rejeté (p. 4108) ; *amendement n° 5* de M. Jacques-Antoine Gau (fixation par arrêté ministériel du nombre d'étudiants admis à poursuivre des études médicales au-delà de la première année au vu d'une appréciation des besoins de la population faite par les conseils régionaux) rejeté (p. 4108) ; *amendement n° 16* de la commission (fixation par arrêté ministériel du nombre d'étudiants en médecine admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année après avis des comités de coordination hospitalo-universitaires) adopté (p. 4108) ; *amendement n° 17* de la commission (prise en compte de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques dans la fixation du nombre d'étudiants en médecine) adopté (p. 4108) ; *amendement n° 18* de la commission (prise en compte de la nécessité d'une meilleure égalisation des chances selon les séries d'origine du baccalauréat pour la détermination du nombre d'étudiants en médecine) rejeté (p. 4109).

MM. Bapt (Gérard), Sourdille (Jacques), Mmes Veil (Simone), Leblanc (Chantal), MM. Gissinger (Antoine), Comiti (Joseph).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4109).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 19* de la commission (limitant à 10 % les variations des effectifs globaux d'étudiants en médecine au cours des deux années universitaires suivant la promulgation de la loi) adopté (p. 4109) ; *amendement n° 20* de la commission (invitant le Gouvernement à présenter un rapport annuel sur l'application de la présente loi durant les cinq premières années de sa mise en œuvre) adopté (p. 4110) ; *amendement n° 31* de M. Joseph Comiti (modification de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1971 modifiant la loi d'orientation de l'enseignement supérieur) déclaré irrecevable en vertu de l'article 98 alinéa 5 du règlement de l'Assemblée nationale) (p. 4110).

M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 182 (p. 4110) ; liste des votants (p. 4114, 4115).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [28 juin 1979] (p. 5800) :

Commissions régionales de répartition : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5800).

Concours en fin de second cycle : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5800) ; *Veil (Simone)*, (p. 5801) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 5802) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 5803).

Effectifs d'étudiants en médecine et besoins de santé : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 5803) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 5803, 5804).

Hôpitaux généraux (internes) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5801).

Internat qualifiant en pharmacie : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5800) ; *Veil (Simone)*, (p. 5802).

Médecine générale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 5802).

Médecine préventive : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 5802, 5803).

Résidanat (durée) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5801).

Résidents (accès aux carrières hospitalières) : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5801).

Sécurité sociale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)*, (p. 5802).

Statut des internes et des résidents : *Sourdille (Jacques)*, (p. 5800) ; *Bapt (Gérard)*, (p. 5803).

DISCUSSION DES ARTICLES [28 juin 1979] (p. 5804) :

ART. 1er :

ART. 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968 (résidanat et internat qualifiant, fixation par arrêté ministériel des effectifs de résidents et d'internes en médecine) : *amendement n° 1* de la commission (fixant à deux ans la durée du résidanat) adopté (p. 5805) ; *amendement n° 2* de la commission (imposant aux internes d'exercer au moins un semestre dans des établissements autres que les C.H.U.) adopté (p. 5805) ; *amendement n° 3* de la commission (modalités d'accès des résidents aux carrières hospitalières au terme de leur résidanat) rejeté (p. 5806) ; *amendement n° 11* de M. Jacques Sourdille, réservé (p. 5806) retiré (p. 5808) ; *amendement n° 13* de M. Joseph Comiti (institution d'un examen avec classement en fin de deuxième cycle ; épreuves anonymes supplémentaires constituant l'admissibilité au concours de l'internat) rejeté par scrutin public n° 201 (p. 5808) ; liste des votants (p. 5823) ; *amendement n° 9* de M. Joseph Comiti (organisation du concours de l'internat) retiré (p. 5808) ; *amendement n° 8* de M. Gérard Bapt (détermination dans toutes les U.E.R., au prorata du nombre des étudiants qui y sont inscrits, du contingent d'étudiants admissibles au concours de l'internat) rejeté (p. 5808) ; *amendement n° 11* précédemment réservé de M. Jacques Sourdille (institution d'un examen probatoire en fin de second cycle) retiré (p. 5808).

M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone), MM. Comiti (Joseph), Millet (Gilbert), Bapt (Gérard), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *Millet (Gilbert)* : vote hostile du groupe communiste.

– article 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968, ainsi modifié, adopté (p. 5809).

ART. 45 *ter* de la loi du 12 novembre 1968 (détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'accès aux cycles de formation des généralistes et des spécialistes pour les médecins étrangers, les étudiants du troisième cycle changeant d'orientation et les médecins ayant terminé leurs études) : *amendement n° 4* rectifié de la commission (formel) retiré (p. 5809).

M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone).

– article 45 ter de la loi du 12 novembre 1968, adopté (p. 5809).

ART. 45 *quater* de la loi du 12 novembre 1968 (création d'un internat qualifiant en pharmacie) : *amendement n° 5* de la commission (composition des commissions régionales consultatives chargées de se prononcer sur la répartition des internes en pharmacie) ; sous-amendement du Gouvernement (excluant les résidents de la liste des membres des commissions régionales consultatives chargées de se prononcer sur la répartition des internes en pharmacie) adopté (p. 5810) ; *amendement n° 5*, ainsi modifié, adopté (p. 5810).

MM. Sourdille (Jacques), Delong (Jacques), Mme Veil (Simone), M. Berest (Eugène).

– article 45 quater de la loi du 12 novembre 1968, ainsi modifié, adopté (p. 5810).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5810).

ART. 2 : *amendement n° 10* de la commission (formel) adopté (p. 5810).

M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5810).

ART. 3 : *amendement n° 12* de M. Louis Donnadieu (admission en P.C.E.M. 1 d'un nombre d'étudiants double de celui qui est

prévu pour entrer en P.C.E.M. 2) rejeté (p. 5811) ; *amendement n° 6* de la commission (prise en compte de la nécessité d'une meilleure égalisation des chances selon les séries d'origine du baccalauréat pour la détermination du nombre d'étudiants en médecine) rejeté (p. 5812).

MM. Donnadieu (Louis), Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone), MM. Bourson (Pierre-Alexandre), Comiti (Joseph), Bapt (Gérard), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline).

– article 3, adopté (p. 5812).

ART. 4 (limitant à 10 % les variations des effectifs globaux d'étudiants en médecine au cours des deux années universitaires suivant la promulgation de la loi) : *amendement n° 7* de la commission (conditions d'équivalence avec l'internat régi par la présente loi pour les internes et anciens internes des régions sanitaires) adopté (p. 5813).

M. Sourdille (Jacques), Mme Veil (Simone).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 4813).

ART. 5 (présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'application de la présente loi durant les cinq dernière années de sa mise en œuvre) adopté (p. 5813).

ART. 6 (conditions d'application de la présente loi dans les départements d'Outre-Mer) adopté (p. 5813).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Comiti (Joseph) : réforme se limitant à l'institution d'une sélection en première année, à la création du résidanat et à la disparition de l'internat remplacé par un énorme concours régional ; son vote hostile contre le projet (p. 5813).

Houteer (Gérard) : vote hostile du groupe socialiste (p. 5813).

Millet (Gilbert) : vote hostile du groupe communiste (p. 5813).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5813).

Voir LIBERTES PUBLIQUES. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

– **Certificat d'études spéciales.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 893.

– **Exercice de la –.** *Voir* INFIRMIERS. INFIRMIERES. 1.

MEDECINE DE FAMILLE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 749.

MEDECINE DU TRAVAIL

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. 2, 5 ; ASSURANCES MALADIE-MATERNITE. 2, 3 ; MEDECINS. 3 ; TRAVAIL (HYGIENE ET SECURITE DU). 2.

MEDECINE GENERALE

Voir MEDECINE. 1.

MEDECINE LIBERALE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 378.

MEDECINE PREVENTIVE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et famille ; MEDECINS. 4.

MEDECINE SCOLAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

MEDECINE SPORTIVE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

MEDECINE VETERINAIRE

Voir ELEVAGE. 1.

MEDECINS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 80** TENDANT A DEFINIR LES CONDITIONS GENERALES DE L'EXERCICE DE LA MEDECINE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. Maurice Tissandier et René Feït. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier [18 mai 1978].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 83** PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION D'ETUDE DES PROBLEMES DE LA MEDECINE GENERALE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978 par MM. René Feït et Maurice Tissandier. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier [18 mai 1978].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1357** RELATIVE AU STATUT DES MEDECINS SALARIES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Jean Delaneau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean Delaneau [6 décembre 1979].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2039** TENDANT A DEFINIR CERTAINES OBLIGATIONS DES MEDECINS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 6 novembre 1980 par M. Nicolas About. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gilbert Barbier [11 décembre 1980].

Voir ASSURANCE-VIEILLESSE. 14 ; ETAT-CIVIL. 1, Article 13 ; HOPITAUX. 2 ; ORDRES PROFESSIONNELS. 1 ; PROFESSIONS MEDICALES. 2, 3 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 366 ; RESPONSABILITE CIVILE. 2, 6 ; SECURITE SOCIALE. 8 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

– **Convention avec les –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 788.

– **Grève des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 527.

MEDECINS-CONSEILS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

MEDECINS GENERALISTES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

MEDECINS HOSPITALIERS (Rémunération et régime de retraite)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

MEDECINS VOLONTAIRES DU SERVICE NATIONAL ACTIF

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères.

MEDIATEUR

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1751** TENDANT A L'INSTITUTION D'UN MEDIATEUR MILITAIRE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 mai 1980 par M. Charles Hernu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. – Rapporteur : Mme Florence d'Harcourt [25 juin 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE **n° 1941** RELATIVE AU REMPLACEMENT DES PARLEMENTAIRES NOMMES AUX FONCTIONS DE MEDIATEUR, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 octobre 1980 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [30 octobre 1980].

Voir DROITS DE L'HOMME. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Services généraux divers. – II. – Journaux officiels. – III. – Secrétariat général de la défense nationale. – IV. – Conseil économique et social ; Budget annexe des Journaux officiels ; NOMINATION de M. Robert Fabre [*J.O.* du 20 septembre 1980] (p. 2190) ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 70, 422 ; RAPPORT. 2, Documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale.

MEDIATEUR MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MEDICAMENTS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1781** COMPLETANT L'ARTICLE L.605 ET MODIFIANT L'ARTICLE L.626 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ET RELATIVE A L'INNOCUITE DES MEDICAMENTS ET A L'USAGE DES SUBSTANCES VENENEUSES, Sénat (première lecture) n° 396 (1978-1979). Dépôt le 14 juin 1979 par M. Bernard Talon sous le titre : « Proposition de loi relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses ». – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. Bernard Talon. – Rapport n° 254 (1979-1980) [22 mai 1980]. – Discussion le 5 juin 1980. – Adoption le 5 juin 1980. – Proposition de loi n° 72 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture) **n° 1781.** Dépôt le 6 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Gérard Braun [12 juin 1980]. – Rapport **n° 1862** [26 juin 1980]. – Discussion le 27 juin 1980. – Adoption le 27 juin 1980. – Proposition de loi **n° 336.**

Loi n° 80-512 du 7 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 9 juillet 1980 (p. 1703).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : Art. 1er (proposition, S. 1, A.N. 1).

Loi, article **2** : Art. 2 (proposition, S. 1, A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1980] (p. 2416) :

Pharmacovigilance : *Braun (Gérard),* (p. 2416) ; *Barrot (Jacques),* (p. 2416).

Préparations magistrales dangereuses : *Braun (Gérard),* (p. 2416) ; *Barrot (Jacques),* (p. 2416).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2417) :

ART. 1er (règles applicables à la pharmacovigilance) : adopté (p. 2417).

ART. 2 (conditions de prescription et de délivrance de préparations magistrales dangereuses) : adopté (p. 2417).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (P. 2417).

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; SECURITE SOCIALE. 8 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

MEDITERRANEE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; PECHE MARITIME. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 15 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 106.

MELANESIENS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Territoires d'Outre-mer ; NOUVELLE-CALEDONIE. 5, 7, 8 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

MENSUALISATION

Voir ASSURANCE-VIEILLESSE. 8 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, article 63 ; VOYAGEURS, REPRESENTANTS ET PLACIERS. 1.

– **Dans le Finistère.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 452.

– **Départements d'Outre-mer.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 387.

– **Des pensions.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 325.

MENSUALISATION DES SALAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des monnaies et médailles.

MER

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Territoires d'outre-mer ; LOIS DE FINANCES. 6 ; PLAN. 2, 3 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 109.

– **Droit de la –.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1 ; NAVIGATION MARITIME. 4 ; PETROLE. 1 ; POLLUTION (MER). 1, 2 ; POLYNESIE FRANÇAISE. 2.

– **Exploitation de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération.

– **Pollution.** *Voir* CONCHYLICULTURE. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 421.

MERCANTOUR (Parc national)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 273 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 222, 512.

MERCIER (Michel)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

MER DU NORD – MEDITERRANEE (Liaison fluviale)

Voir CANAL RHIN-RHONE ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

MERES CELIBATAIRES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; FEMME (CONDITION DE LA). 3 ; FEMMES. 7 ; PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. 2.

MERES DE FAMILLE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 247.

– **Conditions d'accueil à l'université.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Universités.

MERITE COMBATTANT

Voir DECORATIONS. 2.

MERITE SOCIAL

Voir DECORATIONS. 1.

MERLIN GERIN (Revendications des travailleurs de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 533.

MERS AUSTRALES (Pêches)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

MESRINE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 40.

METAUX PRECIEUX (Droit de garantie)

Voir LOIS DE FINANCES. 6, Article 6.

– **Titre.** *Voir* IMPOTS. 8.

METAUX RADIOACTIFS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 273.

METAYAGE

Voir BAUX RURAUX. 2, 3.

METEOROLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie ; TRAITES ET CONVENTIONS. 84.

METHODE HOLDERITH

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 483.

METIERS D'ART

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Budget annexe des monnaies et médailles ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 369.

METIS DE NOUVELLE-CALEDONIE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

METRAZUR

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 468.

METRO

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 686, 691.

– **Agressions.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés.

– **Grève du nettoiement.** *Voir* PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 671.

METRO DE LYON

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres.

METRO DE MARSEILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres.

METROPOLES D'EQUILIBRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire.

METZ

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 373.

– **Ecole des Beaux-Arts.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 53.

– **Université de –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 84.

MEUBLES (Biens)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE. 2.

MEURTHE-ET-MOSELLE (Emplois à Beuvillers)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 852.

MEUSE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 38.

– **Reconstruction de ponts.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 549.

MEXIQUE

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 1657** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères à la suite d'une **mission effectuée du 13 au 23 janvier 1980 par une délégation de la commission au Mexique et en Haïti,** présenté par M. René Feït et plusieurs de ses collègues [24 avril 1980]. – Retrait de ce rapport [28 octobre 1980] (p. 3234).

Voir AMERIQUE CENTRALE. 1.

MICHELIN

Voir PLAN. 2.

MICRO-CENTRALES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

MICROFILMS

Voir PREUVE TESTIMONIALE. 1.

MICRO-INFORMATIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Education.

MIDI-PYRENEES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8 ; PLAN. 2.

– **Dotation budgétaire de la région.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 204.

– **Fermeture de centres ruraux de formation professionnelle.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 887.

MIDOL (Lucien)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 9.

MILIEU RURAL (Transports en commun)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 191.

MILITAIRES

Voir ARMEE. 8 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 166.

– **Logements réservés.** *Voir* IMPOTS. 8.

– **Pensionnés.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 471.

MINE DE SAINTE-FONTAINE EN LORRAINE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

MINERAI DE FER

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 202.

MINES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 868 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 187, 319, 355.

– **Effondrements miniers à Ottange (Moselle).** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 605.

MINES DE FER

Voir EAU. 7 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; MINES ET CARRIERES. 3.

– **De Segré.** *Voir* CHOMAGE. 3.

MINES DE POTASSE D'ALSACE

Voir MINES ET CARRIERES. 2 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 231.

MINES ET CARRIERES

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1240** TENDANT A METTRE FIN AUX NUISANCES QUE CREENT LES CARRIERES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 28 juin 1979 par M. Georges Lazzarino et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Marcel Rigout [3 octobre 1979].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 1376** TENDANT A VALORISER LE SEL PRODUIT PAR LES MINES DE POTASSE D'ALSACE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 7 novembre 1979 par M. Charles Fitermann et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. César Depietri [10 avril 1980].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1910** TENDANT A ASSURER L'ACTIVITE DES MINES DE FER DE LORRAINE DANS L'INTERET NATIONAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Antoine Porcu et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Antoine Porcu [2 octobre 1980].

Voir ENERGIE. 10 ; LOGEMENT. 5 ; LOIS DE FINANCES. 10, Articles 3, 3 *bis*, 3 *ter* ; MINEURS (TRAVAILLEURS DE LA MINE). 3 ; POLLUTION (EAU). 4 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 518 ; SECURITE SOCIALE. 3.

MINEURES

Voir AVORTEMENT. 3.

MINEURS

Voir FEMME (CONDITION DE LA). 4, 6, 7 ; FEMMES. 7.

– **Détention.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 266.

– **Détournement de –.** *Voir* CRIMES ET DELITS. 1.

– **Enlèvement de –.** *Voir* CRIMES ET DELITS. 1.

MINEURS DELINQUANTS

Voir ENFANTS. 1 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

MINEURS (Travailleurs de la mine)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 502** TENDANT A ETENDRE LE BENEFICE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 11 DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE n° 73-1128 DU 21 DECEMBRE 1973 A L'ENSEMBLE DES AGENTS DES HOUILLERES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE DE CONVERSION, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Lucien Pignion. – Nouveau rapporteur : M. Joseph Legrand [12 octobre 1978]. – Rapport **n° 786** [13 décembre 1978] commun aux propositions de loi **nos 442, 639** (Sécurité sociale 3 et 6), **nos 502** et **532** (Mineurs 1 et 2).

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 532** TENDANT A FAIRE BENEFICIER LES MINEURS DES HOUILLERES DE BASSIN RECONVERTIS AVANT LE 30 JUIN 1971 DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 11 DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1973 (n° 73-1128 DU 21 DECEMBRE 1973), Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par M. Michel Durafour. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Henri Bayard [19 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Joseph Legrand. – Rapport **n° 786** [13 décembre 1978] commun aux propositions de loi **nos 442, 639** (Sécurité sociale 3 et 6), **nos 502** et **532** (Mineurs 1 et 2).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1414** TENDANT A ASSURER L'AVENIR DE L'INDUSTRIE MINIERE EN FRANCE PAR LA SUPPRESSION DE CHARGES INDUES SUPPORTEES PAR CETTE INDUSTRIE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jean-Louis Masson. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques Delong [13 décembre 1979]. – Rapport **n° 2145** [11 décembre 1980].

4. – PROPOSITION DE LOI **n° 2214** PORTANT EXTENSION DES DISPOSITIONS DE LA LOI n° 73-1128 DU 21 DECEMBRE 1973 EN FAVEUR DES MINEURS RECONVERTIS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Pierre Mauroy et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES. 4 ; ASSURANCE-VIEILLESSE. 2, 6 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 223 ; SECURITE SOCIALE. 2, 3, 5, 6, 7.

– **Revendication des –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 920.

MINEURS MAROCAINS DE LORRAINE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

MINIMUM VIEILLESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 1002.

MINISTERE DE LA DEFENSE (Intérim)

Voir COMPOSITION DU GOUVERNEMENT.

– **Salaires.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 195.

MINISTERE DE L'ECONOMIE (Structures)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 456.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE (Chauffage du –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 544.

MINISTERE DE LA JUSTICE (Personnel)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 96.

MINISTRE DE LA COOPERATION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 480.

MINISTRE DELEGUE A LA CONDITION FEMININE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des journaux officiels.

MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social. – Budget annexe des journaux officiels.

MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT

Voir INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. 1.

MIRAGE 2000

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences ; Industrie.

MIRAGE F1

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MIRAGE IV

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MISSILE AIR-SOL A MOYENNE PORTEE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MISSILES STRATEGIQUES MOBILES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

MISSION D'INFORMATION (Commission des lois)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 135.

MISSION INTERMINISTERIELLE DE LA MER

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième délibération), Article 17 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers. – II. – Secrétariat général de la défense nationale. – III. – Conseil économique et social ; Budget annexe des journaux officiels ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : services divers.

MISSION INTERMINISTERIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MIDIST)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – V. – Recherche.

MISSION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme.

MISSION PARLEMENTAIRE D'INFORMATION SUR LA SITUATION DES JURIDICTIONS

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Justice.

MISSIONS D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire.

MISSIONS DIPLOMATIQUES (Protection)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 713.

MITAGE

Voir AGRICULTURE. 3 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

MITTERRAND (François)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 1.

– **Déclarations sur la politique étrangère.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 974, 997.

MOBILIER

Voir ŒUVRES D'ART. 1.

MOBILIER URBAIN

Voir LOIS DE FINANCES. 1, (Commission mixte paritaire).

MOBILITE

Voir EMPLOI. 10.

MOBILITE PROFESSIONNELLE

Voir EMPLOI. 4.

MOBILITE RESIDENTIELLE

Voir PLAN. 2.

MODANE (Colonie italienne de –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Article 29.

MONACO

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 78, 106.

MONITEURS DE SKI

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 245.

– **Protection sociale.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 459.

MONITEURS DE SPORTS

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

MONNAIE

Voir BANQUES, 2 ; EPARGNE, 2 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Commerce extérieur ; LOIS DE FINANCES, 10 (discussion générale) ; PLAN, 2 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 475 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 27, 30.

MONNAIE METALLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Budget annexe des monnaies et médailles.

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Budget annexe des monnaies et médailles ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5, Article 6 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 327.

MONNET (Georges)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

MONOPOLE

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3, 10 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision ; RADIODIFFUSION-TELEVISION, 3, 4, 8, 9, 13 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 176.

MONOPOLE DE DIFFUSION

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 405.

MONOPOLE DE PROGRAMMATION

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Radio-télévision.

MONOPOLE DES TABACS

Voir LOIS DE FINANCES, 1, Article 19.

MONTAGNE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 180** PORTANT CREATION DU STATUT DE LA PLURIACTIVITE DANS LES ZONES DE MONTAGNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Jean-Pierre Cot et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Martin Malvy [18 mai 1978].

Voir AGRICULTURE, 2, 3 ; LOIS DE FINANCES, 1, 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Jeunesse, sports et loisirs. – II. – Tourisme ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 2, 11.

– **Pluriactivité en –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 540.

– **Politique de la –.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 7.

– **Tourisme.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 993.

– **Zones de –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 202.

MONTAGNE (Max)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 15.

MONTAGNIER (Eugène)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir AGRICULTURE. 3 ; CHOMAGE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 8, 10, 15, 19 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Articles et articles additionnels non rattachés, article 67 ; (deuxième délibération), Articles 36 et 37 et états B et C ; POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 9, 13, 32, 43, 156, 297, 486 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 52, 152, 208.

MONTEFIBRE FRANCE (Entreprise)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 542.

MONTLUÇON (Situation économique)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

MONT SAINT-MICHEL

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement.

MONTVILLE (Seine-Maritime) (Emploi)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 620.

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC). 4, Article 23 ; ENVIRONNEMENT. 1, Articles 7 A, 16 ; LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 12 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 17 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication ; MUSEES. 2.

MORALE ET INSTRUCTION CIVIQUE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Education.

MORBIHAN

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 108.

– **Pêche.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Transports.

MOSELLE

Voir POLLUTION (EAU). 4 ; TRAVAIL (JURIDICTION DU). 4, 5.

– **Centrale sidérurgique de Richemont.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 191.

MOTEUR CFM 56

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Transports.

MOTIFS (des actes administratifs)

Voir ADMINISTRATION. 2.

MOTIONS DE CENSURE

1. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Prise d'acte du dépôt le 2 octobre 1978, à 16 heures.

Liste des soixante députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Mauroy, André Chandernagor, Jacques-Antoine Gau, Pierre Joxe, André Billardon, René Gaillard, André Labarrère, Laurent Fabius, Jean-Pierre Cot, Raymond Forni, Alain Hautecœur, Michel Rocard, Alain Richard, Bernard Derosier, Henri Michel, Christian Pierret, Georges Fillioud, André Cellard, Robert Aumont, Gérard Bapt, André Delehedde, Mme Marie Jacq, MM. Pierre Forgues, Henri Emmanueli, Jean-Yves Le Drian, Louis Mexandeau, Georges Lemoine, Jean Poperen, Louis Mermaz, Dominique Taddei, Pierre Guidoni, Jean-

Pierre Chevènement, Joseph Franceschi, Charles Hernu, Jean Laurain, Paul Quilès, Alex Raymond, Michel Sainte-Marie, Raoul Bayou, Jacques Lavédrine, Daniel Benoist, Louis Besson, Albert Denvers, Raymond Julien, Alain Bonnet, Arthur Notebart, Louis Le Pensec, Jean-Michel Boucheron, Michel Crépeau, Yvon Tondon, Philippe Madrelle, Louis Darinot, Bernard Madrelle, Claude Evin, Hubert Dubedout, Alain Savary, Louis Philibert, Christian Nucci [2 octobre 1978] (p. 5425).

Discussion et vote le 4 octobre 1978.

Scrutin public à la tribune n° 74. – La motion de censure n'est pas adopté : 199 pour (majorité requise : 246) (p. 5584), liste des votants (p. 5587).

DISCUSSION [4 octobre 1978]

Charges sociales des entreprises : *MM. Chinaud (Roger)*, (p. 5558) ; *Royer (Jean)*, (p. 5569).

Code économique : *M. Royer (Jean)*, (p. 5569).

Commerce extérieur : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5560) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 5555) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5557) ; *Colombier (Henri)*, (p. 5565).

Consommation (relance de la) : *M. Ballanger (Robert)*, (p. 5555).

Davignon (plan) : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5561, 5574) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 5567) ; *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 5568).

Déficit budgétaire : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5560) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5549).

Durée du travail : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5562) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5550) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 5555) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5558) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 5564).

Emploi (plan de cinq ans pour l') : *M. Labbé (Claude)*, (p. 5553).

Fiscalité : *M. Mitterrand (François)*, (p. 5549, 5551).

Imposition des grandes fortunes : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5576) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 5574).

Industrie navale : *Mme Porte (Jeanine)*, (p. 5568).

Industrie sidérurgique : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5561, 5574) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5550) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 5566).

Industrie textile : *M. Wargnies (Claude)*, (p. 5572).

Inflation : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5560) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5548, 5549) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 5554).

Liban : *MM. Chinaud (Roger)*, (p. 5558) ; *Barre (Raymond)*, (p. 5562) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5562) ; *Labbé (Claude)*, (p. 5562).

Libération des prix : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5561, 5576) ; *Mitterrand (François)*, (p. 5549) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 5554) ; *Zeller (Adrien)*, (p. 5573).

Licenciement (droit du) : *M. Chinaud (Roger)*, (p. 5558).

Lorraine (crise en) : *M. Porcu (Antoine)*, (p. 5567).

Motion de censure (utilisation par l'opposition de la) : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5559, 5563) ; *Labbé (Claude)*, (p. 5552).

Neuves-Maisons (aciéries de) : *MM. Mitterrand (François)*, (p. 5550) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 5567).

Pacte national pour l'emploi : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5575) ; *Royer (Jean)*, (p. 5569).

Parlement (conditions de travail du) : *MM. Crépeau (Michel)*, (p. 5563) ; *Royer (Jean)*, (p. 5569).

P.M.I. (petites et moyennes industries) : *M. Colombier (Henri)*, (p. 5565).

Protectionnisme et libéralisme : *MM. Barre (Raymond)*, (p. 5574) ; *Labbé (Claude)*, (p. 5553) ; *Colombier (Henri)*, (p. 5565) ; *Wargnies (Claude)*, (p. 5572).

Unité de la gauche : *MM. Chinaud (Roger)*, (p. 5556, 5558) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 5565).

EXPLICATIONS DE VOTE [4 octobre 1978] : *M. Gaston Defferre :* attitude ambiguë du groupe R.P.R. vis-à-vis du Gouvernement ; répond aux attaques personnelles portées par M. Chinaud contre M. Mitterrand (p. 5576) ; résultats des élections partielles de l'été 1978 révélant la déception des Français à l'égard de la politique du Gouvernement (p. 5577) ; contraste entre les promesses du programme de Blois et le politique gouvernementale en ce qui concerne l'augmentation des charges fiscales et sociales ; théorie économique du Gouvernement le conduisant à accepter une augmentation du chômage ; situation du groupe Terrin ; son vote en faveur de la censure (p. 5578).

M. Bernard Stasi : incapacité des formations de l'opposition à gouverner le pays ; unité et fidélité de la majorité ; renouvelle la confiance du groupe U.D.F. au Gouvernement et au Président de la République ;

s'inquiète de la mauvaise compréhension par le pays de la politique gouvernementale en matière d'emplois ; nécessité de faire de la lutte contre le chômage une priorité (p. 5579).

M. Marcel Rigout : vote de la censure par le groupe communiste ; politique gouvernementale profitant exclusivement aux sociétés multinationales ; démantèlement du textile, de la sidérurgie et de la construction navale ; échec de la lutte contre l'inflation ; augmentation du nombre des faillites de petites ou moyennes entreprises ; tragédie du Liban (p. 5580) ; acceptation de plus en plus fréquente des « diktats de Bruxelles » par le Gouvernement ; opposition du parti communiste à l'élargissement de la communauté européenne ; danger de l'abandon de l'application de la règle d'unanimité au conseil des ministres de la communauté (p. 5581).

M. Robert Fabre : politique gouvernementale ne tenant pas compte de l'avertissement des élections de 1978 (p. 5581) ; retour à un système de capitalisme sauvage ; récession et chômage, prix excessifs payés pour la sauvegarde du commerce extérieur et de la monnaie ; excès de libéralisme et de concurrence fatal aux petites et moyennes entreprises ; possibilité de créer des emplois dans la fonction publique ; son vote en faveur de la censure (p. 5582).

M. Hector Rolland : répond aux attaques de M. Defferre contre M. Chinaud (p. 5583).

M. Roger Chinaud : répond aux attaques de M. Defferre (p. 5584) ; attitude de M. Mitterrand à la fin de la IVe République.

Scrutin public à la tribune n° 74 (p. 5584) ; liste des votants (p. 5587) ; la motion de censure n'est pas adoptée.

2. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Politique économique et sociale du Gouvernement

Prise d'acte du dépôt le 14 mars 1979.

Liste des 86 députés ayant signé la motion de censure : MM. Georges Marchais, Robert Ballanger, André Lajoinie, Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldbert, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Roland Leroy, Daniel Le Meur, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka [14 mars 1979] (p. 1544).

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 14 mars 1979 (p. 1545).

(Voir MOTIONS DE CENSURE, 3).

Scrutin public à la tribune n° 157. – La motion de censure n'est pas adoptée : 86 pour (majorité requise 246) (p. 1811), liste des votants (p. 1813) [16 mars 1979].

Discussion commune des motions de censure déposées par 86 députés du groupe communiste et par 64 députés du groupe socialiste [14 mars 1979] (p. 1545) :

Aéronautique : *Barre (Raymond),* (p. 1557).

Agro-alimentaire (industrie) : *Barre (Raymond),* (p. 1557).

Aides à l'industrialisation : *Fabre (Robert),* (p. 1561).

Allemagne fédérale (position dominante en Europe) : *Marchais (Goerges),* (p. 1547) ; *Porcu (Antoine),* (p. 1567, 1568) ; *Crépeau (Michel),* (p. 1569) ; *Ballanger (Georges),* (p. 1572).

C.E.E. (élargissement) : *Marchais (Georges),* (p. 1547) ; *Mitterrand (François),* (p. 1551) ; *Ballanger (Robert),* (p. 1572).

Charges sociales : *Fabre (Robert),* (p. 1561).

Chômage : *Marchais (Georges),* (p. 1545) ; *Mitterrand (François),* (p. 1549, 1551) ; *Barre (Raymond),* (p. 1554, 1557) ; *Fabre (Robert),* (p. 1561, 1562) ; *Mauroy (Pierre),* (p. 1564, 1566) ; *Crépeau (Michel),* (p. 1570).

Commerce extérieur : *Marchais (Georges)*, (p. 1546) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1555) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1566).

Construction navale (crise) : *Marchais (Georges)*, (p. 1545) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1557).

Déficit budgétaire : *Barre (Raymond)*, (p. 1555).

Emplois publics : *Marchais (Georges)*, (p. 1548) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1566).

Francs (dépréciation) : *Marchais (Georges)*, (p. 1546).

Impôt sur les grandes fortunes : *Fabre (Georges)*, (p. 1561).

Indice des prix : *Marchais (Georges)*, (p. 1546).

Inflation : *Mitterrand (François)*, (p. 1551) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1554) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1564).

Information : *Mitterrand (François)*, (p. 1550) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1552) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 1571).

Informatique : *Barre (Raymond)*, (p. 1557).

Investissements (stagnation) : *Marchais (Georges)*, (p. 1546).

Lorraine (crise) : *Mauroy (Pierre)*, (p. 1564) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1568).

Montants compensatoires monétaires : *Mitterrand (François)*, (p. 1550, 1551).

Nord de la France (crise) : *Ansart (Gustave)*, (p. 1562, 1563, 1564) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1564) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1567).

Opposition de gauche (divisions) : *Chinaud (Roger)*, (p. 1553) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1554) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 1572).

Ouest de la France (crise) : *Crépeau (Michel)*, (p. 1569, 1570).

Parlement (pouvoirs) : *Chinaud (Roger)*, (p. 1552) ; *Fabre (Robert)*, (p. 1560) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 1573).

Planification démocratique : *Mitterrand (François)*, (p. 1557).

Pouvoir d'achat : *Marchais (Georges)*, (p. 1546) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1556) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1566).

Profits des entreprises privées : *Marchais (Georges)*, (p. 1546).

R.P.R. (attitude à l'égard du Gouvernement) : *Mitterrand (François)*, (p. 1549) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1553) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1565) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 1572).

Régions (inégalités économiques) : *Marchais (Georges)*, (p. 1545).

Relance sélective : *Fabre (Robert)*, (p. 1561).

Services publics (risque de privatisation) : *Mitterrand (François)*, (p. 1550, 1556) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1556) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1572).

Session extraordinaire du Parlement (signification politique) : *Mitterrand (François)*, (p. 1548) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 1552) ; *Fabre (Robert)*, (p. 1560) ; *Crépeau (Michel)*, (p. 1569) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 1571) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 1573).

Sidérurgie (crise) : *Marchais (Georges)*, (p. 1545, 1546, 1548) ; *Mitterrand (François)*, (p. 1549, 1556) ; *Barre (Raymond)*, (p. 1556) ; *Ansart (Gustave)*, (p. 1562, 1563, 1564) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1565) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 1567, 1568, 1569).

Système monétaire européen : *Mitterrand (François)*, (p. 1551).

Temps de travail : *Fabre (Robert)*, (p. 1561) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 1566).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Ballanger (Robert)*, (p. 1571) : session extraordinaire, succès pour les travailleurs malgré son ordre du jour trop étroit ; (p. 1572) : crise économique, conséquence de la politique du pouvoir giscardien enserrant la France dans un bloc ouest-européen et atlantique ; détérioration des services publics ; attaques contre la sécurité sociale ; conséquences redoutables de l'élargissement du marché commun ; solutions communistes à la crise.

Defferre (Gaston) : division de la majorité et de la gauche ; (p. 1573) : caractère dramatique de la situation économique ; coupure entre le Gouvernement et l'opinion ; met le Premier ministre au défi d'engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale.

3. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Politique économique et sociale du Gouvernement.

Prise d'acte du dépôt le 14 mars 1979.

Liste des 64 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Michel Crépeau, Jean-Pierre Chevènement, Michel Rocard, Maurice Brugnon, André Chandernagor, Jacques-Antoine Gau, Pierre Joxe, André Labarrère, Maurice Faure, Alain Savary, Pierre Lagorce, Mme Edwige Avice, MM. Christian Laurissergues, Raymond Forni, François Aba-

die, Louis Mermaz, Louis Mexandeau, Charles Hernu, Jean Auroux, Guy Bêche, Roland Beix, Jean-Pierre Cot, Henri Darras, Louis Besson, André Darinot, Georges Fillioud, Daniel Benoist, André Cellard, Albert Denvers, Charles Pistre, Henri Deschamps, Laurent Fabius, Pierre Prouvost, Pierre Forgues, Joseph Vidal, Jacques Cambolive, Jean Poperen, Jean-Michel Boucheron, Robert Aumont, Alain Chenard, François Autain, Claude Wilquin, Lucien Pignion, Raoul Bayou, Maurice Andrieu, André Delehedde, André Delelis, Edmond Vacant, Christian Pierret, René Gaillard, Dominique Taddei, Alain Richard, Hubert Dubedout, Alex Raymond, Georges Lemoine, François Massot, Claude Michel, Louis Le Pensec, Claude Evin, Roland Huguet, Christian Nucci [14 mars 1979] (p. 1544).

Discussion commune avec motion de censure communiste le 14 mars 1979 (p. 1545). *(Voir* MOTIONS DE CENSURE, 2).

Scrutin public à la tribune n° 158. – La motion de censure n'est pas adoptée : 200 pour (majorité requise : 246) (p. 1811) ; liste des votants (p. 1813, 1814) [16 mars 1979].

4. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution.

Lois de finances, 3, première lecture.

Prise d'acte du dépôt le 16 novembre 1979 à 9 h 30.

Liste des 50 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Roger Duroure, Pierre Joxe, Laurent Fabius, Louis Mexandeau, Pierre Lagorce, François Autain, Louis Besson, Alain Richard, Claude Evin, Raymond Forni, Jacques Santrot, Philippe Marchand, Henri Emmanuelli, Alain Hautecœur, Dominique Taddei, Michel Sainte-Marie, Roland Huguet, Jacques Mellick, Jean Laborde, Bernard Madrelle, Alain Savary, Alex Raymond, Dominique Dupilet, Louis Le Pensec, Mme Edwige Avice, MM. Maurice Brugnon, Raoul Bayou, Guy Bêche, Charles Pistre, François Abadie, Mme Marie Jacq, MM. François Massot, Pierre Mauroy, Jacques-Antoine Gau, Jean Auroux, Gérard Bapt, Jean-Pierre Cot, Edmond Vacant, Martin Malvy, René Gaillard, Gilbert Faure, Gilbert Sénès, Louis Mermaz, Bernard Dérosier, Pierre Forgues, Louis Darinot, Alain Chenard, Michel Manet.

Discussion commune avec seconde motion de censure socialiste et motion communiste le 20 novembre 1979 (p. 10354).

(Voir MOTIONS DE CENSURE, 5, 6).

Scrutin public à la tribune n° 262. – La motion de censure n'est pas adoptée : 202 pour (majorité requise : 246) (p. 10381) ; liste des votants (p. 10385) [20 novembre 1979].

Discussion commune des motions de censures déposées, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. François Mitterrand et 49 de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues et par M. Robert Ballanger et 85 de ses collègues [20 novembre 1979] (p. 10354).

Afrique : *Barre (Raymond)*, (p. 10375).

Anonymat des bons de caisse : *Joxe (Pierre)*, (p. 10361).

Article 40 de la Constitution (utilisation abusive) : *Ballanger (Robert)*, (p. 10357).

Chômage : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Debré (Michel)*, (p. 10365) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 10377).

Classe politique : *Mitterrand (François)*, (p. 10356) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 10361).

Communauté économique européenne : *Mitterrand (François)*, (p. 10356) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 10358) ; *Fost (Paulette)*, (p. 10374, 10375).

Constitution de 1958 : *Debré (Michel)*, (p. 10366) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10376) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 10380).

Déficit budgétaire : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 10358) ; *Debré (Michel)*, (p. 10379) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10374).

Déséquilibre Nord-Sud : *Mitterrand (François)*, (p. 10366).

Dissensions dans la majorité : *Mitterrand (François)*, (p. 10354) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 10357, 10358) ; *Labbé (Claude)*, (p. 10359) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 10360, 10361) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 10362, 10363) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10371, 10372) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 10376) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 10377, 10378) ; *Seguin (Philippe)*, (p. 10379, 10380) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 10381).

Education : *Mitterrand (François)*, (p. 10355).

Energies nouvelles : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Barre (Raymond) ; 10373).*

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (article 49, alinéa 3 de la Constitution) : *Mitterrand (François)*, (p. 10354, 10355) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 10357) ; *Labbé (Claude)*, (p. 10359) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 10360) ; *Joxe (Pierre)*, (p. 10362) ; *Le Tac (Joël)*, (p. 10381).

Fonds de concours : *Joxe (Pierre)*, (p. 10363) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 10378).

Guerre économique : *Debré (Michel)*, (p. 10365) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10380).

Huitième plan : *Debré (Michel)*, (p. 10366).

Impôt sur la fortune : *Mitterrand (François)*, (p. 10355).

Inégalités : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10381).

Inflation : *Debré (Michel)*, (p. 10365) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10373) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 10379).

Information : *Ballanger (Robert)*, (p. 10358).

Iran : *Mitterrand (François)*, (p. 10356).

O.L.P. (représentativité) : *Barre (Raymond)*, (p. 10375).

Opposition : *Mitterrand (François)*, (p. 10356) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10371).

Parlement (droits du) : *Ballanger (Robert)*, (p. 10357) ; *Labbé (Claude)*, (p. 10359).

Plan Barre de 1976 : *Debré (Michel)*, (p. 10365).

Politique familiale : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Fost (Paulette)*, (p. 10364).

Présidentialisme : *Mitterrand (François)*, (p. 10355).

Procédure budgétaire : *Debré (Michel)*, (p. 10365).

Profits et investissements : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 10358) ; *Debré (Michel)*, (p. 10365) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10374) ; *Hamel (Emmanuel)*, (p. 10381).

Prolifération nucléaire et désarmement : *Mitterrand (François)*, (p. 10356) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10375).

Recherche : *Mitterrand (François)*, (p. 10355) ; *Fost (Paulette)*, (p. 10364).

Redéploiement industriel : *Fost (Paulette)*, (p. 10363) ; *Barre (Raymond)*, (p. 10373) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 10377).

Rémunérations et pouvoir d'achat : *Barre (Raymond)*, (p. 10373, 10374) ; *Ducoloné (Guy)*, (p. 10376).

Sécurité sociale : *Ballanger (Robert)*, (p. 10358) ; *Debré (Michel)*, (p. 10366).

Service civil : *Debré (Michel)*, (p. 10366).

Services publics : *Ballanger (Robert)*, (p. 10358) ; *Fost (Paulette)*, (p. 10364).

Vérité des prix : *Barre (Raymond)*, (p. 10373).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Ducoloné (Guy)*, (p. 10376) : unité de la majorité autour de la politique d'austérité ; lutte menée dans le pays ; diminution du pouvoir d'achat des travailleurs ; (p. 10377) : politique de sous-emploi au nom du redéploiement ; destruction des structures productives nationales au profit de quelques sociétés multinationales ; attaque contre les libertés démocratiques.

Defferre (Gaston) (p. 10377) : dépôt par le groupe socialiste de deux motions de censure ; vote favorable du groupe socialiste sur la motion de censure déposée par le groupe communiste ; (p. 10378) : dissensions internes dans la majorité ; incohérence de l'attitude du R.P.R. et en particulier de M. Michel Debré qui critique le Gouvernement sans le censurer ; exemple des votes de M. Giscard d'Estaing en 1967 et 1968 à l'Assemblée nationale ; problème des fonds de concours dont traite le rapport n° 1296 de M. Longuet ; utilisation des fonds de concours pour verser plus de cinq milliards de francs de rémunérations à des agents de l'Etat sans contrôle du Parlement ; (p. 10379) : cite la déclaration de M. Barre en 1976 sur la nécessité de l'équilibre budgétaire.

Seguin (Philippe) (p. 10379) : responsabilité du R.P.R. lui imposant de surmonter son irritation à l'égard de la politique gouvernementale ; attaques lancées par le Premier ministre contre le groupe parlementaire le plus important de la majorité ; (p. 10380) : critiques du R.P.R. constituant le jeu normal du régime parlementaire voulu par les institutions de 1958 ; confirmation par le corps électoral en 1978 de la prééminence du R.P.R. dans la majorité ; refus du R.P.R. d'ajouter une crise politique majeure à la crise économique et à la crise sociale que connaît la France.

Hamel (Emmanuel), (p. 10380) : danger d'une crise politique dans le contexte international actuel ; affirme sa confiance dans le Gouvernement ; (p. 10381) : aspect positif du budget de 1980 en ce qui concerne la solidarité nationale, la lutte contre la fraude fiscale ou le développement des investissements scientifiques et techniques ; rend hommage aux qualités personnelles du Premier ministre.

Le Tac (Joël), (p. 10381) : dénonce les attaques lancées par le Premier ministre contre le R.P.R. ; son vote favorable sur la motion de censure présentée par le groupe socialiste faute d'avoir pu voter contre un budget escamoté grâce à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

5. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois et finances, 3 (première partie).**

Prise d'acte du dépôt le 18 novembre 1979.

Liste des 51 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Joxe, Raoul Bayou, Pierre Mauroy, Bernard Derosier, Jean-Pierre Chevènement, Martin Malvy, Jean Laborde, Albert Denvers, Roland Florian, Jean Laurain, Jacques Lavedrine, Alain Richard, Raymond Julien, Yvon Tondon, Guy Bêche, Alain Chenard, Roland Huguet, Pierre Jagoret, François Massot, Hubert Dubedout, Marcel Garrouste, Alain Bonnet, Alain Hautecœur, Mme Marie Jacq, Mme Edwige Avice, MM. Laurent Fabius, Paul Quilès, Claude Evin, Jean-Michel Boucheron, Jean-Yves Le Drian, Philippe Madrelle, Pierre Lagorce, Henri Emmanuelli, Maurice Brugnon, Jean-Pierre Defontaine, Gérard Haesebroeck, Maurice Pourchon, Georges Fillioud, Jean-Pierre Cot, Michel Manet, André Labarrère, Gérard Bapt, Louis Mexandeau, Louis Mermaz, Georges Lemoine, Louis Philibert, Louis Le Pensec, Robert Aumont, Pierre Prouvost.

Discussion commune avec première motion de censure socialiste et motion de censure communiste le 20 novembre 1979 (p. 10354). *(Voir* MOTIONS DE CENSURE. 4, 6).

Scrutin public à la tribune n° 263 (p. 10382) ; liste des votants (p. 10386). – La motion de censure n'est pas adoptée : 201 pour (majorité requise : 246) [20 novembre 1979].

6. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 3 (premlère lecture).**

Prise d'acte du dépôt le 18 novembre 1979.

Liste des 86 députés ayant signé la motion de censure : MM. Pierre Ballanger, Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mme Angèle Chavatte, Mme Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mme Jeanine Porte, Mme Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec deux motions de censure socialistes le 20 novembre 1979 *(Voir* MOTIONS DE CENSURE. 4, 5).

Scrutin public à la tribune n° 264. – La motion de censure n'est pas adopté : 199 pour (majorité requise : 246) (p. 10381) ; liste des votants (p. 10386, 10387) [20 décembre 1979].

7. – MOTION DE CENSURE déposée en appliation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Sécurité sociale (financement), 2 (premlère lecture).**

Prise d'acte du dépôt le 5 décembre 1979.

Liste des 51 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, André Chandernagor, Charles Pistre, Bernard Derosier, Claude Michel, Louis Mexandeau, Pierre Forgues, Martin Malvy, Joseph Franceschi, Roland Florian, Hubert Dubedout, Alain Chenard, Marcel Garrouste, Alain Bonnet, Alain Hautecœur, Mmes Marie Jacq, Edwige Avice, MM. Laurent Fabius, Paul Quilès, Guy Bêche, Claude Evin, Jean-Michel Boucheron, Jean-Yves Le Drian, Philippe Madrelle, Pierre Lagorce, Henri Emmanuelli, Maurice Brugnon, Jean-Pierre Defontaine, Gérard Haesebroeck, Roland Huguet, Maurice Pourchon, Gilbert Sénès, Christian Laurissergues, Jacques Cambolive, Roger Duroure, Joseph Vidal, Jean Auroux, René Gaillard, Jean-Pierre Chevènement, Gérard Houteer, Alex Raymond, Edmond Vacant, Lucien Pignion, Claude Wilquin, François

Autain, Yvon Tondon, Jacques-Antoine Gau, Philippe Marchand, André Billardon, Jean Poperen.

Discussion commune avec motion de censure communiste le 6 décembre 1979 (p. 11367).

(Voir MOTIONS DE CENSURE, 8).

Scrutin public à la tribune n° 297. – La motion de censure n'est pas adoptée : 200 pour (majorité requise : 246).

Discussion commune des motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues [6 décembre 1979] (p. 11368).

Article 49, alinéa 3 de la Constitution et droits du Parlement : *Léger (Alain),* (p. 11368) ; *Gau (Jacques-Antoine),* (p. 11369, 11370) ; *Barre (Raymond),* (p. 11370) ; *Falala (Jean),* (p. 11372) ; *Julien (Raymond),* (p. 11375) ; *Mitterrand (François),* (p. 11379).

Contribution des employeurs aux régimes complémentaires : *Léger (Alain),* (p. 11369).

Cotisations d'assurance maladie sur les retraites du régime général : *Léger (Alain),* (p. 11368, 11369) ; *Gau (Jacques-Antoine),* (p. 11370, 11371) ; *Barre (Raymond),* (p. 11376) ; *Mitterrand (François),* (p. 11378).

Déficit de la sécurité sociale : *Gau (Jacques-Antoine),* (p. 11370, 11371) ; *Falala (Jean),* (p. 11372) ; *Leblanc (Chantal),* (p. 11373) ; *Julien (Raymond),* (p. 11374) ; *Barre (Raymond),* (p. 11375).

Limitation des dépenses de santé : *Gau (Jacques-Antoine),* (p. 11370) ; *Julien (Raymond),* (p. 11374) ; *Barre (Raymond),* (p. 11375, 11377).

Majorité : *Léger (Alain),* (p. 11368) ; *Gau (Jacques-Antoine),* (p. 11368) ; *Andrieux (Maurice),* (p. 11378).

Proposition de loi Berger sur la sécurité sociale : *Léger (Alain),* (p. 11368) ; *Barre (Raymond),* (p. 11377).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Mitterrand (François), (p. 11378) : intention des socialistes et des radicaux de gauche de voter la censure ; injustice et inefficacité économique de l'institution d'une cotisation d'assurance-maladie pour les retraités ; (p. 11379) : refuse d'admettre l'usage répété de l'article 49, alinéa 3 qui aboutit à ce que le Gouvernement fasse la loi ; fait référence aux travaux du comité consultatif constitutionnel de 1958 et à des déclarations de M. Debré estimant que les dispositions de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ne doivent être qu'une ultime sauvegarde et qu'elles deviendraient dangereuses si elles étaient employées trop souvent ; cite les déclarations de M. Giscard d'Estaing favorables au maintien et au développement des prérogatives du Parlement.

Andrieux (Maurice), (p. 11378) : connivence du R.P.R. et du Gouvernement pour aggraver l'austérité ; intention des communistes de voter la censure.

8. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Sécurité sociale (financement), 2 (première lecture).**

Prise d'acte du dépôt le 5 décembre 1979.

Liste des 84 députés ayant signé la motion de censure : MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henri Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Goerges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Bernard Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 6 décembre 1979 (p. 11367). *(Voir* MOTIONS DE CENSURE, 7).

Scrutin public à la tribune n° 298 (p. 11380) ; liste des votants (p. 11385). – La motion de censure n'est pas adoptée : 198 pour (majorité requise : 246).

9. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 3** - ensemble du projet de loi, compte tenu du texte proposé par la C.M.P.

Prise d'acte du dépôt le 14 décembre 1979.

Liste des 53 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Jacques-Antoine Gau, Raymond Forni, Jacques Santrot, René Gaillard, Georges Lemoine, Philippe Madrelle, Jean Laborde, Jean Auroux, Laurent Fabius, Jacques Lavédrine, André Cellard, Pierre Forgues, Bernard Derosier, Louis Mermaz, Jean-Michel Boucheron, Christian Laurissergues, Philippe Marchand, Louis Besson, Yvon Tondon, Claude Evin, Alain Chenard, Charles Pistre, Roger Duroure, Jacques Cambolive, Dominique Taddei, Louis Le Pensec, Pierre Jagoret, Marcel Garrouste, François Autain, Gilbert Sénès, Raoul Bayou, Paul Quilès, Claude Wilquin, Gérard Houteer, Edmond Vacant, Dominique Dupilet, André Chandernagor, Gilbert Faure, Alain Savary, Pierre Lagorce, Roland Huguet, Claude Michel, Jean Laurain, Daniel Benoist, Louis Darinot, Joseph Vidal, Louis Mexandeau, Michel Sainte-Marie, Henri Michel, Albert Denvers, Michel Crépeau.

Discussion commune avec motion de censure communiste le 17 décembre 1979 (p. 12138). *(Voir* MOTIONS DE CENSURE, 10).

Scrutin public à la tribune n° 319 (p. 12143) ; liste des votants (p. 12152). – La motion de censure n'est pas adoptée : 197 pour (majorité requise : 246) [17 décembre 1979].

Discussion commune des motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues et par M. Louis Odru et 85 de ses collègues [17 décembre 1979] (p. 12138).

Article 49, alinéa 3 de la Constitution : *Fabius (Laurent),* (p. 12138) ; *Odru (Louis),* (p. 12139) ; *Barre (Raymond),* (p. 12140) ; *Tassy (Marcel),* (p. 12140).

Intégration européenne : *Odru (Louis),* (p. 12139).

Majorité : Odru (Louis), (p. 12139) ; *Tassy (Marcel),* (p. 12141).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Tassy (Marcel)* [17 décembre 1979] (p. 12140) : abus de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution portant atteinte aux droits du Parlement ; modification du budget imposé par les luttes des travailleurs ; exemple du prélèvement exceptionnel sur les sociétés pétrolières ; (p. 12141) comédie R.P.R.-U.D.F. n'ayant pour objectif que d'aggraver l'austérité ; volonté de la majorité de porter atteinte aux rémunérations des fonctionnaires.

10. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 3** - ensemble du projet de loi, compte tenu du texte proposé par la C.M.P.

Prise d'acte du dépôt le 14 décembre 1979.

Liste des 86 députés ayant signé la motion de censure : MM. Louis Odru, Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henri Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeannine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 17 décembre 1979 (p. 12138). *(Voir* MOTIONS DE CENSURE, 9).

Scrutin public à la tribune n° 320 (p. 12144) ; liste des votants (p. 12153). – La motion de censure n'est pas adoptée : 196 pour (majorité requise : 246) [17 décembre 1979].

11. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, jointe à une demande d'interpellation déposée en application de l'article 15, 6 du règlement.

Installation de fusées nucléaires américaines en Europe.

Prise d'acte du dépôt le 18 décembre 1979.

Liste des 86 députés ayant signé la motion de censure : MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Pierre Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henri Canacos, Jacques Chaminade, Mme Angèle Chavatte, Mme Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gautier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mme Jeanine Porte, Mme Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion et vote le 20 décembre 1979.

Scrutin public à la tribune n° 329 (p. 12431) ; liste des votants (p. 12438). – La motion de censure n'est pas adoptée : 86 pour (majorité requise : 246) [20 décembre 1979].

DISCUSSION [20 décembre 1979] (p. 12423) :

Allemagne fédérale : *Marchais (Georges),* (p. 12424).

Désarmement : *Barre (Raymond),* (p. 12430, 12431) ; *Hamel (Emmanuel),* (p. 12431).

Equilibre des forces : *Mitterrand (François),* (p. 12426).

Organisation du traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.) (décisions de) : *Marchais (Georges),* (p. 12423) ; *Mitterrand (François),* (p. 12427) ; *Barre (Raymond),* (p. 12429).

P.C.F. (stratégie du) : *Mitterrand (François),* (p. 12428) ; *Barre (Raymond),* (p. 12429).

Politique soviétique : *Mitterrand (François),* (p. 12426, 12427).

S.A.L.T. (non participation de la France) : *Barre (Raymond),* (p. 12430).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Hamel (Emmanuel),* (p. 12431) : nécessité d'un désarmement entre Français.

12. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Voir MOTIONS DE CENSURE. 13.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Sécurité sociale (financement), 2 :** ensemble du projet de loi, compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire.

Prise d'acte du dépôt le 20 décembre 1979.

Liste des 86 députés ayant signé la motion de censure : MM. Henri Canacos, Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Jacques Chaminade, Mme Angèle Chavatte, Mme Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamsp, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fitermann, Mme Paulette Fost, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert

Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeanine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 22 décembre 1979 (p. 12512).

Scrutin public à la tribune n° 330 (p. 12518) ; liste des votants (p. 12521). - La motion de censure n'est pas adoptée : 191 pour (majorité requise : 246) [22 décembre 1979].

Discussion générale commune des motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par M. Henri Canacos et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues [22 décembre 1979] (p. 12512) :

Age de la retraite : *Canacos (Henry),* (p. 12514).

Article 49, alinéa 3 : *Barre (Raymond),* (p. 12516) ; *Canacos (Henry),* (p. 12514) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 12512).

Exonérations pour les régimes de retraites complémentaires : *Canacos (Henry),* (p. 12515).

Rassemblement pour la République (attitude du) : *Franceschi (Joseph),* (p. 12514) ; *Canacos (Henry),* (p. 12514).

Retraites : *Canacos (Henry),* (p. 12515).

Retraités : *Barre (Raymond),* (p. 12518) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 12513).

13. - MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

(Voir MOTIONS DE CENSURE. 12).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Sécurité sociale (financement), 2** - ensemble un projet de loi, compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire.

Prise d'acte du dépôt le 20 décembre 1979.

Liste des 53 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Claude Evin, Jacques-Antoine Gau, Louis Darinot, Joseph Vidal, Gilbert Sénès, Jacques Cambolive, Louis Mexandeau, Pierre Guidoni, Pierre Jagoret, Jean Laborde, François Autain, Christian Laurissergues, Alain Vivien, Christian Pierret, Robert Aumont, Maurice Brugnon, Jean-Yves Le Drian, Henri Michel, Raoul Bayou, Louis Besson, Gérard Houteer, Alain Savary, Jean-Michel Boucheron, Claude Wilquin, Jean Laurain, Mme Edwige Avice, MM. René Gaillard, André Cellard, Roger Duroure, Joseph Franceschi, Bernard Derosier, André Labarrère, Dominique Taddei, Louis Le Pensec, François Massot, Charles Pistre, Pierre Lagorce, Marcel Garrouste, Alain Hautecœur, Jacques Santrot, François Abadie, Georges Lemoine, André Chandernagor, Martin Malvy, Philippe Marchand, Rodolphe Pesce, André Saint-Paul, Mme Marie Jacq, MM. Alex Raymond, Daniel Benoist, Jean-Pierre Cot.

Discussion commune avec motion de censure communiste le 22 décembre 1979 (p. 12512).

Scrutin public à la tribune n° 331 (p. 12519) ; liste des votants (p. 12522). - La motion de censure n'est ps adoptée : 190 pour (majorité requise : 246) [22 décembre 1979].

14. - MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : Lois de finances, 6 - ensemble des articles qui constituent la première partie du projet.

Prise d'acte du dépôt le 7 janvier 1980.

Liste des 84 députés ayant signé la motion de censure : MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélève Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fitermann, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli,

Mmes Jeannine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 9 janvier 1980 (p. 18). Scrutin public à la tribune n° 337 (p. 23) ; liste des votants (p. 26). – La motion de censure n'est pas adoptée : 202 pour (majorité requise : 246) [9 janvier 1980].

Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues [9 janvier 1980] (p. 18) :

Article 49, alinéa 3 : *Rigout (Marcel),* (p. 20) ; *Emmanuelli (Henri),* (p. 20) ; *Barre (Raymond),* (p. 22).

Crise économique : *Rigout (Marcel),* (p. 19).

Déficit budgétaire : *Barre (Raymond),* (p. 22).

Emprunt d'Etat : *Emmanuelli (Henri),* (p. 20) ; *Barre (Raymond),* (p. 22).

Loi d'orientation agricole : *Rigout (Marcel),* (p. 19).

Majorité : *Emmanuelli (Henri),* (p. 20) ; *Barre (Raymond),* (p. 22).

Télé-diffusion-France (T.D.F.) : *Rigout (Marcel) : (p. 21).*

15. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 6** - ensemble des articles qui constituent la première partie du projet.

Prise d'acte du dépôt le 7 janvier 1980.

Liste des 51 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, Pierre Joxe, Roland Huguet, Henri Emmanuelli, Martin Malvy, René Gaillard, Jean Laurain, Jacques-Antoine Gau, Pierre Jagoret, Pierre Forgues, Jean Auroux, Gilbert Faure, Jean-Michel Baylet, Raymond Julien, André Cellard, Jean Poperen, Raoul Bayou, Jacques Santrot, Jacques Mellick, Christian Nucci, Mme Marie Jacq, MM. Bernard Madrelle, Philippe Marchand, Claude Michel, Gérard Haesebroeck, Charles Pistre, Jean-Pierre Chevènement, Alain Bonnet, Raymond Forni, Jean-Yves Le Drian, Guy Bêche, Joseph Franceschi, Gérard Houteer, Louis Mexandeau, Mme Edwige Avice, MM. Bernard Derosier, Louis Mermaz, Roland Beix, Michel Crépeau, André Saint-Paul, Maurice Pourchon, André Billardon, Georges Lemoine, Jean-Michel Boucheron, François Autain, Roland Florian, Jacques Huyghes des Etages, Lucien Pignion, Maurice Brugnon, Rodolphe Pesce.

Discussion commune avec motion de censure communiste le 9 janvier 1980 (p. 18). Scrutin public à la tribune n° 338 (p. 23) ; liste des votants (p. 27). – La motion de censure n'est pas adoptée : 202 pour (majorité requise : 246) [9 janvier 1980].

Voir MOTIONS DE CENSURE. 14.

16. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

(Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 6** - ensemble des articles qui constituent la deuxième partie du projet et ensemble de ce projet).

Prise d'acte du dépôt le 9 janvier 1980.

Liste des 60 députés ayant signé la motion de censure : MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, André Chandernagor, Maurice Brugnon, Pierre Lagorce, Daniel Benoist, Alex Raymond, Jean-Pierre Cot, Christian Pierret, Mme Marie Jacq, MM. Jacques Cambolive, René Gaillard, Gilbert Sénès, Joseph Vidal, Jean Laurain, André Saint-Paul, Rodolphe Pesce, Pierre Jagoret, Bernard Derosier, Jean-Michel Boucheron, François Massot, Raoul Bayou, Martin Malvy, Louis Mexandeau, Claude Evin, Jacques-Antoine Gau, Alain Chénard, Henri Emmanuelli, Roland Huguet, Pierre Forgues, Jean Auroux, Gilbert Faure, Jean-Michel Baylet, Raymond Julien, André Cellard, Jean Poperen, Jacques Santrot, Jacques Mellick, Christian Nucci, Bernard Madrelle, Philippe Marchand, Gérard Haesebroeck, Charles Pistre, Jean-Pierre Chevènement, Claude Michel, Alain Bonnet, Raymond Forni, Jean-Yves Le Drian, Guy Bêche, Pierre Joxe, Joseph Franceschi, Gérard Houteer, Michel Crépeau, Georges Lemoine, François Autain, Roland Florian, Jacques Huyghes des Etages, Lucien Pignion, Roland Beix, André Billardon.

Discussion commune avec motion de censure communiste le 11 janvier 1980 (p. 30) ; scrutin public à la tribune n° 339 (p. 37) ; liste des votants (p. 38). – La motion de censure n'est pas adoptée : 192 pour (majorité requise : 246) [11 janvier 1980].

Discusion commune des motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par M. François

Mitterrand et 59 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 85 de ses collègues [11 janvier 1980] (p. 30) :

Alsthom : *Ralite (Jack)*, (p. 31).

Antiparlementaire : *Barre (Raymond)*, (p. 36) ; *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 31).

Article 49, alinéa 3 : *Cot (Jean-Pierre)*, (p. 30) ; *Ralite (Jack)*, (p. 31).

Budget des anciens combattants : *Nilès (Maurice)*, (p. 35).

Corse : *Ralite (Jack)*, (p. 33).

Elections prud'homales : *Ralite (Jack)*, (p. 32).

Nouvelle-Calédonie : *Pidjot (Roch)*, (p. 34, 35, 36) ; *Barre (Raymond)*, (p. 36).

Travail dominical : *Ralite (Jack)*, (p. 31).

EXPLICATIONS DE VOTE : *Pidjot (Roch)* [11 janvier 1980] (p. 36) : répression policière s'exerçant sur les mélanésiens.

17. – MOTIONS DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : **Lois de finances, 6** - ensemble des articles qui constituent la deuxième partie du projet et ensemble de ce projet.

Prise d'acte du dépôt le 9 janvier 1980.

Liste des 86 députés ayant signés la motion de censure : MM. Maurice Andrieux, Gustave Ansart, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Bardol, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Daniel Boulay, Irénée Bourgois, Jacques Brunhes, Georges Bustin, Henry Canacos, Jacques Chaminade, Mmes Angèle Chavatte, Jacqueline Chonavel, M. Roger Combrisson, Mme Hélène Constans, MM. Michel Couillet, César Depiétri, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, André Duroméa, Lucien Dutard, Charles Fiterman, Mmes Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Dominique Frelaut, Edmond Garcin, Marceau Gauthier, Pierre Girardot, Mme Colette Gœuriot, MM. Pierre Goldberg, Georges Gosnat, Roger Gouhier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Adrienne Horvath, MM. Marcel Houël, Parfait Jans, Jean Jarosz, Emile Jourdan, Jacques Jouve, Pierre Juquin, Maxime Kalinsky, André Lajoinie, Paul Laurent, Georges Lazzarino, Mme Chantal Leblanc, MM. Joseph Legrand, Alain Léger, François Leizour, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Raymond Maillet, Louis Maisonnat, Georges Marchais, Fernand Marin, Albert Maton, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Maurice Nilès, Louis Odru, Antoine Porcu, Vincent Porelli, Mmes Jeannine Porte, Colette Privat, MM. Jack Ralite, Roland Renard, René Rieubon, Marcel Rigout, Emile Roger, Hubert Ruffe, André Soury, Marcel Tassy, André Tourné, Théo Vial-Massat, Lucien Villa, René Visse, Robert Vizet, Claude Wargnies, Pierre Zarka.

Discussion commune avec motion de censure socialiste le 11 janvier 1980 (p. 30) ; scrutin public à la tribune n° 340 (p. 37) ; liste des votants (p. 39). – La motion de censure n'est pas adoptée : 190 pour (majorité requise : 246) [11 janvier 1980]. *(Voir* MOTIONS DE CENSURE, 16).

18. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, jointe à une demande d'interpellation du gouvernement, présentée en application de l'article 156, alinéa premier du Règlement.

Politique économique du gouvernement

Prise d'acte du dépôt le 25 février 1980 à 15 heures.

Liste des quatre-vingt six députés ayant signé la motion de censure [25 février 1980] (p. 42).

Disposition commune avec motion de censure socialiste le 27 février 1980 (p. 50).

Scrutin public à la tribune n° 341 (p. 80) : liste des votants (p. 83). – La motion de censure n'est pas adoptée : 199 pour (majorité requise : 246).

Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Georges Marchais et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues [27 février 1980] (p. 50).

Agriculteurs (pouvoir d'achat des) : *Marchais (Georges)*, (p. 50) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67) ; *Michel (Claude)*, (p. 68, 70).

Agro-alimentaire : *Bonnet (Alain)*, (p. 72).

Assedic de Montbéliard : *Bèche (Guy)*, (p. 76).

Balance des échanges avec le Japon, les USA, la RFA : *Ballanger (Robert)*, (p. 60, 76) ; *Barre (Raymond)*, (p. 61).

Centre national de la rechercher scientifique (CNRS) : *Bèche (Guy)*, (p. 76).

Charbon : *Porcu (Antoine)*, (p. 74).

Chômage (augmentation du) : *Marchais (Georges)*, (p. 50) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 79).

Chômage (indemnisation du) : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 68).

Classes maternelles : *Brunhes (Jacques)*, (p. 70).

Collectivités locales : *Bonnet (Alain)*, (p. 72).

Commerce extérieur : *Marchais (Goerges)*, (p. 51) ; *Mitterrand (François)*, (p. 53) ; *Barre (Raymond)*, (p. 57) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 73).

Compagnies pétrolières : *Marchais (Georges)*, (p. 51) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 72) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 73).

Cotisations sociales agricoles : *Michel (Claude)*, (p. 69).

Dossier ovin : *Michel (Claude)*, (p. 69).

Emploi (précarité de l') : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 68) ; *Bèche (Guy)*, (p. 75).

Emploi (politique de l') : *Barre (Raymond)*, (p. 62) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 62) ; *Bèche (Guy)*, (p. 75).

Encadrement du crédit : *Barre (Raymond)*, (p. 61) ; *Michel (Claude)*, (p. 69).

Enseignement : *Brunhes (Jacques)*, (p. 70).

Enseignement agricole : *Michel (Claude)*, (p. 69).

Fiscalité indirecte : *Barre (Raymond)*, (p. 61).

Groupe Gevelot : *Ducoloné (Guy)*, (p. 64).

Hôpitaux : *Autain (François)*, (p. 65).

Indexation de l'épargne : *Barre (Raymond)*, (p. 61) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 71).

Inégalités sociales : *Mitterrand (François)*, (p. 55).

Inflation : *Marchais (Goerges)*, (p. 50) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 71).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Michel (Claude)*, (p. 59).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Barre (Raymond)*, (p. 59, 79).

Laboratoires pharmaceutiques : *Autain (François)*, (p. 66).

La Réunion (cyclone de) : *Defferre (Gaston)*, (p. 79).

Libertés (atteintes aux) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 63) ; *Bèche (Guy)*, (p. 75, 76) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 76).

Loi d'orientation agricole : *Bonnet (Alain)*, (p. 72).

Médecins : *Autain (François)*, (p. 66) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 68).

Ouest : *Bonnet (Alain)*, (p. 72).

Pétrole (influence du prix du - sur la situation économique) : *Marchais (Georges)*, (p. 61) ; *Mitterrand (François)*, (p. 55) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67) ; *Porcu (Antoine)*, (p. 73) ; *Ballanger (Robert)*, (p. 76).

Peugeot (entreprise) : *Ducoloné (Guy)*, (p. 64) ; *Bèche (Guy)*, (p. 75).

Politique étrangère : *Barre (Raymond)*, (p. 57).

Politique énergétique : *Marchais (Georges)*, (p. 51).

Politique française à l'égard du Tiers-monde : *Marchais (Georges)*, (p. 51).

Pouvoir d'achat : *Mitterrand (François)*, (p. 56) ; *Barre (Raymond)*, (p. 58) ; *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67) ; *Porcu (Antoine)* ; *72)* ; *Defferre (Gaston)*, (p. 78).

Prestations familiales : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67).

Profits des entreprises : *Marchais (Georges)*, (p. 51).

Programme de Blois : *Mitterrand (François)*, (p. 54) ; *Barre (Raymond)*, (p. 57).

Programe présidentiel : *Mitterrand (François)*, (p. 53).

Propositions communistes : *Marchais (Georges)*, (p. 52).

Publications administratives : *Bonnet (Alain)*, (p. 71).

Recherche scientifique : *Brunhes (Jacques)*, (p. 70).

Retraites : *Goutmann (Marie-Thérèse)*, (p. 67).

Rigueur budgétaire : *Barre (Raymond)*, (p. 61).

Secteur public : *Mitterrand (François)*, (p. 55).

Sécurité sociale : *Marchais (Georges)*, (p. 50) ; *Mitterrand (François)*, (p. 54) ; *Barre (Raymond)*, (p. 62) ; *Autain (François)*, (p. 65) ; *Defferre (Gaston)*, (p. 79).

Sidérurgie : *Porcu (Antoine)*, (p. 74).

Spéculation foncière : *Bonnet (Alain)*, (p. 71).

Système monétaire européen (SME) : *Barre (Raymond)*, (p. 61).

Taxe de coresponsabilité : *Michel (Claude)*, (p. 70).

Thomson CSF : *Ducoloné (Guy)*, (p. 64).

Ticket modérateur d'ordre public : *Mitterrand (François)*, (p. 54) ; *Autain (François)*, (p. 65) ; *Bonnet (Alain)*, (p. 72).

Travailleurs immigrés : *Bèche (Guy)*, (p. 76).

Veuves (mesures prévues en faveur des) : *Mitterrand (François)*, (p. 54).

EXPLICATIONS DE VOTE : *M. Ballanger (Robert)* : dégradation des conditions de vie des Français ; diminution de la facture pétrolière ; déficit de la balance commerciale avec les Etats-Unis, la RFA et le Japon ; caractère avant tout national de la crise ; aliénation de l'indépendance nationale ; (p. 77) : campagne anti-communiste organisée par les pouvoirs publics ; atteinte aux libertés ; non respect du parlement par le Gouvernement ; nécessité de relancer la consommation populaire.

M. Defferre (Gaston) (p. 78) : perte de confiance à l'égard du Gouvernement manifestée par l'augmentation du prix de l'or et de la flambée des prix dans le secteur immobilier ; bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières ; suspension des poursuites judiciaires pour entente contre les compagnies pétrolières ; diminution du pouvoir d'achat des salaires ; (p. 79) : augmentation du chômage ; la sécurité sociale ; modalités de répartition des crédits affectés à la Réunion à la suite du cyclone.

19. – MOTION DE CENSURE déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution.

Politique économique du Gouvernement

Prise d'acte du dépôt le 25 février 1980.

Lise des cinquante et un députés ayant signé la motion de censure [25 février 1980] (p. 43).

Discussion commune avec motion de censure communiste le 27 février 1980 (p. 50). (*Voir* MOTIONS DE CENSURE, 18).

Scrutin public à la tribune n° 342 (p. 80) ; liste des votants (p. 84). – La motion de censure n'est pas adopté : 199 pour (majorité requise : 246).

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, 283.

– **de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer.

– **de l'assemblée des communautés européennes.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; MOTIONS DE CENSURE, 16.

MOTIONS DE RENVOI EN COMMISSION

Voir AVORTEMENT, 3 ; ENERGIE NUCLEAIRE, 2 ; IMPOTS LOCAUX, 2 ; INDUSTRIE SIDERURGIQUE, 3 ; NOUVELLE-CALEDONIE, 5, (troisième et dernière lecture) ; RADIODIFFUSION-TELEVISION, 8 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT), 2.

– **Rejet.** *Voir* VACCINATIONS, 1.

MOTOS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1904** PORTANT SUPPRESSION DE LA VIGNETTE MOTO ET CREATION D'UNE COMMISSION CHARGEE DE FAIRE DES PROPOSITIONS DANS LE SENS D'UNE RECONNAISSANCE DU PHENOMENE « MOTO » DANS NOTRE SOCIETE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 30 juin 1980 par M. Michel Sainte-Marie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Jagoret [2 octobre 1980].

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), Avant l'article 2.

– **Circuit à Tremblay-les-Gonesse.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

– **Problèmes de la –.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Section commune. – II. – Jeunesse et sports.

– **Taxe différentielle.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (discussion générale), Article 11 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 297.

MOTOBECANE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 297.

MOTTE (Bertrand)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 25.

MOUCHET (Pierre)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 34.

MOULINEX

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 131.

MOUSSES ET NOVICES DE FORT-DE-FRANCE

Voir APPRENTISSAGE, 1, Commission mixte paritaire.

MOUTIERS (Fermeture d'une usine sidérurgique à -)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 434.

- **Lycée d'été.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. - I. - Jeunesse et sports.

- **Usine de -.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 146.

MOUTON

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 15 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 311, 469.

MOUTS CONCENTRES

Voir SUCRE, 1.

MOUVEMENT COOPERATIF

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

MOUVEMENT DES NON ALIGNES

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

MOUVEMENT POUR L'ORDRE ET LA PAIX

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20.

MOUVEMENTS INDEPENDANTISTES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20.

MOYEN-ORIENT

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES, 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 10, 15 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 169, 171.

MULTINATIONALES

Voir CHOMAGE, 3 ; LOIS DE FINANCES, 10 (première partie), Après l'article 2.

MULTIPOSTULATION

Voir PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES, 2.

MUSEE DE L'INDUSTRIE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Industrie.

MUSEE DES ARTS ET TECHNIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Culture et communication.

MUSEE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. - VI. - Recherche.

MUSEE D'ORSAY

Voir MUSEES. 1 ;
– **Parlementaires chargés du contrôle des crédits du musée d'Orsay ;** LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

MUSEES

1. – PROJET DE LOI DE PROGRAMME SUR LES MUSEES n° 119 , Sénat (première lecture). Dépôt le 20 décembre 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, n° 202 (1977-1978). – Renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapport le 21 décembre 1977 par M. Jean-Pierre Fourcade, n° 273 (1977-1978). – Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. – Avis le 13 avril 1978, de M. Paul Séramy, n° 315 (1977-1978). – Adoption le 18 avril 1978. – Projet de loi de programme n° 103 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 19 avril 1978. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [27 avril 1978]. – Rapport **n° 231** [11 mai 1978]. – Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [26 avril 1978]. – Rapporteur pour avis : M. Maurice Tissandier [27 avril 1978]. – Avis **n° 233** [11 mai 1978]. – Discussion le 18 mai 1978. – Adoption le 18 mai 1978. – Projet de loi de programme **n° 12.**

SENAT (deuxième lecture). Dépôt le 23 mai 1978, n° 364 (1977-1978). – Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. – Rapport n° 382 (1977-1978) [1er juin 1978]. – Discussion le 14 juin 1978. – Adoption avec modifications le 14 juin 1978. – Projet de loi de programme n° 148.

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 15 juin 1978, **n° 395.** – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs. – Rapport **n° 413** [22 juin 1978]. – Discussion le 27 juin 1978. – Adoption définitive le 27 juin 1978. – Projet de loi de programme **n° 46.**

Loi n° 78-727 du 11 juillet 1978 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er *A* (A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **2** : art. unique (projet. – S. 1) ; art. 1er (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **3** : 2 (A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2).
Loi, article **4** : 3 (A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 mai 1978] (p. 1806).

Question préalable de M. Fillioud (Georges) : *MM. Fillioud (Georges)*, (p. 1812, 1813, 1814) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 1814) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1815). – Rejet au scrutin public n° 21 (p. 1815) ; liste des votants (p. 1816).

Châteaux-musées : *MM. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1812) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 1826).

Fonction éducative des musées : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1807) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1823) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1824).

Loi de programme (avantages de la procédure) : *M. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1807).

Métiers d'art : *M. Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1812).

Musée de la batellerie : *M. Rocard (Michel)*, (p. 1827).

Musée du XIXe siècle (musée d'Orsay dit) : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1808) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 1809, 1810) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1810, 1811, 1834) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 1813) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1822, 1823) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1825) ; *Pinte (Etienne)*, (p. 1826) ; *Rocard (Michel)*, (p. 1827) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1828) ; *Mmes Leblanc (Chantal)*, (p. 1831) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 1832) ; *M. Frédéric-Dupont (Edouard)*, (p. 1832, 1833).

Musées (effort financier de l'Etat pour les) : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1806, 1807) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 1808, 1814) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1834) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1823, 1824) ; *Mmes Leblanc (Chantal)*, (p. 1830) ; *Missoffe (Hélène)*, (p. 1831).

Musée du Grand-Palais : *M. Gantier (Gilbert)*, (p. 1829).

Musée Picasso : *MM. Fillioud (Georges)*, (p. 1813) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1822).

Musées de province (insuffisance des crédits des) : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1807) ; *Tissandier (Maurice)*, (p. 1809) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1811) ; *Fillioud (Georges)*, (p. 1812, 1813) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1822).

Musées (sécurité des) : *MM. Tissandier (Maurice)*, (p. 1814) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1823) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1828).

Musées scientifiques et techniques : *MM. Rocard (Michel)*, (p. 1827) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1829, 1830).

Rénovation muséographique : *MM. Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 1807) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 1810) ; *Taddei (Dominique)*, (p. 1823) ; *Ralite (Jack)*, (p. 1825) ; *Gantier (Gilbert)*, (p. 1828).

Zaïre (intervention française au) : *M. Ralite (Jack)*, (p. 1823).

DISCUSSION DES ARTICLES [18 mai 1978] (p. 1835).

AVANT L'ART. UNIQUE : *amendement n° 3* de la commission (définition de la politique du Gouvernement en matère de musées) ; *sous-amendement n° 19* de M. Dominique Taddei (politique du personnel) : rejeté (p. 1835) ; *amendement n° 3* : adopté (p. 1835).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Taddei (Dominique).

ART. UNIQUE (approbation d'un programme d'équipement et d'architecture des musées) : la nécessité du musée du XIXe siècle (p. 1835) ; l'importance de l'art du XIXe siècle (p. 1836) ; *amendements* identiques *n° 1* de la commission des finances et *n° 17* de M. Dominique Taddei (suppression des crédits relatifs au musée d'Orsay) : rejetés (p. 1837) ; *amendement n° 13* de M. Gilbert Gantier (réduction indicative de 10 p. 100 des crédits destinés au musée du XIXe siècle) : retiré (p. 1837) ; *amendement n° 7* de la commission (substitution du terme « musée d'Orsay » à celui de « musée du XIXe siècle » : adopté (p. 1837) ; *amendement n° 5* de la commission (augmentation des crédits relatifs aux musées classés et contrôlés) : retiré (p. 1838) ; *amendement n° 18* du Gouvernement (augmentation des crédits destinés aux musées classés et contrôlés) : adopté (p. 1838) ; *amendement n° 4* de la commission (définition du cadre administratif d'application du projet de loi) : adopté (p. 1838) ; *amendement n° 6* rédactionnel de la commission : adopté (p. 1838).

– article unique du projet de loi de programme ainsi modifié : adopté (p. 1838).

MM. Druon (Maurice), Tissandier (Maurice), Taddei (Dominique), Gantier (Gilbert), Fuchs (Jean-Paul), Lecat (Jean-Philippe).

APRES L'ART. UNIQUE : *amendement n° 8* de la commission (contrôle parlementaire sur l'emploi des crédits pour le musée d'Orsay) : adopté (p. 1838) ; *amendement n° 2* de la commission des finances (obligation pour le Gouvernement de faire un rapport sur l'exécution de la loi, notamment pour les crédits de fonctionnement) : rejeté (p. 1839) ; *amendement n° 9* de la commission (rapport du Gouvernement sur l'exécution de la loi) : adopté (p. 1839) ; *amendement n° 10* de M. Hubert Dubedout (recensement des besoins des collectivités territoriales en matière de musées) : rejeté (p. 1839) ; *amendement n° 12* de M. Jack Ralite (recensement des besoins d'équipement et de fonctionnement des musées de province) : rejeté (p. 1839) ; *amendement n° 15* de M. Etienne Pinte (engagement du Gouvernement de proposer au Parlement une loi de programme ultérieure) : retiré (p. 1840) ; *amendement n° 16* de M. Dominique Taddei (abrogation du décret créant l'établissement public constructeur du musée d'Orsay) : rejeté (p. 1840).

MM. Fuchs (Jean-Paul), Lecat (Jean-Philippe), Tissandier (Maurice), Taddei (Dominique), Ralite (Jack), Pinte (Etienne).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Taddei (Dominique) :* l'impossibilité du dialogue avec le Gouvernement ; l'absence de politique des musées (p. 1840) ; l'abstention du groupe socialiste dans le vote de ce projet (p. 1841).

– *M. Gantier (Gilbert) :* le vote positif du groupe de l'U.D.F. (p. 1841).

– *M. Ralite (Jack) :* la non-participation du groupe communiste à ce vote ; l'ignorance des problèmes réels par le projet ; l'abstention du groupe communiste (p. 1841).

– *M. Mauger (Pierre) :* le vote favorable du R.P.R. : l'effort à faire pour la province sur le plan culturel (p. 1841).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de programme (p. 1841).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [27 juin 1978] (p. 3550).

Musée d'Orsay : *M. Berger (Henry)*, (p. 3551).

Versailles (attentat au château) : *M. Berger (Henry)*, (p. 3550) ; *Mme Leblanc (Chantal)*, (p. 3551) ; *MM. Delaneau (Jean)*, (p. 3551) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 3552).

DISCUSSION DES ARTICLES [27 juin 1978] (p. 3552).

ART. 1er : adopté (p. 3553).

ART. 2 : adopté (p. 3553).

EXPLICATIONS DE VOTE :

– *M. Ralite (Jack) :* proteste contre l'interprétation par le Gouvernement de la position du parti communiste à l'égard de l'attentat de Versailles ; non participation du groupe communiste au vote sur le projet de loi de programme ; nécessités de développer des crédits spéciaux pour Versailles (p. 3553).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de programme (p. 3553).

2. – PROJET DE LOI **n° 1763** RELATIF A LA PROTECTION DES COLLECTIONS PUBLIQUES CONTRE LES ACTES DE MALVEILLANCE, Sénat (première lecture), n° 476 rectifié (1978-1979). Dépôt le 5 juillet 1979, rattaché pour ordre à la séance du 30 juin 1979, par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 229 (1979-1980) [24 avril 1980]. – Discussion le 27 mai 1980. – Adoption le 27 mai 1980. – Projet de loi n° 65 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1763.** Dépôt le 28 mai 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs [5 juin 1980]. – Rapport **n° 1808** [19 juin 1980]. – Discussion le 25 juin 1980. – Adoption le 25 juin 1980. – Projet de loi **n° 325.**

SENAT (deuxième lecture), n° 354 (1979-1980). Dépôt le 30 juin 1980. – Renvoi à la commission des affaires culturelles. – Rapporteur : M. Paul Séramy. – Rapport n° 357 (1979-1980). – Discussion le 30 juin 1980. – Adoption définitive le 30 juin 1980. – Projet de loi n° 120 (1979-1980).

Loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 publiée au *J.O.* du 16 juillet 1980 (p. 1787) ; rectificatif (*J.O.* du 3 août 1980) (p. 1958).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **2** : art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **3** : art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **4** : art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).
Loi, article **5** : art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).
Loi, article **6** : art. 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [25 juin 1980] (p. 2260) :

Accès gratuit des scolaires aux musées : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2261).

Année du patrimoine : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2261) ; *M. Lecat (Jean-Philippe),* (p. 2263).

Art et enseignement scolaire : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2261).

Article 257 du code pénal : *M. Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2261).

Ciné-clubs : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2267).

Conception élitiste de l'art : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2261).

Financement des maisons de la culture et des centres d'action culturelle : *M. Lecat (Jean-Philippe),* (p. 2264).

Fuite des œuvres d'art vers l'étranger : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2262).

Gardiens dans les musées nationaux : *MM. Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2261) ; *Lecat (Jean-Philippe),* (p. 2264).

Insuffisance du personnel des musées : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2261) ; *M. Mermaz (Louis),* (p. 2262).

Inventaire des biens : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2262).

Licenciement arbitraire contre François Robatel : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2267).

Maisons de la culture : *Mme Leblanc (Chantal),* (p. 2262) ; *Mermaz (Louis),* (p. 2268).

Peines applicables pour atteinte à l'intégrité du patrimoine public : *M. Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2261).

Politique d'ensemble de la promotion des musées français : *M. Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2260).

Procédure de classement pris en charge par la direction des archives de France : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2262).

Projet de loi répressif : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2262).

Protection des archives privées : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2262).

Protection des personnels de la culture : *M. Mermaz (Louis),* (p. 2267).

Répression des actes de vandalisme : *M. Fuchs (Jean-Paul),* (p. 2260).

Stagnation des crédits consacrés aux tra-

vaux de sécurité dans les musées : *M. Mermaz (Louis)*, (p. 2262).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2264) :

ART. 1er : réservé jusqu'après l'examen de l'article 2 (p. 2275).

ART. 2 (extension de la répression pénale au vandalisme dirigé contre les objets mobiliers appartenant au patrimoine historique, articles 257 et 257-1 du code pénal) : *amendement n° 3* de la commission (nouvelle rédaction de l'article 2) : adopté avec modification ; *sous-amendement n° 11* de Mme Chantal Leblanc (champ d'application de la loi) : rejeté (p. 2266) ; *sous-amendement n° 13* du Gouvernement (fouilles et découvertes archéologiques) : adopté (p. 2266) ; *sous-amendement n° 14* du Gouvernement (champ d'application du texte) : adopté (p. 2266) ; *sous-amendement n° 15* du Gouvernement (application de la loi aux expositions organisées par des personnes publiques à l'aide d'objets provenant de collections privées) : adopté (p. 2266) ; *sous-amendement n° 12* de Mme Chantal Leblanc (suppression du doublement des peines en cas de menace d'exécution de l'infraction) : rejeté (p. 2266) ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté (p. 2266).

– ce texte devient l'article 2 (p. 2266).

ART. 1er précédemment réservé (modification de l'intitulé) : *amendement n° 8* de Mme Chantal Leblanc (champ d'application du projet) : rejeté (p. 2266).

– article 1er, adopté (p. 2266).

ART. 3 (constatation des infractions ; personnes assermentées à cette fin) : *amendement n° 4* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2266).

– article 3, adopté (p. 2266).

ART. 4 (transmission des procès-verbaux de constatation des infractions) : adopté (p. 2266).

ART. 5 (mesures conservatoires d'urgence prises en cas d'atteinte à l'intégrité des collections publiques) : *amendement n° 5* de la commission (amendement de conséquence) : adopté avec modification ; *sous-amendement n° 16* du Gouvernement (non application de l'amendement aux chantiers et dépôts de fouilles) : adopté (p. 2266) ; amendement n° 5 modifié, adopté (p. 2267).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 2267).

ART. 6 (abrogation de l'article 32 de la loi du 31 décembre 1913) : *amendement n° 6* de la commission (amendement de conséquence) : adopté (p. 2267).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 2267).

ART. 7 : supprimé par le Sénat.

EXPLICATIONS DE VOTE :

Abstention du groupe communiste : *Ralite (Jack)*, (p. 2269).

Abstention du groupe socialiste : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2269).

Achats d'œuvre d'art (crédits pour) : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2268).

Affaire Robatel : *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 2269).

Ciné-clubs : *Ralite (Jack)*, (p. 2268).

Maisons de la culture (financement des) : *Ralite (Jack)*, (p. 2268) ; *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2268) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 2269).

Patrimoine (notion de) : *Pesce (Rodolphe)*, (p. 2268).

Personnel de la culture (statut du) : *Ralite (Jack)*, (p. 2267) ; *Lecat (Jean-Philippe)*, (p. 2269).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2269).

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC), 4, article 13 ; AUTOMOBILES, 5 ; IMPOTS, 1 ; LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

MUSICIENS DE LA MARINE

Voir IMPOTS, 8.

MUSIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

– **Conservatoires municipaux.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 258.

– **Enseignement.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

MUTATION (Droits de -)

Voir FORETS. 7.

MUTUALITE

Voir IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 679, 685.

- **Mouvement mutualiste des Bouches-du-Rhône.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 921.

MUTUALITE FRANÇAISE

Voir SECURITE SOCIALE. 8.

MUTUALITE SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. - I. - Section commune. - III. - Santé et sécurité sociale.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; IMPOTS. 8 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Prestations sociales agricoles ; LOIS DE FINANCES. 10, Article 50 nouveau ; (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; SECURITE SOCIALE. 11.

MUTUELLE NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE (MNEF)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Universités ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 912.

MUTUELLES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 720, 897 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 364.

MYSTERE (Avion)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 19.

MYTILICULTEURS

Voir ASSURANCES SOCIALES (MARINS). 1.

N

NAISSANCES (Contrôle des –)

Voir AVORTEMENT. 2.

NAMIBIE

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères ; Coopération.

NANCY

– **Centre de formation professionnelle.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 938.

– **Universitaires de –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 222.

NANTERRE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 30.

– **Brutalités à l'université de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 991.

NANTES-SAINT-NAZAIRE (Port)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Transports.

NATALITE

Voir AVORTEMENT. 3 ; FAMILLE. 1, 3, 6 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – I. – Section commune. – II. – Travail et participation ; Formation professionnelle ; Commission mixte paritaire. – III. – Santé et famille ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; PLAN. 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 113.

NATIONALISATION DE L'EAU

Voir EAU. 6.

NATIONALISATION DU GAZ ET DE L'ELECTRICITE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Après l'article 13.

NATIONALISATIONS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1325** TENDANT A LA NATIONALISATION DES BIENS DE L'EX-EMPEREUR BOKASSA ET DE SES AYANTS-DROITS, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. Jean Boinvilliers et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Claude Dhinnin [18 octobre 1979].

Voir ARMEMENT. 2 ; AUTOMOBILES. 5 ; ENERGIE. 1 ; ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. 9 ; INDUSTRIE AERONAUTIQUE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 10 (discussion générale) ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3 ; QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT. 1 ; ROUTES. 1.

NATIONALITE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1096** TENDANT A MODIFIER LES CONDITIONS D'ACQUISITION DE LA NATIONALITE FRANÇAISE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 mai 1979 par M. Pierre Bas. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Maurice Sergheraert [14 juin 1979].

Voir ADMINISTRATION, 1 ; ETAT-CIVIL, 1 ; NOUVELLES-HEBRIDES, 1.

NATIONALITE FRANÇAISE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1769** TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA NATIONALITE FRANÇAISE, DU CODE DU SERVICE NATIONAL ET DU CODE ELECTORAL, Sénat (première lecture), n° 30 (1979-1980). Dépôt le 23 octobre 1979 par M. Jacques Habert et plusieurs de ses collègues, sous le titre : « Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française ». – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° 230 (1979-1980). – Discussion le 29 mai 1980. – Adoption le 29 mai 1980. – Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral. – Proposition de loi n° 69 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 1769.** Dépôt le 29 mai 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean Foyer [12 juin 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées [25 juin 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Georges Klein [2 octobre 1980]. – Nouveau rapporteur : M. Jean-Yves Le Drian [12 novembre 1980].

Voir DIVORCE, 2 ; POLICE PRIVEE, 1 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS, 1.

NATURALISATION

Voir ETAT-CIVIL, 1.

NATURE (Protection de la –)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 420** PORTANT CREATION DU CONSERVATOIRE DES ESPECES VEGETALES ET DES RACES ANIMALES POUR L'AGRICULTURE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 juin 1978 par M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Dousset [28 juin 1978].

Voir AGRICULTURE, 2 ; CHASSE, 2 ; CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, 10 ; COURS D'EAU, 1 ; EAU, 1, 2, 5 ; FORETS, 3 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 259.

NAUFRAGES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 666.

NAVIGATION

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 166.

NAVIGATION AERIENNE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1456** TENDANT A COMPLETER L'ARTICLE 2 DE LA LOI n° 64-650 DU 2 JUILLET 1964 RELATIVE A CERTAINS PERSONNELS DE LA NAVIGATION AERIENNE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 décembre 1979 par M. Pierre Pasquini. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Pasquini [10 avril 1980].

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 (deuxième partie), Transports. – III. – Aviation civile et météorologie.

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Transports.

NAVIGATION FLUVIALE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1795** PORTANT AMELIORATION DU STATUT DES BATELIERS PAR DIVERSES MESURES ECONOMIQUES, FISCALES ET SOCIALES EN FAVEUR DU TRANSPORT FLUVIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 juin 1980 par M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Jacques Mellick [19 juin 1980].

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Transports. – I. – Section commune. – II. – Transports terrestres ; PLAN. 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 32, 83.

NAVIGATION MARITIME

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 10** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE CHARGEE DE RASSEMBLER LES INFORMATIONS SUR LES CONDITIONS DE CONTROLE DE LA NAVIGATION MARITIME DANS LES PARAGES DANGEREUX, SUR LES MESURES DE PREVENTION DES ACCIDENTS DE NAVIRES PETROLIERS ET SUR LES MOYENS DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE OU VOLONTAIRE, ET DE PROPOSER UN ENSEMBLE DE MESURES EN VUE DE PROTEGER LES COTES FRANÇAISES, Assemblée nationale. Dépôt le 18 avril 1978 par M. Jean-Louis Goasduff. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [20 avril 1978]. – Rapport **n° 144** [27 avril 1978]. – Rapport commun aux propositions de résolution n° 5 et n° 10. – Discussion le 11 mai 1978. – Adoption avec modifications le 11 mai 1978. – Titre : « RESOLUTION n° 7 TENDANT A CREER UNE COMMISSION D'ENQUETE A LA SUITE DU NAUFRAGE D'UN NAVIRE PETROLIER SUR LES COTES DE BRETAGNE LE 16 MARS 1978 ».

Pour discussion, composition et rapport de la commission d'enquête, *voir* PETROLE. 1.

2. – PROJET DE LOI **n° 682** RELATIF A CERTAINES INFRACTIONS EN MATIERE DE CIRCULATION MARITIME ET COMPLETANT LA LOI DU 17 DECEMBRE 1926 PORTANT CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE, Sénat (première lecture), n° 54 (1978-1979). Dépôt le 31 octobre 1978 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Joël Le Theule, ministre des transports. – Urgence déclarée le 31 octobre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 65 (1978-1979) [9 novembre 1978]. – Discussion le 14 novembre 1978. – Adoption le 14 novembre 1978. – Projet de loi n° 21 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 682.** Dépôt le 15 novembre 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Henri Baudouin [16 novembre 1978]. – Rapport **n° 737** [30 novembre 1978]. – Discussion le 4 décembre 1978. – Adoption avec modifications le 4 décembre 1978. – Projet de loi **n° 94.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant sa création [5 décembre 1978] (p. 8822). – Nomination [11 décembre 1978] (p. 9239).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Henri Baudouin, Charles Millon, Jean-Yves Le Drian, Jacques Piot, Maurice Charretier, Jean-Jacques Barthe ; membres suppléants : MM. Michel Aurillac, Jacques Richomme, Gérard Longuet, Alain Hautecœur, Jean Fontaine, Pierre Raynal, Jean-Pierre Pierre-Bloch.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jean-Marie Girault, Etienne Dailly, Yves Estève, Jean Geoffroy, Lionel de Tinguy, Pierre Marcilhacy ; membres suppléants : MM. Baudouin de Hauteclocque, Charles Lederman, Jacques Thyraud, Paul Pillet, Félix Ciccolini, Marcel Rudloff, Paul Girod.

Bureau [14 décembre 1978] (p. 9476). – Président : M. Jean Foyer ; vice-président : M. Léon Jozeau-Marigné.

ASSEMBLEE NATIONALE (Texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Henri Baudouin [14 décembre 1978]. – Rapport **n° 797** [14 décembre 1978]. – Discussion le 18 décembre 1978. – Adoption le 18 décembre 1978. – Projet de loi **n° 124.**

SENAT (Texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. – Rapport n° 163 (1978-1979) [14 décembre 1978]. – Discussion le 20 décembre 1978. – Adoption définitive le 20 décembre 1978. – Projet de loi n° 56 (1978-1979).

Loi n° 79-1 du 2 janvier 1979 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1979.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er (projet. – A.N. 1. – S.1).

Loi, article **2** : 2 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P).

Loi, article **3** : 3 (projet. – A.N. 1. – S. 1. – A.N. C.M.P)

Loi, article **4** : 3 *bis* (A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P).

Loi, article **5** : 4 (projet. – A.N. 1. – S. 1.).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE commune au projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime (n° 682) et au projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 683) [4 décembre 1978] (p. 8729).

Amoco Cadiz (naufrage et commission d'enquête) : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8729) ; *Richomme (Jacques),* (p. 8731) ; *Le Drian (Jean-Yves),* (p. 8732) ; *Guermeur (Guy),* (p. 8733) ; *Porelli (Vincent),* (p. 8736) ; *Durométa (André),* (p. 8737) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8738).

Antifer (terminal pétrolier) : *MM. Rufenacht (Antoine),* (p. 8735) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8735).

Contrôle technique des navires : *M. Durométa (André),* (p. 8737).

Délit de pollution involontaire par imprudence : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8730) ; *Richomme (Jacques),* (p. 8731) ; *Rufenacht (Antoine),* (p. 8735) ; *Foyer (Jean),* (p. 8738, 8741) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8740, 8741).

Forages pétroliers près de la Camargue : *M. Porelli (Vincent),* (p. 8736).

Indemnisation des victimes de la pollution : *MM. Barthe (Jean-Jacques),* (p. 8734) ; *Porelli (Vincent),* (p. 8736) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8738).

Inégalité de traitement entre les navires français et étrangers : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8730) ; *Richomme (Jacques),* (p. 8731) ; *Le Drian (Jean-Yves),* (p. 8732) ; *Guermeur (Guy),* (p. 8734) ; *Rufenacht (Antoine),* (p. 8735) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8741).

Liberté de navigation (droit international) : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8729) ; *Le Drian (Jean-Yves),* (p. 8732) ; *Porelli (Vincent),* (p. 8736) ; *Foyer (Jean),* (p. 8737) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8738).

Navires transportant des hydrocarbures ou des matières dangereuses : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8730) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 8734) ; *Porelli (Vincent),* (p. 8736) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8739).

Normes techniques des navires (réglementation européenne) : *Le Theule (Joël),* (p. 8739).

Pavillons de complaisance : *MM. Porelli (Vincent),* (p. 8736) ; *Durométa (André),* (p. 8737) ; *Foyer (Jean),* (p. 8738) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8739).

Pollution marine (moyens de lutte) : *MM. Richomme (Jacques),* (p. 8731) ; *Le Drian (Jean-Yves),* (p. 8732) ; *Guermeur (Guy),* (p. 8733) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 8734) ; *Durométa (André),* (p. 8737) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8736, 8737).

Santions pénales frappant les capitaines de navires : *M. Baudouin (Henri),* (p. 8730).

Trafic maritime (mesures de régulation et de surveillance) : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 8729) ; *Richomme (Jacques),* (p. 8731) ; *Le Drian (Jean-Yves),* (p. 8732) ; *Guermeur (Guy),* (p. 8733) ; *Barthe (Jean-Jacques),* (p. 8734) ; *Rufenacht (Antoine),* (p. 8735) ; *Le Theule (Joël),* (p. 8738).

DISCUSSION DES ARTICLES [4 décembre 1978] (p. 8742) :

ART. 1er (immobilisation du navire en infraction aux règles de la navigation) : adopté (p. 8742).

ART. 2 (infractions aux règles de la circulation maritime ; amendes particulières pour les navires transportant des hydrocarbures) : *amendement n° 3* de la xommission des lois (extension aux navires transportant des substances dangereuses des amendes particulières prévues pour les navires transportant des hydrocarbures) : adopté (p. 8742) ; *amendement n° 9* de M. Maxime Kalinsky (extension aux navires transportant des substances dangereuses des amendes particulières prévues pour les navires transportant des hydrocarbures) : retiré (p. 8742) ; *amendement n° 1* de M. Maxime Kalinsky (augmentation du montant minimum de l'amende en cas d'infraction aux règles de la circulation maritime) : rejeté (p. 8742).

MM. Baudouin (Henri), Le Theule (Joël), Porelli (Vincent).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 8742).

APRES L'ART. 2 : *amendement n° 2* de M. Maxime Kalinsky (définissant la responsabilité des sociétés de transports maritimes en cas d'infractions ou d'accidents afin de faciliter l'action en réparation des communes victimes de la pollution) : rejeté (p. 8743).

MM. Durouméa (André), Baudouin (Henri), Le Theule (Joël).

ART. 3 (infractions aux obligations de signalement et d'information) : *amendement n° 4* de la commission des lois (de coordination) : adopté (p. 8743) ; *amendement n° 5* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 8743) ; *amendement n° 10* de M. Guy Guermeur (soumettant aux obligations de signalement et d'information tout navire ayant eu connaissance de la position d'un navire en difficulté dès lors que ce navire peut être reconnu comme transportant des hydrocarbures ou des substances dengereuses) : adopté avec une rectification formelle (p. 8744) ; *amendement n° 12* de M. Vincent Porelli (de coordination) : retiré (p. 8744) ; *amendement n° 6* de la commission des lois (de coordination) : adopté (p. 8744) ; *amendement n° 11* de M. Guy Guermeur (obligeant le capitaine d'un navire en cours d'opération de remorquage ou d'assitance à tenir informé le préfet maritime) : retiré (p. 8745) ; amendement n° 11 de M. Guy Guermeur repris par M. Jean Bardol (p. 8745) : retiré (p. 8745) ; amendement rédactionnel de M. Jean Foyer : adopté (p. 8745).

MM. Baudouin (Henri), Le Theule (Joël), Guermeur (Guu), Porelli (Vincent), Foyer (Jean), Bardol (Jean).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 8745).

APRES L'ART. 3 : *amendement n° 7* de la commission (amendement de clarification) : adopté (p. 8746) ; *amendement n° 8* de M. Vincent Porelli (immobilisation du navire pollueur pendant au moins quarante-huit heures) : adopté avec une rectification supprimant la référence à une durée minimale d'immobilisation (p. 8746).

MM. Baudouin (Henri), Foyer (Jean), Le Theule (Joël), Porelli (Vincent).

ART. 4 (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) : adopté (p. 8746).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8746).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [18 décembre 1978] (p. 9635) :

Obligation d'information pesant sur les capitaines de navires : *MM. Baudouin (Henr),* (p. 9635) ; *Le Theule (Joël),* (p. 9636).

Sanctions particulières frappant les navires transportant des hydrocarbures ou des matières dangereuses : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 9635) ; *Le Theule (Joël),* (p. 9636).

Visites d'inspection sur les navires en infraction : *MM. Baudouin (Henri),* (p. 9636) ; *Le Theule (Joël),* (p. 9636).

DISCUSSION DES ARTICLES [18 décembre 1978] (p. 9636) :

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 9636).

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1589** RELATIVE A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE APRES LES ACCIDENTS DE MER, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 27 février 1980 par M. Louis Le Pensec et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Pierre Jagoret [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1765** [29 mai 1980].

Voir GREVE. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; PETROLE. 1 ; POLLUTION. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 1, 10, 12, 15, 351, 360, 361 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 2, 20, 190, 192 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 48, 115.

NAVIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (première partie), Article 9 ; LOIS DE FINANCES. 6, Article 14.

NAVIRES DE PLAISANCE (Assurance)

Voir ASSURANCES. 3.

NAZISME

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 1005**

TENDANT A INTERDIRE L'APOLOGIE DU NAZISME, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 24 avril 1979 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Douffiagues [7 juin 1979].

Voir DEPORTES ET INTERNES, 7, 9, 10 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision (p. 6720) ; ORDRE PUBLIC, 4, 6, 7 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 105, 343, 406 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 184 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 61, 62, 63, 64, 66, 89, 158.

NEGOCIANTS EN BESTIAUX

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

NEGOCIATIONS COLLECTIVES

Voir CHOMAGE (INDEMNISATION DU), 1.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 (deuxième partie), Commerce extérieur.

NEGOCIATIONS SALARIALES (Fonction publique)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 386, 387.

NEO-COLONIALISME

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Coopération.

NEOGRAVURE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 50.

NEO-LIBERALISME

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Economie et budget. – II. – Section commune. – III. – Economie. – IV. – Budget.

NEO-NAZISME

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 21.

NEPAL

Voir INDE, 1.

NEUILLY-SUR-SEINE (Circulation)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 308.

NEUVES-MAISONS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 278.

– **Aciérie de –.** *Voir* INDUSTRIE SIDERURGIQUE, 3 ; MOTIONS DE CENSURE, 1.

NEUVILLE-LES-DIEPPE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 5.

NICE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 468.

– **Accueil d'Institutions européennes.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Affaires étrangères.

– **Complexe aéroportuaire de –.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 516.

– **Police.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Intérieur.

– **Port commercial.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Transports ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 529.

– **Raz-de-marée.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 516.

– **Sports.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1, 10 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

NICKEL

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Territoires d'outre-mer ; NOUVELLE-CALEDONIE. 5, 7.

NIGER

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 50, 51, 52, 53, 65, 66, 82.

NIGERIA

1. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 2304** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur le **développement économique du Nigéria** et **l'évolution des échanges franco-nigérians,** par M. Pierre Weisenhorn et plusieurs de ses collègues [3 avril 1981].

NILES (Maurice)

Voir IMMUNITES PARLEMENTAIRES. 2.

NODULES POLYMETALLIQUES

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie.

NOIX

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 876.

NOIX (de Grenoble)

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 30** TENDANT A MODIFIER LE DECRET-LOI DU 17 JUIN 1938 SUR LA DELIMITATION DE L'AIRE D'APPELLATION DE LA « NOIX DE GRENOBLE », Sénat. Dépôt le 15 décembre 1972 par M. Verillon, n° 156 (1972-1973). – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport le 5 décembre 1973 par M. Paul Mistral, n° 60 (1973-1974). – Adoption le 20 décembre 1973 – Proposition de loi n° 45 (1973-1974). 5e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 20 décembre 1973. – Renvoi à la commission de la production et des échanges.

6e législature. – ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 18 avril 1978. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Henri Michel [5 octobre 1978].

NOM ET PRENOM

Voir ETAT-CIVIL. 3, 4, 5, 6.

NON-AFFECTATION DES RECETTES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 5.

NON-ALIGNEMENT

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 15.

NON-ALIGNES

Voir MAYOTTE. 1.

NON-INSCRITS (Députés)

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 24.

NON-PROLIFERATION NUCLEAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

NON-RETROACTIVITE

– **Du code des pensions.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

– **Des lois.** *Voir* TRAVAIL (JURIDICTION DU). 2, 3.

NONTRON (Dordogne)

Voir CHOMAGE. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 255.

NORD

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 188 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 150, 170.

– **Psychiatrie.** LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Voir EMPLOI. 10 ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Industrie ; Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : aménagement du territoire ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 227, 271, 275 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 352, 359 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 417.

– **Bassin minier.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 762 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 148.

– **Emploi.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation.

– **Equipement hospitalier.** *Voir* LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 64.

– **Fermeture de lits d'hôpitaux dans la région du –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 493.

NORD-SUD

Voir MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

NORMALISATION

Voir ENGRAIS ET AMENDEMENTS. 1.

NORMANDIE

Voir CHOMAGE. 3 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 301 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 149.

– **Fermeture de trois laiteries.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 890.

– **Fièvre aphteuse.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 319.

NORMES ET REGLEMENTATIONS TECHNIQUES

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 642.

NORVEGE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 113.

NOTAIRES

Voir ARCHIVES. 1 ; COPROPRIETE. 1.

– **Agissements des –.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 236.

NOUVELLE-CALEDONIE

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 485** TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 2 ET 7 DE LA LOI n° 52-1310 DU 10 DECEMBRE 1952, MODIFIEE, RELATIVE A LA COMPOSITION ET A LA FORMATION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale. Dépôt le 18 mai 1977 par MM. Foyer, Gerbet, Max Lejeune et Piot, **n° 2888.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 2 juin 1977 par M. Piot, **n° 2952.** – Adoption le 8juin 1977 sous le titre « PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 2 ET 7 DE LA LOI n° 52-310 DU 10 DECEMBRE 1952, MODIFIEE, RELATIVE A LA COMPOSITION ET A LA FORMATION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES ». – Proposition de loi **n° 2952.**

SENAT. Dépôt le 9 juin 1977, n° 361 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 21 juin 1977 par M. Jacques Pelletier, n° 397 (1976-1977). – Rejet le 22 juin 1977. – Proposition de loi n° 153 (1976-1977).

ASSEMBLEE NATIONALE. Dépôt le 23 juin 1977, **n° 3016.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapport le 28 juin 1977 par M. Piot, **n° 3044.** – Adoption le 29 juin 1977. – Proposition de loi **n° 744.**

SENAT. Dépôt le 29 juin 1977, n° 461 (1976-1977). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapport le 29 juin 1977 par M. Jacques Pelletier, n° 462 (1976-1977). – Rejet le 30 juin 1977. – Proposition de loi n° 187 (1976-1977).

CREATION D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE LE 30 JUIN 1977 (*voir* table 1977) (p. 45).

ASSEMBLEE NATIONALE. Rapport le 30 juin 1977 par M. Piot, au nom de la commission mixte paritaire, **n° 3111.** – Rejet le 13 décembre 1977. – Proposition de loi **n° 811.**

SENAT. Rapport le 30 juin 1977 par M. Jacques Pelletier, au nom de la commission mixte paritaire, n° 478 (1976-1977).

ASSEMBLEE NATIONALE, (quatrième lecture). Dépôt le 30 juin 1978. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Nicolas About [9 octobre 1980].

1 *bis.* – PROPOSITION DE LOI **n° 533** TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 2 ET 7 DE LA LOI n° 52-1310 DU 10 DECEMBRE 1952, MODIFIEE, RELATIVE A LA COMPOSITION ET A LA FORMATION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 1er juillet 1978 par MM. Jean Foyer et Jacques Piot. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 622** RELATIVE A LA CONSTITUTION DU COLLEGE ELECTORAL CHARGE D'ELIRE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Roch Pidjot. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [8 décembre 1978]. – Nouveau rapporteur : M. Nicolas About [9 octobre 1980].

3. - RAPPORT D'INFORMATION **n° 829** déposé en application de l'article 145 du réglement par la commission de la production sur **l'économie de la Nouvelle-Calédonie** et **des Nouvelles-Hébrides** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 4 septembre au 24 septembre 1978 par M. Michel Durafour et plusieurs de ses collègues [20 décembre 1978] (p. 9772).

4. – PROJET DE LOI **n° 923** COMPLETANT LA LOI n° 77-744 DU 8 JUILLET 1977 MODIFIANT LE REGIME COMMUNAL DANS LE TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 16 mars 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur et M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [5 avril 1979]. – Rapport **n° 1062** [16 mai 1979]. – Discussion le 30 mai 1979. – Adoption le 30 mai 1979. – Projet de loi **n° 171.**

SENAT (première lecture), n° 361 (1978-1979). Dépôt le 31 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Lionel Cherrier. – Rapport n° 68 (1979-1980) [29 novembre 1980]. – Discussion le 24 avril 1980. – Adoption le 24 avril 1980. – Projet de loi n° 55 (1979-1980).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1671.** Dépôt le 29 avril 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [9 octobre 1980].

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [30 mai 1979] (p. 4452) :

Mélanésiens : *Franceschi (Joseph),* (p. 4452).

Nouvelle-Calédonie (alignement de l'administration communale sur le régime métropolitain) : *Piot (Jacques),* (p. 4442) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 4452) ; *Garcin (Raymond),* (p. 4452).

Personnels communaux (statut) : *Franceschi (Joseph),* (p. 4452).

Territoire de Nouvelle-Calédonie (compétences) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 4452) ; *Garcin (Edmond)*, (p. 4452).

DISCUSSION DES ARTICLES [30 mai 1979] (p. 4451) :

ART. 1er (application en Nouvelle-Calédonie des livres Ier « organisation communale » et III « administration et services communaux » du code des communes) : *amendement n° 1* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4453).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 4453).

APRES L'ART. 1er : *amendement n° 19* du Gouvernement (indemnité kilométrique des conseillers municipaux) : adopté (p. 4453).

MM. Dijoud (Paul), Piot (Jacques).

ART. 2 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives aux stations classées) : *amendement n° 2* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4453) ; *amendement n° 3* corrigé de la commission (extension complète de la procédure de classement à la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4453).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 4453).

ART. 3 (application des dispositions relatives aux biens et droits indivis entre plusieurs communes) : *amendement n° 4* de la commission (suppression de l'article 3) : adopté (p. 4453).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– articel 3, supprimé (p. 4453).

ART. 4 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives aux recettes communales) : adopté (p. 4454).

ART. 5 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives à la comptabilité du maire et du comptable) : adopté (p. 4454).

ART. 6 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives à l'acquisition, l'affectation et l'aliénation de biens, et aux marchés et archives communales) : *amendement n° 5* de la commission (permettant aux communes d'acquérir, moyennant le paiement de rentes viagères, des immeubles pour les opérations d'aménagement) : adopté (p. 4454) ; *amendement n° 6* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4454) ; *amendement n° 7* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4454).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 4454).

ART. 7 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives aux services communaux) : *amendement n° 8* de la commission (rendant applicable la totalité du chapitre sur les concessions et affermages) : adopté (p. 4454).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 4454).

APRES L'ART. 7 : *amendement n° 9* de la commission (extension à la Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives à la voierie) : adopté (p. 4455).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

ART. 8 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives à la protection contre l'incendie) : *amendement n° 10* de la commission (suppression de l'article 8) : adopté (p. 4455).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 8, supprimé (p. 4455).

ART. 9 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives aux pompes funèbres et aux cimetières) : adopté (p. 4455).

ART. 10 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions particulières relatives à certains services industriels et commerciaux : eaux, assainissement, ordures ménagères, électricité, halles, marchés et poids publics, transports publics) : *amendement n° 11* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 12* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 13* de la commission (extension à la Nouvelle-Calédonie des dispositions relatives aux réseaux d'assainissement) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 14* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 15* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 16* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 17* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456) ; *amendement n° 18* de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4456).

MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 4456).

ART. 11 (application des dispositions relatives à la participation des communes à des entreprises privées) : adopté (p. 4456).

ART. 12 (possibilité pour les communes d'instituer une redevance pour services rendus à raison de leur participation au service de sécurité des dépôts d'hydrocarbures) : adopté (p. 4456).

ART. 13 (possibilité pour les communes d'obtenir sur le fonds intercommunal de péréquation la garantie des emprunts qu'elles souscrivent) : *amendement n° 20* du Gouvernement (versement de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 4457).

MM. Dijoud (Paul), Piot (Jacques).

– article 13, ainsi modifié, adopté (p. 4457).

APRES L'ART. 13 : *amendement n° 21* du Gouvernement (exercice par le secrétaire général du territoire, pour la commune de Nouméa, des attributions conférées par le code des communes aux chefs de subdivision) : adopté (p. 4457) ; *amendement n° 22* de M. Joseph Franceschi (maintien des droits acquis des populations mélanésiennes en matière de terre et de droit personnel) : rejeté (p. 4457).

MM. Dijoud (Paul), Piot (Jacques), Franceschi (Joseph).

ART. 14 (substitution de termes) : adopté (p. 4457).

ART. 15 (abrogation des dispositions contraires à la présente loi) : adopté (p. 4457).

ART. 16 (décrets d'application) : adopté (p. 4457).

APRES L'ART. 16 : *amendement n° 23* de M. Joseph Franceschi (sauvegarde des attributions statutaires de l'Assemblée territoriale et du Conseil de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie) : rejeté (p. 4457).

MM. Franceschi (Joseph), Piot (Jacques), Dijour (Paul).

ART. 17 (publication du texte du code des communes applicable en Nouvelle-Calédonie au *J.O.* du territoire) : adopté (p. 4457).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Vote hostile du groupe socialiste : *Franceschi (Joseph)*, (p. 4458).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Guermeur (Guy)*, (p. 4458).

Vote hostile du groupe communiste : *Gardin (Edmond)*, (p. 4458).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4458).

5. – PROJET DE LOI **n° 925** MODIFIANT LES MODES D'ELECTION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE ET DU CONSEIL DU GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1979 par MM. Raymond Barre, Premier ministre, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur et Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer). – Urgence déclarée le 17 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [5 avril 1979]. – Rapport **n° 984** [17 avril 1979]. – Discussion le 18 avril 1979. – Adoption le 18 avril 1979. – Projet de loi **n° 148.**

SENAT (première lecture), n° 286 (1978-1979). Dépôt le 19 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Lionel Cherrier. – Rapport n° 287 (1978-1979) [19 avril 1979]. – Discussion le 26 avril 1979. – Adoption avec modifications le 26 avril 1979. – Nouveau titre : « Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale et du Conseil du Gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et définissant les règles générales de l'aide technique et financière contractuelle de l'Etat. – Projet de loi n° 85 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1025.** Dépôt le 26 avril 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [26 avril 1979] (p. 3157). – Nomination *J.O.* du 3 mai 1979 (p. 1043).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Jean Foyer, Jacques Piot, Pierre Messmer, Pierre Raynal, Claude Dhinnin, Jacques Douffiagues, Nicolas About ; membres suppléants : MM. Jacques Richomme, Philippe Séguin, Maurice Sergheraert, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Michel Aurillac, Xavier Hunault, Maurice Charretier.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Lionel Cherrier, Paul Pillet, Jean Geoffroy, Baudouin de Hauteclocque, Charles de Cuttoli, Michel Giraud ; membres suppléants : MM. Jacques Thyraud, Marcel Rudloff, Edgar Tailhades, Pierre Marcilhacy, Charles Ledermann, Paul Girod, Pierre Salvi.

Bureau [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043). – Président : M. Jean Foyer ; vice-président : M. Baudouin de Hauteclocque.

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Jacques Piot [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043). – Rapport **n° 1030** [2 mai 1979]. – Discussion le 2 mai 1979. – Adoption le 2 mai 1979. – Projet de loi **n° 157.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Baudouin de Hauteclocque. – Rapport n° 310 (1978-1979) [3 mai 1979]. – Discussion le 3 mai 1979. – Rejet le 3 mai 1979. – Projet de loi n° 89 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 1025.** – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot. – Rapport **n° 1044** [9 mai 1979]. – Discussion le 9 mai 1979. – Adoption avec modifications le 9 mai 1979. – Projet de loi **n° 161.**

SENAT (deuxième lecture), n° 325 (1978-1979). Dépôt le 10 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Lionel Cherrier. – Rapport n° 326 (1978-1979). – Discussion le 10 mai 1979. – Adoption avec modifications le 10 mai 1979. – Projet de loi n° 92 (1978-1979).

ASSEMBLEE NATIONALE (lecture définitive), **n° 1052.** – Dépôt le 10 mai 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot. – Rapport **n° 1053** [10 mai 1979]. – Discussion le 10 mai 1979. – Adoption définitive le 10 mai 1979. – Projet de loi **n° 165.**

Saisine du Conseil constitutionnel, le 11 mai 1979 par MM. Alain Vivien, Joseph Franceschi, Roch Pidjot, Daniel Benoist, Georges Lemoine, André Billardon, Michel Crépeau, Raymond Julien, Alain Bonnet, Jean-Michel Boucheron, Pierre Lagorce, André Delelis, Dominique Dupilet, Jacques Mellick, Alain Savary, Arthur Notebart, Louis Mermaz, Bernard Derosier, Raoul Bayou, Gilbert Sénès, Joseph Vidal, Henri Emmanuelli, Hubert Dubedout, André Chandernagor, Georges Fillioud, Alain Richard, Jean-Pierre Cot, Claude Michel, Laurent Fabius, Guy Bêche, Jean Auroux, Philippe Marchand, Gérard Bapt, Maurice Brugnon, François Autain, Edmond Vacant, Jacques-Antoine Gau, Jean-Pierre Chevènement, Christian Nucci, Lucien Pignon, Alain Chénard, Maurice Pourchon, Philippe Madrelle, Claude Evin, Roger Duroure, Robert Aumont, Mme Edwige Avice, MM. Christian Laurissergues, Marcel Garrouste, Yvon Tondon, Pierre Joxe, Jacques Cambolive, Louis Besson, Roland Huguet, Louis Le Pensec, Jean Laborde, Alain Faugaret, André Laurent, Paul Duraffour, André Delehedde, André Cellard, députés de l'Assemblée nationale ; le 16 mai 1979 par MM. Marcel Champeix, Maxime Javelly, Georges Dagonia, Marcel Mathy, Maurice Vérillon, Roger Quillot, Pierre Noé, Raymond Courrière, Philippe Machefer, André Méric, Jacques Carat, Gilbert Belin, Emile Durieux, Louis Perrein, Jean Nayrou, Franck Sérusclat, Noël Berrier, Robert Schwint, Robert Pontillon, Robert Guillaume, Gérard Minvielle, Bernard Parmentier, Roland Grimaldi, Jean Geoffroy, Georges Spénale, Marcel Brégégère, Léon Eeckhoutte, Félix Ciccolini, Charles Alliès, Maurice Janetti, Michel Moreigne, René Chazelle, André Barroux, Roger Rinchet, Edgard Pisani, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Michel Darras, Robert Laucournet, Guy Durbec, Claude Fuzier, Jean Péridier, Albert Pen, Henri Tournan, Louis Longequeue, Antoine Andrieux, Jean Varlet, Marcel Souquet, Tony Larue, Robert Lacoste, Bernard Chochoy, Marcel Debarge, Paul Mistral, Maurice Pic, Abel Sempé, Edouard Soldani, Emile Vivier, Jacques Bialski, Georges Dayan, Henri Duffaut, Edgar Tailhaides et, le 23 mai 1979 par MM. Paul Pillet, Marcel Rudloff, René Tinant, Pierre Vallon, Daniel Millaud, Raoul Vadepied, Roger Boileau, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Gravier, Pierre Schiélé, Edouard Le Jeune, Jean Colin, Paul Séramy, Jean-Pierre Blanc, François Prigent, Francis Palmero, Jean Francou, René Jager, Raymond Bouvier, Georges Lombard, Jean David, Michel Labéguerie, André Rabineau, François Dubanchet, Jean-Marie Bouloux, Baudouin de Hautecloque, Jean Mezard, Etienne Dailly, France Léchenault, Auguste Billiémaz, Joseph Raybaud, Victor Robini, Josy Moinet, Jacques Verneuil, Gaston Pams, Henri Caillavet, Henri Moreau, André Morice, Jean Beranger, Bernard Legrand, Max Lejeune, Jean Mercier, Charles Beaupetit, André Jouany, Hubert Peyou, Emile Didier, Pierre Jeambrun, François Giocobbi, Lionel Cherrier, Jean de Bagneux, Jacques Martin, Pierre Jourdan,

Pierre-Christian Taittinger, Hubert Martin, Louis de la Forest, Albert Sirgue, Pierre Croze, Jean Bernard-Mousseau et Pierre Louvot, sénateurs. – (Article 61, alinéa 2 de la Constitution). Décision le 24 mai 1979 (*J.O.* du 25 mai 1979) (p. 1217) conforme en totalité.

Loi n° 79-407 du 24 mai 1979 publiée au *J.O.* du 25 mai 1979 (p. 1210).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er *A* (A.N. 1. – S.E. 1).
Loi, article **2** : 1 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1).
Loi, article **3** : 2 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1).
Loi, article **4** : 2 *bis* (S.E. 1. – A.N. C.M.P. – S.E. C.M.P. – A.N. 2. – S.E. 2. – A.N. 3).
Loi, article **5** : 3 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. C.M.P. – S.E. C.M.P. – A.N. 2).
Loi, article **6** : 4 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. C.M.P. – S.E. C.M.P. – A.N. 2).
Loi, article **7** : 5 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. C.M.P. – S.E. C.M.P. – A.N. 2).
Loi, article **8** : 6 (projet. – A.N. 1. – S.E. 1. – A.N. C.M.P. – S.E. C.M.P. – A.N. 2. – S.E. 2. – A.N. 3).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [18 avril 1979] (p. 2700) :

Exception d'irrecevabilité de M. Roch Pidjot : *Pidjot (Roch)*, (p. 2703) ; *Foyer (Jean)*, (p. 2703) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 2703) ; rejeté (p. 2703).

Assemblée territoriale (mode d'élection) : *Piot (Jacques)*, (p. 2700) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 2702, 2709) ; *Bustin (Georges)*, (p. 2704) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 2704) ; *Vivien (Alain)*, (p. 2705) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 2709).

Circonscription (création d'une seule circonscription) : *Vivien (Alain)*, (p. 2705).

Circonscription sud : *Lafleur (Jacques)*, (p. 2704).

Communauté mélanésienne : *Dijoud (Paul)*, (p. 2702, 2709) ; Bustin (Georges), (p. 2704) ; *Vivien (Alain)*, (p. 2705).

Conseil du Gouvernement (dissolution du) : *Piot (Jacques)*, (p. 2701) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 2702, 2708) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 2703) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 2703, 2706) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 2708).

Indépendance : *Pidjot (Roch)*, (p. 2706) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 2709).

Listes ayant obtenu moins de 10 % des suffrages exprimés : *Piot (Jacques)*, (p. 2700) ; *Foyer (Jean)*, (p. 2709) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 2707).

Nickel (crise du) : *Dijoud (Paul)*, (p. 2701) ; *Vivien (Alain)*, (p. 2706).

Nouvelle-Calédonie (crise politique) : *Piot (Jacques)*, (p. 2700) ; *Douffiagues (Jacques)*, (p. 2707) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 2709).

Nouvelle-Calédonie (plan de relance) : *Dijoud (Paul)*, (p. 2701).

Motion de renvoi en commission de M. Joseph Franceschi : *Franceschi (Joseph)*, (p. 2707, 2708) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 2709) ; *Flosse (Gaston)*, (p. 2709) ; *Foyer (Jean)*, (p. 2709) ; rejetée au scrutin public n° 164 (p. 2710) ; liste des votants (p. 2719).

DISCUSSION DES ARTICLES [18 avril 1979] (p. 2710) :

AVANT L'ART. 1 : *amendement n° 1* de M. Alain Vivien (représentation proportionnelle exprimée sur la base d'une circonscription unique) rejeté (p. 2711) ; *amendement n° 5* de la commission (augmentation de 16 à 19 des élus de la circonscription sud) modifié ; (augmentation de 16 à 17 des élus) adopté (p. 2712).

MM. Vivien (Alain), Foyer (Jean), Dijoud (Paul), Franceschi (Joseph), Pidjot (Roch).

ART. 1 (élimination des listes ayant recueilli moins de 10 % des suffrages de la répartition des sièges à pourvoir) : *amendement n° 2* de suppression de M. Joseph Franceschi, rejeté (p. 2712) ; *amendement n° 6* de la commission (fixation de la barre à 7,5 % du nombre des électeurs inscrits) adopté (p. 2713).

MM. Franceschi (Joseph), Piot (Jacques), Dijoud (Paul), Foyer (Jean).

– article 1, ainsi modifié, adopté (p. 2713).

ART. 2 (non restitution du dépôt de cautionnement et du remboursement des dépenses de propagande pour les listes ayant recueilli moins de 10 % des suffrages exprimés) : *amendement* de suppression *n° 3* de M. Joseph Franceschi, devenu sans objet (p. 2712) ; *amendement n° 7* de la commission (abaissement du chiffre du minimum requis pour la restitution du dépôt de cautionnement et pour le remboursement des dépenses de propagande de 10 % à 5 % des suffrages exprimés) adopté (p. 2713).

MM. Franceschi (Joseph), Piot (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 2713).

ART. 3 (élection des conseillers de Gouvernement) : *amendement n° 12* de M. Roch Pidjot (renforcement des pouvoirs du Conseil de Gouvernement, élection du président du Conseil du Gouvernement par l'Assemblée territoriale) rejeté (p. 2715) ; *amendement n° 8* de la commission (suppression de l'élection de la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin) adopté (p. 2715).

MM. Pidjot (Roch), Piot (Jacques), Dijoud (Paul), Vivien (Alain), Foyer (Jean).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 2715).

ART. 4 (élections partielles de conseillers de Gouvernement) : *amendement n° 9* de la commission (même objet que l'*amendement n° 8*) adopté (p. 2715).

M. Piot (Jacques).

Explications de vote : *Bustin (Georges).*

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2715).

ART. 5 (retour automatique au sein de l'Assemblée territoriale des conseillers de Gouvernement lorsqu'ils quittent leurs fonctions avant la fin de leur mandat) : *amendement n° 10* de la commission (suppression de l'article 5) adopté (p. 2715).

Explications de vote : *Vivien (Alain).*

MM. Piot (Jacques), Douffiagues (Jacques), Dijoud (Paul).

– article 5, supprimé (p. 2715).

ART. 6 (mettant fin aux fonctions des conseillers de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie élus le 14 novembre 1978, prévoyant les élections des membres du Conseil du Gouvernement dans les 14 jours suivants l'entrée en vigueur de la présente loi) : *amendement n° 4* de M. Joseph Franceschi (suppression de l'article 6) rejeté (p. 2717) ; *amendement n° 11* de la commission (élections renouvelant l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie dans les 60 jours suivant la promulgation de la présente loi) ; *sous-amendement n° 13* rectifié de M. Jean Foyer (mettant fin à compter de la promulgation de la présente loi, aux fonctions des conseillers de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie élus le 14 novembre 1978, élections du nouveau Conseil de Gouvernement après le renouvellement de l'Assemblée territoriale, applications pendant la période transitoire des dispositions de l'article 6 de la loi du 28 décembre 1976) adopté (p. 2717) ; *amendement n° 11*, ainsi modifié, adopté (p. 2717).

MM. Franceschi (Joseph), Foyer (Jean), Dijoud (Paul).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 2717).

EXPLICATIONS DE VOTE SUR L'ENSEMBLE :

Messmer (Pierre) : nécessité de sortir la Nouvelle-Calédonie de la situation de blocage de ses institutions ; prochaines élections en Nouvelle-Calédonie constituant un référendum pour ou contre l'indépendance ; vote favorable du groupe R.P.R. (p. 2717).

Hamel (Emmanuel) : possibilité pour les Calédoniens de faire un choix historique pour ou contre le maintien de l'association de la Nouvelle-Calédonie avec la France ; vote favorable du groupe U.D.F. (p. 2717).

Vivien (Alain) : texte incapable de résoudre les problèmes posés à la Nouvelle-Calédonie ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2718).

Bustin (Georges) : vote hostile du groupe communiste (p. 2718).

Dijoud (Paul) : objectifs réels de la politique du Gouvernement : application rapide et entière du plan à long terme proposé par le Gouvernement de la France et approuvé par l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie (p. 2718).

Labbé (Claude) : demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi (p. 2718).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 165 (p. 2718) ; liste des votants (p. 2720).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [2 mai 1979] (p. 3350) :

Age (privilège de l') : *Piot (Jacques),* (p. 3350).

Assemblée territoriale (dissolution de l') : *Piot (Jacques),* (p. 3350) ; *Pidjot (Roch),* (p. 3351, 3352) ; *Lafleur (Jacques),* (p. 3352) ; *Douffiagues (Jacques),* (p. 3353).

Conventions entre le territoire et le Gouvernement : *Piot (Jacques),* (p. 3350).

Mélanésiens : *Pidjot (Roch),* (p. 3351) ; *Dijoud (Paul),* (p. 3355).

Néocolonialisme : *Pidjot (Roch),* (p. 3351) ; *Franceschi (Joseph),* (p. 3353).

Plan de relance : *Douffiagues (Jacques),* (p. 3353) ; *Dijoud (Paul),* (p. 3354).

DISCUSSION DES ARTICLES [2 mai 1979] (p. 3355) :

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire par scrutin public n° 176 (p. 3356) ; liste des votants (p. 3361).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [9 mai 1979] (p. 3548) :

Assemblée territoriale et Conseil du Gouvernement (conditions de dissolution et de révocation) : *Piot (Jacques)*, (p. 3548) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 3549) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3549) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3550) ; *Bécam (Marc)*, (p. 3550).

Institutions politiques calédoniennes (blocage) : *Pidjot (Roch)*, (p. 3549) ; Foyer (Jean), (p. 3550) ; *Bécam (Marc)*, (p. 3550).

DISCUSSION DES ARTICLES [9 mai 1979] (p. 3550) :

ART. 2 *bis* (conventions fixant les modalités du concours de l'Etat aux investissements économiques et sociaux et de sa participation au fonctionnement des services territoriaux) : *amendement n° 3* de M. Joseph Franceschi (rappelant que les conventions prévues aux deux premiers alinéas de l'article 2 *bis* ne peuvent dessaisir les autorités du territoire de leurs compétences) rejeté (p. 3551) ; *amendements* identiques *n° 1* de la commission et *n° 4* de M. Joseph Franceschi (publication au *Journal Officiel* du territoire des conventions prévues à l'article 2 *bis*) adopté (p. 3551).

MM. Franceschi (Joseph), Piot (Jacques), Bécam (Marc).

– article 2 bis, ainsi modifié, adopté (p. 3551).

ART. 3 : adopté (p. 3551).

ART. 4 : adopté (p. 3551).

ART. 5 : adopté (p. 3552).

ART. 6 : *amendement n° 5* de M. Joseph Freanceschi (suppression de l'article 6) rejeté par scrutin public n° 177 (p. 3552) ; liste des votants (p. 3563) ; *amendement n° 2* de la commission (prévoyant les élections renouvelant l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie dans les soixante jours qui suivront la promulgation de la loi et mettant fin à compter de la promulgation de la loi aux fonctions des conseillers de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie) adopté (p. 3553).

MM. Piot (Jacques), Bécam (Marc).

Explications de vote : *Franceschi (Joseph)* : vote hostile du groupe socialiste.

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 3553).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Lafleur (Jacques) : nécessité et urgence de la réforme à mettre en œuvre pour la Nouvelle-Calédonie ; son vote favorable sur l'ensemble du projet de loi (p. 3553).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3553).

TROISIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 mai 1979] (p. 3707) :

Assemblée territoriale et Conseil de Gouvernement (conditions de dissolution et de révocation) : *Piot (Jacques)*, (p. 3708) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 3708) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 3708) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3709, 3710) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3710, 3711).

Députés non inscrits (délégations de vote) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3713).

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Dijoud (Paul)*, (p. 3711).

Institutions politiques calédoniennes (blocage) : *Lafleur (Jacques)*, (p. 3708) ; *Brial (Benjamin)*, (p. 3709) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 3710) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3712).

Motions de censure à l'Assemblée territoriale : *Piot (Jacques)*, (p. 3708) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3711).

Nouvelle-Calédonie (Difficultés économiques) : *Lafleur (Jacques)*, (p. 3708) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 3711).

Nouvelle-Calédonie (division des ethnies) : *Dijoud (Paul)*, (p. 3711, 3712, 3713) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 3713).

Motion de renvoi en commission de M. Joseph Franceschi : *Franceschi (Joseph)*, (p. 3710, 3713) ; *Foyer (Jean)*, (p. 3712) ; *Bèche (Guy)*, (p. 3713) ; *rejeté par scrutin public (p. 3713).*

DISCUSSION DES ARTICLES [10 mai 1979] (p. 3714) :

ART. 2 *bis* (rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 3718).

ART. 6 (rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : *amendement n° 1* de la commission (possibilité pour le ministre chargé des territoires d'Outre-Mer de suspendre les conseillers de Gouvernement par mesure individuelle ou collective ; possibilité de dissoudre l'Assemblée territoriale et le Conseil de Gouvernement par décret en Conseil des ministres) adopté (p. 3718).

– *MM. Piot (Jacques), Dijoud (Paul), Foyer (Jean), Pidjot (Roch), Franceschi (Joseph).*

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 3718).

RAPPEL AU REGLEMENT :

Pourchon (Maurice) : propos intolérables tenus par le secrétaire d'Etat (p. 3717).

Dijoud (Paul) : agression verbale lancée par M. Joseph Franceschi (p. 3717).

Franceschi (Joseph) : affirme n'avoir jamais tenu de propos insultants à l'égard du secrétaire d'Etat (p. 3717).

Adoption de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale modifié par l'*amendement n° 1* (p. 3718).

6. – PROPOSITION DE LOI **n° 1352** TENDANT A PROROGER LES DELAIS D'APPLICATION DU CONTRAT SIMPLE DANS LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT ET LES ETABLISSEMENTS PRIVES D'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE ET D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 octobre 1979 par M. Jacques Lafleur. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Antoine Gissinger [22 novembre 1979].

7. – PROPOSITION DE LOI **n° 1413** TENDANT A COMPLETER LES INSTITUTIONS TERRITORIALES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES PAR LA CREATION D'UN COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 22 novembre 1979 par M. Jacques Lafleur. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [13 décembre 1979]. – Nouveau rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg [9 octobre 1980]. – Rapport **n° 2153** [11 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Adoption le 19 décembre 1980. – Proposition de loi **n° 418.**

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1980] (p. 5068).

Comité économique et social de Nouvelle-Calédonie : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5068) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5068) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 5069) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5069).

Communes (représentation au comité économique et social) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 5069).

Conditions d'inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour : *Pidjot (Roch)*, (p. 5069) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5069).

Conseil de Gouvernement (compétences) : *Pidjot (Roch)*, (p. 5069).

Consultation de l'Assemblée territoriale : *Krieg (Pierre-Charles)*, (p. 5068) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 5069).

Mélanésiens : *Franceschi (Joseph)*, (p. 5069).

Nickel : *Pidjot (Roch)*, (p. 5069).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5070) :

ART. 1er.

(Article 59 *bis* de la loi du 28 décembre 1976 : institution en Nouvelle-Calédonie d'un comité économique et social) : adopté (p. 5070).

(Article 59 *ter* de la loi du 28 décembre 1976 : composition du comité économique et social) : *amendement n° 1* rectifié de M. Roch Pidjot (représentation des organisations coutumières mélanésiennes) : rejeté (p. 5071).

– article 59 ter adopté (p. 5071).

(Article 59 *quater* de la loi du 28 décembre 1976 : conditions d'éligibilité des membres du comité économique et social) : *amendement n° 2* de M. Roch Pidjot (ramenant à 21 ans l'âge minimum des membres du comité économique et social) : rejeté (p. 5071).

– article 59 quater adopté (p. 5071).

(Article 59 *quinquies* de la loi du 28 décembre 1976 : incompatibilité des fonctions de membre du comité économique et social avec celles de député, de sénateur, de membre du conseil de Gouvernement ou de l'Assemblée territoriale, de maire ou d'adjoint au maire) : *amendement n° 3* de M. Roch Pidjot (possibilité pour les maires ou les adjoints aux maires d'être membres du comité) : rejeté (p. 5072).

– article 59 quinquies adopté (p. 5072).

(Article 59 *sexies* de la loi du 28 décembre 1976 : fixation par des décisions du conseil de Gouvernement du nombre et de la durée du mandat des membres du comité et de la liste des groupements, organismes et associations représentés au comité) : adopté (p. 5072).

(Article 59 septies de la loi du 28 décembre 1976 : sessions du comité économique et social) : adopté (p. 5072).

(Article 59 *octies* de la loi du 28 décembre 1976 : avis du comité économique et social) : adopté (p. 5072).

– article 1er, adopté (p. 5072).

ART. 2 (dispositions de coordination) : adopté (p. 5072).

EXPLICATIONS DE VOTE (p. 5072).

Inscription des propositions de loi à l'ordre du jour : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5072) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5072).

Marchandage entre les composantes de la majorité et le gouvernement : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5072) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5073).

Mélanésiens : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5072) ; *Chinaud (Roger)*, (p. 5073) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 5073).

Vote favorable du groupe UDF : *Chinaud (Roger)*, (p. 5073).

Vote hostile du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5072).

Vote hostile du groupe socialiste : *Franceschi (Joseph)*, (p. 5072).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5073).

8. – PROJET DE LOI **n° 2159** RELATIF A L'AMENAGEMENT FONCIER ET A L'ETABLISSEMENT RURAL DANS LE TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES, Sénat (première lecture), n° 104 (1980-1981). Dépôt le 19 novembre 1980 par M. Raymond Barre, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 148 (1980-1981) [5 décembre 1980]. – Renvoi pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapporteur pour avis : M. Jacques Mossion. – Avis n° 141 (1980-1981) [4 décembre 1980]. – Discussion le 11 décembre 1980. – Adoption le 11 décembre 1980. – Projet de loi n° 34 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture), **n° 2159.** Dépôt le 12 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal [16 décembre 1980]. – Rapport **n° 2174** [18 décembre 1980]. – Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges [16 décembre 1980]. – Rapporteur pour avis : M. Pascal Clément [16 décembre 1980]. – Discussion le 19 décembre 1980. – Adoption le 19 décembre 1980. – Projet de loi **n° 420.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1980] (p. 3015).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Pierre Raynal. – Rapport **n° 2231** [20 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Adoption avec modification le 20 décembre 1980. – Projer de loi **n° 421.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 206 (1980-1981) [20 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Rejet le 20 décembre 1980. – Projet de loi n° 63 (1980-1981).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture), **n° 2246.** Dépôt le 20 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Pierre Raynal. – Rapport **n° 2247** [20 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Adoption le 20 décembre 1980. – Projet de loi **n° 422.**

SENAT (deuxième lecture), n° 208 (1980-1981). Dépôt le 20 décembre 1980. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Pillet. – Rapport n° 209 (1980-1981) [20 décembre 1980]. – Discussion le 20 décembre 1980. – Adoption définitive le 20 décembre 1980. – Projet de loi n° 64 (1980-1981).

Loi n° 81-4 du 7 janvier 1981 *publiée au J.O.* du 8 janvier 1981 (p. 192).

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : art. 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **2** : art. 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **3** : art. 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **4** : art. 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **5** : art. 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **6** : art. 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **7** : art. 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **8** : art. 8 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **9** : art. 9 (projet. – S. 1. – A.N.

1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **10** : art. 10 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **11** : art. 11 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

Loi, article **12** : art. 12 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **13** : art. 14 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P. – A.N. 2. – S. 2).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [19 décembre 1980] (p. 5075).

Acquisition amiable : *Clément (Pascal)*, (p. 5075).

Acquisition et redistribution des terres : *Raynal (Pierre)*, (p. 5074) ; *Clément (Pascal)*, (p. 5074).

Appropriation des terres incultes : *Clément (Pascal)*, (p. 5075) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Autodétermination et indépendance de la Nouvelle-Calédonie : *Pidjot (Roch)*, (p. 5076) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5080) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5081).

Autorités territoriales (compétences en matière de réforme foncière) : *Raynal (Pierre)*, (p. 5074) ; *Clément (Pascal)*, (p. 5075) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078).

Climat politique en Nouvelle-Calédonie : Raynal (Pierre), (p. 5074) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 5075, 5076) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5078) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5080) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5081).

Colonisation de la Nouvelle-Calédonie ; arrêté Feuillet de 1897 : *Pidjot (Roch)*, (p. 5075, 5076) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5077) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Colons de Nouvelle-Calédonie : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Communes (exclusion de la procédure d'attribution des terres) : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5080).

Consultation de l'Assemblée nationale territoriale : *Raynal (Pierre)*, (p. 5073) ; *Clément (Pascal)*, (p. 5074) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5080, 5081).

Développement agricole : *Raynal (Pierre)*, (p. 4073) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 5076) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Droit coutumier : *Pidjot (Roch)*, (p. 5076) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 5077) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5078) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Droit de préemption : *Clément (Pascal)*, (p. 5075) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078).

Expropriation pour cause d'utilité publique : *Clément (Pascal)*, (p. 5075) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078).

Mélanésiens (caractère sacré de leur relation avec leurs terres) : *Raynal (Pierre)*, (p. 5073) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 5076) ; *Franceschi (Joseph)*, (p. 5077, 5078) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

Mélanésiens (revendications foncières) : *Clément (Pascal)*, (p. 5074) ; *Pidjot (Roch)*, (p. 5075) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 5076, 5077) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5081).

Parti communiste français (action sur instruction de l'étranger) : *Dijoud (Paul)*, (p. 5080).

Plan de développement économique et social à long terme de la Nouvelle-Calédonie : *Dijoud (Paul)*, (p. 5081).

Structures foncières de la Nouvelle-Calédonie : Raynal (Pierre), (p. 5073) ; *Fuchs (Jean-Paul)*, (p. 5078) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5079).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5109).

ART. 1er (finalités de l'aménagement foncier et de l'établissement rural en Nouvelle-Calédonie) : modification du projet original du gouvernement dans un sens favorable aux colons (p. 5109) ; *amendement n° 30* de M. Brunhes (restitution aux collectivités et aux groupements familiaux autochtones des terres dont ils ont été dépossédés) : rejeté par scrutin public n° 578 (p. 5110) ; *amendement n° 1* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 5110) ; *amendement n° 2* de la commission des lois (suppression de la notion de terre récupérable) adopté (p. 5110) ; *amendement n° 3* de la commission des lois (possibilité de céder des terres faisant partie du domaine privé territorial) : adopté (p. 5111) ; *amendement n° 20* de la commission de la production (rédactionnel) : devient sans objet (p. 5111) ; *amendement n° 4* de la commission des lois (précisant que les transferts de propriété au profit de groupements coutumiers de droit local devront être liés à la préservation de leur mode de vie traditionnel) : adopté (p. 5111).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5111).

ART. 2 (concours technique et financier de l'Etat) : possibilité d'appliquer la réforme foncière par décret en conseil d'Etat en cas d'opposition des colons (p. 5111, 5112) : *amendement n° 5* de la commission des lois

(définition par le territoire des programmes d'opération d'aménagement foncier et d'établissement rural auxquels l'Etat apporte son concours technique et financier) : adopté (p. 5112) ; *amendement n° 21* de la commission de la production (rédactionnel) : retiré (p. 5112).

– article 2, ainsi modifié, adopté (p. 5112).

ART. 3 (compétences du territoire en matière d'aménagement foncier et d'établissement rural) : rôle des communes dans la réalisation de la réforme foncière (p. 5112) ; *amendement n° 6* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 5113) ; *amendement n° 22* de la commission de la production (formel) : devient sans objet (p. 5113).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 5113).

ART. 4 (régime d'allocations aux exploitants cédant leurs terres dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural) : *amendement n° 7* de la commission des lois (supprimant l'exclusion selon laquelle l'allocation ne pourrait être attribuée aux exploitants expropriés) : rejeté (p. 5113) ; *amendement n° 23* de la commission de la production (rédactionnel) : adopté (p. 5113).

– article 4, ainsi modifié, adopté (p. 5113).

ART. 5 (institution d'un droit de préemption au profit du territoire) : *amendement n° 24* de la commission de la production (rédactionnel) rejeté (p. 5114) ; *amendement n° 25* de la commission de la production (supprimant la référence aux terrains ayant vocation à certaines cultures spécialisées) : rejeté (p. 5114) ; *amendement n° 8* de la commission des lois (supprimant la référence aux terrains ayant vocation à certaines cultures spécialisées) : adopté (p. 5114).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5114).

ART. 6 (exercice du droit de préemption) : *amendement n° 9* de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 5114).

– article 6, ainsi modifié, adopté (p. 5114).

ART. 7 (fixation du prix par voie judiciaire dans certains cas d'exercice du droit de préemption) : *amendement n° 26* de la commission de la production (rédactionnel) : adopté (p. 5115).

– article 7, ainsi modifié, adopté (p. 5115).

ART. 8 (terres auxquelles ne s'applique pas le droit de préemption) : possibilités juridiques données aux colons pour tourner le droit de préemption) (p. 5115).

– article 8 adopté (p. 5115).

ART. 9 (acquisition forcée de terres incultes ou insuffisamment exploitées) : représentation insuffisante des intérêts mélanésiens (p. 5115) ; *amendement n° 27* de la commission de la production (possibilité pour le chef du territoire de saisir la commission en vue de lui faire constater qu'une terre est inculte ou insuffisamment exploitée) rejeté (p. 5115) ; *amendement n° 10* de la commission des lois (représentation de l'Etat et du territoire au sein de la commission créee par l'article 9) : adopté (p. 5116) ; *amendement n° 11* de la commission des lois (voix prépondérante du Président au sein de la commission) : adopté (p. 5116) ; *amendement n° 12* de la commission des lois (conditions de nomination des membres de la commission qui ne représentent ni l'Etat ni le territoire) : adopté (p. 5116) ; *amendement n° 13* de la commission de la production (cas où la commission est appelée à statuer sur un terrain dont un de ses membres est propriétaire) : adopté (p. 5116) ; *amendement n° 14* de la commission des lois (précisant que l'application de l'article 9 ne peut aboutir à démembrer une exploitation au point de la rendre non viable) : adopté (p. 5116).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 5116).

ART. 10 (expropriation pour cause d'utilité publique) : obstacles à l'expropriation (p. 5116) ; *amendement n° 15* de la commission des lois (formel) : adopté (p. 5117) ; *amendement n° 16* de la commission des lois (poursuite de la mise en valeur d'une terre ayant fait l'objet d'une expropriation par les personnes ou groupements qui en sont désignés comme attributaire) : rejeté (p. 5117) ; *amendement n° 17* de la commission des lois (précisant que la procédure d'expropriation ne peut être utilisée plus d'une fois envers une même personne ou ses ayants droit à l'égard de terres appartenant à une même exploitation) : adopté (p. 5118) ; *amendement n° 32* de la commission de la production (précisant que l'application de l'article 10 ne peut aboutir à démembrer une exploitation au point de la rendre non viable) : adopté (p. 5119).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 5119).

ART. 11 (droit de rétrocession au bénéfice de l'ancien propriétaire) : *amendement n° 29* corrigé de la commission de la production (limitation de la portée de l'article 11 aux terres acquises par une procédure contraignante) : adopté (p. 5118) ; *amendement n° 18* de la commission des lois (amendement de conséquence) : retiré (p. 5118).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 5118).

ART. 12 (régime d'attribution des terres) : adopté (p. 5118).

APRES l'ART. 12 : *amendement n° 31* corrigé de M. Foyer (interdisant que l'application de la présente loi ait pour effet de faire retomber sous un statut coutumier des terres actuellement soumises au régime civil) : rejeté (p. 5119).

ART. 13 (exclusion de l'application de l'art. 832-2 du code civil : supprimé par le Sénat ; suppression conforme (p. 5120).

ART. 14 (durée d'application de la loi) : spoliation des Mélanésiens et nouvelle colonisation organisée par le projet ; indépendance de la Nouvelle-Calédonie (p. 5120) ; *amendement n° 19* de la commission des lois (situation des opérations d'acquisition et de rétrocession en cours au terme du délai de dix ans prévu pour l'application de la loi) : adopté (p. 5121).

– ce texte devient l'article 14 (p. 5121).

EXPLICATIONS DE VOTE :

Collusion entre indépendantistes et communistes : *Chinaud (Roger)*, (p. 5121).

Indépendantistes (absence de propositions constructives) : *Séguin (Philippe)*, (p. 5121).

Mélanésiens (revendications foncières) : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5121).

Vote favorable du groupe RPR : *Séguin (Philippe)*, (p. 5121).

Vote favorable du groupe UDF : *Chinaud (Roger)*, (p. 5121).

Vote hostile du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5121).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 579 (p. 5122).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1980] (p. 5133).

Dispositions adoptées par la commission mixte paritaire : *Raynal (Pierre)*, (p. 5134).

Expropriation pour cause d'utilité publique : *Raynal (Pierre)*, (p. 5134).

Vote hostile sur le projet : *Pidjot (Roch)*, (p. 5134).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5134).

ART. 10 : *amendement n° 1* du Gouvernement (précisant que lorsqu'une propriété a fait l'objet d'expropriations portant au total sur 50 % de sa superficie, il ne pourra être procédé à d'autres expropriations sur des terres constituant cette exploitation) : adopté par scrutin public n° 580 (p. 5136).

EXPLICATIONS DE VOTE [20 décembre 1980] (p. 5136).

Colons : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5136).

Droit à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie : *Brunhes (Jacques)*, (p. 5136).

Expropriation : *Dijoud (Paul)*, (p. 5136).

Mélanésiens (revendications foncières) : *Franceschi (Joseph)*, (p. 5136) ; *Brunhes (Jacques)*, (p. 5136).

Occupation illégale des terres : *Dijoud (Paul)*, (p. 5137).

Vote hostile du groupe socialiste : *Franceschi (Joseph)*, (p. 5136).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié, par scrutin public n° 581 (p. 5137).

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [20 décembre 1980] (p. 5142).

Expropriation pour cause d'utilité publique : *Raynal (Pierre)*, (p. 5142) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 5142) ; *Richard (Alain)*, (p. 5142) ; *Foyer (Jean)*, (p. 5142).

Rejet par le Sénat du texte de la CMP : *Raynal (Pierre)*, (p. 5142).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5143).

ART. 1er : *amendement n° 1* de la commission des lois (rétablissement du texte de la CMP) : adopté (p. 5143) ; *amendement n° 2* de la commission des lois (rétablissement du texte de la CMP) : adopté (p. 5143).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5143).

ART. 2 : adopté (p. 5143).

ART. 3 : *amendement n° 3* de la commission des lois (rétablissement du texte de la CMP) : adopté (p. 5144).

– article 3, ainsi modifié, adopté (p. 5144).

ART. 4 : adopté (p. 5144).

ART. 5 : *amendement n° 4* de la commission des lois (reprenant le texte de la CMP) : adopté (p. 5144) ; contentieux des décisions de préemption (p. 5144).

– article 5, ainsi modifié, adopté (p. 5144).

ART. 6 : adopté (p. 5144).

ART. 7 : adopté (p. 5144).

ART. 9 : *amendement n° 5* de la commission des lois (reprenant le texte de la CMP) :

adopté (p. 5145) ; *amendement n° 6* de la commission des lois (reprenant le texte de la CMP) ; sous-amendement de M. Alain Richard (suppression de la référence à la notion d'intérêt indirect) : rejeté (p. 5145) ; *amendement n° 6* adopté (p. 5146) ; *amendement n° 7* de la commission des lois (reprenant le texte de la CMP) : adopté (p. 5146).

– article 9, ainsi modifié, adopté (p. 5146).

ART. 10 : *amendement n° 8* de la commission des lois (précisant que lorsqu'une propriété a fait l'objet d'une ou plusieurs expropriations portant au total sur la moitié de sa superficie exploitée, il ne pourra plus être procédé sur cette propriété à d'autres expropriations de terres exploitables) : adopté par scrutin public n° 582 (p. 5147) ; droits de l'exploitant et du locataire lors de l'expropriation (p. 5146).

– article 10, ainsi modifié, adopté (p. 5147).

ART. 11 : *amendement n° 9* de la commission des lois (rétablissement du texte de la CMP) : adopté (p. 5147).

– article 11, ainsi modifié, adopté (p. 5147).

ART. 14 : *amendement n° 10* de la commission des lois (reprenant le texte de la CMP) : adopté (p. 5147).

– article 14, ainsi modifié, adopté (p. 5147).

EXPLICATIONS DE VOTE [20 décembre 1980] (p. 5147).

Application du projet : *Richard (Alain),* (p. 5147) ; *Dijoud (Paul),* (p. 5148).

Déséquilibres fonciers en Nouvelle-Calédonie : *Richard (Alain),* (p. 5147).

Expropriation : *Richard (Alain),* (p. 5147, 5148).

Mélanésiens (conception de la propriété foncière) : *Richard (Alain),* (p. 5147).

Préemption : *Richard (Alain),* (p. 5147).

Vote favorable : *Lafleur (Jacques),* (p. 5148).

Vote hostile du groupe communiste : *Brunhes (Jacques),* (p. 5148).

Vote hostile du groupe socialiste : *Richard (Alain),* (p. 5148).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public n° 583 (p. 5148).

Voir CONSEIL CONSTITUTIONNEL, 66 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20 ; LOIS DE FINANCES, 1, 3, 10 (deuxième partie), Territoires d'Outre-Mer ; MOTIONS DE CENSURE, 16 et 17 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 279 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 11, 308 ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2, 5, 7.

– **Mort d'appelés en –.** *Voir* QUESTIONS GOUVERNEMENT, 998.

– **Présence militaire.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 629.

NOUVELLE COMPAGNIE DE PAQUEBOTS

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 189, 190.

NOUVELLE-GUINEE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 14.

NOUVELLE-ZELANDE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 486 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 99.

NOUVELLES-HEBRIDES

1. – PROJET DE LOI **n° 1371** AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A PRENDRE PAR ORDONNANCE LES MESURES RENDUES NECESSAIRES PAR LA DECLARATION DE L'INDEPENDANCE DES NOUVELLES-HEBRIDES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 5 novembre 1979 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [15 novembre 1979]. – Rapport **n° 1439** [29 novembre 1979]. – Discussion le 7 décembre 1979. – Adoption le 7 décembre 1979. – Projet de loi **n° 243.**

SENAT (première lecture), n° 91 (1979-1980). Dépôt le 8 décembre 1979. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport

n° 119 (1979-1980) [13 décembre 1979]. – Discussion le 18 décembre 1979. – Adoption définitive le 18 décembre 1979. – Projet de loi n° 21 (1979-1980).

Loi n° 79-1114 du 22 décembre 1979 publiée au *J.O.* du 23 décembre 1979 (p. 3254).

PREMIERE LECTURE

DISCUSSION GENERALE [7 décembre 1979] (p. 11450) :

Accession des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance : *Piot (Jacques)*, (p. 11450, 11451) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 11452) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 11452) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 11453) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 11452).

Article 38 de la Constitution : *Piot (Jacques)*, (p. 11450) ; *Kalinsky (Maxime)*, (p. 11452) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 11454).

Article 53 de la Constitution : *Piot (Jacques)*, (p. 11451) ; *Lagorce (Pierre)*, (p. 11454).

Français des Nouvelles-Hébrides : *Piot (Jacques)*, (p. 11451) ; *Dijoud (Paul)*, (p. 11452) ; *Lafleur (Jacques)*, (p. 11452).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE [7 décembre 1979] (p. 11455) :

AVANT L'ART. UNIQUE : *amendement n° 3* de M. Maxime Kalinsky (invitant le Gouvernement à mettre fin par voie de convention à l'exercice des responsabilités de la France aux Nouvelles-Hébrides avant le 1er mars 1980) : rejeté (p. 11455) ; *amendement n° 1* de la commission (autorisant le Gouvernement à mettre fin, par voie de convention, à l'exercice des responsabilités de la France aux Nouvelles-Hébrides) : retiré (p. 11455).

MM. Kalinsky (Maxime), Piot (Jacques), Dijoud (Paul), Foyer (Jean).

ART. UNIQUE (autorisant le Gouvernement à prendre, jusqu'au 1er janvier 1981, par ordonnances, les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides) : *amendement n° 4* de M. Maxime Kalinsky (suppression de l'article unique) : rejeté (p. 11455) ; *amendement n° 2* de la commission (énumérant limitativement les mesures de nature législative que le Gouvernement doit prendre par ordonnances) : retiré (p. 11456) ; *amendement n° 5* du Gouvernement (précisant que les ordonnances prévues par le projet de loi doivent être prises en particulier pour la protection des intérêts des nationaux français) ; *sous-amendement n° 6* de M. Jean Foyer (précisant que les ordonnances prévues par le projet doivent être prises pour la protection des droits et des biens des nationaux français) : adopté (p. 11456) ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté (p. 11456).

MM. Kalinsky (Maxime), Piot (Jacques), Dijoid (Paul), Foyer (Jean), Deniau (Xavier).

Adoption de l'ensemble du projet ainsi modifié (p. 11456).

2. – PROJET DE LOI **n° 2..66** PORTANT RATIFICATION DES ORDONNANCES PRISES EN APPLICATION DE LA LOI n° 79-1114 DU 22 DECEMBRE 1979 AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A PRENDRE PAR ORDONNANCES LES MESURES RENDUES NECESSAIRES PAR LA DECLARATION DE L'INDEPENDANCE DES NOUVELLES-HEBRIDES, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 2 avril 1981 par M. Raymond Barre, Premier ministre et M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer). – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 20 ; LOIS DE FINANCES, 1, 3, 10 (deuxième partie), Territoires d'outre-mer ; NOUVELLE-CALEDONIE, 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 778, 818.

NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE (N.M.P.P.)

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux ; Information.

NOVATOME (Sanctions contre un ingénieur de –)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 841.

NUCLEAIRE (Industrie)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 424.

– **Politique.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 296.

– **Taxes sur les installations.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Articles et

articles additionnels non rattachés, après l'article 80, *amendement n° 159.*

NUISANCES

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie. – I. – Environnement ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 14, 471.

– **Des aéroports.** *Voir* LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Transports.

NUMERO D'IDENTIFICATION DE L'INSEE

Voir JUSTICE (ORGANISATION DE LA), 1.

NUMERUS CLAUSUS

Voir MEDECINE, 1.

O

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 5 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 940 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 226 ; SERVICE NATIONAL. 8, 10, 11, 14.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

Voir AIDE SOCIALE. 1 ; CREANCES. 1 ; ENFANTS. 1 ; SECURITE SOCIALE. 14 ; SECURITE SOCIALE (FINANCEMENT). 2.

OBLIGATION DE RESERVE (pour les magistrats)

Voir MAGISTRATS. 4 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 446.

OBLIGATION D'ASSISTANCE

Voir ACCIDENTS. 1.

OBLIGATIONS

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 508 ; SOCIETES A CAPITAL VARIABLE. 2.

– **Détention par des non-résidents.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 477.

OBLIGATION SCOLAIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Education.

OCCITAN (Accès à la télévision)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 394.

OCEAN INDIEN

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 259.

OCEANOGRAPHIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 84.

OCEANOLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – IV. – Recherche.

OCTROI DE MER

Voir COLLECTIVITES LOCALES. 6.

ODEON

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ŒNOLOGUES

Voir VINS. 4.

ŒUVRES D'ART

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 197** TENDANT A ASSURER LA PROTECTION DES ACHETEURS D'ŒUVRES D'ART, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 11 mai 1978 par M. Claude-Gérard Marcus. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : Mme Hélène Missoffe [25 mai 1978].

Voir CONSTRUCTION D'HABITATION. 1 ; IMPOTS. 1 ; MARCHES. 1 ; SAISIE. 2.

ŒUVRES PERISCOLAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 502.

ŒUVRES POSTSCOLAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 502.

ŒUVRES SCOLAIRES

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 502.

ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3 (deuxième partie), Universités.

OFFICE CENTRAL INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Environnement et cadre de vie.

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (O.R.S.T.O.M.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Territoires d'outre-mer.

OFFICE DEPARTEMENTAL D'HLM DE L'AUDE

Voir ENERGIE. 1.

OFFICE DE RADIODIFFUSION TELEVISION FRANÇAISE (O.R.T.F.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Radiodiffusion et télévision ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, Article 11.

– **Personnels.** *Voir* LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 10.

OFFICE DES CHOIX ENERGETIQUES

Voir ENERGIE. 1.

OFFICE DES FORETS MEDITERRANEENNES

Voir FORETS. 2.

OFFICE DE STOCKAGE ET DE REGULATION DU CUIR

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales.

OFFICE DES VINS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7.

OFFICE D'HABITATIONS A LOYER MODERE DE LA REGION PARISIENNE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 201.

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES (O.F.P.R.A.)

Voir ETRANGERS. 1.

OFFICE FRANCO-ALLEMAND DE LA JEUNESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 13.

OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE

Voir CHASSE. 2 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3, Commission mixte paritaire.

OFFICE NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE FRONTALIERE

Voir TRAVAILLEURS FRONTALIERS. 1, 2.

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 302.

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Voir DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. 18, 25 ; FORETS. 4, 5, 6, 7 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; Commission mixte paritaire.

OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION

Voir ETRANGERS. 1, 3 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Travail et santé. – II. – Travail et participation : Formation professionnelle ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Travail et participation : Travailleurs immigrés ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Travail et participation ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 1, 4.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (O.N.I.C.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 692.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT)

Voir LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BETAIL ET DES VIANDES (ONIBEV)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Taxes parafiscales ; LOIS DE FINANCES. 3, 10 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 568 ; VIANDE. 1.

OFFICE POUR L'EVALUATION DES OPTIONS TECHNOLOGIQUES

Voir ENVIRONNEMENT. 2.

OFFICES FONCIERS

Voir AGRICULTURE. 3.

OFFICES INTERNATIONAUX DE LA JEUNESSE

Voir LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Jeunesse, sports et loisirs. – I. – Jeunesse et sports.

OFFICES MINISTERIELS (Contrôle)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 236.

OFFICES PAR PRODUITS

Voir AGRICULTURE. 3.

OFFICES PUBLICS DE HLM

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 752.

OFFICINES DE PHARMACIE (Employés)

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

OFFICIERS

Voir AMNISTIE. 1 ; ARMEE. 4 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

Voir PROCEDURE PENALE. 2.

OFFICIERS MARINIERS

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des essences.

OFFICIERS SAPEURS-POMPIERS (Ecole des –)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Intérieur.

OFFSET (Imprimerie)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : Information.

OFF SHORE (Exploration)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Comptes spéciaux du Trésor.

OLMI (Philippe)

Voir ELOGES FUNEBRES (anciens députés), 20.

ONZE NOVEMBRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Anciens combattants.

OPERA DE LYON

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication (p. 6282).

OPERA DE MARSEILLE

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Culture et communication (p. 6282).

OPERA DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Culture et communication.

OPERATIONS DE BOURSE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 4, Article 6.

OPPOSITION

Voir LOIS DE FINANCES. 1, Explications de vote et scrutin sur l'ensemble ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3.

– **Droit de l'–**. *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 1.

OPPOSITIONS

Voir ASSURANCES. 1.

OPTIONS

Voir PLAN. 2.

OR

1. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1568** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LA SPECULATION SUR LE MARCHE DE L'OR DE PARIS, LES MOYENS D'Y METTRE FIN ET LES MESURES DE PROTECTION A PRENDRE EN FAVEUR DES PETITS PORTEURS, Assemblée nationale. Dépôt le 9 janvier 1980 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Guy Ducoloné [10 avril 1980]. – Rapport **n° 1687** [7 mai 1980].

ORCHESTRE DE NANCY

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LOIRE

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ORCHESTRES REGIONAUX

Voir LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Culture et communication.

ORDONNANCES

Voir MAYOTTE. 1 ; NOUVELLES-HEBRIDES. 1.

– **Du 2 janvier 1959 (sur les lois de finances).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Articles et articles additionnels non rattachés, après l'article 73 ; LOIS DE REGLEMENT. 3 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 215, 218.

– **Du 26 août 1944 (sur la presse).** *Voir* LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : Information ; LOIS DE FINANCES. 10 (deuxième partie), Services du Premier ministre. – I. – Services généraux : Information.

ORDRE DE LA LIBERATION

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération.

ORDRE DES ARCHITECTES

Voir ARCHITECTURE. 2.

ORDRE DES MEDECINS

Voir INFIRMIERS-INFIRMIERES. 2.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Calendrier des prochains travaux [3 avril 1978] (p. 1097).

Ordre du jour du 6 avril 1978 au 21 avril 1978 [6 avril 1978] (p. 1118).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [18 avril 1978] (p. 1145).

Ordre du jour du 18 avril au 28 avril 1978 [18 avril 1978] (p. 1157).

Ordre du jour du 26 avril 1978 au 12 mai 1978 [26 avril 1978] (p. 1371).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [27 avril 1978] (p. 1425).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 9 mai 1978 [9 mai 1978] (p. 1485).

Ordre du jour du 9 mai au 19 mai 1978 [9 mai 1978] (p. 1500).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 11 et 16 mai 1978 [11 mai 1978] (p. 1618).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 12 mai 1978 [12 mai 1978] (p. 1668).

Ordre du jour du 16 au 26 mai 1978 [16 mai 1978] (p. 1716).

Additif à l'ordre du jour du 16 mai 1978 [17 mai 1978] (p. 1773).

Ordre du jour du 24 mai au 2 juin 1978 [23 mai 1978] (p. 1939).

Additif à l'ordre du jour du 23 mai 1978 [25 mai 1978] (p. 2024).

Ordre du jour du 31 mai au 9 juin 1978 [30 mai 1978] (p. 2234).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [1er juin 1978] (p. 2408).

Demande de suspension de la séance, présentée par M. Jack Ralite faite en application de l'article 58, alinéa 3, du règlement ; rejetée par scrutin public n° 36 [12 juin 1978] (p. 2477) ; liste des votants (p. 2491, 2492).

Ordre du jour du 7 juin au 16 juin 1978 [6 juin 1978] (p. 2632).

Ordre du jour du 14 au 23 juin 1978 [13 juin 1978] (p. 2818).

Additif à l'ordre du jour du 13 juin 1978 [14 juin 1978] (p. 2921).

Ordre du jour du 20 juin au 1er juillet 1978 [20 juin 1978] (p. 3149).

Additif à l'ordre du jour du 20 juin 1978 [21 juin 1978] (p. 3258).

Modification de l'ordre du jour adopté le 27 juin 1978 [28 juin 1978] (p. 3601).

Additif à la séance du 27 juin 1978 [28 juin 1978] (p. 3607).

Fixation de l'ordre du jour du 2 au 17 octobre 1978 [2 octobre 1978] (p. 5426).

Ordre du jour du 10 au 20 octobre 1978 [10 octobre 1978] (p. 5862).

Ordre du jour du 17 au 27 octobre 1978 [17 octobre 1978] (p. 6139).

Aménagement l'ordre du jour des 18 et 19 octobre 1978 [18 octobre 1978] (p. 6234).

Ordre du jour du 24 octobre au 9 novembre 1978 [24 octobre 1978] (p. 6537, 6538).

Ordre du jour du 7 au 17 novembre 1978 [7 novembre 1978] (p. 7122, 7123).

Ordre du jour du 14 au 24 novembre 1978 [14 novembre 1978] (p. 7587, 7588).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [14 novembre 1978] (p. 7613).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [15 novembre 1978] (p. 7110).

Modification de l'ordre du jour [16 novembre 1978] (p. 7764).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [17 novembre 1978] (p. 7948).

Ordre du jour du 21 novembre au 1er décembre 1978 [21 novembre 1978] (p. 8093).

Ordre du jour du 28 novembre au 8 décembre 1978 [28 novembre 978] (p. 8419).

Ordre du jour du 5 au 15 décembre 1978 [5 décembre 1978] (p. 8844).

Ordre du jour complémentaire du 7 au 15 décembre 1978 [7 décembre 1978] (p. 8952).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [8 décembre 1978] (p. 9123, 9124).

Ordre du jour du 12 au 20 décembre 1978 [12 décembre 1978] (p. 9285).

Aménagement de l'ordre du jour prioritaire des 18 et 19 décembre 1978 [15 décembre 1978] (p. 9578).

Ordre du jour du 19 au 20 décembre 1978 [19 décembre 1978] (p. 9696).

Ordre du jour de la session extraordinaire du 21 au 23 décembre 1978 [19 décembre 1978] (p. 9696).

Aménagement de l'ordre du jour [20 décembre 1978] (p. 9757).

Aménagement de l'ordre du jour de la session extraordinaire [23 décembre 1978] (p. 9956).

Ordre du jour de la session extraordinaire ouverte le 14 mars 1979 [14 mars 1979] (p. 1545).

Ordre du jour du 4 au 11 avril 1979 [4 avril 1979] (p. 2214).

Ordre du jour du 10 au 20 avril 1979 [10 avril 1979] (p. 2472).

Ordre du jour du 17 au 27 avril 1979 [17 avril 1979] (p. 2661).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 25 avril 1979 [19 avril 1979] (p. 2773).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 24 avril 1979 [24 avril 1979] (p. 2977).

Ordre du jour du 25 avril au 4 mai 1979 [25 avril 1979] (p. 3039).

Ordre du jour du 2 au 11 mai 1979 [2 mai 1979] (p. 3349).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 9 mai 1979 [3 mai 1979] (p. 3416).

Ordre du jour du 9 au 18 mai 1979 [9 mai 1979] (p. 3568).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 15 et 16 mai 1979 [11 mai 1979] (p. 3828).

Ordre du jour du 17 au 23 mai 1979 [16 mai 1979] (p. 3859).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 22 et 23 mai 1979 [17 mai 1979] (p. 3938).

Ordre du jour du 22 mai au 1er juin 1979 [22 mai 1979] (p. 4086).

Ordre du jour du 29 mai au 8 juin 1979 [20 mai 1979] (p. 4250).

Ordre du jour du 6 au 15 juin 1979 [6 juin 1979] (p. 4694).

Ordre du jour du 12 au 22 juin 1979 [12 juin 1979] (p. 4933).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 20 et 21 juin 1979 [15 juin 1979] (p. 5225).

Ordre du jour du 19 au 30 juin 1979 [19 juin 1979] (p. 5295).

Ordre du jour du 26 au 30 juin 1979 [26 juin 1979] (p. 5686).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 28 juin 1979 [28 juin 1979] (p. 5787).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 29 juin 1979 [29 juin 1979] (p. 5874).

Ordre du jour du 2 au 12 octobre 1979 [2 octobre 1979] (p. 7619).

Modification de l'ordre du jour du 5 octobre 1979 [4 octobre 1979] (p. 7798).

Ordre du jour du 9 au 20 octobre 1979 et ordre du jour complémentaire du 12 octobre 1979 [9 octobre 1979] (p. 7954).

Calendrier de la discussion de la 2e partie de la loi de finances pour 1980 [9 octobre 1979] (p. 7976).

Ordre du jour du 16 au 26 octobre 1979 [16 octobre 1979] (p. 8275).

Calendrier rectifié de la discussion de la 2e partie de la loi de finances pour 1980 [16 octobre 1979] (p. 8293).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 22 octobre 1979 [20 octobre 1979] (p. 8663).

Ordre du jour du 23 au 31 octobre 1979 [23 octobre 1979] (p. 8803).

Ordre du jour du 30 octobre au 9 novembre 1979 [30 octobre 1979] (p. 9205).

Ordre du jour du 6 au 17 novembre 1979 [6 novembre 1979] (p. 9483).

Ordre du jour du 13 au 23 novembre 1979 [13 novembre 1979] (p. 9946).

Fixation au 20 novembre 1979 de la discussion et du vote sur la censure [17 novembre 1979] (p. 10289).

Ordre du jour du 20 au 30 novembre 1979 [20 novembre 1979] (p. 10369).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 22, 23, 27 et 28 novembre 1979 [22 novembre 1979] (p. 10530).

Modification de l'ordre du jour prioritaire des 22 et 23 novembre 1979 [22 novembre 1979] (p. 10555).

Modification de l'ordre du jour du 23 novembre 1979 [22 novembre 1979] (p. 10555).

Ordre du jour du 27 novembre au 7 décembre 1979 [27 novembre 1979] (p. 10733).

Modification de l'ordre du jour du 30 novembre 1979 [29 novembre 1979] (p. 10916).

Ordre du jour du 4 au 15 décembre 1979 [4 décembre 1979] (p. 11217).

Aménagement de l'ordre du jour des 6 et 7 décembre 1979 [5 décembre 1979] (p. 11267).

Modification de l'ordre du jour du 7 décembre 1979 [6 décembre 1979] (p. 11366).

Ordre du jour du 11 au 20 décembre 1979 [11 décembre 1979] (p. 11596).

Aménagement de l'ordre du jour des 17 et 18 décembre 1979 ; adoption de l'ordre du jour complémentaire [13 décembre 1979] (p. 11764).

Ordre du jour du 18 au 20 décembre 1979 [18 décembre 1979] (p. 12224).

Fixation au 22 décembre 1979 de la discussion et des votes sur les motions de censure déposées par M. Canacos et M. Mitterrand le 20 décembre 1979 et ordre

du jour du 20 décembre 1979 [20 décembre 1979] (p. 12422).

Ordre du jour de la session extraordinaire ouverte le 27 décembre 1979 (p. 12545).

Ordre du jour des 7 et 9 janvier 1980 [7 janvier 1980] (p. 2).

Ordre du jour des 9 et 11 janvier 1980 [9 janvier 1980] (p. 18).

Ordre du jour du 3 au 18 avril 1980 [3 avril 1980] (p. 96).

Ordre du jour du 15 au 25 avril 1980 [15 avril 1980] (p. 390).

Ordre du jour du 22 avril au 2 mai 1980 [22 avril 1980] (p. 615).

Modifications de l'ordre du jour prioritaire [24 avril 1980] (p. 712, 726).

Ordre du jour du 29 avril au 13 mai 1980 [29 avril 1980] (p. 810).

Ordre du jour du 6 au 20 mai 1980 [6 mai 1980] (p. 891).

Ordre du jour du 13 au 23 mai 1980 [13 mai 1980] (p. 1022).

Ordre du jour du 20 au 30 mai 1980 [20 mai 1980] (p. 1093).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [21 mai 1980] (p. 1152).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [22 mai 1980] (p. 1206).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [23 mai 1980] (p. 1275).

Ordre du jour du 27 mai au 6 juin 1980 [27 mai 1980] (p. 1306).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [28 mai 1980] (p. 1344).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [29 mai 1980] (p. 1448).

Ordre du jour du 3 au 13 juin 1980 [3 juin 1980] (p. 1502).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [5 juin 1980] (p. 1614).

Ordre du jour du 10 au 20 juin 1980 [10 juin 1980] (p. 1685).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [11 juin 1980] (p. 1734).

Ordre du jour du 17 au 27 juin 1980 [17 juin 1980] (p. 1901).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [17 juin 1980] (p. 1905).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [21 juin 1980] (p. 2079).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [24 juin 1980] (p. 2183).

Ordre du jour du 24 au 30 juin 1980 [24 juin 1980] (p. 2212).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [25 juin 1980] (p. 2259).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [26 juin 1980] (p. 2334).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [27 juin 1980] (p. 2388).

Ordre du jour du 2 au 10 octobre 1980 [2 octobre 1980] (p. 2516).

Ordre du jour du 7 au 21 octobre 1980 [7 octobre 1980] (p. 2586).

Ordre du jour du 14 au 24 octobre 1980 [14 octobre 1980] (p. 2701).

Ordre du jour du 21 au 31 octobre 1980 [21 octobre 1980] (p. 2900).

Ordre du jour du 28 octobre au 7 novembre 1980 [28 octobre 1980] (p. 3209).

Ordre du jour du 4 au 21 novembre 1980 [4 novembre 1980] (p. 3527).

Ordre du jour du 18 au 28 novembre 1980 [18 novembre 1980] (p. 4132).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 25 novembre 1980 [20 novembre 1980] (p. 4189).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 20 novembre 1980 [20 novembre 1980] (p. 4218).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 25 novembre 1980 [25 novembre 1980] (p. 4307).

Ordre du jour du 25 novembre au 5 décembre 1980 [25 novembre 1980] (p. 4332).

Ordre du jour du 2 au 12 décembre 1980 [2 décembre 1980] (p. 4548).

Modification de l'ordre du jour du 9 décembre 1980 [5 décembre 1980] (p. 4752).

Ordre du jour du 10 au 20 décembre 1980. – Adoption, par scrutin public n° 561, des propositions de la conférence des Présidents [9 décembre 1980] (p. 4787, 4790). – Rappels au règlement : MM. Gaston Deferre, Jean Jarosz, Jacques Limouzy.

Modification de l'ordre du jour du 10 décembre 1980 [10 décembre 1980] (p. 4807).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 11 décembre 1980 [11 décembre 1980] (p. 4839).

Modification de l'ordre du jour du 17 décembre 1980 [16 décembre 1980] (p. 4913).

Aménagement de l'ordre du jour du 17 décembre 1980 [17 décembre 1980] (p. 4957).

Ordre du jour du 17 au 20 décembre 1980 [17 décembre 1980] (p. 4970).

Modification de l'ordre du jour prioritaire [18 décembre 1980] (p. 5026, 5056).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 19 décembre 1980 [19 décembre 1980] (p. 5094, 5105, 5107).

Modification de l'ordre du jour prioritaire du 20 décembre 1980 [20 décembre 1980] (p. 5131).

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 309 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 1, 7, 8, 9, 14, 16, 19, 22, 23, 28, 35, 40, 54, 55, 88, 89, 90, 91, 93, 150, 153, 154, 159, 160, 165, 166, 168, 169, 171, 172, 173, 187, 240, 242, 243, 244, 245, 263, 277, 280, 284, 291, 292, 293, 296, 297, 298, 300, 310, 342, 357, 359, 363, 400, 412, 444, 445.

(Interruption des travaux de l'Assemblée en raison de l'élection présidentielle) [3 avril 1981] (p. 14, 17).

– **Complémentaire.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 11.

– **Prioritaire.** *Voir* ALLOCUTIONS.

– **Vote sur –.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 447, 448.

ORDRE DU JOUR DU SENAT

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 274.

ORDRE NATIONAL DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRISE

Voir DECORATIONS, 4.

ORDRE NATIONAL DU MERITE

Voir DECORATIONS, 5, 7 ; LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération.

ORDRE PUBLIC

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 267** TENDANT A L'ABROGATION DE LA LOI n° 70-480 DU 8 JUIN 1970 DITE LOI « ANTI-CASSEURS », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 25 mai 1978 par Mme Hélène Constans et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [12 octobre 1978]. – Nouveau rapporteur : Mme Hélène Constans [9 octobre 1980].

2. – PROPOSITION DE LOI **n° 946** TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 2 DU DECRET-LOI DU 23 OCTOBRE 1935 PORTANT REGLEMENTATION DES MESURES RELATIVES AU RENFORCEMENT DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 10 avril 1979 par M. Pierre-Charles Krieg. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Pierre Pierre Bloch [26 avril 1979].

3. – PROPOSITION DE LOI **n° 1322** TENDANT A L'ABROGATION DE LA LOI n° 70-480 DU 8 JUIN 1970 DITE LOI « ANTI-CASSEURS », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 3 octobre 1979 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Piot [8 novembre 1979]. – Nouveau rapporteur : Mme Hélène Constans [9 octobre 1980].

4. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1942** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'UTILISATION DES FORCES DE POLICE ET LES COMPLICITES DONT BENEFICIENT LES MOUVEMENTS SE RECLAMANT DU NAZISME A L'INTERIEUR DES SERVICES, Assemblée nationale. Dépôt le 7 octobre 1980 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2024** [5 novembre 1980], commun aux propositions de résolution n°s 1942, 1974, 1975 (ORDRE PUBLIC, 4, 6, 7).

5. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1945** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE CHARGEE D'EXAMINER L'EVOLUTION DES FORMES DU TERRORISME DANS LE MONDE ET DE RECHERCHER LES MESURES QUE PEUT PRENDRE UN

GRAND PAYS DEMOCRATIQUE COMME LA FRANCE POUR Y FAIRE FACE, Assemblée nationale. Dépôt le 7 octobre 1980 par M. Roger Chinaud et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Charles Millon [15 octobre 1980]. – Retrait le 6 novembre 1980.

6. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1974** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE SUR L'APPARTENANCE A LA POLICE NATIONALE D'AGENTS SUSPECTS D'ACTIVITES EN LIAISON AVEC DES MENEES NEO-NAZIES ET SUR L'ORGANISATION DE LA RIPOSTE POLICIERE AUX ATTENTATS RACISTES ET ANTISEMITES, Assemblée nationale. Dépôt le 8 octobre 1980 par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2024** [5 novembre 1980], commun aux propositions de résolution n°s 1942, 1974, 1975 (ORDRE PUBLIC, 4, 6, 7).

7. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1975** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LES ACTIVITES DES GROUPES D'EXTREME-DROITE ET LEURS INCIDENCES SUR LA VIE NATIONALE, Assemblée nationale. Dépôt le 8 octobre 1980 par M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Michel Aurillac [15 octobre 1980]. – Rapport **n° 2024** [5 novembre 1980], commun aux propositions de résolution n°s 1942, 1974, 1975 (ORDRE PUBLIC, 4, 6, 7).

8. – PROPOSITION DE RESOLUTION **n° 1986** TENDANT A LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE QUI S'EFFORCERA DE DETERMINER LES CAUSES QUI ONT PERMIS LA MULTIPLICATION, DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE 1980, D'ATTENTATS TERRORISTES A CARACTERE RACISTE, LEUR EVOLUTION EN FRANCE ET DANS LES PAYS VOISINS AINSI QUE LES MESURES POUVANT ETRE MISES EN ŒUVRE POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, Assemblée nationale. Dépôt le 14 octobre 1980 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Retrait le 24 octobre 1980.

9. – PROPOSITION DE LOI **n° 2206** TENDANT A L'ABROGATION DE LA LOI n° 70-480 DU 8 JUIN 1970 DITE LOI « ANTI-CASSEURS », Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 18 décembre 1980 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir CORSE, 2, 3 ; DEBITS DE BOISSONS, 1 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1, 21 ; LOIS DE FINANCES, 3, 10 (deuxième partie), Intérieur ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 26, 95, 126, 172, 536, 959 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 34, 500 ; RAPPELS AU REGLEMENT, 50, 96.

– **Corse.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 537.

– **Défilé du 1er mai à Paris.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 34.

– **Intervention de la police à la mairie de Saint-Nazaire.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT, 109, 110, 111, 112.

– **Maintien.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 91.

– **Policiers victimes d'attentats.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 847.

– **Sécurité dans les grandes villes.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 883.

ORDRES PROFESSIONNELS

1. – PROPOSITION DE LOI **n° 624** RELATIVE A LA SUPPRESSION DES ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTE, Assemblée nationale (première lecture). Dépôt le 17 octobre 1978 par M. Jacques-Antoine Gau. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Jacques-Antoine Gau [8 décembre 1978].

ORDURES MENAGERES

Voir CONDITIONNEMENT, 1 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 439.

ORGANISATION AUTONOME NATIONALE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (O.R.G.A.N.I.C.)

Voir COMMERCE, 2.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 85.

ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (O.L.P.)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10, 15 ; LOIS DE FINANCES. 3 (deuxième partie), Affaires étrangères ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 743 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 361 ; RAPPELS AU REGLEMENT. 303, 309.

– **Représentativité.** *Voir* MOTIONS DE CENSURE. 4, 5, 6.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (O.U.A.)

Voir LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Coopération ; MAYOTTE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 128 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 100.

ORGANISATION DES DEBATS

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 88, 89, 115, 116.

– **Discussion du budget des universités.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 83, 84, 85, 86.

– **Simultanéité d'une séance publique et d'une réunion de la commission des finances.** *Voir* RAPPELS AU REGLEMENT. 439.

ORGANISATION DES MARCHES

Voir AGRICULTURE. 3 ; DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 7 ; LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 6.

ORGANISATION DES NATIONS-UNIES (O.N.U.)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Affaires étrangères ; MAYOTTE. 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 39, 290 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 40, 41, 42, 93, 104.

– **Année mondiale de la lutte contre l'apartheid.** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 63.

– **Décisions sur l'enfance.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 13.

– **FINUL.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 336.

– **Représentation du Cambodge à l'–.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 853.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE (O.P.E.P.)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; ENERGIE. 1 ; LOIS DE FINANCES. 1 (deuxième partie), Commerce extérieur.

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 10 ; LOIS DE FINANCES. 1, 10 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences ; MOTIONS DE CENSURE. 2, 3, 11 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 499, 637.

– **Fusées.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 637 ; MOTIONS DE CENSURE. 11.

ORGANISATION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT. 5, 10, 11, 17, 24, 25, 38, 41, 42, 43.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS. 63.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (O.I.T.)

Voir ETRANGERS. 1 ; TRAITES ET CONVENTIONS. 87.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Voir COUR DE CASSATION. 2 ; LOIS DE FINANCES. 1, 3, 6, 10 (deuxième partie), Justice.

– **DOM-TOM.** *Voir* DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT. 20.

ORGANISATION MARITIME CONSULTATIVE INTERGOUVERNEMENTALE (OMCI)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 192.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (O.M.S.)

Voir VACCINATIONS. 1.

ORGANISATION NATIONALE DES SYNDICATS D'INFIRMIERS LIBERAUX

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 160.

ORGANISATION PENITENTIAIRE

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER. 2, 5.

ORGANISATION UNIE DES ETATS AFRICAINS (OUA)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. 3.

ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT. 252.

ORGANISATIONS D'EXTREME-DROITE

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT. 330.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir LOIS DE FINANCES. 1, 3, 10 (deuxième partie), Affaires étrangères.

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

1. – PROJET DE LOI **n° 40** CONCERNANT LES COMITES PROFESSIONNELS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, Sénat (première lecture). Dépôt le 30 juin 1977 par M. Raymond Barre, Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, n° 485 (1976-1977). – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport le 27 octobre 1977 par M. Auguste Chupin, n° 53 (1977-1978). – Adoption le 10 novembre 1977. – Projet de loi n° 18 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (première lecture). Dépôt le 14 novembre 1977, **n° 3212.** – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapport le 7 décembre 1977 par M. Maurice Cornette, **n° 3282.** – Adoption avec modifications le 13 décembre 1977. – Projet de loi **n° 809.**

SENAT. Dépôt le 14 décembre 1977, n° 172 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. – Rapport le 6 avril 1978 par M. Auguste Chupin, n° 290 (1977-1978). – Adoption avec modifications le 13 avril 1978. – Projet de loi n° 102 (1977-1978).

ASSEMBLEE NATIONALE (deuxième lecture). Dépôt le 18 avril 1977. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Maurice Cornette [20 avril 1978]. – Rapport **n° 142** [27 avril 1978]. – Discussion le 10 mai 1978.

SENAT (troisième lecture). Dépôt le 11 mai 1978, n° 349 (1977-1978). – Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE. – Lettre du Premier ministre décidant la création [17 mai 1978] (p. 1748). – Nomination [18 mai 1978] (p. 1845).

Composition :

Députés. – Membres titulaires : MM. Valleix, Cornette, de Branche, Revet, Auroux, Claude Michel, Gouhier ; membres suppléants : MM. Noir, Hamelin, Rossinot, Birraux, Baylet, Mme Horvath, M. Jarosz.

Sénateurs. – Membres titulaires : MM. Chauty, Chupin, Chatelain, Beaupetit, Laucournet, Lemaire, Pouille ; membres suppléants : MM. Bajeux, Braconnier, Mistral, Millaud, Sordel, Létoquart, Brun.

Bureau [25 mai 1978] (p. 2142). – Président : M. Chauty (Michel) ; vice-président : M. de Branche (René).

ASSEMBLEE NATIONALE (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Maurice Cornette. – Rapport **n° 299** [25 mai 1978]. – Discussion le 6 juin 1978. – Adoption le 6 juin 1978. – Projet de loi **n° 49.**

SENAT (texte de la commission mixte paritaire). – Rapporteur : M. Chupin. – Rapport n° 374 (1977-1978). – Discussion le 14 juin 1978. – Adoption définitive le 14 juin 1978. – Projet de loi n° 149.

Loi n° 78-654 du 22 juin 1978 publiée au *J.O.* du 23 juin 1978.

Table de concordance de la numérotation des articles :

Loi, article **1er** : 1er (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **2** : 2 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2).

Loi, article **3** : 3 (projet. – S. 1. – A.N. 1. – S. 2. – A.N. 2. – A.N. C.M.P. – S. C.M.P.).

Loi, article **4** : 4 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **5** : 5 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **6** : 6 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

Loi, article **7** : 7 (projet. – S. 1. – A.N. 1).

PREMIERE LECTURE

Voir TABLE 1977.

DEUXIEME LECTURE

DISCUSSION GENERALE [10 mai 1978] (p. 1567) :

Comités professionnels de développement économique (conditions de création et composition) : *MM. Cornette (Maurice),* (p. 1567) ; *Prouteau (Jean-Pierre),* (p. 1567) ; *Porcu (Antoine),* (p. 1567, 1568) ; *Auroux (Jean),* (p. 1568).

DISCUSSION DES ARTICLES [10 mai 1978] (p. 1568, 1570) :

ART. 1er (possibilités de créer des comités professionnels de développement économique par décret en Conseil d'Etat) : *amendement n° 1* de la commission (avis obligatoire des organisations professionnelles les plus représentatives pour la création des comités professionnels) : adopté avec modification (p. 1568).

– article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 1568).

MM. Cornette (Maurice), Prouteau (Jean-Pierre).

ART. 3 (procédure de nomination des membres du conseil d'administration des comités professionnels) : *amendement n° 3* de M. Antoine Porcu (représentation des partenaires sociaux et d'élus dans les comités) : adopté (p. 1570) ; l'amendement n° 2 de la commission n'a plus d'objet (p. 1570) ; l'amendement n° 3 devient l'article 3.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1570).

MM. Porcu (Antoine), Ducoloné (Guy), Cornette (Maurice).

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

DISCUSSION GENERALE [6 juin 1978] (p. 2511) :

Comités professionnels de développement économique (composition) : *M. Porcu Antoine,* (p. 2511).

Comités professionnels de développement économique (concertation préalable à leur création) : *M. Cornette (Maurice),* (p. 2511).

Licenciements et démantèlement de secteurs économiques : *M. Porcu (Antoine),* (p. 2511).

EXAMEN DES ARTICLES (p. 2512) :

ART. 1er (conditions de création des comités professionnels de développement économique) : adopté (p. 2512).

ART. 3 (composition des conseils d'administration des comités professionnels de développement économique) : adopté (p. 2512).

Adoption de l'ensemble du projet compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2512).

Voir SECURITE SOCIALE. 10 ; TRAVAILLEURS ETRANGERS. 4 ; VINS. 1, 8.

ORGANISMES INTERNATIONAUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Economie et budget. – I. – Charges communes.

ORIENTATION SCOLAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 1, 10 (deuxième partie), Education ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 471.

ORSAY (Musée) (Parlementaires chargés du contrôle des crédits du –)

MM. Icart (Fernand), Tissandier (Maurice), Geng (Francis). [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2768).

ORTHOPHONISTES

Voir AUXILIAIRES MEDICAUX, 4.

OSTEOPATHIE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. – I. – Section commune. – III. – Santé et sécurité sociale.

OSTREICULTEURS

Voir ASSURANCES SOCIALES (MARINS), 1 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 683.

OSTREICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Transports. – IV. – Marine marchande ; PLAN, 1.

OTAGES (de Téhéran)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 15 ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 583, 586, 594, 753 ; TRAITES ET CONVENTIONS, 41.

OTO-RHINO-LARYNGOLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES, 10 (deuxième partie), Universités.

OTTANGE (Effondrements miniers)

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 605.

OTTMARSHEIM (Haut-Rhin) (Plate-forme douanière pour les poids-lourds)

Voir QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 310.

OUESSANT (Bouée géante)

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Transports. – V. – Routes, ports et voies navigables.

– **Naufrage.** *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 617.

OUEST

Voir MOTIONS DE CENSURE, 18, 19.

– **Transporteurs routiers de l' –).** *Voir* QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 266.

OUGANDA

Voir QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 822.

OUVRIERS AGRICOLES

Voir ASSURANCES VIEILLESSE, 10.

OUVRIERS DES ETABLISSEMENTS DE LA DEFENSE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES, 1 (deuxième partie), Crédits militaires ; Budget annexe du service des Essences ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 461.

OUVRIERS SPECIALISES (OS)

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, 7.

OVINS

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 7 ; LOIS DE FINANCES, 3 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 163, 462, 513.

– **Marché des –**. *Voir* QUESTIONS AU GOUVERNEMENT, 486, 497 ; QUESTIONS ORALES SANS DEBAT, 129, 172, 207, 257.